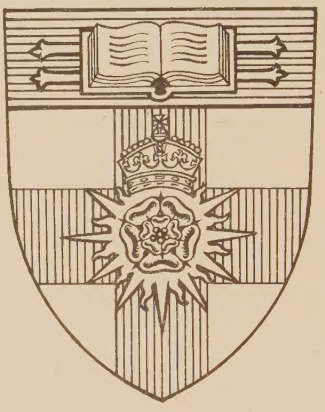
GPR EC3
Revue 7



UNIVERSITY OF LONDON
LIBRARY

SHL
WITHDRAWN

REVUE D'HISTOIRE
DE LA DEUXIÈME
GUERRE MONDIALE

SEPTIÈME ANNÉE

N° 25

JANVIER 1957

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

1957

LUCIEN FEBVRE

(1878-1956)

Les nombreux hommages qui lui étaient dus ont été rendus à Lucien Febvre dans tous les domaines d'activité qui furent les siens, et où sa place, parfois, demeure encore vide, comme à ce *Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale* qu'il a présidé depuis ses débuts, voilà bientôt dix ans. Nous rappellerons ici qu'il eut l'idée du lancement de cette *Revue*, dont il a assuré les premiers pas et qu'il a mise dans la voie qu'elle n'a plus quittée depuis.

Il aimait dire, par boutade, qu'il n'était pas spécialiste d'histoire contemporaine ; mais aucun champ de recherches ne lui demeurait longtemps étranger et sa hauteur de vues, son ample expérience des hommes et des choses, sa grande probité intellectuelle, lui faisaient vite découvrir, et élargir, les sentiers où il convenait de s'engager.

Que les contemporains doivent les premiers, à peine les passions éteintes, donner leur version des événements dont ils ont été les acteurs, ou simplement les témoins, lui paraissait l'évidence même, pour le plus grand profit des générations à venir, pour que le passé le plus proche d'elles par le temps ne fût pas aussi celui qu'elles connaissent le moins et ne leur demeurât pas comme étranger.

Si, dans cette *Revue*, les sujets les plus brûlants du deuxième conflit mondial ont été parfois abordés, si les paysages humains les plus tourmentés de notre époque s'y ordonnent parfois, clarifiés par l'historien, c'est à Lucien Febvre qu'on le doit.

LA CAPTIVITÉ DEVANT L'HISTOIRE

Ce premier numéro de la Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale, *consacré à la captivité, est l'aboutissement d'un long travail collectif : les auteurs d'articles et comptes rendus que l'on va lire en ont été les artisans consciencieux, bénévoles et efficaces. Je voudrais dire ici, brièvement, leur intention : s'efforcer, avant que la vie à nouveau heureuse ou presque heureuse n'en emporte les souvenirs et les témoignages, de réunir une documentation de valeur scientifique sur ce qui a été l'un des grands drames de la vie française entre 1940 et 1945, ce séjour en Allemagne de millions d'hommes jeunes, libres la veille et brusquement jetés, à la suite de la plus « étrange » défaite, dans un esclavage aux formes diverses, mais toutes dégradantes, esclavage et dégradation de si longue durée...*

Le prisonnier français — l'homme entre vingt, quarante, voire cinquante ans en cette année 1940 — a été le seul mis en cause ou presque : documentation oblige ! Mais nos camarades, historiens de métier ou chroniqueurs improvisés, ne séparent pas ce sort particulier des autres destins analogues. Nous ne fûmes pas les seuls dans le ventre de l'Allemagne d'hier et d'autres vainqueurs aussi ont eu, à l'égard d'autres vaincus, ces exigences de collectionneurs d'hommes et de main-d'œuvre. Quel peuple fort n'a pas été alors esclavagiste ? Si bien que notre expérience, qui, au demeurant, n'a pas été la plus affreuse de toutes, doit être rapprochée d'aventures analogues : elles se répondent, elles se complètent.

Encore fallait-il, pour situer cette expérience, en établir d'abord l'intérêt — il va de soi si l'on y veut bien réfléchir — ensuite en avoir les moyens. Car l'histoire n'est pas reconstitution arbitraire ou sentimentale. Elle est recherche de l'essentiel, dépassement de l'incident et du cas personnel. Tous nos camarades l'ont senti qui, dans ce numéro, ont cherché le général, la « régularité », la moyenne, la confluence des expériences vécues, ce qui n'est guère possible sans l'examen de nombreux documents et témoignages. Justement, grâce au Comité d'Histoire de la guerre, *l'histoire s'est faite ici anormalement active et résolument constructive : elle a voulu assurer ses bases, asseoir ses certitudes avant qu'il ne fût trop tard. D'où cette recherche systématique du témoignage, du document, du chiffre, de l'inédit, de l'imprimé,*

voire du document photographique, recherche dont parle si judicieusement la chronique (1) *parue dans ce numéro, sous la signature de notre secrétaire général Henri Michel, chef d'équipe de l'entreprise. Son zèle, d'ailleurs, a étendu l'opération au delà du cas des prisonniers, à toutes les formes de cette guerre, pas encore entièrement éteinte. Ainsi est né ce remarquable travail d'équipe dont les responsables de notre pays devraient bien tirer une leçon profitable, voire les maîtres de nos recherches historiques, peu préoccupés, en France comme ailleurs, par le travail collectif en histoire, au vrai peu assurés de la vocation et de l'importance même de l'histoire. Comme Lucien Febvre l'a dit si souvent et comme je le répéterai, maintenant qu'il n'est plus là : l'histoire est l'étude du passé, certes, mais aussi une explication du présent même que nous vivons. Les avocats qui prônent la nécessité du recul pour l'historien se trompent, en partie, sur l'essence même de notre métier : en tout cas, ils laissent se détériorer la majeure partie de la matière première de l'histoire, d'un temps dont nous émergeons à peine et qui continue, en fait, à peser sur nous.*

* * *

Qui a vécu ces cinq interminables années de séquestration en Allemagne les a traversées, à la grâce de Dieu, selon des routes assez diverses : question d'âge (les jeunes ont été les grandes victimes, non les seules), question de puissance intellectuelle, de patience morale autant que de résistance physique. Pour chaque participant, la prison a eu ainsi ses visages particuliers, ses séquences d'expériences, ses épreuves, ses haltes, ses rares jours clairs, je dirai presque ses longueurs différentes. Tous, où que nous ait jetés le hasard, la première neige, cinq fois de suite, nous aura surpris. Cinq fois... Son retour obstiné nous jetait dans le désespoir. Oui, mais comme tout cela est loin déjà ! Comme nos souvenirs diffèrent !

Dans ce premier numéro, il n'était pas nécessaire, il n'était guère possible de tout dire. Il fallait énumérer les situations-types, marquer l'ordre respectif des masses en présence : une énorme Allemagne, un prolétariat de soldats prisonniers — ceux des Stalags *— mêlés à sa vie de guerre, puis sur un plan de moindre importance numérique les prisons « aristocratiques » et tristes des* Oflags, *où, derrière des barbelés en rideaux successifs, dans l'isolement et l'inaction totale, ont vécu souvent les plus désespérés de ces innombrables reclus. Seules l'amitié des camarades français et parfois étrangers, la débauche de lectures et de discussions, les évasions* (2) *des privilégiés — que chacun savourait comme une joie personnelle — ont pu*

(1) Cf. p. 78.
(2) Cf. article de J.-M. D'Hoop, p. 66.

rendre supportable, humaniser cette claustration méthodique. Peut-être les camps d'exception — malgré leurs cruautés, sévérités et vexations inutiles — étaient-ils les seuls où, du fait de la puissance accrue de la solidarité des hommes, les officiers respiraient un peu mieux. Mon camarade Anthony Sternberg a écrit un beau livre sur la Vie de château *des camps de Colditz, dont j'ai tant entendu parler* (1), *et de Lübeck, dont j'aime me souvenir.*

Mais, je le répète, la première place doit revenir, en raison de leur masse, aux innombrables Stalags (2), *à leur rude existence, à leurs expériences poussées jusqu'au cœur de l'Allemagne et de la vie allemande. Vive, dirai-je en spectateur cette fois de cette histoire triste que l'on nous offre, vive* le Caporal Épinglé *de Perret!... Voyez ce qu'écrit, à ce sujet, avec son sens aigu de la vérité, François Boudot* (3).

*L'*Oflag *reprend peut-être son intérêt et sa supériorité, sur un plan d'étude, lorsqu'il s'agit de décrire la psychologie « obsessionnaire » du prisonnier, ses façons de penser et surtout de croire. En effet, qui, croyant ou moins croyant, n'y a pas fait retraite? Je crois à la très grande portée de l'étude* (4) *de l'abbé A. Flament sur la vie des « paroisses » d'un Oflag, résumé d'une thèse qu'il a soutenue devant la Faculté des Lettres de Caen...*

Mais, je le répète, ce numéro n'est qu'une première prise de contact, comme disaient nos instructeurs militaires. L'entreprise en est à sa première réalisation, d'autres suivront (5). *Il le faut si l'on veut épuiser le dossier noir des prisons, où il y a, hélas, des documents plus affreux que ceux que nous avons réunis. Il le faut, si l'on veut réapprendre que l'histoire, et donc notre nature même d'hommes, est la somme sans cesse aggravée de tristesses, de sottises, de vilenies, de gâchages de vie, de cruautés déshonorantes...*

Sont haïssables toutes les geôles, même celles dont il est donné de sortir.

Fernand Braudel.

(1) Cf. compte rendu, p. 103.
(2) Cf. Moret-Bailly, Le camp de base du XVII B, p. 7.
(3) Cf. p. 88.
(4) Cf. p. 47.
(5) Seront publiés dans un prochain numéro de la *Revue* les articles de : A. Silbert, Le camp des aspirants ; F. Boudot, Statistiques sur la captivité de guerre.

LE
CAMP DE BASE DU STALAG XVII B

Avant-propos

Le mot *Mannschafts-Stammlager*, contracté en Stalag (camp de base pour hommes de troupes), désignait un camp affecté au commandement et à l'administration des prisonniers de guerre dans une zone donnée. Par extension, il s'appliquait à tout le secteur administré de ce centre.

La 17e région militaire (*Wehrkreis* XVII), qui s'étendait sur les provinces de Haute et de Basse-Autriche (*Oberdonau* et *Niederdonau* pendant la période nazie), possédait un camp d'officiers à Edelbach (Oflag XVII A) et deux camps d'hommes de troupe à Kaisersteinbruch et à Gneixendorf près Krems sur le Danube (respectivement Stalags XVII A et XVII B). Ce dernier seul fait l'objet de la présente étude.

Bien que les neuf dixièmes des prisonniers immatriculés à Gneixendorf aient vécu hors du camp de base, nous avons voulu étudier seulement la société prisonnière de cette « capitale » dans son originalité. On ne saurait, en effet, faire entrer dans ce cadre limité une monographie des détachements de travail. Leur diversité s'y oppose autant que leur nombre. Certains étaient de véritables bagnes où régnaient la soumission et la peur. D'autres, sociétés retranchées, mais évolutives, douées d'une vitalité propre, différaient du camp de base comme pourraient différer entre elles une ville de province et une capitale sans femmes et sans rapports externes. Enfin, les travailleurs ruraux et certains groupes d'artisans urbains formaient des sociétés extraverties, plus floues, partiellement intégrées à la population autrichienne.

Dans l'histoire même du camp de base, nous n'avons pu qu'effleurer des aspects comme le service de santé ou la vie religieuse, comme aussi les services de l'homme de confiance général, leurs moyens d'administration et de recours, leur action juridictionnelle ; toutes questions qui mériteraient des études particulières, et sur lesquelles il existe soit une documentation d'origine, soit des témoignages (1).

(1) Nous devons remercier ici tous ceux qui nous ont offert la contribution de leurs souvenirs ou de leurs notes de captivité, en particulier MM. Bégin, Boismain, Borrel, Colas, Devineau, Dubuc, Garcia, Fortin, Jorré, Kam, Levinson, Pineau, Rousseau, Rubinstein, Théveneau, Zaslawski, et l'Amicale des Stalags XVII B et 398 dont les témoignages ont été soit utilisés ici, soit réservés pour d'autres travaux.

Nous avons utilisé d'autre part : La collection du journal le *Gai Mât* de 1941 et 1942 et les archives de l'homme de confiance général du Stalag XVII B, dont les plus anciens documents datent de janvier 1943, et que M. le directeur des Archives nationales et le Ministère des Anciens Combattants ont bien voulu mettre à notre disposition, ainsi que les rapports de la Police du camp de novembre 1940 à avril 1941.

I. — Genèse d'une société (juillet 1940 à juillet 1941).

Effectifs et encadrement.

En 1940, le secteur XVII B couvrait toute la Haute-Autriche et la Basse-Autriche moins Vienne et les districts au sud de cette ville. En mai 1943, la Haute-Autriche en fut détachée et forma le Stalag 398, dont le centre administratif était à Pupping. Aucun document ne fournit l'effectif des prisonniers de ce secteur avant la fin de 1943. D'après des estimations approximatives, le total des Français et des Belges atteignait, en décembre 1940, 45.000 hommes. La libération des Flamands, les rapatriements massifs de Français entre 1940 et 1943, la transformation de 3.000 hommes en travailleurs civils, la création du Stalag 398, ramenèrent ce chiffre, en décembre 1943, à 18.000, dont 3.000 Belges ; mais le total des prisonniers du secteur s'était accru entre temps de 15 à 20.000 Soviétiques et 8.000 Yougoslaves. Il s'y ajouta encore 1.200 Britanniques, 1.500 Italiens, quelques centaines de Roumains et de Slovaques, et enfin 4.000 sous-officiers américains, dispensés de tout travail, gardés au camp de base de Gneixendorf et rigoureusement séparés des autres.

Pour nous en tenir au secteur XVII B, tel qu'il fut délimité après la création du 398, l'encadrement était fourni par douze compagnies dont chacune répondait des prisonniers de son territoire. Ceux-ci formaient quelque 1.000 détachements de travail (*Arbeitskommandos*) dont l'effectif variait entre la demi-douzaine et le millier.

Les services généraux, centrés à Gneixendorf, comprenaient le *P. C.* du Stalag (*Kommandantur*) avec un colonel ; l'Intendance (*Verwaltung*), qui, après 1942, eut dans le secteur ses succursales ; le Service de santé, sous l'autorité du médecin commandant Pilger, exclusivement connu parmi les prisonniers sous le surnom de « Bismarck » qui s'imposa même aux Allemands ; la Main-d'œuvre (*Arbeitseinsatz*), qui, sous les ordres d'un capitaine, décidait les mutations des hommes au travail et veillait au respect des règlements du travail ; les Loisirs, traduction imparfaite de l'allemand *Betreuung* qui évoque la sollicitude sociale et humaine du prêtre ou du médecin, et recouvrait en fait une entreprise de propagande directement rattachée aux services politiques de l'*O. K. W.* ; enfin, l'*Abwehr*, commandée de 1940 à 1945 par le major Wenglorz, qui pratiquement contrôlait ou inspirait toutes les décisions des autres services, et administrait directement la censure, le service des colis, et le *Lagerdienst* ou permanence d'interprètes (*Sonderführer*) chargés des « *publics relations* ».

Tous ces services fonctionnaient pour l'ensemble du secteur. L'administration et la garde du camp de base étaient l'affaire de la *Lagerführung*, petit état-major d'exécution, qui jouait le rôle dévolu dans les détachements au chef de détachement (*Kommandoführer*).

Le camp de base.

A 5 kilomètres de la riante petite ville de Krems, le camp de Gneixendorf alignait sur la partie la plus pauvre du plateau de Langenlois les toits noirs de ses quarante baraques. Tout autour, une double rangée de forts barbelés en quadrillage, haute de 4 mètres, complétée vers l'intérieur par un fil simple à 20 centimètres du sol ; des écriteaux avertissaient que les sentinelles tiraient sur quiconque franchissait cette limite d'approche. Sur le pourtour et dans l'axe du camp, des miradors. En 1942, ce dispositif fut renforcé par de nouvelles clôtures de barbelés enfermant chaque bataillon ou groupe de trois baraques, sans compter les réseaux qui isolaient certaines baraques dites spéciales. A l'extrémité ouest, une zone dite *Vorlager* séparait du monde extérieur, d'ailleurs désert à cet endroit, le quadrilatère des prisonniers ; elle renfermait les bureaux de l'*Abwehr* et de la *Lagerführung*, la prison, le logement des médecins, l'infirmerie, et les baraquements de quarantaine destinés aux nouveaux arrivants. Les autres services allemands se trouvaient à 1 kilomètre de là, au « camp allemand » (*Truppenlager*). Au printemps de 1941 fut construit, en outre, près du camp allemand un hôpital de 300 lits pour les prisonniers du secteur et ceux de l'Oflag XVII A.

Installation.

De juillet à décembre 1940 arrivent dans cette sombre capitale de longs convois de prisonniers venus de France et de Belgique. Affamés, épuisés, souvent minés par la dysenterie, ils ont été enfermés, pendant un voyage de quatre ou cinq jours, à cinquante dans des wagons français pour *Hommes quarante*, nourris d'un morceau de pain ou de saucisse, faisant leurs besoins dans des boîtes de conserves.

A l'arrivée au *Vorlager*, ils passent sous la douche, sont tondus et fouillés : on abandonne les couteaux, stylos, objets de valeur, l'argent (car la monnaie de camp est seule autorisée). Les effets d'habillement sont inscrits sur une fiche qui, régulièrement tenue à jour, suivra le prisonnier dans tous ses déplacements. La dernière opération de quarantaine est le classement dans une des catégories fixées par les Allemands : sur interrogatoire d'un *Sonderführer*, on est déclaré Breton, ou prêtre, ou intellectuel, ou sous-officier, et affecté à la baraque correspondante. Les autres, la majorité, constitueront la masse de main-d'œuvre immédiatement disponible.

A l'accueil généralement courtois des *Sonderführer* s'oppose l'attitude rogue et hostile de certains prisonniers, en majorité Flamands belges, utilisés par les Allemands comme auxiliaires.

Une baraque.

Une fois étiqueté, métamorphosé par la tonte des cheveux et l'aspect minable des vêtements étuvés, doté d'une plaque de métal numérotée, le nouveau ressortissant du Stalag XVII B est pris en charge par le préposé allemand de sa baraque et par les prisonniers déjà investis de fonc-

tions officielles : le chef de baraque (*Barackenältester*) et l'interprète. Chaque baraque, construite pour 300 hommes, est séparée en deux parties nord et sud par un lavabo spacieux. Les lits sont des cadres de bois à trois étages munis de plaques d'isorel ; les paillasses seront rapidement supprimées à cause de la vermine ; les vêtements servent d'oreiller. Deux ou trois tables et une dizaine de bancs permettent à quelques-uns de ne pas manger debout, ou assis sur leurs lits. Pas de plafonds : en hiver, l'humidité ruisselle sur les occupants des étages supérieurs, privilégiés cependant, car ils bénéficient des faibles ampoules électriques commandées de l'extérieur par les Allemands. Le chauffage est assuré par un énorme poêle de faïence, dont le manque de combustible fera, à partir de 1942 surtout, un simple figurant. Le climat du plateau est rude, et jamais, au cœur de l'hiver, la température ne sera supportable. Chaque demi-baraque possède une fosse d'aisances à usage nocturne (car après le couvre-feu il y a danger de mort à sortir). Le jour, les prisonniers préfèrent les vastes latrines couvertes dont chaque bataillon est doté : c'est là que furent prononcées, dans la quiétude et la concorde, les plus définitives sentences sur la fortune des guerres et le destin des peuples, là que furent révélées, à chaque lunaison, la mort de Hitler et l'entrée en guerre de la Turquie.

Jusqu'au printemps de 1941, le camp prévu pour 12.000 hommes en abrite au moins 20.000. Des milliers d'hommes dorment à même le sol ou dans les lavabos, à côté de leur petit baluchon qu'il faut garder des voleurs, piétinés par les promeneurs nocturnes, dans la boue gluante amenée du dehors. Seuls les privilégiés qui occupent un lit peuvent y aménager un recoin où chaque objet trouve sa place, havre familier dont l'abandon n'allait jamais sans un vrai déchirement.

Une journée.

A 6 heures, le réveil est hurlé par le préposé allemand, lentement, très lentement obéi. L'appel a lieu dehors et dure au moins trente minutes, quelquefois deux ou trois heures. Dans tous les camps d'Allemagne, les prisonniers ont salué chaque jour de leurs quolibets la congénitale inaptitude du soldat allemand à compter jusqu'à cinq. L'opération est recommencée jusqu'à ce que les chiffres vraisemblablement faux donnés par les baraques aux bataillons, par les bataillons à la *Lagerführung*, donnent enfin un total réputé exact : alors, au coup de sifflet de *Trompe-la-Mort*, l'adjudant-major, les hommes peuvent se disperser.

Ceux qui travaillent s'éloignent dans un ordre que les hurlements des *pointus* (sentinelles porteuses du fusil, baïonnette au canon) ne parviennent pas à rendre martial ; mais on vit parfois un sous-officier français s'emparer du commandement et obtenir aussitôt un alignement impeccable et une allure cadencée ; ces démonstrations de gala étaient destinées à l'édification des *Chleuhs*.

Les oisifs peuvent à volonté chercher leurs poux, jouer au bridge, lire — car il existe une bibliothèque fort bien fournie — ou suivre le cours d'allemand fait par deux *Sonderführer* selon une méthode parfaitement absurde. Mais le

passe-temps général est la discussion en groupe animés sur les responsabilités de la défaite et l'issue probable de la guerre ; un autre sujet de conversation très prisé est la gastronomie : avec un véritable sadisme, on évoque le bifteck-frites ou les quenelles à la Nantua. La faim, obsession de chaque minute, commande les pensées et les rêves.

La nourriture.

Les rations alimentaires théoriques s'établissent ainsi ; par homme et par semaine : pain : 2.425 gr. ; viande (cheval ou abats) : 250 gr. ; graisse : 218 gr. ; pommes de terre : 2.800 gr. ; farinacés : 150 gr. ; sucre : 175 gr. ; marmelade : 175 gr. ; fromage, légumes : « suivant les arrivages ».

En fait, ces rations aboutissaient aux prestations suivantes :

Petit déjeuner : une décoction de glands ou d'épluchures de pommes saccharinée, appelée thé par les Allemands, et par les prisonniers *bibine* ; elle servira pour la barbe et les bains de pieds quand les colis familiaux permettront de la dédaigner.

Repas de midi : une soupe, la *grayette*, contenant des pommes de terre fourragères ou des rutabagas non épluchés, des fanes de betteraves et des orties ; dans ce brouet terreux, quelques cartilages figuraient la viande et, fort convoités, faisaient l'objet d'une répartition minutieuse ; le tout était distribué dans des seaux de 20 litres.

Repas du soir : nouvelle décoction appelée officiellement café, avec un cube de margarine synthétique ou un petit cylindre de médiocre saucisse. La ration journalière de pain était perçue en une seule fois, et la famine était telle que la plupart l'engloutissaient aussitôt. La qualité de ce pain, comme la quantité, a beaucoup varié : en 1944, on ne percevait plus qu'environ 100 grammes d'une matière noirâtre, friable, indéfinissable. En revanche, les aliments préparés à la cuisine se sont améliorés : au printemps de 1941, la police du camp obtint l'épluchage préalable des pommes de terre en dépit du médecin-chef « Bismarck », qui vantait fort les vertus des épluchures et recommandait paternellement aux prisonniers de n'en point dédaigner la richesse en vitamines.

Le rôle des prisonniers employés aux cuisines se bornait à jeter dans de vastes chaudrons toutes les denrées du jour, et à faire bouillir, si bien que certaines denrées qui eussent été consommables se dissolvaient dans un magma repoussant dont il fallait jeter la moitié, ce qui prouvait bien que les prisonniers n'avaient pas faim. Au surplus, la viande perçue pour les prisonniers se dispersait en un trafic quotidien. Le chef de service allemand des cuisines fut surpris un jour, par un prisonnier, fourrant dans sa serviette un gros quartier de cheval ; dénoncé, il disparut du camp, mais le trafic se faisait aussi aux échelons supérieurs, et sur une plus vaste échelle. Ainsi l'intendance prétendait que la ration de sucre se trouvait dans le « thé » et le « café », de toute évidence saccharinés. En 1944 seulement, l'homme de confiance général obtint par surprise la perception en nature du sucre ; mais le responsable de la nourriture, l'in-

tendant Gjuran, essaya ensuite de revenir au système antérieur, sans aucun argument et avec une insistance qui donnait à penser.

Les doléances relatives à la nourriture remplissaient les entretiens entre le colonel et les hommes de confiance. Les Allemands expliquaient que, conformément à la Convention sur le traitement des prisonniers de guerre, nous recevions les rations des troupes allemandes de dépôt, mais qu'il était prévu pour ces troupes deux types de rations, le plus faible étant naturellement applicable aux prisonniers de guerre. Jamais on ne sut quelles troupes de dépôt touchaient la ration faible. Les prisonniers se lassèrent bientôt de ce dialogue de sourds et, quand les envois de France augmentèrent, n'empruntèrent à l'ordinaire que le pain, la margarine et les quelques pommes de terre restées par hasard entières dans les seaux.

Il importe de noter que, même pendant la grande famine de 1940, les distributions se déroulaient généralement dans l'ordre. Le chef de baraque, observé par cent paires d'yeux impatients, devait montrer une rigoureuse équité, et l'on en vit qui, sur des balances de fortune, pesaient les miettes de pain.

La population.

La première population du camp était un agrégat confus et inorganique, sans autre lien qu'une cohabitation fortuite. Peu à peu, des lignes de force apparaîtront, qui dégageront une mentalité commune et définiront une attitude ; une opinion publique sera nettement dessinée au printemps de 1941 ; mais, jusque-là, chacun est individuellement soumis à l'événement ; très peu savent que les prisonniers ont des droits et, de ceux-là, nul ne songe à revendiquer. A côté du petit nombre des employés permanents, Flamands belges en majorité, ce n'est qu'une masse désœuvrée de Français, de Wallons, de Polonais, de Musulmans d'Afrique du Nord et d'Espagnols.

Français et Wallons sont indistinctement mêlés. Beaucoup de Wallons tentent de se faire inscrire comme Flamands par le commissaire belge qui visite les camps — et qui ne s'en laisse pas conter. Après le départ des derniers Flamands en décembre 1940, il reste aux Belges la ressource de se faire rapatrier comme *Volksdeutsche*, s'ils sont originaires de la province d'Arlon ; mais c'est là, aux yeux de la plupart, une trahison, comme aux yeux des Français le départ des Bretons, dont une poignée ne refusa pas d'être libérée en octobre. Des espoirs plus avouables s'offrent aux francophones : ils peuvent partir comme malades, ou sur des titres professionnels. Dans le cortège de fléaux que leur font la faim, le froid, la vermine, la boue, le manque de nouvelles familiales, les Français et les Belges n'abandonnent l'espoir d'un écrasement rapide de l'Allemagne que pour saisir celui d'une libération anticipée. On ne songe pas encore à l'évasion et la société du camp n'est pas assez évoluée pour fixer chacun dans une attitude libératrice.

De tels espoirs étaient refusés aux autres. Les Nord-Africains ne firent à Gneixendorf qu'un séjour éphémère et furent transférés à la fin de l'été dans un camp près de Bordeaux. Les Espagnols n'étaient pas des prisonniers de guerre ; c'étaient des internés que les autorités françaises avaient livrés aux Allemands. Ils ne fréquentaient guère les Français, leur étaient même assez hostiles et faisaient sur les conditions de leur captivité en France et en Allemagne des comparaisons peu flatteuses pour nous. Vraies ou fausses, leurs appréciations durent être révisées, car les malheureux furent envoyés à Mauthausen au début de 1941.

Les Polonais étaient, en fait et en droit, séparés en deux groupes. Ceux qui avaient combattu en France, soit parce qu'ils y étaient fixés avant les hostilités, soit parce qu'ils avaient quitté leur pays vaincu pour venir continuer la lutte en 1939, étaient considérés comme prisonniers français sous l'appellation de « Polonais de l'Ouest ». Leurs compatriotes capturés en Pologne étaient les « Polonais de l'Est » ; c'était un noyau demeuré réfractaire à la transformation en travailleurs civils. Leurs rapports avec les Français étaient en général excellents. On admirait en eux une grande fierté, une forte discipline interne, un patriotisme indestructible. Le miracle de leurs uniformes nets, de leurs bottes reluisantes, de leurs baraques décorées, contrastait avec le débraillé systématique des Français.

Les institutions.

Les ateliers du camp allemand, les fichiers, les services des lettres et des colis utilisaient principalement des prisonniers. Ce personnel touchait un salaire uniforme de 70 pfennigs par jour, qui permettait d'acheter les menus objets de la cantine ou des livres allemands (art, tourisme, folklore), exposés à la bibliothèque. Ou bien, malgré la défense, on pouvait faire acheter en ville par un gardien complaisant (et il n'en manquait pas parmi les Autrichiens) quelques denrées précieuses comme ce vinaigre synthétique propice à la consommation des pissenlits que les corvées extérieures cueillaient.

La police du camp mérite parmi toutes ces institutions une attention particulière, non seulement à cause de son importance pour l'évolution de la société prisonnière, mais parce qu'elle nous a laissé les seuls documents d'origine sur le camp de base avant juillet 1941. Elle devait être un simple service d'ordre sous l'autorité de la *Lagerführung*, qui en désignait les membres sur la proposition du chef de la police. Ce personnage perdra beaucoup de son importance quand l'institution des hommes de confiance fonctionnera conformément au droit ; mais, en 1940, la Convention dite de Genève n'était qu'un mythe, et les trois hommes de confiance — français, belge, polonais — désignés par les Allemands, ignoraient leurs attributions. Du représentant des Français, un adjudant, nul, sauf les Allemands, ne songeait à utiliser les services. Or, la police du

camp était en contact permanent avec toutes les baraques et, d'autre part, avec la *Lagerfuhrüng* et les *Sonderführer*. Ses agents au brassard rouge assuraient le service d'ordre aux cuisines et en plusieurs autres points du camp ; l'un d'eux était affecté à chaque bataillon comme agent de liaison entre les baraques et les bureaux allemands ; pour pénétrer en certains points du *Vorlager*, il fallait être accompagné d'un policier, qui jouait le rôle d'huissier et de coupe-file. Ainsi se croisaient dans la baraque de la police tous les courants de liaisons ; elle devint rapidement un bureau de réclamations et de renseignements pour les prisonniers (1).

Le premier chef de la police fut un Flamand, dont l'âme d'argousin apparaît dans ses rapports : « J'ai l'honneur de vous signaler que le Juif belge wallon M. a tenté à plusieurs reprises de se faire passer pour Flamand, dans le but d'être inscrit sur la liste des prisonniers flamands en instance de rapatriement. Il a déjà importuné le *Sonderführer* Travnicek et plus récemment encore le commissaire belge-flamand, auquel il n'a pas hésité à produire des documents reconnus faux. » (27 novembre 1940.) Et ceci : « Ce jour à 18 heures 30, au cours d'une ronde à la baraque 8, nous avons saisi les objets ci-après : 1° sur le prisonnier Pyzylucki Josef, un stylo Parker ; 2° sur le prisonnier Klupinki Ludwick, un stylo ordinaire » (4 décembre). Heureusement, les Allemands étaient moins zélés : le 6 décembre, « le juif belge-wallon M. », impuni, s'est à nouveau présenté devant le commissaire flamand, et W. demande « que l'on notifie une fois pour toutes à l'intéressé qu'il ait à s'abstenir de pareilles démarches ». Ce qui, croyons-nous savoir, n'a pas été fait. Car, à cette époque, les Allemands ne cherchaient pas encore à utiliser la police comme instrument politique. Jusqu'à l'arrivée d'un officier de la *Gestapo* dont nous parlerons plus loin, l'*Abwehr* se bornait à des tracasseries préventives contre les évasions, la propagande antiallemande, le sabotage. Le recensement des Juifs sera entrepris plus tard et assez mollement. Quant aux officiers de la *Lagerführung*, ni à cette époque ni par la suite, ils ne se sont départis d'une attitude parfaitement correcte envers les prisonniers (2). L'attitude du chef de la police relevait plutôt de l'inconscience que de la trahison intéressée. Il montra beaucoup d'obstination dans des initiatives qui ne bénéficiaient qu'aux prisonniers, comme l'amélioration du service postal. Mais les policiers flamands rivalisaient d'empressement dans les saisies d'objets prohibés et la police était profondément détestée.

A mesure que les Flamands étaient rapatriés, le chef de la police recrutait des Français, pour la plupart sous-officiers de carrière, sans exiger d'eux une conception de la police conforme à la sienne ; enfin, rapatrié lui-même le 10 décembre, il proposa comme successeur un ingénieur français, Roger Horeau, qui allait transformer ce service et mener à bien une difficile besogne d'assainissement du camp.

Car, parmi les quotidiennes réclamations individuelles (plaque matriculaire perdue, effets laissés dans un détachement à l'occasion d'une mutation, objets confisqués abusivement lors d'une fouille allemande), on relève surtout à partir de novembre d'innombrables déclarations de vols. Ce fléau fut la consé-

(1) Toutes les demandes qu'elle transmettait faisaient l'objet de rapports écrits dont nous possédons les 390 minutes du 27 octobre 1940 au 1er mai 1941.

(2) Deux officiers de la *Lagerführung*, le capitaine Schweiger et le lieutenant Killian, très connus parmi les prisonniers pour leur courtoisie tout autrichienne et leur humanité, furent arrêtés par les *S. S.* en 1945 et pendus en public à Krems. Deux adjudants du même service furent fusillés.

quence du surpeuplement du camp par la masse d'hommes renvoyés des détachements après la moisson et la vendange. Horeau réalisa des mesures préventives : il obtint qu'un policier fût placé la nuit dans les baraques les plus infestées et, selon ses rapports, les vols diminuèrent aussitôt. La plus grave affaire fut celle de mars 1941 : la police découvrit une bande organisée pour le détournement, le recel et la vente des colis individuels ; les chefs furent punis de forteresse par les Allemands et le successeur d'Horeau obtint que le personnel de la *Paprü* (*Paketprüfung*, contrôle des colis) fût recruté parmi ses candidats ; les vols de colis disparurent alors définitivement. En même temps, la police surveillait des chefs de baraque prévaricateurs, qui vendaient, parfois à un Allemand, le pain, le savon, plus tard les biscuits « Croix-Rouge » de leurs administrés. Contre ces agissements, l'intervention de quelques gaillards musclés eût été la meilleure méthode ; mais les prisonniers ne songeaient qu'à la police, qui livrait le coupable aux Allemands. Ceux-ci faisaient preuve d'une certaine inertie : il fallut trois rapports contre un chef de baraque indélicat pour qu'ils consentissent à le remplacer par le candidat du chef de la police.

Les abus de pouvoirs des Allemands n'étaient pas oubliés : à l'occasion des fouilles, certains soldats saisissaient des objets autorisés et chaque perquisition générale entraînait un déluge de réclamations.

Enfin, la police assuma largement le rôle de l'homme de confiance. Ses rapports déterminèrent une amélioration de la nourriture. Elle transmit des plaintes concernant le régime de certaines corvées ; elle proposa et réalisa de grands perfectionnements au service postal. Son action dépassa bientôt le cadre du camp de base. Les hommes des détachements de passage à Gneixendorf y déposaient leurs doléances ; quiconque voulait parler à un officier allemand s'adressait à l'interprète de la police, qui l'accompagnait et plaidait pour lui. L'homme de confiance n'avait pas d'interprète et communiquait avec les services allemands par le truchement d'un *Sonderführer*, ce qui rebutait les hommes. Au surplus, il ne comprenait rien aux attributions des différents bureaux et tenait à sa tranquillité.

Avec les *Schreiber*, employés aux fichiers allemands, les hommes de la *Paprü* et ceux de la poste aux lettres constituaient le gros de l'effectif permanent du camp. Les premières lettres arrivèrent dès l'été, les premiers colis en octobre. On pouvait rester des mois sans lettres, et en recevoir un beau jour une dizaine : la poste eut à trier, au début, jusqu'à 30.000 lettres par jour et il fallait chercher la position du destinataire d'après son numéro matricule. Trouver le destinataire d'une lettre parmi les 20.000 prisonniers du camp de base était du ressort de la police, qui établit ses propres fichiers et s'efforça d'obtenir des chefs de baraque un contrôle journalier des mutations, car on changeait de baraque assez souvent.

Les Allemands s'intéressaient peu à ces problèmes. En février 1941, le chef de la police leur signale que chaque jour 60 % des lettres ne trouvent pas leur destinataire ; le 12 mars, ayant demandé qu'un employé des colis se tienne en permanence auprès de lui pour diligenter au mieux les réclamations, il rapporte qu'en un après-midi, 175 cas ont été examinés. Le 24 avril, il note des

anomalies dans la distribution des formules de lettres et demande à en être chargé, ce qui fut fait longtemps après, à la suite de maintes réclamations nouvelles. En juin, la situation était normale ; chaque prisonnier percevait sa dotation mensuelle de deux lettres, deux cartes, deux étiquettes-colis, et recevait son courrier assez régulièrement. Les lettres étaient censurées à Vienne ; tantôt les passages refusés étaient caviardés, tantôt la lettre litigieuse revenait à l'expéditeur avec le motif.

Le tri des colis occupait de 120 à 150 prisonniers. Du 1er novembre 1940 au 1er juillet 1941, ils manipulèrent 800.000 paquets. Ce service obligeait l'*Abwehr* à un énorme dispositif de contrôle : il fallait réduire en morceaux le chocolat, ouvrir les conserves pour empêcher les réserves de vivres propices aux évasions, remettre les livres à la censure, confisquer les lettres, les médicaments, les boissons alcoolisées, les cartes géographiques. A partir de 1941, les boîtes de conserves marquées au matricule du propriétaire furent rangées dans un dépôt où elles n'étaient ouvertes et livrées qu'à la demande de l'intéressé.

L'Abwehr et les fouilles.

Cette manie de sonder persista jusqu'aux derniers jours : le 6 avril 1945, alors que les troupes soviétiques entraient à Saint-Pölten, et que l'aviation anglaise pilonnait Krems, le major Wenglorz refusait encore de laisser prendre les conserves intactes.

D'ailleurs, durant toute la captivité, on était fouillé à l'entrée au camp, fouillé à la sortie, fouillé dans les baraques. Le moindre bout de papier non visé par la censure était considéré comme suspect. Des perquisitions générales avaient lieu en moyenne une fois par mois en 1940, 1941 et 1942, un peu moins souvent ensuite. Peu efficaces, car le secret n'en était jamais bien gardé, elles étaient irritantes, surtout quand les Allemands ordonnaient un changement de baraques dans tout le camp à la fois, pour neutraliser les cachettes pratiquées dans le bois des lits et dans les planchers. Ni la police ni les bureaux des hommes de confiance n'étaient épargnés. L'*Abwehr* allait jusqu'à interdire les listes de noms et d'adresses, par crainte des conspirations, et c'est pourquoi les hommes de confiance ne purent jamais tenir un fichier alphabétique des prisonniers du secteur ; seuls étaient autorisés les classements par numéros sans adresses civiles.

D'abord pratiquées par les troupes de garde, ces perquisitions furent confiées, vers la fin de 1941, à une équipe spécialisée conduite par un inspecteur de police. Parfois aussi c'étaient des commandos de la *Gestapo* de Saint-Pölten ou de Krems ; mais ils s'en allaient toujours bredouilles, car les troupes du camp et même l'*Abwehr* se montraient contre eux presque ouvertement solidaires des prisonniers ; et l'on apprit, en 1944, qu'une descente de ces spécialistes étant annoncée, le colonel Kühn avait fait savoir à ses officiers « qu'il n'était pas nécessaire d'aider les policiers, car ils connaissaient leur travail ».

Service de santé.

Une douzaine de médecins français et deux polonais prirent en charge, en 1940, l'état sanitaire du camp, sous le contrôle du médecin-chef « Bismarck » et de ses assistants. Privés de tout moyen, ils durent d'abord se contenter de distribuer des exemptions de travail que les Allemands reconnaissaient, pourvu qu'il n'y eût pas inflation. Les malades les plus graves étaient admis à l'infirmerie et proposés pour le rapatriement ; mais l'infirmerie ne suffisait pas, et il fallut la doubler d'une baraque ordinaire. Peu à peu, la *Croix-Rouge internationale* fournit des médicaments. En mai 1941, la construction de l'hôpital permit des soins plus sérieux. Les médecins prisonniers, pour la plupart français, qui le dirigèrent de 1941 à 1945 s'imposèrent autant au respect des Allemands qu'à la reconnaissance des prisonniers. Le service chirurgical du Dr Kiszelnik, en particulier, sauva par des simulacres d'opérations autant de camarades menacés de condamnations graves qu'il en guérit par des opérations réelles. Quiconque était admis à l'hôpital avait de grandes chances d'être un jour admis au rapatriement comme inapte. Les fraudes de nos médecins étaient facilitées par la médiocrité de « Bismarck » et de ses assistants : le seul de ceux-ci qui fût un médecin de valeur, le Dr Werner Mayer, entretenait avec ses confrères français les rapports les plus amicaux et s'interdisait d'infirmer leurs propositions.

Les poux.

Mais « Bismarck » était principalement connu au camp pour sa guerre contre le pou, ce compagnon tenace de tous les prisonniers. Son action consistait en ce que les hommes étaient envoyés à la désinfection par baraques entières, avec tonte des cheveux obligatoire. Pendant qu'on passait sous la douche, les vêtements étaient étuvés par ballots individuels marqués de la plaque matriculaire. Comme les étuves étaient de faible capacité, il n'y avait pas de synchronisme entre les deux opérations, et les hommes nus s'entassaient parfois pour une demi-journée dans le local terminal où devaient aboutir les vêtements ; le record fut fut de dix-huit heures. Ce service fonctionnait jour et nuit. Quand une baraque passait sous la douche, une autre était appelée et attendait son tour dehors, si bien qu'on pouvait être réveillé au cœur de la nuit. Ces réveils brusques et ces attentes rendaient la désinfection odieuse. Elle était au surplus inopérante : le local terminal était rempli de poux en chômage qui, eux aussi, attendaient.

Au bout d'un an de ce régime, il y avait encore des poux au camp. Ils disparurent assez brusquement au début de 1942.

Élévation du niveau de vie.

L'effrayant entassement humain de ce premier hiver perdit beaucoup

de sa densité au printemps. La saison aspirait les prisonniers vers l'agriculture ; le marché du travail s'adaptait à ses nouvelles possibilités et de nombreuses usines demandaient un détachement de prisonniers. Enfin, il y eut des rapatriements : pendant l'automne, ce sont les anciens combattants de 1914-1918, les pères de quatre enfants, les mineurs. Depuis octobre et jusqu'à la fin de la captivité, ce sont les malades déclarés « inaptes », les sanitaires en surnombre (1). Pour être inapte, il fallait être proposé par un médecin prisonnier, et les médecins allemands décidaient, les uns avec humour et bienveillance, d'autres après une contre-visite sévère, mais pas toujours perspicace. Avoir la carte d'inapte était le grand espoir de ceux qui n'était ni pères de famille ni anciens combattants ; il n'en est guère qui n'aient tenté leur chance et les médecins français examinaient chaque jour une théorie de candidats dont ils devaient, pour conserver leur crédit, ajourner le plus grand nombre. Les plus obstinés revenaient et finissaient par avoir la carte d'inapte « à l'usure ».

Quant aux convois « professionnels », les listes en étaient dressées par des *Sonderführer* sur examen des pièces justificatives ; ils acceptaient parfois avec bonne volonté des faux un peu maladroits. L'un d'eux, nazi convaincu, mais homme de cœur, ajournait avec une avunculaire bonhomie ceux qui montraient des justifications par trop grossières ; il les invitait parfois à trouver un faussaire plus habile et recevait la tentative suivante avec l'intérêt d'un pédagogue indulgent qui a fait recommencer un pensum bâclé. C'est que les Allemands libéraient plus facilement les gens du camp de base, médiocre main-d'œuvre, que les travailleurs des détachements.

Aucun document ne permet de chiffrer les rapatriements ; mais on peut estimer que le tiers au moins des prisonniers français du XVII B a été libéré entre 1940 et 1945. Les convois les plus importants furent ceux des deux premières années ; pendant le seul mois de décembre 1940, il y eut trois convois d'inaptes de 300 à 500 hommes chacun. Après le dernier convoi de « marins » (janvier 1942), on ne vit plus partir que les malades et les sanitaires en surnombre, et les bénéficiaires de la *Relève*. Ces départs rendaient le camp habitable. Au printemps de 1941, chacun disposait d'une place dans un lit. Les habitants d'une baraque se connaissaient mieux, les vols devenaient rares.

En même temps intervenait une importante amélioration matérielle par les distributions de biscuits de provenance française. Si modestes que fussent les premiers envois, ils apportèrent un immense réconfort en novembre 1940 ; qui a connu la faim sait quelle inestimable richesse représente un petit biscuit quotidien. Les rations « de Croix-Rouge » augmentèrent progressivement : en janvier, on touchait une fois par

(1) En vertu de la « *Convention de Genève* pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne », du 27 juillet 1929, qu'il ne faut pas confondre avec la *Convention sur le traitement des prisonniers de guerre*.

semaine une boîte de « singe », perforée bien entendu, puis quelques sardines, des confitures. Du 1er novembre 1940 au 31 octobre 1941, la Croix-Rouge convoya vers le secteur XVII B, en poids brut, 995.000 tonnes de vivres et tabac. A ces secours de l'*État français* s'ajoutaient des envois moins importants offerts par des consulats, des collectivités diverses. Une part de plus en plus importante alla vers les détachements : deux à trois tonnes par jour à partir de février ; le reste fut distribué au camp. Certes, la faim n'était pas vaincue, mais elle connaissait des accalmies. Du coup, l'homme de confiance français devint un personnage, car il était le maître des distributions, sur lesquelles l'*Abwehr* exerçait un sourcilleux droit de regard. Les premiers envois de vivres français furent distribués indistinctement aux Français, aux Belges et aux Polonais ; c'est ainsi que prit naissance une communauté qui cessa le 21 avril 1943, quand l'homme de confiance belge, enfin mieux nanti que son collègue français, décida de s'en séparer.

Les colis individuels entrèrent vers la même époque dans l'économie du camp. Cette augmentation des ressources privées explique sinon l'origine, du moins la vigueur des petites cellules sociales dites *familles*, *popotes* ou *harkas*. Leurs membres mettaient en commun tous leurs vivres, dont un économe assurait la gestion. La famille était une entité matérielle et morale, un foyer qui consolait et soutenait chacun de ses membres ; en être arraché par un départ en détachement était une infortune redoutée. Au prisonnier puni de prison, la famille faisait parvenir vivres et cigarettes ; nul ne se serait dérobé à cette obligation. Certaines familles prenaient un nom de guerre ; un groupe fort connu au camp s'appelait la harka des Boas.

Le goût des Français pour les préparations culinaires se trouva alors devant des problèmes passionnants. On ne saurait consommer les vivres sans les transformer. Le singe, revenu dans la margarine allemande, les biscuits pilés devenus chapelure ou farine, ouvraient la voie aux recherches. Quant un plat réussi flattait l'amour-propre du cuisinier, on invitait un groupe voisin ; une certaine vie mondaine se développait ainsi. Des bricoleurs fabriquaient des poêles dans des boîtes de conserves ; le carton des colis servait de combustible. Le soir, une baraque était un immense laboratoire gastronomique où brûlaient une vingtaine de feux : le mot doit s'entendre comme d'un village. Après l'extinction des lumières, d'autres feux apparaissaient : les lampes à graisse, dont l'âme était une mèche de coton imbibée de graisse de « singe ». La *Lagerführung*, hantée par la crainte de l'incendie, interdisait ces pratiques et, non sans bonne volonté, fit réserver aux cuisines des fourneaux pour les préparations privées ; mais les prisonniers préféraient leurs poêles à papier, périodiquement raflés et renaissant toujours. Le seul incendie attesté au Stalag XVII B eut lieu... au camp allemand.

L'élévation du niveau de vie — habitat et alimentation — a donné en somme aux cellules sociales, amorcées par des affinités morales ou par un voisinage fortuit, leur sens et leur vitalité ; traversées par les courants d'influences que nous allons voir, elles fourniront la

substance d'une plus grande société, cohérente et aux fonctions différenciées.

Nouvelles influences.

A partir de l'automne arrivèrent une masse de prisonniers, retenus jusque-là dans les *Frontstalags* de France. Notoirement trompés par les Allemands, qui dans plusieurs camps avaient annoncé une libération générale des *Frontstalags*, regrettant d'avoir par crédulité négligé une évasion facile, ils étaient solidement prémunis contre toute idée de collaboration. D'ailleurs, ils avaient vu en France le pillage légal déclenché par le mark à 20 francs ; ils avaient su l'échec de la bataille d'Angleterre ; la défaite finale de l'Allemagne ne faisait pour eux aucun doute. Durant le voyage, les gares allemandes avaient entendu de vibrantes « Marseillaises » surgir de leurs wagons cadenassés : ils n'étaient pas résignés. Leur entrée au camp apporta, avec des cigarettes, denrée rarissime, des nouvelles de France et l'exemple d'une attitude résolue.

Cette bouffée d'air frais renforça un courant d'opinion représenté surtout par les prêtres et les intellectuels, désœuvrés dans leurs deux baraques. Cette population stable et homogène fut la source d'une résistance qui orienta pour toujours l'esprit du camp. Prêtres et intellectuels se fréquentaient beaucoup, érigeaient en canulars l'appel, les fouilles, la désinfection ; faisaient des chansons sur le pou, sur la grayette, sur « Bismarck », objet suprême de tous les brocards avec ses épluchures vitaminées. Ces turbulentes baraques formaient aussi des foyers culturels où les oisifs trouvaient un remède à l'ennui : on y faisait des conférences, en présence d'un censeur bien entendu, car la moindre manifestation culturelle, religieuse, sportive, devait être déclarée à l'avance à la « *Betreuung* » ; mais les conférenciers rivalisaient d'astuce, et chacun fourbissait avec soin les pointes qui échapperaient au *Sonderführer* de service. Un agrégé d'histoire, par exemple, avait insisté avec une grande simplicité sur les hommes d'État « de Gaule » et les généraux « de Gaule ». Le soir, ces allusions étaient célébrées à gorges chaudes comme des victoires.

A l'instigation de la *Betreuung* qui appliquait un ordre de Berlin, une Université fut créée au début de 1941. Les baraques de prêtres et d'intellectuels abritaient suffisamment d'enseignants pour occuper des chaires de langues, de latin, de philosophie, d'histoire, de mathématiques. Les cours avaient lieu dans une baraque vidée de ses lits et sommairement dotée de bancs et de tableaux noirs. Mais les Allemands ne tardèrent pas à découvrir l'inconvénient de l'Université : elle donnait trop d'intérêt à la vie du camp et enlevait tout attrait au départ en détachement, que beaucoup envisageaient au printemps comme un moyen de mieux manger et, si possible, de voir des femmes. En mai 1941, prêtres et intellectuels furent transférés au stalag XII A ; c'était, encore que les

Allemands s'en défendissent, la fin de l'Université. Mais beaucoup avaient pris entre temps des emplois au camp et ne furent pas du convoi, assurant ainsi la permanence d'un optimisme à toute épreuve et d'une définitive hostilité à toute compromission avec nos gardiens.

Loisirs.

L'institution la plus importante de ce début de captivité fut le théâtre. Pendant l'hiver, quelques prisonniers, acteurs de profession ou amateurs expérimentés, jouaient des sketches ou des farces de leur répertoire, puis des revues composées au camp (où l'on retrouvait toujours le pou et « Bismarck »). On jouait le soir dans les baraques, quand les hommes des corvées et des services fournissaient un public émerveillé. Dès ces humbles débuts, le théâtre du camp a reçu des professionnels qui l'animaient un respect de l'art, un refus de la facilité qui devaient faire briller d'un éclat sans pareil les réalisations françaises du camp. La détente qu'il apportait presque chaque soir empêcha les faméliques habitants du XVII B de sombrer dans l'abattement. En avril, la *Betreuung* fit aménager en salle de spectacle une demi-baraque, « la sept ». Une troupe permanente fut constituée, ainsi qu'un orchestre auquel des instruments furent progressivement fournis par l'*Union chrétienne des Jeunes Gens* (qui envoyait aussi des jeux et du matériel de sport). Acteurs et musiciens formaient un détachement de travail et devaient, moyennant le salaire des employés du camp, fournir des prestations réglées en accord avec les Allemands : six représentations et deux concerts symphoniques par semaine. Les spectacles de variétés alternaient avec les comédies. Comme la salle ne contenait que 300 places, les billets d'entrée, gratuits, étaient distribués par la police aux chefs de baraques, au prorata de leurs effectifs, et le spectacle restait à l'affiche le temps nécessaire pour que chaque prisonnier pût le voir. Dès lors, des loisirs de haute qualité embellirent la vie du camp, et les exigences inflexibles du directeur de la troupe comme du chef d'orchestre tendaient à un perfectionnement constant qui formait le goût du public.

Les Allemands ne fournirent que les costumes et les maquillages, en prenant bien soin de reprendre après chaque représentation les costumes civils modernes. Tout le reste fut fabriqué avec la ficelle des colis qu'un posticheur transformait en perruques, les caisses de biscuits, des papiers de couleur, la peinture de l'*U. C. J. G.*, les lattes et couvre-joints arrachés par les acteurs à leur propre baraque. « L'éclairage de la scène, écrit un de ceux qui dirigèrent la troupe, Roger Théveneau, dit Vigo, se composait de deux projecteurs d'avant-scène et d'une rampe de six lampes. Par les détachements extérieurs, il fut amélioré. Une bonne herse, deux autres projecteurs de scène, une rampe, des prises de courant furent ainsi aménagés. Par un système de ficelles que je renonce à décrire, l'électricien avait réussi un jeu de couleurs fort ingénieux. Il fabriqua même des rhéostats très satisfaisants avec des boîtes de conserves remplies d'eau. Mais une visite de nos vigilants gardiens vint, au début de 1943, détruire entièrement l'installation, par crainte du feu dirent-ils. Elle fut

refaite conformément aux ordres (donnés dans l'espoir secret qu'ils ne pourraient être exécutés), quinze jours après, sans qu'ils nous fournissent le moindre fil, le moindre tube, le moindre clou. »

La troupe jouait Labiche, Courteline, Rostand, Mérimée, *Knock*, *Poil de Carotte*, le *Barbier de Séville*, *Topaze*, etc., sans compter nombre de revues et d'opérettes composées au camp, et dont le succès fut prodigieux. Ajoutons que la troupe et l'orchestre firent aussi des tournées dans les détachements : trente-quatre des plus importants en bénéficièrent en 1941 et 1942.

Parallèlement à ces loisirs « officiels », plusieurs baraques avaient leurs propres soirées, plus populaires, qui tenaient du radio-crochet et du divertissement pour noces et banquets. Un de ces tréteaux, qui s'intitula « Paris-Tyrol », connut une certaine longévité et atteignit à une qualité honorable.

Voies de recours.

En février 1941, les principales clauses de la Convention dite de Genève furent affichées dans les baraques, conformément à l'article 84 ; les Allemands ne s'étaient résolus à cet affichage qu'après des observations répétées de la *Croix-Rouge internationale*. On apprit qu'on avait le droit d'élire des hommes de confiance ; que les prestations matérielles de la puissance détentrice n'étaient pas soumises à l'arbitraire ; que le travail, le régime disciplinaire, étaient réglementés. Le premier résultat fut le retour au camp de nombreux sous-officiers, informés dans leurs détachements qu'ils pouvaient refuser le travail. Ils durent généralement résister à des pressions obstinées pour faire usage de ce droit et la plupart ne réintégrèrent le camp de base qu'en juillet. Ce fut un nouvel apport de résistants, dont l'influence releva celle des intellectuels dispersés depuis mai. Beaucoup cédèrent par la suite à de nouvelles pressions et signèrent des contrats de travail, mais il resta toujours au camp, jusqu'à la création des stalags de Pologne, de 300 à 500 sous-officiers réfractaires.

Les hommes de confiance fantoches désignés par les Allemands pour les trois nationalités demeurèrent en place ; mais des hommes de confiance de baraques furent élus. Chacun d'eux complétait un petit état-major qui comprenait avec lui le chef de baraque et l'interprète : tandis que ceux-ci, agents d'administration, percevaient et distribuaient les biens de provenance allemande, contrôlaient les effectifs et répondaient de la propreté, l'homme de confiance était chargé de tout ce qui était propriété collective des prisonniers, ses mandants. Mais surtout, les hommes de confiances de baraques constituèrent autour de l'homme de confiance général, et parfois contre lui, une petite assemblée délibérante. La société française du camp acquérait ses moyens d'expression. A partir d'une masse résignée se développait un véritable organisme

doué de conscience et de volonté, qui cherchait à satisfaire ses aspirations et trouvait en lui une énergie croissante pour faire pression sur l'appareil de surveillance. Il atteindra son plein épanouissement vers la fin de 1941 et s'affirmera alors avec force contre les premières velléités de compromission.

Cette évolution fut hâtée par l'action des commissions du *Comité international de la Croix-Rouge* et de la *Mission Scapini*. Les délégués suisses surtout, qui visitèrent le camp pour la première fois pendant l'hiver de 1940-1941, suscitèrent parmi les prisonniers un immense élan de reconnaissance. Les premiers délégués de la *Mission Scapini* furent considérés avec une certaine réticence ; ils évoquaient la politique de collaboration que, par une contradiction inconsciente, même les pétinistes les plus convaincus refusaient. Cependant, certains de ces envoyés de l'ambassadeur aveugle montrèrent une indiscutable fermeté vis-à-vis des Allemands, et si leurs observations relatives à la nourriture, sans doute usées par leur répétition dans tous les camps, se heurtaient à des arguties, ils étaient des témoins qui rompaient le cercle d'isolement des prisonniers.

Chaque visite de commission était précédée d'une grande agitation parmi les Allemands, qui se houspillaient du haut en bas de la hiérarchie pour obtenir dans les baraques l'esthétique géométrique aimée de tous les militaires du monde : il fallait ranger en ligne les sabots au pied des lits, faire disparaître le linge mouillé qui séchait anarchiquement sur tous les plans. Les porteurs d'oripeaux par trop aérés se voyaient promptement dotés d'uniformes plus décents. A ces efforts, les Français opposaient le besoin contraire de se présenter guenilleux dans un habitat déshonorant, garant d'une misère qu'il importait d'exhiber à tous les regards, en y mettant un peu d'emphase. Durant les visites, le colonel et son escorte d'officiers s'efforçaient de retenir les commissions autour des réalisations les plus flatteuses, comme le théâtre, et d'en usurper le mérite. Après la dissolution de l'Université, dont le local n'avait pas encore été reconverti en baraque habitable, le colonel Patermann présenta même à des visiteurs suisses les bancs et les tableaux noirs, en expliquant que ce jour-là il n'y avait pas de cours. Peut-être ce vieil homme ataxique et bonasse ne faisait-il que répéter ce que son état-major lui soufflait.

Les doléances étaient présentées aux commissions par l'homme de confiance général ; mais les Français, qui se fiaient peu à leur représentant de fait, exigèrent que l'assemblée des hommes de confiance de baraques pût s'entretenir avec les délégués de Scapini. Au demeurant, ces visites ne donnaient guère de résultats immédiats, mais elles empêchaient les Allemands, toujours très soucieux du bon renom de la *Wehrmacht*, d'aggraver nos conditions d'existence.

Les Yougoslaves.

En mai, le camp reçut des Yougoslaves, accueillis avec fraternité par les anciens. Le coup de théâtre du roi Pierre, désavouant l'adhésion de ses ministres au pacte tripartite, la courageuse résistance de sa petite

armée, avaient enthousiasmé le camp, où les journaux allemands étaient lus avec avidité. Pendant que les Yougoslaves, épuisés par le transport comme naguère les Franco-Belges, subissaient les opérations d'accueil, on vit jaillir de toutes les baraques des porteurs de soupe, voire de biscuits (certaines baraques faisaient don de leur dotation entière), qui forcèrent les barrages du *Vorlager* pour apporter à ces nouveaux compagnons leurs cadeaux de bienvenue. Il s'y mêlait aussi quelques écumeurs ; car à chaque entrée de prisonniers nouveaux, les « commerçants » allaient marchander bidons, gamelles, musettes et tout autres objets propres à faire fructifier le marché noir du camp.

Une fois les Yougoslaves installés, on apprit à distinguer des autres les Croates, immédiatement libérables, donc amis de l'Axe. Des Français parcouraient l'allée centrale et demandaient au premier Yougoslave rencontré, en lui montrant une cigarette : « Serbe? Croate? » Au Serbe, on offrait la cigarette avec de grandes démonstrations d'amitié ; devant un Croate, on retirait l'offrande en crachant par terre.

L'arrivée de ces Balkaniques inaugura une société internationale à suprématie franco-belge. Plus démunis que leurs devanciers, encore désarmés devant la captivité, les Serbes constituèrent d'abord une classe d'ilotes qui balayait les baraques, lavait le linge, récurait les gamelles. Chaque groupe de Français, ou presque, avait son domestique serbe qu'il nourrissait. Seuls échappèrent à la condition ancillaire les aspirants, issus des classes patriciennes ; ils recrutaient aussi des ordonnances, mais, moins égalitaires que les Français qui ne se déchargeaient que des travaux ménagers, ils exigeaient de leur personnel tous les soins qu'un valet doit à son maître. L'un d'eux, étendu tout le jour sur son lit, appelait son boy d'un claquement de doigts et se faisait apporter de l'eau, du feu ou sa tunique.

Ceux des nouveaux venus qui ne furent pas dirigés sur les détachements — quelques centaines — formèrent peu à peu leur propre société, mais n'atteignirent jamais l'unité organique des francophones. Des contacts permanents entre les deux groupes n'existèrent que dans les services qui recrutèrent des éléments serbes : police, *Paprü*, orchestre ; les premières difficultés s'y aplanirent assez vite. Ailleurs, les frottements étaient fréquents, bien qu'une sorte de sabir à base d'allemand fournît le fondement d'une communauté linguistique.

Marché noir.

Peu à peu, les Serbes s'affranchirent par le commerce. Il avait toujours existé au camp un marché plus ou moins noir, dont les étalons monétaires étaient la boule de pain ou la cigarette. Ces échanges portaient sur des marchandises civiles, introduites par des Allemands qui recherchaient surtout le chocolat de nos colis. Les tractations se déroulaient dans la baraque annexée à l'infirmerie : tous les jours à 17 heures, les

malheureux occupants se voyaient refoulés sur leurs lits par des centaines d'envahisseurs offrant ou demandant cigarettes, pain, briquets. On y rencontrait les éléments les plus douteux, et les habitants légitimes de la baraque, étouffant dans une indicible puanteur humaine, ne devaient pas quitter des yeux leur paquetage. Aucune action des Allemands ne put supprimer ce marché. En 1941, la *Lagerführung* tenta de réserver une demi-baraque à usage de *souks* autorisés ; les barèmes de prix y étaient surveillés par la police. Mais les marchandises du commerce allemand y restaient prohibées par l'*Abwehr* et ce marché légal n'eut aucun succès.

Les Serbes se révélèrent très vite hautement doués pour les activités commerciales et devinrent en quelques mois les maîtres du marché, qui sous leur impulsion prit une ampleur stupéfiante : on y trouvait les excellents vins de Krems et de Langenlois, des vêtements civils, des pâtisseries. Toutes marchandises qui n'étaient accessibles qu'à une classe d'enrichis : celle, précisément, des commerçants. Mais les objets courants passèrent eux aussi par le marché yougoslave. « Aller voir un Serbe » était la solution immédiate pour qui cherchait des pantoufles, un couteau, une chemise ; quand l'eau manquait, des Serbes en colportaient dans les baraques.

Tandis que les francophones tenaient ces activités pour immorales et pour déshonorant tout trafic avec un Allemand, les Yougoslaves ne croyaient pas déchoir en spéculant sur l'offre et la demande. Ils créaient ainsi un réseau de complicités qui liait certains Allemands et qui expliquaient les étranges faveurs dont ils jouissaient individuellement, notamment auprès de l'Intendance.

II. — Évolution de juillet 1941 à la libération.

Nomades et sédentaires.

De nouvelles fonctions se greffaient donc sur la société francophone déjà cristallisée. Une société internationale naissait où l'on pouvait distinguer deux éléments de population :

D'une part, les sédentaires des quatre nationalités, parmi lesquelles les Français, les Belges et les Polonais possédaient leur unité organique, tandis que les Serbes, individuellement voués au commerce, n'avaient pas de liens institutionnels ;

D'autre part, sur la frange de cette société, un élément mouvant.

Les sédentaires comprennent les employés et artisans (tailleurs, cordonniers, menuisiers), les états-majors des baraques, les 3 à 500 sous-officiers réfractaires, oisifs et turbulents, à la pointe de la résistance morale. Les employés peuvent avoir, par une pente assez naturelle, des rapports courtois avec certains des Autrichiens qu'ils côtoient dans leur travail, mais ils sont un des leviers par lesquels la société prisonnière va progressivement élargir l'autonomie de ses fonctions, déjà amorcée

par la police. On peut dire qu'ils constituent une caste séculière à côté des réguliers que sont les sous-officiers réfractaires. Les uns et les autres sont d'ailleurs unis par deux maximes : 1° « les Chleuhs l'auront dans l'c.. »; 2° il ne faut pas travailler pour eux. Même les employés des fichiers allemands se réclamaient de ces deux principes et se considéraient, à tort ou à raison, comme restant au service de leurs camarades.

Chez les Français, De Gaulle et Pétain avaient leurs partisans ; beaucoup supposaient que le second « roulait les Chleuhs »; certains pensaient qu'il était secrètement d'accord avec le premier. Personne encore ne se déclarait en faveur de la collaboration, sauf un ou deux *Schreiber*. D'ailleurs les hommes des corvées extérieures avaient pu voir à Krems la fameuse affiche *Feind bleibt Feind*, qui clarifiait la situation.

Mais la société sédentaire n'était pas encore centrée à cette époque, comme elle le sera après 1943, sur les services de l'homme de confiance général (ou, comme on disait, « la Confiance ») ; elle était articulée en groupes juxtaposés : les *Schreiber*, les 150 tailleurs, les sanitaires. D'autres forces d'attraction modifièrent cette structure primitive : les groupements régionaux, dont les plus nombreux étaient ceux des Bretons et des « gars du Nord ». Se réunir pour parler du pays était un puissant fortifiant. De ces réunions naquirent des expositions régionales, des spectacles où chaque province présentait un sketch, un tableau, des danses et chants folkloriques.

Les hôtes de passage remplissaient trois baraques ; c'étaient des travailleurs extérieurs venus au camp pour des soins dentaires ou un changement de détachement. C'étaient aussi des prévenus contre qui une procédure était en cours, neuf fois sur dix à la suite de rapports avec une femme allemande ; la baraque 33, puis « la vingt et une », mise en état de siège, servait de prison préventive. Les évadés malchanceux (il en arrivait tous les jours une poignée) y attendaient leur tour de purger les vingt et un jours réglementaires dans le local disciplinaire, le plus confortable du camp.

Le séjour de ces « provinciaux » pouvait durer de quelques jours à quelques semaines. Certains avaient des relations au camp ou étaient accueillis par leur groupement régional. La plupart prenaient en horreur la capitale, sa désinfection, ses fouilles, sa famine. N'ayant guère le temps d'apprécier les loisirs organisés, provisoirement privés de lettre et de colis par leurs déplacements, ils considéraient avec méfiance les employés à qui la stabilité donnait une apparence moins misérable. Presque tous, une fois rentrés dans leur détachement, y retrouvaient autant de stabilité et beaucoup plus de prospérité, mais ils en convenaient rarement et soupçonnaient toujours les employés du camp d'inavouables privilèges. Un peu à la manière de Jacques Bonhomme qui confond sous le pronom « eux » l'État, le Gouvernement, les Fonctionnaires-qui-ne-paient-pas-d'impôts, le prisonnier de passage croyait

apercevoir la même vague omnipotence dans l'homme de confiance général, les services du camp et les Allemands.

Dans la catégorie des passagers se recrutait un type de prisonnier fort sympathique : le Nomade. Il changeait d'horizon par goût ; tantôt il s'évadait, tantôt, habile diplomate, il se faisait muter sans esclandre, ou bien, forte tête, il refusait de travailler. Il connaissait toute la Haute et la Basse-Autriche ; on le voyait revenir périodiquement au camp, riche de souvenirs et de chansons.

De 1941 à mars 1942 : mouvement ascendant.

L'évolution de la société sédentaire est marquée par une phase ascendante, suivie à partir de mars 1942 par une chute d'énergie ; puis les symptômes de vitalité reprennent au début de 1943 ; enfin, le milieu de 1944 fait entrer les prisonniers dans les inquiétudes de la guerre totale...

Les Allemands.

Présentons d'abord sommairement les principaux services allemands et leurs inspirateurs en ce milieu de 1941.

Le colonel Patermann passait parmi les Autrichiens pour francophile ; cela était de peu d'importance, car il laissait agir ses services. Le plus important, l'*Abwehr*, était soumis à des influences divergentes. Son chef, le major Wenglorz, un butor obèse aux yeux porcins, d'un national-socialisme granitique, n'était armé que d'une méfiance maladive. Représentant le colonel dans les rapports avec les hommes de confiance généraux, visant toutes les décisions allemandes, il était pratiquement tout-puissant. Il faisait espionner ses subordonnés les uns par les autres, et disait non à tout ce qu'il ne comprenait pas ; c'était un assez vaste domaine. Ses chefs de service étaient à son image : Rammer, chef du *Lagerdienst*, Schwacha, l'inspecteur de police chargé des fouilles, Schwabe, espion posté au dépôt des vivres « Croix-Rouge », et d'autres qui surveillaient l'hôpital avaient plus de zèle que d'intelligence. Par bonheur, les subalternes, surtout quelques-uns des Viennois du *Lagerdienst*, trompaient facilement ces nazis obtus en notre faveur. Wenglorz a dirigé l'*Abwehr* de 1940 à 1945 avec la hantise constante des conspirations. Le Stalag XVII B était probablement le seul d'Allemagne où l'homme de confiance des Français ne pût sortir du camp de base sans la compagnie d'un *Sonderführer* ; peut-être aussi le seul qui n'eut pas d'hommes de confiance de compagnies, relais entre la « Confiance » centrale et les détachements : il fallait administrer sans intermédiaire les 800 détachements français, sans fichier alphabétique, sans autre moyen de liaison que la correspondance, surveillée d'ailleurs par un censeur particulier (1).

Dans un domaine plus spécialement politique, le capitaine Danneberg, très probablement détaché par la Gestapo, exerça un pouvoir plus redoutable que l'action négative de Wenglorz. Beaucoup plus intelligent, il paraissait

(1) Après mon élection au poste d'homme de confiance général, ces diverses inhibitions parurent encore insuffisantes au chef de l'Abwehr et il m'honora d'une défiance accrue en empêchant, par des mesures compliquées, les hommes de confiance des détachements de venir me voir au camp.

imiter les manières à la fois froides et douces de Himmler. Il fut particulièrement féroce à l'égard des « Espagnols rouges », qu'il envoyait à Mauthausen. Seuls les documents allemands brûlés en 1945 auraient pu dire combien de malheureux furent victimes d'une naissance espagnole. Danneberg tenait pour Espagnol rouge, donc détenu civil et sans nul doute communiste, quiconque était inscrit comme tel sur sa liste, sans que l'intéressé en fût seulement averti, et même lorsqu'il possédait un livret militaire de l'armée française. On sut plus tard que le zèle de Danneberg s'expliquait par certaines lacunes dans sa généalogie aryenne. Il recensait aussi les Juifs, mais ne pouvait les soustraire au statut de la Convention de Genève ; il n'y eut pas de véritable persécution contre eux.

A l'opposé de Danneberg, le capitaine Notz, officier de justice, personnifiait la bonté et le respect du droit. Procureur dans la vie civile, il apportait la plus grande rigueur à faire respecter la *Convention de Genève*, dans le cadre de ses fonctions. De plus, il recevait avec un inlassable sourire et des trésors de compréhension tous les prisonniers qui demandaient à lui parler et transmettait au colonel Patermann, qui l'écoutait volontiers, les doléances qu'il ne pouvait satisfaire lui-même. Ayant à connaître de tous les conflits entre prisonniers et hommes de garde, il les réglait toujours avec un préjugé favorable pour le prisonnier et sanctionnait sévèrement les abus de pouvoir. On le voyait traverser le camp, le dimanche matin, saluant d'un geste amical les prisonniers qu'il connaissait : il se rendait à la baraque-chapelle pour la messe, se sentant à l'aise parmi ces hommes dont il adoucissait les peines. Il quitta le camp en 1943, réformé pour raison de santé, et son départ causa une véritable consternation.

La *Verwaltung* avait pour chef l'*Oberstabsintendant* Bailer, un Prussien qui haïssait les Français, refusait toute discussion avec leur homme de confiance et favorisait ouvertement les prisonniers étrangers. Du haut en bas de la hiérarchie, à l'exception de quelques subalternes, l'Intendance n'était que fourberie et corruption.

La *Betreuung* était alors animée par le lieutenant Rieder, dont les sourires suaves étaient imités par son principal subordonné, le *Sonderführer* Hoffelner. Tout ce service était recruté parmi des membres éprouvés du Parti. Hoffelner, jeune professeur de français dans un collège de Krems, à qui son zèle politique avait valu cette mobilisation sans risque, était le plus actif ; sa parfaite connaissance du français, qui impressionnait les prisonniers, l'aurait rendu dangereux si ses manières trop affables ne l'avaient rendu suspect.

Le journal.

Le premier événement notable de cette deuxième phase de notre histoire fut la création d'un journal de camp. Rieder voulait en confier la direction à un personnage assez trouble, qui, bien que né à Francfort, avait fondé au Stalag XVII A un groupement autonomiste breton ; ayant échoué, il avait été transféré au XVII B, où les Allemands comptaient sans doute l'utiliser pour d'autres tâches. Cet homme était trop connu au camp pour être dangereux, mais mieux valait l'évincer. Il suffisait pour cela de faire savoir à l'*Abwehr*, qui détestait la *Betreuung*, qu'il était brûlé et que Rieder commettait une bévue. Nous utilisâmes un *Sonderführer* nommé Rössler, médiocre opportuniste qui jouait volontiers les antinazis. Il recueillit avec intérêt cette fausse confidence, affecta de se réjouir du discrédit où Rieder allait faire sombrer la propa-

gande nazie, promit le secret, et fit son rapport à l'*Abwehr*. Wenglorz, enchanté de tailler des croupières à Rieder, fit son rapport au colonel ; et Rieder dut confier le journal à une équipe qu'on lui poussa sous la main ; c'était une demi-douzaine des plus sûrs gaullistes du camp et un Belge.

Le journal prit le titre de *Gai Mât*, mauvais jeu de mots sur une locution dialectale autrichienne. Il était bi-mensuel. On y trouvait les comptes rendus des manifestations culturelles du camp : théâtre, expositions de peinture (car les peintres travaillaient grâce aux fournitures de l'*Union chrétienne des Jeunes Gens*) ; des contes, les communiqués de l'homme de confiance et des articles de fond qui entretenaient le tonus patriotique du camp en poussant au suprême degré l'art de la pointe subtile. Pas une seule allusion à la collaboration. Après quatre numéros, Rieder perdit patience et invita les rédacteurs à aborder les problèmes politiques. Mais il avait juré que le *Gai Mât* serait fait par les prisonniers et pour eux et qu'il se garderait de l'influencer. Il se vit donc opposer ses promesses et n'insista pas. En juillet 1942, le rédacteur en chef Jacques Borrel dut se démettre pour avoir publié une carte de France où figuraient Metz et Strasbourg, et qui avait échappé à l'attention du censeur. Le journal fut alors repris par une équipe de collaborateurs déclarés qui venaient de se révéler, sous l'impulsion de Danneberg.

Le bureau du journal avait été durant cette première période un petit club de résistants. Bien clos dans un coin de baraque, il était très commode pour les discussions subversives, pour la fabrication des faux papiers et l'étude des filières d'évasions. La première équipe avait pris aussi l'initiative d'une œuvre d'entr'aide en faveur des familles de prisonniers dans l'indigence : à son appel, les dons affluèrent au rythme de 10 à 15.000 marks par mois, répartis entre 250 familles en moyenne. Aux collectes mensuelles s'ajoutaient les secours de l'Oflag XVII A, où les officiers français avaient pris en charge 30 familles de prisonniers du Stalag. Comme la Croix-Rouge, l'Œuvre d'Entr'aide était commune aux Belges et aux Français.

Les Russes.

En septembre 1941, le camp, qui ne contenait plus que 5 à 6.000 Français, Belges, Polonais et Yougoslaves, fut séparé en deux moitiés par une double clôture de barbelés. Le 25, un convoi de Russes fut installé dans la partie Est. Interdiction fut faite de communiquer avec eux, même par signes, sous peine d'être abattu sans sommation par les sentinelles. Mais celles-ci ne pouvaient nous empêcher de contempler avec horreur la misère de nos nouveaux voisins. Une tente leur servait d'infirmerie, c'est-à-dire qu'on y abandonnait les plus malades. Chaque matin, deux Russes en retiraient des cadavres qui, déshabillés sur place — car il fallait récupérer les vêtements — étaient jetés sur une charrette et con-

duits à une fosse commune. Ce spectacle quotidien et celui des brutalités révoltantes que subissaient les Russes indignaient les habitants de la zone désormais appelée « Camp Ouest ».

Le typhus.

En décembre, un nouveau convoi de Russes introduisit au camp Est le typhus exanthématique. Les Allemands se décidèrent alors à y mettre un poste médical et requirent quatre médecins français israélites, jusque-là écartés de tout service. « Ils y furent installés sans aucun moyen de protection et sans avoir été vaccinés, alors qu'une grande partie du personnel sanitaire allemand avait reçu du vaccin de Weigl sans nécessité absolue. Le résultat de tout ceci fut que le médecin auxiliaire Rosenberg contracta le typhus et, après huit jours de maladie, mourut dans la nuit du 31 décembre 1941 au 1er janvier 1942 (1). »

Le Dr Rosenberg était très aimé au camp et sa mort déchaîna une explosion de colère. Les obsèques des prisonniers avaient lieu dans un petit bosquet de pins transformé en cimetière, contigu au camp, et les Allemands avaient l'habitude d'y envoyer, avec un piquet de prisonniers, une section de leurs troupes pour rendre les honneurs. Mais leur participation fut refusée au Dr Rosenberg, et peut-être était-ce mieux ainsi. Une collecte s'organisa spontanément parmi les Français pour sa veuve et ses deux enfants.

L'opinion française s'affirme.

Avec cet événement, la collaboration perdait toutes ses chances. D'ailleurs, le sentiment général s'était entre temps affirmé ouvertement dans des conflits entre l'adjudant, homme de confiance général, et les hommes de confiance des baraques.

Le 6 octobre 1941, un petit groupe d'anciens combattants de 1914-1918, oublié dans les convois de rapatriement, pensa se rappeler à l'attention des Allemands en allant déposer, en grande pompe et sous la conduite de l'adjudant, une gerbe au monument aux morts de la ville de Krems. Le *Gai Mât* ayant refusé de publier le compte rendu de la cérémonie, l'adjudant voulut faire intervenir l'*Abwehr*, qui s'en désintéressa. Les hommes de confiance des baraques, aussitôt réunis, le désavouèrent par un vote unanime et flétrirent énergiquement le geste des Anciens Combattants.

Vers la même époque, l'adjudant demanda parmi les hommes de confiance des baraques un volontaire pour créer un *cercle Pétain*. C'était sa première initiative, inspirée sans doute par la *Mission Scapini*. Tous refu-

(1) Témoignage du Dr Pouyanne. Un des docteurs enfermés avec les typhiques, le Dr Rubinstein, nous a rapporté que, de la file d'attente où les Russes se présentaient à 8 heures pour la consultation, on retirait à la fin de la matinée plusieurs cadavres.

sèrent de le suivre. Il parvint cependant à découvrir un animateur ; et, le bruit s'étant répandu que les membres du *Cercle Pétain* seraient libérés, tout le monde ou presque s'inscrivit. L'espoir d'une libération n'est pas d'ailleurs la seule explication de ce succès ; des bruits obstinés présentaient Pétain comme un résistant ; ils parurent corroborés par une certain texte diffusé par la *Mission Scapini* en janvier 1942, où le maréchal faisait allusion à sa « demi-liberté ».

L'affaire M.

Une affaire plus retentissante allait encore opposer les Français à leur représentant de fait. Un musicien de l'orchestre avait créé un ensemble instrumental de musique moderne. A chaque concert, la collecte d'usage était faite au profit de l'Œuvre d'Entr'aide. Ce musicien, personnage sans convictions et sans scrupules, porta au capitaine Danneberg la collecte du spectacle de Noël, « pour le secours d'hiver allemand, au nom de la collaboration ». Il avait entraîné à sa suite un autre Français et un chanteur belge. Les représentants des baraques adoptèrent aussitôt à l'unanimité une résolution interdisant aux trois coupables de paraître désormais en scène. A l'intervention comminatoire des Allemands, qui exigeaient une rétractation collective, ils répondirent que l'affaire était purement française et le colonel Patermann n'insista pas. Une action de boycottage, organisée avec discrétion, obligea l'un des collaborateurs, qui s'obstinait à se produire aux spectacles, à renoncer ; un deuxième reconnut sa faute et se racheta en gagnant le maquis slovaque ; le principal instigateur fut rapatrié après s'être livré à plusieurs dénonciations auprès de Danneberg (1).

1942 : année de crise.

Ces incidents prirent dans l'opinion du camp des proportions énormes et causèrent une véritable stupeur. Les mouchards avaient été jusqu'ici une vague éventualité : on les voyait régner. Ils régnèrent jusqu'au début de 1943. Danneberg et Hoffelner, qui jetait son masque, découvrirent rapidement des candidats à la libération qui prônèrent dans des conférences, puis dans le *Gai Mât* après la démission de Jacques Borrel, la haine de l'Angleterre et la guerre au bolchevisme.

La Relève.

Or, on commençait, en juillet 1942, à parler de la *Relève* et la tentation était forte. Les prisonniers relevés étaient désignés exclusivement

(1) Dénoncé comme l'instigateur probable de ces manifestations et l'animateur de l'opposition à l'adjudant, je fus cueilli le 3 mars par une sentinelle porteuse d'un ordre de transfert. Il était midi et les bureaux allemands étaient fermés : Danneberg

par les Allemands, l'homme de confiance pouvant proposer seulement les cas les plus dignes d'intérêt : classes anciennes, soutiens de familles, etc. Il est hors de doute que ces cas parfaitement honorables passaient après les récompenses aux valets des Allemands. Le moral du camp en fut profondément atteint. On suspectait tous les relevés, on n'osait plus se fier à personne. Ainsi partirent ceux qui, à des titres divers, avaient bien servi le Maréchal et les Allemands : après le délateur et les propagandistes du *Gai Mât*, l'adjudant, homme de confiance, devait être libéré le 5 janvier 1943.

Désintégration de la société française.

La démoralisation du camp était d'autant plus rapide que les meilleures influences s'en allaient. Le départ des « marins » en décembre 1941 et janvier 1942 avait renvoyé en France quelques-uns des plus actifs résistants ; le bureau du *Gai Mât* avait alors fabriqué en série des papiers de marins datés de 1939 ; et les amiraux français ne pouvaient imaginer à combien d'ordres de mission rétrospectifs ils prêtaient leur nom (1).

A la même époque, un grand nombre de sous-officiers signèrent des contrats de travail pour exploiter une filière d'évasion par la Hongrie. Avec la complicité d'un prisonnier interprète à la Main-d'œuvre, ils étaient dirigés sur des détachements agricoles peu surveillés et gagnaient Budapest, où ils menèrent, entourés de la sympathie des Hongrois, une existence paisible. Tous y trouvèrent des emplois ; quelques-uns y prirent femme. Du seul détachement de Strass (quatre-vingts hommes), tout proche de Krems, vingt-six évadés se retrouvèrent dans la capitale hongroise. Ils faisaient parvenir des nouvelles au camp et, par un langage convenu, encourageaient les hésitants à les rejoindre.

En avril, les deux cents sous-officiers réfractaires qui n'avaient pas quitté leur baraque furent transférés dans les camps de Pologne. Ce départ acheva de décomposer la société francophone.

Les événements de cette année 1942 augmentaient le découragement. Depuis l'entrée en guerre des U. S. A., les opérations paraissaient stagner ; si, en 1941, toutes les baraques avaient fêté « le dernier Noël de captivité », on commençait, à l'automne 1942, à craindre un séjour de

avait pris ses précautions pour me faire enlever par surprise et sans explication possible. Je fus conduit au petit camp de Neunzen où les Allemands concentraient les Juifs, les légionnaires et les « agitateurs ».

(1) Des théories de postulants se présentaient aux *Sonderführer* installés dans le local de la police. L'un d'eux montra un jour, comme preuve de son appartenance à la Marine française, une photo représentant trois matelots sur un bateau. « Mais, dit le Viennois, vous n'êtes pas sur cette photo. — Dame, dit l'autre, c'est moi qui l'ai prise. » Victoire de l'humour : il fut admis au convoi avec un grand éclat de rire. Il s'agissait moins de libérer d'authentiques marins que de clore la liste dans les délais imposés.

plusieurs années ; certains redoutaient une victoire de l'Axe. On était dans le creux de la vague.

Enfin, novembre apporta un espoir : le débarquement en Afrique du Nord fut célébré à grands cris. On renaissait. La joie fut si exubérante que les Allemands, furieux, décidèrent la suppression des loisirs : acteurs et musiciens furent envoyés dans un détachement extérieur. Privés de leurs distractions et voyant que les suites du débarquement ne répondaient pas à leur impatience, les Français retombèrent dans un morne abattement.

Cette chute du moral explique le grand nombre d'évasions de 1942. La société du camp ne garantissait plus à l'individu l'intégration de ses forces morales ; elle avait perdu le pouvoir de compenser son besoin de liberté. On s'évadait peu du camp, trop bien surveillé par les miradors, balayé la nuit par des projecteurs ; il fallait partir dans un détachement ou profiter d'une corvée extérieure.

De 1943 à juillet 1944.

La « Confiance ».

Au début de l'année 1942, l'adjudant homme de confiance avait été invité par les Allemands à faire élire son successeur éventuel. Une élection par l'ensemble des Français du secteur était pratiquement impossible ; seul le camp de base pouvait désigner l'homme de confiance général des Français. Les représentants des baraques se tournèrent vers l'auteur de ces lignes qui, se sentant trop surveillé par Danneberg, se récusa. Les suffrages se portèrent alors sur un Alsacien peu connu hors de sa baraque, mais désigné par ses familiers comme un véritable Savonarole de la résistance aux Allemands : cela suffisait. Très cultivé, parlant un allemand parfait, Paul Fellmann rendit aussitôt l'espoir aux Français, quand il prit ses fonctions, le 5 janvier 1943. D'autant que cet événement suivait de peu la capitulation de Paulus à Stalingrad.

La « Confiance », qui devenait avec Fellmann le centre de gravité des Français et méritait enfin son nom, comprenait dix ou douze employés au bureau central et deux magasins destinés aux secours collectifs envoyés par la Croix-Rouge. La méfiance de Wenglorz avait fait transférer le magasin de vivres à Mautern, faubourg de Krems ; un camion envoyé par l'État français servait aux distributions dans les détachements ; une équipe de magasiniers y faisait bonne garde, surveillée elle-même par un sbire de l'*Abwehr* qui empêchait les vivres de servir à des évadés. Avec des intentions moins claires, l'Intendance avait fait transférer en 1941 les réserves d'habillement au milieu du camp allemand. Un magasinier de confiance permettait cependant à Fellmann de conserver le contrôle de ce dépôt.

Le nouveau style de la « Confiance » n'importait pas seulement aux

Français, car l'homme de confiance général des Français possédait un *leadership* incontesté. Sauf pour les Russes, toujours séparés, le traitement général des prisonniers du secteur résultait en gros du *modus vivendi* entre lui et les autorités allemandes. Ses collègues étrangers se bornaient à la gestion de leurs biens matériels et à quelques réclamations mineures.

Mutations.

Fellmann fut favorisé par un événement qui suivit de peu son entrée en fonction : Danneberg était envoyé en Croatie. Cet organisateur de la délation avait, avec un succès partiel, entrepris de pourrir les services du camp, en particulier la police, commandée depuis le départ d'Horeau par un adjudant de carrière, fervent thuriféraire de Pétain, dont il se croyait le glorieux reflet. Rapatrié, il fut remplacé par un garçon loyal et courageux, Francis Richard ; très populaire, ce Breton préférait au bras séculier des Allemands le sien propre, qu'il avait fortement musclé. Lui aussi voyait sa tâche facilitée par le départ de Danneberg, qui laissait la police sous l'autorité peu compromettante de la *Lagerführung*.

Une autre mutation modifia la physionomie du Stalag en 1942. Le vieux Patermann fut relevé par le colonel Kühn, un ancien officier de police, originaire de Cassel. Froid et sarcastique, portant beau et parlant bien, Kühn se complaisait dans l'atmosphère de terreur qu'il répandait autour de lui. Il méprisait ouvertement les officiers autrichiens et la virulence de ses sarcasmes augmentait en raison de leur grade. Dans ses rapports avec les prisonniers, il affichait une grande considération pour les Français, à seule fin d'humilier les autres. Lorsqu'il convoquait à un rapport les hommes de confiance généraux, il faisait entrer le Français, laissant les autres dans l'antichambre, et le rapport terminé renvoyait tout le monde. Il recevait debout, avec une courtoisie glaciale, toujours en présence de Wenglorz qu'il se plaisait à mortifier devant l'homme de confiance des Français. Au demeurant, sa duplicité, jointe aux inquisitions maniaques de l'*Abwehr*, rendait difficile la tâche des hommes de confiance. En 1944, deux délégués suisses qu'il recevait durent rompre l'entretien et porter plainte contre lui à Berlin. Sous son commandement, le Stalag connut les événements suivants :

Arrivée au camp Est de 4.000 sous-officiers américains de l'armée de l'air ; les Russes furent alors transférés au camp Ouest. Les Américains vécurent dans la gaîté et l'opulence, gardés par la *Luftwaffe*, l'*Abwehr* du Stalag conservant toutefois ses prérogatives sur leur camp. Mais nul contrôle allemand ne compliquait l'emploi de leurs énormes stocks de vivres et de vêtements ; nulle sentinelle ne tirait sur ceux qui, par jeu, s'évadaient pour faire le tour de l'enceinte et rentrer par le camp Ouest, ou bien rampaient sous la clôture intérieure pour faire la connaissance des Français et des Britanniques. Souvent, des Français cachaient sous les planchers de leur baraque un évadé plus sérieux, en attendant l'oc-

casion de l'incorporer à la place de l'un d'eux dans une corvée extérieure qui lui permettait de s'éloigner du plateau. On ne craignait plus les mouchards et tous les Français étaient au courant.

Transformation de prisonniers français en travailleurs civils. Le camp montra une hostilité unanime à cette mesure qui libérait des troupes allemandes pour le front de l'Est et plaçait les prisonniers sous le contrôle de la police. Les Allemands avaient escompté 4.000 candidats à la transformation sur l'ensemble du secteur ; ils en trouvèrent 3.000. Fellmann avait inspiré une campagne d'obstruction.

Création du Stalag 398 en mars. Le nombre des prisonniers du secteur se trouvait ainsi ramené à 47.000 environ, dont 18.000 Franco-Belges répartis en 800 détachements.

Séparation des Belges de la Communauté « Croix-Rouge ». L'apport belge était devenu supérieur, en proportion, à l'apport franco-polonais. L'homme de confiance belge se retira le 21 avril de la communauté, désapprouvé par la majorité de ses compatriotes qui n'oubliaient pas le secours français unilatéral de 1941. L'Œuvre d'Entr'aide fut scindée par la même occasion.

Nouveaux convois. Sous la dénomination d'Internés militaires, 500 Italiens arrivèrent, issus des divisions italiennes désarmées en Yougoslavie par les Allemands. Ceux qui ne furent pas envoyés au travail, 200 environ, relevèrent les rares Yougoslaves demeurés dans la condition d'ordonnances : chaque nouvelle entrée de prisonniers déterminait la promotion sociale des anciens. Le camp avait reçu aussi 1.200 Britanniques, accueillis avec plus de chaleur encore qu'en 1941 les Yougoslaves ; puis quelques centaines de Roumains et de Slovaques. On ne cherchait pas à comprendre par quels détours ces alliés de l'Axe venaient partager le sort de leurs ennemis. Mais on s'intéressa vivement à 300 nouveaux Polonais en vêtements civils, épuisés, misérables, pathétiques, dont certains paraissaient adolescents : c'étaient des insurgés de Varsovie. Les récits qu'ils faisaient de leur héroïque entreprise renforcèrent un certain sentiment antirusse, diffus et mal expliqué, qui se répandait chez les Français.

Dissolution de la communauté franco-polonaise. Cette décision fut prise par Fellmann et justifiée dans une circulaire : l'homme de confiance des Polonais de l'Est prétendait soustraire à la communauté des dons importants provenant d'œuvres polonaises à l'étranger, et qu'il disait lui appartenir en propre.

Démission de Fellmann. Le 5 mars 1944, Fellmann fit entrer l'auteur de ces lignes au camp comme assistant judiciaire, chargé de suivre les procédures engagées contre des prisonniers français (1). En juillet, Fellmann eut un conflit avec l'Intendance, le service le plus intraitable du Stalag, et se vit contraint d'abandonner une parcelle de ses droits

(1) Après une évasion manquée, j'avais échoué dans un petit détachement industriel.

ou de démissionner ; il préféra la démission. Les suffrages du camp me désignèrent pour lui succéder, le 8 août, alors que la société du camp entrait dans sa dernière phase.

La Société en 1944.

Prospérité.

Elle venait d'atteindre, quant aux 1.500 Franco-Belges, son plus grand éclat dans le premier semestre de 1944. La vie sociale y était favorisée par une relative prospérité alimentaire : l'État français envoyait des colis américains et canadiens ; la Croix-Rouge française du Brésil offrait des dons très importants ; les conserves de viande, de poisson, de beurre, le lait, le chocolat vitaminé, le café, fournissaient aux essais culinaires des Français de nouvelles ressources ; du coup, le biscuit Pétain, cette manne des mauvais jours, devenait une monnaie d'échange assez dévaluée.

Loisirs.

Le théâtre poursuivait vaillamment une activité que les tracasseries allemandes entravaient sans cesse, car les acteurs étaient rentrés individuellement au camp, mais avaient dû prendre des emplois dans les services, et répétaient après leur travail.

Avec des moyens précaires, le tenace Trécan, dernier directeur, put cependant jouer encore *Cyrano* et plusieurs pièces de boulevard.

Chaque nouveau spectacle était présenté dans une « générale », sur invitations, réservée aux notabilités du camp : hommes de confiance généraux, médecins, aumôniers, chefs des services et des ateliers. Un seul Allemand était toléré : le censeur de service ; il avait fallu obtenir un ordre du colonel pour éliminer les officiers qui préféraient nos spectacles à ceux de la *Force par la Joie*. Une « générale » était l'événement mondain du camp. On ajustait son uniforme effrangé, on se brossait ; la salle était chargée d'une fiévreuse attente : c'était une véritable évasion. Après le spectacle, dans les baraques, les *familles* commentaient autour d'une boisson chaude la pièce, les acteurs, les décors. Les prisonniers de langue française aimaient leur théâtre, et tous, tailleurs, cordonniers, menuisiers, participaient à son entretien par un travail clandestin ou de menus larcins.

La scène appartenait en propre aux Français, mais fut mise par eux à la disposition des autres nationalités. Il y eut un spectacle belge ; les Anglais montèrent une sorte de drame grand-guignolesque ; les Italiens réussirent une soirée de variétés pleine de goût et de fantaisie. Les Yougoslaves seuls se désintéressaient des spectacles. Les Russes organisèrent dans leurs propres baraques des récréations populaires. Les Polonais n'étaient pas assez nombreux pour avoir leurs tréteaux.

Le sport s'était progressivement développé depuis 1941 ; on pratiquait les sports d'équipe, foot-ball et volley-ball, la boxe, l'athlétisme. Plusieurs clubs s'étaient constitués parmi les Français et la discorde s'y glissait souvent. Mais elle séparait surtout les différentes nationalités entre elles : assez souvent, les matches de foot-ball France-Yougoslavie dégénéraient en rixes. L'har-

monie ne régnait dans cette tour de Babel qu'au niveau des représentants officiels, qui avaient aménagé dans la baraque de la « Confiance » des bureaux aux cloisons de papier.

La société internationale.

Il semblait, en effet, qu'une longue cohabitation eût multiplié les griefs entre les Yougoslaves et les francophones. On reprochait à ceux-là leur hygiène insuffisante, leur penchant à trafiquer avec les Allemands, les faveurs suspectes de l'Intendance : ils avaient presque tous au moins deux uniformes en bon état, souvent français, alors que les Français ne pouvaient posséder qu'une défroque. Les Serbes nous jugeaient orgueilleux, supportaient mal la prépondérance française, et la politique de Vichy nous compromettait gravement. Une différence importante apparaissait entre les deux groupes, quant aux rapports internes. Les Français, qui en 1940 et 1941 avaient passionnément agité entre eux des problèmes de politique intérieure, avaient, en 1944, complètement dépassé ces divisions pour aboutir à une union menacée seulement par des querelles de voisinage. Au contraire, la question communiste troublait profondément le groupe yougoslave ; tandis que la majorité vibrait dans l'attente d'une victoire de Tito, les patriciens ne cachaient pas leur intention de ne point regagner leur pays.

Les Anglais se tenaient à l'écart. Les principaux efforts de leur homme de confiance tendaient à obtenir que nul prisonnier non britannique ne fût installé dans leur baraque et que des latrines particulières fussent réservées aux citoyens de Sa Majesté. Ils avaient leurs pasteurs anglicans, officiers, logés avec les médecins, et qui s'épuisaient en vains efforts pour attirer leurs hommes au culte. Tous se montraient assez perméables à la propagande nazie et parfaitement rebelles à tout sentiment de solidarité envers les autres prisonniers.

Les Russes avaient été l'objet, dès leur installation au camp Ouest, d'un grand mouvement de curiosité. Par des questions en allemand haché, ou par le truchement d'interprètes yougoslaves — les Polonais se tenant sur une réserve hostile — on apprit à distinguer des vrais Russes et des Ukrainiens à l'aspect soigné les allogènes de toute origine : Asiatiques, Musulmans qui, comme d'ailleurs les Ukrainiens, disaient volontiers du mal de Staline. Cette masse hétérogène était travaillée par les recruteurs de Vlassov. Tous les jours, deux Russes en uniforme allemand venaient installer une table dans l'enceinte du bataillon soviétique et recevait les engagements. Des prisonniers leur serraient la main et discutaient avec une indifférence incompréhensible aux Français, qui eussent lapidé ces traîtres. Aussi les Français déclaraient-ils que décidément ces gens-là étaient énigmatiques et peu dignes de confiance. On leur reprochait surtout, comme aux Yougoslaves, un excessif penchant au commerce : ne voyait-on pas des Russes vendre les biscuits que les Français leur offraient? C'est qu'ils étaient, avec les Italiens,

les Roumains et les Slovaques, les parents pauvres du camp. Leur gouvernement ne les avait jamais secourus ; l'U. R. S. S. n'avait pas signé la *Convention de Genève* et ils n'avaient pas d'institutions statutaires.

Les Italiens, d'abord reçus avec des sarcasmes, furent assez vite acceptés par les Français, sensibles aux affinités qui unissaient les deux groupes. Le bon goût de leurs réalisations théâtrales et l'action de leur doyen Arzani, un Piémontais d'un grand caractère, firent beaucoup pour ce rapprochement.

Mais, dans l'ensemble, chaque nation prenait une conscience aiguë de l'infériorité des autres et ne s'attachait qu'à sa propre étoile.

Le problème sexuel.

Tous avaient du moins en commun le tourment sexuel. Le plus grand nombre des francophones l'avaient surmonté plus ou moins ; quelques-uns seulement avaient trouvé dans l'enceinte du camp les plaisirs que d'autres étaient allés chercher dans les campagnes autrichiennes ; c'étaient généralement des invertis habituels ; ils formaient des couples stables voués aux vertus conjugales, inépuisable provende pour la chronique humoristique du camp. L'homosexualité trouva au contraire chez les Anglais des adeptes très nombreux, plus volages et probablement occasionnels ; enfin, avec les Italiens du Sud, ce fut une véritable prostitution à clientèle yougoslave.

Rupture d'équilibre.

Les événements militaires de 1944 produisirent dans cette société une agitation parfois voisine de la démence. Après quatre ans d'une navigation dont ils n'étaient pas maîtres, ces passagers d'un navire désemparé apercevaient, avec la terre, tous les périls d'une approche longtemps attendue. Ils se voyaient le jouet d'un flux et reflux, qui provoquaient un vrai tétanos d'espoir et de panique.

Le milieu régional.

Autour d'eux, l'emprise allemande se durcissait. L'attentat du 20 juillet fut presque immédiatement suivi de mesures peu visibles, mais, pour les plus clairvoyants, inquiétantes. Himmler avait pris le commandement des troupes de l'intérieur, donc des camps de prisonniers. Le pouvoir des *S. S.* exerçait une forte pression sur la *Wehrmacht*. L'encadrement du Stalag s'énervait. Ceux des officiers et des *Sonderführer* autrichiens qui n'avaient pas cessé de sympathiser avec les prisonniers avaient peur des crimes nouveaux que pouvait commettre le régime agonisant. L'homme de confiance recevait du secteur des vagues de réclamations : pendant plusieurs semaines, on se plaignait de toutes

parts de recevoir des coups de crosses : un ordre du *Wehrkreis* avait généralisé cette pratique inconnue jusque-là. Puis c'étaient nos liaisons que l'*Abwehr* cherchait à entraver : les prêtres, les sanitaires à brassard, qui souvent desservaient plusieurs détachements, étaient consignés ; des hommes de confiance, les plus influents, étaient brusquement déplacés sans motif déclaré. On mit fin aux libertés accordées aux Belges et aux Français ; les sentinelles manquaient, mais on embaucha des civils, vieillards ou infirmes, sous la dénomination de gardes auxiliaires. En plusieurs lieux, la police intervenait, fait sans précédent, dans les locaux des prisonniers de guerre. Les conditions de travail s'aggravaient ; le repos hebdomadaire n'était plus reconnu, un règlement nouveau n'accordait plus, aux Allemands comme aux prisonniers, que vingt-quatre heures de repos par trois semaines de travail (des semaines de soixante heures), et certaines usines comme celles de Saint-Valentin ne respectaient même pas cette obligation. La Convention de Genève, notre charte, n'était plus qu'une feuille morte dans les tourbillons de la guerre totale.

Petites misères.

De tout cela, l'homme de confiance général portait le souci avec son équipe ; mais si le moral du camp n'en était pas gravement affecté, d'autres préoccupations y répandaient l'inquiétude. Les secours collectifs, les colis individuels risquaient de manquer depuis que la guerre était revenue en France. De nouveaux ennemis apparaissaient, anodins, mais exaspérants, avec ce spectre de la famine : des rats envahissaient les baraques ; des tourbillons de puces harcelaient les hommes ; des commandos de punaises s'abattaient sur les dormeurs ; il fallut abandonner les lits et s'étendre, comme en 1940, sur le ciment des lavabos ou sur les planchers. Les uniformes n'étaient plus que des défroques sans couleur et sans forme ; il n'y avait plus de linge, plus de chaussures. L'eau ne coulait plus qu'une heure ou deux par jour. Les baraques délabrées n'offraient plus qu'une protection réduite.

Des courants d'aigreur se répandaient dans le camp. Les meilleurs amis se prenaient en grippe ; d'une baraque à l'autre on se traitait en ennemis.

Regroupement.

Par bonheur, il y eut assez de Français lucides et dévoués pour refaire peu à peu le rassemblement des forces morales. C'étaient quelques camarades influents dans leurs baraques, qui formèrent progressivement un encadrement invisible, mais efficace, autour de la « Confiance » et qui allaient jouer un rôle décisif à l'approche de la libération. C'étaient aussi les jeunes élèves de l'École de Santé militaire, qui avaient relevé, en 1943, les médecins de réserve ; surpris par le haut degré de « civilisa-

tion » du camp, ils s'y étaient intégrés sans peine ; fort répandus dans les baraques, ils étaient respectés malgré leur jeunesse, pour leur grand dévouement, leur habileté à rendre « intransportables » les prisonniers menacés par l'*Abwehr* ou la justice allemande. C'étaient les prêtres des deux confessions chrétiennes, installés depuis 1941 dans une baraque-chapelle, et dont le rayonnement dépassait de beaucoup l'exercice des cultes. Mêlés aux prisonniers du commun, ils avaient une influence beaucoup plus solide que les pasteurs anglais, éloignés de la population du camp par leur condition d'officiers. Car la société prisonnière n'aimait pas les officiers ; et les médecins français furent acceptés par elle comme médecins, jamais comme gradés. Les francophones surtout prétendaient en 1944 avoir prouvé leur aptitude à créer leur propre univers sans le secours de la hiérarchie des grades (1).

Une amélioration de l'ordinaire pendant le mois d'août ramena un peu d'optimisme, obtenue le 8 août 1944, grâce à l'énergie d'une commission de la *Croix-Rouge internationale* qui passait. La *grayette* devenait enfin une nourriture. Ce brusque changement — non de quantité mais de qualité, ce qui importait beaucoup aux Français — accompagné de la perception longtemps réclamée des rations de sucre, fut accueilli comme une grande victoire. Il y en eut une autre peu après, qui fut remportée sur nous-mêmes.

L'homme de confiance, reprenant un projet que Fellmann n'avait pas eu le temps de réaliser, provoqua la fusion des groupes sportifs qui se livraient une guerre absurde. Il fut en même temps décidé qu'une fête sportive aurait lieu le 27 août ; ce devait être la première au camp. Tous s'unirent alors pour la préparation de cet événement, voulu assez brillant pour sceller l'union des Français et affirmer leur vitalité. Des équipes de terrassiers bénévoles aplanissaient le terrain vague qui servait aux ébats sportifs. Les tailleurs fabriquaient en cachette — car ils devaient voler les tissus aux Allemands — culottes et maillots d'athlétisme, à peu près uniformes. Une chorale, sous la direction du chef d'orchestre Lannoy, répétait des chants folkloriques. La seule intervention de la *Betreuung* fut une promesse de fournir un haut-parleur... qui ne fut pas fourni. Et les compétitions se déroulèrent devant une tribune abritée par un vaste peplum, qui protégeait d'un soleil éclatant les personnalités prisonnières, tandis qu'un service d'ordre assuré par la police du camp maintenait autour de l'enceinte 5.000 spectateurs de sept nationalités — car il avait été obtenu que ce dimanche fût chômé par les services malgré la suppression du repos dominical.

La fête fut éblouissante de tenue et de discipline. La chorale et l'orchestre, les défilés d'athlètes, l'organisation générale due principalement au chef de la police, Francis Richard, révélaient comme les spectacles dramatiques l'épanouissement d'un ordre français qui s'affirmait radieux contre l'ordre hitlérien sombre et sanglant. Les représentants de celui-ci étaient, dans ces instants de

(1) Ils acceptèrent cependant, non sans quelques réticences d'ailleurs, des aspirants et un sous-lieutenant capturés en Italie, classés par les Allemands sous la catégorie « gaullistes », et qui préférèrent demeurer au camp bien que leurs grades les eussent désignés pour d'autres séjours. On les reçut avec fierté, comme les témoins d'une armée française plus glorieuse que celle de 1940 ; mais on n'aimait pas que le sous-lieutenant, d'ailleurs excellent camarade, montrât son galon.

vraie ferveur, complètement oubliés et paraissaient se sentir eux-mêmes inutiles et ridicules.

La journée du 27 août fut l'aube d'un dernier acte triomphal, où s'affirma de plus en plus ce que la puissance protectrice des Britanniques appelait, en protestant, le « caractère essentiellement français du camp ».

Cependant, les forces morales des Français comme des autres allaient subir encore pendant huit mois l'épreuve énervante des nouvelles contradictoires, de l'incertitude quant aux intentions finales des Nazis. Chaque incident, chaque décision allemande, chaque événement extérieur étaient commentés avec appréhension. Jamais victoire allemande n'avait causé autant de stupeur désespérée que l'offensive Rundstedt dans les Ardennes.

La dernière phase.

Chronologie des derniers mois.

Nous nous bornerons à énumérer sommairement les points saillants de cette dernière phase.

Le 3 octobre, Wenglorz était chargé par le colonel Kühn de retirer aux hommes de confiance principaux les laissez-passer qui leur donnaient accès sans escorte à l'hôpital et au camp allemand. L'hôpital surtout était étroitement surveillé comme un lieu de conspiration possible, car des officiers français de l'Oflag XVII A y étaient traités. En même temps, le colonel annonçait, pour la gouverne des détachements, la création de « zones de mort » placées sous le pouvoir des *S. S.* qui abattaient tout individu « suspect ».

Le 24, fouille générale en vue de retirer aux prisonniers les réserves de vivres dépassant la consommation d'un jour.

Le 22, le camp apprend avec soulagement l'arrivée à Krems de deux wagons de vivres Croix-Rouge, demandés sans grand espoir à Genève. Car, si la *grayette* restait d'une qualité honorable, elle devenait hypothétique : parfois, les cuisines percevaient des légumes déshydratés où grouillaient les vers, mais que « Bismarck » déclarait consommables et qu'on ne pouvait donc remplacer. Ces jours-là, on était réduit à 6 grammes de sucre, 15 gr. de margarine, 100 gr. d'un pain non salé, noir et friable ; la viande apparaissait de loin en loin ; l'Intendance ne garantissait plus les rations théoriques, vu l'insécurité des transports. Aussi ne pouvait-on plus compter que sur les vivres collectifs.

Il existait encore à Mautern un stock suffisant pour assurer au secteur les distributions bimestrielles jusqu'en mars ; les deux wagons annoncés permettraient de prévoir encore une distribution pour la période avril-mai. Par une circulaire de février, l'homme de confiance demanda aux détachements suffisamment nourris par les Allemands de renoncer spontanément à cette dernière distribution, afin de pouvoir mieux ravitailler

le camp et les détachements sous-alimentés ; anticipons ici pour indiquer que cette circulaire provoqua des renonciations bien plus nombreuses qu'on n'aurait osé l'espérer ; au moment où les liaisons postales furent brusquement interrompues, elles représentaient déjà globalement 500 hommes et commençaient seulement à affluer.

Le 10 décembre, le colonel signifiait que toutes relations étaient interdites entre la Mission Scapini et les camps.

De nouvelles rigueurs se répandaient sur le secteur. Les prisonniers étaient requis pour des travaux de défense territoriale ou des transports de munitions. Comme les prisonniers français réagissaient partout par la grève perlée ou par des protestations identiques, l'homme de confiance général fut soupçonné d'avoir répandu des mots d'ordre subversifs, et ses tournées dans les détachements, déjà suspendues aux tracasseries de l'*Abwehr*, furent interdites.

L'aviation alliée mitraillait les trains, détruisait les gares de Krems, d'Amstetten, la raffinerie de pétrole de Moosbierbaum. Ces raids aériens n'affolaient pas les prisonniers du camp survolés tous les jours par des escadrilles en route vers Vienne. Les Français montaient sur les toits des baraques et saluaient de hourras frénétiques ces lointains libérateurs. Les Allemands renonçaient à faire respecter les signaux d'alarme et les tranchées-abris restaient vides.

Le 31 mars, la ville de Krems fut bombardée.

Cependant les armées soviétiques occupaient peu à peu le secteur, dont ne parvenaient plus que des nouvelles incertaines. Tulln, à 20 kilomètres du camp, était prise. Notre magasin, situé sur la rive droite du Danube, risquait d'être perdu si le pont qui reliait Mautern à Krems était coupé. Il contenait 65 tonnes de vivres destinées au secteur pour la période avril-mai. Les autres nationalités, qui n'avaient pas fait de réserves, se trouvaient complètement démunies et l'on voyait même des Anglais faire connaissance avec la *grayette*. Or, les relations ferroviaires étaient par endroits interrompues, et la distribution n'était plus possible. Il fallait donc récupérer au plus vite ces richesses pour le camp et les plus proches détachements. L'essence nécessaire à notre camion — immobilisé depuis longtemps faute de carburant — fut obtenue de Bailer et une navette commença, qui dura trois jours et deux nuits sans interruption. Des équipes de déchargeurs, un piquet d'ordre furent mis en place. L'Abwehr avait consenti à céder comme magasin le local des colis, devenu inutile. L'opération prouva une fois de plus la discipline des Français. On trouva plus de volontaires qu'il n'en fallait ; tous obéissaient aux cadres déjà pressentis, privés pourtant de tout recours ; il n'y eut pas un incident, pas un biscuit ne fut détourné. Aux Russes faméliques et assez menaçants qui assistaient à ce transfert, il fut dit que nos vivres seraient distribués à tous les prisonniers sans distinction de nationalité.

La journée du 5 avril fut marquée par une véritable manifestation

de démence collective. Vers le soir, les Américains lancèrent par-dessus les barbelés les équipements dont leur magasin regorgeait. Aussitôt, les habitants du camp Ouest se ruèrent sur ces trésors et s'arrachèrent blousons, chemises, chaussures. Ils forcèrent l'entrée du camp américain entre les sentinelles qui n'osaient plus intervenir. Il y eut une mêlée sauvage entre les Anglais, les Russes et les Yousgolaves. Les Français, pourtant presque aussi loqueteux que les Russes et infiniment plus que les Serbes et les Anglais, assistèrent en spectateurs goguenards à ces désordres : l'emprise d'une société bien organisée préservait leur sang-froid.

L'ordre rétabli par des officiers allemands, une réunion des hommes de confiance, étrangers accepta la proposition française d'organisation d'un service d'ordre auquel chaque nation participerait. Le projet fut abandonné le lendemain, car seuls les piquets d'ordre français étaient à leur poste et il ne paraissait pas nécessaire de leur faire assumer seuls le rôle de gendarme.

Les journées suivantes furent occupées par la liquidation des stocks d'habillement ; il avait fallu la complicité d'officiers autrichiens pour les faire transférer au camp des prisonniers, car Bailer s'y opposait. Rien ne put déterminer Wenglorz à abandonner son contrôle sur les distributions de conserves ; il ne consentit que la veille de l'évacuation à les livrer sans les perforer ; elles furent distribuées par la « Confiance », sauf une petite réserve, à tous les prisonniers du camp, et à des groupes épars du Stalag XVII A qui passaient sur le plateau avec leurs Allemands, fuyant la ligne du front.

Fin de la captivité.

L'ordre d'évacuation nous fut notifié le 9 avril par le colonel Linhart, qui venait de relever le colonel Kühn.

Restèrent au camp 300 hommes, malades ou rétifs, qui furent pris en charge par Franziskakis, suppléant de l'homme de confiance, le sous-lieutenant Coudriou et un Néo-Zélandais. Les Allemands se montrèrent efficaces et compréhensifs : les Nazis partaient avec les colonnes évacuées, et tous ceux qui restaient étaient soit foncièrement favorables, soit vendus aux prisonniers. Un intendant réussit, non sans mérite, à assurer leur subsistance. Mais, le 20 avril, des *S. S.* vinrent reprendre en main la discipline, tenant le camp sous la menace constante de leurs armes. C'est alors que quatre gradés de la *Lagerführung* furent exécutés (dont les deux adjudants, à vrai dire, pour marché noir). De toutes parts, on entendait crépiter les coups de feu.

Le 8 mai, les Allemands quittaient le camp. Le 9, à 8 heures 15, des troupes russes y pénétraient, saluées avec enthousiasme.

Des camions avaient rapidement évacué les Britanniques, avec leurs médecins. Il restait quelques médecins français à l'hôpital, un seul à

l'infirmerie du camp, avec un petit groupe d'infirmiers dévoués, tous français. Le 12, Franziskakis, qui avant même le cessez-le-feu était allé au-devant des lignes américaines pour demander des moyens de transport, ramena de Linz des camions qui évacuèrent la plupart des Français vers l'aérodrome de Pocking, d'où ils furent aussitôt rapatriés. Les autres, avec le sous-lieutenant Coudriou et le Dr Pineau, connurent alors une épreuve morale plus terrible qu'aucune époque de la captivité. « Le plus dur, rapporte le sous-lieutenant Coudriou, fut de lutter contre la terreur panique qui s'emparait des hommes à la nouvelle d'une aggravation de la tension entre les Anglo-Américains et les Russes, et aussi contre la crainte immédiate des soldats russes, qui individuellement volaient montres, alliances, et déshabillaient ou frappaient indistinctement Français ou Allemands. » Aux prisonniers se mêlaient des travailleurs civils de toutes nationalités, des femmes autrichiennes que certains prisonniers tentaient de protéger contre les Russes. Enfin, le 29 mai, tous les prisonniers de Basse-Autriche furent concentrés par les Russes à Gmünd. Le 16 juin, ils furent rapatriés par fer.

L'évacuation.

Le gros du camp Ouest était parti en quatre colonnes de 4 à 500 hommes, dont deux colonnes de Franco-Belges ; deux jours avant, les Américains les avaient précédées par un autre itinéraire. Chacun portait dans des valises, des sacs, des musettes, ses vivres de route. L'intendance allemande fournissait tous les deux jours une gamelle de soupe et 200 grammes de pain par homme. Le 20 avril, un des camions du *Comité international de la Croix-Rouge* qui sillonnaient les routes d'Allemagne livra des colis canadiens. On se reposait un jour sur trois, on cantonnait dans des granges.

La société franco-belge eut alors la dernière occasion de montrer sa cohésion. Au cours de cette marche de 300 kilomètres, à travers la Wachau ensoleillée, admirable sous les fruitiers en fleurs, ces hommes dont la plupart n'avaient eu depuis cinq ans pour horizon que des barbelés et des miradors menaçants, se comportèrent avec une modération qui tenait du miracle. Les villageois s'empressaient d'offrir leurs pauvres biens : pas un poulet ne fut égorgé, on ne fumait pas dans les granges, on respectait les femmes. Les sentinelles n'étaient plus que des figurants ; le capitaine Fritsch, un instituteur de Vienne, chef de la Main-d'œuvre au Stalag, et qui s'était toujours comporté en homme, procédait aux réquisitions qui lui étaient suggérées par la Confiance.

On nous faisait passer par des chemins secondaires ; l'un d'eux traversait le camp de Mauthausen. Nous y passâmes entre deux haies de *S. S.* vociférants qui nous tenaient en joue et menaçaient avec fureur nos gardiens beaucoup plus terrifiés que nous. Derrière eux, des squelettes en tenues rayées travaillaient. Le soir, nous cantonnions au village de

Mauthausen, dont les habitants, devenus stupides de terreur, n'entendaient aucune question.

Le 27, nous arrivions au terme du voyage et prenions nos quartiers dans la région de Braunau, où une véritable occupation était organisée avec l'aide du capitaine Fritsch. Il fallait mettre en place un responsable dans chaque cantonnement, réquisitionner un moulin qui regorgeait de farine, un four où s'installait une équipe de boulangers français. Des corvées veillaient à la propreté des abords. Deux trompettes de l'orchestre, qui avaient apporté leurs instruments, annonçaient les principales obligations de la journée. Les cadres qui s'étaient révélés au camp maintenaient une discipline suffisante, en faisant appel au seul ressort de l'amour-propre national.

Le 2 mai, l'armée Patton entrait à Braunau ; un détachement prenait possession de la forêt de Weilhardt, où cantonnaient 10.000 prisonniers de toutes nationalités, venus des trois Stalags du *Wehrkreis* XVII. Le village d'Ueberackern, où se trouvaient la plupart des Français du camp de Gneixendorf et quelques centaines de Russes et de Serbes, restait théoriquement aux mains des Allemands. Rassemblés dans une prairie, les Français, au garde-à-vous, saluèrent en pleurant le drapeau tricolore qui surgissait au sommet d'un tertre, et entonnèrent la plus belle « Marseillaise » de leur vie.

Quelques heures plus tard, une section américaine motorisée vint reconnaître le village ; l'officier laissa à l'homme de confiance le soin de désarmer les Allemands et de les diriger sur un point désigné, ce qui fut fait calmement, sans la violence qu'une longue détention aurait pu justifier.

Il restait à attendre le rapatriement, et il était impossible de savoir s'il fallait compter cette fin d'exil en jours, en semaines ou en mois.

La « Confiance » des Français eut alors pratiquement la charge d'organiser les cantonnements et même d'administrer pendant quelques jours le petit village d'Ueberackern : remplacement du maire, garde du moulin et des fermes, satisfaction des diverses sollicitations des habitants.

Enfin, le 12 mai, des camions américains nous transportaient à l'aérodrome de Pocking, d'où partaient sans relâche de gros avions de transport vers Châteaudun, Reims et Le Bourget. La Société de Gneixendorf était dissoute.

Jean Moret-Bailly.

LA VIE RELIGIEUSE D'UN OFLAG

En juin et juillet 1940, 6.000 officiers français se trouvèrent parqués à Gross Born (Oflag II D), à 115 kilomètres à l'est de Stettin, dans un camp de travail aux baraques déjà vieilles. Les mutations des premiers mois ramenèrent, dès octobre, l'effectif à 3.350 (1). En mai 1942, l'oflag émigra pour Arnswalde (Oflag II B), à 65 kilomètres au sud-est de Stettin, dans une caserne neuve. Une part seulement nous en fut réservée ; l'entassement, pénible à Gross Born, devint plus lourd encore. Au cours des années, l'effectif oscilla entre 3.700 et 2.700. Le 29 janvier 1945, sous la menace des armées soviétiques, les Allemands jetèrent les prisonniers sur les routes de l'ouest. Ils aboutirent, en deux moitiés, à Soest (Oflag VI A) et à Wietzendorf (Oflag 83) pour y être libérés, au mois d'avril, par les Américains et les Anglais.

Quelle fut la vie religieuse de ces prisonniers, soumis en quelque sorte à une retraite permanente? Ces pages voudraient l'évoquer. Elles décriront d'abord le cadre des paroisses de blocs à Gross Born, de la paroisse du camp d'Arnswalde. La direction en était assurée par un curé, avec l'aide d'auxiliaires ecclésiastiques. La paroisse possédait une vie intense, offrant à ses fidèles les ressources habituelles : diffusion de la doctrine, moyens de sanctification, gouvernement des âmes ; sa structure comprenait des associations, des œuvres et des mouvements, entre autres l'*Action Catholique*. Des relations s'établirent entre cette paroisse d'officiers et les hommes de troupe, la communauté protestante, l'ensemble du camp et aussi nos gardiens. Les dernières pages étudieront la pratique religieuse et la vitalité chrétienne de l'oflag : tentative de bilan, provisoire, d'une paroisse catholique derrière les barbelés (2).

(1) *Comité International de la Croix-Rouge.*

(2) Mes notes clandestines, les documents parvenus en France et prêtés par des camarades depuis notre retour, mes enquêtes auprès d'eux, plusieurs précisions reçues d'organismes officiels ou privés (Ministère des Anciens Combattants, Aumônerie générale des Prisonniers, Comité International de la Croix-Rouge) constituent l'essentiel des sources de ce travail*.

* Principales abréviations :

E. L. S. : *Écrit sur le sable*, journal du camp.

C. E. A. : *Centre d'Entr'aide*, journal de l'oflag depuis notre retour.

Cadre

Mais, d'abord, était-ce une paroisse au sens canonique du mot? Aucun lien n'existait avec la hiérarchie d'Allemagne, ni, pendant les premiers mois, avec l'Église de France. Plus tard, l'Archevêché de Paris, grâce à l'*Aumônerie générale des Prisonniers*, confirma cette juridiction exceptionnelle ; au camp, l'aumônier Dupaquier, avant cette date, était reconnu par ses confrères pour leur curé. Comme à l'Oflag VI A, selon le cardinal Suhard, nous formions « une paroisse derrière les barbelés (1) ». Saint-Pierre-aux-Liens — c'était le vocable choisi — était une paroisse incomplète sur le plan juridique. Mais les prisonniers ont toujours parlé de leur paroisse ; l'expression doit être gardée.

En fait, il y a d'abord plusieurs paroisses ; le camp est alors séparé en trois blocs, ceinturés de barbelés ; les liens qui unissent les équipes sacerdotales sont lâches. Trois centres de culte s'organisent : au bloc I-IV, la baraque B se transforme en crypte romano-ogivale, grâce à l'architecte Crouzillard (2) et devient « la cathédrale » ; au bloc II, outre la baraque Zéro, trop petite, une vaste salle de spectacles offre un cadre plus grandiose pour le déroulement des fastes liturgiques ; au bloc III, si l'arrière-cantine suffit aux messes quotidiennes, les offices dominicaux s'accomplissent dans la salle des conférences, prêtée par l'Université. Assez vite, la Présence Réelle est possible dans les aumôneries de blocs et, bientôt, à l'oratoire de la 18/4 (Bl III).

Le 21 mars 1941, les barbelés entre les blocs sont ouverts. Il devient facile, à l'occasion des services pour nos morts, de nous réunir dans la cantine du bloc II. Pourtant, les trois lieux de culte subsistent. Mais, à notre arrivée au camp d'Arnswalde, en mai 1942, les prêtres décident, en vue d'un ministère plus efficace, la formation d'une seule paroisse. Une vaste salle de gymnastique, la Turnhalle, s'y prête ; nos gardiens nous intiment l'ordre d'y célébrer les offices, dimanches et fêtes d'abord, puis chaque jour. Quand le froid se fait trop rigoureux, l'aumônier obtient que les messes de semaine soient célébrées dans un réfectoire ; il y aura désormais, pour ces messes quotidiennes, deux chapelles d'été et d'hiver. Prières du soir comme offices dominicaux se déroulent toujours au gymnase. Les malades ont une messe, le dimanche, au solarium de l'infirmerie (Bl III). Enfin, une pièce mansardée (Bl I) sert d'oratoire. Aux heures où la Turnhalle retrouve ses usages profanes, le Saint Sacrement est gardé dans cette chapelle. Le soir, la sainte réserve en est retirée et déposée, pour la nuit, à l'aumônerie du bloc I, dans un tabernacle. Chaque dimanche, les protestants célèbrent leur culte dans l'oratoire.

(1) André Bonduelle et René Vielliard, *Une paroisse derrière les barbelés*, Paris, Spes, 1943, Préface.
(2) *E. L. S.*, n° 3 (mai 1941) et n° 11 (septembre 1941).

Direction

Au hasard du ramassage dans les camps, l'oflag compte, les premiers jours, de très nombreux prêtres, religieux et séminaristes. La liste reconstituée présente plus de 200 noms ; leurs séjours au camp sont, il est vrai, de durée très variable, tantôt quelques semaines ou quelques jours, tantôt l'ensemble de la captivité (1).

En juin 1940, douze aumôniers militaires se trouvent parmi nous. Plusieurs, notamment le R. P. des Places, organisent la vie paroissiale, tandis que l'abbé Dupaquier consacre son temps aux hommes de troupe. Le Révérendissime Père Sortais, abbé de la Trappe de Bellefontaine, est universellement admiré. Le 29 janvier 1941, en qualité de membres du service de santé, les aumôniers prennent la route de la France. Départ très discuté chez les prisonniers ; enrôlés pour la durée de la guerre, les aumôniers pourraient exercer leur influence en de nombreux kommandos, si les oflags et les stalags sont déjà pourvus. Les autorités allemandes l'auraient-elles toléré? On peut en douter, à voir la mauvaise volonté manifestée par elles, à plusieurs reprises, quand l'aumônier Dupaquier ou les prêtres combattants de l'oflag demandent à partir dans les kommandos. La démarche fut-elle officiellement tentée par l'État Français dès janvier 1941? Je n'en trouve aucune trace. On peut même se demander si l'absence de prêtres en des milliers de kommandos était alors parfaitement connue.

Un des aumôniers, l'abbé Dupaquier, du diocèse de Dijon, refuse de rentrer en France et, pendant quatre années, jusqu'au 29 janvier 1945, il devient « l'aumônier ». Les autres prêtres, comme les catholiques de l'oflag, le reconnaissent comme leur chef. Volontaire pour demeurer captif, il estime qu'il serait plus à sa place auprès de soldats. Malgré de tenaces et vaines démarches — il fut quinze jours aumônier d'un *Arbeitz-Bataillon* à Stettin — il reste notre curé. Les promesses de la *mission Scapini* (2) ne lui laissent aucune illusion. Il se dévoue sur place, sans attendre une affectation toujours désirée, toujours inespérée. Il passe le plus clair de ces quatre années à défendre les droits religieux des prisonniers de l'oflag, arrachant à la mauvaise humeur de nos gardiens quelques concessions nouvelles. En mars 1942, l'aumônier Dupaquier reçoit de l'Académie française le prix Lange. Les doyens du camp se plaisent à reconnaître ses qualités : « fermeté dans l'action, sérénité dans l'adversité, admirable bon sens (3) ». Les prisonniers voient en lui la plus haute autorité morale de l'oflag. Non content d'avoir servi jusqu'à notre retour, l'abbé Dupaquier devient, en avril 1945, aumônier d'un camp de déportés enfin libérés, mettant son point d'honneur à

(1) Notes personnelles, listes du R. P. des Places, S. J., des abbés Bruneau et Barrau, fichier de l'aumônerie des *P. G.* et annuaire de l'Oflag.
(2) Lettre du 2 janvier 1942.
(3) Lettre d'adieux d'un colonel doyen (21 février 1943).

revenir le dernier. Admiré de tous, et plus spécialement des hommes de troupe, ses privilégiés, tel fut parmi nous « le premier résistant du camp (1) ».

L'effectif des prêtres combattants, religieux des différents ordres ou prêtres des diocèses, en juillet 1940, est au moins de 128 prêtres. Dès le mois d'octobre, les Allemands organisent un départ massif : 80 d'entre eux composent la « fournée de Lübeck » (2) ; 25 environ quittent le camp pour des destinations variées ; une douzaine passent à l'oflag toute la captivité. Après le départ des aumôniers, les Allemands — en mai 1941 — tentent un nouvel acheminement vers Lübeck des prêtres encore à l'oflag. Un seul, d'après leur décision, doit rester parmi nous. L'abbé Dupaquier obtient leur maintien. Au cours des années, trois renforts essentiels accroissent les effectifs du clergé : en 1942, quatre prêtres de Schubin ; en 1943, quatre de Schoken ; en 1944, sept de Montwy. Plusieurs, parmi ces derniers, ne font que passer à l'oflag. Un document du Ministère de la Guerre relève vingt-trois prêtres à l'Oflag II B en octobre 1944 ; ils y sont encore à la dislocation, le 29 janvier 1945. Au début, ces prêtres vivent parmi leurs camarades dans les baraques communes, au hasard des arrivées ; ils y gagnent un contact direct, gage d'efficacité. Plus tard, des aumôneries s'organisent ; elles apportent plus d'efficience au travail, mais enlèvent au ministère une part de sa spontanéité, le contact de toutes les heures. Parfois, des solutions intermédiaires sont adoptées.

L'*Abwehr* de l'oflag s'inquiète fort peu de la formation, intellectuelle et spirituelle, des séminaristes prisonniers. Avec les moyens du bord s'organise pour eux un nouveau séminaire. Sur trente séminaristes dénombrés, quatorze passent avec nous une longue période, voire la captivité entière. Aux nombreux cours donnés par des prêtres, les séminaristes ajoutent, pour élargir leur culture humaine, les conférences de l'Université. Ainsi formés, ils prennent leur part de l'apostolat du camp. Leur persévérance au travail, qui frappe leurs camarades d'exil, permet à plusieurs d'achever le cycle de leurs études. Malgré des conditions précaires, ils terminent leur séminaire, interrompu par les hostilités ; à leur retour, ils reçoivent le sacerdoce. Comme l'Université pour les étudiants captifs, l'Église reconnaît l'effort intellectuel et moral accompli par de légitimes mesures de faveur.

Enfin, plusieurs camarades, à la recherche de leur vocation, sont fraternellement accueillis par leurs aînés. Si mes renseignements sont exacts, treize vocations tardives ont persévéré : trois d'entre elles dans le clergé diocésain, dix autres vers les ordres religieux : Bénédictins, Carmes, Chartreux, Franciscains, Jésuites, Sulpiciens et Trappistes.

(1) Rapport du colonel Malgorn au Ministère des Anciens Combattants et *C. E. A.*, nº 64, octobre 1954.

(2) *E. L. S.*, nº 30 (15 mars 1943), et notes personnelles (17 octobre 1940).

Vie

La première manifestation de la vie paroissiale consiste en la diffusion de la doctrine. Des cours de religion visaient à donner aux camarades, cultivés sur le plan profane, parfois même brillants, un niveau plus élevé de culture chrétienne. Les organisateurs déployèrent une ardeur et une persévérance surprenantes ; les auditeurs, une assiduité méritoire. Plusieurs de ces cours firent grand bruit dans le camp. A partir de 1942, par souci d'unification, ils furent groupés sous le titre de *Centre d'Enseignement religieux*. Prêtres et laïcs s'épaulaient pour présenter à leur auditoire des exposés de valeur : dogme, morale, Écriture sainte, liturgie, doctrine sociale, hagiographie, histoire de l'Église, il n'est guère de branche qui n'ait été abordée. Parallèlement se donnaient des prédications, aux aspects multiples : homélies dominicales, sermons, instructions d'œuvres, triduums, neuvaines et retraites. Sans compter d'innombrables allocutions à des groupes divers, 450 sermons furent faits à l'ensemble du camp. D'abord allocutions de circonstance, des cycles de prédication furent organisés au camp d'Arnswalde, répondant mieux à une étude d'ensemble. Comme en tous les domaines de la pensée, il fallait ruser avec la censure allemande. Plus encore que cours et sermons, les conférences connurent une véritable vogue ; le dogme nous valut de brillants exposés de l'abbé Garrone sur la pensée chrétienne, de Borel sur la création de l'homme et les données de l'anthropologie, de l'abbé Barrau sur la *Vie de Jésus* de Renan. En morale, incontestablement, la palme revient à l'abbé Sochal, dans ses leçons sur le mariage, le traité de la justice et des contrats. L'Écriture sainte fut commentée, pour l'*Ancien Testament*, par l'abbé Villacroux et par Herbin, pour le *Nouveau Testament* par les abbés Barrau, Peloux et Carrière. En spiritualité, le Révérendissime Père Sortais étudia tour à tour l'office divin et la prière. La liturgie chaque jour vécue fut approfondie par l'abbé Bolloc'h. En histoire de l'Église, Herbin fut le maître le plus écouté, brossant une fresque des premiers siècles de la Gaule à la pensée moderne face au catholicisme. Prêtres et laïcs se retrouvaient, enfin, pour revivre les fastes de l'Église en la longue théorie de ses saints. On doit ajouter à cette liste deux exposés de Pierre Herbin et d'Édouard Jolly sur *la grâce de la captivité*, réponse chrétienne à la conférence d'Armand Lanoux sur *la condition du prisonnier* (1).

La doctrine affermie, la paroisse, pour vivre, mit en œuvre les moyens de sanctification traditionnels : administration des sacrements, organisation des offices. Toute confession était officiellement interdite, mais cet obstacle fut aisément tourné ; les catholiques s'acquittaient ouvertement de ce devoir. Nombreuses étaient les messes quotidiennes, où

(1) *E. L. S.*, nos 1, 2 et 4, 25 mars, 15 avril et 1er juin 1941.

les fidèles pouvaient communier ; chaque bloc conservait la sainte réserve, pour favoriser les visites au Saint Sacrement. Des baptêmes furent administrés, les uns en privé, d'autres dans une chapelle, l'un d'entre eux pendant un office de Samedi Saint. Des cérémonies de confirmation eurent lieu, grâce aux pouvoirs accordés par le Souverain Pontife. L'extrême-onction fut conférée aux mourants : entre autres, à plusieurs grands malades que la puissance détentrice refusait de rapatrier. Par contre, aucune ordination ne fut possible pour les séminaristes de l'oflag. Enfin, les prêtres du camp assistèrent à la conclusion de mariages par procuration et, plus encore, travaillèrent à l'apaisement de conflits douloureux ; ils parvinrent à décourager plusieurs demandes en divorce, fondées sur de mauvaises nouvelles, maladroitement grossies par des parents ou des amis dont les intentions n'étaient pas toujours innocentes. La vie sacramentelle était donc possible, valable, profonde.

Notre existence de prisonniers se prêta vite à l'organisation d'offices liturgiques soignés. Les débuts se déroulèrent sans doute sous le signe de la plus extrême pauvreté ; du moins les offices gagnaient en profondeur ce qu'ils perdaient en solennité. Plus tard, l'approvisionnement liturgique vint de France : le 19 novembre 1940, le *Militarbefehlshaber* avait accordé à l'aumônerie générale des *P. G.* l'autorisation d'expédier dans les camps les objets nécessaires au culte. Il en résulta de véritables réussites : amoureusement préparés, les offices se déroulaient avec la plus parfaite ponctualité, la plus édifiante révérence. Prières du soir, saluts du Saint Sacrement, messes quotidiennes, liturgies dominicales, autant de manifestations d'une piété communautaire, où chaque grande fête constituait un triomphe devant une assistance toujours très nombreuse et de plus en plus active. Enfin, la pensée de la mort, la fraternité du combat et de la prison nous étaient trop familières pour que soient oubliés nos défunts. De fréquents services furent célébrés pour ceux qui nous quittaient, ou bien encore à l'annonce des morts de nos familles (1).

Un troisième devoir incombe au clergé d'une paroisse : la mise en œuvre d'une administration qui veille au gouvernement des âmes. Un registre de catholicité, établi pour le camp et remis au retour à l'abbé Rodhain, comprenait une douzaine d'actes de baptême, les noms d'une quarantaine de confirmés, un compte rendu sur l'assistance à la grand'messe dominicale et sur le culte eucharistique (2). Des quêtes symbolisant la participation des fidèles au Sacrifice constituaient les recettes paroissiales. Les dons, très généreux, permirent de subvenir aux frais du culte, de venir en aide au *Secours National* (3), aux missions (4),

(1) Sauf oublis involontaires, trente-six camarades de l'oflag payèrent de leur vie les souffrances contractées en captivité. *E. L. S.*, nos 4, 15, 18, 22, 24, 31, 32, 33 et 35 ; *C. E. A.*, nos 1, 2, 3, 4, 5, 10, 39 et 40.

(2) Abbés François Carrière et Dupaquier (lettre du 8 janvier 1953).

(3) Avril 1942 : 54.400 francs.

(4) Octobre 1941 et 1942 : 129.000 francs.

aux séminaires (1), à l'aumônerie du Stalag II D (Stargart) (2), à l'*aumônerie générale des prisonniers* (3). La charité des paroissiens ne connut pas de trêve ; seule vint l'entraver la mauvaise volonté de nos gardiens, en octobre 1944, par la suppression des marks de camp.

Structure

Saint-Pierre-aux-Liens comprenait des associations ecclésiastiques, des œuvres et des mouvements.

Des *associations*? L'oflag possédait un *Tiers-Ordre* franciscain. Fondé en août 1943, il compta d'abord une dizaine de membres désireux de se mettre à l'école de saint François, d'étudier sa vie et ses œuvres, de suivre la règle du *Tiers-Ordre*. Les conditions de notre vie réclamaient une grande prudence. Aussi la plus grande liberté fut-elle de rigueur ; sans doute, quelques-uns demandèrent à devenir tertiaires ; mais les chefs de famille s'abstinrent généralement et restèrent « tertiaires de désir ». En décembre 1944, le nombre des membres approchait la trentaine : la moitié du groupe étaient des hommes mariés, les deux tiers des officiers d'active. Éléments jeunes, l'âge moyen n'atteignait pas vingt-huit ans. Loin de former une « chapelle close », le groupe tint à participer à la vie paroissiale, en militants de l'*Action Catholique*. Plusieurs camarades, attirés par l'idéal bénédictin, se renseignèrent sur l'oblature, prolongement laïque de chaque monastère dans l'ordre de Saint-Benoît. Les choses en restèrent là ; chacun suivrait librement sa voie après le retour.

La paroisse comptait aussi des *œuvres* guidées par le clergé ; œuvres de sanctification, de charité, d'apostolat.

Afin d'être plus aptes à leur tâche, les prêtres se retrouvaient, travaillant à leur perfectionnement personnel. Ils se groupaient pour la récitation du bréviaire, la lecture spirituelle, les récollections du mois, les retraites annuelles, sans omettre les réunions « de gouvernement » où s'élaboraient les activités paroissiales. A l'imitation des prêtres, de nombreux fidèles suivirent récollections et retraites, tantôt destinées à la paroisse entière, tantôt réservées à des auditoires spécialisés et plus restreints. Au même désir de sanctification dut son essor l'imposant groupe du *Rosaire vivant*. Instituée dès juillet 1940, solidement organisée le 8 septembre, l'œuvre s'étendit de proche en proche, atteignant le tiers de l'effectif. En 1944, peu après leur arrivée, plusieurs officiers venus de Montwy lancèrent un *Groupe marial des Brancardiers* ; ils étaient une quinzaine. Leur but? rassembler les anciens brancardiers de Lourdes et les officiers désireux de rendre service, après guerre, dans l'hospitalité,

(1) Décembre 1943 : 61.020 francs.
(2) Février 1942 : 12.000 francs.
(3) Janvier 1942 : 22.400 francs. Tous ces chiffres ne sont que des exemples.

au cours des pèlerinages (1). Enfin, dès 1941, le groupe *Saint-François-de-Sales* réunissait vingt-cinq officiers ; l'aumônier qui les dirigea jusqu'en 1945 voulut donner à ses membres une vie intérieure profonde. Le plus surprenant demeure sans doute la persévérance de ces groupes à des exercices parfois nombreux et astreignants : seuls les loisirs forcés de la captivité pouvaient admettre de telles exigences.

Sans que les catholiques en aient eu le monopole, la paroisse instaura des œuvres « au service de la charité ». Stimulés par l'exemple de l'aumônier, les paroissiens se révélèrent très généreux, répondant avec promptitude aux appels de leur clergé. Il serait pourtant déloyal de taire certains égoïsmes individuels ou certains égoïsmes « de popotes » pendant les plus douloureuses périodes, le début et la fin de la captivité. En contre-partie, il faut citer la collecte journalière organisée à partir de juin 1944. La nourriture se raréfiait, les santés déficientes alarmaient le corps médical français ; de nombreux prisonniers prélevèrent sur leur mince ration pour permettre aux plus affamés de ne pas mourir de faim.

La paroisse se consacrait encore aux tâches de l'apostolat, sous toutes ses formes. Tantôt, nous l'avons vu, les catholiques s'attachaient aux œuvres de formation, de doctrine. Citons quelques manifestations inspirées de cet esprit, prières paraliturgiques composées dans la camp (2), enseignement de la méditation par l'exemple, création d'une bibliothèque paroissiale (3), lancement d'une Exposition mariale. Après dix-huit mois d'efforts, en mai 1944, « toute la paroisse — croyants et incroyants — avait pénétré plus avant dans la compréhension du rôle de Marie et de sa place dans la vie chrétienne (4) ».

Tantôt, l'œuvre des Missions était proposée aux catholiques de l'oflag. A maintes reprises, les prêtres et les responsables laïcs avaient insisté sur le devoir missionnaire et la part active qu'y doit prendre tout chrétien. Une exposition missionnaire ouvrit ses portes le 28 octobre 1943 (5) ; elle entendait montrer l'œuvre accomplie par la France dans le monde et prouver que l'Église servait la cause à la fois des civilisations française et chrétienne. Après la fermeture, l'aumônier faisait connaître le bilan matériel de l' « entreprise » et adressait à Lyon, pour les œuvres pontificales missionnaires, la somme de 144.000 francs (6).

Tantôt encore, par les œuvres liturgiques, les paroissiens donnaient aux cérémonies un cadre digne d'elles. Ingéniosité persévérante pour créer un mobilier liturgique, fabriquer des autels, entretenir ornements et linges sacrés, le camp, si pauvre qu'il soit, porte en lui des trésors,

(1) Lieutenant Patrice de Pierrebourg, *L'hospitalité des prisonniers de l'Oflag V A et son rayonnement dans les oflags* (Ad usum privatum).

(2) Ainsi la prière composée au bloc II, « Offrande de la captivité », et récitée chaque jour au camp et dans nos familles en France.

(3) Elle comptait, à l'Oflag II B, plus de 1.300 volumes.

(4) Pierre Herbin, *Action Catholique et pèlerinages*, Paris, 1948.

(5) *E. L. S.*, nº 37, 15 novembre 1943.

(6) Lettre de Mgr Maury : Lyon, 16 décembre 1952.

trésors de patience, de bonne volonté surtout (1). Le cadre une fois décent, il reste à former ceux qui participent aux cérémonies comme aux chants. De nombreux paroissiens tiennent à honneur de remplir les fonctions que l'Église destine à ses clercs. Des équipes en aube effectuent d'impeccables cérémonies à chaque grande fête. Quant au chant, les anciens de l'oflag évoquent toujours la chorale de Saint-Pierre-aux-Liens avec un souvenir ému. Aux trois groupes de Gross Born succède, au camp d'Arnswalde, une chorale unique. A ses exécutions soignées répond le chant de la foule, impressionnant par sa masse. On demeure confondu quand on s'efforce d'évaluer la somme de travail fourni, répétitions quotidiennes pendant des années ! Véritable tour de force si l'on réfléchit aux difficultés : rareté des locaux de répétition, pénurie des partitions et des livres, irrégularité des heures d'appel, interdictions tracassières de nos gardiens. Plusieurs choristes venus par amour de la musique et pour rendre service sont gagnés par la grâce. Œuvres de captivité ou bien reçues de France, elles sont interprétées par un groupe atteignant parfois 120 exécutants. Beaucoup plus que la ténacité des maîtres de chapelle, l'inlassable courage des chanteurs provoque l'admiration.

Tantôt, enfin, les fidèles s'ingénient à meubler d'appréciables loisirs en cultivant l'art dramatique, les arts plastiques, la musique. L'abbé Sochal, metteur en scène en renom dans le camp, consacre son talent à monter des spectacles de valeur ; certains d'entre eux, comme *Noé*, d'André Obey, ou l'*Annonce faite à Marie*, de Paul Claudel, peuvent être rattachés aux délassements de la paroisse, et les catholiques prêtent volontiers leur concours (2). Des expositions artisanales présentent une section d'art religieux dont l'importance croît à mesure que la captivité se prolonge (3). Il est, enfin, de tradition d'insérer, dans les auditions de musique profane, des pièces religieuses. Parfois même, à l'Oflag II B, des concerts spirituels, motets grégoriens et polyphonie, sont montés par la Schola paroissiale, notamment le 15 août 1942, à Noël 1943 et, en 1944, pour l'Exposition Mariale (4).

Malgré leur nombre, les prêtres ne pouvaient suffire aux tâches de la paroisse. Selon les ordres formels des Souverains Pontifes, il n'eût pas été désirable de les voir s'en acquitter seuls. Rien d'étonnant, dès lors, que les *mouvements* dirigés par les laïcs aient fleuri dans le camp. Certains prisonniers consacrèrent leur zèle apostolique à développer, chez leurs camarades, le sens de l'action sociale, économique, syndicale. C'est ainsi qu'à plusieurs reprises fut présentée la doctrine sociale de l'Église. D'autres recrutèrent des cadres pour les mouvements de jeunes, s'appliquant à former de futurs chefs dans les rangs des Scouts de

(1) *E. L. S.*, n° 28 (décembre 1942-janvier 1943) et n° 37 (novembre 1943).
(2) *E. L. S.*, n° 28 (15 janvier 1943).
(3) *E. L. S.*, n° 4 (juin 1941) et n° 11 (septembre 1941).
(4) *E. L. S.*, n°s 3, 8, 15, 18, 19 et 25.

France. Les premiers mois de captivité furent une période d'information et de formation, par le lancement d'une troupe Saint-Georges. En 1942, l'accent fut mis sur le service et les Routiers conviés à prendre des responsabilités à l'intérieur du scoutisme et dans l'oflag. A partir de l'été 1943, en plus des services consentis, les Scouts de France travaillèrent à l'approfondissement de leur culture religieuse. Leur groupe parut comme un foyer de rayonnement spirituel. Souvent, les équipes d'*Action Catholique* furent dirigées par des *Routiers*, qui surent imprimer un certain dynamisme à leur entourage. Bien des initiatives, dans la vie paroissiale, furent prises sous leur impulsion. Ils apportèrent, enfin, une aide matérielle appréciable, et plus encore un radieux optimisme.

De tous les mouvements, celui de l'*Action Catholique* fut le plus remarquable ; dans ses rangs, des centaines de paroissiens allaient s'enrôler pour un apostolat vivant, efficace. Dès juillet 1940, l'*Action Catholique* est lancée. Au bloc I-IV sont étudiés les problèmes de la famille, de la profession et de l'éducation (1). Le bloc II s'oriente davantage vers un approfondissement de la foi et de la piété, gage d'une action plus efficace. Au bloc III, des questionnaires font l'objet de cercles d'études sur nos responsabilités familiales, professionnelles, sociales et civiques. Au cours de l'hiver 1941-1942, une trentaine de responsables des trois blocs élaborent un « plan méthodique d'action catholique » ; il doit permettre de lancer à l'oflag l'*Action Catholique Indépendante*, l'A. C. I. Les camarades sont mis en présence de leur devoir d'apostolat. On leur présente les principes de l'*Action Catholique*, ses méthodes, l'activité de ses différents groupes, enfin quelques réalisations à titre d'exemples (2). Transférés au camp d'Arnswalde, les paroissiens de Saint-Pierre-aux-Liens seront invités à mettre en pratique la théorie construite de toutes pièces au camp de Gross Born. A peine étions-nous au II B que nous parvinrent les questionnaires de l'*Action Catholique*. Ainsi guidés par les consignes qui nous venaient de France, les années 1942 à 1944 furent centrées sur le thème de « la bourgeoisie au service du bien commun ». Ces efforts entraînèrent un approfondissement de la vie intérieure et sacramentaire, quand il ne s'agissait pas tout simplement d'une véritable découverte. L'*Action Catholique* tendit au témoignage immédiat sur le milieu du camp ; les quelque 550 membres qui en faisaient partie exercèrent leur influence sur toute la paroisse et, plus encore peut-être, sur les éléments non chrétiens de l'oflag, par leur attitude quotidienne dans chacune des chambres : vigilance de tous les instants, moins pour apporter un témoignage direct et positif que pour éviter tout geste, toute parole néfaste. Il fallut réviser des conceptions assez fréquentes chez les catholiques quant aux rapports avec les autres milieux. La vie

(1) Rapports communiqués par Édouard Jolly.
(2) Manuscrit communiqué : *Lancement méthodique de l'A. C. I.* à l'Oflag II D.

constante et communautaire avec des représentants de toutes les familles de pensée éveillait les membres de l'A. C. I. à tous les mouvements d'opinion publique, les rendait attentifs aux circonstances de notre vie de prisonniers pour apporter une réponse valable. Le climat de prière, d'étude et d'action créé au camp par ce mouvement capital demeure peut-être son meilleur bienfait (1).

Relations dans le camp

Surtout formée d'officiers, la paroisse comptait aussi des hommes de troupe. Ce fut un tourment de constater que l'apostolat des prêtres et des fidèles était difficile auprès d'eux. Fréquente mauvaise volonté des Allemands, travail quotidien aux loisirs précaires, santés souvent délabrées, distance inévitable entre officiers et hommes dans ce milieu « militaire », autant d'obstacles à vaincre. L'aumônier du camp portait aux soldats un amour de prédilection ; il tenta de leur venir en aide. Don de sa solde et, plus encore, de sa personne ; il donnait l'exemple. Un des prêtres de l'oflag, l'abbé Trouvain, homme de troupe, leur parlait librement ; les soldats furent peinés de son départ peu après notre arrivée au II B. Les prêtres-officiers étaient volontaires, quand l'aumônier sollicitait leur aide pour le ministère auprès des hommes : cours de catéchisme, causeries d'information générale. Les fidèles voulurent, eux aussi, participer à cet apostolat ; sans doute aurait-on pu faire davantage ; mais il reste certain que les prêtres comme les fidèles, malgré leurs efforts, demeuraient trop « officiers » aux yeux des hommes. Jamais peut-être nous n'avons autant éprouvé la valeur de l'apostolat du milieu par le milieu. L'ensemble des bonnes volontés permit du moins à un certain nombre de soldats une vie spirituelle plus intense ; des officiers agirent par les cercles d'études et rayonnèrent leur catholicisme chez les hommes de troupe, leurs compagnons d'infortune.

L'oflag comptait une très forte majorité de catholiques, au moins d'appartenance ; il renfermait aussi une communauté protestante (2). A sa tête était le pasteur Gerbeau et, dans le conseil presbytéral, figuraient quelques-uns des officiers les plus en vue dans les cadres de notre université. Leur petite paroisse joua dans le camp un rôle important pour le maintien et l'accroissement des forces chrétiennes et françaises. Regroupés en Église dès les premiers mois, ils tinrent leur place dans la grande communauté de l'oflag ; après quelques semaines de tracasseries allemandes, les cultes furent célébrés dans une baraque du bloc II. Réunions hebdomadaires d'études dogmatiques, culte des dimanches, re-

(1) G. Pochon, L'A. C. I. dans les oflags (*Bulletin national de l'A. C. I.*).

(2) Claude Cariage, *Présence et absence de l'Église dans les barbelés* (mémoire sur la vie spirituelle en captivité, présenté à la Faculté libre de Théologie protestante de Paris, 1947) ; *La spiritualité dans les camps* (étude publiée en 1947 par le Conseil œcuménique de Genève).

cherches bibliques, prières du soir en commun, autant de manifestations de leur vitalité (1). Le culte se déroulait avec prédication et sainte Cène. Plusieurs départs ramenèrent la communauté de quatre-vingts à soixante membres, mais d'une vie intense. Au II B, le culte se célébrait à la 1/402 et la prière du soir à l'aumônerie. Travail en profondeur, étayé par une solide bibliothèque, qui aboutit à des conversations d'homme à homme, et « quelques réceptions de prosélytes... Travail de réveil et d'approfondissement (2) ». Cette activité se fit rayonnante. Il fut possible à tous d'étudier les fondements de la Réforme ; l'Église réformée était présente dans l'oflag ; les livres de base existaient ; des conférences et des cours furent donnés sous le titre : « Éléments de Doctrine réformée. » Un clan routier d'*Éclaireurs Unionistes* travaillait avec ardeur. Seul, au dire de Cariage, l'apostolat auprès des hommes de troupe « se solda par un échec douloureux (3) ». Les protestants vinrent en aide à l'Église Réformée de France, entreprirent des efforts en faveur des kommandos et participèrent dans le camp aux œuvres d'entr'aide. Après des hésitations qui leur parurent trop longues, ils obtinrent des échanges de vues avec les catholiques de l'oflag. Des cercles d'études aboutirent ; ils réunissaient, dans une même recherche spirituelle, prêtres, pasteurs et laïcs, voulant tous profiter au mieux de ce brassage d'hommes de pensée, de formation, de culture et de milieux si divers. Excellente façon, pour la France captive, de prendre conscience des familles religieuses, comme elle entendait le faire des familles sociales et politiques. Selon le pasteur Cariage, l'accord ne semblait pas facile avec les incroyants, « les exigences radicales et le pessimisme actif qui caractérisent la pensée et la vie réformée » étant « en contradiction avec l'optimisme humaniste de la Libre-pensée (4) ». Infatigables dans leur zèle, les protestants de l'oflag lancèrent un appel aux Églises de France pour la restauration de la Cène (5).

Les rapports entre la paroisse catholique et le reste du camp, protestants, indifférents ou incroyants, furent bons dans leur ensemble... Exemple de cohabitation amicale, ce climat demeure le résultat de concessions mutuelles, les catholiques s'efforçant, sans y parvenir parfois, de ne point faire de « cléricalisme », les indifférents et les incroyants de ne pas heurter de front les opinions des camarades pratiquants. Est-ce à dire qu'il n'y eut jamais de maladresses? Non ; les torts étaient le plus souvent partagés. Il était si facile de se montrer provocant, parfois même sans le vouloir ! L'apostolat lui-même se doit d'être discret. Nous

(1) Pasteur Boegner, *Églises de captivité, passim.*
(2) Cariage, *op. cit.*, p. 22-23.
(3) Cariage, *op. cit.*, p. 27-28.
(4) Cariage, *op. cit.*, p. 32-33.
(5) Cariage, *op. cit.*, p. 28, 32, et aussi « Christianisme au xx^e siècle, septembre 1941 », sous le titre *Message du Conseil presbytéral de l'Église du Christ*, qui est à l'Oflag II D à l'Église réformée de France, 15 juin 1941.

retrouverons un peu plus loin quelques-uns de ces heurts entre la paroisse et le camp.

D'ordinaire, on entend dire : catholiques ou protestants, les prisonniers de l'Oflag II D-II B n'ont rencontré aucun obstacle de la part des autorités allemandes. Présentée sous cette forme, cette affirmation est erronée. A des centaines de faits, on constaterait l'humeur ombrageuse et tatillonne de nos gardiens. Contre elle, toute la ténacité persévérante des prisonniers, de leurs prêtres et de leurs pasteurs fut nécessaire. La vérification demeure facile en relevant, au long des années, de multiples incidents survenus entre la paroisse et les Allemands. Difficultés pour la célébration des messes, limitation draconienne et censure mesquine de la prédication, interdiction formelle des confessions comme de l'*Action Catholique*, pendant toute la captivité, nous vivrons sous une menace lancinante et nous finirons par ne plus y penser. Mais l'aumônier Dupaquier pourrait dire ce qu'il lui en coûta pour maintenir ou reconquérir de haute lutte les permissions accordées ou les droits acquis sans autorisation. Les prêtres, volontaires pour visiter les kommandos voisins, rencontrent les mêmes entraves, tantôt écartées, tantôt reparues. Les secours recueillis dans l'oflag et destinés aux kommandos se voient interdits. Les relations avec le clergé catholique allemand, très précaires en 1940, sont totalement supprimées au bout de quelques mois. Sans cesse, l'aumônier présente à l'*Abwehr* des revendications écrites ; il faut à chaque instant reconquérir telle ou telle parcelle de nos droits. Une fois même — c'était au camp d'Arnswalde — l'*Abwehr* signifie à l'aumônier qu'il a seul le droit de célébrer la messe ; les autres prêtres, qui ont combattu et « versé le sang », n'y sauraient prétendre. Après de délicates explications, l'état de choses est maintenu, en attendant une décision de l'*O. K. W.* qui ne nous fut jamais transmise. En un mot, il exista une lutte sourde et continuelle entre les gardiens et les prisonniers sur le plan religieux. Sous des dehors aimables, parfois même obséquieux, nous nous sommes heurtés à une opposition malveillante, le plus souvent écartée grâce à l'obstination de l'aumônier. Quant aux rapports avec les kommandos, ils furent tellement sporadiques, même sur le plan de l'entr'aide matérielle, qu'on ne peut guère parler d'influence profonde ou de rayonnement de l'oflag sur ses voisins. On fait parfois allusion aux facilités accordées par les Allemands dans les oflags. Si nous comparons notre situation à celle des kommandos, incontestablement nous fûmes des privilégiés. Une visite de l'abbé Rodhain, aumônier général des prisonniers, nous fut même annoncée ; elle n'eut pas lieu, et ce fut sans doute préférable. Rien n'est plus douloureux que ces visites « dirigées » qui ne laissent aucune place à la liberté d'expression des prisonniers, pas plus qu'à l'initiative du visiteur.

Pratique religieuse et vitalité chrétienne

Les efforts entrepris dans la paroisse eurent des résultats positifs. On en peut fixer l'importance en étudiant d'abord les principaux faits de pratique religieuse courante. Les données numériques, recueillies au camp comme après le retour, permettent d'affirmer que 50 à 60 % de l'effectif de l'oflag assistaient à la messe chaque dimanche. En adoptant les catégories proposées par M. le professeur Gabriel Le Bras (1), on peut donc parler de « pratique courante », puisqu'il y a de 50 à 60 % de « pratiquants réguliers ». Les mêmes calculs, estimant l'assistance aux messes des grandes fêtes, aboutissent à 65 % de l'effectif. Il y aurait donc environ 10 % des prisonniers de l'oflag à ranger parmi les « conformistes saisonniers », qui se contentent de venir à l'église les jours de fêtes. Combien de pascalisants? Les mêmes sources m'autorisent à dire que 60 à 65 % des prisonniers accomplissaient leur devoir pascal. Ces derniers, même quand ils ne viennent pas à l'église chaque dimanche, s'y retrouvent à l'occasion de Pâques. Ils appartiennent à cette catégorie de chrétiens, irréguliers dans l'accomplissement de leur devoir, mais qui fournissent des signes probants de pratique religieuse. Si l'on se rappelle que certains catholiques « occasionnels », clients de l'église aux grandes fêtes, s'abstenaient d'accomplir leur devoir pascal, n'osant pas aller jusqu'au bout de leur effort en chrétienté, on peut affirmer que les deux tiers de l'effectif étaient des pratiquants.

Ces prisonniers de l'oflag appartenaient à la France entière et aux pays d'Afrique du Nord. Une étude de la pratique religieuse par régions géographiques n'a pu être menée à bien, faute de renseignements assez complets. Au Ministère des Anciens Combattants existent des *meldungen*, listes établies par camps. Pour les oflags, elles ne comportent que l'indication du lieu de naissance ; celle du lieu de recrutement est habituellement absente. Cette lacune, pour regrettable qu'elle soit, me paraît moins grave pour des officiers que pour des hommes de troupe : le plus souvent issus des villes, les premiers subissent davantage l'influence professionnelle et sociale.

Par contre, il m'a été possible d'examiner la pratique religieuse de l'oflag en fonction des « pays sociologiques » d'origine, des professions. Cette étude fournit les résultats suivants : officiers d'active, 78 % de pratiquants ; Université (enseignement privé compris), 39 % ; agriculture, 66 % ; industrie, 76 % ; commerce, 69 % ; carrières libérales, 96 % ; administration, 86 %. Au total, une moyenne de pratiquants égale à 67,6 % de l'effectif. Pratique religieuse « commune », voire « unanime », sauf pour les membres de l'enseignement, chez qui elle est « moyenne ».

(1) La pratique religieuse des paysans français, *Études*, 20 avril 1938, p. 145-163.

Par delà ces faits de pratique élémentaire, qui marquent un minimum imposé, existe toute une gamme de « conseils », où les catholiques peuvent fournir la preuve d'une vitalité chrétienne plus intense. Ces signes nous renseignent sur des valeurs plus profondes. Découvrir les déficiences et les succès, en dresser l'inventaire, permettrait de calculer le véritable niveau de vie chrétienne du camp.

La paroisse Saint-Pierre-aux-Liens eut ses ombres ; elle connut des obstacles, des déficiences, des abandons. Certains obstacles vinrent de la nature même de notre vie captive, artificielle, étroite, fermée ; vie commune, entassement, promiscuité de toutes les heures ne favorisent pas toujours l'épanouissement de la charité ; si contradictoire, en effet, que cela paraisse, il y eut à l'oflag difficulté de coexistence entre la vie commune et l'esprit communautaire. Le moine possède sa cellule, des heures de silence, des lieux de recueillement. Au camp, rien de semblable. Et puis l'esprit communautaire suppose au départ un consentement libre à pratiquer la vie commune ; la différence est immense, du moine qui choisit en toute liberté au prisonnier qui subit la pire des contraintes. Enfin, les prisonniers avaient acquis en France des habitudes qui ne les préparaient guère à une telle vie commune. Cette vie peut les exacerber et les écarter, pour un temps au moins, par irritation et révolte, de tout sens communautaire. Ainsi l'estimait le journal de l'oflag lorsqu'il parlait de ces 3.500 Français qui « auraient dû se détester » et qui, « non sans effort (...), sont parvenus à se comprendre, puis à s'aimer (1) ». Cela tendrait à prouver que le minimum indispensable pour une vie religieuse normale n'était pas sauvegardé. Il y a un étiage au-dessous duquel il est imprudent de descendre, mis à part quelques tempéraments d'élite ; ou une cote d'alarme en crue, au delà de laquelle il est téméraire de monter, comme le firent, par exagération imprudente, certains catholiques. Un minimum de bien-être est nécessaire à la pratique de la vertu ; par contre, la prudence, le juste milieu, l'équilibre restent la chose la plus délicate à réaliser.

A ces premières difficultés, on doit ajouter la paresse, parfois la passion du jeu et l'incertitude douloureuse de la délivrance. D'autres obstacles eurent pour origine les gardiens, tour à tour calmes ou menaçants. Ces contraintes extérieures forcèrent parfois les prêtres à prendre quelques libertés avec la liturgie traditionnelle. Par contre, le culte fut marqué par un retour à des formes plus simples, plus communautaires, plus vivantes. Largeur de vues qu'un prêtre du camp appelle « laxisme ». N'était-ce point user des permissions octroyées par le Souverain Pontife? Y eut-il exagération? Il ne m'appartient pas d'en décider. L'absence de relations normales et régulières avec la hiérarchie autorisait quelques libertés. Mouvement précurseur d'assouplissements acquis depuis lors? Peut-être. L'entreprendre en temps de paix eût été d'une

(1) *E. L. S.*, nº 1 (25 mars 1941).

audace téméraire et d'une indiscipline condamnable. L'accomplir loin de France, dans les barbelés, séparés du reste du monde, peut obtenir à ceux qui le firent pour le bien de leurs frères la faveur de circonstances atténuantes.

D'autres obstacles, enfin, eurent pour origine les faiblesses des catholiques, trop individualistes, ou lassés d'attendre leur retour. Le zèle intempestif et maladroit de quelques-uns (1) en face de blocs imperméables, indifférents ou incroyants, divisa profondément les esprits, notamment sur le problème de l'école et sur celui du maréchal Pétain (2).

Tous ces obstacles entraînèrent des déficiences, des abandons. Il y en eut chez les fidèles : excès de zèle et véritable démesure des uns, nonchalance et découragement des autres, manquements à la charité ; parfois, refus complet de tout acte religieux ; si rare qu'il soit, le cas existe. Il y en eut aussi chez les membres du clergé : travers dévoilés par la vie commune, manque de diplomatie, découragements qui s'affichent, oublis temporaires de la charité, voire abandon de leur vocation sacerdotale. Ratinaud présente les prêtres du camp ; il oppose les exaltés à ceux qui conservaient une « tête froide », aux « clercs prudents » parmi lesquels il range l'aumônier (3). Si plusieurs séminaristes, sept probablement, sont rentrés dans le monde en tout bien tout honneur (ils n'étaient point encore irrévocablement engagés, ou bien ils furent relevés de leurs vœux par Rome), deux prêtres, parmi ceux qui nous quittèrent dès octobre 1940, ont renié leur vocation. Selon le chanoine Boulard, « les guerres (...) sont une rude épreuve pour l'Église ». Cette épreuve « est longue et les tentations fortes pour de jeunes hommes : alors croissent les défections (4) ».

Plus aussi qu'en des paroisses normales apparurent les marques d'une réelle vitalité chrétienne. A côté des ombres, voici les lumières. Il est possible de les reconnaître à la présence de certains signes, groupés autour des divers sacrements de l'Église. Il y eut au camp une douzaine de baptêmes, une quarantaine de confirmations. Malgré la défense allemande, le sacrement de pénitence fut reçu avec une fréquence inusitée, entraînant des retours et parfois une pratique plus complète de leur catholicisme. En général, les contacts furent plus faciles à rétablir chez les jeunes que chez les aînés. L'intérêt suscité par l'Eucharistie se reconnaît à plusieurs indices : nombre imposant des assistances aux messes

(1) Dans son *Radeau de la Méduse*, Jean Ratinaud oppose ceux qu'il appelle les vieux catholiques aux néophytes. Les premiers savent « par expérience séculaire que l'Église et la Foi ont toujours pâti des excès du prosélytisme ». Il s'agit de notre oflag (*Œuvres libres*, novembre 1954).

(2) Aucun membre des aumôneries n'a jamais fait partie, à l'oflag, du *Cercle Pétain*. Chaque 1er mai, sans doute, le colonel doyen inscrivait, parmi de multiples activités profanes, un office solennel pour la fête nationale. Mais cette cérémonie liturgique n'était pas réclamée par le *Cercle Pétain*.

(3) Jean Ratinaud, *op. cit.*

(4) Boulard, *Essor ou déclin du clergé français*, Paris, Éditions du Cerf, 1950, p. 204 et 213-214. Collection « Rencontres », nº 34.

quotidiennes, multitude des intentions offertes, fréquence des communions facultatives dites « de dévotion », premières communions demandées. 20 % de l'effectif assistaient à la messe quotidienne et, selon le registre de catholicité, « 500 communions par jour » étaient distribuées. Les mourants reçoivent l'extrême-onction. Quant au sacrement de l'ordre, tandis que de nombreux séminaristes donnent suite à leurs projets, des vocations sacerdotales et religieuses prennent naissance. J'ai retrouvé treize noms de persévérants, dont un ancien instituteur public ; dix sont religieux et trois prêtres séculiers. Les sept séminaristes et les deux prêtres rentrés dans le monde ont donc vu leurs places, laissées vides, comblées par ces treize vocations tardives, issues de la captivité et fécondées par elle. Il n'est pas jusqu'aux mariages, parfois menacés de se rompre par une séparation inhumaine, qui n'aient provoqué les efforts de certains pour rester fidèles. Cette vitalité trouve sa confirmation dans la nombreuse phalange de l'*Action Catholique*.

Image trop statique, où le facteur temps intervient peu. Pour dresser un bilan, il reste à jeter un coup d'œil sur l'évolution religieuse pendant la captivité, évolution marquée par trois progrès essentiels. L'inquiétude tend vers une foi vivante. Après un bond en avant au cours des premiers mois, l'année 1941 et le premier semestre 1942 laissent paraître une stagnation, peut-être même un léger fléchissement des effectifs. De juillet 1942 à juin 1944, l'approfondissement de la foi demeure le caractère principal. La paroisse a fait son plein, elle ne gagne plus en étendue ; ses conquêtes deviennent plus rares. Les pratiquants continuent d'acquérir une doctrine plus riche, une vie sacramentelle plus profonde, une prière plus vivante. En second lieu, l'égoïsme instinctif cède le pas devant une charité plus efficace. Après la lutte pour la vie, caractéristique de 1940, l'altruisme s'accroît, sans qu'il soit, d'ailleurs, permis d'attribuer ces bienfaisants progrès à la seule paroisse catholique de l'oflag. Les cas les plus authentiques, par delà l'offrande des biens, vont jusqu'au don de soi-même pour les autres. Enfin, troisième progrès, la prière, trop individualiste, fait place à la piété communautaire. Goût marqué pour la liturgie, amour des offices, parfois peut-être animé d'intentions humaines ; ces offices peuvent constituer une distraction ou paraître l'accomplissement d'un acte national, devant nos gardiens étonnés.

La progression d'ensemble est incontestable ; mais pour atteindre quel résultat? Les acquisitions les plus marquantes avaient été la revalorisation du sacerdoce aux yeux des catholiques, des indifférents et des incroyants, l'esprit de conquête de l'*Action Catholique*, l'intensité exceptionnelle de la vie chrétienne, d'application plus facile et plus directe. Pour obtenir quel niveau? Supérieur à celui de la vie libre. Malgré certains fléchissements passagers, voire une propagande contraire en 1943 et 1944, le bilan demeure positif.

Ce progrès allait-il survivre à la libération? Après la dislocation du

camp, le 29 janvier 1945, la vie religieuse se ralentit, du moins en ses manifestations extérieures, pendant les étapes, pour connaître un brusque réveil dans les oflags qui nous recueillirent, surtout à Soest. Depuis le retour en France, si l'on en juge par les manifestations du souvenir, les contacts individuels gardés, les réponses des enquêtes, on peut estimer que les catholiques fervents sont demeurés fidèles, certains pratiquants réguliers sont retournés grossir les rangs de l'indifférence, les faibles acquisitions réalisées chez les incroyants restent durables.

Mais il faut se garder d'oublier que cette expérience, toute locale, est le fait d'un camp qui possédait des prêtres. Pour l'immense majorité des prisonniers, isolés dans leurs kommandos, les résultats seraient sans doute tout autres. Je pense même que, pour juger de façon plus équitable encore la vie religieuse de mon propre oflag, d'autres études comparables seraient nécessaires, œuvre de camarades appartenant à des milieux différents.

* * *

Cet aperçu de la vie religieuse d'un oflag ne doit pas nous porter à un optimisme puéril. Il y eut, pendant la guerre, toute une presse, parfois servile, pour chanter la valeur des prisonniers et laisser entendre, au nom d'une certaine propagande, que la France attendait d'eux son propre salut. De cette utopie, même pour les oflags et les stalags où la présence de prêtres facilitait la pratique religieuse, il faut faire justice.

Joseph Folliet écrit : « Il y aurait beaucoup à dire sur la vie religieuse des camps et il importerait de ne point se contenter de littérature. Pour faire un bilan, on doit attendre le retour des aumôniers et la mise en commun de leurs expériences (1). » Mon propos était de présenter une seule de ces dernières, celle d'un oflag : élément très partiel d'un bilan qui reste à dresser.

Ce bilan, moral et religieux, de la captivité, il serait très utile de l'établir, bilan en fin d'exercice, pour tirer la conclusion de l'épreuve subie et doser, sans complaisance, le capital que la Libération a donné à l'Église de France. Ce travail d'ensemble, à ma connaissance, après avoir correspondu avec Mgr Rodhain, aumônier général des prisonniers, est encore à faire.

En 1949, pour l'élaboration d'une nouvelle Convention de Genève, soixante-trois États, dont le Saint-Siège, étaient officiellement représentés, et la signature du Vatican fut apposée sous les conclusions. L'article 16 de la Convention de 1929, a été remplacé par quatre autres (art. 33 à 36) plus explicites. Mais il n'y a pas eu d'enquête générale effectuée au retour auprès des aumôniers et des prêtres prisonniers dans les camps. Il n'y a pas eu d'étude d'ensemble sur les conditions de la vie religieuse pendant la captivité. Une lettre, datée du 5 avril 1956, émanant du général Codechèvre, directeur du Secrétariat général du Secours Catholique, apporte les précisions suivantes : Mgr Rodhain n'a pas participé aux travaux de la Commission pour l'élabora-

(1) J. Folliet, *Pour comprendre les prisonniers*, p. 29.

tion de la Convention nouvelle ; il n'a pas été consulté, aucune enquête générale n'a été faite auprès des aumôniers de camp ; enfin, le *Secours Catholique* ne possède pas les travaux de la Commission préparatoire à cette Convention (1).

Mon oflag reste, de toute évidence, un cas d'exception. Si les années d'exil ont fourni à de nombreux officiers l'occasion d'approfondir leurs connaissances religieuses, de pratiquer davantage, d'accroître leur vitalité chrétienne, le retour massif des prisonniers a permis de constater, de façon certaine, mais beaucoup trop imprécise, que l'ensemble n'avait pas été à même de profiter des leçons de la captivité. Aussi faut-il se garder de toute généralisation hâtive. Qu'est-ce, en effet, que 30 ou 40.000 officiers, même en admettant qu'ils appartiennent à une élite, au regard des 1.550.000 prisonniers déclarés en juin 1940, et dont près d'un million étaient encore dans les stalags et les kommandos au mois de mars 1944 (2)?

Quelques privilégiés, ceux des oflags, des stalags et de rares kommandos, ont appris à connaître le prêtre ; leur vie religieuse s'est épanouie ; tel fut le cas de notre camp. En regard, on doit placer l'immense majorité des captifs qui, pendant parfois cinq années, n'ont eu aucun contact avec le prêtre. Pour cette masse, la captivité, sauf des cas d'espèce d'autant plus admirables, n'aura point marqué un progrès de la vie religieuse ; elle aura bien plutôt aggravé l'ignorance, cause d'abandons.

Tous sont rentrés en France : à côté de ménages demeurés très unis, combien ne se sont-ils pas trouvés éloignés par les problèmes de la pratique religieuse, voire complètement séparés? « La captivité aura épuré certains ; une élite se sera constituée dans plusieurs camps. Mais..., à côté de l'élite, il y aura cette foule de prisonniers que la captivité à éloignés ou maintenus loin des choses de Dieu. Combien seront ainsi perdus pour le redressement chrétien (3)? »

Pierre FLAMENT.

(1) Le *Comité International de la Croix-Rouge* consentirait-il à les communiquer?
(2) Il faudrait, d'ailleurs, ajouter à ce nombre impressionnant près de 750.000 travailleurs, requis par l'occupant et expédiés en Allemagne. Pour tous ceux-là, qu'est-il advenu de leur pratique et de leur foi? Ce qui est valable pour l'ensemble des prisonniers l'est sans doute encore davantage pour les travailleurs civils, requis en France ou travailleurs transformés, presque totalement privés de prêtres.
(3) Joseph FOLLIET, *op. cit.*

NOTE SUR LES ÉVASIONS

Les récits de captivité accordent toujours une large place aux évasions : leur caractère souvent spectaculaire, les qualités de toute sorte qu'elles ont mises en jeu ont frappé les imaginations, le souvenir en est resté vivant, souvent très précis, et elles peuvent donner lieu à des narrations facilement pittoresques. Mais ces récits présentent souvent un caractère anecdotique et n'ont de ce fait qu'un intérêt limité. En les complétant par des témoignages, dont les uns ont été publiés, mais dont la plupart, inédits, sont un des fruits de l'enquête sur la captivité menée par la *Commission* créée au sein du *Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale*, on peut cependant poser quelques questions de caractère général et éclairer d'une manière un peu plus précise ce problème des évasions, qui mérite qu'on s'y arrête, ne serait-ce qu'en considération de la place qu'elles ont tenue dans les rêves, sinon dans la réalité de la captivité.

* * *

Que dans tout prisonnier il y ait un candidat à l'évasion, c'est une banalité qui ne s'est pas toujours vérifiée au cours de cette captivité. Pour quelques-uns qui, dès le début, obéissant à un réflexe simple, ont considéré que tout militaire tombé aux mains de l'ennemi devait s'efforcer de lui échapper, combien d'autres ont alors négligé des occasions inespérées, quitte à s'en repentir amèrement ensuite ! Cette question de l'attitude des prisonniers devant le problème de l'évasion est un premier point qui mérite d'être éclairé.

Cette attitude a évidemment évolué et il est certain que, dans les premiers temps de la captivité, ce sont rarement des obstacles matériels qui ont empêché les évasions. Les premiers jours, les prisonniers, hâtivement rassemblés et désarmés par les unités combattantes qui les ont capturés sans avoir ni les moyens ni le désir de s'occuper d'eux, ont été parqués dans des lieux de fortune, usines, casernes, écoles, salles de spectacle, quand ce n'était pas même la simple nature. La surveillance restait le plus souvent théorique, quelques sentinelles aux portes n'empêchant pas les communications avec l'extérieur. Les prisonniers sont alors en contact avec la population civile ; ils se procurent du ravitaille-

ment, font passer de la correspondance, reçoivent parfois la visite de leur famille. Ils n'ont pas été recensés, tout au plus comptés. S'ils ont été fouillés, c'est toujours très sommairement. Certains sortent pour des motifs variés, visite de médecin ou de dentiste, même tout simplement emplettes en ville. Des popotes sont constituées, il faut pourvoir au ravitaillement. L'intendance est déficiente, mais on a presque toujours de l'argent et les magasins n'ont pas encore été pillés. Et, pour toutes ces sorties, les gardiens ne prennent même pas toujours l'élémentaire précaution d'exiger un engagement de ne pas s'évader. Mais il est certain que le nombre de ceux qui ont profité de ces facilités éphémères est très faible. Aussi, avec quelle amertume la plupart des prisonniers évoqueront-ils, ensuite, cette période où s'échapper était un simple jeu, où l'on pouvait sortir du camp, se perdre dans la foule, bénéficier de la complicité de la population, parfois même de la connaissance précise du pays.

Pour expliquer cette attitude, il faut tenir compte, d'abord, du désarroi général. Ce n'est pas en quelques jours qu'on peut se remettre du choc qu'on vient de subir. La plupart des prisonniers, jetés en quelques semaines de la vie de cantonnement à la bataille, puis à la retraite et à la captivité, privés de nourriture et de sommeil, sont incapables d'initiative et d'un effort de volonté soutenu. D'autre part, vis-à-vis des Allemands, dont la force vient de les submerger, beaucoup sont paralysés par une sorte de respect craintif. Comment réagiraient les gardiens devant des évasions? Il y aurait peut-être de gros risques pour celui qui serait repris et, en tout cas, des représailles contre les autres. C'est un état d'esprit que les Allemands ont vite compris et exploité. Dans l'incapacité matérielle où ils étaient de garder effectivement leurs prisonniers, il était habile et tentant d'user, vis-à-vis d'eux, de cette contrainte morale. Celle-ci a été d'autant plus forte qu'elle a été appuyée, dans bien des cas, par le commandement français. Dès qu'un peu d'ordre a été rétabli dans les rassemblements des prisonniers, qu'une hiérarchie militaire a été à peu près réorganisée, qu'il y a eu dans chaque collectivité des chefs habilités à discuter avec les Allemands et à transmettre leurs consignes, on est obligé de constater qu'un des premiers mots d'ordre est : pas d'évasions ! Les chefs français emploient tout ce qu'ils peuvent avoir d'autorité à interdire les évasions, dont les conséquences retomberont fatalement sur la collectivité. C'est un fait d'observation générale, qui ne se trouve infirmé que par l'attitude de quelques chefs : des caractères d'une trempe exceptionnelle, ou plus simplement des hommes d'expérience, quelquefois des anciens combattants de 1914-1918. Cette complicité, plus ou moins inconsciente, avec le vainqueur n'aurait peut-être pas eu grand succès si elle n'avait été appuyée d'un argument qui a été, dans bien des cas, décisif pour arrêter tous ceux qui auraient pu se laisser tenter : à quoi bon s'évader? Celui qui s'évade complique la situation, indispose les Allemands, et

pour un bénéfice vraiment minime. La lutte est finie ; sans doute, l'armistice n'est pas la paix, mais celle-ci ne tardera pas. Et, de toute manière, les Allemands ne pourront ni loger, ni nourrir, ni administrer une telle masse d'hommes. Sans compter que la libération est indispensable à la vie du pays ; il faudra que les prisonniers rentrent, si l'on veut empêcher la France de glisser à l'anarchie, que nos adversaires eux-mêmes ne peuvent pas souhaiter. Le maréchal Pétain discute avec les Allemands les modalités du rapatriement, mais il faut tenir compte de la désorganisation de tous les services, des multiples problèmes à résoudre. Il ne faut donc pas s'impatienter. Que chacun reste à sa place, c'est une question de discipline. Comment des soldats n'auraient-ils pas été sensibles à un tel langage, venant de leurs chefs? Langage confirmé, d'ailleurs, à maintes occasions, par la propagande allemande : la France vaincue, l'Angleterre va faire la paix, chacun rentrera chez soi et cette captivité ne sera qu'un mauvais souvenir de quelques semaines. Les Allemands qui parlaient ainsi ne donnaient pas aux prisonniers, qui ne demandaient qu'à les croire, une impression de duplicité. Enfin, dernière confirmation, il y avait des libérations individuelles : il ne se passait pas de jour qu'on ne voie partir quelqu'un libéré parce qu'indispensable à la vie administrative ou économique du pays. Chacun pensait que son tour viendrait bientôt, et c'est ainsi que des prisonniers à peine gardés supportaient patiemment leur infortune passagère : les rares candidats à l'évasion, s'ils étaient repris et ramenés, devenaient des objets de réprobation.

Cette situation paradoxale dura un temps variable selon les circonstances : quelques jours seulement pour les uns, plusieurs semaines pour le plus grand nombre, pour certains même plusieurs mois. Mais, peu à peu, les ordres arrivent, les prisonniers sont regroupés, classés, emmenés : la captivité administrative commence. Il y en a qui resteront, au moins provisoirement, en France, dans les *Front-Stalags* de la zone occupée : ceux-là ne connaîtront pas le choc du départ pour l'exil et ressentiront sans doute moins le désir d'évasion, mais disposeront toujours de facilités plus grandes (1). La plupart seront acheminés, au cours de l'été, vers les stalags et oflags d'Allemagne. Comme presque toujours lorsqu'on a affaire à l'administration militaire allemande, le changement est brutal : à une garde débonnaire succèdent des sentinelles qui ont reçu des ordres impitoyables et tireront sans sommation sur ceux qui tenteraient de s'évader pendant le voyage. A l'arrivée, on trouve un camp entouré de barbelés, une enceinte jalonnée de miradors, un service de sécurité (l'*Abwehr*) qui photographie et fouille tous les prisonniers ; c'est le régime de la prison et il sera, cette fois, bien difficile d'en sortir. Cependant, les illusions tenaces du début ne s'évanouissent pas aussitôt, au contact de cette réalité qui semble pourtant sans équivoque. La plupart

(1) A cause de cela, l'évasion à partir d'un *frontstalag* ne suffit pas pour obtenir la médaille des évadés.

des prisonniers mettront longtemps à admettre qu'ils sont là, enfermés, et y resteront sans espoir proche de libération. Le mythe de la paix séparée a eu cours pendant des semaines, sinon des mois, dans les camps, et la première conséquence qu'on en attendait était, évidemment, la libération. N'y avait-il, d'ailleurs, pas toujours des libérations, individuelles ou collectives, pour entretenir l'espoir? Ne faisait-on pas continuellement des recensements, par âge ou par profession? On voyait partir les marins, les gendarmes, tels fonctionnaires, rappelés individuellement. Plus tard, ce furent les pères de famille nombreuse et les anciens combattants. Peu à peu, des renseignements arrivaient de l'extérieur, et ce qu'on apprenait de France incitait plutôt à la patience. La sollicitude du maréchal Pétain envers les prisonniers, les espoirs renouvelés par l'entrevue de Montoire, plus tard les conseils très nets donnés par l'ambassadeur Scapini ou ses envoyés, tout cela créait un climat peu favorable aux évasions. Celui qui avait sa famille, sa situation, en zone occupée se disait qu'il lui faudrait forcément passer en zone libre, mais ignorait comment il pourrait résoudre les problèmes que cela poserait inévitablement. Toutes ces circonstances particulières ont joué, au début de la captivité, pour rendre assez exceptionnelles les tentatives d'évasion. Elles vont disparaître peu à peu. A mesure que le temps passe, il faut bien se rendre à l'évidence : l'Allemagne ne renoncera pas aux droits que la victoire lui a donnés, les prisonniers ne seront pas libérés avant la paix générale. L'équivoque du début tend à se dissiper, le problème psychologique et moral devient plus simple. Mais, en même temps, le problème pratique est devenu bien plus difficile à résoudre.

* * *

Il ne se pose, d'ailleurs, pas de la même manière pour tous. Les hommes de troupe qui travaillent en kommando se trouvent généralement dans une situation plus favorable, et le passage du stalag au kommando, pour peu qu'on en connaisse un où la surveillance n'est pas trop rigoureuse, est généralement la première étape de l'évasion. Par son travail, le prisonnier peut avoir des contacts avec l'extérieur et se procurer, par ruse ou par corruption, les vêtements, le matériel, les renseignements dont il a besoin. Il acquiert une certaine habitude des usages, de la vie allemande, et c'est très important : dans une circonstance imprévue, il aura plus facilement le réflexe qui lui permettra de passer inaperçu. Il est vrai que, surtout à partir de 1942, il y a tant d'étrangers en Allemagne, volontaires, requis, prisonniers venus de partout, circulant pour des motifs plus ou moins vraisemblables, que la police aurait fort à faire à retenir tous les suspects. Mais le travailleur a peu de temps à consacrer à ses préparatifs d'évasion, et, lorsque celle-ci échoue, c'est dû souvent, en partie du moins, à l'improvisation.

Dans les oflags, les difficultés ne sont pas du même ordre. Les officiers ont tout le loisir nécessaire, ils ont le nombre, la compétence. Il semble bien qu'il n'y ait pas de problème pratique qui n'ait trouvé sa solution, plus ou moins élégante. D'abord, même là, il y a des contacts avec l'extérieur ; soit par des soldats qui vont faire des corvées, soit par des gardiens corruptibles, il n'est pas impossible de se procurer argent allemand, cartes, horaires de chemin de fer. Il existe, d'ailleurs, aussi des moyens de se faire envoyer du matériel d'évasion dans des colis. Beaucoup de prisonniers disposent pour le demander d'un langage chiffré qu'ils ont eu tout loisir de mettre au point et de communiquer à leur famille par l'intermédiaire de rapatriés. Et quand est signalée l'arrivée d'un colis vraiment trop compromettant, de contenu particulièrement précieux, il y a toujours moyen de le subtiliser avant qu'il ne passe à la censure : sous des formes différentes, le système a été pratiqué dans tous les camps (1) et il a permis l'introduction du matériel le plus inavouable. A l'Oflag XVII A, il était possible de faire reproduire les cartes nécessaires aux évasions avec un appareil venu du Service géographique de l'Armée ; on disposait aussi d'un laboratoire photographique qui délivrait des photos d'identité pour les faux papiers qui étaient fabriqués par un autre service. La principale difficulté résulte de la coupure avec l'extérieur. Malgré tous les renseignements que l'on peut recueillir, malgré la patience et l'ingéniosité que peuvent déployer ceux dont toute l'existence est tournée vers un seul but, il reste difficile de tout prévoir, de déterminer d'avance la conduite à tenir ou la démarche à ne pas faire dans telle circonstance imprévue. La difficulté est plus grande pour ceux qui, vivant en oflag, sont restés parfois des mois et des années sans sortir et se représentent mal le monde extérieur bouleversé par la guerre.

Mais, pour eux, l'évasion pose surtout un problème redoutable et d'apparence insoluble. Il faut sortir du camp, malgré les précautions accumulées par les gardiens, et qui se renforcent sans cesse : fils de fer barbelés, miradors et sentinelles, projecteurs pour éclairer l'enceinte, rondes nocturnes, chiens policiers, sans compter l'équipe spécialisée des fouilleurs qui, dans chaque camp, visitait, sondait, inspectait, parfois renforcée par la Gestapo. Et, malgré cela, dans tous les camps, même les mieux gardés, même les forteresses comme Colditz ou Koenigstein, il y eut des évasions. Les procédés employés sont innombrables ; ils ont varié avec les circonstances, mais ils peuvent se ramener à quelques types. Certains prisonniers ont entrepris simplement de franchir la porte du camp, en profitant d'inévitables allées et venues : on se camoufle dans une voiture, on se mêle à une troupe qui part en corvée, on adopte même

(1) Même à l'Oflag de Colditz, où la surveillance était particulièrement attentive. Sur les procédés employés, cf. le livre du général Le Brigant, *Les indomptables*, qui donne aussi quantité de détails très précis sur la préparation et l'exécution de nombreuses évasions.

parfois l'allure et le costume d'un Allemand, civil ou militaire. Tous les camps ont connu ce type d'évasion, réussi avec plus ou moins de brio. Mais il est évident qu'en cas d'échec le procédé éventé devient difficilement praticable, au moins pendant un certain temps. Un autre moyen plus souvent employé qu'on ne croit certainement consistait à franchir les barbelés, soit en les escaladant, soit en en cisaillant quelques-uns pour se glisser sous les autres. C'était à coup sûr le moyen qui nécessitait le plus d'audace et de sang-froid. Certains se sont évadés de cette façon, de nuit, entre deux rondes, d'autres même de jour, et on cite des exemples qui témoignent d'une maîtrise et d'un à-propos extraordinaire. A Mayence, au début de la captivité, l'inspection du camp par un général allemand est annoncée ; un prisonnier, prêt à s'enfuir, profitera de son arrivée : lorsqu'il entre, toutes les sentinelles regardent de son côté, aucune ne voit celui qui franchit le barbelé. A l'Oflag VI A, un matin, le camp et la campagne environnante sont brusquement entourés d'un épais brouillard, chance inespérée qu'utilisèrent immédiatement deux officiers, sans oublier de rejeter dans le camp la précieuse pince qui pourra servir à d'autres ! Dans tous les camps, on a utilisé des solutions ingénieuses, mais qui ne pouvaient généralement servir qu'une fois. Heureux celui qui les découvrait le premier ! Le procédé le plus classique reste celui du tunnel. Chaque camp en a connu, et quelquefois plusieurs en même temps. Certains étaient des travaux remarquables, dirigés par des ingénieurs spécialistes, comportant une galerie étayée ou boisée, avec éclairage électrique, ventilation par une soufflerie et chariots de bois pour évacuer les déblais. On a vu réaliser ainsi des tunnels d'une longueur de 200 mètres, représentant cinq à six mois de travail, avec des équipes se relayant, de jour et de nuit. Des travaux d'une telle ampleur pouvaient difficilement passer inaperçus et la plupart des tunnels étaient découverts avant d'être achevés. Mais, en cas de succès, la réussite peut être magnifique. Alors que, par les autres procédés, les évadés sont le plus souvent seuls ou par équipes de deux ou trois, ici ce sont des groupes bien plus nombreux qui peuvent profiter de l'aubaine. En septembre 1943, à l'Oflag XVII A, un tunnel, commencé en mai et dont l'aménagement a duré tout l'été, a ainsi livré passage, en deux nuits, à 130 évadés (1).

Pour aussi difficile qu'elle soit, cette étape n'est que la première, et le prisonnier évadé qui se trouve brusquement dans la nature aura ensuite à déjouer les recherches des patrouilles, les services d'ordre, les embûches de toute sorte de la route, à franchir des frontières bien gardées, à lutter parfois pendant des jours contre la faim, la fatigue, les intempéries. C'est une terrible épreuve pour la plupart et ne triomphent, le plus souvent, que ceux qui ont su garder un équilibre physique et nerveux exceptionnel, et on comprend que les candidats sérieux à l'évasion

(1) Cf. Hintzy, Évasion, dans *Revue du Génie militaire*, janvier-février 1949.

se soient d'abord astreints à un entraînement sportif sévère. Il est souvent possible de retarder le moment où la fuite sera découverte et où, par conséquent, le mécanisme d'alerte sera déclanché. C'est relativement facile lorsqu'il n'y a pas de traces qui alertent les gardiens ; il suffit alors d'aggraver subrepticement la confusion qui règne généralement aux appels et qui permet bien des substitutions. Même lorsque la preuve de l'évasion est faite, il est encore possible de faire traîner les opérations en longueur, de manière à laisser ignorer le plus longtemps possible le nombre et l'identité des évadés. On a pu ainsi, dans bien des cas, gagner un ou deux jours, et cela suffisait souvent pour que les fuyards soient loin.

Que devenaient-ils, une fois dehors? Le cas du général Giraud (1), attendu par un complice qui lui apporte vêtements et papiers et doit le mener à un point de passage préparé par le *2e bureau*, est évidemment exceptionnel. L'évadé anonyme ne pouvait pas espérer une aide minutieusement préparée, mais certains ont cependant bénéficié de secours efficaces. Dans bien des camps, on pouvait se procurer des adresses de personnes sûres, prêtes à faciliter le passage de points dangereux. En Alsace, notamment, il a existé des filières d'évasion permettant la traversée des Vosges (2). Certaines ont fonctionné très tôt, dès l'été 1940, et ont permis l'évasion de prisonniers regroupés dans les casernes d'Alsace avant leur transfert en Allemagne. Puis les organisations se sont développées, prenant parfois les prisonniers en charge de l'autre côté du Rhin, leur faisant franchir non seulement la frontière des Vosges, mais même la ligne de démarcation, et les amenant jusqu'en zone libre. L'époque de plus grande activité semble avoir été l'hiver 1941-1942. Du nord au sud des Vosges, de nombreux itinéraires sont utilisés, variables selon les circonstances ; par le Donon, Sainte-Odile, par le Hohwald ou la Schlucht, l'activité est considérable. Par le sud, on peut gagner la Suisse, et bien des prisonniers ont profité pour cela de la complicité des cheminots : dans un virage, à proximité de Bâle, les trains ralentissaient à un endroit d'où l'on pouvait gagner rapidement la frontière. Plusieurs de ces organisations sont détruites en 1942, mais les passages continuent, avec des difficultés accrues, il est vrai, à partir du moment où l'incorporation des jeunes Alsaciens dans la *Wehrmacht* augmente le nombre de ceux qui cherchent à s'enfuir. Peut-être y en aurait-il eu encore davantage, si beaucoup de prisonniers n'avaient redouté l'obstacle du Rhin à franchir ; ils craignaient un contrôle sévère entre l'Allemagne et l'Alsace qui, en réalité, n'existait pas, parce qu'il était reporté à l'ancienne frontière. Une enquête un peu poussée permettrait de retrouver d'autres filières d'évasion, notamment à travers les Pays-Bas et la Belgique, où, dès la fin de la campagne de France, des isolés

(1) Cf. général Giraud, *Mes évasions*, p. 84-88.
(2) Cf. Eugène Mey, *Le drame de l'Alsace*, p. 116-123.

bénéficiaient de l'aide de la population, tradition vite retrouvée de la guerre de 1914-1918.

La plupart des évadés n'avaient pas autant de chance et se trouvaient, dès la sortie de leur camp, livrés à eux-mêmes. Toutefois, à moins d'avoir mis au point un moyen de regagner rapidement la France, par chemin de fer, par exemple, il était prudent de connaître des adresses susceptibles de fournir un abri provisoire. Bien des kommandos servirent ainsi d'asiles. Dans la région de Koenigsberg, un groupe de Français et de Belges avaient mis au point une véritable chaîne ; les évadés étaient d'abord cachés dans des kommandos, on leur procurait des vêtements, on les munissait de pièces d'identité de travailleurs et de passeports français qui étaient fabriqués en zone libre et apportés par un ancien prisonnier, on les dirigeait, enfin, sur des adresses connues en France et en Belgique. Cette organisation a sauvé une centaine d'évadés, dont la plupart, recherchés par la police pour sabotage ou pour relations avec des femmes allemandes, risquaient la forteresse. Les frais étaient couverts par le marché noir avec des Allemands.

Naturellement, tous ces errants cherchaient à regagner la France le plus rapidement possible ; mais il y eut parfois des détours imprévus, points de départ d'odyssées tragiques ou glorieuses. Pour ceux qui étaient dans l'est de l'Allemagne, jusqu'au 22 juin 1941, le chemin le plus court vers la liberté passait par l'U. R. S. S. Beaucoup tentèrent de franchir la frontière germano-soviétique, au prix d'énormes difficultés ; du moins, ceux qui traversèrent la Pologne n'ont eu qu'à se louer de l'attitude de la population, toujours prête à leur rendre service, malgré les dangers qu'elle courait. Environ 200 évadés réussirent à gagner l'U. R. S. S. au cours de cette année, mais leurs tribulations n'étaient pas achevées, car le gouvernement soviétique ne voulait ni les renvoyer en France, parce qu'il considérait comme suspects tous ceux qui venaient d'Allemagne, ni les laisser partir pour l'Angleterre par souci de neutralité. Considérés comme étrangers sans passeport, ils étaient d'abord emprisonnés, pour un temps plus ou moins long, puis regroupés dans un camp d'internement à Mitchourine, à 300 kilomètres au sud de Moscou. Ils devaient bientôt y organiser, sous la direction du capitaine Billotte, évadé de l'Oflag II D, une petite communauté française qui ne retrouva pleinement sa liberté que lors de l'invasion de l'U. R. S. S. (1). D'autres, d'Allemagne du Sud, d'Autriche ou du Gouvernement général, cherchaient à atteindre le Danube et les Balkans : l'objectif était généralement la Turquie, seul pays réellement libre dans cette direction. Mais la multiplicité des frontières rendait l'entreprise particulièrement aléatoire, d'autant plus que la frontière bulgaro-turque était gardée beaucoup plus sévèrement que n'importe quelle autre : aucun évadé n'a probablement réussi à la franchir. Échappés d'Allemagne, ils se retrouvaient donc

(1) Cette aventure est racontée par Jean Brilhac, *Retour par l'U. R. S. S.*

dans les pays satellites, où ils étaient soumis à un régime parfaitement arbitraire. Beaucoup d'entre eux ont cherché refuge en Hongrie, qui n'était pas en guerre avec la France ; parfois, les gardes-frontières les remettaient tout simplement aux autorités allemandes les plus proches, tandis que d'autres fois, sans plus de raison apparente, ils étaient traités comme en U. R. S. S., internés d'abord à la forteresse de Komarno, puis regroupés à Bolatonboglar, sur les rives du lac Balaton ; certains même obtinrent des contrats pour aller travailler dans le pays. Lorsque la *Wehrmacht* occupa la Hongrie, en mars 1944, il y avait environ un millier d'évadés qui, pour la plupart, ne furent pas inquiétés ; quelques-uns, cependant, furent repris et renvoyés dans des camps d'Allemagne. Des maquis furent renforcés ou même créés par des évadés réfugiés en Europe Centrale qui voulaient reprendre la lutte. Certains d'entre eux ont tenté de passer au maquis yougoslave et de rejoindre Tito, mais presque toujours sans succès. Quelques-uns, s'échappant de Hongrie, rejoignirent en Slovaquie le lieutenant de Lannurien, qui s'était lui-même évadé d'Allemagne et était entré en relation avec le maquis slovaque, après avoir vainement tenté de passer en Turquie ; ils constituèrent un groupe qui devait combattre dans les montagnes slovaques jusqu'à la libération (1).

* * *

L'attitude des Allemands devant les évasions ne pourrait être étudiée de façon satisfaisante qu'avec les documents de la *Wehrmacht* ; faute de les posséder, on doit se contenter d'indications vagues et fragmentaires, en notant simplement que la réaction a pu varier non seulement au cours de la captivité, mais selon les régions : l'administration militaire allemande était, en effet, très décentralisée et il semble que dans chaque *Wehrkreis*, le général responsable des prisonniers disposait, dans les limites des règlements de l'*O. K. W.*, d'une assez grande liberté. Comme dans beaucoup de circonstances de la vie de captivité, cette attitude apparaît aux prisonniers déconcertante, parce qu'imprévisible, avec des réactions tantôt bénignes, tantôt violentes et brutales. Évidemment, dès qu'une évasion est constatée, tout l'appareil policier est mis en branle avec fièvre : appels, rondes, fouilles dans le camp, alerte dans la région. Pour les évadés repris, il n'y a pas de règle ; les uns sont malmenés, rudoyés, ramenés au camp comme des malfaiteurs, tandis que d'autres sont traités avec correction. Il n'est pas rare que leurs gardiens les félicitent de leur initiative et de leur courage, et l'ingéniosité des solutions employées provoque souvent une admiration sincère. Dans la plupart des cas, l'aventure aboutit à une sanction bénigne, huit ou quinze jours de prison dans le camp, ce qui permet au prisonnier de savourer un avantage qui fait cruellement défaut dans la vie de captif, quelques

(1) Cf. René Picard, *L'ennemi retrouvé*.

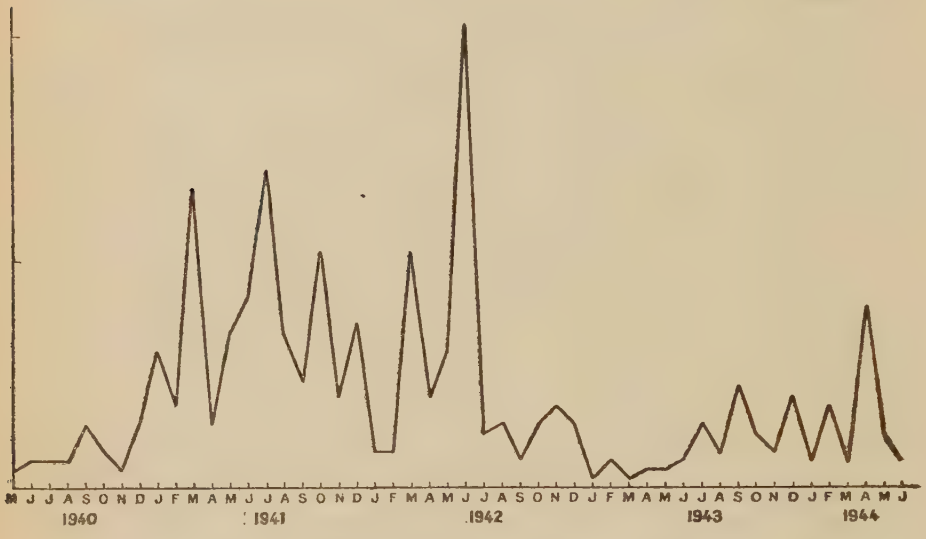
jours de solitude. Mais un certain nombre de tentatives se sont terminées tragiquement. Les sentinelles avaient pour consigne permanente de tirer sur tous ceux qui tentaient de s'évader ; elles les ont appliquées et, dans tous les camps, il y a eu des morts. Toute la captivité a été jalonnée de tels incidents, avec peut-être une aggravation en 1942. Car l'été 1942 est une des périodes de dépression morale de la captivité. Les espoirs de libération se sont évanouis, la confiance dans Pétain est sérieusement ébranlée, mais les succès allemands ne sont pas encore arrêtés et la victoire des Alliés apparaît, sinon douteuse, du moins bien lointaine. Beaucoup de prisonniers désespèrent de retrouver la liberté ; certains se jettent inconsidérément sur les barbelés.

C'est l'époque aussi où l'attitude allemande commence à se durcir de façon très nette. L'autorité militaire commence à s'inquiéter de l'ampleur du mouvement d'évasion, qui risque encore d'être aggravée par la réussite du général Giraud (avril 1942), dont l'exploit a un retentissement considérable dans les camps. Aussi voit-on les sanctions collectives s'abattre rapidement sur tous les prisonniers, sous la forme de suppression de la plupart des distractions. Mais il y a plus grave et la propagande allemande du *Trait d'Union* tient un langage inquiétant. Naturellement, le droit de tenter de s'évader a toujours été reconnu aux prisonniers de guerre, mais, dans le cas présent, les circonstances sont exceptionnelles ; les Français qui tentent de s'évader désobéissent à leur gouvernement, qui a recommandé la collaboration avec l'Allemagne ; ils nuisent à l'économie de guerre allemande ; on peut les considérer comme des saboteurs. Ces déclarations préparent et veulent justifier l'envoi d'un certain nombre d'évadés repris à Rawa Ruska et autres camps de représailles, où le régime s'apparentait davantage à celui des camps de concentration. Pour les officiers, ce devait être l'internement dans des camps spéciaux, à l'Oflag IV D (Colditz) d'abord, puis à l'Oflag X C (Lubeck).

On peut penser qu'avec l'évolution de la guerre, l'immense danger que représentait pour l'Allemagne la présence sur son sol de millions d'hommes, désarmés, mais hostiles, les rigueurs vont s'aggraver. Effectivement, dans l'hiver 1943-1944, les prisonniers sont avisés officiellement que « s'évader n'est plus un sport ». Il y a des zones interdites et tous ceux qui y pénètrent risquent la mort. En fait même, la menace, telle qu'elle a été notifiée au doyen des officiers du camp de Lubeck, est plus précise... « Il existe une organisation allemande qui règne sur les territoires en état de guerre, depuis la Pologne jusqu'à la frontière espagnole. Tout prisonnier évadé qui, repris, est trouvé porteur de vêtements civils, de faux papiers d'identité, de faux papiers de légitimation, de photographies d'identité interdites, tombe sous la coup de cette organisation (1). » Et, dans ce camp, on devait s'apercevoir que la menace

(1) Rapport du colonel Bouchacourt, doyen des officiers de l'Oflag X C.

n'était pas vaine. Deux officiers, Lussus et Girot, repris après une tentative d'évasion, n'ont pas été ramenés dans le camp, mais livrés à la Gestapo. En juin 1944, leurs cendres ont été rapportées ; ils ont été tués, paraît-il, au cours d'une nouvelle tentative d'évasion, mais cette incinération, contraire aux usages militaires et dont il n'a été établi aucun procès-verbal, rend cette affaire pour toujours mystérieuse. Elle n'est pas la seule, car d'autres évadés de Lubeck devaient disparaître dans des conditions plus ou moins anormales. Il y en a quelques-uns



Répartition des 500 tentatives d'évasion à l'actif des officiers de Colditz et de Lubeck entre mai 1940 et juin 1944.

dont on n'a jamais retrouvé la trace, mais pour trois, au moins, on sait maintenant (1) que, évadés en février et mars 1944, ils ont été pendus à Mauthausen en avril. Les prisonniers auraient donc eu tort de croire que la convention de Genève les mettait complètement à l'abri de la Gestapo.

* * *

Tels sont quelques-uns des aspects de ce problème, dans la mesure où la documentation actuelle permet de l'envisager. Pour avoir une idée précise de son importance, il faudrait l'étudier sous son aspect statistique. On dispose déjà d'une documentation utilisable, quoique partielle, puisqu'elle est relative aux officiers de Colditz et de Lubeck ; ils étaient pour la plupart des récidivistes de l'évasion. Le général Le Bri-

(1) D'après un rapport du *Service international de recherches* en Allemagne.

gant a dressé la liste de toutes leurs tentatives, 500 au total (1). Leur répartition au cours de la captivité est assez significative. Les tentatives sont peu nombreuses en 1940, nous avons vu pourquoi. Il y a une forte poussée en 1941, qui commence dès le mois de mars, à la fin de l'hiver. Le mouvement continue en 1942, avec un chiffre record en juin. Il y a ensuite une baisse très nette : toutes ces fortes têtes ont été rassemblées dans une forteresse d'où il est particulièrement difficile de s'échapper. La pointe d'avril-mai 1944 correspond à la réussite de deux tunnels à Lubeck ; elle ne se retrouverait pas sur un graphique général. Ces 500 tentatives ont abouti à quarante et un succès (cf. graphique p. 76).

Une étude de M. Boudot (2) donne, d'autre part, les chiffres approximatifs suivants d'évasions réussies par des prisonniers français :

En 1941, 16.000 évadés soit 1 % de l'effectif de 1940
En 1942, 19.000 évadés soit 1,5 % de l'effectif de 1941
En 1943, 33.000 évadés soit 2,9 % de l'effectif de 1942
En 1944, 3.000 évadés soit 0,03 % de l'effectif de 1943

Des recherches statistiques plus poussées permettraient certainement de préciser ces chiffres sans probablement en changer la signification générale : l'évasion est un rêve que la plupart des prisonniers de guerre ont caressé, un projet que beaucoup ont esquissé, mais que bien peu ont réalisé.

J. M. d'Hoop.

Bibliographie

Parmi les nombreux souvenirs de captivité qui évoquent le problème des évasions, en voici quelques-uns qui ont fourni des éléments à cette étude :

Giraud, *Mes évasions*, 1946 ; — Prioux, *Souvenirs de guerre*, 1947 ; — M. Poisot, *Prisonniers à Neuf-Brisach*, 1945 ; — M. Bayen, *Passage de lignes*, 1946 ; — J. Brilhac, *Retour par l'U. R. S. S.*, récits d'évasions, 1945 ; — A. Sternberg, *Vie de château et oflags de discipline* ; — Le Brigant, *Les indomptables*, 1948 ; — F. Patrice, *Le Dodore fait la malle* ; — R. Picard, *L'ennemi retrouvé* ; — G.-A. Bichet, *Évadés*, 1945 ; — R. Valuet, *Évadés de l'enfer*, 1955 ; — E. Mey, *Le drame de l'Alsace*, 1949 ; — J. Mauriange et M. Payerne, *Enfin la France*, 1946 ; — *La fourmilière*, souvenirs de Grossborn, d'Arnswalde et du retour ; — R. Geutal, *Barbelés sanglants*, récits de captivité, 1946 ; — *Leur Résistance*, mémorial des officiers évadés de Colditz et de Lubeck morts pour la France, témoignage d'Yves Congar, 1948.

Ils ont été complétés par de nombreux témoignages transmis à la *Commission d'histoire de la captivité*, notamment ceux de MM. Las Vergnas, Lennec, L. Fichet, Delhaye, Vilain, général Corniquet, Goguel, Mauriange, Folliet, Picard, Rabier, Duchatelle, Debomy.

(1) Cf. *Les indomptables*, appendice. On y trouve, d'ailleurs, quelques dates manifestement erronées, qu'il ne nous a pas toujours été possible de rectifier.

(2) D'après le fichier des Prisonniers de guerre du *Ministère des Anciens Combattants*. Cf. *Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale*, bulletin n° 34, juin-juillet 1955.

LES TRAVAUX DE LA COMMISSION D'HISTOIRE DE LA CAPTIVITÉ

Le *Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale* poursuit une double tâche : d'une part, organisme interministériel rattaché à la Présidence du Conseil, il assure la coordination entre tous les services ministériels mêlés au déroulement du deuxième conflit mondial ; d'autre part, organisme d'études, composé d'historiens et relevant du *Centre National de la Recherche Scientifique*, il entreprend des recherches d'histoire sur tous les aspects de la guerre qui ne concernent qu'indirectement et d'un point de vue purement administratif les ministères représentés en son sein. C'est ainsi que le Comité a été amené à entreprendre une vaste enquête sur la *Résistance*, puis sur la *Déportation* ; il étudiera demain les *problèmes économiques et sociaux nés de l'occupation.* Il se penche aujourd'hui sur les questions soulevées par la *captivité de guerre.*

Pour chacun de ces sujets, la même méthode a été suivie. Parmi ses membres, administrateurs ou historiens, le Comité désigne ceux qui lui paraissent les plus aptes, par leurs préoccupations professionnelles, leurs travaux scientifiques ou leur comportement pendant la guerre, à poursuivre les études envisagées ; autour de ce noyau s'agrègent des personnalités qui n'appartiennent pas au Comité, mais qui ont été jugées capables, en raison de leur expérience, de leur situation ou de leur connaissance du sujet, d'apporter une intéressante contribution. La coordination indispensable entre toutes les sous-commissions est assurée par le Bureau du Comité et par le Secrétariat général.

C'est ainsi que, au cours de sa réunion plénière du 13 décembre 1953, après avoir entendu et approuvé un rapport de M. Boudot, le Comité a procédé à la désignation des membres devant former la *Sous-Commission d'Histoire de la Captivité de guerre.* Celle-ci s'est réunie pour la première fois le 23 juin 1954 ; elle s'est alors définitivement constituée, a formé son bureau, défini ses méthodes et fixé ses plans de travail (1).

(1) *Composition de la Commission. — Membres du Comité* : M. Braibant, directeur des Archives ; M. Braudel, professeur au Collège de France (ex-*P. G.*) ; général Cochet ; colonel de Cossé-Brissac, chef du Service historique de l'Armée ; M. Crémieux-Brilhac, sous-directeur au Ministère de l'Information (ex-*P. G.*) ; général Lestien ; M. Mattei, directeur au Ministère des Anciens Combattants ;

* * *

Les buts poursuivis par la Commission ont été déterminés par M. Boudot, à la suite de recherches étalées sur une année, et exposés par lui à la réunion plénière du Comité et à la réunion constitutive de la sous-commission (1).

Dans le deuxième conflit mondial, fait sans précédent, des millions d'hommes ont été prisonniers de guerre ; ils appartenaient à toutes les races et à toutes les nations ; ils ont connu des conditions de vie à bien des égards semblables pour tous les camps et pour tous les pays ; la durée de la captivité — cinq ans pour les uns — a aidé à provoquer des habitudes de pensée, un comportement, une philosophie de la vie, qui se sont d'abord affirmés dans les collectivités nées de la captivité, mais qui n'ont pas disparu d'un seul coup avec le retour au foyer. Dans les camps, d'autre part, des hommes d'âges divers, de formation et de mentalités différentes, nationalités confondues parfois ou du moins juxtaposées, se sont vu imposer, de façon identique, une réglementation, une cohabitation, une nourriture, une claustration plus ou moins sévère et durable, une frustration de liberté et comme une amputation de quelques années de leur existence. Cette psychologie du prisonnier, cette société de la captivité de guerre, méritent d'être étudiées.

Pour ce qui est des Français, la plupart d'entre eux ont séjourné en Allemagne. Leurs conditions de vie ont varié suivant qu'ils étaient détenus dans des oflags ou dans des stalags, qu'ils étaient ou non mêlés à la population allemande, qu'ils travaillaient dans des kommandos agricoles ou industriels. Les suivre dans leur existence, en retrouver le fonds commun, mais aussi la multiplicité des manifestations, permettra de connaître ce que la guerre a fait de plus d'un million d'hommes.

M. Reulos, magistrat, représentant le Ministère de la Justice (ex-*P. G.*) ; M. Rosier, directeur au Ministère du Travail ; M. E. Vermeil. — *N. B.* Les membres du Bureau du Comité, Président, Vice-Présidents et Secrétaire général, sont membres de droit de toutes les sous-commissions.

Membres complémentaires : M. Cl. Bellanger ; MM. Bopp et Sigmann (Alsace) ; M. Boudot, agrégé d'histoire (ex-*P. G.*) ; Mlle Chabord, archiviste aux Archives nationales ; M. Courvoisier (Aumônerie protestante) ; M. l'abbé Pierre Flament (ex-*P. G.*) ; M. d'Hoop, agrégé d'histoire (ex-*P. G.*) ; M. Lacour, archiviste en chef du Rhône (ex-*P. G.*) ; M. Lamotte, du Ministère des Anciens Combattants ; Mlle Libert, du Ministère du Travail ; M. Mérillon, ministre plénipotentiaire, représentant la Croix-Rouge française ; colonel Madelin, du Service historique de l'Armée (ex-*P. G.*) ; M. Moret-Bailly, agrégé de l'Université (ex-*P. G.*) ; M. Silbert, agrégé de l'Université (ex-*P. G.*) ; M. Voisin, adjoint au directeur de l'Enseignement du second degré (ex-*P. G.*).

Bureau de la Commission : Président : M. F. Braudel. — Vice-Présidents : général Lestien, M. Mattei. — Secrétaire général : M. Henri Michel. — Secrétaire général adjoint : M. F. Boudot.

(1) Cf. F. Boudot, *Aspects de l'histoire de la captivité, 1939-1945*, in *Actualité de l'Histoire* (janvier 1955), bulletin de l' « *Institut français d'histoire sociale* ».

Grâce à ceux d'entre eux qui ont vécu parmi les Allemands, la petite histoire de la captivité rejoint la grande histoire de la guerre. Ils ont travaillé, ils ont joué un rôle dans l'économie de guerre allemande ; ils ont été en relations plus ou moins suivies avec l'armée allemande, les nazis et l'ensemble des civils allemands ; il leur a été donné parfois de suivre l'évolution de l'opinion publique allemande ; ils ont assisté à la grande débâcle de 1945, à l'arrivée des armées alliées à l'ouest ou à l'est, vécu les premières heures de l'occupation de l'Allemagne. Quelques-uns ont eu une vue panoramique de ces événements, quand ils ont été amenés, hommes de confiance de stalags, acteurs de troupes de théâtre ou détenus de camps en exode devant l'avance russe, à parcourir de grandes étendues du territoire du Reich. Par eux peuvent être approchés d'autres sujets d'études que celui de la captivité : ils ont souvent connu des requis du service du travail obligatoire et parfois approché des camps de concentration.

Revers de la question : mêlés à la vie allemande, ces hommes manquaient à la France. Leur absence se faisait cruellement sentir dans les foyers, dans l'économie du pays. Leur nombre — et celui de leurs proches qui plaçaient le sort des captifs au premier rang des préoccupations nationales — ne pouvait pas ne pas influencer la politique de l'*État Français*. Le problème des prisonniers de guerre a été évoqué à tous les moments des rapports franco-allemands ; il a suscité la création d'une ambassade, la *mission Scapini* ; il a été posé brutalement par la *relève* ; comme les autres Français, mais dans des conditions très particulières, les prisonniers de guerre ont connu les incertitudes et les discussions provoquées par la politique de collaboration, la *Révolution nationale* et le *pétinisme*, la *Résistance* et le *gaullisme*.

Une société temporaire, mais originale ; des problèmes de la politique française et de la vie allemande pendant la guerre, tels étaient les sujets que devait se proposer d'étudier la *Commission d'Histoire de la Captivité*.

* * *

De quels matériaux pouvait-elle disposer pour cela? C'est à l'inventaire des archives existantes que furent consacrées les premières réunions. Il fut très vite évident que, contrairement à ses devancières, qui, tant sur la Résistance que sur la Déportation, avaient dû rassembler et presque secréter leur propre documentation, la *Commission d'Histoire de la Déportation*, à condition que fussent résolus les problèmes posés par leur éventuelle utilisation, pourrait disposer de fonds très abondants détenus par diverses administrations.

Contrairement à ce qu'on aurait pu croire, le *Ministère du Travail* ne détenait pas grand'chose, ayant effectué des versements aux *Archives nationales*. De même, la *Haute-Cour de Justice* ne possédait que des

dossiers assez minces de quelques *Commissaires aux Prisonniers* des gouvernements de Vichy ; elle s'était dessaisie de toutes les pièces concernant Scapini au profit de la *Cour de Justice* dont celui-ci avait relevé.

Le *Ministère de la Justice* se révélait plus riche, mais, en application de la loi, tous les dossiers des affaires couvertes par la loi d'amnistie sont incommunicables et ne peuvent pas être consultés. Toutefois, la Commission étant moins intéressée par les procédures pénales et leurs résultats que par les documents rassemblés à leur intention, et ces documents ayant fait l'objet d'une publicité au cours des audiences, leur utilisation partielle pouvait être envisagée. En dépit de ces limitations, qui doivent normalement s'atténuer avec le temps, un travail très intéressant peut être envisagé dans le domaine judiciaire, sur lequel M. Reulos a donné quelques indications à la Commission : il s'agit des mesures législatives et réglementaires prises en faveur des prisonniers de guerre, au sujet, par exemple, de l'autorisation maritale, du statut de la femme mariée, du désavœu de paternité, etc... Des thèses de droit soutenues pendant l'occupation sous des titres en apparence très éloignés de la captivité de guerre contiennent ainsi quelques chapitres concernant celle-ci.

Le *Service historique de l'Armée* détient des archives provenant du *Secrétariat d'État à la Guerre* des gouvernements de Vichy ; la plus grande partie concerne l'organisation et le fonctionnement des services des prisonniers en France : libération, démobilisation, secours aux familles de prisonniers, avancement, etc... Quelques dossiers sont relatifs à l'organisation des relations entre la France et les camps : ravitaillement, envois de colis, relève de médecins, etc... Enfin, des rapports émanant de la *mission Scapini* relatent plus directement la situation et la vie des prisonniers dans les camps. Tous ces documents peuvent permettre d'utiles recoupements, bien que leur utilisation soit subordonnée à une autorisation ministérielle.

La *Croix-Rouge Internationale*, de par l'application de la *convention de Genève*, possède, évidemment, une très abondante documentation, relative surtout à la correspondance des *P. G.* et à leurs changements de stalags et de kommandos ; elle consiste surtout en fiches individuelles pour lesquelles, étant donné leur nombre très élevé, il ne pouvait être question de dresser un inventaire ; beaucoup de ces fiches ont été établies pour des prisonniers allemands, très peu pour des prisonniers russes, l'U. R. S. S. n'étant pas partie à la convention de 1929 ; en totalisant les fiches, la *Croix-Rouge Internationale* est en mesure d'indiquer les effectifs dont elle a eu à s'occuper, ce qui peut être très utile pour l'établissement de statistiques. Il a été convenu que, par l'intermédiaire de sa délégation en France, la *Croix-Rouge Internationale* répondrait aux demandes de renseignements et de précisions que la Commission lui adresserait.

A la suite des renseignements ainsi recueillis, il s'avérait que les

sources les plus abondantes étaient détenues par les *Archives Nationales* et par le *Ministère des Anciens Combattants.*

Bien que le classement ne fût pas achevé et qu'il n'existât pas encore de répertoire définitif, Mlle Chabord put apporter à la Commission des indications détaillées et précises sur le fonds entreposé aux *Archives Nationales*, qui totalise environ neuf tonnes. Il émane de divers services du gouvernement de Vichy : *Service diplomatique des Prisonniers de Guerre* à Vichy et à Paris, *Commissariat aux Prisonniers de Guerre rapatriés* à Vichy, *Ministère des Prisonniers* et missions de rapatriement à la Libération, *Forces Françaises Libres* et évadés de Suisse, *Commissariat d'Action sociale* pour les Français travaillant en Allemagne.

Un classement a pu être effectué pour le fonds Scapini par les soins de M. Cézard, pour les principaux services de la mission, à savoir : le bureau d'étude, le bureau des libérations et des congés de captivité, le bureau de la correspondance avec les hommes de confiance, l'inspection des camps, les affaires judiciaires, le secrétariat du Cabinet, la délégation à Berlin.

Dès maintenant, il est certain que des pièces très intéressantes figurent dans la masse de la documentation : deux recueils d'extraits de lettres tirés par la censure de Vichy de la correspondance échangée entre les prisonniers de guerre et leurs familles, donnant des aperçus sur l'état d'esprit des uns et des autres ; comptes rendus d'inspections dans les camps, poursuites judiciaires intentées à des *P. G.*, demandes de rapatriement et certificats médicaux, courrier échangé avec la Croix-Rouge et avec l'*Oberkommando de la Wehrmacht*, etc...

Le *Ministère des Anciens Combattants* possède, selon le rapport que M. Lamotte fit à la Commission, essentiellement des papiers concernant les prisonniers à titre individuel ; un fichier établi par la *Wehrmacht-Aufkunstelle* comprend des fiches signalétiques de prisonniers (11 M3), des relevés de comptes de salaires et de soldes (7 M3), des mentions d'affectations dans les kommandos.

D'autre part, des listes de recensement, établies par les autorités allemandes dans les camps, mentionnent : la date de capture, l'état civil, le matricule de recrutement, le matricule de captivité, le camp et les transferts.

Un autre fichier allemand établi par les autorités d'occupation en France donne des indications sur les conditions de libération, les rapatriements sanitaires et parfois les évasions (10 M3). De leur côté, les autorités françaises, plus particulièrement la Gendarmerie, ont dressé des listes de prisonniers de guerre rapatriés avant et après 1945.

Grâce à cette abondante documentation de première main, les Services du Ministère des Anciens Combattants ont pu constituer : un fichier national des prisonniers de guerre de 2.400.000 fiches environ, un fichier mécanographique des mouvements de fonds (14.000.000 de mandats correspondant à 11 milliards de francs de 1940), les fiches médi-

cales de rapatriement ; les listes des « camps de passages » et des camps en Allemagne avec le relevé des hommes de confiance, des médecins et des prisonniers décédés ; des dossiers individuels des prisonniers de guerre ou disparus des *Forces Françaises Libres* en Afrique, etc...

* * *

Ce premier recensement, si incomplet fût-il, a commandé les premiers travaux de la Commission. Pour commencer d'importantes recherches à caractère historique, il convenait d'attendre que le classement des fonds fût achevé et que fussent réglées les formalités pour leur exploitation, en application de la réglementation en vigueur. En attendant, la Commission a fait porter ses efforts sur cinq points principaux : rassemblement de la documentation non encore récupérée par un service officiel, établissement d'une bibliographie, enquête orale auprès des prisonniers, élaboration d'études partielles, préparation d'une exposition.

Au cours d'une réunion, M. P. Renouvin avait soulevé la question de la nécessaire récupération d'archives allemandes ; il est certain que des firmes comme Krupp, qui ont employé de la main-d'œuvre de stalags, pourraient fournir, si leurs archives étaient retrouvées, des indications très utiles. Aussi bien, la mission française qui microfilme aux États-Unis les archives d'origine allemande concernant la France pendant la guerre a-t-elle reçu des instructions pour attacher une particulière attention aux dossiers concernant la captivité de guerre.

D'autre part, certaines amicales et un grand nombre de *P. G.* possèdent une documentation non dénuée d'intérêt. L'amicale d'un oflag a conservé intégralement la correspondance reçue au camp à partir du moment où a commencé le rapatriement des « sanitaires », ainsi que les récits et études rédigés en 1941 et 1942 pour un *livre-souvenir* de la captivité qui n'a pas vu le jour. Des hommes de confiance ont gardé des rapports qu'ils avaient établis ; quant aux *P. G.*, ils ont ramené des collections de photographies ; elles représentent le plus souvent des groupes de camarades ou les endroits où ils ont vécu, mais aussi des représentations théâtrales, la messe, des enterrements, le camp et les kommandos, le sport, les orchestres, etc...

Pour entrer en possession des plus intéressantes de ces photographies, il fallait toucher les *P. G.* individuellement. Ce fut possible à l'occasion de l'envoi de questionnaires et de la collecte de témoignages, nécessités par l'enquête décidée par la Commission, en s'inspirant des expériences précédentes sur la résistance et sur la déportation. Toutefois, le grand nombre des témoins, la monotonie vraisemblable de la plupart des déclarations, imposaient quelques précautions. Il ne pouvait être question d'interroger tout le monde, ni d'accumuler des témoignages-fleuves plus

ou moins uniformes et remplis d'anecdotes parfois dénuées de signification historique.

La rédaction du questionnaire fut effectuée avec beaucoup de minutie. Des formulaires spéciaux établis : pour les stalags (M. Boudot), les oflags (M. Lacour), les aspirants (M. Silbert) et les Alsaciens-Lorrains (MM. Bopp et Sigmann) furent mis au point au cours de plusieurs réunions de la Commission ; leur expédition fut annoncée dans leurs bulletins par les amicales des camps, dont les dirigeants firent toujours preuve de beaucoup de compréhension.

Les méthodes les plus diverses furent utilisées. A Paris, M. d'Hoop interrogea lui-même un certain nombre d'anciens des oflags ; après qu'eut été envoyé au témoin un questionnaire pour lui donner une idée à la fois large et précise de ce qu'on attendait de lui, ses déclarations étaient recueillies au cours d'une conversation permettant d'obtenir les réponses sur les points pour lesquels l'expérience du prisonnier laissait attendre les renseignements les plus intéressants. Cette méthode permet une sélection des témoins et une progression de l'enquête, à la fois en largeur et en profondeur, qui la rendent proprement inégalable.

Mais elle ne permet que de toucher des Parisiens. Dans l'enquête effectuée pour son propre stalag, dont il avait été homme de confiance, M. Moret-Bailly s'est adressé, par lettre, à d'anciens camarades, choisis en raison de la variété et de l'intérêt de leurs expériences. M. Silbert, pour les aspirants, a dû envoyer un millier de questionnaires à tous ceux dont l'adresse avait pu être retrouvée par l'intermédiaire de l'amicale ; lourde tâche dont les résultats ne pouvaient pas ne pas être quelque peu disproportionnés avec l'effort accompli.

En province, la Commission rechercha des correspondants comme pour les enquêtes sur la résistance et sur la déportation. Mais, en la circonstance, il ne s'agissait pas de leur demander de dépouiller des documents, mais seulement de répartir les questionnaires et de recueillir les réponses (1). Par ailleurs, le cadre départemental, s'il est toujours commode, ne s'impose pas absolument pour délimiter le champ des recherches. Les premiers correspondants furent recrutés parmi ceux de la *Commission d'histoire de la Déportation.* Par la suite, on essaya de combiner la qualité d'ex-*P. G.*, et la précieuse connaissance intime du sujet qu'elle suppose, avec l'expérience des travaux historiques ; le nombre élevé d'universitaires qui ont subi la captivité facilita la prospection. Il fut bien recommandé aux correspondants de ne pas solliciter de réponse à toutes les demandes prévues au questionnaire, mais de s'attacher davantage à celles susceptibles d'amener le témoin à préciser son rôle dans la vie des camps ; on leur suggéra de sélectionner les *P. G.* ayant, à des titres divers, joué un rôle et groupé autour d'eux des cama-

(1) Notons que, dans l'Indre-et-Loire, M. Vivier a pu dépouiller aux archives un fichier de *P. G.* ayant bénéficié de la *Relève* et astreints à pointage auprès de la *Kommandantur.*

rades : hommes de confiance, naturellement, mais aussi conférenciers, artistes, acteurs, responsables de popotes, organisateurs de groupements provinciaux, religieux et politiques.

En pratique, les méthodes les plus variées furent employées. En Savoie, le général Lestien — ainsi que M. Vivier en Indre-et-Loire — s'est adressé à des prisonniers connus de lui, à qui ont été donnés des questionnaires, accompagnés d'explications écrites ou orales sur la façon de les utiliser ; la rédaction des réponses donne lieu, le cas échéant, à des demandes supplémentaires de renseignements et de précisions. En Alsace, MM. Sigmann, Mey et Bopp ont envoyé les questionnaires et attendu les réponses par l'intermédiaire et sous la caution de l'*Association des Évadés et Incorporés de force*. Dans le Nord, M. Ducroquet s'est livré à une véritable opération de ratissage ; par l'intermédiaire du Recteur, de l'Inspecteur d'Académie et des directeurs des principales administrations départementales, le questionnaire a été envoyé à tous les fonctionnaires anciens prisonniers, accompagné d'une lettre du chef de service demandant qu'il y soit répondu. Une opération analogue est en cours auprès des officiers d'activité et de réserve, avec le concours de la subdivision militaire et l'autorisation du *Ministère de la Défense Nationale* (1).

En tout, à ce jour, environ 500 témoignages ont été recueillis, de longueurs diverses et d'intérêt inégal. Parvenus à Paris, ils sont lus par les spécialistes du Secrétariat général, M. Boudot pour les stalags et M. d'Hoop pour les oflags. Des renseignements complémentaires sont ensuite demandés, s'il y a lieu. C'est toujours vers des informations précises qu'est sollicitée l'attention du témoin. A quelle date et dans quelles conditions a-t-il été transféré en Allemagne? Comment s'est opéré le premier contact avec les Allemands? A l'un qui, malade, a été libéré par les Russes et a passé plusieurs mois avec eux, on demande de développer son récit sur ce point, ainsi qu'à un autre qui a séjourné plusieurs semaines en Ukraine après sa libération. Un troisième a été compagnon des Belges ; quels étaient les rapports entre *P. G.* français et *P. G.* belges? Un inspecteur général allemand des kommandos est signalé dans un témoignage ; qu'on envoie un compte rendu fidèle de la conver-

(1) Il n'y a pas été jugé nécessaire, pour l'instant, de procéder au recrutement de correspondants pour tous les départements. Ont bien voulu apporter leur concours : *Aube* : M. Lejeune, à Montaulin ; *Creuse* : M. Sigmann, inspecteur d'Académie, à Guéret ; *Indre-et-Loire* : M. Vivier, 1, rue François-Arago, à Tours ; *Maine-et-Loire* : M. Bazin, 8, rue Descartes, à Angers ; *Haute-Marne* : M. Henriot, 24, avenue des États-Unis, à Chaumont ; *Nord* : M. Ducroquet (ex-*P. G.*), 26, rue Dupleix, à Lille ; *Pas-de-Calais* : M. Mauriange, 4, place des Quatre-Moulins, Boulogne-sur-Mer (ex-*P. G.*) ; *Hautes-Pyrénées* : M. Maumus, puis M. Cansot, 40, rue G.-Lassalle, à Bagnères-de-Bigorre ; *Bas-Rhin* : M. Sigmann, puis M. Mey, 20, rue de Vendenheim, à Schiltigheim ; *Haut-Rhin* : M. Bopp, 68, avenue de la République, à Colmar ; *Rhône* : M. Lacour (ex-*P. G.*), 4, chemin de Montauban, à Lyon ; *Haute-Saône* : M. Médard, à Aillevillers ; *Sarthe* : M. Moret-Bailly, 2, rue de l'Abbaye-Saint-Vincent, Le Mans (ex-*P. G.*) ; *Savoie* : général Lestien, 10, rue Juiverie, à Chambéry ; *Var* : M. Masson, instituteur, à Vidauban.

sation échangée avec lui. Qu'il s'agisse d'une évasion par la Hongrie, d'un séjour à Berlin au moment de la prise de la ville, du transfert d'un stalag au *K. L.* de Mauthausen, d'un séjour dans un kommando avec 300 Israélites, des réactions des Allemands et des prisonniers devant des bombardements alliés massifs, de l'effondrement moral constaté chez la plupart après leur capture, tous ces faits significatifs, et bien d'autres avec eux, reçoivent un début d'explication. Parfois, la question est d'une extrême minutie : un mât figure sur une photographie, que représente-t-il? Souvent la réponse sollicitée est délicate : quelle a été la proportion de « travailleurs volontaires » ; comment l'évadé a-t-il été accueilli à son retour en France? etc...

En même temps, une documentation extrêmement variée était collectée, dont voici un échantillonnage : renseignements sur l'activité clandestine et objets divers, rapports sur les camps (comme Rawa Ruska ou Kustrin) rédigés à la libération et portant sur le régime disciplinaire, le travail et l'alimentation ; notes de la cantine ; circulaires de doyens des camps et correspondance avec les hommes de confiance de kommandos ; collections de bulletins et de journaux, ordres des autorités allemandes de surveillance ; programmes de cours d'université, de représentations théâtrales, de concerts ; journaux personnels et agendas tenus au camp ; manuscrits de nouvelles, romans, poèmes ; extraits de lettres sélectionnés par la censure allemande ; textes de conférences, brochures de propagande allemande ou pétiniste ; fiches d'envoi de colis, cartes-réponses, marks de camps, dessins et caricatures, aquarelles ; cachets de censure, laissez-passer ; menus de « réveillon », carnets de chansons, autorisations de transport de fonds, rations alimentaires ; itinéraires suivis lors du repli ; tracts allemands et exemplaire du dernier numéro d'un journal nazi de Brunswick ; carnets de solde et bulletins de paye ; cartes sanitaires, affiches de Sauckel sur la *Relève*, photographies de *P. G.* russes victimes du typhus, album de photographies truqué, chronologies de camps, relevés très précis des bombardements subis par une ville allemande, relations d'avocats ayant défendu des *P. G.* devant des tribunaux allemands, etc...

Des témoins donnent à la Commission un exemplaire d'un livre écrit par eux et qui serait introuvable aujourd'hui, soit que l'édition soit épuisée, soit qu'il soit hors commerce. Ainsi se complète la bibliothèque de travail de la Commission ; une bibliographie exhaustive a été dressée par M. Boudot, avec le concours de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine.* Peu à peu, les ouvrages sont lus et un compte rendu critique en est rédigé, qui est publié soit dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, soit dans le *bulletin intérieur* du Comité. Par les soins de MM. Boudot, général Lestien, H. Michel et surtout de M. d'Hoop, une cinquantaine d'ouvrages ont ainsi leur fiche signalétique.

Pour faire mieux connaître ses travaux, pour augmenter sa docu-

mentation, notamment en objets fabriqués dans les camps, la Commission, selon le précédent créé pour la Résistance et la Déportation, prépare une *exposition sur la Captivité de guerre* pour le printemps de 1957. Sous le patronage de MM. les *Ministres des Anciens Combattants* et de l'*Éducation Nationale*, bénéficiant d'une aide importante du *Musée Pédagogique* et de l'*Office national des Anciens Combattants*, cette exposition a pour objet, moins de montrer des pièces rares — elles ne seront, toutefois, pas absolument absentes — que de reconstituer avec le maximum de précision et d'authenticité la vie des prisonniers de guerre. On espère pouvoir lui donner un caractère international ; beaucoup d'amicales de camps, de très nombreux prisonniers, tous les services officiels sollicités, français et étrangers, ont promis leur concours.

* * *

Ainsi, la *Commission d'Histoire de la Captivité* a commencé à travailler et à récolter. Dès maintenant, elle peut préciser les buts à poursuivre. Moins encore que pour la Résistance ou pour la Déportation, il ne saurait s'agir ici uniquement d'enquête et de rassemblement d'archives. L'un et l'autre ne se justifient que s'ils permettent de mieux comprendre et de mieux faire connaître, d'un point de vue sociologique autant qu'historique, l'ensemble des problèmes posés par la *Captivité de Guerre.* C'est dire que des études, donnant lieu ou non à publication, seront entreprises dès que possible.

Dans cet esprit, la Commission a aidé de son mieux la prochaine publication de la thèse de l'un de ses membres, M. l'abbé Flament, sur l'Oflag II B-V D ; la rédaction de ce numéro de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* répond à la même préoccupation ; les compléments d'information ou les rectifications qu'il provoquera seront les bienvenus. Il est certain qu'il n'est que l'esquisse modeste de travaux plus importants, dont on peut penser qu'ils ne tarderont guère maintenant à être entrepris et qui porteront sur les deux aspects essentiels de la captivité de guerre, considérée d'un point de vue français — premier, mais non unique point de vue : 1) *la vie des prisonniers en Allemagne* ; 2) *les problèmes soulevés en France par leur absence et par leur retour.*

Henri MICHEL.

SUR LA PSYCHOLOGIE DU PRISONNIER

THÈSE ET SOUVENIRS

La thèse de M. Jean Viau, *Psychologie du prisonnier* (1), est un travail de philosophe. « C'est... sur le terrain psychologique..., que le présent essai entend se situer, non sur le plan de l'histoire pure ou de la littérature ». Si profondément différentes que puissent être les préoccupations de l'auteur et celles d'un historien, il semble toutefois que cet ouvrage puisse rendre des services, au moins en soulevant quelques problèmes, en invitant à la discussion. La captivité, en effet, a marqué les individus qui l'ont subie autant dans leur vie psychique que dans leur état physiologique et, même si l'historien se refuse à prendre partie, par prudence ou par ignorance, dans les controverses doctrinales des philosophes, la description des faits observables, les hypothèses explicatives lui apportent une nourriture qu'il n'a pas le droit de négliger. Et cela d'autant que les *travaux* entrepris sur l'histoire de la captivité sont encore trop peu nombreux. Sans doute les résultats obtenus par les recherches de la psychologie doivent-ils être accueillis avec une particulière prudence, puisque, si cette science utilise des éléments que l'historien connaît bien : « observation externe, enquête, statistiques et documents variés », elle y ajoute « l'observation interne ou introspection (qui) reste, en dépit des attaques, (sa) ressource fondamentale ». Donc, ce qui aux yeux du psychologue apparaît comme un *moyen de démonstration* ne peut être retenu par l'historien que comme un *témoignage* dont la valeur doit être éprouvée.

La documentation de l'ouvrage comprend trois éléments essentiels. En premier lieu, une expérience personnelle de la captivité, dont les aspects correspondent dans leurs grandes lignes à ceux que beaucoup d'autres prisonniers ont connus. Du 14 mai 1940 au 13 février 1945, l'auteur, au hasard d'affectations diverses, a vécu dans des milieux différents qui ont pu lui fournir une large ouverture sur les problèmes humains de la captivité. Il ne semble cependant pas avoir été étroitement en contact avec les prisonniers d'autres nationalités que française et c'est, avant tout, du comportement psychologique de nos compatriotes qu'il est question, ce qui limite les observations. Ajoutons — et ceci a une importance considérable pour apprécier l'intérêt de son livre et certaines de ses préoccupations — que M. J. Viau est prêtre : « son caractère sacerdotal lui attirait des confidences intimes, dont l'intérêt psychologique est indéniable », qu'il fût aumônier, « il avait l'occasion de visiter les camps environnants les dimanches et jours de fête ». S'il est certain que ces fonctions lui ont permis de recueillir l'expression de sentiments que les hommes ne révèlent point facilement et dont les formes deviennent alors infiniment précieuses pour comprendre le comportement des individus, nous aurions aimé savoir si ces confidences ont été assez nombreuses pour ne pas spé-

(1) Jean Viau, *Psychologie du prisonnier*, thèse de doctorat ès lettres, Paris, 1948, dactylographiée, 366 p.

culer sur quelques cas particuliers et si elles ont été obtenues durant toute la captivité et non pas au cours de brèves périodes d'inquiétude religieuse, qui apparaîtraient alors comme des accidents. Nous aurons d'ailleurs à nous demander plus bas si l'architecture même du livre ne se ressent pas de la qualité de prêtre de l'auteur.

La seconde source de documents a été obtenue grâce à des recherches statistiques sur certains camps, et particulièrement sur celui de Fort Rauch, à Poznan, ainsi que par une enquête que l'auteur semble avoir poursuivie assez longtemps et dans divers kommandos. Nous connaissons alors, pour un millier de prisonniers, la répartition des classes d'âge, les professions civiles, les lieux d'origine ou de résidence, l'état familial. L'enquête, sous forme de questionnaire, composé de vingt *questions ouvertes*, pour reprendre ici l'expression des spécialistes des études d'opinions, cherchait à obtenir une description de l'*état* psychologique du prisonnier. Elle invitait à réfléchir sur des problèmes variés, et il était légitime d'espérer recueillir, de cette façon, un important matériel d'étude. Ce questionnaire, toutefois, ne saurait être accepté sans quelques réserves. Ne faut-il pas, en effet, constater que par leur nature et par l'ordre dans lequel elles sont posées, les questions provoquent un légitime étonnement? Elles concernent la faim et ses conséquences physiques et morales, le tabac, la peur, l'avarice, les réactions au moment de la capture, la mémoire, les rêves et leurs formes, le jeu, la conscience du temps, la lecture, les fausses nouvelles, la musique, les sentiments familiaux, l'égoïsme, les préoccupations professionnelles, le sens de la solidarité. Dans ce désordre, on peut sans doute distinguer une progression logique, puisque les premières s'attachent à reconnaître les traits psychologiques qui découlent avant tout des réactions physiques, d'autres permettent de souligner les réactions mentales individuelles, et les dernières, enfin, étudient certains aspects de la psychologie collective. Mais elles sont souvent rédigées de telle façon qu'elles n'invitent pas seulement à décrire l'état psychologique, mais à proposer des explications, à formuler des jugements, à mêler ainsi ce qui devait être soigneusement distingué : le document psychologique et la construction plus ou moins rationnelle. Nous citerons, par exemple : « 1° Quelles douleurs vous a fait éprouver la faim? *Comment le moral peut-il se sentir de cette influence?* 4° Quels traits d'avarice avez-vous observés jusque dans le dénuement? *Comment est-il possible d'en venir à de telles extrémités?* ». Certaines imposaient un effort, soit de réflexion, soit de mémoire, dont on peut douter qu'il ait été facile à obtenir : « 16° Quel rang occupe dans vos souffrances la privation de la liberté physique? Quel est, pour la liberté morale, le contre-coup de la captivité? 18° Quel est, comparé au premier jour, votre état d'esprit par rapport à la captivité? Quels sont les facteurs de cette évolution? » Ainsi rédigée, « cette enquête s'adressait à des gens réfléchis, la plupart cultivés, par exemple, des instituteurs... En fait, le nombre des participants fut infime en proportion des démarches tentées et des promesses reçues ». Les références infra-paginales à cette enquête montrent que l'auteur n'a pas obtenu les résultats qu'il escomptait. S'il estime que « la qualité remplaçait la quantité », constatons que l'échantillonnage atteint était non seulement insuffisant, mais surtout sans *signification réelle*, puisque lui échappaient tous ceux qui n'étaient pas « réfléchis » ou « cultivés », c'est-à-dire une importante partie des prisonniers. Il reste donc que cette seconde source de renseignements se réduit, à peu de choses près, aux observations personnelles de l'auteur.

Un troisième élément intervient, la documentation imprimée. Nous ne tiendrons pas compte ici des ouvrages proprement psychologiques ou philosophiques. Quelques rares livres sur la captivité sont indiqués en note, ce qui s'explique, pour partie, par la date de rédaction du travail, encore qu'une recherche plus attentive eût permis d'utiles rapprochements. L'auteur a essen-

tiellement tiré ses références du *Trait d'Union*, « journal édité spécialement à l'usage des prisonniers, imprimé et en partie rédigé par eux. La part de leur correspondance y devint, d'ailleurs, de plus en plus prépondérante. Les nouvelles étaient intéressantes, elles aussi, par les réactions qu'elles provoquaient chez les lecteurs. Sans doute, il importe de préciser une fois pour toutes que les informations parues dans cette feuille étaient bien souvent sujettes à caution : soutenue par les Allemands, elle avait manifestement, malgré ses dénégations, un but de propagande, beaucoup d'articles étaient fort tendancieux, et bien des opinions n'avaient pas la liberté de s'y exprimer ». Dans le cours de son ouvrage, l'auteur marque l'orientation des commentaires de cette feuille, il reste cependant que « l'ensemble de la collection possède une importante valeur révélatrice en ce qui concerne la mentalité des prisonniers (...), il suffit d'avoir été duement averti pour n'être pas dupe de procédés et d'artifices d'ailleurs assez grossièrement dissimulés ». Et il ajoute : « il reste, malgré tout, de nombreux exposés sur des sujets neutres, tels que les questions artistiques où le travestissement n'est pas à redouter et que le psychologue peut exploiter sans réticence ».

Nous n'en sommes pas convaincu. Qui écrivait dans le *Trait d'Union*? Tous ceux qui y ont publié des articles n'ont point été nécessairement des collaborateurs, au sens péjoratif du terme. D'aucuns même ont pu avoir la surprise de lire leur prose ou leurs vers, puisque des textes parus dans les journaux de camp y ont été reproduits sans l'aveu de leurs auteurs. Mais personne ne pouvait se faire d'illusion sur l'esprit du journal. Pour la satisfaction d'y voir imprimer ses phrases et ses rimes, il fallait accepter de se compromettre en voisinage douteux. La médiocrité littéraire ou intellectuelle des articles qui y furent publiés montre que, dans une très large mesure, *le Trait d'Union* a été l'organe de pro-allemands, de traîtres, de ratés et d'aigris, et le témoignage qu'il apporte ne révèle pas la mentalité *du* prisonnier, mais de *certains* prisonniers. M. Viau aurait-il limité ses choix à ce qu'il appelle les sujets neutres, sa récolte eût été d'une totale indigence. Il ne s'est pas tenu là et semble avoir fait alors bon marché d'une critique indispensable. On en jugera en constatant, par exemple, que les pages qu'il consacre aux réflexions des prisonniers sur l'avenir de la France reprennent exclusivement les thèmes développés dans le *Trait d'Union* : élimination des *responsables* de la guerre, importance du paysan, rôle de la jeunesse, nécessité d'une discipline, d'une élite, d'un chef responsable, développement de l'artisanat, propos où l'on reconnaîtra la marque des propagandes parallèles du national-socialisme et du régime de Vichy. Un bref commentaire de l'auteur accompagne ces citations : « Même si certaines formules demeurent ambiguës, il faut savoir les interpréter : car plusieurs prisonniers, qui, mal éclairés, pensent et jugent parfois d'une façon assez erronée les événements de France, ne désirent au fond que le vrai bonheur de celle-ci et sont tout prêts à se rendre à l'évidence, quands ils auront retrouvé la lumière ». C'est une interprétation pour le moins indulgente, mais surtout c'est ne pas tenir compte d'autres opinions et expliquer par le seul amour de la patrie ce qui relève vraisemblablement de motivations partisanes.

La documentation extraite du *Trait d'Union* risque donc d'orienter la discussion en dessinant de la psychologie des prisonniers une image qui ne saurait être acceptée comme révélatrice d'un comportement général. Elle est peut-être même inutilisable, puisque nous ne disposons d'aucun moyen pour atteindre la personnalité des auteurs et que l'on ne saurait, en bonne logique, ni être assuré de la sincérité des textes ni juger des mobiles exacts qui en ont teinté la rédaction et sans lesquels leur interprétation demeure incertaine. Quelques lignes sur le bon usage de la réflexion par les prisonniers marqueront les défaillances d'une telle méthode : « ... le prisonnier qui concentre son attention sur sa propre conscience se découvre lui-même pour ainsi dire à nouveau ;

en face de ses camarades et de ses geôliers, sa propre personnalité lui apparaît plus nette et mieux caractérisée... ». La réflexion du prisonnier détruit les *idées fausses* : « Le bandeau que nous avions devant les yeux est bien tombé. » Elle le remplace par des *idées justes* : « Où donc trouver cette lumière? Mais en nous ! Que la pratique de la réflexion pour ceux qui sont portés au raisonnement, par la méditation et le recueillement pour ceux qui sentent plus qu'ils ne pensent. » La réflexion assainit encore le jugement : « Notre captivité en Allemagne n'aura pas été inutile. Nous en reviendrons avec un *jugement assaini* par de longues réflexions et avec des idées neuves. » N'insistons pas sur l'affirmation que la réflexion permet de se découvrir à nouveau, ce qui est une bien plate évidence et n'épuise pas le problème, car la réflexion peut aussi amener une *transformation* profonde de la personnalité et l'on serait curieux de connaître la démarche réelle d'une semblable évolution ; il est préférable de marquer l'ambiguïté des mots que nous avons soulignés dans le passage précédent : idées fausses, idées justes, jugement assaini, inspirés par des extraits du *Trait d'Union* qui, replacés dans leur contexte, apparaissent comme des appels à la collaboration ou une approbation de la politique pétiniste. Pour être acceptable, une démonstration fondée sur l'analyse des textes de ce journal se devait donc d'en montrer d'abord la valeur *représentative*.

Les lacunes, les imprécisions de la documentation réduisent donc cet ouvrage à n'être qu'un témoignage et une tentative d'explication dont il reste à mesurer l'intérêt. Les réserves, en effet, que nous venons de faire ne contestent que l'ambition de l'auteur d'atteindre et d'éclairer la psychologie *du* prisonnier ; dans de plus étroites limites, ses observations méritent *a priori* l'attention et ne peuvent être écartées sans examen.

Dans un premier chapitre, M. Viau dégage l'originalité de la vie des camps et des kommandos. Elle se caractérise essentiellement par la contrainte, « manque d'espace et de mouvement, d'abri et de chauffage, d'air et de lumière, d'habillement, de nourriture et de boisson, de tabac, d'occupation adaptée, de sommeil et de repos, d'hygiène et de propreté, de soin et de santé, de sensation agréables, d'épanouissement intellectuel et sentimental, économique, social et religieux, violences enfin, qui vont des coups jusqu'à l'assassinat ». La description est assez vigoureuse et complète. C'est le *Catalogue* désormais bien connu par tous les récits d'anciens prisonniers et les témoignages que la Commission d'Histoire de la Captivité a déjà recueillis.

Ne faudrait-il cependant pas y introduire quelques nuances? Tous les camps et kommandos n'ont pas nécessairement cumulé toutes ces misères. Si l'on peut retrouver partout des éléments communs, dont il faudrait préciser la nature, il a existé, selon les moments et les lieux, des différences sensibles. Les conditions de vie dans le « bon petit kommando », dans la ferme isolée, dans les baraques surchargées, ont créé des climats divers et changeants dont les incidences psychologiques sont sans doute subtiles, mais capitales. Il est trop rapide d'écrire alors : « Il s'agit d'étudier maintenant l'attitude du prisonnier placé dans ces conditions, pour voir dans quelle mesure il s'abandonne à la passivité ou réagit au contraire avec toute son énergie ».

L'exposé de M. Viau se présente sous la forme d'un diptyque aux volets d'inégales dimensions. Un seul chapitre lui suffit pour décrire cette passivité : « Le manque de courage et l'absence d'énergie constatée dans l'hygiène et dans la tenue, dans la conscience et dans la mémoire, dans les rêveries de l'imagination et dans les rêves, dans la peur et dans les autres émotions, dans la passion du jeu et de l'argent, dans l'orgueil et dans la jalousie, dans la médiocrité intellectuelle et dans la suggestibilité, dans le caractère et dans la volonté, dans la moralité, dans le cafard et dans le suicide, semblent bien la pente la plus naturelle de notre faible nature devant une épreuve qui la surprend par sa brusquerie et la dépasse par ses propositions ». Les chapitres qui suivent,

et forment les deux tiers du volume, sont « la description des efforts accomplis par les Français en captivité pour dominer leur destin », étapes du progrès psychologique. Des réactions individuelles apparaissent, dont les formes sont de natures diverses : le sport, la propreté vestimentaire ou morale, les actions matérielles, les préoccuparions intellectuelles ou artistiques, jeux qui exigent l'attention et la réflexion, conférences et cours, théâtre et poésie. Les tempéraments, les habitudes contractées dans la vie civile, la marque d'un métier, le milieu même du kommando ou du camp peuvent favoriser ce réveil de la volonté, cette réapparition de la dignité humaine, mais seules les qualités individuelles, l'initiative et un certain idéal de vie permettent d'atteindre un équilibre nouveau et, au milieu de barbelés, de donner à l'individu la véritable liberté, laquelle est réalisation de la personne humaine. L'observation psychologique — description des faits et tentative d'explication — se mêle donc étroitement à une conception de la nature de l'homme et de ses devoirs, dont nous ne contesterons pas l'évidente valeur morale, mais qui aboutit à une reconstitution idéale de la mentalité du prisonnier. Sur le plan où se place M. Viau, la tentative était légitime. Ses préoccupations morales et religieuses l'inclinaient nécessairement vers de telles conclusions qui apparaîtront à d'aucuns comme des jugements de valeur, mais qui ne ressortissent nullement de la critique historique.

Celle-ci toutefois conserve ses droits sur chacun des éléments utilisés, matériaux dont nous avons un urgent besoin. Même s'ils nous apparaissent parfois de solidité douteuse, il faut savoir gré à M. Viau de les avoir recueillis, car ils nous permettront de mieux préciser les directions des recherches utiles.

Pour de nombreux prisonniers, la captivité fut de près de cinq ans. Espace de temps suffisamment long pour qu'on puisse tenir cette durée comme un facteur de poids dans l'évolution des caractères et des situations. Il ne semble pas que l'auteur ait eu beaucoup de réponses à une des plus pertinentes questions de son enquête : « 1° A quelle vitesse le temps vous semble-t-il s'écouler? notre incertitude quant à la date de la libération influe-t-elle sur cette impression? » mais, parce qu'il a, selon ses propres termes, pu durant le long exil étudier, « comme dans une psychologie génétique, l'évolution psychologique du prisonnier », on s'étonne qu'il n'ait pas plus rigoureusement tenu compte de la chronologie. Des exemples, des observations non datées sont inutilisables. Dans les pages qu'il consacre à l'influence de la faim, il marque « la période de privation des premiers temps », à laquelle succède un temps de ravitaillement plus normal, soit parce que le prisonnier reçoit une ration moins mal équilibrée, soit parce qu'il possède des « moyens de compensation » : colis familiaux, suppléments de *schwer-arbeiter*, dons de la Croix-Rouge, soit parce qu'il améliore son repas par l'échange ou le vol. C'est singulièrement simplifier la question, oublier que beaucoup de prisonniers ont connu dans les derniers mois de leur captivité une période d'abstinence tragique et que nombreux sont ceux qui, par suite des changements de kommandos. ont vu, au hasard d'une nouvelle affectation, leur régime alimentaire profondément modifié. Or le souvenir s'ajoute aux souffrances présentes. Nous pensons que, dans le seul domaine de la psychologie, la répétition n'est pas indifférente, qu'elle facilite une réadaptation ou qu'elle rende plus pénible une situation retrouvée. La construction schématique à laquelle aboutit M. Viau ne saurait donc nous satisfaire. Il se peut que, sur le plan de la morale, la vie d'un prisonnier n'ait été digne qu'autant qu'il a pu surmonter la passivité et les contraintes extérieures, c'est une toute autre chose que l'historien doit atteindre : *le rythme réel de cette existence.* Il ne s'agit pas pour nous d'émettre des jugements de valeur, mais de décrire et d'expliquer, c'est-à-dire de comprendre, ce à quoi ne suffisent pas quelques pages sur l'adaptation à la vie de captivité.

Or, un des faits essentiels est que le prisonnier n'est jamais seul. Au camp,

au kommando, au travail, la solitude est exceptionnelle. Même enfermé dans une cellule de prison, le captif sent directement la présence *des autres*. La société des prisonniers français de 1940 est un phénomène sociologique original et qui noue entre ses membres, malgré leur diversité, des liens puissants. Il faut aller plus loin et rechercher les contacts avec l'armée allemande et la population civile. La psychologie civile éclaire le comportement du prisonnier et l'étude des groupes, popote, chambre, baraque, kommandos, équipe de travail, apparaîtra comme aussi légitime que celle des individus. Le travail de M. Viau ne nous est ici que d'une aide médiocre. Le rôle qu'il donne à l'initiative individuelle et à l'idéal l'amène à considérer que la pression du milieu social est d'une qualité inférieure que précise bien le mot *d'entraînement* qu'il emploie. Il n'en demeure pas moins que c'est sous cet aspect collectif que l'historien a le plus de chance d'atteindre la réalité et la vie de captivité.

Nous sommes ainsi amené à juger très sévèrement la tentative de l'auteur. Il se peut que la psychologie classique trouve dans son ouvrage de quoi la satisfaire, l'histoire est plus réticente. Mais le problème est posé. L'étude du comportement psychologique des prisonniers doit être entreprise et nous voyons mieux les écueils ainsi que les matériaux nécessaires. Ce n'est pas par une référence à une conception idéale de la nature humaine que nous y arriverons, c'est en repérant, dans le temps et dans l'espace, les formes variées, les types originaux, communs ou aberrants, c'est en recomposant les conditions totales de l'existence des prisonniers.

* * *

La bibliographie de la captivité a déjà retenu plusieurs centaines de titres d'ouvrages qui racontent des aventures individuelles. Pittoresques ou émouvants, âpres ou gouailleurs, ils forment un genre littéraire parfois décevant.

Toutefois dans la masse des souvenirs écrits par des anciens prisonniers, le livre de M. Perret se détache par une originalité assez grande pour qu'une analyse de cet ouvrage cherche à en apprécier les qualités et à en déterminer la valeur documentaire. L'auteur est un écrivain. Il possède un style dru et nerveux, une langue riche qui utilise avec autant de bonheur l'expression classique et la formule truculente. *Le Caporal Epinglé* (1) se lit sans ennui. Les personnages ont leur relief et leur densité, 500 pages nous en décrivent les gestes, les propos. D'un bout à l'autre la vie circule, les scènes se voient. Le lecteur devient témoin. Nuit dans un wagon au cours du transfert en Allemagne : « Il se produisait... qu'on dormît ou non, un relâchement général, un obscur et flasque grouillement de corps avachis, secoués et bousculés, emmêlés au gré des courbatures et des virages. Pater ronfle, le nez dans ma braguette, une cuisse roule sur mon tibia, un genou me fouille le ventre et ma tête dodeline sur une musette pleine de linge abject ». Chambres d'un grand kommando, dont chacune possède un climat particulier : « Il est certain, par exemple, que telle piaule me paraît baignée de lueur blafarde avec je ne sais quoi de futile dans l'air (...). Telle autre est brillamment éclairée (lampe de 300 bougies fauchée au kommando) est habitée par une population industrieuse et maniaque (...) Dans certaines chambres essentiellement commerçantes, on est sûr de trouver le courtier qui se chargera de négocier à l'extérieur une chemise, une montre, un stylo ; c'est là que s'élabore le cours du mark de camp par rapport au mark civil et que s'annoncent les vastes trafics qui, plus tard, se chiffreront par millions à travers les stalags (...) D'autres chambres sont studieuses comme des bibliothèques municipales et d'autres s'adonnent à la cuisine ou

(1) Jacques Perret, *Le Caporal Épinglé*, Paris, 1947, 499 p.

s'avachissent dans une somnolence épaisse ». Départ au travail dans la pluie, lorsque s'additionnent les tristesses de la nature et celles du cœur : « Sur la zone que nous traversons en cortège débandé, il pleut tous les matins. Je crois qu'il y pleut tous les matins depuis des siècles ; séduit par ces lieux, un pan de déluge s'attarde encore dans le ciel. Flic, floc, dérapage, glissade et faux pas, les hommes kaki passent sur la lande spongieuse et bouleversée... ». Silhouettes d'évadés, vêtus de pièces disparates : « Pantalon bleu à pont bien soutenu et comme gonflé par le froc militaire qui le rembourrait par dedans, courte veste noire étroitement boutonnée sur un avantageux matelas de sous-vêtements invisibles et présumés hétéroclites, casquette isabelle de haut style mouffleto-gobelinant. J'ajoute qu'à l'extrémité de mes poignets nus, (...) se balançaient deux mouffles en peau de mouton (...). A ma droite trottait le petit Théron perdu dans ses loques. Pantalon à raies trois fois roulé, sur ses chaussures pointues, protubérant du genou et consolidé du fond par une pièce carrée de tissu chiné. Veste ample à hauts revers de manches et décolletée sur un chandail vieux vert. Casquette sombre, à ce point tutélaire qu'elle abritait les oreilles jusqu'aux lobes ». Ultime angoisse lors de l'évasion enfin réussie : « Cramponné aux barres de frein, tirant dessus à pleins biceps, je collai au plancher comme une tique sous un ventre (...) et chaque fois que je me sentais faiblir, la vue des semelles qui ralentissaient devant moi me ressoudait au plancher ».

Une telle qualité d'écriture ne risque-t-elle pas de désarmer le lecteur et de lui faire accepter aussi bien l'épisode vécu que le morceau d'imagination? Au cours de sa captivité, M. Jacques Perret n'a point tenu de journal. Ses souvenirs, écrits en 1943-1944, aussitôt son retour en France, ne souffrent pas sans doute de la déformation que le temps impose à toutes les mémoires, mais leur intérêt dépend étroitement des circonstances de la captivité qu'il a connues et de la personnalité de l'auteur.

Prisonnier en juin 1940, M. Perret s'est évadé au moment même où le général Giraud s'échappait d'Allemagne. D'abord parqué avec des milliers d'autres soldats dans un pré du château de Vaucouleurs, il séjourne quelque temps à Lérouville avant de partir pour l'Allemagne. Immatriculé au Stalag III A à Lückenwalde, il est ensuite pris en charge par le Stalag III D et travaille dans divers kommandos de la région berlinoise. En France, il a fait une première tentative d'évasion, « un coup idiot » qui échoue. Par deux fois, il tente à nouveau sa chance, le premier essai le mène à Herbesthal, mais une indiscrète vérification le met entre les mains de la police, le second se termine mal, puisqu'il est reconnu dans le train par l'interprète qui avait assisté à l'interrogatoire lors de sa précédente évasion. A peine a-t-il fini la punition que les Allemands lui ont infligée, qu'il s'échappe avec quelques amis. La complicité audacieuse d'un ménage de travailleurs civils l'aide à forcer la chance.

Il y a donc deux éléments essentiels dans ce récit : la vie quotidienne dans les camps et les kommandos, les aventures exceptionnelles des évasions. Sur l'un et l'autre point, le témoignage de M. Perret est riche de faits et d'observations. Les pages consacrées aux quelques semaines passées en France lui permettent de décrire les conditions matérielles de vie. Le campement de fortune : « Notre petit groupe a dressé ses tentes sur la partie haute (...). Un terrassement élémentaire exécuté avec des boîtes de singe vides et une pelle-bêche sans manche louée à raison d'une cigarette par demi-heure, nous a permis d'adoucir un peu la pente. Quant aux toiles de tente, il y en a en moyenne une pour trois : nous avons fait l'appoint avec les couvertures et les loques de fortune. Ceux qui n'ont rien, ont bricolé des cagnas avec des mottes de terre ». La faim : « Une demi-douzaine de lampées hâtives et j'ai engouffré ma soupe. Un petit raclage dans le fond de la boîte, deux coups de langue sur le bout de bois qui sert de cuiller et n'en parlons plus, jusqu'à demain », et les premières

faiblesses, les petites lâchetés et les ruses pour trouver un supplément de nourriture. Cette humanité que le hasard agglutine passe le plus clair de son temps à parler. Déjà les premières variations apparaissent sur des thèmes que les années n'épuiseront pas : les causes de la défaite, les conditions d'une libération (« tout le monde est persuadé que la libération est une affaire de jours. D'abord les Allemands l'ont affirmé »), le jugement à porter sur les vainqueurs. Toute une logique se construit à partir de prémices incertaines. Le bouteillon « prolifère, pullule, on en redemande » et c'est ainsi que se construit le plus délirant des phénomènes psychologiques des premiers jours de la captivité, ce que l'on pourrait appeler le mythe de Châlons-sur-Marne. « Le seul fait de quitter le camp, de bouger, de prendre le train paraît un acheminement vers la fin des misères. Qu'irait-on faire en Allemagne, enfin, où ils ont à peine de quoi bouffer pour eux? Châlons est tout à fait plausible, d'autres disent Versailles, ce qui ne serait pas vilain non plus et chacun parle fort pour intimider le destin. Je me souviens qu'un grand artilleur de Toulouse au regard un peu fou vint me prendre par un bouton de veste : « Je te jure, tu entends, je te jure sur la tête de ma mère que c'est à Châlons qu'on va ».

Ce sont ensuite les pages qui décrivent le départ vers l'Allemagne et l'arrivée au camp de Lückenwalde, premiers contacts avec la véritable réalité de la captivité. « Une très grande machine à la mesure de l'appétit allemand et de la déroute française (...) C'est là que le matériel brut est réceptionné, lavé, étiqueté, puis réparti dans le Brandebourg au fur et à mesure des commandes. Le plus inquiétant dans ce maniement des foules, c'est la virtuosité et la préméditation ». L'obsession de la faim devient le trait capital de cette « initiation » : « Consommation et digestion comprises, le repas nous donnait une petite heure de satisfaction organique, sans plus ». Quinze jours plus tard, immatriculé, fouillé, épouillé, l'auteur se retrouvait avec 900 camarades à Friedrichsfelde.

La vie du prisonnier d'un kommando s'organise alors sur un double plan : le travail, la vie dans les baraques. M. Jacques Perret a appartenu à cette catégorie de captifs qui mirent toute leur ingéniosité à travailler le moins possible. Le problème à résoudre est de donner l'impression d'une activité sans résultat appréciable. Certains se sont révélés de véritables artistes dans le genre, tel « ce Montmartrois artiste peintre entre les heures de bureau (qui) avait mis au point une cadence de travail (...) à l'extrême limite du mouvement perceptible et (...) donnait l'impression d'être toujours en posture diligente ». D'autres, toutefois, poussés par la faim ou par la crainte, s'acharnent à la besogne. On doit remarquer ici que l'expérience de M. Perret ne peut apporter sur le comportement des prisonniers au travail qu'un témoignage partiel. Il n'a pas directement connu les kommandos agricoles, il a presque toujours travaillé dans des équipes nombreuses où le rythme du travail se brise facilement. Deux observations sont cependant à souligner qui, dans une certaine mesure, expliquent que la main-d'œuvre des captifs ait été appréciée par les Allemands. La première rapporte un chef-d'œuvre de la plaisanterie française : au moment de quitter le travail, « je fus surpris de voir devant nous... deux camarades s'obstinant autour de leur tas (de balayures de paille et de neige crasseuse). A nos exhortations, ils répondirent par un geste dilatoire et je compris bientôt qu'ils cherchaient à ranger leur tas dans l'alignement ; je les vis même se diriger vers le tas suivant, cligner de l'œil, et le déporter légèrement sur la gauche. Le contremaître (...) fut vivement frappé par ce manège (...) il convoqua un collègue et tous deux contemplèrent la scène avec des hochements de tête admiratifs : « fein arbeit... prima ... franzose... », et tombant d'accord pour glorifier le fameux fini du travail français, ils convinrent que cette réputation n'était pas une légende ». La seconde atteint un trait fondamental du comportement français dans le travail : « Quoiqu'il en eût, en dépit de ses

réticences et de son orgueil de tireur au cul, le Français, prisonnier, laissait paraître son génie. Il ne pouvait pas se surveiller à longueur de journée ; quand il avait bien rigolé pendant une demi-heure devant une fausse manœuvre, il finissait malgré lui par empoigner le manche et expédiait la question en moins de deux, ayant dit au polir : tire-toi de là, vieille tronche, tu me fais mal aux seins ! »

Mais il y a un autre aspect de cette vie : « Nous reprenions le plein exercice de nos facultés une fois dans la piaule, assis à table et les premières bouchées avalées ». C'est au camp, quelle que soit son importance, que la *civilisation de la captivité* s'est épanouie. La chambre est patrie et famille. « Je retombe sur ma paillasse avec le sentiment de me retrouver enfin dans mes appartements ». Les habitudes y naissent. On s'y installe. On y cultive les amitiés et les rêves, on y nourrit les querelles. Cela tient du salon et de l'atelier. Dans un grand kommando s'établissent des stratifications sociales. Les fonctionnaires du camp, des prêtres, des sous-officiers s'isolent. « Il va se soi que la captivité a un tout autre aspect pour le sédentaire, planqué ou non, et le bougre tout venant qui va gagner, si l'on peut dire, sa chienne de vie sur les chantiers de la grosse Rèche ». Deux mondes juxtaposés dont les relations avec l'autorité militaire allemande ne sont pas nécessairement identiques. Il serait dangereux ici de vouloir ramener le comportement de l'un et l'autre groupe à des schémas trop simples. L'hostilité systématique, la peur de perdre une situation tranquille se nuancent de mille réactions individuelles. L'image toutefois des sous-officiers qui « cultivent en vase clos l'esprit de popote » mérite d'être retenue pour certains camps. « Tous ces représentants de l'élite subalterne qui, sous le premier choc de la catastrophe, semblaient vaguement disposés à récuser en commun certains préjugés, ont rapidement reflué sur leurs positions de départ et les aigreurs sociales fermentent sourdement dans la vie confuse de la chambre. La piaule fait de l'auto-intoxication ». On ne saurait donc alors confondre dans une même catégorie les popotes nées des clivages de la hiérarchie militaire et celles que les prisonniers astreints au travail ont organisées spontanément et, parmi ces dernières, les groupes issus des fantaisies de l'amitié, des hasards d'une commune origine, régionale ou sociale. Chaque kommando est une ruche, mais il faut enlever au mot activité une partie de son contenu positif pour pouvoir l'employer ici. Le jeu, le théâtre, les sports, la lessive, le bricolage, la conversation, la cuisine, les longues stations aux lavabos et aux latrines furent plus que des occupations, le sommeil et le repos plus qu'une fuite devant la réalité. L'art avec lequel M. Perret sait décrire les scènes de la vie quotidienne permettent de bien comprendre les multiples et confus aspects des relations humaines en captivité.

Si la première moitié de l'ouvrage décrit cette vie collective, la seconde, qui raconte les tentatives d'évasion de l'auteur, offre pour l'historien un intérêt tout autre. L'aventure individuelle devient ici le sujet essentiel et c'est dans la mesure où le cas particulier est significatif que nous le pouvons retenir. La préparation de l'évasion est la première étape : documentation sur les itinéraires possibles, sur les moyens à employer pour atteindre la frontière, le matériel nécessaire : vêtements civils, effets militaires teints, collecte des vivres, de l'argent civil. Il faut à la fois procéder dans le plus grand secret et trouver les complicités indispensables, le tailleur qui rectifie la coupe de l'uniforme, le camarade qui procure la pince coupante, l'ami qui complète la provision de biscuits et de sucre. Lorsqu'il s'estime prêt, matériellement et psychologiquement, le prisonnier se trouve devant d'autres difficultés dans lesquelles la part du hasard devient prépondérante. Il faut que, par un concours de circonstances favorables, toutes les conditions prévues se réalisent ou qu'on sache modifier, avec à propos et par une décision rapide, le plan primitif. De la réflexion, de la prévision, on passe à la rapidité des réflexes. La psychologie

de l'évadé est pour une part celle d'un joueur. Le pari qu'il forme sur son succès repose sur une martingale, mais doit envisager le coup fatal, l'échec et ses pénalités. Le courage avec lequel des prisonniers tentèrent en vain de s'évader, et, comme l'auteur, subirent les rigueurs de la *discipline*, s'apparente étroitement aux réactions du joueur malchanceux qui espère, en modifiant le choix des couleurs et des numéros, se refaire et vaincre le sort. Le vocabulaire est révélateur : dans l'une et l'autre situation, on parle de *combinaison*, de veine. La tentative réussie de M. Perret nous montre d'autre part un aspect important de la vie berlinoise pendant la guerre. Pendant cinq semaines, il a vécu avec deux camarades dans Berlin, en attendant le moment favorable. Ravitaillé par des prisonniers, cherchant près de travailleurs civils les renseignements et les papiers qu'il pense lui être nécessaires, il connaît un monde en marge de la société allemande : cafés interlopes de la Friedrichstrasse, camps de travailleurs, où il rencontre une faune pittoresque et souvent inquiétante. « On nous proposa plus de complets que de passeports, plus de café que d'ausvèces, plus de filles que de permissions ». Le rôle de ces milieux douteux où les étrangers se mêlent aux Allemands, où l'indicateur se reconnaît difficilement, paraît bien avoir été important, ne serait-ce que sur le plan économique. Toute description de la vie allemande doit en tenir compte.

C'est sur la qualité du témoin que repose cependant la valeur du témoignage. Quelques allusions au cours de l'ouvrage, des indications éparses dans d'autres volumes, nous font connaître que M. Perret possède une expérience assez agitée de la vie et qu'il s'efforce, par une véritable hygiène mentale, à n'être dupe ni des autres ni de sa propre nature. Son attitude ne se définit pas par une véritable objectivité, du moins si l'on donne à ce mot le sens d'observation désintéressée, car l'auteur prend parti, juge, approuve ou condamne sans pitié. Nous préférons écrire lucidité. On en jugera par ces lignes : « Il faut dire que je n'ai jamais été gâté en fait de commando, toujours du sale boulot, dur ou stupide, alors que certains ont de la veine de tomber dès le début sur les places dorées de bons petits turbins domestiques pénards et confortables, perdus dans une petite ferme où l'on mange gras à la table de la famille pour se coucher dans un vrai lit qui est souvent celui de la patronne ; ou bien employé chez le bougnat de banlieue, le charcutier du coin, le petit menuisier de quartier. J'en ai même vu qui entraînaient les chevaux de course à Karlshorst en se pavanant comme des lords qui vont chasser le renard (...). Dans ces conditions, bien sûr (et pour peu qu'on oublie le reste), c'est la bonne vie. Pour moi, à qui n'est point échu ces trop clémentes épreuves, le travail allemand m'a toujours fait horreur. Déjà porté à la cosse dans le civil, il serait inconvenant que le travail forcé pour le compte de l'ennemi emportât mon agrément. J'ai donc une disposition à considérer les sédentaires du camp, sous-officiers pour la plupart, comme des planqués. Je reconnais néanmoins qu'au début, un petit nombre se sont morfondus dans les baraques par esprit de résistance ; il s'agit de sous-officiers qui, s'appuyant sur la Convention de Genève, refusaient de travailler. Beaucoup d'entre eux, bien sûr, y trouvaient encore des avantages malgré la moindre ration et pas mal de petites vexations, mais d'autres faisaient un réel sacrifice en abandonnant à leurs principes un cinquième de boule et les patates du kommando ».

Un caractère donc, qui ne supporte pas le conformisme et les demi-mesures. Ses amitiés sont typiques : le « fidèle » Pater qui « ne croit pas aux grimaces » ; Ballochet, le prisonnier hors série, l'évadé à la couronne mortuaire ; le docteur qui n'est pas amateur de rêve, « l'homme à tocades, tour à tour... dévoré d'une passion exclusive pour la marqueterie, la géologie, le jeu de dames, la théologie, le ping-pong, le lancement du disque, la scie musicale et l'hydrothérapie..., un esprit très ouvert. » Un goût de l'aventure sportive, une haine des habitudes qui fixent l'homme et mènent à toutes les abdications. La

vie mérite d'être vécue, surtout si elle est difficile : « Je me dis parfois : un de ces jours, je vais me mettre à relire (mes lettres), mais c'est une intention plutôt conventionnelle, car, au fond, je n'en ai pas envie : relire un paquet de vieilles lettres, ça sent le posthume ou l'amour perdu, ce qui est tout à fait hors de cause. La vie continue et rien n'est perdu, une lettre chasse l'autre et vive la prochaine ». Ce qui n'empêche point de noter les hésitations : « Tout de même, ce mirage des vieilles classes est un peu fané et ça ne m'empêche pas de constater le subreptice retour des idées d'évasion, comme une infiltration des parties saines de ma pensée. J'y ai encore songé cet après-midi au commando, en me disant que la grande menace des représailles familiales, après tout ce n'est peut-être qu'un bobard. Mais, par ailleurs, le maréchal jure qu'il s'occupe de nous : patience, confiance, dit-il (c'est sa rengaine), je vous annoncerai bientôt une bonne nouvelle. Alors, je fais comme les autres, je me laisse jobarder ».

Il est rare de rencontrer un écrivain pour que les mots aient moins de prestige. Il ne veut point s'en laisser compter. Français, l'image de son pays, n'est pas abstraite. La Grande Nation, la République, la France éternelle? Non, mais la rue de la Clef dans le quartier de la Mouffe. Le sens de l'humour lui est alors précieux : « Sans me vanter, et sans m'y complaire, je me fiche un peu de la promiscuité, quelle qu'elle soit et même quand elle est dure. Pour m'écœurer, il en faut, quant à savoir si c'est force ou faiblesse, ça ne regarde personne (...). Peut-être Marc-Aurèle, à ma place, eût-il extrait de la situation des joies sublimes. Je dis peut-être parce qu'enfin, dans sa pourpre, il avait peu de chance d'être oublié ». L'ironie n'est point seulement dans les pensées, mais aussi dans les actes : « Histoire de tuer le temps, avec Pater, et pour donner à nos médailles un petit air de mardi gras, nous nous faisons des têtes de veau, c'est aussi une bonne distraction pour les copains (...) comme nous sommes presque toujours ensemble, Pater et moi, l'arrivée au rassemblement de ces deux boules d'escalier provoque chaque fois dans les rangs des mouvements de curiosité en même temps que le regard soupçonneux des sentinelles qui flairent dans ces billes jumelées des intentions contraires à la discipline ».

Rebelle. En qualifiant ainsi le héros d'un autre livre, M. Perret nous fournit le mot qui le définit au mieux. Il est l'homme que l'on n'attache pas et pour qui les règlements et les barrières n'existent que pour être transgressés ou franchies, celui qui ne veut pas attendre, « pas plus les cosaques rouges que les bénisseurs de Vichy, les magnanimes de Berlin ou les preux de Londres », qui assume ses propres responsabilités : « Je n'ai que faire d'Allemands ou de Russes pour ouvrir ma cage : assez dure est ma poigne et ma rogne pour écarter les barreaux et je rentrerai seul, sans escorte, franco de port et sans dire merci à personne. Si on me laisse faire ».

Ayant une assez haute idée de lui-même pour se pouvoir imposer une absolue probité, un mépris de l'opinion d'autrui qui se traduit par un manque complet d'égards envers les puissances, M. Jacques Perret, est donc un témoin honnête. Son livre, dans les limites exactes du sujet, peut être accepté comme un document solide.

François Boudot.

COMPTES RENDUS

UNE THÈSE SUR UN OFLAG

En avril 1956 a été soutenue devant la Faculté des Lettres de Caen une thèse de doctorat (1) qui fera date dans nos recherches : la monographie de M. l'abbé Flament est, en effet, le premier travail scientifique consacré à l'histoire d'un camp de prisonniers français au cours de la deuxième guerre mondiale. L'auteur a choisi à juste raison un oflag : c'est l'unité la plus facile à circonscrire et à étudier. D'autre part, ancien prisonnier lui-même, c'est de cet oflag qu'il a rapporté non seulement des souvenirs, des impressions, un témoignage vécu, mais aussi des notes personnelles, documents fragmentaires et incomplets, sans doute, qui n'ont pas tous survécu à la fin de la captivité, mais qu'il était urgent d'exploiter et qui ne pouvaient l'être utilement que par leur auteur. D'un certain point de vue, le travail de M. l'abbé Flament a été commencé dès juin 1940 : qu'il l'ait poursuivi au travers des événements jusqu'à son achèvement, voilà déjà qui mérite largement notre reconnaissance. Mais il ne s'est naturellement pas contenté de mettre en forme les notes qu'il avait pu sauver. Sa bibliographie se compose de nombreux souvenirs (on a beaucoup écrit sur ce camp, qui est celui de Lanoux, Ikor, Francis...), de témoignages recueillis au cours de patientes enquêtes auprès de quelques organismes officiels et surtout d'anciens camarades de captivité. Toutes les sources qui étaient à sa portée, il les a utilisées. Sans doute, certaines lui ont échappé, les sources officielles, tant du côté français (mission Scapini, par exemple) que du côté allemand : elles sont pour le moment inaccessibles, et toutes les études actuelles ne peuvent présenter la captivité que vue par les *P. G.* Du moins tous les documents accessibles ont-ils été rassemblés avec une méthode rigoureuse, avec le souci de faire connaître tout ce qu'on pouvait retrouver, faits essentiels ou parfois même détails secondaires, de la vie du camp.

Il s'agit de l'Oflag II D-II B, qui a été d'abord à Grossborn, en Poméranie, puis à Arnswalde à partir de mai 1942, jusqu'au moment où, devant l'avance russe, les prisonniers ont été jetés sur la route, en janvier 1945, et ont échoué finalement les uns près de Bergen-Belsen, les autres à l'Oflag VI A, à Soest, en Westphalie. Le plan adopté donne une nette impression de clarté et de solidité : après une introduction qui présente le milieu géographique, la composition numérique avec ses fluctuations et l'administration du camp, les différents aspects de la vie du prisonnier sont passés en revue dans une succession de chapitres distincts : vie matérielle, vie intellectuelle et artistique, vie politique, vie économique et sociale, vie religieuse. Une dernière partie est consacrée à la dislocation du camp, à l'exode et à la libération des différents groupes. Il faut noter que la thèse secondaire, étudiant la pratique reli-

(1) Abbé Pierre Flament, *La vie à l'Oflag II D-II B* (thèse principale), *Vitalité chrétienne et pratique religieuse à l'Oflag II D-II B* (thèse secondaire), 1956, exemplaire dactylographié, 946 pp.

gieuse et la vitalité chrétienne à l'oflag, n'est guère qu'un chapitre détaché de la thèse principale, si bien que plus d'un quart de l'ensemble est consacré aux questions religieuses : sans doute, la qualité de l'auteur autant que la place que tenait la vie religieuse dans un oflag expliquent-elles ce développement ; on peut, cependant, le trouver quelque peu disproportionné.

Le plan, satisfaisant par sa simplicité, me paraît cependant présenter un sérieux inconvénient ; il morcelle de façon trop artificielle la vie de captivité, en présentant ainsi successivement ses différents aspects, du début à la fin, et il ne permet pas de voir suffisamment les étapes successives de cette vie. Il y a eu, dans tous les camps, une évolution qu'il n'est, certes, pas facile de retracer, mais dont on doit pouvoir retrouver les lignes essentielles. Il y a ainsi une période de début, où tout contribue au désarroi du prisonnier, la défaite, le passage brutal d'une vie intense à une inactivité complète, le dénuement, la faim, le manque de nouvelles... Mais la plupart ne veulent pas admettre que leur situation puisse durer, on n'est pas « installé » dans la captivité ; les préoccupations ou les distractions intellectuelles comme les positions politiques ou la pratique religieuse au cours de l'été et de l'automne 1940 doivent être mises en face de cette confusion et de ce sentiment de précarité : tout cela forme un ensemble qui ne gagne pas à être dissocié artificiellement. Et ces réactions en face d'une situation aussi exceptionnelle, comment les comprendre et les expliquer sans les mettre immédiatement en rapport avec la composition sociale et professionnelle de l'oflag, qui est loin d'être une simple réduction de la société française? Les étapes suivantes sont sans doute plus difficiles à caractériser et à délimiter. Il me semble, cependant, que 1942 marque une charnière ; les prisonniers ont été sensibles au retour de Laval au pouvoir, qui a sérieusement ébranlé la confiance que beaucoup conservaient jusque-là dans Pétain ; l'évasion de Giraud et le sursaut provoqué par le travail de certains officiers en Allemagne ont relevé le moral, en attendant le débarquement en Afrique du Nord et Stalingrad. Dans le cas particulier de l'Oflag II D-II B, il y a même probablement une véritable coupure, puisque c'est en mai 1942 que, des baraques de Grossborn, où l'installation matérielle est lamentable, mais la discipline assez souple, on passe à Arnswalde, caserne confortable, mais où le camp souffre de l'entassement et d'une discipline d'autant plus tatillonne que l'installation coïncide avec les sanctions prises après l'évasion du général Giraud. Il y a certainement des phases successives dans la captivité, qui auraient mérité d'être davantage étudiées.

Ce défaut du plan me paraît aggravé par une sorte de timidité de l'auteur, qui, après avoir établi les faits matériels indiscutables, hésite à en proposer une explication qui l'amènerait à pénétrer dans un domaine psychologique plus difficilement contrôlable : ou il se retranche derrière des citations d'autres auteurs, ou il ne conclut pas, et le lecteur reste un peu sur sa soif. Par exemple, le camp a eu, à partir de 1941, un journal, *Écrit sur le Sable*, dont l'histoire nous est présentée, d'ailleurs par fragments, en différents chapitres. On apprend que la direction en a changé à diverses reprises. Mais pourquoi? Opportunité de politique intérieure? exigence des Allemands? ou simplement, comme cela semble s'être produit au moins une fois, élimination d'un groupe qui tirait trop d'avantages matériels de sa situation? On aimerait savoir s'il est possible de mettre une explication derrière ces incidents.

Enfin, je voudrais signaler des redites, qui s'expliquent souvent par le plan, et des longueurs qui alourdissent le texte, tandis que certaines questions sont, au contraire, un peu négligées. Ainsi, dans la vie sociale, les popotes, cellules essentielles de la vie captive, n'ont droit qu'à quelques lignes sommaires. Dans la vie politique, on voit traitée longuement l'attitude vis-à-vis des Allemands, beaucoup moins les positions de politique intérieure, alors que ce sont souvent celles-ci qui ont provoqué le plus de discussions, et parfois de difficultés, dans

les camps. Par exemple, les mesures antijuives et antimaçonniques de Vichy n'ont-elles suscité aucun commentaire? L'attitude du camp vis-à-vis de l'Église n'est qu'effleurée, à propos de pratique religieuse ; n'y a-t-il pas là un problème politique, auquel les circonstances de la captivité donnaient une acuité nouvelle? D'une manière générale, l'analyse des questions politiques aurait pu être poussée avec davantage de rigueur.

Il ne faudrait pas attribuer à ces observations et à ces critiques plus d'importance qu'elles n'en méritent. Car il est certain que la thèse de M. l'abbé Flament représente un travail considérable, toujours solide, et qui consigne une masse de faits dont on risquerait bien, sans lui, de laisser échapper toute trace. Les lecteurs de la *Revue* peuvent juger, par le résumé qui en est publié dans ce numéro, de l'intérêt de son étude sur la vie religieuse et de l'heureuse application qu'il a pu faire au milieu de captivité des suggestions et des méthodes de M. Le Bras. Il est important de constater que, si la pratique religieuse s'est incontestablement développée au camp, ce sont des indifférents ou des tièdes qui ont été gagnés : ceux qui étaient hostiles le sont restés en un bloc solide. Le chapitre sur la vie économique montre avec précision comment, dans ce milieu artificiel, improductif, et n'ayant avec l'extérieur que des échanges limités, certaines institutions parfaitement classiques ont pu naître et se développer. La moins intéressante n'est pas la *Caisse de Virements* créée en octobre 1944 pour remédier à une décision brutale du commandement allemand qui supprimait sans contre-partie la monnaie de camp jusqu'alors en circulation ; cette caisse, entourée de toutes les garanties légales qu'on pouvait exiger, a non seulement enregistré les virements de compte à compte, mais émis de petites coupures, véritable monnaie qui a circulé sans incident jusqu'à la dislocation du camp. Au point de vue politique, l'oflag a connu, comme les autres, un *Cercle Pétain*. Il serait d'ailleurs intéressant d'en préciser l'origine : n'y a-t-il pas eu pression de la Mission Scapini? Mais le fait le plus notable, c'est qu'il a connu aussi, en 1943-1944, deux groupements d'opposition solidement organisés, le *Groupement Liberté*, fondé par des universitaires, laïque et républicain, au recrutement limité, et le *Cercle gaulliste républicain*, beaucoup plus largement ouvert à tous ceux qui répudiaient en bloc Vichy et la collaboration. Au point de vue intellectuel et artistique, l'analyse des programmes de cours, conférences, concerts et expositions montre que l'Oflag II D-II B ne l'a cédé à aucun autre dans ce domaine de l'activité. Signalons encore le dernier chapitre : les prisonniers mis sur la route en janvier 1945 ont traversé l'Allemagne d'est en ouest, à pied, le plus souvent sans ravitaillement et sans cantonnements ; ils ont connu la faim et la maladie, les rigueurs du climat, les brutalités des gardiens, l'indifférence méprisante de l'officier allemand responsable. De cette odyssée de deux mois, le récit avait déjà été fait en partie, pour la colonne de Wietzendorf, par Louis Francis (1). M. l'abbé Flament le complète ici pour l'autre partie du camp, qui devait arriver à Soest le 19 mars et y être libérée le 6 avril.

Cette trop brève analyse montre, j'espère, toute la richesse de cette thèse, qui se lit avec beaucoup d'intérêt. Désormais, on dispose d'une documentation de base qui pourra amener d'utiles comparaisons. Sur tous les aspects de la vie d'un oflag, on peut espérer que des études ultérieures permettront de préciser des ressemblances ou des différences et de tirer des conclusions plus générales. Mais le travail que M. l'abbé Flament a heureusement mené à terme était indispensable. Il faut espérer que cette thèse paraîtra bientôt en librairie et deviendra aisément accessible à tous ceux qu'intéresse l'histoire de la captivité.

J.-M. D'HOOP.

(1) *Jusqu'à Bergen.*

GRANDES VACANCES ET VIE DE CHÂTEAU

Le grand mérite de M. Francis Ambrière (1) est d'avoir pris au jour le jour, durant toute sa captivité, des notes d'une précision qui doit enchanter les archivistes : on peut imaginer au prix de quelles difficultés il a réussi à les sauver. Cette documentation justifie, aux yeux de l'auteur, l'ambition de contribuer à l'histoire des stalags : M. Francis Ambrière a fait l'expérience de l'évasion ; il a connu le travail en kommando et plusieurs camps de base, dont celui de Kobiercyn, le camp des sous-officiers réfractaires. Il a donc une base d'induction très étendue.

Bon observateur, il excelle à montrer l'armée française en guerre (au niveau de la troupe) ou la société des stalags en 1940. Tout ancien prisonnier appréciera l'humour et la vérité des passages sur la vie nocturne des baraques (p. 264), ou l'appel quotidien (p. 46), ou l'attachement du *P. G.* à ses pénates provisoires (p. 264).

Mais l'ouvrage repose sur une équivoque : on ne sait pas si M. Francis Ambrière raconte *sa* captivité ou *la* captivité. S'il ne voulait être que diariste, nul ne lui disputerait le droit de soumettre au lecteur de bonne volonté les gestes et opinions du maréchal des logis Ambrière dans toutes les circonstances, graves ou menues, et de reproduire ses propres articles parus dans un journal de camp. Si l'on a de l'humour, on peut aussi accepter une certaine image de Francis Ambrière guide et prophète, « pressé de questions » par ses camarades à chaque événement. Le fâcheux est que partout l'auteur déborde sur sa propre expérience et prétend élargir son livre aux dimensions d'une Bible de la captivité. Peut-être ses intentions sont-elles trahies par le ton assuré qui ne le quitte guère ; en tout cas, il s'aventure souvent sur un terrain périlleux. La première embûche est le témoignage des tiers parfois mal contrôlé : ainsi, p. 260, on lit que les sous-officiers du Stalag XVII B (où l'auteur n'a pas été) furent, dès 1940, loyalement informés par les Allemands de leur droit de refuser le travail : c'est une erreur. Ailleurs (p. 107), à propos de la facilité avec laquelle les Allemands acceptaient les justifications fantaisistes de soi-disant marins rapatriables, l'auteur ironise sur « la lourdeur d'esprit de nos très provisoires seigneurs » : c'est là une interprétation téméraire ; en réalité, les Allemands avaient à libérer un certain contingent de « marins » et se souciaient peu de perdre leur temps à vérifier l'authenticité des preuves apportées par chacun ; telle est du moins l'explication qu'impose une observation plus sereine des faits. Mais, dans les *Grandes vacances*, l'image de l'Allemand est celle qui, depuis 1914 en France, prête à l'adversaire réel ou éventuel une foi punique et une balourdise de bovidé. Eu égard à la date de l'ouvrage, on ne peut tenir rigueur à M. Ambrière d'en user largement. Il ne faut pas oublier cependant que le prisonnier pense plus souvent à s'évader que le geôlier à fermer sa porte : aussi le premier est-il plus inventif que le second.

Une autre embûche est une tendance à généraliser des jugements : ainsi la condamnation sans appel des employés des camps de base et — avec quelques restrictions — celle des hommes de confiance, « émanations de la bourgeoisie des camps » qui élisait « les plus anodins ». Nous avons pourtant connu de nombreux employés permanents plus proches de l'image que l'auteur donne de lui-même que de cette caricature où il les réduit. Et dans beau-

(1) Francis Ambrière, *Les grandes vacances*, Éditions de la Nouvelle-France, 1946.

coup de camps, après les fantoches de 1940, les hommes de confiance furent élus en raison même de leur esprit de résistance.

Le vrai dessein de l'auteur est de glorifier le groupe de réfractaires à qui, avec un courage auquel nous ne marchanderons pas notre hommage, il a donné le stimulant de son exemple. Attitude hautement patriotique. Tout, dans les *Grandes vacances*, s'explique par cette certitude de n'avoir point péché, complétée par l'intention d'écrire un gros livre ; pour soutenir l'intérêt, il fallait cette opposition entre deux types de prisonniers : le réfractaire et le bourgeois. C'est un procédé littéraire plus qu'une méthode d'historien. M. Francis Ambrière méconnaît des attitudes qui, pour avoir différé de la sienne, n'en ont pas moins correspondu à un souci constant de se mettre au service de la communauté. Cela vaut pour la plupart des employés ; cela vaut aussi pour les admirables animateurs et acteurs des théâtres de camps. Au reste, il est plus conforme à la réalité de parler d'opposition entre nomades et sédentaires, ces derniers comprenant aussi bien une bonne partie des travailleurs des kommandos, surtout agricoles, que les employés des camps de base.

Écrit dans un style très travaillé, l'ouvrage peut donner un bon tableau de la vie des réfractaires, de leur mentalité, de leurs rapports internes et externes. Il constitue, d'ailleurs, sauf erreur, le seul témoignage important sur le camp de Kobiercyn, dont le rayonnement a été si grand dans l'ensemble des stalags.

J. Moret-Bailly.

* * *

M. A. Sternberg, capitaine de réserve, ancien combattant de la guerre de 1914-1918, n'a pas été libéré en 1941 ; il a fait partie d'un petit groupe d'Israélites dont, sans raisons valables, la libération n'a jamais pu être obtenue. Au contraire, il a été transféré de son oflag primitif (le XI A, Osterode) à Colditz, puis à Lubeck. Ses souvenirs de ces deux camps, il les a retracés dans une plaquette (1), avec humour et simplicité, avec le souci de ne pas dramatiser les incidents qui ne le méritent pas, mais de ne pas minimiser non plus les misères et les dangers de la captivité.

Les deux camps où il a ainsi vécu le plus longtemps étaient des camps spéciaux, mais bien différents l'un de l'autre. A Colditz, l'Oflag IV C est une forteresse qui se dresse au-dessus de la vallée de la Mulde ; ancien château des Électeurs de Saxe qui a servi d'asile d'aliénés, il rappelle le décor de la *Grande Illusion*. C'est une prison où sont rassemblés des officiers de toutes nationalités, qualifiés *deutschfeindlich* : Français, Belges, Hollandais, Polonais, Yougoslaves, Anglais y sont groupés en différents quartiers, libres de communiquer ensemble. La discipline est stricte, mais les gardiens se montrent généralement corrects. La disposition des lieux et la surveillance renforcée rendaient les évasions particulièrement difficiles ; mais, comme la plupart des internés étaient des spécialistes de l'évasion, il y eut de nombreuses tentatives et quelques belles réussites. L'atmosphère était certainement différente de celle des autres oflags, d'abord par le caractère international du camp, et surtout parce qu'il n'y avait ici aucune équivoque dans les rapports entre gardiens et prisonniers, qui étaient indiscutablement des ennemis les uns pour les autres, et qui le savaient. A ce point de vue encore, Colditz rappelait pro-

(1) Antony Sternberg, *Vie de château et oflags de discipline : Souvenirs de captivité* (Colditz, Lubebk), Paris (xvi^{e}), chez l'auteur, 4, avenue Alphand, s. d., 1 vol. in-8°, 140 pages.

bablement assez bien la captivité de 1914-1918. Mais les Français n'y resteront pas : un premier groupe, dont fait partie notre auteur, est envoyé à Lubeck en mai 1942 ; les autres suivront en juillet 1943. On sait que l'Oflag X C est devenu dès lors, lui aussi, un camp spécial. L'installation matérielle, en baraques, et les conditions de vie ne différaient guère de celles de n'importe quel autre oflag, mais la surveillance était particulièrement hargneuse et brutale ; les sentinelles avaient le coup de feu facile et les incidents étaient fréquents ; plusieurs tentatives d'évasion se terminèrent tragiquement. Bientôt se trouvèrent rassemblés là, avec les anciens de Colditz, de nombreux officiers amenés d'autres camps, juifs, prêtres ou suspects à des titres divers. A côté des Français, il y a aussi des Polonais et quelques Belges, mais le caractère international est moins marqué qu'à Colditz. Le milieu y est aussi vigoureusement antiallemand, et il n'est pas étonnant que la venue de quelques ex-travailleurs volontaires ait provoqué des incidents. Ce camp, dont les occupants ont pu craindre un moment le pire, lorsque se produirait l'effondrement allemand, a connu, au contraire, un sort privilégié : grâce au dépôt de vivres constitué à Lubeck par la Croix-Rouge, il n'a pas connu la sévère famine des dernières semaines et il a été libéré par les Anglais le 2 mai 1945.

Ces souvenirs laissent de côté de nombreux aspects de la vie des oflags ; ils ne visent, d'ailleurs, pas à en présenter un tableau complet ; mais ils montrent à la fois quelques traits communs et de multiples nuances qui créent la diversité des camps. C'est un témoignage particulièrement objectif et vivant sur cet aspect de la captivité.

J.-M. D'HOOP.

CAPTIVITÉ CHEZ LES JAPONAIS

La captivité a eu des aspects bien divers. On retrouve sans doute partout quelques constantes, le même fond de pouillerie, de famine, de misère physique et morale, mais avec des nuances qui marquent des degrés différents dans ce retour à l'esclavage. Il s'agit ici de la captivité chez les Japonais (1) : un soldat anglais, pris à Singapour, nous raconte son odyssée avec une émouvante simplicité. Après le rassemblement initial et quelques semaines passées aux environs de Singapour, dans le dénuement le plus complet, le groupe dont il fait partie est envoyé à la frontière du Siam et de la Birmanie pour construire un chemin de fer. C'est au delà de Bangkok, dans une région à peu près complètement inhabitée ; leur chantier est en pleine jungle, il faut commencer par défricher pour établir le camp. Les Japonais utilisent pour les garder des Coréens, dont les prisonniers ont gardé le plus mauvais souvenir. La nourriture, insipide et monotone, du riz de mauvaise qualité, est toujours insuffisante ; quelques ressources supplémentaires proviennent d'échanges avec les rares habitants des environs, des Thai avides de montres, bagues, étuis à cigarettes, etc..., mais cela n'a qu'un temps. Naturellement, les conditions d'hygiène sont également déplorables, l'hôpital est une case aussi rudimentaire que les autres et les médicaments sont notoirement insuffisants. Que des hommes que rien ne préparait à cette vie aient résisté à la sous-alimentation et au travail forcé sous un tel climat paraît prodigieux ; notre auteur attribue sa propre survie au fait que, mis pendant quelques mois au service des sous-officiers japonais, il a pu manger à sa faim et refaire ses forces. Mais rares sont ceux qui ont échappé à la dysenterie, et il cite un camp voisin, particulièrement dur, où la mortalité aurait été de 6.000 sur 10.000. Une épidémie de choléra fit des ravages effrayants et, lorsque le chemin de fer fut terminé, les Japonais dressèrent une stèle à la mémoire des 15.000 P. G. morts à la tâche. Et l'auteur de se demander combien de morts supplémentaires il aura fallu pour élever ce monument de l'hypocrisie nipponne. Sur l'organisation et l'administration du camp, peu de précisions. Il y a des officiers avec les hommes, mais dans quelles conditions? La Croix-Rouge intervient de loin en loin, envoie de rares colis. Mais l'isolement est presque absolu : les premières lettres des familles arrivent en juillet 1943 ; les prisonniers ignorent presque tout du monde extérieur et n'apprendront la capitulation de l'Italie qu'en mai 1944.

Ramenés alors à Singapour, ils sont embarqués en septembre pour le Japon. Mais le convoi dont ils font partie est attaqué en cours de route et leur navire torpillé. Les escorteurs japonais sauvent leurs propres naufragés, mais abandonnent délibérément au milieu de la mer de Chine les prisonniers survivants, accrochés désespérément à quelques épaves. Ils les laissent froidement « sans nourriture, sans eau, sans espoir », voués à une mort lente, mais certaine ; leur agonie est plus ou moins longue, ils meurent d'épuisement les uns après les autres. Au bout de six jours, par le plus grand des hasards, ceux qui ont résisté jusque-là sont aperçus et recueillis par des sous-marins américains en patrouille : mais ils ne sont plus que 149, sur les 1.350 du transport torpillé.

J.-M. D'HOOP.

(1) A. G. ALLBURY, *Bamboo and Bushido*, Londres, 1955, un vol. in-8°, 192 pages, 12 sh. 6.

LE « WORLD STUDENT RELIEF »

Le *World Student Relief* (1), organisé dès 1940 pour le groupement de plusieurs associations d'aide aux étudiants, a contribué à l'équipement des universités de captivité et s'est efforcé de répondre aux besoins individuels de nombreux étudiants prisonniers de toutes nationalités. Par ses soins, 16.500 livres furent envoyés de Genève entre mars 1943 et avril 1945, à des étudiants anglais prisonniers en Allemagne ; des Polonais reçurent 11.500 colis et, comme on manquait de livres en polonais, des textes furent établis pour eux par des professeurs internés en Suisse et tirés à la ronéo. La même aide s'étendit aux Yougoslaves du Stalag XVII A et à 300 étudiants hollandais déportés en Allemagne après la fermeture de leurs universités, en avril 1943.

Les prisonniers de l'Axe bénéficièrent d'une aide analogue. Au Canada, 6.000 livres étaient envoyés pour les Allemands en 1943-1944 et des cours par correspondance organisés à l'Université de Saskatchewan avaient reçu cinquante inscriptions. Au total, de février 1944 à février 1945, le *W. S. R.* a envoyé environ 25.000 livres en allemand, en italien ou en japonais, en réponse à des demandes individuelles. Les Italiens prisonniers en Allemagne après 1943 reçurent aussi plus de 3.000 livres ou cours ronéotypés.

En Suisse, lorsque les autorités fédérales permirent le regroupement d'étudiants internés dans des villes universitaires, c'est le *W. S. R.* qui fut chargé du tri des candidats : 500 étudiants furent ainsi groupés dans des camps à Genève, Lausanne, Fribourg et Neuchâtel. Ils étaient remplacés par d'autres à mesure qu'ils avaient terminé leurs études.

J.-M. D'HOOP.

(1) *W. S. R. 1940-50*, brochure de 80 p. publiée par le *World University Service*, Genève, 1956.

NOTES ET NOUVELLES

LETTRE D'ANGLETERRE :

La publication des documents britanniques

A l'occasion de la publication du dernier volume de la série III (1938-1939) des *Documents on British Foreign Policy (1919-1939)*, Sir Llewellyn Woodward a publié dans le *Times* (19 et 20 septembre 1955) un long article sur le but et les méthodes de cette publication qu'il dirige avec M. Rohan Butler.

Il n'est sans doute pas nécessaire, ici, d'insister sur l'intérêt de cette publication tant il est vrai que, si l'histoire diplomatique est une histoire élémentaire, elle n'en constitue pas moins le cadre indispensable à toute recherche historique plus approfondie. Sir Llewellyn Woodward insiste sur le fait que beaucoup d'historiens, non spécialistes d'histoire diplomatique, ont besoin de ces sources que sont les archives du *Foreign Office*. D'autre part, cette publication est d'autant plus importante que la règle de non-ouverture des archives pendant cinquante ans s'applique aux archives du *Foreign Office*.

L'intérêt de l'article du *Times* réside dans le fait que Sir Llewellyn y indique ce que l'on trouve dans les Documents britanniques et aussi ce qu'il n'y faut pas chercher. La collection donne des informations de première main sur la politique extérieure du Gouvernement anglais. Les éditeurs ont eu accès à l'ensemble des archives, y compris les papiers privés des secrétaires d'État. Ils ont été laissés libres de faire leur choix de documents à leur guise et aucune influence, aucune censure officielle ne s'est exercée sur eux. Les documents sont présentés non pas dans l'ordre chronologique, mais par sujets. Les éditeurs ont pensé que cette disposition était celle qui aidait le plus le lecteur. C'est là un point de vue parfaitement défendable, quoiqu'on doive se méfier des classements intellectuels et que l'ordre chronologique présente lui aussi des avantages. Il faut reconnaître d'ailleurs que les Documents britanniques n'ont pas — du moins dans les volumes publiés à ce jour — été compartimentés à l'excès. Enfin, bien que les éditeurs n'aient pas pu utiliser les archives du Cabinet, la publication donne une idée exacte des décisions prises par le Gouvernement britannique et des raisons qui ont motivé ces décisions. Sir Llewellyn Woodward fait remarquer, en effet, que les instructions données aux différents ambassadeurs sont suffisantes pour connaître ces décisions et ces raisons, car « la position d'un diplomate en poste serait impossible s'il ne connaissait pas la politique de son propre gouvernement à l'égard du pays auprès duquel il est accrédité et les considérations générales sur lesquelles cette politique est fondée ».

Mais, si les Documents britanniques rendent compte des décisions acquises, ils sont muets sur l'élaboration de la politique anglaise. D'abord parce qu'on ne sait rien des discussions au sein du Cabinet. Or, ces discussions ne sont évidemment pas causées uniquement par les opinions divergentes des ministres, mais aussi par les points de vue, les soucis différents des divers ministères. Il ne faut pas chercher dans les Documents britanniques quelle a été la politique

du ministère de la Guerre ou celle de l'Amirauté. Ce serait l'affaire d'une autre publication, entièrement différente. Mais les Documents britanniques ne donnent pas non plus l'opinion des différentes sections du *Foreign Office* parce que les éditeurs ont généralement renoncé (sans pourtant s'engager formellement à ce sujet) à publier les notes intérieures du ministère, sauf si elles apportaient un fait nouveau important (ce qui a amené la publication de nombreuses notes dans la première série). Dans son article, Sir Llewellyn Woodward justifie cette décision : d'abord, par suite d'un changement dans les méthodes de travail du ministère, les notes du secrétaire d'État — les plus importantes — se font de plus en plus rares à mesure qu'on avance dans le temps ; ensuite, la publication systématique des notes intérieures aurait augmenté considérablement les dimensions des volumes ; enfin, il était à craindre que le lecteur ne donnât trop d'importance à ces notes, plus d'importance que la position de l'auteur ne l'y autorise. Et Sir Llewellyn cite un article de Grey disant que les « notes et mémoranda des fonctionnaires permanents des départements gouvernementaux ne sont pas des documents autorisés... leurs auteurs n'ont aucune responsabilité dans les décisions finales et la politique ».

Ces raisons ne sont pas sans valeur, mais elles ne sont pas absolument convaincantes. Certains hauts fonctionnaires acquièrent du fait de leur compétence, même s'ils n'ont aucun pouvoir de décision, une autorité, une influence considérable. D'autre part, les notes rédigées par les différentes sections devraient refléter, ou tout au moins rendre compte, des points de vue des services extérieurs et des ministères avec lesquels elles sont en rapport. Sir Llewellyn Woodward nous dit qu'il « est généralement possible de noter dans les documents le moment où les autres départements l'ont emporté sur les propositions faites par le *Foreign Office* ». Là est sans doute le gros danger. Car on n'empêchera pas le lecteur d'essayer de voir ce qui s'est passé dans la coulisse. Et s'il est forcé de deviner, il risque fort de deviner mal. Ce danger n'est-il pas encore plus grave que celui de donner à l'opinion d'un fonctionnaire une importance qu'elle n'a jamais eue?

D'ailleurs, en pratique, les Documents britanniques sont beaucoup moins formels que l'article de Sir Llewellyn Woodward ne le laisse penser. On n'y trouve pas seulement les décisions du gouvernement britannique. En publiant des correspondances personnelles entre secrétaires d'État et ambassadeurs, les éditeurs ont su donner à cette publication une vie et un intérêt dont l'article du *Times* souligne en terminant le caractère tragique.

Briand et Austen Chamberlain ne furent pas des falsificateurs

Le *Times* (31 mars 1956) a rendu compte d'une conférence d'historiens allemands et anglais qui s'est tenue à Oxford dans la dernière semaine de mars. Le but de cette conférence était de rédiger un texte d'une vingtaine de pages sur la politique des gouvernements anglais et allemand entre 1919 et 1929, texte « qui donnerait une juste et scientifique interprétation des faits et servirait de guide pour la rédaction des manuels scolaires ».

L'intention est certainement louable, mais n'eût-il pas été d'une méthode plus sûre d'établir des faits plutôt que de s'essayer à une interprétation? Celle-ci ne pouvait, en tout état de cause, qu'être un compromis boiteux. La discussion, par exemple, semble avoir été chaude sur le point de savoir si Stresemann avait ou non poursuivi une politique « de puissance ». On se mit finalement d'accord : « Les historiens anglais admirent que Stresemann était dans une position où il n'était pas aisé pour lui de s'opposer à la *Reichswehr*, principale responsable des mesures secrètes et illégales de réarmement ; les

historiens allemands admirent, de leur côté, que Stresemann ne fit pas beaucoup d'efforts pour empêcher de telles mesures. » La conclusion semble donc être que Stresemann a mené une politique « de puissance », mais qu'il ne pouvait pas faire autrement. C'est là une opinion ; mais il eût été infiniment préférable de rechercher si Stresemann avait jamais eu les moyens militaires de poursuivre une telle politique, ce qui est extrêmement douteux.

On nous dit qu'au cours de cette conférence les « faits n'ont guère été controversés ». Cela est d'autant plus étonnant que les deux faits précis cités par le *Times* comme admis par les historiens allemands et anglais sont faux. On lit, en effet, qu'en 1926 Stresemann refusa une proposition d'Austen Chamberlain de réarmer « ouvertement et officiellement ». Il n'est peut-être pas impossible que Chamberlain ait un jour parlé d'une révision éventuelle des clauses militaires de Versailles ; il est absolument exclu qu'une offre officielle ait été faite, parce qu'elle eût supposé la reconnaissance de l'égalité des droits à l'Allemagne, ce qui, jusqu'à l'automne 1932, était contraire aux vues du cabinet britannique.

D'autre part, l'existence d'un vaste réarmement secret allemand ne fut pas mise en doute au cours de la conférence tenue à Oxford : « Naturellement, lit-on, le réarmement avait commencé en Allemagne bien avant 1926. Cela avait été dit par la *Commission interalliée de contrôle* en 1925, mais son rapport fut supprimé par les gouvernements britannique et français, qui avaient commencé cette année-là leur politique d'apaisement à l'égard de l'Allemagne avec le traité de Locarno. » Cette affirmation laisse prévoir que, prochainement, on enseignera dans les écoles non seulement que l'Allemagne a réarmé avant 1926 — ce qui n'est vrai que dans une faible mesure — mais encore que Chamberlain et Briand, pour justifier leur politique de Locarno, allèrent jusqu'à la falsification et supprimèrent un rapport allant à l'encontre de leur politique. Or, le rapport de 1925 de la *Commission militaire interalliée de Contrôle* a été publié officiellement et intégralement dans le *Temps* du 10 juin 1925, c'est-à-dire quatre mois avant Locarno. L'affirmation des historiens réunis à Oxford n'est que la dernière version d'une légende dont il est peut-être temps de faire justice.

L'origine de cette légende remonte à 1933, à une polémique qui opposa, dans le *Times*, le général Morgan, ancien membre de la *Commission de Contrôle*, et Adolf Schepegrell (1). Dans cette correspondance, le général Morgan soutient qu'il n'est pas possible de prouver la réalité du désarmement de l'Allemagne en se fondant sur le fait que la Commission a été retirée par les Alliés en 1927. Car, dit-il, le rapport final de la Commission (rapport de 1927) n'a pas été publié et, s'il l'était, il prouverait que l'Allemagne n'a pas désarmé.

En 1942, Schwarzschild, en se fondant sur les dires de Morgan, écrivit qu'à l'occasion de l'entrée de l'Allemagne à la *S. D. N.*, la *Commission de Contrôle* fut chargée de faire une « inspection finale » de l'état des armements allemands et que le rapport de la Commission fut tenu secret (*verheimlicht*), car Briand et Chamberlain ne désiraient pas qu'il fût prouvé que l'Allemagne n'avait pas rempli les conditions requises pour entrer à la *S. D. N.* (2). Schwarzschild commettait une erreur en parlant « d'inspection finale », car la seule inspection générale faite par la Commission est celle de 1924-1925, close par le rapport du 15 février 1925 (publié le 10 juin 1925). Il se trompait également en disant que le rapport de 1927, rapport général d'activité de la Commission entre 1920 et 1927, avait été tenu secret. Il fut, en effet, communiqué, le 22 juillet 1927,

(1) *The Times*, 11, 12, 18, 21 octobre 1933, 4 novembre 1933.

(2) Leopold Schwarzschild, *Von Krieg zu Krieg*, Amsterdam, 1947 (copyright de 1942), in-8°, p. 293.

au Secrétaire général de la *S. D. N.* par Briand, agissant au nom des cinq gouvernements alliés. Il est exact que ce rapport ne fut jamais discuté par la *S. D. N.*, mais il ne fut pas tenu secret, puisque Jacques Bardoux, par exemple, en cite des extraits (1).

En 1943, le livre de Schwarzschild fut traduit en anglais et c'est dans cette traduction que l'on voit apparaître le terme « supprimé » (*suppressed*) (2). En 1945, Morgan protesta que Schwarzschild avait beaucoup d'imagination : dans sa lettre au *Times*, il n'avait jamais dit que le rapport avait été « supprimé », ni accusé Briand et Chamberlain de « falsification (3) ». Cependant, en 1953, Wheeler-Bennett n'a cure de cette protestation et, citant Morgan et non Schwarzschild, il assure que le rapport a été « délibérément supprimé et ignoré (4) ». Il lie aussi cette suppression à la déclaration du 13 décembre 1926, ce qui est étrange, car le rapport est postérieur de plusieurs mois à cette déclaration. En 1954, Gatzke, se référant à Wheeler-Bennett, assure, lui aussi, que le rapport a été supprimé (5). Enfin, en 1956, les historiens anglais et allemands réunis à Oxford prétendent que c'est le rapport de 1925 qui aurait été supprimé.

La légende de la suppression d'un rapport de la *Commission de Contrôle* par Briand et Chamberlain ne portait pas tellement à conséquence tant qu'elle n'avait cours que parmi les historiens. Aujourd'hui, on veut lui donner droit de cité dans les manuels scolaires. C'est un fait grave : il est loisible de discuter le bien-fondé de la politique de Locarno ; pour cela, il n'est pas nécessaire de faire passer, aux yeux de tous les enfants d'Europe, Briand et Chamberlain pour des falsificateurs.

André Scherer.
Londres.

REVUE DES REVUES MILITAIRES

Nombreuses sont les revues, en particulier les revues étrangères, qui peuvent donner des renseignements intéressants sur tel ou tel combat du dernier conflit mondial.

Dans un article de l'*Army Quaterly* (avril 1955), M. Ogorkiewicz étudie l'organisation et le développement des divisions blindées allemandes au cours du deuxième conflit. Il estime que l'influence des idées anglaises, très forte au début de leur création, alla en s'affaiblissant : le doublement des unités de chars fut réalisé par une diminution des moyens blindés par rapport aux unités d'infanterie motorisée dans les divisions. Les *panzer divisions* auraient donc été moins fortes pour le choc à la fin de la guerre qu'au début. Il estime que les Allemands avaient 2.600 chars en 1940.

La *Revue des Transmissions* de mars 1955 montre comment les liaisons américaines, au cours du premier conflit mondial, avaient utilisé le réseau français des télécommunications. Nous retrouvons le même souci d'employer au maximum les réseaux civils téléphoniques et télégraphiques dans les articles du major Bolliger, de l'armée suisse, parus dans l'*Allgemeine Schweizerische Militär Zeitschrift* de juillet, août et septembre 1955. Les exemples sont empruntés aux opérations de France de 1944 : débarquements de Normandie et de Provence, progressions à travers la France.

(1) *Le Temps*, 1er août 1932.
(2) Leopold Schwarzchild, *World in trance*, Londres, 1943, in-8°, p. 172.
(3) General Morgan, *Assize of arms*, Londres, 1945, in-8°, p. xiv.
(4) John Wheeler-Bennett, *The Nemesis of Power*, Londres, 1953, in-8°, p. 186.
(5) Hans Gatzke, *Stresemann and the rearmament of Germany*, Baltimore, 1954, in-8°, p. 71.

Bien que les résultats n'aient pas eu de contre-partie dans les combats de 1939-1940 sur le front de Lorraine, il est intéressant de signaler l'étude des écoutes radiotéléphoniques du secteur de Thionville, parue dans la *Revue des Transmissions* d'août 1955.

La *Revue historique de l'Armée* (n° 3 de 1955) donne sous sa présentation luxueuse la reproduction de l'article qui avait paru dans la *Revue de Cavalerie* sur les opérations du corps blindé Guderian dans la rupture du front de la Meuse. On peut constater la rapidité de la marche des blindés, malgré les difficultés du terrain.

Il est curieux de constater l'intérêt porté aux opérations des régions laponnes. L'*Allgemeine Schweizerische Militarzeitschrift* a publié, en juillet 1955, une étude du général allemand Kurt Dittmar sur la progression allemande en direction de la mer Blanche, tandis que la *Wehrkunde* du mois de décembre 1955 laissait la place à A. Büchner montrant les conditions dans lesquelles climat et terrain posaient des problèmes auxquels les troupes allemandes n'étaient guère accoutumées ; la *toundra* est dure pour le combattant.

La progression vers le Caucase et les puits de pétrole de Maïkop et de Grossnyi tente les écrivains militaires. Le XXXX^{e} corps blindé part des environs de Karkov. Il a été puissamment renforcé et comprend : deux divisions blindées, une motorisée, deux d'infanterie, des moyens supplémentaires en blindés, artillerie et pionniers, et neuf équipages de pont. L'étude parue en septembre et octobre 1955 dans la *Wehrwissenschaftliche Rundschau*, signée par C. Wagener, est malheureusement un peu courte pour le sujet. Il en est de même de l'étude de l'action de la 4^{e} division de montagne dans la même région, vers le Bsyb.

Toujours sur le front oriental, Selle examine les conditions de l'offensive de printemps menée par les Russes au printemps de 1942 dans la région de Karkov. Les troupes soviétiques progressent de plus de 130 kilomètres, des contre-offensives allemandes réduisent la poche. Les opérations ont été coûteuses ; elles sont bien présentées dans l'*Allgemeineschweizerische Militär Zeitschrift* en août 1955.

Ne quittons pas le front russe sans signaler un document publié dans la *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* de juillet 1955 par un professeur d'histoire militaire. Il s'agit d'une sorte de journal de marche rapportant la rupture du front du groupe d'armées du centre en été 1944. Un groupe d'armées de vingt-huit divisions ne tint pas devant l'offensive russe. L'auteur montre qu'il ne s'agit ni de sabotage ni de trahison, mais bien d'une disproportion de forces. Vue du quartier général d'Ortelsburg, la défaite apparaît comme la conséquence des décisions prises par Hitler.

Dans la *United States Naval Institute Proceedings* de décembre 1955, l'amiral japonais Shigeru Fukudome expose le point de vue japonais sur l'attaque de Pearl Harbor (l'*opération Hawaii* en japonais). Fukudome relève la critique américaine de Morison, reprochant aux Japonais d'avoir attaqué la flotte et de ne pas avoir détruit les installations à terre ; il montre que la destruction de la flotte a considérablement gêné les Américains. Il explique les conditions dans lesquelles, par suite d'une légère erreur, la déclaration de guerre a été remise après les premières bombes.

M. Michoux explique, dans la *Wehrwissenschaftliche Rundschau* (décembre 1955), comment les Allemands ont cherché à rompre le blocus en utilisant les sous-marins pour rétablir les communications avec l'Extrême-Orient. Il est à noter que, dans le tableau, relativement peu fourni, des navires ayant tenté le voyage, il y en eut peu qui succombèrent à la tâche. Presque tous partaient de Bordeaux.

La *Revue des Forces aériennes* a publié, en octobre, novembre et décembre 1955, une étude traduite de l'allemand sur la bataille aérienne de Malte.

L'auteur, Th. Wefer, estime que les puissances de l'Axe ont eu le tort de se contenter d'une action aérienne qui n'eut aucun résultat décisif. La prise de l'île aurait eu des conséquences autrement graves pour l'Angleterre sans coûter plus cher que le millier d'avions tombés dans les bombardements.

La même revue d'octobre 1955 rend hommage à l'action du *groupe Lorraine* dans l'accompagnement du débarquement de juin 1944 par le récit de vol d'un équipage.

R. Villate.

LETTRE DE HOLLANDE :

Sur une bibliographie allemande

Depuis 1951, les *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, publiés par l'*Institut für Zeitgeschichte* à Munich, contiennent, comme annexe, une excellente bibliographie de livres et d'articles sur l'époque contemporaine depuis 1917, bibliographie due au Dr Thilo Vogelsang. Maintenant, l'Institut de Munich nous présente une bibliographie rétrospective (1), qui comble la lacune pour les années 1945-1950. Ce livre de 254 pages forme donc un supplément à la bibliographie mentionnée des *Vierteljahrshefte* et se base d'ailleurs sur la même méthode de classement de sujets : vol. 1 : Généralités ; vol. 2 : L'Allemagne sous le national-socialisme ; vol. 3 : La deuxième guerre mondiale ; vol. 4 : Les procès d'après-guerre. Ces quatre parties principales disposent d'un sous-classement très systématique.

La bibliographie allemande contient 4.107 numéros, donc presque deux fois autant que les trois tomes de la bibliographie italienne sur la deuxième guerre mondiale, qui en avait 2.196 (2). Pour l'historien de l'époque contemporaine, la nouvelle bibliographie deviendra certainement indispensable. Évidemment, on trouvera des lacunes et des erreurs typographiques, mais pas autant que dans la bibliographie italienne, qui en fourmille.

La partie néerlandaise de cette bibliographie allemande est un peu hétérogène et assez décevante. On y trouve plusieurs ouvrages sans aucune importance, tandis qu'un nombre considérable de livres importants y manquent. Parmi les livres néerlandais plus ou moins importants qui ne se trouvent pas dans la bibliographie, je mentionne : général I. H. Reynders, *De wisseling in het Opperbevel van Land- en Zeemacht in Februari 1940*, La Haye, 1945 ; C. C. Küpfer, *Onze vliegers in Indië*, Haarlem, 1946 ; G. W. Overdijkink, *Het Indonesische probleem*, La Haye, 1946 ; J. F. van Dulm, *Onder de bloedvlag van de 0-21*, Amsterdam, 1947 ; B. Koning, *De wereldoorlog 1939-1945*, La Haye, 1948 ; A. J. Graffelman, *In konvooi*, Amsterdam, 1948 ; A. J. Piekaar, *Atjeh in de oorlog met Japan*, La Haye, 1949 ; H. J. van Mook, *Indonesië, Nederland en de wereld*, Amsterdam, 1949 (aucune publication du dernier lieutenant gouverneur général des Indes néerlandaises ne se trouve d'ailleurs dans la bibliographie) ; B. Honselaar, *De vleugels van de vloot*, Rotterdam, 1950 ; C. E. L. Helfrich, *Memoires*, Amsterdam, 1950 ; S. H. Hoogterp, *Strijd om ons luchtruim*, La Haye, 1950, et J. M. Somer, *Zij sprongen in de nacht*, Assen, 1950. On ne peut pas — cela va sans dire — exiger qu'une bibliographie soit complète, mais de toute façon on peut espérer qu'elle soit représentative et sélective.

(1) *Bibliographie zur Zeitgeschichte und zum Zweiten Weltkreig für die Jahre 1945-1950.* Im Auftrage des Instituts für Zeitsgeschichte zusammengestellt von Franz Herre und Hellmuth Auerbach, Im Selbstverlag des Instituts. München, 1955, 254 pages, index.

(2) *Saggio bibliografico sulla Seconda Guerra Mondiale. Ministera della Difesa, Stato Maggiore Esercito.* Vol. 1, Roma, Ufficio Storico, 1949. Vol. 2, Roma, Ufficio Storico, 1951. Vol. 3, Roma, Ufficio Storico, 1952.

La marine de guerre néerlandaise

Le livre de M. Bezemer (1) sur les activités de la marine de guerre néerlandaise pendant la deuxième guerre mondiale est une des plus importantes contributions néerlandaises à l'histoire de la guerre sur mer, depuis les mémoires de l'amiral Helfrich (2). L'auteur a puisé, pour son livre, dans les archives maritimes néerlandaises et anglaises, sans négliger la littérature déjà parue. Les pages 6-60 sont consacrées à l'activité de la marine depuis septembre 1939 jusqu'à la chute de la France. Elles contiennent la première description digne de foi des opérations de la marine néerlandaise pendant la campagne de mai 1940 (3). Mais la partie la plus importante du livre est sans doute celle sur les événements en Extrême-Orient, depuis Pearl Harbour jusqu'à la capitulation de Java (p. 153-389). L'auteur y défend le point de vue qu'on a toujours attaché une importance trop exagérée à la fameuse bataille de la mer de Java au 27 février 1942. M. Bezemer ne croit pas que les Hollandais auraient tenu Java s'ils avaient gagné cette bataille au lieu de la perdre. Il nous rappelle que les dirigeants alliés avaient déjà abandonné l'île de Java avant le 27 février, le jour de cette bataille fatidique. M. Bezemer considère la bataille de la mer de Java comme la fin inévitable et tragique de la période entre le début de décembre 1941 et la fin de mars 1942. Son opinion ne sera sans doute pas partagée par tous les historiens des Pays-Bas et se heurtera vraisemblablement aussi au mythe qui s'est créé depuis treize ans autour de cette bataille (4).

M. Bezemer donne une description très détaillée de cette bataille, tout en déplorant le manque de sources du côté allié et japonais. Il constate, avec raison, que le *Combined Striking Force* du contre-amiral Karel Doorman a eu une mauvaise fortune imprévue au cours de la bataille. Déjà au début du combat les Japonais éliminèrent, par un tir heureux, le *Exeter* (croiseur britannique) et coulèrent le *Kortenaer* (contre-torpilleur néerlandais). A ce moment, le destin de l'escadre alliée fut pratiquement décidé. Du côté japonais un seul contre-torpilleur, le *Asagumo*, avait quelques avaries, mais les Japonais ne perdaient pas un seul bateau, tandis que les Alliés perdaient dans la bataille deux croiseurs (néerlandais) et trois contre-torpilleurs (deux britanniques, un néerlandais). Au point de vue militaire, la bataille était donc un désastre, mais au point de vue moral elle était, d'après M. Bezemer, très importante, surtout pour la marine néerlandaise qui n'avait pas livré de grande bataille sur mer depuis cent cinquante ans, c'est-à-dire depuis l'époque de Napoléon.

Dans un très bref résumé de vingt-quatre pages, l'auteur retrace les activités de la marine néerlandaise depuis la chute de Java jusqu'à la fin de la guerre. Il va de soi qu'on ne peut pas dire beaucoup dans un espace si bref et je me demande si l'auteur n'aurait pas mieux fait d'arrêter son récit à la chute des Indes néerlandaises. On ne peut pas traiter, à mon avis, l'histoire maritime depuis mars 1942 jusqu'à mai 1945 comme un épilogue de la bataille de la mer de Java. D'autre part, il est vrai qu'après mars 1942 la marine néerlandaise n'agit plus indépendamment, mais sous le commandement allié.

C. T. de Jong.
La Haye.

(1) K. W. L. Bezemer, *Zij vochten op de zeven zeeën* (« Ils se battaient sur les sept mers »), Utrecht, W. de Haan, 1954, 423 pages, cartes, ill., registre.

(2) Voir compte rendu dans la *Revue*, nos 10-11, p. 241.

(3) Le livre de M. A. Kroese, *Neerlands zeemacht in oorlog* (La marine néerlandaise dans la guerre), Londres, 1944, étant, vu la date de publication, dépassé depuis longtemps.

(4) Voir déjà une série d'articles sur la bataille de la mer de Java par l'amiral

NOUVELLES D'ITALIE

Les fascicules 1 et 2 (nos 34 et 35) de l'excellente revue *Il movimento di liberazione in Italia* (4 août 1955), sont constitués par un groupe d'études sur *La crisi italiana del 1943 e gli inizi della resistanza.* On y trouve deux grands rapports dus à des résistants qualifiés : A. Salvatorelli, *Situazione interna e internazionale dell'Italia,* dans le premier semestre de 1943, où l'auteur expose que les conditions de la politique extérieure de Mussolini sont génératrices de la défaite militaire de l'Italie et de la faillite du fascisme, et F. Parri, *Gli Inizi della resistanza,* interprétation plus que récit des débuts de la Résistance ; suivent les communications [toutes intéressantes] de R. Battaglia, *Un aspetto inedito della crisa del 1943, l'atteggiamento di alcuni gruppi del capitale finanziario ;* A. Bortelotto, *Ricordi della constituzione della forze di resistenza alle bande armate alpine venute nelle Alpi e Prealpi bellunesi e feltrinesi nel 1943* ; Bulferetti, *Risorgimento e Resistenza,* où est proposée une interprétation d'ensemble ; R. Cessi, *Comitati di liberazione e Brigate del popolo della provincia del Veneto orientale ;* E. Collolli, *Antifascismo e resistenza della Venezia Giulia all'alba della lotta di liberazione ;* M. Giovena, *Ricerche della storia del C. L. N. Piemontese* ; R. Luochi, *Primi orientamenti per le studio della crisi politico-militare del 1943* ; C. Pavone, *I gruppi combattenti Italia ;* L. Ricordi, *Colpa di stato e movimento di liberazione,* qui exprime le sens de la journée antimussolinienne du 25 juillet 1945 ; A. Repaci, *Le componenti storiche del movimento di liberazione ;* F. Solari, *Le origini della resistenza italiana e la prima formazione G. L. ;* L. Valiani, *I partiti antifascisti nel 1943.* C'est un ensemble satisfaisant d'études scientifiques auxquelles leur objectif de « conserver le patrimoine idéal et matériel de la Résistance » n'enlève rien de leur valeur scientifique.

— Le numéro de mai 1955 — paru en octobre 1955 — de *Il Movimento di liberazione in Italia* contient les articles suivants : F. Catalano, *La missione del C. L. N. A. I. a del Sud* (novembre-décembre 1947) ; F. Nitti, *Diario dell'occupazione tedesca in Barletta* (septembre 1943) ; F. Valobra, *Filmografia della resistenza Italiana.* On y trouve, dans la bibliographie, un compte rendu sympathique du livre de MM. H. Michel et Mirkine-Guetzévitch, *Les idées politiques et sociales de la Résistance.*

— Je retiens, dans le volume collectif publié sous le titre *Dieci anni dopo, 1945-1955* (Bari, Laterza, in-8°, 599 p., 300 lires), l'étude de M. Attilio Battaglia, qui, sous le titre *Giustizia e politica nella giurisprudenza,* fournit des faits et des idées utiles touchant les poursuites contre les hiérarques du fascisme, les délits de collaboration, les amnistiés et la politique de conciliation, les poursuites contre les délits militaires, les poursuites contre les partisans. Il ne craint pas de souligner le renversement juridique opéré, de noter comment les fascistes ont pris l'offensive et comment la Résistance doit maintenant répondre à cette offensive, et, si les réflexions de l'auteur au sujet de la pratique judiciaire dans son pays ne sont point toujours souriantes, elle comporte une sorte d'espoir dans l'action éventuelle de ceux qui ont foi dans la civilisation libérale que paraît défendre son pays.

C. E. L. Helfrich, commencée dans le *Algemeen Dagblad* du 26 février 1955 et continuée dans chaque numéro de samedi de ce journal.

Piero Caleffi, *Si fa presto a dire fame.* Préface de Ferrucio Parri, Milano et Roma, Edizione Abanti, in-16, 1954, 206 pages.

Souvenirs d'un socialiste en lutte avec le fascisme, en lutte à partir de 1943 avec les Allemands d'occupation et faisant partie de la junte exécutive du Parti d'Action ; arrêté, il est expédié à Mauthausen. Caleffi commence son récit à la journée du 25 juillet 1943, accueillie par des manifestations de joie dans le train qu'il avait pris de Gênes à Turin. Il énumère ses relations, parmi lesquelles il convient de noter Minio Steiner, neveu de Matteotti, il raconte cette vie trépidante et inquiète de résistant traqué, l'envoi aux camps de concentration et les injections de benzine libératrice, les exécutions d'otages, le rite odieux des arrestations, y compris les offres hypocrites des fascistes, les interrogatoires ponctués de menaces et de coups. Avant d'arriver à Mauthausen, il a fallu traverser le camp de Bolzano, où Caleffi passe la Noël de 1944. Et voici Mauthausen et les matraques de caoutchouc pour le réveil, et la prostitution forcée des petits Juifs orphelins et toutes les horreurs imaginées par les S. S. Les « Macaroni » ou les « Badoglio », comme on appelait les Italiens, n'avaient pas à souffrir plus que les autres, mais les récits de Caleffi n'en sont pas moins terribles et son témoignage vaut contre les organisations de Mauthausen. Qu'on ajoute à toutes ces misères l'affreuse faim qui vaut son titre à cet ouvrage et la folie furieuse ou mélancolique qui surgit dans les rangs des détenus. Cependant, le femme de Caleffi, déportée à Ravensbruck, arrivait à s'enfuir lors de l'invasion libératrice des Russes, et c'est en Suède qu'au mois d'août 1945 ils se retrouvèrent : elle devait mourir dans la nuit du 12 mai 1954.

Général Cesare Amé, *Guerra segreta in Italia, 1940-1943*, Gherardo Casini, éditeur, 1954, 223 pages ; prix : 1.000 lires.

Créé en 1900, le Service des Informations militaires a eu pour objet de fournir l'État-Major italien de tous les éléments susceptibles de déterminer son action défensive ou offensive. A mesure que l'Italie a développé son rôle diplomatique dans le monde et que de nouvelles conditions se sont instituées pour son intervention éventuelle dans la politique générale, et particulièrement dans la préparation et l'exécution de décisions militaires, le service s'est extraordinairement compliqué, au point de comporter des divisions extrêmement nombreuses d'une technicité progressivement poussée, et, hors d'Italie, se sont multipliés les centres d'information dont le recrutement sur le plan linguistique et technique a exigé du général Amé, chef du service, des trésors d'ingéniosité, de patience et d'intelligence. On conçoit, dès lors, que le livre écrit par celui-ci a, pour l'histoire des opérations de guerre menées par l'Italie depuis 1940, un très grand intérêt. L'auteur, en effet, suit exactement la marche de celles-ci en parcourant les différents théâtres géographiques où elles se sont développées, et, à propos de la préparation de celles-ci, il fournit une contribution précieuse d'informations utiles. Il lui est arrivé d'entrer en liaison avec certains collègues allemands, dont l'amiral Canaris, auquel tout un chapitre du livre est consacré. La politique, fatalement subtile ou nécessairement ductile, que le général Amé a été ainsi amené à suivre a été ainsi évoquée par lui avec tous les détails indispensables pour comprendre ou expliquer les événements qui, en quarante mois de guerre, se multiplièrent sur tant de théâtres variés, et, en face de tant de carences et d'erreurs, le chef de service a le bonheur d'enregistrer une tradition efficiente dans un climat de loyauté et d'honneur militaire.

G. Bourgin.

SUR LA MISSION DE M. ROUGIER

A la suite d'un compte rendu par M. H. Michel du livre de M. Rougier : Les accords secrets franco-britanniques, *nous avons reçu de l'auteur la lettre suivante :*

M. Henri Michel a bien voulu rendre compte, dans le numéro de juillet dernier de la *Revue*, de ma mission à Londres. Comme on ne saurait suspecter l'entière bonne foi du Rédacteur en chef d'une publication scientifique chargée par les pouvoirs publics de rechercher la vérité historique sur la deuxième guerre mondiale, celui-ci me saura certainement gré de rectifier quelques graves confusions, inexactitudes et omissions qui lui ont échappé involontairement. Elles prouvent combien, avec le meilleur esprit critique, il est difficile d'aborder sans prévention des événements encore si proches, qui ont soulevé tant de passions et engagé tant d'intérêts, surtout quand ils sont à contresens d'une certaine simplification des choses qui fut longtemps tenue pour vérité officielle. Pour ne pas abuser du droit de réponse, je m'en tiendrai au principal et suivrai l'ordre de l'auteur.

1. — « Tous les ministres de Vichy, à l'exception de M. Jacques Chevalier, n'ont personnellement rien connu de l'affaire et ils se bornent à se référer aux aux déclarations du professeur Rougier. » C'est rigoureusement inexact.

Tout d'abord, comme l'ont attesté MM. Baudoin et Fernet, « personnellement au courant de l'affaire », M. Jacques Chevalier n'en fut précisément pas informé et l'ignorait quand il reçut l'émissaire de Lord Halifax, M. Pierre Dupuy. Le général Weygand connut directement l'existence de ma mission à Londres par la lettre des ministres anglais lui demandant de me recevoir à mon passage à Alger, et il eut alors sous les yeux mes documents, comme il n'a cessé d'en témoigner devant *la Commission parlementaire d'enquête* et dans ses *Mémoires*. Mais, surtout, M. Michel croit devoir oublier *que c'est M. Pierre-Étienne Flandin qui, quatre mois avant moi et à mon insu* (1), *a révélé le texte des accords, le 26 février 1945, devant la Commission d'enquête chargée de l'interroger*. J'étais alors à New-York ; M. Flandin, depuis de longs mois, était en prison. Ce n'est donc pas « en se référant à mes déclarations » qu'il a eu connaissance des négociations de Londres et du protocole que j'en avais rapporté. C'est, comme il l'a confirmé devant la Commission et dans son procès, le maréchal Pétain qui l'a mis directement au courant. Ce dernier s'y est référé dans sa note écrite, le 8 avril 1945, à son juge d'instruction. Je ne suis donc pas « l'unique témoin français vivant », puisque, grâce à Dieu, Weygand et Flandin sont parmi nous. M. Michel peut directement les consulter.

2. — M. Rougier « a varié dans ses déclarations ». M. Michel l'affirme, mais ne dit pas en quoi. Pour ma part, je n'en ai nulle conscience. Qu'il lui plaise de m'en informer.

3. — « Le gouvernement britannique ne peut être accusé « de faux diplomatique » quand il affirme qu'il n'y eut jamais de véritable accord signé. » Ici, la confusion de M. Michel est singulière, pour ne pas dire significative. L'accusation que j'ai portée dans la grande presse américaine et canadienne, dans une brochure en deux langues adressée à toutes les Ambassades de Washington, dans mes articles et dans mes livres, ne se rapporte aucunement à l'assertion du gouvernement britannique qu'il n'y eut pas d'accord signé, c'est-à-dire à la qualification du protocole de Londres. Mon accusation se

(1) C'est même les révélations de M. Pierre-Étienne Flandin qui m'ont déterminé à écrire mon livre paru quatre mois plus tard au Canada : *Mission secrète à Londres*.

réfère *uniquement* au texte que le *Livre blanc britannique*, paru le 13 juillet 1945, a partiellement substitué à celui révélé d'abord par M. Flandin, publié par moi quatre mois plus tard, et dont le président Roosevelt m'avait fait demander des copies bien auparavant. Le texte britannique, je l'ai intégralement cité au regard du mien et longuement analysé dans le livre dont M. Michel rend compte (p. 78-91), si bien qu'aucun lecteur tant soit peu attentif ne saurait s'y méprendre. Le *New-York Times*, en publiant le 8 août 1945 ma réponse au *Livre blanc*, ne s'y est pas trompé, puisqu'il a mis en gros titre : *Rougier accuses Britain of Forgery*. Le Foreign Office ne s'y est pas trompé, car, n'ayant rien à répliquer, il s'est borné à communiquer par l'Agence Reuter : « Le Gouvernement de Sa Majesté ne répondra pas pour ne pas gêner le cours de la justice française ! »

En créant un malentendu sur l'objet de mon accusation, *M. Michel a littéralement subtilisé la pièce révélatrice de toute l'affaire*. Le moindre idiot de village comprendra que, si un gouvernement, en présence des révélations d'un « obscur universitaire », se croit obligé de publier un *Livre blanc* et se livre à une grossière falsification de texte que révèlent le manque de suite dans les idées, l'inopportunité des arguments et une singulière faute de français (*consciencieusement* pour *consciemment*), *c'est qu'il a quelque chose de grave à dissimuler* : le Premier Ministre était alors en pleine période électorale et l'aveu de la moindre « compromission » avec Vichy, dont la publication du *Livre blanc* a pour but de le défendre comme il l'avoue sans fard dans sa lettre missive, eût été exploité contre lui par les travaillistes ; il était, en outre, soucieux de rattraper sa mise, si fort compromise, sur celui qui était devenu, en dépit de ses efforts et de ceux de Roosevelt, le Chef du gouvernement provisoire de la République française, en essayant de nullifier la portée d'un document qui eût pu modifier le verdict que l'on attendait du procès Pétain. Si la presse américaine a publié, en temps de guerre, dans ses plus grands quotidiens une accusation dont elle a pris sur elle de souligner le caractère infamant (*Forgery*), alors que j'avais rédigé ma réplique au *Livre blanc* avec un *sense of humour* dont l'ironie me dispensait d'être agressif, comment ne pas inférer que le gouvernement américain avait quelques raisons de croire au bien-fondé de ma position. Enfin, du côté français, si la presse de la Libération unanime taxait de « mythe ingénieux » le récit du « valet de Pétain » ; si, enfin, le principal juge d'instruction dans la procédure du procès Pétain a omis de verser les deux séries de vingt-deux documents photographiés que j'avais adressés au général de Gaulle, sur sa demande, et au ministre de la Justice sur commission rogatoire (1), « pièces dont la valeur probante était considérable », puisqu'elles contribuèrent un an plus tard, M. Winston Churchill et le général de Gaulle n'étant plus au pouvoir, au non-lieu de M. Pierre-Étienne Flandin, comment ne pas conclure qu'en vertu de « la raison d'État », dont il aimait à se prévaloir, le *Chef du Gouvernement provisoire d'alors ait été hautement intéressé à voir discréditer un témoignage qui eût pu modifier le verdict, obtenu à une voix de majorité, dont il attendait la justification de sa prise de pouvoir et de toutes les procédures d'exception de l'épuration?*

4. — « Des négociations économiques avaient d'ailleurs commencé à Madrid, avant que ne s'engageât la mission du professeur Rougier — *c'est un des points qui font peser un doute sur l'authenticité du texte de M. Rougier* qui, dans le paragraphe 2 de la partie E, fait commencer ces négociations postérieurement à son voyage et les présente comme une de ses conséquences. » Je n'ai nullement contesté, quand je les ai apprises, que des négociations aient été amor-

(1) S'élever contre de pareilles pratiques, c'est, selon M. Henri Michel, faire œuvre de partisan (*art. cité*, p. 41).

cées avant mon arrivée à Londres (*op. cit.*, p. 67-68), mais la dépêche du Foreign Office à Samuel Hoare du 19 octobre montre avec quelle défiance et réticence le gouvernement britannique s'y était engagé : « Le gouvernement français nous a donné jusqu'ici peu de raisons d'ajouter foi aux promesses verbales auxquelles il lui a donné de souscrire. » Or, brusquement, le 3 novembre, M. Churchill dépêche à Madrid, conformément à la proposition qu'il m'avait faite, M. Ecclès, qui, d'entrée de jeu, demande à son interlocuteur français, qui en a témoigné (*Le Figaro*, 27 février 1953), s'il est « *au courant de la mission du professeur Rougier à Londres* » et, sur sa réponse négative, *lui donne « des indications générales à ce sujet »*.

Si mon texte est « inauthentique », s'il n'y a aucune liaison entre ma mission et l'envoi de M. Ecclès à Madrid, je demande à M. Michel qu'il nous explique une si saugrenue question et de si inopportunes explications? M. Michel a dû lire bien superficiellement mon livre, car je me refuse à croire qu'il l'ait lu en partisan (1).

5. — Je passe sur d'autres inexactitudes et omissions, sur lesquelles volontiers je reviendrais si la *Revue* m'y invitait, pour arriver à un argument que M. Michel n'a fait, du reste, qu'esquisser. Si la mission Rougier fut ce que son auteur en a dit, comment expliquer que les ministres anglais soient revenus à la charge quelques semaines plus tard, en décembre 1940, avec les pourparlers Halifax-Chevalier?

Il ne faut pas oublier qu'à Londres les Français qui incarnaient la résistance ne cessaient de répéter que Pétain et Weygand, ainsi que les ministres du gouvernement de fait de Vichy, étaient des traîtres et qu'il convenait de leur accorder nulle confiance, entretenant ainsi les responsables de la politique anglaise dans un climat de perpétuelle perplexité. Mais je préfère, dans un but d'apaisement réciproque, risquer une hypothèse de travail qui concilierait, à l'agrément des deux partis, leurs thèses antagonistes.

Comment le maréchal Pétain a-t-il ratifié le Protocole de mes conversations de Londres? Là-dessus nous n'avons qu'un seul témoignage, celui de M. Paul Baudoin. Dans la sténographie de son procès, puis dans son livre *Neuf mois au gouvernement*, il raconte comment, le dimanche 10 novembre — alors que j'avais rendu compte de ma mission dans la matinée même au Chef de l'État en présence de Fernet — il conduisit le ministre du Portugal, Gama Ochoa, dans la chambre du Maréchal, à dix heures du soir, pour le prier de faire savoir au gouvernement de Sa Majesté que le Maréchal a reçu le professeur Rougier et a donné sa complète approbation aux propositions que celui-ci lui a apportées. M. Baudoin ajoute : « Le ministre du Portugal accepta, et c'est dans ces conditions que la confirmation de la ratification du Maréchal aux accords Rougier fut envoyée en Angleterre. »

Gama Ochoa mourut quelque temps après, en janvier 1941. Comment s'est-il acquitté de sa mission auprès des Britanniques? Étant à Vichy, par quel intermédiaire? Plaçons-nous dans l'hypothèse limite où la communication ne soit pas parvenue ou soit mal parvenue.

Le gouvernement britannique vient de faire la preuve de la plus extrême bonne volonté. Immédiatement après mon départ de Londres, il a exécuté la clause des accords relative à la radio. Il a dépêché à Madrid M. Ecclès pour négocier avec Léon Marchal en se référant à ma mission. Desserrant le blocus, il a laissé les navires venant de Dakar et de Casablanca transiter par Gibraltar. Il a adressé, le 7 novembre, une instruction à Samuel Hoare, qui a fait dire à

(1) Je n'arrive pas non plus à comprendre quels sont les critères de moralité de M. Henri Michel. D'une part, il me déclare « animé des intentions les plus nobles » et constate que « ma conduite personnelle est inattaquable » ; d'autre part, il m'accuse d'avoir produit un texte inauthentique, c'est-à-dire d'être un faussaire.

Weygand : « *On est en droit de conclure que l'Angleterre avait opté, si je puis dire, pour les propositions Rougier*, puisque là nous nous trouvons à la date du 7 novembre, c'est-à-dire au lendemain du jour où l'on me demande de recevoir M. Rougier à Alger, et qu'il y a eu, le 7 novembre, une communication du Foreign Office adressée à l'ambassadeur de Grande-Bretagne pour qu'il présente certaines questions au gouvernement français, et ces questions visent, justement, les accords sur l'Afrique » (*Commission d'enquête*, t. VI, p. 1627). En bref, le gouvernement de Sa Majesté, avant même que je sois arrivé à Vichy, avant même qu'il ait pu matériellement recevoir une réponse de Vichy, passe, sans plus attendre et prenant les devants, à l'exécution des clauses du Protocole de Londres. Il ne ratifie pas, soit : il fait mieux, il exécute.

Si la communication dont s'était chargé Gama Ochoa n'a pas été transmise ou si cette procédure de ratification, élaborée dans des circonstances que M. Paul Baudoin a qualifiées de « romantiques », a pu paraître insuffisante ou étrange, comment s'étonner que, dans leur impatience d'aboutir à un accord avec Vichy en dépit des protestations gaullistes, harcelés par l'accélération des événements, les ministres anglais aient envoyé M. Pierre Dupuis à M. Jacques Chevalier pour reprendre dans les mêmes termes mes propositions et les leurs, tout à la fois encouragés par ma mission et intrigués par le silence de Vichy? Ainsi pourraient s'expliquer les deux affirmations contradictoires : celle du gouvernement de Vichy déclarant qu'il y eut ratification, celle du gouvernement de Londres : « no agreement was concluded with Vichy ». Mon hypothèse n'excuserait toutefois pas le Foreign Office, sous la caution de M. Winston Churchill, d'avoir commis un faux, certes maladroit, mais combien opérant, la veille du procès Pétain pour influencer la justice française. Elle n'empêcherait pas que ma mission n'ait eu une influence décisive, puisque, outre les avantages que j'ai rappelés, elle a fourni à M. Pierre-Étienne Flandin l'argument décisif pour faire échouer l'expédition du Tchad, qui eût créé le *casus belli* entre la France et l'Angleterre que certains, tant à Londres qu'à Vichy, appelaient de leurs vœux, et elle a procuré à Weygand un argument de surcroît pour faire rejeter les protocoles de Darlan.

Louis Rougier.

Laissant à M. Rougier le ton polémique, qu'il a cru devoir adopter, sans doute pour montrer qu'il n'est ni « partisan » ni « passionné », je me bornerai à quelques précisions sur les points qu'il a soulevés. (Nous aurons à revenir sur l'ensemble des faits à l'occasion d'études en cours de rédaction sur ces sujets ou des sujets voisins.)

1) *Témoins de M. Rougier* : Je lui donne bien volontiers acte que M. J. Chevalier n'a pas connu sa mission : c'est un témoin favorable à M. Rougier que j'ai eu tort d'ajouter et qu'il importe, au contraire, de retrancher (1).

Restent le général Weygand, l'amiral Fernet et M. Flandin. Lorsque le général Weygand a déposé au procès du maréchal Pétain, il ne se souvenait plus d'avoir vu M. Rougier à Alger. Il déclare : « J'ai appris, en somme, tous ces détails par les publications de M. Rougier (2). » Devant la *Commission parlementaire d'enquête* (3), le général s'étend plus longuement sur la « mission Rougier » pour reconnaître, en définitive : « qu'il n'a jamais eu de conversation directe avec le maréchal Pétain sur l'affaire Rougier... qu'il n'a jamais su si l'accord avait été ou non ratifié et qu'il est très difficile de débrouiller tout cela ».

(1) *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº de juillet 1956, p. 41 et sq.
(2) Audience du 31 juillet 1945.
(3) Audition du 7 avril 1949. T. VI, p. 1623.

L'amiral Fernet a été le seul témoin de la remise des documents au maréchal Pétain par M. Rougier. Il a répondu à une question du procureur général au procès Pétain : « Je n'étais que le collaborateur du Maréchal pour l'exécution de ses audiences ; je n'ai pas scruté à ce moment tous les termes des papiers Rougier. » Il a été plus affirmatif *après la publication des livres de M. Rougier.*

Quant à M. Flandin, c'est lui qui a effectivement révélé le texte des accords le *26 février 1945* devant la Commission chargée de l'interroger. A ce moment, M. Rougier était à Montréal ; son livre ne paraîtra que trois ou quatre mois plus tard. Mais, *le 18 mars 1945*, M. Rougier adressait à la *Haute-Cour de Justice* vingt-deux photographies de documents qui, écrit-il, « contribueront au non-lieu de M. Flandin ». La façon dont M. Flandin a pu détenir une copie intégrale d'un texte dont le maréchal Pétain, le 18 novembre 1940, ne lui montra que la première page, n'est pas élucidée (1).

Les déclarations de M. Flandin ont amené les avocats de Pétain à rédiger la note du 8 avril 1945. Interrogé sur cette note, le 8 juin 1945, le Maréchal ne put dire si le « traité » avait été signé ou non et renvoya, sur ce point, au témoignage de M. Flandin, qui lui-même avait déclaré tenir la chose du Maréchal (2) !

Ainsi plusieurs personnalités ont connu tout ou partie du voyage et des conversations de M. Rougier. Mais c'est seulement après ses révélations que des hommes politiques, dont l'action fut considérable à Vichy, ont commencé à affirmer que le maréchal Pétain avait donné son agrément aux « accords » et que ceux-ci avaient orienté sa politique.

2) *Variations de M. Rougier* : M. Rougier a publié deux fois, sous deux titres différents, un récit de sa mission. « Le moindre idiot de village » — pour reprendre une de ses expressions — comprendra qu'il n'aurait pas procédé de la sorte s'il s'était simplement répété.

Passons sur les variations de dates et de récit (notamment sur le séjour à Alger). Sur le but de la mission, après avoir déploré de ne pas avoir pu « amener de Gaulle, Weygand et Pétain à composition en vue d'exécuter un plan secret » (premier livre), M. Rougier est plus modeste dans son deuxième livre où il n'est question que de « dissiper les malentendus franco-anglais sur les clauses navales de l'armistice » et de desserrer un peu le blocus.

Par contre, l'appréciation des résultats de la mission n'évolue pas dans un sens tendant à en diminuer l'importance. Ainsi l'accueil du maréchal Pétain au retour du missionnaire est d'abord relaté : « Sérénité d'un sage ou insensibilité d'un vieillard... le Maréchal me serra la main en me remerciant sans dire ce qu'il allait faire » ; il devient successivement une « pleine et entière approbation donnée à mon protocole » (lettre au *Figaro* du 13 février 1953) et « la satisfaction évidente du chef de l'État » (deuxième livre).

3) *Faux diplomatique* : Constatons que le reproche s'adresse au texte du mémorandum inséré dans le *Livre blanc* britannique, et que n'est pas discutée l'affirmation du gouvernement britannique : « no agreement was concluded with Vichy ». Voilà, du moins, peut-on penser, un fait acquis.

Le gouvernement britannique a pu être gêné, dans le climat de la Libération, par la publicité donnée à ses tentatives d'accord avec Vichy. Mais Churchill y avait fait allusion dans son discours du 9 avril 1941 à la Chambre des

(1) M. Flandin, fait curieux, a présenté, étant inculpé, « *l'accord Rougier* » pour sa défense, alors qu'il n'y avait pas été mêlé, et n'a rien dit des « *accords Chevalier* », engagés sous son couvert ! Cf. Noguères, *Le véritable procès du maréchal Pétain*, p. 372.

(2) Cf. Noguères, *op. cit.*, p. 370.

Communes et, contrairement à ce qu'a cru M. Rougier, il a tenu de Gaulle au courant, du moins sur l'essentiel (1).

4) *Négociations économiques en Espagne* : M. Rougier écrit : « Le gouvernement anglais *enverra* à Madrid un expert économique qui s'entendra avec un expert économique français au sujet d'échanges éventuels avec le Maroc. »

A quoi M. Marchal a répondu : « Le représentant britannique agissait en vertu d'instructions *antérieures* au voyage à Londres de M. Rougier (2). » Quant au général Weygand, il a engagé des négociations économiques avec Murphy sur l'Afrique du Nord sans avoir reçu d'instructions de Vichy.

Écrivant que ce point était un de ceux qui faisaient douter de l'authenticité du texte de M. Rougier, je n'ai pas voulu accuser celui-ci d'un faux ; mais M. Rougier a appelé « protocole » ce qui était seulement un compte rendu d'entretiens. Rien d'étonnant qu'un futur y ait pris la place d'un passé ; or, sur ce point, il ne saurait s'agir d'un accord à venir, puisqu'il est acquis. Il ne s'agit d'ailleurs que de négociations *économiques*, non secrètes, et de portée limitée.

5) *La « ratification » par Vichy* : D'après M. Baudoin, elle aurait été signifiée à Londres par l'intermédiaire de l'ambassadeur du Portugal à Vichy, M. Gama Ochoa. Mais on ne sait comment ce dernier s'est acquitté de sa mission. M. Flandin, à son procès, a donné comme intermédiaire « notre poste diplomatique à Madrid », ce que dément P. Pietri (3). D'après l'amiral Fernet, une copie du « protocole » aurait été remise à la direction des Affaires politiques du ministère des Affaires étrangères (4) : mais M. Rochat ne semble pas y avoir fait allusion au cours de son procès. Tout cela autorise-t-il M. Rougier à affirmer qu'il y eut « ratification par le gouvernement de Vichy (5) »?

En définitive :

a) M. Rougier n'a pas été envoyé à Londres par Pétain.

b) Aucun accord politique n'a été signé par les Anglais et la « ratification » par Vichy est loin d'être prouvée.

c) Aucun accord d'envergure ne pouvait d'ailleurs être conclu, car — c'est le fait capital — les Anglais mettaient comme condition essentielle la rentrée de l'Empire dans la lutte... ce qu'on se refusait à envisager à Vichy.

d) M. Rougier a appelé protocole, puis accord, un compte rendu d'entretiens.

H. Michel.

(1) Cf. *télégramme* de Lord Halifax dans annexes au tome I des *Mémoires* du général de Gaulle, p. 307-308.

(2) Lettre publiée dans le *Figaro* du 20 février 1953.

(3) *Mémoires*, p. 120.

(4) « *Aux côtés du Maréchal* », p. 80.

(5) Signalons au passage que la France Libre, pas plus que la Résistance intérieure, n'a jamais accusé le général Weygand de trahison : on avait mis, au contraire, beaucoup d'espoirs en lui, qui furent déçus.

BIBLIOGRAPHIE [1]

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

*Hurewitz (Jacob Coleman). — *Diplomacy in the Near and Middle East. A documentary record, 1914-1956*, vol. 2, Princeton, Van Nostrand, 1956, in-8°, 445 p.

Recueil des documents les plus importants.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

Bauer (E.). — Le deuxième conflit vu d'Italie, *R. Déf. nat.*, sept. 1956, pp. 1024-1054.

L'œuvre de l'Ufficio Storico depuis 1947.

Haupt (Werner). — Die brasilianische Geschichtsforschung über den 2. Weltkrieg, *Wehrw. Rundsch.*, juin 1956, pp. 336-339.

Hayes (John D.). — The papers of naval officers : Where are they?, *Military affairs*, summer 1956, n° 2, pp. 102-103.

Nécessité de regrouper ces documents épars dans diverses bibliothèques des Etats-Unis, ou, tout au moins, de faire le relevé de ces fonds.

Internationale Tagung für Zeitgeschichte, *Vierteljahrsh. für Zeitgeschichte*, juill. 1956, p. 332.

Le congrès de Tutzing, 22-25 mai 1956, sur l'histoire du national-socialisme.

Michel (Henri). — Les historiens en face de la deuxième guerre mondiale, *Évidences*, juin-juill. 1956, pp. 21-26 et 49.

Noether (Emiliana P.). — Italy reviews its Fascist Past. A bibliographical essay, *Amer. historical Rev.*, juill. 1956, pp. 877-899.

Stehle (Hans Jakob). — Das Versagen der Politik gegen Hitler. Historiker versuchen eine Klärung, *Frankf. Allg.*, 6 juin 1956, p. 2.

Le congrès de Tutzing.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*Andreotti (Giulio). — *De Gasperi e il suo tempo*, Milano, Mondadori, 1956, in-8°, 442 p., ill. h. t.

*[Autori vari]. — *Graziani*, Premessa di P. Pisenti, Roma, Abete, 1956, in-4°, 445 p., phot. h. t.

Collana di Studi storici edita da Rivista Romana.

*Bloch (Pierre). — *Le vent souffle sur l'Histoire*, Paris, éd. S. I. E. P., 1956.

Avec de Gaulle à Londres et à Alger (1940-1945).

*Burns (James Mac Gregor). — *Roosevelt, the lion and the fox*, New York, Harcourt, 1956, in-8°, 569 p., bibliogr.

Biographie de F. D. R. par un membre de son administration.

*Collis (Maurice). — *Last and first in Burma 1941-1948*, London, Faber and Faber, 1956, in-8°, 303 p., cartes et phot. h. t.

Témoignages sur l'invasion japonaise et la campagne de libération.

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. — Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine* sous le contrôle de F. Debyser.

*Cowles (Virginia Spencer) [Mrs Aidan Merivale Crawley]. — *Winston Churchill : the era and the man* [rev. ed.], New York, Gosset, 1956, in-8°, 396 p., ill.

Gordon (Harold J. jr.). — The character of Hans von Seeckt, *Military affairs*, summer 1956 (n° 2), p. 94-102.

*Houart (Victor). — *Les carnets d'Offenberg*. Préd. de P. Townsend, Paris, Pensée moderne, 1956, in-8°.

Bataille d'Angleterre.

Koeltz (Louis). — Les mémoires du général de Gaulle, *R. Paris*, juill. 1956, pp. 55-62.

Macintyre (capt. Donald). — Three Aces-trumped, *U. S. Nav. Inst. proceedings*, sept. 1956, p. 917-927, phot.

Comment ont fini les trois « as » de l'arme sous-marine allemande, les commandants Gunter Prien, Otto Kretschmer et Joachim Schepke.

Neubronn (Alexander Frhrr von). — Als « Deutscher General » bei Petain, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1956, pp. 227-250.

Extrait d'un mémoire inédit. L'auteur, nommé le 1er sept. 1940 à l'office de contrôle de l'armée d'armistice, à partir du 31 janv. 1943, représenta le maréchal von Rundstedt auprès de Pétain sous le titre de « Deutscher General des Oberbefehlshaber in Vichy ».

Puntoni (gen. Paolo). — Parla Vittorio Emanuele. Diario inedito del generale Puntoni, *Tempo*, 13, 20 et 27 sept. 1956 (à suivre).

Extraits du journal de l'aide de camp de Victor-Emmanuel pendant la deuxième guerre mondiale.

*Robertson (E. H.). — *Paul Schneider, the pastor of Buchenwald*, New York, 1956, in-8°, 125 p.

*Sarfatti (Magherita G.). — *Acqua passata*, Bologna, Capelli, 1955, in-8°, 235 p.

Souvenirs sur les personnalités de la vie politique italienne qu'elle a connues.

*Tansky (Michel). — *Joukov, le maréchal d'acier*, Paris, Laffont, 1956, in-16, 248 p.

*Togo (Shigenori). — *The Cause of Japan*, New York, Simon and Schuster, 1956.

De longs extraits de ces mémoires sont publiés dans *U. S. News and World Report*, 31 août 1956, pp. 123-151.

La politique du Japon, des origines de l'intervention à la capitulation, par l'ancien ministre japonais des Affaires étrangères.

Turner (Robert T.). — Hitler's prestige evaluations in World War II, *Mil. R.*, juill. 1956, pp. 19-24.

Appréciations d'Hitler sur les Anglais, les Russes et les Américains.

*Wolfe (Harold). — *Herbert Hoover public servant and leader of the loyal opposition. A study of his life and career*, New York, Exposition Press, 1956, in-8°, 507 p.

II. — LA SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

Watt (D. C.). — The Anglo-German naval agreement of 1935 : an interim judgement, *J. of Intern. Hist.*, juin 1956, pp. 155-175.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

Duhamel (Morvan). — Le 22 juin 1941, c'est à nouveau l'U. R. S. S. qui attaqua la Finlande, *Est et Ouest*, 1er juill. 1956, pp. 3-4.

La Finlande voulait rester neutre au moment de l'attaque allemande du 22 juin, mais fut attaquée par l'U. R. S. S.

*Elbakian (A. J.). — *Ekonomičeskoe poraženie fašistskoj Germanii v vojne protiv S. S. S. R.* (La défaite économique de l'Allemagne fasciste dans la guerre contre l'U. R. S. S.), Moskva, Gospolitizdat, 1955, in-8°, 96 p.

*Fuller (J. F. C.), maj.-gen. — *The Decisive battles of the Western World and their influence upon History*. Vol. III : *From the American civil war to the end of the Second World War*, London, Eyre and Spottiswoode, 1956, in-8°, xii-663 p., cartes, plans.

La deuxième bataille de Sedan (1940), opération Barbarossa, le Pacifique, Midway (1942), débarquement en Afrique du Nord, El Alamein et Tunis, Stalin-

grad, la bataille de Normandie, la bataille du golfe de Leyte.

Spetzler (Eberhard). — Der Weg zur Luftschlacht um England in kriegsrechtlicher Beleuchtung, *Wehrw-Rundsch.*, août 1956, pp. 440-463.

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

Alexander (Richard G.), lieut.-com. U. S. Navy. — Experiment in total War, *U. S. Naval Inst. proceedings*, août 1956, pp. 837-847, phot.

La déclaration de Casablanca et la « strategic bombing policy » appliquée aux puissances de l'Axe.

*Erhman (John). — *Grand Strategy. History of the Second World War*, vol. V (*august 1943-september 1944*), London, H. M. S. O., 1956, in-8°, xxv-634 p., pl. h. t., cartes.

Ermens (P.). — Les problèmes du commandement au cours de la campagne d'Abyssinie, *R. col. belge*, 1er sept. 1956, pp. 659-660.

Au cours des opérations de la Force publique belge (dite Belgian Contingent in Sudan : B. C. S.) en 1941.

*Korta (Adam), Hopman (Michal). — *Karol Swierczewski. Zarys życia i działalności*, Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej, Komisja Wojskowo-Historyczna, 1954, in-8°, 254 p., pl., cartes h. t.

Essai sur la vie et l'action du général Swierczewski, par la Commission historique de l'Armée. — Plans des opérations menées en 1945 sur la Neisse et à Budziszyn. Bibliographie, pp. 249-251.

*Leighton (Richard M.) and Coakley (Robert W.). — *Global logistics and strategy 1940-1943*, Washington, D. C., Supt. of Doc., Gov. Print. Off., 1956, in-8°, 802 p., ill., cartes, diagr., cartes en pochette jointe.

(U. S. Army in World War II. The War Department v. IV.)

*Philippi (Alfred), Generalmajor. — *Das Pripjetproblem. Eine Studie über die operative Bedeutung des Pripjetgebietes für den Feldzug des Jahres 1941*, Darmstadt, E. S. Mittler u Sohn, 1956, in-8°, 82 p., cartes jointes.

(Wehrwissenschaftliche Rundschau, Beiheft 2.)

Sokol (Anthony E.). — Sea Power in the Mediterranean 1940 to 1943, *Mil. R.*, août 1956, pp. 12-27, cartes.

Question de Malte. Position italienne. Pertes britanniques (Crète). La dernière campagne de Rommel. Questions de logistique.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

*Conquet, Général. — *L'énigme des blindés (1932-1940), avec une réfutation de certaines responsabilités imparties au maréchal Pétain*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1956, in-16, 190 p.

Fane (Commander F. D.), Moore (Major Don W.). — The naked warriors, *U. S. Nav. Inst. proceed.*, sept. 1956, pp. 913-922, phot.

Les équipes de sabotage dans les opérations amphibies de la guerre du Pacifique (extraits d'un livre à paraître).

Grutzemacher (Karl W.). — Der Schnorchel und sein Einsatz, *Marine Rundschau*, n° 2, 1956, pp. 34-41, ill.

Courte bibliographie, p. 41.

Gurtner (René). — Deutsche Luftwaffen-Felddivisionen im Weltkrieg 1939-1945, *Allg. schw. mil. Z.*, août 1956, pp. 592-608.

Formation, instruction, composition organique, engagements (par lieux).

Hepp (Leo). — Die Funkaufklärung. Ein Teilgebiet des Wellenkrieges, *Wehrw. Rundsch.*, juin 1956, pp. 285-299.

Pendant la deuxième guerre mondiale.

Jacobsen (Hans-Adolf). — Motorisierungsprobleme im Winter 1939-1940, *Wehrw. Rundsch.*, sept. 1956, pp. 497-519, graph.

*Meyer (Kurt), [Panzermeyer]. — *Grenadiere der Waffen-SS.*, Göttingen, Plesse Verl., 1956, in-8°, 400 p., ill. (Die Waffen-SS., Band III.)

Reinicke (Adolf), Oberst. — Artillerie im Nachtangriff. Das Zusammenwirken der Waffen an einem praktischen Beispiel im Ostfeldzug, *Wehrkunde*, juill. 1956, pp. 342-345, cartes.

Combats fin mars 1944 au nord-ouest de Korel (Volhynie).

Reinicke (Adolf), Oberst. — Feuer-

kampf der Artillerie im Angriffsgefecht. Beispiel des Zusammenwirkens der Waffen im Ostfeldzug 1944, *Wehrkunde*, sept. 1956, pp. 452-456.

[Rempel (W.)]. — The Missing German Naval Infantery, *Mil. R.*, juill. 1956, pp. 82-84, cartes.

Les forces de débarquement allemandes. Résumé d'un article de « Deutsche-Sold. Zg. », nov. 1955.

Le Service du Matériel en Afrique du Nord et dans la campagne de France, 8 nov. 1942-8 mai 1945, *R. Hist. Armée*, 1956, n° 3, pp. 103-111.

Stocks (Theodor). — Die kartographische Vorbereitung des Dnjepr Überganges 1941 beim LII Korps, *Wehrw. Rundsch.*, juin 1956, pp. 299-306, cartes.

*Warren (C. E. T.) et Benson (James). — *Torpilles humaines et sous-marins de poche*. Traduction d'André Ravaut, Paris, Arthaud, 1956, in-6°, 280 p.

Les héros de l'opération Tirpitz.

HISTORIQUES D'UNITÉS

*Bechi Luserna (Alberto) [Eques]. — *I Ragazzi della « Folgore »*, Milano, Alfieri, 1956, in-8°, 295 p., pl. h. t.

Les combats de la division de parachutistes *Folgore* (1941-1943).

*Daniell (David Scott). — *The Royal Hampshire Regiment*. Vol. III : *1918-1954*, Londres, Gale and Polden, 1956.

Buchner (Alek). — Gegenstoss und Gegenangriff in der Verteidigung. Abwehrkämpfe des Radfahr-Rgt. 4 und des Geb.-Jäger-Rgt. 13 am Kuban 1943, *D. Dte Soldat*, juill. 1956, pp. 312-314, cartes.

Chales de Beaulieu (Walter). — Sturm bis vor Moskaus Tore. Der Einsatz des Panzertruppe 4., *Wehrw. Rundsch.*, juill. 1956, pp. 349-366, cartes, et août 1956, pp. 423-440.

Septembre 1941-janvier 1942.

*Denzel (Egon). — *Die Adler-Division 1942-1945*, Weissenburg, Prinz Eugen-Verlag, 1956, in-8°.

Doerr (Hans), Gen.-Maj. (damals Chef d. Gen.-St.). — Der Vormarsch des LII. A. K. durch die Kalmückensteppe, *Wehrkunde*, août 1956, pp. 376-386, carte.

*Gareis (Martin). — *Kampf und Ende der fränkisch-sudetendeutschen 98. Infanterie-Division*, Tegernsee-Süd, Selbstverl., 1956, in-8°, 472 p., carte.

*Sheffield (Major O. F.). — *The York and Lancaster Regiment, 1919-1953*, vol. III, London, Gale and Polden, 1956.

OPÉRATIONS

Ahlfen (Hans v.), Generalmajor. — Pionieraufgaben. Ihre Bedeutung und Lösung beim Gewinnen eines grossen Brückenkopfs über einen breiten Strom, dargestellt am Angriff des XI. A. K. (17. Armee) beim Angriff über den Dnjepr bei Krementschug Anfang Sept. 1941, *Wehrkunde*, sept. 1956, pp. 441-449, cartes, ill.

Balligand, capitaine de corvette. — La lutte désespérée des sous-marins japonais pendant la deuxième guerre mondiale, *R. mar.*, juill. 1956, pp. 866-891, ill., graph.

Résumé du livre de Moshitsura Hashimoto : *Sunk*.

Berthelot, capitaine de frégate. — L'abordage du « Provana » par « La Curieuse », le 16 juin 1940, *R. mar.*, juill. 1956, p. 838-848.

Sous-marin italien coulé en Méditerranée.

Bor-Ramenskij (E. G.). — Iz istorii oborony Stalingrada v 1942 g. (Contribution à l'histoire de la défense de Stalingrad en 1942), *Ist. zap.*, 1955, n° 53, pp. 3-28.

Bragadin (Marc'Antonio). — I Impresi sconosciute dei nostri sommergibili, *Epoca*, 9, 16 sept. 1956, pp. 48-69 et 61-80, phot. (à suivre).

Les exploits de l'arme sous-marine italienne en Méditerranée et dans l'Atlantique. Tableau des pertes infligées et subies.

Bragadin (Marc'Antonio). — Troppo zelo di De Vecchi per una lettera di Mussolini, *Epoca*, 8 juill. 1956, p. 7.

Pourquoi et comment fut coulé le croiseur grec « Elli » par le sous-marin italien « Delfino », le 14 août 1940, avant la guerre italo-grecque.

Buchner (Alek). — Schlacht in Schlamm und Sumpf, *Wehrkunde*, juill. 1956, pp. 335-342, carte.

Côte orientale de la mer d'Azov, début 1943.

Buchner (Alek). — Der Stosstrupp muss den Nahkampf sachen. Im Kampf um die Stalin-Linie, *D. deutsche Soldat*, août 1956, pp. 244-246, carte.

Été 1941.

*Campbell (Arthur). — *The Siege : a story from Kohima*, New York, Macmillan, 1956, in-8°, 211 p., ill., cartes.

Épisode de la guerre en Birmanie.

*Carloni (Mario). — *La Campagna di Russia*, Milano Longanesi, 1956, in-16, 198 p.

L'auteur commandait le VI^e Régiment de Bersagliers.

Conrady, Kapt. s. S., V. — Der Endkampf auf der Krim 1944, *D. deutsche Soldat*, août 1956, p. 239-242, carte.

Les fautes stratégiques de Hitler.

Conrady (H. D.), Kapitän z. S. — Die Kriegsmarine im Schwarzen Meer, *Marine Rundsch.*, mai-juin 1956, pp. 67-76, carte.

Dragojlov (Fedor). — Der Krieg 1941-1945 auf dem Gebiete des « unabhängigen Staates Kroatien », *Allg. schw. mil. Zt.*, mai 1956, pp. 345-364 ; juin 1956, pp. 425-449 ; juill. 1956, pp. 509-523.

1. Forces comparées des résistants et des occupants (Allemands, Italiens) et des forces croates.

2. Opérations, juin-1941-juin 1943.

3. Les suites de la capitulation italienne. Prise de Belgrade. Fin de l'armée croate en 1945.

Ganzel (Karol). — Wyzwolenie Śląska (La libération de la Silésie), *Subótka*, 1955, t. X, n° 1, pp. 54-85, bibl.

Handel-Mazzetti (Peter), lieut.-com. German Navy [edited by Philip Lundeberg]. — The Sharnhorst-Gneisenau team at its peak, *U. S. Nav. Inst. proceed.*, août 1956, pp. 852-865, phot., carte.

La croisière accomplie par les deux croiseurs de bataille au cours des premiers mois de 1941.

Heilmann (Will). — « Scharnhorst » aus dem Polardunkel überfallen. Kampf und Ende des deutschen Schlachtschiffs. Durch Radar verfolgt und eingekreist, *D. deutsche Soldat*, juill. 1956, pp. 205-207, carte.

*Hess (Wilhelm). — *Eismeerfront 1941. Aufmarsch und Kämpfe des Gebirgskorps Norwegen in den Tundren vor Murmansk*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1956, in-8°, 169 p., cartes jointes, ill. (Die Wehrmacht im Kampf. Band IX.)

*Kissel (Hans), Genralmajor. — *Gefechte in Russland 1941-1944*, Frankfurt a. M., E. S. Mittler u. Sohn, 1956, in-8°, 149 p., carte.

Klimowski (T.), col. — Walki 27. Wołyńskiej dywizji piechoty w czasie « Burzy » (Les combats de la 27^e division d'infanterie de Wolhynie au temps de la « Tempête »), *Bellona*, Londres, janvier-juin 1956, n° 1-2, pp. 17-29.

*Krancke (Theodor) und Brennecke (Jochen). — *Das glückhafte Schiff. Kreuzerfahrten des « Admiral Scheer »*, Biberach a. d. Riss, Koehlers Verlagsges, 1956, in-8°, 360 p.

(Marine Rundsch., août 1956.)

Kurowski (Adam). — Wrzesień 1939 (Septembre 1939), *Skrzydlata Polska*, 2 sept. 1956, n° 36, p. 4.

Campagne de Pologne. Souvenirs du chef d'état-major de l'armée de l'Air « Poznań ».

*Lockwood (Charles A.), Adamson (Hans Chr.). — *Zoomies, subs and zeros*, New York, Greenberg, 1956, in-8°, 301 p.

(Mil. R., 10/56, p. 112.)

*Mac Lean (Alistair). — *H. M. S. Ulysses*, Paris, Plon, 1956, in-8°.

*Malan'in (K. A.). — *Razgrom fašistskich vojsk v Belorussii (1944)* (La défaite des armées fascistes en Bielorussie (1944), Moskva, Voenizdat, 1956, in-8°, 134 p.

*Mohr (Ulrich), Sellwood (A. V.). — *Ship 16 : the story of the German secret raider « Atlantis » as told to A. Sellwood*, New York, John Day, 1956, in-8°, 255 p., ill.

*Okumiya (Masatake) and others. — *Zero !*, New York, Dutton, 1956, in-8°, 424 p., ill., cartes.

La guerre aéronavale dans le Pacifique racontée par un officier supérieur de l'armée de l'Air japonaise.

*Pope (Dudley). — *The Battle of the river Plate*, London, Kimber, 1956.

La poursuite du « Graf Spee ».

*Puddu (Mario). — *Lo Sbarco e la battaglia di Anzio (21 gennaio-21 giugno 1944)*, Roma, tip. artistica A. Nardini, 1956, in-8°, 132 p., ill.

Rayski (L.). — Lotnictwo nie mogło pomoc Warszawie (Il ne pouvait y avoir de secours aérien pour Varsovie), *Dz. Polski i Dz. Żołnierza*, 6 août 1956, p. 2.

Reinecke (H. J.), cap. de v. — Le franchissement du Pas de Calais vu du côté allemand, *R. mar.*, août 1956, pp. 953-956, ill.

Les 11-12 févr. 1942, par le « Scharnhorst » et le « Gneisenau ».

(Traduit de *U. S. Nav. Inst. Proc.* de juin 1955.)

Selle (H.). — Die 6. Armee auf dem Wege in die Katastrophe, *Allg. schw. mil. Zt.*, août 1956, p. 579-591, cartes.

Opérations autour de Stalingrad de juill. 1942 au 18 nov. 1942.

Skalski (Stanislaw). — Czarne krzyze nad Polska (La croix gammée sur la Pologne), *Kierunki*, n° 2 (27 mai 1956... à 6, et 8 à 10, et 12 à 17, et 19...). Récit d'un pilote de chasse polonais.

*Steets (Hans). — *Gebirgsjäger in der nogaischen Steppe. Vom Dnjepr zum Asowschen Meer. August-Oktober 1941*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1956, in-8°, 140 p., cartes jointes.

(Die Wehrmacht im Kampf. Band VIII.)

**Tak rodziła się wolność. Wspomnienia uczestników walk o wyzwolenie Ojczyzny* (Ainsi naquit la liberté. Souvenirs de participants à la lutte pour la libération de la Patrie), Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1954, in-4°, 416 p., ill., pl. h. t., couv. ill., errata.

Recueil, établi par le Ministère de la Défense Nationale, sur l'Armée Populaire (A. L.). Les combats du Bug au Rhin de la division polonaise jointe à l'armée soviétique.

Tanaka (vice admiral Raizo) with the assistance of Roger Pineau. — Japan's losing struggle for Guadalcanal, *U. S. Nav. Inst. proceed.*, juill. et août 1956, pp. 687-699 et 815-855, cartes.

L'amiral Tanaka commandait la « force » chargée d'apporter des renforts et du ravitaillement à Guadalcanal.

*Thornton (Francis Beauchesne). — *Sea of glory. The magnificent story of four chaplains*, Kingswood, Surrey, The World's work, 1956, in-8°, 254 p., pl. h. t.

Le torpillage du « Dorchester » au large du Labrador, janv. 1943.

Ze wspomnień pilotów frontowch (Quelques souvenirs de pilotes du front), *Skrzydlata Polska*, 19-26 août 1956, n° 34-35, pp. 8-9, portr.

En 1944 et 1945.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Boratynski (Stefan). — Z genezy koalicji antihitlerowskiej (Sur la genèse de la coalition antihitlérienne), *Prz. Zachodni*, mars-avril 1956, n° 374, pp. 229-255.

Catroux (Georges), général. — Un témoignage du général Catroux : la crise franco-japonaise en 1940, *Monde diplomatique*, juill. et août 1956, p. 3.

**Documents on German Foreign Policy 1918-1945. Series D.* Vol. IX : *The War years, March 18, June 22 1940*. London, H. M. S. O., 1956. In-8°, 729 p.

*Giordani (Igino). — *Vita contro morte*, Milano, Mondadori, 1956, in-8°, 318 p. (Coll. « Libri del giorno », n° 23.)

L'œuvre de paix du Saint-Siège au cours de la deuxième guerre mondiale.

Höpfl (Heinz). — Dynamit in einem Dokumentenband. Die erregenden letzten Monate des Friedens, *Frankf. Allg.*, 4 juin 1956, p. 2.

Sur le dernier volume des Doc. on German Foreign policy.

Klonne (Arno). — Die deutsche Russland — und Besatzungspolitik 1941-1945, *Stimmen d. Zeit*, avr. 1956, pp. 45-58.

*Muller (Klaus-Jurgen). — *Das Ende des Entente Cordiale. Eine Studie zur Entwicklung der englisch-franzosischen Beziehungen während des Westfeldzuges. 1940*, Frankfurt a. M., E. S. Mittlern. Sohn, 1956, in-8°, 74 p.

(Beiheft 3 d. Wehrer. Rundsch.)

Schmitz van Vorst (Josef). — Vatikan,

Hitler, Chruschtov und Bulganin, *Frankf. Allg.*, 3 juill. 1956, p. 2.

L'attitude du pape Pie XI à l'égard d'une éventuelle visite de Hitler, d'après les documents diplomatiques anglais.

Wiewiora (Boleslaw). — Sprawa granicy polsko-niemieckiej w rokowaniach wielkich mocarstw podczas II wojny swiatowej (La question de la frontière germano-polonaise dans les négociations des grandes puissances durant la deuxième guerre mondiale), *Prz. Zachodni*, mars-avr. 1956, nº 3-4, pp. 301-310.

En marge de l'étude de H. G. Stasse, « Die Ostdeutsche Frage auf den Konferenzen von Teheran bis Potsdam », Tubingen, 1953.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

Pruck (Erich). — Abwehraussenstelle Norwegen. Ein Beitrag zur Besetzung Norwegens, *Marine Rundsch.*, août 1956, pp. 107-111.

L'action de l'Abwehr dans la préparation et l'exécution du plan pour l'occupation de la Norvège, par un membre de l'Abwehr.

U-Bootabwehr, *Marine Rundsch.*, août 1956, pp. 95-104.

A la lumière des leçons de la dernière guerre.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

*Alagiani (Pietro). — *Le mie prigione nel paradiso sovietico*, Roma, ed. Paoline, 1956, in-8º, 384 p., ill.

Souvenirs de captivité en U. R. S. S. d'un aumônier du corps expéditionnaire italien.

*Crawley (Aidan). — *Escape from Germany! A history of R. A. F. escapes during the war*, New York, Simon and Schuster, 1956, in-8º, 367 p., ill.

*Magener (Rolf). — *Kilomètres de chance*. Traduction d'André Daussy, Paris, Arthaud, 1956, in-8º, 256 p.

Prisonniers allemands évadés des Indes.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

Debinski (Jacek). — Lepiej pozno noz nigdy (Mieux vaut tard que jamais), *Kierunki*, 16 sept. 1956, nº 18, p. 5.

Sur les expériences médicales des bourreaux hitlériens.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

GÉNÉRALITÉS

Baum (Walter). — Volziehende Gewalt und Kriegs-verwaltung im Dritten Reich, *Wehrw. Rundsch.*, sept. 1956, pp. 475-497.

Sur l'administration des territoires occupés par l'Allemagne.

*Seth (Ronald). — *The Undaunted.: the story of Resistance in Western Europe*, New York, Philosophical library, 1956, in-8º, 327 p.

ALLEMAGNE

Bernt (Adolf). — Der 20 Juli in der Bendlerstrasse (Bericht eines Augenzeugen.), *Gegenwart*, 22 sept. 1956, pp. 597-602.

L'auteur, capitaine de réserve, était placé sous les ordres du général Fromm.

*Edinger (Lewis J.). — *German exile politics : the Social Democratic Executive Committee in the Nazi era*, Berkeley, Univ. of California Press, 1956, in-8º, 342 p., carte, bibl.

L'action d'un groupe d'exilés politiques pour soutenir à l'étranger les efforts des antinazis d'Allemagne.

[Ein NS] — Funktionar zum Niemoller-Prozess, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1956, pp. 307-316.

Le procès Niemoller du 7-8 févr. 1938 devant le tribunal de Moabit.

*Jarman (Thomas Leckie). — *The Rise and fall of Nazi Germany*, New York, New York Univ. Press, 1956, in-8º, 388 p., carte, bibl.

Matthias (Erich). — Der Untergang der alter Sozial-demokratie. 1933, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1956, pp. 250-286.

En partie, d'après des sources inédites.

Meinck (Gerhard). — Der Reichsverteidigungsrat, *Wehr. Rundsch.*, août 1956, pp. 411-423.

Paetel (Karl O.). — Zum Problem einer

deutschen Exil-Regierung, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1956, pp. 286-302.

Das Recht auf Widerstand und Gerechtigkeit. Findet der Bundesgerichtshof ein abschliessendes Wort uber Canaris' und Osters Tod?, *Frankf. Allg.*, 1er juin 1956, p. 2.

Strölin (Karl). — Die Lage Deutschlands im Juli 1944, *Frankf. Allg.*, 20 juill. 1956, p. 5.

L'auteur, bourgmestre de Stuttgart de 1933 à 1945, a fait partie de la Résistance ; il a servi d'intermédiaire entre Goerdeler et le maréchal Rommel.

Zboralski (Dietrich). — Zum Luftangriff auf Freiburg am 10 Mai 1940, *Z. f. Geschichtswissenschaft*, n° 4, 1956, pp. 755-757.

CHINE

*Liu (F. F.). — *A Military History of Modern China 1924-1949*, Princeton, Princeton Univ. Press, 1956, in-8°, 324 p., cartes.

L'auteur est un ex-officier de l'armée nationaliste.

ÉTATS-UNIS

*Reisenberg (Felix), jr. — *Sea war : the Story of the U. S. Merchant Marine in World War II*, New York, Rinehart, 1956, in-8°, 320 p., ill., cartes.

Rohwaer (J.). — Der amerikanische Handelschiffbau im Kriege, *Wehrw. Rundsch.*, juill. 1956, pp. 319-401.

William (Edwin L.), jr. — Legislative history of the Air arm, *Milit. aff.*, summer 1956 (n° 2), pp. 81-99.

De 1911 à la fin de la deuxième guerre mondiale.

FINLANDE

Die finnischen Freiwilligen, *Wiking-Ruf*, sept. 1956, pp. 7-11, carte, ill.

Les divisions SS. « Wiking ».

FRANCE
ET UNION FRANÇAISE

Pavelet (lieutenant-colonel). — Des camisards aux maquisards, *R. Hist. Armée*, 1956, n° 3, pp. 31-34.

Résistance dans les Cévennes.

*Planes (G.), Dufourg (R.). — *Bordeaux capitale tragique (mai-juin 1940)*. Préface du général Weygand, Paris, éd. Médicis, 1956.

Les dernières heures de la IIIe République. L'affaire du « Massilia ».

Robert (F.). — Il était déjà trop tard : les travaux de la commission Jacquet sur les événements de 1933-1945 en France, *R. socialiste*, juin 1956, pp. 34-48.

GRANDE-BRETAGNE
ET COMMONWEALTH

French (Sir Henry). — Woolton and company. How the Food Ministry worked in war, *Times*, 27 août 1956, p. 9.

Parkinson (C. Northcote). — The Pre-1942 Singapore naval base, *U. S. Nav. Inst. proceedings*, sept. 1956, pp. 939-953, phot.

*Wood (Alan) and Wood (Mary). — *Islands in danger : the story of German occupation of the Channel Islands 1940-1945*, New York, Macmillan, 1951, in-8°, 255 p., ill., cartes.

Woodward (Sir Llewellyn). — Some reflections on Britain policy, 1939-1945, *Inter. Aff.*, juill. 1955, pp. 273-290.

ITALIE

Bernotti (admiral Romeo). — Italian naval policy under fascism, *U. S. Nav. Inst. proceedings*, juill. 1956, pp. 722-731, phot.

La marine italienne, arme de qualité, mais dépourvue de couverture aérienne.

*Ghilardini (Luigi). — *I martiri di Cefalonia. Esumazione dei caduti in Grecia*, 3-a ediz., Genova, Scuola tip. Derelitti, 1955, in-8°, 212 p., 20 pl. h. t.

*Gobetti (Ada). — *Diario partigiano*, Torino, Einaudi, 1956, in-8°, 429 p.

Une mère et son fils participent aux combats de la Résistance italienne.

**Memorie storiche dell'attività partigiana. A cura del commando C. V. L. della zona del lago di Como*, Lecco, tip. L. Annoni, 1956, in-8°, 59 p.

Contribution de la ville et du territoire de Lecco à la libération.

*Paolizzi (Angelo). — *La Litteratura della Resistanza*, Roma, Ed. Cinque Lune, 1956, in-8°, 95 p.

Étude générale.

*Scala (Edoardo). — *Storia delle Fanterie italiane*. Vol. IX : *I volontari di guerra*, Roma, Tip. regionale, 1955, in-8°, XVI-893 p.

Notamment leur participation aux combats de la libération (1943-1945).

*Taviani (Paolo Emilio). — *Breve storia dell'insurezzione di Genova*, Roma, Tip. A. G. I., 1956, in-8°, 80 p.

Les journées de la libération à Gênes en fin avril 1945.

*Trizzino (Antonino). — *Settembre nero*, Milano, Longanesi, 1956, in-16, 180 p.

La reddition de la flotte italienne aux Alliés.

*Valeri (Nino). — *Da Giolitti a Mussolini. Momenti delle crisi del liberalismo*, Firenze, Parenti, 1956.

NORVÈGE

Kendall (Col. Lane C.). — The Norwegian Merchant Marine since 1945, *U. S. Nav. Inst. proceedings*, sept. 1956, pp. 974-988.

Donne un état de la situation à la fin de la guerre.

POLOGNE

Bartoszewski (Wladyslaw). — Z notatek kronikarza 1939-1945 (Extraits de notes d'un chroniqueur de 1939 à 1945), *Stolica*, juill.-août 1956, n° 27-35, phot.

L'occupation, les mouvements de résistance, la liaison avec la résistance extérieure.

Borkiewicz (Adam). — Powstanie Warszawskie 1944. Zarys dzialan natury wojskowej-studim historyczne (fragment) (Le soulèvement de Varsovie en 1944...), *Kierunki*, n°s 11 à 19.

*Brun (Julian). — *Pisma wybrane*. T. II, C. 2 : *Sladem publicystyki KPP (1936-1942)* (Écrits choisis. T. II, 2e partie : Vestiges de la presse du Parti Communiste Polonais (1936-1942), Warszawa, Ksiazka i Wiedza, 1956, in-8°, 21 p., fac-sim. h. t.

(Wydzial Historii KC PZPR.)

Archives du parti de déc. 1941 sur « Les deux Frances » et de janv. 1942 sur l'occupation hitlérienne.

Djaz. — Sprawy Armii Krajowej i warszawskiego powstania (La question de l'Armée de l'Intérieur et du soulèvement de Varsovie), *Zycie Warszawy*, 8 août 1956, n° 188, p. 3.

Revue critique des articles parus dans les revues littéraires et sociales de Pologne.

Le 12e anniversaire de l'insurrection de Varsovie, *Bull. du Bur. d'inform. pol.*, n° 375, 4 août 1956, p. 3-5.

Déclaration de Janusz Zarzycki, président du Présidium du Conseil Populaire de Varsovie, sur les combattants de l'Armée de l'Intérieur (A. K.) à honorer.

(*Tryb. Ludu*, 22 et 23 juill. 1956, n°s 203-204.)

Jak mlodziez Slaska umierala za Polske (Comment la jeunesse de Silésie mourait pour la Pologne), *Kierunki*, 9 sept. 1956, n° 17, p. 11.

Machejek (Wladyslaw). — Podziemne panstwo A. K. (Le pouvoir clandestin de l'Armée du Pays), *Zycie Literackie*, 20 mai 1956, n° 21, pp. 1 et 6-7.

Par l'un des responsables de l'Armée populaire de Lublin.

*Malcuzynski (Karol). — *Zanim zaplonela Warszawa. Fakty i dokumenty o powstaniu warszawskim* (Avant l'embrasement de Varsovie. Faits et documents sur le soulèvement de 1944), Warszawa, Ksiazka i Wiedza, 1955, in-8°, 87 p., pl. h. t., couv. ill.

Les responsabilités de Bor-Komorowski et des dirigeants de l'Armée intérieure.

Natarcie na Dwoerzec Gdanski (L'attaque de la gare de Gdansk), *Zycie Warszawy*, 2 et 3 sept. 1956, n° 210, p. 4, ill.

Souvenirs de soldats des Armées de l'Intérieur (A. K.) et Populaire (A. L.) en août 1944 à Varsovie.

Note du Gouvernement de la République populaire de Pologne au Gouvernement du Canada, *Bull. du Bur. d'Inform. pol.*, 9 juill. 1956, n° 372, pp. 17-18.

Note du 27 juin sur les trésors culturels et historiques détenus au Canada depuis juillet 1940.

**Polska flota handlowa. 1939-1945. Zesawienia statystuczne*, Londyn, Ministerstwo P. H. i Z. Dzial Spraw Morskich, Referat Techniczny, juill. 1945, in-fol., 16 p., ronéo.

La marine marchande polonaise, 1939-1945. Tableau statistique comparé, établi par le Ministère du Commerce et des Transports.

Serwanski (Edward). — Hitlerowska polityka narodowosciowa na Slasku w pierwszym okresie okupacii (La politique hitlérienne des nationalités en Silésie aux premiers temps de l'occupation), *Prz. Zachodni*, mars-avr. 1956, nos 3-4, pp. 339-361.

Politique dite « Einwohnererfassung ».

*Wolikowska (Halina). — *U progu wolnosci. Z dziejow powstania Lubelskiej Wojewodskiej Rady Narodowej* (Au seuil de la liberté. Contribution à l'histoire de la création du Conseil National de la Voïvodie de Lublin), Warszawa, 'Czytelnik, 1955, in-8°, 155 p., ill., fac-sim.

La Résistance polonaise depuis décembre 1943. PP. 119-150 : L'Armée Populaire (A. L.) dans la région de Lublin.

Wolowski (Jacek). — W rocznice powstania (Pour l'anniversaire du soulèvement), *Zycie Warszawy*, 2 août 1956, n° 193, p. 3.

Témoignage.

*Wysokinski (Eugeniusz). — *Wyswolenie Warszawy*, Warszawa, Ministerstwo Oborony Narodowej, 1955, in-8°, 97 p., ill., cartes, couv. ill., errata.

(Komisja Wojskowo-Historyczne Mon. Seria popularna.)

La Libération de Varsovie... par la Commission historique de l'Armée (Collection populaire). Situation politique et militaire en 1944-1945. Les offensives (avec ordres de batailles). La vie civile après la Libération.

U. R. S. S.

*Anisimov (I. V.). — *Istoričeskaja pobeda sovetskogo naroda v Velikoj Otečestvennoj Vojne* (La victoire historique du peuple soviétique dans la grande guerre nationale), Taškent, Kzyl Uzbekistan, 1956, in-8°, 56 p.

*Antidze (Ksenia). — *Ženščiny Gruzii v Velikoj Otecestvennoj Vojne* (Les femmes de la Géorgie pendant la grande guerre nationale), Tibilisi, Gosizdat, 1955, in-8°, 214 p.

*Barghoorn (Frederik Charles). — *Soviet Russian nationalism*, New York, Oxford, 1956, in-8°, 339 p.

L'auteur a été attaché de presse à l'ambassade des U. S. à Moscou de 1942 à 1949.

Bazarova (R.). — Učastie molodezi sovetskogo Turkmenistana v razvitii promyšlennosti i transporta voennogo vremeni (1941-1945) (La participation des jeunes de la Turkmenie soviétique au développement de l'industrie et des transports en temps de guerre (1941-1945), *Trudy Inst. ist. arkh. i etnogr.*, 1956, t. I, pp. 164-180.

**Geroičeskie podvigi sovetskikh voinov v bojakh za socialističeskuju Rodinu* (Les exploits héroïques des soldats soviétiques dans les combats pour la patrie socialiste), Vilnus, Gospolitnaucizdat, 1955, 35 p.

Gokusov (B. C.). — Ekonomika Kirgizii v pervye gody Velikoj Otečestvennoj Vojny Sovetskogo Sojuza (L'économie de la Kirghisie pendant les premières années de la grande guerre nationale de l'Union soviétique), *Uč. Zap. ist. fak.*, n° 4, 1955, pp. 70-81.

*Kajsenov (Kasym). — *Il'ko Vitrjak. Partizan Velikoj Otečestvennoj Vojny* (Ilko Vitrjak. Un partisan de la grande guerre nationale), Alma-Ata, Kazgoslitizdat, 1955, in-8°, 91 p.

Karevskij (F. A.). — Patriotizm kolkhoznogo krest'janstva Kujbyševskoj oblasti v gody Velikoj Otečestvennoj Vojny (Le patriotisme des kolkhosiens de la région de Kujbysev lors de la grande guerre nationale), *Učenye zapiski*, 1955, t. 15, pp. 89-108.

*Kozlov (Ivan). — *V krymskom podpol'e. Vospominanija* (Dans la clandestinité de la Crimée. Mémoires), Novosibirsk, Kn. izd., 1956, in-8°, 87 p.

Sébastopol sous l'occupation allemande.

*Malkhsjan (Armo). — *Kniga o mužestve* (Un livre sur le courage), Erevan, Ajpetrat, 1956, in-8°, 260 p.

Récits sur les héros de la grande guerre nationale.

*Satras (P.). — *Bor'ba litovskogo na-*

roda za svobodu Rodiny v Velikoj Otečestvennoj vojne (La lutte du peuple lithuanien pour la liberté pendant la grande guerre nationale), Vilnus, Gospolitnaučizdat, 1956, in-8°, 32 p.

Sečkina (L. P.). — Patriotičeskij pod'em trudjaščikhsja Tadzikistana v pervye mesjacy Velikoj Otečestvennoj vojny (ijun' dekabr' 1941) (L'élan patriotique des travailleurs de Tadjikistan pendant les premiers mois de la grande guerre nationale (juin-déc. 1941), *Izv. Otd. obšč. nauk*, 1956, t. 8, pp. 69-79.

Seljubskij (A. P.). — Sozidatel'nyj trud intelligencii Sovetskogo Turkmenistana v period Velikoj Otecestvennoj Vojny (Le travail constructif de l'intelligentzia de la Turkménie soviétique pendant la grande guerre nationale), *Izv. Ak. Nauk Turkm. SSR.*, 1956, n° 1, pp. 3-9.

Seljubskij (A. P.). — Turkmenskaja SSR v pervyj period Velikoj Otecestvennoj Vojny Sovetskogo Sojuza (ijun'1941-nojabr'1942 gg.) (La RSS de Turkménie pendant la première période de la grande guerre nationale de l'Union soviétique (juin-novembre 1942), *Trudy Inst. ist. arkh. i etnogr.*, 1956, t. I, pp. 126-163.

Šlemin (I. T.). — Istoričeskaja rol'Sovetskoj Armii v osvoboždenii Vengrii ot fašistskogo iga (Le rôle historique de l'armée soviétique dans la libération de la Hongrie du joug fasciste), *Doklady i soobscenija Inst. ist.*, 1955, n° 7, pp. 26-31, cartes.

*Stalin (I. V.). — *O Velikoj otečestvennoj vojne Sovetskogo Sojuza. Doklady, reči, vystuplenija, prikazy* (La grande guerre nationale de l'Union soviétique. Rapports, discours, communications, ordres), Nalčik, Kabard. kn. izd., 1955, in-8°, 216 p.

YOUGOSLAVIE

Bondar' (N. N.). — Vozniknovenie organov narodnoj vlasti v Jugoslavii v 1941-1942 godakh (La naissance des organes du pouvoir populaire en Yougoslavie au cours des années 1941-1942), *Voprosy istorii*, 1956, n° 2, pp. 114-123.

Voigt (F. A.). — Tito et Mihailovitch, *R. gén. belge*, 15 juill. 1956, pp. 1471-1486.

L'action de Mihailovitch contre l'Allemagne de 1941 à 1945. Ses relations avec les Alliés et sa position à l'égard de Tito.

1er octobre 1956.

Le gérant : Henri Michel.

NOGENT-LE-ROTROU, IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR. — 3099 - 1 - 1957
Édit. n° 24.506 Dépôt légal, 1er trimestre 1957 Impr. n° 729

LES RAPPORTS ITALO-ALLEMANDS

PENDANT L'ÈRE NAZI-FASCISTE

Définir sous un profil moral le comportement d'un peuple envers un autre est toujours une entreprise difficile sinon impossible, vu la multiplicité et la mobilité des facteurs psychologiques qui le déterminent et le rendent en même temps instable, et vu, d'autre part, la diversité des attitudes et des sentiments qui peuvent exister dans la variété de classes et de groupes sociaux et politiques d'une même collectivité nationale. Mais, à supposer qu'elle arrive à refléter une réalité aussi complexe, une telle définition ne parvient pas toujours à expliquer les rapports de deux pays sur le plan politique, car à cet égard les sentiments ou les opinions prédominants dans l'un ou l'autre pays peuvent aussi ne pas être déterminants. Cela s'est d'ailleurs vérifié, dans une large mesure, pour l'Allemagne et l'Italie pendant les vingt années entre les deux guerres et surtout pendant la période du nazisme.

Afin de ramener — faute d'espace — à un bref jugement une situation riche de problèmes et de nuances, nous dirons que, dans la période de la République de Weimar, *les rapports italo-allemands furent, dans l'ensemble, dictés par l'indifférence entre les deux peuples et la froideur entre les deux gouvernements.* Un jugement sommaire, qui nous semble vrai en substance, disait, avant la guerre, que les Allemands avaient beaucoup de sympathie, mais peu d'estime pour les Italiens (le souvenir de la prétendue trahison de 1915 n'était pas encore oublié en Allemagne), et que les Italiens aimaient peu, mais estimaient beaucoup les Allemands. Quant aux deux régimes politiques, il ne pouvait naturellement pas exister de raisons de sympathie entre la démocratie de Weimar et le totalitarisme fasciste. En plus de ce contraste idéologique il y eut des moments de vive polémique provoqués par les manifestations irrédentistes au sujet du Haut-Adige, organisées en Allemagne par les milieux nationalistes de connivence avec les autorités constituées, ou même, comme c'est le cas du gouvernement bavarois de février 1928, avec leur appui déclaré.

Malgré ces incidents, pendant les années du binôme Briand-Stresemann et de l'amitié italo-britannique renouvelée, la politique étrangère fasciste laisse, pour ainsi dire, l'Allemagne en marge de son jeu politique. Mussolini n'avait pas tenu un grand rôle à Locarno, et « *l'esprit de Locarno* » était assez peu son fait. Toute son attention et son activité se

concentraient alors sur la situation autrichienne (il appuyait le gouvernement anti-socialiste de Seipel et les *Heimwehren* de Stahremberg), sur l'Albanie, sur les rapports difficiles avec la Yougoslavie et, par conséquent, avec la Petite Entente et avec la France. Cependant, malgré le climat de froideur qui existait entre les deux pays, traversé de dissentiments et de polémiques, malgré l'attitude de détachement affichée par le gouvernement fasciste, on peut dire que dès l'instant où le fascisme, venu au pouvoir, mit l'accent sur le motif nationaliste de la *Victoire Mutilée* et sur les dissensions avec les Alliés, surtout avec la France, à propos de l'exécution du traité de Versailles, il posa les bases de la collaboration et de la future alliance avec l'Allemagne.

Cette possibilité devint plus concrète lorsque la politique extérieure fasciste se dessina plus clairement vers 1928 (discours de Mussolini au Sénat, le 5 juin 1928), par un révisionnisme non plus limité seulement aux problèmes intéressant directement l'Italie, mais élargi au système tout entier de Versailles et visant à démolir cet ordre même. Ce révisionnisme, vague et négatif, était évidemment inspiré par l'ambition de Mussolini de jouer le « *condottiere des peuples* » et de mettre l'Italie à la tête des pays mécontents des traités de paix, Allemagne comprise. En réalité, cette politique onéreuse, qui patronnait gratuitement, sans réciprocité aucune, les intérêts et les revendications d'autrui, mit Mussolini à la tête des pays les plus pauvres et les plus désarmés. Pendant de nombreuses années l'Autriche et la Hongrie pesèrent sur l'Italie, qui les subventionna et les défendit jusqu'au jour où elle dut les abandonner au révisionnisme hitlérien plus résolu et plus concret.

La République allemande profita sans aucun doute de l'appui indirect, non sollicité et gratuit, que le gouvernement fasciste lui accordait en proclamant la nécessité d'une révision territoriale, en réclamant une réduction et finalement une annulation des dettes de guerre, et en appuyant, dans la question du désarmement, la thèse allemande de l'égalité des droits ; mais jamais les gouvernements de Berlin n'en furent reconnaissants ni n'acceptèrent la direction mussolinienne. L'explosion nationaliste de 1930 et le premier grand succès électoral nazi, survenu justement quand l'adoption du plan Young et l'évacuation anticipée de la Rhénanie avaient déjà annulé deux clauses parmi les plus dures du traité de paix, montraient clairement ce que pouvaient être la force, l'autonomie et les développements du nouveau révisionnisme outrancier de l'Allemagne. Il ne semble pas cependant que Mussolini y ait aperçu quelque danger pour la frontière du Brenner et pour les intérêts italiens en Autriche et dans le bassin du Danube. Au contraire, c'est juste à ce moment-là qu'il renforça sa campagne pour le « coup d'éponge » final sur les réparations et les dettes interalliées et qu'il l'accoupla à celle pour l'égalité des droits dans le désarmement et pour la révision territoriale. Il présentait ces exigences comme répondant à « un intérêt non seulement

italien, mais européen et mondial », et sa politique comme « visant à faire l'immense économie d'une guerre » (1).

Jusqu'aux derniers moments du régime républicain allemand, c'est-à-dire jusqu'à son agonie sous le ministère de Brüning et sous les cabinets présidentiels de Von Papen et de Von Schleicher, les gouvernements de Rome et de Berlin, en face de ces problèmes alors dominants, développèrent, chacun pour des motifs différents, une politique parallèle, mais non concertée, et dénuée de sympathie réciproque. C'est l'avénement du nazisme au pouvoir qui posera le problème des relations italo-allemandes dans des termes nouveaux et plus directs de rapports entre deux régimes politiques.

* * *

Un aspect obscur de cette période est celui des rapports entre le fascisme au pouvoir et le nazisme dans l'opposition, rapports sur lesquels nous ne possédons encore que peu d'informations, tirées, pour la plupart, de sources secondaires et de témoignages peu sûrs (2). L'on sait que depuis 1920 Hitler pensait à une alliance avec l'Italie, dans un but anti-français et contre le traité de Versailles. Il en parla dans un discours du 17 août 1922, attribuant à l'Italie — mais sans faire mention ni de Mussolini ni du fascisme, dont il semble qu'il n'ait pas eu connaissance avant 1921 — une mission propre dans la lutte contre l' « *internationale juive* ». C'est de cette époque que datent les premiers contacts, entre les deux mouvements, dus à l'initiative et à l'entremise de Kurt Ludecke (3), qui fut envoyé à Milan, à la fin de septembre 1922, pour sonder le chef du fascisme. L'émissaire d'Hitler trouva un Mussolini consentant à l'opposition au traité de Versailles, évasif sur la question juive, mais tranchant dans celle du Tyrol du Sud. A son retour Ludecke exalta le fascisme et en prédit l'imminente victoire ; et Hitler, ayant reconnu l'affinité des deux mouvements, aurait admis l'utilité d'une collaboration et d'une alliance avec l'Italie fasciste, et cela même au prix du renoncement au Tyrol du Sud (4).

Par la suite, la *Marche sur Rome* fut considérée par Hitler comme un

(1) Discours de Venise, du 27 octobre 1930, dans B. Mussolini, *Scritti e dizcorsi*, vol. VII, Milano, 1934, p. 227.

(2) Nombre de ces témoignages ont été recueillis et utilisés par Werner Pese, Hitler und Italien (1920-1926), dans *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 1955, Heft 2, p. 113-126.

(3) Kurt Ludecke, *I knew Hitler — The Story of a Nazi who escaped the Blood Purge*, New-York, 1937, p. 56 et suivantes.

(4) Ludecke, *op. cit.*, p. 69. Le délégué italien à l'*Office Interallié* de Bad-Ems, Tedaldi, rapportait à Rome une déclaration faite dans ce sens par Hitler aux leaders du groupe de la *Münchener Zeitung*, en automne de cette même année. Voir Ministero degli affari Esteri, *Documenti Diplomatici italiani*, La Libreria dello Stato, Roma, 1953 et suiv., septième série (1922-1935), vol. I., p. 79-80. (A noter que c'est la seule fois que le nom d'Hitler figure dans ce volume concernant la période du 31 octobre 1922 au 26 avril 1923.)

tournant politique de grande portée, ayant donné à son parti un *Auftrieb* décisif. Si Mussolini n'avait pas vaincu, « l'arbuste, encore faible, alors, du national-socialisme » n'aurait pas pu résister (1). Dès ce moment, dans l'élaboration de ses projets de réforme de l'État, il observa avec un intérêt croissant son modèle mussolinien, dans l'espoir de trouver à Rome des appuis pour le coup d'État qu'il préméditait et qu'il essaiera peu après de réaliser par une trop simple et trop hâtive imitation de la *Marche sur Rome* (2). Dans ce but on envoya des émissaires à Rome ; parmi eux, vers la fin d'août 1923, de nouveau Ludecke, chargé d'obtenir des fonds et du moins la promesse de la neutralité italienne dans le cas d'un conflit armé avec la France, et d'annoncer le renoncement nazi au Tyrol du Sud. Mais Ludecke n'obtint ni assurances ni fonds (3). Le renoncement au Tyrol du Sud fut également annoncé en public, à la mi-octobre, au cours de l'entrevue accordée au *Corriere italiano*, où Hitler reconnaissait comme « pleinement justifiée » la prétention italienne à une frontière stratégique (4).

A la même époque, c'est-à-dire entre l'été 1922 et l'automne 1923, il y aurait eu, de la part de Mussolini, des initiatives de contacts avec les milieux nationaux bavarois (pas spécifiquement avec des nazis), mais il n'apparaît pas qu'il ait offert de soutenir le projet d'instauration d'une dictature ou son appui pour un réarmement de l'Allemagne (5) ;

(1) H. Picker, *Hitler's Tischgespräche im Führerhauptquartier*, 1941-1942, Bonn, 1951, p. 41.

(2) Voir sa déclaration à Ward Price, *I knew these dictators*, Londres, 1937, p. 79.

(3) K. Ludecke, *op. cit.*, p. 135-145. Le 12 octobre, le ministre italien à Venise, Orsini Baroni, rapportait que le correspondant romain de la *Neue Freie Presse* annonçait l'arrivée à Rome de Ludecke, qui aurait eu des contacts avec des personnalités fascistes, et « aurait tenté en vain de conférer avec Mussolini » dans le but d'obtenir l'appui fasciste à la prochaine marche d'Hitler sur Berlin, « en donnant des assurances sur la reconnaissance de la frontière italienne au Brenner ». *Documenti Diplomatici Italiani*, s. VII, vol. II, p. 285.

(4) Cette entrevue — rapportait peu après Orsini Baroni — avait soulevé une très grande agitation parmi les nazis autrichiens, qui avaient fait parvenir leurs remontrances à Hitler. Ils furent tranquillisés par l'assurance que ses déclarations avaient été faites dans « un but politique » et que la question du Tyrol du Sud lui était chère comme à tous les Allemands. *Documenti Diplomatici Italiani*, s. VII, vol. II, p. 327.

(5) Voir les témoignages, secondaires et peu précis, rapportés par Pese, *art. cité*, p. 122, et par Salvemini, *Mussolini diplomatico*, Bari, 1952, p. 59-61. Il appert maintenant, des documents diplomatiques italiens, que Mussolini — après avoir fait sonder, en septembre 1923, le chancelier Stresemann sur l'attitude de l'Allemagne dans le cas d'un conflit entre l'Italie et la Yougoslavie, et en avoir reçu une réponse fort peu satisfaisante — envisagea aussi la possibilité de s'entendre avec les partis nationaux, qui aspiraient au pouvoir. Il aurait toutefois ajourné une action dans ce sens. Il poursuivit, au contraire, ses tentatives auprès de Stresemann. L'ambassadeur De Bosdari sonda dans ce but, en novembre, von Maltzan, secrétaire pour les affaires politiques à la *Wilhelmstrasse*, et le général von Seckt. Leur avis fut plus encourageant. Mais, dans les premiers jours de janvier 1924, les accords conclus entre Rome et Belgrade firent tomber la raison principale de ces approches avec l'Allemagne officielle. *Documenti Diplomatici Italiani*, s. VII, vol. II, p. 351, 360, 373, 389, 405, 489. Voir aussi l'étude, parue après la rédaction de cet article, de Edgar R. Rosen, Mussolini und Deutschland, 1922-1923, dans *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 1957, Heft 1, p. 17-41.

de même il n'apparaît pas qu'il ait joué un rôle quelconque dans le *putsch* de Munich. L'échec avoué des missions de Ludecke à Milan et à Rome tendrait à l'exclure. Le national-socialisme ne devait pas, à cette époque, jouir des sympathies et de la confiance du dictateur fasciste (1), surtout après l'échec de *putsch*, même si Mussolini trouva utile de maintenir des contacts indirects, par l'entremise d'émissaires (2) et de donner asile et aide aux nazis compromis dans l'affaire de Munich, comme Gœring (3) et Hans Franck, qui purent alors nouer, en Italie, des relations qui se révélèrent plus tard fructueuses pour les rapports entre le fascisme et le nazisme.

Hitler continua par contre à contempler son « modèle » mussolinien. Pendant son procès (mars 1924) il en exalta en public l'œuvre politique, et dans *Mein Kampf* — qu'il commença à écrire deux mois plus tard, en prison — il souhaitait l'alliance avec l'Italie et la jugeait possible (alors qu'il considérait comme problématique l'alliance également désirée avec l'Angleterre), parce qu'en Italie, observait-il, le marxisme, la maçonnerie et « l'*Hydre juive* » avaient désormais été mis hors de combat. L'*Anschluss*, revendiqué dans la première page de *Mein Kampf*, ne représentait pas, d'après lui, un obstacle à l'amitié italienne ; et, pour s'assurer de cette amitié, il proclamait, pour la première fois officiellement, la nécessité de renoncer au Tyrol du Sud (4). Sur ce thème, il ne cessa d'insister par la suite. Il le reprit dans un discours de 1928 (après la première et modeste affirmation du parti dans les élections au *Reichstag*, qui fut mis en relief dans *La Tribune* (25 juillet 1928), et en août de la même année, au cours d'une rencontre avec le sénateur Tolomei, à qui il déclara qu'il acceptait comme définitive la frontière du Brenner (5).

Le bruit qui courut sur une entente formelle qui aurait alors eu lieu entre Hitler et Mussolini, entente analogue à celle déjà conclue entre Mussolini et les fascistes autrichiens de Stahrenberg (6), ennemis des

(1) A cet égard, l'on peut citer le témoignage significatif fourni par la conclusion du rapport que le consul italien à Munich, Durini di Monza, envoyait à Rome le lendemain du *putsch* : ministres et généraux, Hitler et ses partisans, avaient fait, tous, une piteuse figure ; « légèreté, inconscience, déloyauté, lâcheté, mollesse, manque de style marquèrent les deux partis en lutte d'un sceau indélébile. V. E. permettra à ce propos que je rappelle la définition « monosyllabique » que vous avez donnée de cette clique à l'occasion de ma dernière visite à Rome : « bouffons », définition à laquelle, comme alors et plus que jamais, je souscris pleinement aujourd'hui. » *Documenti Diplomatici Italiani*, s. VII, vol. II, p. 318.

(2) Anfuso cite comme connus de lui : Ludecke, de Fiori, le major Renzetti, le professeur germaniste Manacorda, le prince Philippe de Hesse (F. Anfuso, *Roma-Berlino-Salo* (1935-1945), Milan, 1950, p. 41-42).

(3) Cf. Yvon de Begnac, *Palazzo Venezia*, Rome, 1950, p. 584-585.

(4) Dans la brochure *Die Südtiroler Frage und das deutsche Bündnisproblem*, publiée en février 1926 et incorporée par la suite, comme chapitre xii, dans la 2e partie de *Mein Kampf*, Zentralverlag du *N. S. D. A. P.*, Munich, 1938, p. 709-712, 718-719, 724.

(5) Ettore Tolomei, *Memorie di vita*, Milano, 1948, p. 512.

(6) G. Salvemini, *Mussolini diplomatico*, Bari, 1952, p. 254-255. Guariglia affirme

nazistes allemands, paraît peu fondé. Malgré les tentatives répétées d'Hitler, dès le lendemain de sa sortie de la prison de Landsberg (1), pour avoir des contacts directs avec le chef du fascisme, Mussolini pensait qu'il ne devait pas courir le risque d'avoir des ennuis avec le gouvernement du Reich, pour contenter un agitateur encore loin du succès, même si un tel succès pouvait être bien vu à Rome. Ainsi, d'ajournement en ajournement, leur première rencontre aura lieu seulement lorsque Hitler sera chancelier depuis plus d'un an.

En 1929-1930 on commence toutefois à tolérer et à encourager en Italie la formation de groupes nazis allemands (2), et la première grande victoire électorale national-socialiste du 14 septembre 1930 fut soulignée dans un *Foglio d'ordini* du *P. N. F.* (19 septembre). Puis la formation en octobre 1931 du *front de Harzburg*, composé de nazis, de nationalistes allemands et de « *Stahlhelme* », impressionna favorablement Mussolini ; mais il n'était pas encore sûr que la personnalité de Hitler fût la plus apte à mener le parti vers la victoire finale. De tels doutes — que l'ambassadeur à Berlin, Orsini Baroni, partageait et entretenait — dissipés pendant un temps par l'éclatant succès remporté aux élections de juillet 1932, au point que Mussolini s'attendit alors chaque jour à une marche sur Berlin, lui revinrent à l'esprit après l'inquiétant recul que les nazis enregistrèrent au cours des élections suivantes de novembre de la même année (où ils perdirent deux millions de voix et 34 sièges) et l'inclinèrent à penser qu'il valait mieux miser sur Gregor Strasser plutôt que sur Hitler. Mais, deux mois à peine plus tard, Hitler était Chancelier.

* * *

Le 9 mars 1933 (quatre jours après les élections où Hitler avait conquis la majorité au *Reichstag*), le *Grand Conseil fasciste* votait un ordre du jour par lequel il reconnaissait « dans le mouvement fasciste qui se développe au delà des frontières d'Italie l'affirmation d'un esprit nouveau qui, directement ou indirectement, se nourrissait de cet ensemble solide de doctrines et d'institutions grâce auxquelles l'Italie a créé l'État moderne, « État du Peuple ». C'était une orgueilleuse annexion du nazisme au fascisme ; mais la solidarité, pour ne pas dire l'identification des deux mouvements que cette déclaration impliquait, ne tardera pas à montrer, à la lumière de la praxis du régime hitlerien et de sa conception raciste, anti-chrétienne et anti-romaine, sa superficialité et son inconsistance (3). Ce qui était surtout embarrassant, c'était le contraste

dans ses *Ricordi* (Naples, 1050, p. 76) que Mussolini « tout en faisant passer d'importants secours aux *Heimwehren* et à leur chef le prince de Stahremberg, accordait le même appui aux nazis allemands... »

(1) F. Anfuso, *op. cit.*, p. 42.

(2) R. Guariglia, *op. cit.*, p. 85.

(3) Sur l'équivoque de cette identification voir l'intéressante analyse de M. Donosti, *Mussolini e l'Europa. La Politica estera fascista* ,Rome, 1945, p. 63-71.

avec les positions fascistes d'un catholicisme officiel. Pourtant, plus que cela, et avec une urgence et une évidence plus dramatiques, apparaissaient sur le terrain concret de la politique extérieure les difficultés de traduire cette solidarité idéologique proclamée, dans une coopération ou du moins dans une action parallèle sur le plan de la politique internationale et de concilier les mêmes aspirations d'expansion des deux régimes dans le bassin du Danube.

En fait, un parallélisme partiel ne fut réalisé que dans le *Pacte à Quatre*, dans la position italienne pour la question du désarmement et dans les rapports avec la *S. D. N.* Dans ce même *Pacte à Quatre*, toutefois, Mussolini, tout en tendant une main à l'Allemagne, poursuivait certainement aussi le but de contenir le révisionnisme hitlérien qui, misant sur l'*Anschluss* comme son premier objectif, se révélait désormais clairement comme un danger immédiat pour les intérêts italiens. L'activité manifeste et impatiente d'Hitler en Autriche (ce fut sa seule erreur de tactique jusqu'à mars 1939) détermina aussitôt cette divergence qui alla en s'accentuant avec la rencontre Mussolini-Dollfuss à Riccione, en août 1933, et la formation de la *Triplice occidentale* en février-mars 1934, et atteignit son point culminant pendant la crise de l'été de la même année, après l'issue négative de la première rencontre entre les deux dictateurs à Venise, l'épuration sanglante de juin à Berlin et l'assassinat de Dollfuss.

La presse italienne, qui n'avait pas réagi aux exploits criminels du 30 juin, put s'exprimer librement et rétrospectivement — ce qu'elle fit avec une extrême violence — après le *Putsch* de Vienne, pendant que les divisions italiennes marchaient sur le Brenner. La polémique anti-nazie atteignit son point culminant avec les paroles cinglantes prononcées par Mussolini à Bari le 6 septembre : « Trente siècles d'histoire nous permettent de regarder avec une pitié souveraine certaines doctrines d'au delà des Alpes, soutenues par une engeance qui, par ignorance de l'écriture, était incapable de transmettre les documents de sa propre existence, à l'époque où Rome avait César, Virgile et Auguste. »

* * *

Le heurt avec le régime nazi favorisa ce rapprochement italo-français que Barthou avait inclus dans son vaste plan diplomatique d'un *Locarno Oriental* et que son successeur Laval réalisera, dans un autre esprit et avec des projets plus limités, par les *accords de Rome* de janvier 1935. Cette évolution des rapports italo-français conduisit toutefois, après le rétablissement du service militaire obligatoire en Allemagne, à la formation du *front commun* de Stresa. Un front qui naissait cependant déjà miné dans ses fondations par l'ambiguïté que les conversations de Rome avaient laissé subsister au sujet de l'entreprise éthiopienne immi-

nente, et à cause des « silences » qui à Stresa aggravèrent les malentendus entre les trois puissances. Mussolini sembla alors, par ses attitudes officielles, s'insérer décidément dans la politique occidentale genevoise. Mais en réalité, à Stresa, il pensait déjà davantage à la conquête de l'Éthiopie qu'à la défense de l'Autriche ; et en vérité, il n'était pas le seul à considérer d'un point de vue égoïste la politique anti-nazie de Stresa. L'accord naval conclu par la Grande-Bretagne avec Hitler, à deux mois à peine de distance, n'était certes pas un exemple édifiant.

Pendant ce temps, l'adhésion italienne à la constellation occidentale avait irrité l'Allemagne, moins à cause de sa prise de position pour la défense de l'Autriche que par crainte que l'acquiescement français aux visées italiennes en Éthiopie ne cachât une collaboration politique ou militaire italo-française aux dépens du Reich (1). Au printemps 1935, la presse allemande prit en effet, dans la question abyssinienne, un ton nettement hostile à l'Italie. Dans son discours du 12 mai, Hitler ne fit cependant aucune allusion aux rapports avec Rome. Mais dans celui que Mussolini tint à la Chambre, quatre jours plus tard, apparaissaient déjà ses préoccupations provoquées par l'hostilité allemande, générale et inattendue, et une allusion discrète à une possibilité d'entente. Un seul problème — dit-il — compromettait les rapports italo-allemands, mais il était d'une « importance fondamentale ». Il ajoutait cependant aussitôt après que l'Italie ne pouvait se « pétrifier au Brenner » et perdre, comme c'était le désir de quelques-uns, la possibilité d'agir dans toute autre partie du monde. Le problème de l'indépendance autrichienne était un problème européen, « plus particulièrement italien, mais pas exclusivement italien ». L'ensemble des problèmes européens devait être considéré par rapport à ce qui pouvait arriver en Afrique Orientale et par rapport à l'attitude que chacun des États européens aurait adoptée, saisissant l'occasion de démontrer à l'Italie « leur complète et non seulement superficielle ou verbale amitié » (2).

L'accord naval du 18 juin, le rapprochement anglo-allemand qu'il amorçait et les développements ultérieurs qu'il laissait prévoir et craindre, d'autre part l'aggravation simultanée des rapports avec Londres à la suite de la visite d'Eden à Rome (23 juin) et de l'accueil que lui fit Mussolini, ainsi que les initiatives, prises en juillet, pour l'application de sanctions, firent sentir plus fortement à Rome la nécessité d'une amitié ou du moins d'une non-hostilité allemande.

Le premier pas dans cette nouvelle direction fut le rappel de l'ambassadeur Cerruti, considéré à Berlin comme l'instigateur de la malveillance italienne, et l'envoi à sa place de Bernardo Attolico, avec la tâche de

(1) M. Magistrati, La Germania e l'impresa italiana di Etiopia — Ricordi di Berlino, dans *Riv. Studi Politici internazionali*, a. XVII-1950 (p. 563-606), p. 572-573. Voir aussi E. Wiskemann. *L'Axe Rome-Berlin*, Paris, 1950, chap. III.

(2) B. Mussolini, *Scritti e discorsi*, vol. IX, Milano, 1935, p. 190-191.

« dégeler » les rapports italo-allemands. Derrière l'attitude officielle « de stricte et impartiale neutralité » proclamée par Hitler au *Parteitag* de Nuremberg (attitude tempérée toutefois par le grand service que, dans son propre intérêt, l'Allemagne rendait à l'Italie en la fournissant en charbon), l'évolution des sentiments des sphères dirigeantes se fit lentement dans un sens favorable à l'Italie, malgré le contraste des tendances et les incertitudes de prévisions et de calculs. La *Wilhemstrasse* restait prudente et perplexe ; les milieux militaires hostiles ; mais les hiérarques du parti se montraient plutôt favorables, tels Göring et Hitler lui-même. Ce dernier ne pouvait pas ne pas craindre le coup sérieux qu'une défaite de Mussolini aurait porté au prestige de l'idéologie commune (1) ; mais il ne pouvait pas non plus négliger, dans ses calculs, cette même éventualité, vu le peu de confiance que l'on avait à Berlin dans le potentiel militaire italien.

De toutes ces éventualités, la plus redoutée était, sans doute, celle d'une solution de compromis du conflit, qui aurait pu conduire à une reconstitution du front de Stresa. La nouvelle du plan Hoare-Laval fut, en effet, accueillie avec une défaveur manifeste par la presse berlinoise, qui se montra tout à coup animée d'une ferveur « *sociétaire* », pour dénoncer ce « complot » ; et ce fut avec un soupir de soulagement qu'elle en apprit l'échec. L'affirmation de Mussolini, plus tard, dans son discours de septembre 1937 au *Maifeld* berlinois, que l'Axe « naquit en automne 1935 » (2) ne semble donc pas conforme à la vérité : elle fut sûrement une version de circonstance. L'ambassade italienne apercevait au contraire à ce moment, derrière le refus d'adhérer aux sanctions et la neutralité allemande, la conviction des sphères dirigeantes que le prolongement de la crise et même son aggravation étaient avantageux pour l'Allemagne (3), qui profitait ainsi des difficultés économiques italiennes pour accaparer les marchés danubiens.

Le rapprochement italo-allemand n'avait pas encore fait des progrès substantiels dans les premiers mois de 1936 ; mais la réoccupation de la Rhénanie, décidée au moment où l'extension prévue des sanctions au pétrole plaçait Mussolini dans une position très critique, fit que les actions allemandes et italiennes, tout en n'étant pas concertées, commencèrent à se développer parallèlement, avec des avantages réciproques et décisifs. Mussolini put pousser à fond son action en Éthiopie, et dans les premiers jours d'avril il refusa sa collaboration, comme signataire du pacte de Locarno, aux puissances occidentales, dans la question rhénane.

(1) Voir, dans ce sens, la déclaration qu'Hitler aurait faite à l'ambassadeur Lipski, en août 1935, rapportée par E. Wiskemann, *op. cit.*, p. 60, et le tableau de la situation pendant ces mois, vu par l'ambassade italienne, dans Magistrati, *art. cité*, p. 589-593.

(2) B. Mussolini, *Scritti e discorsi*, vol. XI, Milano, 1938, p. 157.

(3) M. Magistrati, *art. cité*, p. 545.

* * *

La victoire italienne en Éthiopie fut accueillie en Allemagne par des manifestations peu enthousiastes. Le succès de l'expansion italienne et la constatation de l'impuissance de l'Angleterre à l'empêcher semblaient sans nul doute de bon augure pour des aspirations allemandes semblables ; mais on craignait en même temps, à Berlin, que l'Italie, en passant au rang des *Beati Possidentes*, pût se rapprocher des démocraties et laisser l'Allemagne dans l'isolement. Au printemps 1936, cette possibilité était toutefois, pour l'Italie, purement théorique. En réalité, l'exaltation soulevée par la victoire, l'exaspération des ressentiments envers la politique des sanctions et les attitudes outrancières qui en résultaient, ainsi que, d'autre part, la question malencontreuse de la reconnaissance de l'Empire, et l'avènement au pouvoir, en France, du *Front Populaire*, rendaient irréalisable, à ce moment, une reprise rapide des relations amicales et de la collaboration avec les démocraties. Ce à quoi ne pensaient, d'ailleurs, ni Mussolini, ni le Comte Ciano, qui depuis juin dirigeait le ministère des Affaires étrangères et qui était partisan d'une entente avec l'Allemagne (1) et contempteur — alors — des démocraties.

L'analogie des situations entre les deux régimes, dominés, malgré leurs succès politiques, par l'appréhension de l'isolement, continua donc à favoriser leur rapprochement. L'assentiment italien aux accords austro-allemands du 11 juillet — qui entr'ouvraient la porte à l'action du nazisme en Autriche — en fut la première et significative conséquence. Aussitôt après, l'affaire d'Espagne fournit un nouveau motif de convergence d'intérêts et une nouvelle poussée vers la collaboration, même si les deux gouvernements y intervinrent avec des vues différentes et aussi avec une différente mesure d'engagement. Pour pouvoir prendre part sérieusement à ce conflit, comme le lui commandait sa vision idéologique et « méditerranéenne » du problème espagnol, Mussolini avait besoin de pouvoir compter sur la solidarité du Reich déjà puissant. Pour Hitler, au contraire, le secteur ibérique avait, du point de vue stratégique, une bien moindre importance et, derrière la solidarité idéologique qui s'affirmait dans l'intervention commune, l'on pouvait cacher, à Berlin, le calcul que l'Italie fortement engagée en Espagne détournerait d'autant son attention du Brenner (2).

Même à Berlin, dans d'autres buts plus vastes de politique générale, on sentait pourtant le besoin d'une collaboration plus définie avec l'Italie (tandis que Ribbentrop poursuivait à Londres le principal objec-

(1) Sur ces débuts de Ciano : R. Guariglia, *op. cit.*, p. 328-330.

(2) Les considérations exposées dans ce sens par Hitler aux généraux, au cours de la réunion du 5 novembre 1937, peu de jours après la signature des protocoles qui fondaient l'Axe (voir ci-après), sont certainement valables pour l'été 1936.

tif de la diplomatie hitlérienne, c'est-à-dire l'entente avec la Grande-Bretagne). Vers la fin de septembre, le ministre Hans Franck, juriste du parti, revint à Rome pour exprimer à Mussolini le désir de Hitler de recevoir en Allemagne le chef du gouvernement italien et de la révolution fasciste ; à cette occasion, il donna les premières assurances que le régime nazi considérait la Méditerranée comme une mer italienne (assurance qui impliquait, tacitement, l'attribution à l'Allemagne du bassin du Danube). En octobre ce ne fut pas Mussolini qui alla à Berlin, mais le Comte Ciano. Il portait, comme présent pour le *Führer*, un dossier sur le « péril allemand », recueilli par Eden, et que l'ambassadeur italien à Londres, Grandi, avait réussi à se procurer (1). C'était un geste qui visait en même temps à gagner la confiance allemande et à empêcher une entente anglo-allemande si redoutée à Rome. C'est ainsi que l'Axe Rome-Berlin fut le résultat d'une initiative allemande, du voyage de Ciano, de ses entrevues avec Neurath et de la signature, le 22 octobre, des *Protocoles* (non publiés) qui établissaient une entente sur des problèmes déterminés : le *nouveau Locarno*, la *S. D. N.*, la collaboration dans le bassin du Danube, les questions espagnole et autrichienne.

Cette entente élastique — et même dénuée déjà de sincérité, car sur certains points, comme l'Autriche et le bassin du Danube, on commençait, ou plutôt on continuait à se mentir par des réticences et des périphrases — fut plus tard ambitieusement définie par Mussolini dans son discours du 1er novembre à Milan : la *verticale Rome-Berlin* n'était pas un diaphragme mais plutôt un *axe* autour duquel pouvaient graviter tous les États européens animés d'une volonté de collaboration et de paix (2).

* * *

Les liens entre Rome et Berlin se renforcèrent au cours de 1937, parallèlement au laborieux développement du rapprochement italo-anglais, mais avec une méfiance réciproque, quant aux rapports respectifs avec Londres. Rome reçut les visites de Gœring, en janvier et en avril, de Neurath en mai, du maréchal von Blomberg, en juin. Ce fut dans les premiers jours de juin que l'on prit à Rome la décision funeste d'accepter l'invitation pour une visite de Mussolini à Hitler. Par volonté de ce dernier, la visite devait constituer une affirmation des deux régimes. L'idée italienne de la compléter par une conférence des pays d'Europe orientale fut enterrée, et pour cause, par les Allemands (3). L'effet sur Mussolini des jours passés en Allemagne pendant la dernière décade de septembre dépassa de loin les espérances des chefs nazis. Le grandiose des parades militaires et des foules applaudissantes au *Maifeld* de Berlin,

(1) G. Ciano, *L'Europa verso la catastrofe*, Milano, 1948, p. 78, 86-87.
(2) B. Mussolini, *Scritti e discorsi*, vol. IX, Milano, 1935, p. 206-207.
(3) M. Magistrati, *L'Italia a Berlino* (1937-1939), Milano, 1956, p. 58-59.

et, partout, l'ostentation de la puissance industrielle, de l'organisation et de l'ordre dans tous les aspects de la vie allemande exercèrent sur le dictateur italien une fascination maléfique et durable (1). Même en face de la personnalité d'Hitler, il passa rapidement de la prévention à l'admiration. Il n'y eut pas d'entrevue politique, mais les effets politiques, conséquence des effets psychologiques, ne tardèrent pas à se manifester dans la conduite de Mussolini. Le 22 octobre il donnait en effet, à Ribbentrop, l'adhésion de principe au projet du pacte italo-allemand-japonais, ambition et œuvre personnelle du futur chef de la *Wilhelmstrasse* (2). Peu de jours après, dans son discours du 28 octobre, il revendiquait pour l'Allemagne la place qui lui revenait « sous le soleil d'Afrique » et il proclamait la nécessité d'éliminer le bolchevisme de l'Europe, à commencer par l'Espagne (3).

C'était le prélude de l'adhésion italienne au *pacte antikomintern*, qui sera accordée le 6 novembre. A cette occasion Mussolini déclara aussi à Ribbentrop qu' « il était las de servir de sentinelle à l'indépendance autrichienne », que la « meilleure méthode » dans cette affaire, était de « laisser aux événements leur développement naturel » ; que Schuschnigg savait que, au cas d'une crise autrichienne, « l'Italie n'agirait pas » (4). Les Allemands pouvaient donc penser qu'à la première occasion propice il ne leur restait plus qu'à ouvrir toute grande la porte déjà entr'ouverte et désormais sans surveillance.

La gravité de cette décision, qui marquait, avec l'abandon de la formule élastique de l'Axe et la prise d'engagements formels, un tournant dangereux et décisif de la politique étrangère italienne, est mise en pleine évidence par les décisions de principe que le *Führer*, le jour précédent, dans la réunion secrète du 5 novembre, avait communiquées à ses collaborateurs civils et militaires : réaliser le programme d'expansion allemande, même au prix d'une guerre générale, à commencer par l'Autriche et la Tchécoslovaquie, dès 1938 si c'était possible et nécessaire. Il croyait qu'en ce qui concernait la Tchécoslovaquie, l'Italie n'aurait pas fait de difficulté ; mais que penser à propos de l'Autriche? Il comptait, en attendant, sur le fait que l'Italie demeurerait longtemps engagée en Espagne (5).

Mais cette inquiétude pour l'Autriche était désormais superflue. Pour le gouvernement de Rome, l'*Anschluss* était un événement déjà escompté. Hitler put être sûr de la passivité de Mussolini lorsqu'il eut constaté l'absence totale de réaction à la première sommation lancée

(1) On en voit le reflet dans G. Ciano, *Diario* 1937-1958, Bologne, 1948, *passim*, depuis le 29 septembre 1937.

(2) Sur le dualisme existant entre la diplomatie de Ribbentrop et du parti, et celle de la *Wilhelmstrasse* et de l'armée, voir M. Magistrati, *art. cité*, p. 566-567 ; Id., *L'Italia e Berlino*, p. 91-92.

(3) B. Mussolini, *Scritti i discorsi*, vol. XI, Milan, 1938, p. 172.

(4) G. Ciano, *L'Europa verso la catastrofe*, p. 224.

(5) *Les Archives secrètes de la Wilhelmstrasse*, Paris, 1950 et suiv., vol. I, p. 10.

à Schuschnigg le 12 février (1). C'est pourquoi il n'informera son allié de l'occupation de l'Autriche qu'au moment (11 mars) où les troupes allemandes seront déjà en marche vers la frontière autrichienne. Il ne resta plus à Mussolini qu'à s'incliner devant le fait accompli, même s'il l'estimait prématuré, et à s'efforcer de le justifier, pour essayer de justifier, devant l'opinion italienne profondément troublée et désorientée, le brusque abandon et le renversement d'une orientation politique vieille déjà de dix ans : ce qu'il fit d'abord par un bref communiqué du *Grand Conseil*, puis à l'aide d'arguments très élaborés, mais peu convaincants, dans un discours à la Chambre, prononcé le 6 mars, discours dans lequel il n'hésitait pas à comparer l'intervention allemande en Autriche, pour y accomplir une « révolution nationale », à celle des troupes piémontaises dans les autres régions italiennes en 1859-1860 (2). Il alla jusqu'à dire, dans sa conclusion, qu'avec la crise autrichienne l'Axe avait trouvé sa « confirmation ». L'Italie était cependant la seule à payer la note, puisque la possession de Vienne assurait désormais au Reich le contrôle du bassin danubien : les communications, le pétrole roumain, les céréales hongroises, les minerais et les bois yougoslaves. Dans la lettre d'Hitler à Mussolini (11 mars), la déclaration même de « l'immuabilité des frontières du Brenner », qui dans l'esprit du *Führer* représentait sans doute une compensation, apparaissait comme une concession humiliante, de la part des Allemands, sur ce que l'Italie possédait de plein droit ; et même elle remettait en question, dans l'éclairage plus cru, maintenant, du racisme nazi, le problème du Haut-Adige. Le *Journal* de Ciano enregistre, à plusieurs reprises, en avril, les vives réactions de Mussolini et les siennes devant cette menace (3) ; mais cela ne les empêche pas de préparer en même temps le voyage d'Hitler en Italie.

Les manifestations de fraternité entre les deux régimes, pendant le séjour du *Führer* en Italie et la déclaration qu'il répétera le 7 mai, sur l'éternelle inviolabilité de la frontière naturelle entre les deux pays, étouffèrent cette velléité de rébellion et les Allemands eurent leur « quitus » officiel et définitif sur la question de l'*Anschluss*. Bien plus, en ces mêmes jours on jeta la base des futurs développements de la politique de l'Axe avec la proposition d'une alliance militaire, proposition faite

(1) Ciano se borna à charger Philippe de Hesse de faire savoir à Ribbentrop (depuis peu ministre des Affaires étrangères) que la façon selon laquelle les choses s'étaient déroulées, c'est-à-dire sans aucune consultation préalable, ne pouvait être « bien accueillie » à Rome. Ciano, *L'Europa verso la catastrofe*, p. 247-248.

(2) B. Mussolini, *Scritti e discorsi*, vol. XI, Milano, 1938, p. 226-228.

(3) G. Ciano, *Diario* 1937-1938, p. 150-151 ; 158-164. « Ces Allemands — dit Mussolini à Ciano le 23 avril — me contraindront à avaler le citron le plus amer de ma vie. Je parle du citron français (p. 163) ». Et le jour suivant : « Si les Allemands pensent pouvoir déplacer d'un seul mètre la borne frontière, nous savons que cela n'arrivera pas sans la plus dure des guerres, dans laquelle je coaliserai le monde entier contre le germanisme. Et nous abattrons l'Allemagne pour au moins deux siècles (p. 164). »

par les Allemands (1), qui préparaient déjà « *l'opération Sudètes* ». Pour l'instant, les Italiens éludèrent poliment leur réponse : l'amitié italo-allemande — observa Mussolini — rendait l'alliance superflue. On craignait, en réalité, qu'un tel lien ne fît obstacle au développement des accords avec la Grande-Bretagne ainsi qu'à un rapprochement encore possible avec la France (2) ; et à Rome, d'ailleurs, on n'avait pas encore complètement digéré les événements de mars.

Ce seront surtout les difficultés des négociations avec la France qui orienteront graduellement Mussolini vers l'alliance proposée par Berlin dans le cadre du pacte tripartite projeté. En juin, la proposition allemande précisée par Ribbentrop, à la suite des sondages d'Attolico, dans le sens d'une « plain and open military alliance » — on n'aurait cependant pas réclamé l'aide de l'Italie en cas de conflit avec la Tchécoslovaquie — fut accueillie à Rome avec une faveur plus grande, mais Mussolini voulait d'abord « rendre populaire l'alliance » (3). On projeta néanmoins une rencontre, à Côme, des deux ministres, rencontre que Ribbentrop renverra à septembre. D'ailleurs, à Rome non plus on n'était pas pressé, car Ciano subordonnait encore la négociation finale à l'entrée en vigueur des accords avec la Grande-Bretagne (4). Mais pendant ce temps, Mussolini se liait toujours plus décisivement avec le nazisme, adoptant et durcissant rapidement, pendant l'été, la politique antisémite (signe de servilité déploré même par quelques chefs du parti) et assumant à l'égard de la crise tchèque une attitude conforme à celle de l'Allemagne. C'était une étrange manière de « rendre populaire » l'alliance en Italie.

Depuis le 26 mai, Ciano avait assuré l'ambassadeur allemand du désintéressement de l'Italie à l'égard du sort de Prague et de sa « complète solidarité » avec l'Allemagne ; Mussolini pensait même — c'est du moins ce qu'il disait à Ciano — à se ranger sans hésiter dans la lutte aux côtés des Allemands, en cas de conflit (5). Lorsqu'en septembre la crise tchèque entra dans sa phase culminante, le gouvernement de Berlin n'avait cependant, encore fourni, malgré les sollicitations italiennes, aucun renseignement sur ses décisions à cet égard (décisions déjà prises dès le 30 mai dans le *plan Grün*, dont l'exécution était fixée au 1er octobre au plus tard) et n'avait pas non plus informé le gouvernement de Rome des tractations, alors en cours, avec Londres.

(1) Sur l'histoire de cette négociation on a maintenant la deuxième édition complétée de l'étude exhaustive de M. Toscano *Le origini diplomatiche del Patto d'Acciaio*, Florence, 1956.

(2) G. Ciano, *Diario* 1937-1938, p. 167-168, 171. « Dieu sait — note Ciano le 12 mai — tout ce que j'ai pu faire pour empêcher l'alliance avec Berlin, alliance gênante dans le présent et inquiétante pour l'avenir. Mais je pense à présent que la ladrerie française rendra mes efforts vains et que dans quelque temps un document nouveau sera signé dans les salons de la *Wilhelmstrasse*. Mussolini est décidé. »

(3) G. Ciano, *Diario* 1937-1938, p. 195 ; M. Toscano, *op. cit.*, p. 26-30.

(4) G. Ciano, *Diario* 1937-1938, p. 222-223.

(5) G. Ciano, *Diario* 1937-1938, p. 180.

Malgré l'attitude incorrecte de son allié, et même lorsque l'ambassadeur italien lui eut fait connaître l'échéance fixée à Berlin, Mussolini continua à soutenir l'action allemande par ses exubérances verbales : d'abord par quelques notes dans ses *Informations diplomatiques* et dans la *lettre à Runciman*, puis dans les discours tenus dans les villes vénitiennes entre le 18 et le 26 septembre, en offrant à son allié une solidarité que celui-ci n'avait pas sollicitée à ce point, et dont la gratuité l'étonnait lui-même. Dans l'un de ces discours (à Padoue, le 24 septembre) il commit même la gaffe de révéler la date secrètement fixée par les Allemands pour leur action armée contre la Tchécoslovaquie.

Mais Mussolini était-il vraiment décidé à entrer dans la guerre qui se profilait? Il semble qu'on puisse raisonnablement l'exclure. De toute façon il n'était pas prêt, puisqu'on n'avait fait aucun préparatif, jusqu'au 27 septembre, lorsqu'on prit des dispositions « pour un début de mobilisation suffisante à assurer, dans un premier moment, la neutralité armée » (1). Il est plus probable que son intention était de contribuer, par une attitude menaçante (2), à une capitulation pacifique de Prague et des démocraties. Cette interprétation semble trouver sa confirmation dans la promptitude avec laquelle il accepta la charge de médiateur que lui proposa Chamberlain, et dans son attitude à Munich, où il présenta comme sien un projet de compromis formulé à Berlin le jour précédent (28 septembre), mais où il empêcha néammoins que la tentative d'aggraver ces réclamations, faite aussitôt après par Ribbentrop de connivence avec Hitler (3), ne provoquât la faillite de la réunion et le déclenchement des hostilités.

* * *

Après le retour de Munich de Mussolini, drapé du manteau prestigieux de sauveur de la paix, la situation apparaissait riche de possibilités favorables pour la politique italienne, entre les deux camps adverses ; et à Rome, en effet, on prit conscience de ces possibilités, mais pour peu de temps, car à l'euphorie du succès s'était vite mêlée l'amère conscience d'avoir coopéré une fois de plus et gratuitement à agrandir l'Allemagne, et à accroître le déséquilibre de puissance entre les deux parties de l'Axe (4). De sorte qu'après une courte période d'indécision et d'attente,

(1) G. Ciano, *Diario* 1937-1938, p. 248.

(2) R. Guariglia (*Ricordi*, p. 343), définit ces attitudes comme un « bluff » politique d'une « audace inconsidérée ».

(3) Voir, sur ce point, les témoignages concordants et complémentaires de M. Donosti, *op. cit.*, p. 121-125 ; de E. Kordt, *Wahn und Wirklichkeit*, Stuttgart, 1947, p. 129-131 ; de P. Schmidt, *Statist auf der diplomatischen Bühne*, Bonn, 1949, p. 413-416, et les notes sur la conférence de Munich rédigées par E. Kordt (dans *Les Archives secrètes de la Wilhelmstrasse*, s. D, vol. II, Paris, 1951, p. 622) et par sir Horace Wilson (dans les *Documents on British Foreign Policy*, séries III, vol. II, Londres, H. M. S. O., 1949, p. 631, 634).

(4) Pour rétablir un équilibre à l'intérieur de l'Axe, la politique italienne de

on voit prévaloir la tendance à l'expansion, qui était dans la nature même du régime et qui est maintenant stimulée par l'exemple du Reich, et par une sourde rivalité avec lui (c'est la même tendance fondamentale qui prévaudra en juin 1940). D'où les revendications soudaines et tapageuses du 30 novembre contre la France, alors qu'on pensait déjà au coup de force en Albanie. Ces revendications provoquèrent de fortes appréhensions à la *Wilhelmstrasse*, qui négociait alors l'accord de Paris — et ce geste italien était probablement destiné à saboter cet accord — et qui craignait des complications intempestives à l'ouest tandis qu'elle préparait le développement de son action à l'est. Aussi bien Ribbentrop n'hésita point à déclarer à Bonnet, le 6 décembre, que le gouvernement allemand n'en avait pas été informé et qu'il n'appuierait jamais une réclamation de territoires à la France (1). En même temps, la rupture des ponts avec la France, la conclusion de l'accord franco-allemand et celle présumée d'un pacte militaire anglo-français, poussaient Mussolini à se décider pour l'alliance tripartite — que Ribbentrop avait proposée à nouveau le 28 octobre (2). Il surmonta d'un coup les inquiétudes qu'il avait jusqu'alors éprouvées et manifestées au sujet de l'impopularité qu'un tel lien trouvait dans certains milieux de la population italienne (les militaires de haut grade, la bourgeoisie, la masse catholique).

Ciano reçut l'ordre de commencer les tractations le 1er janvier 1939. Le roi lui-même, consulté, aurait émis un avis favorable (3). La signature avait été prévue pour la première décade du même mois. Mais les retards et les difficultés créés par le gouvernement de Tokio — qui entendait limiter le *casus foederis* contre la seule U. R. S. S., alors qu'à Rome et à Berlin on désirait l'appliquer aussi contre les démocraties — irritèrent Mussolini et le firent revenir, avec plus de décision, aux premiers jours de mai, à l'idée, déjà exprimée le 28 octobre, d'une alliance à deux avec l'Allemagne (4). Quelques jours plus tard il y eut la deuxième crise tchèque et l'occupation de Prague. Ce nouveau coup de force allemand provoqua la consternation et le ressentiment du gouvernement de Rome, qui en fut informé, après coup, par le « message habituel », porté par Philippe de Hesse. L'*Axe* — notait alors Ciano mélancoliquement dans son journal — fonctionne seulement en faveur d'une des parties » ; et il se demandait si l'on pouvait encore croire en Hitler. « Cela inquiète et humilie le peuple italien. Il faut lui donner une satisfaction et une compensation : l'Albanie. » Mussolini est « déprimé » ; il reconnaît, avec Ciano, qu'Hitler est « déloyal et perfide », et qu'on ne peut plus présenter l'alliance au peuple italien : « les pierres elles-

« ré-assurance », qui visait à former, dans le cadre de l'Axe lui-même, une constellation de satellites dans les Balkans et dans la Méditerranée (Yougoslavie, Hongrie, Espagne) semblait plus que jamais insuffisante.

(1) G. Bonnet, *La défense de la paix*, Genève, 1946, 1948, vol. II, p. 37.
(2) G. Ciano, *L'Europa verso la catastrofe*, p. 373-378.
(3) G. Ciano, *Diario* 1939-1940, Milan, 1946, vol. I, p. 12, 16.
(4) G. Ciano, *Diario* 1939-1940, vol. I, p. 48-49.

mêmes se révolteraient. » Craignant un coup de main allemand en Croatie, il donne des ordres pour une concentration de forces en Vénétie et se montre décidé à devancer les Allemands et à « tirer sur eux », s'ils essayaient de l'arrêter (1).

Mais, deux jours plus tard, il suffit d'une lettre onctueuse de Ribbentrop pour le rassurer ; et ce jour même, le 21 mars, il fait de nouveau confirmer par le *Grand Conseil* la fidélité à la politique de l'Axe. Les velléités de rébellion avaient duré moins d'une semaine. L'action intensifiée de l'ambassadeur Attolico pour amener le gouvernement italien à préciser les rapports réciproques, avant de s'engager dans de nouveaux liens avec le Reich, eut toutefois un certain effet. Mussolini précisa le 29 mars quelques points à éclaircir avec Berlin : les objectifs de la politique allemande ; la position économique de l'Italie dans le bassin du Danube ; les rapports de l'Italie avec la France, la Yougoslavie et l'Albanie ; le Haut-Adige (2).

Mais le destin voulait — note Toscano (3) — qu'on ne parvienne jamais à une vraie clarification. L'*Axe* était né d'une convergence d'intérêts et de situations et non d'une véritable entente ; quelques objectifs des deux puissances (Danube, Balkans, Tyrol du Sud) rendaient le heurt inévitable. Possible en 1936, une explication ne l'était plus à présent que l'Allemagne était toute-puissante, l'Italie à la remorque et la confiance réciproque déjà secouée par trop de déloyauté. C'est pourquoi les équivoques continuèrent et s'aggravèrent. Au début des conversations militaires, à Innsbruck, le 5 avril, on passa sous silence, du côté allemand, le plan des opérations contre la Pologne, établi depuis deux jours ; et du côté italien on ne dit rien de l'action en Albanie qui devait commencer deux jours plus tard.

Pour une fois, et dans une faible mesure, l'*Axe* fonctionna en faveur de Rome en Albanie, et Berlin se montra solidaire et compréhensif. Malgré le contenu anti-germanique que le geste italien cachait avec peine, il aggravait l'hostilité des démocraties et l'isolement italien, et devenait, de ce fait, une nouvelle impulsion vers l'alliance. Aux premiers jours de mai, après la réponse de Tokio, négative dans sa substance, on se mit décidément d'accord sur la formule du pacte à deux.

* * *

L'alliance fut annoncée, par ordre de Mussolini, aussitôt après la rencontre précipitée de Ribbentrop et de Ciano à Milan, les 6-7 mai, sans qu'on en eût discuté et approuvé les bases (4). Les conséquences

(1) G. Ciano, *Diario* 1939-1940, p. 54-60.
(2) M. Toscano, *op. cit.*, p. 153.
(3) M. Toscano, *op. cit.*, p. 179-181.
(4) Le document italien sur les entrevues et les accords verbaux imprécis de Milan, dans Ciano, *L'Europa verso la catastrofe*, p. 428-434 ; le document allemand, dans Toscano, *op. cit.*, p. 299-301 et dans les *Documents on German Foreign Policy*,

de cette décision, prise avec une précipitation qui stupéfia et, sur le moment, inquiéta les deux ministres, furent aggravées par l'impéritie et les légèretés de Ciano, qui laissa aux Allemands le soin de rédiger le projet de traité ; elles furent seulement en partie atténuées par Attolico, qui réussit à faire introduire dans le préambule une reconnaissance des « frontières communes fixées pour toujours entre l'Allemagne et l'Italie » (1) et dans l'article 7 la limite de la durée de l'alliance (10 ans).

Le jour suivant la signature du *Pacte d'Acier*, Hitler exposa aux chefs militaires, dans la réunion secrète du 23 mai à la Chancellerie, les véritables objectifs de la politique allemande : Dantzig n'était pas du tout l'objet du différend. Le but était la conquête de l'espace vital à l'est, et le premier pas l'attaque contre la Pologne. Il ne devait pas y avoir de conflit simultané avec l'Occident, mais si ce conflit était inévitable, il importait de l'affronter en premier. Ces objectifs devaient être tenus secrets même à l'égard de l'Italie et du Japon (2).

De semblables résolutions mettent en pleine lumière les ambiguïtés que l'entrevue de Milan et la rédaction hâtive du Pacte laissaient subsister, latentes, dans l'alliance. La première et la plus grave de ces équivoques était l'accord apparent sur la période de paix que les deux négociateurs avaient déclarée nécessaire aux deux pays pour compléter leur préparation à la guerre. Ciano avait parlé de trois ou quatre ans, Ribbentrop de quatre ou cinq ans. Mais Mussolini et Ciano entendaient par là une paix absolue, alors que pour les Allemands c'était une paix seulement avec les démocraties qu'ils entendaient et ils pensaient, sans le dire, à un conflit avec la Pologne, certains de pouvoir le localiser. A Milan, Ribbentrop avait même déclaré, à propos de la controverse avec le gouvernement de Varsovie, qu'à Berlin on était disposé à « laisser en suspens *(stagionare)* la question » s'il ne se produisait pas de provocations polonaises.

séries D, vol. VI, p. 341. Les deux documents concordent en substance. Dans la récapitulation de sa vaste et rigoureuse enquête, M. Toscano reconnaît les raisons de la décision mussolinienne dans la conviction de donner la vie à un instrument capable d'exercer immédiatement une forte pression diplomatique sur la France, d'étouffer définitivement les bruits qui couraient sur une désagrégation de l'Axe, de mettre fin à tout danger d'isolement, et de constituer un frein, au moins pendant trois ans, aux initiatives nazies, tandis que pour Hitler l'alliance rentrait déjà dans le plan diplomatique aussi bien que militaire qu'il mûrissait pour la Pologne. La décision de Mussolini était de plus fondée sur sa conviction d'une impossibilité de résister avec succès à l'hégémonie prussienne en Europe, sur le crédit accordé aux assurances nazies et sur sa persuasion de l'inévitabilité ,à la longue, d'un conflit idéologique. Dans cet ensemble de facteurs, auxquels il faut aussi ajouter ses impulsions bien connues de grandeur, ses ressentiments, ainsi que l'attrait des solutions de commodité, il est difficile d'isoler le facteur dominant ; mais il n'y a pas de doute que la crainte d'un choc direct avec le III[e] Reich paralysa ces réactions instinctives qui exprimaient les sentiments d'une bonne part du peuple italien, par nature contraire au national-socialisme (Toscano, *op. cit.*, p. 384-385).

(1) M. Toscano, *op. cit.*, p. 341.

(2) *Trial of the Major War Criminals before the International Military Tribunal, Nuremberg 1945-1946*. (Nuremberg I. M. T. 1947-1949), XXXVII, p. 546-556 ; M. Toscano, *op. cit.*, p. 357-362.

Se fiant à la loyauté de son allié et interprétant dans le sens le plus tranquillisant cette déclaration ambiguë, jusqu'au début d'août on ne s'inquiéta point, à Rome, du problème polonais, dont dépendait au contraire la paix ou la guerre générale. Et c'est pourquoi l'équivoque sur « la période de paix » ne fut pas éclaircie non plus par le mémoire du 30 mai (porté à Berlin par le général Cavallero), dans lequel Mussolini réaffirmait la nécessité de pouvoir vaquer en paix, jusqu'après 1942, à compléter la préparation militaire et économique de l'Italie, à organiser militairement la Libye et l'Albanie, à pacifier l'Éthiopie (dont on pouvait tirer une armée d'un demi million d'hommes) ; mais il ne soulevait pas le problème polonais (1). Hitler remercia et fit dire par Ribbentrop à Attolico qu'il était « dans l'ensemble » d'accord avec les considérations exposées dans ce document, exprimant seulement le désir de s'entretenir personnellement avec Mussolini sur quelques-uns des points énoncés, dans une entrevue au Brenner, en été, ou en octobre à Florence (2). Ce renvoi était-il une manœuvre destinée à mettre l'Italie devant le fait accompli de l'attaque de la Pologne? La conduite ultérieure du gouvernement allemand le laisse croire.

Au lieu de la rencontre des deux dictateurs on assistera, en août, à Salzbourg, à une rencontre des deux ministres. Cette dernière fut demandée par Ciano lorsqu'on eut finalement acquis, à Rome, le pressentiment de l'imminence de l'action allemande contre la Pologne et du danger d'être mêlés à une inévitable conflagration générale « dans les conditions les plus défavorables pour l'Italie » (3). Ce sentiment fut acquis à la suite de la campagne d'alarme menée par Attolico (4) et après que les Allemands eurent écarté la proposition faite par Mussolini, à la fin de juillet, d'une conférence européenne pour résoudre les problèmes européens. Au cours des dramatiques entretiens de Salzbourg (11-13 août), Ciano eut la révélation imprévue et amère de la déloyauté de l'allié allemand et des terrifiantes conséquences de l'alliance. Hitler lui déclara tout crûment que le dernier délai pour l'action contre la Pologne était la fin août. A l'objection de Ciano qu'on avait pourtant reconnu, à Milan, la nécessité d'une période de paix de deux ou trois ans, Hitler répondit que c'était vrai, mais que la nouvelle situation rendait désormais urgente l'action allemande. Comme Ribbentrop, il se déclarait convaincu que le conflit pouvait être localisé ; et par conséquent il n'aurait pas demandé à l'Italie « l'aide prévue dans les engagements pris » (5).

(1) *Documenti Diplomatici Italiani*, S. VIII, vol. XII, p. 49-51 ; M. Toscano, *op. cit.*, p. 362-374.
(2) *Documenti Diplomatici Italiani*, S. VIII, vol. XII, p. 112.
(3) G. Ciano, *Diario* 1939-1940, p. 138.
(4) L'action développée par Attolico dans ce sens, de juin à août, est maintenant largement documentée par les *Documenti Diplomatici Italiani*, S. VIII. vol. XII.
(5) G. Ciano, *L'Europa verso la catastrofe*, p. 457-459 ; Id., *Diario* 1939-1940, p. 140-141 ; *Documenti Diplomatici Italiani*, S. VIII, vol. XIII, p. 4-7, 19-20.

A son retour de Salzbourg, Ciano réagit avec décision. Indigné par l'attitude allemande, il engagea au Palais Chigi sa bataille pour le « décrochage » d'avec l'Allemagne, fortement appuyé par Attolico. Par contre les réactions de Mussolini oscillèrent pendant dix jours, changeant chaque jour et presque chaque heure, passant du ressentiment aux raisons de la fidélité et de l'honneur ; de la peur de l'allié, à l'espoir de s'assurer, en cas de victoire allemande, sa propre part du butin en Croatie et en Dalmatie. Le 25 août — deux jours après la signature du *Pacte germano-soviétique*, négocié jusqu'au bout à l'insu de Rome — il adopta finalement l'échappatoire suggérée par Attolico : signifier à Berlin que l'intervention italienne pouvait être immédiate si l'Allemagne fournissait le matériel de guerre et les matières premières nécessaires (1).

La liste correspondante, aussitôt demandée par Hitler, fut dressée à Rome avec une ampleur qui la rendait *a priori* inacceptable. Au cours de cet échange agité de missives, le *Führer*, dans sa dernière réplique, fit bonne mine à mauvais jeu : il appréciait les raisons qui avaient amené l'Italie à adopter cette attitude et demandait seulement qu'on la tînt secrète jusqu'au déclenchement des hostilités (sur quoi il obtint de Rome une assurance immédiate) ; mais la défection de Mussolini fut un coup irrémédiable pour le prestige dont il jouissait auprès d'Hitler qui, peu de jours auparavant, le 23 août, dans une conférence secrète avec les chefs militaires, avait encore déclaré que son « existence » et celle du *duce* étaient des « facteurs décisifs » pour le succès de ses plans. « Si quelque chose arrivait au *Duce*, on ne pourrait plus compter sur la fidélité de l'Italie à l'alliance (2). » Reconnaissance explicite que l'*Axe* et le *Pacte d'Acier* étaient des liens entre deux régimes et non entre deux peuples.

* * *

En réalité, ce sera par la volonté de Mussolini que l'alliance survivra au *décrochage*. La victoire remportée par Ciano ne sera que provisoire. Mussolini pouvait tolérer la paix, mais non la neutralité — même masquée sous le nom nouveau de *non-belligérance* — parce qu'il la considérait comme contraire à la dignité nationale d'un grand pays — qui pourtant envoyait en Allemagne des foules de travailleurs dans des conditions de demi-esclavage. L'idée de constituer un *bloc des neutres* agissant dans le domaine économique, dont parle Ciano dès le 21 septembre, était pour cela même déjà vouée à la faillite.

Dès le début de la guerre, les rapports entre les deux pays — sphères dirigeantes et opinion publique — s'étaient toutefois aggravés. En Alle-

(1) Hitler et Mussolini, *Lettere e documenti*, Milano, 1946, p. 10-17 ; *Documenti diplomatici Italiani*, s. VIII, vol. XIII, n. 250 ; et pour la correspondance successive, les n. 258, 262, 263, 292, 293, 298, 299, 303, 304, 305, 329.

(2) *Trial*, cité, vol. XXVI, p. 338-339.

magne on craignait d'être trahis une deuxième fois, comme en 1915 ; et on éprouvait de la mauvaise humeur à cause des fournitures italiennes à la France, et à cause des sympathies manifestées à la Finlande attaquée par les Russes. En Italie, le mécontentement était provoqué par la collusion des Allemands avec les Soviets, par leur attitude envers la Pologne et leur activité subreptice dans le Haut-Adige (1). Les appréhensions allemandes se firent plus aiguës dans la deuxième moitié de décembre, après le discours de Ciano à la Chambre, du 16 décembre, — qui fit l'effet d'une oraison funèbre de l'alliance — et après l'échange de visites entre le roi et le pape, à l'occasion desquelles Pie XII souhaita ouvertement la neutralité permanente de l'Italie, ce qui était certainement le vœu de la grande majorité de la nation, depuis la cour jusqu'au peuple, et de tous ceux qui, dans les hautes sphères de l'armée, de la bureaucratie et de la banque, étaient conscients du manque de préparation militaire et économique. Ciano était toujours ouvertement anti-allemand, comme la majeure partie des ministres, ses amis, dans le cabinet formé au début de novembre (un premier cabinet Ciano — disait-on à Rome — avec le chef du gouvernement dans l'opposition). Mais c'était une fronde stérile. Le Palais Chigi était favorable aux démocraties, mais agissait contre elles, d'après les ordres du Palazzo Venezia. Le destin du pays, restait entre les mains de Mussolini. Or le *Duce* éprouvait bien souvent, il est vrai, des mouvements de rébellion contre la tyrannie allemande ; mais il ressentait aussi, de plus en plus, l'exaspération du contrôle britannique sur la navigation, le chagrin et l'humiliation de rester à l'écart des grands événements et le désir brûlant de se remettre dans le jeu (2) : ce qu'il ne pouvait faire qu'en se rangeant aux côtés de l'allié, car son aversion pour les démocraties, le motif de l'honneur et de la fidélité, et la prévision de la victoire allemande ne lui laissaient pas entrevoir d'autre choix. Au début de l'année suivante cette nouvelle tendance se dessine plus clairement. Dans le *Journal* de Ciano on peut, presque jour par jour, suivre le cours de cette fièvre belliqueuse qui amènera le dictateur italien à la funeste décision de juin. Dans sa longue lettre du 3 janvier 1940, Mussolini, reprenant la correspondance directe interrompue depuis quatre mois, donnait au Führer des explications et des justifications sur la politique fasciste et sur les réactions de l'opinion publique italienne ; il donnait des conseils pour la Pologne, conseils qu'on ne lui avait pas demandés, et des avertissements sur les « répercussions catastrophiques » que tout progrès de l'amitié allemande pour la Russie provoquerait en Italie, mais il concluait néanmoins par l'engagement renouvelé de la volonté de l'Italie fasciste d'être la « réserve » de l'Allemagne au point de vue diplomatique, économique et militaire (3). En février, il intervint personnellement pour

(1) G. Ciano, *Diario* 1939-1940, p. 187-188, 189.
(2) G. Ciano, *op. cit.*, 1939-1940, p. 193-196.
(3) Hitler e Mussolini, *Lettere e documenti*, p. 33-39.

empêcher la conclusion de l'accord commercial avec les Anglais (1), accord pourtant très avantageux, parce qu'il n'avait aucune intention de céder le matériel de guerre que Londres demandait ; et il favorisa au contraire la conclusion de l'accord avec les Allemands, imposant aux négociateurs italiens, peu enthousiastes, d'accéder à la demande allemande de 3.500 tonnes de cuivre (à *razzier*, commente Ciano, dans les maisons et les églises). Lorsqu'en conséquence les Anglais, bien que continuant à appliquer avec une certaine modération le contrôle de la contrebande de guerre, bloquent, le 1er mars, l'envoi de charbon allemand par voie maritime, ses réactions deviennent hystériques. « Dans peu de temps les canons partiront tout seuls », dit-il à Ciano ; il ne veut pas devenir « la risée de l'Europe » ; les Anglais s'en repentiront ; son intervention marquera leur défaite (2).

C'est donc dans cet état d'esprit très favorable à sa mission que le trouve Ribbentrop lorsqu'il arrive à Rome, le 10 mars, sous le prétexte d'apporter, à deux mois de distance, la réponse de Hitler (3) à la lettre du 3 janvier, mais en réalité pour vérifier les intentions italiennes en face des imminentes décisions allemandes. Le *Führer*, dit-il, était décidé à attaquer dans le courant de l'année les démocraties. Mussolini, circonspect et plutôt froid dans la première entrevue, fut catégorique à la deuxième, le 11 mars : au moment donné, l'Italie descendrait sur le champ de bataille et lutterait dans une guerre « parallèle » à celle de l'Allemagne, pour briser les portes de sa prison méditerranéenne. Il accepta également aussitôt la proposition d'une rencontre avec Hitler au Brenner. Ribbentrop n'en espérait pas tant ; il fut tellement surpris qu'il se fit répéter cette déclaration inattendue (4). Cependant, la perspective d'un heurt imminent auquel il devrait rester étranger, vu son manque de préparation, humilie Mussolini. Il se flatte de pouvoir, au cours de la rencontre fixée au 18 mars, dissuader Hitler d'une offensive terrestre en Occident, et d'obtenir de lui au moins un document qui le dispense publiquement d'une intervention au moment de l'offensive (5). Tandis que l'opinion publique allemande, comme l'opinion publique italienne, tirait du fait que cette rencontre faisait suite à la visite de Summer Welles à Rome les plus encourageants présages de paix, au

(1) Sur ces négociations et les critères politiques auxquels les Anglais s'inspiraient, voir : *History of the Second World War*. W. N. Medlicott, *The Economic Blocade*, Londres, H. M. S. O., 1952, vol. I, chap. VIII, *Equivocal Neutral* : *Italy*, p. 280-311.

(2) G. Ciano, *Diario* 1939-1940, p. 232-233.

(3) Dans sa longue lettre du 8 mars 1940, Hitler, après avoir exalté ses succès militaires en Pologne et la puissance de l'armée allemande, s'efforçait de justifier ses rapports avec la Russie et sa conduite envers la Finlande et la Pologne. Voir le texte dans *Documents on German Foreign Policy*, séries D, vol. VIII, U. S. Gov. Printing Office, Washington, 1954, p. 871-880.

(4) G. Ciano, *L'Europa verso la catastrofe*, p. 513, 531, 540 ; Id., *Diario* 1939-1940, p. 234-235. Voir aussi, sur les entretiens des 10-11 mars, les deux télégrammes de Ribbentrop à Hitler, dans *Documents on German Foreign Policy*, s. D, vol. VIII, p. 894-896, 909.

(5) G. Ciano, *Diario* 1939-1940, p. 237.

Brenner, Mussolini réaffirmait au contraire sa promesse de marcher avec le Reich, tout en continuant d'espérer, en lui-même, qu'Hitler pût différer son action ou y renoncer (1). Pourtant, depuis le 1er mars, le *Führer* avait déjà approuvé le *plan Weser* pour l'occupation du Danemark et de la Norvège, et fixé son exécution à la fin du mois ; ce dont il ne souffla naturellement pas mot à son allié. Dans les jours qui suivirent cette entrevue, Mussolini parla plus ouvertement de guerre et commença à envoyer le nouveau mot d'ordre à la presse (remettant en honneur les termes d'*Axe* et de *Pacte d'Acier*) et à ébaucher des plans stratégiques. Dans les premiers jours d'avril il pense déjà à « brûler les étapes (2) ».

Le 9 avril il reçoit la « *lettre habituelle* » de Hitler dans le « *style habituel* », qui lui annonce le coup de force déjà accompli au Danemark et en Norvège. Cette fois il applaudit sans réserves et parle aussitôt à Ciano de la Croatie. A présent il est plus que jamais certain d'avoir fait le bon choix et il ne peut plus rester « les bras croisés tandis que d'autres écrivent l'histoire (3) ». En avril-mai l'habile offensive épistolaire de Hitler, par ses annonces et prédictions de victoires, rend frénétique son désir d'intervention. Ce ne sont certes pas les silences résignés de Ciano qui peuvent le modérer, ni les avertissements du roi, avec lequel il a des entretiens assez vifs (4) ; il n'est même pas freiné par l'éloquence terrible des renseignements que les chefs responsables lui fournissent sur le manque absolu de préparation militaire et l'absence presque totale de ressources, car il est aveuglément convaincu que la victoire allemande sera foudroyante et permettra de surmonter même cette situation angoissante. C'est dans ce sens qu'il répond à Badoglio le 26 mai, alors que le maréchal, apprenant l'imminence de la déclaration de guerre (à partir du 5 juin), termine ses dernières objections avec ces paroles désespérées : « C'est un suicide. » — « Je vous affirme — réplique Mussolini — qu'en septembre tout sera fini et que j'ai besoin de quelques milliers de morts pour m'asseoir à la table de la paix comme belligérant (5) ». Et c'est avec cette illusion funeste et ce calcul cynique que Mussolini scellait le 10 juin — comme principal, sinon unique responsable — le destin de l'Italie aux côtés de l'Allemagne nazie.

Ettore Anchieri.
Université de Padoue.

(1) G. Ciano, *L'Europa verso la catastrofe*, p. 550-551 ; Id., *Diario* 1939-1940, p. 239.
(2) G. Ciano, *Diario* 1939-1940, p. 246.
(3) G. Ciano, *Diario* 1939-1940, p. 251.
(4) On peut en voir les échos dans Ciano, *Diario*, p. 251, 252, 256, 265, 266.
(5) P. Badoglio, *L'Italia nella seconda guerra mondiale*, Milano, 1946, p. 36-37.

LA CHUTE DU RÉGIME

LE 25 JUILLET 1943

Lorsque, en juin 1940, volant au secours de la victoire allemande, Mussolini lançait l'Italie dans la guerre, il pouvait cyniquement, mais avec quelque apparence de raison, penser que quelques milliers de morts lui suffiraient pour s'asseoir à la table des vainqueurs (1). Le sort de la France lui paraissait réglé, celui de l'Angleterre le serait bientôt. N'était-ce pas l'occasion inespérée de satisfaire à peu de frais les ambitions italiennes — ou plus exactement fascistes — en Méditerranée? A condition, bien entendu, que la guerre soit courte, ce que tout alors autorisait à croire.

Le dictateur sait, en effet, parfaitement que l'Italie n'est pas en mesure de soutenir une guerre de longue durée. Il l'a dit et répété, ses services l'ont abondamment renseigné sur l'impréparation militaire du pays, son insuffisance économique et industrielle (2). Mais le risque n'arrête pas le joueur.

En janvier 1943, le temps des illusions est passé. Il n'est plus question d'une victoire facile, ni même de victoire. L'axe a perdu l'initiative des opérations. Les deux années et demie qui se sont écoulées depuis l'intervention n'ont été pour Mussolini qu'une succession de déboires. Les expériences militaires proprement italiennes ont toutes été malheureuses, la collaboration diplomatique avec l'Allemagne n'a cessé d'être difficile, la collaboration militaire pas plus satisfaisante. Aucun plan politico-stratégique commun n'a été établi entre les deux gouvernements, et Hitler n'a cessé de mettre son allié devant les faits accomplis ; entre autres, l'agression contre l'U. R. S. S. qui a totalement changé la conception stratégique de la guerre. Mussolini, qui, au début, se flattait de mener une guerre « parallèle » à celle de l'Allemagne, a vu sa liberté d'action limitée par sa faiblesse militaire : ce sont les divisions allemandes qui ont mis fin à la malheureuse campagne de Grèce, c'est l'appui de l'*Afrika-Korps* sous la conduite de Rommel qui a permis de refouler les Britanniques jusqu'à El-Alamein. La divergence des objectifs de guerre s'est accentuée chaque année.

(1) Propos rapporté par Badoglio : *L'Italie dans la guerre mondiale*, Paris, p. 39. Mussolini est d'ailleurs fidèle aux engagements pris le 14 mars 1940 à l'entrevue du Brenner : « Aussitôt que l'Allemagne aura par son action militaire... créé une situation favorable, l'Italie interviendra sans perdre de temps. Si l'avance allemande devait se dérouler sur un rythme plus lent, le Duce attendrait jusqu'au moment où son intervention à l'heure décisive pourrait être d'un appui pour l'Allemagne. » *Archives secrètes du comte Ciano (1936-1942)*, Paris, Plon, 1948, p. 262. Voir aussi le Mémorandum du 31 mars 1940, analysé dans cette *Revue*, janvier 1956, p. 85-88.

(2) Impréparation qui a d'ailleurs justifié la non-belligérance italienne. Mais, dès le 10 juin 1940, ces lacunes n'avaient plus qu'une importance secondaire, semblait-il. Voir Francesco Rossi, *Mussolini e lo Stato Maggiore. Avvenimenti del 1940*, Roma, 1951. Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, juin 1953, p. 237-239.

Pour l'Italie la victoire dans le bassin méditerranéen est une question vitale, pour Hitler, qui s'est engagé dans une guerre épuisante contre l'U. R. S. S. avant d'en finir avec les Anglo-Saxons, et qui ne conçoit qu'une stratégie continentale, la Méditerranée n'est qu'un front secondaire et l'Italie un bastion. Même l'élimination de Malte, condition essentielle à toute opération d'envergure en Afrique, n'a pas été poussée à fond, ce qui n'empêche pas Mussolini, pour des raisons de prestige et contrairement à toute sagesse stratégique, de disperser ses forces : en plus des troupes d'occupation en France et des forces d'Afrique, vingt-huit divisions dans les Balkans, dix divisions (les meilleures et les mieux équipées) sur le front russe où les maigres ressources italiennes s'usent pour des résultats négatifs (1). Enfin la nature des relations italo-allemandes malgré la cordialité des rapports personnels des deux dictateurs, et celle toute conventionnelle qui règne dans les conférences, est illustrée par l'antipathie Ciano-Ribbentrop dont les rapports sont fondés sur un mépris et une méfiance réciproques (2). Pour Ciano, Ribbentrop est un dangereux et présomptueux imbécile, pour Ribbentrop, Ciano n'est qu'un fils de famille, promu par faveur au rang d'homme d'État, et qu'on ne saurait prendre au sérieux. Que ce soit dans le domaine diplomatique ou dans le domaine militaire, la morgue, l'orgueil, la brutalité du comportement germanique sont intolérables à l'amour-propre et à la sensibilité des Italiens. « Prenez-garde, les Allemands sont des ennemis redoutables et des amis insupportables », avait dit l'ambassadeur François-Poncet à Ciano qui a retenu ce mot. Psychologiquement, l'axe Rome-Berlin est une alliance contre-nature.

* * *

Au début de 1943, la guerre est aux portes de l'Italie. Les Alliés ont débarqué le 8 novembre en Afrique du Nord française et fait rentrer l'Armée française dans la guerre, Rommel et son corps italo-allemand sont en pleine retraite. L'Afrique orientale italienne, la Libye sont perdues, la Tripolitaine va l'être ; la Méditerranée, où les Alliés ont la maîtrise aéro-navale, engloutit chaque jour ce qui reste de la marine marchande italienne ; des bombardements massifs écrasent les grands centres de l'Italie du Nord ; à Stalingrad, l'invincible armée allemande arrêtée (et l'*A. R. M. I. R.* avec elle) est à la veille de sa première grande défaite.

Répondant aux vœux qui lui sont adressés par le directoire renouvelé du parti fasciste, Mussolini, soucieux, déclare, le 3 janvier : « Nous voici devant cette année 1943 qui aura vraiment une importance exceptionnelle pour l'histoire de l'Italie. L'année pendant laquelle le régime devra manifester sa force et le peuple surmonter une épreuve qui sera sérieuse, car la guerre aura lieu en Méditerranée et l'ennemi compte sur un relâchement de notre moral et sur notre désir d'obtenir

(1) Le gén. Francesco Rossi, *Come arrivamo all'armistizio*, Milano, Garzanti, 1945, estime que la 8e Armée, forte de 220.000 hommes au commencement de la contre-offensive russe, n'en comptait plus que 81.000 en février 1943. Au cours de la seule année 1942, quatorze divisions furent envoyées hors d'Italie « par simple mégalomanie ».

(2) Ciano, *Diario*. « S'ils gagnent la guerre (les Allemands), la première tête qu'ils réclameront sera la mienne. » (Note du 22 septembre 1942).

une paix quelle qu'elle soit. Ce serait la catastrophe... Le peuple italien a aujourd'hui l'occasion de montrer de quelle trempe il est fait... Il s'agit de savoir si vingt ans de régime fasciste ont modifié les choses en surface seulement, les laissant telles qu'elles étaient en profondeur ; nous le verrons en 1943. » Il ajoute qu'il est sûr que « le peuple italien étonnera le monde », pourvu que le Parti, dont il vient de renouveler les cadres, reste vigilant. Puis, en confidence à Bottai sceptique quant à l'énergie nouvelle qu'apportera cette « relève » : « C'est l'ultime tentative, après quoi on pourra fermer boutique ». A quoi Bottai réplique que l'heure des expériences est passée et que le problème de la résistance italienne « ne peut être contenu dans les limites du Parti (1) ».

Ce discours, malgré les rodomontades d'usage, est révélateur du malaise qui s'empare de l'Italie et qu'éprouve Mussolini lui-même. Le Duce est très malade. Il souffre d'un ulcère à l'estomac qui le rend agité et nerveux, l'astreint à une diète déprimante et à de fréquents repos dans sa propriété de Rocca delle Caminate. Les mauvaises nouvelles qui se succèdent ne sont pas sans influence sur son état de santé. Il sent d'ailleurs, malgré une confiance apparente, que le terrain se dérobe sous ses pieds (2). Quoi qu'il en soit, il n'a plus ses réactions habituelles, sa volonté paraît amoindrie, et jusqu'au 25 juillet, partisans et adversaires constateront avec étonnement chez lui, à part quelques réflexes de combativité oratoire, une étrange aboulie, une passivité et comme une indifférence résignée au sort qui l'attend (3).

Ce chef encore redouté, dont les slogans publicitaires proclament jusque sur les murs des plus humbles bourgades « qu'il a toujours raison », ploie visiblement sous le poids de ses erreurs et des responsabilités qu'il a toutes réunies sur ses seules épaules (4). Il a détruit de ses propres mains la grande réalisation du Régime, l'*Impero*. En ces heures difficiles, il se sent seul, malade, découragé et s'il croit, ou feint de croire encore à la solidité du régime, il est bien l'un des derniers. Certes, il continue de manifester une inflexible résolution. Aux yeux mêmes de ses propres hiérarques, la fameuse « volontà », « l'inesorabilità » fascistes ont fait leur temps et l'on se prend à rêver d'une « orientation nouvelle ». Tribun avant tout et grisé par vingt ans de succès

(1) Bottai, *Vent' anni e un giorno*, Milano, Garzanti, 1949. Note du 3 janvier 1943.

(2) Cette santé qui inquiète l'entourage de Mussolini (et Hitler lui-même qui lui offrira le secours de médecins allemands) éveille en revanche certains espoirs. « La nouvelle la plus intéressante, note le vieux maréchal Caviglia dans son journal, à la date du 13 janvier, est que Cavallero préparerait sa succession à Mussolini presque ouvertement, d'où des frictions avec Grandi, Bottai, Farinacci, tous candidats... Même Badoglio se remue pour la succession. » Dès novembre 1942, le maréchal Cavallero, chef d'État-Major général et considéré comme un germanophile enragé, avait, en effet, envisagé « le pire » et se préoccupait de la succession éventuelle du chef de l'État. Quant au général Ambrosio, qui sera l'un des protagonistes du coup d'État, on trouve dans son journal cette note significative du 4 décembre 1942 : « Visite Bonomi. Proposition Badoglio. Abdication. S. M. le Prince. Cavallero. »

(3) Chaque fois que son entourage l'avertira qu'autour de lui se trame quelque chose de suspect, il se contentera de hausser les épaules ou de répondre comme il le fait à Scorza qu'il ne lit pas les « libri gialli », les romans policiers. C'est au point qu'on ira jusqu'à émettre l'hypothèse qu'il accepta le 25 juillet pour laisser à d'autres le soin de liquider une guerre désormais perdue. (Y. Orlando, *Mussolini volle il 25 Luglio*, Milano, 1946. C'est aussi l'hypothèse de Grandi et d'Alfieri).

(4) Il s'est fait attribuer le *Comando Supremo* ; il est ministre de la Guerre, de la Marine, des Forces aériennes, et, après le départ de Ciano, des Affaires étrangères.

oratoires, Mussolini se réfugie volontiers dans le monde de l'énergie verbale, pense que les mots sont des actes, qu'un discours claironnant peut ranimer les énergies défaillantes, pallier les insuffisances matérielles et redresser les situations compromises (1). Il croit encore pouvoir s'appuyer sur un régime qui, usé par vingt ans de pouvoir — tous les mémorialistes s'accordent sur ce point — n'est plus qu'un décor (2) et dont les principaux dignitaires, les plus intelligents et les mieux nantis, comme il se doit (Grandi, Ciano, Bottai, etc.), passant de la critique ironique (3) au scepticisme, à la défection morale, en arriveront à la « trahison » active, tandis que les plus humbles et les plus fidèles partisans, les jeunes chemises noires, la milice sur qui l'on pourrait éventuellement compter, se font tuer, pour donner l'exemple, sur les champs de bataille de Russie et d'Afrique. Enfin, malgré le pesant régime policier qu'il a fait régner pendant vingt ans sur l'Italie, le fascisme n'a pas liquidé ses ennemis politiques qui reprennent espoir (4).

* * *

Depuis l'automne, malgré les efforts de la propagande officielle, les milieux informés italiens, qu'ils appartiennent à l'Armée, à la Cour, au Parti fasciste et à plus forte raison les ennemis intérieurs du Régime, ne se font plus d'illusion sur l'issue de la guerre. On suit sans peine dans les *Journaux* de Ciano, de Bottai, dans les mémoires d'hommes politiques ou de militaires, la montée de ce pessimisme avec ce qu'il contient de défaitisme. Quant à l'opinion publique dont le moral n'a fait que baisser depuis 1940, lasse déjà des bombardements alliés (dont Churchill lui dit que ce n'est qu'un « avant-goût »), lasse des restrictions alimentaires, elle aspire à une paix quelle qu'elle soit, malgré les exhortations officielles.

(1) Un jour que Soddu, le sous-secrétaire à la guerre, lui fait un sombre rapport de la situation militaire : « Vous n'y comprenez rien, lui dit-il, le peuple italien a besoin d'un bon bulletin... et en fin de compte il reste toujours cette fenêtre », en montrant celle du fameux balcon (Jo' di Benigno, *Occasioni perdute. Roma in un diario segreto (1943-1944)*, Roma, 1945).

(2) « Le fascisme était vraiment mort bien avant juillet 1943 », écrit Guido Leto, chef de l'Ovra (Leto, *Ovra*) et Senise, chef de la police (*Quando ero capo della polizia, 1940-1943*) exprime la même idée, qui fait un sombre tableau de l'affaissement continu de l'esprit public devant la guerre et le Régime, le chaos des services, l'impuissance des pouvoirs publics, la désobéissance civique à tous les échelons de l'administration et de la hiérarchie du Parti.

(3) Bottai qui, en petit comité, l'accable de sarcasmes : « Un autodidacte qui aurait eu un mauvais professeur et un encore plus mauvais élève » (propos tenu à Ciano qui le note dans son journal (22 septembre 1942), remarque que cet homme qui a fait alliance avec la chance ne sait plus que faire quand les choses tournent mal ; il se réfugie dans les lieux communs, les signes conventionnels, les prétéritions, les fictions, les « trucs ». Sa critique des défauts du caractère italien est particulièrement agaçante (*Vent' anni e un giorno*, note du 23 janvier 1943). Enfin, les amours de ce sexagénaire avec la jeune Claretta Petacci, chargée d'une famille scandaleuse, sont un sujet de plaisanterie ou d'indignation qui ne rehausse pas le prestige du vieux chef.

(4) Voir dans les mémoires de Bonomi (*Diario di un anno*), Soleri (*Memorie*), Cataluno (*Storia del C. L. N. A. I.*), etc., la facilité avec laquelle les survivants des anciens partis politiques, les « revenants » comme dit Victor-Emmanuel, reprennent contact entre eux dès la fin de 1942, sans être autrement inquiétés par la police du Régime qui ferme les yeux.

« Les Italiens en ont assez de vivre comme des lions », constate von Hassell dans son *Tagebuch* de 1943.

Dans les milieux les plus divers, la question du « sganciamento », du « décrochage » d'avec l'Allemagne, est à l'ordre du jour. Mais comment faire? Mussolini a fait de cette guerre « sa » guerre, la « guerre fasciste » (1) ; est-il en mesure d'épargner à l'Italie la catastrophe finale où l'entraîne l'Allemagne? Peut-il obtenir du Führer, en admettant que celui-ci le veuille, le retour à la non-belligérance, souhaité par tous? Certains l'espèrent avec une évidente candeur. D'autres espèrent, et la propagande alliée les y incite (2), que, débarrassée du régime responsable de la guerre, une solution de compromis serait possible pour l'Italie. Il va de soi que Mussolini, sincèrement fidèle à l'alliance allemande, ne peut la rompre lui-même ni se prêter spontanément, même par abnégation, à une solution de suicide par persuasion qu'il considérerait comme une trahison.

Le mieux qu'il puisse faire, et ce qu'il fait en vain, est d'insister auprès de Hitler pour qu'il s'intéresse au théâtre méditerranéen et surtout pour qu'il fasse la paix à l'Est. Sur ce point, il a lui aussi des illusions singulières : « Je crois juste de dire que le chapitre russe peut maintenant être clos », lui écrit-il le 25 mars 1943 (3), « si possible par une paix séparée ou par l'établissement d'un puissant mur de l'Est que les Russes ne pourraient franchir... Nous ne pouvons poursuivre des offensives d'été et des retraites d'hiver sans arriver à un épuisement qui, même s'il est réciproque, ne jouera finalement qu'à l'avantage des seuls Anglo-Saxons. J'ajoute que les relations actuelles entre Staline et les Alliés sont loin d'être bonnes et que le moment d'agir est donc très favorable... Si nous obtenions ce résultat, nous pourrions pavoiser car la victoire serait définitivement en vue. » A la conférence de Salzbourg, en avril 1943, il essaiera encore de faire prévaloir ses idées de paix négociée avec l'U. R. S. S. sans arriver à convaincre Hitler, ni même à obtenir qu'il renonce à l'idée d'offensives sur le front oriental. Enfin, le 25 juillet même, quelques heures avant son arrestation chez le roi, sa dernière audience sera pour l'ambassadeur du Japon, à qui il demandera que le gouvernement de Tokio s'entremette pour favoriser un rapprochement entre Moscou et Berlin (4).

(1) Le 11 mars 1943, dans un discours prononcé devant le Directoire du parti, il insiste encore sur ce point : « Cette guerre est la guerre de l'Italie par ce qu'elle est la guerre du fascisme et c'est la guerre du fascisme parce que c'est la guerre de l'Italie. Je repousse toute distinction sur ce point et si je ne le faisais pas, croyez-vous que cela calmerait les adversaires de mauvaise foi? » (Pini et Susmel, *Mussolini, l'uomo e l'opera*, vol. IV, Firenze, 1956, source très précieuse de renseignements).

(2) Churchill. Discours radiodiffusé du 29 novembre 1942 : « The man and the regime he has created have brought these measureless calamities upon the hard working, gifted and once happy Italian people... How long must this endure. » *War speeches*, by the R. Hon. Winston S. Churchill, 1942, *The end of the beginning*.

(3) *Lettres secrètes échangées par Hitler et Mussolini*, Paris, Éd. du Pavois, 1946, p. 184-185.

(4) *Appunto sulla conversazione svoltasi fra il Duce e l'ambasciatore del Giappone*

Du reste, hypnotisé par le mythe de la force et de l'invincibilité allemandes soigneusement entretenu par Hitler et Ribbentrop, Mussolini, malgré l'évidence, se refuse à envisager la défaite nazie et, jusqu'au dernier moment, il comptera sur un retournement de la situation stratégique. C'est pourquoi il ne prête qu'une oreille distraite aux sollicitations qui lui viennent de Hongrie, par son ambassadeur Anfuso et le ministre Kallay, et de Roumanie, où Mihai Antonesco, par l'intermédiaire de l'ambassadeur italien Bova Scoppa, de Ciano et enfin de Bastianini, successeur de Ciano aux Affaires étrangères, le conjure de prendre en main « la cause d'un groupe d'États soucieux d'assurer leur salut », c'est-à-dire des satellites de l'Allemagne qui voient venir la catastrophe et pensent que Mussolini seul pourrait prendre l'initiative d'une paix négociée avec les Alliés (1).

En fait, toute l'Italie aspire à se retirer de la guerre, mais Mussolini l'a mise dans une situation sans issue. Comment, estime Guariglia (2), penser raisonnablement que la situation politique et militaire qui s'était cimentée entre les deux pays aurait pu permettre le retour à la non-belligérance ou à la post-belligérance « et ce, à la satisfaction des Allemands aussi bien que des Alliés »? L'Italie, ajoute-t-il, était prise entre deux intransigeances : celle de Hitler qui ne pouvait admettre que le bastion italien disparût, celle des Alliés qui venaient d'exiger la reddition inconditionnelle et ne pouvaient accepter pour les mêmes raisons un retour à la non-belligérance.

* * *

C'est dans cette pesante atmosphère d'impuissance, de mécontentement, de désarroi général que se noue une conjuration incohérente et politiquement chimérique, dont le mot d'ordre est « Abattre le fascisme pour sauver l'Italie » ; elle aboutira à ce que l'historien « nostalgique » Attilio Tamaro et l'ex-agent de Himmler, le colonel Eugen Dollmann, appellent une « Journée des dupes ». Chimérique, parce que, si la première étape, la suppression d'un régime en décomposition et de son chef est une opération relativement facile, la seconde, le *sganciamento*, le retour de l'Italie à la non-belligérance ou son passage dans les rangs des futurs vainqueurs, n'est possible qu'avec, d'une part, l'aveuglement total des Allemands ou une absence de réaction qu'on ne peut attendre d'eux (3) et, d'autre part, avec le concours actif des Alliés. Ma-

(25 Luglio 1943). Dans Tamaro, *Due anni di storia 1943-1945*, Roma, 1948, vol. I, p. 72.

(1) Filippo Anfuso, *Du Palais de Venise au Lac de Garde.* — R. Bova Scoppa, *Colloqui con due dittatori*, dont un compte rendu a paru dans cette *Revue*, avril 1952, p. 79-82. Rappelons que c'est en janvier 1943 que Ciano remit à Mussolini, en l'appuyant, un premier rapport du Ministre roumain des Affaires étrangères, puis le 17 mai, Bastianini, un deuxième rapport pressant le Duce « de s'immortaliser en réalisant un Munich de la guerre ». Enfin, le 1er juillet, à la veille du débarquement en Sicile, eut lieu sans résultat un entretien Antonesco-Mussolini, à Rocca delle Caminate. Cf. Attilio Tamaro, *Due anni di storia 1943-1945*, qui donne les textes d'un rapport de Bastianini du 14 juin 1943 et du procès-verbal de l'entretien Mussolini-Antonesco.

(2) Rafaele Guariglia, *Ricordi*. Trad. franç. *La diplomatie difficile*, Plon, 1955, p. 255.

(3) Pour ce qui est de cet aveuglement, il fut presque total. Kesselring le reconnaît : « A vrai dire, ni moi, ni l'ambassadeur von Mackensen, ni le général Rintelen, attaché

nœuvre périlleuse, acrobatique, qui ne peut être tentée qu'après une longue préparation et d'étroits contacts avec l'ennemi actuel, contacts que ce dernier ne recherche nullement.

La politique alliée à cet égard manque peut-être de souplesse, mais elle est nette (1). La déclaration de Casablanca en est la preuve. Comment, après cette prise de position catégorique, espérer que les Alliés se soucient d'aider ce défaitisme qui s'exprime presque ouvertement en Hongrie, en Roumanie, en Italie? Churchill et Roosevelt, tout en exhortant ce peuple italien qui leur est cher (2) à renverser l'odieux régime, se gardent d'ouvrir les bras à cet enfant prodigue égaré par l'ambition d'un mégalomane. Rien donc ne se fera du côté allié, sinon le recours aux mesures purement militaires et à l'intensification de la *Strategic bombing policy* allant jusqu'au bombardement de Rome (3) pour faciliter à l'Italie, même libérée du fascisme, un changement de front. Le gouvernement Badoglio en fera l'amère expérience et n'en devra pas moins se résoudre à la « capitulation inconditionnelle ».

Conspiration incohérente, car ses protagonistes travaillent séparément, sans plan préétabli, et visent des buts divergents. Elle naît presque spontanément dès la fin de 1942 dans trois milieux différents : l'Armée, les cadres supérieurs du Régime et le Quirinal d'où Victor-Emmanuel, impénétrable, doué d'une incroyable puissance de dissimulation, avec l'aide du ministre de la Maison royale, le duc Acquarone, non moins secret, surveille et encourage, sans jamais se découvrir, les progrès de la conspiration à laquelle, *in extremis* seulement et lorsqu'elle sera tout à fait mûre, il apposera le sceau royal. Des rumeurs concernant la création par les Alliés en Libye d'un gouvernement républicain sous la direction du comte Sforza ne sont peut-être pas sans inquiéter le souverain pour l'avenir de son trône et l'incitent à agir (4). Il est parfaitement au cou-

militaire, ne croyions alors (le 22 juillet 1943) à un danger immédiat pour le régime. » (*Soldat jusqu'au dernier jour*, Paris, 1956, p. 184). D'autres, professionnels du renseignement, comme E. Dollmann (*Roma nazista*) et Wilhelm Höttl [Walter Hagen], *The secret front*, London, 1955, p. 223-225, se flattent d'avoir été plus clairvoyants, mais sans que leurs rapports aient ébranlé l'optimisme de leurs chefs.

(1) Voir le chapitre intitulé : *Les occasions perdues en Italie*, dans Bryans (Lord Lonsdale), *Blind victory*, London, 1951, p. 124 et suiv.

(2) « This hard-working, gifted and once happy people of Italy for whom... the English-speaking peoples have so many sympathies. » Churchill, *ouvr. cité*, *Discours radiodiffusé* du 29 novembre 1942.

(3) L'historique officiel américain, *The Army Air forces in world war II. Vol. II. Europe*, justifie ainsi le bombardement de Rome du 19 juillet : « From the political point of view an attack on Rome might be expected to have a tremendously adverse moral effect on the Italian people... and even drive a strong wedge between Mussolini and the Italian people. » Le fait est qu'il fut, psychologiquement, déterminant.

(4) Il écrira plus tard à Acquarone (Monelli, *Roma, 1943*, p. 85) : « Depuis la fin de janvier 1943, j'avais pris définitivement la décision de mettre fin au régime fasciste et de renvoyer le chef du Gouvernement, Mussolini. La réalisation de ce plan rendue plus difficile par l'état de guerre devait être minutieusement préparée, même avec les quelques personnes qui venaient me parler du mécontentement du pays... Ce sont mes directives et mes décisions personnelles partant de janvier 1943 qui ont provoqué le 25 juillet. »

rant de la situation militaire (1) et s'il s'abstient de faire connaître à ses interlocuteurs, au point de les décevoir, sa pensée personnelle, son ministre Acquarone (2), le prince de Piémont, la princesse Marie-José sont là pour la laisser entendre et prendre plus librement contact non seulement avec les fascistes dissidents, mais avec des antifascistes survivants de l'Italie parlementaire tels que Bonomi, Orlando, Marcello Soleri et leur ménager des entretiens secrets avec le souverain.

Du côté militaire, le meneur de jeu est le général Castellano — qui après le 25 juillet sera chargé de négociations secrètes avec les Alliés au Portugal et signera l'Armistice de Cassibile — en accord avec le général Carboni qui sera chargé de la défense de Rome, le 8 septembre (3).

Castellano, appelé le 5 février 1942 par le général Ambrosio comme général adjoint de l'État-Major de l'Armée, se trouve placé dans un excellent observatoire (le S. M. R. E.), dépendant du Commandement suprême et chargé de lui fournir les moyens en hommes et en matériel qu'il réclame. De là, il lui est facile de constater la faiblesse italienne due à une dispersion insensée des forces militaires, à l'incompétence du haut-commandement, aux changements constants des directives. Les secrétaires à la Guerre et à la Production n'ont pas les moyens de subvenir à ces besoins. L'Allemagne fournit les matières premières quand et comme elle veut, d'où une production incohérente, lente, coûteuse, toujours soumise à son bon vouloir. La dispersion des forces hors des frontières, en outre, exigerait une organisation parfaite de transports terrestres et maritimes qui n'existe pas ; la protection des convois maritimes n'a jamais pu être assurée ; les Alliés ont la maîtrise aéronavale dans la Méditerranée et, malgré les objurgations italiennes, les Allemands s'en désintéressent comme ils se sont désintéressés de l'attaque sur Malte même, indifférence incompréhensible après la chute de Tobrouk. Bref, le général Castellano, agressivement antiallemand, estime très tôt que la guerre est perdue et que la situation ne pourra que s'aggraver lorsque l'industrie de guerre américaine donnera son plein rendement. Dès avril 1942, il entre en contact au Palais Chigi avec le comte Ciano qu'il « trouve plus averti qu'il ne s'y attendait », lui fait connaître le général Ambrosio. La germanophobie de Castellano et de Ciano est leur terrain d'entente ; ils ne peuvent ni l'un ni l'autre souffrir le chef d'État-Major Cavallero qu'ils accusent entre autres choses de soumission servile aux Allemands. Il importe donc de l'éliminer. La manœuvre aboutira en fin janvier 1943 au limogeage de Cavallero — malgré les protestations de

(1) Le mémorandum rédigé le 15 mai 1943 par Victor-Emmanuel sur la situation militaire de l'Axe est reproduit dans Tamaro, *ouvr. cité*, t. I, p. 65-66. — Pini e Susmel, *Mussolini, l'uomo e l'opera*, t. IV. Note du général Caviglia en date du 14 février. Ciano, le 14 juin, communique à son tour au souverain une note du cardinal Maglione l'avertissant que les Alliés sont prêts à reconnaître un gouvernement Sforza.

(2) Acquarone n'était pas moins secret, « hermétique », dit Castellano. Soutenir une conversation avec lui était une entreprise ardue, en tirer des conclusions une chose impossible. Certes, il était lié par son souverain, « mais son attitude sibylline n'aidait en rien à la solution des événements qui auraient pris un autre cours si nous avions été orientés à temps sur la pensée et les décisions du Roi. » Castellano, *Come firmai l'armistizio*, p. 46.

(3) Carboni a lui aussi laissé des Mémoires sur cette période sous le titre (modeste) de *Più che il dovere. Memorie segrete, 1935-1948*, Firenze, 1956. Ramassis de médisances à l'égard de tous les gens qu'il a connus.

Kesselring — et à son remplacement par le général Ambrosio. Mussolini met ainsi en place l'homme qui le perdra, un général non fasciste, sinon antifasciste, antiallemand, pourvu d'une réputation d'intégrité — que n'avait pas Cavallero — bien vu de l'Armée et du Roi (1). Le Duce joue décidément de malheur dans le choix des hommes. Lors d'un premier entretien avec Ambrosio, le 31 janvier, il lui demande quelles sont ses intentions. « Ramener nos divisions en Italie », répond Ambrosio, « alléger les attributions du Commandement suprême, tenir tête aux Allemands » (*puntare i piedi contro i Tedeschi*) ; « Très bien, je vous y aiderai » répond Mussolini. (2) Castellano devient l'adjoint d'Ambrosio. Ce n'est pas d'ailleurs que le général Ambrosio ait eu, dès sa nomination, l'arrière-pensée arrêtée d'éliminer son chef. Il n'y viendra que peu à peu lorsqu'il se rendra compte qu'on ne peut rien obtenir de Mussolini. Pour ce qui est du retour des divisions éparses à l'extérieur — indispensable sous le prétexte avoué de la défense de l'Italie métropolitaine contre les Alliés, mais aussi contre les Allemands — il n'obtiendra que le rappel, et dans un complet état de démoralisation, des divisions du front russe, et c'est en vain qu'il rédige d'innombrables mémoires dans ce sens au Duce et au Roi. Au demeurant, Ambrosio, s'il est d'avis qu'il faut se libérer des Allemands et traiter avec les Alliés, pense tout d'abord que cela ne peut se faire que *par Mussolini* qu'il faut persuader. Un jour cependant (3), découragé d'une conversation qu'il a eue avec ce dernier, le général en chef conviendra qu'il faudrait s'en débarrasser. Castellano s'empresse de mettre sur pied un projet d'*arrestation* du Duce et de ses principaux fidèles, et de mesures à prendre contre les réactions fascistes et allemandes. Ambrosio approuve d'abord ce plan, puis le rend à son auteur en le déclarant « prématuré » — il l'a entre temps soumis à Acquarone — ; Castellano n'hésite pas alors à le montrer à Ciano qui « paraît fort intéressé » et laisse entendre que les chefs fascistes sont à la recherche d'une solution qu'ils n'arrivent pas à trouver.

Un autre conjuré d'importance est le maréchal Badoglio, marquis de Sabotino, duc d'Addis-Abéba, vice-roi d'Ethiopie, la plus haute personnalité militaire d'Italie. Gloire nationale (assez discutée d'ailleurs pour son attitude lors de la défaite de Caporetto), « Pacificateur de la Libye », le maréchal a obtenu du régime toutes les satisfactions honorifiques et matérielles qu'il en pouvait attendre. Sincèrement hostile à l'intervention italienne, qu'il aurait qualifiée de « suicide », il n'en a pas, pour autant, démissionné en 1940. Son hostilité contre Mussolini est postérieure ; elle

(1) Badoglio, de son côté, avait travaillé indirectement à éliminer Cavallero, qui l'avait remplacé après la campagne de Grèce, ce à quoi Mussolini, partiellement renseigné sur les impatiences successorales du maréchal, était décidé déjà, dans le cadre d'une « relève » générale des responsables militaires et civils.

(2) Il n'empêche que Mussolini, bien que fortement encouragé par son chef d'État-Major, n'osera jamais montrer les dents aux Allemands, tout en manifestant à maintes reprises son désir de se libérer de leur tutelle. Il réclamait des notes et des rapports dans ce sens, mais les gardait sur son bureau et finalement il laissait Ambrosio se débattre avec Kesselring et Keitel sans le soutenir.

(3) Castellano ne précise pas la date que Pini et Susmel (*ouvr. cité*) situent aux environs du 21 avril. Cependant, le général Puntoni, dans ses *Carnets secrets*, note déjà, le 13 mars, qu'Ambrosio lui confie « qu'il serait opportun d'obliger le Duce à se retirer pour laisser la place à des hommes nouveaux et, pour lui, l'homme nouveau c'est Badoglio », le Duce étant complètement dans la main des Allemands. Victor-Emmanuel dit d'Ambrosio : « C'est un *galantuomo* qui n'a pas de poils sur la langue. Il dit ce qu'il pense, mais ce système n'est pas toujours bon » (Puntoni, *ouvr. cité*, note du 13 mars).

vient de ce que ce dernier n'a pas refusé sa démission lors de l'échec de la campagne de Grèce en 1940, échec dont les deux hommes se sont accusés réciproquement d'être responsables (1). C'est naturellement vers lui que se tournent les regards de ceux qui cherchent un successeur représentatif au Duce, car la guerre exige que ce soit un militaire (or, le maréchal Caviglia est trop vieux, le général Ambrosio trop peu connu). La princesse Marie-José, qu'il rencontre secrètement depuis 1942, femme intelligente « qui s'agite beaucoup et penche vers les solutions radicales (2) », Acquarone, son ancien officier d'ordonnance, Ambrosio qu'il connaît bien, Bonomi et les antifascistes qui le suivent, bref, « de nombreux amis l'invitent à se rendre auprès de S. M. pour lui signaler l'état du pays et l'engager à provoquer un changement de politique intérieure ». Reçu au Quirinal le 27 février 1943, il fait « un exposé minutieux » et des « offres radicales » que le souverain écoute sans broncher. Dès ce moment, cependant, le vieux maréchal (il a soixante et onze ans) a pris rang et posé sa candidature à un poste dont il n'imagine certainement pas les difficultés.

Alors que le comte Ciano, « plongé jusqu'au cou dans le complot », au dire d'Anfuso de passage à Rome en mars 1943, commet, avec sa légèreté habituelle, toutes les imprudences, parle trop, multiplie les rencontres les plus compromettantes, une autre vedette du fascisme agit avec plus de secret et plus de maîtrise. Il s'agit de Dino Grandi, comte de Mordano, comblé par le régime qui lui a permis une carrière fulgurante, ex-ministre des Affaires étrangères, ex-ambassadeur à Londres, ministre de la Justice et président de la *Chambre des faisceaux et des corporations*. Flagorneur et quémandeur insatiable, il obtient encore, en mars 1943, de Mussolini, qu'il demande pour lui au roi le collier de l'Annonciade que le souverain lui accorde aussitôt sans difficulté (3). Ses menées ont été et sont restées assez mystérieuses (4), mais d'une efficacité décisive ; au dernier moment, c'est son ordre du jour au Grand Conseil qui portera au régime l'estocade finale. Il brûle, évidemment, d'être le ministre des Affaires étrangères du régime successeur et se flatte que les relations qu'il a nouées en Angleterre — avec Sir Samuel Hoare notamment

(1) Voir le « Journal secret » du général Puntoni, aide de camp du roi, intitulé *Parla Vittorio Emanuele* (*Tempo*, 20 septembre 1956). Victor-Emmanuel juge ainsi Badoglio (en date du 29 novembre 1940) : « Badoglio, lorsqu'on le connaît, est un type dont le caractère appelle toute sorte de réserves. En toutes circonstances et avant tout, lui d'abord les autres après, et, quand son intérêt est en jeu, rien ne compte pourvu qu'il arrive. »

(2) Badoglio, *L'Italie dans la guerre mondiale*, édit. franç., p. 63-64. L'auteur est à dessein très vague dans le récit de ses intrigues contre Mussolini. Il tient visiblement à faire croire qu'il a été appelé malgré lui au pouvoir. Même imprécision allant jusqu'à l'inexactitude délibérée dans le livre hagiographique de Vaina Vailati, *Badoglio racconta*, Rome, 1956.

(3) Voir les pages sévères que lui a consacrées Mussolini, « Un traître parmi les traîtres », dans ses *Mémoires*, 1942-1943 (*al tempo del bastone e della carota*), Paris, 1948, ch. xv.

(4) Voir *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, octobre 1956, « Les circonstances de la chute de Mussolini », p. 91-95.

— feront de lui l'homme indispensable. Derrière Ciano et Grandi, à des rangs plus modestes, Bottai, Federzoni, Farinacci et bien d'autres « s'abandonnent à un anti-mussolinisme différent d'intonation, mais également radical », comme dit M. Maurice Vaussard. Tous estiment qu'ils peuvent constituer les cadres « valables » d'un nouveau gouvernement. « Tous cherchent à se refaire une virginité non mussolinienne », écrit plus crûment le maréchal Caviglia (26 janvier 1943).

En marge de cette conspiration de l'Armée et de l'aristocratie du régime, les antifascistes de vieille souche ne restent pas inactifs (1). Dès la fin de 1942, l'ancien premier ministre Ivanoe Bonomi organise chez lui, à Rome, des réunions politiques dominicales. Il y vient des libéraux, des démocrates, des démo-chrétiens et des socialistes. Les libéraux ont à Rome un représentant qualifié, Alessandro Casati, ami dévoué de Benedetto Croce, et le marquis della Torretta, ancien ministre des Affaires étrangères en 1921, enfin, l'ex-directeur du *Giornale d'Italia*, le sénateur Bergamini ; autres visiteurs de marque, V.-E. Orlando, le maréchal Caviglia, et, occasionnellement, Luigi Einaudi, Marcello Soleri, Bartolo Berlotti. Les libéraux prennent contact avec les communistes par l'intermédiaire d'un professeur de l'Université de Padoue, Concetto Marchesi, contacts aussi avec les démo-chrétiens représentés par De Gasperi, et les socialistes Giuseppe Romita et Vernotti, ancien directeur de l'*Avanti !* De ces rencontres naît un plan d'entente commun (signé par Casati, Ruini, De Gasperi, Romita et un communiste) instituant une trêve politique pendant la reconstruction de la démocratie et la mise en commun « de tous les pouvoirs, y compris le plus haut, dérivant de la volonté populaire ». Des liens s'établissent avec Milan, intense foyer de démocratie où dominent les intellectuels De Ruggiero, P. Calamandrei, L. Salvatorelli, Calogero, Feruccio Parri, tous partisans d'une démocratie sociale « rénovée » n'ayant plus rien à voir avec l'étroitesse et les rivalités des mouvements anti-fascistes, prêts à tous les moyens pour renverser le fascisme avec — pour le moment — l'aide de la monarchie qui, seule, peut s'appuyer sur l'armée (2). Bonomi, dans le cadre de ce programme, juge indispensable de s'informer des intentions de la Couronne, ce qu'il fait par l'entremise de la princesse de Piémont, qu'il rencontre secrètement. Il n'est pas sans s'inquiéter des agissements de Grandi et de Ciano et sans craindre que le roi, voire les Anglo-Saxons, capables d'accepter pour l'Italie une sorte de *solution Darlan*, ne se résignent à accepter un gouvernement de fascistes dissidents.

(1) Voir, entre autres, les *Mémoires* de I. Bonomi. — *Diario di un anno (2 giugno 1943-10 giugno 1944)*, Milano, 1947, de Marcello Solari, *Memorie*, Torino, 1949 ; l'étude de Cataluno, *La Storia del C. L. N. A. I.*, Bari, 1956.

(2) Il existe aussi, à Milan, parmi les jeunes, un second courant qui deviendra le *Parti d'action* (La Malfa, Adolfo Tino), qui ne voit de solution que dans la République et une action de masse qui débarrasserait l'Italie à la fois de la monarchie et du fascisme et prêt à abattre aussi les positions de la *Chiesa Romana*. Ils éditent un journal clandestin, *L'Italia libera*, antimonarchiste, antipapiste, hostile aux libéraux monarchisants.

Il se résoud donc (en avril 1943) à entrer directement en contact avec le Quirinal, tout en modérant le zèle des jeunes antifascistes-antimonarchistes, qui risque de jeter le souverain dans les bras des fascistes dissidents. Une première pression est faite auprès du roi par l'intermédiaire du vieil amiral, Duc de la Mer, Thaon di Revel, mais le roi se retranche derrière la constitution et déclare que c'est aux Chambres qu'il appartient de provoquer son intervention. Ce n'est qu'après la capitulation de Tunisie qu'une action commune sera tentée par Bonomi et Soleri, en liaison avec Badoglio, pour obtenir du roi que le coup d'État à venir ait un caractère nettement antifasciste.

* * *

Tels sont, au début de l'année 1943, les principaux acteurs d'une conspiration encore lâche et conjecturale, mais dont les liens se tendent à mesure que les revers militaires s'accélèrent. Rappelons brièvement la chronologie de ceux-ci : 23 janvier, chute de Tripoli ; 2 février, capitulation de Stalingrad ; 7-12 mai, capitulation italo-allemande en Tunisie ; 11 juin, capitulation de Pantelleria ; 9-10 juillet, débarquement de Sicile ; 19 juillet, bombardement de Rome. Mussolini, que ces nouvelles accablent physiquement et moralement, n'en continue pas moins de donner l'apparence d'une confiance imperturbable dans l'issue de la lutte. Que son entourage (1) le mette en garde contre les dangers qui le menacent personnellement, il n'y prête qu'une oreille distraite ; qu'on lui peigne un sombre tableau de l'opinion publique (2) ou qu'on attire son attention sur le grave symptôme que constituent les grèves de mars dans l'industrie lourde de la région de Turin (3), il répond qu'aucune guerre n'est jamais populaire, que Staline a aussi ses grévistes — mais il les fait fusiller, lui — que la situation intérieure « ne l'inquiète pas » et qu'il « suffira d'un succès militaire pour la rendre excellente ». Il semble soutenu en cela par deux certitudes élémentaires : sa confiance illimitée en la victoire allemande, la conviction que le roi le soutiendra envers et contre tous (4).

Mais son action est à la fois inefficace et malheureuse. Il importe avant tout de donner à la conduite de la guerre une vigueur nouvelle et pour

(1) Ce sont surtout sa femme, donna Rachele, et ses maîtresses, Clara Petacci et Angela Curti, elles-mêmes renseignées par des « fidèles », notamment par Buffarini, ministre de l'Intérieur et Vidussoni, secrétaire du Parti, qui le tiennent au courant des intrigues de Badoglio, de Ciano, etc..., et du Quirinal ; sans compter Scorza et Farinacci, ni les délations anonymes.

(2) Une agitation sourde encore s'empare des grands centres du Nord de l'Italie. Bombardements, mauvais ravitaillement, marché noir, insuffisance des salaires sont des éléments de propagande facile pour les agitateurs anti-fascistes. A Gênes, où il se rend après un bombardement, le roi est accueilli aux cris de « Viva la Pace ».

(3) Les grèves d'inspiration communiste ont ceci d'inquiétant, que les syndicats fascistes y ont également pris part. On s'est empressé, d'ailleurs, de satisfaire toutes les revendications des grévistes, Senise, *ouvr. cité*.

(4) « Ce qui m'a trompé, c'est la confiance absolue que j'avais dans la solidarité du roi », dira-t-il plus tard à Graziani, *Ho difeso la Patria*, p. 320. On sait que le 25 juillet même, au moment de se rendre à la villa Savoia, malgré les objurgations de sa femme, il manifeste la même confiance qu'il venait encore d'exprimer quelques heures avant à Galbiati, (*il 25 luglio...*).

cela de rénover les cadres supérieurs de l'armée, du gouvernement, et de rendre au Parti une dureté, une combativité qu'il a perdues. D'où la substitution du général Ambrosio au maréchal Cavallero comme chef d'État-Major général en fin janvier, suivie, le 6 février, d'un remaniement ministériel qui n'est guère plus heureux car, s'il écarte quelques suspects, il en introduit d'autres dans le gouvernement (1). A la tête du parti, Mussolini appelle, le 17 avril, un nouveau secrétaire, en remplacement de Vidussoni, Carlo Scorza, fasciste calabrais, ayant la réputation d'un homme dur, énergique. Enfin, il se débarrasse de son chef de la police Senise, « ouvertement monarchiste par tradition de famille et par sentiment et plutôt orienté vers le Quirinal que vers le palais de Venise (2) » — accusé de mollesse et de « manque de fascisme » dans l'affaire des grèves de l'Italie du Nord. Il le remplace par Chierici, ancien squadriste, commandant de la milice forestière. Bref, c'est avec un appareil militaire, gouvernemental et policier renouvelé, sinon « rénové » que le dictateur aborde les semaines décisives qui mèneront au 25 juillet. Peut-il lui faire confiance?

Senise, que Bonomi appelle *l'amico Senise*, nous conte dans ses mémoires sa première audience avec le nouveau secrétaire d'État à l'Intérieur, Albini, fasciste de longue date « mais assagi par l'expérience ». Albini lui parle à cœur ouvert, il sait dans quel gouffre la folle politique du chef du gouvernement est en train de précipiter l'Italie ; que les bons Italiens doivent faire l'impossible pour éviter le désastre complet de la patrie, en bref, qu'il faut mettre le Duce en condition de ne plus nuire. C'est pour cela qu'il avait accepté le poste de sous-secrétaire, de façon à « contribuer à cette œuvre de sauvetage » et les deux hommes s'étreignent, se promettant de faire « front unique quelles que soient les circonstances ». Le même Senise, mis à la retraite, lors de la passation des pouvoirs à son successeur, s'entendra dire par ce dernier : « Tu es resté là trois ans, je n'y resterai pas trois mois. » Puis, faisant sa visite d'adieu au roi : « Nous aurons l'occasion de nous revoir », lui dit Victor-Emmanuel, propos analogues chez Ambrosio que Senise met en garde contre les réactions allemandes, et dans l'antichambre duquel Castellano lui pose des questions indiscrètes sur les centraux téléphoniques de la présidence du Conseil et du Ministère de l'Intérieur ajoutant qu'on pourra avoir besoin de lui d'une minute à l'autre (3). Ciano lui tient à peu près les mêmes propos à l'ambassade auprès du Saint-Siège. En ce qui concerne la solidité du régime, la « relève de la garde » n'avait donc rien donné, sinon qu'en libérant certains suspects de leur charge, Mussolini les libérait également de leurs derniers scrupules de loyalisme, en admettant qu'ils en eussent.

(1) Le comte Ciano est envoyé au Vatican et Mussolini prend le portefeuille des Affaires étrangères, avec Bastianini comme sous-secrétaire ; Albini remplace Buffarini à l'Intérieur ; De Marsico succède à Grandi à la Justice (mais celui-ci reste président de la Chambre) ; Biggini remplace Bottai à la Culture populaire ; Acerbo, Thaon di Revel, aux Finances ; le général Sorice succède à Scuero à la Guerre et Ciano et Buffarini sont admis à siéger au Grand Conseil.

(2) Guido Leto, *Ovra* (p. 234).

(3) Carmine Senise, *Quando ero Capo della Polizia 1940-1943*, Roma, 1946. Senise reprendra, en effet, son poste le 25 juillet, que Chierici lui rendra très cordialement, non sans avoir auparavant prévenu les préfets fascistes de ne pas bouger. Il sera arrêté et déporté en Allemagne après le 8 septembre.

Carlo Scorza, dernier secrétaire général du Parti, animé des meilleures intentions, fera ce qu'il pourra, c'est-à-dire, au point où en sont les choses, à peu près rien (1). Son activité se manifeste par l'envoi, le 19 avril, d'un message en douze points aux secrétaires fédéraux fascistes les exhortant à la confiance et à la fermeté (2), puis à l'établissement d'un plan en neuf points adressé au Duce au nom du Parti : il faut lutter contre le défaitisme, améliorer le ravitaillement, discipliner la production, combattre la bureaucratie abusive, interdire le luxe intempestif, appliquer les lois du travail obligatoire, etc... (3), programme d'action vraiment tardif et qui restera bien entendu au stade des velléités. Il épure une vingtaine de « fédéraux », essaie de ressusciter le squadrisme de la belle époque et propose la création d'une *Guardia ai Labari*, anticipation des fameuses « brigades noires » de la République de Salò.

Enfin, à l'occasion de la présentation du nouveau directoire, il convoquera à Rome, au théâtre Adrien, le 5 mai, les secrétaires fédéraux et les hiérarques de province auxquels il offrira un dernier grand festival d'éloquence fasciste. Il y prononcera un long discours, tout boursouflé de rhétorique, contenant les habituelles affirmations délirantes de fidélité au Duce, de foi en la victoire, de menaces impitoyables contre les profiteurs, les « nécrophores », les « chacals » du Régime, les traîtres, bref ce sera un développement *fascistissime* du thème *Credere, Obbedire, Combattere*. « Croire à la victoire aveuglément, jusqu'à l'absurde et même si le monde entier venait à s'écrouler, croire encore et toujours !... Quoi qu'il arrive, en quelque temps, et quelque lieu, nous combattrons avec décision, avec acharnement, avec fureur, s'il le faut avec férocité — jusqu'à la victoire... Et si nous devions tomber, jurons de tomber en beauté, avec dignité, avec honneur, afin que ceux qui viendront après nous puissent continuer à vivre dans l'honneur et la dignité. » Cette ultime journée fasciste se termina par une brève allocution du Duce devant une foule immense, la dernière prononcée du balcon du Palais de Venise. « Je sais que des millions et des millions d'Italiens souffrent d'un mal indéfinissable qui s'appelle le *mal d'Afrique*. Pour le guérir, il n'est qu'un moyen : y retourner. Et nous y retournerons ! Les impératifs catégoriques du moment sont les suivants : Honneur à qui combat ! mépris et plomb pour les traîtres à tout rang, à toute race qu'ils appartiennent (4). »

* * *

Pendant qu'autour de lui l'entreprise de sabordage du régime et de

(1) Bottai parlant de la crise du Parti, écrit (*ouvr. cité*, note du 1er mars 1943) : « ... on se demande quel homme pourrait, au point où nous en sommes, rendre vie et mouvement à ce corps énorme, inerte, encombrant... » Scorza lui-même, qu'un ami félicite, lui dit : « qu'il est appelé au chevet d'un mourant ». Tu exagères ! lui répond l'ami... « En effet, réplique Scorza, je devrais dire d'un mort ». Tamaro, *Vent'anni di Storia*, vol. III, p. 468.

(2) Texte dans *Relazioni internazionali*, 1er mai 1943, p. 397.

(3) Adresse du Parti au Duce, *ibid.*, 26 juin 1943, p. 540.

(4) Texte intégral du discours de Scorza et de l'allocution de Mussolini. *Ibid.*, 15 mai 1943, p. 433-436. — Le discours de Scorza, relu après coup, ne manque pas de saveur, lorsqu'on sait que le soir du 25 juillet il s'éclipsa très discrètement, non sans avoir recommandé à ses « fédéraux » de ne pas bouger.

sabotage de la « guerre fasciste » va son train, Mussolini peut-il au moins attendre qu'un secours compréhensif et efficace lui vienne de son ami et allié Hitler? Les lettres qu'ils échangent au cours de ce printemps sont décevantes pour le dictateur italien. Non seulement Hitler est insensible aux suggestions mussoliniennes d'une paix de compromis à l'est, mais, malgré une adhésion de principe, il ajourne les demandes italiennes d'intensification de la guerre dans le secteur méditerranéen, où le Duce voudrait qu'on prolongeât « jusqu'à l'extrême limite » la résistance en Tunisie, grâce à l'envoi de forces aériennes « au moins égales à celles de l'ennemi » (lettre du 8 mars, appel désespéré du 30 avril). Mussolini suggère également une opération sur le flanc des Alliés par l'Espagne et le Maroc espagnol, avec occupation de Gibraltar et même des Baléares (26 mars) (1). En revanche, Hitler se montre très irrité de l'appui que les généraux italiens donnent aux *tchetniks* en Yougoslavie, se refuse à détourner des forces du front russe, donne de pédantes leçons sur l'art d'organiser des convois, et surtout multiplie les espérances réconfortantes... à longue échéance : reprise victorieuse de la guerre sous-marine contre les lignes de communications maritimes alliées, emploi d'armes secrètes nouvelles. Entre temps, il envoie en Italie l'amiral Doenitz pour tenter d'établir avec ses collègues italiens de *Supermarina* une collaboration efficace de protection des convois, mission dont l'amiral allemand reviendra écœuré par la mauvaise volonté du haut commandement naval italien et sa totale insuffisance, malgré « l'excellent esprit d'un grand nombre de jeunes officiers ».

L'entrevue de Salzbourg-Klessheim (7-10 avril) souhaitée par le Führer, se présente pour les Italiens comme une sorte de test. Mussolini, dûment endoctriné par le secrétaire aux Affaires étrangères, Bastianini, et le général Ambrosio, va-t-il enfin parler net à Hitler? Le programme italien, au dire d'E. Dollmann, qui fut du voyage avec l'ambassadeur Mackensen et l'attaché militaire Rintelen, était à peu près le suivant : L'Allemagne doit au plus tôt envisager des négociations de paix à l'Est, ou bien aider sans délai l'Italie en créant une armée du Sud, dotée des moyens les plus modernes, assurer la défense aérienne de la péninsule, de telle sorte qu'après la chute de la Tunisie, un débarquement soit voué à l'échec. La diplomatie italienne offrirait éventuellement ses bons offices, notamment par les Balkans en vue d'amorcer des tentatives de paix (2). Faute d'accepter ces propositions, les Allemands devraient

(1) *Hitler e Mussolini Lettere e documenti*, Milano, 1946, *passim* [l'édition française (Paris, 1946) est très incomplète]. Doenitz soutiendra d'ailleurs un plan stratégique à peu près analogue (*Conférence navales du Fuehrer*, 1er avril et 14 mai), mais Hitler avouera qu'il n'est pas en mesure de monter une opération de ce genre.

(2) On retrouve ici la trace de suggestions hongroises et roumaines faites à Ciano, puis à Bastianini et que Mussolini a toujours écartées. Lors de son passage à Rome, en mars, Ribbentrop a laissé entendre à Bastianini qu'il n'ignorait pas ces tentatives de défection, mais que « ceux qui tenteraient des efforts dans ce sens ne feraient que hâter leur perte ». Elisabeth Wiskemann, *L'Axe Rome-Berlin*, p. 316.

s'attendre au pire, c'est-à-dire à ce que l'Italie dépose les armes (1).

Mussolini, gravement malade, au point d'inquiéter ses hôtes, n'osera pas, au cours des trois jours de conférence, aborder le problème de fond. Au seul nom de Russie, son terrible interlocuteur lui assène une longue démonstration lui prouvant, chiffres à l'appui, que l'U. R. S. S., incapable de se relever des pertes qu'il lui a infligées, est à la veille de l'effondrement. La conférence n'aboutit qu'à une déclaration de principe, arrachée non sans mal à Ribbentrop, visant à rassurer les États satellites ou occupés d'Europe sur le sort qui leur sera fait dans l'*Ordre nouveau* après la victoire de l'Axe.

L'échec de cette conférence (qui sera aggravé bientôt par celui de la conférence de Feltre) sera pour Mussolini lourd de conséquences, tant en Italie qu'en Allemagne. En Italie, ceux qui, comme le général Ambrosio, Badoglio ou le roi, espéraient — ou feignaient d'espérer — que Mussolini voudrait ou pourrait amorcer l'opération de « décrochage » ou obtenir qu'Hitler porte désormais tout son effort sur la Méditerranée sont maintenant convaincus qu'on ne peut compter sur lui. Le maréchal Badoglio confie à son ami Cassinelli que, puisqu'il en est ainsi, « il n'y a plus qu'à se séparer de l'Allemagne avec ou sans l'aide de la monarchie », ajoutant que le général Ambrosio, à son retour, lui aurait proposé « d'envisager ensemble ce qu'il fallait faire » (2), et c'est à ce moment que le général Castellano met sur pied son premier projet d'*arrestation* du dictateur, projet jugé encore « prématuré » par Acquarone.

Quant aux Allemands, le Mussolini malade, vieilli, « presque somnambulique » qu'ils ont reçu les a effrayés et consternés ; ils commencent à se demander si cet homme est encore capable physiquement et moralement de conduire la guerre (3). On dit couramment qu'il est entouré d'une clique de traîtres et d'incapables (4) et cette impression ira *crescendo* jusqu'en juillet 1943 où — après la chute sans combat de Pantelleria et l'invasion de la Sicile, où les Allemands ont pu constater quelle était la combativité des troupes italiennes — Hitler, au cours d'une *Conférence navale* réunie le 17 juillet, envisagera même de donner à l'Italie complètement démoralisée « une sorte de directoire, de tribunal, de cour martiale capable d'en éliminer les éléments indésirables », en

(1) E. Dollmann, *Roma nazista*, p. 157 et suiv.

(2) Pini et Susmel, *ouvr. cité*, p. 220.

(3) Himmler dit à Dollmann (*ouvr. cité*, p. 166) : « Nous ne pouvons plus compter sur Mussolini, non plus que sur son régime ; cela signifie que d'ici peu, au plus tard dans quelques mois, l'Italie flanchera... Si la condition physique du Duce d'aujourd'hui est l'indice de celle des Italiens et du fascisme, alors la fin est proche... » — « Un vieillard fatigué de tout », écrit Goebbels, en mai 1943, et Rommel : « Un homme fatigué et sénile, capable encore de quelques intuitions militaires et politiques, mais inapte à donner des ordres précis », etc...

(4) Hitler n'a pas confiance dans les classes supérieures italiennes. Il croit qu'un homme comme Ambrosio serait content que l'Italie devienne un « dominion britannique » (*Führer Naval Conf.*, 14 mai 1943). Goebbels, Himmler, Keitel, Doenitz expriment des opinions analogues sur les chefs militaires et politiques.

bref, une sorte de *Comité de Salut public* capable d'appliquer des « mesures barbares comme celles que Staline a prises chez lui, en 1941, et les Français en 1917 [*sic*] ». Il ne voit d'ailleurs pas, après avoir consulté Mackensen, à qui, en Italie, il pourrait en donner la direction (1).

Entre temps, il a fait offrir à Mussolini, par Doenitz, en mission à Rome, cinq divisions allemandes. Mais le Duce, à la grande surprise de Doenitz, et « sous l'influence du haut commandement italien », n'en accepte que trois. « Refus significatif », dit l'amiral, et Hitler : « Ils veulent garder les mains libres ». Le même Doenitz, scandalisé par l'étrange inertie du haut commandement naval italien au cours du débarquement de Sicile (2), attitude qu'il juge « abominable » [*infamous*, dit le texte anglais], recommande la prise en main par les Allemands des opérations navales et militaires en Italie. « Ce que ni le peuple italien, ni le roi, ni moi n'accepterons jamais », confie Mussolini au directeur de l'agence Stefani, lorsqu'il aura vent de ce projet.

Dans ce singulier dialogue italo-allemand, à base d'hypocrisie réciproque, chacun n'exprime qu'une partie de sa pensée. Les Italiens réclament : « Livrez-nous des armes si vous voulez que nous résistions — mais nous n'accepterons vos troupes que dans la mesure où cela nous plaira. » Et les Allemands de répondre : « Si vous voulez des armes, laissez-nous contrôler l'usage que vous en ferez — car nous n'avons aucune confiance en vous. » Il faut bien dire que, des deux, la position de l'État-Major italien est la plus fausse, puisque, déjà moralement prêt à la défection, il demeure un quémandeur exigeant et incite ainsi les Allemands, justement méfiants, à s'immiscer dans ses affaires, ce qu'il redoute par-dessus tout.

Dans ses *Mémoires*, le maréchal Kesselring constate que le renforcement des troupes allemandes en Italie, recommandé du point de vue militaire par le général Roatta, commandant en chef de l'Armée, était « incompréhensiblement et pour des raisons différentes » freiné par Mussolini et Ambrosio, qui « ne souhaitaient pas le voir réalisé avec autant d'ampleur ». Il s'étonne aussi, avec quelque naïveté, des difficultés qu'il rencontre au sujet de la dislocation de ses troupes sur le territoire italien (3). Ce qui n'empêche pas les Italiens,

(1) *Fuehrer's Naval Conferences*, 17 juillet, dans *Brassey's Naval Annual*, 1948, p. 344 et suiv.

(2) A. Trizzino, *Settembre nero*, Milano, Longanesi, 1956, se fondant sur les souvenirs d'un officier de la *U. S. Office of Naval intelligence* : Zacharias, *Secret missions*, accuse catégoriquement l'État-Major naval italien de trahison. Des contacts auraient été établis par les Alliés avec « certains éléments dissidents des hautes sphères de la Marine » pour préparer la reddition de la flotte « entière et intacte ». Du 25 juin au 8 septembre, *pas une bombe* ne fut lancée contre les grosses unités de la Flotte italienne ancrée à La Spezzia ou à Tarente, alors que des villes entières, les moindres ponts et ouvrages d'art étaient écrasés ; en revanche, pas un coup de canon ne fut tiré par la flotte italienne sur les Alliés pendant la même période.

(3) Kesselring, *ouvr. cité*, p. 185 ; Roatta, *Otto milioni di baionetti*, p. 262, avait été prévenu *dès le 1er juin*, jour de sa prise de commandement, par Ambrosio, d'un probable changement de gouvernement et de la nécessité de réunir autour de Rome des unités mobiles italiennes en prévision de réactions armées de la milice et des éléments fascistes, à plus forte raison des Allemands.

le 21 juin, de présenter des demandes d'armement « d'une ampleur étonnante et telles que l'O. K. W., fâcheusement impressionné par leur caractère inexécutable, les repoussa » (1). Ainsi, en 1939, l'Italie avait d'abord fait dépendre son intervention de l'exécution d'un programme de livraisons « astronomiques » qu'elle savait inexécutable.

La *Conférence de Feltre* du 19 juillet sera le dernier acte de cette mauvaise comédie et le coup de grâce porté à l'autorité de Mussolini. Conférence voulue et précipitée par le Führer, à la suite de la discussion sur l'Italie à la *Conférence navale* du 17 et d'un rapport alarmant qu'il venait de recevoir sur la situation politico-militaire dans ce pays (2).

Ambrosio avait, avant l'entrevue, déclaré à Mussolini que l'armée italienne était à bout et que l'Italie ne pouvait plus continuer la guerre. Le 15, il aurait remis au Duce une note dans ce sens que Mussolini voulait envoyer au Führer. Il *fallait tout dire* à Hitler, sans embellir les choses et en accepter les conséquences. Le Duce avait paru acquiescer. Quant à Rintelen, qui s'entretient un instant avec le maréchal Keitel sur l'aérodrome de Trévise, il s'entend dire, avec stupéfaction, que le mot d'ordre du jour est : « Tout le pouvoir au Duce ; mise à l'écart de la Maison royale ; davantage de renforts allemands sous commandement suprême allemand. » Il s'étonne de cette méconnaissance totale des choses d'Italie. L'ambassadeur Alfieri, qui vient de Berlin, de son côté, apprend de Bastianini que « les choses vont mal, très mal en Italie », que le Duce « n'a plus de réactions et se renferme dans un mutisme impénétrable » ; il doute pour sa part qu'il ose faire ce qu'on attend de lui (3).

Dès l'ouverture de la conférence, à 11 heures du matin, Hitler prend aussitôt la parole. Il ne se taira qu'à 13 heures pour le déjeuner, sans que Mussolini ait pu placer un mot. Il se livre à une longue, pédante, intarissable dissertation sur la guerre totale, la nécessité de garder les territoires producteurs de matières premières, l'impossibilité d'abandonner un pouce de terrain conquis, la mobilisation des populations entières, femmes et enfants compris, la création d'armées nouvelles ; puis c'est une critique violente du manque de combativité des troupes italiennes, de l'incompétence de leur commandement sur terre, sur mer et dans les airs ; il refuse de fournir les 2.000 avions réclamés, car les aérodromes italiens sont insuffisamment protégés et les pertes au sol excessives, etc... Il prévoit, quant à lui, une offensive alliée sur les Balkans. Il faut enfin que l'Italie se décide à faire la guerre comme *lui* obtient des Allemands qu'ils la fassent, avec « une *volonté fanatique de vaincre* » (4). Mussolini

(1) Kesselring, *Ibid.*, p. 186. « Il s'agissait de 17 bataillons de chars, 33 groupes d'artillerie, 18 groupes d'artillerie d'assaut ou antichars, et 2.000 avions. »

(2) Y assistaient, outre les deux dictateurs, du côté allemand, le maréchal Keitel, le général Warlimont, l'attaché militaire Rintelen et l'ambassadeur à Rome Mackensen. Du côté italien, Bastianini, secrétaire aux Affaires étrangères, le général Ambrosio, le colonel Montezemolo et l'ambassadeur à Berlin Dino Alfieri. Ce dernier et le général Rintelen nous ont laissé leur témoignage, concordant, de cette ultime rencontre.

(3) Dino Alfieri, *Due Dittatori di fronte*, Milano, 1948, p. 305 et suiv ; Enno von Rintelen, *Mussolini als Bundesgenosse*, p. 211 et suiv.

(4) On trouvera les procès-verbaux de cette conférence dans *Hitler e Mussolini. Lettere e documenti*, p. 165-190.

écoute en silence l'interminable réquisitoire, ennuyé, l'œil vague, comme un élève pris en faute reçoit une leçon méritée. Deux brefs arrêts dans ce flot de paroles, provoqués par l'annonce du bombardement de Rome par les Alliés, puis par les premières informations sur la violence de l'attaque aérienne, nouvelles qui bouleversent Mussolini, mais que Hitler écoute impassible, impatient de reprendre son monologue interrompu. Bastianini, Alfieri, Ambrosio sont doublement atterrés par cet insultant déferlement verbeux et le mutisme de leur chef devant l'humiliation qu'il subit. C'est en vain que, la séance levée, ils essaieront d'obtenir du Duce qu'il parle au cours du déjeuner en tête à tête avec Hitler ou à son retour en train avec lui vers Trévise. Mussolini convient que la question le préoccupe. « Derrière le masque de mon impassibilité, c'est un tourment qui me harcèle ; mais admettons l'hypothèse : on se sépare de l'Allemagne..., quelles conséquences? L'ennemi jugera, avec raison, que c'est une capitulation... Sommes-nous prêts à rayer d'un trait vingt ans de régime..., à reconnaître notre première défaite politique et militaire, à disparaître de la scène du monde? Et puis, c'est facile à dire, se décrocher de l'Allemagne ! Quelle attitude prendra Hitler, croyez-vous, par hasard, qu'il nous laissera toute liberté d'action? »

Mussolini laisse donc repartir le Führer, n'ayant obtenu de lui que des promesses d'aide militaire, mais sans avoir osé dire ce que tout le monde attendait qu'il dît (1). « La cause est commune, Führer », s'écriet-il, en le saluant du bras, lorsqu'il quitte l'aérodrome de Trévise.

« L'entretien de Mussolini et d'Hitler, conclut Kesselring, n'avait abouti à aucune solution des difficultés... Hitler n'avait pas plus fait état des larges prétentions allemandes au commandement que Mussolini de ses doutes sur l'opportunité de poursuivre la guerre (2). »

Au retour en chemin de fer vers Trévise, Keitel, cependant, s'entretenant avec Ambrosio exige, entre autres conditions, pour l'envoi de renforts, que toute l'Italie du Sud soit déclarée zone des armées avec un État-Major allemand « de liaison » auprès du commandement italien. Le lendemain, Rintelen, se rendant au Palais de Venise, y trouve Ambrosio sombre et irrité qui vient d'offrir sa démission à Mussolini qui la lui a d'ailleurs refusée. Le Duce se proposait de faire connaître, par lettre à Hitler, ce qu'il n'avait pu lui dire à Feltre. Ambrosio ne peut s'empêcher de hausser les épaules et de dire au Duce qu'il avait laissé passer la veille une occasion excellente et que cette lettre — qui ne fut jamais écrite — resterait sans réponse.

Mussolini, cette fois, avait, à son insu, épuisé le sursis qui lui était tacitement accordé ; mais qui sait si, au fond de lui-même, il n'avait pas déjà accepté de subir la loi de ses adversaires (3)? Car, entre temps, la conjuration a fait des progrès considérables.

(1) M. Maurice Vaussard, *Histoire de l'Italie contemporaine*, p. 277, remarque très justement que la situation de Mussolini en face de Hitler présentait quelque analogie avec celle de Paul Reynaud devant Winston Churchill, en juin 1940, mais elle était autrement difficile. « Au lieu d'un gentleman, il fallait affronter un fou furieux... C'est ce qu'oublient trop aisément tous ceux — et ils sont légion — qui ont critiqué l'attitude du Duce en la circonstance, à commencer par Badoglio et Ambrosio. »

(2) *Ouvr. cité*, p. 185.

(3) « De Feltre, écrit Galbiati (*ouvr. cité*, p. 213), Mussolini revint humilié, irrité, irrésolu et peut-être sans autre désir que de voir d'autres prendre les décisions à sa

*
* *

Dès la capitulation de Tunisie, ni Mussolini, ni l'État-Major italien, ni les Allemands ne doutent que la prochaine offensive alliée n'ait lieu contre l'Italie. Si l'on écarte pour le moment l'hypothèse d'une opération contre la péninsule même, l'incertitude porte sur l'île où aura lieu l'attaque, la Sicile ou la Sardaigne, qu'on met toutes deux en état de défense. « Je n'ai aucun doute, écrit Hitler à Mussolini le 19 mai, que si les Anglo-Saxons tentent de débarquer ils risqueront la plus désastreuse défaite, mais seulement à une condition : qu'on relègue toutes les demi-mesures, qu'on donne des instructions claires pour le combat, et qu'avant tout les généraux, au lieu de suivre les chemins de traverse de la politique, sachent que leur unique raison de vivre est la destruction de nos ennemis, comme c'est le cas pour mes propres commandants. » Hélas ! c'est sur cette condition *sine qua non* qu'on ne peut déjà plus compter (1) et, bien que Mussolini déclare, en le croyant peut-être, qu'en cas de débarquement, les Italiens retrouveront « l'esprit du Piave », l'imminence de l'invasion donne un aliment nouveau au défaitisme politico-militaire et comme un coup de fouet à la conjuration anti-mussolinienne.

L'ancien président Ivanoe Bonomi, pour sa part, voudrait que le coup d'État ait lieu *avant* que les Alliés prennent pied sur le territoire italien et s'efforce de triompher des hésitations, des scrupules, des réticences du vieux souverain qui, plus prudent que jamais, répète à son aide de camp « qu'il faut savoir choisir le bon moment, éviter de la manière la plus absolue les coups de tête ». Acquarone, au cours d'un entretien avec Bonomi, s'il semble acquiescer au plan du vieil homme d'État — arrestation de Mussolini, constitution d'un cabinet anti-fasciste, présidé par un militaire qui dénoncerait l'alliance allemande, prises de contact immédiates avec les Alliés — freine cette impatience : « Le roi ne veut pas entendre parler de cela. Il serait imprudent d'engager des tractations que sa loyauté envers l'Allié lui interdit d'ailleurs d'admettre (2). »

place », comportement qui sera le sien jusqu'à son internement. Pourtant, il aurait pensé à son retour à « examiner avec le roi un éclaircissement des rapports italo-allemands pour le milieu de septembre, espérant qu'un événement favorable se produirait d'ici là » (Tamaro, *Due anni di storia*, t. I, p. 20).

(1) Voir, dans les « Carnets secrets » de Puntoni, *Parla Vittorio Emanuele*, les propos pessimistes que le général Ambrosio tient lorsqu'il vient au Quirinal (13, 28 mars, au retour de Salzbourg, le 5 juillet, etc...) ainsi que d'autres chefs militaires comme l'amiral Baistocchi, le comte Calvi di Bergolo, le général Francesco Rossi, le général Pariani, etc..., de même Carlo Delcroix, président des mutilés de guerre, qui se déclare adversaire « impitoyable » du Duce « à qui il doit tout ».

(2) Bonomi, *ouvr. cité*, p. 3 et suiv. — Victor-Emmanuel est coutumier de ces déclarations où il fait état de sa loyauté et de sa bonne foi. Au vieux général Zuppelli, qui lui conseillait de chasser Mussolini, il répondait : « De toute façon, un coup d'État contre le Duce et le régime en ce moment, avec les Allemands à nos portes et même

Bonomi obtient pourtant une audience au Quirinal le 2 juin. Il parle nettement au souverain « au nom du pays » et lui fournit, en bon politicien, des arguments constitutionnels et juridiques capables d'apaiser ses scrupules. Le roi doit révoquer le Chef du gouvernement et il le peut, « en vertu de l'article 65 du *Statut du Royaume* et de l'article 2 de la loi du 24 décembre 1925 » ; il doit l'arrêter pour éviter qu'il ne déclenche avec la Milice une guerre civile, nommer d'abord un chef militaire (Badoglio de préférence) et constituer un ministère politique antifasciste chargé de liquider l'Alliance avec l'Allemagne, le Pacte d'Acier n'étant qu'un accord « entre deux régimes, deux révolutions » comme le spécifie son préambule, et non entre deux peuples ; donc un gouvernement antifasciste aura non seulement le droit, mais le *devoir* de rompre « un traité signé sans l'approbation du peuple ». Puis Bonomi envisage les conséquences de cette rupture : « ou l'Allemagne se résigne et c'est le retour à la neutralité, ou elle réagit et l'on fait appel à l'aide anglo-saxonne afin de finir la guerre dans le camp des vainqueurs ». Le roi en l'écoutant, note Bonomi, se faisait vieux, fatigué, méfiant, « il semblait dire : ce dessein est trop grand pour moi qui suis si petit ; pas une parole, pas un geste ne trahit sa pensée », il est « indifférent comme un marbre sur qui passe une eau courante ». L'entretien avait duré une heure. Le 8 juin, Acquarone, à son tour, provoque une entrevue entre Marcello Soleri et le souverain. Soleri en sort avec la même impression que Bonomi. Victor-Emmanuel l'a écouté, silencieux, extrêmement courtois, mais froid, « cuirassé d'indifférence ». Le même jour, Bonomi rencontre la princesse de Piémont, puis, le 30 juin, le prince Humbert qui lui expose le rapport des forces allemandes et italiennes en Italie, acquiesce aux vues de son interlocuteur, mais se dérobe quand ce dernier insiste pour qu'il intervienne auprès du roi. Le 12 juillet, surlendemain du débarquement de Sicile, Bonomi envoie son ami, le Sénateur Casati chez Acquarone. Celui-ci, à l'étonnement de son interlocuteur, se montre « gradualiste » ; d'accord pour abattre Mussolini, mais non pour s'attaquer de front à tout le fascisme (1), pour ce qui est de la guerre, déclarer ouvertement qu'on la poursuit aux côtés de l'Allemagne... tout en cherchant secrètement avec les Alliés une occasion favorable d'y mettre fin ! Le 14 juillet, inquiets de cet état d'esprit, Bonomi et Casati cherchent à endoctriner Badoglio qui a le lendemain audience avec le roi ; ils lui « offrent » la présidence du conseil avec pleins pouvoirs, Bonomi serait vice-président d'un conseil *politique* représentant toutes les tendances antifascistes et comprenant Benedetto Croce et Orlando à des postes de pre-

chez nous, est absolument inopportun. Pour le moment, il n'y a qu'une chose à faire : résister à tout prix à l'ennemi et tenir, en ce qui concerne la politique intérieure, une ligne de conduite d'une totale droiture morale, sans intrigues et sans manigances souterraines. » Plus tard, à son aide de camp : « Je crains que d'un moment à l'autre le gouvernement anglais ou le roi d'Angleterre ne s'adresse directement à moi pour traiter une paix séparée. Cela me mettrait dans le plus grand embarras. Si cela devait arriver, j'agirais sans le moindre subterfuge. J'en parlerais au Duce pour être d'accord avec lui sur la ligne à suivre » (Puntoni, *ouvr. cité*, notes des 23 février et 19 mai).

(1) Le 5 juillet, à la suite d'une visite du général Ambrosio, Victor-Emmanuel se confie pour la première fois à son aide de camp Puntoni. Envisageant plusieurs solutions, il se montre hostile à une dictature militaire Caviglia — ce serait « le retour au pouvoir de la maçonnerie » — il estime que, Mussolini écarté, « on ne peut abattre d'un coup le fascisme. Il faudrait au contraire le modifier graduellement et changer sa physionomie dans les aspects qui se sont révélés nuisibles au pays ». Il reconnaît, d'autre part, que « Badoglio, bien qu'ayant un caractère qui lui déplaise, dispose encore d'un certain prestige sur les masses, et ce prestige pourrait être l'unique catalyseur de la situation ». Il trouve, enfin, qu'Ambrosio « se découvre trop » et « a trop de contacts avec des éléments étrangers aux milieux militaires » (Puntoni, *ouvr. cité*, note du 5 juillet).

mier plan. Pour ce qui est de la poursuite de la guerre aux côtés de l'Allemagne, le pays ne comprendrait pas qu'elle durât plus que *pochissimi giorni*, le temps de mettre en place un dispositif de résistance aux représailles allemandes.

C'est ce que, le 15 juillet, Badoglio expose au roi. Le souverain, pour la première fois, lui découvre sa pensée et lui demande si éventuellement il accepterait de prendre le gouvernement et avec qui? Badoglio lui nomme les parlementaires avec qui il est en contact. « Des *revenants* », dit le vieux souverain avec dédain. « Mais ne sommes-nous pas nous-mêmes des revenants » aurait répliqué Badoglio. Mais, à part son hostilité contre les vieux parlementaires, le roi n'a toujours pas dévoilé son plan, ni la date du coup d'État éventuel. Badoglio, vexé de cette démarche inutile, laisse entendre à Bonomi que chacun n'a plus qu'à reprendre sa liberté d'action. Le lendemain, Acquarone obtiendra de Soleri une liste de techniciens et de fonctionnaires *sans couleur politique* que Badoglio acceptera, cependant sans mot dire, le 25 juillet.

Quelques jours après, c'est l'échec de Feltre et le premier bombardement de Rome, qui a fortement ému Victor-Emmanuel, mal reçu dans les quartiers sinistrés. Au retour, Ambrosio vient dire au roi, une fois de plus, ce qu'il pense de la situation et de l'apathie du Duce. Cette fois, le souverain prend sa décision. Le 22 juillet, Acquarone convoque le général Castellano et lui révèle que le roi, dans un délai de six à sept jours, va appeler Badoglio (1). La date — vraisemblablement le 26 juillet, jour de l'audience hebdomadaire de Mussolini — sera fixée ultérieurement. Ambrosio a déjà laissé à Castellano, qui piaffait d'impatience, le soin de régler, à l'insu du roi mais non d'Acquarone, qui lui a dit de « mettre en route la machine », les détails techniques de l'arrestation de Mussolini et d'un certain nombre de ses partisans, ce qu'il fait en collaboration avec l'ex-préfet de police Senise et le nouveau général commandant l'arme des carabiniers Cerica, tout dévoué à Ambrosio. Quant à ce dernier, il se réserve de donner « verbalement » au général Roatta — tenu à l'écart du complot — l'ordre « du roi » de ramener des troupes sûres vers Rome « où de graves événements se préparent (2) ».

Enfin, le 24 juillet, au matin, Acquarone, Ambrosio, Castellano se rendent chez Badoglio et l'informent que le roi a décidé de lui confier

(1) Ce jour-là même (22 juillet), Mussolini a été reçu par le roi. Après l'audience, le général Puntoni trouve le souverain sombre et irrité qui lui dit : « J'ai essayé de faire comprendre au Duce que désormais sa personne seule, cible de la propagande ennemie, point de mire de l'opinion publique, fait obstacle au redressement intérieur et s'oppose à une définition nette de notre position militaire. Il n'a pas compris, ou n'a pas voulu comprendre. C'est comme si j'avais parlé au vent » (Puntoni, *ouvr. cité*, note du 22 juillet). Quant à Mussolini, il reste optimiste et cite à Farinacci un propos que le roi lui aurait tenu au cours de ce même entretien : « Ce sont de mauvais moments pour vous, mais sachez que vous avez en moi un ami. Et si, par hypothèse absurde, tout le monde vous abandonnait, je serai le dernier à le faire. Je sais ce que l'Italie et la monarchie vous doivent » (Farinacci, cité par Pini et Susmel, p. 243).

(2) Roatta, *ouvr. cité*, p. 263 (note).

le pouvoir sans cependant fixer de date. Ils lui remettent la proclamation qu'il devra faire à la radio et qui a été rédigée par Orlando à la demande du roi. Badoglio approuve et dit que « tout va bien » (1).

* * *

Si le roi a enfin pris sa décision et en a fini avec ses hésitations, c'est vraisemblablement parce qu'il n'ignore pas l'étrange passivité du Duce, et surtout parce que « l'occasion favorable » qu'il guette depuis longtemps vient de lui être offerte par les principaux meneurs de la rebellion fasciste, grâce à une initiative malheureuse du secrétaire du Parti, Carlo Scorza. Initiative aussitôt exploitée par Dino Grandi. Le souverain n'a certes pas une confiance particulière dans le hiérarque fasciste — mais en qui a-t-il confiance? Celui-ci, le 12 février, lorsque, ministre de la Justice démissionné, il était venu faire sa visite protocolaire au roi, avait fait au général Puntoni certaines confidences qui n'étaient rien de moins que des offres de service (2). Il avait dépeint « le ressentiment des vieux fascistes paralysés dans leurs efforts pour servir le pays », fait valoir qu'un désastre militaire pourrait créer une situation dont profiteraient les communistes. « Seul le roi, disait-il, au moment opportun, pourra remettre les choses en place. Ce sera peut-être difficile et dangereux. Moi, pour ma part, je suis avec le roi. » Puntoni avait, bien entendu, répété ces propos au souverain qui lui dit : « Cet homme ne me plaît guère. Ce n'est pas un élément sûr. Il manque d'échine ; avec Mussolini, il joue le double jeu... » Ce qui n'empêche pas le souverain de lui conférer le collier de l'Annonciade quelques semaines plus tard sur les instances du même Mussolini.

Si l'on en croit Grandi (3), qui fut incontestablement un adversaire de la politique mussolinienne d'hostilité aux puissances occidentales et de ses conséquences, le *pacte d'Acier* et la guerre, il aurait, dès la campagne de Grèce, envisagé de faire rendre au roi ses prérogatives militaires que Mussolini, avec l'accord de Badoglio, s'était attribuées. Le 3 juin, il avait eu avec le roi un dernier entretien. Il s'était exprimé sans détour : « Sire, il n'y a pas d'autre choix : ou Novare, c'est-à-dire l'abdication, ou le changement de front dans le style d'Amédée II qui, ayant reconnu l'erreur de son alliance avec la France, sauva au dernier moment le Piémont et la dynastie en passant dans le camp des Impériaux... » Victor-Emmanuel lui aurait répondu : « Le moment va venir bientôt. Je sais que je puis compter sur vous ; laissez votre souverain choisir le moment propice et aidez-le en lui procurant un moyen constitutionnel... » « Il entendait par là, soit un vote de la Chambre, soit un vote du Grand Conseil. »

(1) Castellano, *ouvr. cité*, p. 61.
(2) Puntoni, *ouvr. cité*, note du 12 février 1943.
(3) *Dino Grandi racconta*, Venezia, 1945, et *Témoignage de Dino Grandi* recueilli par Indro Montanelli, dans *Corriere della Sera*, 9-10 février 1953 (cf. cette *Revue*, octobre 1955, p. 90 et suiv.).

Le 11 juin, l'île de Pantelleria, « l'anti-Malte » imprenable de Mussolini, a capitulé sans combat, après plusieurs jours de bombardement aérien (30 morts, 12.000 prisonniers italiens, pas de pertes alliées) ; le 13, c'est le tour de l'île-forteresse de Lampedusa. Mussolini convoque en hâte à la Villa Torlonia, où le retient sa maladie, le chef d'État-Major général et les commandants des différentes armes, il leur donne des ordres très précis en vue d'une défense active et non passive de la Sicile, sur laquelle il n'est plus douteux que se portera l'attaque. Le 19, au cours du dernier conseil des ministres qu'il tiendra, il rejette toute idée de tractations avec l'ennemi, mais se montre favorable à une action commune en vue d'une paix avec l'U. R. S. S. Enfin, le 24 juin, pour remonter le moral, deux manifestations patriotiques ont lieu à Rome où le sénateur philosophe Giovanni Gentile prononce au Capitole un discours magnifique sur le thème : « Il ne s'agit pas de défendre le fascisme, mais l'Italie tout entière » et Mussolini lui-même fait, devant le directoire du Parti, un discours dit *del bagnasciuga* — « le plus sot discours qu'il ait jamais prononcé », écrira Badoglio, en tout cas le plus inopportun — dans lequel il affirme que, si jamais les forces ennemies débarquaient, « elles seraient immédiatement foudroyées sur la ligne de sable où finit l'eau et où commence la terre », jusqu'au dernier homme. « Si bien qu'on pourra dire que si elles ont occupé un lambeau de la Patrie, elles l'auront occupé pour toujours, mais dans une position horizontale et non verticale (1). » Menaces qui n'empêchent pas les forces anglo-américaines de débarquer dans la nuit du 10 au 11 juillet et de remporter des succès inespérés, dans la mesure où elles ne rencontrent que des troupes italiennes ; de véritables actes de trahison sont commis par le commandement (la base d'Augusta est évacuée vingt-quatre heures avant l'arrivée des Anglais, Syracuse tombe sans coup férir, et les troupes débandées refluent jusqu'à Catane). En vain Mussolini envoie-t-il l'ordre aux forces de mer et de l'air de contre-attaquer en masse et aux troupes de résister à tout prix (2).

Devant cette situation catastrophique, Scorza ne voit qu'un remède, tenir, par toute l'Italie, des réunions régionales où les orateurs du Parti tenteront, sinon de ranimer la confiance, du moins d'empêcher la panique. Or Grandi, Ciano, De Marsico refusent catégoriquement de se prêter à ces manifestations qu'ils jugent vaines.

Le 13 juillet, Scorza convoque d'urgence Bottai au siège du Parti, place Colonna ; il lui demande d'obtenir de Grandi qu'il parle à Bologne où il se trouve. Encore faut-il, objecte Bottai, qu'on précise l'orientation à donner à ces discours. « Il y a quelques jours, Mussolini a dit que

(1) Texte de ces deux discours, dans *Relazioni internazionali*, 10 juillet 1943, p. 574-579. Le discours *del bagnasciuga*, prononcé devant un auditoire restreint, fut inopportunément publié quelques jours avant le débarquement, et cette ultime fanfaronnade jugée de très mauvais goût.

(2) Mussolini, *Mémoires*, ch. v. Ordres du 14 juillet au chef d'État-Major général.

jamais l'ennemi ne pourrait prendre pied sur le sol italien. Les gens ont bonne mémoire. Comment expliquer ce tragique retournement de la situation? et, au fait, quelle est au juste cette situation? » De toute façon, il faut des mots d'ordre, des directives, un plan d'action. Albini, Bastianini, Chierici qui sont présents l'approuvent. Pourquoi, avant de tenir ces réunions, ne pas convoquer à une conférence commune les orateurs éventuels ; d'ailleurs, « Mussolini n'a-t-il pas sous la main un organisme qualifié de consultation et peut-être plus que de consultation », ajoute Bottai, « car les temps sont venus de prendre des décisions extrêmes ». Ébranlé, Scorza téléphone à Mussolini et en obtient sur le champ une audience ; il en revient une demi-heure plus tard annonçant que le Duce accepte de réunir à Rome les orateurs désignés (1).

Farinacci, que Bottai rencontre peu après, ne voit qu'une solution : « Mettre Mussolini à part », c'est-à-dire « au-dessus ou aux côtés d'un gouvernement d'hommes responsables ». Bref, le réduire à un rôle décoratif. Bottai n'envisage que cette altervative « ou tous avec Mussolini mis en demeure d'agir avec nous dans une étroite solidarité d'intentions et d'action... pour la défense de l'Italie ; ou tous avec Mussolini pour laisser au roi le soin de cette défense ». Cependant que Mussolini essaierait d'obtenir des Allemands qu'ils ne tourmentent pas l'Italie, ce que *seul* il peut obtenir, le roi essaierait d'obtenir *des autres* un traitement semblable. En somme, une idéale neutralité ; « opération risquée, et d'une issue incertaine » convient Bottai, ajoutons totalement chimérique (2). Scorza semble d'accord.

Le 16 juillet à 17 heures 30, les orateurs désignés sont reçus au Palais de Venise. La situation en Sicile est extrêmement critique. Farinacci, véhément, fait le procès de l'État-Major et d'Ambrosio en particulier, que Mussolini défend. Giurati fait une critique pertinente du régime, réclame des organismes aux fonctions précises et responsables, l'application des lois, etc... De Bono défend l'Armée et reproche au Duce d'avoir tout concentré dans ses mains : « Trop de sous-secrétaires se sont succédé sous toi, ministre de trop de *dicastères* ; ils ont travaillé sous *ta* responsabilité, mais sans responsabilité propre. » Enfin, Bottai, qui appuie l'argumentation de Giurati, demande qu'on redonne vie aux organismes constitutionnels de contrôle et de responsabilité mis en sommeil depuis trop longtemps et, en premier lieu, au Grand Conseil (3). Mussolini écoute, impénétrable : « Eh bien ! je convoquerai

(1) Ce sont Acerbo, Bastianini, Biggini, Bottai, Caradonna, Cianetti, De Cicco, De Vecchi, Farinacci, Federzoni, Grandi, Terruzi, plus quelques autres dont Scorza lui soumettra les noms.

(2) Le simplisme avec lequel les Italiens (intelligents ou non) s'abandonnent au mirage du retour sans douleur à la neutralité est vraiment stupéfiant. Le maréchal Caviglia, que Grandi aurait préféré à Badoglio, écrit le 26 juillet : « Faire la paix séparée tout en restant amis de l'Allemagne, tout le problème est là » (*Diario*, p. 415). Certes, mais c'est aussi celui de la quadrature du cercle.

(3) Le *Grand Conseil*, qui n'avait pas été réuni depuis le 9 décembre 1939, était composé de huit des principaux secrétaires d'État, des présidents des deux Chambres, des présidents des fédérations, et de quelques autres membres désignés personnellement par le Duce. En tout, vingt-sept membres.

le Grand Conseil. On dira dans le camp ennemi que c'est pour discuter de la capitulation, mais je le réunirai ! » Effectivement, les convocations sont lancées le lendemain pour le samedi suivant, 24 juillet, à 17 heures. Grandi, qui a quitté sa retraite de Bologne, prend contact à Rome avec ses amis Federzoni, Bottai, Albini. Il leur soumet un projet d'ordre du jour (ébauché, dit-il, deux ans auparavant dans les tranchées de Grèce) visant à la restitution au roi de ses pleins pouvoirs militaires, Mussolini demeurant chef du gouvernement, mais flanqué d'un conseil des ministres réorganisé et responsable, enfin à la remise en vigueur des organismes constitutionnels. Ciano, souffrant et alité, manifeste des doutes sur l'énergie du Grand Conseil, « mais le 24 juillet, dit-il à Bottai, sera cependant une journée décisive pour les responsables fascistes placés devant la nécessité soit d'avaliser toute une politique d'erreurs, soit de s'en désolidariser courageusement pour sauver le pays, même au prix de leur sacrifice personnel (1) ».

Grandi est reçu par Mussolini dans l'après-midi du 22, jour de la chute de Palerme. Il lui parle nettement et durement : « 1° la guerre est perdue ; 2° le seul service que le fascisme puisse rendre à l'Italie c'est de s'offrir à la vindicte des Alliés ». Il faut dissocier la responsabilité de la Nation de celle du Régime. Il cherche, dit-il, à le persuader que son devoir est de s'en aller, d'abandonner volontairement la dictature et de laisser la nation exprimer sa volonté, de rendre au roi le commandement de l'Armée... Mussolini l'écoute sans broncher et sans surprise. Scorza lui a déjà la veille donné copie de l'ordre du jour de Grandi que le dictateur aurait déclaré « inadmissible et lâche ». Il se contente de répondre : « Tu aurais raison si la guerre devait être perdue, mais elle sera gagnée. Les Allemands dans quelques jours vont sortir une arme qui changera du tout au tout la situation... Du reste, nous reparlerons de tout cela calmement samedi soir au Grand Conseil (2) ». La veille, Grandi avait envoyé au général Puntoni une lettre l'informant que le lendemain il parlerait franchement à Mussolini, lettre qui fut communiquée au roi (3).

Le lendemain, 23 juillet, l'ordre du jour circule de main en main, est modifié, amélioré, poli et repoli. Bottai fait accepter à son auteur une formule plus vaste qui rendrait au roi non seulement ses pouvoirs militaires, mais ses

(1) Bottai, *ouvr. cité* (notes 16-22 juillet et suiv.).

(2) Témoignage de Grandi recueilli par Montanelli et *Dino Grandi racconta*, p. 43-44. Mussolini, dans ses *Mémoires* (p. 74), dit que Grandi « l'entretint de choses et d'autres, *mais il tut jalousement ses projets* ». Comment admettre que, les connaissant déjà par Scorza, le Duce n'ait pas soulevé la question? Le comportement de Mussolini est d'ailleurs incompréhensible. Kesselring qui attendait dans l'antichambre voit venir « gaiement » à lui le dictateur qui lui dit : « Connaissez-vous Grandi? Il était justement chez moi. Nous nous sommes expliqués, nous suivons la même ligne ; il m'est fidèlement dévoué », et le maréchal allemand se demande ce qu'il doit le plus admirer de la « souplesse » de Grandi ou de la « crédulité » de Mussolini (Kesselring, *ouvr. cité*, p. 184).

(3) Puntoni, *ouvr. cité* (note du 21 juillet).

pleins pouvoirs politiques. Les adhésions de principe affluent, à commencer par celles des principaux hiérarques. A l'innocent Cianetti, Grandi explique qu'il s'agit « de libérer Mussolini de l'écrasante responsabilité de la conduite de la guerre ; c'est à la monarchie, à qui nous avons donné lustre et grandeur, de s'en charger (1) ».

* * *

La séance du Grand Conseil s'ouvrit le samedi 24 juillet à 17 heures 15 au Palais de Venise (2). Le Duce et les conseillers sont en grande tenue fasciste : saharienne noire, culottes gris-vert, bottes. Mussolini a refusé — quoi qu'en dise Grandi — tout autre service d'ordre qu'une quarantaine de policiers. Pourtant Rachel, sa femme, lui avait dit sagement, avant la séance : « Fais-les donc tous arrêter ! » Grandi raconte qu'il s'était confessé, avait laissé une lettre pour les siens, et qu'il avait en poche une grenade, persuadé qu'il ne sortirait pas vivant de cette séance (3).

Mussolini, visiblement de mauvaise humeur, souffrant, déprimé, commence par se disculper d'avoir voulu à tout prix le commandement suprême et fait lire une lettre de Badoglio du 3 mai 1940 préconisant cette solution. Puis il fait un long exposé de la situation militaire sans en dissimuler la gravité, mais en cherchant à prouver que ses ordres n'ont jamais été suivis et à rejeter sur les États-Majors la responsabilité des fautes commises ; suit une digression philosophico-historique sur l'impopularité de toutes les guerres, l'affirmation qu'avec de la force d'âme on peut résister quelles que soient les épreuves du moment, l'Armée est bien dotée en matériel et l'allié allemand prêt à lui venir en aide. En cours d'exposé, il signale les erreurs commises par Rommel en Afrique du Nord et la faute stratégique qu'a été la non-occupation de Gibraltar et de la Tunisie en 1940. Pour la Sicile, il reconnaît la défaillance du haut-commandement et des troupes italiennes mal encadrées. Son exposé fait sans chaleur est imprécis, décousu, équivoque, peu convaincant, au dire de Bottai ; il a duré 1 heure 40. Fatigué, la main en

(1) Cersosimo, *Dall'istruttoria a la fucilazione*, p. 7.

(2) De nombreux récits ont été faits de cette séance par les participants (Mussolini, Bottai, Alfieri, Galbiati, etc...), tous plus ou moins tendancieux. Il n'y a pas eu de procès-verbal sténographique. Le juge instructeur du procès de Vérone, Vincenzo Cersosimo (*ouvr. cité*), qui a eu entre les mains les dépositions des accusés et d'autres témoins, a reconstitué cette séance de façon impartiale. En français, on lira le récit vivant, précis et dépouillé, de M. Vaussard, *ouvr. cité* (p. 288 et suiv.).

(3) Il ne pensait pas seulement à la mort : une demi-heure avant la séance, il avait envoyé au roi, par l'intermédiaire d'Acquarone, une lettre l'avisant de ce qu'il se proposait de faire. « Nous nous apprêtons à faire notre devoir. Je suis certain que le roi du 24 mai, de l'entrevue de Peschiera et de Vittorio Veneto sauvera la Patrie » ; c'était prendre option sur la gratitude royale. « C'était preuve, dit Grandi, qu'il n'y avait pas eu entente préalable entre lui et le souverain » — preuve surtout qu'il ignorait que celui-ci avait déjà jeté son dévolu sur Badoglio et que lui, Grandi, travaillait pour le vice-roi d'Éthiopie, sa bête noire. Témoignage... recueilli par Montanelli.

visière sur les yeux pour se protéger de la lumière, Mussolini se rassoit, indiquant d'un geste que la discussion est ouverte.

Le vieux maréchal De Bono, relique de la *Marche sur Rome*, prend en soldat la défense de l'Armée, pose le dilemme Capitulation ou Résistance ; pour lui, son choix est de résister. Il suffit, dit-il candidement, de trouver les moyens nécessaires et de les employer opportunément. Farinacci, violent, dénonce l'incapacité de l'État-Major, l'accuse de n'avoir jamais cessé de tromper Mussolini, demande qu'on fasse comparaître Ambrosio pour qu'il confesse publiquement son défaitisme. Proposition acceptée par Mussolini, mais qui ne trouve pas d'autre écho. Puis Grandi intervient. Il parle avec passion et une incontestable éloquence. Il fait observer que la situation militaire ne peut être dissociée de la situation politique et il prononce un long réquisitoire contre la politique du parti — la gestion de Starace, en particulier — qui a perdu son idéal révolutionnaire, s'est sclérosé, s'est éloigné du peuple, n'est plus qu'un pesant fardeau pour les Italiens qui ne demandent qu'à en être délivrés. Un profond fossé sépare le Régime du Pays. Cela est dû au fait que Mussolini s'est désintéressé de sa direction, pour concentrer entre ses mains la besogne courante de nombreux ministères, abandonnant ainsi la responsabilité de la politique intérieure, extérieure et de la conduite de la guerre. Or il existe encore en Italie un roi, auquel le fascisme a apporté honneurs et couronne impériale, et à qui on doit rendre le commandement effectif des forces armées, la direction de la conduite de la guerre, en bref, toutes ses responsabilités. Il lit son ordre du jour (1). Que le Duce se consacre donc à la direction exclusive du Parti, qu'il en refasse « un bloc granitique » qui permettra de surmonter les difficultés du moment et laisse au roi le commandement militaire. Et, dans une péroraison de pur style fasciste : « Enlève cet uniforme, arrache ces aigles, ces oripeaux clinquants, reviens à la nue chemise noire de notre révolution ; redeviens notre chef, toi qui es le meilleur de nous tous. »

Ce discours fit une profonde impression sur l'assistance (2). La plupart des candidats étaient partisans de libérer Mussolini de la terrible charge et des responsabilités du commandement et de remettre au roi

(1) Après un salut aux combattants, un vœu en faveur de l'union des Italiens dans la défense commune de la Patrie, l'ordre du jour « déclare... qu'il est nécessaire de rendre à la Couronne, au Grand Conseil, au Gouvernement, au Parlement, aux Corporations, les devoirs et les responsabilités établies par nos lois d'État et constitutionnelles ;

« invite le Chef du Gouvernement à prier S. M. le Roi, vers qui la Nation se tourne d'un cœur fidèle et confiant, de bien vouloir assumer pour l'honneur et le salut de la Patrie, avec le commandement effectif des Forces armées de terre, de mer et de l'air, selon l'article 5 du Statut du Royaume, cette suprême initiative de décision que Lui attribuent nos institutions et qui a toujours été, dans toute l'histoire nationale, l'héritage glorieux de notre Auguste Dynastie de Savoie. »

(2) Mussolini en conviendra, avouant même qu'il l'eût applaudi s'il n'avait pas été ainsi mis en cause.

l'initiative suprême de décision dans un moment particulièrement critique. Ainsi présenté, l'ordre du jour ne paraissait pas impliquer la chute du Régime (1), mais constituait une aide apportée au Duce qu'on soulageait d'une écrasante responsabilité dans l'intérêt du Pays, du Parti, et dans son propre intérêt. Ciano parle à son tour disant qu'il fallait poursuivre la guerre jusqu'au bout, mais se livre à une âpre critique de la politique allemande qui, dans aucun domaine, n'avait respecté les engagements pris. La loyauté de l'Italie ne saurait être mise en cause, toute accusation de trahison doit être retournée aux Allemands, « dans aucun cas nous n'avons été les traîtres, dans tous nous avons été trahis ». Farinacci présente un ordre du jour visant à rendre au roi ses prérogatives militaires et à remettre en vigueur les autres institutions fascistes. Il prend, contre la thèse de Ciano, la défense passionnée des Allemands et de leur attitude envers l'Italie. Puis on entend Alfieri, De Marsico, Federzoni, qui préconisent le retour au *Statut*. A minuit, Mussolini fatigué demande un renvoi du débat au lendemain. Grandi s'y oppose fougueusement ; on se contente d'une suspension de séance d'un quart d'heure au cours de laquelle Grandi reçoit une vingtaine de signatures, cependant que Buffarini conseille au Duce, qui hausse les épaules, de faire arrêter les rebelles.

A la reprise, Bastianini constate lui aussi la rupture entre le pays et le fascisme, ce qu'il appelle « une grève larvée », [*un sciopero bianco*] à l'égard du Régime. Il en revient à son idée de solution négociée du conflit, « celle qu'on voulait présenter à Salzbourg ou toute autre ». Puis Tringali-Casanova, président du Tribunal spécial, Galbiati, chef de la milice, fidèles de Mussolini, expriment des menaces à peine voilées contre les rebelles. Mussolini lui-même appuyant cette offensive *ad homines* ironise sur l'impopularité de « certains » hiérarques scandaleusement enrichis, puis revenant à l'ordre du jour : « Que signifie cette expression : Le chef du Gouvernement priera sa majesté le Roi... et que répondra-t-il? Admettons qu'il accepte de reprendre les pouvoirs militaires qu'il m'a délégués. Il s'agit de savoir si j'accepte, moi, d'être décapité. J'ai soixante ans, je sais ce que certaines choses veulent dire. Mieux vaut donc parler clair. » D'ailleurs le roi ne lui a-t-il pas toujours donné, depuis vingt ans et il y a quelques jours encore, des preuves, des assurances d'une fidélité continue. « Et puis, dit-il, mystérieux, j'ai en main une clef pour résoudre la situation de cette guerre. Je ne vous dirai pas laquelle ! » Personne, en effet, ne le saura jamais. Puis parle Scorza ; il a changé d'avis au cours de la suspension de séance à la suite d'un court entretien avec son chef et, à la stupéfaction des rebelles, dépose un ordre du jour confirmant implicitement Mussolini dans ses prérogatives. Bottai insiste à nouveau sur ses thèmes habituels : remise en

(1) Grandi prend d'ailleurs soin d'insister sur le fait que le *Grand Conseil* a voix consultative et non délibérative, et que si son ordre du jour est accepté il devra être considéré comme une « recommandation ».

vigueur des institutions et des prérogatives royales. « Que l'unité de directives entre Mussolini et le Roi soit la garantie du salut conjoint de la Nation et du Régime. » Il est 2 heures du matin. On parle encore, personne n'écoute plus. En conclusion, Grandi reprend les arguments de son ordre du jour et s'écrie pathétiquement : « Duce, nous te suivrons toujours parce que tu es notre chef et le meilleur de nous tous ! » Mussolini, terriblement las, dit à Scorza de mettre aux voix l'ordre du jour de Grandi. On vote à voix haute : dix-neuf pour, huit voix contre, une abstention : « Vous avez provoqué la crise du Régime ! » dit Mussolini (1), qui d'un signe lève la séance et refuse le rituel « Salut au Duce ». Il est 2 heures 30 du matin. A part une brève suspension, la séance avait duré dix heures.

* * *

Déjà le duc Acquarone, envoyé par le roi, est à la recherche de Grandi qu'il trouve chez lui à 3 heures 30 et emmène chez un ami commun, le marquis Zamboni, où ils ont une longue conversation. C'est alors que Grandi apprend, avec colère, la décision du roi de donner le pouvoir à Badoglio. Il expose en vain sa conception d'une « Union sacrée » autour d'un ministère de transition, mélange de fascistes et d'antifascistes, d'hommes compétents de prestige intact, sous la présidence du vieux maréchal Caviglia ; puis une investiture de ce gouvernement par le Parlement actuel qui se dissoudrait pour en revenir aux institutions antefascistes. Il pense qu'il faut loyalement et *immédiatement* avertir Kesselring que l'alliance est rompue avant qu'il ne puisse faire venir d'autres divisions. Quant à lui, Grandi, il ne demande qu'un laissez-passer pour l'Espagne où il prendra contact avec « son vieil ami » Sir Samuel Hoare, en vue de tentatives de paix que le roi confierait « à qui il voudrait ». Enfin, il rassure Acquarone quant à d'éventuelles réactions fascistes : personne ne bougera. Mussolini lui-même doit être « très perplexe » ; peut-être pense-t-il se servir du vote du Grand Conseil pour tenter le « décrochage » auprès de Hitler, « l'unique chose qui m'étonnerait, ce serait de le voir s'opposer aux décisions du roi (2). »

Dans la salle de la Mappemonde, aussitôt après la séance, Mussolini reçoit Buffarini qui lui fait observer que, constitutionnellement, le vote du Grand Conseil n'est pas valable. Mussolini s'accroche à cette idée, il ira en parler au roi, s'entendre avec lui sur la nomination de nouveaux ministres et lui demander de lancer au pays un « message d'union et de résistance (3) ». Avec Scorza, il ironise sur « ces messieurs qui ont vite

(1) Aucun d'eux, d'ailleurs, ne l'avait vraiment compris, même Ciano, si l'on en croit les dépositions, évidemment intéressées, au procès de Vérone. La combativité de Grandi et, d'autre part, l'indifférence de Mussolini avaient entraîné l'adhésion des « mous » qui n'auraient jamais osé s'engager ainsi si le Duce avait réagi. Certains même — et c'est fort possible — assurent avoir cru qu'il était d'accord avec Grandi pour se laisser renverser.

(2) Témoignage de Grandi recueilli par Montanelli, *loc. cit.*

(3) Buffarini, qui déjeune ce jour-là avec Dollmann, lui dit que Mussolini est « tranquillissimo » et que « la situation n'est nullement dramatique ». Mais il juge dangereux son projet de visite au roi (Dollmann, *ouvr. cité.*, p. 174).

fait de parler de la paix ». Ils ne connaissent ni Churchill ni Roosevelt qui veulent voir disparaître l'Italie en tant que grande nation méditerranéenne. Il assure que *lui seul* est en mesure d'obtenir la paix la moins onéreuse, mais pas en pleine défaite ; « il s'agit d'attendre avec calme le moment opportun ». Puis, Mussolini rentre à la Villa Torlonia où il ne prend que quelques heures de repos. De retour au Palais de Venise, il reprend sa besogne quotidienne (lecture de rapports, audiences) comme si de rien n'était. Il fait appeler Grandi par téléphone [pour lui offrir les Affaires étrangères, assure ce dernier], mais celui-ci, après avoir consulté Acquarone, fait dire qu'il est absent. L'audience la plus importante est celle qu'il donne à l'ambassadeur Hidaka qu'il prie de presser son gouvernement pour qu'il intervienne auprès de Staline. Galbiati, commandant de la milice, vient le voir et lui suggère de faire arrêter « les dix-neuf » : « Ne me parlez pas de cela », répond sèchement le Duce.

Cependant, au Quirinal, le général Puntoni trouve le souverain « tranquille et serein ». Ils parlent de la situation politique ; l'aide de camp croit comprendre que le roi agira dès le lendemain, lundi, jour de la visite habituelle de Mussolini. Mais, à 12 heures 15, il reçoit du secrétaire particulier du Duce un coup de téléphone demandant au roi une audience privée pour le jour même à 17 heures à la Villa Savoia. Le roi accepte et fait aussitôt prévenir Acquarone de ce fait nouveau.

Peu après, accompagné de Galbiati, Mussolini va visiter les quartiers sinistrés de Rome, il y est reconnu et accueilli sans hostilité. Il dit à son compagnon la confiance qu'il a dans la « solidarité » du roi qu'il doit voir dans l'après-midi, puis il rentre à la Villa Torlonia, où sa femme, inquiète et prise de pressentiments le conjure de ne pas se rendre chez le souverain.

Cependant, Badoglio a été avisé de se tenir prêt (1) et le roi signe le décret le nommant premier ministre. Acquarone téléphone à Castellano, qui depuis le matin ronge son frein, que l'audience aura lieu à 17 heures chez le roi, ce qui bouleverse ses plans de vingt-quatre heures ; mais le roi, spécifie Acquarone, *n'a donné aucun ordre* (est-ce sa façon de donner carte blanche?). « Eh bien ! nous déciderons », conclut Castellano, qui se précipite chez Ambrosio, lequel hésite à faire arrêter le Duce s'il accepte sans réagir sa destitution. Castellano insiste : « Si nous le laissons sortir, nous ne le retrouverons jamais. » — « Eh bien ! arrêtons-le donc », con-

(1) La chronologie de cette journée, en ce qui concerne le *pronunciamento* est fort embrouillée et varie d'un récit à l'autre. Badoglio feint d'avoir tout ignoré jusqu'à la dernière minute, c'est-à-dire jusqu'à 5 heures de l'après-midi. Des auteurs généralement précis (Monelli, Cilibrizzi, Tamaro, Pini et Susmel) relatent qu'Acquarone aurait été l'avertir dès le matin du 25 d'avoir à se tenir prêt pour l'après-midi. Le maréchal, « dont la joie sortait par tous les pores », aurait « fait déboucher une bouteille de Veuve Cliquot » qu'il gardait pour cette occasion. Or, la demande d'audience de Mussolini, au dire de l'aide de camp Puntoni, n'a été faite et acceptée qu'aux environs de midi. Quant au général Ambrosio, il prétend avoir été averti dès 8 heures et situe à cette heure la conversation décisive qu'il eut avec Castellano. Ce qui est invraisemblable (*Corriere della Sera*, 11 mars 1955).

clut Ambrosio. Et il donne l'ordre au général Cerica, commandant des Carabiniers, de se tenir prêt pour l'issue de l'audience à la Villa Savoia. Le piège sera mis en place pour l'heure dite ; cinquante carabiniers, quelques officiers, un questeur, une auto-ambulance, dissimulés dans le parc de la Villa suffiront pour mener à bonne fin l'opération.

* * *

A 15 heures, le roi convoque personnellement son aide de camp. Celui-ci le trouve marchant de long enlarge dans son salon. « A peine l'ai-je rejoint, écrit Puntoni, qu'il me dit qu'il a décidé d'inviter catégoriquement le Duce à s'en aller et de lui substituer Badoglio qui fera un ministère de militaires et de fonctionnaires... » « Je reprendrai le commandement des forces armées et Ambrosio restera à son poste de chef de l'État-Major général. Pour ce qui est de Mussolini, j'ai autorisé qu'à la fin de l'audience, *mais hors de la Villa Savoia*, il soit arrêté et conduit dans une caserne pour éviter d'une part qu'il se mette en contact avec les éléments extrémistes du parti et provoque des désordres et, d'autre part, que des antifascistes excités attentent à sa personne... » « Comme je ne sais comment le Duce réagira, je vous prie de rester à la porte du salon où nous nous retirerons pour discuter. En cas de nécessité vous interviendrez... » Il se tait, puis ajoute : « j'attendais depuis des jours la bonne occasion. Désormais je n'ai plus de doute sur l'aversion des masses pour le Duce et le fascisme ; de plus, j'ai de bons motifs pour considérer la guerre comme irrémédiablement perdue. »

Entre temps, le général des carabiniers Cerica, qui a reçu d'Ambrosio l'ordre verbal d'arrêter le Duce et se le fait confirmer par Acquarone « au nom du roi », met en place son dispositif ; il insiste pour que l'arrestation, pour des raisons de commodité, ait lieu dans le parc même de la villa. A 4 heures 1/2, Acquarone vient en informer Victor-Emmanuel. « Le souverain a un mouvement d'humeur, discute d'une façon rapide et sèche avec Acquarone, puis, enfin, cède. » A 16 heures 55 apparaît la voiture du Duce. Puntoni prend son poste d'observation et d'écoute comme il en était convenu.

Mussolini a ainsi décrit son état d'esprit : « Je me sentais parfaitement calme. J'avais emporté avec moi divers documents relatifs au vote du Grand Conseil et je savais fort bien que le Grand Conseil ayant uniquement voix consultative, les événements de la veille ne devaient pas entraîner de conséquences graves. J'avais, d'autre part, la conviction que le roi allait me retirer le mandat qui m'avait, le 10 juin 1940, placé à la tête des Forces armées : or, j'avais depuis longtemps l'intention de résilier ce mandat, c'est donc d'un esprit parfaitement serein, et détaché de toute préoccupation, que je pénétrai Villa Adda [ou Savoia]. »

L'entretien dura une vingtaine de minutes. Nous n'en avions jusqu'à

présent que deux récits également tendancieux, celui de Mussolini et la version du roi recueillie par ses intimes et que nous donne Badoglio (1). Le Duce trouve le roi « blême, paraissant plus petit encore que d'habitude, presque ratatiné » et parlant d'une voix hésitante. Il lui dit que les Alpins refusent de se battre pour Mussolini, que le vote du Grand Conseil est une catastrophe, qu'il est « l'homme le plus haï de toute l'Italie ». « Vous ne pouvez plus compter sur vos amis. Un seul vous reste : moi. C'est pourquoi, vous pouvez en avoir ma parole, vous n'avez pas à vous préoccuper de votre sécurité personnelle, j'y veillerai » ; il l'informe ensuite qu'il confie le pouvoir à Badoglio, mais, réservant l'avenir, « dans six mois nous verrons », à quoi Mussolini aurait répondu avec la plus ferme dignité, appelant l'attention du souverain sur la gravité de la décision qu'il prenait, le mettant en garde contre le coup dur que subira le moral des armées. « Qu'importe que les soldats refusent de combattre pour Mussolini, aurait-il dit, s'ils sont disposés à le faire pour le roi. » Sa chute sera un triomphe pour Churchill et pour Staline. « Quoi qu'il en soit, il souhaite bonne chance à l'homme qui prendra la situation en main. »

Dans la version royale apparaît un Mussolini ratiocinant sur la validité constitutionnelle du vote au Grand Conseil, s'efforçant de paraître désinvolte, sûr de son fait, puis soudain qui s'effondre lamentablement lorsque le roi lui apprend qu'il le remplace par Badoglio, et balbutiant : « Alors tout est fini? Alors tout est fini ! Qu'adviendra-t-il de moi et de ma famille? »

Le général Puntoni qui, par ordre du roi, écoutait à la porte, malheureusement entendait mal ; son témoignage est à la fois décevant et très révélateur du caractère du souverain. Mussolini parlait à voix basse ; il commence par exposer la situation militaire et fait le récit de la nuit du Grand Conseil. Puis s'élève la voix du roi : il dit qu'étant donné la situation militaire et la situation intérieure qui s'est créée au cours des dernières heures, il se sent contraint, bien malgré lui et à son grand regret, de franchir un pas que seules les circonstances lui imposent. « Je vous aime bien, dit-il au Duce, et je l'ai plus d'une fois prouvé en vous défendant contre toute attaque, mais cette fois, je dois vous prier de quitter votre poste et de me laisser libre de confier à d'autres le gouvernement... » Un silence, puis on entend, comme un chuchotement, la voix du Duce interrompue de temps en temps par de brèves répliques du souverain qui insiste sur sa décision et sur ses regrets. Le roi fait allusion à l'affront que lui a fait Mussolini lorsque, sans même sauver la forme, il avait voulu assumer le commandement suprême des Forces armées : « J'entendis nettement cette phrase : « Et l'on m'a assuré que ces deux loqueteux [*quei due straccioni*] de Farinacci et de Buffarini, que vous aviez près de vous, lorsqu'on ne savait si je signerais ou non le

(1) Mussolini, *Mémoires*, p. 101-102. Badoglio, *ouvr. cité*, ch. vi.

décret s'écrièrent : « Il le signera, ou nous l'y forcerons à coups de pied au derrière [*a calci nel sedere*]. »

Mussolini ne soufflait mot, le souverain ne lui faisait plus trêve. Tous deux parlaient comme s'ils craignaient d'être écoutés, Puntoni n'entendait que des bribes de phrases. Ils parlèrent de la situation militaire ; le roi jugeait la guerre perdue, la situation intérieure de l'Allemagne des plus graves : « Je dois intervenir pour sauver le pays de massacres inutiles et essayer d'obtenir de l'ennemi un traitement moins inhumain. » Le Duce demanda : « Et maintenant que dois-je faire? » Je ne compris pas les premiers mots de la réponse du roi, mais j'entendis nettement : « Je réponds sur ma tête de votre sécurité personnelle. Soyez sûr que... » Puis Puntoni comprend que le roi informe le Duce que son successeur sera Badoglio. Du salon ne vint plus qu'un silence coupé par une phrase que le roi à plusieurs reprises répéta : « Je regrette, je regrette, mais la solution ne pouvait plus être ajournée. »

Le souverain fait signe que l'entretien est fini. Mussolini retrouve dans l'antichambre son secrétaire particulier De Cesare. Tous deux cherchent leur voiture. Ils sont dirigés par un officier vers une auto-ambulance : « C'est pour votre sécurité », dit l'officier. « Je n'en crois rien », répond le Duce, mais il y monte docilement et la voiture sort de la villa royale par une issue de service. Devant la grille principale, l'escorte du Duce attendra patiemment jusqu'à 9 heures du soir, persuadée que le dictateur a été retenu à dîner.

* * *

Ce n'est que le soir à 22 heures 45 que la radio annonce l'acceptation par le roi de la « démission » du chef du Gouvernement, le « chevalier Mussolini », et son remplacement par le maréchal Badoglio. Suivent deux proclamations aux Italiens — rédigées par l'ancien président Orlando. Dans l'une, le roi annonce qu'il prend le commandement des Forces armées et que nul désordre, nulle récrimination ne seront tolérés. Dans l'autre, le maréchal annonce qu'il assume le gouvernement militaire du Pays avec les pleins pouvoirs ; que « la guerre continue » et que « l'Italie... gardienne jalouse de ses traditions millénaires reste fidèle à la parole donnée ».

Une immense explosion de joie éclate dans les quartiers populaires de Rome à l'annonce de la chute de Mussolini, mais pas de désordres sérieux. Du côté fasciste, aucune réaction, ni de la part de Scorza ni du commandant de la milice Galbiati qui, prévenu dès 19 heures 30, n'a même pas essayé d'alerter ses troupes, ni la fameuse division cuirassée « M » (don de Himmler à Mussolini pour sa garde personnelle), qui se trouve cantonnée à quelque trente kilomètres de Rome et dont la présence causait grand souci au général Ambrosio (1). Scorza et les principaux hié-

(1) Enzo Galbiati, *il 25 luglio...*, voir le compte rendu de cet ouvrage dans le

rarques disparaissent. Farinacci, Vittorio Mussolini et quelques autres se réfugient à l'ambassade d'Allemagne (1), tous craignent une nuit de la Saint-Barthélemy, qui finalement ne s'en prend qu'aux bustes, aux portraits du dictateur et aux emblèmes fascistes sur les monuments publics.

La conjuration confuse et désordonnée de quelques dizaines de personnalités politiques ou militaires — collusion de la peur, de l'intérêt, de rancunes personnelles, du souci patriotique certes, mais surtout d'un extrême désarroi (2) — avait suffi à réduire en poudre un régime vermoulu, qui n'était plus qu'un épouvantail. Patiemment, le roi avait su guetter — avec quelle ruse et quelle prudence ! pour s'en tenir aux euphémismes — le cheminement parallèle de la rébellion des cadres fascistes et du *pronunciamento* militaire, accordant en dernier lieu à celui-ci les mérites et les bénéfices de l'opération. Restauré dans ses prérogatives royales, délivré d'une tutelle qu'il supportait depuis longtemps en silence, mais avec impatience, qu'allait faire le vieux souverain? Ni lui ni le vieux maréchal qu'il s'est adjoint — prestigieux mais infatué, ignorant de la chose politique — ne disposent des premiers éléments d'un plan d'action. Mussolini éliminé, la situation de l'Italie demeurait aussi critique qu'avant le 25 juillet. Mais le fascisme était mort — presque de mort naturelle — et ce n'est pas sa dérisoire résurrection, sous tutelle allemande, au cours de la République sociale de Salò, qui allait lui rendre vie.

F. Debyser.

numéro de juillet de cette *Revue*, p. 69-73. Galbiati, il est vrai, ne savait pas encore que Mussolini était arrêté.

(1) Dollmann, *ouvr. cité*, ch. vii, fait un récit sévèrement ironique de la débandade fasciste telle qu'il la vit de l'ambassade d'Allemagne.

(2) Ce désarroi est tel, et si évident, qu'on ne peut que repousser l'injuste et méprisant jugement de Lord Alexander, dans son rapport sur les opérations d'Italie (*Supplement to the London Gazette June 6th 1950*), qui voit dans le changement de camp italien « un froid calcul de l'État-Major inspiré par le *sacro egoismo* » et, dans la décision du gouvernement, un désir « de voler au secours de la victoire, comme l'ont toujours fait, dans le passé, les hommes d'État italiens » (p. 2885 et 2888).

LE CONGRÈS DE VÉRONE

(14 Novembre 1943)

ET LE PROGRAMME DE LA RÉPUBLIQUE DE SALO

Lors du premier Conseil des Ministres du nouveau régime fasciste républicain, le 23 septembre 1943, et également au Conseil du 27 octobre 1943, fut annoncée « la préparation d'une Assemblée constituante extraordinaire qui aurait pour tâche de poser de solides bases pour la *R. S. I.* (*Repubblica Sociale Italiana*) ». Elle se réunirait pour discuter et approuver les statuts fondamentaux d'un caractère authentiquement révolutionnaire. La rupture historique avec la monarchie et l'édification d'une République socialiste devaient être ratifiées par la volonté populaire. La technique de l'appui des masses serait organisée pour approuver un programme qui mettrait en échec avec efficacité, sur le plan des idées et du soutien affectif, le contre-appel du gouvernement Badoglio dans le Sud et l'unification de la résistance, idéologique et militaire, des groupes de partisans qui s'implantaient dans le Nord.

La mise sur pied d'un tel *new deal* présentait de graves difficultés au point de vue juridique. L'administration du moment était une administration *de facto* à tous points de vue.

Nommée par les Allemands, à Rome, au sein d'un groupe fortuit de *ci-devant* politiciens et fonctionnaires fascistes, encerclée par les postes allemands de contrôle militaire dans l'espace limité des lacs du nord, les contacts avec les provinces officiellement sous son autorité étaient fragiles. La presse et la radio, soumises toutes deux à la censure allemande, avaient commencé à rallier l'opinion et avaient entrepris une lutte verbeuse et incohérente. Dans de telles conditions, l'ensemble du problème prenait une apparence d'irréalité. Il n'existait pas de mécanisme constitutionnel pouvant servir à des fins électorales. L'apparition de nouveaux partis dans le sens formel du terme était inconcevable. Les mesures pratiques de convocation d'une assemblée devaient fatalement incomber aux cadres du *Parti républicain fasciste.* Un tel état de choses excluait, dès le début, la mise sur pied d'un corps constituant effectif, que, de toute façon, le contexte de la guerre et la présence en tous lieux des Allemands rendaient chimériques.

Mussolini, avec son sens intuitif du possible, comprit l'impossibilité

de toute entreprise efficace de grande envergure. L'idée d'un retour du mouvement fasciste à ses origines socialistes républicaines, la renaissance des vieux slogans anti-ploutocratiques et anarchisants, étaient un ensemble d'artifices tactiques dans ce jeu de la guerre politique, que le *Duce* comprenait si bien. Vingt ans auparavant, il s'était lancé à la conquête du pouvoir contre une machine étatique déjà décomposée de l'intérieur et réduite à la défensive par le succès de tels procédés. Le système était trop connu pour pouvoir être répété ; la magie aussi bien que le prestige faisaient défaut. Les éléments de résistance dans le Nord, qui se disputaient la fidélité des masses, constituaient par leur présence même une réaction efficace et sans cesse croissante contre le système que symbolisait le *Duce* du fascisme. Et la structure politique du Sud, le Sud de Badoglio et de la monarchie, qui pouvait être touché par un mouvement révolutionnaire socialiste authentique, et qui l'a été, mais de l'intérieur, pouvait difficilement être ébranlée par de tels slogans d'une telle origine.

Le dilemme de Mussolini était absolu. Au fond, son idée d'un programme socialiste était un artifice de lutte politique utilisé pour retirer à l'adversaire l'appui des masses. Mais essayer de les rallier à une cause néo-fasciste signifiait s'aliéner les dirigeants industriels de l'Italie du Nord, qui avaient été autrefois les principaux soutiens du fascisme ; c'était inquiéter les Allemands, qui n'étaient que trop prêts à intervenir dans l'éventualité douteuse d'un ralliement sincère des ouvriers et des paysans à un thème socialiste ; c'était démoraliser les éléments fascistes extrémistes, historiquement ancrés dans les couches de la classe moyenne des villes du Nord et dans les échelons inférieurs de l'ancienne administration.

L'effondrement, silencieux et total, dans la matinée du 26 juillet 1943, du mécanisme de l'ensemble du parti fasciste, sans qu'un geste fût fait pour défendre le *Duce* et le fascisme, est vraiment un événement historique. Les emblèmes et les symboles de vingt ans d'un tel régime furent balayés sans peine par le gouvernement Badoglio. Abandonné par ses leaders, tout un mouvement politique s'était désintégré.

La réapparition inattendue et brutale, en septembre, de Mussolini en Allemagne, suivie des déclarations à la radio, annonçant la formation imminente d'un nouveau gouvernement et la constitution d'un *parti républicain fasciste* avec Alessandro Pavolini comme secrétaire « *professionnel* », engendra un certain remous d'idées et d'expectatives parmi les adhérents et les factions du mouvement fasciste en décomposition. Le *Duce* fut chargé officiellement d'assurer la renaissance politique du fascisme.

L'arrivée à Rome de Pavolini, le 17 septembre, muni d'instructions pour dresser une liste de ministres du gouvernement du nouveau parti, révéla d'un coup l'étendue de l'atteinte portée au prestige du fascisme dans les cercles de l'ancien parti par le coup d'État de juillet et l'interrègne de Badoglio. Il était naturel que l'effet de désintégration

de ces événements ait été très sensible à Rome même, mais il se répandit aussi dans le Nord. Même les fascistes les plus fidèles doutaient du sens d'une restauration automatique et sans critique.

Mais l'annonce du nouveau gouvernement, le 27 septembre, et la décision de ne pas retourner à Rome attirèrent l'attention vers le Nord. Suivant les directives de la radio, les éléments de la structure du nouveau parti, fondée sur le vieux système provincial, apparurent. En octobre déjà, environ 250.000 membres s'étaient inscrits, parmi lesquels on en comptait 5.000 rien que pour Florence, centre historique des *groupes d'action* des années 1920. Mais ils se ralliaient avec des sentiments divers, où entraient la revanche d'une trahison passée, le désir de réaliser l' « union nationale » et de mettre fin à la tyrannie d'un parti monolithique, et le souci de sauvegarder emplois et carrières. L'ancien régionalisme des premiers temps du fascisme s'installa très tôt de lui-même et, dans chaque capitale régionale, des discussions spontanées et libres s'élevèrent en l'absence de toute affirmation d'une autorité politique centrale. Une presse locale ressurgit, en même temps qu'apparaissait un mouvement appréciable pour une réconciliation et un *new deal*. Le premier centre de ces activités se situait dans la province de Venise. A la fin de septembre, un communiste prit la parole à une réunion du parti fasciste de cette ville. A Bologne, les éléments fascistes, en particulier Giorgio Pini, en sa qualité de rédacteur en chef du journal *Il Resto Del Carlino* qui réapparaissait, et Godfredo Coppola, recteur de l'Université, s'exprimèrent ouvertement en faveur d'un *Front national*. A Padoue, Biggini, désormais ministre de l'Éducation nationale dans le nouveau gouvernement, n'inquiéta pas dans ses fonctions de recteur de l'Université Concetto Marchesi, intellectuel et communiste de premier plan. Des mouvements similaires se produisirent à Turin, à Savone, à Verone autour du journal de Castelletti, l'*Arena*, et à Milan, où Carlo Borsani, héros de guerre aveugle, en prit la tête.

La réaction ne se fit pas attendre longtemps. Le 5 octobre, Pavolini donna l'ordre aux fédérations du parti de prendre position contre la « pacification ».

> « Dans le domaine de la politique intérieure et des relations avec les opposants et les ex-opposants, il est, pour le moins, inutile de continuer à faire écho aux positions prises par le fascisme dans certaines provinces les premiers jours de la reconstruction. » Il n'y avait pas lieu de s'abandonner à « des appels trop vastes pour une embrassade générale ». Le tribunal d'exception s'occuperait des traîtres (1).

Quelques jours plus tard, Mezzasomma, ministre de la Culture populaire, autre « *Toscan* » intransigeant qui faisait partie du nouveau gouvernement, donnait des directives à la presse locale. « Les journaux doivent s'abstenir de publier des appels à la pacification des esprits et

(1) Tamaro, *Due Anni di Storia*, II, p. 215.

des cœurs, à la fraternisation des Italiens. Après quarante-cinq jours d'empoisonnement de l'opinion publique, de diffamation, de sermons haineux et de chasse à l'homme, certaines manifestations de piété ne révèlent que faiblesse et tiédeur (1). »

Le noyau des anciennes factions fascistes, resté sur ses positions, avait reconnu ses maîtres dans les *Toscans* Pavolini, Ricci, Buffarini et Mezzasomma, et avait, en fait, trouvé son assise géographique dans toute la Toscane. Un après l'autre, les états-majors fascistes officiels d'Arezzo, de Pavie, de Milan, de Turin et d'autres, s'élevèrent contre toute forme de « collaboration » avec les éléments modérés.

C'est pourquoi, en l'absence d'un mouvement révolutionnaire spontané, répondant au retour arbitraire du *Duce* dans les affaires italiennes, le dernier mot de toute élaboration d'une constitution devait appartenir à ce reliquat aigri de la vieille équipe fasciste, unique noyau de tout soutien matériel du gouvernement « provisoire », et non aux ex-syndicalistes et aux journalistes progressistes, qui se ralliaient avec leurs illusions personnelles contraires à l'histoire et qui croyaient à un « nouveau » fascisme de gauche, purgé des expériences de vingt années.

Cependant, certaines tendances réformistes sincères et fortes essayèrent encore de s'affirmer au sein du parti, et des signes de révolte se manifestèrent contre l'autorité affichée d'une clique, dont les noms étaient liés aux défauts de structure de l'ancien parti. De telles critiques jointes à un tel désir d'éviter les fautes passées ne s'exprimaient jusqu'alors que dans des réunions de villes de province et dans des articles de presse locale. Le *Comité* du parti en fonction était en danger de perdre son autorité. C'est pourquoi, par tactique, il était essentiel de centraliser, de provoquer un exutoire et d'entreprendre une enquête sous le contrôle direct des meneurs en place. Tel était le but du congrès de Vérone, et c'était à Alessandro Pavolini qu'incombaient la tâche particulière et la responsabilité d'organiser le débat autour d'un manifeste écrit, et de réaffirmer l'autorité absolue du Parti.

Mussolini n'avait évidemment pas l'intention de manifester clairement sa présence derrière le secrétaire du Parti. Il préférait rester dans un isolement dédaigneux, en apparence pour permettre une discussion ouverte, mais en réalité pour éviter de se trouver à la merci exclusive d'un clan. « Il n'aime pas les situations claires et nettes, et soumet ainsi ses collaborateurs à une usure continue et dangereuse (2). »

Le message spécial d'éloge, qu'il envoya à Concetto Pettinato à ce moment-là, est caractéristique. Ce dernier, rédacteur en chef de *La Stampa* de Turin, antifasciste exilé en Suisse, avait regagné l'Italie en septembre et s'était rallié au nouveau régime afin de jouer un rôle dans les attaques portées au rigorisme conformiste de Pavolini et de ses amis.

Le 28 octobre 1943, Pavolini prononça un discours à l'occasion de

(1) Le 15 octobre. Cf. Amicucci, *I 600 Giorni de Mussolini*, p. 122.
(2) Buffarini à Dolfin, dans le *Journal* de ce dernier, p. 12.

l'anniversaire de la *Marche sur Rome* et fit cette déclaration solennelle :

> Par décision du *Duce*, le Parti, lors d'une très prochaine réunion, établira sous forme de programme des directives précises, relatives aux problèmes les plus importants de l'État, et aux nouvelles réalisations à mener à bonne fin dans le domaine du travail, réalisations que nous n'avons pas honte d'appeler socialistes, terme qui leur convient mieux que celui de sociales (1)...

C'est la première fois que l'idée d'une *Assemblée constituante* était officiellement remplacée par celle d'un *Congrès du Parti*, et cette nouvelle décision entraînait des conséquences très différentes (2).

Les délégués des organisations du parti du Nord de l'Italie furent alors convoqués à un congrès à Vérone, le 14 novembre.

Les directives pour le prochain congrès paraissent avoir été préparées tout d'abord à partir d'un projet mis sur pied par Mussolini lui-même (3). Il semble également avoir tenu compte, parmi d'autres mémoires présentés, des théories hybrides d'un social-communiste renégat, Nicola Bombacci, qui s'était attaché à Mussolini en s'attribuant de lui-même le rôle de conseiller pendant cette période, et qui avait adhéré au nouveau régime comme une espèce de porte-parole « prolétarien ». Son passé était peu commun, et sa carrière est de quelque intérêt, car il apparaît fréquemment à Salo aux côtés de Mussolini durant ces mois-ci et jusqu'au bout. Il avait été instituteur en Romagne, dans le même district que Mussolini. Les deux hommes se connurent et se rencontrèrent aux réunions socialistes. Leurs routes divergèrent très tôt. Bombacci adhéra au parti communiste italien et fut, à un moment donné, député. En 1927, il fut expulsé du parti communiste, et, durant les années suivantes, échoua aux abords des administrations fascistes. Agitateur instable et infatigable, attirant l'attention avec sa chevelure blanche et sa barbe luxuriante, il symbolisait le type d'anarchiste de sa Romagne natale. Son enthousiasme incohérent pour une Italie *prolétaire*, éternellement en lutte contre l'impérialisme capitaliste, trouva un faible mais réel écho dans la *république socialiste* récemment proclamée. Son bagage de mots-clefs idéologiques, plutôt défraîchis, ressemblait un peu à celui de Mussolini lui-même, et il bombardait son collègue, perdu de vue depuis longtemps, de mémoires et de conseils, avec toute la ténacité d'un renégat à la dérive. Il n'y a pas de doute que des traces visibles en demeurent dans le document final qui fut transmis au Parti par le secrétariat de *Duce*. Mais le manifeste politique final,

(1) Relevé dans Galanti, *Socializzazione e sindicalismo nel R. S. I*, p. 24.

(2) On ne comprend pas très bien pourquoi le projet original de tenir une *Assemblée constituante* fut abandonné si brutalement. Pavolini et Buffarini-Guidi semblent avoir dit tous deux que c'était à la demande expresse du Duce (cf. Spampanato, *Contro Memoriale*, II, p. 122-123). Il n'y a aucune preuve de quelque pression allemande.

(3) Cf. Pini, *Itinerario Tragico*, p. 272, et la remarque de Mussolini à l'auteur : « Comment aurais-je pu refuser les dix-huit points qui furent rédigés par moi sur cette table même? »

qui devait être lu au Congrès, fut mis au point par Pavolini dans les bureaux du *Parti républicain fasciste*, à Maderne, et soumis au *Duce* à son retour d'un bref séjour à La Rocca (1).

Le projet en élaboration devait faire face à des exigences contradictoires : être le manifeste d'un mouvement socialiste républicain unifié, faire appel au désir longtemps réprimé de justice sociale sans accorder aux masses aucun pouvoir démocratique, ni affaiblir le monopole politique du parti néo-fasciste.

Le projet définitif se présentait sous la forme de dix-huit points (2). Tout d'abord « quant aux questions constitutionnelles et intérieures », l'*Assemblée constituante*, pouvoir souverain d'origine populaire, serait convoquée pour annoncer la disparition de la monarchie, proclamer la *République sociale* et en désigner le chef. Sa composition serait « la synthèse de toutes les valeurs de la Nation ». Le chef de l'État serait désigné tous les cinq ans « par les citoyens ».

Aucun citoyen en état d'arrestation ne pourrait être détenu plus de sept jours sans un ordre des autorités judiciaires. La magistrature remplirait ses fonctions en toute indépendance.

Le futur mécanisme électoral ressortirait d'un « système mixte ».

L'organisme à qui incombe le soin d'éduquer le peuple sur les problèmes politiques est unique : Le Parti... digne d'être le gardien de l'idéal révolutionnaire.

La carte de membre n'est pas exigée pour fonctions ou emplois (3).

La religion de la République est celle de l'Église catholique romaine. Ceux des autres cultes qui ne seront pas en conflit avec la loi seront respectés. « Les membres de la race juive sont des étrangers. » Durant cette guerre, ils relèvent d'une « nationalité ennemie ».

Les buts essentiels de la politique étrangère sont l'unité intégrale, « l'indépendance de la mère patrie », la reconnaissance de la nécessité de l'espace vital pour une population de 45 millions d'habitants.

Une politique sera adoptée de nature à poursuivre la réalisation d'une communauté européenne par la fédération de toutes les nations qui acceptent les principes fondamentaux suivants.

« 1) L'élimination du continent des intrigues mondiales britanniques.

« 2) A l'intérieur abolition du système capitaliste, et à l'extérieur lutte contre les ploutocraties du monde.

« 3) La mise en valeur, dans l'intérêt des peuples européens et indigènes, des ressources naturelles de l'Afrique, dans le respect total, en particulier de ceux des peuples musulmans qui, comme l'Égypte, sont déjà organisés en tant qu'état et nation. »

Dans le domaine social, la République se fonde avant tout sur le travail : manuel, technique et intellectuel. La propriété privée — résultat du travail et de l'épargne individuelle, achèvement de la personnalité humaine — est garantie par l'État.

(1) Ils ne manquaient cependant pas de conseils. Cf. Spampanato, *Contro Memoriale*, vol. II, p. 119, et le propre mémoire de l'auteur, *Ibid.*, p. 454. Mussolini disait au général Canevari, *secrétaire aux Forces armées*, le 7 novembre « qu'il était très satisfait du travail fait sur la constitution républicaine, qui avait été préparé par des experts conpétents ; constitution d'un type nord-américain avec quelque chose de la Constitution turque ».

(2) Cf. texte entier dans Tamaro, II, p. 249.

(3) Ce point souleva rapidement l'espoir que le monopole du parti, dans les postes administratifs, serait modifié, mais il resta lettre morte. Sur la controverse, cf. Spampanato, II, p. 120.

Les services publics et, par principe, les industries de guerre doivent être dirigés par l'État.

Les groupements professionnels fusionneront dans une *Confédération générale du travail.* « Toute l'impressionnante législature sociale réalisée par le régime fasciste en vingt ans demeure intacte. » La *Charte du Travail* est sa consécration et le point de départ d'un progrès ultérieur.

Quoique Mussolini ait pensé en lui-même de ce document, son commentaire public apparaît sous forme d'un article distribué à la Presse, le 13 novembre.

« La réforme sociale en progrès... sera la suprême réalisation d'un fascisme profondément humanitaire et rigoureusement italien, remontant aux traditions séculaires de notre humanisme et de notre *Mazzinianisme* dans son essence spirituelle, et résolvant de façon totale et définitive les besoins et les aspirations des classes laborieuses (1)... » Et plus loin : « Le fascisme, libéré de nombreuses enveloppes clinquantes qui ont ralenti sa marche, et des trop nombreux compromis auxquels il fut réduit par les circonstances, est revenu à ses origines révolutionnaires dans tous les domaines, et en particulier dans le domaine social... »

Le matin du 14 novembre, les délégués des fédérations et syndicats fascistes, représentant environ 251.000 membres du parti, se rassemblèrent dans la salle principale du Castelvecchio à Vérone, pour entendre le « rapport national » du secrétaire du parti, Pavolini, qui présidait.

On lut un message du *Duce*, qui exaltait la nécessité de passer aussi rapidement que possible de la discussion politique à la défense armée de la *République sociale*, c'est-à-dire « fasciste dans le sens originel de la révolution ». C'était la première fois qu'un tel vocabulaire était utilisé.

Le discours de Pavolini ne fut pas remarquable. Il traita des devoirs du nouveau fascisme simplement comme une introduction à la séance de l'après-midi où la discussion serait ouverte à tous.

Dans l'atmosphère surchauffée et tendue qui suivit, des opinions désordonnées jaillirent à travers la salle : attaques contre des ministres tels que Buffarini, et le *Vieux Gang*, menaces d'une *marche sur Gargnano* ; critique de Mussolini sur ses relations avec Clara Petacci ; appels à l'unité, à l'abolition de la propriété privée, au jugement immédiat des traîtres par le Congrès lui-même.

Aucune conclusion cohérente ne sortit de ce tumulte discordant.

L'élément déterminant de la discussion, et son tournant, fut la nouvelle qui se répandit dans la salle pendant la séance de l'après-midi, de l'assassinat du responsable néo-fasciste de la région de Ferrare. L'assemblée réclama bruyamment une action immédiate. Des groupes fascistes furent envoyés de Padoue et de Vérone en une expédition punitive qui entraîna l'exécution de dix-sept antifascistes détenus dans la prison de Ferrare. Le *new deal* se trouvait ramené à une vendetta.

Pavolini clôtura la discussion à ce moment-là. Il lut en entier les dix-

(1) Relevé dans Tamaro, II, p. 220.

huit points du Manifeste qui furent approuvés par acclamations, rapidement et sans observation. L'assemblée se dispersa dans un état de confuse euphorie.

Le but essentiel avait été atteint. Un torrent de discussions avait été canalisé dans un rassemblement officiel, sous l'égide de la direction du parti, et dispersé. Aucun défi n'avait été porté à l'autorité de Pavolini, ni au fascisme traditionnel des groupes d'action. Mais sa position n'en était pas pour autant renforcée.

Dans une conversation avec Dolfin, son secrétaire, Mussolini donna son appréciation personnelle sur le congrès de Vérone (1). « Ce fut une confusion totale, beaucoup de paroles incohérentes, peu d'idées claires et nettes. Les tendances les plus étranges se sont révélées, jusqu'à la tendance communiste. Quelqu'un exigea même l'abolition immédiate de la propriété privée. Il y a vraiment de quoi se demander à quoi a servi la lutte menée pendant vingt ans contre les communistes. Selon ces « gauchistes », nous devrions être arrivés aujourd'hui à une étreinte universelle, les comprenant aussi (les communistes). Toutes ces manifestations verbeuses montrent clairement combien peu nombreux sont les fascistes qui ont quelque idée nette du fascisme... Et cependant aucun de ces hommes, qui possèdent tout un lot d'idées à répandre, *ne vient vers moi et ne demande à se battre.* Le sort de la république se jouera... au front et non dans des congrès (2). »

Mais peut-être les conséquences immédiates de l'affirmation de la suprématie de Pavolini sur le parti, à Vérone, furent-elles de précipiter le mouvement vers la guerre civile et d'accentuer la division profonde de l'Italie du Nord.

« L'action du *néo-squadrisme*, qui provoqua une réaction en chaîne d'assassinats... a figé le courant de sympathie qui se renforçait autour du régime (3). »

Ainsi, vingt ans plus tard, les luttes des années 1920-1921 devaient reprendre. C'était une revanche longtemps différée. Les groupes de partisans de 1943 étaient les héritiers des victimes des groupes d'action fascistes, et les situations devaient inexorablement se renverser.

F. W. Deakin,
St-Antony's College, Oxford.

(1) Dolfin, p. 97.

(2) Le commentaire de Goebbels dans son journal était analogue. « En cette cinquième année de guerre, le socialisme est devenu un thème favori, surtout de ceux qui ne tiennent pas à avoir affaire à lui. Le parti fasciste lui aussi, durant le Congrès de Milan, élabora un nouveau programme socialiste qui traite de tout. Si ce programme social devait effectivement être réalisé, nous aurions motif à avoir honte de nous face au radicalisme des fascistes. Mais c'est délibérément que je dis « si ». Au moment décisif, les fascistes abandonneront leur radicalisme et neutraliseront tout par respectabilité bourgeoise. »

(3) Mussolini à Mazzolini, secrétaire général chargé des Affaires étrangères à Salo. Cf. Tamaro, II, p. 229.

A PROPOS
DE QUELQUES RÉCENTES BIOGRAPHIES
DE BENITO MUSSOLINI

Il est assez significatif que les biographies de Mussolini écrites par des fascistes nous frappent par leurs grandes dimensions. Les deux premiers ouvrages indiqués ci-dessous (1), qui ne font pas mystère de l'idéologie politique qui les inspire, rentrent dans cette catégorie. Surtout le premier dont l'auteur, Yvon de Begnac, était déjà connu pendant le régime fasciste comme biographe officiel de Mussolini, à qui il avait consacré trois gros volumes sur les années de jeunesse (2).

Il faut rechercher les causes d'une telle prolixité dans la tendance que montrent les biographes apologétistes à ne pas savoir distinguer, dans la grande masse de matériaux qu'on peut toujours rassembler autour de personnages contemporains d'un aussi grand volume, entre ce qui vaut la peine d'être rappelé et ce qui n'est que chronique insignifiante. La tendance à l'obséquiosité admirative amène invariablement ces biographes à ne rien omettre de tout ce qui n'entache pas la figure du personnage, comme s'ils redoutaient que leur fût reproché l'oubli de quelques précieux fragments de la vie du grand homme. De plus, la prolixité à laquelle s'abandonne plus ou moins consciemment l'apologétiste finit par altérer les perspectives, car il n'apporte presque jamais, comme support à ses interprétations partisanes, une documentation adéquate qui serait en pareil cas absolument nécessaire. La documentation qui, pourtant, est généralement abondante dans ce genre d'ouvrage, procède bien des fois indépendamment du jugement historique, sans le rencontrer et sans s'intégrer à lui.

Je ne veux pas dire par là que la littérature antifasciste consacrée à Mussolini et au fascisme soit tout à fait dénuée d'impul-

(1) Yvon de Begnac, *Palazzo Venezia — Storia di un regime*, Roma, Éd. La Rocca, 1950, p. 766. Giorgio Pini-Duilio Susmel, *Mussolini, l'uomo e l'opera (1883-1940)*, 3 vol., Firenze, La Fénice, 1953-1955.

(2) *Alla Scuola della Rivoluzione antica : Vita dei Mussolini dalle origini al dicembre 1904* (Mondadori, 1936) ; *La strada verso il popolo : vita di Mussolini dal gennaio 1905 al dicembre 1909* (id., 1937) ; *Tempo d'attesa : vita di Mussolini dal gennaio 1910 al 24 maggio 1915* (id., 1940).

sions dictées par une prise de position. Il est pourtant certain que la tendance à des prises de position politiques y est beaucoup plus contrôlée et la mauvaise prolixité exceptionnelle. Chez quelques auteurs, comme Dorso ou Salvatorelli, l'effort de documentation est constant ; chez tous, ou presque, l'habitude des travaux historiques et une dignité professionnelle y sont évidentes ; et même là, où la veine polémique est plus vive (Salvemini, Rossi), le jugement n'est jamais vulgairement destructif ni l'attaque absolument gratuite.

Dans *Palazzo Venezia*, De Begnac rassemble sous la rubrique *Témoignages sur Mussolini* toutes les déclarations qu'il avait entendues de la bouche même du *Duce* durant un certain nombre d'années ; il y joint des passages recueillis dans une moindre mesure dans des écrits de Mussolini inédits ou peu connus, il les divise en arguments et les coordonne en chapitres précédés d'introductions dont les abondantes périodes nuisent souvent à la correction du style. Ce n'est pas l'intention biographique qui devrait prévaloir si l'on s'en tient au titre même de cet ouvrage ; mais pourtant, plus qu'à l'analyse de la politique fasciste, dirigée du *Palazzo Venezia*, l'auteur est irrésistiblement amené à s'occuper, d'une façon totalement absorbante, de la figure du *Duce*. Ébloui par cette présence, l'auteur place au début de l'ouvrage (1) un long discours, qu'il imagine prononcé par Mussolini, pour sa propre défense, dans un procès fictif intenté contre lui par le peuple constitué en assemblée. L'intention littéraire détruit toute autre tentative plus sérieuse de recherche historique. Et il s'agit d'une littérature médiocre, hagiographique, pleine de réminiscences de d'Annunzio et d'un romantisme éculé, mal assimilé de la pire philosophie allemande : depuis l'apothéose d'un État-Dieu, qui résume tout en lui-même, à l'identification de cet État avec le chef qui le dirige, à la solitude du surhomme, à sa sublime volonté de puissance. C'est ainsi qu'émerge du chaos de l'abjection des hommes communs et vulgaires, la grande image mussolinienne du *Réformateur*, qui parle à la première personne et qui affirme devant le peuple ses propres mérites méconnus, tel un nouveau Zarathoustra, placé au delà du bien et du mal. Il suffit, pour bien montrer la banalité et l'inutilité de ce discours, d'en citer quelques passages. « L'histoire a commencé avec moi — récite Mussolini. — Tout ce qui avait été ne pouvait être pour moi qu'un bagage encombrant sur la route que je me préparais à suivre. » On ne doit pas le juger comme un simple politicien, mais comme un « réformateur de la Société » venu pour révolutionner son siècle, en une claire vision de l'avenir :

> Les Réformateurs agissent contre ce qui leur est contemporain. Ils peuvent même nier les Dieux, mais ils se considèrent à coup sûr comme des émanations et des représentants de quelque chose qui est au-dessus et au delà des hommes... Le problème du Bien et du Mal, les Réformateurs le ramènent à

(1) Chap. III : *Le procès de Socrate.*

ce qu'ils ont l'intention de réaliser en obéissant à la prédestination qui commande chacun de leurs actes... (p. 84). Le Réformateur est cynique selon l'optique des savants, romantique quand la foule le considère comme l'unique voie de secours. » Les règles de vie commune lui répugnent : « La *cohérence* doit rester un filon d'or caché dans la gangue épaisse de nos souvenirs... Il écoute chacun, mais il ne croit qu'en lui. Son visage n'exprime pas d'émotions. Ennui, peine, satisfaction, il les laisse aux lieutenants. »

J'aurais évité au lecteur cette anthologie de banalités littéraires si de telles sornettes ne m'avaient semblé significatives ; et cela dans la mesure où ce jargon, ces images, ces exaltations inconsistantes viennent justement de la plume de celui qu'on peut appeler le biographe officiel de Mussolini, de celui qui partagea l'intimité du *Duce* pendant les années de sa gloire politique et finit par en assimiler le goût, le style, et la façon particulière de réagir sentimentalement et littérairement. C'est dans cet état de folie décadente et de faux héroïsme que De Begnac en vient à désirer pour Mussolini une mort différente de la véritable, non comme « Chef fantôme d'une Italie germanisée », mais en chemise noire aux côtés du peuple italien et décidé à protéger la péninsule à la fois « du pouvoir germanique et de l'assaut des Anglo-Américains et de leurs alliés de couleur ». Cette faculté de transfigurer fantastiquement la réalité fut commune à la plupart de ces hommes qui vécurent à cette même école de morale et dans les cercles fascistes ; c'est pourquoi les pages de Begnac valent plus comme document que comme ouvrage historique.

Traitant maintenant de la matière plus proprement historique de cet ouvrage, je voudrais observer comment la transformation mythique de la figure du *Duce* détermine toute l'exposition, orientée de manière à sauvegarder de défauts possibles la stature de l'homme, bien plus qu'à la juger. Le *Duce* est encore intouchable et presque irresponsable dans sa fonction de *Messie*. L'auteur ne peut pas passer sous silence la misère morale du personnel du parti (p. 415), la corruption de la dictature (p. 449), la violence brutale de la caste fasciste au pouvoir, la tyrannie des « *ras* » locaux, les inutiles massacres commis par les *squadracce*. Il récapitule les violences de l'automne et de l'hiver 1924 à Florence et dans les autres villes toscanes pour protester contre l'opposition ; il parle des maisons dévastées, des dizaines de bureaux détruits dans les professions libérales, des massacres d'ouvriers, des antifascistes tués, en précisant que « dans le groupe dirigeant de ces bandes fascistes, il y avait bien cinq récidivistes de délits contre la propriété » (p. 283). L'auteur reconnaît que l'assassinat du leader socialiste Matteotti en juin 1924, par des sicaires fascistes, eut un énorme retentissement dans tous les milieux du pays, au point de « pousser les trois quarts des dirigeants fascistes à reconnaître, du moins temporairement, la faillite sur le plan moral » (p. 229). Il avoue que, dans tout le pays, les assassinats politiques contre hommes de la gauche ou de l'opposition étaient provoqués par la masse

des « prétoriens », travaillant à l'ombre des « ras » locaux ou centraux, maîtres arbitraires de la vie des antifascistes.

Pourquoi donc, observons-nous, Mussolini ne doit-il pas être tenu responsable de ce qui arriva entre 1922 et 1924? Pourquoi le séparer des autres coupables? L'auteur, dans ce début, élabore une théorie de la violence, dans laquelle il distingue la violence physique brutale, de la violence politique, qui se justifie dans le droit :

« Pour la première fois en 1923 — écrit de Begnac — Mussolini rappela les fascistes au respect du pacte par lequel la violence politique, la force et le droit devaient rester un tout unique (p. 227). » Cela parce que « les conseillers de la première heure... n'avaient pas su passer de la violence physique à la violence politique ». A cause de cela, Mussolini, mis en face de l'assassinat de Matteotti ne s'en soucia pas (ce qui d'ailleurs est faux), « sûr de sa bonne conscience et sûr d'avoir, même d'un point de vue moral, obtenu la victoire au nom du droit du plus sage et du plus fort ».

De cette façon, l'auteur continue à interpréter le nouveau droit. Voici Farinacci, l'homme qui selon lui aurait dû diriger le parti à cette époque : « Forte personnalité, commente-t-il, créatrice dans le sens de la violence, qui s'efforce de devenir un droit » (p. 272).

Mise à part la théorie très fragile et très confuse de la « violence-droit », pourquoi donc se donner tant de mal pour distinguer le comportement du fascisme de celui de son chef, alors qu'avec une évidente incohérence, et justement dans les « prémisses » de son livre, De Begnac avait proclamé que le fascisme a toujours été l'homme-Mussolini et que l'on ne peut pas considérer le problème fasciste en dehors de lui?

Un autre refrain qui revient dans les « justifications » de Begnac est la négation, sous une forme polémique atténuée, de la thèse fondamentale de l'historiographie marxiste — sur laquelle je reviendrai — que le fascisme doit se ramener au phénomène de l'impérialisme bourgeois, phase avancée dans l'évolution du capitalisme. Là aussi l'argumentation de Begnac apparaît très faible. Il en revient à plusieurs reprise à affirmer que Mussolini, aidé au début par l'or des gros propriétaires terriens, « désireux de préserver l'ordre et de bénéficier d'un véritable servage, d'améliorations aux frais de l'état et de nouvelles taxes sur les blés » (p. 15), finit par s'en libérer en ne payant pas les traites, et que le fascisme, « né des ressources portées à son compte par les gros propriétaires et les grands industriels », finit abandonnné par eux, dans le sang de ses grands hommes et dans son propre sacrifice.

Mais la conclusion « morale » à laquelle parvient l'auteur n'enlève rien au poids de son affirmation initiale, que le fascisme vint au pouvoir grâce à l'aide des grandes fortunes et de la haute administration, affirmation qui, jusqu'à preuve du contraire, restera valable et confirmée.

Pour affaiblir l'argumentation de l'auteur, concourrent çà et là quelques notations qui lui échappent dans la peinture multicolore du régime. Tels sont les passages où il parle des projets fascistes et de la

masse des fonctionnaires du régime, transformés, une fois en place, en féroces soutiens « des droits de la réaction contre la sainteté (*sic*) de ceux du prolétariat » (p. 415) ; ou bien encore, lorsqu'il traite des industries malsaines qui se sauvent grâce à des « hiérarques » invités en temps opportun à en devenir les patrons. Une fois encore, l'auteur nous prouve, par mégarde, l'appui politique et financier donné au monde capitaliste par un régime qui n'avait en rien hérité des soi-disant dispositions socialistes de son chef, et qui, par sa nature propre et sa fin, s'était tenu à l'écart de toute évolution logique du mouvement ouvrier.

Enfin, il suffirait de citer des expressions mussoliniennes telles que : « l'équivoque entre le nationalisme et le fascisme doit cesser ; le nationalisme est impérialiste tandis que nous sommes expansionnistes... » ; ou encore : « L'histoire : mot bien grave pour qu'on l'abandonne à des rhéteurs. Je n'aime pas beaucoup me servir de tels termes », alors que pendant toute sa vie il en eut la bouche pleine. Ces expressions seraient suffisantes pour permettre à un écrivain humoristique de tracer un autre éclatant portrait du « *Duce* », celui de ses contradictions et de ses banalités, où le critère humoristique formerait le fil de la recherche. Une tentative réussie de ce genre est à remarquer, même si la plaquette de Isidoro Pagnotta, *Viva il Capomastro* (1), a été peu connue.

Bref, l'œuvre de Begnac est valable en tant que document, en quoi elle contribue à l'histoire de cette époque. Nombre de ses remarques, parce que exprimées avec ingénuité par un tel auteur, resteront comme preuves fondamentales pour toutes les futures recherches sur le fascisme : « Celui qui écrit ces pages — rappelle l'auteur — a vu des consuls, des consuls généraux et des ministres, nés du fascisme, soulever l'hilarité des milieux culturels étrangers et, par leur manque de formation, jeter le discrédit sur la Révolution dont ils s'étaient servis pour parvenir à toucher un traitement. Et ne parlons pas des préfets fascistes... » En vertu de la distinction entre l'éternel et l'accident, le *Duce* en sortait d'autant plus innocent que les activités des prétoriens apparaissaient plus troubles et misérables. Mais, de ce fait même, l'apologie s'est, peu à peu, transformée, dans les mains inconscientes de Begnac, en la complète et la plus précise des condamnations.

* * *

C'est dans une perspective différente que se situe l'autre volumineuse biographie écrite du côté fasciste sur Mussolini (quatre volumes, dont les trois premiers ont déjà parus) (2), par Giorgio Pini (ancien rédacteur en chef du *Popolo d'Italia* et haut fonctionnaire de la République sociale italienne) et Duilio Susmel, qui coopéra à l'édition des *Œuvres complètes*

(1) Cuneo, Panfilo editeur, 1946.
(2) *Op. cit.*

de Mussolini. Bien que les sources bibliographiques des auteurs de cet ouvrage soient presque toutes d'origine fasciste (très fréquemment, en effet, apparaît le nom de Begnac), leur langage, plus détaché et maîtrisé, résulte de la publication d'œuvres récentes plus critiques et de nature plus scientifiques (de Megaro à Salvemini et même à Monelli) dont le biographe fasciste ne pouvait pas évidemment ne pas tenir compte. J'emprunte cette observation au compte rendu de R. Luraghi sur le premier des volumes examinés (*Movimento operaio*, septembre et octobre 1954, Milan), auquel je renvoie volontiers le lecteur. En effet, la publication antérieure d'une œuvre sérieuse comme celle du Gaudens Mégaro (*Mussolini in the making*, trad. en italien, *Mussolini dal mito alla réalta*) (1) avait décrit en termes définitifs quelques traits de l'activité du jeune Mussolini et ne permettait donc plus à Pini-Susmel de décrire le séjour de Mussolini en Suisse, de juillet 1902 à décembre 1904, comme étant celui d'un ouvrier maçon et d'un étudiant, passant presque sous silence son action d'agitateur et d'athéiste militant, comme l'avait fait la précédente biographie officielle. Dans leur présentation, les auteurs n'omettent aucun épisode susceptible d'illustrer la première des deux activités ; ils ne nient pas, il est vrai, la deuxième, mais ils en minimisent l'importance. Ils adoptent, en effet, la tactique d'altérer indirectement l'interprétation des faits, en modifiant intentionnellement leur importance relative, ou bien en mutilant et en omettant les citations.

A la première période de la vie politique de Mussolini, après son séjour en Suisse, où il avait dû se réfugier en tant que déserteur, succède la période agitée de son activité dans les campagnes de Romagne où il aggrava le différend entre les journaliers et les métayers, à l'avantage, en définitive, des propriétaires terriens dont les métayers devinrent les alliés. Après son arrestation, motivée par sa participation à la grève des manœuvres en 1908, Mussolini vint à Trento où on l'avait appelé pour prendre le poste de « secrétaire au travail ».

Mégaro avait déjà détruit la légende lancée par une biographie partiale, selon laquelle Mussolini aurait été dans le Trentin un *irrédentiste*, anticipant sur son attitude nationaliste ultérieure, alors qu'en réalité Mussolini y avait pratiqué une action anti-nationaliste au point de traiter de « chiffon » le drapeau italien et s'était montré férocement anti-clérical. Sur ce point, Pini-Susmel passent non seulement sous silence l'attitude antinationale du futur *Duce*, mais ils tentent, à l'aide de citations ambiguës, de dépeindre des sentiments nationaux qui jamais n'inspirèrent, pendant toute cette période, le comportement de Mussolini.

Certains de ses articles, peu équivoques en la matière, écrits pendant ces années, furent republiés en 1911 dans *Il Trentino veduto da un socialista*, publication férocement attaquée en ce temps-là par les nationalistes et que l'on fit disparaître plus tard (c'est pourquoi le volume est

(1) Milano, Institut Ed. Italien, 1947.

presque introuvable). Dans ces articles il est écrit en toutes lettres que jamais le Trentin ne se soulèvera pour s'unir à l'Italie, que la police autrichienne était assez libérale et le régime pénitentiaire infiniment plus humain qu'en Italie. Quant à sa rencontre avec Cesare Battisti, elle résulte sans nul doute de leur position commune sur l'idéologie socialiste et non pas sur l'irrédentisme, dont Battisti était le porte-parole. Telle est la réfutation documentée qu'on peut apporter au développement de nos auteurs sur ce point précis.

On comprend cependant le caractère particulièrement délicat des questions touchant à l'irrédentisme pour des biographes partisans ; c'est, en effet, dans leur perspective que vient bientôt s'inscrire le passage inattendu de Mussolini de la neutralité absolue, pour laquelle il avait combattu en 1914, à la « neutralité active et dirigée », proclamée par lui au nom de ce socialisme qui devenait, dans le Trentin, de plus en plus anti-habsbourgeois et interventionniste.

« Le cas du Trentin — écrivait Mussolini dans l' « *Avanti* » du 15 octobre 1914 — oblige les neutralistes les plus absolus à la réflexion. Si ce peuple italien se soulève contre l'Autriche, avec quel courage, nous autres socialistes, qui nous sommes sentis solidaires des insurgés arméniens, candiotes, etc..., empêcherons-nous une intervention italienne? à présent, le Trentin est virtuellement et moralement insurgé. »

C'était le premier pas vers l'intervention intégrale au nom même des idéaux socialistes. En conséquence, il abandonna l' « *Avanti* » pour un nouveau journal, « *Il popolo d'Italia* », et il fut expulsé du parti socialiste pour indignité morale en novembre 1914, alors qu'en 1911 il proclamait encore que la guerre était le « désastre des nations » et qu'il exhortait les femmes à empêcher matériellement le départ des convois pour le front.

De son côté, Mussolini commença dans le *Popolo d'Italia* une violente polémique avec l'*Avanti*, dans laquelle il invoquait le nom de Marx en soutenant que sa doctrine n'était pas hostile à une guerre nationaliste et que dans ce cas précis, le destin du socialisme italien était lié aux résultats de la guerre.

Or, c'est seulement à une *crise morale* que Pini-Susmel attribuent la volte-face de Mussolini ; ils passent sous silence le scandale qui bouleverse alors toutes les sphères du socialisme italien, voire de l'opinion publique, à tel point que le maire de Milan décida de convoquer, à la suite de la démission de Mussolini de son poste de conseiller, une commission qui fît la lumière sur l'origine même de ce scandale : les sources du financement du *Popolo d'Italia* et par conséquent du comportement de Mussolini. L'enquête avait permis de mettre en lumière les relations de Mussolini avec Filippo Naldi, directeur de *Il resto del Carlino*, organe des agrariens d'Émilie, qui était en relations suspectes avec le ministère des Affaires étrangères italien, tout occupé à enflammer l'opinion publique

interventionniste. Les auteurs modifient les termes du problème de la « trahison » et répondent artificieusement, ou ne répondent pas du tout, aux accusations précises qui se rapportent à une question qui s'est avérée fondamentale non seulement pour la biographie de Mussolini, mais pour l'histoire même de l'Italie (1). Dans leur développement, on ne trouve même pas les arguments avancés les plus récemment et si discutés, qui viennent donner de la valeur aux soupçons qui couraient à cette époque, sur le financement d'origine française du nouveau journal interventionniste (2) ; ils en arrivent à affirmer avec impudence que ce n'est pas l'or, mais la misère économique, qui touche Mussolini après l'abandon de l'*Avanti* et il laissent entendre que les rencontres avec Naldi ne se situent que plus tard.

Là où la méthode des deux auteurs s'avère une fois de plus de mauvais aloi, c'est dans leur interprétation des moyens employés par Mussolini pour conquérir le pouvoir. Leur interprétation est faible dans la mesure où elle reprend les dogmes de la doctrine corporative du fascisme. Pour conquérir le pouvoir, Mussolini va donc à droite : « La vérité, dit-il, c'est que le monde aspire à l'ordre, à la discipline, au travail (3). » Telle est sa justification. Il ne renie pas seulement ici toute l'activité socialiste de sa jeunesse, mais il justifie arbitrairement son action politique en nommant les choses par des noms qu'elles n'ont pas, et qu'elles ne peuvent pas avoir. La « conscience éthique de l'État » sauve tout pour Mussolini. C'est la clef qui ouvre toutes les portes, étant donné que, dans la constitution de cet état-nation, on trouve même des prolétaires ; il fait volontiers coïncider les termes de Nation et d'État, d'État et de gouvernement, jusqu'à faire du fascisme « la synthèse identificatrice de l'État avec la conscience éthique de la Nation » (II, p. 160), avec en corollaire la « pacifique vie en commun des classes » dans le « respect de la loi bourgeoise non marxiste » (II, p. 166).

Pour que Mussolini puisse légitimement et de façon cohérente changer d'orientation, tout en gardant une conscience socialiste évidente, il lui faut démontrer que le monde a changé avant lui, et que les vieilles idoles ont fait leur temps. « La démocratie a réalisé tous ses postulats », telles sont, en effet, les paroles de Mussolini, qui poursuit :

« Personne ne croit plus à la fatalité et à l'aspect scientifique du socialisme. Le siècle de la démocratie meurt en 1919, 1920... La guerre a été une guerre révolutionnaire dans le sens qu'elle a liquidé le siècle de la démocratie, le siècle du nombre, de la majorité, de la quantité. L'orientation vers la « droite » se manifeste concrètement » (II, p. 168). Et ailleurs : « Si le XIX^e^ siècle fut le siècle des révolutions, le XX^e^ siècle apparaît comme celui des restaurations. »

(1) Cf. Angelica Balbanoff, *Ricordi di una socialista*, Rome, 1946 ; et de la même *Perchè l'hai fatto Mussolini?* dans *Il Mondo* du 25 mai 1950.

(2) Cf. G. Salvemini, *Mussolini et l'oro francese*, dans *Il Mondo*, 7 janvier 1950, et, sur le financement anglais, E. Serra, *L'oro inglese e Mussolini*, dans le même hebdomadaire du 8 février 1955.

(3) G. Pini et D. Susmel, *op. cit.*, vol. II, p. 144 et suiv.

Pour lui, c'est donc le retour à l'école classique de l'économie, le retour à l'individu : « L'égalitarisme démocratique, anonyme et gris... est en train de mourir. De nouvelles aristocraties naissent... la révolution est dans cette réaction... »

Comment expliquer cela, comment expliquer pour un vieux socialiste cette volonté de confier à nouveau la direction de l'économie aux aristocraties économiques bourgeoises, comment expliquer cette politique « pro-hiérarchique » qui est une reprise à son propre usage du centralisme traditionnel?

Ce ne sont certes pas nos deux auteurs qui, par leurs procédés et leurs méthodes, pourront répondre à ces questions. Car — comme nous l'avons déjà vu — figés dans une adoration perpétuelle, ils puisent dans les seules paroles du *Duce* l'explication orthodoxe de son action politique.

* * *

Le livre de l'antifasciste Guido Dorso, *Mussolini alla conquista del potere* (1), même s'il nous apparaît inspiré des motifs politiques, très différents, de liberté et de démocratie, éclaire le sujet avec beaucoup plus de sérieux, et un bon sens profond. Pour Dorso, Mussolini est le type même du vulgaire politicien sans âme et sans sincérité, qui observe d'où vient le vent, un vent de nature à flatter ses propres intérêts et qu'il puisse suivre sans reculer devant les procédés machiavéliques les plus bas :

« Sa pensée — écrit Dorso — était, à cette époque, tourmentée par une question digne d'Hamlet : de quel côté va le monde? Car il ne voulait pas renouveler l'erreur de 1919, et se retrouver hors du chemin, dans la nécessité de lutter contre la nouvelle poussée des événements. Dans son esprit bouillaient toutes les dérivations possibles, toutes celles dont il s'était déjà servi en vingt ans de politique militante, celles qu'il avait alors combattues, et celles qui, rouillées par le temps, pouvaient être remises à neuf avec un peu de papier émeri et quelques gouttes d'huile. »

Dorso admet que le monde, après avoir obliqué violemment vers la gauche, dès la fin de 1920 revenait rapidement vers la droite, et cela explique la question angoissée que se posait Mussolini : « L'orientation à droite durera-t-elle deux ans comme a duré celle de la gauche, ou s'installera-t-elle plus longtemps? Nous répondons oui à la deuxième hypothèse » ; et il concluait alors par cette phrase déjà citée, que Pini-Susmel avaient d'ailleurs habilement isolée de son contexte : « Si le XIX^{e} siècle fut le siècle des révolutions, le XX^{e} apparaît comme celui des restaurations. »

Ce qui semble vraiment incroyable, c'est de constater que le problème de l'intervention dans la guerre avait, dans ces quelques jours d'octobre

(1) Turin, Einaudi, 1949.

1914, renversé toute l'orientation de Mussolini, et cela non seulement sur ce problème précis, mais sur tout son panorama politique. Il est aussi étrange d'ailleurs de remarquer que, de ce jour-là, le seul socialisme possible fut pour Mussolini dans l'intervention (« la guerre aussi peut être un moyen révolutionnaire », avait-il dit) et lorsque, après la guerre, la politique mondiale obliqua vers la droite, le seul socialisme possible fut, pour Mussolini, dans les bornes mêmes du système capitaliste. « La société capitaliste, écrivait-il en janvier 1921 dans le *Popolo d'Italia*, a tiré tout le profit possible du socialisme, et aucun progrès ultérieur n'est prévisible dans cette direction... Là où le socialisme arrive au pouvoir, il accumule ruines sur ruines. Il est désormais évident que, si le capitalisme parvient à sauver l'humanité, il se révélera plus dynamique et plus historique que toutes les conceptions socialistes. »

Chez Mussolini, pour Pini-Susmel, l'intention de servir la cause ouvrière aurait toujours existé, vive et sincère, qu'il ait été socialiste ou qu'il soit devenu anti-socialiste. Ils font ressortir dans ses moindres attitudes, depuis l'ère du *Popolo d'Italia*, tout ce qui semble le rendre bienveillant à la cause ouvrière (II, p. 75-82) et hostile aux méchants capitalistes (II, p. 70-141). C'est contre ces derniers qu'il conserve aux titres leur propriété nominative, proposée d'ailleurs par Giolitti (mais qu'il se dépêchera d'abolir, une fois parvenu au pouvoir). Pour nos deux auteurs, Mussolini aurait été parfaitement sincère en montrant une permanente sollicitude sociale, car, après avoir constaté que « le mouvement de restauration des valeurs hiérarchiques, dirigé par lui, avait été exploité par la classe conservatrice » (et de cela, il s'en aperçoit longtemps après, dans la république de Salo), il aurait été conduit à « retourner aux origines ». Pour Pini-Susmel, porte-parole de la thèse hagiographique officielle, la carrière politique de Mussolini aurait donc suivi un mouvement circulaire : des positions du plus effréné socialisme classiste au prétendu socialisme de la dernière « petite république » (1943-1945), en passant par l'expérience corporative, la remise en valeur de la collaboration capitaliste, mais toujours à l'intérieur d'un déroulement politique conséquent et conscient, où socialisme et nation demeuraient constamment les objectifs.

Pour Dorso, au contraire, Mussolini fit du « possibilisme » une ligne de conduite et cela au point d'effectuer une révolution qui, en réalité, ne révolutionna rien (à part l'abolition des libertés existantes) et qu'on ne peut, pour cette raison, qualifier de « révolution ».

« Durer » fut son principe. « Un gouvernement qui ne veut pas partir ne part pas — telles sont les paroles de Mussolini. — Il faut contenter les deux instincts fondamentaux et contradictoires du peuple, le désir de changement, *rerum novarum cupido*, et l'impératif qui pousse les hommes à la recherche de la stabilité (1). » Telle est la leçon politique et morale

(1) Dorso, *op. cit.*, p. 279.

de Mussolini en tant qu'homme : cela explique toute sa vie, même si « durer » signifiait pour lui l'alliance avec Hitler et la déclaration d'une guerre qu'il n'avait pas préparée.

* * *

Si Mussolini fut, pour l'historiographie fasciste, cet homme extraordinaire, placé au delà du bien et du mal, grâce à une force messianique et à une volonté de puissance, qui servit sa vie durant les idées sublimes de nation et de socialisme ; si, pour les historiens démocrates, sous les apparences histrionesques et ridicules d'un messie il satisfait seulement dans son vulgaire possibilisme sa propre convoitise du pouvoir, et cela sans aucun principe ni programme, il fut toujours, pour l'historiographie marxiste, au service des forces du monde capitaliste, dont la seule présence suffit à justifier, dans son évolution, le phénomène de dégénérescence du fascisme.

Paolo Alatri, dans ses études sur le fascisme (1), montre qu'après le revirement de Mussolini en 1914, l'entente permanente, qui se crée entre les forces capitalistes fondamentales et l'anarchie fasciste, est nourrie et soutenue par celles-là pour décourager et réprimer les revendications ouvrières. L'auteur s'appuie sur une série de faits peu discutables.

Le 23 mars 1913, Mussolini rassemble ses partisans place San Sepolcro à Milan, dans une salle prêtée par les commerçants et les industriels ; en 1920 et surtout en 1921, les files du fascisme grossissent et le mouvement entre au parlement, s'organise en bandes d'action ; le gouvernement leur fournit armes et protection et les propriétaires agraires et les industriels les moyens financiers. Mussolini travaille sur de doubles rails parallèles : d'un côté il se prévaut de l'aide parlementaire de son mouvement, liée aux grands financiers et aux industriels (cette aide est représentée par des hommes tels que Cesare Rossi et Michèle Bianchi) et de l'autre, il tient au courant milicien le plus effréné (Grandi, Balbo, Farinacci et les chefs toscans) qui travaille dans la violence au service des gros propriétaires. Mussolini, en prévision du coup d'État, manœuvre habilement en s'aidant de la menace et du chantage politique, pour se rendre maître des forces conservatrices et des autorités constituées (armée, police, magistrature, bureaucratie) ; il va jusqu'à n'appuyer qu'en apparence d'Annunzio dans son entreprise sur Fiume, et à s'abstenir dans le vote qui engageait le Comité central des Faisceaux à suivre le « Commandant ». Ceci se passait — explique Alatri — à la suite des accords secrets conclus avec Giolitti qui, en échange de la neutralité fasciste dans l'affaire de Fiume, lui avait promis son aide (p. 334).

(1) Rééditées dans un récent volume, *Le origini del fascismo*, et surtout, en ce qui concerne notre article, dans *Profilo biografico di Benito Mussolini*, qui est suivi d'une large et très utile bibliographie.

Si la vieille classe dirigeante se laisse vaincre par Mussolini, c'est parce qu'elle a confiance dans les sérieuses garanties que lui offrent le fascisme et son chef pour conjurer le péril socialiste. L'abolition des titres nominatifs, le retrait de la loi sur l'impôt proportionnel, la suppression de toute liberté syndicale, furent les mesures de faveur avec lesquelles le régime fasciste s'acquitta de l'aide et de la complicité de la haute bourgeoisie. Ainsi les arguments parlementaires de Mussolini pour tenir en respect l'opposition se résumèrent tout naturellement dans le motif : « Si vous vous libérez du fascisme, vous aurez de nouveau le socialisme. » Par ailleurs, dans la folle réalisation de son rêve impérial, à travers l'invasion de l'Éthiopie et la guerre d'Espagne, Mussolini trouva l'appui de la haute société italienne et du Vatican, à qui il s'était uni avec la « réconciliation » et le *Concordat* de 1929. Il plut, en effet, au Vatican de voir, dans la conquête de l'Abyssinie, une croisade religieuse pour la diffusion du catholicisme et, dans la guerre d'Espagne, une lutte contre les infidèles rouges.

C'est de cette complicité avec la haute société réactionnaire que date le caractère autocrate et cynique de l'homme Mussolini, esclave d'une classe qui nie le peuple et qui n'a pas de patrie dans sa solidarité internationale.

Cette inhumaine solitude réactionnaire explique beaucoup des actes du *Duce*. Mussolini se lance à tête perdue dans une alliance avec l'Allemagne — comme le raconte Ciano — parce qu'il est agacé des déclarations de la presse française sur l'impopularité de sa politique allemande. Il entre dans le conflit, en juin 1940, en expliquant au général Badoglio qu'il lui faut quelques milliers de morts pour pouvoir discuter à la table de la paix. Dès les premiers revers militaires, il accuse le peuple italien d'être « une race de moutons » à qui il faut beaucoup de coups de bâtons, et il se réjouit — lui le tyran sans patrie — que l'hiver soit rigoureux et que les faibles meurent pour l'amélioration de « cette médiocre race italienne » ; de même, il se félicite que Naples soit durement touchée par les bombardements, ainsi la race deviendra plus dure et « la guerre fera des Napolitains un peuple nordique » ! Ajoutons-y la vulgaire démagogie pseudo-socialiste de l'époque républicaine de Salō, que les travailleurs ne prennent d'ailleurs pas au sérieux, et qui se trouve s'opposer curieusement au mépris qu'il manifestait quelques années auparavant pour ces mêmes masses ; tout cela, pour terminer le portrait d'un homme que la classe dirigeante n'aurait jamais pu prendre au sérieux si elle ne s'était sentie soutenue et servie dans ses buts. Son portrait définitif est celui qui convient à un chef des prétoriens à la morgue provocatrice et à la vulgarité d'histrion.

* * *

A propos de l'interprétation d'Alatri, on peut s'en tenir à la thèse des

rapports étroits entre le fascisme et les intérêts capitalistes. L'étude documentée d'Ernesto Rossi, *I padroni del Vapore* (1), montre avec sûreté comment l'économie du régime, ses taxes de protection et sa politique autarchique ont favorisé la classe des producteurs italiens aux dépens des consommateurs et, au fond, aux dépens de l'économie nationale, contrainte à protéger, jusqu'après la deuxième guerre, une industrie qui jusqu'alors avait aisément vécu sans se renouveler. Il faut y ajouter, pour gagner les faveurs de la droite, la terreur toujours plus répandue du socialisme qui paralyse la bourgeoisie pendant les années de l'avènement du fascisme.

Mais cette peur ne fut pas tout entière seulement de nature économique, et le désir de l'ordre, dans l'opinion publique du premier après-guerre, eut aussi d'autres origines. On l'a dit et répété et toute une littérature qui prend sa source dans le *Nationalfascisme* de Luigi Salvatorelli (1), ouvrage ancien et lucide, a déjà mis en évidence la complexité des forces composantes favorables à l'avènement et à la permanence du fascisme ; très révélatrices sont, entre autres, les conditions morales et psychologiques de la petite bourgeoisie enflammée de rhétorique interventionniste, déçue dans sa conscience nationaliste par les excès des extrémistes et, dans ses pires éléments, désireuse de s'élever grâce aux aventures miliciennes et aux succès faciles, que l'on remporte à la faveur du désordre politique.

Gaetano Salvemini, dans son ouvrage *Sotto la scure del fascismo* (2), distingue historiquement les composantes du fascisme. Salvemini se demande lui aussi si le fascisme a été une « dictature capitaliste ». Il ne répond pas tout de suite par l'affirmative comme l'aurait fait un marxiste, mais il examine historiquement le développement de cette politique.

Pour répondre à cette question, Salvemimi en pose préalablement une autre : dans l'intérêt de qui l'abolition du « laisser faire » proclamé par les fascistes a-t-il été réalisé? Il observe à ce propos que l'Italie ne connut rien de semblable à la planification soviétique, et que l'intervention du gouvernement favorisa invariablement les grosses entreprises, en les soutenant avec l'argent des contribuables lorsqu'elles se trouvaient en difficulté, et en les confiant de nouveau au capital privé, en hommage à « la liberté d'initiative », dès que la coûteuse cure avait produit son bon effet. En un mot, du temps du fascisme on « privatise » les bénéfices et on « socialise » les pertes. D'un autre côté, on ne peut pas en conclure que le fascisme ait été une dictature tellement exquise pour le capitalisme, puisqu'il arriva un moment où la bureaucratie du parti tint à sa merci les capitalistes après en avoir largement profité. On pourrait comparer cela à la fable de l'apprenti sorcier, esclave des forces qu'il avait imprudemment provoquées. « Les capitalistes ont perdu le con-

(1) Bari, Laterza, 1925.
(2) Torino, De Silva, 1948.

trôle financier de la machine — écrit Salvemimi. Le parti fasciste a cessé d'être une organisation de mercenaires au service du capitalisme : il est devenu une force indépendante. » Le parti gardait l'appui des capitalistes en les comblant de faveurs et de privilèges et leur garantissait la tranquillité en tenant en respect les masses ouvrières, mais il se faisait payer cher le maintien de l'ordre et le gaspillage des faveurs. Le parti était devenu l'arbitre absolu de la nation et le peuple italien en faisait les frais.

Cette brève parenthèse sur le fascisme, dont les origines et les caractères complexes ne peuvent être réduits aux seules causes avancées par les canons marxistes, sert à une meilleure identification politique de l'homme qui le représentait à travers ses désirs et ses incongruités et qui se vantait de le résumer totalement en lui-même.

* * *

Nous avons vu qu'il est impossible d'étudier le fascisme d'une façon complète en suivant les seuls canons d'une historiographie politique, qui, en abandonnant le jugement de l'histoire, devient elle-même une activité politique (1). De même, on ne peut être satisfait d'une biographie de Mussolini en tant qu'homme, conduite d'après les slogans historiographiques d'un parti politique ; ce qui la ramène inévitablement à renfermer son sujet dans les plus grandes lignes du phénomène, déjà interprété. Une biographie sans préjugés politiques peut sans doute diriger plus efficacement son attention sur tous les éléments moraux, humains, psychologiques, qui constituent la personnalité de l'homme sans être nécessairement amenée à les réduire à unité sur le plan politique.

Là sont justement les qualités et en même temps les défauts de l'ouvrage de Paolo Monelli, *Mussolini piccolo borghèse* (2), où l'auteur ne passe jamais du personnage aux problèmes politiques, n'essaie pas d'expliquer l'un par l'autre, mais s'attarde à considérer l'homme et son milieu avec une complaisance et une agilité souvent journalistiques, qu'il fortifie, par une information nourrie. S'il semble qu'il faille pourtant y voir un critère constructif, ce n'est dans ce cas qu'un critère psychologique, suggéré par le titre du livre et qui pourrait induire en erreur si l'auteur en avait abusé.

Pour Monelli, *petit bourgeois* est le patriotisme initial du jeune Benito, rhéteur et étroit comme celui de la classe à laquelle il appartenait psychologiquement ; petit bourgeois son complexe d'infériorité devant des personnes faisant preuve de culture classique et connaissant le latin,

(1) Sur l'historiographie du fascisme, nous nous référons au clair tableau de Nino Valeri sur l'*Italia nel Postrisorgimento*, dans *Orientamenti per la storia d'Italia nel Risorgimento*, Bari, Amici della cultura, 1952.

(2) Milano, Éd. Garzanti, 1954.

raison pour laquelle il se dépêcha d'en accumuler quelques notions, de manière à paraître, devant les prolétaires, l'homme d'une autre classe, l'intellectuel, le bourgeois même qui a fréquenté pendant longtemps les écoles ; petite bourgeoise sa superstition qui l'amena à faire d'une famille irrégulière une famille bourgeoise à l'état-civil en règle, faisant baptiser secrètement ses enfants et célébrant le mariage religieux de nombreuses années après l'avoir consommé, superstition qui lui faisait conserver, lui qui ne fut jamais religieux, des petits bibelots offerts par de pauvres femmes ou des religieuses ; petit bourgeois, le désir, lui qui enfant n'avait pas d'autre souci que celui de ramasser les oiseaux dans les nids et de leur arracher les plumes, de couvrir ses fils de riches jouets, et plus tard de leur mettre entre les mains des chevaux, des canots automobiles, des avions.

Et pourtant, ce jeune esprit petit bourgeois n'hésita pas à se servir du couteau au moins à trois reprises, dans des rixes avec ses camarades de classe et, la quatrième fois, à le planter dans la cuisse d'une femme mariée qu'il avait connue : ces attitudes sont celles d'un adolescent délinquant, et non d'un jeune homme bien né. Son désir de culture dépassa les vraies limites du complexe petit bourgeois : sa pseudo-culture s'abreuve aux mythes du super-homme, de la volonté de puissance, et il devint arrogant, envahissant, au point de haranguer, à coups de sornettes, les académies de savants. La superstition qui accompagne tous ses actes caractérise l'homme de culture inférieure sans honte des déficiences de son caractère ; cela n'est d'ailleurs pas seulement l'apanage des petits bourgeois, puisque cela se rencontre chez les aventuriers criminels aux caractères impulsifs, mais pourtant très faibles, qui se servent souvent de fétiches et de pratiques votives. Du reste, sa vie sexuelle elle-même, extrêmement irrégulière et sans aucun caractère de civilisation ou de raffinement, n'est absolument pas celle d'un petit bourgeois, mais bien plutôt celle de ces énergumènes qui vivent en marge des sociétés. Enfin, le désir de voir ses fils riches et puissants, et non le désir de les voir grandir conscients de leurs devoirs et soucieux d'instruction, est un phénomène commun aux hommes sans tradition familiale et qui ne peut être défini comme spécifiquement petit bourgeois.

Cependant, l'imprécision du titre, par lui-même suggestif (et c'est pour une raison « journalistique » qu'il a été choisi), ne donne pas un tour négatif à cette biographie qui suit une progression originale. Par ailleurs, Monelli est si attaché à mettre en relief toutes les expressions du mauvais génie du *Duce*, son humour est si fin et si constant, sa documentation humaine si riche, que Mussolini en sort admirablement bien dessiné dans sa misérable réalité : la mégalomanie, l'incongruité, l'arrogance et la pusillanimité, l'acceptation provisoire de toutes les croyances qu'il avait successivement faites siennes, pourvu qu'elles servent son individualisme effréné et anarchique, tel est le caractère fondamental de toute sa vie.

Parfois cependant, cette qualité que nous avons remarquée chez Monelli, qui se montre dégagé de toute inspiration politique dans le but de garantir l'objectivité du portrait, nous indique sa faiblesse. Ce même Monelli, qui pendant l'ère fasciste avait écrit à la gloire du *Duce*, lui est aujourd'hui opposé à juste titre ; cependant, les raisons de son opposition ne nous semblent pas suffisamment mûries.

Après tout ce qui est arrivé ces dernières années, après l'abîme de douleur où le fascisme a jeté l'Italie et l'Europe, et la masse de haine qu'il a attirée sur lui et sur son *Duce*, on ne peut plus se contenter de condamner Mussolini pour ses seules sottises et gasconnades, qui pourraient même amuser un observateur non engagé.

Pour être fidèle, la biographie ne dispense pas des jugements politiques ou moraux. Or, Monelli, sans doute à cause de son passé politique, s'il montre de l'aversion à l'égard de Mussolini et du fascisme, il n'est pas pour cela compréhensif pour les membres de l'opposition. Il parle comme s'il était le premier à porter condamnation et qu'avant lui il n'y eut que des foules clamant des louanges, d'ailleurs aussi agaçantes, pour Monelli, que ces foules nées de la lutte populaire de la résistance et inspirées par d'autres idéaux politiques.

Le fait de ne se trouver à sa place d'aucun côté politique, qu'il s'agisse du monde politique déchu ou de celui qui lui a succédé, malgré les multiples formes de ce dernier, marque la limite humaine et je dirai même historiographique de Monelli, car l'homme Mussolini ne fut pas seulement un grotesque acteur et le fascisme une farce sanglante.

La biographie de Monelli est, répétons-le, très utile, car jusque-là manquait à la littérature fasciste un portrait du *Duce* aussi vivant que documenté ; mais ce grand artisan des malheurs nationaux ne peut être détaché du fond historique auquel il adhère naturellement. D'ailleurs, il faut aussi suivre l'histoire de ces années avec une sympathie humaine, parce que cette histoire ne fut pas faite seulement de fascisme, mais qu'on y vit se développer les forces politiques d'opposition (certaines se référant à la tradition de *Risorgimento* et d'autres ouvertes à des exigences politiques plus modernes) qui furent à la base de la lutte populaire de libération et du renouvellement démocratique.

Giorgio Vaccarino.

COMPTES RENDUS

LA CRISE DU LIBÉRALISME ET LA MONTÉE DU FASCISME

Les quatre années écoulées entre Vittorio Veneto et ce qu'on a appelé la *Marche sur Rome* sont parmi les plus importantes de l'histoire moderne de l'Italie, car elles marquèrent la crise définitive du régime libéral parlementaire, héritier et continuateur de la tradition du *Risorgimento*, et qu'avec la naissance et le triomphe du fascisme et la suppression des libertés constitutionnelles qui en résultaient, elles inaugurèrent une ère nouvelle, antithèse de ces traditions. C'est une période complexe, où de nombreux facteurs, et surtout la grande crise de l'après-guerre et l'influence de la révolution russe, s'interférèrent, rendant plus difficile un jugement de valeur sur cette période agitée.

Un apport de premier ordre pour la clarification et l'approfondissement des événements de ces quatre années est fourni aujourd'hui par le livre de Nino Valeri, professeur à l'Université de Rome (1). Le livre se présente sous la forme brillante propre à l'essai ; une vaste documentation inédite renforce un clair exposé ; la maîtrise de la forme éclaircit les nombreuses nuances et le comportement d'hommes politiques souvent très hésitants en face de situations nouvelles et complexes.

Le sous-titre indique l'idée centrale qui guide Valeri : la *crise du libéralisme italien* ; crise qu'il ne va pas chercher très loin, mais seulement en se référant au moment où Giovanni Giolitti domina la vie politique italienne, pendant les dix années heureuses 1903-1913, où l'Italie se trouve dans des conditions particulièrement prospères et sembla recueillir vraiment les avantages de quarante ans d'unité et de liberté. C'est alors, après la parenthèse réactionnaire de la fin du siècle, dans un moment de progrès économique général et d'accord substantiel entre les classes sociales, que la politique sage et équilibrée de l'homme d'État piémontais, politique faite de compromis, d'accords, d'apprivoisement graduel des éléments de trouble, mais qui en substance favorisait la montée des classes inférieures dans le cadre de la légalité, était apparue comme la plus réussie et la plus heureuse. Ce fut la période d'or du libéralisme : élévation des classes travailleuses dans le cadre d'un progrès économique général. Malgré cela, note Valeri, c'est justement alors qu'on commence à remarquer les fissures dans cet édifice d'apparence belle et solide ; au socialisme réformiste, facilement domesticable, allait se substituer le socialisme ou le syndicalisme révolutionnaire ; à la bourgeoisie éclairée, une classe industrielle pressée par la concurrence féroce des pays capitalistes mieux outillés, de plus en plus irritée et soupçonneuse, de moins en moins disposée aux concessions, avec, à la tête, les nationalistes, « l'avant-garde hardie et sans préjugés de la nouvelle ploutocratie italienne, qui reflétait les ambitieuses inquiétudes des nationalismes contemporains européens ». Et avec le suffrage universel, que Giolitti même, dit Valeri, avait conçu, en enlevant l'initiative aux adversaires de la gauche, on voyait entrer dans la vie politique de fortes masses désormais incontrôlables par de vieux systèmes de compro-

(1) Nino Valeri, *Da Giolitti a Mussolini*. Moments de la crise du libéralisme, Florence, Parenti, éditeur, 1956, 230 pages.

mis et de faveurs, d'autant plus que le Vatican se montrait désireux d'en prendre une part importante sous sa direction, surtout parmi les paysans, profitant de l'abolition croissante du « *non expedit* » et de l'afflux, consécutif, des catholiques aux urnes.

Giolitti, à la vérité, n'était pas resté sans réaction devant la nouvelle situation ; il avait déjà commencé, en 1912, pendant la guerre de Libye, à opposer fanatisme à fanatisme, c'est-à-dire nationalistes à socialistes révolutionnaires ; et puis, avec le fameux pacte Gentiloni, grâce auquel, pendant les élections de 1913, au moins 228 députés de la majorité auraient été élus avec l'appui des catholiques, il avait essayé de faire front aux extrémistes de gauche et de droite, en favorisant l'entrée dans la majorité ministérielle des nouvelles forces de l'ordre. Mais, en mai 1915, en face du problème capital de l'entrée en guerre de l'Italie, la tentative du vieil homme politique de suspendre et de différer, grâce à sa majorité parlementaire, cette éventualité si pleine d'inconnues, échoua en face de la coalition des deux forces en apparence antithétiques, nationalistes et socialistes révolutionnaires, coalition appuyée par les autres forces hétérogènes interventionnistes, conservateurs antigiolittiens, avec pour chefs Salandra et Sonnino, libéraux illuminés du genre d'Albertini, et démocrates de toutes les couleurs, les francs-maçons, les républicains, les bissolatiens, les garibaldiens, les anarchistes, sans parler de la masse ingénuement frénétique des étudiants. Pour la première fois, la place publique s'impose au Parlement, fait très grave et dont on n'évalua pas alors l'importance. De plus, pendant les brûlantes journées de mai 1915, Gabriele d'Annunzio entra résolument dans la politique avec un langage violent qui exprimait le mépris pour l'adversaire, une intolérance factieuse et aveugle, nouveauté dans la politique italienne, avec l'incitation à former des équipes d'action et l'inévitable incitation à la guerre civile ; et l'on eut alors les premières *réunions océaniques*, les premiers *dialogues avec la foule*, éléments fondamentaux de la technique politique fasciste qui allait suivre.

* * *

Nous voici en 1919 ; les raisons de désagrégation du vieux monde libéral de Giolitti nous semblent plus que jamais efficientes : les masses ouvrières excitées par la guerre et fascinées par le mirage bolchevique ; les masses paysannes revenues du front en se souvenant du slogan *La terre aux paysans*, slogan avec lequel on les avait poussées à combattre, masses qui, pourtant, se trouvaient dans les mains d'un bas clergé antilibéral ; et une foule d'anciens combattants de la petite bourgeoisie déclassée, incapable de se résigner et de revenir à la modeste et misérable vie quotidienne, qui nourrit et porte à l'exaspération les refrains de d'Annunzio et les refrains futuristes — le *Futurisme*, dit avec raison Valeri, représente, dans une certaine mesure, la réduction à l'absurde du *d'annunzianisme* — et qui trouve justement en d'Annunzio et dans l'entreprise de Fiume le précédent à la *Marche sur Rome*. Valeri met en relief, avec raison, ce précédent nécessaire, et il développe une analyse aigue de la politique du poète, politique mue par un « élan anarchique, tragiquement sérieux », où des éléments très disparates s'associent et se compénètrent : désir de gloire, amour du risque, ou mieux du geste dangereux, mépris de la vie modeste, tranquille, prévoyante, de tout ce qui, en politique, signifie ordre constitué, subordination, respect de l'autorité. Le fossé déjà creusé entre les Italiens en mai 1915 apparut plus profond que l'on pensait et se transforma en une véritable antithèse qui, restée cachée au secret des cœurs, pendant la guerre « se cristallisa dans une disposition de bataille civile où les *d'annunziens* imposèrent ouvertement comme but unique la conquête

révolutionnaire du pouvoir, grâce à une *marche sur Rome*, cloaque de la vieille Italie renonciatrice et goinfre ». Si l'entreprise de Fiume pouvait, à son début, rappeler certains coups de main, de mémoire mazzinienne ou garibaldienne du *Risorgimento* et attirer aussi des officiers non sourds aux avertissements des pouvoirs constitués, elle révéla bien vite cette impulsion anarchique qui se manifeste en un chaotique désir d'étendre ce mouvement en Dalmatie, au Montenegro, en Albanie et en Italie. Dans l'entourage du commandant, dès octobre 1919, on pense à étendre l'action « d'abord à la Vénétie Julienne, puis aux autres provinces et, enfin, jusqu'à Rome ». D'Annunzio, de son côté, caresse l'idée de se mettre à la tête d'une révolution italienne, destinée à se terminer par une *marche sur Rome* ; en novembre, il semble que se produisent des menées pour une insurrection, avec l'appui des républicains, en même temps à Rome, à Florence, à Milan, où des équipes de Romagne passeraient à l'action ; Gabriele d'Annunzio devrait intervenir par la suite. En mars 1920, on pense à commencer l'action en proclamant la république à Fiume, Volosca et les îles du Quarnaro, étendant par la suite le mouvement à Pola, à Trieste, dans les Marches, en Romagne, où devraient débarquer les milices de Fiume, en Émilie, dans la région de Novare. Jusque-là, il s'agit de mouvements républicains et révolutionnaires ; mais il semble ensuite que le poète ait eu l'intention d'opérer un coup de main en faveur du duc d'Aoste ; tandis que le *commandant* propose aux socialistes de Trieste (qui refusent) la constitution d'une république soviétique comprenant Fiume et la Vénétie Julienne. Mais, dès la fin du mois, il s'adresse aux industriels milanais pour obtenir un prêt pour Fiume, tout en constituant la *ligue de Fiume*, pour la défense de tous les peuples opprimés, « contre la *ligue des nations*, complot de voleurs et d'escrocs privilégiés ». Et peu après il menace de s'associer à un soulèvement chimérique, « dans les provinces irrédentes albanaises et monténégrines, contre les Serbo-Croates ». Valeri dit bien que, désormais, parmi les légionnaires, beaucoup n'étaient pas en état de résister « à ce rythme de folie anarchiste ». Devant cette folie, le gouvernement de Nitti montra, et Valeri l'indique bien, un manque de certitude et d'énergie excessif, même si l'on tient compte des graves difficultés de caractère intérieur et international au milieu desquelles l'homme d'État de Lucanie se débattait.

Ce fut Giolitti qui mit fin à la volonté de subversion de d'Annunzio. Il affirma de nouveau le principe que la solution des grands problèmes nationaux devait être soustraite à l'action de groupes armés. D'autant plus qu'en septembre 1920 s'échafaudait entre d'Annunzio et Mussolini un plan d'action précis, plan à réaliser, de l'avis de ce dernier, au printemps suivant : révolte armée dirigée par le poète, qui devrait déclarer déchue la monarchie et avait dévolu la totalité des pouvoirs à un triumvirat politique. On avait déjà accumulé, à Fiume, une très grande quantité d'armes et de munitions ; et de nombreux impatients semblaient mordre leur frein ! Giolitti, dit Valeri, « tranchait l'abcès à la racine », en concluant, le 12 novembre, avec la Yougoslavie, le traité de Rapallo : frontière d'Italie au Montenevoso, Fiume érigée en *corpus separatum*, Dalmatie cédée à la Yougoslavie, sauf Zara, annexée à l'Italie, accord accueilli par un consentement presque complet par tous les partis et approuvé par le Parlement. D'Annunzio ne voulut pas le reconnaître, ni quitter Fiume : il porta à leur paroxysme ses attitudes de gladiateur et l'ostentation d'une extrême volonté désespérée de sacrifice. Mais, alors, Mussolini le laissa en plan, alors que le général Caviglia se disposait à agir avec énergie. On eut malheureusement le « *Noël de Fiume* ». Mais quand, dans l'après-midi du 26 décembre, une grenade de 152 du navire *Andrea-Doria* eut atteint la corniche de la fenêtre voisine de celle du poète, la tragi-comédie prit fin aussitôt. Le *commandant* la terminait, comme l'écrivit Bonin dans l'*Intransigeant*, avec une pirouette digne d'un « mauvais cabotin ».

* * *

Mais, si Giolitti avait enfin résolu en trois jours le problème de Fiume, il se révélait incapable devant le devoir ardu qui lui restait à accomplir dans les autres domaines. Les vieilles ressources de sa politique apparaissaient insuffisantes dans la nouvelle atmosphère économique et sociale du pays. Son laisser faire empirique à l'avantage des ouvriers avait donné de bons résultats devant la grève générale de 1904, en leur permettant des conquêtes syndicales et politiques que la bourgeoisie avait respectées. Mais à présent (septembre 1920), en face de *l'occupation des usines*, il ne réussit pas à se concilier les socialistes, hommes nouveaux pour la plupart, qui ne parlaient plus le langage humanitaire de Turati, de Trèves, de Prampolini ; il réussit surtout à irriter l'esprit agressif des grands industriels et financiers enrichis par la guerre : ceux-ci pensèrent que la manière subversive de l'homme d'État piémontais, expédient technique pour éluder vraiment la vraie révolution, leur faisait courir des risques trop graves. Mais surtout, d'après Valeri, ce qui fut grave, ce fut la faillite de Giolitti en face du nouveau parti catholique, le *Parti Populaire*. En juin 1920, il en aida le retour au pouvoir, mais, douze mois plus tard, il en provoquait la chute et, en février 1922, le secrétaire du *Parti Populaire*, Don Luigi Sturzo, fut le principal promoteur du veto à la constitution d'un nouveau ministère Giolitti, qui seul, peut-être, aurait pu empêcher la *marche sur Rome*, huit mois plus tard. Valeri traite minutieusement la question : la pomme de la discorde fut le fascisme, qui, renforcé, à la fin de l'entreprise de Fiume, par le gros des éléments *d'annunziens*, allait continuer à acquérir une importance croissante et, malgré les violences de tous genres, jouait au paladin de l'ordre contre la démagogie socialiste et au défenseur des plus hautes valeurs de la patrie. Giolitti, incontestablement, s'imagina pouvoir utiliser les fascistes, les apprivoiser et les faire, à la fin, rentrer dans la légalité, en vidant leur mouvement de son contenu. Après avoir provoqué la formation des blocs nationaux des libéraux avec les fascistes dans les élections municipales, il prononça la dissolution de la Chambre, espérant, par de nouvelles élections, réduire le *Parti Populaire* et les socialistes, à l'avantage des fascistes. C'est alors qu'il sembla à Sturzo et à nombre de ses partisans que l'œuvre de Giolitti ne tendait qu'à légaliser le terrorisme fasciste et à le renforcer, à l'avantage des réactionnaires agraires ou industriels ; mais il se peut que l'attitude antigiolitti du *Parti Populaire* ait été fortement influencée par la loi votée, le 4 novembre 1920, sur la nominativité des titres, loi qui touchait les intérêts des patrimoines ecclésiastiques, à la grande indignation du Vatican.

Donc, pas d'apprivoisement des *socialistes* et du *Parti Populaire* ; au contraire, une désorganisation croissante se manifesta au sein des libéraux, c'est-à-dire dans la vieille majorité de Giolitti, et chez les libéraux démocratiques, sans parler des véritables conservateurs. Au congrès des libéraux de Bologne, le 8 octobre 1922, convoqué dans le but d'établir la Constitution du parti, le vrai motif de la discussion — Valeri le met bien en relief — n'est pas tant celui de donner un nom à ce nouveau parti : libéral ou libéral démocratique, que l'attitude à adopter en face des fascistes. Et il semble évident que les deux courants se montrent tous deux bien disposés à leur égard : la seule différence est seulement que de nombreux libéraux sont devenus désormais fascistes, alors que la fraction qui voudrait se nommer libérale démocratique est simplement disposée à les accepter au pouvoir, dans l'espoir de les apprivoiser. Entre ces deux courants, les véritables giolittiens, les très fidèles, semblent, eux aussi, hésitants, tout en penchant vers la forme démocratique : le résultat final donne 21.000 abstentions et 12.000 opposants contre 45.000 favorables au parti libéral sans adjectif, c'est-à-dire nettement philofasciste.

Mais, si Giolitti participait aussi à l'illusion de pouvoir « fortifier, avec l'ac-

ceptation des nouvelles idées vitales et des nouvelles capacités techniques et politiques, la continuité historique de la tradition libérale démocratique et parlementaire italienne », et de pouvoir écarter « la partie inquiète et vaguement aberrante de ce mouvement qui lui semblait seulement une velléité révolutionnaire » (illusion qui, du reste, était partagée par des hommes tels que Salandra, Albertini et même Nitti et Amendola), on ne doit donc pas s'étonner si ses fidèles en faisaient autant et si la masse de ses partisans devint tout à fait fasciste. Mais, en réalité, c'étaient les fascistes qui attiraient en nombre croissant les libéraux, qui n'avaient, du reste, de libéralisme que le vernis. Au fur et à mesure que le mouvement s'étendait, les ambitions des fascistes et de leur chef croissaient avec l'espérance de pouvoir s'emparer du pouvoir. D'autre part, Giolitti avait contre lui Salandra et Nitti, c'est-à-dire la droite et la gauche libérale, et les noyaux démocratiques antifascistes dispersés ; et, jusqu'à la fin, les socialistes hésitèrent entre la non-collaboration, pour ne pas briser l'unité du parti (déjà diminué par la scission des communistes), et la collaboration pour sauver ce que l'on pouvait, tandis que Don Sturzo maintenait même alors, à ce qu'il semble, malgré son attitude antifasciste, le veto précédent. La conclusion fut donc que les tentatives de résoudre le problème avec un ministère de coalition Giolitti-Mussolini ou de droite, dirigé par Salandra, échouèrent, et l'on eut la *marche sur Rome* et l'avènement du fascisme.

Mais, à ce propos, Valeri a tenu à approfondir sa recherche sur un autre point très discuté, c'est-à-dire l'attitude du partisan de Giolitti, le Président du Conseil, Facta, devant le développement de la crise. Et, sur la base de documents inédits, il a cru pouvoir découvrir dans l'attitude du partisan de Giolitti, dans le bon Piémontais toujours plein de modestie et désireux de demeurer le second de son grand patron, une particulière fourberie et la velléité de résoudre tout seul la situation pour son propre compte. En effet, tandis que, les jours précédant la *marche sur Rome*, Facta écrivait deux lettres à Giolitti lui demandant d'intervenir, car c'était la seule manière de sauver la situation, il engageait des pourparlers avec Mussolini par l'intermédiaire de Michèle Bianchi et établissait en même temps des contacts avec d'Annunzio, pour l'opposer au *Duce* du fascisme, au cas où celui-ci aurait voulu s'emparer du pouvoir par la force. Bien sûr, pendant ces jours-là, il y eut un intense travail souterrain et Mussolini sembla disposé à entrer dans un ministère Giolitti. Quand, par la suite, le 28 octobre, les événements se précipitèrent, la conduite de Facta parut équivoque : il télégraphia à Giolitti, à Cavour, en l'invitant, au nom du roi, à venir tout de suite à Rome ; mais, quelques heures plus tard, par l'entremise du préfet de Turin, il lui fit dire de suspendre le départ, car les événements s'étaient précipités et que les lignes étaient interrompues. Il reste douteux que ce soit justement Facta, toujours guidé par l'espoir de pouvoir participer personnellement à un ministère de compromis avec les fascistes, qui ait exhorté le roi à ne pas signer le décret d'état de siège, donnant ainsi la voie libre à ceux-ci.

Malgré cela — Valeri le met bien en évidence — le gros des libéraux préféra rester dans l'équivoque, et surtout ceux qui ne demandaient rien d'autre que de servir le nouveau patron ; et, au lieu d'une assimilation des fascistes, on employa le charitable euphémisme qui parlait de « *normalisation* » du pays — Giolitti lui-même s'adapta au fascisme et, même après le truculent et provocant discours du Duce à la Chambre, le 16 novembre 1922, il avoua être favorable aux fascistes ; il parut se renfermer « en une sorte d'indifférente tranquillité confinant au cynisme ». En réalité, le vieil homme d'État, d'après Valeri, n'aurait jamais été fasciste ; son attitude en face du fascisme avait été celle d'un authentique libéral : ne pas arrêter la fièvre avec des médicaments trop violents qui pourraient détruire le malade en même temps que la maladie, mais surveiller la maladie en essayant d'aider le processus naturel

de guérison. Pour lui, le fascisme était seulement un phénomène de l'après-guerre, destiné à disparaître rapidement, une réaction momentanée aux excès momentanés de la classe ouvrière. Mais, pour que le mal reste circonscrit et puis disparaisse complètement, il aurait fallu, d'abord, que les socialistes, après la période des aspirations révolutionnaires apocalyptiques, lui prêtent leur aide en participant au gouvernement. Mais, au contraire, il n'avait eu, d'aucun côté, une sincère et effective collaboration : l'Italie avait maintenant un gouvernement que la sottise de ses classes dirigeantes méritait ! Là est le fond de la question, la vraie signification du libéralisme de Giolitti : l'homme d'État piémontais avait une foi inébranlable dans le mouvement ascendant des classes ouvrières ; dans ce sens, il était vraiment un libéral illuminé ! On ne pouvait pas en dire autant, selon Valeri, de celui qui représentait alors le libéralisme antifasciste militant, le sénateur Luigi Albertini, directeur du *Corriere della Sera* : celui-ci était toujours partisan des devoirs et des droits de la bourgeoisie en tant que classe dirigeante de la nation et contraire à toute condescendance envers les partis extrémistes ; à ses yeux, la réaction fasciste avait sauvé l'Italie du socialisme, qui, depuis vingt ans, avec la complicité de Giolitti, avait empoisonné l'Italie ; mais, à présent, le parti fasciste aussi était dégénéré, et il combattait, au nom de la liberté et de la dignité humaine, contre les fascistes et leurs esclaves, éducateurs néfastes des Italiens. Mais peu à peu tous les authentiques libéraux finirent par se trouver unis en un appel unique et désespéré aux principes, surtout après que l'assassinat de Matteotti eut montré où conduisait la pratique quotidienne de l'illégalité et des violences. En novembre 1924, Giolitti aussi passait à l'opposition, au nom de la liberté et de ces mêmes principes moraux qui inspiraient la révolte de son antagoniste Albertini. Et, en 1928, tous deux prenaient position contre la proposition électorale qui supprimait, en fait, le système parlementaire. Giolitti, « au milieu de l'hostilité à la fois féroce et bovine de la Chambre », rappelait qu'une telle loi marquait le détachement décisif du régime du *Statut*. Et Luigi Albertini affirmait de nouveau cette même vérité, deux mois plus tard, « devant un Sénat aussi trouble que fascisé », pendant que Francesco Ruffini en appelait énergiquement, dans un ordre du jour signé par quarante-deux autres sénateurs, parmi lesquels Benedetto Croce, aux droits garantis au peuple italien par le *Statut fondamental du royaume*. De cette façon, le roi était, même indirectement, mis en cause, et en premier lieu par Giolitti, comme suprême gardien du *Statut* violé ; mais il s'était déjà, et à plusieurs reprises, trop compromis avec les fascistes, et il ne lui restait plus qu'à couver un sourd ressentiment contre ceux qui l'avaient rappelé à ses propres devoirs.

* * *

Giolitti mourait en juillet de cette même année 1928, fatigué et alors qu'il était définitivement éloigné du nouveau déroulement des événements. Albertini, écarté, dès décembre 1925, de son propre journal, médita en silence sur la signification des événements italiens dans les cinq volumes de ses *Vingt ans de vie politique* sortis en édition posthume en 1950-1953. Quelle était la raison principale de la perte de la liberté? La classe dirigeante italienne n'avait pas su être vraiment libérale, c'est-à-dire consciente de ses grands devoirs et, en même temps, de ses droits ; elle avait oublié le grand héritage spirituel du *Risorgimento*, et Giolitti lui-même avait, à son avis, personnifié, par son manque d'idéal dans un empirisme étroit, toutes les tares de la classe dirigeante.

Ici pourrait se terminer le passionnant volume de Valeri, qui éclaire vraiment la crise du libéralisme italien et son incapacité à sauver la liberté de la nation en face du fascisme. Mais cet auteur si clair a voulu, au contraire, compléter son examen par deux figures très représentatives, bien que profon-

dément différentes, de deux aspects du libéralisme italien : Benedetto Croce et Piero Gobetti.

Croce semble avoir représenté, pour beaucoup, dès 1925, la plus haute expression de l'antifascisme italien, en communion étroite avec les principaux représentants de l'*intelligentzia* européenne, de Benda à Huinzinga, de Zweig à Huxley, de Mann à Rauschning, à Jaspers, à Meinecke, à Einstein, à Dewey, « tous également résolus, même sur des bases théoriques différentes, à défendre le patrimoine de civilisation hérité du cher vieux monde d'hier ». D'autres, cependant, nièrent que Croce ait été le théoricien du libéralisme et qu'il pût représenter aujourd'hui la base d'une orientation politique sur les problèmes du présent ; ils ne voulurent voir en lui que le représentant d'une simple résistance passive, tranquille et prudente, et ils lui reprochèrent surtout son attitude philofasciste jusqu'à la fin de 1924, c'est-à-dire pendant quelques mois encore après l'assassinat de Matteotti. Valeri examine à présent la question avec son habituelle finesse et sa profondeur. Croce vit les précédents idéologiques du fascisme dans le *futurisme* ; et celui-ci lui apparut d'abord (1918) non comme un mouvement artistique, mais comme un document très important sur les inquiétantes conditions de l'époque. Pourtant, en 1923-1924, il en vit le bon côté antisubversif dans l'illusion que *futurisme* et *fascisme* ne soient que des phénomènes de transition. Mais, quand le fascisme eut triomphé et qu'on vit trop d'hommes cultivés se mettre au service de la dictature et mettre histoire et philosophie à son service pour en justifier les côtés les plus odieux, alors le grand philosophe rappela la distinction nécessaire entre politique et histoire, entre activité pratique et pensée critique, et cette distinction fut « la constante qui illumina son chemin au milieu de toutes les intempéries, jusqu'aux derniers instants de sa vie » ; chez l'historien, il y a toujours, pourtant, l'homme d'action avec sa personnalité, mais son sens critique doit soutenir son sens politique et le rendre plus calme et objectif, et d'autant plus conscient des suprêmes devoirs de la vérité. De là son profond dédain à l'égard de ceux qui, poussés par des ambitions mesquines, prostituaient la science ; de là son appel ininterrompu à la dignité de la vie et des études et sa haute fonction éducative, d'encouragement, de réconfort, pendant ces tristes vingt ans. Et si, dans le fort de la lutte, Croce considéra le fascisme comme le fruit de l'activité d'une bande d'aventuriers privés *de racines dans le passé*, qui s'était emparée du pouvoir, s'y était installée par la ruse, il reconnaît ensuite que ce jugement est un jugement politique contingent, non un jugement historique, dans le fait que les fascistes, comme cela arrive toujours dans les actions humaines, ne pouvaient avoir fait seulement du mal et que, d'autre part, leur triomphe se liait à tout un système politique qui devait, *en grande partie, être révisé*.

Quant à Piero Gobetti, sa personnalité et la réelle efficacité de son action sont plus que jamais un objet de discussion, car sa mort prématurée empêcha le développement complet des possibilités diverses et contraires d'une intelligence vive et d'une âme ardente et généreuse. Là aussi, Valeri est parvenu, nous semble-t-il, à une importante clarification. Gobetti avait pris de Croce la conviction que le libéralisme en tant que doctrine explique et justifie dialectiquement tous les partis, et, avec une assurance juvénile, il s'était promis d'en connaître la fonction historique actuelle et de les orienter sur le plan pratique de la vie politique, ce qui signifia très vite l'opposition au fascisme de toutes les forces vives italiennes, et surtout des forces qui lui semblaient vraiment neuves et créatrices. Sa recherche fut d'abord anxieuse et un peu chaotique, guidée par un obscur et trouble dilettantisme idéaliste, hérité en partie d'Oriani et en partie des lectures hâtives de Croce et de Gentile ; de là, ce jeune homme infatigable et très précoce passa au *problémisme* de Gaetano Salvemini et, enfin, il se jeta à corps perdu dans une réelle activité de combat toujours plus difficile et tout à fait tragique, qu'il assuma avec un grand esprit

de sacrifice ; dans cette dernière phase, Gobetti subit l'influence de deux personnalités complètement antithétiques : le jeune marxiste et communiste Antonio Gramsci et le vieux sénateur libéral Giustino Fortunato. Il prit du premier la conviction de la nécessité marxiste de l'organisation ouvrière pour la conquête du pouvoir et, après la faillite de l'occupation des usines, la nécessité d'unir les ouvriers du Nord et les paysans du Sud dans une même lutte et, dans ce but, d'avoir recours aux intellectuels de gauche ; de plus, il eut ainsi la conviction, après le triomphe fasciste, qu'il n'y avait désormais plus de moyen terme : ou la conquête prolétarienne du pouvoir, ou une réaction féroce, qu'en conséquence il fallait mener la lutte avec la plus grande intransigeance et le plus profond esprit de sacrifice. De Giustino Fortunato, le jeune Gobetti prit l'intransigeance morale des vieux libéraux et le principe, propre aux plus intelligents et aux plus austères représentants de la vieille droite historique, que la classe politique italienne devait s'améliorer radicalement pour pouvoir conserver son rôle de guide de la nation, elle qui, sans esprit de liberté, s'était servi si vite des formes libérales pour consolider les privilèges des possédants et pour augmenter, sous le couvert de la légalité, l'oppression des déshérités. Dans sa « très libre dialectique », Gobetti unissait et conciliait ces deux exigences ; et, dans une certaine mesure, il sentait aussi toujours l'influence de son premier et son plus direct maître, Salvemini, dans la mesure où celui-ci souhaitait, non le retour d'une mythique droite austère, mais l'avènement d'une authentique démocratie, un véritable autogouverment du peuple italien. Si bien que « la révolution libérale » aurait dû signifier pour le jeune agitateur de Turin une bourgeoisie renouvelée et vraiment consciente de ses nouveaux devoirs qui, dans une étroite union de sentiments et d'action, agirait avec un prolétariat citadin et rural lui aussi ressuscité et fort, dans la nouvelle vie de la nation, d'une éducation péniblement acquise et conscient de ses devoirs et de ses droits inaliénables. Programme éloigné, dans une Italie atteinte d'une maladie morale politique dont le fascisme était l'expression évidente et le *Giolittisme* son antécédent le plus proche, programme lié « à une conception religieuse traduite en termes laïques » et qui aurait exigé une grande moisson de sacrifices.

En septembre 1920, Piero Gobetti écrivait à sa fiancée : « Il me semble voir peu à peu se vérifier et s'organiser la plus grande bataille du siècle. Alors ma place serait du côté le plus religieux et le plus désireux de sacrifices. » Et ce n'était, certes, pas une vantardise ; après une série ininterrompue de persécutions, de perquisitions, d'arrestations, d'agressions, de coups (en avril 1924, Mussolini ordonnait au préfet de Turin de lui rendre de nouveau la « vie difficile ») et de suspension de la revue *La Rivoluzione Liberale* et de son remplaçant, Baretti, ainsi que de sa maison d'édition, il mourait, le 16 février 1926, en exil à Paris, « brûlé par le travail et les souffrances », à vingt-cinq ans à peine. Peu de mois auparavant, il avait écrit : « La génération que nous devons créer est justement celle-ci : des volontaires de la mort, pour redonner au prolétariat la liberté perdue. » Ce n'était pas une vaine illusion : l'esprit du jeune martyr servit à garder dans les cœurs, pendant des années, l'hostilité au fascisme, et il planera par la suite au-dessus des bandes de partisans, en 1943-1945, dans ce vif désir de renouvellement de toute la vie italienne qui est le côté le plus noble et le plus généreux de la Résistance. Aujourd'hui encore, l'intransigeance morale de Piero Gobetti apparaît, sous des formes nouvelles, comme une exigence active et constructive de liberté, contre les nombreuses formes de réaction larvée et de lourd conformisme qui nuisent encore à la vie de la jeune république italienne.

Piero Pieri,
Université de Turin.

LA DIPLOMATIE MUSSOLINIENNE

Les documents.

La neuvième série du recueil des documents diplomatiques italiens, dont M. Mario Toscano a assumé la charge, doit couvrir la période comprise entre le début de la seconde guerre mondiale et la signature de l'armistice de Cassibile, 1939-1943, et le premier volume de cette série va du 4 septembre 1939 au discours prononcé par von Ribbentrop à Dantzig le 24 octobre 1939 (1). Il convient d'insister sur le fait que le système gouvernemental adopté à Rome aboutissait à la concentration progressive des affaires, de sorte que la source principale qui a été utilisée pour la préparation de ce volume est constituée par les archives de cabinet, abondant en communications confidentielles provenant de personnalités étrangères ou de diplomates accrédités auprès du Quirinal, résumés des conversations du chef du gouvernement et du chef de cabinet des Affaires étrangères avec les diplomates et les personnalités extérieures, rapports secrets : parfois en exemplaire unique, principaux télégrammes réservés à l'arrivée et au départ, correspondances personnelles de ministres avec les représentants de l'Italie à l'étranger, dossiers concernant certains pays comme l'Allemagne, ou certaines questions, comme celle du Haut-Adige. Il faut y joindre les correspondances personnelles entre Hitler et Mussolini et entre Percy-Lorraine et le comte Ciano pendant la crise de juillet-août 1939, les dépêches relatives aux rapports avec l'Allemagne, de la réunion de Salzbourg aux débuts du conflit entre l'Allemagne, d'un côté, l'Angleterre, la France et la Pologne, de l'autre, sans compter les copies dactylographiées de documents sur diverses questions de 1938 à 1943. Les archives de cabinet, qui, par suite d'un long séjour dans les caves du Palais Lancellotti à Rome, ont été assez fortement détériorées et ont exigé un travail de recopiage, ont été pour la période indiquée presque intégralement reproduites.

Outre les archives de cabinet, ont été utilisés les papiers du chiffre, les archives générales, assez bousculées après septembre 1943, celles de l'ambassade d'Italie à Londres et un petit nombre de fonds étrangers et de fonds non diplomatiques. Des lacunes graves provenant des destructions consécutives à l'armistice ont été vérifiées dans les rapports conservés à la Guerre et à la Marine, à l'Aviation, tandis que les archives de Milan et Venise, relatives à l'action diplomatique propre à Mussolini, et récupérées après le 25 avril 1945, paraissent moins graves qu'il a semblé tout d'abord, mais se sont révélées irréparables en ce qui touche les rapports du roi et du *Duce*.

L'éditeur, M. Toscano, s'est efforcé, non pas de suppléer à tant de pertes, mais de compenser par un agencement ingénieux des documents retrouvés et utilisés — au nombre de 680 — les lacunes certaines, et, par là, le volume présente un très grand intérêt au regard de l'histoire de la période qu'il couvre. Bien sûr, il n'est pas possible d'en faire l'analyse détaillée, ni même de caractériser avec exactitude chaque auteur des rapports diplomatiques publiés ni même la position, éminemment changeante, des pays dont il est question. Ce qui nous paraît tout à fait frappant, c'est la permanence de l'inquiétude chez tous les peuples de la terre dès que l'offensive allemande contre la Pologne s'est déclanchée. La course à la neutralité présente un spectacle affreusement vulgaire et bas. Bien entendu, l'Italie, qui n'est pas encore lancée vraiment dans le conflit et dont la position vis-à-vis de Berlin et de Tokio la met en mesure de considérer les événements avec une certaine liberté, est elle-même

(1) *Documenti diplomatici italiani*, 9e série (1939-1943), Roma, Libraria della Stato, 1954, in-8°, LXVI-645 pages.

inquiète. Au demeurant, elle est, semble-t-il, renseignée par des observateurs intelligents et dépourvus de préjugés comme Attolico et Magistrati à Berlin, Guariglia à Paris, Rossi à Moscou, sans compter les représentants de Rome dans les postes des pays baltes ou danubiens où, très tôt, on prévoit que des événements graves vont se produire. De ces événements, déterminés par un accès de mégalomanie aux immenses conséquences, le plus typique est l'offensive diplomatique russe en Esthonie, Lithuanie, Lettonie et Finlande, et l'écho des actes soviétiques paraît plus sonore que celui des discours de Hitler et de Gœring, tous orientés dans cette période de la seconde guerre mondiale vers des efforts pacificateurs du côté de la France et de la Grande-Bretagne. Au reste, Attolico signale la faiblesse de l'enthousiasme allemand pour la guerre (16 septembre), au moment où François-Poncet exprime sa confiance dans la volonté de la France d'aller jusqu'au bout de son effort. A cet effort se rattache la dissolution du parti communiste de France par Daladier, qui a pris cette mesure pour affaiblir initialement la position de l'U. R. S. S. Après l'accord de Moscou du 29 novembre, qui établit les conditions d'entente entre la Russie et l'Allemagne, la conclusion de l'accord italo-germanique du 20 octobre, conclu pour ainsi dire automatiquement et sans préparation, présente un grand intérêt au moment où commencent les démarches léonines du côté d'Helsinki, et, certes, lorsqu'il sera question d'établir la biographie complète de Molotov, il faudra bien qu'on tienne compte de tous les textes qui expriment et réalisent les visées de l'impérialisme soviétique. Celui-ci s'affirme dans la politique à l'égard de la Turquie, si durement traitée par Moscou qu'elle se tourne du côté de l'alliance anglo-française, moins sévère, plus malléable. Les pays baltes, par contre, ont l'impression d'être complètement abandonnés à leur triste sort par les démocraties occidentales, et l'Allemagne, en dépit des fortes minorités ethniques qui pourraient l'intéresser, semble ne pas se soucier d'eux. La fin du volume est occupée par des textes qui illustrent cette poussée d'impérialisme soviétique et que note en particulier un rapport d'Anfuso, secrétaire de Ciano, exposant le 18 octobre les caractéristiques de la neutralité russe et de l'action des Soviets en cette fin de l'automne 1939, complété le même jour par une note de la même main sur l'avenir de l'entente germano-soviétique issue, *ex delictu*, d'une sorte de complicité entre des deux pays.

Quelques-uns des textes publiés l'avaient été déjà dans les *Mémoires* de Ciano, dans une étude particulière de M. Toscano — minces contributions à l'énorme dossier mis à notre disposition et qui donne l'impression pénible que l'immense attentat commis par l'Allemagne et par l'U. R. S. S. contre le droit des peuples est gros de conséquences multiples et lourdes et commence à être apprécié par les peuples en guerre ou en semi-paix ; à Rome, en tout cas, on semble faire une différence entre l'état d'esprit qui règne à Berlin, rempli par toutes ces protestations sonores en faveur d'une paix perpétuellement évoquée, et celui qui s'affirme à Moscou, allant droit à la réalisation immédiate d'un plan d'hégémonie, dans le nord-est de l'Europe pour commencer.

* * *

C'est M. R. Moscati, chargé du service des archives du *Ministère des Affaires étrangères* à Rome, qui est responsable de la publication du volume dont le contenu va de la rupture du parti populaire avec le premier ministère Mussolini à l'annexion de Fiume au royaume d'Italie, et qui comporte, dans le cadre de la politique extérieure du fascisme, la documentation touchant la crise internationale que déterminèrent le massacre à Janina de la mission Tillioni et l'occupation de Corfou (1). M. Moscati a recouru non seulement aux

(1) *I Documenti diplomatici Italiani*, 7e série, 1922, 1935, Istituto Poligrafico dello Stato, 1955, in-4°, LIV-505 pages.

archives historiques du ministère des Affaires étrangères (Chiffre, Cabinet, direction des affaires politiques, bureau de presse), mais encore aux archives de la Présidence du Conseil, aux procès-verbaux des délibérations du Conseil des Ministres, aux archives du secrétariat de Mussolini, à l'*Office historique de la Marine*, sans compter les archives privées du comte Alessandri de Bosdari, ambassadeur d'Italie à Berlin, et divers papiers de MM. G. Giuriati, le sénateur Guariglia, l'ambassadeur Paulucci dé Calboli.

Le volume ainsi élaboré renferme 663 pièces, bien analysées à l'index sommaire et répertoriées à la table méthodique.

Beaucoup de questions y sont abordées, et nous relèverons principalement les documents qui concernent le problème des réparations (allemandes, hongroises, turques), les rapports entre l'Italie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et l'U. R. S. S., la campagne antifasciste en France, freinée par Poincaré, l'occupation de la Ruhr, la question tunisienne, naturellement ; les rapports italo-grecs, culminant aux bombardements de Corfou, les relations italo-éthiopiennes à propos de la *S. D. N.*, la menace faite par l'Italie de se retirer de celle-ci ; la crise grave que l'italophobie de Curzon, de Branting, de Nansen, rend à certains moments aiguë, et qui amène l'amiral Thaon du Revel à élaborer des plans pour une guerre contre l'Angleterre (sa note du 13 septembre 1923 sur l'état médiocre des défenses frontières de la Péninsule est particulièrement éloquente) (n° 348). L'attitude italophile des hommes d'État français est révélée dans plusieurs documents au cours de la crise qui a démontré la force d'action et de résistance du gouvernement mussolinien : rien d'étonnant que, le 12 octobre 1923, pour la première fois, apparaisse un mouvement allemand en faveur d'une liaison entre Hitler et le Duce (n° 431). Sur la question de Fiume, sur celle du Tyrol, sur les relations italo-espagnoles, sur la montée des rapports avec l'U. R. S. S., sur le Djubaland, la ville de Tanger, le Dodécanèse, sur les rapports entre l'Italie et la Yougoslavie, les documents abondent dans le troisième tiers de ce volume, qui apporte, au total, une contribution essentielle à l'histoire étrangère du fascisme.

G. Bourgin.

* * *

Utilisant les volumes XII et XIII (8e série) des *Documenti diplomatici italiani*, M. Anchieri a étudié les réactions de Mussolini, de son ministre des Affaires étrangères et de l'Ambassade italienne à Berlin, à l'égard de la politique allemande, au cours des trois semaines qui séparent la Conférence de Salzbourg (11-13 août 1939) — où les Italiens eurent, pour la première fois, connaissance des intentions agressives de Hitler contre la Pologne — du déclenchement de la deuxième guerre mondiale (1).

M. Anchieri confronte ces documents avec les témoignages déjà connus, entre autres le *Journal* de Ciano, les *Souvenirs* de Magistrati publiés par la *Rivista di Studi politici internazionali* (1950, n° 4 et années suivantes), les précieuses études de Mario Toscano sur la même période, et arrive à la conclusion que l'adoption de la non-belligérance fut l'œuvre, par-dessus tout, des efforts conjugués de Ciano et de l'ambassadeur à Berlin, Bernardo Attolico.

Il retrace pour nous, dans le plus grand détail, ces heures d'anxiété pour les deux hommes qui considéraient que le déclenchement immédiat de la guerre « serait une folie » ; nous montre, documents à l'appui, leurs vains efforts pour dissuader un Ribbentrop outrecuidant et sûr de son fait — à savoir que l'Europe assisterait impassible à l'écrasement de la Pologne, ou que, même si l'Angleterre et la France intervenaient, la victoire

(1) Anchieri (Ettore), *Dal Convegno di Salisburgo alla non-belligeranza italiana*, Politico (Univ. degli Studi di Pavia), avr. 1954, p. 23-43.

de l'Axe était certaine — et pour convaincre un Mussolini velléitaire « oscillant de jour en jour, et même d'heure en heure, entre ses ressentiments à l'égard des Puissances occidentales, le sentiment de l'honneur et de la fidélité due à l'Allié, la peur aussi de cet Allié, l'espoir enfin de s'assurer, en cas de victoire allemande, sa part de butin en Croatie et en Dalmatie » ; pour le convaincre, sinon d'abandonner son partenaire de l'Axe, du moins d'obtenir de lui un sursis à l'intervention italienne, qui permettrait de « voir venir » et, peut-être, d'éviter la catastrophe. La « non-belligérance » fut le fruit de ces efforts, succès limité et précaire que la rapidité des premières victoires allemandes allait réduire à néant.

« A Salzbourg, dit l'auteur, Ciano eut la subite et amère révélation de la véritable situation qui était la sienne et celle de son pays dans les Affaires internationales. Il s'était jusqu'alors illusionné, croyant être aux côtés de Mussolini un des protagonistes de la politique européenne ; il découvrait tout à coup son impuissance, celle de son chef et de son idole, et la condition humiliante et tragique de l'Italie en face de la volonté brutale de son allié. La claire vision de la réalité, le violent ressentiment qui accompagna l'écroulement de ses illusions, l'animèrent alors dans la lutte qu'il entreprit, avec un sérieux, une ténacité, un courage inattendus de lui, pour dissocier le sort de l'Italie de celui de son périlleux allié. Ce ne fut qu'une victoire provisoire, car Mussolini pouvait tolérer la paix, mais non la neutralité. »

D'aucuns trouveront, peut-être, que l'auteur fait la part belle à Ciano et à Attolico ; cependant, à mesure que s'éclairent les événements, on est amené de plus en plus à penser comme lui que Mussolini fut un des seuls responsables, sinon le seul (qu'il s'agisse de ses conseillers militaires, ou de ses diplomates, voire de la majorité des hiérarques fascistes), en ces heures décisives, des décisions politiques qui menèrent l'Italie à la catastrophe. Quoi qu'il en soit, par la densité de son contenu, la richesse de sa documentation, un effort visible vers l'objectivité, cette étude de M. Ettore Anchieri mérite d'être tout particulièrement signalée à l'attention des historiens.

F. Debyser.

Les souvenirs de R. Guariglia.

L'édition française des mémoires de M. Guariglia (1) est bien plus mince que l'édition originale italienne (2), qui comporte des textes donnés *in extenso*, traduits ici dans une forme très résumée. Mais l'objet du livre, italien et français, saute aux yeux : fournir une idée d'ensemble du rôle diplomatique de M. Guariglia depuis le jour où il fut nommé à Paris en remplacement du chargé d'affaires en France, M. Prunas, en octobre 1928. Depuis, M. Guariglia n'a jamais abandonné la diplomatie. Il a été, dans un instant tragique de l'histoire de l'Italie, le ministre des Affaires étrangères de ce pays et, dans ces conditions, la masse de ses souvenirs est importante, car de Schanzer à Badoglio, en passant par Mussolini, il a, comme exécutant de décisions supérieures, connu des hommes et des événements bien divers, et ce livre serait précieux s'il était autre chose que des *Mémoires* établis après coup, avec l'appui d'une documentation complémentaire, s'il était un journal enregistrant à leur place chronologique les événements survenus et dont l'auteur a été le témoin exact et le rapporteur fidèle ; nous devons bien, tout

(1) Raffaele Guariglia, *La diplomatie difficile. Mémoires 1922-1946*. Traduction par M. Louis Bonalumi ; préface de M. G. Bonnet, Paris, Plon, in-8°, vii-410 pages. Prix : 1.200 francs.

(2) Cf. compte rendu par P. Renouvin in *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 3, juin 1951.

de même, indiquer que les divisions chronologiques entre lesquelles la matière est répartie sont très inégales.

Tel qu'il est, ce livre est important, mais il laisse sans solution certaines questions essentielles. D'abord, nous ne voyons pas exactement quelle est la position de M. Guariglia à l'égard du fascisme. Peut-on admettre qu'un Italien de 1939 n'ait pas des sentiments à exprimer, des jugements à formuler, sur une forme de gouvernement qui devait avoir sur la machine politique de l'Italie d'immédiates répercussions et déterminer tant de malheurs pour son pays? On dira que c'est en faveur de l'impassibilité critique de l'auteur. Mais, tout de même, que, à l'égard des antifascistes, des *fuorusciti*, se maintienne cette impassibilité, qu'il manifeste, à l'égard des Alliés, une constante hostilité et cherche à ne paraître aux yeux de l'histoire que comme un grand fonctionnaire, impeccable et sans passion, cela paraît difficilement admissible.

Et puis pas un mot n'est dit sur le *coup de poignard dans le dos* à la France, pas un geste pour reconnaître et condamner les bombes lancées par les aviateurs italiens sur les routes françaises au moment de l'exode. Et comment les amitiés françaises de M. Guariglia sont-elles à sens unique, groupées dans le salon « pacifiste » de M^me^ Jean Brunhes, veuve du membre de l'Institut — Monzie, Pietri en tête — ce qui lui vaut de condamner Paul Reynaud et, plus encore, l'ambassadeur rooseveltien Bullitt. Évidemment, on tiendra compte du silence total où le *Duce* l'a laissé à l'égard de la politique italienne et des fluctuations d'opinion exprimées à l'égard de Ciano. Il avoue, du moins, à Mgr Maglione, Secrétaire d'État, ou au Pape lui-même, ses mensonges diplomatiques. Il se débrouille avec *maestria* dans les complications de la belligérance et de la non-belligérance. Mais il manque à ces *Mémoires* un souffle purificatoire et simplificateur qui, certes, n'introduirait pas plus de manichéisme dans le développement de la seconde guerre mondiale en Italie, mais qui permettrait de mieux concevoir les horizons à coup sûr changeants de la politique à propos de l'Italie, la bousculade des mouvements de troupes allemandes réoccupant la Ville éternelle et l'affreuse hécatombe des fosses ardéatines ; à quoi bon ces changements perpétuels de personnalités plus ou moins qualifiées aux postes de la diplomatie italienne, ces ballots de documents soustraits à la curiosité des Alliés ou des Allemands dans des valises confiées à de précieux amis? L'on comprend mieux — c'est un courage à reconnaître de l'avoir publié — le long réquisitoire du 18 décembre 1945, dressé par le journal *Il Mondo* contre l'ancien ministre badoglien des Affaires étrangères, qui a été le symbole de la politique mussolinienne tant qu'elle a été acceptable contre les vues des *fuorusciti* — la fleur de la démocratie italienne — sans coïncider avec les intérêts de l'Italie.

Quand Alcide de Gasperi devient le Président du Conseil de la République enfin créée, quand les portes des cabinets diplomatiques se ferment devant M. Guariglia, il a encore un mot chargé d'une double amertume à l'adresse du chef des démo-chrétiens : on ne peut attribuer à la décision du peuple italien « ni un caractère d'authenticité, ni une solide valeur légale ». Et peut-être M. Guariglia était-il comptable de cette déclaration à Victor-Emmanuel et à l'héritier royal repoussé par le verdict populaire, mais nous, qui, avec tant de constance, suivons les recherches du *Movimento di Liberazione* de Turin, nous qui avons connu par des livres remplis de sang les horreurs du fascisme décrites par Salvémini et les résurrections intellectuelles et morales préparées par Gramsci, nous qui avons apprécié les heures d'aube qu'ont dû être pour les Italiens les premières années de présidence de Luigi Einaudi, nous ne pouvons suivre M. Guariglia dans les méandres de sa politique.

Par une nouvelle édition de la *Diplomatie difficile* peut-être nous sera-t-il donné de lire un livre vraiment impartial et complet?

G. Bourgin.

Mussolini et Laval.

Hubert Lagardelle fut, avec Sorel, au début du XX^e siècle, un des théoriciens du « *syndicalisme révolutionnaire* » et, en cette qualité, reconnu par Mussolini comme un précurseur du fascisme italien. Aussi bien Henri de Jouvenel, désigné par Paul-Boncour pour gérer l'ambassade française en Italie afin de « fixer une entente durable associant pour longtemps les deux pays », eut-il l'idée de l'emmener avec lui, à titre officieux à Rome, en décembre 1932 : Lagardelle y demeura avec le successeur de Jouvenel, de Chambrun, au moins jusqu'au départ de celui-ci, en octobre 1936, et peut-être encore quelque temps après. Ses relations amicales avec Mussolini lui permirent de jouer un rôle personnel, grâce en particulier à des conversations privées avec le *Duce* ; de toute façon, il fut très au courant des négociations engagées pour établir un accord franco-italien, dont il relate, non sans nostalgie, le déroulement et l'échec. L'ouvrage (1) — dont on aimerait savoir dans quelles conditions et à quel moment il a été rédigé — n'est donc pas seulement d'un mémorialiste qui conte ses souvenirs et rappelle le rôle qu'il a joué, mais aussi d'un témoin qui se veut historien et qui, s'appuyant sur les connaissances partielles qu'il possède des événements, s'efforce de les reconstituer dans leur ensemble et d'en tirer des leçons. Il n'est pas sans souffrir de cette ambiguïté.

La relation, intelligente et intéressante, des événements de politique internationale entre 1932 et 1937 est d'autant plus dénuée d'originalité qu'elle ne se réfère que rarement à des documents non connus et se borne le plus souvent à un récit résumé des faits où l'auteur confronte ses conclusions avec celles d'autres acteurs comme Paul-Boncour, Flandin, Guariglia, etc... Il s'agit avant tout d'une apologie de Mussolini et d'un plaidoyer profasciste. A l'égard du *Duce*, le ton employé est celui des thuriféraires d'avant guerre, c'est tout juste si le mot « génie » n'est pas prononcé : « cet homme du Moyen Age est un condottiere des époques de fer » en même temps « qu'un Italien de la tradition classique ». Il existait « un accord préétabli entre le dictateur et le peuple italien ». Les institutions fascistes sont assimilées à un « véritable rempart de la civilisation occidentale ». Par ailleurs, c'est l'Éthiopie qui a attaqué l'Italie et tous les États sont renvoyés dos à dos dans un partage égal de responsabilités dans l'intervention en Espagne. De tels propos nous ramènent curieusement vingt ans en arrière, et ils tiennent si peu compte des événements survenus depuis qu'on aimerait savoir à quel moment ils ont été réellement écrits.

A l'égard de la France, le *Duce* n'aurait jamais manifesté que de l'amitié, et il s'est toujours efforcé d'arriver avec elle à une entente durable, même en 1936. Sa francophilie n'est-elle pas prouvée par le fait qu'il a enseigné un temps le français? Il est même qualifié à un moment « d'amoureux déçu ». Par contre, les différences entre le nazisme et le fascisme sont nettement mises en lumière, le nationalisme tout latin du second ayant peu à voir, selon l'auteur, avec le racisme et l'antisémitisme du premier. Au fond, d'après Lagardelle, tout aurait dû rapprocher la France de l'Italie, opposer l'Italie et l'Allemagne. Comment se fait-il alors que le contraire se soit produit? C'est, en fait, à cette question que Lagardelle veut répondre en mesurant les responsabilités de chacun.

Ses explications deviennent particulièrement intéressantes lorsqu'il évoque les négociations auxquelles il a été directement mêlé : le *Pacte à quatre* et les *accords Laval-Mussolini*. Les difficultés étaient certes nombreuses : similitude des économies qui provoque la concurrence plus qu'elle ne facilite la coopération, rivalité navale en Méditerranée, sentiments « nationalistes » des Italiens émigrés en France, revendications italiennes en Tunisie ; sans les dissimuler,

(1) Hubert LAGARDELLE, *Mission à Rome, Mussolini*, Paris, Plon, 1955, 308 pages.

Lagardelle estime qu'elles n'étaient pas insurmontables. Aussi bien, le *Pacte à quatre* peut être signé et le texte intégral en est donné dans l'ouvrage. Mais, si cette semence ne produisit aucun fruit, ce n'est pas seulement parce qu'on avait laissé subsister les mauvaises herbes des querelles non apaisées, ni par suite de l'opposition de la *Petite Entente* : le retrait de Hitler de la *S. D. N.* le frappe de caducité avant même qu'il soit entré en application. Pour cette première tentative, la volonté hitlérienne avait rendu incompatible le rapprochement franco-italien avec le maintien de la *Société des Nations.*

Le rapprochement avait toutefois été esquissé ; la politique allemande de dénonciation unilatérale des traités, condamnée par le Duce comme une déformation de la révision générale qu'il préconisait, allait l'accentuer. Le 7 janvier 1935 sont signés les *accords Laval-Mussolini.* Que disaient-ils exactement? Les textes secrets qui les accompagnaient sont insérés dans l'ouvrage, complétés par les lettres qu'échangèrent les deux protagonistes en plein développement de la crise éthiopienne, en décembre 1935 et janvier 1936. En échange d'un accord militaire dirigé contre l'Allemagne — que mirent au point Gamelin et Badoglio et dont l'application n'aurait guère été aisée — le Duce obtient d'avoir les mains libres en Éthiopie par un véritable désistement français : « Le Gouvernement français ne recherchera pas en Éthiopie la satisfaction d'autres intérêts que ceux relatifs au trafic du chemin de fer Djibouti-Addis-Abeba. » Désistement économique, pour le moins.

Autorisait-il Mussolini à se prévaloir de l'assentiment et à escompter l'appui de la France en cas de conflit armé? C'est ce qu'affirme le *Duce* et ce que nie Laval dans les lettres échangées à un moment où la virulence de l'opposition contre ce dernier ne pouvait que l'amener à une position en retrait sur celle qu'il avait adoptée au moment de la signature des accords. Laval dit qu'une action pacifique avait seule été envisagée. Mussolini le contredit, s'autorisant d'une « *entente verbale* », évoquant les précédents dont on s'était prévalu et pour lesquels (Maroc et Tripolitaine) les partages de zones d'influence avaient toujours été suivis d'opérations de conquêtes, arguant « qu'une pénétration économique implique des garanties politiques et le maintien de l'ordre ». Tout en reconnaissant que Laval n'avait pas pu donner son adhésion à une guerre que le déroulement des événements avait rendue, à ses yeux, inévitable sinon nécessaire, mais dont il ne pouvait être question au moment des conversations diplomatiques, le Duce rejette l'interprétation de Laval et son affirmation que le recours aux armes pouvait être écarté. Laval n'a d'ailleurs jamais exclu explicitement l'hypothèse d'une guerre dont la menace se profilait pourtant dangereusement.

Mais Mussolini voulut-il l'écarter? On peut en douter, quand on lit certaines de ses affirmations que Lagardelle reproduit honnêtement : « Coûte que coûte, je vengerai Adoua », dit-il à Chambrun. Une solution pacifique aurait-elle apporté au fascisme la gloire qu'il recherchait et le genre de conquête qu'impliquait l'axiome du régime : « vivre dangereusement »? En tout cas, pour la deuxième fois — mais du fait de Mussolini et non plus de Hitler — le rapprochement franco-italien, comportant la satisfaction des exigences mussoliniennes, s'avérait incompatible avec le maintien de la *Société des Nations.*

Dans cette répétition de l'échec, et dans son identification avec une opposition irréductible entre deux conceptions des relations internationales, s'exprime peut-être le mieux cette ressemblance profonde entre le nazisme et le fascisme que H. Lagardelle n'a pas essayé de dégager. Derrière les idéologies plus ou moins fumeuses, auxquelles est accordée une créance variable, se perçoivent la même volonté d'impérialisme, le même goût des solutions violentes d'autant plus théâtralement affirmé que le prestige du chef en dépend, un identique mépris des faibles, des démocraties et de la paix.

Dans ces conditions, les « milieux du quai d'Orsay hostiles à l'Italie » et « l'antifascisme international », dans lesquels Lagardelle situe les responsables

de la faillite de la politique à laquelle il s'est voué (1), n'étaient que les défenseurs d'une paix que les initiatives provocantes des dictateurs rendaient de plus en plus précaire. Faire obstacle à Mussolini c'était, en cas de succès, pouvoir faire obstacle à Hitler. La défaite subie par la S. D. N. devant Mussolini en Éthiopie prélude à celle qu'elle subira, sans lutte, devant Hitler en Rhénanie et l'explique d'autant mieux que la politique des « sanctions » n'avait pas été intégralement appliquée — le livre de Lagardelle en donne de nombreux exemples — si bien qu'on peut se demander si l'Italie fasciste aurait longtemps supporté des sanctions rigoureusement et durablement exécutées. « Je joue le tout pour le tout, disait Mussolini, si j'échoue, c'est le poteau. »

Se servir de Mussolini contre Hitler, c'est appliquer en diplomatie la politique du contre-feu. Encore faut-il que le contre-feu soit docile ! Orienter Mussolini vers l'Éthiopie n'était-ce pas l'éloigner de l'Autriche? Devant le péril allemand croissant, malgré toutes les rodomontades, peut-être n'était-il pas fâché de s'en éloigner. N'a-t-il pas décrété, le 25 mai 1935, devant la Chambre des Députés, qu' « il n'acceptait pas d'être immobilisé au Brenner et empêché de se diriger vers un autre pays du globe », en ajoutant que « le problème autrichien n'était pas exclusivement italien »? Si, dans les forces qui s'affrontent en Europe en ces temps incertains, on compte l'antifascisme international et on en mesure la portée, du moins conviendrait-il de ne pas oublier totalement le fascisme international, ses exigences toujours renaissantes et ses victimes toutes désignées qu'étaient les démocraties.

H. Michel.

Un double jeu de Mussolini?

En égrenant ses souvenirs (2), M. Campini proclame une conviction : Mussolini a joué double jeu... Dino Campini est un Piémontais et un soldat ; il s'est battu en Espagne, il a commandé à El-Alamein la dernière résistance des blindés ; il admire la détermination guerrière des Allemands. Mis par l'état-major à la disposition du gouvernement, il lia son sort à celui de Biggini, dernier ministre de l'Éducation nationale de Mussolini : il le suivit à Padoue, il connut les vicissitudes de la république de Salò jusqu'à l'écroulement final. Son propos n'est point d'écrire des mémoires ; il est plutôt de rapporter des impressions : des portraits brossés par petites touches, des croquis pris sur le vif, des conversations d'un tour déconcertant, un peu d'ironie, un peu d'émotion, un peu de colère, de brèves envolées poétiques donnent à l'œuvre un caractère romanesque.

Dino Campini ne se délivre pas d'un malaise : l'Italie ne fait pas la guerre pour la gagner. Elle y entre en 1940, lorsque la campagne de France est militairement terminée ; elle se bat sans conviction en Afrique ; elle piétine lamentablement en Grèce ; elle collabore avec réticence avec son allié allemand... Quel dessein Mussolini poursuit-il donc? Campini, au long des pages, au hasard de ses réflexions, avance alors son explication. Mussolini s'est lancé dans les hostilités pour complaire à l'Angleterre. Déjà, il était secrètement d'accord avec elle au moment de la guerre d'Espagne ; en 1940, comme l'Angleterre, isolée, était sur le point de demander l'armistice, il est intervenu juste à temps pour avoir le droit à la parole au moment des négociations ; dans les Balkans, il a désiré devancer l'offensive allemande, car une occupation italienne n'aurait pas représenté un grave danger pour les Anglais en Méditerranée orientale. Même après l'entrée en guerre des États-Unis, il a gardé l'illusion qu'il était utile à la Grande-Bretagne. Toute sa politique a été de conserver dans le meilleur état possible le potentiel industriel et humain de l'Italie pour jouer un

(1) Il reproche à Léon Blum de ne pas oublier son amitié pour Matteoti, mais non à Mussolini d'être responsable de l'assassinat de celui-ci.

(2) Dino Campini, *Strano Gioco di Mussolini*, Milan, P. G., 1952, in-8°, 240 pages.

grand rôle dans le rétablissement de la paix. La conférence de Munich l'avait grisé. Il croyait en son habileté plus qu'en la force des armées ; adroitement encouragé par l'Angleterre, il attendit obstinément, même contre toute évidence, l'heure de se poser en conciliateur indispensable. Il ne pensait pas trahir l'Italie : c'était, au contraire, la mission qu'il avait choisie pour elle et dont il espérait la grandeur. Mais, entraîné par son rêve romantique, trompé par sa subtilité levantine (le nom de Mussolini ne désignait-il pas au Moyen Age les marchands de tissus de Mossoul (p. 53)?), il ne voulut pas voir la réalité, pas plus qu'il ne chercha à éviter le coup d'État du 25 juillet 1943, qui lui avait été annoncé, mais qu'il subit, on ne sait pourquoi.

Les preuves? Il y avait, affirme Campini, trois liasses de lettres secrètes : l'une relative aux rapports de Mussolini et du Vatican ; la seconde contenant les interventions du *Duce* auprès des Allemands et le procès-verbal de la rencontre de Feltre au cours de laquelle, le 19 juillet 1943, Hitler annonça à Mussolini qu'il avait reçu une demande d'armistice des Russes mais, qu'il la repoussait, car il comptait s'entendre avec l'Angleterre et il estimait que l'U. R. S. S. était le véritable ennemi de l'Europe. Le troisième dossier renfermait les correspondances échangées avec des Anglais, et notamment Winston Churchill. Une partie de la première série a été publiée. Des deux autres, trois copies existaient : Mussolini détenait l'une, une autre fut confiée à l'ambassadeur du Japon auprès de la république de Salò, la dernière à Biggini. C'est par celui-ci que Campini en connut l'existence et l'intérêt. Mais tout disparut et Biggini, hospitalisé sous un faux nom, mourut de maladie à l'automne 1945.

Pour l'auteur, son explication n'est pas une hypothèse. Mais le lecteur aimerait être convaincu par autre chose que des références très vagues à des textes perdus que Campini n'eut jamais entre les mains. Le calcul prêté à Mussolini, au moins en juin 1940, est très vraisemblable ; est-il nécessaire qu'un homme d'État britannique l'ait inspiré? Et, ensuite, Mussolini a bien pu, sans y être incité dans des conditions romanesques, ménager les forces de l'Italie dans l'espoir de tenir, lors du règlement final, un rôle plus éminent. Le jeu, alors, est-il si « étrange »?

* * *

Dans un deuxième (1) ouvrage Dino Campini s'avoue monarchiste, mais ne cache pas sa fidélité jusqu'au bout au régime fasciste. Ayant été secrétaire du ministre de l'Éducation nationale, Biggini, dans les derniers temps de la République mussolinienne, il prétend que ce dernier possédait la correspondance secrète du *Duce* avec le Premier anglais.

La thèse de Campini est la suivante : Mussolini ne voulait pas la guerre. Connaissant la répugnance du peuple italien et l'état d'impréparation matérielle et morale de l'armée, il aspirait à garder ses forces intactes, à laisser les adversaires s'épuiser et ensuite à parler haut. Tel était chez lui « le complexe du médiateur ». Après avoir attaqué la France, au dernier moment, et seulement pour être présent à la paix, le *Duce*, avec son esprit levantin, se complut au double jeu. Il n'essaya pas d'occuper Malte, lambina en Somalie, freina les combats en Grèce.

C'est, affirme l'auteur, qu'il était entré en guerre aux côtés des Allemands uniquement à la demande de Churchill. L'Angleterre songeait à obtenir un armistice, car elle avait besoin de souffler ; elle croyait que Mussolini, une fois cobelligérant, faciliterait la manœuvre auprès d'Hitler. Le *Duce*, jaloux du chef nazi, espérait ainsi jouer bientôt un rôle de premier plan au cours

(1) Dino Campini, *Mussolini-Churchill. La correspondance*, Milan, Italpress, 1952, 235 pages.

des négociations. Campini précise aussi que la correspondance de Mussolini faisait état d'une demande d'armistice des Russes en pleine guerre, demande qu'Hitler, sûr de ses armes secrètes, refusa avec hauteur, mais qui explique l'animosité des Alliés à l'égard de Staline. Quoi qu'il en soit, les deux hommes à qui le *Duce* avait confié ses papiers : Biggini et l'ambassadeur japonais, ont aujourd'hui disparu. La correspondance a été dispersée et le seul fait qu'il ne reste aucune trace des rapports anglo-italiens à cette période cruciale jette l'ombre d'un doute sur les versions officielles qui sont généralement données. Campini ne cherche pas à masquer sa rancune contre la politique anglaise : Mussolini s'est laissé prendre au piège et a contribué à la défaite de l'Allemagne, c'est-à-dire de l'Europe ! Un esprit aussi partisan semble bien loin de la sérénité de l'historien.

L'intérêt du livre réside donc moins dans l'ingéniosité d'une hypothèse douteuse que dans le portrait original de Mussolini. Le *Duce* apparaît comme un « tyran très sentimental », plus sûr de son habileté diplomatique que de son armée, fondamentalement hostile à Hitler, comme un maître en finasserie qui ne voyait dans l'alliance avec Hitler qu'un moyen pour faire payer son concours par les puissances occidentales. L'entrée en guerre des Américains réduisit à néant cet ensemble d'intrigues anglo-italiennes et Churchill n'eut plus aucun ménagement pour celui dont il avait sollicité l'aide dans les mauvais jours de 1940. Campini va même jusqu'à dire que les partisans italiens reçurent des Anglais l'ordre d'exécuter promptement le *Duce* au moment de la Libération, afin d'éviter les révélations compromettantes !

Mussolini a-t-il été vraiment ce Méditerranéen amateur d'intrigues, rêveur et vraiment humain, dupé par ses faiblesses plus encore que par Churchill? On ne reprochera pas au livre de Campini, écrit, d'ailleurs, dans un style attachant, qui tient du plaidoyer et du roman policier, de ne pas poser ces problèmes qui font baigner l'histoire dans un halo de mystère.

Jean DEFRASNE.
Lycée de Besançon.

États-Unis et Italie

Dans une collection américaine que dirige Donald Mac Kay, professeur à l'Université d'Harvard, un jeune essayiste de talent, qui a servi, à la fin de la seconde guerre mondiale, à l'État-Major des forces américaines employées sur le théâtre de la Méditerranée, a écrit un livre sur *The United States and Italy* (Cambridge press, 1955, in-16, 256 p.), qui peut être considéré comme un bon guide sur l'histoire moderne de l'Italie et une introduction à l'histoire de ses rapports avec les États-Unis. Le contact personnel de l'auteur avec ce pays, avec les hommes d'État les plus représentatifs, le recours à des livres bien choisis, dont la liste figure dans la bibliographie, ont servi à élaborer un volume clair et sans préjugés : conditions naturelles, données psychologiques, héritage d'une histoire faite de grandeur et d'humiliations, où le fascisme est issu de la première guerre mondiale et aboutit à créer l'État corporatif, classes qui ont eu, les unes dans le parti démo-chrétien d'un don Sturzo et d'un De Gasperi, ses plus authentiques représentants, les autres dans le communisme dirigé tour à tour par Gramsci et Togliatti, rôle de l'Italie dans le monde où la compromet et la sert à la fois le problème démographique que n'avait plus à résoudre l'émigration. Toutes ces données servent à expliquer la place de l'Italie dans la communauté atlantique et sa politique étrangère : M. Hughes n'a pas oublié de dire ce qu'avait été la résistance italienne, comme d'apprécier la valeur du néo-fascisme soutenu par le *Movimento sociale Italiano.*

G. BOURGIN.

LES ARMÉES ITALIENNES AU COMBAT

La Marine

M. Marc'Antonio Bragadin est un officier de marine italien de complément. Commandant la 14e escadrille MAS (vedettes anti-sous-marines) de juin à août 1940, affecté au bureau « *Opérations* » de *Supermarina* (l'Amirauté italienne) d'août 1940 à mars 1941, commandant de la 13e escadrille MAS en Grèce de mars à octobre 1941, il eut à former à Rome, en octobre 1941, la « *5e Section* » de *Supermarina*, chargée de l'historique des opérations. C'est dire que M. Bragadin était particulièrement qualifié pour écrire l'histoire de la Marine italienne pendant la guerre (1). Ajoutons qu'il a pu consulter une partie de la documentation officielle britannique sur la guerre en Méditerranée et qu'il n'a pas manqué de lire toutes les publications parues sur ce sujet.

Che ha fatto la Marina? (Qu'a fait la Marine?) est un récit chronologique des opérations navales italiennes, mais c'est aussi un exposé fort clair, dénué de toute emphase et vaine littérature, du rôle de la Marine italienne pendant la guerre, des difficultés auxquelles elle s'est heurtée, des problèmes qu'elle a eu à résoudre. On a souvent entendu dire que la Marine italienne, hostile à une entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne, ayant peu de sympathie pour le régime fasciste, n'avait combattu qu'à regret et ne s'était pas engagée à fond. Le livre de M. Bragadin fait justice de cette assertion : il suffit d'ailleurs de consulter les chiffres des pertes que l'auteur donne en fin de volume pour en être convaincu.

Que la Marine ait été opposée à l'entrée en guerre de l'Italie en juin 1940, la chose est certaine, et M. Bragadin en donne les raisons :

Depuis le printemps 1935, la Marine italienne vivait sur le pied de guerre (guerre d'Éthiopie, guerre d'Espagne, occupation de l'Albanie), ce qui avait provoqué une usure prématurée du matériel et freiné l'entraînement.

Numériquement aussi la flotte était insuffisante : le programme de constructions navales avait été conçu en vue d'une guerre éventuelle en 1942 ; à cette époque, quatre cuirassés de 35.000 tonnes et une douzaine de croiseurs légers auraient été achevés. Mais en 1940 aucun de ces bâtiments n'était prêt.

Les stocks de mazout, 1.800.000 tonnes, étaient insuffisants, car il fallait envisager une consommation mensuelle de 200.000 tonnes. Qu'adviendrait-il une fois les réserves épuisées?

La question aérienne était également angoissante : Mussolini, partant du principe que la péninsule italienne constituait « un grand porte-avions au milieu de la Méditerranée », s'était opposé à la construction de porte-avions et à la constitution de formations aéronavales spécialisées, en particulier des formations d'avions torpilleurs. Il n'existait aux ordres de la Marine que des formations de reconnaissance fournies par l'Armée de l'Air avec des observateurs marins spécialisés. Cette « aviation pour la Marine », parente pauvre de l'aviation, ne comprenait en 1940 qu'une centaine d'appareils, pour la plupart hydravions *CANT 501*, dont la vitesse ne dépassait pas 180 km./h.

Dans ces conditions, l'amiral Cavagnari, chef d'État-Major de la Marine, informé le 9 avril 1940 de l'intention de Mussolini d'intervenir dans le conflit à l'heure qu'il choisirait, ne put qu'attirer l'attention du Gouvernement sur la supériorité des forces navales adverses et de leurs positions stratégiques.

(1) Marc'Antonio Bragadin, *Che ha fatto la Marina*, Milan, Garzanti, 1955, 457 pages, index, tableaux, cartes.

Mais Mussolini croyait que le conflit auquel il allait participer ne durerait pas plus de trois mois ! Ces réserves faites, la Marine italienne se consacra sans réticence à l'exécution des missions qui lui étaient dévolues.

A ces missions allait, dès octobre 1940, s'en ajouter une autre qu'elle n'avait pas envisagée : le 15 octobre 1940, l'attaque de la Grèce était décidée sans que l'avis de la Marine eût été demandé, alors que l'affaire comportait l'occupation des îles grecques, le débarquement sur la côte grecque et même le transport de trois divisions de montagne dans le golfe d'Arta « en une seule nuit ».

La Marine protesta vainement que tous ses efforts devaient porter sur la lutte contre la Grande-Bretagne. Elle parvint cependant à assurer les transports demandés et à exécuter un plan si légèrement conçu qu'il fallut satisfaire tout de suite à des besoins journaliers de 10.000 tonnes de matériel là où les ports albanais n'en pouvaient absorber que 3.500. C'est ainsi que, le 1er novembre, Durazzo fut complètement embouteillé avec dix navires dans le port et 30.000 tonnes de marchandises sur les quais.

Une des plus importantes missions dont allait être chargée la Marine italienne fut le ravitaillement de la Libye. Pour son exécution, la Marine estimait, avec raison, la neutralisation de Malte indispensable. Cette idée — émise dès 1938 comme une condition *sine qua non* d'une participation à un conflit — ne fut pas retenue par le Haut Commandement italien qui, d'une part, s'attendait à une guerre courte, tandis que, d'autre part, l'Armée de l'Air déclarait ne pouvoir consacrer à cette opération qu'une centaine d'appareils de modèle ancien.

La mise hors de combat de la France parut à la Marine italienne une excellente occasion pour tourner cette difficulté — elle réclama avec insistance l'occupation de la Tunisie. Mais Hitler s'y opposa et Mussolini, croyant à une guerre courte, n'insista pas.

Il est certain que, si cette occupation avait pu se faire et si les ports et aéroports de Tunisie avaient pu être utilisés par l'Italie pour des opérations de guerre, la plupart des problèmes que la Marine italienne avait à résoudre en Méditerranée (ravitaillement de la Libye, fermeture du canal de Sicile) auraient disparu ou auraient tout au moins perdu de leur importance.

L'attaque de Dakar, en septembre 1940, parut un excellent prétexte à la Marine italienne pour occuper au moins la Tunisie, mais elle se heurta à un refus d'Hitler. Il fallut le déclenchement, le 9 décembre 1940, de l'offensive britannique en Cyrénaïque pour faire comprendre aux Allemands la menace que Malte constituait pour le ravitaillement de la Libye. Fin décembre, ils envoyèrent en Sicile une escadre de 400 avions chargée de détruire Malte. Les bombardements, commencés en janvier 1941, ralentirent considérablement l'activité de l'île, mais dès mars il fallut les interrompre pour les opérations de Grèce. Les résultats furent immédiats : les bombardiers britanniques partant de Malte allèrent attaquer Naples, Palerme, Messine, La Spezzia, Tripoli, Bengasi, et les transports de Libye subirent de juillet à décembre 1941 des pertes s'élevant à 16,4 % pour le personnel et 26,8 % pour le matériel.

En décembre 1941, l'aviation allemande revint en Sicile pour attaquer Malte, qui fut soumise à des bombardements continus et extrêmement violents. Privée de tout ravitaillement grâce au blocus efficace exercé par la Marine italienne et l'Aviation allemande de Sicile, l'île n'aurait sans doute pas pu résister à l'attaque de grande envergure qui était envisagée si les nécessités de la guerre en Russie n'avaient conduit les Allemands à rappeler une partie des avions de Sicile et si Rommel n'avait réclamé tout le reste pour son offensive contre l'Égypte en avril 1942.

Les pertes des transports de l'Italie vers la Libye, qui de janvier à juin 1942 n'avaient été que de 2 % pour le personnel et 6,2 % pour le matériel, s'élevèrent aussitôt et atteignirent, de juillet à décembre 1942, 31 % pour le personnel et 35,5 % pour le matériel.

Avant l'entrée en guerre, le Haut Commandement italien avait pour la Marine des projets offensifs. Mais, comme il ne pouvait être question d'aller attaquer la flotte britannique à Gibraltar ou à Alexandrie, il fallait l'attendre à la mer et, pour cela, connaître ses appareillages, la composition des forces et leurs routes. En un mot, il fallait une aviation de reconnaissance qualifiée. Nous savons qu'elle faisait défaut. Les quelques appareils anciens affectés à la Marine avaient été mis rapidement hors service. Il fallut confier à l'Armée de l'Air les reconnaissances maritimes. Or, les pilotes n'étaient pas entraînés à ce travail. Le rendement était faible et les renseignement fournis souvent erronés. Ni les pilotes de l'Aéronautique italienne ni ceux de la *Luftwaffe* n'étaient au courant des procédés de communications navales ou de détermination des objectifs : presque toujours les contre-torpilleurs étaient pris pour des croiseurs, les croiseurs pour des cuirassés, les gros cargos pour des porte-avions.

Il n'est pas possible d'énumérer ici toutes les conséquences de cette déficience de la reconnaissance aérienne que souligne M. Bragadin.

Nous résumerons seulement trois des exemples les plus typiques. Le 11 novembre 1940, une importante force navale britannique comprenant en particulier le porte-avions *Illustrious* put naviguer pendant toute la journée en Méditerranée centrale et le soir se présenter à l'entrée de la mer Ionienne et de l'Adriatique sans que *Supermarina* ait reçu à ce sujet la moindre information. Dans la nuit, l'*Illustrious* lança deux vagues de douze avions qui attaquèrent à la torpille les cuirassés en rade de Tarente et endommagèrent trois d'entre eux très gravement. Même après cette attaque, la force britannique ne fut pas retrouvée par l'aviation pendant toute la journée du 12 et ce n'est que le 13 qu'elle fut aperçue faisant route vers Alexandrie.

Il faut dire que la chasse britannique, guidée par les radars de l'*Illustrious*, abattit les hydravions de reconnaissance avant qu'ils aient seulement pu apercevoir la flotte adverse : quoi qu'en ait dit Mussolini, la péninsule italienne ne pouvait rendre les mêmes services qu'un porte-avions.

Le 9 février 1941, à l'aube, une escadre britannique — dont la présence en Méditerranée occidentale était connue depuis le 8 au matin — bombarda Gênes sans avoir été découverte ni inquiétée. Elle avait été repérée le 9 à 10 h. 45 et à 11 h. 30, mais, les pilotes italiens ne sachant comment transmettre leurs observations par radio, leurs comptes rendus furent téléphonés à Rome après leur retour à leur base, puis transmis à *Supermarina* et, enfin, réexpédiés par radio au commandant de l'escadre italienne à la mer à qui ils ne parvinrent qu'à 12 h. 50 !

A 14 h. 05, l'aviation signala qu'elle avait aperçu sept navires ennemis dont elle donnait la position. Quand la force navale italienne arriva au contact de ces navires ennemis, elle s'aperçut qu'il s'agissait en réalité d'un inoffensif convoi de navires de commerce français.

Le 18 avril 1941, une escadre britannique quitta Alexandrie, arriva devant Tripoli le 21 à 4 h. 30, bombarda le port pendant une demi-heure et rentra à sa base sans avoir été découverte ni inquiétée par l'aviation.

La coopération de l'aviation de bombardement avec la Marine ne fut pas plus heureuse ; en voici quelques exemples :

Le 9 juillet 1940, à la bataille de Punta Stilo, les bombardiers italiens n'arrivèrent qu'après la fin du combat et quelques-uns bombardèrent même la flotte italienne.

Le 19 juillet 1940, à la bataille du cap Spada en Crète, les bombardiers demandés à 7 h. 22 n'arrivèrent qu'à 12 h. 37 quand tout était fini et bombardèrent seulement les bâtiments britanniques qui sauvaient les naufragés du croiseur italien *Colleone* coulé.

Le 27 novembre 1940, au combat du cap Teulada, bien que l'escadre italienne se soit trouvée au voisinage des terrains de Sardaigne, les avions torpil-

leurs britanniques purent l'attaquer sans être dérangés par la chasse. L'amiral Sommerville put lancer ses avions torpilleurs au moment jugé favorable, tandis que l'amiral Campioni devait passer par *Supermarina*, qui transmit la demande à l'Aéronautique ; celle-ci, après avoir examiné la situation, envoya ses instructions aux commandements locaux qui, enfin, alertèrent les aérodromes et les groupes d'aviation. Ceux-ci arrivèrent... comme les carabiniers.

D'autre part, la Marine italienne ne possédait pas le radar dont les navires britanniques étaient munis depuis fin 1940 ; les combats de nuit étaient pour elle des combats d'aveugles, alors que les Britanniques « voyaient » leurs adversaires. Ainsi à plusieurs reprises des convois de Libye furent surpris de nuit sans même avoir soupçonné la présence de leurs ennemis.

Restait la question du mazout ! La Marine avait besoin d'un minimum de 200.000 tonnes de mazout par mois. Elle dut rapidement se limiter à 100.000 tonnes. Les Allemands, qui ne paraissaient pas saisir l'importance de la guerre navale en Méditerranée, étaient très réticents pour fournir du combustible. Ils ne s'y décidèrent qu'au printemps 1941, et encore leurs envois ne dépassèrent guère 50.000 tonnes par mois, servis très irrégulièrement.

En octobre 1941, la réserve de combustible italienne était tombée à 30.000 tonnes. En outre, elle était répartie dans des centaines de dépôts situés dans trente-deux ports différents !

Au début de 1942, les réserves de Tarente étaient tombées à 2.400 tonnes et fin avril il ne restait plus dans toute la péninsule que 14.000 tonnes de mazout.

Dans l'été de 1942, pour ne pas arrêter les convois de Libye, on dut faire ravitailler les cargos aux soutes des cuirassés et croiseurs de l'escadre, ce qui conduisit à immobiliser les cuirassés.

Dans l'été 1942, la 8e division de croiseurs, transférée à Navarin pour pouvoir intervenir sur la route Italie-Cyrénaïque, dut céder son mazout aux bâtiments des convois, si bien qu'elle se trouva bientôt, avec deux cinquièmes de son approvisionnement, dans l'impossibilité d'exécuter des missions de guerre.

Après le débarquement allié en Afrique du Nord et le renforcement des forces navales et aériennes alliées en Méditerranée, la situation de la Marine italienne devint intenable. Dès que les bâtiments prenaient la mer, ils étaient l'objet d'attaques de bombardiers ou d'avions torpilleurs, et leurs bases les plus éloignées restaient soumises à de violents bombardements aériens.

Le ravitaillement de la Tunisie fut effectué dans des conditions particulièrement dures. Sur la route Italie-Tunisie, la route de la mort, douze contre-torpilleurs et onze torpilleurs furent coulés. Dans l'ensemble, le trafic avec la Tunisie provoqua la perte en mer ou dans les ports de 243 navires de tous types, 242 bâtiments furent plus ou moins avariés.

On sait dans quelles conditions fut signé en septembre 1943 l'armistice avec l'Italie. Ce que nous apprend M. Bragadin, c'est que la Marine italienne — qui constituait cependant l'élément essentiel des clauses de l'armistice — fut tenue à l'écart de toutes les tractations avec les Alliés et que le chef d'État-Major de la Marine, l'amiral De Courten, n'en eut connaissance que le 6 septembre au soir ; encore lui fut-il interdit d'en informer ses subordonnés. Finalement, ce n'est que le 8 septembre au soir, au moment où Alger diffusait la nouvelle de la signature de l'armistice, que l'Amirauté italienne reçut des instructions pour la Marine et put diffuser des ordres.

On peut admirer, d'une part, l'excellence des transmissions de la Marine italienne dans cette période difficile et, d'autre part, l'esprit de discipline des subordonnés, qui exécutèrent sans hésitations les ordres les plus inattendus.

Pour conclure, nous ne pouvons mieux faire que de donner la comparaison « sportive » de M. Bragadin : « La Marine italienne fut un « poids moyen » qui se trouva à l'improviste et inopinément sur le ring en face du champion du monde des « poids lourds ». La différence de poids fut aggravée par le fait que le poids

moyen luttait avec les yeux troublés et parfois aveuglés (exploration aérienne et radar), un bras engourdi (concours aérien), les jambes entravées (mazout). Pourtant le poids lourd ne réussit pas à mettre knock out le poids moyen et même encaissa des coups plutôt durs. Après d'innombrables rounds, quand le jury suspendit la rencontre, le poids moyen était mal en point et ensanglanté, mais cependant encore sur pieds. Le champion fut vainqueur, mais « aux points » : résultat qui, relativement, apparaît très honorable pour le « poids moyen » italien. »

Capitaine de frégate CAROFF.
Service historique de la Marine.

L'Aviation

Le général Santoro (1) a écrit le premier volume d'une histoire de l'Aéronautique italienne au cours de la dernière guerre. Il a paru en 1950. Bien que depuis lors six ans se soient écoulés, aucun autre tome n'est encore sorti des presses.

Ce premier livre comprend treize chapitres. Le premier brosse un rapide tableau de l'aéronautique italienne au début du second conflit mondial ; il en souligne les insuffisances et les faiblesses. Le second décrit l'effort accompli, notamment par l'industrie aéronautique de la Péninsule, pendant la période de « non-belligérance » de l'Italie. L'organisation du commandement central (*Commando supremo - Superaero - Supermarina*) et les rapports de ce dernier avec les commandements périphériques (Afrique du Nord, Afrique orientale italiennes, Égée) font l'objet d'un troisième chapitre. Un quatrième est consacré à l'analyse des plans de guerre italiens et à la répartition géographique des formations aériennes de l'Italie. Le chapitre v retrace l'action, au demeurant assez faible, de l'aviation italienne au cours de la brève période d'hostilité contre la France (10-25 juin 1940) (au cours de ces quinze jours, l'Italie selon le général Santoro, n'aurait perdu que dix avions, cinq de chasse et cinq de bombardement). Le chapitre suivant rend compte de la participation aérienne de l'Italie à la bataille d'Angleterre, participation assez limitée, commencée le 24 octobre 1940 et terminée le 3 janvier 1941 et qui ne coûte à l'Italie la perte que de cinq avions de chasse et de trois de bombardement (selon l'auteur, les brumes du Nord auxquelles les aviateurs de la Péninsule n'étaient pas habitués, auraient considérablement gêné l'aviation italienne). Les opérations contre la Grèce (28 octobre 1940-23 avril 1941) fournissent la matière de l'un des chapitres les plus copieux de l'ouvrage. En Albanie, du fait du caractère très tourmenté du relief montagneux, l'aviation italienne, qui disposait cependant d'une supériorité très forte par rapport à l'aviation hellénique, à peine renforcée par quelques escadrilles britanniques, ne réussit pas à apporter aux troupes de terre tout l'appui que celles-ci espéraient. D'où polémiques et rancœurs. C'est à plaider le dossier de l'Aéronautique italienne que le général Santoro consacre ses efforts. Il se voue à la réhabilitation de son arme. L'action de cette dernière, n'ayant guère soulevé de polémiques et de critiques, lors des opérations contre la Yougoslavie (8 avril-17 avril 1941) ni contre la Grèce (20 mai-31 mai 1941), ne fournit à l'auteur la matière que de deux chapitres assez courts (chapitres VIII et IX). L'offensive aérienne contre Malte, en 1940, fait l'objet du chapitre X. Cette offensive se réduisit au demeurant à assez peu de chose ; jamais en cette période Malte ne fut sérieusement menacée. Aussi bien le souci principal du général Santoro en écrivant ce chapitre est-il moins de décrire l'offensive aérienne contre l'île que de dégager la responsabilité de la *Regia aeronautica* à une époque où la conquête

(1) Giuseppe SANTORO, Generale di Squadra Aerea, *Ia Aeronautica Italiana nelle IIda Guerra Mondiale*, Roma, Danesi in via Margutta, 1950, in-4°, 658 pages.

de Malte, à peine défendue, aurait pu être entreprise avec quelques chances de succès. Une telle conquête aurait bouleversé tout l'échiquier stratégique de la Méditerranée. Les déboires de l'aviation italienne en Afrique du Nord sont longuement décrits et commentés dans le onzième chapitre de l'ouvrage. Le récit des opérations s'arrête le 5 février 1941, jour de l'entrée des troupes britanniques à Benghazi. Deux mois de combat et de retraite continue et souvent précipitée avaient provoqué la dislocation quasi totale de la *V*ª *Squadra aerea* qui constituait l'aviation du maréchal Graziani, aviation rendue impotente en grande partie par la pauvreté de ses services logistiques. Les deux derniers chapitres de l'ouvrage sont consacrés aux opérations maritimes. L'auteur a scindé ces opérations en deux groupes distincts : le premier (chapitre XII) retrace l'action de l'Aéronautique italienne contre les objectifs maritimes situés à terre ; il s'agit des quelques bombardements de Gibraltar, effectués en 1940, et, pendant les premiers mois de 1941, d'Alexandrie et du canal de Suez. Le second groupe rend compte de la participation, dans l'ensemble bien décevante, de l'aviation italienne aux rencontres de haute mer qui se sont déroulées du début de juillet 1940 (rencontre de Punta Stila, 8 et 9 juillet 1940) à septembre 1941 (opération Halbard, 25-28 septembre 1941).

Tel est l'ouvrage du général Santoro. Qu'en faut-il maintenant penser?

Il est indispensable d'abord de souligner que l'auteur était particulièrement qualifié pour entreprendre et mener à bien ce travail. Sous-chef d'état-major général de l'armée de l'Air italienne pendant la plus grande partie de la guerre, chargé spécialement de tout ce qui avait trait aux opérations et à la logistique, en contact permanent avec les autorités gouvernementales, avec le *Commando supremo* et *Supermarina*, le général Santoro a pu voir beaucoup. L'histoire de la dernière guerre demeure pour lui une tranche de sa vie. Or, il ne semble pas avoir tiré de cet avantage exceptionnel tout le parti qu'on était en droit de souhaiter. Il est curieux de constater que les hommes n'interviennent pas dans son récit. L'ouvrage fermé, on ignore, par exemple, quels étaient les noms des généraux de l'Armée de l'Air italienne chargés de grands commandements ; à plus forte raison ne sait-on rien de leurs pensées, de leur caractère, de leur comportement. On aurait aimé qu'il y eût un peu d'humanité dans le trop sec compte rendu des événements.

Fait plus grave : ce gros livre constitue un plaidoyer autant et sinon plus qu'un livre d'histoire. L'aviation ayant eu mauvaise presse en Italie, tant dans les milieux de l'armée qu'auprès des marins, le général Santoro a voulu défendre son arme. Il ne semble pas qu'il ait assumé cette défense avec une suffisante rigueur et une suffisante sérénité. En ce qui concerne en particulier la coopération des formations de l'Armée de l'Air italienne aux opérations navales, sujet sur lequel nous possédons des recoupements précis grâce aux ouvrages de l'amiral Angelo Iachino, remarquables de lucidité et d'exactitude, le récit du général Santoro paraîtra singulièrement décevant. Il semble s'être borné à appuyer ce dernier sur les seuls comptes rendus des aviateurs revenant d'accomplir leurs missions. Or on sait ce que vaut l'aune de tels documents. Après guerre, un travail critique s'imposait pour séparer le bon grain de l'ivraie. A ce travail, le général Santoro ne paraît pas avoir consacré l'application nécessaire. Aussi bien, le lecteur doit-il demeurer constamment sur ses gardes.

En résumé, cet ouvrage pourra rendre des services, car il traite de nombreux événements sur lesquels nous ne possédons encore que des lueurs très faibles, mais il sera bon d'en user avec beaucoup de prudence et de discernement.

Marc Benoist.
Secrétaire de l'Académie de Marine.

Combats à l'Est

La troisième édition (1) a paru d'un ouvrage sur le *Corpo di spedizione Italiano in Russia* (C. S. I. R.), dont la première remonte à 1947. L'auteur y fait l'éloge sans réserve d'une entreprise toute à l'honneur du moral des Italiens qui ont été jetés à des milliers de kilomètres de leur pays avec des moyens insuffisants, bien au-dessous de ceux de leurs adversaires et de leurs alliés — allemands — et dont l'auteur est orné du grade de maréchal — de quelle armée? Lutte « gigantesque », dit-il, dans une ambiance étrangère, sous un climat terrible, comportant, de la part des chefs allemands, insensibilité et manque de compréhension, d'où efforts jamais complètement coordonnés et conduite des opérations jamais complètement organisée.

L'auteur du livre explique les raisons politiques et militaires qui ont amené Mussolini à participer à la guerre contre la Russie aux côtés des Allemands. Les conditions et le mode de cette participation devaient être arrêtés le 25 juin 1941 au Palais de Venise par Mussolini et le général von Rintelen, en présence du maréchal Cavallero, chef d'État-Major général de l'armée italienne, et le maréchal Messe fut choisi pour assumer le poste de commandant du C. S. I. S., le 17 juillet 1941. Ces troupes italiennes se présentaient fort bien en ce qui concerne leur état moral, et le premier poste de commandement de Messe fut établi dans la zone de Jampol à l'est du Dniestr. C'est dans la région de Dniestr que, sur l'invitation de Hitler, le *Duce* devait se rendre à la fin du mois d'août avec le *Führer*, Keitel et von Rundstedt, Alfieri et Cavallero. La collaboration des Italiens et des Allemands ne devait pas amener les premiers à adopter les règles brutales et plus d'une fois dangereuses à l'égard des prisonniers et de la population civile russe, et c'est aux Italiens que va la plus haute cote établie par les Russes touchant l'humanité des troupes qui combattirent sur leur sol (p. 76). Il va de soi que le maréchal Messe insiste sur l'aspect logistique des opérations du *C. I. S. R.* et les heurts qu'amena avec les Allemands la solution ou l'absence de solution satisfaisante des problèmes de ravitaillement et de munitionnement. Sur le plan militaire, les opérations confiées aux Italiens par l'État-Major allemand étaient la marche du Dniestr au Donetz et la conquête du bassin de ce dernier fleuve ; la campagne, terminée à la fin de l'automne 1941, se soldait par une avance de 1.400 kilomètres, de nombreux combats victorieux, plus de 12.000 prisonniers, 33 avions abattus, et un grand nombre d'armes, de voitures et d'animaux pris par le *C. S. I. R.* ; après quoi débute une période de consolidation de la ligne d'hiver et de préparations pour la campagne envisagée pour la même saison. Mais les Russes avaient repris Rostov le 29 novembre et ils développèrent une grande activité dans le secteur méridional ; des succès sanglants et barbares russes sont rapportés par l'auteur à l'occasion de la bataille du 31 décembre.

Mais les efforts militaires ne sont pas seuls à considérer, il faut se rendre compte aussi des difficultés psychologiques et physiologiques exercées par l'hiver russe, atteignant 52° au-dessous de zéro qui, en déprimant l'adversaire, servaient l'offensive russe soutenue de surcroît par une habile et constante propagande. Mais les Allemands ne firent pas moins pour soutenir le moral de leurs troupes, alors que le *C. S. I. R.* est réduit au minimum en ce qui touche sa tenue morale, il est vrai maintenues d'elles-mêmes au même niveau, nous assure le maréchal Messe.

L'été voit se renouveler une suite de grandes offensives avec un effort soviétique pour éliminer la conque d'Isjum et amorcer la bataille de Crimée ; mais

(1) Giovanni Messe, *La guerre al fronte russo.* Terza edizione. Milano, Rizzoli, 1954, in-8°, XI-314 pages. Illustré, 1.500 lires.

Messe a exprimé très fermement son idée de ne pas augmenter l'effort italien en Russie et il développe très fermement ces avis à Rome, où un sentiment contraire naît dans les hautes sphères militaires ; le 2 juillet, il soutenait devant Mussolini « la thèse de l'abstention » ; la VIII^e armée fut tout de même envoyée en Russie et entrait en action au milieu de juillet ; les Italiens étaient appelés à se substituer à certains éléments allemands et à participer à la bataille de Serafimovitch, et une lettre que l'auteur croit inédite de Hitler à Mussolini, en date du 8 août, approuvait la marche des opérations militaires dans l'ensemble des fronts de guerre et manifestait sa satisfaction par l'attitude de la division motorisée *Celere*. Mais le 20 août commençait une dure offensive russe dont une intervention injustifiée et inopportune du commandement allemand devaït compromettre l'issue ; et Messe reconnaît que, sous la forte pression des Russes, il fallut bien se résoudre à un repliement achevé à la fin du mois, non sans pertes sévères pour les armées soviétiques.

Mais le 1^er novembre Messe, ayant demandé à être relevé de ses fonctions, quittait le front russe au moment où on commençait à prévoir l'ébranlement général du front allemand ; celui-ci allait se vérifier en Russie où ce front s'écroula deux mois après la rentrée en Italie du maréchal Messe, entraînant la dispersion des forces italiennes. Il aurait été utile que l'auteur, qui a su le cas échéant rendre hommage aux troupes qu'il a commandées, totalisât les pertes en hommes et en matériel qu'elles ont subies. Des photographies nombreuses de cimetières italiens creusés en Russie illustrent son livre et un appendice établi pour cette édition est consacré à la question des Italiens demeurés en Russie, des 80.000 prisonniers qui ont été faits par les Russes et dont, selon l'aveu de Togliatti, beaucoup sont restés en U. R. S. S., certains retenus sous l'accusation de culpabilité de crimes de guerre ; prolongement du drame général de la guerre qui s'est posé pour la plupart des pays belligérants et dont on peut se demander comment il sera humainement résolu.

G. Bourgin.

* * *

Le 2 août 1942, un jeune officier quittait son Frioul natal pour aller prendre position sur le Don avec le corps d'armée alpin. Les Italiens étaient encerclés à la fin de l'année ; le 17 janvier 1943, ils tentaient de s'ouvrir la route de la retraite. Après une marche de 300 kilomètres et en dépit du sacrifice de deux bataillons, Manlio Francesconi tombait aux mains des Russes dix jours plus tard (1). Alors commença un effroyable cheminement, dans la neige et dans la nuit, qui, au bout de 700 kilomètres, amena les rescapés au camp de Crenovaia. Puis l'auteur fut transféré à Oranki, non loin de Gorki ; il surmonta une attaque de typhus et, exsangue, ne pesant plus que quarante kilos, incapable de penser ou de prier, hanté par l'unique préoccupation de manger, il rejoignit, le 12 avril 1943, ses camarades d'infortune. Ces semaines avaient été affreuses ; le long des pistes, dans des abris de hasard, 90 % des prisonniers étaient morts de faim, de froid, d'épuisement, ou sous les coups d'une escorte impitoyable. Avec le printemps, sur des ordres venus de Moscou, le traitement des malheureux s'améliora. A la fin de l'année, l'auteur retrouva au camp de Susdal, près de Vladimir, une douzaine d'officiers de son régiment, qui normalement en comptait cent quarante. Il travailla dans des exploitations forestières, en contact avec la population dont la haine et les préventions s'atténuaient et faisaient place à une solidarité pitoyable. La guerre était terminée. Les Italiens attendirent pourtant avril 1946 pour quitter le camp et être dirigés sur

(1) Manlio Francesconi, *Siamo tornati insieme*, Udine, Edizioni de « La Panarie », 1955, in-8°, XVI-128 pages.

Odessa ; la nouvelle que la république était proclamée en Italie accéléra le retour ; par la Roumanie, la Hongrie et l'Autriche, la poignée de survivants regagna la patrie.

C'est le récit, sans emphase ni digression, de cette terrible aventure que conte Manlio Francesconi. Géomètre, employé dans un bureau du Génie civil, il a simplement répondu en écrivant à l'invitation de ses amis qui avaient été émus en écoutant son histoire et au désir que soit conservé le souvenir du calvaire gravi par ses camarades. Le récit est d'un seul jet ; on souhaiterait une coupure de-ci de-là. Mais on lit sans fatigue ; on retient quelques scènes, des silhouettes ; le narrateur ne s'attarde pas ; un geste généreux, un sourire de femme, la beauté d'une fillette illuminent brièvement un tableau de misère. C'est un bon document, une « chose vue », à joindre aux témoignages produits de tous côtés sur les indicibles souffrances de la guerre.

Bernard Guillemain.
Faculté des Lettres. Bordeaux.

En Yougoslavie

Un premier livre d'un jeune auteur (1), témoignage sur la participation des soldats italiens au développemənt des événements compliqués — par suite de la lutte entre partis opposés et entre hommes aux sentiments ardents — qui se déroulèrent en Yougoslavie du début de 1942 à janvier 1944 : troupes sans avions, sans chars, abandonnées par la Patrie opprimée et divisée. Au Monténégro, en Herzégovine, en Bosnie, les Italiens ont eu un rôle difficile et, sans comprendre très exactement les motifs qui poussaient les Yougoslaves à s'entretuer, ils se sont entremis pour sauvegarder les droits de l'humanité. L'état d'esprit des musulmans yougoslaves, dont plusieurs attendaient le retour des Turcs, est décrit, semble-t-il, avec justesse, par M. Trucco. L'auteur, qui parle assez rarement des Allemands, cependant en jeu, estime que les troupes italiennes ont eu le mérite de ne pas choisir entre les partis aux prises et par là d'être heureusement considérées par l'ensemble de la population. Dès lors, on les a jugées comme incapables de faire la guerre, mais Tito, jusqu'au 8 septembre 1943 (date de l'armistice italien), n'a jamais pu remporter de véritables succès militaires, et l'auteur rejette sur les seules bandes titistes le recours au terrorisme et au sabotage pour avoir raison de leurs adversaires. Au total, M. Trucco rend bien l'impression d'incertaine odyssée à laquelle furent condamnés les Italiens utilisés à des fins contradictoires. Une impression générale d'action inutile et de honte pénible se dégage de ces pages sans illusion.

G. Bourgin.

Mémoires de généraux

Général de brigade en 1938, commandant du premier corps d'armée, retraité en 1938, mort en 1953 à Turin, où il était né, M. Berardi (2) a écrit des pages préfacées par le général Ronco, où l'auteur, en rappelant quelques faits où il a été avec lui, veut rendre hommage à certains principes auxquels il a consacré ses énergies de chef. Au sortir de sa captivité en Angleterre, le 30 octobre 1943, et sur le point de gagner Alger, Berardi, tandis que Messe accepte les fonctions de chef d'État-Major général, Orlando celles de sous-secrétaire d'État à la Guerre, devient chef d'État-Major de l'Armée ; il s'agissait pour ce groupe de

(1) Giovanni Trucco, *Nell'ombra di Tito*, Milano, Ceschira, 1954, in-8°, 186 pages, illustré.

(2) Paolo Berardi, *Memorie di un Capo di Stato Maggiore dell'Esercito (1943-1945)*, Bologna, O. D. C. U., 1954, in-8°, 289 pages, 950 lires.

chefs d'assurer, d'accord avec le roi, la réforme de l'armée à un moment grave de la vie nationale marqué par la libération et la présence des Alliés. Simplification des services, relations égalisées avec les inférieurs, mise au point des rapports avec les autorités civiles, fusion dans les divisions subsistantes des éléments disloqués, relations normalisées avec la Commission de contrôle alliée, commandée par le général anglais Duchesne, telles étaient les directions où s'engageait Berardi pour assurer aux Italiens une part dans la reprise des opérations. Nul doute que, après les événements du 25 juillet et du 8 septembre, les troupes italiennes fussent mal préparées à cette reprise : dès le 9 décembre, pour le roi et pour la patrie, les Italiens entraient en action. Dans la reconstitution des forces militaires de la Péninsule, la question des troupes sans chefs se pose au premier plan et il a fallu, à cet égard, de la part de l'État-Major, des efforts de psychologie, de vocabulaire, d'organisation matérielle continue et multiple. Ainsi devait être mis sur pied le *corps italien de libération*. Les rapports avec les autorités militaires anglaises furent souvent privés de toute espèce de sympathie et d'humanité, les relations de l'armée avec les hommes politiques dépourvues de toute cordialité. Une question délicate à régler encore fut celle de l'introduction et de l'emploi des partisans dans l'armée. Une non moins délicate fut la solution « problème des cadres » considérés à tous les grades et dans toutes les spécialités. En réglant toutes ces questions délicates, les « groupes de Combat » purent donner entre février et mai 1945 un concours sérieux et souvent décisif à la rupture de la ligne gothique et à la libération de la vallée du Pô. Par ailleurs, l'installation à Rome des services d'État-Major à partir du début de juillet devait aboutir à la liquidation nécessaire des intrigues compliquées qui ruinaient l'autorité et retardaient son rétablissement. Les rares conversations de Berardi avec le roi, avec l'héritier de la couronne, devaient le mettre en état d'apprécier à sa juste valeur la conception monarchique ; sur le personnel politique ou ministériel, sur le comte Casati, les impressions éprouvées sont rendues par Berardi de façon délicate et vraisemblable. Ainsi le rôle et l'œuvre de Berardi dans la reconstruction de l'armée italienne après le fascisme et après la défaite, dans les mémoires sortis de sa plume, se trouvent exposés d'une façon exacte, judicieuse, émouvante (1).

G. Bourgin.

* * *

Les *Mémoires* du général Carboni (2) constituent l'un des livres les plus intéressants pour la connaissance de l'histoire italienne contemporaine. L'auteur, par sa situation, a été, en effet, en contact direct avec les événements et les hommes. Dans bien des cas, sa documentation est de première main et, les faits qu'il raconte, il les a vécus dans toute leur intensité dramatique.

Entré très jeune dans la carrière militaire, Giacomo Carboni a fait ses classes à l'école des excellents chefs que furent les généraux Cantore, Giardini et Pintor. Il se distingua à Assaba pendant la campagne de Libye de 1912, puis dans les combats de haute montagne au cours de la première guerre mondiale, où il protégea la retraite de Caporetto. Il fut ensuite critique militaire dans la presse italienne, contribua à la préparation de la guerre d'Éthiopie, reçut la charge de missions secrètes délicates dans le Moyen-Orient. Nommé chef du *Service d'Information Militaire* (le *S. I. M.*), il travailla en contact étroit avec les services secrets allemands dirigés par l'amiral Canaris. Étant le plus jeune

(1) En appendice sont publiés divers textes, intéressants, et en particulier quelques ordres du jour de Berardi lui-même.

(2) Giacomo Carboni, *Mémoires secrets, 1935-1948*. Essais de culture moderne, volume XIV, *Éditions Parentii*, Florence, 1955, 527 pages.

général de l'Armée italienne, il fut amené à jouer un rôle de premier plan au cours de la dernière guerre.

Le général Carboni ne cache pas sa répugnance pour Mussolini, et il fait remonter celle-ci à leur première rencontre, en 1915. Au cours des années 1939-1940, il eut de nombreux entretiens avec Ciano pour dissuader le gouvernement italien d'entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne.

Commandant de la division d'assaut « *Frioul* », à Livourne, il participe au débarquement, très mal organisé par le *Duce*, en Corse, en décembre 1942. Au cours de l'année 1943, il se donne tout entier à la lutte décisive contre la dictature qui aboutit au coup d'État du 25 juillet et à la chute de Mussolini.

Alors commence la partie la plus intéressante du livre où le général Carboni évoque, analyse, décrit les événements et les fait revivre dans toute leur intensité dramatique : l'armistice de Cassibile, l'action hésitante de Badoglio, la fuite de Pescara, le débarquement d'Anzio et surtout la bataille de Rome (8-10 septembre 1943), au cours de laquelle des divisions italiennes *Ariète* et *Piave* luttèrent contre les Allemands sous la direction du général Carboni pour sauver l'honneur de l'armée et affermir la position politique de l'Italie, aux côtés des Alliés.

L'auteur, qui se dit fier d'avoir fait « plus que le devoir », montre, au cœur d'une tragédie nationale sans précédent, les faiblesses, les rivalités, les intrigues, les jalousies, les lâchetés et aussi les héroïsmes. Il n'hésite pas à juger les hommes et à en donner des portraits intéressants : Mussolini, un mauvais pilote, caractérisé par « une accablante et puérile vanité, un tempérament inquiet et superficiel, instable et émotif, plus féminin que viril » ; Ciano, « cultivé mais sans esprit critique » ; Graziani, « l'élément le plus encombrant de l'armée, intrigant, corrupteur » ; le roi, « physique malheureux et esprit ombrageux derrière une enveloppe de sociabilité contrainte » ; Canaris, ami de Carboni, « antinazi résolu » ; Badoglio, « faible et peureux » ; le général américain Taylor qui prépara l'armistice, « franc, sympathique, impulsif » ; Churchill, « plein de rancœur contre l'Italie dans son impérialisme sénile ».

Le général Carboni multiplie les interprétations des faits qui prêtent à réfléchir : une opposition contre le fascisme existait à l'état latent avant 1940, car le régime s'était révélé « instrument de corruption et de tyrannie ». L'*Intelligence Service*, en « grillant » les agents de Canaris, a rendu impossible le débarquement allemand en Angleterre. Mussolini savait dès la fin de 1941 que la guerre était perdue, mais sa bassesse, son égoïsme, sa faiblesse le poussaient à s'obstiner dans une cause perdue. Le roi, Badoglio, Ambrosio, Roatta, Cadorna n'étaient pas à la hauteur des événements.

L'ouvrage est donc documenté, courageux, riche d'aperçus intéressants. Il est, en outre, bien écrit et captive le lecteur. Mais il ne saurait être question de trouver ici la sérénité de l'historien. L'auteur est engagé, il a pris ses responsabilités et une enquête a été faite en 1944 sur « sa » bataille de Rome. Avec la vivacité d'un ardent polémiste, il stigmatise les hommes qui l'ont attaqué. Il dénonce sans indulgence le régime démocratique et les « mesquines préoccupations » des partis. Il serait imprudent de le suivre sur ce terrain.

Mais lorsqu'il conclut que l'Italie, pour se débarrasser des miasmes de la servitude, a besoin d'une cure de vérité, lorsqu'il évoque le drame de la jeunesse italienne qui a soif d'idéalisme, de désintéressement, d'audace, quand il souligne à quel point « de légèreté, de misère morale et de désagrégation » étaient tombées les classes dirigeantes de son pays, on ne peut qu'estimer cette rude franchise de soldat et ce désir d'actes concrets, nets et loyaux.

Un bon livre donc, partial sans doute, mais dans un sens acceptable, le fruit d'une expérience exceptionnelle.

Jean Defrasne.
Lycée de Besançon.

Jugements sur l'armée italienne et responsabilités

L'étude du lieutenant-colonel de réserve Pietro Pallotta (1), déjà parue dans le *Notiziario* de l'*Associazione Nazionale degli ufficiali* du service actif, vient d'être rééditée avec une préface du général de réserve Pietro Varcasia, car le sujet n'intéresse pas seulement un cercle limité d'officiers de carrière. En effet, cette affirmation de la valeur italienne est indiscutablement opportune, après que la malheureuse guerre fasciste, entreprise contre la volonté de la nation et sans aucune préparation, qui se termina par une douloureuse série de désastres, eut semblé ruiner cette bonne renommée que l'Italie avait acquise, au prix de tant de sacrifices, pendant la première grande guerre de 1915-1918, guerre qui se termina par le succès triomphal de Vittorio Veneto. D'autant plus que, même alors, les Alliés n'avaient pas été très chauds pour le reconnaître et que plusieurs ouvrages d'historiens italiens, tant civils que militaires, avaient dû éclairer et réaffirmer la réalité de l'effort italien et rappeler les nombreuses et décisives fois où l'adversaires l'a reconnu.

On ne peut nier que la brochure du lieutenant-colonel Pallotta ne recueille un nombre élevé de jugements plus que flatteurs et indiscutablement autorisés. On débute avec le général Rommel, chef de l'*Afrika korps*, et avec son chef d'état-major, le général Westphall : campagnes de Libye et d'Égypte, auxquels font suite le maréchal Alexander, le maréchal Montgomery et leur prédécesseur, le général Auchinleck, puis le nabab de Rampur et l'historien et critique militaire connu le général Fuller et le critique allemand von Esebeck, à quoi s'ajoutent les éloges de Radio-Londres et de l'agence Reuter. Suivent des jugements toujours très favorables sur la campagne de Tunisie par le maréchal Alexander, puis par le général américain Bradley, par le savant américain colonel Kellet, par l'amiral anglais Strabolgi, ainsi que par le général allemand von Arnim, commandant des forces de l'Axe en Tunisie, et de nouveau par von Esebeck ; Pallotta passe ensuite en revue d'autres jugements relatifs au comportement des Italiens en Russie : ceux de Staline avant tout, puis de l'écrivain colonel Sciolocov ; puis des généraux allemands dans leurs ordres du jour et dans leurs missives aux chefs italiens après les batailles : général von Mackensen, général Ruoff, maréchal List, général Hollidt, général von Obsfelder, général von Manteuffel, jugements qui ne pourraient être plus flatteurs ; ensuite les appréciations du premier volume de l'ouvrage de l'Anglais Playfair sur le comportement des troupes italiennes en Afrique Orientale ; enfin, le jugement du maréchal Papagos, commandant en chef de l'armée grecque en 1940-1941, exprimée en une interview de 1953 publiée par le journal *Il Tempo*, et celui, en vérité le moins chaleureux de tous, même si dénué de méchanceté, du général Montagne dans le volume *La bataille pour Nice et la Provence*.

Indéniablement, la série de jugements élogieux, et souvent très fortement élogieux (même dans les comparaisons avec les soldats allemands, roumains et magyars), est impressionnante et confirme, une fois de plus, l'excellente opinion que les officiers italiens de tous grades ont toujours eue de leurs soldats ; les éloges s'étendent parfois aussi aux chefs, le général Bastico et le général Messe (tous deux, par la suite, maréchaux), et au duc d'Aoste, et à de nombreux généraux en sous-ordre, surtout aux divisionnaires. Il aurait pourtant été opportun et même nécessaire d'indiquer avec précision les sources, l'éditeur, le volume, la page, omission que l'on peut dire systématique. Mais

(1) Pietro Pallotta, *L'esercito italiano nella seconda guerra mondiale attraverso i giudizi dei comandanti avversari e alleati*. Prefazione di Pietro Varcasia, Roma, a cura del T. C. (R. O.) Rodolfo Pede, 1955.

ce qui frappe le lecteur impartial et ce qui, au contraire, ne semble en rien émouvoir ni l'auteur, ni celui qui présente l'étude, c'est le tableau constant et continu de tant de valeur, de tant d'abnégation, de tant d'esprit de sacrifice prodigués en vain, presque toujours dans une lutte inégale, sans espoir, dans des conditions d'infériorité absolue d'armement et d'équipement. S'il faut admirer tous ces soldats et ces officiers qui, lancés dans une folle aventure, se battaient pour l'honneur du drapeau et de l'Italie, il nous faut d'autant plus déplorer l'action d'un pouvoir absolu, incontrôlé et irresponsable qui faisait un tel gaspillage du patrimoine moral et matériel de la nation, du magnifique héritage du *Risorgimento* et du sacrifice des 600.000 morts de 1915-1918. En vain nous chercherions dans toute la brochure la moindre allusion et le moindre regret et le moindre examen psychologique de l'état d'esprit des combattants face à une si tragique situation !

A la page 12, nous voyons que le général Rommel fait l'éloge des conducteurs de chars de la division *Ariete*, malgré leur « déplorable armement » ; et le général Westphall fait, de même, l'éloge de tous les soldats italiens pour ce qu'ils surent accomplir malgré l'insuffisance totale de l'organisation, de l'armement et du matériel. A la page suivante, Von Esebeck affirme que le soldat italien « manquait de tout » et il ajoute que, sans une telle pénurie et une telle insuffisance d'organisation, les divisions italiennes — étant donné leur bravoure et leur mépris de la mort — auraient été « en tous points égales aux divisions allemandes ».

Le général Guderian affirme que, dans la deuxième guerre mondiale, il n'y eut pas « de soldats italiens sans valeur », mais seulement des soldats italiens « mal armés ».

L'amiral allemand Assmann déclare, pour sa part, que, aux troupes italiennes « manquaient les moyens d'agir ». En effet, « elles n'avaient pas un équipement adapté à une guerre moderne, elles manquaient totalement de chars d'assaut lourds et l'ensemble des divisions italiennes n'était pas motorisé ». Le général von Rintelen, attaché militaire allemand à Rome entre 1936 et 1943, affirme que le matériel d'artillerie était vieux, le corps cuirassé à peine à ses débuts, qu'une grande quantité d'armes et de munitions avait été consommée en Éthiopie et en Espagne et que l'industrie italienne se trouvait dans l'impossibilité de fournir les armements nécessaires, faute de matières premières, charbon et carburants. Le général anglais Fuller reconnaît que la première offensive victorieuse anglaise en Libye (décembre 1940-février 1941) est due à l'écrasante supériorité des chars lourds, de l'aviation, de l'artillerie. La campagne marque « le triomphe de la force mécanique sur la force humaine ». Et il conclut : « Du commencement à la fin, les Italiens furent dominés non parce qu'ils furent de médiocres soldats, mais parce que, même s'ils avaient été les meilleurs, ils n'auraient pu résister longtemps à la supériorité de l'armement que les Anglais pouvaient mettre en jeu. » Ensuite, sur les opérations de l'Afrique Orientale, le livre de Playfair reconnaît « des déficiences particulièrement inquiétantes » dans le domaine « des canons antichars et antiaériens, les munitions de tous calibres, les avions, les pièces de rechange, le carburant et surtout les éléments motorisés ». A la bataille de Cheren, les Italiens luttèrent sans chars d'assaut, avec une artillerie vieillie, et pratiquement sans aviation.

Le même auteur, dans son bref, *trop bref exposé parmi les jugements rassemblés*, ne manque pas de relever la déficience de l'armée italienne. C'est ainsi qu'il affirme (p. 22) que, *à cause d'un ensemble de calculs politiques et militaires erronés*, la guerre contre la Grèce — guerre d'agression, ne l'oublions pas — fut commencée « dans des conditions de désastreux manque de préparation contre un adversaire bien préparé, valeureux et décidé à résister jusqu'au bout ». Et, même, le général Varcasia, dans sa présentation, recon-

naît qu'au cours de la seconde guerre mondiale l'organisme militaire italien « ne s'est pas trouvé exempt de déficiences parfois graves ». Mais il nous apprend que « même les autres n'en sont pas exempts ». Et il ajoute que le second conflit mondial a été caractérisé par un emploi grandiose de moyens modernes et puissants, et que, *fatalement*, ce fut le mieux pourvu qui a triomphé, tandis que notre pays se trouva être « le moins bien doté en outillages et armes nécessaires » ; si bien que les combattants italiens durent lutter « dans des conditions de continuelle infériorité matérielle... en opposant le plus souvent leur seul courage à la puissance matérielle ».

Comme on le voit, la réalité est telle qu'on ne peut la garder secrète ; mais la cause de tout le mal est attribuée... au destin. Ou bien on reste dans le général, l'indéterminé. *Le combattant avait été contraint...* Mais par qui? *A cause d'un ensemble de calculs politiques et militaires erronés...* mais quels calculs? et dus à qui? La fin de l'ouvrage explique cependant tout : du livre de Guido Leto : *Ovra — Fascismo-antifascismo*, il ressort, preuves à l'appui, que, lorsque le conflit commença à peser, avec ses déceptions, ses défaites, ses bombardements aériens et sa famine, *toutes les sources d'enquêtes intérieures* révélèrent, d'une part, un état d'esprit élevé chez les combattants, malgré la fatigue, l'inconfort, un armement et un équipement médiocres, et, d'autre part, dans le pays, un état d'esprit de plus en plus déprimé, toujours moins disposé à continuer la guerre : d'une part, obéissance héroïque ; d'autre part, désobéissance civile.

Voilà donc pourquoi et comment, malgré tant d'héroïsme dans l'armée, on se précipita toujours plus dans l'abîme ; l'habituel coup de couteau dans le dos par les éléments antifascistes, c'est-à-dire antinationaux, explication donnée par l'*Ovra*, c'est-à-dire la *C. E. K. A.*, la *Guepeou* italienne, par le plus odieux des instruments fascistes d'oppression et de répresssion contre tout espoir de liberté et de justice, au moyen d'un réseau serré de vil espionnage, tribunal spécial, tortures, exécutions sommaires, prisons, relégations. Qui veut saisir ce qu'était l'*Ovra* doit lire l'impressionnant livre, parfaitement documenté, *Una spia del Regime* (1), d'Ernesto Rossi, l'une des plus nobles figures de l'antifascisme italien, ainsi que le récit extrêmement dramatique de Bianca Ceva, *1930. Retroscena di un dramma* (2), et qu'on lise aussi les articles du même Rossi, à propos du livre de Leto, parus dans *Il Mondo* (3) ; on verra alors vraiment ce qu'était le fascisme, quelles étaient ses méthodes et son œuvre perfidement corruptrice dans la vie italienne. C'est ainsi qu'un régime fondé sur un mensonge permanent, sur la violence et l'abolition de toute liberté, put engager le pays, sans aucune préparation militaire, dans une guerre aux côtés du nazisme qui, victorieuse ou non, aurait toujours été une guerre perdue, et une guerre d'agression contre l'Angleterre et la France, ensuite contre la Grèce et la Yougoslavie, la Russie et l'Amérique : un vrai *crescendo* de folie, un lien toujours plus ruineux à la remorque des nazis ! Mais lorsque, par la suite, apparut de façon de plus en plus évidente l'inutilité d'un tel sacrifice, que le fascisme aurait seulement conduit le pays à la ruine complète et que le silence et l'obéissance au nom de la patrie devenaient un crime contre la patrie, alors tout lien moral avec le fascisme fut rompu et le régime se décomposa honteusement : au-dessus des ruines tragiques reparut, avec la Résistance armée, le vrai visage de la nation italienne, décidée à se retrouver elle-même, à reconstruire un État et à revendiquer, à travers de nouvelles et de plus dures épreuves, sa place parmi les nations libres du monde.

Piero PERI.

(1) Milano, Feltrinelli, 1955.
(2) Milano, Ceschina, 1955.
(3) Des 29 mai, 5 juin et 17 juillet 1956 ; réunis et développés dans la brochure *La pupilla del Duce*, Parma, Guanda, 1956.

LE FASCISME ET L'ÉGLISE

La Démocratie chrétienne

Le premier des deux volumes que M. Magri veut consacrer à l'histoire de la démocratie chrétienne en Italie (1) en retrace les origines et l'évolution en tant que force politique organisée jusqu'en 1949 ; en une forme parfaite, sous une élégante présentation, ce gros ouvrage renferme un grand nombre de renseignements, difficiles à se procurer par ailleurs (textes, controverses, ordres du jour), qui jettent un jour singulièrement pénétrant sur les obstacles et les contradictions qu'eut à surmonter le *P. P. I.* Issu de l'*Œuvre des Congrès*, ce qui devait être après 1918 le *Parti Populaire Italien*, et après 1944 la *Démocratie chrétienne*, se cherche péniblement et essaie de se constituer en force politique autonome, vers les années 1900, où les jeunes générations catholiques aspirent à sortir de la réserve imposée par le *non expedit* et souhaitent constituer un parti (à l'image du *Centre allemand*, dont le prestige est grand) capable de peser sur l'évolution de l'État libéral unifié ; mais cette tentative, comme le rappelle très clairement M. Magri, se heurte à une tradition d'autorité qui voulait garder étroitement soumises au Saint-Siège toutes les organisations groupant des catholiques, quel que fût leur but ; d'autre part, après l'avènement de Pie X, le soupçon de modernisme flottera autour du jeune mouvement (de fait, un de ses inspirateurs les plus généreux, mais aussi les moins pondérés, Murri, sera l'objet d'une campagne hostile à la suite de laquelle il finira par abandonner l'Église). Finalement, en mars 1906, dans une lettre publique, Pie X condamnera la tentative de créer un mouvement politique autonome comme génératrice de divisions entre catholiques, et cette prise de position catégorique, devant laquelle s'inclinera avec sagesse un Don Sturzo, arrêtera toute tentative similaire jusqu'à la première guerre mondiale : les esprits n'étaient pas mûrs.

Au lendemain de la première guerre mondiale, l'impulsion de Don Sturzo aboutissait à la formation du *Parti Populaire Italien*, qui, aux élections de 1919, obtenait immédiatement 103 élus, avec 20 % des voix ; ainsi, à peine né, le jeune parti prenait rang parmi les plus importantes formations politiques, promotion bien rapide l'obligeant, comme le reconnaît M. Magri, à assumer des responsabilités pour lesquelles il n'était pas prêt, n'ayant eu le loisir ni de mûrir sa doctrine ni de former ses hommes. Là gît la principale faiblesse du *P. P. I.* — qui ne sera jamais surmontée et donnera à son action une ambiguïté fondamentale. Le manifeste du *P. P. I.* se réclamant de « l'esprit chrétien de liberté, de justice, d'ordre et de solidarité » était trop général pour servir de base à une action concrète, et à chaque congrès des discussions passionnées révéleront l'existence de tendances opposées à l'intérieur du *P. P. I.* : témoin le congrès de 1920, où, sur le thème toujours actuel de la question agraire, la « gauche » du parti, par l'organe de M. Gronchi (l'actuel président de la République italienne), réclamera l'expropriation des propriétaires non résidents, proposition violemment combattue par la « droite », opposition qui, faute d'avoir été tranchée, enlèvera à l'action, généreuse et sincère, cependant, du *P. P. I.* toute efficacité ; il faudra attendre 1949 pour qu'un gouvernement (héritier du *P. P. I.*), sous la pression de la révolte paysanne, se décide enfin à s'attaquer aux grands domaines latifundiaires.

Pour comprendre également l'échec du *P. P. I.* face à l'immense programme

(1) F. Magri, *La democrazia cristiana in Italia*. Vol. primo (1897-1949). Milan, Editrice La Fiaccola, 1954, 418 pages.

qui était le sien et touchait tous les secteurs de la vie italienne (réforme de l'État, décentralisation administrative, association des ouvriers aux bénéfices de l'entreprise, extension des pouvoirs des syndicats, réforme agraire, réforme de l'enseignement, etc.), il faut tenir compte des autres difficultés en face desquelles il s'est trouvé : les unes internes (manque de cadres, réflexes essentiellement confessionnels des troupes laissant l'état-major abandonné sur des positions en flèche), les autres externes (hostilité générale à son égard soit des partis de la droite traditionnelle, dont il avait attiré une partie des électeurs et qui l'accusait de trahir les intérêts de l'Église (pouvoir temporel), soit des libéraux type Giolitti et des hommes politiques d'avant guerre foncièrement anticléricaux et soupçonneux à l'égard du non-confessionnalisme qu'affirmait un parti mené de l'extérieur par un prêtre (équivoque fondamentale, il faut le reconnaître, quelles que puissent avoir été par ailleurs les qualités absolument éminentes d'un Don Sturzo), soit encore des socialistes, dont le *P. P. I.* ne cessait, d'ailleurs, de dénoncer le « matérialisme » et qui, en revanche, lui déniaient toute préoccupation authentiquement sociale. Sans omettre les difficultés dues à la gravité de la situation italienne dans les années de l'après-guerre, que les membres du *P. P. I.* paraissent s'être trop souvent contentés d'expliquer superficiellement, comme en témoigne leur historien, quand il dénonce (p. 85) la faiblesse de l'État « aux mains des incompétents » ou « la psychologie des hommes d'affaires peu disposés à renoncer aux profits élevés avec, en correspondance, celle des ouvriers se refusant à abandonner de hauts salaires ». Tout cela aurait mérité à l'époque une analyse plus poussée sur les composantes de la crise italienne.

M. Magri étudie avec d'intéressants détails le comportement du *P. P. I.* dans la vie politique de l'Italie entre 1919 et 1922 : s'il remarque avec justesse que le parti a refusé de se joindre aux partis réactionnaires pour écraser les partis de gauche, il ne réussit pas à laver le *P. P. I.* d'une grave responsabilité dans l'ultime crise politique de février-mars 1922. Il est bien vrai que les manœuvres de Giolitti sont au premier chef responsables de la démission du ministère Bonomi (12 février 1922), mais, en s'opposant opiniâtrement à l'arrivée au pouvoir du vieil homme d'État qui avait plus d'une fois donné la mesure de son habileté politique et de son attachement au régime parlementaire, alors que le *P. P. I.* refusait de prendre lui-même le pouvoir, et en acceptant par lassitude, malgré Don Sturzo, la formation d'un ministère présidé par un politicien dont la médiocrité et la faiblesse de caractère étaient notoires, le *P. P. I.* commettait une lourde erreur (reconnue, d'ailleurs, depuis par Don Sturzo), puisqu'il remettait en une heure des plus critiques le pouvoir entre les mains d'un homme que tout le monde savait incapable de faire face à une situation tragique.

Après la marche sur Rome, quatre *populares* figurèrent dans le premier ministère formé par Mussolini, mais immédiatement deux tendances opposées — plus que jamais — se firent jour dans le *P. P. I.* : l'une, sensible au rétablissement de l'ordre public, à l'exaltation des valeurs de discipline et de patriotisme glorifiées par le nouveau régime, aux hommages rendus — au moins en paroles — aux valeurs spirituelles et prônant de ce fait la collaboration avec le fascisme, l'autre, de plus en plus hostile à l'assujettissement où se trouvait contraint l'esprit public dans ses diverses manifestations, et dénonçant dans le fascisme une doctrine totalitaire contraire aux traditions religieuses et libérales de l'Italie ; le conflit entre ces deux tendances se manifesta avec éclat au congrès du *P. P. I.* qui suivit la *Marche sur Rome*, en avril 1923 : les partisans de la « collaboration » furent violemment hués par une salle hostile et, si l'ordre du jour suscité par le souple génie des dirigeants des *populares* laissait la voie ouverte à une collaboration, le ton en était si réservé que Mussolini exigea immédiatement (23 avril) la démission

des quatre ministres du *P. P. I* : signes précurseurs de la tempête. Tandis que Don Sturzo devait abandonner le poste de secrétaire général du *P. P. I.* qui était le sien depuis la fondation du *P. P. I.* et s'exiler à Londres, son parti, renié par ses éléments de droite, qui fondaient un groupe dissident « philofasciste », n'obtenait aux élections truquées de 1924 (1) que quarante sièges ; puis les événements se précipitèrent : après la retraite sur l'Aventin et le congrès d'avril 1925, à l'occasion duquel de Gasperi, nouveau secrétaire général, affirma sans équivoque son opposition à toute forme de collaboration avec le fascisme, « collaboration qui ne saurait être rien d'autre qu'une abdication ou un servage », le pouvoir durcit son attitude à l'égard du *P. P. I.* : suppression du journal des « populares », *Il Popolo*, en novembre 1925, dissolution du *P. P. I.* — en même temps que des autres partis — en novembre 1926, arrestation et condamnation à la prison de Gasperi — précédemment obligé de se démettre de ses fonctions — sous l'inculpation grotesque d' « émigration clandestine ». Les *populares* rentraient dans l'ombre, mais non dans la passivité, et, comme en témoignent les notices insérées dans ce volume, bon nombre d'entre eux joueront un rôle important dans la Résistance italienne et certains le paieront de leur vie.

La fin du volume est consacrée à l'étude de la *Démocratie Chrétienne* (nouveau nom de l'ex-*P. P. I.*), qui se trouve désormais sur la voie du pouvoir, puisque son chef, de Gasperi, après avoir collaboré avec les autres partis de l'*Hexarchie* (1944-1945), gouverna, d'abord associé aux leaders des partis socialiste et communiste, Nenni et Togliatti (27 janvier 1946-31 mai 1947), puis, après la rupture du tripartisme, forma des ministères démochrétiens homogènes avec l'appui de « techniciens » (Einaudi, Sforza), jusqu'en 1954.

D. Tintant.

Pie XI et Mussolini

Le livre de Rossi dell'Arno (2) est une thèse. L'Italie qu'a voulu faire Mussolini devait être la championne de la latinité et du catholicisme. Ce sont les *accords du Latran* qui lui ont donné son visage. Mais ce dessein a été constamment contrarié par les forces hostiles du protestantisme, de la franc-maçonnerie et de l'athéisme. L'opposition s'est manifestée à l'intérieur même du parti fasciste, où les hiérarques, élevés dans l'ambiance anticléricale des dernières décades du XIX^e^ siècle et souvent sortis des loges maçonniques, dont ils ne pardonnaient pas à leur chef la fermeture, ont cherché par des moyens obliques à faire échouer la réconciliation de l'État italien et du *Saint-Siège*, en excitant, par exemple, les luttes de 1931 entre le parti et l'Action catholique, puis en se posant comme les promoteurs les plus enflammés de la collaboration avec le nazisme (p. 57). C'est bien la volonté personnelle de Mussolini qui a provoqué et sauvé les *accords du Latran*. Ayant compris que le socialisme était, au fond, dominé et manœuvré par l'internationale maçonnique (p. 12) et que c'était la Papauté,

(1) Au sujet de ces élections, on peut justement s'étonner de trouver sous la plume de M. Magri les lignes suivantes : « ... Les élections politiques du 26 mars 1924 furent une claire démonstration que qui sème le vent récolte la tempête. L'état d'anarchie dans laquelle les partis extrémistes avaient précipité le pays avait provoqué la réaction de la *Marche sur Rome*, et maintenant le verdict des électeurs confirmait cette réaction. On peut discuter des méthodes adoptées par le parti au pouvoir, mais on ne peut nier que son succès ait pris l'allure d'un plébiscite » (p. 185). L'auteur, qui signale par ailleurs combien étaient inacceptables les méthodes de force du fascisme, ne peut s'illusionner sur la signification d'un scrutin entaché de violence.

(2) Giulio de'Rossi dell'Arno, *Pio XI e Mussolini*, Roma, Corso Editore, 1954, 1 vol. in-16, 200 pages. (Collection *Ventennio*.)

héritière de l'universalité impériale romaine, qui représentait la gloire la plus grande de l'histoire et de la tradition de l'Italie (p. 15), il multiplia, dès son avènement, les gestes favorables à l'Église ; ayant saisi que le *Saint-Siège* n'accepterait jamais que la loi des garanties constituât le cadre de nouvelles négociations, il fit demander, dès le 6 août 1926, à l'avocat Francesco Pacelli, par le conseiller d'État Barone, sur quelles bases le Pape consentirait à envisager un arrangement, et il mena lui-même les pourparlers secrets qui aboutirent aux signatures du 11 février 1929. Jusqu'à la fin, il ne cessa de se montrer fidèle à la double tradition impériale et catholique.

Pourtant, contre cette Italie de la réconciliation, des assauts de plus en plus violents furent dirigés de l'extérieur : en 1935, la coalition du protestantisme, de la franc-maçonnerie et du bolchevisme imposait les sanctions économiques ; en 1936, à Santiago du Chili, une réunion maçonnique décidait de déchaîner une guerre mondiale ; celle-ci éclatait, enfin, et terrassait la nation qui représentait les valeurs civiques, morales et religieuses de la latinité.

En défendant ce point de vue, l'auteur s'efforce de justifier sa carrière. Ancien rédacteur au *Corriere d'Italia*, il lançait en 1928 un hebdomadaire destiné à procurer la collaboration du clergé à la *bataille du blé*, engagée par le gouvernement fasciste. Ce journal, à la suggestion même de Mussolini, qui négociait alors le concordat et le traité du Latran, prit le titre d'*Italia e fede* (*Italie et foi*) ; il organisa entre les diocèses et les paroisses un concours agricole dont les prix étaient remis chaque année par le dictateur. A écouter M. Giulio de'Rossi dell'Arno, son initiative suscita une insidieuse réaction de la franc-maçonnerie qui, en 1932, réussit à faire suspendre le concours par le ministère de l'Agriculture ; mais Mussolini, averti, remit les choses en ordre. L'auteur savoura son triomphe quand, le 9 janvier 1938, une centaine d'évêques et 2.400 curés, qui avaient été récompensés pour leur participation à la bataille du blé, furent reçus solennellement en audience au Palais de Venise. Durant la guerre, *Italie et foi* patronna un concours entre les paroisses séricicoles et présenta ses champions à Mussolini le 14 mars 1943.

M. de'Rossi dell'Arno s'est employé avec persévérance à présenter un visage catholique du fascisme. Il s'entremit lors des incidents de 1931 ; il écrivit *Catholicisme et fascisme* en 1932, *Fascisme et peuple* en 1933 — livre qui, d'abord saisi par le parti, puis publié sur l'ordre de Mussolini avec un simple changement de titre, fut qualifié par le *Popolo d'Italia* « d'espèce d'évangile pour les fascistes », tant l'auteur y avait mis d' « affection intelligente et de compréhension » (p. 50) ; *La réconciliation et le relèvement* en 1935 — « interprétation lumineuse et profonde, jugeait un journal du temps, du glorieux événement historique qui constitue une des gloires les plus pures du régime fasciste » : les accords de 1929 ; *Le judaïsme contre l'Europe* en 1940. Il avait fondé en 1934 un *Institut universel d'études corporatives*. Il présenta la guerre d'Éthiopie comme « le bon droit de l'Italie » en un article que plusieurs journaux étrangers reproduisirent...

L'auteur a donc des titres ! Et, quoiqu'il se défende de nourrir quelque nostalgie pour un parti politique, il ne cache pas son regret d'un échec qui s'identifie pour lui avec celui de « la primauté civile et religieuse de la latinité, peut-être disparue pour toujours » (p. 6). Mais son livre n'est pas seulement l'exposé de ce qui aurait été le dessein authentique de Mussolini et une justification personnelle. Il entend prouver que le clergé italien comprit ces intentions et apporta une collaboration enthousiaste. La seconde partie de l'œuvre n'est guère faite que de citations empruntées à des discours et mandements épiscopaux. Mais il importe tout de suite de remarquer que les textes les plus convaincants ne se rapportent qu'à un petit nombre d'occasions, essentiellement l'expédition d'Éthiopie et, à son propos, les sanctions décré-

tées par la *Société des Nations* et la demande faite à chaque Italien d'offrir à la patrie l'or qu'il possédait. Un seul échantillon suffira ici. Un évêque proclamait : « Ainsi on refuse à un peuple de 45 millions d'hommes sa place au soleil, son droit naturel à l'expansion, à la vie, le droit de coloniser des terres incultes, abandonnées, le droit de briser les chaînes à des milliers d'esclaves, d'aplanir la route pour les missionnaires de l'Évangile » (p. 76). La guerre d'Éthiopie est, sous la plume de très nombreux prélats, une croisade que veulent arrêter les forces occultes de la maçonnerie, du bolchevisme et de l'anglicanisme (p. 69), servies par des États qui, durant la Grande Guerre, ont été « aidés, sauvés », par cette Italie à laquelle, malgré plus de 600.000 morts, ils n'ont rien donné (p. 112-113). Mussolini est le chef « providentiel », « énergique, avisé, prévoyant, qui tient en ses mains avec une fermeté intrépide le sort de la patrie » (p. 79), que le cardinal Schuster compare à l'empereur Auguste (p. 134) ! Dans cette atmosphère passionnée, l'auteur rapporte qu'à la cérémonie du 8 décembre 1935, où étaient récompensés les vainqueurs de la *bataille du blé*, le religieux français, supérieur de la maison de Nocera Umbra et recteur du collège international de Rome des missionnaires de Notre-Dame-de-la-Salette, distingué à ce concours agricole par une médaille d'or, demanda à Mussolini, « chef de la latinité », de lui faire l'honneur, en signe de solidarité latine, de la citoyenneté italienne (p. 128-130)...

L'auteur, cependant, ne se borne pas à rappeler les épisodes de la collaboration du clergé italien avec le régisme fasciste ; puisque, selon lui, l'État mussolinien représentait pour l'Église la formule qui lui reconnaissait la meilleure place, il lui importe de dénoncer la duperie qu'est, à ses yeux, la démocratie chrétienne. M. de'Rossi voit en elle la forme nouvelle du *modernisme*, formellement condamné par le Saint-Siège (p. 170), et il lui refuse le droit de se prévaloir de préceptes de l'Évangile. Si la Papauté se sert d'elle, c'est comme d'un moyen, d'un instrument pour éviter un mal plus grand : ainsi, après 1918, le cardinal Gasparri, persuadé qu'il fallait provoquer une réconciliation prochaine avec l'État italien, encourageait dom Sturzo à constituer un parti qui s'appela tout simplement, du reste, *parti populaire* et n'eut pas la faculté de s'intituler officiellement chrétien. Encore, assure l'auteur, le Vatican fut-il complètement déçu par ce parti, qui, pour se faire pardonner ses attaches religieuses, prêta la main à la politique maçonnique et libérale !

Le livre, que l'on ne peut lire sans éprouver quelque agacement, suscite, on le pressent, plus d'une remarque. Malgré les précautions oratoires de l'auteur, l'intention polémique est indéniable : à grands renforts de citations épiscopales et de témoignages de Pères de la *Compagnie de Jésus* favorables à l'État fasciste, la démocratie chrétienne est visée et c'est la ligne suivie par *Italie et foi* qui est recommandée. L'importance reconnue à « l'Italie de la réconciliation » ne laisse pas de surprendre : l'histoire mondiale se serait ordonnée par rapport à elle ! Quand on se souvient pourquoi commença la seconde guerre mondiale, comment l'Italie y entra en 1940 et quelle puissance était son alliée, comment admettre que le conflit mondial « soit jailli de la volonté déterminée du protestantisme et du capitalisme maçonnique et international d'écraser définitivement les forces civiles et politiques du catholicisme européen qui renaissaient avec l'Italie de la réconciliation » (p. 147)?

On peut tout de même retenir quelques éléments valables, mais qui suggèrent des réserves que le zélé journaliste ne semble pas apercevoir. Mussolini, dont les origines et la carrière étaient bien différentes de celles de la plupart de ses lieutenants, a pu trouver dans son propre parti des réticences, voire des résistances, lorsqu'il recherchait résolument une entente avec le *Saint-Siège* ; mais le titre de la première partie du livre, *Dualisme entre Mussolini et le parti*, paraît bien exagéré. C'était l'intérêt bien compris du fascisme de montrer un visage propice au catholicisme et, dans une grande mesure,

il y réussit ; néanmoins, en lui permettant de revendiquer trop hautement l'héritage spirituel de l'Église, de vocation universelle, on faisait courir à celle-ci le danger de perdre son crédit auprès de ceux qui, dans le monde, refusaient la dictature. Très satisfait des accords de 1929, le clergé italien, en général, a soutenu le régime, et même, lors de la guerre d'Éthiopie, adopté ses thèses : mais il suffit de lire les lettres des mêmes prélats à propos de la guerre mondiale, plus discrètement reproduites par M. de'Rossi, pour s'apercevoir que le ton a bien changé et que les exhortations rappellent essentiellement les devoirs qu'a chaque citoyen envers sa patrie. Enfin, l'auteur, tout en manifestant une tendance compréhensible à grossir l'importance de sa propre action, met en lumière le souci de Mussolini de ne pas se couper du clergé : « Alors que les événements internationaux, écrit-il, poussaient Mussolini à la conclusion du pacte d'acier..., il désirait faire une claire et irréfutable manifestation de latinité catholique, c'est-à-dire de l'indépendance spirituelle de l'Italie en face de la Germanie païenne ou luthérienne » (p. 58), et ce fut la réception des évêques et des prêtres de la *bataille du blé* le 9 janvier 1938 : mais on peut faire tout de même observer à l'initiateur de la cérémonie que c'était un faible contrepoids aux engagements internationaux souscrits par le chef du fascisme !

Où éclate le mieux, pourtant, le caractère précaire de l'argumentation, c'est lorsque l'on cherche, dans le livre, la place de Pie XI. D'après le titre, on l'attend de premier plan. Elle ne l'est que dans les premières pages, quand M. de'Rossi dell'Arno retrace la préparation du traité et du concordat de 1929, évidemment voulus par le Pape avec autant de détermination que Mussolini, quoique pour des raisons que l'auteur ne paraît pas croire différentes, et considérés par lui comme une œuvre essentielle. Mais ensuite, alors que s'étalent les preuves de bonne volonté du Duce, les efforts de l'auteur, les louanges des évêques, la figure de Pie XI apparaît singulièrement en retrait. Le parti se déchaîne-t-il, en 1931, contre l'Action catholique? M. de'Rossi reconnaît, d'une phrase, que « Pie XI se décida à approuver une lettre où le fascisme était condamné comme responsable des actes de vandalisme, des violences et des injures faits au détriment de l'Action catholique, que le pontife appelait « la prunelle » de ses yeux » (p. 42), puis il passe aux modalités de l'arrangement qui fut trouvé ! Enfin, recevant, le 12 janvier 1938, les évêques et les prêtres de la *bataille du blé*, le Pape ne les remerciait-il pas de lui transmettre « des paroles aussi rassurantes et aussi confiantes pour l'avenir... alors qu'au delà des Alpes, il ne pouvait pas ne pas voir des menaces » (p. 147)? Quoique M. de'Rossi dell'Arno se garde de préciser ces allusions, qui, en réalité, rappellent la protestation de l'encyclique *Non abbiamo bisogno* de 1931 et l'hostilité au nazisme, dont Pie XI ne pouvait souffrir que la croix gammée fût déployée à Rome et dont il craignait la contagion, il suffit de le lire pour comprendre avec quelle prudence la Papauté, à la différence de la majorité du clergé italien, se conduisit avec le régime fasciste et à quel point le titre adopté risque de tromper !

Bernard GUILLEMAIN.

LA RÉSISTANCE ITALIENNE

Une vue d'ensemble

Le directeur de l'*Umanitaria* de Milan, M. Bauer, n'a pas eu de peine à écrire une préface, ce livre est excellent : M. Salvadori a mis à notre disposition un résumé intelligent (1). C'est qu'il a connu personnellement les hommes et les choses dont il parle ; il a été persécuté par le fascisme et, comme professeur à l'Université Saint-Lawrence de l'État de New-York, comme directeur des sciences politiques à l'*Unesco*, il a pris l'habitude des bonnes rédactions. Aussi est-ce avec talent qu'il a su brosser cette *Storia della resistenza italiana*, en partant de Mussolini et du fascisme pour aboutir à l'opération du débarquement des Alliés en Sicile et à la concentration dans l'Italie du Nord des contingents de résistants qui ont atteint le beau chiffre de 120.000 hommes. Tout est exposé avec clarté, avec intelligence, tant les journées historiques comme celle du 25 juillet 1943, qui marqua la chute de Mussolini, que les journées militaires comme l'offensive sur les lignes (*Gotica, Gustav*) ou l'abandon de Rome par les Allemands, le 24 juin 1944. Les traditions militaires respectées par les Alliés ne laissèrent pas de heurter le laisser-aller des résistants dans leurs offensives. M. Salvadori fait une large place à l'activité des formations politiques : communistes, socialistes, libéraux, démo-chrétiens, et il est, à mon avis, beaucoup trop bref sur la République de Salo ; il nous renseigne avec exactitude sur une question trop souvent laissée de côté, l'antisémitisme fasciste, qui se solde, de fait, par 9.000 victimes, c'est-à-dire 25 % de l'effectif total des *Ebrei* italiens.

Je regrette également que M. Salvadori ait tiré peu de conclusions générales de son étude des formations politiques pour nous faire mieux comprendre les fluctuations de la jeune république italienne, présidée tour à tour par MM. L. Einaudi et Gronchi. Il écrit, avec précision, avec talent, et, nanti d'une bibliographie sommaire et d'un index bien dressé, son livre répond à toutes les exigences. Aussi je me permets, en finissant, de terminer par un vœu légitime : c'est qu'une traduction française mette à la portée des lecteurs de notre pays un livre excellent et d'une langue parfaite.

G. Bourgin.

Souvenirs d'une militante du Parti d'Action

Le *Journal* de Ada Gobetti (2) constitue un document singulier et d'une particulière importance à cause de la compréhension du milieu et de la façon dont naquit et se développa au Piémont la lutte partisane, c'est-à-dire la résistance armée, précédée et accompagnée dans son développement par la « résistance » dans le sens le plus large, faite d'une silencieuse et continuelle hostilité, et de la conspiration, qui datait, peut-on dire, de l'origine même du fascisme, et surtout depuis son affirmation en tant que régime, c'est-à-dire en tant que tyrannie.

L'auteur pouvait, du reste, se vanter d'un noble passé de fierté pendant les temps difficiles : digne compagne de Piero Gobetti, le jeune antifasciste

(1) Massimo Salvadori, *Storia della Resistenza Italiana*, Venezia, Neri Pozza, 1955, in-8°, 205 pages.

(2) Ada Gobetti, *Diario Partigiano*, Turin, Einaudi, 1956, 429 pages.

mort en exil à Paris en février 1926, héroïque combattant d'une renaissance italienne où une bourgeoisie renouvelée se trouverait finalement voisine d'un prolétariat conscient de ses droits et de ses devoirs, Ada Gobetti en conserva jalousement et avec ténacité le grand et lourd héritage spirituel. Intelligence vive et riche d'intérêts divers, professeur d'anglais et auteur d'estimables essais sur Samuel Johnson et sur Pope, mais connaissant aussi les littératures française, allemande, russe, ainsi que les problèmes pédagogiques, Ada Gobetti ne pouvait pas ne pas sentir aussi l'importance et l'urgence des problèmes politiques, surtout en tant qu'exigence morale. C'est ainsi que, sous le fascisme, elle conserva des contacts continuels avec les esprits libres, à commencer par Benedetto Croce, et avec le mouvement clandestin fondé en France par les exilés italiens de *Giustizia e Liberta*, et, quand le mouvement se changea, à la fin de 1942, en Italie, à la fois avec des éléments libéraux et socialistes, en *Parti d'Action* sous sa forme clandestine, cette courageuse femme prit part à sa fondation.

Le journal qui, tel qu'il est présenté au public, est le développement de brèves notes écrites chaque soir, en un anglais très bref, sur un petit agenda, commence dans l'après-midi du 10 septembre 1943 : à l'euphorie, à l'espoir joyeux, à l'enthousiasme plein de foi succédant à la chute du fascisme fait suite, comme triste épilogue aux quarante jours de l'époque de Badoglio, un nouvel état de choses plus difficile et plus douloureux. Ada Gobetti voit passer à Turin les voitures allemandes : qu'est-il arrivé? Dans les rues, les passants anxieux demandent des nouvelles, tels des hommes « abandonnés à eux-mêmes, sans armes, matériel ni moral, sans direction, sans mot d'ordre ». Et, pourtant, le matin même, la foule pressée devant la Chambre du Travail ne demandait que des armes pour se battre ! Mais la ville avait été remise aux Allemands par le commandant de la défense territoriale, un général fasciste et philonazi. Dans la maison d'Ada Gobetti, un groupe d'hommes hardis tient un petit conseil de guerre : il faut faire quelque chose, on ne peut accepter tant d'ignominie ; mais, d'abord, il faut disparaître, se séparer, tout en se tenant secrètement en contact ; quelques-uns iront dans le Val Pellice, d'autres dans la région de Cunéo ; Ada Gobetti se rendra, avec son fils, âgé à peine de dix-huit ans, et son nouveau mari, dans le Val Susa, à Meana, son lieu de villégiature estivale et son refuge.

Alors commence la nouvelle odyssée : des premiers hommes déjà nommés, l'un tombera héroïquement en combattant contre les Allemands, un autre sera bientôt arrêté et déporté à Mauthausen et en reviendra physiquement détruit pour trouver la mort dans son pays ; un troisième, commissaire politique auprès des partisans des Langhes, sera pendu par les Allemands ! Dans la vallée de Suse, Ada Gobetti assiste au triste et angoissant spectacle de la débandade de la 4e Armée, surprise par les nouveaux événements tandis qu'elle se repliait de la France vers le Piémont et la Ligurie : sur quelques points, les soldats ont essayé de résister, mais ils se sont trouvés sans chefs et sans direction ; à la flambée d'enthousiasme, à l'idée de se battre contre les Allemands, a succédé une désillusion qui parfois est devenue désespoir, et à présent, ils essaient de revenir chez eux ou du moins de fuir les Allemands : c'est au milieu de ce douloureux spectacle qu'Ada Gobetti arriva à Meana. Et désormais que pourra-t-on faire? C'est l'inconnu ! Pourtant, son fils trouve bien vite un fusil et deux bombes à main dans une guérite ferroviaire abandonnée ; un étudiant de ses amis trouve d'autres armes et le jour suivant on entend parler de bandes au-dessus de Bussoleno et les femmes se vantent en public d'avoir aidé autant qu'elles avaient pu les soldats dispersés. C'est le modeste début de la lutte inégale, de la nouvelle, plus vaste Résistance.

Alors commence pour Ada Gobetti une époque d'activité extraordinairement intense et qui se poursuivra jusqu'aux derniers jours d'avril 1945, et

elle s'étendra non seulement de Turin à toute la vallée de Suse, mais même dans la vallée contiguë de Chisone et dans le val Germagnasca, et même au delà de la frontière, en terre française, jusqu'à Grenoble, et de l'autre côté, souvent jusqu'à Milan. Activité obstinée et variée, recherche d'armes et de munitions, participation à des actes de sabotage, secours aux anciens prisonniers alliés, organisation de l'activité féminine dans des buts de résistance et accords avec les partis politiques. Tout cela comportait des risques continuels, des marches et des voyages fatigants dans la plaine et la montagne, en train, en voiture, à bicyclette, à pied, par n'importe quel temps, au milieu de continuelles interruptions et accidents de toutes sortes et la menace toujours plus grande de bombardements aériens. Mais c'est cela l'intérêt particulier de ce journal, qui nous montre la résistance piémontaise sous ses différents aspects. Le 9 juin 1944 elle note : « Journée vertigineuse. J'ai calculé qu'aujourd'hui sont passés chez moi cinquante-quatre personnes. Et parfois je me demande si mon habitude de me fier à l'instinct et à la surveillance d'Espedita (la concierge) et à la bienveillance des voisins ne frise pas l'inconscience. » Puis nous la voyons en train de retirer des fausses cartes d'identité, de préparer avec son mari des lettres et des documents faux. Et après grimper les côtes de Rocciamelone pour parler avec un chef partisan, lui apporter de l'argent, des papiers, et l'aider à faire un rapport par écrit ; aller, sous la pluie, se faire donner un fusil mitrailleur et le cacher sous sa cape, et fourrer dans son sac l'extrémité du canon du fusil qui dépassait. Et parfois revenir à la nuit, par des sentiers difficiles, et, à Suza, traverser avec désinvolture le pont sur la Doire, puis passer devant le siège du commandement allemand, et ainsi de suite. Un jour, lasse de marcher sous la pluie, elle demande l'hospitalité et monte sur un camion d'Allemands, tout en ayant dans son sac de montagne des explosifs ! En novembre 1944, ayant appris l'arrestation de Duccio Galimberti, le chef des formations *Justice et Liberté* du Piémont, elle se rend chez lui, avec un jeune homme, dans une petite voiture, et en rapporte une valise pleine de lettres, de rapports, de circulaires, qu'elle confie à une vieille couturière. Tout cela avec son air de modeste réfugiée et de brave femme qui s'en va à la recherche de vivres, du nécessaire pour sa maison, au moment où l'on manque de tout.

Son journal a des pages très fortes dans leur simplicité, pages où elle parle des rafles, d'incendies dans la vallée Germanasca ou dans la vallée de Suse et à Meana même, où les hommes valides, réfugiés ou domiciliés là, sont faits prisonniers pour être envoyés dans les camps de travail en Allemagne, les maisons pillées, puis incendiées, ou incendiées avec tout ce qu'elles contiennent, Ses observations sur l'opinion publique, exposées sans emphase, avec une rude franchise, sont également très intéressantes. Ainsi, le 20 février 1944, Ada Gobetti estime qu'il est impossible de créer dans la vallée de Suse une zone entièrement partisane comme on l'avait fait dans la région de Cuneo, dans la vallée de Pellice et ailleurs ; la vallée est trop importante pour les Allemands, qui y ont plus de 3.000 hommes, sans compter les républicains de Salo. Ici, il peut y avoir seulement des guérillas... des petits groupes mobiles qui peuvent se déplacer facilement, experts en sabotages, audacieux et entièrement sûrs. Le 5 août, toutefois, après de graves rafles, des incendies et des déportations, elle observe : « Maintenant, on a pris conscience de la bataille qu'il faut engager à tout prix et qui, même si elle est perdue aujourd'hui, sera gagnée demain. Ce mois de guerre partisane... a servi à l'éducation politique de ces montagnards plus que ne l'auraient fait des années de discours, d'école, de théorie... Dans l'attente actuelle, il n'y a ni agitation ni événement, mais une sorte d'austérité désespérée... La masse, le troupeau, est devenue une armée. » Pendant les jours suivants, elle remarque l'attitude digne et fière des montagnards, hommes et femmes : et il est étonnant de voir la ténacité avec laquelle les habitants des pauvres villages de montagne arrivent à réparer leurs

maisons incendiées, relevant les murs, recouvrant les toits, refaisant portes et fenêtres ; tous s'aident réciproquement en une belle concorde tacite !

On assiste vraiment au rôle purificateur de la lutte et du sacrifice. Le 10 mars 1944, Ada Gobetti, estimant nécessaire une intense propagande pour que les jeunes gens ne se présentent pas à l'appel sous les drapeaux du gouvernement fasciste, observait : « A quoi peut-on s'attendre de la part de ces jeunes gens grandis sous le fascisme, sans maîtres ni guides, lorsqu'ils n'ont pas eu la chance d'appartenir à des familles ou des milieux politiquement sains ? » ; et elle constate ensuite (p. 147) que la masse des partisans moyens avait été « poussée vers le maquis par un instinct de défense plus que par un véritable impératif héroïque ». Mais, le 12 mars 1945, l'intelligente partisane observe : « C'est extraordinaire comme l'atmosphère d'aujourd'hui mûrit les esprits ; de jour en jour, on voit les enfants se transformer en hommes. » Ce qui n'exclut pas que la dure lutte présente des lumières, mais aussi des ombres. Le 15 avril, en face de l'union étroite et totale de tous les milieux qui provoque la grève générale, véritable mobilisation d'essai pour l'insurrection de la semaine suivante, A. Gobetti remarque : « La grève a été complète, totale... On voit que le fruit est vraiment mûr. »

Dans le journal d'Ada Gobetti, nous voyons la Résistance sous toutes ses faces, et c'est là, justement, sa grande valeur historique. Les faits incongrus et les absurdités de la lutte, qui faisaient qu'un partisan pouvait, au tournant d'un chemin, être pris par une patrouille, torturé et fusillé et, échappé à ces risques, entrer dans une gare et prendre tranquillement le train pour Turin, tout comme cet étudiant d'université, traqué dans la montagne comme une bête féroce, pouvait ensuite, arrivé à Turin, passer tranquillement ses examens sous son vrai nom ! Les espoirs et les illusions, les déceptions, des découragements, surtout pendant l'été 1944, sont rapportés avec simplicité et force. Le 15 août, elle exulte à la nouvelle du débarquement allié en Provence ; le 21 et le 23, elle note qu'il semble que les Alliés progressent sur tous les fronts ; trois jours après, en remarquant que la route de Suse est pleine d'Allemands et de pétinistes français, évidemment en fuite devant les Alliés, elle se réjouit à nouveau. Mais, le 5 octobre, elle note, au contraire, que l'illusion d'une avance alliée est désormais finie ; et, le 14 novembre, elle, habituellement si calme et si tranquille, va jusqu'à écrire : « Je suis effroyablement malheureuse. » Au lieu de la libération, un autre triste hiver en perspective ; elle continue son infatigable activité, les réunions, les rencontres, elle écrit rapports et circulaires, elle tape à la machine, mais mécaniquement. Voilà qu'arrive, enfin, le fameux manifeste du général Alexander, qui, à tort ou à raison, est interprété par la masse des partisans comme une invitation à abandonner la lutte et à rentrer chez soi pour toute la durée de l'hiver, ce qui produit, par conséquent, une très mauvaise impression. A. Gobetti commente (1er décembre) : « Comme si, entourés, persécutés, traqués comme nous le sommes, nous pouvions demeurer sans rien faire... Pour ceux qui, comme nous, sont dans le jeu, le message a été un coup plutôt dur... Patience. Nous agirons seuls. » Et huit jours plus tard, « comme un coup de massue », éclate la nouvelle de l'assassinat de Duccio Galimberti, arrêté peu de jours auparavant, héroïque animateur de la Résistance piémontaise ! Le 25 décembre, A. Gobetti se demande si ce deuxième Noël d'occupation sera le dernier. Et elle ajoute : « Je n'ose plus faire de prévisions... Mais parfois j'ai l'impression que, même après la Libération, nous ne pourrons plus être heureux ; nous avons perdu trop de camarades sur la route, et l'effort imposé à nos nerfs a peut-être tari pour toujours notre capacité de bonheur. »

Indiscutablement, ce sens profond d'humanité nous fait retrouver l'un des aspects les plus nobles de la Résistance. C'est ainsi que, sans aucune ostentation, Ada Gobetti note ses inquiétude quand, à Oulx, elle lit l'avis de la peine

de mort pour les déserteurs de la classe 1954, la classe de son fils. De son fils qu'elle accompagne elle-même, dans la vallée de Germanasca, auprès des formations partisanes G. L. ; nous la suivons lorsque, trois semaines plus tard, elle y revient, avec son mari, à la recherche de ce fils, après l'annonce d'une grande rafle ; elle passe au milieu des Allemands et des fermes incendiées, et elle s'émeut au point de sangloter à la vue d'un partisan tué, abandonné dans l'herbe, sur le bord de la route ! Toutefois, elle affirme avec décision : « Aucune considération d'aucun genre ne doit pouvoir diminuer ou enlever aux jeunes gens cet épanouissement spontané de joyeux enthousiasme qu'est le *premier amour*, que ce soit pour une femme, un pays ou une idée, ou même pour toutes ces choses réunies. » Elle fait preuve de la même profonde humanité, deux mois plus tard, à Milan ; pendant une incursion aérienne, une bombe a atteint en plein une école communale : « Je vis arriver une file d'ambulances chargées de petites créatures horriblement défigurées. Les gens regardaient, consternés, saisis d'une angoise pleine de colère impuissante : en grand nombre, des hommes et des femmes pleuraient et, à un certain moment, je m'aperçus que moi aussi je sanglotais tout haut. »

Ses observations à caractère politique rendent également un écho fidèle des espoirs et des illusions du moment. A. Gobetti, qui est pourtant l'héritière d'une si noble tradition politique et qui milite dans le *Parti d'Action*, déclare (30 septembre 1944) que pour elle la politique reste toujours « une fidélité, une nostalgie sentimentale et une aspiration morale humanitaire et indistincte ». En réalité, elle comprend plus que jamais la lutte non comme un simple retour à 1922, mais comme un profond renouvellement de toute la vie politique et morale italienne ; tout en considérant parfois les socialistes comme « honnêtes, courageux... mais anachroniques », ou comme « de candides idéalistes », et en se considérant, elle, plus solidement plantée dans le terrain de la réalité, on voit bien qu'elle aussi se fait des illusions sur la fin de tant de laideur, à commencer par les nationalismes. En janvier 1945, alors qu'elle se trouve en mission à Grenoble, une audacieuse mission de liaison, elle écoute un discours de Jacques Duclos, secrétaire du *P. C. F.*, et elle est déçue : « Trop peu de communisme et trop de nationalisme », signe de « toute une mentalité, de tout un style, que j'avais l'illusion de voir éteint pour jamais et que je vis renaître par la suite, s'affirmer, s'imposer presque partout ».

Cela nous amène à parler, brièvement, de l'action de liaison de Ada Gobetti avec la France. Auparavant, déjà, son fils Paul avait, avec deux autres camarades, entrepris l'aventure en franchissant les Alpes en pleine nuit, à la fin octobre, à peu de distance du poste de commandement allemand, au passage de l'Ours, à presque 2.500 mètres d'altitude, et descendant ensuite à Planpinet. Leur but était d'organiser une série d'actions concertées contre les Allemands ; On décide ensuite à Turin d'envoyer en France une nouvelle délégation plus importante, et Ada Gobetti obtint d'en faire partie avec son fils et son mari. Dans la nuit du 31 décembre, le groupe de huit personnes franchit le col de l'Ours vide d'Allemands : accueils cordiaux tout d'abord, puis, à Embrun, un long et pénible interrogatoire et, à Grenoble, au siège des commandements militaires, un général paraît surpris de la présence d'une femme et déclare que les Italiennes ne pourront pas établir des relations avec les femmes françaises avant la Libération. Bref, la délégation des partisans demeure à Grenoble plus d'un mois et parvient, à la fin, à créer trois services de liaison : avec les Français, échange de nouvelles ; avec les Américains, transports d'armes ; avec les Anglais, échange de nouvelles et de matériel varié de presse et de propagande. A. Gobetti réussit ensuite à établir de cordiaux contacts avec les femmes françaises, par l'entremise de Claude Dunoyer, présidente des *Femmes Dauphinoises* et rédactrice des *Allobroges*. Elle s'était aussitôt aperçue « combien, en général, en France, on savait peu de choses sur nous et combien

d'idées imprécises ou même erronées on se faisait sur notre compte ». Dans l'ensemble, c'était une expédition riche de résultats et plus que jamais utile pour détruire les soupçons et les malentendus sur le compte des Italiens et éclairer les Alliés sur le vrai caractère de la Résistance. Si le voyage, à l'aller, avait présenté des difficultés, le retour demanda un effort presque surhumain. Les passages de Oulx à Briançon étaient très surveillés par les Allemands et par les fascistes : il fallut remonter jusqu'à Bramano et puis, par une marche presque ininterrompue de soixante-sept heures, en plein hiver, frôler d'abord le petit Mont-Cenis, gardé par les Allemands, puis, après avoir dépassé la ligne de partage des eaux, à travers des glaciers et des vallons, jusqu'aux pentes du mont Vinvert, au-dessus de Savoulx et d'Oulx. A. Gobetti décrit avec sa simplicité coutumière, mais avec une grande force, cette terrible marche, au terme de laquelle certains étaient fiévreux, les articulations gonflées, blessés ou rhumatisants ; et même dans ces conditions il fallait éviter l'ennemi et trouver des maisons hospitalières ou un refuge sûr dans un hôpital, ou se faufiler avec la plus grande désinvolture dans le train pour Turin.

C'est avec ce sens de profonde humanité que se termine ce singulier et très beau journal. Nous sommes à la fin d'avril 1945, la grande lutte est terminée ; il n'y aura plus de bombardements, d'incendies, de rafles, d'arrestations, de fusillades, de pendaisons, de massacres ! Mais c'est aussi, fatalement, la fin de la belle union que la lutte et le sacrifice commun avaient su exprimer, en mettant en relief les meilleures qualités morales de chacun ! « Confusément, je sentais que commençait une autre bataille, plus longue, plus difficile, plus exténuante même, si moins cruelle. Il s'agissait désormais de combattre non plus contre la tyrannie, la cruauté et la violence — faciles à distinguer et à haïr — mais contre des intérêts qui essaieraient trompeusement de renaître, contre des habitudes vagues, trompeuses, fuyantes... et à la longue, dans cette nuit — qui aurait dû être une nuit de détente et de repos — je me tourmentais en me demandant si je saurais être digne de cet avenir, riche de difficultés et de promesses. »

Piero Pieri.

L'action communiste

M. Luigi Longo a réédité dans un fort volume (1) les articles qu'il a publiés dans les journaux communistes pour préparer et faire triompher l'insurrection nationale organisée contre les fascistes, les Allemands et, ajoutons-le discrètement, contre les Alliés, soucieux de garder la direction des opérations entamées pour la libération de la péninsule. Il a écrit une importante introduction qui est datée du 1er mars 1954, car le recueil en question a pour objet de rappeler et de célébrer l'anniversaire décennal de la libération de l'Italie.

Ce recueil comporte cinq parties : naissance et organisation de la guerilla, conçue comme une entreprise nationale autonome et imposée aux éléments bourgeois de la résistance — libéraux et démo-chrétiens — soucieux de ne pas donner aux éléments communistes la place que, par la voix de Togliatti et de ses compagnons du parti, ils revendiquaient ; les grandes batailles ouvrières de l'hiver 1943-1944 — à savoir la grande grève de Milan et les grèves surgies à Turin, à Côme, en Lombardie, en Vénétie, en Émilie, etc..., et qui, tendant à la grève générale, préparèrent le coup d'État du 25 juillet ; problèmes de la résistance, conçue comme le moyen de réaliser un gouvernement d'union nationale, l'unité de commandement, la mise sur pied d'organes de pouvoir populaire et de combat dans les usines ; un hiver de luttes difficiles et dures aux-

(1) Luigi Longo, *Sulla via dell'Insurrezione nazionale*, Roma, Edizioni di cultura sociale, 1954, in-8°, xlviii-486 pages, 1.000 lires.

quelles les bombardements subis par les villes italiennes ajoutent les coefficients de la faim et du froid ; l'insurrection nationale proclamée le 24 avril 1945 et qui sera couronnée de succès.

Dans son introduction, il arrive que M. Luigi Longo rende aux Alliés la justice qui leur est due et il est moins sévère pour eux que pour le général Cadorna, qui reçut d'eux la mission de contrôler le mouvement national de résistance. J'attache un intérêt aux vues de l'auteur sur les principes développés touchant la guerre partisane et qui ont été développés par Marx et Engels, à l'occasion de la guérilla espagnole contre Napoléon et par l'État-Major italien au sujet des partisans balkaniques, dans les instructions données par le maréchal Staline au peuple russe en guerre contre les Allemands.

Il est évident que, sans l'entraînement des communistes, la résistance italienne n'aurait pas abouti si rapidement et si complètement à l'entreprise de libération nationale qu'expose si remarquablement le livre de M. L. Longo.

G. Bourgin.

Les socialistes au Piémont

La *Fédération socialiste* de Turin et l'*Association des partisans « Mattéoti »* du Piémont ont présenté à l'occasion du XXXI^e^ congrès national du *P. S. I.* un petit ouvrage (1) sur la contribution socialiste à la lutte de Libération nationale. Six ans après les événements relatés, D. Zucaro, qui a rassemblé documentation et témoignages, a pu donner un premier aperçu de l'effort en Piémont contre les Fascistes et les Nazis.

C'est donc l'exposé de la période 1943-1945 marquée par vingt mois de lutte clandestine, puis par la libération de Turin grâce au parti socialiste qui a engagé plus de 12.000 hommes dans les combats de partisans. On y voit les militants, leurs idées, leur enthousiasme des temps héroïques, leur dévouement aussi allant jusqu'au suprême sacrifice : 286 morts, 335 mutilés, tel est le tragique bilan de la lutte.

Le grand intérêt du livre réside dans les détails précis qu'il donne sur l'organisation des brigades de partisans, les actes de sabotage et de guerilla, la presse clandestine, la grève générale de mars 1944, l'insurrection populaire du 25 avril 1945. C'est au cours de cette série de durs combats que le peuple du Piémont a manifesté son dégoût du fascisme et ses vœux d'une République démocratique et sociale.

J. Defrasne.

Les catholiques dans la résistance

Un important article (2), d'un ton élevé et convaincu, reproduit un discours prononcé le 15 janvier 1956 par Achille Marazza ; il envisage trois problèmes fondamentaux.

Était-il légitime pour les catholiques de résister au fascisme, qui était le gouvernement légal du pays, de le combattre dans la clandestinité et, à la fin, de se joindre contre lui à l'ennemi d'hier? L'auteur rappelle que, dès 1925, Don Sturzo avait invoqué des raisons morales pour refuser le fascisme, que celles-ci n'ont pas cessé d'être valables, malgré les apparences dont le silence imposé à l'opposition a facilité l'échafaudage, et que l'entente du fascisme et du nazisme a été celle de deux dictatures et non de deux peuples.

(1) *La contribution socialiste à la résistance piémontaise*, Turin, Éditions « Le cri du peuple », 1955, 159 pages.

(2) Achille Marazza, *I Cattolici e la Resistenza*, dans *Il movimento di Liberazione in Italia*, n° 43, juillet 1956, fasc. 4, p. 3-15.

Fallait-il donc accepter d'entrer avec les communistes dans la lutte antifasciste et la résistance? L'auteur le pense, car c'était conforme à la conception démocratique, et la présence des catholiques était nécessaire, notamment quand, au lendemain de l'armistice du 8 septembre 1943, le Comité de Libération Nationale assuma la responsabilité de guider le pays.

Participant à la résistance, les catholiques ont-ils agi selon la loi chrétienne? Achille Marazza présente la résistance italienne comme la manifestation d'une exigence morale, faite d'un amour jaloux et humilié de la patrie autant que de l'angoisse de l'avenir et de la volonté de reconstruire. Alors les catholiques, prêtres et fidèles, avaient un rôle à tenir.

B. Guillemain.

Un antifasciste en France

Au jour le jour, Pietro Nenni (1), exilé depuis 1926, réfugié depuis la chute de Paris dans la zone dite libre, marquait ses renseignements, ses relations, ses pensées, ses soucis, ses épreuves, sans fard, sans prétention, simplement pour garder la trace de son itinéraire humain. C'est l' « almanach » de l'année 1942, prolongé jusqu'au 7 février 1943, veille de l'arrestation de P. Nenni par la Gestapo, qui fait l'objet de cette publication (2).

Depuis la fin de l'exode jusqu'au 31 mars 1942, le leader socialiste réside à Palalda, dans les Pyrénées-Orientales, tout près de la frontière espagnole, qu'il avait franchie en février 1939 avec les débris de l'armée républicaine et des brigades internationales. Dans une région bien connue, au milieu d'une population sympathique, il pouvait imprimer les six numéros du *Nuovo Avanti*, distribuer des tracts qui reproduisaient les décisions des gouvernements libres établis à Londres, ou bien la prise de position du général de Gaulle favorable à l'U. R. S. S., ou encore l'appel du comité syndical anglo-soviétique. Il se rendait à Toulouse pour rencontrer des antifascistes, voyait G. Saragat à Saint-Gaudens. Pourtant, à Pau, les gendarmes le refoulaient et il ne recevait l'autorisation de séjourner ni dans les Basses-Pyrénées, auprès des réfugiés espagnols, ni dans le Var. Une perquisition, le 16 mars, des interrogatoires au commissariat central de Perpignan provoquèrent l'ordre de changer de résidence.

Au début d'avril 1942, Pietro Nenni gagnait le département du Cantal, qui lui avait été assigné. Soumis au régime des permis de séjour trimestriels, il passait le printemps à Pierrefort dans la solitude. Ses amis sollicitaient vainement pour lui un visa d'entrée aux États-Unis ; ils en obtenaient un pour le Mexique, mais Nenni ne songeait pas à s'éloigner de l'Europe. Le 17 juin, il s'installait avec sa femme, deux de ses filles et une petite-fille au Croizet des Ternes. Grâce à la complaisance d'un haut fonctionnaire qui était en contact avec la Résistance, il pouvait, en septembre, refaire, de Toulouse à Nîmes, la tournée de ses compagnons. A la nouvelle du débarquement allié en Afrique du Nord, il accourait à Marseille ; l'irruption des Allemands, qu'il apercevait à Nîmes, le faisait retourner en hâte vers la montagne ; le 18 novembre, il louait un logement pour l'hiver à Saint-Flour. Le 14 janvier 1943, alors qu'il était en voyage, une perquisition prouvait l'imminence du péril. Il était maintenant prêt à se jeter dans la clandestinité : il savait que Marcel Mayneris, secrétaire de la Fédération *S. F. I. O.* de Perpignan, lui avait préparé de fausses cartes ; il pensait gagner la Haute-Savoie. Mais, le 8 février, il était appréhendé.

(1) Pietro Nenni, *Taccuino 1942*, Milan-Rome, Éditions Avanti, 1955, 1 vol. in-16, 164 pages. (*Il Gallo*, nº 17.)

(2) Une inadvertance : sous la date du 1er janvier 1942 (p. 6), l'année passée qui est évoquée est 1940 et non 1941 (drôle de guerre, offensive allemande à l'Ouest, défaite française, exode).

Les angoisses et les douleurs familiales ne lui avaient pas été épargnées ; le 1er juillet, sa seconde fille, Éva, surnommée Vany, lui apprenait que sa sœur, Vittoria, et le mari de celle-ci, Henri Daubeuf, qui géraient une petite imprimerie à Belleville, avaient été arrêtés. Chaque annonce de la fusillade d'otages avivait les alarmes de la malheureuse famille ; Nenni, sans le laisser paraître, confiait à son carnet le déclin de ses espoirs ; il savait, le 30 octobre 1942, que son gendre avait été fusillé le 11 août, le 28 janvier 1943 que sa fille Vittoria, avec laquelle Vany avait pu entrer en rapports, avait refusé de faire valoir son origine italienne et était en instance de départ pour Compiègne, puis les camps de déportation : elle devait mourir à Auschwitz.

Ces drames ne masquaient pas à Pietro Nenni le drame cosmique de la guerre. Avec quelle fièvre écoutait-il les radios, dépouillait-il les journaux, parfois anciens, qui lui parvenaient, suivait-il la bataille de Stalingrad, le flux et le reflux des armées en Libye, l'installation des Américains en Afrique du Nord ! Il comprenait que cette dure année marquait le tournant du conflit. La libération approchait : le fascisme italien craquait ; la perte des colonies, les bombardements alliés sur les centres industriels, l'éviction de Ciano, l'épuration du parti, autant de signes de la prochaine déroute du dictateur. Mais le peuple italien aurait-il, avant qu'il ne fût trop tard, le sursaut prouvant qu'il ne fallait pas l'identifier avec le régime, précipiterait-il la fin de la guerre, la conclusion de la paix séparée? La monarchie n'était plus capable de l'entraîner : elle s'était déshonorée, elle était condamnée. C'était aux partis de gauche de sonner le réveil. Correspondant avec les antifascistes de France et des Amériques, recevant ou visitant ces exilés qui devaient être les meneurs de la nouvelle Italie, Pietro Nenni ne voyait qu'une ligne de conduite efficace : l'unité d'action avec les communistes, la lutte contre le néo-réformisme. Il se savait en désaccord avec Modigliani, avec les socialistes réfugiés aux États-Unis ; mais Saragat l'appuyait et, faisant irruption à Saint-Flour, en janvier 1943, il s'indignait que les sections socialistes de Marseille et de Nice, obéissant aux influences d'outre-Atlantique, aient souhaité que Nenni fût écarté de la direction du parti à son bénéfice. Au matin du 1er décembre 1942, la radio de Londres diffusait les consignes de désobéissance civile de la direction clandestine du parti ; Nenni indiquait par manifeste les prochains objectifs : union des forces populaires, paix, gouvernement provisoire, conseils d'usines, de métiers, de professions, Constituante, République.

Ces grands projets contrastaient souvent avec la monotonie des jours. Nenni observait les Français, cherchait à provoquer leurs réactions. Il les notait, au début de 1942, découragés, amers, indifférents ; il s'offusquait de l'insouciance des bourgeois qui villégiaturaient à Font-Romeu ; il s'estimait en droit d'écrire, à l'ouverture du procès de Riom, que « Blum en prison, c'était pour certains bourgeois français une raison suffisante pour se consoler de l'occupation allemande » (p. 26). Dans le Cantal régnait le marché noir ; peut-être y avait-il quelques résistants au lycée et dans l'entourage d'un médecin de Saint-Flour ; ils se manifestaient peu encore. Pourtant, les communiqués américains et russes, le débarquement en Afrique du Nord, le sabordage de la flotte, les fusillades d'otages, le départ des travailleurs pour l'Allemagne semblaient secouer l'apathie d'une province retirée et bien nourrie. Paris, au contraire, Eva Nenni, à la fin d'octobre, le représentait frémissant, déchiré entre résistants et collaborateurs, touchant à l'héroïsme et à la déchéance morale.

Peu d'individualités françaises se détachent : André Blumel rencontré à Céret ; Jules Moch, qui montra à Toulouse, le 6 septembre 1942, les premiers numéros du *Populaire* clandestin ; des hôtes de la famille.

Au hasard des feuilles de l'almanach, on trouve des retours sur le passé, des réflexions, des notes de lectures. L'auteur se défend de faire de la philoso-

phie son pain quotidien ; mais toute chose lui sert de leçon pour l'action. Les épisodes de sa jeunesse d'orphelin, les premières luttes ouvrières, l'adhésion au marxisme, alors que les passions jacobines et patriotiques déchaînaient les fureurs de la première guerre mondiale, la montée du fascisme, l'antagonisme des sociaux-démocrates et des communistes dans l'Allemagne de 1930, la formation du *Front populaire* français, l'isolement des républicains espagnols, l'échec de Léon Blum, autant d'évocations brûlantes pour fortifier la foi et guider la politique d'un grand militant qui croit que « n'est vraiment vaincu que celui qui se rend » et qui se voue tout entier, comme il l'écrit le 8 mars 1942, « aux forces qui se lèvent dans le monde pour le nouveau bond révolutionnaire ».

Bernard GUILLEMAIN.

Déportation...

M. De Martino, avocat milanais, réédite sans aucune retouche, semble-t-il, les souvenirs de prison et de déportation qu'il publia pour la première fois en juillet 1945 (1). Au lendemain du retour, les déportés laissaient parler leur cœur, plus que leur mémoire ou leur raison ; effusion sentimentale qui, d'ailleurs, répondait incontestablement à l'attente du public. Aujourd'hui, où l'histoire a besoin de la mémoire sereine des témoins rescapés, un livre de ce genre déçoit, en dépit de toute la générosité que l'on devine chez l'auteur, de son attachement fidèle aux idéaux de la Résistance.

Réflexions morales sur la guerre qui consiste « à se tourmenter mutuellement même sans se connaître, et malgré le désir qu'ont les individus de vivre en paix » ; professions de foi dans la victoire finale du bien sur le mal (« l'humanité finira par reconnaître le lien commun de fraternité ») ; affirmation de l'avènement d'un monde nouveau (« le martyre de nos compagnons nous montre la voie, nous incite à l'action. Le règne de l'or a causé guerres et ruines. Le règne du travail, pacifique et fraternel, est désormais en route ») — tout cela témoigne d'un état d'esprit né, semble-t-il, dans le climat de la Résistance et de la Déportation ; la survivance de cet état d'esprit, après dix ans passés, vaut d'être notée pour l'intelligence de l'actuel climat civique et politique de l'Italie. Mais le livre n'apporte ici à peu près rien de neuf. Sur la prison de San Vittore de Milan, des souvenirs qu'on oserait dire banals s'ils ne se rapportaient à des heures tragiques : ils montrent la collusion des Fascistes avec les Allemands (p. 11), les effets de la faim sur les captifs (p. 15-20), puis la solidarité entre prisonniers, avec l'inévitable exception du mauvais camarade qui fait scandale ; l'entrevue clandestine du détenu, le visage collé aux carreaux de la cellule, et des parents qui ont repéré, dans une rue voisine, l'endroit d'où l'on aperçoit la fenêtre ; les bobards sur la vie en Allemagne telle qu'on l'imagine avant le départ (p. 40-49).

Arrêté en novembre 1943, l'auteur fut déporté quatre mois plus tard, d'abord à Innsbruck, puis à Mauthausen. Les informations qu'il donne sur la vie de camp sont souvent erronées ; ce sont les « à peu près » qui circulaient communément dans les blocks de quarantaine : par exemple, sur la signification des triangles verts que portaient les détenus de droit commun (p. 89), sur la statistique des morts espagnols (p. 120), sur l'infirmerie d'Ebensee (passim).

Tel quel, pourtant, ce livre constitue, pour l'historien de la déportation, un témoignage d'autant plus valable que l'auteur le porte à son insu. Il atteste l'isolement dans lequel les Italiens vécurent à Mauthausen jusqu'à la fin de l'année 1944 — en gros, jusqu'au jour où Giuliano Pajetta, arrivé depuis peu,

(1) Geatano DE MARTINO, *Dal Carcere di San Vittore ai Lager Tedeschi*, 2ª edizione, Milano, La Prora, 1955, in-8°, 221 pages.

prit contact avec la Résistance intérieure du camp. Avant cette date, les Italiens furent — comme l'avaient été les Français jusqu'au printemps de 1944 — parmi les parias du camp, inexpérimentés, s'en exagérant certains risques, mais ignorant, en revanche, des périls réels et des secours possibles.

Ils firent preuve, en général, durant ces mois terribles, d'une grande sérénité : j'ai, entre autres, en mémoire les exemples, bien divers, d'un célèbre médecin des hôpitaux de Milan et de jeunes partisans arrêtés en Piémont. Cette grandeur d'âme, cette noblesse de sentiments trouvent un écho souvent émouvant dans le livre de M. De Martino.

Michel DE BOUARD.
Doyen de la Faculté des Lettres de Caen.

Et exécutions...

Ce n'est pas pour exalter la fraternité d'armes italo-allemande que l'abbé L. Ghilardini s'est arrêté à un des plus horribles épisodes de l'histoire de la seconde guerre mondiale : les hécatombes de Céphalonie (1) ! C'est une page peu connue des événements de 1943 que celle de l'agonie de la garnison de la grande île Ionienne. A la nouvelle de l'armistice du 8 septembre 1943, les troupes allemandes qui occupaient Céphalonie, de concert avec la D. I. italienne Acqui, commandée par le général Gandin, entrèrent en conflit avec leurs alliés de la veille. Le commandant des forces de la *Wehrmacht* posa ce problème à son ex-partenaire : avec ou contre les Allemands (11 septembre 1943). Le général Gandin, ne recevant d'Italie aucune instruction précise, ne sut pas prendre une décision immédiate. Il consulta ses 7 aumôniers divisionnaires et sa troupe par voie de referendum. A l'unanimité, les soldats se prononcèrent pour la rupture de l'Axe (15 septembre). Les Allemands réagirent sur le champ et, après sept jours de combats acharnés, la division italienne capitula.

La supériorité aérienne germanique et l'absence de tout secours extérieur déterminèrent l'issue des combats (de Bari, le commandement allié avait interdit à une escadre italienne de se porter dans les eaux de Céphalonie par crainte de voir ses unités passer aux côtés des Allemands). La capitulation des 9.000 soldats italiens eut pour épilogue le déchaînement de la barbarie contre les prisonniers. A Saint-Théodore, tous les officiers italiens, y compris le général Gandin, furent massacrés impitoyablement. Pour nier ultérieurement ce crime, les services de propagande du Dr Gœbbels ordonnèrent d'incinérer les cadavres, mais quelques corps furent décemment ensevelis par la population grecque en dépit des sévères injonctions de la Kommandantur locale. Près de 3.000 soldats italiens furent entassés sur des pontons dans une zone minée et périrent victimes des explosions ; les mitrailleurs allemands abattirent méthodiquement les naufragés. Ceux, qui échappèrent à cet enfer, se réfugièrent dans la montagne et grossirent les rangs des partisans grecs de l'*E. L. A. S.* sous les ordres d'un officier évadé, le capitaine Apollino. Ils participèrent à la libération d'Argostoli (22 septembre 1944) et furent rapatriés en Italie le 11 novembre 1944. En terminant la lecture des pages émouvantes de l'abbé Ghilardini, témoin de ces horreurs, on regrette que sa conclusion soit muette sur le sort des ordonnateurs de ces crimes, en particulier sur celui d'un major des troupes alpines allemandes qui, aux protestations des aumôniers, avait répondu cyniquement qu'il « revendiquait, pour lui et ses soldats, le privilège du massacre sans discrimination ».

C. VIDAL.

(1) Don Luigi GHILARDINI, *I martiri di Cefalonia*, Milan, 1952, 188 pages.

NOTES ET NOUVELLES

Une biographie de Victor-Emmanuel III

L'ouvrage que M. Campini a consacré à Victor-Emmanuel III (1) relève davantage de l'hagiographie que de l'histoire ; la dédicace en donne le ton dès les premières pages : « à Gianni Albertini... qui le premier se leva en Italie du Nord pour dénoncer les honteux dessous de l'obscur referendum par lequel notre roi Humbert II fut contraint à s'exiler pour le malheur de la patrie ».

Dès lors — et tout le livre n'est qu'un long plaidoyer en ce sens — le dessein de M. Campini apparaît clairement : il s'agit non seulement de laver le dernier souverain de la maison de Savoie des accusations de manquement à ses devoirs constitutionnels et de fuite devant ses responsabilités, qui lui furent prodiguées après l'écroulement du fascisme et la chute de la monarchie, mais en montrant que Victor-Emmanuel III a partout et toujours agi pour le bien de l'Italie et dans l'intérêt de son peuple, de démontrer que ce dernier se fait tort à lui-même en écoutant les mauvais bergers parlementaires — de toutes opinions et spécialement démocrates-chrétiens que M. Campini poursuit avec fureur — qui lui ont fait rejeter l'ancienne dynastie.

Seulement qui veut trop prouver ne prouve rien, surtout quand notre auteur dédaigne systématiquement tout appareil critique, toute référence à l'appui de ses affirmations péremptoires : par exemple (p. 27 et suiv.), au moment de Caporetto, M. Campini fait gloire à Victor-Emmanuel d'avoir seul fait face au désastre et imposé aux dirigeants désemparés la nomination du général Diaz, et il va si loin dans l'affirmation toute gratuite du salut apporté à la nation italienne par son souverain en 1917 qu'il écrit : « La Russie pour son Caporetto ne trouva pas de Victor-Emmanuel » (p. 223). Mais ce qu'il se garde bien d'ajouter, c'est que, du désastre, les premiers responsables paraissent être les chefs militaires, ceux qui ont lancé l'Italie dans le conflit dans un état de totale impréparation et n'ont pas su tirer les enseignements que son déroulement comportait, et parmi ceux-ci le roi, militaire, comme l'exigeait la tradition familiale et chef suprême de l'armée?

Mais ce sont surtout les responsabilités du roi dans l'arrivée au pouvoir du régime fasciste que M. Campini s'efforce de rejeter sur d'autres : Dom Sturzo qui, en s'opposant à l'entrée de Mussolini dans un ministère Giolitti, laissa échapper l'occasion de l'assagir, les « nantis du Parlement qui, soucieux avant tout de conserver leurs privilèges, incitèrent par leur incompréhension les masses à se rallier aux *Chemises noires*, l'armée, qui fit savoir au roi qu'elle ne marcherait pas contre les fascistes... ». Dans ces conditions « la présence du roi évitait la guerre civile... le roi continuait à se consumer pour la patrie ; son projet était désormais de civiliser Mussolini » (p. 229). Explications non dénuées de fondement, mais bien partiales, qui laissent de côté d'autres motifs moins désintéressés, entre autres les obscures intrigues du duc d'Aoste, candidat « fascisant » au trône d'Italie — qui contribuèrent aussi à faire accepter par Victor-Emmanuel le nouveau régime. Quant à l'affaire Matteoti, qui marqua un tournant essentiel du fascisme, puisque, après un moment de

(1) Dino Campini, *Re della nostra Italia*. Milano, Studio editoriale P. G., 1953.

flottement que l'opposition ne sut pas exploiter, le régime se ressaisit et se durcit, voici comment se trouve justifiée la carence de Victor-Emmanuel : « Le roi considéra l'affaire Matteoti pour ce qu'elle était, un crime qui regardait les tribunaux. Dans un cas semblable, le roi doit être aveugle et sourd » (p. 245). Le roi se retrancha derrière la lettre de la loi : « Le fascisme avait la majorité parlementaire obtenue aux élections du 6 avril 1924. Le roi pouvait-il dissoudre la Chambre et recourir à la dictature militaire. Un incident relevant de la chronique noire pouvait-il provoquer une crise? » Plaidoyer bien peu convaincant ; de quelle légalité pouvait bien se réclamer une majorité obtenue grâce aux pressions de toute nature qu'avait en vain dénoncé Matteoti?

Qui donc est alors responsable de l'installation et de la prolongation du fascisme? Les parlementaires de 1918, l'opposition de 1922, les populaires, les socialistes et particulièrement les hommes politiques comme un Sturzo ou un Sforza que M. Campini poursuit de sa hargne, et qui se transformèrent en antifascistes : « Les antifascistes sont ces gens qui, chassés d'un poste qu'ils étaient incapables de remplir, se tournèrent vers le roi en le suppliant de le leur rendre... » (p. 25). Les intérêts de l'antifascisme sont exclusivement négatifs. Qu'a-t-il construit? Des discours, et qui ne sont même pas beaux ! (P. 188.) « En ces jours naquit un nouveau métier, celui d'antifasciste : ... on t'envoyait dans une belle île, on te payait, on te donnait à manger, on ne t'obligeait pas à travailler » (p. 239). Il est facile de comprendre à quelles sources s'abreuve le talent de M. Campini ; son ouvrage s'apparente à cette littérature de réhabilitation que nous avons vu se développer — et pas seulement en Italie — depuis quelques années et qui, pour défendre ses héros contestés, prend pour cible les victimes des régimes totalitaires... Mais, apologie, plaidoyer ou réquisitoire, de telles polémiques ne sauraient se placer dans la catégorie de l'Histoire...

D. Tintant.

Les Israélites à Fiume

Dans le numéro de juillet 1955 du *Movimento di liberazione in Italia*, A. Luksich Jamini raconte comment fut opéré à Fiume le sauvetage des Israélites. Lorsque fut mise en application la législation fasciste antisémite qui prévoyait l'internement des Juifs non italiens, un fonctionnaire de l'office des étrangers, aidé par des antifascistes, entreprit de fabriquer tout un lot de faux papiers.

Comme cela se savait, un flot de Juifs parvenait à Fiume en provenance d'Europe Centrale, surtout après l'invasion de la Yougoslavie et la création de l'État croate. La voie de salut était appelée *le canal de Fiume* et 5.000 Juifs l'empruntèrent, plus ou moins aidés par les troupes italiennes occupant une partie de la Croatie.

L'occupation de la Vénétie par les Allemands, en septembre 1943, aurait pu être catastrophique ; elle rendait plus difficile l'évacuation des Juifs ; vingt jours après leur arrivée, les Allemands, en accord avec la milice fasciste, prirent des mesures pour déporter 1.500 personnes ; le même fonctionnaire, Palatucci, détruisit les registres d'état civil des Juifs ; soupçonné, Palatucci fut déporté en janvier 1945 et mourut dans un camp de concentration.

H. Michel.

Une lettre de Mussolini à Churchill

Le *Monde* du 10 mars 1956 a reproduit, d'après le magazine *Epoca*, une lettre de Mussolini à Winston Churchill, quatre jours avant sa mort, lettre

remise au lieutenant allemand Franz Spoegler, qui n'a pu la remettre au Premier britannique. Tapée sur du papier à en-tête de la *République sociale italienne*, le Duce y reconnaît que « les événements arrivent malheureusement à leur dénouement » ; l'échec des négociations entre l'Allemagne, les États-Unis et l'Angleterre s'avérant certain, il demande l'intervention personnelle du ministre anglais en faveur de l'Italie, qui « est en perte et ne peut être sacrifiée ». Personnellement, il revendique sa place dans l'histoire, ne sollicite pas la clémence, mais « la justice et une chance de me justifier et de me défendre ». Il ajoute, en finissant : « Vous serez intéressé par la documentation que je pourrais donner (à l'intermédiaire précité), étant donné le danger qui vient de l'Est. Une grande partie de l'avenir se trouve entre vos mains. Et que Dieu vous aide. » L'allusion à la Russie est troublante, mais ne comporte pas la certitude que la lettre soit originale.

G. Bourgin.

Mussolini a-t-il failli rencontrer Roosevelt en 1937?

La revue italienne *Tempo* a publié les souvenirs du fils de Mussolini, Vittorio. Relatant un voyage qu'il a effectué aux États-Unis en 1937 (1), celui-ci décrit le comportement, généralement hostile au fascisme, de l'opinion publique américaine, qui fit échouer notamment des projets de coopération italo-américains dans le domaine cinématographique.

Il fut toutefois reçu dans le privé par Roosevelt et Mme Roosevelt, en réponse polie, semble-t-il, à la réception, par Mussolini à Rome, du fils du Président des États-Unis. Au cours de la conversation autour d'une tasse de thé, le jeune Mussolini s'entendit offrir, à son grand ébahissement, de proposer à son père, « en dehors des voies diplomatiques normales souvent trop froides », de rencontrer Roosevelt « quelque part au milieu de l'Atlantique ».

Aussitôt rentré à Rome, Vittorio fit part à son père de cette invitation. Après avoir mis ses collaborateurs au courant, « conformément aux habitudes officielles », Mussolini déclina l'invitation, le Président Roosevelt lui paraissant « un homme d'État fort capable de gouverner son pays, mais incapable, comme Wilson en son temps, d'examiner avec réalisme la véritable situation de l'Europe, si compliquée à tout point de vue ». Vittorio ne dit pas si ce refus a été signifié à Roosevelt.

H. M.

L'action des sous-marins

Le commandant Cochia, qui a pris part à la première guerre mondiale, a joué aussi un rôle militaire assez important pendant la seconde. Chef d'État-Major « du groupe des submersibles de l'Atlantique » dissous à Bordeaux, il fut tour à tour commandant d'une escadrille de chasseurs de torpilleurs, chargée de l'escorte des convois en Méditerranée. Il a pu, des divers théâtres d'opérations où il a navigué, rapporter des impressions et des faits qu'il a ordonnés en quatre parties (2) : dans la première, il raconte comment fut organisée à Bordeaux la base italienne de Bataclan et comment les submersibles italiens traversèrent quarante-quatre fois l'isthme de Gibraltar. Dans la seconde, il rappelle certains épisodes de la guerre maritime : le débarquement italien en Crète, l'expédition anglaise à Tobrouk, les aventures assez romanesques autour d'une villa, les aventures de Luigi Feltrinelli, la bataille du cap Matapan.

(1) Reproduit dans le journal *Il Tempo* (7 décembre 1955).

(2) Aldo Cochia, *Sommergibili all'attacco*, Milano, Rizzoli, 1955, 239 pages, 3 cartes, 900 lires.

La quatrième partie est consacrée à la bataille des convois, et le commandant Cochia, qui la qualifie d' « amère », insiste sur le rôle des divers commandants de la marine italienne au cours des combats livrés dans le secteur Bari-Tripoli-Bengasi. Il consacre la cinquième à l'éloge de plusieurs combattants qui ont montré avec quel héroïsme l'Italie a combattu sur mer.

G. B.

* * *

Caterina Laviosa, *Le ideologie politiche nella crisi mondiale. Saggio sui documenti diplomatici della seconda grande guerra*, Padoue, Cedam-Casa editrice Dott. A. Milani, 1955, 1 vol. in-16, 172 pages. (Pubblicazioni del Seminario Giuridico dell'Università di Pisa, Serie III, N° 3.)

Ce ne sont des œuvres ni de philosophes, ni de polémistes, ni de juristes que rassemble l'auteur. Les textes présentés sont les justifications des événements politiques, données avant ou après coup par les responsables eux-mêmes ; ils doivent permettre de dégager les interprétations officielles des faits ; ils sont étroitement liés à l'action politique, dont ils tracent les voies et dont ils épousent les fluctuations ; la part abstraite, spéculative, y est réduite à l'énoncé de quelques idées très simples.

Constitué par une introduction, de brefs commentaires dispersés et une conclusion, l'essai de Mlle Laviosa se réduit à une trentaine de pages. Il encadre avec discrétion les documents eux-mêmes, qui sont distribués en cinq chapitres : la partie préliminaire rassemble les textes où s'exprime la volonté des vainqueurs de la première guerre d'organiser la paix : les *quatorze points* de Wilson, le pacte Briand-Kellog, le pacte à quatre de 1933. Les trois chapitres suivants concernent de brèves périodes de crise où les protagonistes, pressés par l'événement qu'ils préparent ou qu'ils subissent, sont obligés de préciser leurs règles de conduite : de l'entrée des nazis à Vienne à la conférence de Munich (p. 31-74), l'alliance germano-soviétique (p. 75-98), les débuts de la guerre (p. 99-134). Dans le dernier chapitre (p. 135-155) sont énoncés les fondements de la nouvelle paix, avec la *Charte de l'Atlantique* et les messages pontificaux.

Les idéologies politiques ainsi comprises se ramènent à des notions très générales : la liberté, la justice, la paix. Leur énoncé est indispensable, mais leur usage est susceptible de multiples variations. Mlle Laviosa discerne une « rotation » : les grandes démocraties, par exemple, défendent, en 1939, la liberté de chaque peuple et le *statu quo* contre les nazis, qui exigent plus d'espace pour l'expansion qu'ils estiment légitime de leur nation ; mais, en 1945, au détriment des Allemands, qui ne se battent plus que pour leur existence, leur unité et leur indépendance politiques, les Alliés imposent une nouvelle organisation internationale et délimitent des zones d'influence pour que chaque grande puissance jouisse d'une sécurité militaire et économique réputée juste. Les idées émises par les dirigeants des États sont l'expression, la mesure de la réalité politique.

La thèse n'est pas originale. Le choix des textes peut même donner lieu à des critiques de détail. Mais, surtout, on ne voit guère en quoi ce recueil avance la connaissance profonde de l'action diplomatique et militaire que ne peuvent donner que les publications systématiques de documents d'archives et les témoignages des principaux meneurs de jeu. Concédons simplement qu'il est commode de trouver rassemblés — tous traduits en italien, évidemment — un certain nombre de déclarations et de traités, de discours et de correspondances de chefs de gouvernements, de dépêches d'ambassadeurs.

Bernard Guillemain.

Fascisme pas mort...

Il y a quelque temps, je publiais dans notre *Revue* quelques pages sur le mouvement fasciste actuel en Italie, à la suite d'un voyage en Sicile, qui m'avait donné des impressions singulières sur la permanence d'une idéologie ayant causé tant de maux à ce pays. Plus récemment, 100.000 personnes assistaient, ont dit les journaux (cf. le *Monde* du 12 janvier 1956), aux obsèques du maréchal Graziani, qui a été l'un des soutiens militaires de l'empire mussolinien à son déclin.

Il n'est pas étonnant que M. Repaci soit revenu sur le problème de l'actualité du fascisme dans un petit livre préfacé par notre ami Peretti-Griva (1), magistrat honoraire de Turin, et enrichi d'appendices, qui constituent avant tout des recensions bibliographiques. M. Repaci rappelle, en formules heureusement frappées, les conditions où s'est formé l'état unitaire et national italien, en analysant les caractéristiques historiques et intellectuelles de « l'homme de Guichardin », prudent et indulgent, qui a d'ordinaire suivi les enseignements politiques des partis mal ou insuffisamment évolués dans une ambiance de conformisme et de fatalisme qui explique certains des retards et des régressions de l'évolution italienne au point de vue économique et social. M. Repaci fait ainsi une éloquente analyse de l'esprit des *bien pensants*, fait d'égoïsme individuel, d'absence de *selfcontrol*, et aboutissant à une conception du *héros* qui finit par être seulement l'expression de la bassesse collective. Ainsi s'expliquerait l'isolement d'hommes politiques comme Cavour ou Giolitti, qui ont fini par jouer un rôle de dictateurs, la démission publique de masses inorganisées qui tendent à l'anarchie ou se réfugient dans l'abstention, sans compter le ferment de ce mythe de Rome étiré dans le sens impérial et populaire. Seul l'art est resté en Italie indemne de cette absence d'énergie et de vérité ; elle est devenue plus que la terre des morts, la terre des choses mortes, le pays des Pantalono, dont le funambulisme, bas à l'égard des grands, hypocrite à l'égard des humbles, s'est incarné dans la classe moyenne. Et toutes les qualités d'un peuple travailleur et généreux sont sans cesse mises à l'épreuve par l'habileté des prélats et des seigneurs et, qui plus est, de toute canaille instruite qui vit à l'ombre des premiers. Ainsi a pu se faire que l'Italie, qui a produit des Mazzini, des Pisacano, des Gobetti et des Gramsci, a été aussi le domaine du succès d'un Mussolini. Et l'analyse de M. Repaci n'est pas seulement historique, mais idéologique : tant que les plaies morales par lui analysées subsisteront, l'Italie sera destinée au danger du fascisme faussement revendicateur, héroïque et créateur, tel que l'a institué et vécu Mussolini. Mais, dans les forces en évolution du prolétariat, un changement, une révolution se prépare, au delà de la Résistance, mais en liaison avec elle. Qu'on sache bien, toutefois, que les éléments subsistants de la vieille Italie, sauvés grâce à l'indulgence de la nouvelle démocratie, sont prêts à relever la tête et à reprendre la place qu'ils ont en partie perdue dans le système italien. De l'idéologie de la Résistance, l'auteur donne une subtile et juste analyse dans l'appendice *Pietà non è morta.*

Comme, en lisant, avec quelle sympathie ! ce beau petit livre, on est porté à se demander si ses analyses se limitent à l'Italie !

G. Bourgin.

(1) Antonino Repaci, *Fascismo vecchio e nuovo*, Torino, Bottega d'Erasmo, 1954, in-16, 200 pages ; prix non indiqué.

SUR L' « ANSCHLUSS »

Les partis et les formations parapolitiques qui s'affrontèrent en Autriche de 1918 à 1938 ont conservé des partisans ; ceux-ci écrivent l'histoire de cette tragique période dans le dessein plus ou moins avoué de réhabiliter leurs amis et surtout de discréditer leurs adversaires. Au plaidoyer de Franz Langoth (1) en faveur des *grands allemands*, avant-garde des nazis autrichiens, s'oppose la récente étude d'Eduard Ludwig (2), ardent défenseur de l'indépendance autrichienne et admirateur enthousiaste du chancelier Dollfuss. Ed. Ludwig, actuellement membre influent de la *Volkspartei*, héritière du parti chrétien-social, avait, avant 1938, dirigé le service de presse de la chancellerie ; il put donc suivre de très près l'action des chanceliers chrétiens-sociaux : Mgr Seipel, Dollfuss et Schuschnigg, et connaître, mieux que la plupart des survivants du drame de 1938, les dessous de la politique de son pays. Homme de parti, sans fanatisme, il s'efforce d'être équitable avec les adversaires des *chrétiens-sociaux*, au moins avec ceux qui ont combattu le national-socialisme, et ne dissimule pas les faiblesses, voire les défaillances, de certains de ses amis. Cet effort incontestable d'objectivité, le ton généralement modéré de l'ouvrage sont de nature à séduire les historiens de la seconde guerre mondiale, qui regretteront cependant que, n'ayant pas suivi avec assez de rigueur le plan chronologique qui s'imposait, l'auteur n'ait pas toujours évité les redites.

Après avoir rappelé les difficiles débuts de la jeune république dans laquelle les *grands allemands* (3), les *sociaux-démocrates* et bon nombre de *chrétiens-sociaux* (4) avaient les yeux tournés vers l'Allemagne, Ed. Ludwig met en pleine lumière la forte personnalité de Mgr Seipel dont il fut le collaborateur. C'est à bon droit, semble-t-il, qu'Ed. Ludwig fixe à l'avènement de Mgr Seipel (1922) la véritable fondation du nouvel État. Combattu par les *sociaux-démocrates* pour qui il est la personnification du cléricalisme, ce partisan résolu de l'indépendance autrichienne doit gouverner avec les *grands Allemands* qu'il contraint, il est vrai, à mettre une sourdine à leurs inclinations progermaniques. Jouissant de la confiance de la *S. D. N.* et des puissances occidentales, il peut, grâce à leur aide, restaurer les finances publiques et créer, à la place de la couronne effondrée, le schilling. Blessé dans un attentat, Mgr Seipel se retire momentanément de la vie politique en 1924. Un homme de son parti, Rudolf Ramek, lui succède ; il poursuit sa politique, mais avec une autorité moindre. En octobre 1926, Mgr Seipel, guéri de ses blessures, reprend le pouvoir. La coalition gouvernementale, quoique victorieuse du socialisme, sort affaiblie des élections d'avril 1927. Mgr Seipel est obligé d'élargir sa majorité en y faisant entrer les agrariens (*Landbund*) (5), tandis que dans la rue se livrent des batailles rangées entre les formations paramilitaires du *Schutzbund* socialiste

(1) Franz Langoth, *Kampf um Oesterreich. Erinnerungen eines Politikers*. Wels Verlag. Welsermühl, 1951, in-8°, 396 p. Cf. notre compte rendu dans la *Revue d'Histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 14 (avril 1954), pp. 61-63.

(2) Eduard Ludwig, *Oesterreichs Sendung im Donauraum, die letzten Dezennien österreichischer Innen und Aussenpolitik*, Wien, Druck und Verlag der österreichischen Staatsdruckerei, 1954, in-8°, 356 pages.

(3) Les *grands Allemands* avaient pris la suite des libéraux de l'époque impériale. Leurs adhérents étaient des membres des classes moyennes et des intellectuels admirateurs de la culture allemande.

(4) Jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Mgr Seipel, le parti chrétien-social n'avait pas osé prendre une position nette dans la question de l'*Anschluss*.

(5) Le *Landbund* groupait la minorité paysanne — la majorité suivait le parti *chrétien-social* — de tendances progermaniques.

et de la *Heimwehr* fasciste. En butte aux attaques les plus violentes de la social-démocratie, Mgr Seipel aurait commencé, selon Ed. Ludwig, à rechercher l'appui de la *Heimwehr*. Lui que son passé n'avait nullement préparé à gouverner dans un État démocratique, mais qui s'était néanmoins efforcé jusque-là de jouer correctement le jeu parlementaire, aurait été désormais convaincu de l'impossibilité de maintenir l'indépendance de l'Autriche dans le cadre tracé par la Constitution de 1920. On sait qu'il devait démissionner le 3 avril 1929 pour des raisons qui demeurent obscures. Ed. Ludwig affirme que l'autoritaire prélat, qui se souciait moins des intérêts de son parti que de ses devoirs de chancelier, était conscient de l'hostilité sourde d'un nombre grandissant de ses amis politiques. Lorsque, en décembre 1928, les *chrétiens-sociaux*, sans même envisager la candidature de leur chef, poussèrent à la présidence de la République l'insignifiant Miklas, Mgr Seipel aurait décidé de se retirer du pouvoir à la première occasion. Quoi qu'il en soit, la fin de l'ère Seipel met un terme, pour reprendre une expression d'Ed. Ludwig, à une période, celle de la « démocratie formelle ». L'Autriche, désormais, évoluera vers des formes de plus en plus dictatoriales.

Dès septembre 1930, le prince Starhemberg, chef de la *Heimwehr*, entre dans le gouvernement minoritaire présidé par le général Vaugoin. Ce gouvernement, formé de *chrétiens-sociaux* et de représentants de la *Heimwehr*, est combattu par les *sociaux-démocrates*, les *grands Allemands*, les *agrariens* et des membres de la *Heimwehr* fidèles au major Fey, rival de Starhemberg. Celui-ci conseille à Vaugoin de surseoir aux élections prévues en novembre. Vaugoin n'ose pas s'y résoudre. Les élections, qui attestent une fois de plus l'attachement des ouvriers à la social-démocratie, rendent impossible la formation d'un gouvernement stable, d'autant plus que, dès lors — et la composition du gouvernement Vaugoin et celle de l'opposition hétéroclite qu'il a suscitée le prouvent — le vrai problème n'est pas celui du maintien ou de la destruction du régime démocratique, mais celui du maintien ou de la destruction de l'indépendance autrichienne. L'histoire du bref gouvernement du *chrétien-social* Ender (décembre 1930-juin 1931) le confirme : Starhemberg, hostile à l'*Anschluss*, n'en fait pas partie, tandis que le nouveau ministre des Affaires étrangères Schober, allié des *grands allemands* et des *agrariens*, prépare le fameux projet d'union douanière avec le Reich (mars 1931). Les *sociaux-démocrates*, toujours enclins à resserrer les liens avec l'Allemagne, combattent mollement le cabinet Ender, puis celui de Buresch, lui aussi soumis à l'influence des *grands Allemands* et de Schober. Mais, avec l'arrivée au pouvoir d'Engelbert Dollfuss (mai 1932), l'indépendance autrichienne cesse d'être menacée par les gouvernants autrichiens mêmes.

Visiblement, Ed. Ludwig éprouve une admiration sans réserve pour le « grand petit chancelier ». Il le peint comme un catholique foncièrement démocrate, hostile à une restauration des Habsbourg. Il explique les mesures les plus autoritaires du nouveau régime par la nécessité de satisfaire aux exigences de Starhemberg, dont l'alliance était indispensable en raison du refus des sociaux-démocrates d'entrer dans le gouvernement d'Union nationale que Dollfuss aurait voulu former. Sans doute est-il vrai que les sociaux-démocrates ayant, après la conquête du pouvoir par Hitler, renoncé momentanément à l'*Anschluss*, ont commis l'erreur de ne pas tenter plus résolument de renforcer l'État autrichien en revendiquant les responsabilités gouvernementales. Mais, d'autre part, leur était-il possible, dès 1933, de se résoudre à s'allier à Starhemberg, l'ami de Mussolini, et à accepter d'aider Dollfuss à édifier, sous l'inspiration de l'Encyclique *Quadragesimo anno*, un état corporatif et chrétien? Ed. Ludwig ne paraît pas envisager cet aspect du problème. En tout cas, il ne songe pas à dissimuler le côté machiavélique de son héros ; il nous le montre négociant tantôt avec les *grands Allemands*, tantôt avec les

nazis et exploitant les divisions internes de la *Heimwehr ;* c'est en se liant à Starhemberg qu'il parviendra à affaiblir progressivement la position du major Fey qui, vice-chancelier et ministre de l'Intérieur victorieux de l'insurrection socialiste de février 1934, devenait un rival dangereux. Bien entendu, l'habileté manœuvrière la plus consommée était insuffisante pour barrer la route au *national-socialisme.* Certes, et Ed. Ludwig a raison de le rappeler, le *national-socialisme* autrichien seul ne représentait pas une force considérable ; l'idéologie hitlérienne, qui n'avait guère atteint les électeurs *sociaux-démocrates* et *chrétiens-sociaux,* n'avait progressé que dans les milieux *grands Allemands* et *agrariens.* Le *national-socialisme* autrichien tirait sa force de l'extérieur, de la terreur que Hitler commençait à inspirer à l'Europe. Aussi est-ce sur les liens qu'il avait noués personnellement avec Mussolini, sans négliger pour autant l'amitié des puissances occidentales, que Dollfuss comptait pour tenir Hitler en respect. Mais la trahison rôdait autour de Dollfuss, comme allait le montrer le *putsch* du 25 juillet 1934. Le rôle trouble du major Fey (1), au cours de cette tragique journée, n'a jamais été éclairci. Quant à celui d'Anton Rintelen qui, en cas de réussite du *putsch,* aurait succédé à Dollfuss, il est généralement passé sous silence. Ed. Ludwig consacre à ce personnage à la destinée étrange (2) des pages où frémit une indignation mal contenue contre un intrigant qui, écarté du ministère de l'Instruction publique et envoyé occuper l'ambassade de Rome, y perpétra, avec des agents allemands, un complot contre son ancien chef.

Autant Ed. Ludwig loue, à longueur de pages, l'habileté clairvoyante de Dollfuss, autant il souligne les faiblesses de Schuschnigg. On savait, certes, que Schuschnigg avait surestimé la force de l'Italie et la liberté d'action de Mussolini vis-à-vis de Hitler, et laissé se relâcher les liens de l'Autriche avec la Grande-Bretagne et la France. Mais on comprenait mal les raisons pour lesquelles l'homme qui se proclamait le continuateur de Dollfuss s'était entouré de collaborateurs aussi enclins à se soumettre aux exigences de Hitler qu'un Guido Schmidt, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, un Baar-Baarenfels, ministre de l'Intérieur, un Glaise-Horstenau, secrétaire d'État. Ed. Ludwig explique ces choix, à première vue surprenants, par une certaine ignorance des hommes et surtout par un trait psychologique sur lequel il insiste longuement : Schuschnigg aurait été, en effet, aussi convaincu du caractère foncièrement germanique de la civilisation autrichienne que de la nécessité de l'indépendance autrichienne. Aussi conçoit-on mieux qu'il soit tombé de bonne foi dans le piège des accords culturels du 11 juillet 1936 (3), qui devaient le conduire à la dramatique entrevue de Berchtesgaden (12 février 1938) et engendrer l'*Anschluss.*

Ed. Ludwig, dont l'opposition au *national-socialisme* et à l'*Anschluss* était notoire, sera envoyé en octobre 1938 au camp de Dachau. Résistant authentique, il a l'élégance de ne pas considérer son attitude comme exceptionnelle et de soutenir que le peuple autrichien a, dans son immense majorité, partagé son aversion et pour le nazisme et pour l'Allemagne. Quoi qu'il puisse penser de cette opinion, le lecteur français pendra connaissance avec intérêt des réflexions d'un auteur de langue allemande sur l'essence (*Wesen*) du *national-*

(1) Depuis le 11 juillet 1934, le major Fey n'était plus que ministre sans portefeuille. Il est permis de penser que la diminution de son influence avait aigri ses rapports avec Dollfuss.

(2) Après 1938, Anton Rintelen ne reçut pas le prix de sa trahison, bien qu'il eût rappelé à Hitler dans un ouvrage paru en 1941 (*Erinnerungen an Oesterreichs* Weg. München) les services rendus ; après 1945, ni le gouvernement autrichien ni les gouvernements alliés n'exigèrent son châtiment ; Rintelen mourut tranquillement dans son lit.

(3) Désapprouvant ces accords, Ludwig démissionna en décembre 1936 de ses fonctions de chef du service de presse de la chancellerie.

socialisme (p. 232-242), réflexions qui rejoignent celles de nos spécialistes les plus avertis des questions germaniques. Indiquons, enfin, que l'ouvrage s'achève (p. 266 et suiv.) sur une brillante description de l'évolution intérieure de l'Autriche de 1945 à 1953, qui retiendra l'attention de tous ceux qui sont soucieux de comprendre les problèmes politiques actuels (1).

Jean SIGMANN,
Inspecteur d'Académie.

* * *

Les publications de l'*Institut d'Histoire européenne* de Mayence, dont nous avons déjà eu l'occasion d'entretenir nos lecteurs (2), viennent de faire paraître, sous la plume de M. Eichstädt, leur dixième volume intitulé : *De Dollfuss à Hitler. Histoire de l'annexion de l'Autriche (1933-1938)* (3).

Les huit chapitres du livre retracent de façon très détaillée, parfois heure par heure quand il s'agit de journées historiques chargées comme celles du 25 juillet 1934 (assassinat de Dolfuss), du 12 février 1938 (entrevue de Berchtesgaden), du 11 mars 1938 (démission de Schuschnigg), l'agonie de l'Autriche, qui commença virtuellement le 30 janvier 1933 avec l'avènement de Hitler pour se terminer le 15 mars 1938 avec son entrée à Vienne.

Il s'agit d'une étude critique, avec 100 pages de références groupées à la fin du volume, fondée en particulier sur le dépouillement des actes du procès de Nuremberg, et sur les publications les plus récentes, y compris les témoignages des acteurs-témoins de la tragédie autrichienne, de Schuschnigg à Papen, directement consulté par l'auteur, qui lui a soumis la première esquisse de son travail.

Alors que, jusqu'en 1933, les relations entre l'Allemagne et l'Autriche avaient été amicales et que l'idée de l'*Anschluss* était même plus vive en Autriche qu'en Allemagne, tout changea avec l'avènement de Hitler. Les chanceliers, Dollfuss, puis Schuschnigg, se dressèrent avec force contre l'union avec une Allemagne national-socialiste et centralisatrice. De 1933 à 1938, la guerre froide existe le plus souvent entre les deux pays, avec des alternatives de tension (assassinat de Dollfuss en 1934, rencontre dramatique de Hitler et de Schuschnigg à Berchtesgaden en 1938) et de détente (accord germano-autrichien du 11 juillet 1936 auquel deux chapitres sont consacrés).

L'auteur montre bien comment la réalisation de l'*Anschluss* se trouva liée à l'évolution de la conjoncture internationale : l'Autriche fut la victime indirecte de la guerre d'Éthiopie et de la guerre d'Espagne qui, écartant les divisions italiennes du Brenner où elles avaient pris position en 1934, conduisirent

(1) Ludwig rappelle les efforts des deux grands partis autrichiens pour rompre avec le passé : le *parti populiste* (*Volkspartei*) a abandonné l'étiquette de « chrétien » et écarté le clergé des postes en vue, afin de ne plus être taxé de cléricalisme ; le parti socialiste a renoncé à l'épithète de « démocrate » afin de se distinguer nettement du parti social-démocrate allemand et de prouver sa renonciation à l'idée d'*Anschluss*. Notons que cette partie de l'étude de Ludwig révèle l'étonnante stabilité du corps électoral autrichien de 1918 à nos jours en dépit des bouleversements qui se sont produits entre 1932 et 1945. Le parti populiste et le parti socialiste ont, après 1945, retrouvé leur clientèle traditionnelle. Les *grands Allemands* et les *agrariens* passés naguère au nazisme ont pendant quelques années voté pour le parti populiste, mais, dès qu'un parti dit indépendant s'est constitué en incorporant dans un programme antimarxiste la fidélité au « Volkstum » allemand, ils l'ont, dans leur majorité, rejoint immédiatement.

(2) Voir notre compte rendu du livre de KRUCK, Histoire de la Ligue pangermanique, *Revue d'Histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 19 (juillet 1955), p. 68 à 70.

(3) Ulrich EICHSTÄDT, *Von Dollfuss zu Hitler — Geschichte des Anschlusses Oesterreichs — 1933-1938* Wiesbaden, Franz Steiner Verlag, 1955, format 17 × 24 cm., 558 pages.

au rapprochement germano-italien et finalement à l'acceptation, par Mussolini, de la disparition de l'Autriche.

Mais la résignation de Mussolini fut aussi celle des autres puissances, qui abandonnèrent l'Autriche à son sort et dont l'auteur souligne la passivité dans cette phrase finale : « Elles ne pouvaient ou ne voulaient pas voir que le chemin que Hitler avait pris pour aller à Vienne menait par Prague à Varsovie et par là à une deuxième guerre mondiale » (p. 445).

Si le livre de M. Eichstadt est dans l'ensemble solide, il ne nous paraît cependant pas à l'abri de toute critique. Passons sur quelques vues sommaires comme celle qui consiste à définir la politique extérieure française après 1919 comme une politique « d'encerclement contre l'Allemagne » (p. 19 et p. 47).

Par ailleurs, dans le détail, une lecture attentive révèle quelques points faibles. Nous en avons relevé dans la longue analyse de l'entrevue de Berchtesgaden à laquelle est consacré tout le chapitre VI (p. 260 à 354). Certes, le récit « événementiel » de la journée du 12 février 1938 est complet ; elle comprit, parallèlement aux trois entrevues entre Hitler et Schuschnigg, des négociations menées entre le ministre autrichien Schmidt et Ribbentrop, Papen allant d'un groupe à l'autre. Ribbentrop soumit aux hommes d'État autrichiens un projet de protocole qui, au cours de la journée, subit différentes modifications. Évoquant ces modifications, l'auteur trouve que Schuschnigg va « trop loin » quand, dans son livre, *Requiem*, il affirme qu'elles furent « minimes » (p. 303). Or, quelques lignes plus loin, M. Eichstadt dit que la politique allemande atteignit les « objectifs de politique intérieure » qu'elle s'était fixés (en Autriche) : désignation de Seiss-Inquart comme ministre, amnistie et liberté de propagande pour les nazis autrichiens ; ne justifient-elles pas pleinement l'affirmation de Schuschnigg, incriminée par l'auteur?

Pour reprendre ses propres termes, nous ajouterons qu'à notre avis, c'est Papen qui « va trop loin » quand il affirme avec le plus grand sérieux qu'au soir de cette journée, au moment de la séparation, « tout le monde était content » (p. 304). Certes, l'auteur ne manque pas de mentionner le témoignage de Schmidt, selon lequel lui et Schuschnigg étaient profondément bouleversés. Mais les deux témoignages sont placés sur le même plan.

Enfin, nous n'avons pas exactement la même opinion que l'auteur sur le régime politique autrichien entre 1933 et 1938. Certes, nous savons que ce n'était pas une démocratie, mais nous savons aussi par une expérience vécue que, pour autoritaire qu'il fût, le régime inauguré par le chancelier Dollfuss n'était pas aussi étroitement apparenté à la dictature de Hitler que l'auteur le laisse entendre, même si les camps de concentration furent établis en Autriche « sur le modèle allemand » (p. 27). La « dictature policière » que l'auteur signale en Autriche dès 1933 sévissait alors en Allemagne avec une virulence et une efficacité que l'Autriche ne connaîtra qu'après l'*Anschluss*.

Dans son compte rendu du livre de J. Buttinger consacré au mouvement socialiste autrichien après 1934 (1), M. Jean Sigmann oppose avec raison la « molle police autrichienne » à la rude « Gestapo allemande » et nos propres voyages à travers l'Allemagne de Hitler et l'Autriche de Schuschnigg nous ont amplement montré la différence de « climat » entre les deux pays et la différence de « poigne » entre les deux polices.

Ces réserves faites, il n'en reste pas moins que le livre de M. Eichstädt, brassant une foule de faits, représente une somme de travail considérable et constitue un ouvrage essentiel pour la connaissance de la politique et des méthodes nationales socialistes.

A. Meyer.
Faculté des lettres. Aix-en-Provence.

(1) Voir *Revue d'Histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 20 (octobre 1955), p. 59 à 63.

DOCUMENTATION

LES GRANDES COLLECTIONS DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

État de leur publication

Pour étudier l'histoire diplomatique de 1918 à 1945, nous possédons une documentation abondante. Plusieurs grandes collections de documents diplomatiques ont vu le jour, toutes incomplètes encore, mais dont on peut apprécier dès maintenant la richesse. Les différentes collections sont fort différentes les unes des autres tant par leur nature que par leur avancement : seule, la crise de l'été 1939 fut l'objet de publications dans toutes les collections.

Doyenne des publications de documents diplomatiques, la collection américaine *Foreign Relations* (1) est de toutes la plus importante par son ampleur. Elle joue encore, pour certaines années, le rôle de source unique. Cette situation sera, certes, changée quand les collections anglaise, allemande, italienne seront plus avancées, mais à ce moment-là les *Foreign Relations* seront devenues la source essentielle de l'histoire des relations interalliées pendant la seconde guerre mondiale.

Commencée en 1861 et présentée comme une annexe au message du président au Congrès sur l'état de l'Union, la collection est continue depuis cette date jusqu'au début de la seconde guerre mondiale. Son but premier n'était pas de satisfaire la curiosité des historiens, mais, d'une part, d'informer le Congrès et la nation américaine, d'autre part de fournir à l'Administration un instrument de travail. Cela explique la très large place accordée dans les *Foreign Relations* à des questions d'intérêt historique mineur, mais importantes du point de vue de l'établissement du droit international : par exemple, les volumes sur 1923 contiennent une trentaine de pages sur le Maroc et Tanger, alors que soixante sont accordées au problème des réparations et à la Ruhr. Il y a là, du point de vue de l'historien, une disproportion, une anomalie : les *Foreign Relations* ne rendent pas un compte exact de l'importance relative des questions, même envisagées du point de vue américain.

Il faut, par ailleurs, faire une distinction entre les volumes parus pour la période 1919-1931 et ceux publiés sur 1932-1941. Il y a, d'abord, entre les deux parties une différence de dimensions : alors que, pour 1919-1931, deux ou trois volumes ont été publiés pour chaque année, à partir de 1932, on trouve cinq volumes annuels et sept sont annoncés pour 1941. Cela correspond, certes, à un accroissement des engagements internationaux des États-Unis, mais cette différence de dimensions est expliquée aussi par un changement dans la nature même des *Foreign Relations*. Pour les années 1919-1931 n'ont été publiés que des documents sur les questions ayant fait l'objet de négociations entre le gouvernement américain et les gouvernements étrangers ; on ne trouve aucun rapport d'ambassadeur sur la situation politique dans le pays auprès duquel il est accrédité : par exemple, les *Foreign Relations* ne publient rien sur l'avènement du fascisme et Mussolini n'apparaît, dans la publication rela-

(1) *Foreign relations of the United States* (Diplomatic papers), Washington, Government Printing Office.

tive à 1922, que pour demander un accroissement de l'immigration italienne aux États-Unis. Au contraire, dans les volumes relatifs à la période 1932-1941, il a été fait une très large place aux documents traitant de la situation politique dans les autres États : par exemple, le volume 1933/II contient de très nombreux documents sur l'avènement du régime nazi. La règle en vigueur à l'heure actuelle (1) est que les *Foreign Relations* « comprennent tous documents traitant des principales questions politiques et des décisions du *Département d'État* en matière de politique étrangère, ainsi que la documentation appropriée sur les événements et les faits qui ont contribué à la formation de cette politique et de ces décisions ». C'est dire que la collection a perdu beaucoup de son caractère formel et légaliste pour devenir une véritable source historique.

Étant donné leur ampleur, les *Foreign Relations* ne sont pas d'un maniement facile. Elles comprennent, d'abord, la série annuelle, c'est-à-dire un ou plusieurs volumes pour chaque année. Les documents sont donnés dans un ordre méthodique : d'abord, une section dite *general*, dans laquelle on trouve des documents sur les grandes questions internationales où plusieurs gouvernements étaient impliqués (par exemple, le désarmement ou le commerce de l'opium), puis une section pour chaque pays (Canada, Cuba, France...), chacune de ces sections étant elle-même subdivisée en sous-sections traitant chacune d'une négociation entre les États-Unis et le pays intéressé. Pour les années 1919-1931, le pays sont classés par ordre alphabétique. Cependant, pour 1931, les documents concernant la Chine et le Japon sont réunis dans un seul volume. Pour les années 1932-1941, les pays ont été groupés par grandes sections : Commonwealth britannique, Europe, Moyen-Orient, Afrique, Extrême-Orient, Républiques américaines. A côté de cette série annuelle, on trouve plusieurs séries particulières. D'abord, l'une concernant la Russie : pour les années 1918-1919, il existe quatre volumes spéciaux ; pour 1920-1932, les documents sont placés dans la série annuelle (2) ; pour 1933-1939, il existe un volume spécial (3). Puis une série de treize volumes sur la *Conférence de la Paix*, deux volumes sur le Japon (1931-1941) (4), un sur la Chine en 1942, enfin un sur les conférences de Malte et de Yalta (5). Il faut remarquer que les volumes sur le Japon 1931-1941, publiés en 1943, sont complétés par des documents publiés dans la série annuelle.

Le seul reproche que l'on puisse faire maintenant à la publication américaine est son compartimentage excessif : une liste chronologique des documents pour chaque année serait la bienvenue.

Par rapport aux *Foreign Relations*, les *British Documents* (6) sont une collection récente qui présente une plus grande unité. La publication, décidée en 1944, a été confiée à M. E. L. Woodward et à M. Rohan Butler. Œuvre d'historiens, cette publication a un but purement historique : il s'agit de mettre dans le domaine public la documentation se trouvant dans les archives du *Foreign Office*. Les éditeurs n'ont pas eu accès aux archives du Cabinet, mais ils ont publié de nombreuses lettres semi-personnelles, par exemple la correspondance entre Lord Halifax et Sir Eric Phipps. La collection est divisée en trois séries : 1919-1929, 1929-1938, mars 1938-septembre 1939. Dans la première série, six volumes extrêmement copieux ont été publiés concernant 1919 : Conférence de la Paix, politique britannique à l'égard de l'Eu-

(1) Publiée dans la préface du volume 1934/1.
(2) Sauf pour 1929-1930, où les documents sont classés à « China ».
(3) *The Soviet Union*, 1933-1939.
(4) *Japan*, 1931-1941.
(5) *The conferences at Malta and Yalta.*
(6) *Documents on British Foreign Policy*, London, H. M. Stationery Office.

rope, de la Russie, des États-Unis et du Moyen-Orient. Dans la seconde série, cinq volumes également ont paru, traitant principalement des questions des réparations, du désarmement et du problème allemand de 1929 à l'automne de 1933. La troisième série, commençant en mars 1938, est complète en neuf volumes. Le classement des documents est beaucoup moins compartimenté que dans les *Foreign Relations* : chaque volume est divisé en chapitres (deux à cinq) traitant chacun d'une question. Les sept premiers volumes de la troisième série forment une série chronologique continue conduisant le lecteur de l'*Anschluss* de l'Autriche à la déclaration de guerre. Les deux derniers volumes traitent des relations de la Grande-Bretagne avec l'Extrême-Orient pendant la même période. Il semble qu'un plan semblable doive être celui de la deuxième série, encore inachevée.

La publication des *archives allemandes* (1) a été décidée par les gouvernements anglais et américain en 1946, la France se joignant, l'année suivante, à l'entreprise. Le soin de cette publication est confié à une commission anglo-franco-américaine dirigée, pour le moment, par le professeur Baumont, le Dr Paul R. Sweet et The Hon. Margaret Lambert. La collection doit, en principe, couvrir la période 1918-1945 et a été divisée en quatre séries : A et B pour la période de Weimar, C pour la période hitlérienne jusqu'à l'été 1937, D pour les origines et le déroulement de la guerre. Aucun volume des séries A et B n'a paru. Le premier volume de la série C est sous presse. Neuf volumes de la série D ont été publiés, couvrant la période allant de l'été 1937 à l'armistice franco-allemand du 22 juin 1940. Les volumes I, II et IV traitent des relations de l'Allemagne avec les Grandes Puissances (France, Grande-Bretagne, U. S. A., U. R. S. S., Italie, Japon, Vatican) principalement au sujet de l'*Anschluss* (vol. I), de la crise des Sudètes (vol. II), de l'application de l'accord de Munich (vol. IV) jusqu'au 15 mars 1939. Le volume V traite des relations de l'Allemagne avec la Pologne et les autres États pendant la même période. Le volume III est consacré à la guerre civile espagnole et débute en juillet 1936. A partir du volume VI (c'est-à-dire à partir du 15 mars 1939), l'ordre des documents est purement chronologique : ces volumes contiennent une table des documents par pays.

Il existe une édition allemande (2) de cette publication. Les sept premiers volumes de la série D y ont été publiés (soit jusqu'au 3 septembre 1939). Cette édition est rigoureusement semblable à l'édition en langue anglaise. Elle présente l'avantage de donner les documents dans leur langue originale (même si celle-ci n'est pas l'allemand), ce qui exclut toute erreur de traduction. Elle présente l'inconvénient d'être d'un format peu maniable. Il existe également une édition française de ces documents allemands (3). Les cinq premiers volumes ainsi que le tome VIII ont paru. Cette édition est destinée à atteindre le grand public. Aussi a-t-elle été allégée d'un certain nombre de documents d'importance relativement secondaire et d'une grande partie de l'appareil critique. Elle est d'une lecture agréable, mais n'est pas une source historique aussi bonne que les deux autres éditions.

Il n'est pas exact de dire que les *Documents allemands* sont la publication des archives du ministère allemand des Affaires étrangères. D'abord, parce que les éditeurs ont eu à leur disposition des fonds complètement étrangers à ces archives, dont le principal est celui de la *Chancellerie*. D'autre part, une partie des archives du ministère ont été détruites au moment de la chute du

(1) *Documents on German Foreign Policy*, 1918-1945, London, H. M. Stationery Office ; Washington, U. S. Government Printing Office.

(2) *Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918-1945*, Baden-Baden, Imprimerie Nationale.

(3) *Les archives secrètes de la Wilhelmstrasse*, Paris, Plon.

IIIe Reich et sont définitivement perdues. Enfin, une partie importante de ces archives a été capturée par les troupes russes et n'a pas été mise à la disposition des éditeurs anglo-franco-américains.

Le ministère russe des Affaires étrangères a, d'ailleurs, entrepris la publication d'une partie de ces archives. Deux collections sont facilement accessibles aux lecteurs français. L'une, publiée en anglais (1), comprend deux volumes, l'un allant de novembre 1937 à décembre 1938, l'autre contenant un choix des *papiers* de Dirksen (1938-1939). On trouve dans cette publication non seulement des documents allemands, mais aussi des pièces d'origine polonaise ou tchèque saisies par les Allemands pendant la guerre. Il est évident que les éditeurs russes ont pris grand soin de ne laisser aucun doute sur l'authenticité des documents et, pour cela, ils en ont reproduit plusieurs en photostats. L'autre collection est publiée en français (2). Elle comprend trois volumes concernant, le premier, la Turquie de 1941 à 1943, le second, la Hongrie de 1937 à 1943, le troisième, l'Espagne de 1936-1943. Cette collection est particulièrement importante pour la période postérieure à l'armistice franco-allemand, pour laquelle les volumes des *Documents on German Foreign Policy* n'ont pas encore paru. Enfin, signalons pour mémoire le volume spécial publié par le *Département d'État* sur les relations germano-soviétiques de 1939 à 1941 (3) : ce livre n'a plus d'intérêt que pour la dernière année.

La *collection italienne* est la dernière née des grandes collections de documents diplomatiques. Elle doit couvrir la période allant du 8 janvier 1861 au 8 septembre 1943 (4). Elle est divisée en neuf séries, les cinq premières traitant de la période 1861-1918. Aucun volume n'a paru dans la série VI (5 novembre 1918-30 octobre 1922). Les deux premiers volumes de la série VII, allant du 31 octobre 1922 au 22 février 1924, ont paru. Sur les origines de la guerre, trois volumes ont été publiés, répartis entre les séries VIII et IX et couvrant la période du 23 mai 1939 au 24 octobre 1939. Dans cette collection, les documents sont classés dans un ordre purement chronologique. Chaque volume comprend une table méthodique où les documents sont groupés par pays ou groupes de pays. Les éditeurs ont utilisé non seulement les archives du ministère des Affaires étrangères, mais celles du Cabinet et des archives d'autres ministères. De ce fait, elle est sans doute la plus complète des collections de documents diplomatiques.

Il n'existe pas de collections similaires française et russe. C'est là, évidemment, une grave lacune, gênante pour l'historien. Non qu'il ignore les négociations elles-mêmes : il peut même les connaître dans le plus grand détail pour certaines années. Mais il ignore les raisons de la politique, ou plus exactement il ne connaît ces raisons qu'à travers les rapports de diplomates étrangers, ce qui a déjà donné naissance à de grosses contre-vérités qui risquent d'avoir la vie dure. Celles-ci ne pourront être détruites que par la publication de collections française et russe de la même valeur que celles effectuées dans les autres pays (5).

André Scherer.
Londres.

(1) *Documents and materials relating to the Eve of the Second World War*, Moscou, Foreign languages Publishing House : I. November 1937-1938 ; II. Dirksen papers (1938-1939).

(2) *Documents secrets du ministère des Affaires étrangères d'Allemagne*, Paris, Paul Dupont : I. Turquie ; II. Hongrie ; III. Espagne.

(3) *Nazi-Soviet Relations*, 1939-1941, Washington.

(4) *I Documenti diplomatici italiani*, Roma, La libreria dello Stato.

(5) Publications de l'U. R. S. S. : *Vnéchnaïa politika sovietskovo soïouza v pervoï otiétchestvennoï voïne* (Politique extérieure de l'Union soviétique pendant la guerre pour la défense de la patrie). Ogiz. I (22 juin 1941-31 décembre 1943), 1946, 803 p. ;

I. Foreign relation of the United States (Série annuelle)

Vingt-trois volumes parus pour la période 1919 à 1928 inclus, quatorze pour la période 1929 à 1932 inclus.

1933. I. General.
II. The British Commonwealth, Europe, Near East, Africa.
III. The Far East.
IV & V. The American Republics.

1934. I. General, The British Commonwealth.
II. Europe, Near East, Africa.
III. The Far East.
IV & V. The American Republics.

1935. I. General, Near East, Africa.
II. The British Commonwealth, Europe.
III. The Far East.
IV. The American Republics.

1936. I. General, The British Commonwealth.
II. Europe.
III. The Near East, Africa.
IV. The Far East.
V. The American Republics.

1937. I. General.
II. The British Commonwealth, Europe, Near East, Africa.
III & IV. The Far East.
V. The American Republics.

1938. I. General.
II. The British Commonwealth, Europe, Near East, Africa.
III & IV. The Far East.
V. The American Republics.

1939. III. The Far East.
IV. The Far East, The Near East and Africa.

1940. IV. The Far East.

1941. IV. The Far East.

II. British documents

Six volumes pour la première série, tous relatifs à 1919.

Second Series. I (1929-1931). The London Naval Conference, The development of the German political situation. The Briand plan for European Federal Union.

II (1931). The Austro-German Customs Union Project ; The Hoover moratorium, and repercussions of the world economic crisis on the German political situation.

II (1er janvier 1944-31 décembre 1944), 1946, 688 p. ; III (1er janvier 1945-3 septembre 1945), 1947, 792 p.

Ces trois volumes forment un recueil de documents couvrant la période du 22 juin 1941 (invasion de l'Union soviétique) au 2 septembre 1945 (capitulation du Japon). Leur plan est identique. Une première partie comprend les discours de Staline et ses décisions à titre de commandant en chef. Une deuxième partie groupe des matériaux et documents très divers : accords, traités, déclarations, comptes rendus d'entrevues, de conférences, etc. Une troisième partie contient des communiqués et démentis de l'agence Tass, le texte de télégrammes échangés entre l'Union soviétique et les gouvernements alliés (anniversaires, félicitations, etc.) et une chronologie détaillée des événements (qui occupe à elle seule le tiers de chaque volume). Enfin, des cartes (dans les volumes II et III), un index des noms de pays et des noms propres facilitent la lecture de l'ouvrage.

III (1931-1932). The reparations problem and the Lausanne Conference (January-July 1932) ; the Disarmament Conference (December 1930-July 23, 1932).

IV (1932-1933). The Disarmament Conference (July 1932-March 1933) ; the internal situation in Germany at the time.

V (March-October 1933). The Italian proposal for a four-Power Pact ; the collapse of the Disarmament conference ; the rearmament of Germany ; German interference in the affairs of Austria.

Third Series. I. The German invasion of Austria and the first phase of the Czechoslovak crisis (March-July 23, 1938).

II (1938). The development of the Czechoslovak crisis from the Runciman Mission to the Munich Conference (July 23-September 30, 1938).

III (1938-1939). Polish and Hungarian claims on Czechoslovak territory ; the enforcement by Germany of the Munich Agreement ; Anglo-Italian relations.

IV (1939). Hopes of general European appeasement abandoned ; attempts are made to form a « common front » against further German aggression (January 20-April 3, 1939).

V. Increasing German threats to Poland and British efforts to create a common front against further German and Italian aggression.

VI (1939). An important phase of Anglo-Franco-Soviet negotiations ; Anglo-Turkish negotiations ; and the German menace to Poland (June 8 to August 14, 1939).

VII. Unsuccessful attempts to deter Germany from aggression against Poland : diplomatic exchanges immediatly preceding the British Declaration of war on Germany (August 15 to September 3, 1939).

VIII (1938-1939). Policy in the Far East : attitude of His Majesty's Government towards the Sino-Japanese conflict : interaction of events in the Far East and Western Europe (August 4, 1938 to April 9, 1939).

IX (1939). Policy in the Far East during the five months preceding the outbreak of war in Europe (April 10 to September 3, 1939).

III. Documents allemands

Séries D. I. From Neurath to Ribbentrop (September 1937-September 1938).
II. Germany and Czechoslovakia (1937-1938).
III. Germany and the Spanish Civil War (1936-1939).
IV. The Aftermath of Munich (Octobre 1938-March 1939).
V. Poland, The Balkans, Latin America, The smaller Powers (1937-1939).
VI. The last months of Peace (March-August 1939).
VII. The last days of Peace (August 9-September 3, 1939).
VIII. The War years (September 4, 1939-March 18, 1940).
IX. The War years (March 18-June 22, 1940).

IV. Documenti italiani

(pour la période 1919-1943)

Settimma serie (1922-1935). I. 31 ottobre 1922-26 aprile 1923.
II. 21 aprile 1923-22 febbraio 1924.
Ottava serie (1935-1939). XII. 23 maggio-11 agosto 1939.
XIII. 12 agosto-3 settembre 1939.
Nona serie (1939-1943). I. 4 settembre-24 ottobre 1939.

BIBLIOGRAPHIE [1]

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

*Rauch (Georg von). — *A History of Soviet Russia*, New York, Praeger, 1956, in-8°, 600 p.

D'octobre 1917 à l'heure présente.

*Preston (Richard A.), Wise (S. F.), Werner (H. O.). — *Men in arms : A history of warfare and its interrelationships with Western Society*, New York, Praeger, 1956, in-8°, 392 p., ill.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

Delzell (Charles F.). — Italian historical scholarship : a decade of recovery and development 1945-1955, *J. of Modern History*, déc. 1956, pp. 374-388.

Travaux historiques et centres d'études en Italie depuis la fin de la guerre.

Lesser (J.). — Between Kollaboration and Resistance. Historians' International Conference at Tutzing, *Wiener Libr. Bull.*, n° 3-4, 1956, pp. 23.

Matthias (Erich). — Internationale Tagung für Zeitgeschichte, *D. Neue Gesellschaft*, sept.-oct. 1956, pp. 394-395.

Le Congrès de Tutzing, mai 1956.

Noether (Emiliana P.). — Italy reviews its fascist past : A bibliographical essay, *Am. Hist. Rev.*, juill. 1956, pp. 877-899.

Das Programm des American Committee for the Study of War documents, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1956, pp. 627-629.

Rohwer (Jürgen). — Übersicht über das amtliche britische Werk zur Geschichte des Zweiten Weltkrieges, *Wehrw. Rundsch.*, nov. 1956, pp. 646-648.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

Aimel (Georges). — Le Procès du général Noguès, *Ecrits de Paris*, déc. 1956, pp. 30-35.

Son attitude en 1940 et lors du débarquement allié.

Arnim (Generaloberst von). — In Tunesien vor 14 Jahren. Erinnerungen, *Oase*, déc. 1956 à mars 1957, cartes.

La campagne de Tunisie, par le dernier commandant en chef du corps expéditionnaire allemand.

Barzini (Luigi). — Il Maresciallo delle cinque guerre, *Epoca*, 11 nov. 1956, pp. 84-86, phot.

Biographie de Badoglio.

Baumont (Maurice). — Hitler à Vienne, *R. de Paris*, oct. 1956, pp. 53-72.

Le séjour de Hitler à Vienne entre sa dix-neuvième et sa vingt-quatrième année, d'après l'ouvrage d'August Kubizek, Adolf Hitler, mein Jugendfreund, Graz, 1953.

Belgion (Montgomery). — The Execration of Laval, *Quart. R.*, oct. 1956, pp. 507-516.

A propos du livre d'Alfred Mallet.

*Brabazon of Tara (Lord) [John Theodore Cuthbert Moore-Brabazon]. — *The Brabazon story*, London, Heinemann, 1956, in-8°, xv-227 p.

Il fut, au cours de la deuxième guerre, ministre des Transports et « Privy Councillor » dans le Cabinet Churchill.

Caleffi (Camillo). — Il Maresciallo Pietro Badoglio. L'uomo e il comandante. Gli anni della tragedia, *Cor-*

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. — Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine* sous le contrôle de F. Debyzer.

riere della Sera, 1er nov. 1956, p. 3, col. 1-8.

Long article nécrologique retraçant la vie du disparu.

*Charlwood (D. E.). — *No moon to night*, London, Angus and Robertson, 1956, in-8°, 221 p.

Souvenirs romancés d'un membre de la R. A. F.

Frenay (Henri). — De Gaulle et la Résistance, *Preuves*, déc. 1956, pp. 78-84.

Critique du deuxième volume des mémoires du général de Gaulle par l'ancien chef de l'Armée secrète et du mouvement « Combat ».

Giannini (Amedeo). — Costantino von Neurath, *Riv. di studi polit. internaz.*, juill.-sept. 1956, pp. 441-443.

*Hammer (F.). — *Dr. Theodor Neubauer. Ein Kämpfer gegen den Faschismus*, Berlin, Dietz, 1956, in-8°, 105 p.

*Johnson (J. E.). — *Wing leader*. With a foreword by Douglas Buder, London, Chatto and Windus, 1956, in-8°, 320 p., pl. h. t.

Souvenirs d'un officier de la R. A. F. : Bataille de Grande-Bretagne, Dieppe, campagnes de France et d'Allemagne.

*Keyes (Elisabeth). — *Geoffroy Keyes... Lieut.-colonel 11th Scottish Commando*, London, Newnes, 1956, in-8°, x-278 p., pl. h. t., cartes et croquis.

Fils de lord Keyes of Zeebrugge, Geoffrey fut tué au cours d'opérations de commandos, après avoir tenté de s'emparer de Rommel.

*Lückenhaus (Alfred). — *Von draussen gesehen, Bericht eines deutschen Auslandkorrespondenten aus England, den Vereinigten Staaten von Amerika, Japan, China 1924-1945*, Düsseldorf, R. Kammerer, 1955, in-8°, 295 p.

Lüthy (Herbert). — Le cas De Gaulle, *Express*, 4 janv. 1957 (suppl. au n° 289), pp. 13-15.

*Mao Tse-Tung. — *Selected works*. Vol. IV : *1941-1945*, New York, Internat. publishers, 1956, in-8°, 348 p.

Écrits concernant les problèmes politiques et militaires en Chine pendant la deuxième guerre mondiale.

Marshal Pietro Badoglio. Cooperation with the Allies, *Times*, 2 nov. 1956, p. 11.

Article nécrologique.

*Moltke (Helmut von). — *Leben und Werk in Selbstzeugnissen*. Ausgewahlt, zusammengestellt und eingeleitet von Max Horst, Bremen, Schünemann, 1956, in-8°, 508 p.

(Sammlung Dieterich.)

Mondini (Luigi). — Pietro Badoglio. Il soldato e l'uomo politico, *Nuova Antologia*, déc. 1956, pp. 467-474.

*Neubacher (Hermann) Gesandter. — *Sonderauftrag Südost 1940-1945. Bericht eines fliegenden Diplomaten*, Göttingen, Musterschmidt Verl., 1956, in-8°, 212 p.

*Oltramare (George). — *Les souvenirs nous vengent*, Genève, « L'autre son de cloche », 1956, in-8°.

Anecdotes, portraits, réflexions sur Mussolini, Laval, Degrelle, Doriot, Céline, etc... L'auteur, sous l'occupation, était chargé de l'émission « Un neutre vous parle » à Radio-Paris.

*Rasmussen (A. H.). — *Return to the sea*, London, Constable, 1956, in-8°, VII-207 p., pl. h. t.

L'auteur, d'origine norvégienne, a été *War Correspondent* pendant la bataille de l'Atlantique.

Rouslanov (P.). — Personnalité et rôle du maréchal Joukov, *R. Milit. Inf.*, juin 1956, pp. 26-30.

*Strang (William), lord. — *Home and abroad*, London, Deutsch, 1956, in-8°, 320 p., pl. h. t.

Souvenirs de sa carrière diplomatique. Voir, notamment (ch. v), le récit de sa mission à Moscou, en vue d'établir un accord avec l'U. R. S. S. à la veille de la guerre.

Strasser (Otto). — 22 Jahre im Exil. *Dte. Einheit*, 15 nov. 1956, et numéros suivants.

Mémoires d'Otto Strasser.

*Tokaev (G. A.). — *Comrade X*. Translated by Alex Brown, London, Harvill Pr., 1956, in-8°, XIV-370 p., carte.

Souvenirs d'une « personnalité soviétique importante » de 1935 à 1948. Signature du pacte germano-russe, opinion russe au début de la guerre. Siège de Moscou, déportations de Causasiens.

Valin (M.). — Le général d'Astier de la Vigerie, *Forces aér. fr.*, déc. 1956, p. 1309-1313.

*Vandromme (Pol). — *Robert Brasillach*, Paris, Plon, 1956, in-8°, 256 p.

VOIGT (Frederick A.). — Draža Mihaïlović, *Deutsche Rundsch.*, juill. 1956, pp. 708-719.

Défense de Mihailović d'après des documents en partie inédits.

II. — LA SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

*BRAUBACH (Max). — *Der Eimmarsch deutscher Truppen in die entmilitarisierte Zone am Rhein im März 1936. Ein Beitrag zur Vorgeschichte des 2. Weltkrieges*, Köln-Opladen, Westdeutscher Verl., 1956, in-8°, 40 p.

(Arbeitsgemeinschaft für Forschung d. Landes Nordrhein-Westphalen. H. 54.)

BURDICK (Charles). — Die deutschen militärischen Planungen gegenüber Frankreich 1933-1938, *Wehrw. Rundsch.*, déc. 1956, pp. 678-686.

**Documents on German foreign policy 1918-1945* [*from archives of German foreign Ministry*]. Vol. VI : *The Last months of peace, March-August 1939*, London, H. M. S. O., 1956, in-8°, XVIII-1.149 p.

(Series D., 1937-1945.)

**Der Freiheitskampf des spanischen Volkes und die internationale Solidarität. Dokumente und Bilder zum national-revolutionären Kreig des spanischen Volkes 1936-1939*, Hrg. vom Institut für Marxismus-Leninismus beim Zentralkomittee der S. E. D., Berlin, Dietz, in-8°, 250 p., ill.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

**Geschichte der Zweiten Weltkrieges in Dokumenten.* III : *Der Ausbruch des Krieges*, Freiburg, Verl. Herder, 1956, in-8°, X-441 p.

(Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten, hrg. von Prof. Dr. Michael Freund.)

HUMBERT (J.). — La défense des Alpes de 1860 à 1939. II : 1919-1939, *R. Hist. Armée*, nov. 1956, pp. 47-64.

LEPOTIER (contre-amiral). — La guerre des isthmes dans la bataille d'Afrique, *R. déf. nationale*, oct. 1956, pp. 1165-1181.

Le rôle du canal de Suez au cours de la deuxième guerre mondiale.

PETITJEAN (G.). — L'importance stratégique de la Méditerranée au cours de la seconde guerre mondiale, *R. Hist. Armée*, nov. 1956, pp. 65-82.

*POPOV (M. V.). — *Amerikanskij imperializm v Irane v gody vtoroj mirovoj vojny. Amerikanskaja finansovaja missija* [L'impérialisme américain en Iran au cours de la deuxième guerre mondiale. La mission financière américaine], Moskva, Akademija nauk S. S. S. R., 1956, in-8°, 292 p.

*ROLL (Eric). — *The Combined Food Board. A study in wartime international planning*. Préf. by M. K. BENNET, Stanford, Cal., Stanford Univ. Pr., 1956, in-8°, 398 p., ill.

(Food Research Inst. publ. : Food, Agriculture and World War II, n° 11.)

L'organisation et l'activité du *C. F. B.*, organisme interallié de ravitaillement (États-Unis, Grande-Bretagne, Canada), de 1942 à 1946.

*RUGE (Friedrich). — *La guerre navale 1939-1945*. Traduit par le capitaine de vaisseau R. JOUAN, Paris, Presses de la Cité, 1955, in-8°, 350 p., ill., cartes, graph.

*SOHLER (Herbert). — *U-Bootkrieg und Völkerrecht. Eine Studie über die Entwicklung des deutschen U-Bootkrieges 1939-1945 im Lichte des Völkerrechts*, Frankfurt a. M., Mittler u. Sohn, 1956, in-8°, 84 p.

(Beiheft I. Der « Marine Rundschau ».)

ŚPIRT (A. Ju.). — Ob ispol'zovanii ressursov kolonial'nykh i zavisimykh stran vo vtoroj mirovoj vojne [L'utilisation des ressources des pays coloniaux et dépendants au cours de la deuxième guerre mondiale], *Vopr. ist.*, 1956, n° 5, pp. 46-57.

*STACEY (colonel C. P.). — *Six years of war. The army in Canada, Britain and the Pacific*, Ottawa, Queen's Printer, 1956, vol. I, XIII-629 p.

(Official history of the Canadian Army in the Second World War, vol. I.)

**Survey of international Affairs 1939-1946. The war and the neutrals*, ed. by Arnold TOYNBEE and Veronica M. TOYNBEE, London, Oxford Univ. Press, 1956, in-8°, X-378 p., pl. h. t.

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

BLUMENSON (cap. Martin), HODGSON

(Maj. James). — Hitler versus his generals in the West, *U. S. Nav. Inst. proceedings*, déc. 1956, pp. 1281-1287, phot., cartes.

Désaccord entre Hitler et le commandement allemand à l'ouest sur le rôle stratégique de Cherbourg et du Cotentin.

Fleming (Peter). — Invasion, 1940, *Sunday Times*, 7 oct. 1956, pp. 4-5, ill.

Sur les projets allemands de débarquement en Angleterre.

[Genda (Gen. Minoru)], adapté par W. B. — Come preparai l'attaco a Pearl-Harbour, *Epoca*, 9 déc. 1956, pp. 42-47, phot.

Guderian (Heinz). — Les expériences de la guerre en Russie, *R. milit. suisse*, sept. 1956, pp. 429-445.

Hatton (Maj.-gén. G. S.). — The Influence of logistics on military strategy. Adapted from lectures to the Canadian Army Staff College, *Army Quart.*, juill. 1956, pp. 173-181.

Avec de nombreux exemples pris dans la deuxième guerre mondiale.

Horie (Major Y.). — The Failure of Japanese convoy escort, *U. S. Naval Inst. proceed.*, oct. 1956, pp. 1073-1081, phot.

Par un ancien officier de la marine japonaise (avec des statistiques de pertes).

Jacob (Lieut.-Gen. Sir Ian). — The High level conduct and direction of world war II, *J. of the Royal Un. Service Inst.*, août 1956, pp. 364-375.

Jobe (J.), lieutenant-colonel. — La campagne de Pologne (1939), *L'Armée, la Nation*, 1er nov. 1956, pp. 12-15, carte.

Dispositif allemand et axes de marche. Bref résumé des opérations.

Lederrey (E.), colonel. — Les opérations du maréchal von Manstein en Russie du Sud, de décembre 1942 à mars 1943, *R. mil. suisse*, oct.-nov. 1956, pp. 484-492, 527-530.

Mordal (Jacques). — Hitler pouvait-il envahir l'Angleterre? *R. de Paris*, déc. 1956, pp. 118-131.

... peut-être, mais à condition de tenter l'opération immédiatement après la chute de Dunkerque.

Trgo (F.). — Kapitulacija Italije i plan nemacke operacije *Achse* [La capitulation de l'Italie et le plan de l'opération allemande *Achse*], *Vojnoist. glasnik* (Belgrade), 1956, n° 4 (août), pp. 92-95.

Plan d'opérations prévues dans les Balkans après la capitulation de l'Italie.

Vanwelkenhuyzen (J.). — Le plan allemand du 24 février 1940, *R. Hist. Armée*, nov. 1956, pp. 83-89.

**Die Welt als Geschichte*. Heft 1 : *1955*, Stuttgart, W. Kohlhammer, in-8°.

Les plans d'invasion de l'Espagne et du Portugal par Hitler durant les années 1940-1941.

ARMES, SERVICES ET TECHNIQUES

Anders (Leslie). — Engineer reconnoissance in forbidden North Burma, *Military Aff.*, automne 1956 (n° 3), pp. 129-139, croquis.

Reconnaissances géographiques et cartographiques effectuées au cours de la guerre par des spécialistes de l'armée Stilwell dans une région pratiquement inconnue de Birmanie.

Chevalier (A.). — Les applications de la météorologie en temps de guerre, *R. mar.*, nov. 1956, pp. 1385-1401, ill., graph., cartes.

Historique, avec des applications aux opérations de la deuxième guerre mondiale (débarquements dans le Pacifique et « Overlord »).

*Compton (Arthur Holly). — *Atomic quest. A personal narrative*, New York, Oxford Univ. Press, 1956, in-8°, 370 p.

Naissance de la première bombe atomique. Histoire des recherches du laboratoire atomique secret américain de 1941 à 1945 par un des physiciens qui y participa.

Hadeler (Wilhelm). — Die Flugzeugträger in der deutschen Marine von 1934 bis 1945, *Marine Rundsch.*, oct. 1956, pp. 162-170, ill.

*Kemp (Norman). — *The Devices of war*, London, Werner Laurie, 1956, in-8°, 232 p., pl. h. t.

Les inventions d'armes nouvelles pendant la guerre.

Meister (Jurg). — Der Einsatz der sowjetischen Schiffsartillerie gegen Landziele 1939/45, *Marine Rundsch.*, déc. 1956, pp. 215-244, carte, ill.

Ogorkiewicz (R. M.). — French mechanised formations. From the Division légère mécanique to the Division

mécanique rapide. *Army Quart.*, oct. 1956, pp. 33-38.

*Pawle (Gerald). — *The Secret war, 1939-1945*, London, Harrap, 1956.

Fabrication des armes secrètes.

Rohver (Jürgen). — Die U. S. Armee-Luftwaffe im 2. Weltkrieg, *Wehrw. Rundsch.*, oct. 1956, pp. 585-587.

Roskill (Capt. W.). — *Capros* not *Convoy* : counter-attack and destroy ! *U. S. Nav. Inst. proceedings*, oct. 1956, pp. 1047-1053, phot.

La tactique contre-offensive des convois américains pendant la deuxième guerre (*Capros* signifie *Counter Attack Protection and Routing of Shipping*).

*Terrett (Dulany). — *The Signal Corps; the Emergency (to December 1941)*, Wash., Gov. Print. Off., Supt. of Doc., 1956, in-8°, 396 p.

(U. S. Army in World War II. Technical Services.)

Thomas, général médecin. — L'hôpital de campagne des troupes coloniales [belges] auprès des Forces britannique de l'est-Africain et de l'Extrême-Orient, *R. col. belge*, déc. 1956, pp. 900-902.

Léopoldville : 23 nov. 1940 ; Somalie, Djibouti, Madagascar : nov. 1943 à août 1945 : Birmanie.

Les transmissions de la 1re D. F. L. depuis juin 1940 jusqu'à la victoire, *R. Milit. Inf.*, déc. 1956, pp. 12-15.

Verbruggen, comm. — La défense civile au cours de la deuxième guerre mondiale, *L'Armée, la Nation*, 1er déc. 1956, pp. 3-18, ill.

En Grande-Bretagne et en Allemagne. Services de protection et de défense. Lutte contre l'incendie. Protection civile et évacuation.

OPÉRATIONS

*Ainslie (Kenneth). — *Pacific ordeal*, London, Hart-Davis, 1956, in-8°, 251 p., carte, pl. h. t.

Dragueurs de mines dans le Pacifique à la fin de la guerre.

*Barnham (Denis). — *One man's window. An illustrated account of ten weeks of war, Malta, April 13th to June 21st, 1942*, London, Kimber, 1956, in-8°, 201 p., pl. h. t., cartes.

Bauer (Eddy). — Opinions sur la bataille aérienne de mai-juin 1940, *Forces aér. fr.*, oct. 1956, pp. 695-705.

Bor-Ramenskij (T. G.). — Iz istorii oborony Stalingrada v 1942 g [Contribution à l'histoire de la défense de Stalingrad en 1942], *Istor. zap*, n° 53, 1955, pp. 3-28.

*Bowman (Gerald). — *War in the air.* Foreword by Air Chief Marshal Sir Philip Joubert, London. Evans, 1956, in-8°, 224 p., pl. h. t.

Buchner (Alex). — Die Schlacht vor Moskau 1941/42, *Deutsche Soldaten Ztg*, déc. 1956, pp. 6-7, carte.

Buchner (Alex). — Tscherkassy-Ausbruch mit der blanken Waffe, *D. deutsche Soldat*, nov. 1956, pp. 342-344, carte.

Calmon, chef de bataillon. — L'assaut amphibie d'Omaha-Beach, 6 juin 1944, *R. mar.*, oct. 1956, pp. 1191-1213, cartes, ill.

*Harkins (Philip). — *Blackburn's headhunters*, London, Cassell, 1956, in-8°, IX-326 p., carte.

La guérilla contre les Japonais dans la jungle des Philippines.

Iachino (A.). — Controversia fra gli ammiragli Halsey e Kinkaid, *Riv. marittima*, août-sept. 1956, pp. 255-284.

Les amiraux Halsey et Kinkaid commandaient respectivement la IIIe et la IVe Flotte du Pacifique à la bataille de Leyte (oct. 1944).

« J. K. ». — An outline of the Italian campaign 1943-1945, *J. of the Royal Un. Serv. Inst.*, nov. 1956, pp. 521-355.

Kother (F.). — A Ligneuville, il y a douze ans..., *L'Armée, la Nation*, 1er déc. 1956, pp. 21-22, ill , carte.

Le premier jour de la bataille des Ardennes, 16 déc. 1944.

*Krancke (Theodor) und Brennecke (Jochen). — *Das glückhafte Schiff. Kreuzerfahrten des « Admiral Scheer »*, Biberach a. d. Riss, Koehlers Verlagsges., 1956, in-8°, 360 p.

Kwiecinski (Czesław). — Bitwa o Monte Cassino [La bataille du mont Cassin], *Tryb. Ludu*, 18 mai 1956, n° 138, p. 6, carte, ordre de bataille.

*Landsborough (Gordon). — *Tobruk Commando*, London, Cassell, 1956, in-8°, 216 p., ill., cartes.

L'opération *Agreement* contre les dé-

pôts de combustibles liquides de Tobrouk sur les arrières de Rommel.

*Macintyre (Donald). — *U-Boat killer.* Foreword by Robert B. Carney, London, Weidenfeld, 1956, in-8°, xii-179 p., carte et pl. h. t.

Épisodes de la bataille de l'Atlantique.

Muler (Klaus Jürgen). — Die britischen Aktionen gegen die französische Flotte vom Juli 1940 im Rahmen der britischen Frankreichpolitik, *Marine Rundsch.*, oct. 1956, pp. 144-156.

Muriev (D. Z.). — Razgrom nemecko-fašistskikh vojsk pod Moskvoj v 1941-42 gg. [La défaite des armées fascistes allemandes aux environs de Moscou en 1941-1942], *Ist. zap.*, 1956, n° 55, pp. 23-64.

Analyse stratégique.

*Negri (M. Cristophoro). — *I Lunghi fucili. Ricordi della guerra di Russia*, Torino, Einaudi, 1956, in-8°, 147 p.

Souvenirs de combats d'un officier italien dans la région du Don.

*Phillips (C. E. Lucas), Hasler (H. G.). — *Cockleshell heroes.* Forew. by the Earl Mountbatten of Burma, London, Heinemann, 1956, in-8°, ix-252 p., ill.

Raids contre Bordeaux par des « forceurs de blocus » britanniques en décembre 1942.

Piatkowski (H.), col. — 5 K. D. P. w bitwie o Ankone [La 2e division d'infanterie frontalière dans la bataille pour Ancône], *Naszlaku Kresowej* (Londres), sept. 1956, n° 18, pp. 9-12, carte.

Cette division faisait partie du 2e Corps polonais, juin 1944.

Rayski (Ludomir). — O lotnictwie polskim we Wrzesniu [De l'aviation polonaise en septembre], *Kultura* (Paris), janv. 1956, n° 1, pp. 105-112.

Critique par l'ex-général de brigade du t. I des « Polskie Sily Zbrojne w drugiej wojnie swiatowej », paru à Londres en 1951.

Roberts (Brigadier M. R.). — The Campaign in Burma, 1943-1945. Part II : The reconquest, *J. of the Royal Un. Service Inst.*, août 1956, pp. 412-426.

*Robertson (Terence). — *Walker, R. N. The story of Captain Frederic John Walker*, London, Evans, 1956, in-8°, 216 p., ill.

Épisodes de la bataille de l'Atlantique.

Rockov (B.). — Druga armija u forsiranju Une 1945 godine [Le passage à gué de l'Una par la IIe armée en 1945, *Vojnoist. glasnik* (Belgrade), 1956, n° 2-3 (avril-juin), pp. 68-84.

Rohver (Jürgen). — Die sowjetische U. Bootwaffe in der Ostsee 1939-1945. *Wehrw. Rundsch.*, oct. 1956, pp. 547-569, carte.

Santoro (Gen. Giuseppe). — L'Operazione di Gaudo, *Riv. aeronautica*, nov.-déc. 1956, pp. 1241-1254.

La bataille aéro-navale des 27-28 mars 1941 ; critique du point de vue de l'amiral allemand Weichold.

Schmidhuber, SS-Obresturmbahführer. — Borschna-Golubowha vom 16-17 g. 1941, *Wiking-Ruf*, janv. 1957, pp. 12-14, ill.

Schultz-Naumann (Joachim), Oberstl. — Der Kampf gegen sowjetische Fallschirmtruppen im Kessel Demjansk (März-April 1942), *Allgschweiz. mil. Ztg.*, nov. 1956, pp. 811-825, carte.

Encerclement par les troupes soviétiques du II. AK et d'une partie du X. AK. (XVIe Armée).

*Selivanov (Fedor). — *Kurskaja bitva* [La bataille de Kursk], Moskva, Gospolitizdat, 1956, in-8°, 184 p.

Senger und Etterlin (F. v.). — Deutsche Flakpanzer 1939-1945, *D. Deutsche Soldat*, oct. 1956, pp. 302-304, ill.

Stambolić (S.). — Operacije I. Armije za oslobodjenje Zagreba [Les opérations menées par la Ire armée pour la libération de Zagreb], *Vojnoist. glasnik* (Belgrade), 1956, n° 4 (août), pp. 53-83.

Weidt (Fritz). — Die Letzten im Demjansker Kessel. Erlebnisse einer deutschen Nachhut im Februar 1943, *D. Dte Soldat*, janv. 1957, pp. 16-18, carte.

Zielicki (Jozef A.). — Gen. Przewłocki w Motoli [Le général Przewłocki à Motoli], *Kultura* (Paris), oct. 1956, n° 10, pp. 131-134.

Combats livrés en nov. 1944 par le 2e Corps polonais en Italie.

*Zieser (Benno). — *The Road to Stalingrad. Tr. from the German*, New York, Ballantine Bks, 1956, in-8°, 152 p.

Souvenir d'un combattant allemand.

*Zurkowski (Michał). — *I [Pierwsza] Armia w boju* [La Ire Armée au combat], Warszawa, Ministerstwo Obrony

Narodowej, 1956, in-8°, 104 p., ill., cartes, couv. ill.

Combats de l'unité polonaise en liaison avec l'Armée rouge de Lenino à Berlin (1943 à 1945), bibliographie, p. 103.

HISTORIQUES D'UNITÉS

*Anderson (R. C. B.), Brig. — *The History of the Argyll and Sutherland Highlanders. — 1st. Battalion, 1939-1954*, with a foreword by General Sir Gordon Macmillan..., Stirling, Scotland, The Castle ; Depot : The Argyll and Sutherland Highlanders, 1956, in-8°, 520 p., carte et pl. h. t.

*Barclay (C. N.), Brig. — *The History of the 53rd (Welsh) Division in the Second World War*, London, Clowes, 1956, in-8°.

Campagne de France et d'Allemagne (juin 1944 à avril 1945).

*Bellers (E. V. R.), Brig. — *The History of the 1st King George V's Own Gurkha Rifles.* Vol. II : *1920-1927*, with a foreword by General Sir Douglas Glacey..., Steam End, Fairlight Cove, Sussex, Colonel N. M. Macleod, 1956.

Buchwald (Wolfgang). — Das Schicksal der Kampfgruppe « Panzerteufel », *Wiking-Ruf*, nov. 1956, pp. 7-11.

Front occidental, avril 1945.

*Gareis (Martin). — *Kampf und Ende der Fränkisch-sudetendeutschen 98. Infanterie-Division*, Tegernsee - Süd, Selbstverl., 1956, in-8°, 472 p., carte.

**History of the 5th Royal Gurkha Rifles (Frontier Force).* Vol. II : *1929 to 1947*, with a foreword by Field Marshall Sir William J. Slim..., Aldershot, Gale and Polden, 1956, in-8°, xvii-522 p., pl. h. t.

*Kemp (P. K.), Lieut-Commander. — *The Middlesex Regiment (Duke of Cambridge's own), 1919-1952*, with a foreword by Lieut-Gen. Sir Brian G. Horrocks..., London, Gale and Polden, 1956, in-8°, 450 p., carte et pl. h. t.

Klimowski (T.), comdt. — Walki 27 Wołynskiej dywizji piechoty w czasie « Burzy » [Les combats de la 27e division d'infanterie de Wolhynie au temps de « La Tempête »], *Bellona* (Londres), 1955, n° 4, pp. 27-38, carte.

En 1943, « La Tempête » désignait l'armée du pays.

*Meyer (Kurt). — *Grenadiere der Waffen SS*, Göttingen, Plesse-Verl., 1956, in-8°, 400 p., ill.

(Die Waffen-SS. Bd. III.)

*Pitt-Rivers (J. A.). — *The Story of the Royal Dragoons, 1938-1945*, London, Clowes, 1956.

*Rosse, the Earl of, and Hill (E. R.). — *The Story of the Guards Armoured Division, 1941-1945*, London, Bles, 1956, in-8°, 320 p., pl. h. t.

Campagnes de Belgique, France, Allemagne.

[Service historique de l'Armée de l'Air.] — Le groupe Lorraine, *Forces aér. fr.*, nov. 1956, pp. 1018-1044, cartes, phot.

Le groupe de bombardiers Lorraine créé à Fort-Lamy en déc. 1941. Son activité jusqu'en 1945.

*Steiner (Felix), Gen. d. Waffen S. S. — *Die Freiwilligen*, Hannover, Wiking Ruf Verl., 1956, in-8°.

Les corps de volontaires S. S.

*Wootton (G.). — *The Official History of the British Legion*, London, Macdonald and Evans, 1956, in-8°, 348 p., pl. h. t.

Pendant les deux guerres mondiales.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Borsa (Giorgio). — Il Ritorno dell'influenza sovietica in Estremo Oriente e le responsabilità di Roosevelt, *Politico*, sept. 1956, pp. 278-338.

La responsabilité de Roosevelt dans l'intervention russe contre le Japon en 1945, d'après les documents et les études récentes.

Djetavi (K.). — Horthy-eva autobiografija i jugoslovenskomadjarski ugovor o vecnom prijatelstvu od 12 decembra 1940 godine [L'autobiographie de Horthy et le traité yougoslavo-hongrois d'amitié perpétuelle du 12 décembre 1940], *Jugosl. R. za Medjun. pravo* (Belgrade), n° 2, 1955, pp. 260-267.

Les États-Unis et la Chine 1941-1956, *Chron. polit. étrangère*, juill. 1956, pp. 409-464.

Cf. I : L'Alliance (1941-1944) ; II : Les bons offices (1944-1945).

**Foreign Relations of the United States 1942. China*, Washington, Dep. of State, 1956, in-8°, 702 p.

Premier volume de la série des documents diplomatiques américains consa-

crés aux relations avec la Chine de 1942 à 1949.

Gavrilovic (Milan). — Dva dokumenta [Deux documents], *Poruka* (Londres), nº 34, I, 2, 1956.

La situation extérieure de la Yougoslavie à la veille de l'attaque allemande, le 6 avril 1941. Par l'ancien ministre et ambassadeur à Moscou.

German attempt to keep United States out of the war. Efforts to espouse isolationnist cause revealed by documents, *Times*, 17 oct. 1956, p. 7.

D'après le vol IX, série D. des *Documents on German Foreign relations*.

Himmler (Heinrich). — Himmler über seinen Besuch bei Mussolini vom 11-14 Oktober 1942, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1956, pp. 423-427.

Document présenté par Helmut Krausnick.

*Kogan (Norman). — *Italy and the Allies*, Cambridge, Harvard, 1956, in-8º, 254 p., carte.

La politique italienne depuis la chute de Mussolini.

Looper (Robert B.). — Roosevelt and the British Empire, *Occidente*, juill.-août et sept.-oct. 1956, pp. 348-364 et 424-436.

*Nemec (F.), Moudry (V.). — *Soviet seizure of Subcarpathian Ruthenia*, Toronto, Anderson, 1955, in-8º, 375 p.

Principaux textes et commentaires.

La Ruthénie sous la domination de la Tchécoslovaquie depuis 1919. Revendications de la Hongrie. Règlement du 28 mars 1939 et réincorporation à la Hongrie. Incorporation à l'U. R. S. S. en nov. 1944.

Politique de l'Allemagne et de l'U. R. S. S. relative à la Ruthénie.

New Light on the China story. First year after Pearl Harbor. The Official record, *U. S. News and World Rep.*, 7 déc. 1956, pp. 79-82.

Les rapports entre les États-Unis et Chiang Kai-shek en 1942. D'après le vol. des *Foreign Relations of the U. S. A.* consacré à la Chine de 1942.

Örvik (Nils). — Das englisch-norwegische Handelsabkommen und die allierten Interventionspläne im russisch-finnischen Krieg, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1956, pp. 345-361.

Rodicev (B.). — Germano-italjanskie plany razdela Balkan v period Vtoroj mirovoi voiny [Les plans italo-allemands de partage des Balkans pendant la deuxième guerre mondiale], *Mejd. Jizn*, nº 7, juill. 1956, pp. 95-102.

Stosunki miedzynarodowe i polityka zagraniczna ZSRR w czasie drugiej wojny swiatowej [Les relations internationales et la politique étrangère de l'U. R. S. S. pendant la deuxième guerre mondiale], *Hist. i nauka o konstytucji*, nº 2-4, mars-avr. et juill.-août 1956.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

*Blackman (Michael). — *By the hunter's moon*. Foreword by Sir James Steele, London, Hodder and Stoughton, 1956, in-8º, 191 p.

Guerre et évasion d'un camp de l'Italie du Nord.

*Burt (Kendal), Leasor (James). — *The One that got away*, London, Collins, 1956, in-8º, 255 p., pl. h. t.

Souvenirs d'évasion de Franz von Werra, pilote de la Luftwaffe, prisonnier des Britanniques.

*Devigny (André). — *Un condamné à mort s'est échappé*. Préface du colonel Groussard, Paris, N. R. F., 1956, in-8º.

*Dunbar (John). — *Escape through the Pyrenees*, London, Peter Davies, 1956, in-8º, 171 p.

Évasion d'un aviateur américain en 1943 ; de l'île d'Oléron à Gibraltar.

Klukowski (Z.). — Niedola i zagłada Zydow w Szczebrzeszynie [Le martyr et l'extermination des Juifs à Szczebrzeszyn], *Biul. Zydow. Inst. Histor.*, juill.-déc. 1956, nº 19-20, pp. 207-241, résumé angl., p. 247.

Extrait de Mémoires (13 oct. 1939-22 mars 1943).

Merlo (Stanisłas). — Studia akademickie w Oflagu [Les études académiques à l'Oflag], *Kultura* (Paris), juill.-août 1956, nº 7, pp. 156-165.

*Minney (R. J.). — *Carve her name with pride*, London, Newnes, 1956, in-8º, XII-187 p., carte, pl. h. t.

Histoire de Violette Szabo, fusillée à Ravensbruck.

*Niescior (Léon). — *Wiezien oswiecimski numer 16087* [Le prisonnier d'Auschwitz, numéro 16087. Préface de M. Tukaj], (Gary), Autor, (1953), gr. in-8º, 143 p., pl. fac.-sim.

Poljakov (N. P.). — Vstreci v Norvegii [Rencontres en Norvège], *Trud*, 10 et 16 juin 1956.

Souvenir d'un ancien déporté en Norvège.

*Raffaelli Adler. — *Fronte senza eroi*. Pref. di P. Piasenti, A cura dell'Ass. Nazionale ex internati, Vicenza, S. A. T., 1956, in-8°, 173 p., 4 pl.

Sur les camps de prisonniers italiens en Allemagne où l'auteur a vécu après le 8 septembre 1943.

*Rofe (Cyril). — *Against the wind*, London, Hodder and Stoughton, 1956, in-8°, 319 p., carte sur p. de garde.

L'auteur, fait prisonnier en juin 1941, interné au Stalag VIII-13, raconte son évasion.

Rutkowski (A.). — Hitlerowskie obozy pracy dla Zydow w dystrykcie radomskim [Les camps de travail forcé pour Juifs dans le district de Radom], *Biul. Zyd. Inst. Hist.*, janv.-juin 1956, n° 17/18, pp. 108-128, résumé en anglais.

*Stewart (Sidney). — *Give us this day*, London, Staples pr., 1956, in-8°, 246 p. carte.

L'auteur a été fait prisonnier à Manille par les Japonais en 1942. Souvenirs de guerre, puis de captivité.

Weissberg (Alex). — Un million de Juifs à vendre, *Documents*, déc. 1956, pp. 1303-1317.

Un épisode de la persécution juive en Hongrie au début de 1944.

*Younger (Calton). — *No flight from the cage*, London, Muller, 1956, in-8°, 255 p., pl. h. t.

Souvenirs d'un prisonnier de guerre en Allemagne.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

**Biuletyn Głownej Komisji badania zbrodni hitlerowskich w Polsce*. T. VIII. [Bulletin de la Commission principale d'enquête sur les crimes hitlériens en Pologne. T. VIII], Warszawa, Wydanictwo Prawnicze, 1956, in-8°, 207 p., pl. fac.-sim., plan h. t.

La politique agressive de l'Allemagne à la lumière des documents. Le livre blanc allemand et les incidents de frontière. Gross-Rosen, la destruction de Jasła en 1944, l'extermination de 1939-1945, en Pologne.

*Cyprian (Tadeusz), Sawicki (Jerzy). — *Sprawy polskie w procesie norymberskim* [Les affaires polonaises au procès de Nuremberg], Poznan, Instytut Zachodni, 1956, in-8°, 814 p., errata.

L'occupation allemande en Pologne : atrocités, spoliations, résistance, verdicts contre les criminels de guerre. Bibliographie, pp. 791-802. Index onomastique.

Dokumente des Verbrechens der Waffen-SS. Geheimbefehle und-protokolle aus der Kriegszeit entdecht, *Neues Deutschland*, 25 sept. 1956, p. 2.

Kubiak (A.). — Dzieciobojstwo podczas okupacji hitlerowskie [Le meurtre des enfants durant l'occupation hitlérienne], *Biul. Zyd. Inst. Hist.*, janv.-juin 1956, pp. 3-59, phot. [résumé en anglais].

*Nadler (Fritz). — « *Ich sah wie Nürnberg unterging!...* » *Tatsachenbericht und Stimmungsbilder aus bitterster Notzeiten nach Tagebuchaufzeichnungen*, Nürnberg, Fränkische Verl. Qnst., 1955, in-8°, 228 p.

**Der Nürnberger Prozess* hrg. und eingeleitet von Prof. Dr. Alfred Steiniger, Berlin, Rütten u. Loening, 1956, 2 Bde in-8°, 640 p.

*Poliakov (Léon) und Josef Wulf. — *Das Dritte Reich und seine Diener*, Berlin-Grünewald, Arani-Verl., 1956, in-4°, 400 p.

La persécution antisémite en Allemagne.

What happened to the Nazi Leaders?, *Wiener Libr. Bull.*, n° 3-4, pp. 28-30.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

GÉNÉRALITÉS

*Seth (Ronald). — *The Undaunted : the Story of Resistance in Western Europe*, New York, Philosophical library, 1956, in-8°, 327 p.

ALLEMAGNE

*Balfour (Michael), Mair (John). — *Four-power control in Germany and Austria 1945-1946*, London, Royal Inst. of Intern. Aff., 1956, in-8°, xii-390 p., carte h. t.

(Survey of International Affairs 1939-1946.)

*Braeher (Karl Dietrich). — *Nationalsozialistische Machtergreifung und Reichskonkordat*, Wiesbaden, Hessische Landesregierung, 1956, in-8°, 84 p.

Comment les violations hitlériennes de la Constitution ont rendu possible la conclusion et la mise en vigueur du Concordat.

*Erfurth (Waldemar). — *Die Geschichte des deutschen Generalstabs (1918-1945)*, Bd. I, Göttingen, Musterschmidt-Verl., 1956, in-8°, 400 p.

Hammerschmidt (Helmut) et Mansfeld (Michael). — Origine et structure des Waffen S. S., *Documents*, déc. 1956, pp. 1284-1297.

Herzfeld (Hans). — Zur neueren Literatur über das Heeresproblem in der deutschen Geschichte, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1956, pp. 361-387.

Konrad (Joachim). — Das Ende von Breslau, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1956, pp. 387-390.

L'auteur en a été le dernier doyen.

**Last letters from Stalingrad*. Transl. by A. G. Powell, London, Methuen, 1956, in-16, 70 p.

Psychologie des combattants de Stalingrad d'après leurs lettres.

*Neurohr (Jean F.). — *Der Mythos vom Dritten Reich. Zur Geistesgeschichte des Nationalsozialismus*, Stuttgart, J. G. Cotta, 1956, in-8°, 288 p.

*Reitlinger (Gerald). — *The SS. : Alibi of a Nation 1922-1945*, London, Heinemann, 1956, in-8°, xv-502 p., ill.

Leur rôle dans la politique du IIIe Reich.

*Schneer (Karl-Heinz). — *Die Regie des Öffentlichen Lebens im Dritten Reich*, München, Pohl u. Co., 1956, in-8°, 164 p.

Schneider (Peter). — Rechtssicherheit und richterliche Unabhängigkeit aus der Sicht der S. D., *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1956, pp. 399-423.

*Seydewitz (Max). — *Die unbesiegbare Stadt. Zerstörung und Wiederaufbau von Dresden*, 3. verb. u. erw. Aufl., Berlin, Kongress-Verlag., 1956, in-8°, 447 p.

*Trentzsch (Karl Christian), Major. — *Der Soldat und der 20. Juli, Vortrag vor dem I. Lehrgang für höhere Offiziere der Bundeswehr in Sonthofen*, Darmstadt, Wehr u. Wissen, 1956, in-8°, 36 p.

*Weinert (Erich). — *Das Nationalkomittee « Freies Deutschland » 1943-1945. Bericht über seine Tatigkeit und seine Auswirkungen*, Berlin, Rütten u. Loening, 1956, in-8°, 200 p.

DANEMARK

Hinze (Rolf). — Dänemarks Bemühungen um Amerkennung als Kriegführender, *Aussenpolitik*, oct. 1956, pp. 668-672.

Le Danemark peut-il être considéré comme un « belligérant » dans la deuxième guerre mondiale?

ÉTATS-UNIS

*Dupuy (R. Ernest), col., and Dupuy (Trevor N.), col. — *Military heritage of America*, with a foreword by Gen. Douglas Mac Arthur, New York, McGraw Hill, 1956, in-8°, 794 p., plans, carte.

Les chapitres xiv à xix inclus sont consacrés à la participation américaine à la deuxième guerre mondiale.

*Gray (Carl R.), Maj. Gen. — *Railroading in eighteen countries*, London, Scribner's, 1956, in-8°.

Le *Military Railway Service* aux États-Unis depuis 1862 ; ses activités pendant les deux guerres mondiales.

Rohwer (J.). — Der Stand des Werkes der U. S. Armee über den 2. Weltkrieg, *Wehrw. Rundsch.*, déc. 1956, pp. 694-697.

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

Cassin (René). — La création du Comité national français de Londres, le 24 septembre 1941, *Cah. fr.*, sept. 1956, pp. 2-5, ill.

Hoffmann (S.). — Aspects du régime de Vichy, *R. fr. Sc. Polit.*, mars 1956, pp. 44-69.

Olch (capt. Isaiah). — The *Jean Bart's* escape to safety. U. S., *Nav. Inst. proceedings*, oct. 1956, pp. 1055-1065, phot.

De Saint-Nazaire à Casablanca en juin 1940.

*Pajetta (Giuliano). — *Douce France (Diario 1941-1942)*, Roma, Editori Riuniti, 1956, in-8°, 284 p.

Souvenirs du séjour clandestin en France d'un antifasciste communiste italien en 1941-1942.

*Prévost (Alain). — *Le peuple impopulaire*, Paris, Éditions du Seuil, 1956, in-8°, 256 p.

Le drame du Vercors.

FINLANDE

*Mazour (Anatole G.). — *Finland between East and West*, New York, Van Nostrand, 1956, in-8°, xiv-298 p., pl. et carte h. t.

La Finlande pendant la deuxième guerre mondiale. Chapitres : v, vi, vii.

GRANDE-BRETAGNE ET COMMONWEALTH

*Donnison (F. S. V.). — *British military administration in the Far East 1943-1946*, London, H. M. S. O., 1956.

(History of the second world war United Kingdom Military histories.)

*Gerald (J. Edward). — *The British Press under Governmental Economic Controls*, Univ. of Minnesota Press, 1956, in-8°, xiv-235 p.

La Presse britannique et le contrôle gouvernemental pendant la deuxième guerre mondiale et depuis.

*Hammond (R. J.). — *History of the Second World War. Food.* Vol. II, London, H. M. S. O., 1956, in-8°, xiii-835 p.

(History of the Second World War. United Kingdom civil series.)

*Sayers (R. S.). — *Financial policy, 1939-1945*, London, H. M. S. O., 1956, in-8°, xv-608 p.

(History of the second World War. United Kingdom Civil Series.)

*Turner (John Frayn). — *V. C. 's of the Royal Navy*, London, Harrap, 1956, in-16°, 192 p., pl. h. t.

Exploits accomplis par les Victoria Crosses de la Royal Navy [cette décoration ne fut accordée que vingt-quatre fois pendant la deuxième guerre mondiale].

ITALIE

Albertini (Rudolf von). — Die italienische Widerstands Bewegung, *Polit. Literatur*, août 1956, pp. 74-82.

*France (Hector S.). — *Il « domicilio coatto » (Il cosidetto « Confino di Polizia »), Come l'o visto io*, Roma, tip. Ed. Morara, 1956, in-8°, 161 p.

Giordani (Igino). — L'assistenza di Pio XII durante la guerra, *Politica parlamentare*, mai-juin 1956, pp. 40-41.

Notamment la protection donnée aux antifascistes et aux Juifs persécutés.

*Magri (Mario). — *Una vita per la Liberta! 17 anni di confino politico di un martiro delle Fosse Ardeatine. Memorie autobiografiche*, Roma, Puglieli, 1956, in-8°, 210 p.

Marazza (Achille). — I Cattolici e la Resistenza, *Movimento di Liber. in Italia*, juill. 1956, fasc. 4, pp. 3-15.

Martelli (Mario). — Le Quattro giornate napoletane, *Ponte*, nov. 1956, pp. 1917-1926.

L'insurrection contre les Allemands (27-30 sept. 1943).

Tortoreto (Emanuele). — Notizie sul Movimento operario in Milano dal 25 luglio 1943 al marzo 1944, *Movimento di liber. in Italia*, juill. 1956, fasc. 4, pp. 16-41.

Willett (John). — A Miracle in Ravenna, *Twentieth Century*, nov. 1956, pp. 437-445.

Comment Ravenne fut sauvée de la destruction en 1944.

*Willien (Renato). — *Tra la Dora e l'Isère*, Aosta, Itla, 1956, in-16.

La guerre vue par un Valdotain, d'abord Alpin dans l'Armée italienne, puis partisan en liaison avec les maquisards français.

JAPON

Wheeler (Com. Stanley A.). — The merchant fleet of Japan, *U. S. Nav. Inst. proceedings*, déc. 1956, pp. 1294-1299, phot.

Ce qu'était la marine marchande japonaise avant Pearl Harbor ; ses pertes de guerre.

PAYS-BAS ET INDES NÉERLANDAISES

Benda (Harry J.). — The Beginnings of the Japanese occupation of Java, *Far Eastern Quart.*, août 1956, pp. 541-560.

POLOGNE

Berenstein (T.). — Dokument o Ruchu Oporu w Warszawie [Document sur le Mouvement de résistance à Varsovie], *Biul. Zydows. Inst. Histor.*, juill.-déc. 1956, n° 19-20, pp. 162-168, fac.-sim., résumé angl., p. 246.

Renseignements envoyés par une

Allemande habitant en Pologne à l'état-major de Himmler.

Borkiewick (Adam). — Powstanie Warszawskie 1944 [Le soulèvement de Varsovie en 1944], *Finl. Kierunki*, 30 sept.-7 oct. 1956, n° 21, pp. 9 et 11, ill.

Évacuation de la population, les pertes militaires.

**Dziewiec wiekow Bytomia. Skicz z dziejow miasta i ziemi bytomskiej, pod redakcja Franciska Ryszki* [Neuf siècles à Bytom. Esquisses d'histoire de la ville et du territoire de Bytom sous la direction de F. Ryszka], Stalinogrod, « Slask », 1956, in-8°, 564 p., pl. h. t., fac.-sim., errata. Sommaires en russe, allemand, anglais.

Pp. 461-507 : Bytom [Beuthen], sous la terreur hitlérienne, par P. Dubiel et, durant les combats pour la libération, par S. Ziemba, 3 p. de notes bibl.

*Halecki (Oscar). — *A history of Poland*, Rev. ed., London, Dent, 1956, in-8°, xiv-359 p.

Chapitre xxvii : La guerre 1939-1945.

*Korbonski (Stefan). — *Fighting Warsaw : the story of the Polish underground State, 1939-1945*, London, Allen and Unwin, 1956, in-8°, vii-485 p.

Leszczyc (Tadeusz). — Przez Kampinos na Starowke [Avec les maquisards à Starowska], *Zycie Warszawy*, août 1956, n° 192, 194, 197, 198, 201, 202, 203, 205, 207, 208.

Le soulèvement de Varsovie en 1944 dans le quartier de la vieille ville.

Lewin (Abraham). — Dziennik z getta warszawskiego [Journal du ghetto de Varsovie], *Biul. Zydow. Inst. Histor.*, juill.-déc. 1956, nos 19-20, pp. 169-206. Résumé anglais.

Provenant des archives du ghetto (17 mai 1942-5 juin 1942).

Lewin (E.). — Z Lwowskiego getta [Le ghetto de Lwow], *Biul. Zyd. Inst. Hist.*, janv.-juin 1956, nos 17-18, pp. 171-214, résumé en anglais.

Une jeune juive qui vécut à Lwow narre la vie du ghetto, la déportation, son évasion, sa lutte clandestine à Varsovie dans les rangs du Parti Ouvrier Polonais (P. P. R.).

Paprocki (F.), Pospieszalski (K. M.). — « Reichsuniversität Posen », suivi de :

Baumgart (J.). — Biblioteka Uniwersytecka pod rzadami « Reichsuniversität », *Prz. Zachodni*, juill.-août 1956, nos 7-8, pp. 275-309.

Durant la deuxième guerre mondiale.

**Paweł Finder w wspomnieniach towarzyszy walki* [Paul Finder d'après les souvenirs de ses compagnons de lutte], Warszawa, « Ksiazka i Wiedza », 1956, in-16, 109 p., pl. h. t.

(Wydział Historii Partii Kc PZPR.)

Militant communiste, l'un des premiers promoteurs de l'organisation combattante de la résistance intérieure polonaise.

Poteranski (W.), Gora (A.). — Kilka uwag w sprawie najnowszej historii Polski [Quelques remarques au sujet de l'histoire polonaise contemporaine], *Nowe Drogi*, sept. 1956, n° 9, pp. 64-76.

Sur l'occupation et les organisations de résistance polonaise.

Rutkowski (A.). — O agenturze gestapowskiej w Getcie warszawskim [Sur le bureau de la Gestapo dans le ghetto varsovien], *Biul. Zyd. Inst. Histor.*, juill.-déc. 1956, nos 19-20, pp. 38-59, résumé angl. 244-245.

Staar (Richard F.). — The Polish communist party 1918-1948, *Polish Review*, Spring, Summer 1956, pp. 41-56.

Zabiello (Stanisław). — Na emigracji 1939-1940 [L'émigration en 1939-1940], *Spr. Miedzynarod*, sept. 1956, n° 9, pp. 41-51.

Notamment en France, d'après les souvenirs de l'auteur.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Bartosek (K.). — Prazské povstani v kvetnu roku 1945 [Le soulèvement de Prague en mai 1945], *Nova Mysl* (Prague), n° 5, mai 1956, pp. 410-425.

Janacek (F.). — K otazkam strategie a taktiky KSC v narodné osvobozeneckém boji proti fasistickym okupantom [Stratégie et tactique du parti communiste tchécoslovaque dans la lutte de libération nationale contre les envahisseurs fascistes], *Ceskoslovensky casopis historicky* (Prague), 1956, n° 1, pp. 51-85.

Kociska (A.). — Rabotnici bratislavskych zavodov v boji proti fasizmu v rokoch 1939-1940 [Les travailleurs des usines de Bratislava dans la lutte contre le fascisme, 1939-1940], *Historicky casopis* (Bratislava), 1956, n° 1, pp. 24-46.

Stepan (R.). — Ucast Cechu a Slovaku v narodne osvobozeneckém boji Jugoslavije [La participation des Tchèques et des Slovaques à la guerre de libération nationale yougoslave], *Slovansky prehled* (Prague), 1956, n° 9, pp. 295-296.

U. R. S. S.

*Brinskij (A.). — *Po tu storonu fronta. Vospominanija partizana* [De l'autre côté du front. Souvenirs d'un partisan], Gorkij, 1956, in-8°, 514 p.

Dmitrenko (M.). — Listy s Moskvi [Lettres de Moscou], *Homin Ukr.*, Toronto, 2 sept.-12 nov. 1955, n°s 39 à 46.

La vie à Moscou, déc. 1940 à janv. 1941, vue par un Ukrainien.

Ezov (V. A.). — Vosstanovlenie Donecckogo ugol'nogo bassejna v gody Velikoj otecestvennoj vojny (1943-1945) [La reconstruction du bassin du Donetz au cours de la grande guerre nationale (1943-1945)], *Vestnik Lenin. inst.*, 1956, n° 14, pp. 22-36.

*Glukhovskij (S.). — *V groznyj cas* [A l'heure redoutable], Moskva, D. O. S. A. F., 1956, in-8°, 135 p.

L'activité des membres de l'Osoviakhim (Société d'aide à la défense et au développement de l'aviation et de l'industrie chimique) pendant la guerre.

Khavin (A. F.). — Vosstanovlenie promyslennosti Donbassa v period Velikoj Otecestvennoj vojny [Le relèvement de l'industrie du Donbass au cours de la grande guerre nationale], *Vopr. ist.*, 1956, n° 5, pp. 116-126.

*Levsenko (Irina). — *V gody velikoj vojny. Frontovye zapiski. Isdanie 2°* [Les années de la grande guerre. Carnet de guerre. 2e édition], Moskva, Voenizdat, 1956, in-8°, 312 p.

*Liddell Hart (Basil Henry), édit. — *The Red Army. — The Red Army : 1918 to 1945 ; the Soviet Army : 1946 to the present*, New York, Harcourt, 1956, in-8°, 494 p., ill., cartes, diagr., bibliogr.

Ouvrage écrit en collaboration par des spécialistes appartenant à divers pays sous la direction de Liddell Hart.

Potapova (A. V.). — Patriotizm trudjascikhsja Penzenskoj oblasti v pervyj period Velikoj Otecestvennoj vojny (1941-1942 gg.) [Le patriotisme des travailleurs dans la région de Penza pendant la première période de la grande guerre nationale (1941-1942)], *Uc. zep. Penz. ped. inst.*, n° 3, 1956, pp. 3-53.

Sternstein (Ja. M.). — Rabocie Odesskogo porta v oborone goroda v 1941 godu [Les ouvriers du port d'Odessa et la défense de la ville en 1941], *Vopr. ist.*, 1956, n° 6, pp. 99-109.

YOUGOSLAVIE

Calovic (M.). — Kratak prehled razvoja NOB na jugu Srbije [Aperçu de l'évolution de la guerre de libération nationale dans le sud de la Serbie], *Vojnoist. glasnik* (Belgrade), 1956, n° 1 (févr.), pp. 3-31.

Petkovic (Al.). — Tito u okupiranom Beogradu [Tito dans Belgrade occupé], *Borba* (Belgrade), 25 mai 1956.

Séjour de Tito à Belgrade pendant l'occupation allemande (1941).

Tito der Januskopf. Im letzten Augenblick den SS-Falschirmjagern entgangen, *Wiking-Ruf*, janv. 1957, pp. 4-5.

Vasiljevic (Jovan). — Narodnooslobodilacki rat na moru (prvi period) [La guerre de libération nationale sur mer (première période)], *Vojnoist. glasnik* (Belgrade), 1956, n°s 2-3 (avril-juin), pp. 16-44.

21 janvier 1957.

Le gérant : Henri Michel.

NOGENT-LE-ROTROU, IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR. — 3119 - 5 - 1957
Édit. n° 24.506 Dépôt légal, 2e trimestre 1957 Impr. n° 755

LOGISTIQUE ET STRATÉGIE DE L'ALLIANCE ANGLO-AMÉRICAINE

LES TEMPS DIFFICILES (1939-MARS 1943)

Logistique est un mot qui, sans être absolument nouveau, n'était guère employé dans le vocabulaire militaire avant la guerre de 1939-1945 ; il a connu depuis lors une telle vogue, et sa signification s'est trouvée étendue de telle manière, qu'en donner une définition est assez difficile. Disons simplement que rentre dans le domaine de la *logistique* tout ce qui a trait à l'alimentation des armées, aussi bien en matériel, en munitions, qu'en approvisionnements de toute espèce ; c'est-à-dire le rassemblement de ces provisions (*procurement of supply*), leur transport — ainsi que celui des troupes elles-mêmes — sur les théâtres d'opérations, et leur distribution entre les unités à pied d'œuvre. Bref, dans la guerre totale moderne, ne restent en dehors du domaine de la *logistique* que les problèmes de la production (et de la mobilisation économique) et les problèmes de la consommation — consommation civile, et opérations militaires en cours. Par contre, la préparation des opérations militaires, et en particulier les plans stratégiques, sont de plus en plus influencés, sinon même dominés, par des considérations logistiques.

Pourquoi la *logistique* s'est-elle ainsi soudain taillé la part du lion? Parce que la *seconde guerre mondiale* est la seule jusqu'à présent à avoir été vraiment mondiale : elle s'est déroulée dans le monde entier, sur des théâtres d'opérations très éloignés les uns des autres, et deux des principaux Alliés — l'Angleterre et les États-Unis — ont eu à déployer l'essentiel de leurs forces armées sur des champs de bataille séparés d'eux par des mers et des océans, à des distances souvent immenses : l'ensemble des transports maritimes mondiaux en a subi le contre-coup. Mais ce n'est pas tout : sur ces théâtres d'opérations lointains, tout ou presque était souvent à créer ou à reconstituer pour faire vivre et alimenter les troupes qu'on y débarquait : ports, routes, voies ferrées, etc... Cette circonstance multipliait les besoins de matériel, et aussi de ces troupes dont la mission principale ou unique est justement d'assurer la subsistance des unités combattantes, et qu'on appelle les services.

Ajoutons que la conception tactique générale des Anglais et plus encore des Américains — prodiguer le matériel pour aménager les hommes — ainsi que le niveau de vie élevé de l'armée américaine — l'*American way of life* transporté dans la vie militaire — contribuaient également à accroître les besoins dans des proportions considérables.

Or l'Angleterre, et plus encore les États-Unis, furent pris par la guerre de 1939 à peu près totalement au dépourvu : peu ou pas d'armée, presque pas de stocks militaires, et, dans le cas des États-Unis, pas même d'industrie de guerre. Il en résulta que, pendant longtemps, les besoins militaires dépassèrent les possibilités de les satisfaire. Le premier problème fut donc de répartir les disponibilités insuffisantes, puis d'en assurer le transport et la distribution. Ainsi, la *logistique* devint-elle un facteur déterminant de la conduite de la guerre : non seulement les plans stratégiques lui accordèrent-ils une place de plus en plus large, en même temps que s'accroissait la proportion des « services » par rapport aux forces combattantes. Mais surtout les calculs et les projets des chefs militaires et politiques, encore insuffisamment familiarisés avec ces problèmes nouveaux, furent soit progressivement infléchis par les difficultés logistiques, soit entièrement déjoués quand on n'avait pas tenu un compte suffisant de ces difficultés.

Tel est l'aspect, complexe et ardu, mais essentiel, de la *seconde guerre mondiale*, dont nous allons esquisser l'histoire, grâce avant tout à une étude américaine (1) et à deux études anglaises (2), toutes trois appartenant à l'histoire officielle de la guerre de leurs pays respectifs. Le livre de Leighton et Coakley nous a donné le cadre général de notre étude ; mais — sans que les auteurs aient rien abandonné de leur esprit critique — il est basé essentiellement sur les dossiers des services logistiques de l'armée de terre américaine, et en reflète les conceptions ; il en trahit même involontairement les limitations, et notamment une information insuffisante et fragmentaire en matière de transports maritimes. Le livre de M. Duncan Hall, basé essentiellement sur les Archives du *British Supply Council* de Washington, ne constitue que pour une part, somme toute secondaire, la contre-partie du précédent (3) ; il présente d'ailleurs une tendance assez nette à soutenir le point de vue britannique contre le point de vue américain, notamment dans ses réflexions désabusées sur le *Prêt-Bail* (4). Quant à Miss Behrens, elle nous offre une

(1) Richard M. Leighton et Robert W. Coakley, *Global Logistics and Strategy, 1940-1943* (United States Army in World War II), Department of the Army, Washington, 1955, 780 p. Appendices et index.

(2) H. Duncan Hall, *North American Supply* (History of the Second World War, United Kingdom Civil Series), London, Her Majesty's Stationery Office, 1955, 559 p. Appendices et index. — C. B. A. Behrens, *Merchant Shipping and the Demands of War* (History of the Second World War, United Kingdom Civil Series), London, Her Majesty's Stationery Office, 1955, 494 p. Appendices et index.

(3) Il se réfère d'ailleurs souvent à une étude à venir du même auteur, *Studies of Overseas Supply*.

(4) Bien entendu, le livre d'Edward R. Stettinius jr, *Le Prêt-Bail, arme de vic-*

mise au point magistrale du problème central, celui des transports maritimes. Les deux études anglaises couvrent toute la durée de la guerre ; nous ne les suivrons que jusqu'en 1943, nous réservant d'étudier leurs dernières parties en liaison avec la suite annoncée de l'ouvrage américain : *Global Logistics and Strategy, 1943-1945.*

a) *Jusqu'à la loi du Prêt-Bail* (mars 1941).

Cette première période correspond en quelque sorte à la préhistoire de notre sujet. En septembre 1939, les États-Unis sont en paix ; leur armée ne dépasse pas 190.000 hommes, dont moins de 50.000 dans des garnisons extérieures (1). Le problème logistique ne se pose donc guère, en ce qui concerne leurs propres forces.

Mais il pourrait se poser en ce qui concerne l'Angleterre et la France, qui, maîtresses des communications maritimes, avaient déjà de 1914 à 1917 largement mis à contribution les ressources américaines. En fait, ce précédent ne doit pas être invoqué : jusqu'aux offensives allemandes du printemps 1940, la Grande-Bretagne fournit à elle seule plus de 95 % des fournitures de guerre de l'Empire britannique (2), et ses achats aux États-Unis furent insignifiants. Pourquoi? D'abord parce que, justement, les États-Unis se montraient fermement résolus à ne pas recommencer l'expérience de 1914-1918 : la loi américaine de neutralité interdisait la vente de matériel de guerre à des pays belligérants, ce qui paralysait les commandes dès le temps de paix : car dès le moment où l'Angleterre commença à songer à son réarmement, la guerre pouvait éclater à tout instant, amenant l'embargo même sur les livraisons résultant de commandes antérieures. La loi de Neutralité fut bientôt, il est vrai, amendée par la clause *Cash and Carry* (3) ; mais l'obstacle légal ainsi disparu, restait l'obstacle financier : la *loi Johnson* interdisait l'octroi de crédits américains aux gouvernements qui avaient fait défaut au paiement de leurs dettes de la guerre 1914-1918, et l'Angleterre comme la France étaient dans ce cas. Il fallait donc payer comptant, en or ou en dollars. Mais l'Angleterre avait dès le temps de paix une balance des comptes largement déficitaire vis-à-vis des États-Unis, et ses avoirs en dollars étaient très inférieurs à leur niveau de 1914 (4). Enfin, il ne faut pas oublier que l'industrie de guerre aux États-Unis était pratiquement inexistante ; l'Angleterre et la France, pour placer leurs com-

toire (New York, éditions de la Maison française, 1944), constitue une introduction indispensable à ces problèmes, et les ouvrages que nous analysons ici s'y réfèrent fréquemment.

(1) Leighton et Coakley, p. 21.

(2) Duncan Hall, p. 39.

(3) La révision est du 4 novembre 1939.

(4) M. Duncan Hall fournit un certain nombre d'indications chiffrées à ce sujet (*op. cit.*, p. 67, 102), mais non un tableau d'ensemble, qui serait d'ailleurs fort délicat à établir : les estimations des avoirs britanniques réalisables aux États-Unis, par exemple, différaient beaucoup selon qu'elles émanaient d'experts anglais ou américains.

mandes, devaient d'abord déterminer la création des usines destinées à les satisfaire : d'où des délais considérables, et des prix élevés car il fallait y incorporer les frais de premier établissement. Ces obstacles expliquent sans doute pour une large part la timidité des achats britanniques ; mais la France, qui se heurtait aux mêmes difficultés, se montra cependant plus hardie (1). Il faut donc joindre aux raisons matérielles les considérations psychologiques : de même que la France croyait à la Ligne Maginot, la Grande-Bretagne pensait pouvoir pratiquer une « guerre à responsabilité limitée (2) ». On comprend dans ces conditions que les États-Unis, encore bien plus éloignés du champ de bataille, aient si peu fait pour leur propre préparation (3).

Les événements de mai-juin 1940 réveillèrent en sursaut à la fois les Anglais et les Américains. Et l'on y fit face tout d'abord par une série d'expédients bien propres à déconcerter les juristes : l'évacuation de Dunkerque avait privé la Grande-Bretagne de presque tout son armement terrestre, on le remplaça par de vieux stocks tirés des arsenaux américains, et dont bon nombre remontaient à 1918 ; les États-Unis cédèrent à l'Angleterre cinquante vieux torpilleurs, en échange de bases britanniques qui couvraient l'hémisphère occidental ; enfin l'Angleterre, quelques heures avant l'armistice de juin 1940, reprit à son compte en bloc l'ensemble des commandes françaises déjà passées aux États-Unis.

Mais la chute de la France allait entraîner deux événements de bien plus de portée que ces mesures parant au plus pressé : la Grande-Bretagne devait se décider à faire beaucoup plus largement appel au potentiel américain, au moment précis où les États-Unis se lançaient de leur côté dans un important programme de réarmement. Ainsi se posait brusquement le premier grand problème logistique : la production devant de longtemps être insuffisante pour faire face à cette avalanche de demandes, lesquelles satisfaire en priorité, et dans quelles proportions?

Ce problème se posait sur deux plans. Et d'abord le plan politique et stratégique le plus élevé : les États-Unis croiraient-ils aux possibilités de la Grande-Bretagne de se défendre victorieusement, et lui fourniraient-ils des armes, en conséquences comme à l'élément avancé de la défense américaine? ou bien au contraire réserveraient-ils toutes leurs forces pour accomplir leurs propres plans de réarmement et de défense hémisphérique? La réponse fut apportée par le président Roosevelt, qui, contre l'avis de certains de ses conseillers militaires, refusa toujours de sacrifier l'aide à la Grande-Bretagne. La victoire aérienne anglaise de l'automne 1940 vint d'ailleurs bientôt montrer la justesse de ce calcul.

Le problème passait alors sur le plan industriel. Il fallait éviter la concurrence entre les commandes anglaises et américaines, les coordon-

(1) Duncan Hall, p. 117, 124, 148.
(2) L'expression est de M. Duncan Hall, *op. cit.*, p. 108.
(3) Cf. notre article (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier 1955), p. 38.

ner, les intégrer dans un plan d'ensemble : ainsi, pour les mêmes raisons qu'en 1917 — éviter gaspillage et surenchères — on en venait à un système analogue, mais cette fois la coordination devait s'établir entre un pays en pleine guerre et un pays officiellement neutre. Elle n'était pas seulement paradoxale, mais elle se heurtait à une grave difficulté de technique industrielle : les Britanniques commandaient naturellement les modèles d'armements et d'équipement en usage dans leurs forces, et qui étaient souvent différents de ceux adoptés par les États-Unis pour l'armée qu'ils constituaient. Or, si les Américains insistaient à cette époque pour l'établissement de programmes coordonnés anglo-américains, c'était pour s'assurer les avantages de la production de masse, dont la standardisation des modèles était une des conditions préalables. Et les autorités militaires américaines jugeaient indispensable qu'on n'acceptât les commandes anglaises que si elles portaient sur les modèles américains : à cette condition seulement les programmes anglais et américain pourraient s'additionner, se combiner, non se contrarier. Le problème devait être tranché tout de suite, avant l'édification des usines et la mise en marche des chaînes de production. Il ne fut pourtant résolu en apparence, en octobre 1940, que par un gigantesque malentendu. Les Britanniques avaient établi un programme A, prévoyant l'équipement pour la fin de 1941 de cinquante-cinq divisions, avec les modèles britanniques ; les États-Unis seraient appelés à fournir, de ce programme, ce qui dépasserait les possibilités de l'industrie anglaise. Les Américains ne l'entendaient pas ainsi, et les négociations s'éternisèrent. Pour en finir, l'envoyé anglais sir Walter Layton et le secrétaire américain à la Guerre Stimson se mirent d'accord sur une nouvelle proposition, le programme B : équipement de dix divisions britanniques avec du matériel entièrement américain. Mais, pour les Britanniques, l'acceptation du programme B était une concession de leur part, en échange de laquelle ils escomptaient que les Américains accepteraient au moins une bonne partie du programme A (1), les Américains au contraire estimèrent qu'ils n'avaient pris aucun engagement général de fournir le programme A avec modèles britanniques (2).

Le problème n'était donc pas résolu, et il ne le fut que plus tard, par des discussions entre techniciens sur chaque cas particulier. Dans l'hiver 1940-1941, la préparation d'une aide massive des États-Unis à la Grande-Bretagne ne dépassa guère le stade des plans théoriques. Il y avait à cela une raison majeure : dans l'été 1940, la Grande-Bretagne avait épuisé ses dernières réserves financières, et d'octobre 1940 à mars 1941, elle ne put passer pratiquement aucun contrat à long terme, faute de dollars (3). La coopération anglo-américaine, préparée par un si grand nombre de missions, de contacts personnels, de discussions d'experts,

(1) Duncan Hall, p. 188.
(2) Leighton et Coakley, p. 38-39.
(3) Duncan Hall, p. 209.

ne pouvait se traduire dans les faits que si les États-Unis, par un système tout nouveau, en assuraient le financement.

b) *Du Prêt-Bail à Pearl Harbour.*

Il n'est pas nécessaire d'insister ici sur la hardiesse, la largeur de vues et la générosité qui présidèrent à la conception du Prêt-Bail : grâce à cette mesure sans précédent, la Grande-Bretagne pouvait désormais, sans aucun obstacle d'ordre financier, user de toutes les ressources des États-Unis. Mais le *Prêt-Bail* posait un problème fondamental de politique générale : tel que Churchill l'interprétait (1), il signifiait une sorte de division du travail implicite : la Grande Bretagne et ses alliés se chargeaient du combat effectif, l'Amérique leur fournissait le matériel et l'argent. Telle était aussi, semble-t-il, l'idée du président Roosevelt (2), adoptant, sur ce point comme sur d'autres, une attitude très différente de celle de Wilson en 1917. Mais en même temps, il accélérait le réarmement américain, et l'état-major de la nouvelle armée qui se formait aux États-Unis avait des vues très différentes, que l'on peut résumer ainsi : les armées anglaises, même avec l'aide matérielle américaine, ne suffiront pas à vaincre l'Allemagne ; il ne faut donc pas subordonner entièrement aux besoins anglais le développement des forces américaines. Et d'autre part — idée liée à la précédente non par nécessité logique, mais en fait — il est nécessaire de déterminer d'abord une stratégie d'ensemble ; c'est en fonction de cette stratégie qu'on peut calculer les forces nécessaires, et par suite en déduire des programmes de production d'armements ayant une base réelle.

Or, avant même l'adoption de la loi de Prêt-Bail, des discussions stratégiques avaient commencé entre États-Majors anglais et américain (3). Elles avaient révélé de profondes différences de conceptions : la Grande-Bretagne avait à défendre, avant tout, et avec des forces limitées, un domaine éparpillé sur toute la surface du globe ; elle ne pouvait espérer remporter, en massant ses forces sur un seul point, une victoire décisive sur un adversaire continental comme l'Allemagne, dont la puissance était concentrée sur un faible espace, et qui avait l'avantage de posséder des lignes de communication intérieures. La Grande-Bretagne était donc condamnée à une stratégie « périphérique » : ne pouvant abandonner aucune des parties également vitales de son vaste empire, elle était réduite à une défensive immobilisant des ressources importantes sur bien des points qui n'étaient pas actuellement zones de combat ; elle ne pouvait agir que par le blocus, le bombardement aérien et par des attaques limitées, utilisant l'effet de surprise, grâce à la souplesse que permet un déploiement de forces maritime.

(1) Duncan Hall, p. 297.
(2) Leighton et Coakley, p. 127.
(3) Duncan Hall, p. 308 ; Leighton et Coakley, p. 52.

L'armée américaine, même en adoptant comme postulat initial que le salut de l'Angleterre était essentiel pour la défense des États-Unis, avait des conceptions bien différentes. Les États-Unis pouvaient, en cas de besoin, replier toutes leurs forces sur leur propre pays sans rien sacrifier d'essentiel, et les attaquer chez eux était une entreprise militairement et logistiquement redoutable, car des océans les protégeaient. Si le problème leur était posé de vaincre l'Allemagne, alors la façon la plus économique d'y arriver était une attaque concentrée, avec toutes les forces disponibles, sur le continent européen. Et cela pour des raisons essentiellement logistiques : c'est là que les Alliés possédaient leurs bases les plus importantes et les mieux équipées — Amérique du Nord-Est, Grande-Bretagne — et les lignes de communication les plus courtes. Au contraire, renforcer simplement les Anglais partout équivalait pour les États-Unis à disperser inutilement leurs moyens, sans espoir d'obtenir nulle part une décision.

Telles étaient les vues de l'État-Major américain, du moins celui de l'Armée de terre ; car la Marine et l'Armée de l'air se rapprochaient davantage des vues britanniques, la Marine en particulier attachant une grande importance au théâtre d'opérations du Pacifique (1). Le Président Roosevelt semble également s'être rapproché du point de vue anglais, à la fois pour courir au plus pressé, et aussi sans doute parce que la conception selon laquelle les États-Unis auraient à fournir surtout du matériel et des forces aériennes et navales, et seulement des forces terrestres limitées, paraissait politiquement plus aisée, parce qu'elle semblait impliquer de moindres sacrifices en hommes. Mais il ne trancha jamais catégoriquement dans un sens ou dans l'autre. Et les conversations militaires anglo-américaines de janvier-mars 1941 n'aboutirent pas non plus à une conclusion nette (2). De nouvelles conversations d'État-Major tenues lors de la *conférence de l'Atlantique*, en août 1941, ne firent qu'élargir le fossé entre les conceptions anglaises et américaines (3).

Cependant, les demandes anglaises financées par le *Prêt-Bail*, et les besoins du réarmement des États-Unis, dépassaient désormais de beaucoup les possibilités courantes de l'industrie américaine. Il devenait nécessaire de permettre à celle-ci de s'organiser et de s'orienter, en lui fixant des objectifs à long terme s'insérant dans un programme d'ensemble. C'est ce que demandaient depuis longtemps les chefs des missions d'achat franco-anglaises, Purvis et Monnet (4). Mais sur quelles bases établir ce programme? Sur ce point, les conceptions du Président

(1) Duncan Hall, p. 360 ; Leighton et Coakley, p. 139.
(2) Leighton et Coakley, p. 55-57.
(3) Leighton et Coakley, p. 118-120.
(4) Cf. notre article déjà cité, p. 40. Sur l'importance du rôle de Purvis, nombreux développements dans l'ouvrage de Duncan Hall, notamment p. 74-80 et p. 322-325.

Roosevelt et celles de ses conseillers militaires s'opposaient nettement. Roosevelt — inspiré semble-t-il, par Purvis (1) — demandait simplement, dans une directive du 9 juillet 1942, que l'on chiffrât, par grandes rubriques, les niveaux de production nécessaires pour disposer d'une marge de supériorité suffisante sur les ressources allemandes en matériel (2). Pour l'État-Major américain, la seule méthode rationnelle était au contraire celle-ci : d'abord déterminer la stratégie d'ensemble susceptible d'assurer la victoire ; estimer la quantité de troupes nécessaires pour mener à bien les opérations prévues ; calculer enfin le matériel, l'équipement et les munitions indispensables à ces troupes (3). Mais en fait on ne procéda pas ainsi : même l'Armée de terre dut finalement se contenter de se baser sur une estimation globale des effectifs mobilisables (4) ; la Marine américaine refusa de se livrer à des calculs qu'elle jugeait dépourvus de base réelle, et finalement ce fut l'*Office of Production Management* (*O. P. M.*) qui établit le programme définitif d'après l'idée que cet organisme civil se faisait des futurs besoins militaires (5). Ainsi, le *Victory Program* de novembre 1941 apparaît complètement « en l'air (6) » ; l'estimation des ressources de l'ennemi éventuel, qui devait servir de point de départ, est, cela va de soi, hautement hypothétique ; le programme n'est pas davantage relié à des plans stratégiques déterminés ; enfin, il n'est pas non plus en rapport avec la capacité de production de l'économie américaine, car les experts de la mobilisation industrielle seront bientôt amenés à en demander la réduction.

Ainsi aucune idée d'ensemble ne pouvait guider la répartition, à la sortie des usines américaines, d'un matériel encore très insuffisant pour faire face à toutes les demandes. Le Président avait le droit d'accorder aux contrats de *Prêt-Bail* une priorité égale à celle des forces armées américaines (7). En fait, en dépit de tentatives répétées pour trouver une formule générale (8), les attributions à la Grande-Bretagne se firent, pour chaque cas particulier, « selon les besoins du moment ».

Mais déjà les problèmes de production et de répartition du matériel n'étaient plus seuls à se poser. Il fallait aussi songer au transport. Or, dès avril 1941, sir Arthur Salter était venu demander aux États-Unis de venir au secours de la Marine marchande britannique (9). Comment se présentait donc la situation de celle-ci?

(1) Duncan Hall, p. 329.
(2) Leighton et Coakley, p. 126.
(3) Leighton et Coakley, p. 127, 129-130.
(4) Leighton et Coakley, p. 131.
(5) Duncan Hall, p. 335.
(6) Leighton et Coakley, p. 198.
(7) Leighton et Coakley, p. 89 et suiv.
(8) Une formule adoptée : 20 % de la production mensuelle de chaque type d'équipement pour l'aide à l'étranger, 80 % pour les forces américaines, ne fut en fait pas appliquée. Leighton et Coakley, p. 93 et suiv.
(9) Behrens, p. 191 ; Leighton et Coakley, p. 57-58.

En 1939, la flotte de commerce de l'Empire britannique était toujours la première du monde, mais elle ne représentait plus que 32 % du tonnage mondial, au lieu de 48 % en 1914 (1). Et les besoins auxquels elle avait à faire face étaient tels, qu'en temps de paix, sur les 55 millions de tonnes des importations anglaises, 24 millions arrivaient sur des navires étrangers (2). La première crise amenée par la guerre fut causée par la désertion des navires neutres, dont beaucoup appartenaient à des pays directement exposés à la menace allemande : du début de la guerre à la chute de la France, les importations anglaises s'élevèrent à un niveau annuel de 47 millions de tonnes, dont 10 millions seulement sur navires étrangers. Les offensives allemandes du printemps 1940, en coupant l'Angleterre du continent européen, eurent pour premier effet, paradoxalement, d'augmenter le tonnage à la disposition de celle-ci : avant l'invasion de la France, la Grande-Bretagne ne pouvait se servir que de 600.000 tonnes environ de navires étrangers, en août 1940, ces ressources de tonnage étaient évaluées à 3 millions de tonnes (3) : une grande partie des marines marchandes des pays envahis — et celles de la Norvège et de la Hollande étaient très importantes — s'étaient mises au service de l'Angleterre.

Mais ce tonnage plus abondant ne signifiait pas une capacité de transport accrue : car ces navires avaient désormais à accomplir des trajets beaucoup plus longs (4). Ce que la Grande-Bretagne importait auparavant d'Europe devait désormais venir des autres continents ; l'entrée en guerre de l'Italie coupait la route de la Méditerranée, obligeant les navires à l'énorme détour du Cap. En outre, les Allemands, disposant désormais des bases françaises, infligeaient à la marine marchande des pertes croissantes (5). Ce n'est pas tout : pour qu'un navire marchand ne perde pas de temps au port, il faut, non seulement qu'il soit déchargé rapidement, mais que la cargaison qu'il apporte soit aussitôt évacuée et distribuée dans l'intérieur du pays, ce qui met en jeu non seulement les installations portuaires proprement dites, mais toute l'organisation du réseau ferroviaire, routier, etc..., tout un jeu complexe de facteurs très divers, que les seuls spécialistes sont à même de bien comprendre. Or la guerre amenait, dans ce système de relations édifié lentement en temps de paix, des bouleversements incalculables. La difficulté de se servir, à partir de l'été 1940, des ports de l'Est et du Sud de l'Angleterre, obligea les ports de l'Ouest à recevoir des cargaisons qui ne rentraient pas dans leur trafic normal : la perte de temps ainsi causée équivalait, a-t-on calculé, à près de 4 millions de tonnes d'im-

(1) Behrens, p. 17.
(2) Behrens, p. 51.
(3) Behrens, p. 102.
(4) L'allongement était de 30 à 40 % en moyenne. Behrens, p. 109.
(5) Toutefois, ces pertes ne réduisirent sérieusement la marine britannique qu'entre janvier 1942 et mars 1943 ; Behrens, p. 154.

portations par an (1). Encore s'agissait-il d'un pays abondamment pourvu de ports supérieurement outillés, fort bien organisés, et où, au surplus, les distances étaient courtes. C'était bien pis quand le détournement des routes commerciales — et plus tard les expéditions militaires — obligeaient à demander du jour au lendemain un effort énorme à des ports rudimentaires, situés dans des pays primitifs. Tel était par exemple le cas de Freetown, en Sierra Leone, point où, depuis la fermeture de Suez, devaient passer tous les convois à destination de l'océan Indien, qui abandonnaient là leur escorte militaire (2). L'embouteillage de ces petits ports, incompréhensible à qui n'était pas sur place, fut peut-être le principal facteur qui faussait tous les calculs stratégiques et surtout logistiques.

Ainsi la flotte de commerce britannique, avant même de subir les charges occasionnées par les grandes opérations militaires au delà des mers, pouvait de moins en moins faire face à tous les besoins. L'aide américaine lui devenait indispensable. Dès avril 1941, sir Arthur Salter demandait aux États-Unis l'octroi de 3 millions de tonnes deadweight (3). Les États-Unis répondirent par un programme de constructions qui devait s'élever à 7 millions de tonnes par an à la fin de 1943 ; mais les résultats immédiats étaient nécessairement modestes. Aussi, pour réduire les pertes de manière tangible et tout de suite, Roosevelt ordonna, fin avril 1941, à la Marine de guerre américaine d'assurer les patrouilles dans la moitié ouest de l'Atlantique.

c) *Pearl Harbourg et ses conséquences.*

L'idée même du *Prêt-Bail* impliquait que les États-Unis n'étaient plus moralement neutres, qu'ils avaient pris parti dans la guerre. Les conversations d'État-Major anglo-américaines, les plans stratégiques américains n'avaient de sens que dans l'hypothèse où, à un moment donné, les États-Unis deviendraient un belligérant effectif. Bien plus, l'effort qu'allaient imposer à l'économie américaine les programmes de réarmement et de *Prêt-Bail* n'était guère possible en temps de paix (4). Et pourtant l'opinion américaine était toujours rebelle à l'intervention directe. Le président Roosevelt prenait des mesures de plus en plus hardies : débarquement de troupes américaines en Islande (juillet 1941), protection directe des convois britanniques par la Marine américaine (août 1941), enfin, en novembre, révision de la *loi de Neutralité*, qui permettait désormais aux navires sous pavillon américain de décharger leurs cargaisons dans les ports britanniques. Sans doute Roosevelt escomptait-il que l'Allemagne n'accepterait pas indéfiniment cette situation

(1) Behrens, p. 128.
(2) Behrens, p. 206-208.
(3) Behrens, p. 191. Les chiffres fournis par Leighton et Coakley, p. 59, sont à la fois beaucoup plus élevés et plus incertains.
(4) Duncan Hall, p. 313.

anormale, et prendrait elle-même l'initiative de la guerre, ou provoquerait l'incident qui rendrait celle-ci inévitable (1). Mais l'histoire ne se répète jamais : l'Allemagne ne déclara pas la guerre, et le torpillage du navire américain *Reuben James*, le 30 octobre, qui tua 99 personnes, ne souleva pas dans l'opinion américaine l'indignation à laquelle on aurait pu s'attendre (2). Ce fut le Japon qui attaqua.

L'intervention japonaise, sans être tout à fait imprévue, bouleversait tous les plans qu'on avait laborieusement essayé d'établir. Il s'en fallait de trois mois que les États-Unis aient achevé la première phase de leur réarmement (3). Et, d'autre part, l'avance rapide des Japonais dans le Pacifique remettait en question toute la stratégie des États-Unis. L'État-Major américain se trouvait théoriquement en présence de trois possibilités : ou tenir à tout prix le Pacifique, quelles que pussent être les conséquences pour le théâtre d'opérations européen ; ou accepter même la perte du Pacifique du sud-ouest, et concentrer toutes ses forces pour une attaque de l'Europe à partir des bases anglaises ; ou encore consacrer le minimum de forces nécessaires à la défense du Pacifique sud-ouest, et commencer sans retard la concentration des troupes dans les îles Britanniques en vue de l'offensive contre l'Allemagne (4). Cette dernière conception — celle du « juste milieu » — avait les faveurs de la majorité des chefs militaires américains, et cela pour des raisons analogues à celles qui conduisaient les États-Unis à combattre la stratégie « périphérique » des Anglais. Autrement dit, pour des raisons essentiellement logistiques — les distances à parcourir dans le Pacifique étaient sensiblement le double de celles de l'Atlantique : 7.200 milles marins de San Francisco à Brisbane, 3.500 de New-York à Liverpool — on estimait que le même tonnage qui transporterait 100.000 soldats en Angleterre n'en amènerait que 40.000 en Australie ; et pour le transport du matériel la disproportion était encore plus grave (5). L'évacuation totale des positions du Pacifique eut été aussi une opération logistiquement coûteuse. Finalement, en avril 1942, Anglais et Américains adoptèrent le principe de l'offensive en Europe (6).

Décision capitale pour l'avenir, mais largement théorique dans l'immédiat. En effet, plus que jamais, l'ennemi possédait l'initiative des opérations, et les premiers mois de 1942, on se préoccupa avant tout de courir au plus pressé, et d'improviser dans le Pacifique les bases nécessaires à la défensive d'abord, et ensuite à des contre-attaques contre les Japonais. Le coût logistique de ces opérations — en matériel, en moyens de transport, en services de toutes sortes — se révéla

(1) Duncan Hall, p. 318.
(2) Duncan Hall, p. 321.
(3) Leighton et Coakley, p. 145.
(4) Leighton et Coakley, p. 354.
(5) Leighton et Coakley, p. 390.
(6) Leighton et Coakley, p. 201.

très supérieur à tout ce qu'on avait prévu (1). Durant le premier trimestre de 1942, l'Australie absorba à elle seule plus de 50 % des transports de troupes, et 33 % des cargaisons de matériel ; contre 12 % et 9 % respectivement, pendant la même période, pour l'Atlantique Nord (2).

L'effet de ces diversions était simplement de retarder l'accomplissement des plans principaux. Par contre, l'entrée en guerre du Japon posait à la marine marchande des problèmes immédiats des plus graves. Juste avant Pearl Harbour, on pouvait penser que les constructions nouvelles, en 1942, dépasseraient de beaucoup les pertes, et que la crise du tonnage était en bonne voie de solution (3). Mais déjà se posait le difficile problème des convois vers la Russie (4). Surtout, la menace japonaise bouleversa le système laborieusement établi qui permettait d'assurer dans l'océan Indien le minimum de transports nécessaires à la vie des pays riverains (5). La perte de Singapour, le blocus de Calcutta signifiaient l'embouteillage de Bombay et des ports sud-africains (6). Les renforts exigés par la situation en Extrême-Orient demandaient des navires qu'il fallait enlever aux services civils les plus vitaux. D'autre part, jusque-là, l'océan Indien était le paradis des bateaux neutres ; le manque général de tonnage rendait les taux de fret très élevés, et d'autre part, la navigation y était à l'abri des risques de guerre. Maintenant, il n'y avait plus de place pour les neutres : l'ensemble de la navigation mondiale relevait désormais de la responsabilité anglo-américaine. En conséquence, il semblait normal de soumettre l'ensemble des bateaux marchands circulant sur les océans à un contrôle unifié, afin d'assurer la meilleure utilisation possible du tonnage existant. Une telle organisation existait en Grande-Bretagne. Mais les États-Unis ne voulurent jamais s'y soumettre, et leur flotte continua à être répartie en trois catégories : les navires des transporteurs privés, ceux de la *Maritime Commission*, et ceux concédés de manière permanente aux forces armées — et les Britanniques reprochaient fréquemment aux militaires américains de gaspiller le tonnage (7). Enfin, la guerre sous-marine allemande devenait de plus en plus efficace, et la flotte mar-

(1) Les opérations dans les îles du Pacifique contribuèrent beaucoup à développer dans l'armée américaine la proportion des « services » au détriment des forces combattantes : Leighton et Coakley, p. 185. Cette proportion passe de 26 à 34 % du total dans le cours de l'année 1942, Leighton et Coakley, p. 348-349.

(2) Leighton et Coakley, p. 165.

(3) Behrens, p. 252.

(4) Behrens, p. 254-255.

(5) Behrens, p. 202-240, donne une description détaillée de ce système.

(6) En mai et juin 1942, on comptait en moyenne 78 navires immobilisés inutilement autour des ports sud-africains. Behrens, p. 260.

(7) A l'automne 1942, les forces armées américaines avaient accaparé 56 % de la flotte marchande des États-Unis, soit 6 millions de tonnes. Les forces armées britanniques ne disposaient que de 8 millions et demi de tonnes pour faire face à des charges beaucoup plus lourdes. Behrens, p. 290.

chande sous contrôle britannique commençait à diminuer régulièrement (1) :

(millions de tonnes *deadweight*)

Septembre 1940	22,4	
Juin 1941	20,8	
Décembre 1941	21,3	
Mars 1942	21	
Juin 1942	20,5	
Septembre 1942	19,7	
Décembre 1942	18,7	
Mars 1943	18,4	(minimum) (2)

Sans doute l'entrée officielle des États-Unis dans la guerre eut-elle pour effet de « déchaîner le géant », c'est-à-dire de stimuler de façon décisive la production de guerre américaine (3). Elle permit d'autre part la mise en place des organismes combinés anglo-américains qui allaient désormais diriger — ou s'efforcer de diriger — la stratégie et les différentes opérations logistiques (4). Mais en fait toute l'activité de 1942 se place sous le signe de la confusion. Bien des facteurs expliquent cet état de choses : absence de plans stratégiques bien définis pour servir de guide ; absence de programmes industriels fixes permettant de prévoir suffisamment à l'avance la quantité de ressources disponibles (le *Victory Program* dut être progressivement réduit, nous l'avons déjà dit, car on s'aperçut au bout d'un certain temps qu'il n'était pas réalisable) ; concurrence entre les diverses agences, qui est presque la règle de l'Administration américaine à ce moment ; mais surtout concurrence entre les divers besoins, qui ne peuvent être tous intégralement satisfaits, mais dont le Président Roosevelt s'oppose à ce qu'aucun soit résolument sacrifié : besoins permanents de l'Angleterre, aide à la Russie et à la Chine (5), réclamations impromptues des commandants américains du Pacifique, efforts de l'État-Major central pour constituer malgré tout la grande force d'intervention destinée à abattre l'Allemagne. Finalement, en dépit de tous les efforts pour poser des principes fixes destinés à régir la répartition des approvisionnements, celle-ci se fit en pratique selon un processus d'ajustement continu. La proportion des attributions entre les différentes parties prenantes, américaines ou étrangères, était déterminée de mois en mois, et pour chaque produit sépa-

(1) Behrens, p. 263.
(2) Behrens, p. 69.
(3) Voir notre article déjà cité, *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier 1955, p. 41.
(4) Pour une liste de ces organismes, cf. Duncan Hall, notamment p. 347.
(5) L'aide à la Chine, et surtout l'aide à la Russie, font l'objet, dans l'ouvrage de Leighton et Coakley, de chapitres importants ; force nous est cependant de laisser de côté ces questions qui ne se rapportent pas directement à notre thème principal.

rément (1). Cet empirisme — pour ne pas dire plus — faisait le désespoir des bénéficiaires, qui ne savaient jamais à l'avance sur quoi ils pouvaient compter, et ne pouvaient donc établir aucun plan ; en outre, bien souvent, un équipement, militaire ou industriel, n'est utilisable que si ses différentes parties sont entre elles dans une proportion donnée ; l'attribution insuffisante de tel ou tel produit risquait souvent de paralyser une industrie, ou une unité militaire. Bien souvent, par exemple, une troupe désignée pour s'embarquer vers un théâtre d'opérations ne pouvait compléter son matériel qu'en dépouillant complètement les unités en train de s'entraîner à proximité. Cet expédient était si général, et les problèmes si complexes des transports maritimes aggravaient les choses à tel point, qu'on en arriva à poser la règle suivante : si des approvisionnements attribués à un gouvernement étranger restaient plus de 45 jours dans le port d'embarquement, sans que le bénéficiaire ait trouvé les navires nécessaires pour les évacuer, l'armée américaine pouvait se les approprier (2). On peut imaginer les pertes et les gaspillages engendrés par un pareil désordre ; mais peut-être n'était-il pas entièrement évitable, alors qu'il fallait tout improviser à la hâte, avec des moyens encore insuffisants.

d) *Les premières offensives et le divorce entre stratégie et logistique* (de l'été 1942 à mars 1943).

Dans le courant de l'année 1942, l'histoire générale de la guerre enregistre un tournant décisif : les nations opposées à l'Axe reprennent l'initiative des opérations. Tandis que l'offensive allemande se brise à Stalingrad, les Américains, vainqueurs dans le Pacifique à la bataille de Midway (juin 1942), lancent leurs premières contre-attaques à Guadalcanal et en Nouvelle-Guinée (août 1942) ; à l'automne, les Anglais repoussent Rommel à El Alamein, et l'année s'achève avec la première grande offensive anglo-américaine : le débarquement en Afrique du Nord.

Et cependant ce redressement, qui fit à l'époque une si grande impression sur l'opinion des pays occupés, apparaît dans nos études sous un jour beaucoup moins favorable : pour les Américains, il marque l'abandon de fait, au moins momentané, de leur conception stratégique fondamentale — l'attaque directe contre l'Allemagne — et cela au profit d'opérations secondaires, ressortissant à la stratégie périphérique, et dont le coût logistique, fort mal calculé à l'avance, semble tout à fait disproportionné aux résultats. Pour les Anglais, la méconnaissance, par les chefs militaires et politiques, du problème du tonnage aboutit à rendre dramatique la crise des transports maritimes au moment même où les autres facteurs s'améliorent. Il en résulta que les décisions stratégiques prises à la conférence de Casablanca (janvier 1943) se révélèrent immédiatement inexécutables par manque de navires.

(1) Leighton et Coakley, p. 286-288.
(2) Leighton et Coakley, p. 291.

En avril 1942, Britanniques et Américains s'étaient mis d'accord pour l'établissement durant l'année, en Grande-Bretagne, d'une puissante force d'intervention américaine (*opération Boléro*) en vue d'un débarquement sur le continent en 1943 (*opération Roundup*). L'accord était moins complet sur une attaque brusquée à travers la Manche (*opération Sledgehammer*) envisagée essentiellement pour répondre aux demandes insistantes des Russes (1). De toute façon, tout dépendait de *Boléro*, qui devait constituer l'opération fondamentale de 1942. La force projetée devait être de l'ordre de 900.000 à 1 million d'hommes, avec naturellement un abondant matériel, dont une grande partie de type absolument nouveau : les péniches de débarquement. Or, le nombre total des péniches américaines qu'on s'attendait à trouver disponibles à l'automne 1942 s'avéra dépasser de beaucoup les possibilités de production : on comptait sur 2.700 en avril, alors que les exigences minima des chefs militaires s'élevaient à 2.200. Et à la fin de juin 1942, on ne pouvait espérer plus de 400 péniches (2). Ce déficit aurait suffi à lui seul à rendre à peu près impraticable l'*opération Sledgehammer*. Mais le transport des effectifs américains dans les îles Britanniques s'effectuait également à une cadence assez lente :

Janvier-mars 1942	13.698 hommes
Avril-juin	42.314 hommes
Juillet-septembre	131.850 hommes
Octobre-décembre	63.000 hommes
	250.862 hommes

Le transport du matériel était également fort en retard sur les prévisions, notamment durant l'été 1942 ; et à ce propos, notre source américaine incrimine en particulier le détournement vers le Moyen-Orient à la suite de l'offensive de Rommel en Égypte, de la presque totalité du tonnage britannique prévu d'abord pour *Boléro* (3). Et le tonnage destiné au transport du matériel tomba de 800.000 tonnes en avril à 100.000 tonnes en décembre (4).

Mais en même temps, en juillet 1942, l'État-Major américain décidait de prendre l'offensive dans le Pacifique, avec pour objectif la conquête de la zone : Nouvelle-Bretagne - Nouvelle-Irlande - Nouvelle-Guinée. Et les difficultés des opérations dans ces îles primitives de la zone tropicale entraînèrent des besoins logistiques beaucoup plus considérables qu'on n'avait prévu (5). En particulier, il fallut constituer de toutes pièces des bases importantes, ce qui exigea beaucoup de matériel, et absorba dans les tâches de l'arrière beaucoup de troupes combattantes.

(1) Leighton et Coakley, p. 360-361.
(2) Leighton et Coakley, p. 382.
(3) Leighton et Coakley, p. 382.
(4) Leighton et Coakley, p. 487.
(5) Leighton et Coakley, p. 389-390.

Surtout, l'effort disproportionné demandé à des ports peu ou point équipés provoqua un énorme gaspillage de tonnage : à Nouméa, base des opérations de Guadalcanal, il y avait quatre-vingt-six navires en attente en septembre 1942, quatre-vingt-onze en novembre, et on ne vint à bout de cet embouteillage monstre qu'en avril 1943 (1) ; et le cas n'était pas isolé. Il est impossible de donner des chiffres d'ensemble du coût logistique de ces opérations du Pacifique, qui, si elles préservaient l'Australie, ne constituaient guère une menace pour le Japon. Mais elles pesèrent lourdement sur la situation générale ; et d'autant plus lourdement qu'on mettait longtemps à se rendre exactement compte du mal, et à y apporter des remèdes.

En juillet 1942, tandis que l'*opération Sledgehammer* était abandonnée, l'État-Major combiné anglo-américain décidait le débarquement en Afrique du Nord (*opération Torch*). Nulle décision n'est plus abondamment critiquée dans les documents qui reflètent les opinions des chefs militaires américains : c'est qu'elle avait été prise par Churchill et Roosevelt, pour des motifs politiques, au mépris des considérations stratégiques et surtout logistiques (2). En outre, elle représentait une victoire des conceptions britanniques, « périphériques », sur les conceptions américaines. Quoi qu'il en soit, l'opération présenta tous les caractères de l'improvisation : elle fut décidée trop tard (3), et en outre, on oscilla jusqu'au dernier moment entre deux variantes qui comportaient des besoins très différents : ou bien la variante américaine, relativement aisée mais au moins inutile, d'un débarquement sur les seules côtes atlantiques du Maroc ; ou bien la variante anglaise, potentiellement utile mais très risquée, d'un débarquement s'étendant jusqu'à Oran et Alger, dans l'espoir de couper la retraite de Rommel. Non seulement l'*opération Torch exigeait des effectifs importants* — plus de la moitié des troupes américaines en Grande-Bretagne, 129.000 hommes, furent dirigées vers le nouveau théâtre d'opérations — mais le coût logistique fut encore bien plus considérable : besoins en navires marchands, à la fois pour débarquer les troupes et pour établir une base solide (4) ; besoins en navires d'escorte, qui détruisirent le système des convois vers l'océan Indien, et obligèrent en conséquence les navires des services d'Extrême-Orient à des détours considérables (5). En outre, l'Afrique du Nord n'étant traversée d'Ouest en Est que par une seule ligne de chemin de fer à voie unique, les ports furent embouteillés, et les troupes anglo-américaines ne purent être amenées assez tôt à pied d'œuvre : au lieu de couper la retraite de Rommel, on dut entamer une longue et difficile

(1) LEIGHTON et COAKLEY, p. 399.
(2) LEIGHTON et COAKLEY, p. 386-387.
(3) On ne disposa que de 90 jours pour l'ensemble des préparatifs, au lieu de 360 jours jugés nécessaires dans le schéma idéal, LEIGHTON et COAKLEY, p. 454.
(4) La Grande-Bretagne à elle seule fournit 342 traversées vers l'Afrique du Nord jusqu'à la fin de 1942, et 258 dans le premier trimestre de 1943, BEHRENS, p. 323.
(5) BEHRENS, p. 307.

campagne en Tunisie. L'opération fut donc à demi manquée ; et elle aurait pu tourner au désastre sans une série de circonstances favorables (1).

Le coût logistique de l'*opération Torch* paraît impossible à chiffrer. Selon les chefs militaires américains, elle élimina la possibilité de l'*opération Roundup*, c'est-à-dire d'un débarquement à travers la Manche en 1943 (2). Mais selon les experts des transports maritimes britanniques, elle intervenait à un moment où les perspectives du tonnage étaient déjà des plus menaçantes (3), et ne fit qu'aggraver les choses. Quoi qu'il en soit, la pénurie de navires compromettait de plus en plus sérieusement la satisfaction des besoins civils, comme en témoignait la chute des importations de la Grande-Bretagne :

(millions de tonnes)

première année de guerre	44,2
deuxième année de guerre	31,5
année 1941	30,5
année 1942	22,9 (4)

Et ces résultats globaux ne montrent pas encore toute l'étendue de la crise : en janvier 1943, les importations britanniques n'étaient pas la moitié de ce qu'elles avaient été en janvier 1941, elles étaient de 42 % inférieures au niveau de janvier 1942 (5). Si ce processus continuait, il fallait s'attendre dans quelques mois à la fermeture de beaucoup d'usines anglaises. Naturellement, la zone de l'océan Indien ne pouvait manquer de subir le contre-coup de cet état de choses : en janvier 1943, on réduisit de 50 % le nombre des voyages vers cette destination ; l'océan Indien, qui recevait en moyenne plus de 100 navires par mois durant le premier semestre de 1942, ne devait plus en recevoir 40 par mois à partir d'avril ou mai 1943 (6). Ce fut une des principales causes de la famine qui, pour la première fois depuis la fin du XIX^e^ siècle, frappa le Bengale durant l'été de 1943, et fit périr un million et demi de personnes (7).

Cependant, en janvier 1943, les chefs d'État anglais et américains, réunis à Casablanca avec leurs conseillers militaires, fixaient les objectifs de l'année 1943 : attaque de la Sicile en juillet (*opération Husky*) ; reconstitution en Grande-Bretagne d'une force d'intervention américaine, qui devrait s'élever à près de 400.000 hommes au mois d'août ; reconquête au mois de novembre de la route de Birmanie (*opération Anakim*) ; et dans le Pacifique, conquête de Rabaul, puis attaque des

(1) LEIGHTON et COAKLEY, p. 455.
(2) LEIGHTON et COAKLEY, p. 484.
(3) BEHRENS, p. 306.
(4) BEHRENS, p. 201.
(5) BEHRENS, p. 315.
(6) BEHRENS, p. 340.
(7) BEHRENS, p. 345.

archipels des Gilbert, des Marshall et des Carolines. Dès février 1943, les généraux américains chargés de la préparation logistique s'apercevaient que ces plans ne tenaient aucun compte des possibilités réelles du tonnage (1). D'où venait une pareille erreur? Selon Leighton et Coakley, essentiellement d'un malentendu entre Anglais et Américains sur la quantité de navires américains à prêter à la Grande-Bretagne. Selon Miss Behrens, du fait que les experts des transports maritimes n'étaient pas admis à participer à l'élaboration des plans stratégiques ; c'est seulement une fois ceux-ci établis qu'on invitait les autorités qui dirigeaient la marine marchande à faire le nécessaire pour leur mise en application (2). Cette imprévoyance entraîna, entre autres choses, l'abandon des projets *Boléro* et *Anakim.*

Cette rapide esquisse pourrait donc se conclure ainsi : la période de tâtonnements, inévitable de la part de pays qui entraient dans la guerre sans y être prêts, fut sensiblement prolongée, et la victoire retardée, parce que les chefs militaires et les chefs politiques — y compris Churchill, « ex-personnalité navale » — comprenaient mal les problèmes des transports maritimes, et n'y attachaient pas une importance suffisante. Cependant, les uns et les autres n'étaient pas sans excuse, en raison de l'extrême complexité de ces problèmes. Impossible, par exemple, de connaître à un moment donné la capacité de transport disponible, car elle dépend, outre du nombre de navires, d'un trop grand nombre de facteurs divers : longueur et nature des trajets à accomplir, possibilités des ports d'embarquement et de débarquement, nature des cargaisons, etc... A plus forte raison était-il impossible de faire des prévisions à l'avance, chose pourtant indispensable pour les plans logistiques (mise en place du personnel, des approvisionnements, etc...) préparant les opérations stratégiques. A tous les aléas et gaspillages résultant soit des contingences inévitables de la guerre, soit de leur propre organisation improvisée et quelque peu anarchique, les États-Unis remédiaient déjà, au début de 1943, par une production largement supérieure aux besoins réels strictement calculés. Dans un seul domaine, celui des transports maritimes, il n'en était pas de même. Mais ce domaine était si essentiel, que, tant qu'on n'aurait pas résolu ses problèmes, tout l'effort de guerre anglo-américain risquait d'être rendu inutile.

J. Néré.

(1) Leighton et Coakley, p. 688.

(2) Cf. Behrens, appendice LVI, p. 336-339. Plainte de Lord Leathers, chef de la *War Shipping Administration*, au chef d'État-Major impérial et réponse de celui-ci.

LES ARMÉES AMÉRICAINES AU COMBAT

Le Service des Transports

L'histoire officielle des armées américaines pendant la deuxième guerre mondiale s'enrichit de nouvelles études dont les caractères sont toujours ceux déjà signalés : objectivité remarquable vis-à-vis du gouvernement ou des acteurs, souci de la présentation et de la clarté, etc. Le volume consacré au *service des Transports* ne fait pas exception à cette règle (1).

Il est nécessaire de noter la part considérable que l'équipe d'historiens de Washington consacre aux différents services de l'armée américaine au cours de cette guerre. Plus nous lisons de livres de cette collection, plus nous sommes frappés du caractère industriel que les Américains ont donné à la guerre. A les lire, on comprend que l'invasion de l'Europe ait donné lieu à l'établissement d'un plan minuté (2), nous dirons volontiers avec graphiques. Le moindre changement du minutage provoquait des mécomptes parce que l'organisation des arrières ne pouvait tenir compte des variations intempestives dues aux combats et à leurs fluctuations. Tout marche en fonction des graphiques de progression. Il n'est plus possible de parler de stratégie, c'est à peine si nous osons encore parler de tactique. On l'a bien vu en Lorraine en 1944, où l'avance trop rapide des armées américaines dans la progression à travers la France provoqua un long stationnement dans l'est de notre pays et les mécomptes de la campagne d'Alsace. Nous avons le sentiment que nous appartenons à une époque révolue, que les conceptions stratégiques d'un Alexandre, d'un Frédéric II, d'un Napoléon ou d'un Foch sont hors de saison dans une entreprise industrielle, montée par un État riche tant en hommes qu'en argent ou en matières premières.

L'ouvrage consacré au service des transports étudie son fonctionnement aux États-Unis et dans l'acheminement vers les théâtres d'opérations outre-océans. On peut résumer les grandes lignes de son action :

faire tout ce qu'il faut pour les achats ou locations de terrains ou de matériels ;

voir grand dès le début et prévoir de nouvelles installations à l'échelle de besoins futurs, même non calculés ;

enfin, agir en fonction de l'intérêt supérieur du pays.

Après la première guerre mondiale, l'étude n'avait pas été faite des conditions dans lesquelles s'étaient effectués les transports ; aussi ceux qui furent choisis comme chefs et responsables de la nouvelle organisation estimèrent que tout était à créer, non seulement les installations, mais les matériels ferroviaires, maritimes ou routiers, comme les états-majors et les troupes.

(1) Chester Wardlow, *United States Army in World War II. The technical Service : The transportation Corps : Movements, Training and Supply*, Washington, 1956, in-8°, xvii-564 pages, photos.

(2) Le mot ne doit pas être pris dans un sens strict, l'unité de mesure est plutôt un jour.

Aussi, le lecteur ne doit-il pas être surpris par l'ampleur et le nombre des questions envisagées dans ce volume. Nous ne pouvons en donner une étude complète, mais, déjà par les quelques indications qui vont suivre, il sera incité à se reporter au livre pour y trouver expériences, enseignements, tous découlant des faits, plus ou moins favorables, toujours exposés avec une entière franchise.

L'organisation des transports devait, dès le début de la guerre, se préoccuper des envois vers les théâtres extérieurs d'opérations. Cela explique la part prépondérante prise par les problèmes maritimes, ports, navires, etc.

Les ports furent placés sous le commandement d'une haute autorité militaire, souvent un industriel ou un spécialiste des transports du temps de paix, revêtu d'un uniforme et doté d'étoiles de général. Sa responsabilité était lourde et on signale des cas de limogeage parmi eux. Leur action s'étendait non seulement sur le port, mais aussi sur les stations de base, où les unités restaient en moyenne huit à quinze jours avant d'être appelées pour l'embarquement, sur les plans de transport par voie ferrée ou par bateaux et sur l'aménagement des navires.

La centralisation du commandement aboutit à d'excellents résultats. Les départs et les chargements de bateaux étaient prévus six mois à l'avance (1) ; vingt-quatre ou soixante-douze heures s'écoulaient entre le début de la préparation et le départ du navire, temps comprenant le voyage des troupes depuis la base jusqu'à l'embarquement inclus. Les 15.000 hommes embarqués sur le *Queen Mary* ne mettaient que cinq heures pour embarquer : c'est une belle réussite.

Une des grosses difficultés à vaincre était dans l'application du principe que toute troupe devait posséder à bord son matériel et son équipement. Le problème se résolvait facilement pour l'équipement individuel, mais il n'en était plus de même pour le gros matériel, les voitures, etc. Les armes lourdes, les autos, des 15.000 hommes du *Queen Elisabeth* ne pouvaient pas être chargées sur le même bateau. Il en était de même pour d'autres navires dont les dimensions ou les aménagements ne permettaient pas les chargements correspondants. Les cargos, les *liberty ships*, donnaient lieu à des plaintes, car les installations étaient souvent insuffisantes pour les effectifs qu'ils avaient à transporter.

Il y eut huit ports importants sur l'Atlantique, trois sur le Pacifique. 7.639.491 hommes y furent embarqués : 60 % pour le front occidental, dont pas tout à fait 50 % pour l'Europe, et 40 % pour les fronts du Pacifique. Les deux principaux ports pour les troupes furent New York, avec 42 % et San Francisco, avec 22 %.

Les transports ferroviaires provoqueront chez beaucoup de Français des commentaires pas très flatteurs pour nos services. Les Américains n'utilisèrent jamais les wagons *Hommes 36-40 Chevaux (en long) 8* que nous avons tellement connus. Les plus mauvaises conditions de transport étaient les wagons touristes à couchettes. Ils étaient obligatoirement utilisés si le trajet durait plus de douze heures ou s'il se terminait après minuit !

Une division nécessitait 1.882 voitures réparties en 63 trains :

442 voitures à couchettes,
48 voitures standard,
89 voitures à bagages,
90 cuisines,
1.124 wagons plats,
89 wagons couverts.

(1) On voit bien le caractère de technique industrielle des opérations qui paraît incompatible avec l'art de la stratégie.

Il est évident que toutes ces conditions étaient d'autant plus faciles à réaliser que le pays n'était pas attaqué.

En fait, il fut transporté dans le pays 340.000.000 tonnes de matériel ; 1.371.536 autos ; 14 millions de mètres cubes de matériel et 11.467.000 tonnes d'explosifs furent expédiés au delà des mers.

En ce qui concerne le moral des troupes servant *over-there*, des précautions furent prises pour le courrier postal : augmentation du nombre des vaisseaux transportant la poste pour éviter qu'un torpillage ne détruise trop de lettres. Pour Noël 1944, la poste envoya 2.600.000 sacs postaux par New-York et 750.000 à San Francisco. Ce chargement de 21 cargos fut réparti en fait sur un très grand nombre de navires.

Tout cet énorme travail ne put être effectué que grâce à la formation d'un personnel spécial. Le service des transports créa 982 unités et instruisit 222.000 hommes, dont 10.000 officiers. Le quart des unités environ servit sur les théâtres extérieurs, les autres dans les ports et à l'intérieur du pays. On construisit des installations spéciales avec de faux quais, de faux bateaux pour apprendre à charger, arrimer, décharger les bateaux, etc.

Les États-Unis avaient le temps de tout préparer et ceci explique bien des lenteurs dans la conception ou dans l'exécution des plans. Ce n'est pas par un coup de baguette magique que l'on crée une grande usine. La guerre industrielle n'est pas à la portée des petits États. Il faut être une grande puissance pour se permettre un tel luxe de personnel et de matériel. Comment pouvons-nous espérer avoir encore une place dans le domaine de la guerre?

* * *

The Army Service Forces

L'*Army Service Forces* (1) joua un rôle primordial dans la stratégie américaine. Il nous faut d'abord indiquer son équivalence avec nos organes similaires. Nous pourrions le considérer d'une part comme le ministère de l'armement, des transports et des services, en même temps qu'il est le quatrième bureau de l'état-major général, et aussi un premier bureau pour certaines questions de personnel, en particulier pour le recrutement. D'autre part, il dépend de deux hautes autorités : le sous-secrétaire d'État à la Guerre, un civil, et le chef d'état-major de l'armée, un militaire.

Le général Somervell fut nommé chef de ce service. Il y resta pendant toute la guerre. Ce ne sera pas un de ses moindres mérites d'avoir su obéir à ses deux chefs et de n'avoir jamais cherché à se servir de l'un contre l'autre.

Il parvenait jeune — quarante-neuf ans — à ce poste comparable par son importance à ceux du général Marshall ou du général Eisenhower, mais moins spectaculaire.

L'*Army Service Forces* comprend un très grand nombre de services ; à peu près tout ce dont une armée a besoin pour vivre dépend du général Somervell. Nous avons compté dans un appendice — où sont énumérés tous les travaux, tous les besoins satisfaits — soixante-quinze rubriques différentes, depuis l'acquisition du ravitaillement jusqu'aux opérations financières, depuis l'organisation du recrutement — avec les conditions d'aptitudes — juqu'au fonctionnement de l'aumônerie, depuis les théâtres ou les blanchisseries aux armées jusqu'au remplacement du personnel, etc. On ne peut guère que renvoyer le

(1) John D. Millett, *The War Department : The Army Service Forces : The organization and role of the Army Service Forces*, Washington, 1954, 175 × 250, xx-494 p., photos.

lecteur à un volume si précieux pour l'étude de la vie interne d'une armée.

Cependant quelques remarques peuvent être faites : chef d'un service, Somervell se rend compte qu'il ne peut remplir sa mission que s'il demeure en liaison étroite avec le sous-secrétaire d'État ; c'est par lui qu'il aura les plus faciles relations avec les producteurs. En même temps, il se sait le serviteur de l'armée. Il se considère comme le subordonné du chef d'état-major, il doit lui donner tout ce qu'il demande pour satisfaire tous les besoins des combattants. A aucun moment, il ne cherche à travailler pour lui. C'est un *Service* qui *sert*.

C'est grâce à l'impulsion de Somervell que les résultats suivants furent atteints au cours de la campagne :

96.000 chars,
61.000 canons de campagne,
7.000.000 fusils,
2.300.000 camions,
78.000 tracteurs,
1.200.000 appareils radio,
20.000 radars,
16.000.000 mètres carrés de dépôts furent construits ou installés,
4.600.000 hommes transportés à travers l'Atlantique et 2.700.000 à travers le Pacifique.

Tout cela était fonction — et le rédacteur du livre insiste sur ce point — des relations avec la stratégie. Un exemple assez amusant est donné. Lors de la campagne d'Afrique du Nord, Somervell télégraphie d'Afrique à ses services qu'il faut envoyer tout de suite des camions et des locomotives en Algérie pour alimenter la campagne de Tunisie. Son adjoint, resté à Washington, lui répond : « On ne vous laissera pas tomber, mais si, une autre fois, vous voulez embarquer le Pentagone (le ministère de la Guerre), donnez-nous plus de temps. » En deux semaines et demie, 200.000 tonnes comprenant une grande partie des camions de deux tonnes et demie et les cent locomotives demandés étaient en route, en convoi, pour Alger.

Indiquons, pour le personnel, certaines des dispositions prises pour assurer le recrutement des jeunes soldats. En principe, sur le plan physique, les conditions exigées sont :

résistance physique du conscrit,
bonne ouïe et bonne vue,
capacités et sensibilité des membres,
condition neuropsychiatrique.

Sur le plan intellectuel, les conscrits sont répartis en cinq grandes catégories :

4 et 5 impossibles, ou presque, à instruire,
3 ayant une aptitude mécanique,
2 ayant une aptitude technique,
1 ayant une aptitude intellectuelle.

La recherche des officiers fut difficile aussi quand on s'adressa aux civils qui n'avaient appartenu ni à la Garde nationale ni aux formations de réserve. L'appel fut très général, mais on reçut des propositions comme celle-ci, faite par une « autorité du Texas » pour un vieil homme, « proche de la sénilité, que sa femme doit mettre au lit chaque soir parce qu'il a légèrement bu, vétéran de la guerre d'Espagne [1898] ! Si l'armée peut trouver à l'employer. » Heureusement que toutes les candidatures n'étaient pas pareilles !

Le recrutement féminin donna 100.000 *women army corps*.

Ajoutons deux points sur les questions de personnel. Il y eut à régler 47.000 cas criminels, dont 20 % sur les personnes et 80 % sur les propriétés. Sur l'effectif total mobilisé, cela ne représente pas une forte proportion.

Somervell aurait voulu rendre obligatoire pour chaque homme une assurance sur la vie de 10.000 dollars. Le gouvernement ne voulut pas lui donner de caractère obligatoire.

Pour les questions de matériel, une revue rapide nous montre : les plans de mobilisation industrielle, le contrôle des matières premières, la vérification des allocations de matières pour ne rien donner à priori, l'établissement des programmes de fabrication, les recherches et acquisitions de ressources nouvelles : alimentaires, pétrolières, caoutchoutières, contrôle de la main-d'œuvre pour éviter les grèves, contrôle des prix pour empêcher une hausse abusive du coût de la vie.

Les Munitions

Le service de l'*Ordnance* est dans l'armée américaine chargé du rassemblement du matériel de combat et de sa mise à la disposition des troupes au front. C'est dire qu'il dépend de l'*Army Service Forces* (1) du général Sommerwell. C'est dire l'importance de ce service, la nécessité dans laquelle il se trouve d'être en liaison constante avec les utilisateurs du matériel qu'il procure. Aussi bien, à la fabrication et à la livraison du matériel s'ajoute l'instruction du personnel chargé de le réceptionner, de le délivrer et de le réparer.

Nous voyons, en lisant ce livre, que le chef de l'*Ordnance* a, sous ses ordres, des formations d'armuriers, de mécaniciens, d'ouvriers en bois, des soudeurs, des réparateurs de canons, etc. Beaucoup de ces spécialistes sont dressés dans des écoles mises sur pied par les soins du service, en partant des premiers petits arsenaux que possédaient les États-Unis au début de la guerre.

Cela explique le développement du service, marqué par l'accroissement des effectifs employés :

en 1940, il comprend 334 officiers et 3.950 hommes,

en 1944, il comprend 24.000 officiers et 325.000 hommes.

Il est vrai qu'en même temps qu'il ravitaille les unités américaines, il donne du matériel (ou il vend), au titre de la loi du prêt-bail, à quarante-trois nations différentes.

Nous ne pouvons pas nous étendre longuement sur ce livre, encore qu'il donne de nombreux renseignements sur les méthodes de travail des Américains : dispositions prises pour faciliter l'instruction du personnel, moules en plastique destinés à montrer le fonctionnement des divers matériels, journal mensuel tiré à 25.000 exemplaires pour répandre la bonne parole technique, etc. Entraînement et exercices pour que les hommes du service exposés éventuellement à stationner sur la ligne de feu ne soient pas surpris et puissent dépanner leurs camarades des unités combattantes.

Une revue des différents matériels employés laisse rêveur quand on voit l'énumération depuis le canon de 3 pouces (75 m/m) portant à 15 kilomètres jusqu'à celui de 14 pouces (355 m/m) portant à 40 kilomètres et pesant 1.400 tonnes, sans oublier le mortier de 914 m/m, non utilisé par suite du trop fort recul, qui n'était pas encore corrigé à la fin des hostilités (2).

(1) C. Mc L. Green, H. C. Thomson et P. C. Roots, *The Ordnance Department : Planning munitions for War*, Washington, 1955, 175 × 250, xvii-542 p., cartes et photos.

(2) Il est assez amusant de voir une femme à la tête de l'équipe chargée de présenter la vie et le fonctionnement du ravitaillement en munitions de l'armée américaine. C'est une nouvelle conquête du féminisme qui ne doit pas nous surprendre dans une armée qui fit appel pendant la guerre à un important contingent féminin dans différentes parties de l'organisation militaire.

La Stratégie

Nous avons eu l'occasion, dans le numéro de juillet 1952 de cette *Revue*, de rendre compte de l'ouvrage de cette collection américaine sur la deuxième guerre mondiale consacré à l'étude de la période d'avant-guerre. Un volume lui fait suite qui traite de la stratégie des Etats-Unis entre la défaite française et le débarquement en Afrique du Nord ; il contient l'aventure de Pearl-Harbour, la décision d'entrée en guerre contre l'Allemagne et l'Italie, les discussions sur les plans d'opérations avec les Anglais (1).

Il faut d'abord parler des hommes et d'abord du président Roosevelt. Certes, nous avons déjà eu souvent l'occasion de lire des ouvrages sur cet homme d'État ; il est intéressant de connaître le point de vue des militaires qui exécutèrent ses ordres — il est le chef suprême de l'armée. Il fallut faire son instruction stratégique ; ce n'était pas toujours facile. Le commandement se trouva souvent en présence d'ordres plus politiques que militaires et dont l'exécution se révélerait plus ou moins difficile. Le deuxième personnage important est le général Marshall, chef d'état-major de l'armée ; l'amiral King, le chef d'état-major de la marine, est le troisième. Avec eux ou sous eux se trouvent le *J. C. S.*, réunion des trois chefs d'état-major, air, mer et terre, puis les *planning Committee*, sections chargées d'établir les plans d'opérations soumis pour décision au Président. Ces décisions, prises dans l'intérêt du pays, permettent souvent à Roosevelt de jouer le rôle d'arbitre entre ses subordonnés.

Il n'en est pas de même dès qu'il s'agit de discuter avec les Britanniques. Il n'est plus l'arbitre, mais le diplomate qui a fort à faire en discutant avec le Premier Churchill.

Une des questions qui pesa lourdement dans les discussions fut celle du Pacifique. Les Américains étaient préoccupés par la crainte d'une action japonaise sur les côtes ouest de leur pays. Les Anglais craignaient que des victoires nippones dans le Sud-Ouest Pacifique n'aient de redoutables conséquences sur la longévité du *Commonwealth*. A cette dualité d'opinions s'ajoutent les difficultés de transport, la pauvreté des moyens qui gênent le commandement. Les deux flottes les plus importantes du monde ne pourront, à certains moments, faire face à toutes les missions qui leur sont assignées. Il faudra choisir.

Certes, l'évolution des politiques, les progrès des opérations amenèrent des variations dans l'optique du commandement sur l'importance des différents théâtres d'opérations. On pourrait dire que les Anglais et le commandement terrestre américain sont pour une action déterminante contre les Allemands, tandis que les marins américains songent surtout à la guerre contre les Japonais ; mais, pour eux, le principal théâtre maritime est dans le Nord Pacifique, tandis que pour les Anglais, quand ils envisagent les questions navales, c'est le sud-ouest du grand océan, les îles de la Sonde, la protection de la Birmanie ou des Indes.

Cette pluralité d'objectifs aboutira, au cours de toute cette période, à des hésitations, à des dispersions d'efforts. Un exemple numérique l'indique : à la fin de 1942, sur 1.065.000 hommes envoyés au delà des mers, il y en a 36 % sur les fronts antigermaniques ; sur les 5.626 avions en ligne, il n'y en a que 34 % en Europe ou en Afrique.

(1) Maurice Matloff et Edwin M. Snell, *United States Army in World War II. The War Department : Strategic Planning for Coalition Warfare, 1941-1942*, Washington, 1953, 175 × 250, xvi-454 p., cartes et photos.

L'été 1940 marque une première évolution dans la conception américaine. Bien qu'affaiblis, les Britanniques paraissent pouvoir utiliser à plein les ressources américaines ; d'autre part, l'Angleterre apparaît comme l'avant-garde dans la lutte contre le nazisme. Avant même l'entrée en guerre de la grande république, des échanges d'officiers généraux eurent lieu entre Londres et Washington, pour discuter les problèmes de *grande stratégie* (il nous semble que le terme de *stratégie mondiale* conviendrait mieux).

Les premières propositions anglaises précisent que le principal théâtre d'opérations est en Europe, contre les Allemands. L'action en Afrique du Nord, demandée et obtenue par Churchill, ne plaît pas aux Américains. Ils se soumettent, mais ils signalent qu'avant même le déploiement de cette action, le Premier anglais s'aperçut, mais trop tard, que la campagne d'Afrique du Nord demanderait une grande quantité de moyens, marins, terrestres et aériens, ce qui obligerait à remettre à une autre année, soit en 1943 au plus tôt, l'ouverture du second front promis aux Russes. Or la politique anglo-saxonne a veillé à maintenir l'Union des Républiques Soviétiques et Socialistes dans la guerre. L'abandon de la promesse n'aura-t-il pas de graves conséquences ?

Les Américains estiment que la campagne d'Afrique fut longue et coûteuse. Il est permis de se demander si cela ne tient pas aux conditions d'engagement. Ils n'avaient envisagé qu'un débarquement sur la côte Atlantique, autour de Casablanca. Les Anglais demandaient surtout des actions sur les côtes méditerranéennes. Il fallait que, vingt-six jours au plus tard et, si possible, quatorze jours après le passage dans le détroit de Gibraltar, les Alliés tiennent les principaux points stratégiques de Tunisie. On sait que, faute de moyens, cela ne fut pas réalisé et qu'il en résulta la longue et coûteuse campagne de Tunisie. Il semble que cela soit dû surtout au manque de moyens maritimes et aériens et à la crainte américaine de voir surgir, sur le flanc gauche de l'expédition, une contre-attaque venue de Sardaigne ou de Sicile.

En fait, et c'est la conclusion que l'on peut tirer de ce livre : malgré l'énorme effort accompli par les Américains, malgré l'activité intellectuelle des états-majors de Washington, les États-Unis et la Grande-Bretagne n'étaient pas prêts à mener une guerre de grande stratégie. Il leur faudra encore deux ans pour triompher de l'Allemagne et du Japon.

La Logistique

L'histoire officielle américaine sur la deuxième guerre mondiale doit comporter deux volumes sur les problèmes du *Logistical support of the armies.* Il ne faut pas se laisser surprendre par le terme de *logistique.* Il ne correspond guère au sens que lui donnaient nos écrivains militaires du XVIII^e siècle. En fait, il s'agit, d'une part, de l'étude des préparatifs faits en Grande-Bretagne au cours des années précédant le débarquement de Normandie et, d'autre part, du fonctionnement des services et des lignes de communications lors de l'avance, jusqu'au mois de septembre 1944. Le chef de l'équipe d'historiens déclare : nous examinons le ravitaillement des armées en campagne et le mouvement des troupes vers la zone de combat en dehors des opérations (1).

De ce fait, nous trouvons une certaine correspondance entre l'ouvrage

(1) *United States Army in World War II. The European Theater of Operations : Logistical support of the Armies.* Vol. I : *Mai 1941-septembre 1944*, par R. G. RUPPENTHAL, Washington, 1953, XVII-616 p., cartes et photos.

qui en traite et celui consacré au *Service of Supply*, dont nous avons parlé plus haut.

Le sujet est intéressant et important. Il montre à nouveau comment la prépondérance des services tend à industrialiser la guerre, à faire de celle-ci non plus un art, mais une science.

Dès qu'en mars 1941 le président Roosevelt eut définitivement réalisé que la grande république allait entrer en guerre, des dispositions furent prises pour la préparation matérielle du conflit. Ce volume traite des préparatifs en Grande-Bretagne, puis de la mise en exploitation de ces moyens pour le débarquement et l'invasion de l'Europe.

Les premières conversations, à titre officieux, avaient commencé dès le mois de janvier 1941 par l'envoi d'observateurs à Londres. Ce premier contact entre états-majors américains et anglais devait amener la formation du grand état-major allié. Les observateurs devaient étudier les plans et coordonner, avant même l'entrée en guerre, l'action commune.

Six semaines après l'agression de Pearl Harbor, l'envoi de troupes américaines en Irlande du Nord fut réalisé, suivi par d'autres contingents en Écosse et en Angleterre. Les Iles Britanniques devaient donner l'emplacement de tous les dépôts et de tous les services de l'arrière : hôpitaux, matériels aéronautiques, munitions, chars, etc. Plus de la moitié du volume est consacré à cette préparation.

Quelques chiffres indiquent la grandeur de l'opération et les nécessités qui y correspondent. On envisageait d'avoir une armée de : 1.042.000 hommes, dont 240.000 pour l'aviation, soit 23 % ; 525.000 pour l'armée, soit 50 % ; 277.000 pour les services, soit 27 %.

En mai 1944, au moment où va se déclencher l'offensive, avaient été envoyés : 1.526.000 hommes, dont 426.000 pour l'aviation, soit 27 % ; 640.000 pour l'armée, soit 42 % ; 459.000 pour les services, soit 30 %.

On remarquera que l'armée de terre a perdu sa majorité proportionnelle au profit de l'aviation et des services.

Pour amener toutes ces forces, les transports maritimes avaient nécessité l'emploi total de 17.047.600 tonnes de fret au mois de juillet 1944. Plus de 6.000.000 de tonnes de marchandises diverses avaient été transportées. On se rend compte de la valeur de l'effort accompli, malgré l'action des sous-marins allemands. Il avait fallu stocker tout ce matériel, les emplacements étant déterminés par les besoins au cours de la future bataille : matériels aéronautiques, ferroviaires, du génie, voitures, chars, munitions, etc.

Nous retrouvons toutes les difficultés déjà signalées dans l'ouvrage sur l'*Ordnance* ou sur le *Service of Supply*, accrues du fait que tout le travail se fait en territoire étranger. Il faut cependant remarquer qu'il n'y a nulle plainte contre les autorités britanniques, qui ont accompli tout ce qu'elles pouvaient pour aider leurs alliés.

Les premiers projets d'invasion *Bolero* n'étaient pas à la même échelle que le projet *Overlord*, qui sera réalisé. Sur ces projets européens se greffera le projet d'Afrique du Nord *Torch*, qui a eu des répercussions sur le travail logistique en Angleterre. A chaque modification des plans initiaux, il faudra ajuster les plans antérieurs, disposer de nouvelles bases ou de nouveaux dépôts, construire vite pour recevoir en temps utile les nouveaux envois.

Le lecteur trouvera dans ce livre une étude de la conception et de la réalisation des ports artificiels devant servir au débarquement. Deux furent créés, un fut envisagé à Quiberon. Le commodore anglais Kenneth Edwards avait déjà donné une idée sur ces ports dans son ouvrage sur l'*Opération Neptune*. Il fallait prévoir les moyens de débarquer tout ce dont les troupes auraient besoin pour vivre et pour combattre avant que l'on puisse disposer des ports aménagés sur la côte du débarquement. On estimait nécessaire de prévoir

10.000 tonnes par jour dès le troisième jour et on désirait atteindre plus de 18.000 tonnes après le dix-huitième jour. Cela était établi en fonction d'un débarquement initial de trois divisions. Or, en comprenant les divisions aéroportées, on envoya sept divisions sur le continent.

Ce sont les Anglais qui sont à l'origine de ces ports artificiels comprenant jetées, brise-lames et quais. De nombreuses expériences avaient été faites ; comment construire ces engins, navires coulés ou caissons en ciment, etc.? Il fallait que ces dispositifs, quelle que soit leur nature, soient capables de résister au mauvais temps. Les caissons avaient 60 à 70 mètres de long, 8 à 20 mètres de large. Le plus grand pesait 6.000 tonnes ; il fallait en prévoir le remorquage à travers la Manche. Les quais de déchargement, construits en acier, en éléments de 60 mètres de long et 20 mètres de large, pesaient 1.500 tonnes. Les digues de protection devaient avoir 1.500 mètres de long. Soixante-dix navires étaient prévus pour remorquer tout cet attirail.

La tempête des 19-22 juin devait détruire cet étonnant ouvrage, qui n'avait été utilisé que pendant trois jours. Un très fort vent du nord-est rendit les digues inoccupables ; leurs garnisons durent les évacuer. D'autre part, les chalands, drossés par le vent et les vagues, vinrent se jeter sur les quais et les détruisirent ou les faussèrent. La reconstruction parut impossible. Il fallut se contenter de moyens de fortune et attendre la conquête ou l'aménagement des ports. La prise de Cherbourg, survenue le 27 juin, apparut comme une délivrance. On utilisa de petits ports comme Isigny, l'estuaire de l'Auray, etc.

On se rappelle l'état pitoyable de notre réseau ferré au moment de la libération de la France. Les destructions de ponts avaient sectionné toutes nos lignes, les rendant inutilisables ; les dépôts, gares de triage étaient dans un état lamentable. Au fur et à mesure de leur avance, les Américains, aidés par les cheminots français — dont ils ne parlent pas — remirent les voies ferrées en état. Le 17 août, le premier train de ravitaillement arrivait au Mans et, le 30, c'était Paris-Batignolles qui était desservi.

On construisait en même temps le pipe-line *P*étrole-*O*il-*L*ubrifiants (*Pol*). On s'efforçait de remettre en état quelques routes nationales pour suppléer par un trafic routier intense à l'insuffisance ferroviaire. C'était la fameuse route de la *Balle rouge*, où tout était sacrifié à la circulation des transports américains.

Le deuxième tome complètera la vue du fonctionnement des services américains en Europe. Si on perçoit les insuffisances constatées au cours de la période envisagée, il n'en reste pas moins qu'il y a là un tableau impressionnant d'un magnifique effort.

La Formation de l'armée aérienne

Si les théories de l'ancien général italien Douhet n'ont pas encore triomphé complètement dans le domaine de la *Grande stratégie*, les opérations aériennes ont pris suffisamment d'importance pour que leur préparation retienne l'attention des historiens. Or, l'appoint de l'aviation américaine a été un des grands atouts entre les mains du commandement allié.

L'ouvrage que nous présentons ici (1) montre comment s'est développée l'aviation américaine pendant la guerre 1939-1945. C'est une leçon à méditer que cette expansion d'un moyen de combat qui nous paraît démesurée, et qui pourrait être encore plus fantastique avec les éléments téléguidés, les appareils à réaction, etc.

(1) W. F. Craven et J. L. Cate, *The Army Air Forces in World War II*. Vol. VI : *Men and Planes*, Press of Chicago University, 1955, 175 × 250, lii-808 p.

Tous les problèmes qui sont à la base de la formation d'une forte armée aérienne sont évoqués : fabrication des avions, dressage et entraînement du personnel, constitution des dépôts de matériels et des bases pour l'instruction.

De bonne heure, se souvenant de la guerre de 1914-1918, le commandement américain se rend compte de l'importance du facteur aéronautique ; il lui accorde toute son attention, bien qu'il n'existât pas de ministère spécialisé, mais simplement un sous-secrétaire d'État dépendant du ministère de la Défense, de même que le chef militaire de l'aviation était sous les ordres du chef d'État-Major. Il semble cependant que l'union ait toujours existé entre les deux civils, Stimson et Lovett, et les deux militaires Marshall et Arnold. Il y a là une leçon que certains grands chefs d'autres armées pourraient prendre en exemple.

Bien avant Pearl Harbour, le commandement se préoccupe d'avoir une forte aviation et de se protéger contre toute incursion aérienne, qu'elle vienne de l'est ou de l'ouest.

A ce point de vue, signalons tout de suite que nous ne connaissons pas la crainte que le gouvernement et le commandement américains ont éprouvée que leur espace aérien fût violé. Nous les croyons, au moins en fonction du déroulement de la guerre, hors de jeu. Il n'en a rien été. Si, par rapport aux bombardements sur l'Angleterre et la France, ce qui s'est passé aux Etats-Unis est insignifiant, il ne faut pas le négliger sur le plan moral ou sur le plan des préparatifs. On a redouté l'aviation japonaise. Elle s'est manifestée. Les États-Unis ont été survolés ; un avion japonais, lancé sans doute d'un sous-marin, a jeté des bombes incendiaires sur les forêts du Mont Emily, aux limites de l'Orégon et de la Californie. Mais, surtout, ils ont été soumis à la menace de 16.000 ballons japonais lancés pour jeter sur le territoire des bombes explosives ou incendiaires, des armes bactériologiques ou chimiques, peut-être des espions. On retrouva 150 ballons ; où sont passés les autres? tombés en mer, dans les lacs, déchiquetés dans les forêts. Celui qui tomba le plus loin de la mer fut trouvé à plus de 700 kilomètres de la côte, dans le Montana.

Les moyens de défense furent insuffisants par rapport à ce qui était estimé nécessaire. Mais les besoins des armées en opérations primaient la défense du territoire. Jamais le sol américain ne reçut de canons antiaériens en nombre suffisant. Les stations de radar étaient très éloignées les unes des autres. Par ailleurs, le commandement n'était pas très disposé à utiliser les ballons de protection.

L'arme offensive fut l'objet de toute l'attention des hautes autorités. Le commandement terrestre ne négligea jamais les dotations de l'arme aérienne. Ce fut l'harmonie complète dans le travail commun.

L'aviation américaine profita de l'aide apportée aux aviations anglaise et française avant l'entrée en guerre des États-Unis : « On peut dire que l'expansion initiale de l'industrie américaine aéronautique fut payée par les Anglais et les Français pour le plus grand bénéfice du pays. » Un pareil aveu dispense de tout commentaire !

Les fabrications furent poursuivies à un rythme accéléré. Du 1er juillet 1940 au 31 août 1945 : 299.293 avions furent construits aux États-Unis ; on fabriqua 802.000 moteurs et 807.400 hélices. Ce sont de beaux chiffres. Cette production était cinquante fois plus forte à la fin de la guerre qu'au début, et par rapport aux constructions allemandes elle représente une production triple.

Des efforts furent faits pour réduire les délais de fabrication. A cet égard, il est difficile de donner des éléments de comparaison, car les différents modèles d'avions nécessitaient des temps plus ou moins longs. Il est cependant intéressant de signaler que, selon les modèles, il fallait deux ans entre les premiers plans et la réception des *P.* 51 (chasseurs), et qu'il fallut sept ans et huit mois entre les premiers plans et la réception des *B.* 17 (bombardiers).

Pareil matériel nécessitait un personnel capable et nombreux. D'où la création d'un grand nombre d'écoles militaires, mais on fit aussi appel aux écoles et aux associations civiles pour dégrossir les candidats. Des indemnités étaient accordées en fonction du nombre des élèves instruits.

Le personnel navigant comprit environ le dixième du personnel employé sur les différents terrains. On peut noter que les pilotes représentèrent 76 % des effectifs, les navigateurs 15, les bombardiers 5 et, enfin, les observateurs 3 %.

L'instruction des noirs fut entreprise, mais les tests auxquels ils furent soumis ne permirent pas de les employer comme leur nombre l'aurait fait supposer. Tandis que la population noire de la République s'élève à 10 % de la population totale, 6 % seulement entrèrent dans les effectifs de l'aviation, et un pour mille des mobilisés de couleur devinrent officiers d'aviation.

Ajoutons que vingt-six photographies de différents modèles d'avions nous rappellent ce que nous avons vu dans notre ciel il y a déjà treize ans, depuis les avions à six moteurs avec une puissance de 3.000 CV et un rayonnement de 16.000 kilomètres jusqu'aux petits *Vultee*.

L'Aviation dans le Pacifique

Le cinquième volume de l'histoire des forces aériennes américaines au cours de la campagne du Pacifique est d'une extrême importance : il s'agit des opérations qui devaient aboutir à la capitulation du Japon après les bombardements atomiques sur les villes nippones (1).

A côté des récits de bombardements, il y a dans cet ouvrage de nombreuses indications sur la préparation de la guerre aérienne et sur les difficultés d'organisation des flottes de l'air.

Le problème était compliqué. La surprise de Pearl Harbour avait causé des pertes sérieuses aux porte-avions américains ; la chute des Philippines privait le commandement des aérodromes nécessaires et la partie de la Chine aux ordres de Tchang Kaï Chek était trop éloignée du Japon pour pouvoir, au début des opérations, fournir des terrains d'aviation. Tout était à mettre sur pied. L'ouvrage pose bien la question et montre comment elle a été résolue.

Une fois de plus, on constate que les moyens de guerre modernes ont besoin d'un très grand nombre de servants pour un petit nombre de combattants. Les effectifs aériens sont très inférieurs à ceux des « rampants ».

Quels sont les buts que se fixait le commandement américain?

Dès le début, il veut porter la guerre au Japon. Mais il ne peut être question, sans terrain, sans un nombre suffisamment élevé de porte-avions, de se lancer à travers l'océan pour se porter sur les centres vitaux japonais. Il faut tout d'abord s'assurer la maîtrise de la mer et la maîtrise de l'air. Il sera donc nécessaire d'avoir une aviation de coopération. D'où ces deux impératifs :

a) Créer une force *autonome* (on retrouve toujours le même désir des aviateurs) de grande puissance de choc, de mobilité et de possibilité, mais (ce qui contredit par certains côtés l'idée d'autonomie) plus axée sur une *force opérationnelle sur les océans* que sur une force de bombardement ;

b) Cette force aérienne va opérer sur un théâtre *primitif*, ce qui impose un énorme transport de matériel et doit correspondre à un développement important de bases et de moyens.

(1) Wesley Frank Craven, James Lea Cate, Wilfred J. Paul, Albert F. Simpson, *The Army Air Forces in World War II. The Pacific : Matterhorn to Nagasaki, June 1944 to August 1945*, Chicago, Presses universitaires, 175 × 250, xxxvii-878 p., cartes et photos.

Malheureusement pour les Américains, les distances, les changements dans le commandement provoquent des difficultés, des modifications dans les conceptions, en un mot des retards dans l'exécution des plans. Peut-être d'autres méthodes, plus de continuité de vues auraient-elles permis de finir plus rapidement la guerre?

Il a souvent été fait état des « miracles » réalisés par l'industrie américaine. En voici un exemple : le 10 novembre 1939, le général Arnolds demanda que soit construit un avion quadrimoteur possédant un rayon d'action de 2.000 milles. Il obtint l'autorisation le 2 décembre : c'est un record ; la commande est passée aux usines le 29 janvier 1940. Le premier vol de ce nouvel appareil aura lieu le 7 septembre 1942, près de trois ans plus tard.

Il y eut six armées aériennes sur ce théâtre d'opérations. Le tableau de la force de la Ve armée fin août 1944 nous donne une idée du déploiement des moyens :

quatre groupes de bombardement lourd,
deux groupes de bombardement moyen,
trois groupes de bombardement léger,
six groupes de combat,
quatre groupes de transport,
deux groupes de reconnaissance,
deux groupes de combat de nuit,
une escadrille de réserve.

Le développement des opérations est commandé par la nécessité de créer des bases aériennes de plus en plus rapprochées du Japon, permettant d'aider les troupes terrestres et les flottes qui les appuient à nettoyer tous les archipels du Pacifique occupés par des unités japonaises. Il ne suffit pas de neutraliser ces îles, il faut chasser ou capturer les garnisons japonaises, d'où des combats très sérieux, malgré la faiblesse relative des forces en présence. L'aviation coopère à toutes ces actions. Les Philippines sont le premier objectif important. A la satisfaction d'amour-propre s'ajoute la nécessité stratégique, d'où des actions sur Morotaï, Talands, etc., la conquête de Yap, Truk, des Carolines, Marshall, Mariannes, etc.

Ce n'est qu'une fois ces résultats atteints que sont envisagés les bombardements sur le Japon. On étudie et on projette des attaques sur quatre usines métallurgiques, sur cinq fabriques d'aéroplanes, pour détruire les éléments de la future puissance nippone. Ensuite, les bombardements s'attaqueront à douze zones portuaires et quinze centres urbains importants. Il s'agit de frapper le moral de la nation autant que de détruire du potentiel de guerre. Le bombardement de Tokio est prévu avec douze escadrilles de neuf, dix ou onze avions, portant 30 % de bombes incendiaires. Certains raids donnent d'excellents résultats, d'autres subirent de lourdes pertes. Le premier raid sur Tokio lâcha 277 tonnes de bombes sur la capitale ; lors du bombardement de Nagoya, quatre-vingt-dix-sept avions partirent, cinquante-sept seulement atteignirent leurs objectifs.

Les sorties des avions furent nombreuses, demandant un très sérieux effort aux aviateurs, par suite de la nature « primitive » du théâtre d'opérations. Une armée fit 3.101 sorties en cinquante et un jours, soit une sortie par avion et par jour, ce qui est beaucoup.

Nos lecteurs voient par ce bref aperçu du livre ce qu'il y a à retenir ou à chercher dans ce très important travail. Les photographies sont nombreuses et intéressantes. Par contre, les cartes sont, à mon avis, moins claires. Il est difficile d'y retrouver souvent les noms, auxquels nous sommes peu habitués et dont il est fait mention dans le texte.

Cl.-R. Villate.

LES « MÉMOIRES » DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Les deux premiers tomes des *Mémoires* de de Gaulle (1) forment deux gros volumes de 680 pages et 710 pages, où 583 pages d'un texte aussi clair et aussi dense qu'il se peut se complètent de plus de 700 pages de documents rangés en fin de livre et classés chronologiquement, mais par chapitres du récit (il s'agit pour une part de décrets, d'ordonnances, d'accords internationaux, déjà publiés, ainsi que de déclarations publiques en tout ou partie utilisées par la propagande « gaulliste » pendant la guerre et aussi, pour la plus grande part, de télégrammes, lettres, notes et rapports entièrement inédits, échangés avec les autorités alliées ou avec les responsables de la *France Libre* dans le monde).

Le premier volume, l'*Appel* permet de suivre l'activité de l'auteur avant la guerre — c'est le chapitre intitulé *la Pente* — pendant la guerre et la défaite — *la Chute* — et surtout au cours des deux premières années passées à Londres (de juin 1940 à juin 1942). Le deuxième, l'*Unité* va de mai 1942 à août 1944. Plus que de simples souvenirs à proprement parler, avec les anecdotes, les retours en arrière et les coups de patte distribués à droite et à gauche que le genre comporte — et qu'on ne trouve pas ici —, c'est un véritable rapport d'activité qui est offert à l'opinion publique ; non certes que, à aucun moment, pointe quelque besoin de se justifier ; mais, peut-être pour dissiper le malentendu, qui s'est élevé après la Libération entre une partie des Français et lui-même, de Gaulle ouvre largement le dossier de Gaulle, pour mieux faire connaître les circonstances, et mieux comprendre l'œuvre.

* * *

Quant à l'homme, ce n'est pas le particulier qu'il faut entendre ; on le sent au contraire tout roidi pour ne pas se confier. A peine entr'ouvre-t-il quelque lucarne sur lui-même, qu'il la referme aussitôt ; une demi-page pour décrire sa vie et celle de sa famille à Londres, une page pour le séjour à Alger ; deux lignes pour raconter son départ de Bordeaux ; une phrase pour dire qu'au cours d'un déplacement l'avion a failli capoter. Quant aux sentiments ressentis, ils ne sont que fugitivement exprimés ; amour de la carrière militaire (j'y trouvais « l'intérêt puissant qu'il comporte pour l'esprit et pour le cœur »), émotion ressentie lorsque, le 18 juin, « parlant pour la première fois de sa vie à la radio », il imagina, « non sans vertige, ceux et celles qui étaient à l'écoute » ; nostalgie pour évoquer « la longue série d'événements où une part de l'élite française, condamnant chacun des buts que je serais amené à poursuivre, mais au fond d'elle-même désolée de s'en tenir à l'impuissance, m'accorderait, à travers ses blâmes, le triste hommage de ses remords ».

S'il ne parle pas de lui-même, ce n'est pas au profit de ceux qui l'entourent.

(1) Général de Gaulle, *Mémoires*. T. I : *L'appel*, 1954. Tome II : *L'unité*, 1956, Plon, éditeur.

On peut se demander s'ils ne sont pas pour lui comme des numéros interchangeables, ses *Compagnons de la Libération*, Cassin, M. Schumann, Soustelle, Hackin, Pleven, Diethelm, Dejean, Passy, tellement il est bref sur leur compte. Seul Muselier a droit à une évocation rapide — et c'est pour regretter, « pour lui », qu'il ait cru devoir faire sécession, et Catroux à quelques égards particuliers. Les adversaires de Londres sont simplement passés sous silence, comme le « *cercle Jean-Jaurès* », ou à peine nommés, comme « Maillaud dit Bourdan » ; quant aux Résistants qui travaillèrent avec les Anglais ou les Américains, non seulement ils ne comptent pas, mais on sent que c'est tout juste si leur est épargnée une condamnation formelle avant qu'ils aient été intégrés dans les *F. F. I.* de Kœnig.

Pudeur de juger des personnes encore vivantes? Peut-être, si on rapproche certains silences des fleurs jetées sur les morts, Jean Moulin ou Pierre Brossolette. Mépris de l'homme en général? Plus probable paraît la conviction qu'il s'agissait là de pions sur l'échiquier et que l'important n'est pas de décrire le fou ou la dame, mais la *Partie* et le *Joueur*. Autant de Gaulle est avare de propos sur lui-même, autant il en prodigue sur l'homme public qu'il a été. Son Moi s'étale. Péché d'orgueil? Il est volontiers hautain, tranchant, définitif. Pourtant, avant de s'engager tout seul en juin 1940, il « vérifia s'il n'existait aucune autorité plus qualifiée » que la sienne ; il s'adressa à Weygand, à Noguès, à Puaux, à Catroux ; il s'apprêtait à se rendre au Maroc ; mais il lui fallut bien constater « qu'aucun homme public n'éleva la voix pour condamner l'armistice » ; il était seul et, pourtant, il n'était « rien au départ », il ne possédait « ni crédit ni justification ». Alors il lui apparut que « c'était à lui d'assumer la France, mission claire et terrible ». Il écrit cela tranquillement en 1954, parce que cette mission, il l'a effectivement remplie. Son orgueil est celui des constructeurs de cathédrales, des bâtisseurs d'empires, des capitaines d'industrie quand, se retournant sur eux-mêmes, ils contemplent l'œuvre édifiée (1). Et qu'ils avaient reçu, ou qu'ils s'étaient donné, mission d'élever.

De cette mission, de Gaulle se fait la plus haute idée. « Ce qu'il s'agissait de servir et de sauver, c'était la Nation et l'État. » Toute sa vie, il a pensé que « la France n'est réellement elle-même qu'au premier rang », qu'elle a été créée « pour des succès achevés ou des malheurs exemplaires... qu'elle ne pouvait être la France sans grandeur ». D'ailleurs, « face aux grands périls, le salut n'est que dans la grandeur ». Le sentiment, quasi exclusif, qui l'anime est un patriotisme passionné, presque fanatique (2). Pour lui, la grandeur est certes morale, mais elle ne se sépare pas d'un passé de gloire et de puissance, et elle ne peut se réaliser que dans l'indépendance, grâce aux éléments qui font les États forts : l'armée, l'Empire, les vastes horizons, la solidité des frontières, les vertus du civisme et du sens national.

C'est pourquoi il est indifférent à la politique intérieure, dont le jeu, pourtant, quand il met en cause de grands principes, comme au temps des Jacobins, de l'Affaire Dreyfus ou du Front Populaire, atteint aussi à la grandeur. Il accepte que ses idées sur la création d'un corps cuirassé soient défendues par des champions aussi différents que Paul Reynaud, Philippe Serre, Déat ou le rédacteur en chef de l'*Époque* ; il ira proposer son plan à Léon Blum en 1936, car, pour lui, homme d'Ancien Régime à plus d'un égard, la France du *Front Populaire* est toujours la France. En janvier 1940, il adresse un mémorandum « à quatre-vingts personnalités du gouvernement, du commandement, de la politique », pêle-mêle. Aussi bien, s'il méprise « la chorégraphie d'attitudes et

(1) « L'Orgueil n'est-elle pas la première des Vertus viriles? Celle de l'homme qui agit, et à qui font cortège la fierté, la noblesse, le sens de la grandeur » (Lucien Febvre, dans *Annales*, juillet 1955, p. 376).

(2) « C'est un phénomène du patriotisme », déclare Boegner, qui vient de voir de Gaulle, à Roussy-de-Sales ; cf. *L'Amérique entre en guerre*, p. 269.

de combinaisons, menée par un ballet de figurants professionnels, d'où ne devaient sortir jamais qu'articles, discours, exhibitions de tribune et répartition de places », pense-t-il que le parti communiste n'est qu'une faction comme les autres, avec laquelle il faut faire un bout de chemin lorsque cette faction a choisi que ses membres se battent et meurent pour le salut et la grandeur de la France. Tout en se promettant de la soumettre à l'État

Ce n'est donc pas en partisan de droite que le général de Gaulle porte une sévère condamnation sur la IIIe République ; il condamne davantage la partie de la droite qu'il sait prête à pactiser avec Hitler. Ce qu'il reproche au régime parlementaire, c'est « la confusion politique et les divisions nationales », la « négligence des pouvoirs », la paralysie qu'entraîne un système où « le Président du Conseil est aux prises avec d'innombrables critiques et surenchères, le Parlement ne lui offrant qu'embûches et défections », tandis que « ses ministres sont ses rivaux ». Il ne juge pas le régime d'après ses principes, mais seulement en tant qu'instrument dont la malfaçon est évidente à ses yeux (1).

Cela étant, on comprend bien que, au fond, de Gaulle n'est ni démocrate ni républicain. S'il se réfère à l'exemple de Clemenceau, c'est au « Tigre jusqu'auboutiste » qu'il songe et non au lutteur parlementaire. Il ne parle guère de « la grande Révolution » et de « la défense des droits de l'homme » que dans des réunions de propagande. S'il étudie le nazisme, c'est certes pour en répudier la malfaisance mais plus encore pour en mesurer la redoutable efficience et « le sombre attrait », étant donné « le caractère de Hitler, sa doctrine, son âge, l'impulsion qu'il avait donnée au peuple allemand (2) ». Il semble pourtant avoir évolué pendant cette période ; s'il pense toujours « que le régime antérieur et ses hommes n'ont plus l'autorité ni le prestige nécessaire pour gouverner », il prononce en juin 1942 des déclarations solennelles, que publie la presse de la Résistance, et dont le sens démocratique est incontestable (3) ; il va même jusqu'à proclamer : « C'est une Révolution, la plus grande de son histoire, que la France, trahie par ses élites dirigeantes et privilégiées, a commencé d'accomplir », et il donne à cette Révolution une marque socialisante (4). Il écrit au pape que « les plus déshérités méritent la sollicitude la plus grande » (29 mai 1944). Conviction provoquée par la révélation que la Résistance intérieure française penchant « à gauche », ou évolution personnelle à la lumière de l'expérience? Les *Mémoires* ne nous renseignent pas sur ce point, mais ce n'est pas un des moindres paradoxes de toute cette histoire que de Gaulle, tenant d'un « pouvoir fort » et que n'effrayaient certes pas l'idée et le fait d'un pouvoir personnel, ait été, en France libérée, le restaurateur d'un régime très proche de celui qu'il avait formellement condamné, parce qu'il avait scrupuleusement respecté son engagement « de rendre la parole au peuple français ».

* * *

La première partie du premier tome est consacrée à un exposé de l'activité du

(1) Il se félicite que, faute de parlement, de partis, d'élections, il n'existait pas de jeu politique entre les membres du Comité. « Ma tâche de direction en était simplifiée » (t. II, p. 121).

(2) A Oxford, le 25 novembre 1941, devant les étudiants, il condamne le nazisme, « qui ne reconnaît de droits qu'à la collectivité raciale ou nationale... remet à la dictature le pouvoir exorbitant de définir le bien et le mal, de tuer ou de laisser vivre ».

(3) « Nous voulons que l'idéal séculaire de liberté, d'égalité, de fraternité, soit désormais mis en pratique chez nous. »

(4) « Il faudra que soient réalisées les garanties pratiques qui assureront à chacun la liberté et la dignité dans son travail et dans son existence. » — « L'affaire sociale est la grande affaire pour demain » (*Lettre à Pleven*, 23 septembre 1941).

général de Gaulle avant la guerre et de son action pendant la *campagne de France*. Il évoque dès les premières pages ses idées sur l'armée de métier et la constitution d'un corps spécialisé et cuirassé. Il note que « l'armée était figée dans ses conceptions... les chefs vieillissaient à leur poste, attachés à des événements qui, jadis, avaient fait leur gloire ». Il rappelle la responsabilité prise par Weygand (« Rien n'est à créer, tout existe »), par le général Maurin (« Il n'y a qu'à installer de Gaulle à ma place ») et par Pétain (« La sécurité, c'est la fortification »), dans le rejet de son plan ; il croit que, si le « corps spécialisé » avait été créé, « par la force naturelle des choses », il aurait été porté en avant et qu'il aurait ainsi mis fin, dès son début, à la remilitarisation de la Rhénanie (1).

Vient la guerre ; après avoir raconté avec assez de détails — il aime l'histoire militaire, telle qu'elle est enseignée à Saint-Cyr — les combats auxquels il prit part à la tête de son groupement cuirassé, de Gaulle explique comment il fut appelé auprès de Paul Reynaud, Daladier s'étant opposé une première fois à ce qu'il le fût au lieu de Baudouin. Ce sont les derniers soubresauts et les pathétiques discussions avant l'armistice. Paul Reynaud sait que Pétain, appelé au Gouvernement, sera le paravent de ceux qui veulent l'armistice et répond à de Gaulle, qui lui reproche d'avoir appelé le Maréchal, qu'il aime mieux « le savoir dedans que dehors ». Quant à Weygand, il avoue à de Gaulle, qui lui rend visite le 8 juin, sa conviction que « tout est fini ». Une visite à Churchill le 9 juin est décevante aussi ; « l'union stratégique était rompue ; il avait suffi d'un revers sur le continent pour que la Grande-Bretagne voulût s'absorber dans sa propre défense. »

De Gaulle se prononce pour la lutte à outrance ; il prépare l'évacuation vers l'Afrique du Nord ; il est partisan de faire défendre Paris par de Lattre ; il préconise le remplacement de Weygand par Huntziger qu'il va voir et qui accepte, mais que Reynaud n'ose pas nommer ; il se fait le défenseur de la formule du « *réduit breton* », non qu'il se fasse beaucoup d'illusions sur son efficacité, mais parce que « le gouvernement n'aurait pas, tôt ou tard, d'autre issue que prendre la mer » ; à Londres, il fait sien le projet élaboré par MM. Corbin et J. Monnet d'union franco-britannique, et c'est lui qui souffle à Churchill l'idée de sa retentissante proposition.

Mais rien n'y fait, « chacun des participants ne se comportait plus que comme un homme qui, désormais, s'oriente et joue pour son compte ». Paul Reynaud — le seul homme d'État qui trouve grâce aux yeux de de Gaulle — « ne crut pas devoir prendre sur lui des décisions aussi exorbitantes » (que celles exigées par la situation). Churchill lui-même, appelé une première fois à Briare par Weygand par-dessus la tête du Président du Conseil, fait preuve à Tours, le 13 juin, d'une compréhension inattendue — que de Gaulle lui reprochera — pour une demande d'armistice de la France. De Gaulle a la brusque révélation — son comportement en sera-t-il influencé — « que Churchill est déjà saisi, non peut-être sans une obscure satisfaction, par la perspective terrible et magnifique d'une Angleterre laissée seule dans son île et que lui-même aurait à conduire dans l'effort vers le salut ».

La conclusion de cette première partie, c'est le départ pour Londres avec Spears le 17 juin, et le mot de la fin est la condamnation de deux régimes ; celui qui s'achevait « dans l'anéantissement de l'État, sans nulle mesure et sans nul rapport avec la défense, l'honneur et l'indépendance de la France » ; celui qui s'annonçait : « La vieillesse est un naufrage ; pour que rien ne nous fût

(1) A noter qu'il ne nomme pas, parmi les précurseurs de l'armée blindée, le général Héring qui, pourtant au procès de Riom, répondant à Léon Blum, s'était présenté comme tel, en affirmant qu'il n'avait fait qu'un élève : Von Brauchitsch. Cf. Léon Blum, *La prison, le procès, la correspondance.*

épargné, la vieillesse du maréchal Pétain allait s'identifier avec le naufrage de la France. »

* * *

En juin 1940, la *France Libre* ne représente rien. « Nous n'avions ni organisation, ni troupes, ni cadres, ni armes, ni avions. Nous n'avions point d'administration, de budget, de hiérarchie, de règlement ; nous n'étions que des risque-tout sympathiques et sans avenir. » Malgré la constitution d'un embryon de flotte, d'armée, d'aviation, malgré le ralliement d'une partie de l'empire, cette faiblesse congénitale ne cessera jamais ; pour équiper *Radio-Brazzaville*, il faut demander 150.000 dollars à *France for ever*, aux États-Unis ; en Nouvelle-Calédonie, d'Argenlieu, en novembre 1942, ne dispose pas d'armes pour équiper les volontaires.

La tentation est grande de partir s'installer en territoire français, à Brazzaville ; mais l'établissement de relations régulières avec la France exige le séjour à Londres, et c'est une terrible sujétion que cette obligation de demeurer sur le sol d'une nation amie, mais étrangère, et d'attendre à peu près tout d'elle pour subsister. Conscient de sa pauvreté et de sa faiblesse, de Gaulle, par une sorte de défi superbe, va affirmer une intransigeance absolue quand sont en question les droits, le prestige, « la grandeur », l'avenir de la France. « Je suis trop pauvre pour me courber », dit-il à Churchill. Et il écrit : « C'est en agissant comme champion inflexible de la nation et de l'État qu'il me serait possible de grouper, parmi les Français, les consentements, voire les enthousiasmes, et d'obtenir des étrangers respect et considération... Il me fallait gagner les sommets et n'en descendre jamais plus. »

La nécessité, le haut sentiment de ses devoirs, ses convictions intimes, l'amènent ainsi à édifier une sorte de pouvoir absolu dans le provisoire. Il dirige tout — Leclerc ne doit pas attaquer Mourzouk sans en avoir reçu l'autorisation, J. Moulin doit lui rendre compte directement de sa mission ; il commande les affectations, des navires comme des fonctionnaires. Les membres du *Comité national* sont en titre des ministres ; en fait, si de Gaulle les consulte, parfois par écrit pour les questions les plus importantes — attitude à l'égard de Pétain (1), position à prendre à l'égard de la politique anglaise en Orient — c'est lui seul qui décide et lorsque l'un d'eux, l'amiral Muselier, se rebelle, il est proprement et promptement mis hors de course. Il arrive qu'il se plaigne de cet excès de charges et de responsabilités — « c'était toujours le pauvre moi qui répondait de tout » ; une fois même — et que ce soit une seule fois prouve une fermeté peu ordinaire de caractère — il faillit abandonner, lors du différend qui l'opposa à l'amiral Muselier, soutenu par les Anglais ; « les hommes passent, écrivit-il alors à Pleven, Diethelm et Coulet, la France continue ». Mais cette défaillance ne se renouvela pas, du moins il n'en est pas avoué d'autre. De Gaulle tenait, ancré dans le sentiment « de vivre une aventure exaltante, aux dimensions de la terre » ; « c'est d'ailleurs le sort du chef d'être toujours seul en face des mauvais destins (2). »

(1) En février 1941, la plupart des membres du *Conseil de défense de l'Empire* s'étaient déclarés hostiles à des attaques contre le maréchal Pétain et partisans de se joindre au gouvernement de Vichy, si celui-ci reprenait le combat, « pourvu que le mouvement *France Libre* ne soit pas noyé et ne perde pas son dynamisme pour l'avenir ».

(2) Dans *Au fil de l'épée*, 1932, il écrivait : « Vienne la crise, c'est le chef que l'on suit, qui lève le fardeau de ses propres bras, dussent-ils s'y rompre, et le porte sur ses reins quand même ils en seraient brisés. » Vingt-quatre ans plus tard, il constate : « Mon lot est la solitude » (t. II, p. 321). Faut-il faire le rapprochement avec Ibsen : « L'homme le plus puissant est le plus seul? » (*L'ennemi du Peuple.*)

Et les difficultés ne manquèrent pas avec les Alliés, désireux de conduire la guerre selon leurs propres méthodes et leurs seuls intérêts. C'est avec l'U. R. S. S. qu'elles furent les moins vives, du moins après l'invasion de la Russie par la *Wehrmacht* en juin 1941. A une heure d'intervalle, la radio russe, qui vitupérait « les impérialistes anglais » et « leurs mercenaires gaullistes », prodigua les éloges à Churchill et à de Gaulle. Bogomolov passa, « sans embarras », de Vichy à Londres. De Gaulle déclara « qu'il n'existait entre la France et l'U. R. S. S. aucun sujet de contestation quelconque » et que « l'alliance franco-russe était une nécessité qu'on voyait apparaître à chaque tournant de l'histoire ». Il constitua — malgré quelques réticences soviétiques — l'escadrille *Normandie-Niemen*, qui alla combattre dans le ciel russe ; il pensa un moment envoyer au Caucase une brigade qui se morfondait en Syrie parce que les Anglais se refusaient à l'employer en Libye ; il ne voulut pas s'immiscer dans les querelles de territoires entre Polonais et Russes et fit savoir — en eut-il l'idée? — qu'il verrait volontiers une extension de la Pologne à l'Ouest.

De son côté, l'U. R. S. S. reconnut le *Comité national* comme l'avait fait la Grande-Bretagne (1), et bien avant les États-Unis ; venu à Londres en juin 1942, Molotov affirma que « la Russie n'avait aucune intention d'intervenir dans la politique intérieure française après la guerre ». Cet accord avec l'U. R. S. S. fut d'une importance capitale, car il détermina le ralliement des communistes français à de Gaulle (2) ; d'autre part, celui-ci s'en servit comme d'un contrepoids dans ses relations, souvent envenimées, avec les Anglo-Saxons.

Avec les Américains, la mésentente était, en effet, totale. Renseigné de façon ahurissante par l'amiral Leahy (3) sur l'opinion publique française, ayant tendance — comme d'ailleurs les Travaillistes britanniques — à considérer la *France Libre* comme un mouvement fasciste, le *State Department*, convaincu de l'effacement de la France, entendait ne traiter que « par arrangements épisodiques et locaux ». Or, de Gaulle, désireux de demander « non l'aumône, mais des moyens de combat », voulait « s'entendre avec Washington sur des bases pratiques, mais dans la position debout ». Surtout il exigeait, pour éviter un effritement peut-être irrémédiable de l'Empire, que passent par lui toutes les négociations engagées avec les territoires ralliés. De là, de grosses difficultés en Nouvelle-Calédonie où, « les forces, les dollars et les services secrets » jouant à fond, l'attitude du général Patch obligeait le haut commissaire d'Argenlieu à prendre la brousse ; et plus encore à Saint-Pierre-et-Miquelon, où de Gaulle alla jusqu'à menacer de faire tirer sur les navires américains s'ils approchaient trop près (4). En définitive, les Américains évoluèrent davantage en fonction des démissions successives de Vichy que de l'action de la *France Libre*. Ils concédèrent le *prêt bail* à celle-ci et nommèrent un consul général à Brazzaville, petite amélioration de fait dans la tourmente permanente, avant le paroxysme, suscité par le débarquement en Afrique du Nord en novembre 1942.

Avec les Anglais, les relations étaient réglées par l'accord signé le 7 août 1940. Pourtant de leur côté également — malgré la francophilie incontestable de Eden — se dressaient des difficultés : « méfiance du *Foreign Office*, ambitions des coloniaux, préventions des militaires, intrigues de l'*Intelligence*... Quoique

(1) Pas plus que la Grande-Bretagne, l'U. R. S. S. ne s'engagea à rétablir l'intégrité territoriale de la France.

(2) Il est vrai que des Résistants « de droite » se détournèrent du *Gaullisme* pour cette même raison ; cf. Crusoé, *Vicissitudes d'une victoire.*

(3) « Il existait un groupe qui se qualifiait de « gaulliste ». C'étaient des Français qui se référaient, semble-t-il, à l'ancienne appellation de la France, mais qui n'étaient pas des « de Gaullistes » (*J'étais là*, p. 51).

(4) Cf. Muselier, *De Gaulle contre le gaullisme.* — Héron de Villefosse, *Souvenirs d'un marin de la France Libre.*

sans conviction, les Anglais se conformaient aux directives américaines... Churchill, au fond de lui-même, ne pouvait se résoudre à admettre l'indépendance de la *France Libre*. Les Britanniques avaient d'autant plus tendance à nous absorber que nous compliquions leurs affaires... Il y avait conflit de personnes et tragi-comédie des bureaux ».

D'une part, les Anglais, redoutant de voir la flotte de guerre française participer à la lutte contre eux, ne voulaient pas rompre totalement avec Vichy ; s'ils mirent loyalement de Gaulle au courant des conversations engagées à Madrid entre Sir Samuel Hoare et M. de la Baume pour une atténuation du blocus de la zone sud — atténuation que de Gaulle avait demandée de son côté — il semble qu'ils ne lui dirent pas grand'chose, ni de la « *mission Rougier* » ni de l'échange de correspondance entre Lord Halifax et M. Chevallier. D'autre part, considérant que l'action secrète en Europe occupée — qu'ils entendaient limiter au sabotage et au renseignement — formait un tout, les Anglais voulaient recruter les agents pour leur compte ; ils débauchaient les volontaires de la *France Libre* parvenus en Angleterre — Jean Moulin lui-même fut l'objet de leurs sollicitations. Ils proposaient à de Gaulle de créer en France, comme dans toute l'Europe, *un parti de la Libération*. A quoi de Gaulle répondit, de Brazzaville : « Je ne comprends pas ce que pourrait être ce parti créé sur une initiative étrangère : le *parti de la Libération*, c'est la *France Libre*. »

Adoptant comme ligne de défense que « notre grandeur et notre force consistent uniquement dans l'intransigeance en ce qui concerne les droits de la France », affirmant tranquillement qu'il parlait « au nom de la France », de Gaulle tint tête aux prétentions britanniques. Non sans peine : « C'était une grande épreuve de résister à la machine britannique quand elle se mettait en mouvement pour imposer quelque chose... car, pour la Grande-Bretagne, il n'y avait jamais de cause qui fût entendue. » Et de Gaulle décrit de façon vivante — c'est le seul passage humoristique de l'ouvrage, avec un portrait de Molotov et quelques anecdotes sur Churchill — l'ensemble de procédés, allusions, demandes, exigences, pressions, objurgations, plaintes, promesses, colères, froid glacial, enveloppements, auxquels il était soumis. On aurait tort de penser trouver dans ces évocations quelque relent d'anglophobie : on y découvrirait plutôt de l'admiration pour la haute valeur des hommes politiques et des fonctionnaires britanniques, et d'abord pour Churchill, « de plain-pied avec la tâche la plus rude, pourvu qu'elle fût aussi grandiose ».

Mais les orages se succédèrent ; ce fut d'abord l'agression de Mers-el-Kébir, dont l'un des effets fut de restreindre singulièrement le recrutement de la *France Libre*. Puis l'échec de la tentative sur Dakar — avant de l'entreprendre, il fallut disputer aux Anglais l'utilisation anticipée de l'or entreposé à Bammako ; l'échec de Dakar eut de graves conséquences ; peut-être les Anglais crurent-ils qu'il résultait en partie de fuites du côté de la *France Libre ;* probablement aussi furent-ils amenés à estimer que l'attraction exercée par de Gaulle sur les Français était limitée ; en tout cas, c'est certainement après l'échec de Dakar qu'ils décidèrent de ne pas mettre le chef de la *France Libre* au courant de tous leurs projets et de ne pas l'y associer obligatoirement, même lorsque les objectifs concernaient des territoires de l'Empire français.

C'est ainsi qu'ils poursuivirent avec mollesse le blocus de Djibouti — si bien que de Gaulle les soupçonna de vouloir inclure l'Éthiopie dans leur zone d'influence et, surtout, qu'ils tentèrent d'évincer la France des États du Levant. Il semble que l'opération sur la Syrie ait été la grande pensée gaulliste de l'été 1941 ; sur la foi de renseignements fournis par le colonel Collet, et transmis par Catroux, de Gaulle crut un moment à une promenade militaire. Les plans les plus vastes furent alors conçus, de Larminat laissant espérer une action en Afrique Occidentale française, tandis que Luizet était chargé de monter un

mouvement en Afrique du Nord et que, pour la dernière fois, des offres de dissidence étaient adressées à Weygand. Il fallut déchanter.

Peu désireux d'accéder à la demande française d'occuper la Syrie, dont de Gaulle revendique hautement la responsabilité — il y avait 30.000 hommes à rallier — le général Wilson la fit sienne lorsque le général Dentz laissa se poser des avions qui ravitaillaient les rebelles irakiens ; mais, s'il engagea d'abord des troupes, insuffisantes, il prit ensuite la direction des opérations, au point de signer à Saint-Jean d'Acre des accords, mettant fin aux combats, que de Gaulle considéra comme une remise pure et simple des *États du Levant* aux Britanniques, et dans lesquels il voyait un funeste précédent pour une exclusion de la *France Libre* au cours d'ultérieures opérations en Afrique du Nord, voire sur le sol métropolitain.

On alla tout près d'une rupture, de Gaulle menaçant de soustraire les troupes de la *France Libre* au commandement britannique. Si un « accord interprétatif » put être conclu, dans la rédaction duquel se manifesta la souplesse de Catroux — que de Gaulle estimait trop enclin aux concessions, mais qui compléta heureusement l'altière fermeté du chef des *Français Libres* (1) — les intrigues des agents et des militaires britanniques n'en continuèrent pas moins et, à deux reprises au moins, les Alliés furent sur le point d'en venir aux mains. C'est à cette occasion que de Gaulle rompit avec Spears, son compagnon des mauvais jours de juin 1940.

« Comme aucune chose en Orient n'est jamais définitive pour les Anglais » — version nouvelle de la « perfide Albion » — un matin de mai 1942, de Gaulle apprit, par un coup de téléphone d'une agence de presse, le débarquement britannique à Diégo-Suarez, sans qu'il ait été ni prévenu ni consulté, au moment même où la solidarité britannique allait s'affirmer de façon éclatante sur les champs de bataille de Libye, à Bir-Hakeim !

Avoir surmonté tant d'épreuves n'a pas affaibli la clairvoyance méfiante de de Gaulle ; il prévoit : c'est en France que se livreront les grands chocs, mais c'est « du comportement de ses Alliés que dépendraient son rang dans le monde, son unité nationale, son intégrité impériale ». Et tous n'étaient pas disposés à les lui laisser ! Pour les préserver, il importait que la *France Combattante* puisse rassembler, sous sa bannière, la France métropolitaine.

Ces divergences, le tome II des *Mémoires* permet de les comprendre, car la doctrine politique du général de Gaulle s'y précise. Certes, il promet de rétablir la République, mais il condamne l'impuissance à laquelle, selon lui, elle était vouée. A-t-il été grisé par les acclamations populaires des foules d'Afrique et de France? Il semble accorder beaucoup d'importance à l'approbation des masses, « puissant levier pour lever le fardeau... ». Il suffit, écrit-il, « que la masse et moi nous nous trouvions ensemble pour que notre unité l'emportât sur tout le reste » et il termine son livre sur cette phrase : « Le peuple et le guide, s'aidant l'un et l'autre, commencent l'étape du salut. » A la différence des régimes fascistes, il ne conçoit pas de parti unique et le fait qu'il ne donne pas de place privilégiée aux notables le différencie de Vichy. Mais, entre le peuple et lui, il ne conçoit guère que des médiateurs puissent s'interférer, sous la forme des anciens partis ou sous celle plus neuve de mouvements désireux de lui reconnaître une investiture plus ou moins illusoire. Or, la Résistance était soit portée à restaurer l'essentiel de la IIIe République, soit orientée vers une sorte de révolution permanente, soit encore, plus simplement, désireuse de continuer à jouer un rôle particulier dans l'État, qu'elle n'identifiait pas toujours avec la personne du Général.

(1) Cf. général Catroux, *Dans la bataille de la Méditerranée.*

* * *

Quoi qu'il en soit, c'est l'appui de la Résistance intérieure, dont il ne cessa de se prévaloir à juste titre, qui lui permit de triompher de l'incompréhensible obstination de l'hostilité de Roosevelt à son égard. Elle ne s'atténua qu'après l'entrée de Leclerc à Paris ; le général de Gaulle pense que la raison véritable doit en être cherchée dans les vastes desseins du président des États-Unis, dont le plan d'une entente durable avec l'U. R. S. S. supposait une redistribution de la puissance en Europe. La création du *Conseil national de la Résistance*, la convocation de l'*Assemblée Consultative* à Alger, le ralliement de personnalités comme Mandel, Blum, Herriot et Louis Marin, apportèrent autant de preuves que toutes les tendances de l'opinion française, traditionnelles ou clandestines, se groupaient derrière le chef de la France combattante.

Dans cette querelle, renaissante aussitôt qu'elle était provisoirement apaisée, de Gaulle fut à peu près constamment abandonné par Churchill ; mais l'amitié de Eden et la compréhension de Eisenhower, capable de reconnaître ses erreurs, mirent du baume sur bien des blessures. En contre-partie, l'appui de l'U. R. S. S. ne fut pas ménagé, au point qu'il fallut lui sacrifier la Pologne, et, comme il entraînait sur le plan intérieur l'adhésion des communistes et leur participation au gouvernement, il n'est pas sûr que les *Mémoires* ne fassent pas preuve à ce propos d'une certaine gêne.

Le moment le plus dur de la lutte fut le soutien total accordé par l'Amérique au général Giraud. Sur ce point, le récit du général de Gaulle n'apporte pas grand'chose de nouveau à ceux de J. Soustelle (1) et du général Catroux (2). Du moins élève-t-il le débat. Évitant toute attaque personnelle, il reproche à Giraud d'avoir voulu maintenir un *vichysme* périmé et condamné, d'avoir accepté de recevoir ses pouvoirs de l'étranger, fût-il allié, et de démontrer par tous ses actes « qu'il n'était pas fait pour diriger le pays en guerre ».

Cette opposition et le souci de ménager la Résistance intérieure expliquent sans doute la rigueur des jugements portés sur Vichy, qu'atténue seulement l'ouverture d'une étroite possibilité de pardon. « Vichy, c'est Hitler. » Le sabordage de la flotte est « le suicide le plus lamentable et le plus stérile qu'on puisse imaginer ». Pour justifier la présence de Darlan à Alger et son revirement, « on alléguera un télégramme dont nul jamais ne publiera le texte ». Quant à Pétain, on ne saurait parler de la légitimité de son pouvoir, « en raison du fait qu'il a accepté l'asservissement de la France, pratiqué la collaboration officielle avec l'envahisseur, ordonné de combattre les soldats français, sans laisser, un seul jour, tirer sur les Allemands ».

Par contre, à l'été 1944, la *France combattante* avait mis en campagne une armée de 230.000 hommes, 300.000 tonnes de navires de guerre montés par 50.000 marins, 500 avions de ligne et 30.000 aviateurs, à quoi s'ajoutaient déjà 150.000 hommes de « troupes de souveraineté » et allaient s'ajouter toutes les *Forces Françaises de l'Intérieur*, plus ou moins réellement coordonnées et encadrées. Le but était atteint, qui était « de regrouper la France dans la guerre, de lui épargner la subversion et de lui remettre un destin qui ne dépende pas d'elle-même (3).

(1) J. Soustelle, *Envers et contre tout*, t. II.

(2) Général Catroux, *Dans la bataille de la Méditerranée.*

(3) A noter quelques erreurs de détail : la décision de créer le *C. N. R.*, datée de novembre 1942, alors qu'il s'agit seulement à cette date d'unifier les mouvements de zone sud ; A. Philip promu « chef de *Libération* » ; des notes de Léon Blum et de Jeanneney datées d'octobre 1942, alors qu'elles sont vraisemblablement postérieures d'un an ; Vanhecke qualifié de gaulliste, alors qu'il était un des « Cinq » du mouvement « giraudiste » à Alger, etc...

* * *

Cette déclaration pertinente faite, on est surpris du peu de place que de Gaulle accorde dans son livre à la Résistance intérieure ; une trentaine de pages sur 1300 ; quelques documents sur des centaines. Autant de place — donc autant d'attention? — est accordée à l'extension des *Comités de la France Libre* dans le monde qu'à l'effort clandestin des Résistants. Les lacunes ne surprennent pas moins ; quelques lignes seulement sont consacrées à la mission d'Emmanuel d'Astier aux États-Unis en juin 1942 ; des noms comme Boyer — ne sont pas cités (1) ; parfois se glissent des erreurs, Monnier pour Mounier (qui appartenait d'ailleurs à un réseau de l'*I. S.* organisé à partir de Malte) ; le mouvement *Combat* est distinct de *Libération nationale*, qui fut son premier nom, il n'est fait état du « *Front national* » qu'au moment de la Libération de Paris.

Est-ce désir de ne pas revenir sur les exposés détaillés déjà publiés par Passy (2) et par Soustelle (3)? C'est un fait que, à l'été de 1942, la Résistance n'est pas encore entièrement encadrée par le *B. C. R. A.* et dirigée par de Gaulle. Les réseaux britanniques sont encore les plus puissants, les seuls à peu près convenablement équipés et payés ; l'œuvre de Moulin, de coordination sous la houlette de Londres, n'a pas encore porté beaucoup de fruits et les chefs des mouvements ruent dans les brancards. En fait, si la popularité de de Gaulle est immense, grâce à la radio, si le désir d'un nombre de plus en plus élevé de Français est de reprendre le combat à la façon qui passera à leur portée, c'est un fait que la Résistance a commencé à s'organiser en dehors d'une obédience strictement gaulliste.

On ne peut pas dire que de Gaulle ne comprend pas la Résistance intérieure. Il exprime excellemment ce qui l'anime : « goût du risque et de l'aventure poussé jusqu'à l'amour de l'art, mépris pour les veules et pour les indifférents, fierté nationale aiguisée jusqu'à l'extrême par le malheur de la patrie ». Il rend hommage aux réseaux, aux maquis, aux sacrifices des Résistants. Mais peut-être la pressent-il plus qu'il ne la connaît? Il affirme que les militaires ont été les premiers à résister et il déplore que leur esprit de discipline dévoyé par Vichy leur ait interdit de fournir aux mouvements les cadres qui leur faisaient défaut. C'est que, pour lui, la Résistance doit être une armée de l'intérieur, il la conçoit groupant toutes les tendances de l'opinion, y compris les Communistes (« le Communisme passera, la France restera ») ; mais il la conçoit dirigée, disciplinée, aux ordres. Or, la Résistance intérieure mène un combat aux modes changeants, adaptés à une réalité elle-même mouvante, qui supportent mal de se glisser dans des moules tout faits. Il manque à ces *Mémoires* un tableau plus nourri de la vie des clandestins, de leurs tâtonnements, de leur groupement autour de journaux (très peu sont cités), de leur lutte contre la propagande adverse, de leurs peurs, de leur vie traquée, de leur mort sans éclat, mais non sans douleurs ni grandeur.

La Résistance intérieure se groupera tout entière derrière de Gaulle à partir de 1943. Mais, comme elle est composée essentiellement de rebelles, d'hommes qui ont rompu avec les règles de la vie ordinaire, et qui façonnent à leur image leurs raisons d'espérer, il semble bien que le demi-silence de de Gaulle à leur égard implique un malentendu fondamental, entre la Révolution auquel les premiers aspirent et l'ordre qui s'impose comme une néces-

(1) Rien non plus sur des mouvements entièrement décimés, comme le *Musée de l'homme*, *Pantagruel*, *l'Armée des Volontaires*, *Valmy*.

(2) *Mémoires*, trois tomes parus (Solar et Plon).

(3) *Envers et contre tout*, deux tomes (Robert Laffont).

sité impérieuse au second, malentendu qui, heureusement, ne sera jamais tragique et qui ne prendra toute son ampleur qu'une fois la Libération achevée (1).

* * *

Il faudrait dire le grand intérêt des documents qui n'ont pas trouvé place dans cette analyse : lettres de Leclerc où se peint le caractère loyal d'un soldat étranger à la politique et qui ne veut que se battre ; dépêches de Luizet, attaché militaire à Tanger, rallié secrètement à de Gaulle, qui font état, dès fin 1940, des intentions du comte de Paris qui se révéleront au grand jour après l'assassinat de Darlan ; notes d'Escarra sur le gouvernement de Tchiang-Kaï-Chek ; rapport de Sicé sur les dirigeants de l'Union Sud-Africaine ; télégramme de R. Pleven sur l'évolution de l'opinion américaine, de A. Tixier sur le problème posé par les Antilles, compte rendu du général d'Astier sur sa mission à Alger, notes rédigées après des conversations avec Roosevelt, Churchill, Giraud, Eden, nombreux documents diplomatiques, etc.

Mais il importe de souligner en terminant la beauté d'un style, qui est d'un puriste. Tout pétri de culture classique, de Gaulle est un grand écrivain, et il est difficile de ne pas évoquer César devant une conjugaison aussi heureuse de l'art militaire, de l'art politique et de l'art d'écrire. Portraits à grandes lignes qui cernent le caractère : « Dans sa thébaïde de Vincennes, le général Gamelin me fit l'effet d'un savant, combinant en laboratoire les réactions de sa stratégie »... « Weygand était par nature un brillant second ; prendre l'action à son compte, n'y vouloir de marque que la sienne, affronter seul le destin, passion âpre et exclusive, qui caractérise le chef, Weygand n'y était ni porté, ni préparé. » Quant à Pétain, « trop fier pour l'intrigue, trop fort pour la médiocrité, trop ambitieux pour être arriviste, il nourrissait en sa solitude une passion de dominer, longuement durcie par la conscience de sa propre valeur, les traverses rencontrées, le mépris qu'il avait des autres ». — Maxime à la Tocqueville : « Les États-Unis apportent aux grandes affaires des sentiments élémentaires et une politique compliquée. » — Oraison funèbre : « Jean Moulin mourut pour la France, comme tant de bons soldats qui, sous le soleil ou dans l'ombre, sacrifièrent un long soir vide pour mieux remplir leur matin. » — Citation qui évoque Bonaparte en Égypte : « Général Kœnig, sachez et dites à vos troupes que toute la France vous regarde et que vous êtes son orgueil. » Pastiches? Non, culture et personnalité.

Un homme d'une rare qualité, un « grand esprit altier et solitaire », une œuvre qui a infléchi le destin de la France et dont nous n'avons pas fini de ressentir les effets ; un livre qui est le miroir fidèle de la grandeur de l'une et de l'autre.

Henri Michel.

(1) Cf. Cl. Bourdet, *La politique intérieure de la Résistance*, dans *Les temps modernes*. — Indomitus, *Nous sommes des Rebelles*. — Alban Vistel, *L'héritage spirituel de la Résistance*.

LA HOLLANDE PENDANT LA GUERRE

Onderdrukking en Verzet. Nederland in oorlogstijd

A l'automne de 1954, le dernier volume de *Onderdrukking en Verzet* fut présenté au Président du Conseil néerlandais, le Dr W. Drees, lui-même un des co-auteurs de cet ouvrage volumineux, commencé en 1947 et terminé sept ans plus tard. L'idée des éditeurs de *Onderdrukking en Verzet* (1) était originellement de créer une sorte de « monument national » de la deuxième guerre mondiale aux Pays-Bas. En réfléchissant sur un « monument national » historique, l'historien ressent d'abord quelques préjugés ; une telle entreprise lui fait penser à cette historiographie officielle des mémoriaux ou livres d'or bien connus. Heureusement, les éditeurs de l'ouvrage présent ont évité les concessions au goût populaire en invitant des auteurs qualifiés à écrire divers chapitres des quatre volumes. La seule concession, disons « populaire », est dans les illustrations abondantes qui sont d'ailleurs en général excellentes et bien choisies.

Le premier volume de *Onderdrukking en Verzet* est surtout consacré à la politique extérieure et intérieure des Pays-Bas avant 1940, à la campagne de mai 1940, à la capitulation et à la démobilisation des forces armées néerlandaises et en dernière partie aux procédés allemands pendant l'occupation. M. C. Smit, auteur de deux compilations sur la politique extérieure néerlandaise, s'occupe de ce même sujet dans l'ouvrage, tandis que J. J. van Bolhuis écrit sur la politique intérieure jusqu'à 1940. Après cette introduction, le général D. A. van Hilten, ancien chef du *Service historique de l'Armée*, raconte comment l'armée néerlandaise se prépara pendant la période de la mobilisation 1939-1940. Il nous rappelle la démission du commandant en chef, le généralissime Reynders, le 5 février 1940. Le général Reynders avait toujours préconisé une première défense sur la ligne Grebbe et sur la ligne Peel-Raam au Brabant septentrional. Après une chute éventuelle de la ligne Grebbe, il voulait se retirer, pour la défense définitive, dans la *Forteresse Hollande*, au centre du pays. D'après ce point de vue du général Reynders, la *ligne Grebbe*, aussi bien que la *Forteresse Hollande* devaient être mises en état de défense. La défense dans le Grebbe donnerait d'ailleurs le temps de préparer la *Forteresse Hollande* contre une attaque de l'ennemi. Le ministre de la Défense, M. Dijxhoorn, ne partagea pas cette opinion. En jugeant qu'il serait impossible, dans les circonstances présentes, de défendre la ligne Grebbe jusqu'au bout, il préféra mettre l'accent tout de suite sur la *Forteresse Hollande*. Le gouvernement faisait aussi des objections contre l'idée du commandant en chef d'une défense acharnée sur la ligne Peel-Raam, à cause de l'étendue de cette ligne et des faibles forces disponibles. Le nouveau commandant en

(1) *Oppression et résistance. Les Pays-Bas en temps de guerre.* Rédaction de Me J. J. van Bolhuis, Dr C. D. J. Brandt, H. M. van Randwijk et feu le prof. B. C. Slotemaker. Arnhem-Amsterdam, Van Loghum Sleterus et J. M. Meulenhoff, s. d. (1947-1954), 4 vol., 704 p., 694 p., 831 p., 832 p., ill., cartes, index.

chef, le généralissime Winkelman, décida que la défense principale serait menée sur la *ligne Grebbe*, qui avait des avantages stratégiques sur la *Forteresse Hollande*, mais il abandonna l'idée d'une résistance acharnée dans le Peel.

Le général baron Van Voorst tot Voorst, ancien commandant de l'armée en campagne, décrit ensuite la guerre de mai 1940, en rappelant aussi dans son récit la marche en avant rapide de l'armée Giraud, qui arriva en Zélande dans l'après-midi du 10 mai, tandis que M. Van Hilten nous présente encore un bref compte-rendu (p. 241-249) des combats des forces franco-néerlandaises en Zélande jusqu'au 19 mai. Pour la marine de guerre, l'amiral Furstner, ancien ministre de la Marine à Londres, décrit brièvement les actions de la marine en mai 1940. Suivent des chapitres sur la capitulation néerlandaise — par l'éminent professeur en droit international J. H. W. Verzijl — et sur l'administration et la juridiction pendant l'occupation.

Très intéressants sont les derniers chapitres du premier volume, consacrés aux méthodes allemandes. Je mentionne surtout un compte rendu de la psychologie allemande, par le Dr A. F. G. van Hoesel, et une description des camps de concentration allemands par le Dr A. J. W. Kaas. M. van Hoesel caractérise l'occupant comme un national-socialiste « dressé dans une école impitoyable de plusieurs années, dont la liberté et l'éthique avaient disparu pour faire place à une obédience aveugle à l'autorité ; dont le sentiment de sa dignité était déterminé par son rang dans l'armée ou dans le parti ; dont le sens moral était remplacé par le principe de l'opportunité : bref, un individu qui n'avait plus d'autorité sur ses propres actions et qui formait un chaînon inerte dans un appareil réglé et presque sans défaut, un individu qui ne reconnaissait que l'État comme premier but ». M. Kaas présente un tableau systématique des camps allemands et de leurs différentes catégories d'habitants.

Le deuxième volume de *Onderdrukking en Verzet* est consacré aux partis politiques pendant la guerre, à la presse et la propagande, à la vie économique, aux finances, à la santé publique, à la résistance des églises, à l'art et aux artistes pendant la guerre, au ravitaillement et aux P. T. T. Je relève ici les chapitres du Dr Drees sur l'histoire de l' « *Union néerlandaise* », ce rassemblement populaire antinational-socialiste, formé en juillet 1940 pour soutenir le moral de la population, mais bientôt dissous par les Allemands, qui ne voulaient d'autre parti que le *N. S. B.* de l'ingénieur Mussert pour « rééduquer » le peuple hollandais.

Dès juillet 1940, le parti socialiste, le parti communiste et le parti révolutionnaire-socialiste étaient dissous par l'occupant. Me Rost van Tonningen, un nazi néerlandais qui avait toute la confiance de ses maîtres à Berlin et des S. S. en particulier, s'occupait désormais de l' « administration » des partis liquidés. En juillet 1941, les autres partis politiques disparurent à leur tour : les partis protestants, le parti catholique et les libéraux. Restaient seulement : le *N. S. B.* de Mussert, le *Front national* de Arnold Meyer (fasciste, mais pas aussi pro-allemand que le *N. S. B.*), deux petits partis annexionnistes sous le nom de *N. S. N. A. P.*, dont l'un fut dirigé par le chevalier de Rappard et l'autre par l'ancien commandant (dans l'armée néerlandaise) Kruyt, et l'*Union néerlandaise*. Bientôt, en 1942, seul le *N. S. B.* fut maintenu par les Allemands. Le nombre des membres de ce parti augmenta de 33.000 en mai 1940, jusqu'à 100.000 — pour la plupart des aventuriers et des opportunistes. Le chef du *N. S. B.* réalisa assez vite que le patriotisme de ses « camarades » risquait de se désintégrer en vanité et en égoïsme. Déjà, dans une note du 26 octobre 1943 à Hitler, Mussert devait constater que le peuple hollandais « était en 1940 riche, prospère et excellemment organisé et soigné d'après des principes démocratiques ». Le commissaire du Reich aux Pays-Bas, Seyss-Inquart, et Himmler méprisaient Mussert, dont les qualités politiques, selon eux, n'égalaient guère que celles d'un *Gauleiter* médiocre. Ils avaient raison.

Ce fut donc surtout le rusé Rost van Tonningen qui fut bien considéré par les Allemands et surtout par Himmler. Rost et Feldmeyer, le commandant des S. S. néerlandais, désiraient une annexion des Pays-Bas par l'Allemagne, tandis que Mussert et le Dr Carp rêvaient d'une *Ligue des peuples germaniques* sous la direction suprême de Hitler. Mussert vécut dans un monde d'irréalités, en désirant un État flamand, comprenant la Hollande, la Belgique flamande et le nord de la France, avec les Indes néerlandaises et le Congo belge ! Cet État aiderait les Allemands et les Italiens à occuper l'Afrique et à coloniser ce continent avec les Indo-Européens des colonies néerlandaises. Rien que des châteaux en Espagne : Mussert ne réussit même pas à obtenir le pouvoir en Hollande. Le 10 décembre 1942, Hitler lui donna le titre pompeux de *Dirigeant du peuple néerlandais*. C'était tout. Son *Secrétariat d'État*, institué le 1er février 1943, n'était pas autre chose qu'une plaisanterie. Et, cependant, la création de ce secrétariat d'État provoqua une telle résistance que trois plénipotentiaires de Mussert, le général Seyffardt, le Dr Reydon et le Dr Posthuma, furent exécutés en quelques jours, par la Résistance. Après 1942, le *N. S. B.* fut éclipsé par le *S. S.* germanique de Feldmeyer, qui préconisait une politique annexionniste farouche.

La controverse entre *S. S.* et *N. S. B.* s'aggrava constamment. Mussert suspendit Rost van Tonningen et Van Geelkerken, mais en vain, parce que les Allemands soutinrent le groupe S. S. Mussert était trop faible pour résister. Quand la guerre se termina, l'ingénieur Mussert n'était plus que l'ombre de la personne vaniteuse et grotesque des années 1940 et 1941.

La résistance des trois grandes Églises néerlandaises est décrite par trois auteurs historiens de ces Églises : le Dr J. G. Stokman, pour l'Église catholique, M. H. C. Touw, pour l'Église réformée, et M. Th. Delleman, pour l'Église calviniste. Particulièrement intéressant est le chapitre sur l'art et les artistes (p. 501-589), dans lequel le Professeur Donkersloot, de l'Université d'Amsterdam, décrit l'histoire de l'art et des artistes pendant l'occupation et les tentatives vaines pour rassembler les artistes dans une *Chambre culturelle*. M. Bot s'occupe de la résistance des artistes et de leurs sacrifices, comme le peintre W. Arondeus et le sculpteur Gerrit Jan van der Veen, un des plus grands résistants néerlandais. Le Professeur Heeroma a rédigé le chapitre sur la presse artistique clandestine, qui publia de petits chefs-d'œuvre bibliophiles clandestins pendant l'occupation : il y eut des éditions fameuses comme *De Bezige Bij* (L'Abeille animée), *Quo Usque Tandem* et d'autres. Plusieurs œuvres françaises parurent dans les séries clandestines ; un des plus beaux, au point de vue typographique, était *Les quatre saisons, Suite de poèmes*, par Charles Cros.

Le troisième volume de *Onderdrukking en Verzet* est dominé par l'histoire mouvementée de la persécution des Juifs néerlandais et des camps de concentration, écrite par un homme qui a vécu tout cela : Me Abel Herzberg, auteur de deux excellents livres sur Bergen-Belsen, dont il a été un des internés. Dans sa *Chronique de la persécution des Juifs* (p. 5-259), qui forme presque un livre entier, M. Herzberg examine d'abord les idées des Nazis sur les Juifs et sur la supériorité des races aryennes, pour ensuite étudier l'évolution de la politique allemande en Hollande, qui se poursuivit en deux étapes : avant et après juillet 1942. La première mesure fut l'exclusion des Juifs des services de protection antiaérienne en juillet 1940, suivie en septembre 1940 par la démission des fonctionnaires juifs. Le 24 octobre 1940, les Églises protestèrent auprès de Seyss-Inquart, mais sans résultat. Les étudiants de Leyde et de Delft proclamèrent une grève de sympathie, avec comme résultat unique la fermeture des deux Universités.

Les mesures antisémites continuèrent. Le 10 janvier 1941, fut décidé un recensement forcé des Juifs. Fin 1941, les Juifs étaient contraints d'avoir un J sur leur carte d'identité. En avril 1941, les cafés et restaurants étaient inter-

dits aux Juifs ; en août 1941, les écoles publiques. Les évacuations des Juifs commencèrent en 1942, tout d'abord à Zaandam, et des camps de travail étaient institués, qui servaient comme des pièges pour rassembler facilement les Juifs néerlandais. Le S. S. possédait son propre camp de travail, nommé *Nouvelle Palestine*, à Ellecom. C'était une école de sadisme. Le 29 avril 1942, les Juifs néerlandais devaient porter l'étoile jaune sur leurs vêtements, six semaines avant la Belgique et la France, par une « faute de régie » du S. D. Willy Lages, un des plus grands bourreaux des Pays-Bas.

Sur le terrain économique, le Dr H. Fischböck, commissaire général des finances, prenait soin que les Juifs fussent exclus entièrement de la vie économique et financière. Le 8 août 1941, tout l'argent juif était dépossédé et versé à la banque « *aryanisée* » de Lippman et Rosenthal à Amsterdam. Fin 1942, les Juifs étaient absolument hors la loi. Bien avant cette date, les rafles des Juifs avaient commencé : la première eut lieu à Amsterdam les 22 et 23 février 1941, la dernière le 11 juin 1941. Dans la nuit du 14 au 15 juillet 1942, à 14 h. 16, le premier train avec 962 Juifs partait d'Amsterdam à Westerbork. Le 15 et 16 juillet de cette année, les premiers transports partaient de Westerbork à Auschwitz, avec respectivement 1.137 et 586 Juifs. Les 16 et 17 juillet, il y eut des rafles énormes à Paris, dans lesquelles 12.844 Juifs étaient arrêtés. Le *Endlösung* du problème juif venait de commencer...

En détail, M. Herzberg décrit la politique du *Conseil juif néerlandais*, très vivement critiqué par les Juifs eux-mêmes pendant la guerre, selon M. Herzberg, institution inévitable qui n'a rien aggravé et rien atténué. Finalement, l'auteur traite des camps de concentration, surtout de Westerbork, mais aussi de Auschwitz, Birkenau, Sobibor, Bergen-Belsen et Theresienstadt. Le tome III contient ensuite les chapitres sur l'éducation, la jeunesse et le sport, la vie sociale et l'illégalité. Je relève un chapitre fort intéressant de Jean H. Weidner sur « Le chemin de la liberté » : les évasions vers les pays libres à travers la Belgique et la France occupée. M. Weidner décrit le travail de l'organisation *Dutch Paris*. Cette organisation exista depuis 1943 jusqu'à la libération de la France et comprenait ± 300 membres, surtout des Belges et des Français d'origine protestante, dirigés par des Hollandais, parmi lesquels se trouvait l'auteur. *Dutch Paris* réussit à transporter environ 1.000 personnes, dont 200 Français et 118 Américains, en Espagne et en Suisse. Le chapitre contient une photo remarquable d'un groupe de Hollandais et de pilotes alliés dans les Hautes-Pyrénées, en janvier 1944, avec le passeur français Charbonnier, plus tard exécuté par les Allemands (p. 736).

Le dernier tome, enfin, continue l'histoire de la clandestinité. On y trouvera aussi quelques chapitres sur « le prix de la liberté » (évacuations, bombardements, etc.), le Gouvernement en exil à Londres, les événements aux colonies néerlandaises et la libération des Pays-Bas. Le Dr J. R. M. van Angeren, ancien ministre, fait une description du séjour du gouvernement néerlandais à Londres, tandis que le comte de Bijlandt, ambassadeur des Pays-Bas, a rédigé le chapitre sur les Pays-Bas et les Alliés. Il y mentionne, entre autres, la fondation de la revue *La France libre*, avec l'appui de cercles néerlandais. Bientôt *La France libre* devenait une des meilleures revues mensuelles à Londres. M. J. W. Beyen, l'actuel ministre néerlandais des Affaires étrangères, y apportait des articles. Le tome IV se termine avec une chronologie des faits les plus importants et avec les tables des matières des quatre tomes.

Une publication de Journaux personnels

A la fin de la guerre, l'Institut d'Amsterdam avait demandé aux citoyens de lui céder des carnets ou des journaux personnels écrits pendant la guerre.

L'intention de cet appel était de pouvoir collectionner une sélection unique de sentiments et d'opinions enregistrées toutes chaudes, base de travail pour les futurs historiens désireux d'écrire l'histoire du climat spirituel et de la vie de l'homme ordinaire pendant les années de guerre. L'appel de l'*Institut national de Documentation de Guerre* eut un grand succès. Plus de 700 journaux se trouvent maintenant en la possession de l'Institut, provenant de toutes les classes et de toutes les couches de la population : ménagères, professeurs, écoliers, paysans, ouvriers, jeunes filles, dactylos, membres de la résistance et membres du S. S. néerlandais.

Mme T. M. Sjenitzer van Leening, collaboratrice de l'Institut, a voué son temps à faire un choix de tous ces journaux, très différents au point de vue du style ou de la qualité, mais tous imprégnés des événements extraordinaires de cette époque de la guerre. Il faut lire cette anthologie (1), qui n'a malheureusement pas d'Introduction par l'auteur, comme un roman, mais alors comme un roman vécu. Tant de choses nous reviennent tout de suite dans la mémoire, après la lecture captivante de ces fragments de journaux du 10 mai 1940 jusqu'à la libération en mai 1945. Tous les aspects de la guerre sont représentés dans ce beau livre. Il y a le journal simple d'un jeune ouvrier rural au 10 mai 1940, jour de l'invasion : « Je continue à semer et je me fiche des hommes. » — Un écolier de dix-huit ans écrit le 16 mai 1940, après la capitulation néerlandaise : « Mon Dieu — je veux être pendant toute ma vie un petit fonctionnaire sur un bureau, pourvu que ce monde redevienne bon pour tous les êtres humains. »

La guerre continuera encore, après ce morceau de journal, pendant cinq longues années. Les journaux en donnent le reflet. En 1941, les Juifs sont chassés d'Amsterdam (2) et un journaliste de quarante-huit ans écrit dans son journal le 23 février 1941 : « C'est le prolétariat juif qui est humilié et rossé de cette façon parce qu'il ne voulait pas laisser faire sans résistance la terreur des filous de Mussert (leader des nazis hollandais). Ce n'est pas une question d'innocence juive ou de culpabilité aryenne, c'est une question d'êtres humains » (p. 71).

D'autre part, il y a les nazis et les collaborateurs, qui eux aussi écrivent leurs journaux, dans la Hollande occupée ou sur le front russe. Par exemple, un chauffeur au service des Allemands en Russie écrit, le 12 juillet 1941 : « Dans un bois près de la frontière russe, nous vivons comme des sauvages, nous « organisons » et nous tirons sur des poules et sur des moutons, nous faisons rôtir sur des feux de camp, mais dans ce bois il y a aussi des tireurs russes. Tout nous laisse indifférent » (p. 110). Il y a un S. S. néerlandais de vingt ans, qui nous communique que « la 1re Compagnie (de la SS Standarte Westland) occupe son temps libre à tuer des Juifs qui avaient mené une guerre de partisans... » (p. 115).

La plupart ressemblent à cette fille, qui se réjouit des lettres sévères des évêques néerlandais contre le national-socialisme : « Une telle lettre donne du courage pour persévérer fidèlement et pour éprouver avec conviction nos principes catholiques. D'une telle façon, nous vivons encore vraiment dans une belle époque. Autrefois, tout était routine et habitude. Quelle grande tâche nous autres jeunes avons encore à remplir » (p. 166).

On pourrait continuer ces citations indéfiniment : des citations tristes et gaies, indifférentes et passionnées, cruelles et sublimes. Mais, en dernier lieu, il

(1) « *Dagbockfragmenten 1940-1945* » (Fragments de journaux 1940-1945), Publication de sources, Série de Divers n° 2 de l'*Institut national de Documentation de Guerre*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1954, in-8°, 638 p.

(2) Cf. B. A. Sijes, *De Februaristaking, 25-26 Februari 1941*, 1954. Compte-rendu dans cette *Revue*, n° 17, p. 101 sqq.

faut mentionner cette page émouvante d'une femme, dont le mari, résistant, vient d'être fusillé : « 24 mai 1943. Mon amour — comment vais-je continuer ton journal, maintenant que tu n'es plus à côté et derrière moi? A onze heures et demie on sonnait et voilà l'auto du *Grüne Polizei* pour te chercher, mon amour. Nous avons fait nos adieux sur le seuil de notre maison. C'était le dernier moment. Je ne t'ai plus vu et je ne te reverrai plus jamais. Le 5 mai, dans le matin, une balle a mis fin à ta vie. »

En lisant les pages d'un journal personnel, une œuvre si intime et si individuelle, on se sent parfois en même temps gêné et fasciné.

Les Fusiliers Marins à Java

Dans son livre sur les opérations des fusiliers marins néerlandais à Java dans la période 1945-1949, le général Dorren (1) a écrit une introduction utile sur la réorganisation, en Angleterre et aux États-Unis, de la *Brigade de fusiliers marins néerlandaise*, qui existait déjà depuis 1665 (2). Ce fut le baron E. J. Lewe van Aduard, capitaine des fusiliers marins, qui, à Londres, pendant les années 1942 et 1943, conçut le projet de faire participer des fusiliers marins néerlandais aux opérations alliées de libération dans le Pacifique. Au cours de ces opérations amphibies, des unités de fusiliers marins seraient, selon l'opinion du baron Lewe, indispensables. Il pensait à la formation d'une brigade néerlandaise d'environ 5.000 hommes.

Le 17 mai 1943, le ministre de la Marine, l'amiral Furstner, décida, en effet, de créer une brigade de fusiliers marins néerlandais avec un effectif de 5.000 hommes, dont le but serait de combattre contre le Japon. Dès le mois de juin 1943, les premiers officiers néerlandais étaient stationnés aux États-Unis pour une coopération étroite avec les Américains. Cette coopération devint excellente, comme l'avait promis le général Holcomb, commandant du *United States Marine Corps*, au baron Lewe : « Baron, the U. S. M. C. will help their Dutch comrades ; that is a promise. » Les premiers détachements néerlandais commencèrent leur entraînement.

Après l'invasion alliée en France, un détachement de 100 fusiliers marins néerlandais, incorporé dans la brigade royale *Princesse Irène*, se battit en Normandie : premier fait d'armes après les combats presque légendaires des fusiliers marins à Rotterdam en 1940. La capitulation du Japon, au mois d'août 1945, changea brusquement l'avenir de la brigade. Que faire maintenant? Malheureusement, le gouvernement néerlandais ne disposait pas de ses propres navires, parce qu'un accord de 1940 stipulait que les Alliés auraient le droit de faire usage de la flotte marchande néerlandaise six mois encore après la capitulation de l'ennemi. C'étaient justement ces six mois d'après guerre qui comptaient le plus. Par suite, il n'existait pas de moyens de transporter les troupes néerlandaises aux Indes Néerlandaises, qui étaient occupées temporairement par les Anglais. Enfin, après les plus grandes difficultés, 4.500 fusi-

(1) Général C. J. O. Dorren, *Onze Mariniersbrigade 1945-1949* (*Notre brigade de fusiliers-marins, 1945-1949*), La Haye, Ad. M. C. Stok Zuid-Hollandsche Uitgeversmaatschappij, 1955, 368 p., cartes, ill., annexes.

(2) Déjà, en 1948, le général Dorren avait publié *De geschiedenis van het Nederlandsche Korps Mariniers van 1665-1945* (*L'histoire du corps néerlandais de fusiliers marins de 1665-1945*). Voici quelques autres publications sur les opérations des fusiliers marins pendant et après la deuxième guerre mondiale : Bert Honselaar, *De zwarte duivels van Rotterdam* (*Les diables noirs de Rotterdam*), Rotterdam, 1948 ; Wim Dussel, *Dat was jij, marinier* (*Vous voilà, fusilier marin !*), Amsterdam, 1950 ; H. A. Wilmar, *Met de Mariniersbrigade in Oost-Java* (*Avec la brigade de fusiliers marins à Java oriental*), Haarlem, s. d.

liers marins néerlandais purent partir, à la fin de 1945, des États-Unis vers l'Indonésie pour y participer aux opérations de nettoyage contre les nationalistes et les terroristes indonésiens. Ces opérations, qui tombent hors du cadre de cette revue, sont décrites avec une minutie irréprochable par l'auteur.

« Peaux et Cuirs » entre 1939 et 1945

En vertu de la loi sur la distribution du 24 juin 1939 et après des études préparatoires effectuées depuis 1936 par le ministère des Affaires économiques, le gouvernement néerlandais créa, au mois d'août 1939, plusieurs bureaux qui devraient s'occuper d'une organisation de la vie économique en temps de crise. Un de ces bureaux fut le *Bureau pour les Peaux et le Cuir* (*Rijksbureau voor Huiden en Leder*), dont M. van der Leeuw a écrit l'histoire (1).

La tâche du *Bureau pour les Peaux et le Cuir* fut d'organiser, pour le maintien de l'industrie des cuirs néerlandaise, un contrôle sur la circulation des peaux, une distribution des matières tannantes, etc. Comme directeur du bureau fut nommé M. L. F. Verwoerd, homme du métier et personnalité vigoureuse et compétente, qui dominait le commerce des cuirs pendant la guerre. Après l'occupation, en 1940, le *Bureau pour les Peaux et le Cuir* fut contrôlé par des délégués allemands du *Reichsstelle für Lederwirtschaft* à Berlin. Ces envoyés allemands ne tenaient guère compte du Dr Seyss-Inquart, commissaire du Reich aux Pays-Bas, ni du Dr H. Fischböck, *Generalkommissar für Finanz und Wirtschaft* pour le territoire néerlandais occupé.

Deux fois par an, il y avait des négociations entre les autorités allemandes et néerlandaises sur la production du cuir. Évidemment, les Allemands disposaient de tout le pouvoir, et notamment des matières premières, mais ils devaient laisser l'exécution de la production aux bureaux néerlandais. De cette façon, d'assez grandes possibilités de sabotage, par des arguments « techniques » quasi irréfutables, étaient laissées aux fonctionnaires néerlandais. La capacité insuffisante de l'industrie de la chaussure allemande fut une ressource inattendue pour l'industrie du cuir néerlandaise. Les Allemands fournissaient les matières premières, tandis que les Néerlandais produisaient la chaussure militaire pour la *Wehrmacht*, tout en fournissant la population néerlandaise en même temps. De cette façon, l'industrie du cuir aux Pays-Bas put fonctionner jusqu'en septembre 1944. Les émissaires de Berlin, c'est-à-dire les *Referenten* et *Bevollmächtigten* du *Reichsstelle für Lederwirtschaft*, montraient une compréhension assez grande pour les besoins de la population néerlandaise et parfois ils défendaient l'intérêt néerlandais avec énergie contre les ordres de Berlin. Le plus grand danger pour l'industrie néerlandaise ne provenait pas de ces *Referenten*, mais des concurrents allemands, notamment du *Wirtschaftgruppe Lederindustrie*, hostile à toute expansion de l'industrie néerlandaise.

Selon M. van der Leeuw, l'histoire de l'industrie du cuir pendant la guerre ne présente pas un exemple typique de l'exploitation économique impitoyable organisée par les Allemands. Les Allemands réalisaient que l'industrie du cuir néerlandaise était indispensable pour leur économie de guerre. Seulement, après septembre 1944, les *Feldwirtschaftskommandos* allemands pillèrent ce qu'ils trouvèrent ; après cette date, 2.000 tonnes de peaux et 200.000 paires de souliers furent volées en Hollande et transportées en Allemagne.

(1) A. J. van der Leeuw, *Huiden en leder 1939-1945* (*Peaux et cuir 1939-1945. Contribution à l'histoire économique des Pays-Bas dans la deuxième guerre mondiale*), Institut national de Documentation de guerre, Monographies, n° 7, La Haye, Martinus Nijhoff, 1954, 358 p., sommaire en anglais.

Sur le « Sentiment public »

Le Dr Bartstra, un des doyens parmi les historiens néerlandais, a entamé dans un petit ouvrage (1) un sujet particulièrement difficile et délicat : une comparaison de l'état d'âme des populations, surtout de l'homme ordinaire, dans l'Europe occidentale pendant l'occupation allemande. Pour les Pays-Bas, l'auteur a utilisé comme sources : les *Stimmungsberichte*, qui se composent surtout de rapports d'un certain conseiller de légation Wickel au commissaire général Schmidt ; les *Meldungen aus den Niederlanden*, c'est-à-dire des rapports du *S. D.* à Seyss-Inquart ; la correspondance du *Höherer SS-und Polizeiführer Nordwest*, H. A. Rauter, et, enfin, des fragments de journaux particuliers. Pour la situation en Belgique, l'auteur s'appuie exclusivement sur le livre de M. Paul Struye : *L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande* (Bruxelles, 1945), et, pour la situation en France, surtout sur le livre du marquis d'Argenson : *Pétain et le pétinisme*. Ce dernier auteur parle d'une « faillite des élites » en France pendant toute l'occupation et remarque surtout une perte du sens critique et une dérobade devant les responsabilités. M. Bartstra trouve les conclusions du marquis d'Argenson trop simples. Comme aux Pays-Bas et comme en Belgique, l'opinion publique y fut sans doute différente selon les régions et les couches sociales.

Il y avait, en 1940, quelques différences entre la situation en Hollande et celle en Belgique et en France. Il existait un gouvernement néerlandais à Londres, qui, bien qu'il fût assez désuni, donnait tout de même le bon exemple de gouverner les Pays-Bas d'outre-mer, de continuer la lutte contre l'Allemagne. Ce même gouvernement employa, presque depuis le premier jour, la *B. B. C.* de Londres comme appareil de propagande et d'instructions ; sans aucun doute, l'influence de *Radio Oranje* et du programme néerlandais à la *B. B. C.* fut très grande dans le territoire néerlandais occupé (2). Dans le territoire occupé lui-même, les Églises se tournaient immédiatement contre Hitler, à la différence de la France et de la Belgique, où le cardinal van Roey n'abandonna son attitude neutraliste qu'au début de 1943. Malgré tout cela, la Hollande aussi connut son « pétinisme » en 1940, un mouvement d'esprit issu, d'après l'auteur, du défaitisme, de l'attentisme et d'un besoin d'activité. Ce « pétinisme » néerlandais fut représenté, en 1940 et 1941, par le Dr Colijn, ancien président du Conseil, qui se convertit assez vite, d'ailleurs, et par le mouvement de masses du *Nederlandsche Unie* (*Union néerlandaise*). Les forces pétinistes méconnurent le caractère essentiel de la guerre idéologique ; elles crurent à peine à une victoire des Alliés et elles furent préparées à entamer une réforme politique et économique sous la direction allemande. Au contraire, beaucoup d'ouvriers et de paysans étaient convaincus, depuis 1940, d'une victoire alliée, tout en s'arrangeant de leur mieux avec les Allemands.

Immédiatement après la capitulation, en 1940, le « pétinisme » néerlandais fut menacé dans son existence par des actions sentimentales, provoquées en premier lieu par des femmes et des adolescents : la distribution clandestine de photographies des princesses d'Orange, la circulation de farces antihitlériennes et surtout cette grande renaissance du mythe orangéiste le 29 juin 1940, jour de l'anniversaire du prince Bernard des Pays-Bas. Ce jour-là, il y

(1) Dr J. S. Bartstra, *Vergelijkende stemmingsgeschiedenis in de bezette gebieden van West-Europa 1940-1945* (*Histoire comparative du sentiment public dans les territoires occupés de l'Europe occidentale, 1940-1945*), Amsterdam, N. V. Noord-Hollandsche Uitgevers Maatschappij, 1955, 40 p.

(2) Voir surtout H. J. van den Broek, *Hier Radio-Oranje* (*Ici Radio-Oranje*), Amsterdam, 1947, et J. van den Tempel, *Nederland in Londen* (*Les Pays-Bas à Londres*), Haarlem, 1946.

eut des démonstrations silencieuses et massives, par le port d'un aster blanc, fleur favorite du prince, dans le territoire occupé (1). Des centaines de milliers de gens devinrent membres de l'Union néerlandaise en 1940, pour s'opposer aux Allemands et surtout au *N. S. B.* détesté de Mussert. C'est avec raison qu'on lit dans les *Stimmungsberichte* que la haine des Hollandais contre les Allemands fut surtout nourrie, dans les premières années de l'occupation, par l'appui des autorités allemandes au mouvement national-socialiste néerlandais. Une nouvelle vague de haine contre l'occupant fut provoquée par la persécution et les mesures discriminatoires des Juifs. Il en résulta la grève des étudiants des 25 et 26 novembre 1940 et la grande grève de février 1941 à Amsterdam, qui fut un événement unique dans l'Europe occupée (2).

Après la grève de février 1941, l'état d'âme fut terne en 1941 et 1942 ; de temps en temps, il se releva un peu par de « bonnes nouvelles » du camp allié, transmises par la radio et les journaux clandestins. Le vrai esprit de résistance faisait défaut dans la population néerlandaise en 1941 et 1942. Les Résistants étaient souvent considérés comme des « cerveaux brûlés irresponsables ». On ne manifestait plus beaucoup d'intérêt ni pour le destin des Juifs déportés ni pour les étudiants et ouvriers transportés en Allemagne. On admira beaucoup la résistance des médecins, mais on ne la suivit pas. L'esprit de collaboration augmenta jusqu'en 1943. La crise dans l'opinion survint en 1943, après les grands succès des Alliés. Désormais, il existait une ligne de démarcation entre la résistance simulée et la résistance véritable, tandis que le « pétinisme » s'approchait de plus en plus de la haute trahison.

Les grandes grèves d'avril-mai 1943 doivent être considérées comme une étape décisive dans cette évolution. Après l'automne de 1944, il faut, d'après M. Bartstra, faire une différence entre le sentiment public dans le territoire encore occupé et isolé en Hollande occidentale, dans les régions où la bataille se déroulait et dans le territoire libéré. Dans l'Occident isolé, qui ne fut libéré qu'au mois de mai 1945, on ne trouva que le désespoir, la faim et surtout une haine insondable contre les Allemands.

Il va de soi que ce petit ouvrage de M. Bartstra ne peut pas être considéré comme une étude définitive du sentiment public en Hollande pendant l'occupation. Mais cet ouvrage représente la première entreprise sérieuse d'étudier un sujet si intéressant et si difficile.

C. T. DE JONG (†).
La Haye.

(1) Après la guerre, le général Rauter appela cette démonstration un « corso de fleurs ridicule ».

(2) Voir mon compte rendu du livre de B. A. SIJES dans cette *Revue*, n° 17, janvier 1955, p. 101-104.

COMPTES RENDUS

DOCUMENTS

Une Collection allemande...

La collection *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, dirigée et rédigée par le professeur Freund, de l'Université de Kiel, vient de publier, sous le titre *Au seuil de la guerre 1939*, son second volume consacré à la deuxième guerre mondiale (1). Elle reste fidèle à la méthode inaugurée dans le premier volume (2) : présenter un choix de documents groupés dans un ordre à la fois méthodique et chronologique et reliés par un commentaire qui les enrobe et les résume. Ici aussi, le commentaire est tellement copieux qu'il occupe plus de place que les textes cités.

Ceux-ci, au nombre de 155, recouvrent une période qui s'est révélée décisive pour l'avenir du monde : les mois qui vont de mars à avril 1939, c'est-à-dire de l'entrée des Allemands à Prague à la résolution finale d'Hitler de se lancer dans la guerre.

Si l'on examine la provenance des documents cités, on constate que, comme pour le premier volume, les deux collections les plus fréquemment mises à contribution sont la collection allemande : *Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918-1945* (Baden-Baden, 1950), qui fournit une cinquantaine de pièces, et la collection anglaise : *Documents on British foreign Policy* (Londres, 1947), qui en fournit une quarantaine. En outre, douze documents sont empruntés au *Livre blanc* polonais, dix au *Livre jaune* français, quatre au *Livre bleu* anglais, quatre au *Soviet Documents on Foreign Policy* (Oxford University Press, 1953), trois aux *Mémoires* de Georges Bonnet (*Fin d'une Europe*, Genève, 1948), trois à ceux de G. Gafenco (*Derniers jours de l'Europe*, Paris, 1946), etc...

Du point de vue linguistique, soixante et un sont des documents rédigés en allemand. Comme la collection française, *Les archives secrètes de la Wilhelmstrasse*, dont six tomes sont parus (Éd. Plon), n'a pas dépassé, dans l'ensemble, l'année 1939, nous n'avons pas pu confronter, comme lors de l'analyse du précédent volume, les textes allemands et français. Parmi les documents en langues étrangères (anglais, français, italien, russe), cinquante-cinq ont été traduits par le professeur Freund ou son « séminaire », tandis que trente-neuf reproduisent une traduction officielle en langue allemande, effectuée, par exemple, par les soins du ministère des Affaires étrangères.

Les trois derniers documents du précédent volume ont été, avec raison, repris dans le présent volume ; il s'agit de trois pièces du *Livre jaune* : la lettre de G. Bonnet à Ribbentrop du 1er juillet 1939 (*Livre jaune*, nº 149),

(1) *Geschichte des zweiten Weltkrieges in Dokumenten.* II : *An der Schwelle des Krieges, 1939*, Freiburg-München, Verlag Herder, Freiburg und Verlag Karl Alber, 1955, XVI-503 p.

(2) Voir notre compte rendu dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 17, janvier 1955, p. 74 à 76.

la réponse de Ribbentrop, le 13 juillet (n° 163), et la riposte de G. Bonnet à cette réponse, le 21 juillet (n° 168).

La nature des documents cités est d'une très grande variété : discours politiques divers (de Chamberlain, Hitler, Mussolini, Beck), rapports d'ambassadeurs (l'auteur fait grand cas de ceux de M. Coulondre), comptes rendus de conversations entre ministres et diplomates, mémorandums, textes de traités (*Pacte d'acier*, *Pacte de non-agression* entre l'Allemagne et le Danemark), directives d'Hitler à ses généraux, etc.

Enfin, l'auteur a forgé un bref titre, le plus souvent heureux, pour « coiffer » chacun des 155 documents qu'il retient comme étant les plus significatifs des lourds mois du printemps et de l'été 1939. Il les a répartis en cinq parties, dont chacune se subdivise à son tour en un certain nombre de chapitres. Elles s'intitulent successivement : *Le cauchemar des coalitions*, *Décision à Moscou*, *Hitler entre les fronts*, *Le délai de grâce de la paix*, *Le cercle fatal*.

Le cauchemar des coalitions nous mène, à travers soixante-cinq documents, de la mi-mars à la mi-avril 1939 et débute par la phrase qu'écrivait M. Coulondre dans son rapport au lendemain de l'entrée d'Hitler à Prague : « L'Allemagne reste le pays des chiffons de papier. » Ce rapport est, d'ailleurs, longuement cité et défini comme un réquisitoire « prononcé avec la fougue et le brillant qui sont le propre de l'esprit français et de l'ambassadeur de France à Berlin ». Le résumé qu'en donne l'auteur (p. 21) est presque exactement la traduction du « sommaire » du *Livre jaune*. Est aussi cité *in extenso* le discours prononcé le 17 mars 1939, à Birmingham, par Chamberlain, discours capital qui marque le grand tournant de la politique anglaise et dans lequel Chamberlain, après avoir exprimé sa « déception » et son « indignation », annonce que « l'Angleterre combattra jusqu'à l'épuisement de ses forces » contre toute tentative de domination mondiale. Et l'auteur d'ajouter : « C'était le ton des Pitt, des Marlborough, des chefs de l'Angleterre pendant la première guerre mondiale » (p. 14).

Puis il souligne les dangers qui résultaient, pour la Pologne, de la disparition de la Tchécoslovaquie et le ton pour la première fois menaçant qu'adopte Ribbentrop dans son entretien du 26 mars avec l'ambassadeur polonais à Berlin, auquel il expose les revendications allemandes : retour de Dantzig au Reich, création à travers le Corridor d'une route et d'une voie ferrée dotées du statut d'exterritorialité. De cet entretien, il donne successivement le compte rendu polonais (n° 34) et le compte rendu allemand (n° 35) ; il attire aussi l'attention sur les falsifications qui ont été opérées par le *Livre blanc* allemand sur le texte original de Ribbentrop (p. 83). Double compte rendu également de l'entretien symétrique du 28 mars entre Joseph Beck et l'ambassadeur allemand à Varsovie (n°s 36 a et 36 b), au cours duquel Beck déclara que toute intervention allemande pour modifier unilatéralement le statut de Dantzig serait considéré par la Pologne comme un *casus belli*. Ici encore, la version allemande primitive a été « retouchée » dans le *Livre blanc* (p. 87). Cette déclaration vigoureuse de Beck est — l'auteur le souligne — antérieure à la garantie que Chamberlain donne, le 31 mars, à la Pologne. « Ce n'est pas, contrairement aux affirmations de la propagande allemande, l'aide anglaise qui a poussé les Polonais à l'intransigeance. C'est, au contraire, l'inverse : l'Angleterre a trouvé un pays résolu à résister, et c'est pourquoi elle s'est alliée à ce pays (p. 89). » Le 3 avril, riposte secrète d'Hitler. La *Wehrmacht* reçoit l'ordre de se tenir prête à entrer en campagne contre la Pologne à partir du 1er septembre — date à laquelle cette campagne devait réellement commencer (pièce n° 47)...

Moins tragique et plus divertissant est le document n° 56, où l'on voit, le 31 mars, l'ambassadeur italien à Berlin se plaindre amèrement au secrétaire d'État Weizsaecker : son pays n'est jamais informé des « coups » que prépare l'Allemagne, aussi fait-il figure de « receleur trompé et qui a perdu la face ».

Il essaie de se rattraper par ce que l'auteur appelle « l'aventure italienne du vendredi saint » (p. 146), c'est-à-dire l'occupation de l'Albanie ; cependant que Beck, quoique inquiet, espère encore, comme il le dit dans un entretien confidentiel avec Gafenco, le 16 avril, que les arrangements bilatéraux avec le Reich et la Russie assureront la sécurité de la Pologne (p. 155).

La seconde partie du recueil, intitulée *Décision à Moscou*, groupe trente-sept documents échelonnés du 28 mars au 30 mai. Le 28 mars, en effet, la Russie adresse à l'Esthonie une note menaçante aux termes de laquelle tout accord conclu par l'Esthonie et limitant à un titre quelconque la souveraineté de celle-ci serait considérée par la Russie comme « intolérable », car « le maintien de l'indépendance intégrale des républiques baltes correspond aux intérêts vitaux de l'État soviétique » (n° 66). Et l'auteur commente : « Pratiquement, le 28 mars, le gouvernement soviétique a indiqué le prix qu'il exigeait pour s'engager dans une alliance : la récupération par la Russie des États baltes » (p. 160). L'alliance russe ne tarde pas à être sollicitée par les démocraties. Le 15 avril, le gouvernement français adresse une proposition en ce sens à Moscou (n° 69), qui, le 18 avril, répond par des contre-propositions (n° 70). Mais, dès le 17 avril, la Russie avait fait les premiers pas dans la voie du rapprochement avec l'Allemagne ; ce jour-là, l'ambassadeur russe à Berlin alla voir — pour la première fois depuis son entrée en fonction, en juin 1938 — Weizsaecker et termina son propos en disant « qu'il n'y avait pour la Russie aucun motif « pour que les rapports avec l'Allemagne ne deviennent pas normaux, puis « sans cesse meilleurs » (n° 71).

Entre temps se place une initiative retentissante du président Roosevelt : le 14 avril, il demande à Hitler et à Mussolini de déclarer que, pendant au moins dix ans ou pendant le prochain quart de siècle, ils ne commettraient pas d'agression contre vingt-neuf États cités (n° 72). Il est évident que cette démarche, où Roosevelt se donnait un rôle d'arbitre, ne pouvait être du goût des deux dictateurs. L'auteur en souligne la maladresse et la condamne en ces termes : « La démarche de Roosevelt appartient aux folles manifestations de la diplomatie publique, qui fait d'autant plus de mal qu'elles sont animées des meilleures intentions » (p. 171). A ses yeux, elle constitue, en fin de compte, une « déclaration morale de guerre » des États-Unis.

De l'effet produit sur Hitler par ce message, un premier écho perce dans l'entretien qu'il a, le 19 avril, avec le ministre roumain des Affaires étrangères, Gafenco, de passage à Berlin, entretien dont le recueil publie à la fois le compte rendu roumain, rédigé par Gafenco (76 a), et le compte rendu allemand (76 b). Hitler se défend d'avoir les ambitions démesurées qu'on lui prête : « On m'accuse d'avoir des désirs et des objectifs illimités. Quelle injustice ! J'ai toujours su limiter mes revendications et mes désirs, car rien n'est plus précis que l'objectif que je poursuis. Je combats contre le traité de Versailles... Je combats pour la juste cause de l'Allemagne. C'est pourquoi je sais me limiter. Je me suis limité vis-à-vis de la France : j'ai renoncé une fois pour toutes à l'Alsace-Lorraine. C'était là une décision douloureuse que moi seul pouvais prendre. Je l'ai prise sans restriction et sans arrière-pensée. Avec moi, tout le peuple allemand, la jeunesse, l'armée, la presse ont renoncé loyalement et pour toujours à ces provinces » (p. 184). Mais contre l'Angleterre le ton d'Hitler se fait menaçant : « Si l'Angleterre veut la guerre, elle l'aura... Ce sera une guerre d'anéantissement. Mais comment l'Angleterre peut-elle penser à une guerre mondiale, elle qui n'est même pas capable d'envoyer deux divisions blindées à un front quelconque... Notre aviation est la première du monde et aucune ville ennemie ne restera debout » (p. 185).

La réponse officielle au message de Roosevelt fut le grand discours lourd de menaces (pièce n° 79) qu'Hitler prononça, le 28 avril, devant le *Reichstag*. Non seulement il rejette les propositions américaines et revendique Dantzig, ainsi qu'une route et une voie ferrée à travers le *Corridor*, mais aussi il dénonce

l'accord moral anglo-allemand de 1935 et la déclaration germano-polonaise de 1934, c'est-à-dire qu'il déchire deux pactes de non-agression. Ce discours constitue le document le plus long du recueil : il est cité sur vingt-cinq pages (p. 203 à 228), un peu longuement à notre gré. Certes, l'auteur prend soin de nous dire qu'il « faut le connaître » (p. 202) et il nous a déjà averti (p. 171) qu' « un homme d'État plus grand qu'Hitler aurait résisté à la tentation de tourner en ridicule le message de Roosevelt ». Ajoutons simplement que l'esprit de répartie ironique qu'Hitler y déploie fait que ce discours est encore cher au cœur des lecteurs nationalistes de Hans Grimm, qui, dans son dernier ouvrage, *Warum Woher — aber Wohin*, lui réserve une place de choix et le cite longuement (p. 258 à 283) (1).

Le 3 mai, on apprend soudain le remplacement de Litvinov par Molotov comme commissaire du Peuple aux Affaires étrangères : Molotov, « un marteau dans la main de Staline », commente l'auteur, et il précise ainsi son point de vue personnel : « Maintenant commence le grand jeu de l'Union Soviétique, sa tentative de faire mener par Hitler sa guerre à elle. Elle va s'allier avec la puissance qui lui ouvrira la porte vers l'Europe » (p. 258). L'Allemagne voit dans la nomination de Molotov un fait significatif (n° 88). Le 17 mai, nouvelle avance russe : le chargé d'affaires russe à Berlin, au cours d'un entretien avec le Dr Schnürre, expert économique à la *Wilhelmstrasse*, lui déclare péremptoirement qu'il n'y a aucun antagonisme de politique extérieure entre la Russie et l'Allemagne (n° 93). Le 20 mai, c'est Molotov qui dit à l'ambassadeur allemand Schulenburg que, pour la reprise des négociations économiques, il faut d'abord créer la « base politique nécessaire ». Schulenburg essaie en vain de lui faire préciser ce qu'il entend par là (n° 94). La *Wilhelmstrasse*, méfiante, se demande s'il ne s'agit pas d'une manœuvre (n° 96) ; mais, le 30 mai, Hitler se dit partisan de conversations avec la Russie (n° 98), tandis que le *Foreign Office* pèse longuement les avantages et les inconvénients d'un accord avec la Russie (n° 101).

La troisième partie du volume, *Hitler entre les fronts*, débute par les instructions de Mussolini à Ciano, le 4 mai, dans lesquelles le Duce insiste sur le fait que l'Italie ne peut entrer en guerre avant trois ans (n° 103). Le 28 mai est cependant signé le *Pacte d'acier* (n° 110), traité d'alliance militaire entre l'Allemagne et l'Italie, avec un caractère offensif évident. Le 30 mai, Mussolini adresse à Hitler un curieux mémorandum (n° 112) ; en raison de l'impossibilité pour l'Italie de faire la guerre avant 1943, il recommande de miner « la cohésion intérieure des ennemis » en favorisant les mouvements antisémites, les courants pacifistes (Paul Faure) en France, les menées autonomistes (Alsace, Bretagne, Corse, Irlande), la décomposition des mœurs et les insurrections des peuples coloniaux. Le document n° 108 illustre à merveille la duplicité d'Hitler : le 5 mai, il reçoit le nonce apostolique en Allemagne, qui lui remet un plan de paix du pape prévoyant la réunion d'une conférence des cinq grandes puissances : France, Angleterre, Allemagne, Italie, Pologne. Il le remercie poliment, mais déclare que cette conférence serait sans objet, car la paix n'est pas sérieusement menacée !

Tandis que, le 12 mai, l'Angleterre signe avec la Turquie une déclaration d'assistance mutuelle (n° 114), le général Gamelin précise — sans grande conviction, semble-t-il — avec son collègue polonais l'appui militaire que les deux pays se porteront en cas d'agression allemande (n° 115, 19 mai). De son côté, le 23 mai, dans une conférence secrète, Hitler expose à ses généraux que le moment est venu de régler la question de l'espace vital à l'est et qu'il convient d'attaquer la Pologne dès la première occasion favorable (n° 117),

(1) Cf. compte rendu dans *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 22, avril 1956, p. 67.

ce qui ne l'empêche pas de signer, le 31 mai, un pacte de non-agression avec le Danemark (nº 121 a).

Ce même 31 mai, Molotov déclare, dans un discours devant le Soviet suprême, que l'Union Soviétique ne tirera pas les marrons du feu pour les autres (nº 122). Comme, la veille, Hitler s'est rallié à l'idée de « négociations définitives avec l'U. R. S. S. », c'est une véritable course à l'alliance russe qui s'engage maintenant entre les puissances occidentales et le Reich, qui semble reprendre le « chemin de Rapallo » (p. 392).

Le délai de grâce de la paix est institué, pour l'auteur, par les semaines de juin et de juillet, pendant lesquelles la Russie, qui négocie avec les deux camps, n'a pas encore définitivement pris parti. Entre Moscou et les puissances occidentales, les pourparlers traînent et le délégué anglais, Strang, les qualifie d' « événement humiliant » (nº 141).

La dernière partie du livre, intitulée *Le cercle fatal*, groupe des documents recouvrant le mois de juillet, en particulier l'échange de lettres entre Ribbentrop et Bonnet : à l'allégation de Ribbentrop selon laquelle le gouvernement français, s'il attaquait l'Allemagne pour soutenir la Pologne, « aurait à porter devant son peuple et devant le monde la responsabilité d'une telle guerre » (nº 148), Bonnet répond : « Je ne saurais laisser dire que notre pays serait responsable de la guerre parce qu'il aurait fait honneur à sa signature » (nº 150).

De son côté, Daladier, dans une lettre du 24 juillet (nº 151), fait savoir à Chamberlain qu'il se refuse à toute concession envers l'Italie. Mais, dans certains milieux anglais, on croit encore en la possibilité d'un accord germano-britannique (nºs 152 et 153).

En conclusion, le présent volume témoigne des mêmes qualités que le premier. Le professeur Freund ne se montre pas tendre pour la politique nazie, dont il stigmatise les méthodes et dénonce les falsifications. Si ses commentaires nous paraissent un peu longs et comportent parfois une part d'hypothèse et d'interprétation personnelle, le choix même des documents reste, dans l'ensemble, heureux.

A. Meyer.
Faculté des Lettres. Aix-en-Provence.

Une Collection britannique...

Le but des *Surveys of International Affairs* (1) publiés par *Chatham House* était, ainsi qu'il est dit dans la préface d'un des premiers volumes, « de fournir des sources exactes sur l'évolution des affaires internationales, sources qui puissent être utiles aux orateurs et écrivains traitant de politique ». Pendant bien des années avant la guerre, leur publication fut un événement annuel et bien sûr, les historiens autant que les commentateurs politiques en découvrirent rapidement l'utilité. Écrits tels qu'ils l'ont été, et le sont de nouveau, après qu'un laps de temps relativement court se fut écoulé depuis les événements qu'ils relatent, les *Surveys* parvinrent cependant à maintenir une exactitude indispensable sans trop s'aventurer dans l'interprétation. Chaque volume tenait plus de la chronique que de l'Histoire. Certes, la personnalité du professeur Toynbee ne pouvait pas être ainsi confinée dans la tâche d'un narrateur, mais néanmoins l'accent restait mis sur l'information détaillée. La nature de la documentation sur laquelle les *Surveys* étaient forcément fondés — comptes rendus et éditoriaux de presse, débats parlementaires, déclarations officielles, discours, livres bleus, blancs ou jaunes — empêchait, ce dont l'au-

(1) R. G. D. Laffan, *Survey of International Affairs, 1938*. Vol. II : *The crisis over Csechoclovakia, January to September 1938* (revised by V. M. Toynbee and P. E. Baker) ; vol. III, edited by V. M. Toynbee, London, 1951 et 1953, in-8º, 473 et 622 p.

teur avait pleinement conscience, une parfaite évaluation historique des événements. On peut dire que pour les historiens la valeur des volumes d'avant guerre est double : ils fournissent non seulement une chronique, mais aussi beaucoup d'informations sur l'opinion publique et sur celle de la presse, spécialement la presse britannique, au sujet des événements qu'ils décrivent.

Le dernier volume auquel les remarques ci-dessus s'appliquent est le volume I des *Surveys* de 1938, qui parut en 1941. Les deux livres étudiés ici : *Survey of International Affairs*, 1938, vol. II et III, parurent respectivement en 1951 et en 1953. L'intervalle entre les événements qui y sont décrits et la parution des volumes eux-mêmes a permis aux auteurs l'emploi d'une documentation d'une nature différente de celle de la documentation dont furent tirés les premiers *Surveys*. On a pu alors consulter les témoignages du procès de Nuremberg, les documents issus des archives anglaises et allemandes, et toute une foule de mémoires ; ces volumes ont pris, par conséquent, un caractère tout à fait différent de celui des volumes précédemment publiés. Le professeur Toynbee soutient que de ce fait « leur valeur et leur autorité en sont accrues » (préface au volume II), mais cette opinion ne peut être entièrement acceptée. L'écoulement du temps a permis l'accès à une documentation plus grande, mais il a aussi permis aux opinions sur les événements de s'affirmer et de se transformer en interprétations. Comment pourrait-il en être autrement quand le principal sujet en est Munich? Les auteurs ne sont pas sans s'être rendu compte de cette difficulté, mais, et cela est naturel, ils se sont assis entre deux chaises. Utilisant plutôt le style des premiers *Surveys*, mais ayant la possibilité de puiser dans différentes sources de documentation, ils nous ont donné un mélange de récit et d'histoire. Les faits sont là, et même la valeur essentielle de ces deux volumes réside dans le fait qu'ils procurent une vue d'ensemble sur des documents publiés qui sont bien groupés et juxtaposés. Mais on nous donne aussi des opinions à demi formulées sur les événements et des jugements peu clairs sur les raisons qui motivaient la politique des hommes d'État. En dépit de l'utilité de trouver les matériaux ainsi groupés, il eût peut-être été plus judicieux de les laisser tels quels ou de les discuter convenablement. Aucune de ces deux voies n'a été rigoureusement suivie et de ce fait ni une image tout à fait claire de l'opinion des contemporains sur l'année 1938, ni un compte rendu cohérent et commenté de cette année riche en événements ne nous sont donnés.

La première note de l'introduction au volume II suffit à en caractériser l'auteur. Le professeur Toynbee parle de la « tragédie internationale » et l'introduction entière est dans le genre d'un commentaire des événements décrits ultérieurement dans ces volumes. On critique la politique anglaise et la politique française, et cependant le problème humain qui se posa aux hommes d'État est clairement mis en lumière. En fait, dans une affaire où la passion a bien souvent supplanté le jugement, il est nécessaire de se souvenir que la plupart des hommes partisans de l'accord de Munich étaient des hommes honnêtes qui faisaient leur possible pour affronter des problèmes difficiles. Une fois engagé dans cette voie, le professeur Toynbee aurait pu peut-être discuter les problèmes politiques qui amenèrent certains de ces hommes à des postes d'une si grande responsabilité.

Le reste du volume II, terminé en manuscrit par M. R. G. D. Laffan en 1948 et revu par Mrs V. M. Toynbee et Mrs B. E. Baker à la lumière de la documentation alors en cours de publication, est le récit de l'agression allemande contre la Tchécoslovaquie jusqu'à l'accord de Munich inclus. Il traite convenablement de la politique de l'Allemagne et le lecteur est conduit à travers la crise de mai, l'agitation grandissante des Sudètes, l'échec de la mission Runciman, le congrès de Nuremberg, les événements de la seconde moitié de septembre et le triste dénouement. M. Laffan insiste sur le fait que, si la France avait dû choisir, elle eût préféré compter sur l'Angleterre plutôt que sur ses Alliés

de l'Europe centrale (p. 135). On voit bien comment la France rejeta l'initiative de l'action diplomatique sur les Anglais qui n'en voulaient pas, mais on ne voit pas clairement la raison pour laquelle M. Laffan écrit que le destin de la Tchécoslovaquie en septembre 1938 était l'affaire de la France et que l'Angleterre avait donné sa contribution avec la *Mission Runciman* (p. 320). Sont-ce là ses vues personnelles ou celles de l'opinion britannique contemporaine? Il a défini avec justesse l'attitude de la Russie sur la question tchécoslovaque comme n'étant pas sans équivoque, mais rien n'est dit dans ce volume des graves soupçons que les hommes d'État français et britanniques nourrissaient à l'égard de la Russie. Cette lacune est comblée dans le volume III, mais une allusion dans le volume II n'eût pas été déplacée. En fin de compte, la partie qui traite du soulagement immédiat ressenti dans les pays occidentaux au résultat de la Conférence de Munich est encore d'une lecture salutaire.

La première partie du volume III, qui est aussi la plus longue, est esquissée encore une fois par M. Laffan. Elle relate l'histoire de la Tchécoslovaquie de septembre 1938 à mars 1939. La seconde partie, traitant de l'Europe du Nord-Est, est due à Mrs Toynbee. Les relations entre l'Allemagne, la Pologne et la Lithuanie jusqu'à mars 1939 en sont le sujet. On y montre la politique polonaise envers la Tchécoslovaque comme étant un des facteurs qui contribuèrent au succès retentissant de l'Allemagne ; le désir de la France et de l'Angleterre de courtiser la Pologne et l'intransigeance de cette dernière à admettre la possibilité d'un appui russe à la Tchécoslovaquie y sont nettement mis en relief. Il en est de même des relations polono-lithuaniennes, bien que l'on puisse mettre en doute que l'origine lithuanienne de la mère de Pilsudski ait eu une influence véritable sur l'attitude des milieux militaires polonais, comme il est suggéré à la page 349.

La quatrième partie, sur les États balkaniques, est aussi l'œuvre de Mrs Toynbee, en collaboration avec M. G. Kirk. Leur nationalisme aveugle y est nécessairement jugé avec sévérité, et on a clairement démontré l'immense impression produite en Europe de l'Est et Sud-Est par l'accord de Munich et l'arbitrage de Vienne. La troisième partie, œuvre de M. F. Ashton-Gwatkins, concernant l'U. R. S. S., met en lumière les doutes des hommes d'État occidentaux à l'égard des buts, de la politique et du potentiel militaire de l'Union soviétique, et donne un compte rendu concis des purges qui furent en partie à l'origine de ces doutes et soupçons.

La dernière partie de ce volume, due à Lord Chilston, traite du réarmement de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne jusqu'en septembre 1938. L'auteur ne disposait pas d'une documentation officielle aussi riche que pour les autres parties. Lord Chilston raconte l'histoire de la lente, trop lente, réalisation des efforts d'armement de la France et de l'Angleterre, et il insiste sur le caractère désuet de leurs procédés industriels et sur la banqueroute de leurs théories stratégiques (avec quelques honorables exceptions). Il faut spécialement noter la façon dont il traite les divergences d'opinion sur les avantages respectifs des bombardiers et des chasseurs, et son affirmation que la négligence de l'Allemagne pendant la période préparatoire concernant les bombardiers lourds fut l'une des raisons les plus importantes de sa défaite. Nous trouvons aussi une accusation contre Pierre Cot et, d'une façon générale, contre la politique des socialistes et des syndicats dans les pays occidentaux. Il est regrettable que la partie, par ailleurs excellente, concernant la position stratégique au moment de Munich soit diminuée dans sa valeur par l'attention exagérée accordée aux effets sur la politique allemande de la mobilisation de la marine britannique. On aurait aussi voulu trouver, là ou ailleurs dans le volume, quelques lignes sur le problème de l'équilibre des forces dans le monde.

Tout au long de ces deux volumes, on ne voit que trop clairement l'effort de ne pas prendre parti dans le conflit rétrospectif à propos de Munich, et ceci en rend quelquefois la lecture difficile. Mais il est certain que les auteurs ont

accepté la thèse que Chamberlain, Daladier et les autres s'efforçaient de gagner du temps. En gros, la thèse de Toynbee est que Chamberlain, le businessman, fut joué par Hitler. Dans l'ensemble de leur étude, les auteurs se bornent à rendre compte des difficultés de la position de Chamberlain, de la nécessité dans laquelle il se trouvait de consulter les dominions et des problèmes posés par la faiblesse des armements. Mais ils ne disent pas à quel point Chamberlain doutait que l'État tchécoslovaque fût viable et combien grande était son antipathie instinctive pour les Tchécoslovaques, parce qu'ils avaient, par leur existence même, posé un tel problème.

Lord Chilston fait remarquer avec justesse que l'existence de l'État tchécoslovaque et de son armée bien équipée fut un atout militaire énorme pour les puissances occidentales et un grand souci pour les généraux allemands. Mais, comme il ne mène son étude du réarmement que jusqu'en septembre 1938, il ne nous dit rien de l'échec de la tentative faite par la France et l'Angleterre pour réarmer dans les premiers mois qui suivirent Munich.

F. G. Stambrook.
Londres.

... Une publication de documents soviétiques

Ce recueil de textes (1) comprend plus de 280 documents dont les dates s'échelonnent de janvier 1933 à juillet 1941. La plupart sont donnés intégralement ; quelques-uns, par contre, ont des coupures, dont il ne semble pas, si nous en jugeons par les comparaisons que nous avons pu faire avec le texte intégral, qu'elles en altèrent le sens ou l'économie générale. Ces amputations s'expliquent soit par la longueur abusive du document, soit parce qu'il contient des éléments extérieurs au sujet même des relations internationales.

L'on peut donc accorder une confiance totale à cette anthologie de textes soviétiques quant aux documents publiés.

Est-il possible d'aller plus loin et d'y trouver les matériaux nécessaires et suffisants pour une étude de la diplomatie soviétique? Le nombre des textes publiés suffirait à en douter. Mais, surtout, l'origine de la plus grande partie d'entre eux incite à quelques réserves. Ils sont, en effet, souvent traduits des publications soviétiques parues au moment même ou très peu de temps après leur rédaction : communiqués de l'*Agence Tass*, *Pravda*, *Izvetzia*, *Journal de Moscou*..., rapports aux congrès ou éditions diverses des discours des dirigeants du régime. Ils traduisent donc l'attitude officielle de la politique soviétique. L'éditeur les a complétés par d'autres documents connus par d'autres publications, par exemple *Die Beziehungen zwischen Deutschland und der Sowjetunion, 1939-1941*.

Dans la mesure où une histoire de la diplomatie ne peut être sérieusement entreprise qu'au moment où l'accès aux documents de chancellerie permet de suivre les fluctuations et les réactions d'une politique, nous ne possédons pas encore les éléments nécessaires. Cependant, quelques lignes générales se dégagent assez nettement et confirment ce que des travaux récents ont mis en lumière : l'importance que les Russes ont attachée à leurs relations avec l'Allemagne, leur double préoccupation devant les événements européens et l'action japonaise, leur défiance et leur inquiétude à propos de la politique des puissances occidentales.

Ce recueil, dont la consultation est facilitée par un index, apparaît donc comme un ouvrage qui rendra d'importants services.

F. Boudot.

(1) Jane Degras, *Soviet Documents on Foreign Policy*. T. III : *1933-1941*, Oxford University Press, 1953, xxii-500 p.

SUR LA CAMPAGNE DE FRANCE

Les Mémoires du général Spears

Dans ses deux volumes de mémoires (1), le général Spears fait le récit de la mission qu'il a remplie auprès du gouvernement français, en 1940, comme représentant personnel de sir Winston Churchill. L'étude de cette mission ne commence, en fait, qu'après une longue introduction, avec la deuxième moitié du premier volume. Le 22 mai 1940, Churchill annonce au général Spears sa décision de l'envoyer auprès du ministre de la Guerre français, Paul Reynaud, pour établir une liaison directe sur toutes les questions militaires. Ce choix est normal : Spears n'est-il pas un ami personnel de Paul Reynaud? Il part le 25 mai, reçoit, le 31, Churchill à Villacoublay et assiste à ses côtés au conseil suprême réuni ce jour-là au ministère de la Guerre. En dehors d'un court séjour en Angleterre, du 7 au 11 juin, il restera en France jusqu'à son départ de Bordeaux avec le général de Gaulle, le 17 juin, après la démission du ministère Paul Reynaud. Le premier volume se termine au 31 mai. Le second est le compte rendu, jour par jour, des activités de l'auteur, du 1er au 17 juin 1940.

Cette courte période, l'une des plus sombres de l'histoire de notre pays, est donc étudiée ici ou, pour mieux dire, discutée et critiquée par un observateur étranger qui connaît bien la France ou tout au moins certains de ses aspects. Il a déjà rempli le rôle d'officier de liaison pendant la première guerre mondiale, sur laquelle il a publié deux premiers volumes de souvenirs. Et c'est bien encore ce dont il s'agit ici, en dépit de titres trop généraux : de souvenirs et d'interprétations personnelles. Le général Spears n'a pas voulu faire œuvre d'historien, mais de témoin ; il rapporte ce qu'il a vu et ce qu'il a fait. Le témoignage est intéressant, le style clair et direct. D'où vient pourtant que, très vite, se dégage de cet ouvrage une impression de malaise? Sans doute du fait qu'à plusieurs reprises l'auteur manque d'objectivité dans les critiques formulées contre la politique française. Certes, l'attitude du *Quai d'Orsay*, à la fin d'août 1939, prête largement le flanc à la critique. Mais pourquoi faire écho, par exemple, sans rectifier ensuite, au bruit propagé alors aux Communes que le gouvernement français avait saisi la proposition italienne de conférence comme prétexte pour ne pas remplir ses obligations à l'égard de la Pologne? Le général Spears a trop tendance, dans ses premiers chapitres, à associer, dans la politique de paix à tout prix, tous les Français, sans discrimination, à Neville Chamberlain.

Le récit commence en août 1939. L'auteur nous restitue, par des notations sans indulgence, l'atmosphère incohérente et sans grandeur de la *drôle de guerre*. Dans cette première partie, les chapitres consacrés à la politique intérieure anglaise ne sont pas les moins intéressants. De septembre 1939 au 10 mai 1940, les critiques de l'opposition travailliste et libérale à l'égard du cabinet Chamberlain se font de plus en plus pressantes, cependant que les conservateurs sont eux-mêmes profondément divisés. L'arrivée de Churchill au pouvoir est suivie, quinze jours plus tard, du départ de l'auteur pour la France. Son rôle essentiel? Essayer de découvrir ce qui ne va pas dans l'armée française. Sur ce sujet, on ne peut dire que l'ouvrage apporte beaucoup de nou-

(1) Major-General Sir Edward Spears, *Assignment to catastrophe*, 2 vol. : I. *Prélude à Dunkerque (juillet 1939-mai 1940)*, xiv-332 p. ; II. *La chute de la France (juin 1940)*, Londres, 1954, in-8°.

veau, sauf les sentiments de l'auteur. Ils ne sont pas, malgré ses protestations d'amitié, particulièrement francophiles et il y manque la sérénité qu'on aurait pu s'attendre à trouver dans des mémoires publiés quinze ans après les faits. Quant à la mission de liaison du général, elle paraît avoir été parfois oubliée. Ainsi, le dimanche 26 mai, lendemain de l'arrivée du général Spears en France, Paul Reynaud rend visite à Churchill à Londres, sans prévenir le nouvel officier de liaison. Cinq jours plus tard, Churchill arrive à Villacoublay, sans plus l'avertir. Il assiste cependant aux différents conseils suprêmes (31 mai, 11, 12 et 13 juin) aux côtés de Churchill, qui l'utilise souvent comme interprète. Lorsque, le 31 mai, le premier ministre propose que trois divisions britanniques soient laissées en arrière-garde à Dunkerque, étant donné le petit nombre de Français embarqués jusqu'alors, le général Spears trouve l'offre trop généreuse : « Il ne fallait pas sacrifier notre chance de survivre aux Français qui ne le feraient, certes, pas pour nous » (t. I, p. 309). Plus intéressants que ces réactions sentimentales sont les portraits tracés par l'auteur des personnages qu'il a rencontrés : il se montre très dur pour le général Vuillemin, « un incapable » (t. II, p. 74), et souvent pour le général Weygand, mais il rend hommage à Georges Mandel (t. II, p. 317-318), à Léon Blum aussi, sur lequel il rappelle la phrase d'Yvon Delbos, le 3 juin 1940 : « Pour ceux qui veulent capituler et se rapprocher d'Hitler, il représente la partie de la population qui combattra jusqu'au bout » (t. II, p. 31). Le 6 juin, il est reçu par le maréchal Pétain, qui lui donne l'impression d'un homme vivant uniquement dans le passé, qui lui lit *in extenso* un discours sur Jeanne d'Arc qu'il avait prononcé à Rouen en 1937 et qui lui en fait parcourir un autre qu'il avait fait sur les paysans de France. Enfin, l'auteur évoque à plusieurs reprises l'impression profonde que lui fit le général de Gaulle, entré au gouvernement le 5 juin, au cours des dramatiques conseils des 11, 12 et 13 juin. C'est, d'ailleurs, en définitive, le résultat essentiel de sa mission que d'avoir pu favoriser le départ pour Londres du général de Gaulle, le 17 juin, départ qui prend l'aspect d'une véritable évasion. C'est, en effet, dans l'avion du général Spears, sur l'aérodrome de Bordeaux, que prend place le futur chef de la *France libre*, et l'ouvrage se termine avec leur arrivée en Angleterre.

En ce qui concerne l'histoire militaire, il n'est pas étonnant qu'un point de vue strictement britannique soit soutenu ici, par exemple sur l'arrêt de l'offensive britannique du 21 mai devant Arras. Si lord Gort décida la retraite, ce fut, affirme l'auteur, pour n'avoir pas reçu du V^e^ corps français l'appui sur lequel il comptait (1). De même sur Dunkerque : la faiblesse relative des effectifs français embarqués proviendrait de la lenteur des ordres du haut commandement français et, pour tout dire, de sa mauvaise volonté à se résoudre à l'évacuation. Des navires britanniques, après avoir longtemps attendu en rade, durent repartir vides. La thèse est parfaitement soutenable, mais le choix qui est fait, pour représenter un autre point de vue du livre de Baudoin, *Neuf mois au gouvernement*, ne peut que lui fournir une réfutation facile. Là encore, il n'y a pas vraiment œuvre d'historien.

Ce qui se dégage, en conclusion, de cet ouvrage, c'est que l'auteur, témoin d'une tragique période, ne fait rien pour en adoucir l'amertume. Insistant longuement sur « l'atterrante impréparation de la France » (*France's appalling unpreparedness*, t. I, p. 218), il ne fait pas suffisamment de place aux responsabilités de ses Alliés.

H. Monteagle.
C. N. R. S.

(1) Voir un point de vue différent dans le compte rendu de Major Ellis, *The war in France and Flanders* (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 17, janvier 1955, p. 84).

Un Historique du colonel Goutard...

Le livre du colonel Goutard (1) est à rapprocher de celui que le colonel Lyet a consacré à la *Bataille de France*. Tous deux ne traitent que des événements militaires. Mais dix ans les séparent. Aussi, tandis que le colonel Lyet n'avait utilisé que les archives militaires françaises — et le dépouillement qu'il en fit reste toujours un précieux instrument de travail —, le colonel Goutard a pu faire appel à d'autres documents, en particulier à ceux qui nous éclairent sur les plans, moyens et décisions du commandement allemand. Au lieu de se perdre dans une quête minutieuse du détail, il domine de haut la masse de ses connaissances et sait conduire une démonstration. Sa table des matières est un modèle de plan logique et le texte est écrit dans une langue claire et vigoureuse : ce sont qualités assez rares pour être soulignées. Tout au plus doit-on lui reprocher d'être avare de références ou, lorsqu'il en donne, de renvoyer à un livre, sans aucune indication de page.

La thèse du colonel Goutard est que notre défaite de 1940 est essentiellement une défaite de l'intelligence militaire française. Il récuse comme explication la disproportion des forces. Sur ce point, on pourra discuter les chiffres de l'auteur. Ils ne coïncident pas toujours avec ceux qu'avance le numéro spécial publié par la présente *Revue*, en 1953, sur la *Campagne de France*. Mais les différences constatées ne sont pas de nature à ruiner l'argumentation du colonel Goutard.

Pour lui, la grosse erreur du commandement français fut de codifier les enseignements de la guerre de 1914-1918, puis de bâtir l'armée et de la manœuvrer en fonction de ces enseignements. Nous disons bien « bâtir et manœuvrer ». La distinction s'impose. Que 1940 ait opposé deux armées de structure différente, dont l'une, qui n'était pas la nôtre, reposait sur la combinaison char-avion, le colonel Goutard n'a pas la prétention de nous l'apprendre. Son apport essentiel consiste dans une critique des décisions opérationnelles du commandement français.

Autrement dit, notre armée étant ce qu'elle était, elle aurait pu donner davantage — et peut-être la victoire — si ses chefs, victimes d'une surestimation de l'adversaire et d'un trop grand attachement aux principes de 1914-1918, n'avaient laissé passer bien des occasions d'agir ou de réagir. Pourquoi ne pas attaquer, en septembre 1939, une ligne Siegfried dégarnie? Pourquoi adopter un plan de campagne qui ne prête à l'ennemi qu'une seule intention de manœuvre, la même qu'en 1914? Pourquoi surcharger la ligne Maginot et localiser derrière elle — trop loin ! — les faibles réserves disponibles? Pourquoi tant de lenteur pour contre-attaquer, dès leur formation, les têtes de pont allemandes sur la Meuse? Pourquoi tant de retard pour répondre à la manœuvre par la manœuvre, lorsque l'exploitation de la percée eut dangereusement étiré les forces blindées allemandes? Pourquoi, enfin, après Dunkerque, s'abandonner à une « bataille sans espoir », puis à une « retraite sans but », au lieu d'adopter une stratégie impériale qui ferait de la Méditerranée une seconde Marne? Telles sont les principales occasions perdues que le colonel Goutard analyse avec une rigueur qui entraîne souvent l'adhésion.

Et cependant, lorsqu'on referme l'ouvrage, on a l'impression que cette charge contre le commandement français est un peu injuste. L'armée a agi dans un contexte politique, dans un cadre politique donné et dans le cadre d'une politique donnée. Les responsabilités propres des milieux politiques, et plus spécialement des gouvernements, n'apparaissent qu'incidemment dans

(1) Colonel A. Goutard, *1940. La guerre des occasions perdues*, Paris, Hachette, 1956, 408 p.

le livre du colonel Goutard. Dans la courte préface qu'il lui a donnée, le général de Gaulle a écrit : « S'il est établi — comme je le crois — que le désastre de 1940 fut le résultat d'une défaillance de la stratégie et de l'organisation (elle-même, à mon sens, liée à l'impuissance politique)... » Cette parenthèse, un peu sibylline dans son raccourci, apporte un correctif, signale une lacune. Elle indique un champ d'exploration.

Pierre DHERS.

... et un livre de M. Benoist-Méchin

M. Benoist-Méchin a entrepris de raconter les événements politiques et militaires qui, du 10 mai au 10 juillet 1940, aboutirent à l'effondrement de la puissance militaire française et à la liquidation de la IIIe République (1). C'est la liaison des deux faits qui a donné toute son ampleur au drame de 1940. L'auteur a donc eu raison de penser que, pour expliquer ce drame, il ne fallait pas arrêter son étude à la signature des armistices.

Les trois volumes étudient, à s'en tenir à leurs titres, *La bataille du Nord* (10 mai-4 juin), *La bataille de France* (4-25 juin), *La fin du régime* (26 juin-10 juillet). En réalité, le plan de l'ouvrage n'obéit pas du tout à ce découpage strictement chronologique. Il y a trois parties d'importance fort inégale : d'abord, un prologue d'une centaine de pages intitulé *Le chemin de Sedan*, puis un éphéméride destiné à retracer les événements au jour le jour, enfin une vaste synthèse qui, sous le titre *L'histoire prend figure*, occupe près de 400 pages du troisième volume.

Comme on le voit, c'est l'éphéméride qui forme le gros de l'ouvrage : 1.100 pages environ. Ce n'est pas que l'auteur — il le dit lui-même dans son avant-propos — ait la prétention de nous apporter des révélations sensationnelles, mais il pense que « le seul fait de situer les événements à leur vraie place et de leur restituer leur véritable physionomie suffisait à leur conférer un aspect si nouveau — si différent, en tout cas, des thèses officiellement admises — que le lecteur ne manquerait pas d'y trouver bien des motifs d'étonnement ». Son but a donc été de se livrer à « l'examen impartial des faits » et, tout d'abord, de les établir après consultation d' « à peu près tous les témoignages français et étrangers ».

Dans quelle mesure l'auteur a-t-il tenu ces promesses de l'avant-propos? Certes, on est impressionné par l'abondante bibliographie sur laquelle s'achève le tome III (p. 647-675). Mais on peut se demander si M. Benoist-Méchin a vraiment utilisé tous les ouvrages dont il fait état. C'est ainsi que les deux premiers tomes ne citent presque jamais les dépositions recueillies par la *Commission parlementaire d'enquête* et pas davantage les études de caractère scientifique parues dans la présente *Revue*, alors que l'auteur les mentionne dans sa bibliographie. De même, s'il mentionne *Au cœur de la mêlée*, édition revue et corrigée des mémoires de M. Paul Reynaud, c'est toujours d'après la première édition, *La France a sauvé l'Europe*, qu'il cite l'ancien président du Conseil. Par contre, il a disposé de quelques papiers inédits, spécialement de mémoires établis par l'amiral de Laborde, les généraux Laure et Perré, etc... Enfin, il utilise largement les souvenirs du général Spears, *Assignment to catastrophe*, deux volumes publiés en 1953-1954, peu connus du public français parce que non traduits, et cependant fort utiles, car ils permettent de recouper les souvenirs-plaidoyers des généraux et hommes politiques français (2). En somme, on a l'impression que M. Benoist-Méchin, ayant commencé

(1) BENOIST-MÉCHIN, *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident*, Paris, Albin Michel, 1956, 3 vol., 454, 544 et 686 p.

(2) Cf. p. 59 et 60.

son travail il y a dix ans, n'a pas également tenu compte des documents et des études qui parurent pendant l'élaboration de son travail.

Mais il y a plus grave. Nous avons eu la curiosité de nous reporter à quelques-unes des références indiquées par l'auteur. Il en est trop qui sont loin de justifier le texte qu'elles prétendent étayer. On pourrait multiplier les exemples de citations tronquées, de libertés prises avec les textes les plus clairs. Ainsi, pour condamner les plans stratégiques de 1940, M. Benoist-Méchin se fait une arme des propres déclarations de M. Paul Reynaud dans *La France a sauvé l'Europe*. Mais, si la première citation, tirée du tome II, p. 21, concerne bien le printemps 1940, la deuxième, pourtant annoncée par les mots : « Et l'ancien président du Conseil de conclure... », est tirée du tome I, p. 227 : elle concerne la politique française entre les deux guerres.

Autre exemple : M. Benoist-Méchin commente (t. III, p. 545) l'attitude de M. Chautemps au *Comité de guerre* du 25 mai 1940. Le malheur est que Chautemps n'y assistait pas. Quant aux propos qui lui sont prêtés entre guillemets, ils furent tenus... par le général Weygand et sont, d'ailleurs, inexactement cités ! Après quoi nous avons eu la surprise de trouver dans la bibliographie l'étude critique que nous avons publiée sur ce *Comité de guerre* dans la présente *Revue* (numéro spécial de juin 1953).

De même, il aurait suffi à M. Benoist-Méchin de lire la sténographie des *Comités secrets* tenus par le Parlement français en 1940 (publiée au *Journal officiel* en 1948) pour ne pas écrire de l'*accord franco-britannique* du 28 mars 1940 que « jamais il ne fut soumis à la ratification du Parlement ni même communiqué officiellement aux sénateurs ou aux députés » (t. I, p. 25). Du même coup n'a plus aucune valeur le commentaire qui suit : « Sachons dorénavant que... en démocratie... on peut fort bien disposer de la vie entière de la nation sans en informer le Parlement ni consulter personne. C'est là un des privilèges incontestables de ce régime » (t. I, p. 26).

Cette hostilité au régime n'a d'égale que la hargne antibritannique de l'auteur. Ces sentiments le poussent à tirer de faits correctement établis des conclusions qu'ils ne comportent pas. Ainsi, le 16 juin au soir, M. Churchill est sur le point de s'embarquer pour Concarneau, où il doit rencontrer, le lendemain, le président du Conseil français. Au même moment, celui-ci annonce au général Spears et à l'ambassadeur Campbell qu'il va remettre sa démission au président de la République. Aussitôt, les deux Anglais câblent à Churchill : « Crise ministérielle ouverte... Espérons avoir du nouveau vers minuit... En attendant, voyage prévu pour demain impossible. » Rien de plus normal, en vérité : Churchill trouverait-il à Concarneau quelqu'un à qui parler? Il rentra donc à Downing-Street. Et M. Benoist-Méchin de conclure : « Maintenant que Paul Reynaud a cessé d'être président du Conseil, c'est comme s'il n'y avait plus de gouvernement français. » Il précise en note : « ... Voici la rupture politique. *Elle est d'initiative anglaise* » (souligné dans le texte, t. II, p. 266).

Certes, tout n'est pas à rejeter dans le livre de M. Benoist-Méchin. Il semble, en particulier, qu'il a parfaitement mis en lumière les intrigues par lesquelles, et au milieu desquelles, Laval conduisit le Parlement à son abdication totale du 10 juillet 1940. Pour le reste, il est manifeste qu'il a voulu écrire l'antidote de l'ouvrage de Kammerer sur l'armistice. N'en déplaise à M. Kléber Haedens, pour qui ce livre « n'est pas inspiré par une opinion ou une doctrine » (*Paris-Presse*, 10 novembre 1956), nous sommes en présence d'un ouvrage de combat. Après ce que nous avons dit des méthodes historiques de M. Benoist-Méchin, chacun comprendra qu'il ne faut le consulter qu'avec une extrême prudence et en sondant constamment le terrain.

Ces quelques réflexions nous étaient déjà venues à l'esprit en lisant la deuxième partie, cet éphéméride de 1.100 pages destiné par l'auteur à établir

le déroulement des faits. Déjà le bout de l'oreille perçait sous les apparences benoites d'une simple chronologie. Nous attendions avec curiosité les pages de synthèse par lesquelles M. Benoist-Méchin se devait de conclure.

Disons-le tout de suite, les 400 pages intitulées *L'histoire prend figure* sont écrites dans un style étincelant. Qu'ajouter, par exemple, à cette définition de l'éloquence de Churchill : « une prose athlétique et familière, entrecoupée de brusques envolées poétiques »? Mais ici le fond nous intéresse plus que la forme.

Cinquante pages commentent d'abord les événements militaires. La même campagne est, en réalité, la juxtaposition de trois guerres différentes : une guerre allemande, menée par une armée moderne que trois mots caractérisent : « jeunesse, mobilité, concentration des moyens » ; une guerre française, menée par une « armée prématurément vieillie » qui remâche aveuglément les recettes de la guerre précédente ; une guerre anglaise, enfin, menée par une armée de terre embryonnaire qui compte sur l'apport des autres et sur la maîtrise des mers pour avoir le temps d'achever son développement. Chacune de ces armées est au service d'une stratégie différente : l'allemande vise à l'écrasement de l'adversaire ; la française, désemparée par les premiers échecs, ne sait plus ordonner que la défensive sur place « sans esprit de recul... ni de manœuvre à longue échéance » ; l'anglaise, à qui les premiers combats ont enlevé toute confiance dans le commandement français, adopte une attitude de repli et d'économie des forces dans l'attente d'une phase ultérieure.

Il y a là quelques pages souvent pénétrantes qui ne sont pas à la gloire des chefs militaires français. Mais M. Benoist-Méchin est plein d'indulgence pour eux. A ses yeux, ce que le dieu des Armées a jugé, en ce printemps tragique, ce ne sont pas des conceptions militaires différentes, c'est le poids de deux régimes ; « la progression irrésistible des unités mécanisées n'a été que la traduction sur le champ de bataille du « dynamisme » national-socialiste » (t. III, p. 258). La France, au contraire, ne pouvait avoir une armée différente de son régime. C'est lui, en définitive, le responsable du désastre, « en raison de l'état de stagnation où il a laissé s'embourber le pays » (t. III, p. 274). On aimerait savoir pourquoi ce régime disposait de la plus belle flotte du monde, pourquoi les vertus du régime nazi furent impuissantes devant les chars démocratiques débarqués sur nos côtes en juin 1944, pourquoi, enfin, « nos chefs militaires *ne peuvent pas* » (souligné dans le texte, t. III, p. 293) partager les vues lointaines de la stratégie britannique.

Commence alors une série de portraits des protagonistes du drame. Pour chacun, l'auteur reprend et analyse leurs actes essentiels pendant les « soixante jours », en les expliquant par un trait de caractère fondamental. Certes, il ne s'agit pas uniquement de portraits psychologiques. Chemin faisant, l'auteur s'attache à démontrer le mécanisme d'un événement ou d'un ensemble des faits auxquels son héros a été plus intimement mêlé. Souvent la démonstration est convaincante ou, tout au moins, éclaire les choses d'un jour nouveau. Citons, par exemple, l'analyse du comportement de Gamelin du 10 au 19 mai. Mais l'ensemble est écrit avec un parti pris qui donne par moment la nausée.

Et, tout d'abord, voici la liste des héros qu'étudie notre nouveau Carlyle : Léopold III, Churchill, de Gaulle, Reynaud, Gamelin, Weygand, Darlan, Chautemps, Lebrun, Herriot, Jeanneney, Laval, Pétain. L'ordre d'entrée en scène n'est pas le fait du hasard : si le jeune roi des Belges ouvre le cortège, c'est parce que son cas est une préfiguration de celui du vieux maréchal par qui s'achève la liturgie.

Et Hitler, dira-t-on? On l'aperçoit à peine. L'étudier, c'eût été poser le problème de fond : pourquoi cette guerre qui ébranla l'Occident? Pour M. Benoist-Méchin, la question ne se pose pas ; la guerre a été souhaitée par un

groupe de « jeunes conservateurs » anglais, dont Churchill, Eden, Spears, etc... Motif : l'antifascisme. En France, il y avait une coterie semblable, quoique plus bigarrée, avec Mandel, Blum, Campinchi, Champetier de Ribes. Et puis il y a un ambitieux, M. Paul Reynaud, qui veut le pouvoir, qui compte l'obtenir avec l'appui de l'Angleterre et qui, Flandin ayant déjà pris l'attache des conservateurs anglais pacifistes, jouera la carte des conservateurs bellicistes. Le 3 septembre 1939, leurs intrigues finissent par l'emporter et « il faut reconnaître, concède M. Benoist-Méchin, que Hitler les y a puissamment aidés, à force de multiplier les provocations » (t. III, p. 425). Il faudra encore quelques mois pour se débarrasser de Chamberlain et de Daladier. Enfin, le 10 mai 1940, « non seulement la guerre, la vraie guerre, est déclenchée, mais le tandem Churchill-Reynaud est au pouvoir pour lui faire face. Il lui a fallu cinq ans d'efforts pour en arriver là » (t. III, p. 430).

Sur quoi M. Benoist-Méchin s'acharne sur M. Paul Reynaud, en tant que chef de guerre. Il le montre animé par « une sorte de courant nerveux aigu, mais intermittent... Son action, toute en zigzags, déconcerte l'historien, qui a peine à en raccorder les aspects contradictoires » (t. III, p. 416-417). Tout ce chapitre sur Paul Reynaud serait à revoir de près.

Bref, la guerre est déclenchée. La parole est aux militaires. Notre auteur reconnaît au général Gamelin l'intelligence, le savoir-faire et les capacités professionnelles. C'est le régime qui a mis entre ses mains un instrument mauvais. Alors, acquitté? Certes non, car il manque de caractère. « Il toléra vraiment trop de choses pour qu'on puisse l'en absoudre... Caractère complexe et fuyant, plus bureaucrate qu'homme d'action, il s'est laissé paralyser par son respect excessif pour un pouvoir civil dont il ne devait, cependant, pas ignorer la faiblesse » (t. III, p. 491).

Voilà au moins des choses qu'on n'avait pas à craindre avec Weygand. « Lui qui se tient exclusivement sur le terrain national, il ne peut pas comprendre les angoisses du président du Conseil, aux yeux duquel le salut de la France est lié au triomphe d'une idéologie » (t. III, p. 505). En refusant d'arrêter le combat par une capitulation militaire dans la seule métropole, il a su contraindre le pouvoir civil à se reconnaître, lui et non pas l'armée, responsable de la défaite. Sans doute le pouvoir civil aurait-il conservé sa liberté de manœuvre. Mais « le légalisme de Weygand ne va pas jusque-là » (t. III, (p. 509).

Passons sur les sarcasmes, en partie mérités d'ailleurs, avec lesquels sont traités les leaders politiques : Chautemps, l'homme des compromis, Lebrun, Herriot, Jeanneney. Au fait, pourquoi rien sur Daladier? Seul Lebrun est traité avec une indulgence teintée d'un souriant mépris. Visiblement, on lui sait gré d'avoir appelé Pétain pour demander l'armistice, puis d'avoir disparu sans bruit après le coup du 10 juillet. Il n'a pas été dupe de ce qui se faisait. Mais tout s'était passé dans les règles. Il a poussé si loin le respect de la Constitution qu'elle a fini par en mourir. L'auteur est presque amusé de cette sorte de démonstration par l'absurde de la malfaisance du régime.

Pour parler de Laval, le ton redevient sérieux ; il atteint à la majesté pour parler de Pétain. Il y a des nuances entre eux : Laval a pour le régime plus de ménagements, pour les militaires plus de défiance. Mais les deux hommes voulaient tourner la page, rompre avec le passé, sauver ce qui pouvait l'être pour en faire le point de départ d'une vie nouvelle. Tout n'était-il donc pas fini? Pas une fois l'auteur ne plaide leur cause en invoquant l'attentisme ou le double jeu. Il ne faudrait peut-être pas le pousser très loin pour qu'il avoue le regret que les faits aient finalement donné raison à Churchill et à de Gaulle.

Qui étaient donc ces deux hommes? Sans doute M. Benoist-Méchin parle-t-il de « la carrure herculéenne de Churchill », de « la stature gigantesque de de Gaulle ». Mais il souligne avec complaisance leurs erreurs ou leurs faiblesses,

pour mieux leur reprocher d'avoir porté sur Pétain des jugements sévères. Il cherche aussi le secret de leur intransigeante espérance. C'est essentiellement l'orgueil. Passe encore pour l'orgueil de Churchill. Il a quelque chose de noble : c'est l'orgueil de l'Angleterre qui ne peut pas périr, qui n'a jamais tort et dont le monde entier doit servir les desseins. Celui de de Gaulle est d'une autre espèce : c'est l'orgueil d'un homme qui veut prouver à tout prix qu'il a eu raison. On n'a pas voulu adopter ses théories militaires. Eh bien, il en prouvera l'excellence : « Ramenant toute la stratégie à un simple problème de mécanique, il se dit qu'on ne pourra vaincre les forces blindées allemandes que par des forces blindées supérieures. Il faut se ménager le temps de les forger. Pour cela, il faut s'arracher au cadre métropolitain... Que la France saigne, que son sol soit ravagé, tout cela est, certes, affreux, mais, en somme, secondaire. Ce qui importe avant tout, c'est que le conflit ne s'arrête pas, c'est que la démonstration soit poursuivie jusqu'au bout — cette démonstration grâce à laquelle il triomphera de tous ses détracteurs » (t. III, p. 392). Prisonnier de son idée fixe, il part pour Londres et, le 18 juin, « place au centre de son appel l'axiome dont la démonstration est devenue sa principale raison d'être... Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrons vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure » (t. III, p. 403). Peu de gens répondent à cet appel. Alors il se cabre : « Il se vengera. Quand son glaive aura grandi, il en fera sentir le poids à ses compatriotes indignes... Sa querelle avec l'Allemagne s'efface de son esprit, comme absorbée par la violence de sa querelle avec la France » (t. III, p. 406). C'est ignoble.

Et dire que M. Benoist-Méchin promettait, dans son avant-propos, de débroussailler un terrain « envahi par les ronces de la sottise et de la mauvaise foi ». Le malheur est que M. Benoist-Méchin n'est pas un sot et qu'il sait écrire.

Pierre Dhers.

Pour apprécier l'objectivité et la documentation de M. Benoist-Méchin, le lecteur pourra utilement comparer la manière dont cet « historien » traite des possibilités de la guerre en Afrique du Nord (t. II, p. 145-146, 151, 152, 330, 432, 433 et 465-467 ; t. III, p. 511-516) et l'excellent ouvrage que M. Truchet a consacré au même sujet (1). Constatation curieuse : M. Benoist-Méchin cite cet ouvrage dans sa bibliographie, qui apparaît de plus en plus comme plaquée après coup. La seule lecture de l'Annexe I (Truchet, p. 365-368) ou celle des témoignages de la *Commission d'enquête parlementaire* (t. IX, p. 2811-2816) aurait peut-être modifié son exposé des faits et, en particulier, sa relation de l'audition du général Koeltz au Conseil des Ministres du 23 juin (t. III, p. 511-516). Nous remercions M. Truchet de nous signaler qu'au témoignage du contre-amiral de Belot (*La marine française pendant la campagne de 1939-1940*, p. 183-188) un important tonnage de navires marchands circula sans peine sur la Méditerranée occidentale du 12 au 25 juin 1940. Mais ce livre n'est même pas mentionné dans la bibliographie de M. Benoist-Méchin.

Le Bombardement de Fribourg (10 mai 1940)

Le numéro d'avril 1956 de *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* publie une mise au point établie par l'*Institut d'histoire contemporaine de Munich* au sujet du bombardement de Fribourg-en-Brisgau, le 10 mai 1940.

On sait que la version allemande propagée à cette date attribuait cette attaque contre une population civile à des aviateurs anglais et que c'est en

(1) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 23, juillet 1956.

représailles contre cette agression, contraire aux lois de la guerre, que l'Allemagne avait décidé de bombarder à son tour les villes anglaises.

Cette version est encore admise par l'ex-ministre du Reich, Braun, dans le livre de mémoires qu'il vient de publier sous le titre *De la Prusse orientale au Texas*.

Or, déjà le général Halder avait révélé que ce bombardement avait été, en réalité l'œuvre de l'aviation allemande et que Hitler, qui savait la vérité, avait donné l'ordre de propager l'autre version pour avoir un prétexte justifiant le bombardement des villes anglaises.

Une vive discussion s'était depuis élevée en Allemagne entre partisans des deux versions opposées. Et, pour mettre fin à cette polémique, le gouvernement allemand avait chargé l'*Institut d'histoire contemporaine de Munich* de dégager la vérité.

Après un an et demi de recherches et d'enquêtes, tant en Allemagne qu'en Angleterre et en France, l'Institut a confirmé les déclarations du général Halder. Les aviateurs allemands stationnés à Landbergen (Bavière) avaient reçu l'ordre, le 10 mai 1944, de bombarder le camp d'aviation de Dijon. Les Heinkel 111 — conduits par de jeunes équipages sans expérience — s'étaient perdus dans les nuages et, lorsque ceux-ci se dissipèrent, ils virent un camp d'aviation et crurent que c'était Dijon. Les bombes lancées sur Fribourg étaient bien allemandes, du type identifié SG 50.

Goering, informé des faits, mena aussitôt une enquête et conclut qu'une escadrille de neuf Heinkel 111 du groupe de campagne n° 51, stationné à Landberg, avait bombardé Fribourg. Il redoutait un blâme, mais l'état-major de la *Wehrmacht* lança aussitôt la fausse version contre l'Angleterre avec l'approbation de Hitler, qui en ordonna la diffusion pour une propagande intéressée.

L. Séror.

SUR L'ALLEMAGNE

L'Industrie pendant la Guerre

Le manuscrit d'un livre écrit en 1945 (1), trouvé à Berlin par les Alliés, était resté déposé dans une université américaine jusqu'à ce que M. Friedensburg en eût appris l'existence en 1953, date à laquelle le texte fut mis à jour, puis publié sous la forme du présent ouvrage. Aussi bien le gros de la bibliographie ne dépasse pas 1945 ; à noter, toutefois, que des références fréquentes sont faites à une conférence de l'économiste anglais N. Kaldor sur l'économie de guerre allemande et à la grande étude du *United States Strategic Bombing Survey* intitulée *The Effects of Strategic Bombing on the German War Economy* (octobre 1945). Dans l'ensemble, il s'agit ici d'un bref aperçu chronologique de l'économie de guerre allemande (130 pages de texte, le reste étant occupé par des tableaux statistiques et des annexes méthodologiques).

Point de départ : l'Allemagne entrait en guerre avec une industrie modernisée, une production d'armements double de celle de l'Angleterre et des États-Unis réunis et à peu près égale à celle de l'Union soviétique, d'importantes réserves de matières premières, et une localisation de l'industrie qui paraissait appropriée du point de vue stratégique. De l'avis des auteurs, l'Allemagne était suffisamment équipée pour gagner une guerre courte, mais n'était pas économiquement préparée à soutenir une guerre longue.

Sans entrer dans le détail des chiffres, il est intéressant de relever que les auteurs soulignent les déficiences de l'économie de guerre allemande : alors que les « goulots d'étranglement » n'ont presque jamais été graves et que l'approvisionnement en matières premières a, dans l'ensemble, été suffisant, l'organisation de l'économie de guerre a vu s'accumuler les erreurs et les échecs. Ils insistent sur les rivalités de compétence, la multiplication des pouvoirs dont aucun n'avait vraiment la haute main sur un secteur assez important, les conflits entre l'État, l'armée et le parti, l'inefficacité des contrôles et du commandement économique — bref, sous le couvert du *Führerprinzip*, absence de coordination et de planification véritables. Font exception à cet égard l'agriculture et l'œuvre réalisée dans les industries de l'armement par Speer du début de 1942 au milieu de 1944 : c'est l'œuvre de Speer qui occupe la place centrale dans cet ouvrage et qui est le mieux mise en relief.

En guise de mise en garde contre de « dangereuses illusions », les auteurs formulent cette conclusion : « Il n'y avait aucune possibilité de gagner cette guerre d'usines. En fait, l'Allemagne a été affaiblie de façon décisive surtout par les attaques aériennes et les pertes de territoires, mais, si ces circonstances n'avaient pas été déterminantes, le sort de la guerre eût été tranché à la longue par la supériorité de l'adversaire en hommes, en matières premières et en capacité de production. » Moralité : sur le plan économique la guerre est absurde.

Sur la contribution apportée à l'effort de guerre allemand par les pays conquis ou occupés, l'ouvrage reste discret, mais fournit quelques chiffres. Plusieurs notations cependant sont à relever. La réduction de la consommation en Allemagne a pu être en partie évitée grâce à la production accrue des territoires occupés de l'Ouest, ceux-ci ayant été appelés à se spécialiser dans la production de biens de consommation, et cela pour deux raisons : dans ce

(1) *Die deutsche Industrie im Kriege 1939/1945*. Publié par les *Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung*, Berlin, Duncker et Humblot, 1954, 216 p.

secteur, les secrets de fabrication avaient moins d'importance que pour les productions complexes de l'industrie sidérurgique, et la capacité de production des industries belges et françaises paraissait moins menacée par les bombardements. D'ailleurs, ajoute-t-on, la production des territoires occupés ne profita qu'en partie aux consommateurs allemands en raison des difficultés de transport et parce que les marchés des territoires occupés devaient « aussi » (*sic*) être approvisionnés. Pour un grand nombre de matières importantes, les territoires occupés contribuèrent pour plus de 20 % à l'approvisionnement de l'Allemagne et la perte de ces territoires fut pour celle-ci d'autant plus sensible. (Un tableau spécial est consacré aux importations de matières premières en provenance de quatre pays neutres de 1942 à 1944).

Dans l'effectif total de la main-d'œuvre en Allemagne, les étrangers et les prisonniers de guerre étaient au nombre de 6.300.000 fin mai 1943 et de 7 millions et demi fin septembre 1944 ; à ces deux dates, l'effectif de la main-d'œuvre civile allemande était respectivement de 30.300.000 personnes et de 28.400.000. Les auteurs font sur cet apport de main-d'œuvre des réserves qu'ils formulent de la manière suivante : indépendamment des méthodes contestables de recrutement forcé, l'emploi accru d'étrangers a compromis gravement le rendement et la sûreté de la production (p. 36) ; et ailleurs (p. 123), après avoir noté que l'appel à la main-d'œuvre féminine allemande était resté limité tout au long de la guerre pour des raisons matérielles et pour des « raisons » de principe, on constate qu'il a fallu compenser cela par le recours aux travailleurs étrangers et aux prisonniers de guerre ; abstraction faite des considérations morales et de droit, cet appel forcé à la main-d'œuvre étrangère a contribué à la résistance dans les territoires occupés et à une accentuation très regrettable de la tension politique. En dehors de ces quelques observations fort laconiques, l'ouvrage ne dit rien de la place occupée par la main-d'œuvre concentrationnaire dans l'économie de guerre allemande.

Au total, ce volume présente de l'intérêt par les statistiques qu'il contient et par l'idée qu'il permet de se faire des critiques formulées en Allemagne même à l'égard de l'organisation de l'économie de guerre allemande, du point de vue de son efficacité.

Jean Halpérin.
Université de Zurich.

Allemagne et Pologne (1932-1937)

Richard Breyer est le fils d'un Allemand de Pologne, loyal citoyen polonais (1) ; il publie un ouvrage sous les auspices du *J. G. Herder Institut* de Marburg (2). Cette position explique certaines idées de l'auteur, ses essais d'impartialité, ses défauts enfin (3).

Peut-on attendre un plan clair d'un ouvrage qui veut mêler deux problèmes qui, tout en se touchant, appartiennent à deux domaines différents? R. Breyer

(1) « Ich widme dieses Buch meinem Vater, Albert Breyer, dem deutschen Lehrer und Sprachinselforscher in Mittelpolen, der im September 1939 als Reserveoffizier der polnischen Armee gefallen ist » (p. VII).

(2) La carte de la couverture souligne quelles régions polonaises et allemandes étaient particulièrement l'enjeu : Grenzmark, Brandenburg, Schlesien, Ostpreussen, Oberschlesien, Posen, Mittelpolen, Wolhynien, Galizien, Pomerellen. L'ouvrage est édité dans la série « *Marburger Ostforschungen* (J. G. Herder-Forschungsrat) » sous le n° 3. A notre connaissance, personne ne s'est occupé chez nous de ce *Verein*, dont les revues polonaises parlent abondamment.

(3) Richard Breyer, *Das Deutsche Reich und Polen 1932-1937 ; Aussenpolitik und Volksgruppenfragen.* Würzburg, Holzner Verlag, 1955, 372 p.

savait-il à quelles difficultés il devait se heurter? C'est peu probable, car (p. v) il affirme que cette confusion des problèmes était justement l'objet du livre : « Tandis que les relations entre le Reich et la Pologne se plaçaient dans le cadre plus large des relations avec les grandes puissances, les rapports avec le Reich étaient pour la Pologne une question décisive pour son existence en tant qu'État... Nous voulons décrire ici l'évolution interne de la *deutsche Volksgruppe*, aussi bien que ses rapports avec l'État polonais, parallèlement au rôle joué dans les relations entre les deux États. »

Il était, il est vrai, difficile de séparer les deux questions ; mais de cette double ambition découle un manque d'équilibre : la politique du Reich est trop uniquement considérée du point de vue polonais et la politique intérieure polonaise, économique et sociale, est à peine effleurée (ainsi, nulle part, même dans le *Ausblick*, il n'est fait mention du camp de Bereza Kartuska ni des heurts entre prolétariat tant rural qu'urbain et « forces de l'ordre »).

Un autre élément très grave de déséquilibre est la question des Polonais en Allemagne ; traitée sommairement (p. 282-296), elle montre que l'auteur n'a vraiment pas compris les Polonais. Il ne s'agit pas des statistiques, et il importe peu de savoir que les Polonais affirmaient qu'une minorité polonaise de plus d'un million vivait en Allemagne, tandis que les Allemands n'en recensaient, en mai 1939, que 14.000 (p. 276 et 294). Il s'agit de savoir si, psychologiquement, aussi bien les Polonais de Pologne que les Polonais de l'étranger avaient abandonné toute idée de réunion. Cela ne peut pas être ; on a pu tourner en dérision l'insistance des autorités polonaises et des simples citoyens à considérer comme Polonais les émigrants établis en France ou au Brésil, aux États-Unis ou en Allemagne. Un fait reste : en 1955 comme en 1935, à Londres comme à Varsovie, les Polonais affirment l'existence et la pérennité d'une Polonia allemande. Certaines lacunes surprennent dans la bibliographie (1). Il est vrai que l'ouvrage de Noël et celui de Churchill sont cités en traduction allemande... L'erreur de Breyer pourrait sans doute être expliquée par le fait que, Allemand de Pologne, il en était réduit, pour parler de la situation dans le Reich même, aux on-dit « scientifiques » des statistiques officielles. Lui-même a souligné combien les Allemands de Pologne étaient peu au courant des réalités du *Altreich*.

Cela dit, suivons l'auteur. Son plan ne pouvait être que chronologique : d'abord jusqu'en 1933, puis jusqu'en 1934 (pacte de non-agression), enfin jusqu'en 1937. Une dernière partie, consacrée aux entretiens entre le Reich et la Pologne portant sur une déclaration relative aux *Volksgruppen*, en 1937, est la plus faible, sans doute parce que, voulant éviter les années précédant immédiatement la guerre (1938 et 1939), l'auteur a tracé une limite artificielle dans le temps.

Les critiques que Breyer adresse au traité de Versailles ne sont pas nouvelles — elles n'en sont pas moins justifiées, et Bainville les avait formulées avant même que les Allemands et les Polonais ne le fissent. Que la Pologne ne semblât être qu'un instrument de la politique française, plaçait le jeune État dans une situation fausse et le réduisait au rôle de vassal, donc de rebelle. Le rôle de Pilsudski, honni tant par les milieux officiels français que par les « démocrates » de Poznań, fut d'amorcer une politique indépendante. Il n'était pas besoin de lire C. G. Jung pour comprendre que cette politique, après un siècle et demi de non-existence en tant qu'État, allait être d'autant plus exaltée que le gouvernement français avait davantage sem-

(1) S'il cite le *Przeglad Zachodni* de Poznań (cf. *Annales E. S. C.*, *passim*), Breyer semble n'avoir pas lu les études de K. Orzechowski sur les établissements scolaires en Haute-Silésie allemande (1949/5-6), ni celle de J. Popkiewicz sur le lycée polonais de Bytom (*Ibid.*).

blé tenir la Pologne pour une Roumanie ou un Maroc. Nous pourrions presque dire que la survie de l'État polonais surprit autant les Français que les Allemands ; le reproche que Breyer (p. 26-27) formule sur les illusions des milieux économiques allemands à la veille de la conquête par la Pologne des marchés que la houille anglaise dominait pourrait être repris avec presque les mêmes mots par nous pour les milieux français (1).

Breyer expose avec clarté et impartialité tant les excès oratoires de Treviranus que les projets de guerre préventive conçus par Pilsudski à partir de 1923. Le plus remarquable est que ces lignes pourraient être celles d'un historien polonais : la menace polonaise pour le Reich mal armé ne pouvait être sous-estimée ; l'attitude de la France était faite pour décourager les meilleures volontés polonaises.

Plus, néanmoins, que cet exposé, les pages suivantes sont intéressantes : Breyer analyse avec une bonne foi évidente (mais aussi avec quelque rancœur) la situation de la minorité allemande en Pologne : la polonisation des milieux allemands était très avancée, en particulier dans les milieux intellectuels (*sic* !) et parmi les prêtres et pasteurs ; si les Allemands dans l'Ouest avaient, grâce à la grande propriété, acquis une situation importante dans les cadres de la *Volksgruppe*, il ne faut pas négliger l'importance numérique des Allemands de Moyenne-Pologne, dont R. Breyer dit : « Le centre de gravité biologique (*entendez* : *humain*) se déplaçait dans le cadre du *Deutschtum* en Pologne de plus en plus vers l'Est » (p. 45). A notre connaissance, Breyer est le premier à avoir mis en valeur ce fait, de même qu'il semble être le premier à avoir vu dans les partages de la Pologne aussi un partage de la *Volksgruppe* allemande : dans les provinces prussiennes et autrichienne, les Allemands redevinrent *Reichsdeutsche* ; dans les provinces russes, ils restèrent *Auslandsdeutsche*, ce qui ne fut pas sans influer sur leur position après 1918 : ils ne virent pas dans l'État polonais autre chose qu'un État, peut-être slave, mais dans le cadre duquel ils pourraient vivre comme ils en avaient si bien pris l'habitude ; les Allemands de l'Ouest, par contre, tendaient vers un nationalisme allemand en rébellion contre l'État polonais. D'autre part, il y avait parmi les Allemands de Pologne des marxistes (socialistes ou communistes) qui furent, surtout après 1933, amenés à prendre une position antihitlérienne. « Il n'y avait absolument aucune unité de pensée politique parmi les Allemands de Pologne, tant pour des raisons de dispersion et de mode de vie que pour des raisons idéologiques » (p. 57) (2).

L'attitude des Allemands ne se transforma pas beaucoup après la *Machtergreifung*. Si les succès de Hitler et la propagande pan-allemande ne pouvaient qu'amener une cristallisation des sentiments allemands, néanmoins les premières années des relations polono-allemandes ne purent en rien encourager l'esprit de rébellion des Allemands de Pologne. Breyer paraît considérer comme sincères les intentions tant de Hitler que de Pilsudski et de son successeur, Beck ; tous les deux étaient placés dans une situation qui leur commandait un aplanissement des relations : Hitler encore faible intérieurement et extérieurement, la Pologne placée entre l'U. R. S. S. et l'Allemagne et non soutenue par la diplomatie française. Le *Pacte à Quatre* semblait isoler la Pologne, qui dut en tirer des conséquences peut-être désagréables, mais néces-

(1) « Es ist möglich, dass man sich auch den Vorstellungen einer « polnischen « Wirtschaft » hingab und keine Planung und schöpferische Energie beim polnischen Partner erwartete. »

(2) Nous posons la question que ni Breyer ni les historiens polonais ne semblent s'être posée : que sont devenus les marxistes allemands (tous n'allèrent pas à Bereza Kartuska) et les loyaux citoyens (tous ne moururent pas sous l'uniforme polonais en 1939) après la conquête de la Pologne par l'U. R. S. S. et par le Reich?

saires. En 1936, comme en 1933, la France refusa toute intervention destinée à affaiblir Hitler (p. 102).

Ainsi, le livre parvient au point le plus important, celui des relations polono-allemandes entre 1934 et 1937 (p. 116-297). Pour Breyer, le responsable de la politique polonaise fut la France, surtout depuis le rapprochement franco-soviétique. Avec quelque ironie pour les prétentions politiques de la Pologne « grande puissance », il résume, néanmoins, l'essentiel de la situation (p. 189). Serrée entre les deux grandes puissances dynamiques, non séparée d'elles par des frontières naturelles, « trop petite et trop faible pour pouvoir résister longtemps, ne serait-ce qu'à l'une d'elles, mais trop grande pour pouvoir rester neutre ».

Mais le lecteur, après avoir compris dans quel esprit écrit l'auteur, est amené à se demander ce que le livre apporte de nouveau. Il y a bien le rôle de Rauschning, « ein Kenner Polens » (p. 195), celui de Pant, Allemand de Silésie et adversaire des nazis (p. 224 et suiv.) ; il y a quelques bonnes formules et même une étude intéressante : celle du parti *jeune allemand* (J. D. P.) (p. 239 et suiv.). Mais l'affaire de Dantzig ne donne lieu à aucune véritable analyse et, surtout, le problème si complexe de la politique intérieure du gouvernement polonais est éludé : pas un mot de la répression des activités communistes, des mouvements ouvriers et paysans, de la création de la marine polonaise ; à peine quelques lignes sur la nouvelle industrie du C. O. P. (*Centralny Okreg Przemyslowy*, district industriel stratégique créé de toutes pièces au centre de la Pologne). Pas un mot — ou si peu — non plus de la question juive : ne voyait-on pas les nationalistes de Poznań, attaquant âprement la politique proallemande de Beck, être d'accord avec les nazis, cependant, pour la persécution des Juifs, et le *Pregierz* se faire l'écho du *Stürmer*?

Les dernières pages ne nous apportent rien, sinon de neuf, du moins de solide. Le livre se termine par un *Ausblick* qui est non seulement un résumé abusif, mais un des procédés les plus détestables en histoire : ce faux futur ne prouve rien, ne décrit rien et trompe le lecteur.

En conclusion, nous pouvons saluer une tentative honnête d'exposer avec clarté les rapports polono-allemands, tentative d'autant plus remarquable que, comme par le passé, les invectives sont encore échangées quotidiennement entre Polonais et Allemands. Mais nous devons aussi mettre en garde le lecteur contre l'aspect un peu facile du problème : au fond, on peut, après la lecture de l'ouvrage, vraiment se demander pourquoi il y eut la guerre, pourquoi il y eut le *Bromberger Deutschenmord* et pourquoi il y a eu Oswiecim.

J.-B. Neveux.
Alger.

Ernst et l'autonomisme alsacien

Utilisant les loisirs forcés que ses longs démêlés avec la justice française lui accordaient, Robert Ernst a écrit, sous la forme d'un journal tenu de juin 1951 à juin 1952, une sorte de compte rendu d'activité (1). L'éditeur même de la revue berlinoise (*Elsass-Lothringen Heimatstimmen*) dans laquelle Robert Ernst, de 1923 à 1940, « combattit pour la défense du *Volkstum* allemand dans sa patrie », ainsi que l'on veut bien le rappeler en guise d'introduction, a tenu à publier en 1954 un ouvrage qui fait partie d'une collection en lutte contre « la diffamation et les préjugés ». Soyons donc, à notre tour, sans préjugés et écoutons R. Ernst présenter son rôle dans la naissance et le déve-

(1) Robert Ernst, *Rechenschaftsbericht eines Elsässers*, Berlin, Verlag Bernard & Graefe, 1954, in-8°, 420 p.

loppement du mouvement autonomiste alsacien entre les deux guerres et son activité, de 1940 à 1944, en la double qualité de maire de Strasbourg et de conseiller politique du *Gauleiter* Robert Wagner.

Alsacien authentique, Robert Ernst aurait pu revendiquer en 1918 la nationalité française (1). Il n'y songea pas un instant, car, en accord avec son père, pasteur de l'église Saint-Thomas de Strasbourg, et en opposition avec sa mère, issue d'une famille de traditions très françaises, il se sentait farouchement Allemand (2). Dans les années qui avaient précédé la première guerre mondiale, le jeune Robert Ernst — il naquit en 1897 — avait observé avec dépit des efforts entrepris par une partie de la bourgeoisie alsacienne en vue de resserrer les liens culturels avec la France. Les leçons des professeurs d'histoire envoyés en Alsace à la conquête des esprits l'avaient fortement marqué. Lui, qui devait plus tard reprocher à la France de Clemenceau de ne pas faire procéder à un plébiscite en Alsace et en Lorraine, approuvait alors Bismarck de n'avoir pas couru en 1871 les risques d'une consultation de populations annexées contre leur gré ; l'Alsace et la Lorraine n'étaient-elles pas allemandes en vertu du « droit historique » et en raison de leur rattachement au groupe linguistique germanique (3)? Aussi, en 1914, à dix-sept ans, Robert Ernst, au grand scandale de la famille maternelle, s'engagea-t-il pour participer à l'écrasement de la France détestée. En janvier 1918, il a la joie de devenir officier. Bien que la victoire tant espérée soit longue à venir, il n'éprouve aucun doute sur l'issue favorable de la guerre (4).

A ses yeux, l'armistice de 1918 ne peut être qu'une trêve. Réfugié en Allemagne, il est persuadé — et sur ce point sa prophétie se réalisera — qu'il vivra assez pour rentrer dans sa chère Alsace, libérée de la présence française. Pour l'heure, il est, comme beaucoup d'autres Allemands, un officier démobilisé sans emploi. Étudiant de la Faculté de Droit de Tübingen, il y conquerra, en même temps que le grade de docteur (1921), une position qui correspond à sa vocation. La présidence de la *Ligue des Étudiants alsaciens-lorrains dans le Reich*, qu'il assume dès 1919, sera le point de départ d'une carrière qui l'introduira dans les plus importantes de ces organisations qui, un peu partout, surgissent pour défendre les droits des minorités allemandes « opprimées » : le *Verein für das Deutschtum im Ausland* et surtout le *Deutscher Schutzbund für die Grenz-und Auslanddeutschen*. Cette dernière association, qui tourne ses regards vers les Allemands de la « frontière », a, bien entendu, une section spécialisée dans les questions d'Alsace et de Lorraine. Robert Ernst, installé à Berlin, la dirige. En même temps, il entre dans le comité directeur du trop célèbre *Institut scientifique des Alsaciens-Lorrains dans le Reich* de Francfort. En 1923, il fonde la revue : *Elsass-Lothringen Heimatstimmen*, qui devait, jusqu'en 1940, fournir aux autonomistes alsaciens les principaux thèmes de leur propagande. Ce bref rappel de l'activité de

(1) On sait que des juristes français ont, après 1945, soutenu que Ernst devait être considéré comme ayant recouvré *ipso facto* la nationalité française en vertu du traité de Versailles.

(2) Comme nous le révèle Robert Ernst, son frère cadet, Edi, né en 1902, suivit les traditions familiales maternelles et rompit avec lui après 1918.

(3) Cette conception pangermaniste de la question alsacienne sera, on le sait, reprise par les théoriciens nazis. Robert Ernst, qui s'efforce, au cours de son plaidoyer, de passer sinon pour un antinazi, du moins pour étranger à l'idéologie hitlérienne, s'accordait, sur ce point, parfaitement avec les doctrinaires du III^{e} Reich.

(4) Son imperturbable optimisme ne s'explique pas seulement par l'enthousiasme de la jeunesse ; vingt-six années plus tard, après une fuite peu glorieuse de Strasbourg conquise par la division Leclerc, Ernst, posté à Kehl, attendra avec confiance le miracle. Détaché de bonne heure de toutes croyances religieuses, il a foi dans la mission de l'Allemagne à régenter l'Europe.

Robert Ernst entre les deux guerres suggère quelques questions : qui subventionnait cette propagande pangermaniste, et plus particulièrement son chef, qui venait de fonder un foyer? Quelle était la nature des relations existant entre Ernst et les dirigeants autonomistes? Sur le premier point, Robert Ernst est discret (1) ; sur le second, très réticent. Sa thèse est la suivante : indigné par la politique assimilationniste du gouvernement français, il a entrepris de la dénoncer ; peu à peu, à partir de 1923, les champions de l'autonomisme se sont tournés vers leur défenseur naturel ; il cite quelques noms, ceux des députés Hueber et Mourer (2) qu'il déclare, sans doute pour la commodité de son exposé, avoir rompu avec le parti communiste dès 1924 — alors qu'ils furent exclus par le comité central en 1929 sous l'influence de Jacques Doriot ! — celui de Karl Roos (3). Mais ce que les autonomistes attendaient de Robert Ernst, nous ne le savons pas, ou plutôt, ce n'est pas par Robert Ernst que nous le savons (4). En tout cas, il est remarquable de relever sous sa plume que l'homme qui se défend aujourd'hui d'avoir été l'inspirateur du mouvement autonomiste a, en dépit de ses convictions monarchistes, conservé après 1933, ses multiples fonctions, parce qu'il était le seul Allemand à entretenir des relations étroites avec l'Alsace ! Quoi qu'il en soit, Robert Ernst paraît s'être aisément adapté au nouveau régime.

Dès la défaite française, Robert Ernst, l'exilé volontaire, foule, après vingt-deux ans d'absence, le sol natal. Il se croit appelé, en raison de ses origines, à administrer l'Alsace au nom du Führer. Mais Hitler se contente de le nommer maire de Strasbourg et conseiller politique du Gauleiter Robert Wagner. La version que donne Ernst de sa conduite en Alsace est simple : la libération des prisonniers alsaciens, les grâces de certains condamnés politiques sont dues à son action. La germanisation ridicule des noms de famille à consonance française, les expulsions, les camps de concentration, l'enrôlement dans la Wehrmacht sont l'œuvre soit de Hitler, soit de Wagner, brave homme, mais trop docile exécutant du Führer. Passons... Il n'en reste pas moins que le plaidoyer de Ernst est très révélateur quant à la psychologie d'un homme qui se considère comme particulièrement qualifié pour comprendre l'âme de l'Alsace. Il se flatte, par exemple, d'avoir été à l'origine de la désignation de sept *Kreisleiter* alsaciens sur douze, afin de répondre aux vœux de la population. Comment ne comprend-il pas que ces sept personnages qui, avant guerre, avaient nié tout rapport avec lui et avec l'Allemagne nationale-socialiste se trouvaient discrédités à jamais aux yeux de ceux-là même qui avaient cru naguère à la sincérité de leurs aspirations « régionalistes » !

Ernst, il est vrai, ne paraît pas avoir été doté d'une grande intelligence politique. Un exemple suffira, croyons-nous, pour en administrer la preuve. Robert Ernst ne s'était pas inquiété de constater l'absence, dans le texte de l'armistice de Rethondes, de toute référence à l'Alsace et à la Lorraine. Il n'imaginait pas que le Führer tout-puissant ait pu hésiter à formuler des exigences territoriales susceptibles de faire échouer les pourparlers d'armistice avec le gouvernement du maréchal Pétain, ou, à tout le moins, de rallier l'Afrique du Nord au général de Gaulle. Il ne pouvait s'agir que d'un oubli

(1) Il se contente d'indiquer que tous les partis politiques allemands l'ont aidé financièrement à l'époque de Weimar (p. 56) ; sur les subventions de l'époque nazie, il est muet.

(2) Ces deux personnages, après avoir été longtemps les chefs du communisme alsacien, se rallièrent bruyamment en 1940 au national-socialisme. Mourer sera *Kreisleiter* de Mulhouse.

(3) Karl Roos, fusillé au début de 1940 pour haute trahison, sera considéré, durant l'occupation, comme un héros de la « résistance » antifrançaise.

(4) R. Ernst, avec une fausse naïveté désarmante, déclare, par exemple, ignorer si l'accusation de haute trahison contre K. Roos était fondée !

que Hitler ne manquerait pas de réparer dans le grand discours qu'il devait prononcer le 19 juillet devant son fidèle Reichstag. Désireux de gagner d'un coup l'entière faveur du Führer, Ernst soumit le 18 juillet à la signature de quinze autonomistes libérés des prisons françaises, le *manifeste des Trois-Épis* (1). Hitler y était prié de bien vouloir incorporer l'Alsace et la Lorraine dans le Grand Reich. Le manifeste en poche, Ernst partit précipitamment pour Berlin dans l'espoir de le remettre au Führer avant même qu'il prononçât son discours. Arrivé à la chancellerie, le pauvre Ernst apprit que son beau zèle était inutile : Hitler n'avait nullement l'intention de parler des deux provinces. Penaud, Ernst quitta immédiatement Berlin, pour remonter le moral des signataires du manifeste à qui il avait fait faire ce pas de clerc.

Quant à lui, persuadé de la pérennité du III[e] Reich, il continua à déployer une ardeur plus impétueuse qu'éclairée pour conquérir les cœurs. Il a la délicatesse, d'ailleurs, de révéler qu'il ne fut pas le seul à manifester la bienveillance la plus touchante à l'égard des Alsaciens. Ceux-ci seront certainement très surpris d'apprendre que les ministres badois chargés de les administrer, ainsi que le D[r] Scheel et son successeur, le D[r] Fischer, placés à la tête du *S. D.* et de la Gestapo, étaient des esprits compréhensifs et des âmes sensibles (2). Bien plus, Ernst, qui ne semble pas avoir une idée du mépris que l'on voue en Alsace à ses protégés autonomistes et à lui-même (3), émet la prétention — où le cynisme le dispute à la naïveté vraie ou feinte — de servir la cause du rapprochement franco-allemand en publiant son « compte rendu ». Il prouverait ainsi, s'il en était besoin, que lui, l'Alsacien allemand, n'a compris ni les Alsaciens ni ceux des Allemands qui s'efforcent de tirer de l'histoire récente les conclusions nécessaires.

Jean Sigmann.
Inspecteur d'Académie à Guéret.

Les Souvenirs de Dietrich sur Hitler

L'ouvrage posthume du « *chef du service de presse du Reich* » fut écrit, en 1946, sous l'impression immédiate de l'effondrement allemand, dans le camp d'internement britannique de Fallingbostel (4). Dietrich donna, à Noël 1948, son manuscrit à la famille qui avait recueilli son plus jeune enfant en lui demandant de ne le publier qu'après sa mort. Le *Reichspressechef*, qui mourut deux ans après sa libération, en novembre 1952, ne voulait pas, en effet, que son ouvrage puisse être suspecté d'être un plaidoyer *pro domo* (5).

Otto Dietrich, qui, en sa qualité de journaliste, approcha Hitler dès 1931, fut en activité pendant presque toute la durée du gouvernement national-socialiste, du début au 30 mars 1945, date à laquelle son maître le démit de ses

(1) Il s'agit de la station climatique réputée située près de Colmar.

(2) Pour donner à son récit un accent véridique, l'auteur a cru bon de rappeler une action digne d'un policier nazi, mais indigne d'un fonctionnaire de son rang. Entrant chez un coiffeur de Strasbourg, il y remarqua que le patron et son épouse parlaient le français. Sans tarder, il avertit le bon D[r] Fischer, qui fit fermer et confisquer l'établissement et envoyer les propriétaires spoliés au camp de concentration de Schirmeck.

(3) Un ancien député, dont Ernst ne cesse de faire le plus bruyant éloge, a eu l'occasion, lors des élections cantonales de 1955, de mesurer dans sa circonscription à quel point la population se souvient !

(4) Otto Dietrich, *12 Jahre mit Hitler*, München, Isar-Verlag, 1955, in-8°, 285 p.

(5) Il existe une édition française des Mémoires d'Otto Dietrich, parue sous le titre de *Hitler démasqué*. Trad. de l'allemand par Paul Stephano, Grasset, 1955, in-8°, 251 p.

fonctions. Il appartint à l'entourage immédiat du « Führer », au cercle de ses intimes, mais non à la caste des grands chefs nazis. Aussi, en raison de ses rapports presque quotidiens avec Hitler, Dietrich est-il à même de fournir un grand nombre de renseignements sur la vie de son « Führer ».

Dietrich, qui plaide coupable, dit avoir servi, de bonne foi, une cause injuste. Selon le *Reichspressechef*, Hitler aurait possédé beaucoup de qualités, il aurait fait montre d'héroïsme, ce qui lui valut la vénération d'un peuple ; par contre, la perspicacité politique et le sens moral nécessaires pour atteindre à la vraie grandeur lui auraient manqué ; en affirmant très sérieusement cette vérité unanimement reconnue, Dietrich apparaît bien naïf. Selon son *Reichspressechef*, Hitler n'aurait pas été un malade, il n'aurait pas été fou, il n'aurait eu qu'un fort penchant pour tout ce qui est démesuré, comme si ce n'était pas la marque même de la dangereuse « paranoia ». Hitler aurait possédé une prodigieuse force de volonté qui aurait échappé à l'influence de son entourage ; ainsi le Sénat, qui avait été promis au Parti, n'a jamais été constitué et pendant toute la durée de la guerre et déjà quelques années auparavant le Conseil de Cabinet ne fut jamais convoqué.

Après avoir brossé un portrait de son « *Führer* », Dietrich rappelle certains faits tels qu'il les a vécus. Il affirme que « le vrai enthousiasme populaire », lors de l'entrée des troupes allemandes en Autriche, aurait beaucoup contribué à éveiller chez Hitler l'idée qu'il avait une mission à remplir et qu'il était le sauveur des *Volksdeutschen*. Il n'aurait pas songé à l'*Anschluss* au début de son entreprise, mais la passivité des pays étrangers stimula son audace.

Selon Dietrich, Ribbentrop aurait informé tendancieusement son maître sur l'Angleterre ; par contre, ce serait Hitler lui-même qui aurait eu l'initiative du pogrom qui suivit l'assassinat à Paris du conseiller d'ambassade von Rath ; Hitler serait aussi directement responsable de la politique d'asservissement observée à l'égard des peuples de l'Est après la campagne de Russie.

Hitler serait le stratège victorieux de la campagne de France, il aurait rejeté, malgré l'avis de l'État-Major général, le *plan Schlieffen* et mis au point le projet du maréchal von Manstein (1). En sa qualité de chef d'armée, il aurait d'ailleurs fait prévaloir une stratégie excellente dans l'offensive, mais qui se serait révélée pernicieuse et même catastrophique dans la défensive.

La fameuse déclaration de Dietrich du 9 octobre 1941, selon laquelle la campagne de Russie était victorieusement terminée à cette date, aurait été dictée par Hitler et approuvée par Jodl. Dietrich n'aurait été que le porte-parole de son maître. Le *Reichspressechef* passe d'ailleurs sous silence le but de cet énorme bluff qui était d'inciter le Japon à la guerre contre l'U. R. S. S.

Dietrich aurait perdu sa charge, le 30 mars 1945, parce qu'il se serait refusé « à inviter la population à une guerre de francs-tireurs dépourvue de sens ».

Après avoir fait un portrait de Hitler chef de parti, chef d'État et stratège, dans la deuxième partie de son livre intitulée *Images de la vie de Hitler*, Dietrich présente sous la forme de catalogue-dictionnaire (2) une foule de récits et d'anecdotes concernant son « Führer » ; ainsi, il raconte que Hitler donnait ses ordres oralement, sous l'impulsion du moment, à ceux qui se trouvaient près de lui, ce qui occasionnait souvent des malentendus ; que Hitler faisait lui-même ses discours, après avoir exprimé pendant des jours et des nuits ses pensées à son entourage, que Hitler lisait des livres techniques, des biographies

(1) Dietrich, p. 96. *Die West-Offensive*. A rapprocher de l'article substantiel de Hans-Adolf Jacobsen, *Winter 1939-1940. Hitlers Gedanken zur Kriegsführung im Westen*. Wehrwissenschaftl. Rundsch., octobre 1955, p. 433-447, qui vient corroborer le témoignage de Dietrich.

(2) Par exemple, *la méthode de travail de Hitler ; le père spirituel de Hitler : Dietrich Eckart, Hitler et la jeunesse allemande, Hitler et l'industrie lourde*, etc...

et des ouvrages sur les arts, mais pas d'ouvrages littéraires ou scientifiques ; que, malgré son attitude de refus à l'égard des Églises chrétiennes, Hitler n'avait accepté le *mythe du XX^e siècle* de Rosenberg qu'après beaucoup d'hésitation et sur les instances pressantes de l'auteur. Selon Dietrich, il n'y eut, en réalité, que deux attentats contre Hitler, celui du 8 novembre 1939, dans le *Bürgerbräu Keller* de Munich et celui du 20 juillet 1944. Le *Reichspressechef* raconte aussi des scènes de la vie de Hitler à Munich et « à l'Obersalzberg ».

Ainsi l'on trouve dans les Mémoires de Otto Dietrich une foule de renseignements souvent pittoresques, parfois intéressants, sur la vie de Hitler. Mais si le *Reichspressechef* révèle certains traits de caractère peu connus de son « Führer », par contre il ne traite que relativement peu des grands événements politiques. En effet, Hitler ne se servait que rarement de son *Reichspressechef* dans les grandes occasions. D'autre part, on remarque chez Dietrich un goût du détail, de l'anecdote, mais le *Reichspressechef* n'aborde pas les problèmes politiques, il n'est pas taillé à leur mesure. Toujours est-il que les biographes de Hitler pourront glaner des renseignements dans l'ouvrage de Otto Dieteich.

M. Adler-Bresse.
Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine.

Propagande et rapports anglo-allemands

Le nom de M^me Gärtner ne se trouve ni dans les livres d'histoire — récits ou témoignages — ni dans les recueils de documents diplomatiques (ceux, du moins, qui ont été publiés jusqu'ici). Il mériterait pourtant d'y figurer, au chapitre de la politique extérieure de l'Allemagne, tellement il est représentatif d'activités semi-officielles plus discrètes et parfois plus efficaces que les autres (1).

Formée par un secrétariat qui l'avait introduite successivement auprès de l'économiste Ernst von Halle, du « ministre » Dernburg et du docteur Wilhelm Cuno, c'est-à-dire dans les bureaux et les bibliothèques de l'Amirauté, des Colonies et du Trésor, M^me Gärtner, dès 1914, joignait à des qualités de méthode intellectuelle la connaissance parfaite de l'anglais, le goût du travail, mais d'un travail mené en vue de l'action. Estimables aptitudes, plus masculines que féminines. Dans ces mémoires, il n'y a pas de place pour la rêverie, et il y en a très peu pour l'examen scientifique des problèmes. Sont-ils bien « titrés »? L'auteur, en effet, veut mettre en belle lumière le témoignage d'un ami britannique (p. 380), mais la « bonne volonté » de M^me Gärtner a toujours été celle d'une « révisionniste » opiniâtre et son « ambassade » a toujours participé de la propagande.

Laissons de côté la première guerre mondiale, durant laquelle l'auteur débuta dans le service des affaires étrangères qui divulgua quelques centaines de circulaires et de livres — généralement en plusieurs langues — et édita, entre autres, le fameux *Mitteleuropa* de Friedrich Naumann (2). Prenons les choses en 1919. Désormais, et jusqu'en 1943, c'est-à-dire pendant un quart de siècle, M^me Gärtner va travailler au relèvement de son pays avec une variété de moyens et une efficacité qui méritent l'attention de l'historien. Au reste, l'étendue de ses relations nous permet de voir et de revoir une foule de personnages, Allemands, Anglais, Américains, acteurs sacrifiés aujourd'hui

(1) Margarete Gärtner, *Botschafterin des guten Willens, Aussenpolitische Arbeit 1914-1950*, Bonn, 1955, in-16, 622 p.

(2) Sur le sens exact de cet ouvrage, voir Fr. C. Sell, *Die Tragödie des deutschen Liberalismus*, Stuttgart, 1953.

pour la plupart, eux aussi, et pourtant intermédiaires essentiels entre l'Allemagne et l'étranger.

Mme Gärtner a voulu d'abord, dans un effort modeste, épauler « culturellement » la résistance des Rhénans occupés — d'où la création de la *Rheinische Volkspflege*. Mais, très vite, apparaît l'idée d'alerter l'opinion étrangère pour obtenir l'adoucissement du régime d'occupation (p. 62). Puis, par un élargissement logique, naît, en février 1922, la « société d'économie politique » (*Wirtschaftspolitische Gesellschaft*, W. P. G.), qui se donne pour objectif essentiel, par ses statuts, « d'éclairer l'étranger sur toutes les conséquences du traité de Versailles pour l'Allemagne » et « d'arriver à de meilleurs rapports [extérieurs], particulièrement avec les pays anglo-saxons » (p. 84). Institution originale, cette société se prétendait association privée, fondée par Bruno Bruhn, l'un des directeurs de Krupp (qui la présida jusqu'en 1927) et six autres chefs d'entreprises industrielles, minières et bancaires, dont Hermann Roechling (p. 83) ; mais, orientée vers l'étranger, elle entretenait des relations suivies avec les bureaux de la *Wilhelmstrasse* et, à partir de 1927, avec le ministère de Prusse (p. 140-141), qui la subventionna. L'auteur insiste sur la modestie de l'installation matérielle (deux ou trois employés), sans donner la moindre précision d'ordre financier. Les commodités de toute sorte assurées par les magnats de l'économie décuplèrent certainement la puissance d'un organisme vers lequel une foule de canaux dirigeaient le visiteur étranger, avant même qu'il ne quittât son propre pays (p. 222). Par ailleurs, Mme Gärtner demeurait en liaison permanente avec le *Schutzbund für Grenz-und Auslandsdeutsche*, avec le *Verband der Auslandsdeutschen*, avec le *Frauenausschuss gegen die Schuldlüge*, etc., etc. « La *Société d'économie politique* était en rapports avec toutes les organisations qui entretenaient des relations quelconques avec l'étranger et elle pouvait exercer son influence chez toutes » (p. 213).

Orientation vers l'étranger, mais, en fait, ignorance des voisins immédiats, et d'abord de la France — car la France se cramponne au traité de Versailles, qu'il s'agit, précisément, de ruiner moralement. La *W. P. G.* représente l'une des plus intéressantes tentatives de gagner l'opinion anglo-saxonne aux thèses révisionnistes de l'Allemagne : voyages d'études, préparés et accompagnés, dans l'Ouest et l'Est allemands, documentation et information distribuées directement aux visiteurs ou exportées, collaboration étroite aux ouvrages publiés par les Anglo-Saxons sur les problèmes allemands, tournées de l'auteur en Angleterre et, secondairement, aux États-Unis. Ne connaissait-on pas depuis 1919 les réticences britanniques à l'égard de Versailles? Des contacts n'avaient-ils pas été recherchés par les Britanniques eux-mêmes, particulièrement sur le plan économique (Vickers Armstrong et Krupp) comme sur le plan politique (les deux premiers voyages de députés), dès 1921? Bien qu'incomplète, l'énumération des personnalités touchées par Mme Gärtner ne manque pas d'impressionner, à commencer par le journaliste Blackwell et les Snowden, pour continuer par Sir Evelyn Wrench, de l'*A. P. A* (*All People's Association*) et du *Spectator*, ou par William H. Dawson, et terminer sur ce Conwell Evans (1) dont les efforts, de 1932 à 1939, furent à la hauteur des illusions. Les Britanniques ont manifesté une longue confiance et une non moins longue « réceptivité ». Les exemples en abondent. Que de débiteurs de Mme Gärtner ! Ainsi Graham S. Hutchinson avec *Silesia Revisited* (1929) (p. 94), Bonnet (2) avec *Europe's only Hope* (1928) et *Truth* (3) (p. 114),

(1) Sur ce personnage, voir le livre de Seabury, que nous avons cité dans l'article consacré à Joachim von Ribbentrop (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 22, avril 1956).

(2) Bonnet (Francis) et non Bomert, comme l'écrit Mme Gärtner.

(3) Nous n'en avons retrouvé la mention ni dans *The english Catalogue of Books*, ni dans le *Cumulative Books Index*.

Dawson avec *Germany under the Treaty* (1933), l'Américain Shuster avec *The Germans* (1932), et son concitoyen Kalijarvi avec *The Memel Statut* (1937), ou Tiltman avec *Slump* (1932) et *The coming War* (1). Et j'en passe, en laissant même dans l'oubli une curieuse histoire de l'Université de Prague.

Sous la firme *W. P. G.* ou sous son propre nom, l'auteur a lancé plusieurs ouvrages, en allemand ou en anglais : *Berlin in der Weltwirtschaft* ; *Germany, An Outline of her Political, Economic, Social and Cultural Life* (1929) ; *Looking East* (sur la Prusse Orientale, belle édition illustrée, 1932) ; *Zeugnisse der Wahrheit, Danzig und der Korridor im Urteil des Auslandes, Danzig and the Corridor, World Opinion on the Topic of To Day* (1939).

Pour paradoxale que la chose puisse paraître, l'auteur affirme avoir résisté victorieusement aux efforts de *Gleichschaltung*, sur lesquels elle nous livre certains détails intéressants (p. 243). Après un interrègne de quatre mois, la *W. P. G.* a donc continué à vivre, mais sous un nouveau président, Fischer, gros personnage de la banque, membre du parti, par bonheur dépourvu de zèle. Mme Gärtner a rencontré Ribbentrop en ville, en 1934, et accepté de dresser un rapport d'activité qui expliquerait l'intérêt porté dès lors par le diplomate à Conwell Evans (p. 309), mais les rapports entre la *W. P. G.* et Ribbentrop en seraient restés là. L'hostilité au nazisme, par pacifisme et par esprit religieux, n'étouffait pourtant pas l'appréciation des chances nationales, pour ne pas dire nationalistes, de l'Allemagne nouvelle : Mme Gärtner avait éprouvé, avec beaucoup d'autres Allemands, de la satisfaction lors du retrait de la *S. D. N.* (p. 264). Par contre, une véritable « consternation » à la nouvelle de l'accord germano-polonais de janvier 1934, qui faisait renoncer la *W. P. G.* aux *initiatives* d'information et d'enquête dans les pays de l'Est (p. 275). Grosse activité dans la préparation du plébiscite de la Sarre : réunion berlinoise organisée par la *W. P. G.*, le 16 février 1934 (p. 281) ; longue mise au point de l'information, notamment à l'usage des Britanniques, avec le journaliste anglais Bolton ; présence à Sarrebrück de Mme Gärtner, correspondante (fictive) du *Danziger Tageblatt*... Une pause relative ensuite. La question du corridor mise en veilleuse, la *W. P. G.* s'intéresse, à partir de 1934, à Flensburg (p. 294) et à Memel (p. 302). A l'automne 1936, elle délègue une nième fois à Londres Mme Gärtner, qui resserre alors les liens établis avec l'*Institut Royal des Affaires étrangères* (p. 327). Puis c'est le premier voyage aux États-Unis...

Ici encore, ne suivons pas au fil des jours. La deuxième guerre mondiale surprend l'auteur et la *W. P. G.* dans une nouvelle phase d'activité « polonaise (2) ». Mme Gärtner travaille, en octobre et novembre 1939, au *Livre blanc* sur les causes de la guerre, puis, à la demande de Dieckhoff, des Affaires étrangères, elle va passer plusieurs mois aux États-Unis, en 1940 — l'un des agents chargés d'entretenir dans le nouveau monde les sympathies pour l'Allemagne et l'esprit de neutralité (rencontre avec Robert E. Wood, de *First America*, p. 466-467). De retour à Berlin, elle entre officiellement au ministère des Affaires étrangères (*Informationsabteilung* ou *Infa*), va voir à Stockholm Sven Hedin, qui prépare un appel à l'Amérique (p. 508-518), puis, à partir de 1942, sur l'initiative de son chef direct, Adam von Trott, lance *Common Sense*, revue ou plutôt cahiers qui tiennent de la propagande plus que de l'information et qu'elle élabore au moyen de citations de toutes origines. En 1943, l'épisode de Katyn lui inspire une publication officieuse, *Some Comments on Soviet Russia*, qui relève également de la guerre de propagande.

Il est incontestable que Mme Gärtner et la *W. P. G.* ont exercé sur l'opinion

(1) Ce titre ne figure pas sous Tiltman (Hubert H.) dans le *Cumulative Books Index*.

(2) Cf. plus haut les ouvrages signalés.

anglo-saxonne, depuis 1922 et jusqu'en pleine guerre, une influence qu'on ne peut mesurer, mais qui est entrée dans les éléments constitutifs de la fameuse politique d'*apeasement*, par exemple. Et M^me^ Gärtner peut croire, à mon avis, qu'il reste quelque chose de son activité, qu'elle a bien été un maillon dans cette chaîne centenaire des rapports anglo-allemands (1)...

F. L'Huillier.
Faculté des Lettres. Dijon.

(1) Sur l'Allemagne en guerre, signalons les pages consacrées au bombardement et à l'incendie de Hambourg, sujet d'une brochure que les censeurs arrêtèrent (p. 526-529), et aussi les notations concernant le 20 juillet 1944 vu de l'Infa (p. 548-559). — Le conformisme national de plusieurs passages nous surprend au bout de vingt ou trente ans (Krupp et les grands industriels, p. 98-99 ; la Sarre et le mineur sarrois, p. 146-148 ; le corridor, p. 118-119 et *passim*).

LA PÉNINSULE SCANDINAVE

La Neutralité de la Suède

La thèse de doctorat en droit de M. Francis La Ruche se présente comme l'étude la plus complète qui existe en français sur la politique étrangère suédoise au cours de la seconde guerre mondiale (1). Si l'allure très analytique de son livre évoque parfois la technique d'exposition du juriste, l'auteur a consacré moins de place aux développements proprement juridiques qu'à un exposé des faits, fortement documenté à l'aide des matériaux diplomatiques publiés, des renseignements puisés dans la presse et même d'informations recueillies oralement auprès de personnalités qui, à divers échelons, ont joué un rôle dans la politique suédoise des années 1940. Les historiens ne peuvent que se féliciter de cette orientation, en notant sans surprise à quel point la présente étude illustre la fragilité de la construction qu'on appelle le droit international, en présence de certaines situations politiques ; nécessité fait loi.

Trois chapitres préliminaires visent à éclairer les origines de la politique suédoise de neutralité. D'autant plus rapide et parfois contestable — nécessairement — qu'elle remonte plus haut, cette rétrospective a du moins le grand mérite de signaler en quelques remarques intéressantes des problèmes historiques importants : cette sorte de vocation scandinave pour la neutralité, qui se manifeste à plusieurs reprises à la fin du XVIII^e siècle (1756, 1780, 1800), et le fait qu'au XIX^e siècle la politique de neutralité soit devenue pour le peuple suédois *naturelle* — beau sujet d'enquête de psychologie politique. L'auteur arrive ainsi à la guerre de 1914, et l'exposé se fait plus nourri, plus serré, sans toutefois aborder de front la question de l'interprétation d'ensemble à donner de la politique pointilleuse de Hjalmar Hammarskjöld (2). Sur quelques points particuliers (fermeture des ports suédois aux « sous-marins de guerre », en juillet 1916, et fermeture, en même temps, de la passe de Kogrund), M. La Ruche montre bien que les décisions suédoises, conformes à une impartialité juridique, aboutissaient en fait à avantager l'Allemagne. Entre les deux guerres, l'attitude de la Suède à la *S. D. N.* a été constamment empreinte du même souci : ne pas risquer d'être entraînée dans un conflit des grandes puissances. Après avoir donné dans l'affaire d'Aland, en 1921, l'exemple de la soumission à l'arbitrage, elle a soutenu les efforts en faveur de la réduction des armements.

En revanche, elle s'est toujours opposée au caractère obligatoire et automatique des sanctions, avant même la faillite des institutions genevoises. La *Conférence d'Oslo*, le 5 avril 1938, couronna le retour à une politique de neutralité, neutralité interscandinave, qui s'exprima en des règles similaires publiées peu après par les quatre pays du Nord. Mais cette communauté de vues ne s'appuyait sur aucune entente militaire.

Dans le premier conflit russo-finlandais, le gouvernement suédois, à la différence des cabinets danois et norvégien, n'a pas proclamé sa neutralité comme il l'avait fait à l'égard du conflit des grandes puissances. Mais, sans

(1) Francis La Ruche, *La neutralité de la Suède*, Nouvelles éditions latines, 1953, in-8°, 221 p.

(2) Il faut signaler, à ce propos, le très important ouvrage de M. Torsten Gihl. *Den svenska utrikespolitikens historia*, IV : *1914-1919*, Stockholm, 1951. Selon cet ouvrage, la politique de Hammarskjöld s'explique essentiellement par la crainte de la Russie et par la croyance en la victoire allemande.

rien dissimuler de ses sympathies, favorisant de diverses façons l'aide à la Finlande (livraisons de matériel de guerre, de charbon, d'essence, autorisation à des volontaires suédois, même à des militaires de carrière, de s'engager en Finlande), il s'est prudemment gardé de céder à l'entraînement passionné d'une large fraction de l'opinion ; il a refusé, en particulier, toute coopération avec les puissances occidentales en faveur de la Finlande. L'explication que donne M. La Ruche de cette politique apparaît tout à fait convaincante : d'une part, aide à l'ami finlandais, dans toute la mesure compatible avec le souci dominant de ne pas participer au conflit ; d'autre part, active intervention diplomatique entre les deux belligérants pour amener au plus vite une paix honorable pour la Finlande. Stockholm était même prêt, après le traité de Moscou, à conclure, en guise de consolation, une alliance défensive avec la Finlande, mais ce projet échoua devant l'opposition soviétique.

L'invasion de la Norvège par la *Wehrmacht* devait poser à la Suède des problèmes encore plus difficiles. L'historique des événements qui ont suivi le 9 avril 1940, retracé en détail sur la base des livres blancs suédois et norvégiens, ne peut être suivi de près ici (1). Retenons-en deux questions, et d'abord les raisons de la chance qu'eut la Suède d'échapper à l'agression : l'intérêt pour l'Allemagne des livraisons normales de fer et, plus généralement, la position de la Suède dans l'équilibre germano-russe. M. La Ruche souligne avec raison, semble-t-il, l'importance de la démarche soviétique du 13 avril. En second lieu, l'intérêt se porte sur le jeu délicat du gouvernement suédois, qui, dans une position difficile, réussit, en somme, à limiter à peu de chose les concessions aux Allemands, les entorses à une neutralité stricte pendant la durée des hostilités en Norvège. Aussi bien, le gouvernement norvégien, tout en souhaitant sur plus d'un point une plus grande souplesse suédoise en sa faveur, reconnut-il que la Suède ne pouvait adopter de position plus favorable à la Norvège que sa neutralité. L'accord de transit du 8 juillet 1940 représente sans nul doute la mesure la plus grave et la plus importante prise par le gouvernement de Stockholm à la demande et au bénéfice de l'Allemagne. Il apparaît difficile d'admettre qu'elle ait été parfaitement conforme aux principes de neutralité, mais, comme il ressort nettement de l'analyse de la situation générale, il s'agissait bien de force majeure. Après la défaite de la France et compte tenu des hésitations qui semblaient se marquer en Grande-Bretagne (c'est l'affaire de l'entretien entre le sous-secrétaire au *Foreign Office*, Butler, et le ministre suédois à Londres), le gouvernement suédois devait aussi agir en fonction de cette donnée primordiale qu'était la dépendance économique, à l'égard de l'Allemagne, de la Suède coupée de l'Occident. Tout cela rend quelque peu oiseuses les subtiles distinctions de droit, mais c'est le gouvernement suédois lui-même qui s'est attaché à justifier juridiquement son attitude dans la perspective de la neutralité. La Suède a vécu les dix-huit mois suivants sous le signe de la menace allemande ; de là l'extension quantitative des facilités de transit, le passage accordé en juin 1941 à la *division Engelbrecht* de Norvège vers la Finlande, l'autorisation de survol aux *avions courriers* allemands, une grande tolérance dans les eaux territoriales pour les navires de commerce allemands transportant des troupes et du matériel en Finlande (mais ce dernier point reste assez obscur). En fait, à la merci d'Hitler, la Suède éprouva des craintes très vives dans la période d'inaction de l'armée allemande qui précède l'agression contre la Yougoslavie. Mais c'est au début de 1942 que, selon le ministre des Affaires étrangères Günther, le danger aurait été jugé le plus grand, à un moment où Hitler redoutait l'ouverture d'un second front dans le Nord.

(1) Cf., dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, l'analyse des *Livres blancs suédois* (nº 13, janvier 1954).

Si, pendant tout ce temps, le gouvernement suédois a ménagé l'Allemagne, il est équitable de rappeler avec M. La Ruche, en face des concessions, les refus suédois : refus de tout traité politique avec l'Allemagne, refus opposé à certaines demandes de transit, refus de s'intégrer économiquement à l'Europe allemande. Le gouvernement de Stockholm réussit même à négocier avec les deux belligérants l'organisation du *service de Göteborg* qui, à partir de mars 1941, permit à des navires suédois de franchir le double blocus et d'établir avec les pays d'outre-mer une liaison qui assura, en 1942, 20 % des importations suédoises. Sur le plan commercial, les Suédois furent bien traités par l'Allemagne, à qui ils payaient le charbon 27 couronnes la tonne, quand les Suisses le payaient trois fois plus cher. N'accordant aux Allemands que des crédits purement commerciaux et privés, ils eurent l'habileté de se trouver à la fin de la guerre avec une balance déficitaire, à l'égard de l'Allemagne, de 35 millions de dollars. Ainsi, à travers de nombreuses difficultés et de petits accrochages, la Suède réussit à ne point mécontenter les Alliés tout en satisfaisant suffisamment l'Allemagne, jusqu'au moment où elle put prendre plus de champ. A partir de la fin de 1942, elle revint peu à peu sur les concessions faites à l'Allemagne. Le transit de permissionnaires, progressivement diminué, fut supprimé par un accord germano-suédois du 5 août 1943. A la fin de la même année, le nouvel accord commercial réduisit les exportations suédoises vers l'Allemagne, qui en arrivèrent à être totalement arrêtés en novembre 1944. Parallèlement se développaient les mesures positives d'aide aux Alliés, notamment à la Résistance danoise et norvégienne.

Nous ne pouvons que mentionner ici les deux chapitres consacrés aux activités protectrices et humanitaires de la Suède, puissance neutre, et à un tableau succinct, mais fort suggestif, de l'opinion suédoise pendant la guerre. On voit par là que M. La Ruche, qui passe également en revue les sondages et les tentatives de pourparlers qui ont eu lieu en Suède ou auxquels des Suédois ont été mêlés, a vraiment fait le tour de son sujet. Peut-être ce souci d'exhaustivité comporte-t-il pour la composition du livre quelques inconvénients : une certaine fragmentation et la nécessité pour le lecteur de reconstituer, à partir d'analyses figurant dans divers chapitres, la ligne générale de l'évolution. On y parvient, d'ailleurs, sans difficulté en raison de la parfaite clarté de l'exposé. Mais, sans marchander les éloges qu'appelle ce travail très intéressant, on est amené à regretter l'absence d'une large conclusion reprenant synthétiquement la courbe, de 1939 à 1945. L'auteur a préféré pousser son étude jusqu'à 1950, au risque de donner à ses deux derniers chapitres certains aspects de pure chronique. On en retiendra surtout de judicieuses mises au point sur l'accord commercial russo-suédois d'octobre 1946 et sur l'échec de l'*Union Nordique* en 1948, et un exposé, visiblement plein de sympathie, de l'attitude suédoise entre les deux blocs qui s'opposent depuis la guerre.

P. Jeannin,
Assistant à la Sorbonne.

Mémoires d'un diplomate suédois

Ministre de la Marine dans le gouvernement Eden de 1917 à 1920, ministre des Affaires étrangères dans le premier cabinet Branting en 1930, le baron E. Palmstierna a été ensuite pendant dix-sept ans ministre de Suède à Londres. Il a réuni dans un volume (1) des impressions notées au cours de sa carrière sur de nombreuses personnalités : une cinquantaine de Scandinaves, presque tous Suédois, une trentaine d'Anglais et quelques autres, par exemple

(1) Erik Palmstierna, *Åtskilliga egenheter*, Stockholm, Tiden, 1950, in-8°, 326 p.

le colonel House, Brüning, Benes. Toujours très vivantes, ces esquisses de portraits, parfois réduites à quelques lignes, dépassent rarement quelques pages. C'est dire qu'il ne peut être question de résumer un tel ouvrage. Aussi bien contient-il très peu de choses touchant à l'histoire de la guerre. Quelques pages, ajoutées en 1950 sur Jan Masaryk, Ribbentrop, Grandi et Maisky n'apportent rien d'intéressant qui ne soit connu. Tout ce qui concerne les Suédois est utile comme un éclairage subjectif projeté sur le personnel politique suédois autour des années 1920. Par ailleurs, la longue familiarité de l'auteur avec les milieux politiques anglais donne aux passages qu'il leur consacre une réelle valeur. L'ensemble laisse l'impression d'une grande sympathie pour les partisans d'une politique de « compréhension » à l'égard de l'Allemagne. Malgré la place faite au côté anecdotique et mondain, ces notes, vivement écrites, ne sont pas d'un observateur superficiel. Les antipathies comme les sympathies qui s'y expriment librement dénotent rarement de l'incompréhension. Peut-on ajouter qu'y transparaît l'origine aristocratique de l'auteur au moins autant que la couleur politique du parti où il fit carrière? Une brève citation pour finir, qui illustre le caractère — et les risques — du genre. C'est à la fin de l'essai consacré à Winston Churchill : « Pourquoi le génie Churchill n'a-t-il pas atteint les plus hauts postes dans l'empire ? « Il manque de jugement », répond Baldwin. Voilà qui était destiné à être aussi juste que concis et exhausif. »

P. J.

Sur la Norvège en guerre

M. Trygve Lie a écrit un livre qui pourrait s'intituler : Histoire du gouvernement norvégien au cours de la période allant de septembre 1939 à juin 1940, autrement dit de la déclaration de guerre de la France et de l'Angleterre à l'Allemagne jusqu'au jour où le gouvernement de la Norvège quitta son pays pour Londres (1). Il pourrait aussi avoir pour titre : Journal d'un ministre norvégien pendant ces dix mois, car l'auteur, que nous avons connu après guerre à l'O. N. U., était alors membre de ce cabinet dont il retrace l'histoire. Le 30 juin 1935, il avait pris le portefeuille du Commerce ; lorsque le 22 septembre fut créé le ministère du Ravitaillement, la direction lui en fut confiée.

Cette période courte, mais capitale pour le sort de la Norvège, se divise en deux phases. Avant l'arrivée des troupes allemandes, la Norvège, qui, après avoir vu se succéder les coups de force successifs de Hitler, venait de voir la Pologne envahie, vaincue, partagée entre l'Allemagne et les Soviets, ne cessa de se poser cette question angoissante : dans cette guerre qui englobe déjà tant de grandes puissances, pourrons-nous garder notre neutralité? Dans la crainte d'être entraîné dans le tourbillon, le gouvernement prit au cours de cette première phase un certain nombre de mesures de précautions, en particulier pour constituer des stocks. La seconde, qui ne dura que quelques semaines, va de l'attaque allemande, déclanchée le 8 avril, à l'embarquement du roi et du gouvernement, le 7 juin, sur le croiseur britannique *Devonshire* à destination de l'Angleterre.

Relevons d'abord les faits saillants qui jalonnent les neuf premiers mois. Dans sa séance extraordinaire du 1er septembre 1939, le gouvernement, que présidait le ministre d'État Nygaardsvold, déclara que la Norvège resterait strictement neutre.

Tous les ministres s'étaient rangés immédiatement derrière leur chef pour approuver cette décision. D'ailleurs, M. Trygve Lie rappelle à plusieurs reprises

(1) Trygve Lie, *Leve eller dö. Norge in krig* (*Vivre ou mourir. La Norvège en guerre*), Oslo, Tiden, Norsk Forlag, 1955, 301 p., photographies.

que le cabinet formait un tout très homogène. Cela tenait au fait que le ministère Nygaardsvold, qui était au pouvoir depuis cinq ans, était formé d'hommes appartenant tous au seul parti travailliste et que, en outre, la personnalité du ministre d'État, ainsi que les Norvégiens appellent le Premier ministre, dominait celle de ses collaborateurs. Il est intéressant de lire au chapitre « Le ministre d'État et nous autres » ce que l'auteur nous dit de la manière dont travaillait ce gouvernement. Chaque ministre était très pris par les questions relevant de son propre département. Il ne lui restait guère de temps pour s'occuper des problèmes de politique étrangère. Ceux-ci étaient traités uniquement par le ministre des Affaires étrangères, Koht, et le ministre d'État. Ce dernier avait déjà un long passé d'homme politique. Il s'était consacré entièrement aux questions sociales ; il était depuis plusieurs années membre du Storting, le Parlement norvégien ; déjà, en 1928, il avait été ministre du Travail. Il occupait une place de premier plan dans le monde politique de son pays. Menant une vie simple, travailleur, peu communicatif et peu liant, tels sont quelques-uns des traits que l'auteur nous trace de Nygaardsvold ; ayant travaillé onze ans à ses côtés, il le connaissait très bien sans avoir jamais été son ami intime.

M. Trygve Lie fait également le portrait de plusieurs autres hommes politiques dont je ne cite que les plus éminents : Hambro, président du Storting, qu'il place très haut parmi les hommes d'État norvégiens ; Koht, le ministre des Affaires étrangères, historien et linguiste qui s'était spécialisé dans les problèmes extérieurs et dont l'auteur loue la claire intelligence.

Un deuxième point que M. Trygve Lie se devait de traiter avec quelque ampleur est celui des approvisionnements. La Norvège dépend de l'étranger pour son ravitaillement en essence, blé, farine, sucre, café. Les stocks de ces denrées étaient peu importants. M. Trygve Lie commença par faire rationner l'essence, ce qui ne fut pas accepté sans récriminations véhémentes : pourquoi la Norvège, qui possédait l'une des grandes flottes mondiales de pétroliers, ne s'était-elle pas approvisionnée plus tôt? Pourquoi les commerçants devaient-ils restreindre leur consommation de carburant alors que les véhicules de la Défense passive et de l'Armée ne cessaient de passer en trombe dans les rues, faisant penser à un gaspillage? Pourtant, grâce aux dispositions prises, la Norvège disposait en avril 1940 des stocks d'essence, de thé, sucre, etc., correspondant à sept, neuf et même onze mois de ses besoins, et M. Lie cite avec fierté les appréciations élogieuses dont son ministère fut l'objet de la part d'une Commission d'enquête après la guerre.

Un troisième problème se posa au cours de cette première phase, celui du ministère de la Défense. A l'automne 1939, le ministre de la Défense, Monsen, qui avait déjà été souffrant, eut une rechute et dut abandonner sa tâche. Nygaardsvold, qui n'avait pas de portefeuille, prit sa place. Sans compétence militaire, rebuté par une paperasserie bureaucratique qu'il ne comprenait pas, il chercha bientôt à donner à Monsen un successeur de métier. Trygve Lie proposa le colonel Ruge (qui devait plus tard être choisi comme commandant en chef), mais Monsen, qui avait dû avoir quelques difficultés avec Ruge, s'opposa à cette nomination, et ce fut le colonel Ljungberg, qui commandait le 1er régiment d'infanterie à Fredrikstad, qui fut nommé. Le ministre d'État l'accueillit par une allocution qui montre bien comment il dirigeait son cabinet : « Nous vous souhaitons la bienvenue. Vous avez une grande tâche devant vous. Vous avez beaucoup de choses à remettre en ordre. Voilà, d'après moi, ce que vous avez à faire immédiatement. Le côté politique, nous nous en occuperons et prendrons nos responsabilités à cet égard. » Il n'ajouta pas : cela ne vous regarde pas, mais c'est bien ainsi que Ljungberg le comprit, et il s'en tint toujours à la consigne que le chef du gouvernement lui avait donnée.

Le 8 avril, journée dramatique, ainsi que la qualifie l'auteur, marque la fin de cette première phase. La note franco-britannique à la Norvège et à la Suède

avait été reçue deux jours auparavant, laissant le gouvernement norvégien très perplexe. Puis les Anglais mouillèrent des mines dans les eaux norvégiennes. Que faire? se demandait le gouvernement norvégien? Protester contre cette violation de la neutralité? Demander l'enlèvement des mines? Mais on apprit presque immédiatement que la flotte allemande faisait route vers la Norvège, ce qui rendit la situation à la fois plus simple et plus tragique. Pourtant, même au sein du gouvernement, personne ne comprenait alors ou n'osait comprendre que la Norvège venait d'entrer en guerre malgré elle.

D'heure en heure, dans la soirée du 8 avril et dans la nuit du 8 au 9, se succédèrent des nouvelles alarmantes : des bateaux de guerre montaient vers tous les ports importants de la côte, depuis Oslo jusqu'à Narvik. A 4 heures 30, le 9, le ministre allemand Bräuer remettait un ultimatum à la Norvège, la pressant de ne pas faire obstacle à une occupation allemande. Le ministre d'État, soutenu par tous les membres de son gouvernement, fort de l'appui du président du Parlement, décida de résister à l'attaque allemande.

Oslo étant immédiatement menacée, il fut décidé que le roi et sa famille, le gouvernement, le Parlement, quitteraient la capitale dès le 9 pour se rendre à Hamar. Ce ne devait être que la première des nombreuses étapes d'une retraite d'un mois qui allait se terminer par l'embarquement à Tromsö. Poursuivi par les avions de bombardement allemands, le groupement que constituaient la famille royale, les ministres, les députés, les diplomates alliés, recula vers le Nord, quittant les ruines fumantes d'un cantonnement pour un autre aussi précaire, menacé d'être capturé par des avant-gardes ou des parachutistes. Hamar, Elverum, Otta, Aandalsnes, Stuguflaaten, jalonnent l'itinéraire incertain de ce groupe qui s'effritait peu à peu. En effet, des ministres, des parlementaires, leurs familles, franchissaient la frontière et cherchaient un refuge en Suède. Arriva un jour où, les troupes britanniques quittant la région de Namsos, la Norvège du Sud tout entière devait être considérée comme perdue. Alors le croiseur *Glasgow* emmena le roi et le gouvernement en Norvège du Nord, d'abord à Tromsö où, pendant quelques semaines, le ministre d'État et ses collaborateurs s'efforcèrent de réorganiser un gouvernement qui n'avait plus guère de moyens d'action, si ce n'est du point de vue psychologique.

Jusque-là cependant, des mesures utiles furent prises. Dès le départ d'Oslo, Trygve Lie, ayant eu l'occasion de faire une visite au G. Q. G. norvégien, avait été frappé par l'abattement dans lequel le haut commandement était tombé. Le colonel Hatledal, chef d'état-major général, qu'il avait toujours tenu « pour un homme d'une solidité à toute épreuve, intelligent et compétent, paraissait complètement épuisé ». Lie « eut l'impression que la machine était arrêtée ». Selon lui, le général Laake, commandant en chef, n'avait rien fait au cours de la nuit précédente et les liaisons avec les grandes unités n'existaient pas. Lie ne croyait pas le haut commandement capable d'organiser une résistance à l'ennemi, et il ne pensait pas non plus que le ministre de la Guerre, Ljungberg, fût apte à prendre cette tâche en main. M. Trygve Lie fit nommer le colonel Ruge au commandement en chef le 10 avril. C'était un homme au caractère énergique qui essaya de remonter le moral de l'armée. « Désormais, c'en est fini des incertitudes chez les militaires », écrivit-il dans son premier ordre. En effet, en dehors d'un manque de préparation dont le pays tout entier était responsable dans une certaine mesure, il semble bien que les premières instructions données au haut commandement au moment de la mobilisation aient manqué de netteté. C'est du moins ce qu'on croit lire entre les lignes de cet ouvrage (1).

(1) M. T. K. Derry explique, dans son livre *The campaign in Norway*, p. 37, que les membres du gouvernement ignoraient le mécanisme de la mobilisation et que ce fut l'origine d'une confusion regrettable dans l'exécution de cette opération.

Relevons encore que, d'une part, la réserve d'or de la Banque de Norvège put, de justesse, être évacuée d'Oslo au moment où les Allemands entraient dans la ville et qu'après des transports parfois mouvementés, elle put être finalement envoyée à Londres. D'autre part, la flotte norvégienne de commerce (un millier de bateaux en chiffres ronds) reçut l'ordre de se mettre à la disposition du gouvernement et des Alliés, les détails de répartition et de mission devant être réglés par un office norvégien créé à Londres.

Les derniers jours du gouvernement avant l'embarquement sont l'objet d'un récit toujours simple, mais émouvant. Après que les Alliés eurent décidé d'évacuer la Norvège, le gouvernement comprit que la Norvège du Nord, elle aussi, devait être abandonnée. Le général Ruge, ne pouvant sans l'appui des troupes alliées contenir les Allemands, conseilla au roi d'accepter l'hospitalité britannique qui lui était offerte ; lui-même ne voulut pas d'un autre sort que ses troupes qui, à l'exception de celles passées en Suède et internées, allaient se rendre au général von Falkenhorst. Le roi, dont l'auteur loue à maintes reprises dans son ouvrage le bon sens et le patriotisme, le prince héritier, la famille royale, le gouvernement, les diplomates alliés, quittèrent le 7 juin 1940 les quais de Tromsö pour s'embarquer sur le croiseur *Devonshire*.

En terminant son journal, M. Trygve Lie établit le bilan de la Norvège le 7 juin : il n'y avait plus de sol norvégien libre, plus de peuple libre, plus d'armée, mais il restait à la Norvège son roi, son gouvernement, son Parlement, l'or de la Banque de Norvège, la flotte de commerce.

G. Renondeau.

La « Collaboration norvégienne »

On a dit que le *Rassemblement national norvégien* (*N. S.* : *Nasjonal Samling*) ne comprenait que 2 % de la population. Cette évaluation n'est certes pas exacte et se fonda sans doute sur le résultat des élections de 1936 où le *N. S.* n'avait obtenu que 1,83 % des suffrages. Mais, au temps de l'occupation, le nombre des membres du parti fut assurément plus élevé. Toutefois, il est très difficile d'établir un recensement exact, car toutes les nuances d'opinion existaient entre ces deux pôles : les résistants militants d'un côté et, de l'autre, les collaborateurs et les profiteurs. Quoi qu'il en soit, il est certain que, lorsque Vidkun Quisling prit le pouvoir en avril 1940, il n'était soutenu que par une infime proportion de ses compatriotes. Les Norvégiens étaient en grande majorité contre lui, comme ils l'étaient contre les Allemands. On distingua dans le pays trois groupements : les occupants, les partisans de Quisling et du *N. S.*, le *Front de la Patrie (Hjemmefront)*. M. Wyller a écrit leur histoire au cours des deux premières années d'occupation. Il s'arrête, pour nous en donner la suite plus tard, je pense, en l'année 1942, qui marque la défaite du *N. S.* au profit du *Front de la Patrie* (1).

Quisling prit donc le pouvoir le 9 avril 1940 sans avoir derrière lui d'appuis solides dans son propre pays. Son coup d'État fut improvisé ; il n'avait pas de plan prêt à appliquer. Son essai de constitution d'un parlement composé de représentants des diverses organisations économiques et culturelles ne lui donna pas les résultats escomptés. Pouvait-il espérer une aide ferme de la part des Allemands? Il semble bien que le *Reichskommissar* Terboven, chargé de l'administration de la Norvège, ait voulu d'abord connaître son homme en

(1) Thomas Chr. Wyller, *Fra okkupasjonsaarenes maktkamp* (*La lutte pour le pouvoir dans les années d'occupation*). En sous-titre : *Recherche par le Rassemblement national d'un ordre nouveau sur la base corporative entre le 9 avril 1940 et le 1er février 1942*, Oslo, Éd. par Tanum, 1953, 190 p.

le soumettant à une sorte d'essai dont le terme était fixé au 1er mars 1941. Mais Quisling était pressé d'obtenir des Allemands l'accès au pouvoir ; borner son rôle à celui de conseiller du haut-commissaire Terboven n'était pas ce qu'il attendait. Or, Terboven entendait bien rester le maître.

Quisling n'avait pas l'étoffe suffisante pour atteindre ses buts. C'est ce que l'auteur nous montre au cours d'une longue analyse dont on peut détacher les points suivants. Quisling était un idéologue peu apte aux réalisations. « Il était fortement dominé par sa foi dans sa mission historique. » Il n'avait rien d'un politicien de parlement, « c'était un missionnaire » certain de détenir la vérité et se croyant destiné à en faire bénéficier le pays. Mais ses plans de réformes ne tenaient pas compte des possibilités. « Il était incapable de coordonner les impulsions du parti, de conduire à bien un travail d'ensemble. » En outre, ses idées étaient, dit M. Wyller, tellement différentes de ce à quoi la démocratie norvégienne aspirait que sa cause était sans espoir. Il fut, somme toute, un homme politique médiocre et ceci explique, d'après l'auteur, l'échec total de son entreprise.

En été 1940, les Allemands auraient voulu voir se créer en Norvège, sur des bases légales, un gouvernement que le haut-commissaire aurait manœuvré au mieux de ses intérêts. Mais, si, à la table des négociations, ils rencontrèrent peu de difficultés, d'une part le roi refusa d'abdiquer, les personnages politiques ayant quelque poids avaient pour la plupart quitté le pays, et, d'autre part, l'on vit rapidement apparaître les premiers indices d'une résistance qui se dressait contre les Allemands aussi bien que contre le *Rassemblement national norvégien* et son *ordre nouveau*. La solution Quisling fut pour Terboven un pis-aller. Il se garda bien de lier son sort à celui de Quisling, mais, faute de mieux, il lui assura un certain appui, quitte à limiter ses ambitions.

Le rôle que jouèrent les associations de toute nature dans le développement et l'organisation de la résistance est un sujet sur lequel l'auteur s'est étendu. Tous les rouages de l'ancienne administration ayant disparu, ou subi une transformation radicale, c'est dans ces associations qu'une activité politique eut la possibilité de s'exercer. Les individus isolés ne pouvaient rien, car la presse, la radio, l'édition étaient contrôlées. Mais les associations économiques, culturelles, professionnelles, paysannes, religieuses, sportives, subsistaient, et c'est dans leur sein que les idées pouvaient s'exprimer et se propager. Quand le *Rassemblement national* et les Allemands s'en aperçurent, ils leur portèrent un coup qui aurait pu être fatal à la Résistance s'il n'avait pas été trop tardif. A vingt-sept associations furent affectés des commissaires du *N. S.*, onze autres furent dissoutes, quatre seulement restèrent libres. La résistance chercha d'autres voies, mais la présente étude s'arrête au début de 1942.

Les sources qui ont servi à documenter M. Wyller font l'objet d'une liste bibliographique. Nous sommes prévenus par l'auteur que ses recherches n'ont pas épuisé le sujet et qu'il resterait à apporter plus de lumière sur certains points. Par exemple : quelle était la part de responsabilité du *Rassemblement national* et celle des Allemands, dans la prise de telle ou telle mesure? Comment Quisling et Terboven se défendirent-ils contre le *Front de la Patrie*? Espérons que M. Wyller nous fera connaître la suite de ses recherches.

G. Renondeau.

Himmler vu par un Suédois

Connaissant personnellement Himmler, le médecin suédois Félix Kersten avait contribué à sauver des déportés des camps allemands. Sollicité par la section suédoise du Congrès mondial juif, il présenta les demandes de celle-ci à Himmler au début de mars 1945, et proposa une entrevue entre Himmler et

un représentant du Congrès. Délégué par la section suédoise à titre privé, M. Mazur eut avec le chef des S. S. un entretien de deux heures dans la nuit du 20 au 21 avril, à 70 kilomètres au nord de Berlin (1). Le résultat de cette entrevue fut l'évacuation vers la Suède de 7.000 femmes restant à Ravensbrück et la libération d'un certain nombre d'autres prisonniers suédois, norvégiens ou autres, réclamés sur la base d'une liste fournie par le ministère suédois des Affaires étrangères, qui soutenait cette tentative parmi d'autres efforts pour sauver au dernier moment le plus possible de vies humaines.

Les détails de la conversation, dont N. Masur rapporte la substance et parfois les termes, n'ont pas grand'chose à révéler aujourd'hui pour un portrait de Himmler. L'auteur relève les mensonges accumulés, en particulier sur le nombre de Juifs survivants lors de la libération, déjà acquise, de certains camps. Il souligne le cynisme du personnage, non seulement à l'égard de ses victimes (fonction de « rééducation » des camps, dont le régime était « dur, mais juste »), mais aussi à l'égard de ses compatriotes : « La partie la plus valable du peuple allemand disparaîtra avec nous ; ce qu'il adviendra du reste est sans importance. » En plus, naturellement, l'agitation du danger communiste : « Les Américains s'apercevront que nous avons servi de rempart contre le bolchevisme. » A un moment donné, affirmant avoir laissé 450.000 Juifs vivants en Hongrie (sur 850.000), Himmler demande : « Quel remerciement ai-je reçu pour cela? » Les traits de ce genre abondent. Retenons seulement deux impressions de l'auteur sur son interlocuteur. Il lui a semblé que Himmler n'avait pas apporté à l'extermination des Juifs la frénésie de Hitler, mais que son attitude était froide, « rationnelle ». D'autre part, Himmler lui a paru trop intelligent pour croire que les menues concessions qu'il se laissait arracher *in extremis* lui seraient imputées à crédit au moment des comptes. Dans toute l'affaire, enfin, Himmler se montrait très préoccupé du secret à garder vis-à-vis de Hitler. M. Masur était entré en Allemagne sans visa, accueilli à l'aérodrome par des agents de la Gestapo, et Himmler voulait que l'arrivée des déportés libérés en Suède fût tenue secrète.

P. J.

(1) Norbert Masur, *En Jude talar mad Himmler*, Stockholm, Bouniers, 1945, in-12, 36 p.

SUR L'ÉCONOMIE DE GUERRE

Le Service du Travail

Hierl n'est ni un écrivain, ni un penseur, ni même un personnage exceptionnel. Son livre (1), qualifié de *Testament du fondateur du Service du Travail* par son éditeur, paraît plutôt une sorte de justification personnelle... derrière laquelle se dessine une justification d'une politique — celle d'Hitler et de son parti. Donc, dans toutes ces pages, rien que de très banal ; pas de révélation sensationnelle susceptible d'éclairer quelques points obscurs d'histoire ; pas de détails personnels sur les grands du régime ; au total, une narration assez plate par un homme important, mais de seconde zone.

Mais cette banalité même, ces sentiments standard sont assez révélateurs d'une époque et d'un comportement : c'est donc ce bagage constitué d'une bonne dose de patriotisme dévié, inséparable d'un sentiment de supériorité de l'Allemand, d'une sentimentalité philosophico-naturelle, d'un léger penchant pour un socialisme romantique et bien élevé, d'une grande admiration pour la puissance, qu'il s'agit de décrire (2).

Hierl, soldat de métier, fait la guerre de 1914, que l'Allemagne n'a pas voulue : pas la moindre foi en la République de Weimar ; mais Hierl prend cependant la tête d'un groupe de volontaires lors des troubles de Bavière, ce qui a permis le rétablissement du gouvernement régulier (goût de l'ordre?).

Critiques, bien entendu, contre le traité de Versailles. Hierl reste comme officier dans l'armée des 100.000 hommes ; il contacte les leaders de la République et il en dit du bien. Il exprime, dès le début du livre, l'idée que c'est le traité de Versailles qui a créé le germe de la seconde guerre mondiale.

A partir de 1922, il est colonel au ministère de la Guerre : chaud défenseur du travail des jeunes qu'il veut idéaliser : pas seulement gagne-pain, mais ennoblissement de la tâche. Son projet de *service du travail* ne rencontre pas d'intérêt auprès de von Seeckt, commandant en chef (c'était, dit-il, un militaire froid, sans enthousiasme, etc.). Il devait partir avec le groupe des officiers allemands envoyés en Russie comme instructeurs de la jeune armée soviétique, moyen de contourner le traité de Versailles et de s'instruire dans le maniement des armes nouvelles, artillerie lourde et chars, aviation, etc.

Son point de vue d'alors, exprimé, dit-il, dans des journaux bavarois, est : l'Allemagne, après sa défaite, est menacée, d'un côté, par le capitalisme des puissances de l'Ouest, qui veut la réduire en esclavage politique et économique, et le bolchevisme de l'Est, mélange asiatico-barbare qui menace la culture germanique. Les deux groupes sont ennemis mortels et ennemis de l'Allemagne. Conclusion : ni Ouest, ni Est, mais orientation « allemande (3) ».

Seeckt refuse de le laisser partir dans cette mission providentielle, qui ne

(1) Konstantin Hierl, *Im Dienst für Deutschland 1918-1945*, Kurt Vowinckel Verlag, 1954.

(2) Ce même bagage existe probablement à quelques millions d'exemplaires en Allemagne ; voici dix ans qu'il était rangé au grenier. Mais on commence à l'épousseter. Il suffit de lire, pour s'en convaincre, le catalogue des éditions Vowinckel : justification de faits du passé ou préparation éventuelle de l'avenir? La question mérite d'être posée.

(3) Voilà comment naît le germe antiploutocratico-judéo-bolchevique, qui a peut-être, lui aussi, sa part de responsabilité dans la deuxième guerre — mais cette timide suggestion n'est pas de Hierl.

lui paraissait pas incompatible avec la barbarie des peuples et du régime où il se voyait déjà comme instructeur. Finalement, Hierl est « licencié » en 1924 (au passage, von Schleicher est dénoncé comme un arriviste sans scrupules) et le voilà lancé dans la politique (encore au passage, une appréciation sur la *S. D. N.*, instrument des Français et des Anglais pour maintenir l'Allemagne en esclavage...).

Quelques mots sur Stresemann : il désirait très sincèrement s'entendre avec la France. Mais c'est au vainqueur de tendre la main et non au vaincu. Nous comprenons donc pourquoi Stresemann a échoué. Briand, les partisans du rapprochement franco-allemand, les manifestations de jeunes, tout cela n'avait visiblement pour Hierl aucune importance. Autre conclusion : les hommes politiques de cette époque étaient des « mous » ; ils n'avaient pas cette volonté passionnée de la liberté nationale.

Et voilà un autre tableau, souvent reproduit depuis : le Parlement corrompu donne au peuple le spectacle scandaleux du choc des intérêts personnels, — les écrivains qui, au lieu d'élever la moralité, décriaient l'héroïsme et les vertus guerrières. Le matérialisme sordide, perte de toute autorité, minait les jeunes, qui dépérissaient d'âme et de corps. Tout cela se produisait après une inflation qui, heureusement, grâce à Schacht, avait pu être jugulée (début de la légende du « grand sorcier »).

Quoi d'étonnant si, dans ce climat, les ligues fourmillent : *Stahlhelm*, *Werwolf* et quelques autres moins connues — ainsi qu'un parti « de formule neuve », le *N. S. D. A. P.*

Hitler est dépeint comme l'homme à la forte volonté qui savait grouper tout ce que la nation avait d'hommes de valeur, anciens combattants, etc. Contre Hitler sont les communistes, dont l'influence grandissait dans les ouvriers ; au passage, un petit coup de chapeau : il y avait parmi eux des idéalistes et des honnêtes gens.

Quant au parti, tout ce qu'on désignait en 1945 sous l'étiquette du nazisme n'était que l'expression de la haine ennemie. Tout le monde comprend qu'il n'y avait là qu'une caricature du véritable national-socialiste, de « celui qui vivait dans le cœur de millions d'Allemands et qui leur avait permis des actes exceptionnels et un sacrifice total pendant la guerre ».

Quelle magnifique recette pour une synthèse : d'un côté, du beau et du bon nationalisme — il doit être compris comme la fidélité envers une nation, comme un amour profond pour son propre peuple et comme le sacrifice toujours prêt pour son honneur, son droit, sa liberté — d'un autre côté, du socialisme, mais de l'authentique, non pas cet *Arbeiterkameradschaft*, vulgaire invention des ouvriers de l'industrie pour combattre au nom de Karl Marx et pour revendiquer de meilleures conditions de vie, non pas cela, mais bien le *Volkskameradschaft*.

Au passage est « réglé » le *problème juif*, qui n'est plus aujourd'hui un problème religieux comme il l'était au Moyen Age. La religion juive a droit à la même tolérance que les autres. Il ne s'agit pas non plus d'un problème racial et le mot « antisémitisme » sonne faux : les Égyptiens, les Arabes sont aussi des Sémites. Mais :

1) Le caractère juif s'oppose totalement au caractère des nations de l'Ouest.

2) Les activités juives dans un cadre national — commerçants rusés, financiers véreux, politiciens sans scrupules, intellectuels dissolvants, agents de la finance juive internationale essayant avec persévérance de dominer le monde — appellent un réflexe d'autodéfense : contre toutes ces exactions, un peuple, une nation, a le droit de se dresser. Les Juifs, comme nation sans État dans d'autres nations, représentent une perturbation perpétuelle. Même quand ils appartiennent à une autre nation, les Juifs se considèrent avant tout comme

des Juifs. Or, il est impossible d'appartenir à deux peuples à la fois et de représenter des intérêts qui divergent (ainsi, l'idéologie antisémite n'existe pas ; il n'y a qu'une théorie du pou dans la fourrure). Mais ce n'est pas tout : les Juifs sont cruels ; ils l'ont montré pendant les révolutions russe et allemande. Il y a eu des otages fusillés. C'est la presse judéo-américaine qui avait poussé les États-Unis à la guerre. Ce sont les Juifs qui sont les instigateurs du traité de Versailles. Ils ont été les hyènes de l'inflation. Ils dominaient la presse allemande, la radio et le cinéma.

Cette situation équivoque — ce mélange de Juifs et de nationaux — est profondément malsaine et conduit fatalement, en temps de crise, à des conflits intérieurs à la nation et à des conflits extérieurs. Alors, tout est simple : du moment que l'État d'Israël représente tous les Juifs (pour les dommages de guerre, par exemple), il est naturel de considérer tous les Juifs comme appartenant à cet État. Il faut donc leur donner leur passeport israélien et les considérer, dans les différents États, comme tous les autres résidents étrangers. Ce serait là un juste *modus vivendi*. A l'idée de Hierl, le mieux serait qu'ils aillent tous en Israël. Là, au moins, ils pourraient exercer en toute liberté et à satiété leurs dons extraordinaires pour le plus grand bienfait de leur peuple et de leur nation. D'ailleurs, Mommsen l'avait déjà découvert : dans d'autres nations, ils ne sont qu'un ferment de la décomposition nationale.

Le même reproche est fait à *la démocratie*, tout simplement responsable de l'inflation, d'une économie mourante, de la perte de l'Allemand moyen, du déracinement des paysans, de la dégradation culturelle. Aussi il est bien facile de comprendre que ce n'est pas une démocratie parlementaire qui pouvait venir à bout des difficultés allemandes d'après guerre. La notion de démocratie devait être assez malléable pour s'adapter à chaque peuple.

Le suffrage universel n'est qu'une duperie ; comment admettre un système donnant à la fille de ferme illettrée le droit d'élire le candidat avec les mêmes titres et le même poids que l'intellectuel? Il ne peut en résulter qu'un échec dans le choix des personnes. Et comment éviter le plus grand péril démocratique, qui est le glissement vers la démagogie? (Il va de soi que les votes dans les référendums, dont il ne parle pas, avec 99,9 % de oui, c'est autre chose : la fille de ferme et l'intellectuel s'estompent dans le grand souffle de la puissance.) La masse est particulièrement vulnérable à ce genre de flatteries et de duperies (ne pas confondre avec les hurlements d'une foule en délire au pied d'un dictateur). Bien mieux, la démocratie, c'est le remplacement du peuple par l'argent : la finance dirige tout, commande tout ; ce ne sont ni les généraux, ni les Junker, ni les magnats de l'industrie qui sont dangereux : ce sont les magnats de la finance. Si la dictature de l'argent est moins visible que la dictature de la police, elle en est d'autant plus dangereuse. *Une démocratie bien comprise n'exclut par un Führertum bien compris.*

Comme Diogène avec sa lanterne, Hierl cherche un homme. Au passage, il éclaire quelques visages :

Ludendorff? C'était le grand patron du *Deutsch Voelkische-Offizier Bund*, où Hierl était entré en 1924, après son départ de l'armée. Rapidement, il gagna la confiance du « chef ». C'est ainsi qu'il apprit ses rapports étroits avec Hitler. A le lire, on pourrait même croire que Ludendorff était le garant que l'insurrection n'aboutirait pas à la création d'une monarchie bavaroise et qu'elle s'étendrait à l'Allemagne entière, non pas *los von Berlin*, mais *gegen Berlin*.

Ludendorff aimait sa patrie, mais n'était pas revanchard : peuple sur la défensive, mais pas guerre de haine. Réactionnaire, mais misant sur les classes moyennes. Ses ennemis sont les Jésuites, les francs-maçons et les Juifs. Les Jésuites = Rome = complexe de puissance religieux et politique. Les francs-maçons = courant antinational parce que fraternité mon-

diale et parce que juiverie mondiale. Hierl reconnaît que ces craintes tournaient à l'obsession et que, à la fin de sa vie, Ludendorff perdait le sens critique en rejetant sur les francs-maçons la responsabilité de tout ce qui allait mal.

Ludendorff était le fondateur du fameux *Tannenbergbund*. Hierl en faisait tout naturellement partie. Mais il reste très discret, ce qui est regrettable. On saura seulement que l'expérience devait mal tourner : « Malheureusement, la seconde femme de Ludendorff, Mathilde von Kemnitz, docteur en médecine, était une forte femme, en paroles et en littérature », et, petit à petit, elle soumettait le *Tannenbergbund* à ses opinions (le mot est-il ici valable?) philosophico-religieuses. Hierl confesse encore avec regret : elle haïssait Hitler avec passion. Ainsi s'affirme l'échec d'un grand général, d'un politicien honnête qui ne voulait que le bonheur de sa nation, d'un vrai type nordique, d'un vrai Prussien, d'un beau combattant, d'un passionné.

Gregor Strasser? La plus forte personnalité du *N. S. D. A. P.* — après Hitler, évidemment. D'ailleurs, c'est à lui que Hierl « doit » son entrée dans le parti. Trente ans après, il lui en est encore tout reconnaissant.

Darre et Backe? Autres personnages attirants, peut-être moins pour eux-mêmes que pour leurs spécialités : paysannerie, projet de ferme héréditaire, organisation agricole. C'est un pèlerinage aux sources sous forme de retour à la terre.

Seldte? Il était commissaire du Reich pour le Service du Travail. Un rien du tout. Mauvaises relations avec Hierl, qui était le grand spécialiste de la question — depuis fort longtemps.

Nous revenons ainsi au *Service du Travail*. Principe : l'obligation du travail n'est pas une dîme ou un moyen de fournir des travailleurs à bon marché aux entreprises privées. Ce n'est pas un instrument aux mains de l'État pour faire pression sur les salaires. Avant même la prise du pouvoir, le parti avait créé des camps de travail « politiquement neutres » (!) où le parti envoyait ses jeunes volontaires. Hierl se dépensait en conférences à travers l'Allemagne pour faire triompher l'idée. La République avait dédaigné le projet Hierl ; Hitler, au contraire, avait été séduit.

Bref, les camps de volontaires se développent. Mais Seldte est toujours *Reichskommissar*. Les choses s'arrangent avec Hindenburg et Hierl est nommé *Secrétaire d'État pour le Service du Travail* en 1933. On prend des officiers et, comme il faut des cadres, toujours plus de cadres, on mélange des policiers, des instituteurs, des juristes, des commerçants, des artisans, des techniciens de toutes branches. A la base, des paysans, des ouvriers, des soldats et des membres des mouvements de jeunesse.

Mais le *Service du Travail volontaire* n'est que l'antichambre du *Service du Travail obligatoire* établi le 26 juin 1935 par la loi.

Suit un long, très long gargarisme sur les beautés de l'institution. Retenons-en seulement un petit détail : Seldte n'avait rien compris ; il voulait *militariser* l'institution. Cette idée subversive jamais ne serait venue à Hierl, qui expose complaisamment pourquoi il préférait les bruits de bottes, les défilés au pas cadencé, la vie de caserne, les musiques militaires, le maniement d'arme avec la pelle ou la pioche (1).

Le Service du Travail et la guerre. D'emblée, 300 sections sont appelées pour les fortifications de la ligne Siegfried. D'autres servirent aussitôt comme « garde-frontières » en armes, d'autres comme troupes du génie (routes, ponts, terrains d'aviation, camps, etc.). En Russie, ces unités prenaient part aux

(1) Les thèmes des exercices étaient eux-mêmes d'un pacifisme outrancier, ce que Hierl ne dit pas, mais je l'ai vu moi-même en 1937 ; les données d'une grande manœuvre dans l'Est de l'Allemagne étaient simplement : devant la menace ennemie, rentrer la récolte de betteraves dans le plus bref délai possible.

combats, ainsi, d'ailleurs, qu'à Arnhem, en septembre 1944. On les retrouve sur tous les fronts, sauf celui d'Italie. Des unités féminines étaient également employées. Mais, au delà des tâches purement *militaires*, commence à apparaître la grande idée politique : dans les pays occupés, les unités du *Service du Travail* devaient « donner l'exemple et apporter une aide pratique ». Il s'agissait surtout, sous couvert de cours pratiques, d'enrôler les jeunes de ces pays et de les convertir. « Ce système de donner exemple et aide s'est avéré très bon. D'après moi, c'est le seul système qui donne un succès durable pour la *Führung* des peuples étrangers quand ils sont cultivés. » En substance, voici le plan « mirifique » : « Je voulais, *après la guerre*, faire la grande réunion des jeunes qui avaient combattu les uns contre les autres avec des armes, la pelle ou la pioche sur l'épaule... La fin de la guerre m'en a empêché (1). »

Hierl avait toute la confiance de *Hitler* (dit-il), mais il ne le voyait que fort peu — et probablement toujours sur le plan officiel. Donc, peu de détails personnels. Des appréciations générales : lui le responsable d'une « montée allemande vertigineuse... qui me rendait heureux ». Fin du chômage, production marchant à plein, amélioration du niveau de vie ouvrier, paysannat protégé, organisation des marchés, le secours d'hiver, l'œuvre de la mère et de l'enfant, l'organisation du bien-être, les loisirs dirigés, la fin des querelles des partis, l'idée de la grande communauté du peuple allemand, la Sarre, les Sudètes, l'Autriche dans le giron. De quoi provoquer l'extase : « Le *mächtige Grossdeutsche Reich* était créé ; *wir danken unserm Führer.* »

On le voit, ce n'est pas sur le plan de l'histoire que des ouvrages comme celui de Hierl sont à placer, mais sur celui de la psychologie. Hierl contribue à la description de ce climat et des enchaînements mentaux qui inéluctablement ont conduit au pire des individus qui, à l'intérieur de leur propre système, pouvaient même garder bonne conscience.

Un détail sur le parti : il était conçu comme un moyen pour la prise de pouvoir. Mais il n'était pas un instrument de gouvernement ; il aurait fallu le débarrasser de ses agitateurs et de ses agités, dont le rôle était dépassé à partir de 1933. Hierl estime qu'il y a là une faute d'Hitler — la seule, sans doute — ce qui renforce le mythe de la responsabilité éventuelle de l'entourage. Mais aussi un aveu : la situation intérieure aurait permis, Hierl *dixit*, en 1937-1938, de juguler ces abus de pouvoir (ceux d'Himmler, par exemple) : il n'était pas besoin de revenir pour cela à un système de type parlementaire ; « seul Adolf Hitler pouvait l'accomplir » (cette réforme)... mais *déjà ses pensées étaient occupées par ses plans de politique extérieure...* et avec ces plans une telle réforme était impensable. Hierl reconnaît ainsi la préméditation.

Quelques pages sur *Röhm* : sa perversité, son ivrognerie, comme celles de ses compagnons, étaient une honte pour le parti. Hitler ayant appris que von Schleicher voulait utiliser Röhm pour le renverser avec les *S. A.* et établir une dictature avec l'aide de la *Wehrmacht*, il en résulte les assassinats de Munich, que l'auteur trouve indignes d'une société civilisée.

Il estime que les survivances de l'état d'esprit de von Schleicher et de son entourage au ministère de la Guerre, même après l'établissement du service militaire obligatoire (qui aurait pu faire disparaître la « mentalité *Reichswehr* »), sont responsables des difficultés rencontrées pendant la guerre avec certains éléments du haut commandement.

Les horreurs de la guerre. Citation de Clausewitz : « La guerre est un acte

(1) Sentiments de Hierl : Enthousiaste : « 400 batteries de *F. L. A. K.* ; femmes mobilisées comme agents de liaison, magnifique dévouement féminin. » — Naïf : « L'*Arbeitsdienst* était devenu un instrument de guerre. » — Dévot : « Je remercie Dieu de m'avoir permis d'accomplir ce travail pendant douze ans... et de me sauver de la zone soviétique au dernier moment. »

de force pour obliger l'ennemi à faire notre volonté, et dans l'emploi de la force il n'y a pas de limites. » Cette conception, qu'Hierl fait sienne, justifie à peu près tous les actes de guerre. On peut néanmoins concevoir comme *Kriegsgreuel* des actes de force « qui ne sont pas nécessairement intéressants pour la conduite de la guerre et qui dépendent des haines et des passions humaines ». Curieuse idée, puisque la faute ne tient pas à la nature de l'acte, mais à son caractère pratique.

Si la volonté qui a mené la guerre, poursuit-il, est dirigée dans le sens du triomphe de son propre droit par la force — pour ensuite, sur une base juridique nouvelle, faire la paix avec l'adversaire — si des deux côtés des guerriers disciplinés sont face à face, si la guerre est menée sous le symbole du Dieu de la Guerre, alors les horreurs de la guerre sont des exceptions. Ainsi, la campagne de France et la guerre en Afrique du Nord ont été des guerres sans haine et sans horreurs.

Il en est autrement lorsque la haine est allumée par un fanatisme racial ou politique, si on ne désire pas l'obtention d'une paix loyale, mais si on recherche l'anéantissement total de l'adversaire, alors la furie de la guerre se déchaîne. Ainsi la guerre d'Hitler pour l'extermination du bolchevisme, celle de Staline pour l'extermination du fascisme, celle, enfin, de Roosevelt et Churchill pour l'extermination du nazisme. Certes, ces idéologies n'étaient qu'au second plan, derrière les mobiles des politiques de puissance ; mais ce sont elles qui ont donné à la deuxième guerre mondiale son caractère atroce.

L'extermination des Juifs n'aurait été due qu'au froid fanatisme d'Himmler, qui désirait les voir disparaître d'Europe, mais l'instigateur était vraisemblablement Heydrich. Et tout compte fait, observe Hierl, il y a eu du côté russe la fusillade des 5.000 officiers polonais à Katyn. Et Staline avait demandé aussi 50.000 officiers allemands pour le même usage... Churchill refusa à Yalta et Roosevelt ne répondit pas.

Quant aux *camps de concentration*, Hierl nous apprend que leurs inventeurs ont été les Anglais pendant la guerre des Boers : 4.100 femmes et 22.000 enfants y sont morts. Les Anglais les appelaient « une nécessité de la guerre »... Comme Hitler, qui y voyait une nécessité politique... pour briser l'opposition. Et Hierl, sentimental à l'occasion, estime que c'est une solution plus humaine ; d'autres peuples ont liquidé l'opposition par décapitation, pendaison ou assassinat. Il ajoute : les internés devaient jouir d'un régime spécial (il l'était, en effet). La suite de la justification est gênée et gênante. Une pirouette et on parle à nouveau des atrocités commises par les « autres ». Alors, ayant le sentiment d'être quitte, Hierl conclut : « Tous les peuples qui ont participé à cette guerre auraient intérêt à couvrir d'un manteau de honte tout le chapitre : traitement des prisonniers politiques et des prisonniers de guerre (1). »

La fin de la guerre et la paix. Peu de détails sur l'attentat du 20 juin 1944 : une appréciation défavorable pour ces officiers félons, puisqu'ils avaient juré fidélité au chef de l'État.

Retour, dans les pages finales, à Hitler. Comparaison avec Napoléon. Dernière rencontre avec lui, en février 1945 ; il paraissait vieilli, mais « on ne pouvait remarquer aucun signe de dérangement mental ». Hierl partageait l'opinion du général Gudérian selon laquelle Hitler, sans être affecté mentalement, vivait dans une espèce d'hypnose (excès de médicaments, tantôt calmants, tantôt stimulants, que les médecins lui faisaient absorber selon les besoins). Mais ce qui n'a jamais varié en lui, c'est la force de sa volonté et

(1) Mensonge par omission, mensonge tout court, ignorance feinte permettent finalement l'emploi de balances truquées. Le procédé en soi n'aurait chez ce personnage, dignitaire du régime, qu'une médiocre importance s'il n'était devenu depuis peu d'un assez large emploi.

de sa foi en lui. C'est de cette façon qu'il surmontait les obstacles et tirait les foules derrière lui. Mais ses succès l'aveuglèrent au point qu'il ne pouvait plus reconnaître où étaient les limites de ses forces. Cette foi devenait folie et cette volonté entêtement fatal. Cet autodidacte subissait l'attrait du fanatisme. Sa personnalité égocentrique, sans formation spéciale, était supérieurement douée sur le plan intellectuel. La mémoire prodigieuse, le rayonnement immense : il se croyait prédestiné.

Conclusion : « Hitler était incapable de diriger les forces folles de son être vers un but lointain — et voici le drame, la cause de l'échec du grand meneur de peuples et de l'idéologue clairvoyant comme homme d'État et maître de la guerre. C'est pourquoi la montée vertigineuse fut suivie d'une chute aussi vertigineuse où tout son peuple a été entraîné. » La *grande pensée* d'Hitler : placer l'Europe sous sa direction et faire reculer le bolchevisme vers l'Asie, a donc échoué.

A. Piatier.

Sur l'Agriculture

Deux volumes, deux forteresses assiégées, deux histoires bien différentes ont paru sur ce sujet (1)... non seulement par les faits rapportés et le résultat des efforts, puisque d'un côté c'est la survie et la victoire rendue possible, de l'autre l'échec et la défaite, mais encore par le point de vue de l'historien et l'interprétation qu'il donne d'une histoire à laquelle il a participé.

Sans doute le Dr Karl Brandt, directeur adjoint du *Food Research Institute* de l'Université de Stanford, a-t-il quitté l'Allemagne pour les États-Unis après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, ses collaborateurs eux ont activement participé à la politique agricole dans la forteresse Europe : attaché agricole allemand à Moscou de 1931 à 1936, le Dr Schiller, bien que « n'ayant jamais adhéré au parti Nazi », fut, de 1938 à 1939, l'expert agricole de la *Corporation germano-roumaine du soja* à Bucarest et a servi, de juin 1941 à décembre 1944, avec le grade de *Militärverwaltung Oberrat*, comme chef de la section de politique agricole de l'État-major économique Est. Chargé des recherches économiques agricoles du *Syndicat allemand de l'azote*, le Dr Franz Ahlgrimm collabora pendant la guerre comme spécialiste des engrais avec l'État-major économique Est et, à partir de 1942, comme suppléant du professeur Emil Woerman, chef de l'*Institut für Europäische Landbauforschung und Ernährungwirtschaft* de Berlin. A ce dernier titre, il fit alors de nombreux voyages dans les pays occupés de l'Ouest ; le Dr F. Ahlgrimm est donc vraisemblablement le principal responsable du choix et de l'interprétation des documents se rapportant à ces régions, et cela d'autant plus que les autres collaborateurs, dont l'introduction fait état, ont opéré en Europe centrale et orientale : *Militärverwaltungvicechef* J. Boettner (Belgrade), Dr Hans Hamscha (Bratislava), Dr W. Helmerking (Sofia) ; *Oberlandwirtschaftsrat* J. Huber (Bucarest), Dr H. Kohnert (Varsovie), Dr F. Overkott (Athènes) et Dr R. W. Woltesdorf (Cracovie).

Il faut savoir gré au directeur Merrill K. Bennett, dans sa courte préface, d'avoir écrit : « Ce serait trop attendre cependant de ce volume que d'espérer y trouver toute la vérité dans tous ses aspects sur les conséquences » de la seconde guerre mondiale et de la politique allemande dans les pays occupés

(1) Karl Brandt, Otto Schiller et Franz Ahlgrimm, *Management of Agriculture and Food in the German occupied and other areas of Fortress Europe*, A study of Military Government, Stanford, Calif., Stanford University Press, 1953, xxxiv-710 p. — Keith A. H. Murray, *History of the second world war. U. K. civil series : Agriculture*, London, H. M. S. O. et Longmans Green and Co., 1955, xii-422 p.

« en France, en Union Soviétique, dans les nations du bassin danubien et les autres. Sur de tels sujets, les collections de l'Institut ont été prévues pour présenter des points de vue différents. Les volumes actuellement en préparation sur les situations correspondantes en France, en Union Soviétique et dans le bassin danubien pourront présenter des interprétations non identiques à celles qui sont ici données. C'est la pratique courante de l'Institut de respecter les convictions des auteurs. » Sans cette précision, le responsable du volume « France » de la collection de l'Institut aurait dû renoncer à écrire ce compte rendu..., il avoue d'ailleurs avoir longtemps hésité à le faire, tant la discussion qu'il eut avec son ami Karl Brandt, en août 1952, sur le contenu comparé des deux manuscrits l'avait peu préparé à constater des divergences aussi profondes, en ce qui concerne la France tout au moins, à la lecture du volume aujourd'hui le premier publié.

Certes, dans son introduction, Karl Brandt explique le choix délibéré d'une étude du point de vue allemand : « L'avantage de cette perspective est que les politiques suivies dans les diverses régions d'Europe peuvent être mises en évidence comme les éléments d'une opération synchronisée de l'économie de guerre centralisée de la forteresse continentale. Son inconvénient est que l'influence du système sur l'économie des nations victimes n'est pas complétement explorée. »

Sans doute on distingue deux périodes dans la politique suivie : dans la première l'accent aurait été mis sur l'assistance technique et le développement à long terme des agricultures en cause, dans la seconde sur le pillage et l'exploitation..., mais tout cela a été, en fait, concomitant avec des discriminations selon les pays et les époques. Dès le 7 octobre 1940, Goering affirmait inutile de tenir compte de la situation alimentaire en Belgique et en France et que l'envoi de suppléments alimentaires en provenance du Reich était hors de question, ajoutant : « Les conditions y sont différentes de celles de Norvège, Danemark et Pays-Bas, qui, selon une décision du *Führer*, doivent être mieux traités pour des motifs politiques. »

Mais, à en croire les auteurs, tout se serait très bien passé, en France comme d'ailleurs dans les autres pays de la forteresse Europe, si la bonne volonté des conseillers agricoles allemands avait été payée de retour... ils ne pensaient qu'à leur tâche technique et ceux d'entre eux qui avaient quelques préoccupations politiques avaient plus ou moins rejoint les rangs de cette « résistance » allemande qu'exalte le livre, d'ailleurs dédié à la mémoire du Dr Karl Goerdeler, du général Ludwig Beck et des centaines d'autres martyrs qui formaient en Allemagne l'opposition au régime nazi. Comme tout cela serait plus excusable si, en poussant le plaidoyer jusqu'à défendre le régime de Vichy, les auteurs n'avaient pas été entraînés à faire preuve d'une injustice complémentaire contre tout ce qui fut la véritable résistance française et ne correspondait pas à cette « elastic collaborative-resistance » commune selon eux à l'état-major allemand et aux *Quislings*, les français comme les autres.

Sans doute, au passage, le lecteur français pourra constater que l'action de nos services a été efficace pour tromper les autorités d'occupation sur nos disponibilités..., mais cela ne suffira sans doute pas pour rendre moins pénible une lecture cependant utile par les informations qu'elle apporte... ni pour conclure avec les auteurs que l'actuelle coopération franco-allemande a été rendue possible par l'expérience qu'ont eu les Français « du Gouvernement militaire allemand — ou plus exactement du contact avec les personnes qui ont travaillé au plan local, leur philosophie, et leur conduite... ».

Le point de vue de Keith A. H. Murray, historien universitaire, n'est pas moins exclusivement national que celui des auteurs précédents, mais dans un tout autre sens : le problème étudié est celui de l'agriculture du Royaume-Uni et de son effort pour assurer pendant la seconde guerre mon-

diale un niveau alimentaire satisfaisant aux habitants de ce pays. Peu importent les raisons pour lesquelles les approvisionnements extérieurs ne sont plus disponibles ou plutôt seules comptent les difficultés de « *shipping* » et, à la rigueur, de prix : le problème a certes des données prévues ou prévisibles, mais il se pose à la Grande-Bretagne et à nul autre ; les difficultés, les responsabilités sont intérieures et le succès aussi est britannique. Deux guerres mondiales ont conduit le Royaume-Uni à une révolution agricole qui est dans une certaine mesure une contre-révolution économique : l'agriculture, abandonnée à la compétition internationale, ne fournissait plus, en 1911-1913, que 6 % du revenu national et seulement un tiers des besoins alimentaires britanniques. En 1903, une commission royale avait affirmé qu'il n'y avait aucun risque de voir gravement atteintes les importations alimentaires en temps de guerre à moins d'un désastre naval, hypothèse à laquelle la commission ne s'était pas arrêtée. Aussi la première guerre mondiale ne fut-elle pas préparée du point de vue agricole. L'improvisation ne put avoir d'effet que sur les récoltes de 1917 et 1918. L'après-guerre ramena le libéralisme, mais, en même temps que les prix s'effondraient, on préparait une agriculture de guerre et, à partir de 1931, les produits britanniques furent protégés, afin de maintenir l'agriculture en mesure de réaliser les plans prévus le cas échéant. La situation fut pire que celle prévue par les programmes de guerre, la réussite n'en fut que plus remarquable. C'est cette histoire que K. A. H. Murray, qui a eu accès à toutes les archives officielles, expose dans un livre clair et bien documenté.

Voici quelques données caractéristiques de cette évolution :

En Grande-Bretagne, les superficies des terres labourées ont dépassé dès 1942 le maximum atteint en 1918 et presque rejoint en 1944 le niveau de 1875. Cela s'est produit aux dépens des « surfaces toujours couvertes d'herbes » et sans que le territoire agricole ne cesse de diminuer lentement par extension du territoire non agricole.

	1875	*1914*	*1918*	*1939*	*1940*	*1942*	*1944*
Territoire agricole	31.42	31.90	31.75	29.20	29.10	28.95	28.75
dont terres labourées	18.11	14.29	15.85	11.87	13.20	16.18	17.94
dont blé	3.34	1.87	2.64	1.76	1.80	2.50	3.22
dont orge	2.51	1.70	1.65	1.01	1.32	1.51	1.96
dont pommes de terre	52	61	80	59	70	1.12	1.22

Les rendements (Royaume-Uni) malgré cette extension des surfaces ont été pour chacune des productions ci-dessus constamment — sauf une année — et parfois très supérieurs à la moyenne décennale 1929-1938.

	Moy. 1929-1938	*Maximum*	*Minimum*
Blé cwt	18.0	20.4 (1942)	17.8 (1941)
Orge cwt	16.4	18.9 (1942)	15.5 (1941)
Pommes de terre	6.7	7.7 (1940)	6.4 (1944)

En ce qui concerne la production animale, l'orientation due à la guerre est encore plus nette : augmentation du bétail laitier, stabilité des effectifs des bovins à viande, diminution des effectifs d'ovins de porcins et volailles :

	Royaume-Uni : en millions de têtes			
Bétail laitier	3.88	3.96	4.20	4.37
autres bovins	4.99	5.14	4.88	5.13
ovins	26.88	26.37	21.51	20.11
porcins	4.49	4.10	2.14	1.87
volailles	74.36	71.24	57.91	55.13

La production a été la suivante :

	1939-1940	*1940-1941*	*1942-1943*	*1944-1945*
Lait en Mill. galls.	1771	1608	1657	1727
Œufs en milliers	3793	3472	2182	2075
Viande et volailles en 000 Tons	1873	1327	944	929

L'évolution de la production laitière ne donne pas une image exacte de l'effort réalisé ; il faut tenir compte de l'accroissement de la part de la consommation humaine, en particulier sous forme liquide, qui est révélée par l'évolution des ventes des *marketing Schemes*.

Ventes pour la consommation :

	1939-40	*1940-41*	*1942-43*	*1944-45*
En nature	869	1002	1154	1218
en produits transformés	407	225	169	176
Total :	1276	1227	1323	1394

De même pour les productions végétales la part réservée à l'alimentation humaine a augmenté plus (blé-avoine) ou moins (orge, pommes de terre, betteraves à sucre) que proportionnellement à l'augmentation de la récolte pendant la guerre. Cela a coûté diverses subventions dont il faut cependant souligner qu'elles avaient été instituées progressivement entre les deux guerres depuis la subvention à la betterave à sucre qui en quinze ans, de 1924-1925 à 1938-1939, avait reçu 42,7 millions de livres jusqu'à celle à l'avoine et à l'orge instituée en 1938-1939 en passant par le blé (1932-1933), l'engraissement du bétail et le lait (1934-1935) et les amendements calcaires (1937-1938). Au total, l'agriculture britannique avait reçu en quinze ans 125.136.000 livres, dont 18.867.000 livres pour l'année fiscale 1938-1939. Dès 1939-1940, on voit apparaître des subventions (868.000 livres) pour mises en labours qui atteindront 4,2 millions de livres en 1941-1942. Les subventions antérieures sont pour la plupart supprimées dès 1940-1941, à l'exception de celles aux amendements calcaires. D'autres apparaissent en 1941-1942 : subventions à la pomme de terre (1941-1942 : 11,1 millions de livres-1944-1945 : 13,9) et à l'élevage, principalement ovin, sur pâturages en montagne (1941-1942 : 1,34 millions de livres) puis en 1943-1944 : blé, seigle, lin... En 1944-1945, le total des subventions à l'agriculture s'élève à environ 38 millions de livres.

L'indice des prix agricoles s'est élevé de 103 en 1939 à 172 en 1941 et 196 en 1945, tandis qu'au cours de la première guerre mondiale, la hausse avait atteint 300 en 1919. Grâce aux subventions alimentaires, la hausse du prix de détail des produits alimentaires fut d'ailleurs limitée à 125 en 1945. Le revenu net moyen par ferme, qui était de 193 livres en Angleterre et Pays de Galles et de 202 en Écosse en 1938-1939, s'était élevé en 1940-1941, respectivement à 681 et 1027 ; à partir de cette date et sur des bases différentes, on constate l'évolution suivante :

	1940-41	*1941-42*	*1942-43*	*1943-44*	*1944-45*
Angleterre et Galles	885	1063	1045	952	641
Écosse	1221	1424	1599	1355	1063

A la fin de la guerre, la bataille reprit entre ceux qui avec l'*Economist* du 21 octobre 1944 rappelaient que « les aliments bon marché sont à la base de la prospérité de la Grande-Bretagne » et ceux auxquels il répondait : par exemple, le ministre de l'Agriculture s'écriant à Newcastle, le 1er octobre 1944, « qu'il était temps d'abandonner la théorie selon laquelle il était toujours économi-

quement désirable et profitable d'acheter les aliments le meilleur marché possible, sans aucune considération pour les effets d'une telle politique sur le sort des producteurs primaires du monde — et en particulier, des fermiers du Royaume-Uni. » En mars 1945, le Premier Ministre déclarait que « l'agriculture devait être la première industrie de Grande-Bretagne et qu'il serait folie de réduire la production alimentaire accrue obtenue pendant la guerre ». En fait, les objectifs 1952-1953 établis en 1947 furent les suivants (base 100 : 1936-1937 à 1938-1939) : blé 148, pommes de terre 152, betteraves à sucre 119, lait 123, viande de bovins 110, viande ovine 83, viande porcine 92, œufs 131. La position du gouvernement de Sa Majesté vis-à-vis des organisations internationales et singulièrement de la *F. A. O.* (organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture) est évoquée avec beaucoup de franchise, bien que de façon moins détaillée que dans le premier volume du livre que R. J. Hammond a, dans la même série, consacré au Ravitaillement alimentaire (1).

M. Cépède.

(1) Cf. analyse : *Food*, vol. I : *The growth of Policy*, in *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, compte rendu par F. Crouzet, n° 12, oct. 1953.

NOTES ET NOUVELLES

L'ACCORD SECRET ANGLO-SOVIÉTIQUE D'OCTOBRE 1944 SUR LES BALKANS

On connaissait son existence par les mémoires de Cordell Hull et de Churchill, ainsi que par le *Roosevelt and Hopkins* de Sherwood. Dans le numéro d'octobre 1955 du *Journal of Central European affairs*, Stephen G. Xydis consacre à sa genèse, à sa mise en application et à ses conséquences, un article très fouillé et, sur bien des points, convaincant, bien que, dans les sources qu'il utilise, ne figurent guère de documents d'origine soviétique.

Au printemps 1944, la rapidité de l'avance de l'Armée Rouge obligea les Anglo-Saxons à s'inquiéter des visées soviétiques sur les Balkans. En Grèce, en particulier, le mouvement de résistance *E. A. M.*, le plus actif et le plus puissant de tous, noyauté par le parti communiste, avait formé en mars 1944 un *Comité de Libération nationale* (*P. E. E. A.*) et des mutineries avaient éclaté en même temps dans les troupes du gouvernement grec au Caire, que la presse soviétique ne cessait d'attaquer, et que l'ambassadeur de l'U. R. S. S. au Caire feignait d'ignorer.

Devant cette situation, le gouvernement britannique prit l'initiative de suggérer à l'U. R. S. S. un accord d'après lequel elle aurait eu les mains libres en Roumanie contre la liberté d'action de la Grande-Bretagne en Grèce. Devant la réaction défavorable de Cordell Hull, hostile à un partage de zones d'influence, Churchill s'adressa directement à Roosevelt qui, par-dessus la tête de son secrétaire d'État au *State Department*, accepta, le 12 juin 1944, que soit conclu un arrangement anglo-soviétique pour trois mois, tel que paraissait le rendre inévitable l'évolution même de la conduite de la guerre (acceptation que Hull ignora pendant presque un mois). Cet assentiment américain fut signifié à l'U. R. S. S. d'abord par Churchill, puis par le *State Department*, avec un peu de retard, vers le 15 juillet.

C'est en application de cet accord que les Anglais purent envoyer des troupes à Athènes au mois d'août et que, très probablement contre leur gré, la mission russe du colonel Popov auprès des résistants grecs les décida a accepter de faire entrer des représentants dans le gouvernement Papandreou, tandis que le *P. E. E. A.* était dissous.

A ce moment, l'évolution de la guerre avait amené les Russes à occuper toute la Roumanie et toute la Bulgarie ; en outre, en septembre, Tito, contrairement à ses accords avec les Anglais, qui, jusque-là, l'avaient seuls armé, quittait l'île de Vis pour rejoindre le quartier général du maréchal Tolboukhine pour aller converser avec Staline à Moscou.

L'accord anglo-russe de trois mois venant à expiration et la situation ayant complètement changé, Churchill proposa une conférence à trois. Mais les États-Unis entraient dans une campagne électorale pour la Présidence de la République. Aussi bien, au cours de la rencontre Churchill-Staline à Moscou, le 9 octobre, les U. S. A. ne furent représentés que par Harriman, avec une mission d'observation et pas de pouvoir pour engager son pays.

C'est dans ces conditions que Churchill et Staline se mirent d'accord pour un partage des Balkans en zone d'influences, attribuant à l'U. R. S. S. 90 % de prédominance en Roumanie et 75 % en Bulgarie, la laissant à égalité 50-50

avec « les autres » en Yougoslavie et en Hongrie et donnant aux Anglais une prédominance de 90 % en Grèce.

Ce partage ne signifiait, selon Churchill, ni une représentation proportionnelle des deux parties dans les nouveaux gouvernements des pays en question ni une répartition des territoires. Il fixait seulement le degré d'intérêt respectif des uns et des autres. C'est ce qui amena la Bulgarie, dans le traité de paix, à ne plus revendiquer d'accès à la mer Égée ; c'était aussi reconnaître pour les Anglais la perte d'influence que représentait pour eux, en Yougoslavie, le revirement de Tito. La passivité américaine avait une grande responsabilité dans cet accord, mais on avait sacrifié à « la détente » et on pouvait espérer que la guerre civile serait ainsi évitée dans bien des pays. Si elle reprit en Grèce cependant, ce serait dû, selon l'auteur, non à l'action soviétique, mais aux faux espoirs qu'aurait fait naître chez les communistes grecs la présence de l'armée Toboulkhine tout près d'eux. Quant à l'U. R. S. S., sa diplomatie aurait tout simplement exploité les victoires de son armée.

H. Michel.

LES DERNIERS COMBATS EN BOHÊME

La libération par les autorités soviétiques du maréchal Schorner — le dernier maréchal nommé par Hitler commandant du Groupe d'Armées du Centre de Tchécoslovaquie — est l'occasion pour le journal *Die Gegenwart* du 13 mars 1955 (1) de publier des extraits d'un « *Journal de guerre* » d'un brigadier, qui éclairent un peu l'ambiance dans laquelle se sont livrés les derniers combats en Tchécoslovaquie.

Jusqu'au dernier moment — exactement le 8 mai 1955 — le maréchal Schorner exhorta ses troupes à une résistance acharnée, en faisant exécuter tous ceux qui manifestaient quelque velléité de faiblesse. Les soldats étaient tenus dans l'ignorance totale des événements : ils ne connurent ni la mort de Hitler, ni la capitulation de Dönitz, ni la révolte de Prague et le passage à l'ennemi d'une grande partie de l'armée Vlassov. Jusqu'au dernier moment, les troupes, qui comprenaient des enfants de seize ans, furent engagées dans des combats contre les Résistants tchèques et contre les Russes, le dernier ordre du jour de Schorner, le 5 mai, disant « qu'il fallait préserver le plus grand nombre possible de citoyens allemands contre la terreur bolchevique ».

La plupart des soldats désiraient être faits prisonniers par les Américains, mais ils n'osaient pas se mettre en route vers le sud ou vers l'ouest. Lorsque des décisions de reddition furent prises, elles le furent par des officiers subalternes, de leur propre initiative.

Cependant, le maréchal Schorner, abandonnant ses troupes, s'était envolé vers les Américains le 8 mai ; le 9 mai était fixée la ligne de démarcation entre Américains et Russes, ces derniers ayant capturé la plus grande partie des troupes allemandes. Quant à Schorner, il fut livré aux Russes par les Américains comme criminel de guerre. Libéré fin 1954, son premier geste fut d'envoyer aux autorités soviétiques un télégramme de reconnaissance.

H. Michel.

LES GUÉRILLAS SOVIÉTIQUES

Dans un article de février 1955 de la revue *Marine Corps Gazette* (2), E. Von

(1) Reproduit dans *Documents* de mai 1955.

(2) Reproduit par la *Sélection d'articles de Presse étrangère* du *Centre interarmées de Documentation militaire.*

Dohnanyi relate combien, par suite de « l'attitude dogmatique de l'État-Major allemand » et « la politique arrogante et folle du gouvernement civil allemand à l'égard de la population soviétique », les Allemands furent surpris et démunis devant la guérilla soviétique.

Celle-ci naquit de l'avance rapide de la *Wehrmacht;* beaucoup d'officiers et de soldats russes, coupés de leurs unités, « se fondirent dans le pays » ; au cours de l'été 1941, l'arrêt inattendu devant Moscou et l'approvisionnement insuffisant en vêtements d'hiver et en ravitaillement obligèrent les troupes allemandes à demeurer dans leurs cantonnements ; au printemps 1942, il était trop tard : les groupes de guérillas, armés grâce au matériel laissé par les armées russes en retraite, « avaient conquis l'autorité complète sur le territoire que les forces allemandes n'occupaient pas directement et d'innombrables assauts se produisaient contre les lignes de communication et les petites garnisons allemandes ».

Les Allemands ne triomphèrent jamais des guerrilleros, approvisionnés par les fermes collectives « qui n'avaient pas été dissoutes et demeuraient sous la gestion des mêmes fonctionnaires soviétiques ». Les officiers exerçant un commandement local furent autorisés à réagir comme ils l'entendaient ; la prise en chasse des bandes dans les bois se solda par un échec ; les représailles contre la population n'eurent pour effet que d'accroître la haine des indigènes contre les Allemands et d'augmenter le nombre des guerilleros ; des opérations à grande échelle d'encerclement et de ratissage ne donnèrent que peu de résultat, parce que les grands préparatifs permettaient de donner l'alerte longtemps à l'avance.

Quelques chefs allemands cependant trouvèrent une riposte. Le général Schmidt, commandant la II^{e} armée blindée, eut l'idée dans le secteur de Bryansk, au printemps 1942, de désigner comme gouverneur du secteur un civil russe, Kaminski, avec pouvoir de nommer des fonctionnaires sans autre contrôle allemand que celui du général d'armée. Kaminski nomma des maires, supprima les fermes collectives, distribua les stocks entre les habitants et organisa des milices qui groupèrent plusieurs milliers d'hommes avec des chars légers et qui combattirent les guerilleros dans une guerre sans merci, les Allemands demeurant spectateurs. Mais la retraite allemande transforma cette milice en groupes de bandits et il fallut la dissoudre.

A une échelle moindre, un commandant de bataillon entraîna quelques escouades à la guerre d'embuscades. La réussite de quelques-unes, surprenant des équipes de sabotage en train de poser des mines, donna aux guerilleros une impression d'insécurité qui diminua leur activité dans le secteur ; la capture de quelques prisonniers permit de surprendre et d'anéantir quelques camps de partisans.

Mais ces exemples furent rares. De façon générale, la *Wehrmacht* fut impuissante contre la guérilla, dont on aimerait connaître mieux — sur ces points l'étude est muette — l'ampleur, les conditions de vie, le rôle des « commissaires politiqués » et du parti, les liaisons avec l'armée russe régulière, etc...

H. Michel.

LA FINLANDE ET L'INDÉPENDANCE UKRAINIENNE

Un point particulier de l'histoire des mouvements d'indépendance ukrainienne pendant la deuxième guerre mondiale est relaté dans un témoignage (1),

(1) Bagdan Kentrjinsky, *Le secteur scandinave de la société d'indépendance ukrainienne O. U. N. (Organisation des nationalités ukrainiennes), pendant la 2^{e} guerre mondiale*, Paris, 1955, brochure 31 p. (en russe).

il ne nous est pas possible de porter un jugement sur sa valeur historique de ce témoignage, ni sur l'objectivité de son auteur, n'ayant aucun point de comparaison. Nous ne pouvons que résumer son texte.

Il signale que la liaison du mouvement d'indépendance ukrainienne avec la Finlande s'est créée dès 1900 et a duré jusqu'en 1945. Les intellectuels de Finlande auraient fait de fréquents voyages dans les centres du mouvement ukrainien : Lvov, Varsovie, Berlin, Paris, tandis que les représentants du mouvement se rendaient en Finlande et en Suède.

Pendant la deuxième guerre mondiale, l'action en Finlande consiste à instaurer : 1° une tutuelle nationale et sociale sur les prisonniers de guerre ukrainiens ; 2° la formation d'une légion nationale de ces prisonniers ; 3° une organisation d'un service d'information et de propagande. D'après les lettres et les déclarations des prisonniers, auxquelles l'auteur se réfère sans les citer, la société avait conclu que 85 à 90 % des prisonniers ukrainiens en Finlande étaient prêts à défendre l'indépendance ukrainienne les armes à la main. Ils étaient reconnaissants à Hitler d'avoir libéré l'Ukraine du bolchevisme. Le même sentiment aurait existé dans les groupes de Stefan Bandera, *führer* de l'Ukraine d'après l'auteur. Des historiens finlandais, dont le professeur Humerus, auraient joué un grand rôle dans la protection des Ukrainiens.

En 1941, l'ambassadeur d'Allemagne fait savoir au gouvernement finlandais que la protection qu'il accorde aux Ukrainiens déplaît au Reich. Le gouvernement finlandais répond qu'il ne s'est jamais immiscé dans les affaires des grandes puissances et il continue à protéger les Ukrainiens.

En août 1941, le maréchal Mannerheim (1) aurait proposé à Blücher, représentant de l'Allemagne, la création d'une Ukraine indépendante avec Skoropodsky comme *hetman*. La proposition est repoussée.

Les Ukrainiens de droite continuent leur action parmi les prisonniers de Finlande entre 1942 et 1943. Ils auraient opéré en Ukraine même contre les bolcheviques, grâce aux groupes de partisans *Boulba* et *Bandera*. L'auteur pense que ces groupes opéraient aussi contre les Allemands, mais sans en apporter la preuve.

L'Amérique fait pression sur la Finlande pour qu'elle signe une paix séparée avec l'Angleterre et l'U. R. S. S. En 1943, l'*O. U. N.* serait entrée en rapport avec des Lithuaniens de droite (le ministre Cheynin) qui voulaient leur indépendance.

En août 1944, la Finlande capitule et les hommes de l'*O. U. N.* en partent après avoir liquidé toutes les organisations qui travaillaient parmi les prisonniers ukrainiens.

Olga Wormser.

LE « CRÉPUSCULE DES DIEUX » (2)

C'est sous ce titre, justifié par l'horreur tragique de la fin d'Hitler, qu'a été publiée (sans nom d'éditeur, mais vraisemblablement par les *Forces Françaises d'Occupation*) une plaquette où le lieutenant-colonel Rocolle, en complétant le récit de Jürgen Thorwald (*Das Ende an der Elbe*) par une enquête menée sur place, notamment auprès d'anciens prisonniers français qui se trouvaient

(1) L'auteur se réfère aux *Mémoires* de Blücher, Helsinki, 1950, et aux *Mémoires* du maréchal Mannerheim, Stockolm, 1953. Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 9, janvier 1953 (général Bourcart : *La guerre de Finlande*), et n° 18, avril 1953 (Compte rendu des *Mémoires* de Mannerheim, par Mme Granet).

(2) Lieutenant-colonel Rocolle, *Götterdämmerung. La prise de Berlin*, 22 × 28,5, 75 p.

alors dans la capitale allemande, a essayé d'apporter quelque clarté dans l'histoire de la défense de Berlin en avril 1945.

On ne peut dire qu'il y ait complètement réussi. Mais y réussira-t-on jamais?... et d'ailleurs n'est-il pas impossible d'analyser avec précision des combats aussi confus?...

Du moins a-t-il recueilli d'intéressants détails sur l'organisation défensive créée à l'intérieur de la ville (blockhaus, tours de *D. C. A.*, etc.), sur le mouvement de la population berlinoise de 1940 à 1945, sur le bilan de la bataille de Berlin, et a-t-il tracé un tableau saisissant des derniers jours de la résistance allemande.

Son texte est abondamment illustré de croquis, malheureusement peu clairs, et de curieuses photographies des ruines de Berlin.

G. Lestien.

L'ALLEMAGNE ET LA GUERRE

L'historien américain Wright, dans une brochure destinée aux troupes d'occupation des États-Unis cantonnées en Allemagne, prétend établir que le peuple allemand est le plus pacifiste, le « moins militariste » des peuples du monde. La statistique, bien entendu, est utilisée aux fins de démonstration. De 1800 à 1940, il y a eu 278 conflits internationaux. La Grande-Bretagne y a participé pour 28 %, la France pour 26 %, l'Espagne pour 23 %, la Russie pour 22 %, l'Autriche pour 19 %, et la douce Allemagne pour 8 %. En quatre-vingts ans d'histoire, les Allemands ont mené trois guerres, c'est-à-dire une tous les vingt-sept ans, alors que les Américains ont participé tous les quinze ans à un conflit, sans, pour cela, se considérer comme férus de guerre.

Rien d'étonnant que le *Bulletin du Gouvernement fédéral* ait repris ces chiffres sous le titre : « Qui a fait le plus souvent la guerre? »

G. Bourgin.

M. Hugh Trevor-Roper, l'auteur de *The last days of Hitler*, a publié dans le *Sunday Times* (18 et 25 mars 1956) les résultats d'une enquête qu'il a menée en Allemagne auprès des témoins de la mort d'Hitler, récemment rapatriés d'U. R. S. S. La conclusion de M. Trevor-Roper est que ces témoignages n'apportent rien de nouveau à ce qui était déjà connu des derniers moments de Hitler. Un seul détail intéressant : les Russes purent, dès le 9 mai 1945, identifier le corps de Hitler, grâce à l'arrestation du mécanicien-dentiste qui avait posé les appareils dentaires du chancelier.

André Scherer.

Heinz Guderian, *Panzer-Marsch!* Munich, Schild Verlag, 1956, 246 pages, avec croquis et photogr.

Ce manuel de l'arme blindée à l'usage des cadres subalternes est, en réalité, non de Guderian lui-même, mais du *generalmajor* Oskar Munzel qui, en utilisant les papiers laissés par le chef dont il avait été le disciple et le collaborateur, a réalisé un projet de celui-ci.

Il résume l'histoire de l'Arme blindée avant et pendant la guerre et expose les enseignements de tout ordre susceptibles d'être tirés des événements.

C'est une œuvre remarquable, du point de vue technique et moral.

Du point de vue proprement historique, on n'y trouve malheureusement aucune précision locale ou chronologique sur les faits, même dans les extraits

de journaux de marche publiés en appendice. En revanche, les méthodes de commandement et la tactique des blindés au cours des diverses périodes et dans toutes les circonstances de la guerre y sont exposées avec tous les détails et avec toute la netteté désirables.

S'il ne peut être question de résumer ici ces indications techniques, on peut du moins souhaiter que cet excellent manuel soit traduit en français pour l'instruction et pour l'éducation de nos cadres.

Général Lestien.

E. G. Kratschmer, *Die Ritterkreuzträger der Waffen S. S.*, Göttinger, Plesse Verlag Schütz, 1955, 439 pages.

S'il était possible de douter de la survie de l'esprit *S. S.* en Allemagne, la lecture de ce « livre d'or » lèverait tous les doutes.

On y a groupé quelque 420 notices (avec photographies) sur d'anciens *Waffen S. S.* de tous grades, morts ou vivants, qui furent nommés chevaliers de la croix de fer, et sur leurs exploits.

Parmi eux, certains ont été condamnés ultérieurement comme criminels de guerre (le commandant d'armée Sepp Dietrich, le commandant de division Kurt Meyer, etc.), fusillés (Fegelheim) ou pendus. D'autres jouissent d'une fâcheuse célébrité (Dirlewanger, Skorzeny). Parmi eux aussi figurent des volontaires d'autres nationalités, Belges, tel Léon Degrelle, Hollandais, Danois, Lettons, Esthoniens — voire même Français...

Le lecteur y chercherait vainement la moindre réserve sur la gloire d'aucun de ces « héros ». G. L.

Une traduction des *Mémoires* de Kesselring (1) vient de paraître chez Charles-Lavauzelle. Très correcte dans sa forme, elle comporte quelques coupures, signalées dans l'avertissement et sans grande importance : aperçus sur la période d'avant 1939, maquis italien, captivité et procès de l'auteur, appendice concernant la *Luftwaffe*. Par contre, plusieurs notes de Kesselring, se référant au livre de Manfred Rommel, qui figurent dans la version française, n'étaient pas dans la première édition allemande.

A. Meyer.

Ruth et Max Seydewitz, *L'antisémitisme dans la République fédérale allemande*, Berlin, Comité pour l'unité allemande, 1956.

Cette brochure d'une soixantaine de pages a un caractère polémique incontestable. Les auteurs ont soulevé un certain nombre de faits qui leur paraissent attester dans la République fédérale une renaissance de l'antisémitisme. Ils constatent, en même temps, que certains chefs de l'ancienne *Wehrmacht* ont été replacés à des postes de commande par le gouvernement Adenauer ; à leurs yeux, le militarisme prussien est donc ressuscité. Des fac-similés de tracts et de photographies illustrent cette thèse. Faisant un bond dans le passé, les auteurs recherchent une explication à l'antisémitisme si virulent sous le régime nazi ; ils croient la trouver dans le développement du militarisme prussien. Selon eux, les deux phénomènes sont étroitement liés.

En annexe sont données des photographies de cinq documents précisant la culpabilité de Clauberg, auteur d'expériences médicales à Auschwitz.

L. Seror.

(1) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 17, janvier 1955.

— On trouve, dans le *Miroir de l'Histoire* de novembre 1955, une étude de M. Michel Bourdet-Fléville sur les destructions des villes allemandes par les aviations alliées à la fin de la seconde guerre mondiale. Cet article illustré emprunte l'essentiel de sa documentation aux livres français de Desteney, *Babel germanique*, et allemands de l'abbé Hermann Bicker, *Die brennende Stadt*, et Rodenberger, *Der Stok von Breslau*.

G. Bourgin.

Ernest Heinkel, *A l'assaut du ciel*. Publié par Jürgen Thorwald. Traduit de l'allemand par Jean R. Weiland. Plon, 1955, in-8°, 285 pages.

Cette *Revue* a rendu compte de la biographie que Heinkel a fait rédiger par Thorwald en 1953, sous le titre *Stürmisches Leben*. Ce gros volume de 536 pages, si intéressant par la personnalité du grand constructeur d'avions et la part qu'il prit au développement de l'aviation allemande, a été traduit en français. Les 200 premières pages de l'original ont été condensées dans une préface de 25 pages, mais le reste a été intégralement rendu dans une traduction aisée. Les nombreuses illustrations ont disparu de l'édition française, et c'est dommage.

G. Renondeau.

* * *

H. Peter Stern, *The Struggle for Poland, Public Affairs Press*, Washington D. C., s. d. (1953), 80 pages.

On trouvera dans ce petit ouvrage un exposé des conversations diplomatiques qui ont décidé du sort de la Pologne, délivrée de l'Allemagne et placée devant le dilemme ainsi formulé par l'auteur : démocratie ou communisme? L'explication du triomphe soviétique remonterait en réalité aux années de guerre, à un moment où les États-Unis, marquant trop d'indifférence au problème politique, refusaient de s'engager sur le tracé futur des frontières polonaises. Ce sont ensuite les discussions autour de ce tracé qui ont divisé les Alliés, isolé le gouvernement polonais en exil et renforcé la position de l'Union soviétique. D'ailleurs, au moment où les armées soviétiques occupaient la Pologne (en 1944), il était bien tard pour réagir et accepter les frontières nouvelles : les accords de Yalta n'ont été pour les États-Unis qu'un pis-aller dans lequel ils ont vu une possibilité de faire échec à la communisation de la Pologne. Encore ces accords étaient-ils conçus en termes trop généraux pour constituer une garantie suffisante. Au total, l'analyse de l'échec occidental aboutit à une critique sévère de la diplomatie américaine, trop lente et formaliste, plus attachée aux principes qu'aux faits, trop peu attentive aux questions de détail, trop peu réaliste en un mot.

L'intérêt du livre n'est pas dans l'interprétation de la politique des États-Unis, mais dans le résumé des événements, accompagné d'abondantes notes, d'une chronologie, de documents en appendice et d'une bibliographie sélective et commode.

Roger Portal.

Jean-Louis Payard, *La politique gouvernementale des salaires aux États-Unis, 1940-1950*, Paris, Colin, 1954, 282 pages.

Ce petit livre est conçu comme une thèse de droit, non comme une étude historique. Aussi peut-on passer rapidement sur l'introduction quelque peu

scolaire et les deux premières parties, qui présentent sommairement un aperçu chronologique des faits. Plus intéressante est la troisième partie, qui définit les méthodes de la politique gouvernementale américaine en cette période : le *volontarisme* (entendez que l'on compte sur la bonne volonté des employeurs et des employés plus que sur la contrainte) et le *tripartisme* (c'est-à-dire le recours à des organismes spéciaux composés de représentants des employeurs, des employés et du public). Mais, si la politique de salaires des syndicats ouvriers et des patrons nous est assez bien présentée, on ne nous dit rien des représentants du public, de la façon dont ils étaient choisis, de leurs tendances. La quatrième partie est une analyse de la jurisprudence de ces organismes tripartites chargés de régler les conflits de salaires. Et ici éclate le caractère paradoxal du plan adopté, qui confond dans l'étude de chaque cas (par exemple, *Iniquités à l'intérieur d'une entreprise, Iniquités à l'intérieur d'une même industrie*) deux périodes foncièrement différentes, voire même opposées : celle de la guerre (surtout à partir de l'ordre de stabilisation générale) et celle de la reconversion. Quelques remarques de forme : les fautes d'impression, vraiment trop nombreuses, certaines fautes de français aussi, et même des contradictions caractérisées (p. 55, par exemple) suggèrent une certaine négligence dans la mise au point de l'édition. En bref, il ne s'agit pas là d'un ouvrage de base pour l'étude de la question des salaires, plutôt d'un ouvrage de référence permettant de préciser tel ou tel point particulier. Le plus précieux du livre est peut-être constitué par les vingt-sept pages d'annexes statistiques et graphiques.

J. Néré.

— *Torino, Rivista mensile della città*, a consacré son n° 4 de 1955 aux commentaires de la citation par laquelle le décret du 1er août 1947 donne à la ville de Turin la médaille d'or pour la résistance patriotique dont elle fut l'expression du 8 septembre 1943 au 25 avril 1945. On y trouve toute une série d'articles groupés par M. Piero Pieri, professeur à l'Université, et Mme Tettamanzi, et auxquels le maire de Turin, M. A. Peyron, a en quelque sorte apposé le sceau municipal. M. Pieri a rédigé une émouvante introduction à ce recueil ; il y revendique des qualités du peuple italien, dont la rutilante phraséologie du fascisme a eu le triste effet d'en masquer les vertus réelles ; il y fait en raccourci l'histoire des opérations militaires — allemandes, fascistes, alliées et partisanes — et des institutions qui ont participé à la libération de Turin et du Piémont. Autour de lui, dont j'ai plaisir à souligner ici le patriotisme libéral, des écrivains de classe se sont groupés : Vaccarino, Peretti-Griva, F. Venturi, apportant des contributions de détail fort intéressantes. L'illustration choisie pour ce recueil en relève l'écriture.

G. Bourgin.

BIBLIOGRAPHIE [1]

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

*Dmytryshyn (Basil). — *Moscow and the Ukraine 1918-1953 : a study of Russian Bolshevik nationality policy*, New York, Bookman Associates, 1957, in-8°, 310 p., bibl.

Giannini (Amedeo). — I Rapporti italo-spagnoli (1860-1955), *Riv. studi polit. internaz.*, janv.-mars 1957, pp. 8-63.

*Liddell Hart (Basil H.), edit. — *The Red Army : 1918 to 1945* ; *The Soviet Army : 1946 to the present*, New York, Harcourt, 1956, in-8°, 494 p., ill., cartes, diagr. bibliogr.

Ouvrage écrit par des spécialistes de différents pays sous la direction de Liddell Hart.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

Bandiscioli (Mario). — Il Convegno internazionale per la Storia contemporanea di Tutzing (Monaco-Bavaria), *Mov. di Liber. in Italia*, sept.-nov. 1956, pp. 94-102.

Boltin (E.), Filippov (A.). — Ser'eznyi nedostatki « Očerkov istorii Velikoi Otecestvennoi Voiny » (Les défauts des « Esquisses de l'histoire de la Grande Guerre nationale »), *Vopr. Ist.*, n° 5, 1956, pp. 146-156.

Sada (Miroslav). — Falsovani dejin druhé svetové valky v zapadnim Nemecku (La falsification de l'histoire de la seconde guerre mondiale en Allemagne occidentale), *Nova mysl* (Prague), 1957, 2 (févr.), pp. 195-199.

Die spanische Geschichtsschreibung über den Zweiten Weltkrieg, *Wehrw. Rundsch.*, mars 1957, pp. 170-173.

BIOGRAPHIES. MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

XXX. — Admiral ohne See. König ohne Krone. Reichsverweser Horthy und Ungarns jüngste Geschichte, *Zeit*, 7 mars 1957, p. 19, ill.

*Aloisi, baron. — *Journal (25 juillet 1932-14 juin 1936)*. Introd. et notes par Mario Toscano, trad. M. Vaussard, Paris, Plon, 1957, in-8°, 416 p.

Amiral Nickolas Horthy. Former regent of Hungary, *Times*, 11 févr. 1957, p. 13.

Long article nécrologique.

*Asenbach (W. v.). — *Adolf Hitler*, Buenos Aires, Prometheus Verl., Wien, Thule-Verl., 1956, in-8°.

*Baur (Hans), Flugkapitän. — *Ich flog die Mächtigsten der Erde*, Kempten, A. Pröpster, 1956, in-8°, 327 p.

Mémoires de l'aviateur qui pilotait l'avion de Hitler.

*Bloch (Marc). — *L'étrange défaite. Témoignage écrit en 1940*, suivi de : *Écrits clandestins 1942-1944*, Paris, Albin Michel, 1957, in-16, 242 p.

*Bordeaux (Henry). — *Weygand*, Paris, Plon, in-8°, 160 p.

*Bryant (Sir Arthur). — *The Turn of the tide 1939-1943. A study based on the diaries and autobiographical notes of Field-Marshal the Viscount Alanbrooke*, London, Collins, 1957, in-8°, 766 p., portr. h. t.

Voir aussi : Churchill on the Warpath. The Alanbrooke Diaries, *Times*, 18 févr. 1957, p. 3.

La conduite stratégique de la guerre vue par l'ex-C. I. G. S. — Sa collaboration avec W. Churchill.

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. — Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine* sous le contrôle de F. Debyser.

Bryant (Sir Arthur). — A Wellington of our day, *Sunday Times*, 20 janvier 1957, p. 8, portr.

Éloge du Viscount Field-Marshal Alanbrooke par l'éditeur de son journal.

C. D. — Smierc ministra Becka (La mort du ministre J. Beck), *Bialy Orzel* (New York), mai-juin et juill.-août 1956, pp. 14-15 et 21-22.

*Cooke (Colin). — *The Life of Stafford Crips*, London, Hodder and Stoughton, 1957, in-8°, 415 p., ill.

Crozier (Stephen). — Hore-Belisha and the Army, *Sunday Times*, 24 févr. 1957, p. 10.

Extraits de confidences faites par Hore Belisha au père de l'auteur sur les raisons pour lesquelles Neville Chamberlain lui aurait demandé de démissionner : parce que les cadres supérieurs étaient hostiles à une démocratisation de l'armée et que Hore-Belisha était juif et « n'appartenait pas à leur caste ».

Deakin (F. W.). — The Alanbrooke diaries, *Observer*, 17 févr. 1957, pp. 8-9.

*Desnos (Youki). — *Les confidences de Youki*, Paris, Fayard, 1957.

Chapitre sur l'arrestation et la déportation de Robert Desnos. Paris sous l'occupation.

Ein Toter, *Frankf. Allg.*, 4 févr. 1957, p. 2.

Le maréchal v. Paulus.

Friedrich Paulus, *Spiegel*, 13 févr. 1957, p. 27.

Notice nécrologique.

Gaxotte (Pierre). — Les rapports d'Hitler et de son entourage ont de quoi dérouter l'historien, *Figaro littéraire*, 9 mars 1957, pp. 1 et 7.

A propos du tome VIII des *Archives secrètes de la Wilhelmstrasse* (4 sept. 1939-18 mars 1940).

Giannini (Amedeo). — Pietro Badoglio, *Riv. di Studi polit. internaz.*, oct.-déc. 1956, pp. 639-644.

Badoglio, soldat et chef de gouvernement.

*Heinkel (Ernst). — *Storm life. Memoirs of a pioneer of the Air age*, edited by Jurgen Thorwald. Transl. from the German, New York, Dutton, 1956, in-8°, 256 p., ill.

Souvenirs du constructeur de la Luftwaffe.

Herbert Gille 60 Jahre, *Wiking-Ruf*, mars 1957, pp. 15-17.

Notice biographique du général des Waffen SS.

Hore-Belisha : the mystery resignation, *Observer*, 17 févr. 1957, p. 9, portr.

Sa démission du War Office en 1940.

Lord Hore-Belisha, *Sunday Times*, 17 févr. 1957, p. 12.

Notice nécrologique.

Hudson Lord. — Agriculture in war time, *Times*, 4 févr. 1957, p. 12, portr.

Ministre de l'Agriculture pendant la deuxième guerre mondiale. Notice nécrologique.

*Karolyi (Michael). — *Memoirs of Michael Karolyi. Faith without illusion.* Transl. by Catherine Karolyi, New York, Dutton, 1956, in-8°, 392 p., ill., cartes.

Michel (Henri). — Staline, chef de guerre, *R. socialiste*, févr. 1957, pp. 143-159.

*Morgan (William). — *The O. S. S. and I*, New York, W. W. Norton, 1957, in-8°, 288 p.

L'auteur, agent du *U. S. Office of Strategic Service*, fut notamment chargé de missions en France occupée et prit part à la Résistance.

La mort du maréchal Paulus, *Gouvern. milit. Fr. Berlin, LATH*, 7 févr. 1956, 6 p., portr.

Mortimer (Raymond). — Impetuous Titan. Alanbrooke frank picture of Churchill, *Sunday Times*, 17 févr. 1957, p. 8.

Sur les Mémoires d'Alanbrooke publiés par Sir Arthur Bryant.

Nikolaus von Horthy, *Spiegel*, 20 févr. 1957, p. 38.

Notice nécrologique.

**Der Papst an die Deutschen. Pius XII als apostolischer Nuntius und als Papst in seinen deutschsprachigen Reden und Sendschreiben von 1917 bis 1956.* Nach den vatikanischen Archiven hrg. v. Bruno Wulstenberg und Joseph Zabkar, Frankfurt-a-M., Scheffler, 1956, in-8°, 331 p., ill.

*Perrin (Henri), abbé. — *Le capitaine Darreberg, héraut de Notre-Dame. Récit d'évasion, missions secrètes, à la R. A. F.*, Paris, Vitte (1956), in-16, 132 p.

*Piquets-Wicks (Eric). — *Quatre dans l'ombre*, Paris, Gallimard, 1957.

Quatre héros de la Résistance : Jean Moulin, Fred Scamaroni, Henri Labit, Pierre Brossolette.

Puntoni (gen. Paolo). — Parla Vittorio Emanuele. Un diario che fu scritto per non essere pubblicato (suite et fin), *Tempo*, 1, 10, 17, 24, 31 janv. 1957.

Fin du journal de l'aide de camp du roi : La fin du règne ; l'abdication et l'exil ; suivi de lettres inédites de Victor-Emmanuel à l'auteur.

*Raeder (Erich). — *Mein Leben.* Band I : *Bis zum Flottenabkommen mit England, 1935*, Tübingen, F. Schlichtenmayer, 1956, in-8°, 317 p.

Reynaud (Paul). — Paul Reynaud décrit la journée la plus pathétique de sa carrière, *Nef*, janv. 1957, pp. 39-50.

La journée du 16 juin 1940.

Ritossa (Zita). — Mia « cognata » Claretta Petacci, *Tempo*, 7, 14, 21, 28 févr. ; 7, 14, 21, 28 mars ; 4, 11, 18 et 25 avril, 2 et 9 mai 1957.

Souvenirs de la compagne de Marcello Petacci sur la maîtresse de Mussolini, jusqu'à leur arrestation à Dongo.

*Rudel (Hans-Ulrich). — *Von der Stukas zu den Anden*, Leoni-Starnberger See, Druffel-Verl., 1957, in-8°, 136 p.

Mémoires de guerre du célèbre aviateur allemand.

*Sakai (Saburo), with Caidin (Martin) and Saïto (Fred). — *Samurai !*, New York, Dutton, 1956, in-8°, 382 p., ill.

Les exploits d'un des « as » de l'aviation de chasse japonaise.

*Schirach (Henriette von). — *Der Preis der Herrlichkeit*, Wiesbaden, Limes Verl., 1956, in-8°, 266 p.

Mémoires de l'ex-femme de Baldur von Schirach, « Führer de la Jeunesse » du IIIe Reich. Ses souvenirs sur Hitler.

Schuster (Karlgeorg). — Die Lebenserinnerungen des Gross-admirals Dr. h. c. Erich Raeder. Eine Betrachtung zum I. Band des Buches « Mein Leben », *Marine Rundsch.*, déc. 1956, pp. 186-194.

*Vallat (Xavier). — *Le nez de Cléopâtre... Souvenirs d'un homme de droite (1919-1944).* Préf. inédite de Ch. Maurras, Paris, les Quatre-Fils-Aymon, 1957, in-8°, 300 p.

*Waterton (W. A.). — *The Quick and the dead. The story of a chief test pilot*, London, Muller, 1956, 237 p.

Souvenirs de guerre d'un pilote d'essai de la R. A. F.

II. — LA SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

Borries (Kurt). — Die Grenzen von 1937, *Aussenpolitik*, mars 1937, pp. 155-159.

La frontière orientale de l'Allemagne en 1937.

Bracher (Karl Dietrich). — Das Anfangstadium der Hitlerschen Aussenpolitik, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1957, pp. 63-76.

Conférence faite au Congrès des historiens allemands à Ulm, le 14 septembre 1956.

Brügel (J. W.). — Die letzten Wochen vor Kriegsausbruch, *Rote R.*, mars 1957, pp. 85-89.

D'après le tome VII des *Archives secrètes de la Wilhelmstrasse.*

*Eyck (Erich). — *Geschichte der Weimarer Republik.* T. II : *Von der Konferenz von Locarno bis zu Hitlers Machtübernahme*, Erlenbach-Zürich, Rentsch, 1956, in-8°, 621 p.

*Ferber (Walter). — *Geist und Politik in Österreich*, Konstanz, Verlagsamt. Melk u. Co., 1956.

L'état d'esprit au moment de l'Anschluss.

**Foreign relations of the United States. Diplomatic Papers 1939 (in five volumes)*. Vol. II, Wash., Gov. Print Office, 1957, in-8°, 910 p.

Relations des États-Unis avec le Commonwealth britannique et l'Europe (sauf l'U. R. S. S.).

Gayanova (Alena). — S. I. Prasolov. Ceskoslovensko v dobê ohroženi fašismen a hitlerovskou agresí (S. I. Prasolov. La Tchécoslovaquie à l'époque de la menace fasciste et de l'agression

hitlérienne), *Česk. časopis historicky*, 1956, IV, pp. 681-689.

Les origines de la guerre.

*Iklé (Frank William). — *German-Japanese relations 1936-1940. A study of totalitarian Diplomacy.* New York, Bookman Associates, 1956, in-8°, 243 p.

Odlszilik (Otokra). — Edward Benès on Munich days, *J. of Central European Affairs*, janv. 1957, pp. 384-393.

D'après les documents diplomatiques les plus récemment publiés.

*Roos (Hans). — *Polen und Europa. Studien zur polnischen Aussenpolitik 1931-1939*, Tübingen, J. C. B. Mohr, 1957, in-8°, XI-421 p.

(Tübinger Studien zur Geschichte u. Politik. Bd. 7.)

Roosevelt hoped to stave off war, *N. Y. Times*, 17 mars 1957, p. 30, col. 5.

Efforts de Roosevelt, en mars 1939, pour obtenir de Mussolini qu'il prenne l'initiative d'une conférence européenne (d'après le dernier volume paru des *Foreign relations of the U. S.*, 1939, t. II).

Sontag (Raymond J.). — The Last months of peace 1939, *Foreign Affairs*, avril 1957, pp. 507-524.

D'après le vol. VI des *Documents on German Foreign Policy.*

Watt (D. C.). — An Earlier model for the Pact of Steel. The draft treaties exchanged between Germany and Italy during Hitler's visit to Rome in May 1938, *Internat. Affairs*, avril 1957, pp. 185-197.

Zum 1. September 1939. Der 2. Weltkrieg-Ursachen und Schuldfrage, *Europäische Nationale*, sept. 1956, pp. 3-5.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

*Lubrano Lavadera, capitaine. — *Les lois de la guerre et de l'occupation militaire*, Paris, Lavauzelle, 1957, in-8°, 144 p.

*Spetzler (Eberhard). — *Luftkrieg und Menschlichkeit. Die völkerrechtliche Stellung der Zivilperson im Luftkrieg*, Göttingen, Musterschmidt-Verl., 1957, in-8°, 451 p.

La deuxième partie est essentiellement consacrée à la guerre aérienne pendant la deuxième guerre mondiale.

Spirt (A.). — Ob ispol'zovanii ressursov kolonial'nykh i zavisimykh stran vo Vtoroi mirovoi voine (L'utilisation des ressources des pays coloniaux et dépendants durant la deuxième guerre mondiale), *Vopr. Ist.*, mai 1956, pp. 46-57.

*Tickell (Jerrard). — *Moon squadron*, London, Allan Wingate, 1956, in-8°, 204 p.

L'aide apportée à la Résistance en Europe par l'aviation alliée (parachutages d'hommes et de matériel).

*Tippelskirch (Kurt von). — *Geschichte des 2. Weltkrieges*, 2. neubearb. Aufl., Bonn, Athenäum-Verl., 1956, in-8°, XIV-636 p.

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

Bauer (Eddy), major. — L'armée allemande de 1941 : de Rethondes à « Barbarossa », *R. milit. suisse*, janv. et févr. 1957, pp. 22-33 et 60-72.

Les forces allemandes et leur dispositif de juin 1940 à juin 1941. Situation au 21 juin 1941 (fronts russe et autres).

*Boehm (Hermann), Generaladmiral a. D. — *Norwegen zwischen England und Deutschland*, Lippoldsberg, Klosterhaus-Verl., 1956, in-8°, 192 p.

L'ancien « Marineoberbefehlshaber » en Norvège (1940-1943) expose les raisons et les conditions de l'occupation de la Norvège.

*Brinkley (William). — *Don't go near the water*, London, J. Cape, 1957, in-8°, 350 p.

Satire du commandement naval aux États-Unis.

*Butler (J. R. M.)... — *Grand strategy.* Vol. II : *September 1939-June 1941...*, London, H. M. S. O., 1957, in-8°, XIX-603 p., carte h. t. et sur p. de garde.

(History of Second World War. United Kingdom. Military Series.)

*Collier (Basil). — *The Defence of the United Kingdom*, London, H. M. S. O.,

1957, in-8°, XIX-557 p., cartes et pl. h. t., carte jointe.

(History of the Second World War. United Kingdom. Military Series.)

*DONNISON (F. S. V.). — *British military administration in the Far East. 1943-1946*, London, H. M. S. O., 1956, in-8°, XVIII-483 p., cartes h. t.

(History of the Second World War. United Kingdom. Military Series.)

*EHRMAN (John). — *Grand strategy*. Vol. VI : *October 1944-August 1945*..., London, H. M. S. O., 1956, in-8°, XVI-422 p., pl. et cartes h. t., carte sur p. de garde.

(History of the Second World War. United Kingdom. Military Service.)

LEVY (Yves). — Mil neuf cent quarante, *Preuves*, mars 1957, pp. 75-77.

Critique des ouvrages de MM. Benoist-Méchin et A. Goutard.

LIDDELL HART (Capt. B. H.). — The Great illusions of 1939, *Mil. R.*, janv. 1957, pp. 1-11, carte.

Balance de forces à peu près équivalentes, mais concepts militaires de l'Ouest complètement dépassés.

LIDDELL HART (Captain B. H.). — How Hitler broke through in the West, *Mil. R.*, mars 1957, pp. 52-62, carte.

Le rôle de Guderian dans la réussite de la « Blitzkrieg » à l'ouest.

MORDAL (J.). — La garantie polonaise et l'offensive en Sarre de septembre 1939, *R. Déf. nat.*, avril 1957, pp. 602-622.

MORTON (Louis). — The Decision to use the atomic bomb, *Foreign Affairs*, janv. 1957, pp. 334-353.

Comment et pourquoi les responsables américains se décidèrent-ils à lancer leurs bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki au moment où le Japon faisait des ouvertures de paix.

REINICKE (Capt. H. J.). — German surface forces strategy in World War II, *U. S. Naval Inst. proceedings*, févr. 1957, pp. 181-187, carte, phot.

Les problèmes de base devant lesquels s'est trouvée la marine de surface allemande pendant la guerre, par un officier de marine allemand.

*ROSKILL (Captain S. W.). — *The War at sea 1939-1945*. Vol. II : *The period of balance (Jan. 1942-July 1942)*, London, H. M. S. O., 1956, in-8°, XVII-523 p., cartes et pl. h. t.

(History of the Second World War. United Kingdom. Military Service.)

*SMITH (Walter Bedell). — *Eisenhower's six great decisions : Europe 1944-1945*, New York, Longmans, 1956, in-8°, 237 p., ill., cartes.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

*BOWMAN (Gerald). — *War in the Air*... Forew. by Air chief Marshal Sir Philip JOUBERT, London, Evans, 1956, in-8°, 224 p., ill. h. t.

Utilisation de l'arme aérienne, de la bataille d'Angleterre au « bombardement stratégique » et à la bombe atomique.

*BRENNECKE (Jochen). — *Jäger-Gejagte! Deutsche U-Boote 1939-1945*, Biberach-Riss, Koehlers Verlagsges., 1956, in-8°, XV-382 p., ill. h. t.

*COULTER (Surgeon Captain J. L. S.). — *Royal Medical Services*. Vol. II : *Operations*, London, H. M. S. O., 1957, in-8°, 578 p.

(History of the Second World War. United Kingdom. Medical Series.)

*GIESE (Fritz E.), Korvettenkapitän a. D. — *Die deutsche Marine 1920 bis 1945. Aufbau und Untergang*, Frankfurt-a.-M., Verl. F. Wehrwesen Bernard u. Graefe, 1956, in-8°, ill. h. t.

*GROSVENOR (J.), BATES (L. M.). — *Open the ports. The story of human minesweepers*, London, Kimber, 1956, in-8°, 199 p., pl. h. t.

Corps formé en 1943 pour le dégagement des ports minés : Cherbourg, Ouistreham, Brême, etc...

HAUTECLER (G.), commandant. — Chars belges en 1940, *L'Armée, la Nation*, 1er avril. 1957, pp. 16-27, cartes, ill.

L'escadron de chars belges. Combats de Zwijdrecht (19 mai) et de Quatrecht (21 mai 1940).

*JOUBERT DE LA FERTÉ (Air Chief Marshal Sir Philip). — *Rocket*, London, Hutchinson, 1957, in-8°, 190 p., ill. h. t.

Développement des fusées depuis les armes « V » jusqu'à ce jour. Histoire du V^1 et du V^2. Le centre expérimental de Peenemünde et sa destruction par l'aviation alliée.

*Keilig (Wolf). — *Das deutsche Heer 1939-1945. Gliederung-Einsatz-Stellenbesetzung*, Bad Nauheim, H. H. Podzum, 1956, in-8°.

*Koch (Horst-Adalbert) u. Schirmer (Friedrich). — *Zur Organisationsgeschichte der deutschen Luftwaffe (1935-1945). Sonderheft 6-1956 des « Feldgrau »*, Burgdorf i. Han., Han. Neustadt, 1956, in-8°, 24 p.

*Lusar (Rudolf). — *Die deutschen Waffen und Geheimwaffen des zweiten Weltkrieges und ihre Weiterentwicklung*, München, J. F. Lehmann, 1956, in-8°, 170 p.

*Rock (George), and others. — *The History of the American Field Service 1920-1955*, New York, Amer. Field Service Inc., 1956, in-8°, 706 p., ill., cartes.

**The Royal Air Force Medical Services.* Vol. II : *Commands.* Edited by S. C. Rexford-Welch, London, H. M. S. O., 1956, in-8°, 760 p.

(History of the Second World War. United Kingdom. Medical Series.)

U. S. [Ufficio Storico] — La Marina in Africa Orientale (Sintesi storica), *Riv. marittima*, janv. 1957, pp. 5-17.

Les forces navales en présence et les pertes italiennes (de guerre et de marine marchande) du début des hostilités au 23 mai 1941.

HISTORIQUES D'UNITÉS

*Bellers (Brigadier E. V. R.). — *The History of the 1st King George V's own Gurkha Rifles (The Maluan Regiment)*. Vol. II : *1920-1947*, London, Gale and Polden, 1956, in-8°, XIII-358 p., cartes dans le texte et h. t., pl. h. t.

Du Chaffal (Jean). — La glorieuse histoire des goums marocains (1907-1956), *R. Hist. Armée*, janv. 1957, pp. 132-144.

Greil (Lothar). — Die SS-Soldaten, *Nation Eur.*, févr. 1957, pp. 51-57.

*Hoth (Hermann), Generaloberst. — *Panzeroperationen. Die Panzertruppe 3. und der operative Gedanke der deutschen Führung-Sommer 1940*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1956, in-8°.
(Die Wehrmacht im Kampf. II.)

*Moyse-Bartlett (Lieutnant-Colonel H.). — *The King's African rifles. A study in the military history of East and Central Africa, 1890-1945*, Aldershot, Gale and Polden, 1956, in-8°, XIX-727 p., cartes et pl. h. t.

*Ringel (Julius), General d. Gebirgstruppe, u. Weber (Fritz). — *Hurra die Gams ! Ein Gedenkbuch für die Soldaten der 5. Gebirgsdivision*, Graz, L. Stocker, 1957, in-8°.

*Schröder (Jürgen) u. Schultz-Naumann (Joachim). — *Die Geschichte der pommerschen 32. Inf.-Div. 1935-1945*, Nauheim, Podzun-Verl., 1956, in-8°, 229 p.

*Tettau (Hans von) u. Versock (Kurt). — *Geschichte des 24. Inf.-Division*, Stolberg-Rhld 22 c., K. Versock, 1957, in-8°, 216 p., ill.

*Wilson (Andrew). — *Flame thrower*, London, Kimber, 1956, in-8°, 202 p., ill.

Action d'une unité de lance-flammes du 141e Reg. Royal Armoured Corps (The Buffs) de 1943 à 1945.

OPÉRATIONS

Audet, général. — L'expédition de Norvège : Namsos, février-mai 1940, *R. R. Hist. Armée*, janv. 1957, pp. 103-131.

Bagreev (A.). — Istoriceskaja podeda (Une victoire historique), *Voen. vestnik*, 1956, n° 12, p. 7-14, cartes.

La bataille de Moscou, 1941-1942.

*Borisov (A. D.). — *Osvobozdenie Sovetskoj Karelii (1944)* (La libération de la Carélie soviétique [1944]), Moskva, Voenizdat, 1956, in-8°, 100 p., ill.

Buchner (Alex.). — Abwehrkampf eines verstärkten Regiments im Walde, *Wehrkunde*, mars 1957, pp. 121-128, cartes.

Finlande, sept. 1944.

Buchner (Alex.). — Erfahrungen im Angriff an Skiern. Zwei Beispiele aus dem Winterkrieg. Ski-Verbände als bewegliche Jagdkommandos, *D. Soldat*, mars 1957, pp. 83-86, ill., cartes.

Secteur de Wolchow, févr.-mars 1942.

Buchner (Alex.). — Das Kesselgefecht bei Elvenes. An der Nordfront von Narvik, *D. Soldat*, avril 1957, pp. 117-120, cartes.

Chełchowski (Piotr). — Chambois, *Kierunki*, 16 déc. 1956.

Combat mené par la 1re division polonaise de chars dans la région du mont Ormel (Orne), en août 1944.

Demin (N.). — Istoriceskaja pobeda Sovetskoj armii pod Moskvoj (La victoire historique de l'armée sous Moscou), *Kommunist Sov. Latvii*, 1956, nº 12, pp. 10-16.

*Donald (William). — *Stand by for action. A sailor's story*, London, Kimber, 1956, in-8º, 200 p., pl. h. t.

Souvenirs de la guerre navale en Norvège, sur la route des convois, dans l'Atlantique, en Méditerranée, à bord d'unités d'escorte de la Marine britannique.

*Dwinger (Edwin Erich). — *Die verlorenen Söhne*, München, Pilgram-Verl., 1956, in-8º, 650 p.

Épisodes de la guerre sur le front russe.

Gerhard (Jan). — Grenadierzy (Les grenadiers), *Swiat*, 10 juin 1956, pp. 14-15, ill.

La 1re division polonaise de grenadiers à Dieuze en 1940. Souvenirs d'un combattant.

Giessler (Helmuth). — Die Navigation beim Kanaldurchbruch am 11-12. Februar 1942, *Marine Rundsch.*, nº 1, 1957, pp. 20-27, cartes.

L'auteur était officier sur le croiseur de bataille *Scharnhorst*.

Glabisz (K.), général de brigade. — General Faury na tle kampanii wrzesniowej (Le général Faury et la campagne de septembre), *Bellona* (Londres), oct.-nov. 1956, pp. 10-20, portr.

Ses responsabilités dans la conduite de la campagne de 1939.

*Hart (Sydney). — *Discharged dead : A true story of Britain's submarines at war*, London, Othoms Press, 1956, in-8º, 208 p., ill., cartes.

Mémoires d'un commandant de sous-marin anglais opérant dans la mer du Nord, en Méditerranée, le Pacifique et le Cercle arctique.

Huan (Claude). — Sous-marins soviétiques en opérations. Baltique 1942, *R. mar.*, févr. 1957, pp. 177-201, ill., cartes, tableaux.

Situation générale dans le golfe de Finlande. Opérations des sous-marins. Tableaux des pertes. Récit de la croisière du *S.7*, juin-août 1941 et oct. 1941.

Jasinski (Antoni), lieutenant-colonel. — Marsz-manewr I Armii WP od Warszawa do Bydgoszczy i udział w przełamaniu Wału Pomorskiego (19. 1.-7. 3. 1945 r.) (La marche de la Ire Armée polonaise de Varsovie à Bydgoszcz et sa participation dans la percée de la ligne forte de Poméranie (19 janvier-7 mars 1945). 1re partie, *Wojskowy Przeglad Historyczny* (Varsovie), nº 1, oct.-déc. 1956, pp. 26-110, cartes, ordres de bataille h. t.

Juin (Alphonse), maréchal. — La campagne de Tunisie (1942-1943), *Miroir de l'Histoire*, févr. et mars 1957, pp. 186-199 et 312-327, ill., cartes.

Kholodenin (A. D.). — Iz istorii bor'by trudjascikhsja Donbassa protiv nemecko-fasistskikh zakhvatcikov(1941-1943) (Contribution à l'histoire de la lutte des travailleurs du Donbass contre les occupants fascistes allemands (1941-1943), *Vopr. Ist.*, 1956, nº 12, pp. 101-107.

Koch (Heinz-Günther). — Kampferfahrungen in der Verteidigung. Deutsche Erfahrungen in den Kurlandschlachten 1945, *Allg. schw. mil. Z.*, janv. 1957, pp. 31-41, plan.

Étude théorique des deux systèmes : attaque russe et défense allemande.

Kraschutzki (Heinz). — Dünkirchen-Hitlers grösster Fehler, *D. Andere Deutschland*, 10 févr. 1957, p. 7.

Krolikiewicz (Tadeusz). — Lotnictwo polskie na frontach II Wojny Swiatowej (L'aviation polonaise sur les fronts de la deuxième guerre mondiale), *Skrzydlata Polska*, 15 janv. 1956, avril 1957, ill., cartes (à suivre).

Suite de souvenirs, depuis l'évacuation par la Roumanie en 1939.

Kurowski (Adam). — Wrzesien 1939 (Septembre 1939), *Skrzydlata Polska*, 30 sept. 1956 au 12 févr. 1957.

Souvenirs d'un officier d'État-Major.

Kutrzeba (Tadeusz), général de division. — Bitwa nad Bzura (9-22 septembre 1939 r.) (Bataille de la Bzura (9-12 septembre 1939). 1re partie, *Wojskowy Przeglad Historyczny* (Varsovie), nº 1, oct.-déc. 1956, pp. 237-306, ill.

Par le commandant du corps d'armée « Poznan », engagé en Grande-Pologne.

*Lenz (Friedrich). — *Stalingrad, der verlorene Sieg*, Heidelberg, F. Lenz, 1957, in-8°.

*Lord (Walter). — *Day of infamy (December 7, 1941)*, New York, Holt, 1957, in-8°, 243 p., pl. h. t.

Genèse et exécution de l'agression japonaise contre Pearl Harbor d'après les témoignages de participants américains et japonais.

Maier (Walter). — Waffen-SS am nördlichen Polarkreis. Vorstoss Richtung Kandalakscha am weissen Meer, *D. Freiwillige*, mars 1957, pp. 8-11.

Août 1941.

Majorkiewicz (Felician), lieutenant-colonel de réserve. — Dzieje i walki samodzielnej brygady strzelcow Podhalanskich (Histoire et combats de la brigade des chasseurs de Podhalie). 1re partie, *Wojskowy Przeglad Historyczny* (Varsovie), n° 1, oct.-déc. 1956, pp. 111-184, ill., cartes.

Formation en France, effectifs, combats.

*Merrians (Robert E.). — *The Battle of the Bulge*, New York, Ballantine Books, 1957, in-8°, 192 p., cartes.

*Mills-Roberts (Brigadier Derek). — *Clash by night. A commando chronicle*, London, Kimber, 1956, in-8°, 204 p., ill., cartes.

Actions de commandos sur Dieppe, en Afrique du Nord, en Normandie (débarquement), sur la Meuse, le Rhin, la Weser.

*Milner (Samuel). — *The War in the Pacific : Victory in Papua* (United States Army in World War II), Washington, Office of the Chief of Military History, Dept of the Army, 1957, in-8°, xv-409 p., ill., croquis, cartes jointes.

Muriev (D.). — Razgrom nemecko-fasistskikh voisk pod Moskvoi v 1941-1942 (La défaite des armées fascisto-allemandes à Moscou en 1941-1942), *Ist. Zap.*, nos 55, 56, pp. 27-64.

Musjakov (P.). — Podvig sovetskogo naroda (L'exploit du peuple soviétique), *Slavajane*, 1956, n° 12, pp. 6-9.

La défense de Moscou en 1941-1942.

[Nobuo Fujita.] — Récits de guerre japonais, *R. mar.*, févr. 1957, pp. 149-169, ill., cartes.

Missions d'observation sur avion embarqué à bord d'un sous-marin, nov. 1941-mars 1942. Pacifique sud, Australie.

Oliver (lieutenant Edward F.). — The Bombay explosion, *U. S. Nav. Inst. Proceedings*, mars 1957, pp. 273-277, photos.

Explosion accidentelle dans le port de Bombay du *Fort Stikene's*, qui détruisit ou endommagea 100.000 tonnes de navires alliés et la plus grande partie des installations portuaires (14 avril 1944).

Une opération combinée dans la région du lac Ladoga, *R. mar.*, mars 1957, pp. 295-305, carte, ill., tableaux.

Opération pour couper les communications de Leningrad, investie avec l'hinterland soviétique, été 1942.

Pavlenko (N.). — Ser'eznye nedostatki knigi « Kurskaja bitva » (Les graves défauts du livre « La bataille de Kursk »), *Kr. zvez.*, 1er sept. 1955.

Critique des récits exagérés au sujet des victoires soviétiques pendant la deuxième guerre mondiale.

*Penzin (K. V.). — *Cernomorskij flot v oborone Odessy (1941 g.)* (La flotte de le mer Noire et la défense d'Odessa (1941), Moskva, Voenizdat, 1956, 126 p.

Platonov (S.). — Istoriceskaja pobeda (Une victoire historique), *Part. Zizn.*, n° 22, pp. 9-18, cartes.

La bataille de Moscou.

Poznjak (V.). — Vydajuscajasja pobeda sovetskogo naroda (Une grande victoire du peuple soviétique), *Kommunist*, 1956, n° 17, pp. 29-40.

Moscou 1941-1942.

Rohwer (Jürgen). — Der Kriegsbeginn im Pazifik 1941. Das Funkbild als Grundlage der amerikanischen Lagebeurteilung, *Marine Rundsch.*, déc. 1956, pp. 194-209.

Rohwer (Jürgen). — Zum 15. Jahrestag von Pearl Harbor. Entstehung und Durchführung des japanischen Operationsplanes, *Wehrkunde*, déc. 1956, pp. 626-634, cartes.

Die Saga vom Ardennerwald. Januar-Februar 1945, *Wiking-Ruf*, mars 1957, pp. 8-10.

*Selivanov (Fedor). — *Kurskaja bitva* (La bataille de Kursk), Moskva, Gospolitizdat, 1956, in-8°, 184 p.

Seregin (V.). — Stranicy boevoj slavy (Pages de gloire militaire), *Mosk. propagandist*, 1956, n° 12, pp. 18-24.

Devant Moscou.

Skalski (Stanisław). — Czarne krzyze nad Polska (Les croix noires sur la Pologne) (fin), *Kierunki*, 30 sept.-28 oct. 1956.

La guerre aérienne en Pologne, de 1939 à 1945.

Skibinski (Franciszek), colonel de réserve. — Zarys dziejow I dywizji pancernej Polskich Sił Zbrojnych na Zachodzie (La Ire division cuirassée de l'armée polonaise à l'ouest), *Wojskowy Przeglad Historyczny* (Varsovie), n° 1, oct.-déc. 1956, pp. 185-219, ill., cartes.

En 1939-1940 ; en 1944-1945.

Smirnov (S.). — Novye imena, novye fakty (Des noms et des faits nouveaux), *Konsom. prav.*, 6 sept. 1956.

La défense de Brest (1941).

Smirnov (S.). — Vernye serdca (Cœurs fidèles), *Sov. zenscina*, 1957, n° 2, pp. 12-15.

Défense de la forteresse de Brest.

Talenskij (N.). — Istoriceskaja pobeda (Une victoire historique), *Mezdurarodn. zizn*, 1957, n° 1, pp. 37-44.

La bataille de Moscou, 1941-1942.

*Tanner (Valio). — *The Winter war. Finland against Russia, 1939-1940*, London, Oxford University Press, 1957, in-8°, 288 p.

Timokhovic (I. V.). — Sovetskie letciki v Smolenskom oboronitel'nom srazenii 1941 goda (Les aviateurs soviétiques dans la défense de Smolensk en 1941), *Vestnik vozdusnogo flota*, 1956, n° 12, pp. 65-70.

Tolstikov (O. V.), Dagaev (N. P.). — 47-ja aviacionnaja divizija v bojakh za rodnuju stolicu (La 47e division de l'air dans les combats pour la défense de la capitale), *Vestnik vozdusnogo flota*, 1957, n° 1, pp. 65-69.

Vasil'ev (A.). — Velikaja pobeda pod Moskvoj (La grande victoire de Moscou), *Agitator*, 1956, n° 5, pp. 16-21.

1941-1942.

Vaznejsie operacii Velikoj Otecestvennoj vojny 1941-1945 gg. (Les principales opérations militaires de la guerre de 1941-1945), Moskva, Voenizdat, 1956, in-8°, 623 p.

Wagener (Carl). — Der Gegenangriff des Panzerkorps gegen den Durchbruch der Panzergruppe Popow im Donezbecken Februar 1943, *Wehrw. Rundsch.*, janv. 1957, pp. 21-37, cartes.

Wanty (Émile). — La bataille de Moscou, *R. gén. belge*, mars 1957, pp. 43-57.

Résumé des événements du 2 oct. au milieu de déc. 1941.

*Weber (Theo). — *Die Luftschlacht um England*, Frauenfeld, Flugwehr u. Technik Huber, 1956, in-8°, 205 p.

Traduction et adaptation dans *Forces aériennes françaises*, nos de févr., mars, avril 1957.

Zimmerman (Lieutnant-colonel John L.). — Force in readiness, *U. S. Naval Inst. proceedings*, févr. 1957, pp. 165-171, phot.

Sur le petit corps de « Marines » débarqué en Islande avant l'intervention des Etats-Unis dans la guerre.

Zukov (A. P.). — Nas polk v bojakh pod Moskvoj (Notre régiment dans la bataille pour Moscou), *Vlestnik vozdusnogo flota*, 1957, n° 1, pp. 69-71.

Le 32e régiment d'aviation de chasse à Moscou.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Brügel (J. W.). — Das Dritte Reich und die Schweiz, *Rote Revue*, nov.-déc. 1956, pp. 296-302.

D'après « Documents on German Foreign Policy », 1918-1945. Séries D. Vol. IX. The War Years.

Dallin (Alexander). — Vlasov and separate peace : a note, *J. of Central Europ. Aff.*, janv. 1957, pp. 394-396.

Vlasov et les tentatives de négociations de Peter Kleist à Stockholm en vue d'une paix séparée germano-russe.

Galkin (A.), Nakropin (O.). — Kapituljacija fasistkoi Germanii i « pravitel'stvo » Denica (La capitulation de l'Allemagne fasciste et le « gouvernement » de Doenitz), *Vopr. Ist.*, n° 8, août 1956, pp. 68-79.

**Quellen zur Entstehung der Oder-Neisse-Linie in den diplomatischen Verhandlungen während des 2. Weltkrieges.* Gesammelt u. hrg. von Gotthold Rhode u. Wolfgang Wagner, Stuttgart, Brentano-Verl., 1956, in-8°, 290 p.

(Die deutschen Ostgebiete. Ein Handbuch. Bd. 3.)

Ullman (Richard H.). — The Davies mission and United States-Soviet relations 1937-1941, *World politics*, janv. 1957, pp. 220-239.

Influence des rapports de l'ambassadeur américain à Moscou sur la politique philo-soviétique de Roosevelt.

*Weissberg (Alex). — *Die Geschichte von Joel Brand*, Köln, Berlin, Kiepenheuer u. Witsch, 1956, in-8°, 319 p., portr. h. t., fac-sim. h. t.

Les pourparlers entre les services d'Himmler et les Alliés par l'intermédiaire de J. Brand, l'un des chefs de l'organisation juive clandestine en Hongrie, afin de sauver un million de Juifs.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

Bragadin (Marc Antonio). — La Guerra segreta dei cifrari e delle spie, *Epoca*, 3, 10, 17, 24 févr. 1956 (à suivre).

Épisodes de la guerre des services secrets de la marine italienne contre la *Naval Intelligence*.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

*Brome (Vincent). — *The Way back*, London, Cassell, 1957.

Organisation d'évasions en France occupée.

*Gollwitzer (Helmut), Krahe (Josef), Rauch (Karl). — *« ... und bringen ihre Garben » aus russischer Gefangenschaft*, Stuttgart, Kreuz-Verl., 1956, in-8°, 286 p., ill.

*Goodwin (Ralph). — *Passport to eternity*, London, Barker, 1957, in-8°, 192 p., portr. et carte h. t.

Souvenirs d'un prisonnier des Japonais.

*Guest (Captain Freddie). — *Escape from the bloodied sun*, London, Jarrolds, 1956, in-8°, 192 p., ill., cartes.

Fait prisonnier à Hong-Kong, l'auteur s'évade du Japon et rejoint Chungking.

Mjasnikov (B.). — Vernye dolgu (Fidèles au devoir), *Kr. zvez.*, 29-31 août 1956.

Souvenirs d'un prisonnier de guerre russe en Allemagne.

*Nowak (Josef). — *Mensch auf den Aeker gesät. Kriegsgefangene in der Heimat*, Hannover, A. Sponholtz, 1956, in-8°, 224 p.

Saffirov (N.). — Vernye rodine (Fidèles à la patrie), *Komsom. Prav.*, 5, 8, 9 août 1956.

Souvenirs d'un ancien prisonnier de guerre russe réhabilité.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

Milicevic (Obren). — Jedan zlocinac pise roman (Un criminel écrit un roman), *Borba*, 20 janv. 1957, p. 4.

L'activité du médecin nazi Karl Klauberg au camp d'Auschwitz.

Salomon (Dr Michel). — La médecine criminelle nazie et l'éthique médicale, *R. libérale*, janv. 1957, pp. 53-66.

Wellers (G.). — Historique du camp d'Auschwitz, *Monde juif*, févr. 1957, pp. 48-53.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

GÉNÉRALITÉS

*Hubatsch (Walter). — *Unruhe des Nordens. Studien zur deutsch-skandinavischen Geschichte*, Göttinge, Musterschmidt-Verl. (1956), in-8°, 243 p.

La Scandinavie pendant la deuxième guerre mondiale, pp. 177-243.

ALLEMAGNE

*Altenhöfer (Ludwig). — *Aktion Grün. Ein Buch vom Widerstand der Jugend gegen die Diktatur*, Würzburg, Arena-Verl., 1956, in-8°, 216 p.

La résistance de la jeunesse catholique à Hitler.

*Erdmann (Gerhard). — *Die Entwicklung der deutschen Sozialgesetzgebung 2. erw. Aufl.*, Göttingen, Musterschmidt-Verl., 1957, in-8°.

(Quellensammlung zur Kulturgeschichte. Band. 10.)

La législation sociale de la République de Weimar, pp. 18-29, et celle du IIIe Reich, pp. 29-35.

*Erman (Hans). — *Bei Kempinski. Aus der Chronik einer Weltstadt*, Berlin, Argon-Verl., 1956, in-8°, 257 p., ill.

Le fameux restaurant berlinois, ses clients célèbres pendant l'époque nationale-socialiste.

Guintsberg (L. I.). — Les liaisons des milieux réactionnaires américains et anglais avec le parti hitlérien (1930-janvier 1933), *Recherches intern.*, mars-avril 1957, pp. 171-187.

Extr. de *Voprosy Istorii*, 1955, pp. 103-111.

*Hartung (Hugo). — *Schlesien 1944-1945. Aufzeichnungen und Tagebücher*, München, Bergstadtverl. W. G. Korn, 1956, in-8°, 206 p.

*Jetzinga (Franz). — *Hitlers Jugend. Phantasie, Lügen und die Wahrheit*, Zürich, Wien, Europa-Verl., 1956, in-8°, 308 p.

Karl (Günter P.). — Zur Darstellung des Zweiten Weltkrieges in der Romanliteratur Westdeutschlands, *Einheit*, févr. 1957, pp. 207-215.

Klein (Fritz). — Comment la grande bourgeoisie allemande a préparé la dictature fasciste (1929-1932), *Recherches intern.*, mars-avril 1957, pp. 131-171.

Extrait de *Zeitschrift f. Geschichtswissenschaft*, 1953, 4 et 6, pp. 872-904.

*Klepper (Jochen). — *Unter dem Schatten deiner Flügel. Aus den Tagebüchern des Jahre 1932-1942*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanst., 1956, in-8°, 1.172 p.

Persécution et résistance sous le IIIe Reich.

**Lettres de Stalingrad*. Traduites de l'allemand et préfacées par Charles Billy, Paris, Corrêa, 1957, in-8°, 136 p.

*Moss (W. Stanley). — *Gold is where you hide it. What happened to the Reichsbank Treasure?*, London, Deutsch, 1956, in-8°, 191 p.

Incertitudes sur ce que sont devenues les réserves de la Reichsbank, cachées dans les Alpes bavaroises lors de l'effondrement du IIIe Reich.

*Niemöller (Wilhelm). — *Die evangelische Kirche im Dritten Reich. Handbuch des Kirchenkampfes*, Bielefeld, L. Bechauf, 1956, in-8°, 408 p.

*Poliakov (Léon), Wulf (Josef). — *Das Dritte Reich und seine Diener. Dokumente*, Berlin-Grunewald, Arani Verl. (1956), in-4°, xv-540 p., ill.

La participation de « l'Auswärtige Amt », du ministère de la Justice et de la Wehrmacht aux atrocités antisémites.

Poliakov (L.). — Les « Schutzstaffeln » d'Adolf Hitler, hier et aujourd'hui, *Évidences*, févr. 1957, pp. 23-31.

*Schaefer (Wolfgang). — *NSDAP. Entwicklung und Struktur der Staatspartei des Dritten Reiches*, Hannover, Norddeutsche Verlagsamt. O. Goedel, 1956, in-8°, 100 p.

(Schriftenreihe d. Instituts f. wissenschaftl. Politik. Band III.)

Documents, bibliographie.

*Schüler (Felix). — *Das Handwerk im Dritten Reich. Die Gleichschaltung und was danach folgte*, Bad. Wörishofen, Holzmann, 1957, in-8°, 110 p.

Sontheimer (Kurt). — Antidemocratisches Denken in der Weimarer Republik, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1957, pp. 42-63.

Les origines spirituelles du national-socialisme.

Ulbricht (Walter). — Sur la nature du fascisme hitlérien, *Recherches intern.*, mars-avril 1957, pp. 117-131.

Extrait de W. Ulbricht, *Zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, Berlin, 1955, t. II, pp. 403-416.

*Weinheber (Josef). — *Briefe*, Salzburg, O. Müller, 1956, in-8°, 670 p.

L'attitude du poète à l'égard du IIIe Reich.

DANEMARK

*Hassel (Sven). — *The Legion of the damned*. Translated from the Danish by Maurice Michael, Lond, Allen and Unwin, 1957, in-8°, 297 p.

La légion danoise sur le front russe.

See (Klaus von). — Grönland und die U. S. A. im zweiten Weltkrieg, *Aussenpolitik*, janv. 1957, pp. 51-58.

Le rôle politique du Groenland dans la deuxième guerre mondiale.

ÉTATS-UNIS

*Lamer (Mirko). — *The World fertilizer economy in War and Peace.* (Food Agriculture and World War II studies), Stanford, Stanford Univ. Press, 1956, in-8°, 732 p.

FINLANDE

*Klink (Ernst). — *Finnlands Freiheit, 1917-1957*, Schloss Laupheim, U. Steiner, 1956.

(Geschichte u. Politik.)

*Lundin (Leonard). — *Finland and the Second World War*, Bloomington (Ind.), Indiana Univ. Press, 1956, in-8°, 303 p.

Histoire politico-militaire.

FRANCE
ET UNION FRANÇAISE

**La Délégation française auprès de la Commission allemande d'armistice. Recueil de documents publiés par le Gouvernement français.* T. IV : *19 janvier-21 juillet 1941*, Paris, A. Costes, Imprimerie nationale, 1957, in-8°, 754 p.

Dernières lettres de fusillés, *Pensée fr.*, 15 mars 1957, pp. 35-39.
Résistance de la S. N. C. F.

Morawski (Gaétan). — Indiscrétions (Alger, 1943-1944), *Écrits de Paris*, sept. 1956, pp. 49-56.

Observations de l'ancien sous-secrétaire d'État permanent aux Affaires étrangères du Gouvernement polonais, puis ambassadeur de Pologne auprès du Gouvernement provisoire de la République française.

*Munz (Alfred). — *Die Auswirkungen der deutschen Besetzung auf Währung und Finanzen Frankreichs*, Tübingen, Inst. f. Besatzungsfragen, 1957, in-4°, 141 p.

(Studien d. Inst. f. Besatzungsfragen. Nr. 9.)

Bibl. pp. 138-141.

*Siegfried (André). — *De la III^e à la IV^e République*, Paris, Grasset, 1957, in-16, 270 p.

La chute de la III^e République. Le régime de Vichy. La Résistance, l'établissement de la IV^e République.

GRANDE-BRETAGNE
ET COMMONWEALTH

*Blake (John W.). — *Northern Ireland in the Second World War*, Belfast, H. M. S. O., 1956, in-8°, xv-569 p., cartes h. t.

L'effort de guerre de l'Irlande du Nord. Dunkerque. La menace d'invasion. Les raids aériens. L'arrivée des Américains. Les convois. La préparation et l'exécution du débarquement. L'offensive en Europe.

**Food.* Vol. II : *Studies in administration and control*, London, H. M. S. O., 1957, in-8°, 848 p.

(History of the Second World War. United Kingdom Civil Series.)

*Savage (C. I.). — *Inland transport*, London, H. M. S. O., 1957, in-8°, 695 p.

(History of the Second World War. United Kingdom Civil Series.)

*Waters (S. D.). — *The Royal New Zealand Navy*, Wellington, N. Z., War History Branch. Depart. of Internal Affairs, 1956, in-8°, xvi-571 p., pl. et cartes h. t.

(Official History of New Zealand in the Second World War 1939-1945.)

GRÈCE

*Hahn (Paul), Ministerialsat. — *Die griechische Währung und währungspolitische Massnahmen unter der Besetzung 1941-1944*, Tübingen, Inst. f. Besatzungsfragen, 1957, in-4°, 60 p.

(Studien d. Instituts f. Besatzungsfragen. Nr. 10.)

Stadtmuller (Georg). — Der Partisanenkrieg in Südgriechenland, *Politik und Zeitgeschehen*, 6 févr. 1957, pp. 82-87.

HONGRIE

Magos (György). — Le rôle du capitalisme occidental dans la stabilisation du régime Horthy, *Recherches intern.*, mars-avril 1957, pp. 87-117.

IRAN

*Popov (M. V.). — *Amerikanskij imperializm v Irane v gody vtoroj mirovoj vojny.*

Ameriskanskajà finansovaja missija (L'impérialisme américain en Iran au cours de la seconde guerre mondiale. La mission financière américaine), Moskva, AN SSSR, 1956, in-8°, 292 p.

ITALIE

Alatri (Paolo). — Les origines du fascisme et la classe dirigeante italienne, *Recherches intern.*, mars-avril 1957, p. 39-87.

Extrait du livre *Le Origini del fascismo*, Rome, 1956, pp. 57-126.

Costantini (Pio). — La Resistenza a Chieti, *Ponte*, mars 1957, pp. 382-398.

Le fascisme italien, *Recherches intern.*, mars-avril 1957, pp. 187-198.

Extraits des « Thèses du III^e Congrès du parti communiste italien à Lyon, 1926 ».

*De Jaco (Aldo). — *La Città insorge*, Roma, ed. reuniti, 1956, in-8°, 321 p.

L'insurrection de Naples contre les occupants allemands et l'antifascisme de la ville sous le régime mussolinien.

Giovana (Mario). — Le Operazioni militari partigiane dell'estate-autumno 1944 in Piemont, *Mov. di Liber. in Italia*, sept.-nov. 1956, pp. 3-19.

Herman (Marco). — Un Ebreo polacco partigiano in Piemonte, *Mov. di Liber. in Italia*, sept.-nov. 1956, pp. 20-30.

[Mitunobu (Toyo, cap. di vascello).] — Osservazioni sulla guerra in Italia dal 1940 al 1944 dell'adetto navale giapponese presso il Governo di Roma, *Mov. di Liber. in Italia*, sept.-nov. 1956, pp. 32-38.

Les raisons militaires et politiques de la défaite italienne ; considérations sur le caractère national italien.

*Poliakov (L.), Sabille (J.). — *Gli Ebrei sotto l'occupazione italiana*, Milano, Comunità, 1956, in-8°, XVII-187 p.

Efforts des autorités d'occupation en France et en Croatie pour soustraire les Juifs à la rigoureuse application des mesures d'exception racistes.

**Il Processo alla Muti. A cura di L. Pestalozza.* Pref. di F. Parri, Milano, Feltrinelli, 1956, in-16, XXVI-122 p.

Le procès de la « Brigade noire » milanaise « Ettore Muti ».

Relazioni sull'attività militare svolta dalle formazioni patriottiche operanti alle dipendenze del Comando XI Zona dell'Esercito di Liberazione nazionale, *Mov. di Liber. in Italia*, sept.-nov. 1956, pp. 39-93 (à suivre).

Opérations du 15 sept. 1943 au 9 oct. 1944, avec une introduction de Edilo Francovich.

*Rossi (E.). — *La Pupilla del Duce : l'O. V. R. A.*, Parma, Guanda, 1956, in-8°, 142 p.

(Collana clandestina, 20.)

Slobodskoi (S. M.). — Naissance et développement du fascisme italien, *Recherches intern.*, mars-avril 1957, pp. 11-39.

Extrait des chapitres III et IV (pp. 27-56) de l'ouvrage de S. Slobodskoi, *Italianski fachizm i ego krakh* (Le fascisme italien et sa faillite), édité par l'Académie des sciences de l'U. R. S. S., Moscou, Gospolitizdat, 1946, in-8°, 205 p.

JAPON

*Trumbull (Robert). — *Nine who survived*, New York, E. P. Dutton, 1957, in-8°, 148 p.

Témoignages de neuf « double-survivants » des bombes atomiques de Hiroshima et de Nagasaki recueillis par l'*Atomic Bomb Casualty Commission.*

JORDANIE

*Lias (Godfrey). — *Glubb's legion.* Forew by lieut.-gen. Sir John Buget Glubb, London, Evans, 1957, in-8°, 230 p., ill., cartes.

Un chapitre sur son rôle pendant la deuxième guerre mondiale.

PAYS-BAS
ET INDES NÉERLANDAISES

Enquetecommissie Regeringsbeleid 1940-1945, S'Gravenhage, Staatsdrukkerij-en Uitgeverijbedrijf, 1956.

Deel. 8 : *Militair beleid 1940-1945. Terugkeer naar Naferlandsch Indië*, 3 vol. in-4°, 721-135 p., 1-711 et 712-1.537 p.

A et B : Rapport ; C (I-II) : Interrogatoires. Le retour aux Indes néerlandaises.

*Sato (Tabuku), Tennien (Mark). — *I remember Flores*, New York, Farrar,

Straus and Cudahy, 1957, in-8°, 129 p.

Capitaine de la Marine impériale japonaise, l'auteur fut gouverneur de Florès (Indes néerlandaises) pendant l'occupation.

POLOGNE

Archiwum antykomunistycznej organizacji ANTIK (Les archives de l'organisation anticommuniste ANTIK), *Wiadomosci-Les Nouvelles* (Paris), 31 janv. 1957, p. 2.

Organisation hitlérienne fonctionnant à Varsovie pendant l'occupation.

Bartoszewski (Władysław). — 63 dni. Kronika wydarzen powstania Warszawskiego (Soixante-trois jours. Chronique des événements du soulèvement de Varsovie), *Swiat*, août à déc. 1956, phot., cartes et pl.

Bartoszewski (Władysław). — Z notatnika kronikarza 1939-1944 (Extraits du journal d'un chroniqueur de 1939 à 1945), *Stolica*, oct. 1956 à mars 1957.

L'occupation allemande et la résistance polonaise, notamment à Varsovie.

Bartoszewski (Władysław). — « Szymon » adjutant trzech dowodcow (Simon, aide de camp de trois commandants), *Stolica*, 24 mars 1957, pp. 22-23.

L'aide de camp Ryszard Krzywicki. Tableau de la résistance militaire (A. K.).

Celma-Panek (Jerzy). — Odwet. Dokumenty czasu wojny (Représailles. Documents du temps de guerre), *Kierunki*, 10 mars 1957, p. 5.

Sur la Gestapo de Cracovie et la section scout de l'armée intérieure (AK) « Parasol », en juillet 1944.

Iranek-Osmecki (K.). — Przyczynki do Powstania Warszawskiego (Remarques sur le soulèvement de Varsovie), *Orzeł Biały* (Londres), 2 mars 1957, pp. 4-5.

Début d'une étude critique sur les souvenirs de résistants polonais publiés dans *Kierunki* (Varsovie) en 1956, de juillet à octobre, sous le titre *Powstanie Warszawski*.

*Kaminski (Aleksander) (Juliusz Gorecki). — *Kaminie na szaniec* (... Des pierres pour le rempart...), Stalinograd, « Slask », 1956, in-8°, 171 p., pl. h. t., couv. ill.

Cette édition, revue et augmentée, comporte deux chapitres inédits, « Celestynow », « Wielka gra », Portraits et pseudonymes de résistants. Critique de cet ouvrage par T. Syga dans *Stolica*, 23 déc. 1956, p. 25.

Kaminski (Aleksander). — « Soska » atakuje (« Soska » attaque), *Stolica*, mars 1957.

L'auteur dirigea le groupe de sabotage « Wawer ». Précisions sur le soulèvement à Varsovie des quartiers de Wola et Srodmiescie.

Kumor (Emil), colonel. — Akcja 'Goral' (L'action 'Montagnard'), *Kierunki*, 29 janv.-3 mars 1957.

Coups de main sous les ordres du général Grot, en 1942, à Varsovie, en vue d'équiper la Résistance.

Lunkiewicz (Jerzy), colonel. — Ewakuacja polskich sił zbrojnych z Francji w czerwcu 1940 roku (L'évacuation des forces combattantes polonaises de France en juin 1940), *Bellona* (Londres), oct.-déc. 1956, pp. 21-43, carte h. t.

L'auteur dirigea cette évacuation comme officier d'État-Major.

Maczek (S.), général de division. — Powstanie Polskiej Broni Pancznej poza granicami Rzeczypospolitej (La formation des forces blindées polonaises en dehors des frontières de la République), *Bellona* (Londres), oct.-déc. 1956, pp. 3-9.

Materiały do historii polskich Sił Sbrojnych na obczyznie... (Documents pour l'histoire des Forces armées polonaises à l'étranger), *Bellona* (Londres), pp. 71-75.

Mazurkiewicz z Radosław (Jan), colonel. — Mysli i rozwazania o powstaniu warszawskim (Pensées et considérations sur le soulèvement de Varsovie), *Tygodnik Powszechny* (Cracovie), févr. 1957, nos 6 et 7, pp. 3 et 7, p. 5, photogr.

Rackower (Jossel). — Aus dem brennenden Ghetto. Jossel Ruckower spricht zu Gott, *Stimmen d. Zeit*, déc. 1956, pp. 101-168.

Journal d'un Juif écrit pendant le soulèvement du Ghetto de Varsovie (17 avril-16 juin 1943).

Rogalska (Krystyna). — Wyjscie z Warszawa (L'exode de Varsovie), *Stolica*, 14 oct. 1956, pp. 12-13, ill.

Souvenirs sur les journées des 4 et 5 octobre 1944, après la capitulation des partisans polonais.

Rzepecki (Jan). — Ghetto pod 'Bialym Orlem' (Le Ghetto sous 'l'Aigle Blanc'), *Nowa Kultura*, août-sept. 1956, p. 2.

L'Armée intérieure (A. K.) est les Juifs durant la résistance polonaise.

Staar (Richard F.). — The Polish communist party 1918-1948, *Polish Review*, spring-summer 1956, pp. 41-56.

Wajda (Stanisław). — Polskie skrzydła w 'Battle of Britain' (Les ailes polonaises dans la bataille de Grande-Bretagne), *Katolik*, 9 sept. 1956, pp. 6-7.

Wymowa dokumentow. O archiwum 'Antyku' (L'éloquence des documents. Les archives de l' 'Antik'), *Trybuna Ludu*, 26 janv. 1957, p. 3.

L'organisation anticommuniste allemande 'Antik' à Varsovie, sous l'occupation hitlérienne.

ROUMANIE

Campus (Eliza). — Die Hitlerfaschistische Infiltration Rumäniens 1939-1940, *Z. f. Geschichtswissenschaft*, mars 1957, pp. 213-229.

SUISSE

*Grieder (Fritz). — *Basel im Zweiten Weltkrieg 1939-1945*, Basel, Helbing u. Lichtenhahn, 1957, in-8°, 95 p.

*Schefer (Jean). — *Erinnerungen an den 2. Weltkrieg. Aus dem Tagebuch von J. S.*, Oberuzwil, im Selbstverl., 1956, in-8°, 90 p.

Souvenirs d'un mobilisé suisse.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Janacek (Frantisek). — K otazkam strategie a taktiky KSC v narodné osvobozeneckém boji proti fasistickym okupantom (La stratégie et la tactique du parti communiste tchécoslovaque dans la lutte de libération nationale contre les envahisseurs fascistes), *Ceskoslov. casopis hist.* (Prague), 1956, n° 1, pp. 51-85.

U. R. S. S.

*Brinzkij (A.). — *Po tu storonu fronta. Vospominanija partizana* (De l'autre côté du front. Souvenirs d'un partisan), Gor'kij, 1956, in-8°, 514 p.

Ezov (V.). — Vosstanovlenie Doneckogo ugol'nogo basseina v gody Velikoi Otecestvennoi Voiny (1943-1945) (La reconstruction du bassin houiller du Donetz pendant la Grande Guerre nationale 1943-1945), *Vest. Leningr. Un-ta*, n° 14, 1956, pp. 5-22.

Glukhovskij (S.). — *V groznyj cas* (A l'heure du danger), Moskva, DOSAAF, 1956, in-8°, 135 p.

L'activié des membres de l'OSOAVIAKHIM (Association pour la défense et le développement de l'industrie aéronautique) pendant la guerre.

Grevenscikov. — Voennaja publicistika Vsevoloda Visnevskogo, ijun'-avgust 1941 (Les articles de guerre de V. Vichnevsky, juin-août 1941), *Vest. Leningr., Un-ta*, n° 14, 1956, pp. 93-111.

Correspondant de guerre pour le journal *Sovetskaja Estonija* (L'Estonie soviétique).

*Kamenetsky (Ihor). — *Hitler's occupation of Ukraine (1941-1944). A study in totalitarian imperialism*, Milwaukee, Marquette Univ. Press, 1957, in-8°, 101 p.

Témoignage d'un réfugié ukrainien.

Karasev (A. V.). — Dokumental'nye materialy o trudjascikhsja Leningrada v gody blokady (Documents sur la vie des travailleurs de Léningrad pendant le blocus), *Ist. arkhiv*, 1956, n° 6, pp. 144-152.

Khanjutin (Ju.). — Tragedija kotoraja ne rasskazana (Une tragédie dont on n'a pas parlé), *Isk. Kino*, n° 9, sept. 1956, pp. 17-29.

Un film sur la défense héroïque de la forteresse de Brest en 1941, intitulé *La garnison héroïque*.

*Levcenko (Irina). — *V gody velikoj vojny. Frontovye zapiski. Izd. 2* (Les années de guerre. Carnet de guerre. 2e éd.), Moskva, Voenizdat, 1956, in-8°, 312 p.

*Makarov (P.). — *V dvukh skhvatkakh (Zapiski partizana)* (Deux escarmou-

ches (Mémoires d'un partisan), Simferopol, Krymizdat, 1956, in-8°, 215 p.

La Résistance en Crimée.

*Moskin (N. A.). — *Patriotizm trudjascikhsja Udmurtii v gody Velikoj Otecestvennoj vojny* (Le patriotisme des travailleurs oudmourtes pendant la grande guerre nationale), Izevsk, 1956, in-8°, 71 p.

Patrioticeskii pocin tambovskikh kolkhoznikov gody Velikoi Otecestvennoi Voiny (1942-1943) (Efforts patriotiques des kolkhoziens de Tambov pendant la guerre de 1942-1943), *Istor. Arkhiv*, n° 3, 1956, pp. 3-17.

Puskar'skii (N. J.). — Jak goriv Kiiv (Comment brûla Kiev), *Ukr. zbir.* (Munich), n° 5, 1956, pp. 163-172.

Souvenirs de l'incendie de Kiev par les bolchéviks en 1941.

Severdalkin (P.). — Ucastic partizan v razgrome nemeckikh zakhvatcikov pod Leningradom i Novgorodom (La participation de partisans à la défaite des envahisseurs allemands à Léningrad et à Novgorod), *Vest. Len. Un.* (*Ser. Ist. Jaz. i Lit.*), n° 4, 1956, pp. 61-78.

Sirota (F.). — Voenno-organizatorskaja rabota leningradskoi organizacii VKP (b) v pervyi period velikoi otecestvennoi voiny (Le travail d'organisation fait par l'organisation du PC (b) de Léningrad pendant la première période de la grande guerre nationale), *Vopr. Ist.*, n° 10, oct. 1956, pp. 16-31.

*Suprunenko (N. J.). — *Ukraina v Velikoj Otecestvennoj vojne Sovetskogo Sojuza (1941-1945 gg.)* (L'Ukraine au cours de la grande guerre nationale de l'Union soviétique (1941-1945), Kiev, Gospolitzdat USSR, 1956, in-8°, 472 p.

YOUGOSLAVIE

Petnaestogodisnjica majskog savetovanja pri CK KPJ (Le quinzième anniversaire des débats du CC du PC de Yougoslavie, en mai 1941), *Komunist* (Belgrade), n°s 7-8, 1956, pp. 516-526.

Conférence tenue à Zagreb sous l'occupation allemande.

Skerlavaj-Petrac (Milan). — Stamparija « Partizanska 15 » (L'imprimerie « Partizanska 15 »), *Narod. armija* (Belgrade), 28 mars 1957.

La presse de libération nationale en Slovénie sous l'occupation.

1er avril 1957.

Le gérant : Henri Michel.

NOGENT-LE-ROTROU, IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR. — 3136 – 7 - 1957
Édit. n° 24.506 Dépôt légal, 3e trimestre 1957 Impr. n° 771

LE VATICAN DANS LA CRISE MONDIALE

La politique du Vatican : depuis 1933, une angoisse pour la conscience de nombreux catholiques, une énigme pour presque tous les hommes doués de réflexion... Nous ne l'examinerons ici que dans la phase aiguë de la crise internationale. Le correspondant du *New York Times* à Rome, en quittant la Ville Éternelle au milieu de 1942, adoptait une thèse — celle de la lutte contre le fascisme et le nazisme, décidée par le Pape, lorsque l'esprit de domination et d'agression l'emporta à Rome et à Berlin ; mais il ne pouvait l'étayer que sur une provision de témoignages personnels, toute documentation officielle manquant (1). C'était là une vue de politique concrète et « laïque », assez répandue dans les milieux libéraux et démocratiques, ou plutôt une hypothèse. En tout cas, une conception étriquée. Aujourd'hui, nous disposons d'un certain nombre de publications, de révélations ou de travaux qui autorisent une première esquisse générale.

Citons ici, en sélection bibliographique, l'ensemble des textes d'origine vaticane, à commencer par les six tomes des *Actes de Pie XII*, Paris, 1949-1954 ; les souvenirs bien diplomatiques, volontairement superficiels, utiles au demeurant, de François Charles-Roux, *Huit ans au Vatican (1932-1940)*, Paris, 1947, et davantage ceux de Raffaele Guariglia, *La diplomatie difficile*, Paris, 1955 ; les essais de Pierre Fernessole, *S. S. Pie XII et la paix du monde*, Paris, 1947, et de N. Padellaro, *Pie XII*, Paris, 1950 ; enfin et surtout deux ouvrages plus élaborés : de M. M. Scheinmann, *Der Vatikan im zweiten Weltkrieg*, Berlin, 1954, et de Paul Duclos, *Le Saint-Siège pendant la deuxième guerre mondiale*, Paris, 1955.

L'étude de notre confrère soviétique Scheinmann se présente avec la caution d'un organisme officiel et spécialisé, en l'espèce l'*Institut historique de l'Académie des sciences de l'U. R. S. S.* ; les notes abondantes, que l'on retrouve au long de ses 500 pages, se réfèrent à nombre d'ouvrages ou d'articles, aussi bien américains qu'italiens ; sa perspective, ouverte à Munich, paraît suffisamment large. Elle mérite donc considération.

Malheureusement, comment ne pas reconnaître dès l'Introduction une thèse absolue, brutale, qui éveille inévitablement dans notre esprit

(1) Camille M. Cianfarra, *The Vatican and the War*, New York, 1944.

le double soupçon de simplisme et de partialité? Le titre et la première phrase de l'Introduction (p. 5) dogmatisent, en effet, en planant à travers l'espace et le temps : « Le Vatican et l'impérialisme. Pendant plus de mille ans, la Papauté et l'Église catholique tout entière furent alliées à l'ordre social de la féodalité », etc. L'Église catholique détient aujourd'hui une puissance financière que l'on peut essayer de chiffrer (p. 8-10). Elle et ses prêtres sont « les intermédiaires de la politique impérialiste et coloniale de la bourgeoisie » (p. 11). « La lutte contre la révolution, contre le communisme », voilà « le but principal des papes et de toute l'Église catholique » (p. 14). Il en résulte que, durant la deuxième guerre mondiale, le Vatican a pris place « dans le camp des puissances de l'axe » (*ibid.*), ce qui n'est nullement contradictoire avec le fait que Pie XII a « mis entièrement l'Église catholique au service de l'impérialisme américain » (p. 12).

Ces principes posés et appuyés solidement dès les premières lignes sur l'autorité d'Engels, puis sur celle de Lénine (à partir de la p. 8), de Garaudy (à partir de la p. 9), et bien entendu de Staline (à partir de la p. 14), il ne peut y avoir de véritable problème. Je ne vois pas bien la raison du découpage chronologique dans ces conditions. Que faudrait-il retenir de cette « démonstration »? Que les protestations pontificales adressées à Berlin, à commencer par celles de Pie XI contre la persécution religieuse en Allemagne et en Autriche, représentent un « simple tribut à l'opinion publique » (p. 34-36). Que l'accord existe entre catholiques et nazis, principalement en Autriche, où la conversation se poursuit de 1931 à 1938, aboutissant alors au « scandale Innitzer », désavoué sans l'être (p. 43-48). Que le cardinal Pacelli, secrétaire d'État depuis 1930, devenu Pie XII le 2 mars 1939, se hâte de manifester ses sympathies profascistes par sa lettre à Hitler (p. 65), commé par son télégramme à Franco vainqueur (p. 69). Et n'ira-t-il pas jusqu'à féliciter le *Führer* d'avoir échappé à un attentat (p. 118)? « L'activité pacifique du Pape à la fin de 1939 et au commencement de 1940 visait à conclure un traité de paix entre les États belligérants pour ensuite pouvoir déchaîner la guerre contre l'U. R. S. S. et étouffer le mouvement international des travailleurs » (p. 125). Le Vatican ne brandit aucune arme contre les violateurs de la Belgique, de la Hollande et du Luxembourg (p. 167). Connivence secrète lors de l'invasion de la Russie : pas un mot sur ce sujet dans l'allocution radiodiffusée du 29 juin 1941 (p. 226). Et l'esprit de croisade anticommuniste ne se trahit-il pas dans l'établissement de relations diplomatiques avec la Finlande, en juin 1942 (p. 276)? La balance des forces tendant à se renverser, le Saint-Siège multiplie les mots d'ordre de soumission aux maîtres, il exploite l'éternel *Rendez à César*, il détourne les travailleurs italiens de la révolte (juillet 1943), s'adressant, du reste, à travers eux, aux peuples européens soulevés contre les occupants (p. 347) ; il étale, dans l'allocution du 1er septembre 1943, un évangélisme stupéfiant (p. 363) ; par son message du 24 dé-

cembre suivant, il répond aux décisions de Téhéran et présente le « programme d'action du camp des amis du fascisme » (p. 370-371), le « programme de sauvetage du fascisme » (p. 373) ; il termine par les déclarations « proallemandes » des 1er septembre et 12 octobre 1944 (p. 409-412)...

Interprétation cohérente, certes, mais à coup sûr étrangère à la nature, aux principes et à la « politique » de l'Église catholique. Dans un ouvrage plus léger, trop systématiquement juridique à notre gré, Paul Duclos manifeste une intelligence plus avertie, orientée par une discrète adhésion — que consacre le *nihil obstat* (1) ; s'il ne remue pas autant de matériaux, il puise à des renseignements inédits, parfois très précieux.

Un droit et un devoir d'intervention dans la vie internationale, voilà le principe d'action du Saint-Siège que tout le monde constate. Mais quelle intervention? « Le devoir même de cette charge », dit Pie XII, le 18 octobre 1939, « ne nous permet pas de fermer les yeux lorsque précisément, pour le salut des âmes, surgissent de nouveaux et incommensurables dangers. » « Gardienne et maîtresse des principes de la foi et de la morale », suivant le message de Noël 1940, l'Église ne fournira que de grands principes de moralité internationale. Ce qui compte avant tout, c'est l'unité humaine et sa conservation, rappelle l'encyclique *Summi Pontificatus* (20 octobre 1939) : le Père commun du monde catholique ne doit favoriser ni considérer les motifs de division entre les hommes, mais il doit fortifier le lien commun de la foi et recommander la charité et la justice internationales. « Nous avons avec nous tous les hommes droits, tous ceux qui ont faim et soif de la justice... l'humanité entière qui attend la justice, la paix, la liberté » (24 août 1939). Le Pape doit « embrasser dans une immense charité la famille humaine » (29 octobre 1939), etc.

Il s'ensuit que l'Église « n'entend point prendre parti entre l'une ou l'autre des formes particulières et concrètes par lesquelles les divers peuples et États tendent à résoudre les problèmes gigantesques de l'organisation intérieure, comme de la collaboration internationale, tant que ces solutions respectent la loi divine » (message de Noël 1942). Une condamnation permanente et formelle du communisme n'entraîne pas une condamnation aussi nette des Soviets (2) et les services rendus par un régime anticommuniste ne lui assurent nullement une approbation systématique. Mais, instruit des fautes de ses fils, le Père commun ne veut pas humilier les coupables en présence de leurs frères. « Nous tournons notre amour paternel », dit-il, le 2 juin 1940, « vers tous nos fils et filles, soit des populations germaniques, qui nous ont toujours été chères, au milieu desquelles nous avons passé de longues années de notre vie, soit des États alliés auxquels nous lient également de chers et

(1) Sous-titre : *Action doctrinale et diplomatique en faveur de la paix*, in-8°, 254 p.
(2) Maurice Baumont, *Faillite de la paix*, t. II, Paris, 1951, p. 572.

pieux souvenirs, nous rappelant aussi avec une sollicitude constante la nation polonaise, si éprouvée et si aimée de nous. »

Non pas neutralité morale, indifférence : mais neutralité politique, non-belligérance. La prudence vaticane, déjà bien connue, se renforce encore, pour éviter tout soupçon d'une intrusion du spirituel dans le temporel : d'où les formules contournées, si décevantes, et l'absence de noms propres, si gênante. Fondée en philosophie, la neutralité politique l'était en droit, depuis le traité du Latran, définie dans l'article 24. Mais elle devint difficile dès l'entrée en guerre de l'Italie (juin 1940). Pie XII, ne s'en tenant point à la lettre du traité, appliqua le *black-out* et les restrictions alimentaires et autres et, sans invoquer l'article 12 du traité du Latran, qui prévoyait le logement des ambassadeurs accrédités dans toute l'étendue de la Ville Éternelle, il hébergea dans la Cité du Vatican une douzaine de diplomates, sans compter Myron Taylor. Quant aux nonces, voici leur rôle constamment entravé, et leur contingent diminué, par la suppression forcée des postes de Bruxelles et de La Haye, comme de Varsovie. A ces gênes fondamentales s'en ajoutèrent d'autres : l'*Osservatore romano* et *Radio-Vatican* se « décolorant » entre juin 1940 et décembre 1942. En outre, l'occupation de Rome par les Allemands imposa, quelques mois plus tard, ses menaces terriblement concrètes. Bref, le Saint-Siège a dû composer, malgré le caractère absolu de sa doctrine, en ce qui concerne l'expression, la traduction, le geste. C'est parfois une véritable gangue que le politique hier, l'historien aujourd'hui voudraient faire sauter pour atteindre le cœur de l'arbre.

* * *

Au long des épisodes qui violèrent la liberté politique et déchirèrent la paix à travers le monde, du printemps de 1939 à l'hiver de 1941, pas d'excommunication contre les agresseurs : scandale pour certains esprits pressés. De condamnation du principe de la guerre d'agression, il ne sera longuement parlé que dans le message de Noël 1944 : autre étonnement. Suivant les cas, le Saint-Siège adopte des attitudes allant « de la hardiesse courageuse jusqu'à la prudente expectative (1) ». Voici le cas de la Pologne. Il semble que le Pape ait voulu croire encore aux assurances données par Hitler à Dantzig (19 septembre) et par Mussolini quelques jours après ; il est certain qu'il a été déçu par la politique intransigeante du colonel Beck ; d'où sa réserve initiale. Mais ensuite voici l'allocution enflammée du cardinal Hlond, à *Radio-Vatican*, le 28 septembre, puis celle du Pape lui-même, le surlendemain, devant une délégation. « Il vous reste », dit-il, « le rayonnement d'une bravoure militaire..., tous les grands souvenirs de votre histoire... et surtout une foi... » Il embrasse « cette Pologne qui ne veut pas mourir... la Pologne de Chopin... ». Aux souverains de Belgique, des Pays-Bas et de Luxem-

(1) Paul Duclos, *op. cit.*, p. 50.

bourg, il adresse quelques mois plus tard les messages les plus formels (1). Mais ensuite il s'abstiendra de toute allusion directe, qu'il s'agisse de la mainmise soviétique sur les États baltes, de l'attaque allemande contre la Russie ou de l'agression japonaise contre les États-Unis. Il s'impose une neutralité politique rigoureuse, qui ne doit, dans son esprit, aucunement affaiblir la condamnation morale prononcée, le 10 mai 1940, contre l'agression. Mais il n'est pas sûr que l'opinion l'ait compris.

L'action du Vatican s'est déployée plus largement, et avec plus de continuité, en vue de remplir la mission essentiellement pacificatrice de l'Église : conjurer le péril d'une guerre mondiale, limiter l'étendue du conflit, abréger les hostilités. On a souvent parlé du « plan de paix » de mai 1939. En réalité, Pie XII a lancé, deux mois après son avènement, une « offensive de paix » (plus nette que celle de Roosevelt). Il connaissait la prochaine signature du « pacte d'acier », dont il voyait les implications. On peut raisonnablement avancer qu'il voulait utiliser le capital initial de prestige dont il disposait ou même, du côté allemand, les espérances et les calculs d'une négociation de replâtrage (2). D'où les instructions du cardinal Maglione (2 mai) aux nonces à Berlin, Varsovie, Paris, Rome, ainsi qu'au délégué à Londres, qui devaient attirer l'attention des gouvernements « sur les problèmes de la paix, toujours plus compromise ». On connaît le chapitre allemand dans ses grandes lignes : la démarche de Mgr Orsenigo à la *Wilhelmstrasse*, le 4 mai, puis la montée au Berghof, le lendemain, et la réception par Hitler, flanqué de Ribbentrop. Pie XII proposait une conférence des cinq grandes puissances (Allemagne, Pologne, France, Italie, Grande-Bretagne) ; il n'entrait dans aucun détail ; préoccupé « d'écarter de l'humanité le danger de la guerre », il recommandait surtout de régler le problème germano-polonais et le différend italo-français. Hitler répondit qu'il allait se mettre en rapports avec son allié Mussolini, mais insista sur le fait qu'il n'existait pas de véritable motif de guerre, à son avis (3). Et, à Milan, les 6 et 7 mai, Ciano et Ribbentrop s'entendront pour repousser la proposition pontificale. Déjà, sur les assurances pacifiques données dans les cinq capitales, le Secrétaire d'État a rédigé de nouvelles instructions (9 mai), en vue de s'informer des possibilités de rapprochement. Rebuté, le Pape se détermine alors à confirmer publiquement, dans une allocu-

(1) Télégramme du 10 mai 1940 au roi des Belges : « Au moment où, pour la seconde fois, contre sa volonté et son droit, le peuple belge voit son territoire exposé aux cruautés de la guerre, profondément ému, Nous envoyons à Votre Majesté et à toute cette nation si aimée l'assurance de notre paternelle affection, et en priant le Dieu tout-puissant pour que cette dure épreuve s'achève par le rétablissement de la pleine liberté et de l'indépendance de la Belgique... »

(2) Voir plus loin, p. 9-10.

(3) Au thé qui suivit, il tenta de mettre la conversation sur la situation de l'Église catholique (allemande) dans la perspective du nouveau pontificat, mais Orsenigo se déroba, non sans esprit. Voir *Geschichte des zweiten Weltkriege in Dokumenten*, II : *An der Schwelle des Krieges, 1939*, Freiburg, 1955, p. 319-323.

tion, le sens de ses démarches (2 juin) : le premier épisode d'intervention diplomatique s'arrête là. Le second correspond aux instances réitérées auprès de Mussolini, dont on pourrait espérer une action modératrice sur Hitler — chapitre plus particulièrement « italien », que nous verrons plus loin. Le troisième, dans la dernière semaine d'août, n'a pas la même unité, trahissant la fièvre et l'angoisse : avertissement général du 24 août (« les empires qui ne sont pas fondés sur la justice ne sont pas bénis de Dieu »), suggestion d'une concession polonaise à Dantzig, lettre d'encouragement au roi des Belges qui offre sa médiation. Et puis, dans un ultime recours, le cardinal Maglione sort enfin, le 31 août, le « plan de paix », dans une note remise aux ambassadeurs des mêmes cinq puissances sollicitées depuis quatre mois : trêve germano-polonaise sur le terrain militaire, conférence générale des puissances limitrophes de la Pologne et de l'Allemagne, des États neutres, avec une certaine participation des États-Unis et du Vatican, revision pacifique du traité de Versailles et pacte collectif de non-agression. Démarche unique, pour « faire valoir la puissance morale et spirituelle » de la Papauté, suivant les termes du traité du Latran...

La guerre déclarée, le Saint-Siège s'abstiendra de toute offensive diplomatique en faveur de la paix, pour ne pas renouveler l'expérience décevante de Benoît XV. Se méfiant d'une paix bâclée dans l'improvisation de compromis, c'est-à-dire dans le mépris de la justice, il tâchera d'orienter les esprits « vers la conclusion d'une paix honorable pour tous, en conformité avec la conscience humaine et chrétienne, une paix qui protège les droits vitaux de chacun et qui sauvegarde la sécurité et la tranquillité des nations » (14 septembre 1939). Au cours de la première des phases que nous avons distinguées (neutralité de l'Italie), il accepte de *transmettre* des propositions ou de les approuver dans leur principe ou leur intention (et sans doute contribuera-t-il en partie, pour cette raison, au maintien de la neutralité espagnole — chapitre encore mystérieux). Ensuite, l'Italie prise dans l'engrenage, il se taira. Mais il sera sollicité en 1942-1943. Démarche de von Lersner, faite avec l'approbation, semble-t-il, de Mgr Roncalli, au printemps de 1942 (1). Vers l'automne peut-être le Souverain Pontife s'est-il disposé à favoriser de nouvelles conversations ; nous le verrons plus loin : la voie des négociations, il le rappelle publiquement le 1er septembre, coïncide avec la voie des intérêts nationaux. Mais, une semaine plus tard, l'entrée des Allemands dans Rome le contraint à nouveau au silence : il ne pourrait se mettre en avant sans paraître agir sous la pression de Hitler.

Cette discrétion dans le rôle de médiateur, le séjour au Vatican de Joseph Müller, *leader* des chrétiens bavarois (2), et l'approbation des

(1) Franz von Papen, *Der Wahrheit eine Gasse*, Munich, 1952, p. 554, se donne le rôle principal dans cette tentative. Comparer avec la déposition de Lersner à Nuremberg, *Procès des criminels de guerre*, t. XVI, p. 346.

(2) Maxime Mourin, *Les tentatives de paix dans la seconde guerre mondiale*, Paris, 1949, p. 19 et 29.

démarches des neutres, comme la retransmission d'un questionnaire allemand sur les buts de guerre des Alliés, ont étayé — dès 1939-1940 — l'hypothèse d'un Vatican très favorable à l'Allemagne, plus exactement à une Allemagne catholique émancipée du nazisme. D'autre part, on a cru remarquer que les messages pontificaux, particulièrement ceux qui commémorent le tragique anniversaire du 1er septembre ou la grande espérance de Noël, tout en définissant les principes moraux d'une juste paix, ne sont pas détachés du contexte historique. Ainsi, en décembre 1940, au moment où semble s'annoncer — pour combien de temps? — le triomphe nazi sur le continent, Pie XII s'empare, dirait-on, de la notion d'ordre nouveau pour lui incorporer les exigences morales du christianisme (1). De là surtout naît un immense malentendu. Du côté russe, jugeant sur les seuls résultats matériels, on parlera, avec exemples partiels et régionaux à l'appui, de ralliement pontifical à l'entreprise germanique. Du côté allemand, on s'inquiétera d'une politique souple qui tendrait en dernière analyse à imposer une alliance et à promouvoir la domination de l'Église catholique au terme de la lutte : je signale ici une très suggestive et confidentielle brochure, éditée en juillet 1943, *Uberlegungen zur Politik des Vatikans im Kriege* (2). Soviétiques et nazis ne jugent pas tellement différemment une politique dont ils amplifient singulièrement les buts prochains. En fait, le message de Noël 1944 mettra en garde le camp vainqueur — celui des Alliés — contre tout esprit de vengeance : leçon symétrique de celle de Noël 1940, si l'on veut. La pensée profonde du Vatican s'enracine dans les deux grandes encycliques lancées par Pie XI en mars 1937, *Divini Redemptoris*, contre le communisme, et *Mit brennender Sorge*, contre le nazisme. Mais la politique du Vatican refuse la croisade idéologique, génératrice de haine et de division. A la nouvelle de l'alliance germano-soviétique, le Pape ne stigmatise pas publiquement les deux fléaux de l'Église qui viennent de s'associer matériellement. Les met-il sur le même plan? Commentant l'actualité, les expressions relevant directement ou non de l'autorité pontificale sont peut-être marquées de plus de sévérité en ce qui regarde les procédés soviétiques qu'à l'égard des méthodes nazies. Ainsi l'allocution au représentant de la Lithuanie, en octobre 1939 (« l'ombre sinistre de la pensée et de l'âme des ennemis de Dieu »), l'indignation témoignée lors de l'entrée des Russes en Finlande, ou encore telles émissions de *Radio-Vatican*, en janvier et mars 1941. Cependant, ne faudrait-il pas corriger cette impression par la remarque essentielle que le Vatican dispose de moyens diplomatiques pour défendre les intérêts de la religion et de l'Église auprès des Allemands, tandis qu'il se trouve contraint au débat public lorsqu'il se tourne vers Moscou? Mais, à partir de juin 1941, Pie XII s'impose vis-à-vis de l'U. R. S. S. la même contrainte que vis-à-vis de l'Allemagne : il renonce

(1) A. de Soras, *Directives de S. S. Pie XII*, Paris, 1945.
(2) Numéro spécial des *Streiflichter* de Salzbourg.

à tout examen, même doctrinal, de la politique soviétique. Lorsque les armées allemandes envahissent la Russie, qui semble vaciller, le monde se met à l'écoute du Vatican — et l'allocution pontificale du 29 juin ne souffle mot du communisme ; tandis que, trois mois plus tard, Roosevelt insistant sur l'évolution de la politique intérieure soviétique et le conviant à une prise de position antinazie, Pie XII, dans sa réponse, demeure sur le plan spirituel et s'abstient de parler de la Russie (20 septembre 1941)...

* * *

Ces principes fondamentaux (1) solidement posés, l'historien considère comme légitime la détermination *in concreto* de l'attitude de la Papauté à l'égard de telle ou telle nation en guerre. Nous n'examinerons pas ici le chapitre de la France, sur lequel nous manque encore pour 1940 le témoignage important de Wladimir d'Ormesson, si tels rapports de Léon Bérard projettent quelque lumière sur la trouble année 1941 (2). Mais nous croyons indispensable de considérer plus attentivement deux cadres où se projettent les grands problèmes de la politique pontificale — l'Allemagne et l'Italie.

Le Vatican et l'Allemagne

Manquant de base historique, M. M. Scheinmann a regardé avec des œillères un monde qu'il ne connaissait pas, ou qu'il ne voulait pas connaître. Ajoutons qu'il ne s'est pas référé, pour comparaison explicative, au *Kulturkampf*. On ne saurait, d'autre part, faire abstraction de l'ouvrage de Nathaniel Micklem, *National Socialism and the Roman Catholic-Church*, paru à Londres en 1939, ou des articles de Joseph Rovan (3). Paul Duclos, qui ne semble pas en avoir eu davantage connaissance, apporte néanmoins une contribution complémentaire sur ce délicat problème.

Il faut évidemment remonter aux débuts mêmes du régime hitlérien. Mais, à un régime totalitaire, le Vatican n'offrait-il pas ainsi, suivant la confidence même de Hitler, un moyen supplémentaire et appréciable — celui de « constituer une sphère de confiance particulièrement favorable à la veille de la lutte contre le judaïsme international »? La signature du Concordat d'empire (juillet 1933) étonne alors autant que celle de la déclaration germano-polonaise (janvier 1934) : deux lettres de

(1) Le caractère œcuménique de la pensée pontificale se retrouverait encore dans le chapitre de la lutte menée contre la guerre totale et les persécutions totalitaires, que nous n'envisagerons pas ici dans sa généralité. Citons simplement l'allocution du 1er septembre 1943 : « ... la brutalité d'une guerre totale qui conduit à dépasser toute limite de l'honnêteté et toute règle du droit divin et humain... ».

(2) Rapport de L. Bérard au maréchal Pétain sur le « Statut des Juifs », publié dans le *Monde juif* d'octobre 1946, et commenté par M. Vanino, *De Rethondes à l'île d'Yeu*, Paris, 1952, et par P. Duclos, *op. cit.*, p. 220-221.

(3) Le catholicisme allemand au temps d'Hitler, dans *Esprit*, décembre 1955 et janvier 1956, fragment d'une *Histoire politique des catholiques allemands*.

légitimité bien dangereuses, on serait tenté de dire engagements bien coupables. Secrétaire d'État, Mgr Pacelli a *accepté* de négocier un concordat qui couvrait pour la première fois le Reich entier et donnait au Vatican des « positions légales ». Déçu par le cours des choses, Pie XI lance (14 mars 1937) l'encyclique *Mit brennender Sorge*, dont personne ne peut mettre en doute la vigueur et la franchise, et, un an plus tard, les conditions de l'*Anschluss* bousculant les illusions des catholiques autrichiens, *Radio-Vatican* limite considérablement la portée des déclarations de Mgr Innitzer (1). Le pontificat s'achève dans une tension extrême, sans menace de rupture officielle, du reste. C'est, je crois, dans ce « moment » de 1937-1938 que se définit le mieux, pour le présent et pour l'avenir, la position du Saint-Siège entre les idéologies adverses et affrontées. Et particulièrement dans cette note à Berlin, signée Pacelli, en date du 30 avril 1937 — commentaire explicite des deux encycliques *Mit brennender Sorge* et *Divini Redemptoris* :

> Le Saint-Siège ne méconnaît pas la grande importance que revêt la formation des fronts de défense politique intérieurement sains contre le bolchévisme athée... Il sait... que contre les machinations ouvertes ou clandestines de la subversion qui visent à l'emploi illégal de la force, une mission et une fonction essentielles reviennent aux pouvoirs étatiques qui se rangent du côté de l'ordre, ainsi qu'à leur entente planifiée en vue de l'emploi des moyens extérieurs de la force contre le péril bolchévik... Toutefois, la dignité et l'impartialité dues à son office... obligent le Saint-Siège à ne pas fermer les yeux — après avoir condamné le système révolutionnaire et trompeur du bolchévisme — sur les erreurs qui commencent à s'insinuer dans d'autres tendances politiques et philosophiques et qui aspirent à y établir leur domination. Le fait que de telles erreurs se trouvent aussi à l'intérieur de fronts politiques de défense qui accusent une tendance générale antibolchévique ne peut constituer pour le magistère supérieur de l'Église une raison de les tolérer...

Voilà donc la situation, dans ses très grandes lignes, lorsque Mgr Pacelli monte sur le trône pontifical. Le Concordat a fait l'objet d'attaques multiples, les plus graves peut-être lancées par ceux qui le déclaraient périmé (2). Que va-t-il se passer? C'est à von Bergen que Pie XII accorde, le 5 mars 1939, la première audience diplomatique, dans laquelle il rappelle son propre discours au congrès eucharistique de Budapest (« que l'Église n'avait pas pour vocation de prendre parti dans les affaires purement temporelles entre les différents systèmes et méthodes qui entrent en question pour maîtriser les problèmes du présent ») : préambule à sa lettre du 13 au *Führer*, « extraordinairement plus amicale » que celle de Pie XI au Président de la République, juge von Bergen, et comparable à celle de Léon XIII à Guillaume Ier, prélude, on le sait, à la liquidation du *Kulturkampf* (3). Incontestable effort de détente,

(1) *Histoire politique des catholiques allemands*, janvier 1956, p. 65-66.
(2) Les articles de presse, notamment en novembre 1937. Voir Micklem, *op. cit.*
(3) *Akten zur deutschen auswärtizen Politik 1918-1945*, D, t. IV : *Die Nachwirkungen von München*, Baden-Baden, 1951, p. 525. A signaler, au t. I de la même collection, le chapitre consacré aux relations entre le Reich et le Saint-Siège de mars 1937 à septembre 1938, p. 759-855.

initiative de Rome pour rétablir la paix entre l'Église et l'État. La suite? Il est bien vrai que, contre la dictature néo-païenne du nazisme vidant le Concordat de sa substance, aucune démocratie chrétienne allemande ne se manifesta ; mais l'Église elle-même, dans sa hiérarchie, lutta (1). Avant la guerre déjà, et pendant le conflit, les rapports directs entre le Vatican et Berlin connurent plus d'un orage, sur le thème des persécutions religieuses : note de protestation du cardinal Maglione, 10 juillet 1939 (2), encyclique *Summi Pontificatus*, nouvelle note du 6 décembre, sans compter les émissions de *Radio-Vatican*, en particulier de novembre 1940 à mars 1941, etc. S'il accepte l'état de fait créé par la destruction de l'État polonais et l'annexion de « l'Alsace-Lorraine », le Vatican refuse de procéder à des changements canoniques tant que dure la guerre ; il n'admet que des administrateurs provisoires à Poznan, il ne remplace pas les évêques de Strasbourg et de Metz chassés de leur siège. Il publie, par résumé à l'usage de l'épiscopat, puis par diffusion radiophonique intégrale, le rapport de la Secrétairerie d'État sur les persécutions de l'Église dans l'archidiocèse de Gniezno-Poznan (janvier-mars 1940) — complément à la vigoureuse protestation qui déconcerte un instant Ribbentrop, dans la fameuse audience du 11 mars. Puis, sur la trame un peu monotone et imprécise des messages, de nouvelles notes de la Secrétairerie font relief, celles des 18 janvier 1942 et 2 mars 1943 sur la persécution religieuse en Pologne et le martyre des prêtres polonais à Dachau. Et, néanmoins — ici comme à l'égard de la France — la préoccupation essentielle du Saint-Siège ne s'accroche pas au régime et aux péripéties de sa politique temporelle ; au delà de l'Allemagne nazie, Pie XII veut voir l'Allemagne chrétienne, et surtout cette Allemagne catholique qu'il a connue et aimée, à Munich et à Berlin, dont il entretient et soutient la vie, qu'il juge indispensable à l'Europe chrétienne. D'où, par exemple, ces déclarations de septembre et octobre 1944 et encore cette allocution au Sacré Collège, le 2 juin 1945, qui condamne « l'hégémonie de la force ».

Le Vatican et l'Italie

Magnifique thème historique depuis plus d'un siècle... Pie XII cherche, dès le début de son pontificat, à orienter la politique italienne dans un sens pacifique : ainsi le *Duce* pourrait jouer en 1939 le même rôle conciliateur qu'on lui a prêté en 1938 à Munich, et retenir Hitler. En second lieu, il s'agit d'épargner à l'Italie, patrie bien aimée d'Eugenio Pacelli, les malheurs de la guerre, si celle-ci éclate en Europe.

(1) M. M. Scheinmann aurait pu citer von Galen et le curé Lichtenberg et encore l'évêque de Fulda (consulté en 1944 par le cercle des conspirateurs de Kreisau), trois hommes qui ne défendirent pas seulement les possessions et les droits de l'Eglise, mais la dignité de l'homme contre la tyrannie.

(2) P. Duclos, *op. cit.*, p. 177.

Puis, l'Italie précipitée dans le conflit, d'abréger l'épreuve, dans toute la mesure du possible. Enfin, et au besoin contre le gouvernement italien lui-même, le Vatican doit utiliser toutes les ressources de son statut international d'État neutre pour exercer, par voie ouverte ou couverte, les différentes missions de l'Église, en particulier celles qui dérivent précisément de l'état de guerre. Quelques pages des souvenirs de Guariglia et surtout la documentation inédite dont a disposé P. Duclos (1) viennent éclairer non pas, certes, l'ensemble de ce chapitre, mais ses aspects principaux.

A partir de juillet 1939, le P. Tacchi-Venturi, S. J., en relation avec Mussolini depuis les négociations du Latran, et Mgr Borgongini-Duca, le nonce, agissent auprès du *Duce* et de Ciano, en faveur d'une démarche du gouvernement italien auprès de celui de Berlin. Leurs plaidoyers ont peut-être soutenu les réserves présentées par Ciano à Salzbourg et à Berchtesgaden (11-13 août) (2). Après l'échec de sa proposition directe du 31 août, que nous avons vue plus haut, le Saint-Siège lutte contre l'intervention de l'Italie. Tout le pousse à cet effort désespéré : l'horreur de la guerre, la nécessité pour gouverner l'Église de maintenir ses communications avec le monde, l'opportunité des services que rendrait à la pacification générale une Italie neutre, la connaissance de la mentalité italienne et l'attachement du peuple au Saint-Siège... Le P. Tacchi-Venturi se rend au palais de Venise dès le 6 septembre et Ciano reçoit, dès la fin du mois, les remerciements personnels du Pape pour ses interventions. On sait qu'il a été décoré, avant la fin de l'année, de l'Éperon d'or. L'échange de visites entre le Souverain Pontife et la famille royale (21 et 28 décembre) s'inscrit dans cette perspective. Témoin (alors désintéressé), Guariglia note que « l'absence de Mussolini et les démonstrations *spontanées* de la part du peuple aux deux souverains prouvaient que la signification de cette rencontre... se résumait en un seul mot : paix (3) ». Ciano avertit la Secrétairerie du vertige mussolinien, à l'annonce de la prochaine grande offensive allemande, le 24 janvier 1940 (4), puis le 29 février (5). Le *Duce* franchit le pas au lendemain de l'entrevue du Brenner (17 mars), poussé par les nouvelles de Narvik ; c'est alors qu'il adresse des reproches au Vatican. Le cardinal Maglione répond, le 10 avril : « Il n'est aucun besoin de recourir à de prétendues instructions pour expliquer que les invocations et les prières se fassent maintenant plus insistantes. Le désir de paix est profond et répandu en Italie. » Pie XII se décide à écrire, le 24, une lettre auto-

(1) Renseignements donnés par la famille de Russo en ce qui concerne les tractations diplomatiques et manuscrit de Montefiore sur la situation à Rome pendant l'occupation allemande.
(2) P. Duclos, *op. cit.*, p. 107.
(3) R. Guariglia, *op. cit.*, p. 147.
(4) *Ibid.*, p. 147. Guariglia se réfère ici à *L'œuvre de paix de S. S. et l'Italie*, Typographie polyglotte vaticane.
(5) P. Duclos, *op. cit.*, p. 113.

graphe au *Duce* : « En une heure d'une telle gravité pour l'Italie et pour le monde, le Souverain Pontife... fait appel au sens de responsabilité de celui qui tient les rênes du gouvernement de la nation italienne... Le Saint-Père forme, du plus profond de son cœur, le vœu ardent que de plus vastes ruines et des deuils plus nombreux soient épargnés à l'Europe, et qu'en particulier soit épargnée à notre cher pays, à votre pays, une aussi grande calamité. » Mais Mussolini d'invoquer « l'honneur, l'intérêt, l'avenir ». Pie XII recourt au « spectaculaire », allant à l'église de la Minerve et, par une allocution en faveur de la paix prononcée au milieu des fidèles, définissant avec netteté les positions respectives du Vatican et du gouvernement fasciste (5 mai).

Puis un long silence, dans l'Italie en guerre. Je sais bien que les auxiliaires du Souverain Pontife ne l'admettent pas, ce silence, et récapitulent messages et articles à interpréter. Je sais bien aussi que l'*Osservatore romano* se débat dans les difficultés (à commencer par celle de l'insertion des communiqués de guerre) et que son directeur, Dalla Torre, ne se sent en sûreté qu'au Vatican, à partir de 1942. Je sais bien que la censure de *Radio-Vatican* maintient péniblement un certain libéralisme, grâce au cardinal Maglione et au R. P. Ledochowski, jusque vers la fin de 1942, et que, d'une façon générale, la neutralité du Vatican détermine de fréquentes interventions de l'Italie mussolinienne (1). Mais il semble improbable que l'histoire n'enregistre pas cet effacement politique de la Papauté, dans la phase d'expansion italo-allemande. Gardons-nous de délimiter ce moment critique au moyen des grands événements militaires de novembre 1942 : le Vatican s'intéresse à nouveau aux possibilités de paix dans l'été de 1942. Seulement la faiblesse réelle et la subordination de l'Italie lui imposent une procédure nouvelle.

C'est en août 1942 que s'ouvre la « négociation Russo », dont les épisodes s'échelonneront sur une année. Ami de Nitti comme du cardinal Maglione, pacifiste — et futur président du Comité de libération italien — Domenico Russo arrête avec le Secrétaire d'État le projet d'un sondage des milieux gouvernementaux allemands, pour s'assurer de l'accueil que recevrait une initiative pontificale de suspension des hostilités et de conférence générale. Hitler fit répondre (par quels chemins?) qu'il accepterait une intervention pontificale en faveur de la paix ; pour son « désintéressement » à l'Ouest, il revendiquerait une grande liberté à l'Est (Ukraine). Le débarquement allié en Afrique du Nord (8 novembre 1942) suspendit la décision pontificale (dont nous ignorons encore tout préliminaire), et ce fut en vain que Russo renouvela sa tentative par le circuit de Berne (le président Celio et le nonce Bernardini) : le Vatican se renferma dans son silence. L'acceptation britannique d'une éventuelle offre de médiation pontificale, obtenue par le même Russo (juin 1943), peut rouvrir la discussion. Mais, cette fois, c'est l'interlocu-

(1) P. Duclos, *op. cit.*, p. 28-29.

teur britannique (Osborne) qui se dérobe à l'ouverture du cardinal Maglione, en juillet — le débarquement en Sicile ayant annulé ses instructions antérieures... Mussolini tombé (25 juillet), Guariglia, devenu ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Badoglio, consultera son « ami » le cardinal Maglione, dès le 31 juillet (1), mais dans cet intermède de négociation avec les Alliés, la diplomatie pontificale ne peut agir sans se compromettre aux yeux des Allemands — et demain, elle ne pourra se manifester sans paraître agir pour le compte des Allemands. Retour à l'immobilité...

La « politique romaine » du Vatican : la moins mal connue, la plus intéressante peut-être. Pie XII a voulu soustraire au moins la Ville Éternelle aux horreurs des bombardements. Il a obtenu en son temps la promesse du gouvernement français, mais, dès l'été de 1940, la menace rôda dans le ciel romain, d'autant plus que les Allemands s'installaient à Frascati, tandis que Rome même réunissait ministères et commandements militaires, gares de transit et dépôts. Un nouveau front de guerre ouvert sur la rive voisine de l'Afrique du Nord, le cardinal Maglione négocia, à partir du 4 décembre 1942, avec l'ambassadeur Guariglia (2). Admettant la nécessité d'éloigner de Rome les quartiers généraux, Mussolini accepta même (21 décembre) le texte de Guariglia annonçant que le *Duce* quitterait la capitale. L'application ne suivit que très incomplètement, par la mauvaise volonté de Mussolini (3), la subsistance des commandements allemands, l'exigence britannique d'un contrôle neutre. Conscient de l'imminence du danger, le Vatican s'adressa au président Roosevelt, avec un médiocre succès (mai-juin 1943). La Ville Éternelle ne connut pas d'alerte jusque dans l'été de 1943. Suivant Guariglia, les Alliés ne voyaient pas « les opportunités politiques et militaires » d'un bombardement de la capitale italienne. Le 19 juillet, tout changea brusquement, avec la dévastation du quartier de la gare de Saint-Laurent : Pie XII se rendit sur les lieux de la catastrophe et écrivit le soir même à Roosevelt. Néanmoins, un second bombardement atteignit la basilique du Latran, le 13 août, provoquant la même sortie pastorale du Pape. Dès le lendemain, Badoglio proclamait Rome ville ouverte. Mais l'occupation allemande remit tout en question dès le mois suivant, et Rome subit de nouveaux bombardements. Après ceux des 3 et 5 mars 1944, Pie XII s'adressait (le 12), depuis le balcon de Saint-Pierre, au monde entier — prière et condamnation, renouvelées plus fermement encore le 2 juin : « Quiconque oserait lever la main

(1) R. Guariglia, *op. cit.*, p. 261.

(2) Voir, notamment, le texte de la note-résumé du cardinal Maglione, en date du 20 décembre, dans R. Guariglia, *op. cit.*, p. 200-202.

(3) Mussolini ne s'est jamais départi de sa méfiance vis-à-vis du Saint-Siège. A l'automne de 1942, il rejette la responsabilité morale des premiers bombardements de Gênes et de Turin sur le Pape : Myron Taylor a recueilli, au Vatican, suffisamment d'indices pour croire au défaitisme général des Italiens... (R. Guariglia, *op. cit.*, p. 215).

contre Rome serait coupable de matricide. » En fait, Rome a échappé aux bombes, depuis mars.

Outre la protection générale de « cette Rome admirable qui appartient à tous les temps et à tous les peuples » (12 mars 1944), le Vatican a exercé, à l'intérieur de son domaine temporel, son droit d'asile. Ce droit était lié, juridiquement, à l'ensemble de la propriété vaticane — Cité vaticane et établissements religieux de Rome. Dans le contexte historique des années 1943 et 1944 — une masse bigarrée de hors la loi s'étant accumulée dans la Ville Éternelle — la protection des fugitifs réservait une foule de difficultés et de dangers, surtout à partir de « l'ère allemande », lorsque le nombre des réfugiés s'élève à quelque 40.000, dont un septième d'Israélites, pour l'ensemble des « maisons religieuses ». Le Vatican fait l'objet d'une mise en quarantaine, et bientôt « la bande de Koch » ne respectera pas son périmètre. Officiellement, l'autorité vaticane ignore les quelques centaines de privilégiés qui ont trouvé un asile permanent dans la Cité même et les milliers d'autres qui campent (par exemple à Saint-Jean-de-Latran). Elle maintient dans sa rigueur le principe du droit d'asile (cf. *Osservatore romano*). Dans la pratique, la clôture des monastères est levée avec l'approbation tacite de Pie XII ; « Mgr Golf » assure la fuite de nombreux prisonniers évadés ; l'Église dispute les réfugiés à la Gestapo (chapitre des bonnes relations établies entre le P. Pfeiffer, de la *Société du Sauveur divin*, et le général Stahel, commandant militaire, son compatriote bavarois).

Nous touchons ici un point délicat : si le Vatican a multiplié les gestes de charité, il n'a pas fait reculer la Gestapo lorsque celle-ci s'est emparé de Juifs. On a parfois abordé cette question (1) sous un autre angle, en reprochant au Saint-Siège son silence officiel devant les rafles de Juifs italiens opérées à partir du 16 octobre 1943. En fait, Mgr Hudal, recteur de Santa Maria dell'Anima, protesta, dès le 16 octobre, auprès du général Stahel, menaçant d'une prise de position publique du Vatican. Celle-ci tardant (pourquoi? ignorance de l'hésitation des nazis, sentiment d'être insuffisamment informé des faits, conscience du danger qu'il y aurait à heurter de front le régime nazi), l'ambassadeur Weizsaecker a rassuré son gouvernement, dès la fin du mois — et la Gestapo s'est trouvée maîtresse. Les responsabilités se nuancent donc. La conséquence immédiate de l'épisode d'octobre, c'est la paralysie du Vatican : car, depuis l'incursion de la « bande de Koch » au séminaire lombard (22 décembre) et la fructueuse perquisition des « gardes » du questeur de Rome à Saint-Paul-hors-les-Murs, dans la nuit du 3 au 4 février, il n'y a plus de liberté du Saint-Siège.

(1) *Le Monde juif*, décembre 1950.

* * *

Mais cette liberté perdue, c'est la liberté civique, celle qui est inséparable de l'État, celle qui dépend de conditions matérielles et morales relevant du seul domaine de la politique. Une nation a besoin de sa liberté physique pour se maintenir et s'épanouir. L'Église romaine, elle, place en première ligne le souci d'une « grande mission spirituelle et chrétienne ». Au besoin, elle affranchit la liberté morale des contingences temporelles. N'a-t-elle pas exhorté la France, par l'intermédiaire de son épiscopat (29 juin 1940), à « faire de son malheur le levier d'une nouvelle ascension spirituelle »?

Sans doute le Saint-Siège a-t-il voulu, d'abord et toujours, préserver l'unité catholique, et même la prépondérance morale du catholicisme, sans jamais renoncer, d'ailleurs, à exercer la charité du pasteur et à ménager les voies d'une paix de justice. D'engagement dicté par une « sainte colère », il ne pouvait être question, d'autant que chaque antagoniste — libéral ou totalitaire — garantissait certaines exigences de la vie spirituelle et en violait d'autres. La « politique vaticane » pendant la deuxième guerre mondiale, pratiquée en dehors des normes dites nationales, s'est-elle mise en mesure d'inspirer la « meilleure paix » définie par le radio-message du 1er septembre 1945 (1)? A-t-elle su maintenir l'œcuménisme de son magistère, sans accorder une place privilégiée aux problèmes allemands et italiens? A-t-elle, dans la tourmente, sauvé par ses compromis (ou ceux de ses évêques) plus de valeurs humaines qu'elle n'a semblé en abandonner (2)? Redoutables questions, ouvertes à l'historien de demain. Au reste, elles ne mettent pas en cause, est-il besoin de le préciser, la seule personnalité du Souverain Pontife. Pie XII n'a pas conduit seul la barque de Saint-Pierre. Pour nous borner au cadre italien, un évêque de Parme, un archevêque de Gorizia ou de Milan ont accordé au patriotisme bien plus que le Pape ne désirait ; les divers rouages administratifs du Vatican ont répondu (dans quelle mesure?) à certaines sollicitations des belligérants ; des laïques, nous l'avons vu, ont parfois pris de graves initiatives. Comment la guerre a-t-elle affecté l'absolutisme de la monarchie pontificale? Encore une grande question historique...

Fernand L'Huillier.

Faculté des Lettres, Dijon.

(1) A rapprocher de la sorte d'appel à la France, qui allait « élever de nouveau sa voix dans l'élaboration d'une Europe nouvelle, dans la restauration d'une culture chrétienne, selon la doctrine catholique sociale » (10 mai 1945).

(2) Rapport du nonce Orsenigo, 27 juin 1942 : le gouvernement allemand n'acceptera plus aucune requête concernant des territoires n'appartenant pas à l'ancien Reich.

LE CAMP DES ASPIRANTS (I)

On s'étonnera peut-être de voir présenter ici une vue sommaire de l'histoire d'un groupe de prisonniers. En vérité, nous sommes parfaitement conscient de ne pas avoir fait réellement travail d'historien. C'était d'ailleurs impossible : il existe, en effet, des sources fondamentales que les règlements d'archives interdisent formellement de consulter.

Il a paru cependant utile d'attirer l'attention de ceux qui s'intéressent aux problèmes de la captivité de guerre sur le cas des *Aspirants*. Nous avons donc dû faire fond avant toute autre source sur des témoignages. Le nôtre d'abord, puisque nous avons participé à la vie du groupe. Ceux ensuite que nous avons pu recueillir auprès de nos camarades. Parmi ceux-ci, quelques-uns ont été fournis oralement, d'autres ont été rédigés. Ils sont d'ailleurs peu nombreux. Le nombre de témoins important moins que leur qualité, nous nous sommes efforcés d'interroger de préférence ceux qui, par le rôle joué, nous ont paru susceptibles de donner les informations les plus intéressantes. Nous n'y sommes pas toujours parvenu.

Quelques souvenirs ont été publiés. On en trouvera dans le bulletin de l'Amicale du camp des Aspirants, l'*Aspi*, en particulier dans le numéro de juillet 1955, publié à l'occasion du dixième anniversaire de retour de captivité. Nous utiliserons abondamment l'ouvrage de Roger Debouzy, *A marée basse.* L'auteur, libéré en décembre 1943, a rédigé son livre en s'appuyant sur un journal tenu en Allemagne. Il s'agit donc d'une source fondamentale, en particulier pour la chronologie.

Le livre de l'abbé Félix Prieur, *6881 VII A. Mémorial de guerre et de captivité*, (1) a le gros intérêt de raconter l'expérience d'un Aspirant qui fut aumônier de kommando et qui participa à la tragique évacuation de la Prusse orientale vers l'Ouest en 1945.

Quelques très rares documents concernant les Aspirants ont été publiés dans *La Délégation française auprès de la Commission allemande d'Armistice* (2) — recueil de documents publiés par le Gouvernement français, au t. II (1950) et III (1952).

L'histoire des Aspirants, comme celle des années 1940-1945 en général, est susceptible de soulever encore des passions, de heurter certaines susceptibités. Nous avons fait tout notre possible dans cette esquisse pour éviter de choquer les uns ou les autres, nous efforçant de comprendre sans parti pris. Si nous n'y avons pas réussi, nous serons les premiers à reconnaître que nous avons échoué dans notre tentative.

On trouvera dans notre étude quelques noms propres qui ont déjà été imprimés. Nous avons volontairement évité d'en citer d'autres.

Les citations entre guillemets, sans référence, viennent de témoignages écrits.

(1) Montréal, éditions Fides, 1948.
(2) Que nous appellerons : *D. F. C. A. A.*

Quiconque n'est pas au courant du cas des Aspirants prisonniers se demandera sans doute pour quelle raison cette catégorie, bien peu nombreuse, de l'armée française de 1940 mérite d'être considérée à part. C'est que les Aspirants ont connu, durant presque toute la durée de leur captivité, un destin véritablement original. La raison en est d'abord dans la situation juridique, administrative, qui était la leur. Ce fut (et ce l'est peut-être encore) un beau sujet de discussion byzantine que de savoir si l'Aspirant était un officier ou un sous-officier. En fait, le règlement militaire disait expressément qu'il était le plus élevé en grade des sous-officiers. Comme les sous-officiers, il avait droit au logement dans les casernes. Il pouvait fréquenter leur mess. Mais dans la pratique il était absolument assimilé à un officier non seulement par son emploi et par sa solde (ce dernier point étant fort important pendant la durée du service militaire), mais aussi par une large tolérance. L'Aspirant était couramment considéré comme un des leurs par les officiers, admis en temps de guerre à leur popote. Les subordonnés l'appelaient en règle générale « mon lieutenant », et il portait à son pantalon, détail symbolique, la bande caractéristique des officiers au lieu du passepoil. L'Aspirant était donc, le mot a fait fortune, un hybride.

Or, la *Convention de Genève* avait fixé le sort des prisonniers en les divisant en deux grandes catégories, sous-officiers et hommes de troupe d'une part, officiers d'autre part. Ainsi se trouvait posé le problème des Aspirants. Devaient-ils être envoyés dans les oflags ou dans les stalags? En réalité, les choses étaient plus simples. La *Convention de Genève* avait prévu des soldes pour les officiers prisonniers. Conformément à ce qu'elle prévoyait, les belligérants se communiquèrent en septembre 1939 les grades de leurs armées. Il aurait donc été facile de fixer la situation des Aspirants. On ne le fit pas. On oublia même, pour une raison qui nous échappe, et qui n'est peut-être qu'une simple erreur, de signaler leur existence. Ainsi les Allemands ignoraient-ils tout des Aspirants, qu'ils considérèrent comme des élèves officiers sans grade véritable. Ils pouvaient, avec le droit pour eux, leur refuser de séjourner dans les oflags. Il se passa donc presque partout la même chose. Les Aspirants suivirent les officiers, mais, au moment où l'on commença de payer les soldes, les autorités allemandes s'aperçurent de la présence d'un groupe de militaires non reconnus officiers et décidèrent de les expulser vers les stalags.

Ce fut l'origine des tribulations que les Aspirants connurent. Elles se terminèrent au printemps de 1941, pour des raisons sur lesquelles il nous faudra revenir, par la création d'un camp spécial, *Aspiranten lager*, inclus dans le stalag I A à Stablack über Eylau, en Prusse orientale. En fait, la situation de ce camp évolua vers le régime hybride qui correspondait sans doute au grade de ceux qui y furent parqués ; nous voulons dire qu'il ressembla par bien des côtés à un oflag, tout en conservant avec l'extérieur des contacts qui étaient ceux d'un stalag. Les conditions ma-

térielles, morales et politiques y furent sans contredit très particulières. C'est ainsi que le camp fut doté d'un encadrement d'officiers supérieurs, désignés par le Gouvernement français de l'époque, qui s'efforça à la fois d'améliorer le sort des prisonniers et d'y développer les principes du régime de Vichy. Disons aussi qu'au bout d'un certain temps, un grand nombre d'Aspirants se déclarèrent volontaires pour le travail, les conditions offertes étant d'ailleurs assez favorables. Ainsi s'organisa une vie originale qui, après les fluctuations inévitables, s'acheva en août 1944 lorsque le camp fut évacué vers l'ouest.

L'histoire des Aspirants — l'esquisse que nous tentons ici — doit inévitablement tenir compte des grandes phases que nous venons de souligner. Avant, pendant et après Stablack, ce sont là sans doute les divisions fondamentales. Mais la période de Stablack est elle-même trop longue, trop complexe pour que l'on puisse l'étudier d'un seul coup. Il nous faudra ici ntroduire des nuances.

I. — Les Aspirants avant Stablack.

Les Aspirants ne connurent pas tous le même destin après leur capture. Quelques-uns restèrent avec leurs hommes et ne connurent jamais les camps d'officiers. Il est probable que certains d'entre eux ne furent jamais recensés et passèrent toute la durée de leur captivité dans des conditions identiques à celles des sous-officiers. Mais l'immense majorité des Aspirants partagea le sort des officiers. On peut citer le cas d'individus isolés qui furent transférés d'un stalag à un oflag.

Les souvenirs que les Aspirants ont gardé de cette période sont très contradictoires. Beaucoup conservent l'impression d'avoir vécu dans une ambiance qui leur était défavorable. « Le corps, en tant que corps des officiers dans son ensemble, n'a pas été bien à notre égard. » D'autres témoignages sont plus précis encore : « Impression générale mauvaise ; relations bonnes avec les officiers subalternes, mais mauvaises avec les officiers supérieurs. On sentait que l'Aspirant était l'indésirable, l'enfant pauvre de la famille. Certains officiers ont suggéré d'abandonner sur leur solde (lager marks) quelques marks qui seraient répartis aux Aspirants : Vives protestations dans le milieu officiers supérieurs. Si les Aspirants veulent de l'argent, qu'ils travaillent. Certains suggéraient d'envoyer leurs ordonnances au travail et de les remplacer par des Aspirants. » « ... Les premiers temps, franche camaraderie entre officiers et Aspirants. Malheureusement, l'octroi aux Aspirants de 15 marks mensuels prélevés sur la solde des officiers français du camp semble avoir gâté cette camaraderie. Au moment de notre départ du camp, peu d'officiers se sont dérangés pour venir nous souhaiter bonne chance. » Certains Aspirants, à leur arrivée dans un stalag, étaient même persuadés que leur expulsion de l'oflag avait été demandée par des officiers français.

Que dire de ces impressions pénibles, d'ailleurs pas unanimes? Sans doute qu'elles portent la marque d'un moment particulièrement déprimant de la captivité, celui où l'épuisement et la faim mirent à vif les nerfs

des prisonniers, portèrent à un degré très haut leur susceptibilité, les rendirent sensibles au moindre incident, à la moindre réflexion, et les poussèrent trop facilement à l'amertume et à la récrimination, voire à une sorte de manie de la persécution. Il est vrai que la question de la solde des Aspirants provoqua quelques discussions et quelques difficultés. Mais nous ne croyons pas que beaucoup d'Aspirants aient été en fin de compte abandonnés, soit qu'un prélèvement systématique sur les soldes ait été opéré par les autorités françaises du camp, soit que les aspirants aient été adoptés, parrainés par des officiers de leur unité, quelquefois même, volontairement, par les plus élevés en grade.

En vérité, s'il a pu y avoir une atmosphère un peu trouble, elle ne vient probablement pas de la mise en contact des Aspirants et des officiers. Elle vient plus simplement du heurt des générations, l'oflag étant une sorte de creuset où avaient bien du mal à se comprendre, compte tenu encore une fois de la dureté des conditions de vie à l'époque dont nous parlons, des hommes que la hiérarchie et l'âge rendaient si différents, si peu aptes à réagir de la même façon, matériellement et moralement, devant les événements. Nous ne croyons pas que l'on puisse citer des heurts fréquents entre Aspirants et sous-lieutenants ou jeunes lieutenants ; nous croyons, par contre, que l'histoire des oflags confirmera qu'un clivage s'est fait en fonction de l'âge. C'est parce qu'ils étaient jeunes que tant d'Aspirants ont éprouvé à tort ou à raison cette sensation de malaise, tout comme d'autres jeunes officiers. Ce n'est pas parce qu'ils étaient Aspirants.

Tous ne furent pas d'ailleurs expulsés des oflags. Un groupe, non sans importance (une centaine environ), demeura à l'Oflag XIII A jusqu'en mai 1941 et fut transféré directement à Stablack. Mais la quasi-totalité des Aspirants connurent alors une période dont ils ont dans l'ensemble gardé un mauvais souvenir.

Les conditions d'existence étaient, en effet, telles dans les stalags que ceux qui venaient de quitter un oflag ne pouvaient manquer d'avoir une impression de chute. La nourriture, sans être systématiquement moins abondante, était moins soignée. Les conditions de logement changeaient beaucoup plus. Les stalags étaient surpeuplés et on y logeait les prisonniers dans tout ce qui avait un toit. L'entassement était la règle : « Entassement considérable. On dort sur le côté ou sur le sol. » Certains Aspirants qui avaient été installés à l'oflag dans de petites chambres se trouvèrent brutalement « dans de grands hangars sombres, froids et sales, aux issues rares, aux fenêtres petites ».

Plus encore que les conditions matérielles, les conditions morales étaient nouvelles. Les officiers prisonniers avaient droit à un minimum de considération de la part de leurs gardiens. On semblait vouloir respecter non seulement le droit — nous voulons dire la *Convention de Genève* — mais aussi de vieilles traditions militaires, voire de vieux

mythes chevaleresques, qui enjoignaient aux vainqueurs de respecter le vaincu malheureux. Rien de tout cela ne subsistait dans les stalags de l'été et de l'automne 1940. Débordés, du reste, par la masse considérable qui affluait, les Allemands, pour contrôler et manier cette foule, se comportaient comme les gardiens d'un troupeau. Le soldat allemand ne faisait aucune différence entre le deuxième classe français et le sous-officier. On imagine qu'il ne se préoccupait guère de savoir ce qu'était un Aspirant. Les autorités allemandes du stalag XI A trouvèrent même normal de mettre la centaine d'Aspirants qui y débarquèrent, en août 1940, sous l'autorité d'un adjudant chef et d'un sergent chef français.

L'ambiance qui régnait alors dans les stalags contribua fortement à renforcer la pénible et déprimante impression qu'eurent les Aspirants à leur arrivée. Préoccupés, entièrement dominés même, par le problème de la faim, les prisonniers n'avaient qu'un souci, trouver par n'importe quel moyen un supplément de nourriture. Le mieux était sans doute d'obtenir un emploi dans l'administration ou les services du camp (l'idéal était de travailler aux cuisines). Faute de cela, on pouvait encore chercher à participer à une corvée, régulière ou exceptionnelle ; on courait la chance de trouver sa récompense dans l'octroi d'une gamelle de soupe supplémentaire et l'épluchage des pommes de terre était particulièrement recherché. Il restait en dernier lieu encore un espoir ; connaître quelqu'un de bien placé et obtenir de lui quelque chose, soit par amitié, soit moyennant un « échange ». Les Aspirants découvrirent ainsi brusquement tout un monde de trafic, de marché noir, toute une société, avec ses castes et ses privilégiés, dont ils ne se faisaient auparavant aucune idée.

Il s'agissait donc pour eux de s'adapter, et on peut se demander dans quelle mesure leur grade a ou n'a pas facilité cette adaptation nécessaire à la vie du camp, dans quelle mesure leur situation d'officiers de fait a affecté leurs relations avec la masse des prisonniers des stalags. A en croire certains Aspirants, le premier contact aurait été franchement mauvais : « Arrivée déplorable — hostilité — nous étions des presque officiers. Hostilité et persiflage des sous-officiers. Vilain esprit de revanche, à l'occasion de la défaite. » Il est, en effet, possible que beaucoup de soldats aient éprouvé une certaine satisfaction à voir des officiers partager leur sort peu enviable. Il nous semble, cependant, que c'est aller trop loin que de parler d'hostilité : indifférence suffit. Dans la vie du stalag, les distinctions de grade n'existaient pas. Seules comptaient les différences que la débrouillardise ou le hasard des circonstances avaient créées. Le besoin de se raccrocher à une hiérarchie, de retrouver des chefs, des conseillers, ne nous paraît vraiment pas avoir existé, au moins au début. Il faudrait d'ailleurs établir une nuance entre l'attitude des hommes de troupe et celle des sous-officiers. C'est sans doute parmi ces derniers que l'on a pu trouver les sentiments les plus défavorables. Le sous-officier, surtout de carrière, n'a probablement jamais eu de sympa-

thie excessive pour l'Aspirant, jeune blanc-bec frais émoulu de l'école. Mais les choses s'aggravaient encore en captivité, car un certain nombre de sous-officiers avaient occupé les situations avantageuses qui existaient dans les camps, et ils craignaient de voir arriver avec les Aspirants des concurrents dangereux, susceptibles de les déposséder. Quant aux autres, les non-privilégiés, ils voyaient devenir plus difficiles l'accès à ces places tant convoitées.

Quoi qu'il en soit de cette délicate question, on ne conteste pas que petit à petit les rapports s'améliorèrent, devinrent normaux, normalement amicaux. « Des rapports d'hommes à hommes sont nés. Des préventions sont tombées. Chacun de nous a retrouvé des solidarités (de régiment, d'arme, d'origine régionale) (1). » Les « nouveaux » furent assimilés par l'organisme immense où ils étaient jetés. Mais leur position dans la vie du camp dépendit beaucoup de la façon dont se fit l'adaptation. Les Aspirants occupèrent, selon les stalags, une place plus ou moins importante, plus ou moins originale. Et cette place dépendait beaucoup de leur réaction devant les brimades des Allemands. Car, pour les Aspirants, comme pour les autres sous-officiers, une question se posa bien vite, celle du travail.

L'oflag vivait sur lui-même, sans rapport avec le monde extérieur. L'officier prisonnier devait organiser sa vie, par principe, à l'intérieur du barbelé. Le stalag, par contre, devait vivre comme centre de répartition de main-d'œuvre. L'idéal était pour les Allemands de n'y laisser qu'un minimum de services indispensables, poste, secrétariat et fichier, hôpital, baraques de passage. Les non-travailleurs constituaient une charge, une gêne. Or, les sous-officiers, d'après la *Convention de Genève*, ne pouvaient travailler que s'ils étaient volontaires. Les Allemands supportèrent difficilement cette situation. Ils profitaient quelquefois de l'ignorance que beaucoup avaient de leur droit pour envoyer des sous-officiers en kommando avec les hommes de troupe, sans leur poser la question préalable. Mais dans la plupart des cas on en vint à des brimades. Exercices militaires souvent très pénibles, en raison de la faiblesse physique des prisonniers, appels, contre-appels, fouilles, se succédèrent, alternant avec les promesses de meilleures conditions d'existence. Seuls échappaient à ces brimades ceux qui avaient un emploi.

La situation des Aspirants était particulièrement délicate. Ils formaient presque partout des groupes compacts, visibles, dont l'attitude était facilement repérable par la masse des prisonniers. L'immense majorité d'entre eux souhaitait bénéficier du traitement des officiers et dans ces conditions se devait de refuser le travail, plus que les sous-officiers ordinaires. Beaucoup continuaient de considérer l'Allemand comme l'ennemi et sentaient que toute participation à la vie économique du pays était une aide qu'il était gênant d'apporter. Les brimades provoquaient, du reste, une réaction assez spontanée ; on voulait montrer

(1) Une des plus curieuses, signalée par l'auteur du témoignage que nous citons, est celle qui rapprocha les cavaliers.

qu'on ne céderait pas devant elles. Tous ne raisonnaient pas cependant de cette façon. Certains estimaient que la guerre était finie et qu'ils avaient parfaitement le droit de chercher les meilleurs conditions d'existence. Lorsque la vie au stalag était intenable, pourquoi ne pas tenter sa chance en kommando? « Pendant trois semaines, je suis volontaire pour travailler... pour des raisons élémentaires et aussi pour préparer une évasion. » « J'ai été dès le début (c'est-à-dire avant les brimades) volontaire pour le travail, sur le conseil de mon chef de corps au départ de l'oflag et convaincu que ce serait très long. Désireux avant tout de m'entretenir, de tenir et si possible de servir. Désireux aussi de nouveauté, d'en finir avec l'ennui. Désireux d'améliorer les conditions matérielles de vie. A distance aujourd'hui je vois bien ce que cela a pu comporter de faiblesse. Je ne veux pas qu'on méconnaisse ce que cela comportait de sagesse, de risque, de peines acceptées, de bonne volonté aussi. Tout compte fait, je n'ai jamais cessé de penser que j'avais eu raison. »

Tout dépendait donc de l'intensité de la pression allemande, de la dureté de la vie au camp, de l'état d'esprit des Aspirants. Il est difficile de donner des pourcentages. Mais on peut affirmer qu'un très petit nombre d'Aspirants partirent à cette époque au travail. Un cas particulier est cependant à signaler, celui du Stalag II B, où les aspirants auraient été expédiés de force en kommando (1). Mais ailleurs il n'y eut que des isolés. A notre connaissance, dans un seul stalag, le XI A, un groupe important, minorité toutefois, choisit le kommando. Il en résulta, d'ailleurs, lors du regroupement de mars 1941, un certain malaise.

Au Stalag IV B, les Aspirants, peu nombreux d'ailleurs (une trentaine), formèrent durant leur séjour un groupe presque autonome que les Allemands laissèrent en paix. Ils proposèrent naturellement d'aller au travail, mais, devant un refus unanime, ils n'insistèrent pas. Les relations avec les soldats furent d'ailleurs bonnes. Ceux de la baraque où les aspirants furent logés n'exigèrent même pas leur participation aux corvées communes. De leur côté, les Aspirants restèrent en dehors de la bureaucratie du camp. Aucun d'eux n'occupa de fonction.

Au Stalag XVII A, où les aspirants étaient très nombreux (6 à 800), la pression fut très faible. Les Aspirants semblent s'être assez solidement incrustés dans le camp et y avoir conquis un rôle important. « Le moral n'y était pas très élevé. Nous avons contribué à le rendre meilleur en amenant les Allemands à nous laisser le soin de réorganiser le camp (cuisines, postes, etc.) pour le profit du plus grand nombre. Par ailleurs, nous avons gêné les Allemands en instruisant les sous-officiers de leur droit de

(1) L'affaire est signalée (au conditionnel) par le directeur des services des prisonniers de guerre dans une lettre du 17 décembre 1940 (*D. F. C. A. A.*, III, p. 399). Debouzy mentionne l'arrivée au I A d'une cinquantaine d'Aspirants venant d'un kommando très dur de Poméranie (*Autostrade*), qui déclarèrent n'avoir pu s'opposer à leur envoi au travail (p. 157-158). D'après nos renseignements, les Aspirants en question auraient été victimes des brimades particulièrement dures (suppression de la moitié de la ration alimentaire aux sous-officiers réfractaires).

refuser le travail et en incitant les hommes à opposer la force d'inertie aux ordres des Allemands. »

Au Stalag VIII C (où les Aspirants finirent par être 500), la situation fut plus dure. Les Aspirants constituèrent un bloc compact, très décidé, qui non seulement refusa le travail, mais manifesta une turbulence systématique. Tentatives d'évasion, propagande antiallemande (des Aspirants allaient lire des bulletins d'information dans les baraques et furent accusés, non sans raison, de *gaullisme*), tout cela fit que le groupe se rendit très suspect aux Allemands et acquit, en contre-partie, un notable prestige aux yeux des prisonniers (1).

On voit donc qu'à la longue la position des Aspirants — nous voulons dire la position morale vis-à-vis des autres prisonniers des stalags — a eu tendance à s'améliorer dans un grand nombre de camps. C'est peut-être là l'origine du rassemblement des Aspirants à Stablack.

L'opinion quasi unanime de la plupart d'entre eux fut et est encore que les Allemands ont voulu mettre fin, en créant l'*Aspirantenlager*, à l'influence, pernicieuse pour eux, des Aspirants sur les hommes de troupe et les sous-officiers. A la lumière d'une expérience de plusieurs mois, ils se seraient rendu compte que les Aspirants étaient susceptibles de jouer un rôle directeur, un rôle précisément semblable à celui qu'on empêchait les officiers de jouer en les regroupant à part. Ils auraient voulu couper court à ce danger en regroupant aussi les Aspirants (2).

Un argument très sérieux confirme, du reste, ce point de vue. C'est que le rassemblement a été fait en Prusse orientale, détail qui peut être certainement interprété comme un signe de grande méfiance. C'est aussi l'attitude particulièrement désagréable des autorités allemandes du camp à l'arrivée des Aspirants : « Vous êtes de fortes têtes, on saura vous dresser, vous allez connaître la discipline allemande... », telles sont les paroles que le commandant du camp prononça dans une allocution « de bienvenue » (3).

Il faut dire, toutefois, que la fureur du colonel commandant le camp s'expliquait par des raisons très précises. Le transport des Aspirants avait donné lieu à un certain nombre d'incidents. Il y avait eu pas mal d'évasions et presque chaque convoi arrivait incomplet. L'épisode le plus marquant fut sans doute l'arrivée du convoi de Sagan (4). Le dernier wagon du train, où se trouvaient toutes les sentinelles, sauf deux, avait été détaché en cours de route, probablement par des Polonais. Il y avait trente-deux évadés, qui furent d'ailleurs tous repris. Tout ceci peut donc suffire pour expliquer l'attitude des autorités allemandes du I A.

En vérité, il ne faut pas chercher les motifs de la formation du camp

(1) Récit détaillé du séjour des Aspirants à Sagan dans Debouzy.
(2) Cf. Debouzy, p. 94 ; Prieur, p. 111.
(3) René Charrier, « Naissance de l'*Aspilag* » dans le *Bulletin de l'Amicale* de juillet 1955, p. 2.
(4) Debouzy, p. 100-101.

uniquement du côté allemand. Nous avons la preuve, en effet, que, depuis le mois d'octobre 1940, les autorités françaises se préoccupaient du sort des Aspirants (1). Le général Besson, directeur du Service des prisonniers de guerre, déclare avoir écrit, le 1er octobre, à Scapini pour lui demander d'intervenir « afin d'obtenir la détermination du régime de solde des Aspirants ». On avait donc appris à ce moment ce qui s'était produit dans les oflags (2). Le 7 novembre, le même Service a communiqué que les Aspirants étaient en train d'être transférés des oflags aux stalags et insisté pour « que soit fixé de façon définitive la position de ces jeunes gens ». La lettre du 14 décembre — qui nous apprend l'existence des deux précédentes — est consacrée au problème. « Il convient de mettre tout en œuvre pour faire placer sans délai, par les autorités allemandes, les Aspirants dans une situation en rapport avec leur grade. » Considérant que les Aspirants sont des sous-officiers, mais ont un emploi d'officier et un grade « de stage », le général demande que les Aspirants soient internés dans un oflag et qu'on leur accorde une solde légèrement supérieure à celle d'un adjudant-chef (12 RM. par mois, la vie matérielle étant gratuite). La lettre se termine de façon pressante ; on y parle de l'inquiétude des Aspirants et de leurs familles (3).

Il n'est pas sûr que le gouvernement français se soit rallié à l'idée de réintégrer les Aspirants dans les oflags. Il n'avait pas intérêt, en effet, à trop parler de l'emploi d'officier que tenaient les Aspirants. Dans l'armée de l'armistice, dont les cadres étaient limités, ils étaient classés comme sous-officiers, ce qui permettait d'augmenter en pratique le nombre des officiers. Ce serait pour ne pas attirer l'attention des Allemands sur cette situation que les autorités supérieures de Vichy n'auraient pas insisté (4).

Pour cette raison, ou tout simplement parce que les Allemands ont refusé (et ils avaient beau jeu, puisqu'on reconnaissait que les Aspirants étaient des sous-officiers), il ne fut pas question de retour à l'oflag. Sur quelles bases s'opéra donc le rassemblement des Aspirants à Stablack? La réponse est, croyons-nous, certaine : sur la base de la formation d'un camp universitaire.

(1) *D. F. C. A. A.*, t. III, p. 389. Lettre du général Besson à Scapini, du 17 décembre 1940, annexe au compte rendu n° 38 de la délégation.

(2) Cf. plus haut p. 22, n. 1.

(3) Une autre demande d'intervention fut transmise en même temps aux services de l'armistice. La délégation française de Wiesbaden se montra très irritée de voir cette affaire traitée par deux services différents. Elle refusa de s'en occuper, déclarant que, la mission Scapini en étant aussi chargée, sa participation était inutile. Elle affirmait, toutefois, que, l'affaire étant « purement militaire », il eût été plus opportun de la lui confier (*D. F. C. A. A.*, rapport n° 38 du 5 janvier 1941, p. 389-390 ; lettre du général Kœltz et annexe, p. 344-400). L'incident est curieux. Les militaires de Wiesbaden, en considérant que l'activité de la mission qui s'occupe de prisonniers, donc de militaires, n'est pas « purement militaire », semblent marquer une grande méfiance à l'égard de sa politique.

(4) Simple hypothèse. Cette version était répandue à la mission Scapini en 1944, d'après un Aspirant qui eut des contacts avec quelques-uns de ses membres à Berlin.

Cette explication est d'ailleurs celle que nous donne le premier recteur de l'Université de Stablack lorsqu'il évoque le problème (1). « Un jour donc la mission Scapini, harcelée par les réclamations des Aspirants et de leurs familles et impuissante à faire triompher l'équation aspirant = officier, (eut) l'idée lumineuse de changer de formule et de poser l'équation aspirant = étudiant. Le raisonnement qu'elle tient à nos soupçonneux gardiens est le suivant : « Qu'est-ce qu'un aspirant, sinon un jeune « homme que la guerre a arraché à ses études pour en faire un candidat « officier... » Il s'agit pour l'auteur d'une hypothèse qui cadrerait avec tous les faits connus (2). On ne peut mieux dire, en effet. Nous ne connaissons aucun document qui permet d'avoir une certitude. Mais nous connaissons deux détails dont le rapprochement est significatif. Le premier, nous l'avons vu, est que le problème Aspirant était posé depuis octobre 1940. Le second est que depuis la même époque la mission Scapini avait demandé que des conditions de captivité spéciales soient accordées aux étudiants (3). L'*O. K. W.* ayant refusé de les réunir « dans des camps à proximité des écoles et des facultés », on suggérait une nouvelle étude du problème. On peut donc valablement admettre que la mission Scapini a eu l'idée de confondre les deux affaires et a fait triompher son point de vue. C'est ce que confirme l'envoi d'officiers professeurs en même temps que d'officiers d'encadrement.

Pour quelles raisons les Allemands se sont-ils laissés convaincre? Tout d'abord parce qu'à l'époque ils se devaient de faire quelques concessions au gouvernement français. Il s'agissait là de 2 à 3.000 prisonniers seulement, donc de peu de chose. Il se peut aussi qu'ils aient été sensibles à des arguments politiques. Le capitaine Mazet pense qu'on a mis en valeur l'idée d'endoctriner des « jeunes gens, élite de la France de demain ». Cette idée est perceptible dans la lettre du 7 novembre 1940 : « Le système de construction d'un ordre européen exigera de la France une contribution importante. » Si, comme il y est dit, il faut l'aider à renouveler ses cadres et son élite, n'est-ce pas naturellement dans l'esprit de la « construction européenne »? La suite des événements, la présence d'un encadrement d'officiers spécialement désignés, montre d'ailleurs que le point de vue politique avait été certainement abordé. De toute façon, les Allemands avaient intérêt à regrouper ainsi des jeunes gens qui s'étaient fait remarquer dans certains cas par leur mauvais esprit. Ils ne pouvaient que devenir plus calmes. Et, s'ils ne le devenaient pas, mieux valait les avoir tous réunis que dispersés à travers l'Allemagne.

(1) L'*Aspi* de juillet 1955, p. 4, article de Robert Mazet, « ex-capitaine, ex-recteur ».

(2) On remarquera que l'idée du camp d'Aspirants, camp de représailles, est totalement absente de ce point de vue.

(3) *D. F. C. A. A.*, t. II, p. 329. Lettre de Scapini à Abetz, le 7 novembre 1940.

II. — Les premiers temps du camp d'Aspirants.

C'est ainsi qu'à la fin de mars 1941, les groupes d'Aspirants commencèrent à arriver à Stablack. Le mouvement devait se prolonger jusqu'en mai, date à laquelle furent transférés les Aspirants de l'Oflag XIII A. Il n'y eut ensuite que des transferts d'isolés.

Dans l'histoire du camp, une première période se distingue tout de suite. Celle des premiers mois, de fin mars à fin juillet, c'est-à-dire de la formation à l'arrivée du général Didelet comme commandant français. Période dont tous ceux qui l'ont vécue ont gardé un souvenir extraordinaire et même assez exaltant.

Les Aspirants étaient alors 2.400 environ. Tous n'étaient pas très jeunes. Un certain nombre dépassaient la trentaine, quelques-uns même, facilement baptisés « grand-père », approchaient des quarante ans. Beaucoup de sous-officiers, de réserve notamment, avaient été, en effet, sans distinction d'âge, admis du fait de la guerre dans les pelotons d'élèves aspirants et en étaient sortis avant la débâcle. Mais la majorité était néanmoins plus près de vingt-cinq ans que de trente. Certains, engagés volontaires, avaient moins de vingt ans. Mais l'âge n'était pas le seul point qui rapprochait les Aspirants. Il y avait aussi le fait que beaucoup étaient étudiants ou venaient d'achever des études supérieures. On y trouvait côte à côte des élèves de « mathématiques spéciales » des écoles d'arts et métiers, des hautes études commerciales, des étudiants en droit, de nombreux instituteurs, des agrégatifs et de jeunes agrégés. La plupart ne connaissaient de l'existence que la famille et l'école ou la faculté. Il y avait en eux beaucoup d'insouciance, de légèreté même (une partie de leur attitude s'explique tout simplement par une renaissance de l'esprit de « chahut » dont furent victimes les Allemands, maîtres peu sympathiques). Mais il y avait aussi, en contre-partie, une capacité de résistance et un esprit de solidarité que la constitution du camp fit se développer rapidement.

Si les Allemands ont vraiment voulu réunir les Aspirants pour mieux les prendre en main, ils ont certainement commis une erreur. Mieux eût valu les disperser, car, du fait même du rassemblement, qui créait un milieu entièrement neuf, plus en rapport avec leur propre nature, chacun d'entre eux éprouva un choc psychologique considérable. Il est vrai qu'ils ne s'étaient sentis à leur aise ni à l'oflag ni au stalag. A Stablack, au contraire, ils avaient la surprise de rencontrer des camarades perdus de vue depuis des mois et à qui les rattachaient des liens solides, souvenirs communs de lycée, d'études supérieures, d'écoles militaires. Un grand problème disparaissait : inutile de se demander quelle attitude il conviendrait d'avoir à l'égard des autres prisonniers. Au stalag, par exemple, il fallait essayer de conserver un minimum de dignité parce qu'on était officier (convenait-il de faire la corvée de peluches?). Mais il fallait aussi

éviter de prendre une distance trop grande vis-à-vis des soldats. Il fallait somme toute être fraternel et, cependant, un peu différent. A Stablack, tout était résolu. Tout le monde se tutoyait. La disparition de certains complexes explique sans doute la satisfaction et même la joie que la plupart des Aspirants éprouvèrent.

Ce phénomène moral leur permit, d'ailleurs, de supporter allégrement nombre de mauvais moments. Les débuts de l'*Aspilag* furent durs. Les Aspirants n'étaient pas seulement isolés du reste du camp. Ils étaient fragmentés en groupes de deux baraques que des barbelés séparaient. Les Allemands s'efforçaient, en vain d'ailleurs, d'empêcher les communications entre ces groupes et avec le stalag. Ils imposaient des exercices militaires, la culture physique, des revues de gamelles, des nettoyages à grande eau obligeant les prisonniers à évacuer complètement les baraques, de fréquentes séances d'épouillage. Le colonel se rendit célèbre en exigeant avec énergie la chasse aux mégots et en venant contrôler de temps en temps lui-même les résultats. La plus originale des brimades fut l'obligation de remettre tous les soirs, pendant un certain temps, vestes, pantalons et chaussures. On les mettait soigneusement sous clé dans un « cagibi » jusqu'à l'appel du matin, afin d'empêcher les évasions.

Au point de vue alimentaire, par contre, rien d'exceptionnel à signaler. On ne peut parler de mesures particulières. Au contraire, au mois de mai commencèrent les distributions de denrées expédiées par la *Croix-Rouge française*, distributions copieuses, d'autant plus copieuses qu'on les avait limitées au camp, négligeant par conséquent les kommandos. Que la situation alimentaire n'ait pas été absolument tragique explique peut-être en partie la vivacité des réactions collectives. « La vie s'organise tant bien que mal, malgré les brimades qui, dès le premier jour, s'amoncelèrent, mais personne ne mollissait et quand, le soir, les *Posten*, aidés de prisonniers polonais, venaient nous retirer nos vêtements et nos souliers, ne nous laissant que nos caleçons et nos chemises, on chantait. Vous vous rappelez ceux de la 4? On avait bonne mine, en liquettes, drapés dans des couvertures, mais on y allait de bon cœur et peu à peu se soudait le moral des *aspis* (1). »

L'exercice imposé par les Allemands finit même par donner lieu à des manifestations tout à fait révélatrices de l'état d'esprit qui régnait alors, à la fois estudiantin et résistant. Les Allemands, on le sait, concevaient mal la marche sans chansons. Ils furent très satisfaits de constater que les Aspirants avaient adopté cette bonne habitude. Ils ne se rendaient pas compte que certains chants étaient dirigés contre eux. Les paroles de l'un, improvisées en ces circonstances sur l'air de la *Marche américaine* de Sousa, méritent d'être reproduites ; « oui, oui, c'est connu, on l'sait bien — vous volez de victoire en victoire — et les grands succès italiens — Sans cesse enrichissent l'histoire — bientôt vous aurez mérité, race élue, d'être maîtres de la terre — mais la dernière difficulté — c'est d'arriver à débarquer en Angleterre ». Les compagnies d'Aspirants regagnaient leur baraque à la fin de l'exercice en scandant ce

(1) Article de René Charrier cité p. 23, n. 3.

refrain consolant. Les premières arrivées, une fois dispersées, faisaient la haie et attendaient le retour des dernières qu'elles accueillaient par des cris d'enthousiasme, feignant d'éprouver un délire patriotique et militaire. On pouvait entendre ainsi le cri de « Vive l'armée ». qui avait évidemment en la circonstance une valeur humoristique, mais aussi celui de « Vive de Gaulle », qui mettait régulièrement un point final à la manifestation.

La vie du camp, qui s'organisait peu à peu, supposait l'établissement de contacts entre les représentants des Aspirants et le commandement allemand. De fait, un encadrement français naquit presque spontanément. Les responsables allemands des compagnies avaient besoin de responsables français, chefs de baraque et interprètes. Ceux qui furent ainsi désignés se trouvèrent être dans tous les cas des Aspirants qui avaient la confiance de leurs camarades. Ils entrèrent immédiatement en rapport les uns avec les autres, et l'un d'entre eux, René Charrier, acquit assez vite un ascendant suffisant pour devenir, sans en avoir le titre, l'*homme de confiance* des Aspirants.

Il lui fallut sans cesse protester auprès des autorités allemandes contre les conditions dans lesquelles celles-ci maintenaient les Aspirants.

« Il fallait aller sans répit... protester sans relâche contre les brimades et les violences, réclamer des conditions de captivité normales : le droit de communiquer entre nous, d'organiser une vie collective, des distractions ; la suppression des exercices en allemand, affirmer sans répit que nous étions des officiers, que nous n'étions pas tenus de saluer des sous-officiers, etc... J'invoquais la *Convention de Genève* que je n'avais d'ailleurs jamais lue (1), les usages de la guerre... »

Petit à petit, la situation s'améliora. Les Allemands renoncèrent à imposer, lors des exercices, les commandements allemands, les manœuvres étant systématiquement exécutées de travers sous le prétexte que les ordres étaient incompréhensibles. La présence des chefs de baraque allemands devint moins pesante. Les barbelés intérieurs furent enlevés, l'aménagement d'un théâtre et d'une université furent autorisés.

Les premières évasions (mai 1941) compromirent la nouvelle atmosphère. Le régime du début fut rétabli, barbelés intérieurs, enlèvement des vêtements, six appels par jour. Des entrevues assez mouvementées eurent lieu entre le colonel allemand et le chef des Aspirants, le premier se plaignant du manque de collaboration du second, accusé de ne pas avoir fait son devoir, le second reprochant au premier d'avoir violé la *Convention de Genève* en appliquant des sanctions collectives.

La crise s'atténua et le camp d'Aspirants commença à prendre peu à peu son caractère original.

Théâtre et Université commencèrent à fonctionner. Isolé du stalag, par les

(1) René Charrier raconte un peu plus tard qu'un jour il fut appelé aux barbelés par un soldat qui lui donna une petite brochure en disant : « Mon lieutenant, c'est la *Convention de Genève*, je sais que vous en avez besoin. »

barbelés, il devenait une sorte d'oflag. Mais, comme il n'en était pas véritablement un, la question du travail se posait. « Vingt fois Hartmann (le colonel allemand) m'a demandé d'insister auprès des *aspis* pour qu'ils acceptent d'aller travailler. Avec les commandants de compagnie et la grande majorité des camarades, j'étais d'avis que nous ne devions pas céder sur ce point. Nous étions en lutte pour faire admettre notre qualité d'officiers. En acceptant d'aller au travail, nous affaiblissions notre thèse, nous n'étions plus logiques avec nous-mêmes. Certains camarades étaient venus me dire leur désir de partir en kommando, pour échapper à l'ennui du camp. Je les en ai toujours dissuadés. C'eût été dangereux... Pendant toute cette période, aucun *aspi* ne partit en kommando (1). »

Cette période se termina à la fin de juillet 1941. Les Aspirants apprirent alors qu'ils allaient recevoir comme commandant un général français. Cela signifiait à coup sûr que leur sort allait changer. Cela signifiait aussi qu'un accord avait été conclu entre les autorités françaises et les Allemands. Les Aspirants se demandaient donc avec curiosité ce qui allait se passer. « Nous ne savions pas trop quel était le sens de cette mesure, mais au fond nous étions assez fiers et heureux de retrouver un de nos chefs : c'étaient, en tout cas, les sentiments qui m'animaient moi-même, lorsque je présentai le bataillon *aspi* au général et que je commandai ensuite le défilé (2). »

De ce qui allait se passer, une chose fut bientôt évidente : le camp d'Aspirants devenait un camp spécialement universitaire. Nous savons déjà pourquoi. Mais ce qui frappa les esprits, ce fut l'arrivée, très tôt, dès le mois d'août, d'un groupe d'officiers détachés de leur oflag et envoyés au Stalag I A comme professeurs. C'est ainsi que le capitaine Mazet devint « recteur ». Que le camp de Stablack ait pu un certain moment avoir été conçu plus comme un camp universitaire que comme un camp d'Aspirants, il existe, d'ailleurs, une preuve. C'est que, un peu plus tard, au début de 1942, des sous-officiers et des hommes de troupe y furent affectés, les uns comme professeurs, les autres comme élèves. Ils ne furent, à vrai dire, jamais nombreux et leur situation était assez instable. Les « étudiants » non Aspirants finirent par être au bout d'un certain temps renvoyés en kommando (3). Les conditions de la guerre, les besoins de main-d'œuvre et peut-être l'évolution des rapports franco-allemands ont fait tomber à l'eau ce projet. Les Aspirants restèrent donc des privilégiés.

Mais il apparut aussi, et très vite, que leur camp devait prendre un caractère politique très marqué. L'encadrement français nouvellement

(1) René Charrier, article cité

(2) *Ibid.* — Scapini vint en personne visiter les Aspirants le 29 juillet, douze jours après l'arrivée du général. Il revint le 19 décembre. Dans les deux cas, il y eut un défilé. La seconde fois, une fanfare sonna « aux champs » et joua la *Marseillaise*. Debouzy, p. 158-159.

(3) Une soixantaine de séminaristes furent ainsi intégrés au camp d'Aspirants. Les deux tiers d'entre eux furent par la suite expulsés. Le tiers restant comprenait beaucoup de sous-officiers.

arrivé (nous voulons parler des militaires purs, officiers d'active, la situation des professeurs étant différente) avait été désigné par la mission Scapini. Il dépendait donc du gouvernement de Vichy. Il devait obligatoirement prendre une position politique favorable au gouvernement et à l'esprit du régime. Le fait d'avoir été désigné pour une telle mission et d'avoir accepté ne signifiait-il pas qu'on acceptait de défendre la politique de ceux qui vous avaient nommé?

Jusqu'alors, les Aspirants ne s'étaient pour ainsi dire jamais posé de problèmes politiques. Crier « Vive de Gaulle », c'était pour eux simplement témoigner de la sympathie pour ceux qui continuaient la lutte contre les Allemands. L'hostilité, la haine farouche, que les Allemands manifestaient à l'égard des *Gaullistes* encourageaient d'ailleurs des jeunes gens, experts en l'art de deviner ce qui ferait le plus de scandale à adopter un tel cri comme signe de ralliement. Mais on aurait tort d'attribuer un sens plus profond à cette attitude. Crier « Vive de Gaulle » ne signifiait pas choisir les positions politiques du *Gaullisme* et condamner sévèrement par voie de conséquence celles du gouvernement de Vichy. L'important était de limiter les conséquences de la défaite et l'on avait bien l'impression que c'était là l'objectif principal du maréchal Pétain. Que savait-on, du reste, de ce qui se passait en France? Que le régime politique n'ait pu survivre à la défaite, cela paraissait naturel, et même heureux. On ne se passionnait pas, d'ailleurs, pour des questions de politique intérieure.

A partir de l'arrivée de la mission Didelet, il ne fut plus possible de conserver une telle indifférence. Le camp d'Aspirants se trouva très rapidement plongé dans la *révolution nationale*. Le général constitua un *mouvement Pétain* dont l'activité fut intense ; conférences et groupes d'études se donnèrent pour but d'étudier, de commenter les principes nouveaux. Pour les expliquer, on imagina même de faire dans chaque baraque, à une heure correspondant à la fin du repas du soir, des exposés de propagande baptisés « quart d'heure Pétain ».

Le résultat de cet effort ne fut pas négligeable. C'est une opinion assez répandue parmi les anciens Aspirants que leur collectivité fit un accueil sinon enthousiaste, du moins assez favorable à cette propagande. Elle ne rencontra à coup sûr aucune opposition sérieuse. Elle bénéficia pour le moins d'une passivité à demi complice.

Quelques Aspirants manifestèrent une hostilité déclarée, quelquefois même bruyante. Ils furent peu nombreux et se trouvèrent immédiatement isolés. La plupart de leurs camarades trouvèrent leur attitude choquante, de mauvais goût. On admettait sans doute qu'on ne fût pas entièrement d'accord, mais on exigeait un minimum de discrétion, voire d'hypocrisie. Pas de scandale à propos d'un sujet pareil. Des francisques furent fabriquées par des bricoleurs avec de vieilles boîtes de conserves, certaines entourées d'un galon d'Aspirant : elles furent fréquemment portées. Deux textes qui exprimaient la fidélité des Aspirants à la poli-

tique officielle furent présentés à leur signature (1) : la plupart signèrent, sans aucune pression sérieuse. Lorsque fut organisée, au début 1942, une exposition de la *révolution nationale* qui se donna pour objectif d'expliquer les principes et l'organisation du régime, mais aussi de fabriquer des modèles réduits de réalisations techniques françaises, les collaborateurs ne manquèrent pas.

Comment expliquer une telle attitude, qui donne l'impression d'un revirement total, et surprenant, si l'on songe à l'atmosphère qui régnait dans le camp quelques semaines auparavant?

On sera tenté de chercher une réponse à la question en examinant le milieu social d'où sortaient les Aspirants. Issus des classes moyennes ou supérieures, n'étaient-ils pas imbus de traditions conservatrices? Ne reconnaissaient-ils pas dans le système de Vichy l'application d'un programme, d'un idéal, chers à une famille politique fortement représentée dans cette fraction de la société française? Cela n'est vrai, nous semble-t-il, que pour un très petit nombre d'entre eux, en particulier pour des *maurassiens*. Pour la majorité, la grande majorité, une telle interprétation n'a pas grand sens. Dire que la masse des Aspirants étaient d'origine bourgeoise n'explique rien, car la bourgeoisie française est, à tous égards, parfaitement hétérogène. La petite bourgeoisie « de gauche » était, pour le moins, autant représentée que ses adversaires ; que l'on songe, par exemple, au nombre considérable d'instituteurs présents dans le camp dont on aurait pu penser qu'ils constitueraient un noyau imperméable et même un foyer d'opposition? D'ailleurs, si un tel point de vue était valable, l'influence vichyssoise se serait fait sentir bien plus tôt. On se serait intéressé à ce qui se passait en France au point de vue politique. On n'aurait pas crié « Vive de Gaulle ». La vérité est qu'à part une faible minorité les Aspirants n'avaient ni expérience ni même souci politique.

On peut se demander aussi dans quelle mesure ils ont été sensibles à l'influence de la hiérarchie militaire. N'était-il pas naturel, puisqu'on portait toujours l'uniforme, d'écouter des supérieurs? Ce général, ce lieutenant-colonel, ces deux commandants, ces quatre capitaines, pourquoi mettre en doute leur patriotisme, leur bonne volonté? Il est possible qu'un tel facteur ait joué. Mais il faut bien dire que les officiers d'encadrement ne bénéficiaient pas d'un grand prestige auprès des Aspirants. Leur personnalité n'était pas suffisamment brillante pour en imposer. Un seul réussit à exercer une influence et attira autour de lui un certain nombre de jeunes. Mais, chose curieuse, la majorité le jugeait trop habile et, s'étonnant de voir un officier d'active aussi à l'aise dans les problèmes politiques et les intrigues subtiles, le trouvait dangereux et s'en méfiait.

En vérité, les explications que l'on peut donner de l'atmosphère qui régna alors sont souvent valables pour d'autres camps (nous devrions

(1) Il est possible que ces textes n'aient pas été présentés dans toutes les baraques. Les souvenirs ne concordent pas à ce sujet.

dire probablement pour les oflags) et même pour toute l'opinion publique française en général. Nous avons déjà noté plus haut que l'armistice et la transformation politique qui avait suivi n'avaient jamais paru scandaleux à la plupart des prisonniers. On admettait facilement que la politique de Vichy représentait la meilleure façon de préserver l'avenir national, que les Allemands soient ou ne soient pas vainqueurs. Et, pour le moins, la meilleure façon d'éviter à la France le sort de la Pologne. En 1940 et en 1941, jusqu'à la première campagne d'hiver russe, le prix d'une telle politique paraissait faible. On ne croyait pas qu'il existât vraiment une « collaboration » franco-allemande. On passait sur quelques décisions, quelques discours qui paraissaient n'être que des concessions secondaires. Nous ne croyons pas que beaucoup d'Aspirants aient vraiment pris au sérieux les condamnations à mort des chefs gaullistes, ni qu'ils aient considéré comme des traîtres ceux qui combattaient aux côtés des Anglais. On admettait, enfin, assez volontiers que l'état nouveau des rapports franco-allemands pouvait entraîner une amélioration du sort des prisonniers.

Il faut, enfin, souligner que pour beaucoup la *révolution nationale* apparaissait comme un mouvement civique et non comme un mouvement politique. Il semblait qu'elle était comme l'émanation d'une quasi-unanimité nationale, comme une réaction commune rendue nécessaire par les tragiques circonstances où se trouvait le pays. On croyait vraiment qu'elle était une synthèse qui, laissant de côté ce qu'il pouvait y avoir de mauvais dans les vieilles traditions politiques, fondait en un tout ce qu'elles contenaient de valable. La présence à la tête de l'État d'un militaire unanimement respecté paraissait la meilleure des garanties qu'il en était bien ainsi. « Le son humain de ses messages ne pouvait laisser indifférent des jeunes hommes et des patriotes », peut-on lire dans un témoignage qui évoque avec sympathie les tout premiers temps du *mouvement Pétain*, alors qu'on y trouve quelques lignes plus haut, lorsque l'auteur décrit l'atmosphère du camp au printemps de 1941 : « Au point de vue politique, nous étions tous *gaullistes*. Le maréchal Pétain ne nous apparaissait que comme le chef d'un régime transitoire destiné à protéger la France contre les excès des vainqueurs en attendant la victoire dont nous ne doutions pas qu'elle instaurerait en France un régime dont nous n'avions aucune idée. » Autre témoignage : une personnalité très éminente de la vie du camp déclare avoir fait partie du *mouvement Pétain* à la demande de ses camarades et moyennant deux promesses, celle que le mouvement serait purement civique, c'est-à-dire apolitique, et celle que les Allemands ne s'en mêleraient pas.

Nous ne croyons pas manquer à l'objectivité en soulignant ce qu'une telle conception du régime de Vichy avait d'erroné. La prétention d'opérer des synthèses raisonnables, de dominer la politique, de la bannir, même lorsqu'on la trouve chez des hommes de bonne foi, cache toujours une prise de position politique. Pour les historiens, « le pétinisme » se

rattache tout simplement à une des traditions conservatrices françaises. Que la plupart des Aspirants ne semblent pas l'avoir senti ne fait donc que confirmer l'inexpérience politique, le manque d'intérêt pour la politique, qui caractérisaient leur collectivité.

Il faut en venir finalement à une raison très particulière au camp d'Aspirants, sans que l'on puisse naturellement évaluer dans quelle mesure elle a pu jouer un rôle déterminant : c'est la possibilité qu'on laissa entrevoir d'une libération rapide, si les Aspirants donnaient la preuve qu'ils étaient dignes de la confiance du Chef de l'État. Le grand mot, le mot-clé, employé par le général Didelet, fut celui d' « expérience ». Ce qui débutait sous sa direction, déclara-t-il, était une expérience qui pouvait avoir les conséquences les plus heureuses si elle réussissait. Les Aspirants étaient de jeunes hommes que leur grade et l'expérience chèrement payée du désastre national rendaient plus aptes que d'autres à comprendre les besoins de la patrie et, par conséquent, plus capables de former les cadres de la France nouvelle. On devinait derrière cette affirmation un thème fréquent à l'époque : les prisonniers étaient censés constituer une élite, plus pure, plus saine sans doute parce qu'elle avait plus souffert. Les Aspirants pouvaient se croire dans ces conditions une superélite. Ne venaient-ils pas de prouver, face aux Allemands, leur dynamisme? N'étaient-ils pas très en dehors des querelles politiques d'avant guerre?

Ce qui fut dit le moins nettement, ce fut naturellement la conclusion. Devenir des cadres de la France nouvelle, pourquoi pas? Mais quand? S'il fallait attendre la fin de la guerre ou la libération générale des prisonniers, la chose n'avait guère d'intérêt. L'attitude collective des Aspirants me modifierait en rien leur sort. Leur demander d'être raisonnables et compréhensifs, c'était simplement faire appel à leurs bons sentiments. Que signifiait alors « l'expérience »? Ne prenait-elle pas son sens uniquement en cas de libération rapide? C'est ce que comprirent beaucoup, sinon tous, et à notre connaissance on ne fit rien pour les détromper. Et même si l'on n'en était que très médiocrement persuadé, imagine-t-on ce que représentait pour des prisonniers cette lueur, même vacillante, qu'on allumait pour eux à l'horizon?

Cela suffit peut-être à expliquer bien des choses. En cet été de 1941, qui voyait l'avance foudroyante des Allemands en Russie, il fallait beaucoup de conviction politique, voire de force d'âme, ou à tout le moins une perspicacité accompagnée d'une extraordinaire confiance en soi, pour torpiller une chance, si petite qu'elle ait été, de sortir des barbelés. D'un côté, on perdait tout, de l'autre on risquait de gagner quelque chose.

Nous avons tendance à voir dans cette dernière explication le motif peut-être essentiel de l'attitude des Aspirants. Jusqu'à présent, nous avons admis, parce que, répétons-le, c'est une opinion courante, qu'ils avaient été en 1941 très sensibles à la propagande officielle. Cette

affirmation se fonde naturellement sur des impressions (1). Mais ces impressions ne sont-elles pas trompeuses? L'absence d'opposition, l'acceptation d'une sorte de rituel — on pourrait parler de « marques extérieures de respect (2) » — ne suffisent pas pour assurer qu'il y eut autre chose qu'une adhésion superficielle. Réagir ou manifester ostensiblement de l'indifférence devant la propagande pétiniste, c'était, ne l'oublions pas, mécontenter les seules autorités dont dépendait le sort du prisonnier, celles de Vichy et celles de Berlin. Cela au moment même où elles semblaient offrir la vague promesse d'une libération possible. L'intérêt bien compris commandait la prudence. Être prudent, c'était tout simplement ne pas se compromettre en montrant qu'on n'approuvait pas, ce qui est tout autre chose qu'approuver sincèrement.

Le camp d'Aspirants devint donc pour quelque temps un camp modèle, tenant à la fois du camp universitaire et du chantier de jeunesse. Aux exercices politiques, aux études, s'ajoutaient, en effet, des exercices physiques destinés à maintenir en bonne forme les jeunes prisonniers et, chaque fois que l'occasion s'en présentait, des cérémonies patriotiques (le 2 novembre minute de silence à la mémoire des morts de la guerre, le 11 novembre défilé devant le général, le 20 décembre grande présentation à Scapini, le 2 mai 1942 défilé en l'honneur du 1er mai et de la Saint-Philippe). Il y eut, pendant quelque temps, une manifestation particulièrement originale intitulée « Salut à la France ». Les compagnies d'Aspirants, à tour de rôle, se présentaient face au sud et, au commandement « Salut à la France », exécutaient en groupe le salut militaire.

Étudier ce que devinrent, par la suite, cette tentative et cette atmosphère, voir surtout de quelle manière en fut modifiée la vie des Aspirants prisonniers, c'est cela même qui constitue le fond de l'histoire du camp.

Albert SILBERT.

(A suivre.)

(1) Voici celle d'un Aspirant qui a rejoint Stablack en novembre 1941, après deux tentatives d'évasion et un camp de représailles : « Là où je croyais trouver un foyer de résistance, je découvre un troupeau de moutons bêlants ; je dois retirer la croix de Lorraine que je portais depuis le début de ma captivité. J'atteste qu'il n'y avait pas au camp vingt *Gaullistes* déclarés. »

(2) A la fin de 1944, le dernier message du maréchal Pétain fut lu dans les baraques d'Aspirants, alors au stalag III B. Il fut écouté debout.

L'ACTION POLITIQUE D'UN GRAND JOURNALISTE

GEOFFREY DAWSON

The Times de Londres, est plus qu'un grand journal, mais une sorte d'institution, tout comme l'Église, la Banque, voire le Parlement ou la Monarchie d'Angleterre. Au XIX^e^ siècle, déjà, *The Times* était une sorte de *Jupiter tonnant*, *The Thunderer*, dont les foudres pouvaient précéder de peu celles de la puissance britannique. Au XIX^e^ siècle, l'importance de quelques-uns de ses *leaders* ou éditoriaux ne peut être négligée dans l'étude de plusieurs crises traversées par l'Angleterre, sur le plan national et international.

Geoffrey Dawson mérite de compter, près de Thomas Barnes, de John Thadeus Delane, de George Earle Buckle, parmi les grands journalistes qui édifièrent cette puissance. Par la durée de ses fonctions de rédacteur en chef : vingt-six ans, en deux fois (28 juillet 1912-18 février 1919 ; 1^er^ décembre 1922-30 septembre 1941), et par le caractère. Si l'orientation donnée au journal a pu être critiquée, en Angleterre et surtout sur le continent, la sincérité de l'homme, la moralité de son action et l'unité de sa vie, la fidélité même à des principes acquis dès la jeunesse n'ont jamais été discutées.

C'est l'un de ses plus anciens amis (puisque leurs relations ont été nouées en 1908), Sir John Evelyn Wrench, qui nous apporte aujourd'hui sur lui un livre qui est non seulement le pieux hommage d'une fidélité, mais un ensemble documentaire de très grande valeur pour l'intelligence de la politique anglaise au XX^e^ siècle. Wrench cite abondamment le journal tenu par son ami de 1897 à 1944, l'année de sa mort, avec une seule interruption en 1919 et 1920, et une abondante correspondance qui est le témoignage de relations étendues et suivies dans les cercles dirigeants et les milieux politiques. Il est possible, d'autre part, de confronter ces documents avec tous ceux qui ont été fournis, en ces dernières années, par de nombreuses publications, au premier rang desquelles il faut placer la monumentale histoire du *Times*, les souvenirs ou les biographies de Neville Chamberlain, de L. Amery, de John Simon, de W. Churchill et de bien d'autres. Ainsi peut être mesuré le rôle de G. Dawson et appréciés ses moyens d'action, ce qui éclaire utilement l'arrière-plan social de la politique britannique (1).

George Geoffrey Robinson (ce n'est qu'en 1917 qu'il prendra le nom de Dawson) appartient à une famille du Yorkshire où se rencontrent des banquiers locaux (2) et des hommes d'Église. Il restera toujours très attaché à ce milieu d'origine, surtout lorsqu'il héritera d'une tante à la fois le domaine de Langcliffe et, suivant une tradition familiale, le nom de Dawson. Plaisirs du *week-end*, chasse, promenades champêtres coupent régulièrement le cours de sa vie londonienne, même pendant les crises au rythme le plus rapide. Et les sentiments de cette bourgeoisie de province, où sont associés le respect de la tradition, l'esprit de mesure, une prudence un peu terre à terre, et la volonté de servir l'Église, la monarchie et le pays, seront les siens pendant toute sa vie. Sur un point seulement, il s'écarte de la voie familiale. S'il adhère,

(1) John Evelyn WRENCH, *Geoffrey Dawson and our times* (préface de Lord Halifax), London, Hutchinson, 1955, in-8°, 487 pages, 20 ill. Prix : 30 sh.

(2) La *Craven Bank*, de Skipton, dont son père était directeur administratif, deviendra cependant, par la suite la *Bank of Liverpool*, aujourd'hui la *Martins Bank*.

comme avait fait son père, à la franc-maçonnerie, ce qui en Angleterre, on le sait, ne compromet nullement la fidélité envers l'Église, il ne semble pas avoir montré, au sein des loges, une très grande assiduité.

Les études de Dawson sont jalonnées des étapes communes à tous les fils de l'aristocratie britannique : passages par Eton, Magdalen et All Souls à l'Université d'Oxford. Études sérieuses, avec d'excellents résultats dans le domaine des langues classiques, de moins bons dans celui des langues étrangères. Y a-t-il là l'explication de son attachement à quelques principes moraux, comme aussi d'un « insularisme » un peu dédaigneux de tout ce qui est étranger au monde anglo-saxon? Les divers sports, si chers aux étudiants d'outre-Manche, ne lui ont pas apporté de lauriers marquants. Mais il reste que sa culture lui vaudra, non seulement le grade de *fellow* d'All Souls, mais, plus tard, l'offre d'une élection aux fonctions de *warden* au même collège et de *Provost* à Eton. Le sérieux et l'application de son caractère, son goût personnel pour la tâche anonyme, bien qu'efficace et méritoire, qui est celle d'une grande administration, le conduisent, après un bref passage au *Post Office*, au *Colonial Office* : il y entre sous les auspices de Joe Chamberlain, dont il est l'*assistant private secretary*, et passe bientôt sous les ordres de Milner, Haut-Commissaire en Afrique du Sud. Dès lors sont noués des liens politiques et des amitiés qui ne se dénoueront plus, et le séjour en Afrique du Sud, pendant et au lendemain de la guerre du Transvaal, marquera l'esprit de Dawson d'une empreinte ineffaçable. Au prix, peut-être, d'un certain rétrécissement des perspectives mondiales, puisqu'on a pu dire que certains impérialistes de l'école de Milner n'ont fait que transporter dans un cadre élargi, celui de l'Empire, l'esprit des *Little Englanders* (1).

Dès lors l'ascension de G. Dawson est régulière. Milner fait de son secrétaire privé un journaliste, en lui confiant le *Johannesburg Star* ; Dawson est en même temps le correspondant en Afrique du Sud du *Daily Telegraph* et, pendant deux ans (1906-1908), du *Times*. En 1912, il est nommé, par Lord Northcliffe, alors propriétaire de ce journal, rédacteur en chef, se brouille avec lui en 1919, quitte ses fonctions et ne les reprend qu'en 1922, quand la mort de Northcliffe permet à un groupe, dont les membres marquants sont le banquier Grant et la famille Astor, d'assurer l'avenir du journal et le maintien de sa ligne traditionnelle.

A son bureau de Printing House Square, Geoffrey Dawson reste fidèle à l'exemple de ses grands prédécesseurs : il est, avant tout, l'animateur d'une équipe et le gardien d'un esprit. S'il a le souci légitime d'imprimer sa marque, il n'a jamais celui de défendre un intérêt particulier ou même une position personnelle, et il le montrera dans ses rapports et par sa rupture avec Northcliffe. On l'a surtout comparé à Delane qui eut la même charge de 1841 à 1877. Chez les deux hommes, la même passion pour leur métier, passion de s'informer ; mais, si le premier passait pour être le meilleur connaisseur des affaires européennes, on disait, à Londres, que les connaissances de Dawson étaient limitées au *Commonwealth* et à l'*Empire*. Rien de plus significatif, au reste, que dresser le tableau de ses contacts avec l'étranger. En dehors d'un séjour de huit années en Afrique du Sud, il ne fait hors de l'Angleterre que d'assez brefs séjours et presque toujours en terres d'Empire : en Égypte, en Irlande (trois fois), à Malte, au Canada et dans l'Inde. Pour les pays extérieurs à l'Empire ne figurent que la Grèce, évidemment par curiosité d'humaniste, le Maroc espagnol, Marienbad en Bohême pour une cure et les États-Unis, à l'occasion de la visite au Canada. La France, semble-t-il, n'est connue que

(1) La remarque est celle d'un critique anonyme du livre de Wrench, in *The Economist* : « For much of the Conservative party's imperialism in the twentieth century was only the parochialism of the nineteenth century's *Little Englanders* written a little larger. »

par une visite au front des Flandres, pendant la première guerre mondiale, et ce n'est qu'à ce moment que Dawson songe à apprendre le français, sans grande ardeur et avec difficultés. Une très brève visite à la Rome de Mussolini, et c'est tout. C'est dire que son univers peut apparaître comme rétréci, et ses conceptions de politique internationale peuvent en avoir souffert.

Delane avait été un rédacteur en chef qui ne rédigeait jamais, sauf des thèmes sommaires, notes de suggestion ou schémas fournis à ses collaborateurs. Sa tâche se bornait à marquer, en marge de l'épreuve d'un article, des recommandations. G. Dawson, lui, refond ou remanie souvent complètement un *leader* déjà rédigé, et l'on sait qu'ainsi fut élaboré le fameux éditorial du 7 septembre 1938 qui pose les bases du futur accord de Munich (1). C'est d'ailleurs en ce domaine de la politique étrangère qu'apparaissent les seules innovations apportées par Dawson à l'organisation du journal. A partir de 1929, en effet, est supprimé le poste de rédacteur diplomatique où s'était illustré Wickham Steed. Le dernier titulaire, Harold Williams, était mort en 1928 ; il ne fut pas remplacé pendant plusieurs mois ; et les quelques éditoriaux consacrés aux affaires étrangères sont l'œuvre de Barrington Ward, adjoint de Dawson et qui le supplée durant le voyage aux Indes de ce dernier. En juillet 1929, Dawson soumet à l'administration du journal un plan qui laissera vacant, de manière définitive, le poste de rédacteur diplomatique, et chargera des éditoriaux, en cette matière, un comité de cinq à six personnes. Le but est sans doute d'éviter une trop grande rigidité dans la ligne du journal et le risque de voir une conception trop personnelle l'emporter dans l'examen des problèmes internationaux. Pour traiter des affaires impériales, de la limitation des armements navals, de la Russie et de l'Australie, Dawson proposait un nouveau rédacteur, D. D. Braham qui avait passé seize ans en ce dernier pays et aux États-Unis. Les affaires d'Orient, de la Société des Nations et d'Europe seraient le domaine du capitaine A. L. Kennedy. Le rôle de ce dernier mériterait d'être élucidé. C'est chez lui qu'en 1935 Dawson rencontre Ribbentrop, envoyé d'Hitler, et il doit être, si l'on en croit la répartition des tâches citée plus haut, l'auteur du premier jet de l'éditorial du 7 septembre 1938. Il reste que la nouvelle organisation de la rédaction diplomatique du *Times*, si elle augmente les possibilités d'action de Dawson en ce domaine, écarte l'avis autorisé de spécialistes avertis, mais soupçonnés de préjugés trop défavorables à l'égard de la politique d'apaisement vis-à-vis des États fascistes.

La charge assurée par Geoffrey Dawson à la tête de la rédaction d'un journal comme *The Times* offre deux dangers : le risque de devenir trop absorbante et de se réduire à une routine trop exclusivement bureaucratique, ou celui d'entraîner son titulaire à une extension d'obligations mondaines utiles certes par les contacts qu'elles procurent, mais qui peuvent devenir trop nombreuses et rompre trop souvent le contact d'un chef et de ses subordonnés. Le mérite de Geoffrey Dawson fut d'éviter ce double péril. Il a su réserver une part notable de son temps à la vie familiale, surtout après son mariage avec Cecilia Lawley, fille d'un lieutenant-gouverneur du Transvaal. A la différence de Delane, au reste célibataire, qui se vantait de consacrer cent nuits successives aux réceptions mondaines, il apporte plus de mesure et un choix plus restreint dans ses relations. Relations étendues cependant dans les milieux aristocratiques, ainsi que l'attestent son entrée dans les clubs les plus selects : l'*Athenaeum*, le *Beefsteack*, le *Grillions*, et les fonctions de directeur qu'il assume au *Rhodes Trust*, au *Trust Houses* ou à la *Consolidated Gold Fields* d'Afrique du Sud. Ce n'est pas sans complaisance que son biographe rappelle, avec l'énumération des convives et le plan de la table, que Dawson a dîné, un soir de 1913, à Londonderry House, avec le roi George V, ce qui est évi-

(1) Cf. mon article, en cette revue : *Aux origines de Munich : le rôle du Times* (n° 12 d'octobre 1953.)

demment une consécration mondaine ; ailleurs, une photographie le montre, en bonne place, dans l'équipe sportive du duc d'York, le futur George VI.

Mais les liens les plus étroits, les plus solides, et qui doivent le mieux permettre de comprendre les sentiments et les réactions de Dawson, ont été noués, souvent dès la jeunesse, avec un petit nombre d'hommes, au sein de groupes d'une permanence assez durable, dont l'influence a été grande dans la vie politique anglaise.

Et tout d'abord le *Kindergarten*, l'équipe des fidèles de Milner, restés en Afrique après le départ de leur chef : aux côtés de Dawson le futur Lord Brand, L. Baker, le futur Lord Leaconsfield, J. F. Perry, Dougal Malcolm, John Dove et Philip Kerr (plus tard Lord Lothian et ambassadeur aux U. S. A.), qui seront plus tard de la rédaction de la *Round Table*, Richard Feetham, Patrick Duncan, Lionel Curtis, Lionel Hichens. Leur rôle a été considérable dans l'évolution qui mène l'Afrique du Sud du statut colonial à celui de dominion, et, partant, dans la naissance de ce qu'on a pu appeler le « troisième empire » britannique, le *Commonwealth*. Réunis à Moot House, dans la banlieue de Johannesburg, ils dictèrent pour Lord Selborne, successeur de Milner au haut-commissariat en Afrique du Sud, un mémorandum qui met le gouvernement britannique en garde contre l'octroi de l'autonomie au Transvaal et à l'Orange, avant que des liens fédéraux solides aient été établis avec le Natal et le Cap (septembre 1906). C'est le *Federal Egg* dont les principes seront retenus par l'Acte d'Union (7 mai 1907).

L'action du *Kindergarten* est prolongée par l'influence de la publication *Round Table*, attachée à la défense des intérêts impériaux, et par celle du *Ginger Group*, formé le 17 janvier 1916 par Lord Milner, Carson, Amery, Oliver et Dawson, auxquels se joindra un peu plus tard Waldorf Astor. Ce groupe « d'action » prétendait travailler à une victoire plus rapide en imposant de nouvelles méthodes à l'administration et au gouvernement. L'une des réformes exigées était la création d'un Cabinet de Guerre réduit à cinq ou six membres. Mais le groupe demandait aussi, pour succéder à Kitchener, un ministre de la Guerre capable de s'adapter aux conditions nouvelles entraînées par le développement des techniques militaires et de la science, l'organisation d'une armée aérienne pourvue d'un statut d'égalité avec l'armée de terre et de mer, la création d'un ministère de l'information, sous l'autorité directe du Premier Ministre. Le *Ginger Group* va donc mener campagne contre le gouvernement Asquith, qualifié de « government of Indecision ». C'est lui qui, plus peut-être que Northcliffe (1), provoque la démission de Lloyd George, la chute d'Asquith, et la formation, sous la direction du premier, du gouvernement de la Victoire, où Milner joue un rôle important, et dont l'organisation et les méthodes sont largement inspirées des idées chères au groupe.

Mais le plus célèbre des cercles influents où l'on retrouve la présence de Dawson est le *Cliveden set*, constitué autour de Lord et Lady Astor, et dont la responsabilité serait grande dans la politique d'apaisement qui mène à Munich. A l'origine, des réunions d'amis qui organisent des débats de caractère assez académique sur les questions du jour : elles ne se tiennent pas toutes à Cliveden ou même au domicile londonien des Astor, mais parfois, pendant le *week-end*, à Hatfield chez Lord Salisbury, à Checkendon chez Oliver, Blickling chez Lord Lothian, ou, dans la capitale, chez Hichens, Brand, Dougal Malcolm ou Dawson. Il est significatif d'y retrouver plusieurs des membres du *Kindergarten*. Ces réunions se tiennent dès 1911 ; l'année suivante, on y discutera de l'Inde, et sont invités des experts et des personnages de marque : parmi ces derniers, on peut s'étonner de trouver B. Shaw, Lloyd George. Ce cercle n'a donc rien de fermé et John E. Wrench remarque :

(1) Le biographe de Dawson apporte sur ce point plusieurs textes de valeur (p. 139-143).

« Lady Astor was a genius at stirring the social melting pot. » Ce n'est que beaucoup plus tard, vers 1937, que le *Cliveden set* est dénoncé par certains comme le *Cliveden gang* ; il apparaît alors comme plus restreint, plus uni d'esprit, et ses dîners rassemblent, à côté de Lord et Lady Astor, Neville Chamberlain, Lord Halifax, Lord Lothian, Brand, Dawson, Thomas Inskip et Thomas Jones.

C'est après 1930 que les relations de Dawson avec les principaux hommes politiques se resserrent : Dawson est un commensal habituel de Baldwin, de Chamberlain surtout, qu'il accompagne sur le champ d'aviation à son départ pour l'Allemagne. Et deux affaires permettent au rédacteur en chef du *Times* de jouer un rôle déterminant : l'abdication d'Édouard VIII et Munich. Dans la première, Wrench affirme que le rôle de Dawson ne l'a cédé, en importance, qu'à celui du Premier Ministre, Baldwin. Mais il le défend de préjugés ou d'animosité personnelle, bien que, dès 1924, Dawson ait noté que l'on prête, en Amérique, aux faits et gestes du prince de Galles et à sa popularité « universelle » une importance excessive. Dawson a dîné, chez Lady Oxford (veuve d'Asquith), avec Mrs Simpson, et l'a jugée agréable, calme et sage. Mais un de ses amis d'Écosse, Barrie, au cours d'un dîner de la *Literary Society*, se demande si un nouveau John Knox ne va pas dénoncer, en chaire, les péchés de la Cour. Et, surtout, c'est le flot d'informations et de lettres venues d'Amérique qui va poser la question des rapports entre cette dame et le roi, au moment où toute la presse britannique, pourtant sans instructions officielles ou même d'accord préalable, garde sur eux une discrétion entière et d'ailleurs traditionnelle en pareil cas (1). D'où, le 25 octobre 1936, une première visite de Dawson au secrétaire du roi, Alexander Hardinge, pour attirer son attention sur l'ampleur des indiscrétions qui alimentent la presse d'outre-Atlantique : elle a valeur d'avertissement et précède une autre visite, sur le même objet, au Premier Ministre. Le lendemain, déjeuner avec Neville Chamberlain et nouvelle visite à Baldwin ; puis, entretien avec Vincent Massey, haut-commissaire, et Mackenzie King, premier ministre au Canada ; il est évidemment question des remous causés par l'affaire dans l'opinion canadienne. Le temps commence à presser, car le divorce de Mrs Simpson doit être examiné par la Cour d'Ipswich le même jour, et la publication de cette nouvelle peut être, pour la presse londonienne, l'occasion de rompre son silence. Le 31 octobre, par une curieuse coïncidence, Dawson rencontre à Langcliffe l'évêque de Bradford qui le premier admonestera le roi publiquement, mais une note de Wrench souligne que l'évêque lui a déclaré en 1954 qu'il n'avait pas été question du roi. Le 12 novembre, conversation avec le colonel John Astor, un des propriétaires du *Times* et avec l'archevêque de Cantorbéry, qui hésite à intervenir, par crainte de faire plus de mal que de bien ; le prélat considère pourtant que l'entêtement capricieux du roi abrégea peut-être la vie de son père. Le 13 novembre, nouvelle visite à Hardinge, qui montre à Dawson la lettre qu'il vient d'écrire au roi, lettre respectueuse, mais ferme, et qui ne suggère qu'une solution : l'éloignement de Mrs Simpson (2). Ce qui précipite la crise désormais est la crainte de manifestations populaires, lors d'une visite prévue du roi dans le pays de Galles, et les maladresses du *Daily Mail*, qui oppose la sollicitude du roi pour les chômeurs à l'indifférence de ses ministres. Le 24 novembre, un premier éditorial de Dawson, à propos de la nomination de son ami Patrick Duncan au Gouvernement général de l'Union sud-africaine, avance que la Couronne et ses représentants doivent se garder de tout reproche public ou ridicule, et ne jamais risquer l'éclat d'un scandale public. Dans les jours qui suivent, les nouvelles affluent des Dominions pour marquer que le mariage du roi, même simplement mor-

(1) Seul, le *Referee* paraît ne pas l'avoir observée, à propos des vacances royales en Adriatique.

(2) Lettre publiée par son auteur in *The Times*, le 25 novembre 1955.

ganatique, y diviserait profondément l'opinion et en dresserait contre la monarchie la majeure partie. Et viennent ensuite le discours de l'évêque de Bradford, que la presse ne peut éviter de mentionner, et, le 2 décembre, l'éditorial du *Times*, posant ouvertement le problème sous le titre : « King and Monarchy » ; dans le même numéro, des louanges d'une ampleur particulière à propos du retour d'Écosse du duc d'York (futur George VI) : l'intention était visible et elle est avouée par Wrench. L'article provoque une forte réaction du roi, puisqu'il demande à Baldwin de téléphoner au journal. Mais il était trop tard. On sait la suite. Le dernier éditorial du *Times* consacré à l'affaire (11 décembre) soulignait que le choix du roi était entre ses inclinations personnelles et le bien de la Monarchie et de l'Empire qui avait reçu quelque dommage : il s'élevait contre les tentatives de recréer un « parti du roi », louait le Premier Ministre de son action et appelait à la fidélité toute la nation à l'égard du nouveau roi et de ses enfants. On voit à la fois la netteté des positions prises par Dawson et la vigueur mesurée de son action.

Celle qu'il a menée pour l'apaisement dans les rapports avec l'Allemagne hitlérienne est mieux connue (1). Il faut ajouter simplement un petit fait significatif, au reste déjà signalé par Duff Cooper (2) : le correspondant parlementaire du *Times*, Anthony Winn, qui a vu tronquer et remanier par Dawson un compte rendu de la séance des Communes où fut annoncée la démission de Duff Cooper, proteste et quitte le journal. Mais il faut entendre sa défense présentée ici par Wrench. Et tout d'abord cette remarque que l'acception du terme a changé : en 1937, *appeasement* signifiait recherche d'une solution pacifique, mais en 1939 recherche de la paix à tout prix, même celui d'une humiliation. La première a échoué par l'impossibilité à la fois matérielle et morale d'accorder à Hitler ce qu'il demandait à l'est et parce que les négociations commerciales sur lesquelles comptait Chamberlain n'ont pas été pour le dictateur d'un intérêt assez puissant. Mais d'autres avaient parlé d'apaisement avant 1937 ; ainsi Eden lorsqu'il avait accepté la remilitarisation de la Rhénanie. Enfin, on sait, et il est rappelé par Wrench, que le meilleur argument pour excuser l'accord de Munich est la nécessité de gagner du temps pour les armements indispensables. De plus, et ceci est plus nouveau, l'opinion des *Dominions* imposait une pareille politique : l'Union sud-africaine ne serait pas entrée en guerre pour la Tchécoslovaquie, ce qui aurait rendu très difficiles les communications impériales, surtout si l'on songe au sort de la Méditerranée pendant la deuxième guerre mondiale. On retrouve donc ici les sentiments et l'esprit d'un membre du *Kindergarten*, plus soucieux et plus informé de l'Empire que des imbroglios de l'Europe centrale. Là est, je crois, l'explication essentielle d'une action politique au reste favorisée par des préjugés sociaux. Action qui n'a pas été reniée. Le 9 octobre 1940, lorsque Neville Chamberlain quitte le gouvernement, Dawson lui écrit pour regretter son départ et lui rappeler qu'il est « un impénitent supporter » de Munich ; et il le lui redit un mois plus tard, dans une nouvelle lettre reçue par l'ex-Premier le jour même de sa mort. Les deux lettres résument les arguments de la défense commune aux deux hommes, insistent sur le fait qu'en 1938, l'unité morale n'était assurée, en cas de guerre avec l'Allemagne, ni en Angleterre, ni au Canada, ni en Afrique du Sud. La première lettre en appelle au jugement de l'histoire. On se bornera ici à souligner que les origines, la formation, et surtout les années sud-africaines de G. Dawson ont imposé à son action politique une unité et une continuité toujours affirmées.

Henri Calvet.

(1) Cf. mon article cité plus haut.

(2) D'abord dans un article de *The Quarterly Review*, avril 1954, puis dans ses souvenirs *Old Men Forget*.

SUR UN LIVRE DE M. BENOIST-MÉCHIN (1)

« Pour éviter de commettre la même faute que certains de nos prédécesseurs et entourer notre travail de toutes les garanties désirables, nous avons consulté à peu près tous les témoignages français et étrangers ayant trait à notre sujet — quels que soient le camp dont ils se réclamaient ou les thèses qu'ils faisaient profession de défendre. *Jamais nous n'avons rien avancé qui n'ait été puisé aux sources les plus sûres et soumis aux recoupements les plus rigoureux. Jamais nous n'avons cité une phrase ou un chiffre sans fournir sa référence* (2) » (t. I, p. 11).

C'est sur la promesse d'une telle rigueur scientifique que M. Benoist-Méchin propose au public de mettre de l'ordre dans les tragiques journées de mai-juillet 1940, pendant lesquelles les événements se sont déroulés à une allure si hallucinante qu'il a été difficile de les noter avec précision sur le moment et que, enregistrés après coup, certains donnent lieu à des interprétations absolument opposées.

L'œuvre établie par l'auteur de la magistrale *Histoire de l'armée allemande* se présente donc sous les meilleurs auspices.

Le texte, écrit en une langue élégante et d'un style vivant, mentionne plus de quinze cents références : la bibliographie dépouillée par l'auteur comporte plus de quatre cents ouvrages ou publications.

Pourtant, dès l'abord, le titre même de l'ouvrage *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident* n'est pas sans surprendre. Pourquoi bloquer les « soixante jours » alors que la véritable césure s'est faite le 16 juin, soit trente-six jours après le 10 mai, lorsque la France abandonna la lutte entreprise en commun? La dictature que s'est octroyée Pétain et le régime de collaboration avec l'ennemi, qui ont duré plus de quatre ans, sont la conséquence directe de la demande d'armistice ; malgré la position prise par la Haute Cour, lorsqu'elle a examiné les responsabilités des hommes de Vichy, je ne cesserai de proclamer cette évidence et je suis convaincu que l'histoire impartiale, qui s'écrira bien un jour, la reconnaîtra. M. Benoist-Méchin n'explique pas non plus pourquoi il exclut de l'Occident l'Allemagne de 1940, qui ne parut certes pas ébranlée par les journées qu'il décrit.

Je n'ai pas l'intention d'analyser les 1.700 pages qui composent les trois volumes ; mais j'ai eu la curiosité d'examiner attentivement la présentation de journées qui, à divers titres, me paraissent cruciales et qui restent, à certains égards, mystérieuses.

Le rendez-vous manqué du 21 mai. — On connaît les faits : le 21 mai, le général Weygand, qui vient de prendre le haut commandement interallié, décide, malgré la fatigue, les difficultés et les risques du voyage, de se rendre en Belgique, pour assurer l'unité de conception stratégique entre les commandements français, anglais et belge. Parti dès l'aube, il atterrit près de Béthune à 9 h. 30, n'est rejoint par le général Billotte, commandant l'armée du Nord, qu'à 16 heures ; il a une conférence avec le roi des Belges et repart d'Ypres

(1) *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident*, Albin Michel. Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 26, juillet 1957 (compte rendu par M. Dhers).

(2) C'est nous qui soulignons.

à 17 h. 30, sans avoir vu le général Gort, commandant les forces britanniques, qui n'arrive au rendez-vous qu'à 20 heures.

Les conséquences de ce rendez-vous manqué ont été incalculables. M. Benoist-Méchin reconnaît (t. III, p. 278) que la tentative de percée en direction d'Arras — quoique bien tardive — pouvait encore, à cette date, sauver nos armées encerclées : un succès tactique de cette importance était susceptible de rendre confiance aux alliés, d'empêcher la défection belge, de permettre à Weygand la réorganisation des commandements qui s'imposait, tandis qu'il aurait sérieusement atteint Hitler, dont M. Benoist-Méchin nous expose longuement les appréhensions sur le résultat de sa manœuvre hasardeuse.

Encore fallait-il qu'il y eût contact direct du généralissime avec le chef des forces anglaises pour exposer le plan conçu et l'imposer. Weygand, l'homme de Foch, en appréciait mieux que personne la nécessité. Avec loyauté, il le reconnaît dans ses *Mémoires* (p. 102), d'autant plus qu'il avait eu d'excellents rapports personnels avec Lord Gort. Et, devant la *Commission d'enquête parlementaire* (t. VI, p. 1707), il a exprimé le regret — je dirais presque le remords — de n'être pas resté à Ypres jusqu'à l'arrivée du chef anglais.

Voyons maintenant comment M. Benoist-Méchin explique ce rendez-vous manqué : aucune référence aux explications fournies par Weygand, aux excuses formulées par lui ; aucune allusion aux recherches que l'auteur a pu faire — a dû faire — dans les nombreux documents britanniques qu'il avait à sa disposition, sur les raisons du retard du général Gort. Une seule phrase : s'abritant derrière une allégation du colonel de Bardies, il écrit (t. I, p. 237) : « Faut-il croire que le général Gort n'est arrivé si tard que parce qu'il n'avait pas grande envie de voir le général Weygand? » sans donner le moindre commencement de preuve de cette grave accusation.

Est-ce, sur un sujet aussi gros de conséquences, faire métier d'historien?

Le Comité de Guerre du 25 mai. — On sait qu'un procès-verbal en a été établi par Paul Baudouin ; que ce procès-verbal est éminemment suspect parce que, de son propre aveu, Baudouin était partisan de l'armistice depuis le 16 mai et qu'en outre son texte fait produire par Campinchi — qui n'en a jamais eu connaissance avant sa mort — des arguments absolument contradictoires. Seuls, le Président de la République, le général Weygand et Paul Reynaud ont eu, à l'époque, communication du procès-verbal, ou plutôt, de ce projet de procès-verbal. Paul Reynaud a corrigé, dans les jours qui ont suivi, les passages le concernant, et notamment, ceux dans lesquels Baudouin lui imputait d'avoir, à ce Comité, envisagé l'armistice.

M. Benoist-Méchin ne peut pas passer sous silence toutes les discussions auxquelles ce document a donné lieu, tant au procès Pétain que devant la *Commission d'enquête parlementaire*. Mais il conclut : « C'est à ce Comité que la question d'armistice a été posée pour la première fois et elle l'a été par Paul Reynaud. » Sur quoi s'appuie-t-il pour produire une telle affirmation? Sur l'opinion de l'écrivain américain Langer (t. I, p. 289), qui, bien entendu, n'assistait pas au Comité ; également (t. III, p. 434), sur le fait que, Paul Reynaud ayant été le lendemain à Londres, ce ne pouvait être que pour y poser la question de l'armistice ; il reconnaît, d'ailleurs, qu'à ces entretiens franco-britanniques la question de l'éventualité d'une demande d'armistice n'a pas été soulevée.

Je n'assistais pas au Comité du 25 mai : je ne puis donc apporter aucun témoignage sur ce qui a pu s'y dire ; mais je constate que les conclusions de M. Benoist-Méchin, basées sur une argumentation enfantine, sont une nouvelle manifestation de son évidente partialité.

Le dernier Conseil interallié du 13 juin. — Au cours de ses longues dépositions devant la *Commission d'enquête*, le général Weygand a formulé le vœu que les historiens exercent leur sagacité sur les journées des 13 et 16 juin qui lui paraissent les plus confuses de cette époque mouvementée.

On connaît la controverse au sujet de la première de ces journées : Churchill et ses collègues britanniques venus à Tours et y ayant conféré avec Paul Reynaud, en présence de Paul Baudouin et de Roland de Margerie, ont-ils ou non délié le gouvernement français de l'engagement souscrit à Londres, le 28 mars précédent (ni armistice ni paix séparés).

M. Benoist-Méchin — il pouvait difficilement faire autrement — reproduit (t. II, p. 170) le procès-verbal officiel de la conférence établi par de Margerie et qui se termine ainsi :

« Nous verrons tout cela après l'arrivée de la réponse américaine, déclare Churchill. Celle-ci mettra peut-être vingt-quatre heures à nous parvenir. *Ainsi que je l'ai déjà dit, si cette réponse est défavorable et si, alors, vous nous annoncez votre résolution de traiter séparément, nous aurons tout un ensemble de problèmes à examiner* (1). »

Ce procès-verbal paraît bien résoudre le problème : la question de l'armistice séparé a certainement été posée et longuement discutée à ce Conseil interallié, mais la décision, c'est-à-dire l'accord du gouvernement anglais à cette mesure unilatérale, a été ajournée jusqu'à la réponse américaine et l'établissement des mesures à prendre dans l'intérêt commun.

Pourtant, ce passage capital du procès-verbal ne retient, à aucun moment, l'attention de M. Benoist-Méchin ; il veut l'ignorer, il s'en rapporte pleinement à l'exposé publié, après la guerre, par Paul Baudouin, d'après les notes que celui-ci aurait prises pendant le Conseil interallié ; exposé qui n'offre aucun caractère d'impartialité, puisque son auteur était partisan déclaré de l'armistice depuis un mois, ni d'authenticité, puisqu'il n'a pas jugé opportun d'en faire connaître la substance au Conseil des ministres qui a suivi (2).

A l'appui de la thèse de Baudouin, soutenant que l'autorisation de traiter séparément a été donnée à Tours le 13 juin et, que ce jour-là, l'Angleterre a dégagé la France de son engagement du 28 mars, M. Benoist-Méchin apporte (t. III, p. 445) deux arguments qui lui paraissent décisifs :

1) Mécontent, explique-t-il, de l'attitude conciliante du Premier anglais, Paul Reynaud envoie de Gaulle, le soir même, auprès de Churchill pour rendre celui-ci plus intransigeant. Le général de Gaulle a bien été à Londres (3), mais il n'est parti que le 14 au soir — non de Tours, mais de Bordeaux. Il est passé par la Bretagne, n'a débarqué à Londres que le 16 au matin et n'a vu Churchill qu'à l'heure du lunch. Dans l'intervalle, il y avait eu une nouvelle démarche de Reynaud, à Londres, à la suite du Conseil des ministres du 15 et l'envoi, par Churchill, des deux fameux télégrammes subordonnant l'autorisation de traiter séparément à l'envoi de la flotte dans les ports anglais.

Pourquoi, par des interversions de date, M. Benoist-Méchin complique-t-il un écheveau d'événements déjà si difficile à démêler?

2) Le deuxième argument est « l'aveu » de Paul Reynaud, qui, devant la *Commission d'enquête*, aurait reconnu que, le 13 juin, les Anglais avaient donné leur accord et qu'il avait manœuvré pour le faire retirer (t. II, p. 187, et t. III, p. 445).

La question est suffisamment grave pour que nous examinions minutieusement les procédés de discussion utilisés par M. Benoist-Méchin.

(1) C'est nous qui soulignons.
(2) Paul Baudouin, *Neuf mois au Gouvernement*, p. 163.
(3) De Gaulle, *Mémoires* (t. I, p. 59).

Il y aurait eu deux déclarations de Paul Reynaud, à peu près identiques (références nos 160 et 161). Si l'on se reporte à la table des références, peu commodément renvoyées à la fin des volumes, on constate :

a) qu'il y a erreur de numérotation : les dépositions à la *Commission d'enquête* visées portent, à la table, les nos 159 et 160 ;

b) le no 159 serait une déposition de 1947, citée par les *Écrits de Paris* en mai 1948 ! Pourquoi ne pas donner la référence directe des procès-verbaux de la *Commission d'enquête* si la déposition y figure bien et faire intervenir une publication ultra pétainiste?

c) Le no 160 correspond bien à la page indiquée des procès-verbaux, mais, en s'y reportant, on constate que cette réponse, donnée par Paul Reynaud à un commissaire qui l'interrogeait : « L'autorisation anglaise m'a bien été donnée ; je me suis arrangé pour qu'elle soit retirée », se refère, non pas aux conversations du 13 juin, mais aux télégrammes anglais du 16, subordonnant l'autorisation à l'envoi de notre flotte dans les ports anglais.

L'organisation de la confusion continue...

La journée du 16 juin. — Les événements de la matinée et de l'après-midi sont clairement exposés par M. Benoist-Méchin, notamment l'histoire des télégrammes apportés, puis retirés et non communiqués au Conseil des ministres ; l'offre d'union franco-anglaise accueillie avec étonnement par les uns, avec fureur par les autres, en tout cas pas sérieusement discutée, et le renvoi du Conseil à 22 heures, pour prendre l'ultime décision.

A partir de cet instant, où l'on approche de l'heure critique, l'exposé de M. Benoist-Méchin devient beaucoup plus tortueux. Aucun effort pour préciser si l'objet de la proposition Chautemps-Frossard était de demander à Hitler ses conditions de paix, comme l'affirme Baudouin (1) et comme je le soutiens également, ou les conditions d'un armistice, comme on l'écrit généralement ; aucun effort pour indiquer, nominativement, la composition de la fameuse majorité, qui aurait existé en faveur de cette proposition ; aucun effort pour tenter d'expliquer pourquoi, de la suprême réunion des quatre présidents —Lebrun, Jeanneney, Herriot et Reynaud — qui, tous quatre, se déclareront adversaires résolus de l'armistice, est sortie la désignation de Pétain, dont chacun savait que le premier acte de gouvernement serait de solliciter l'armistice.

Mais où M. Benoist-Méchin dépasse la mesure, c'est quand il invente (t. II, p. 268) un Conseil des ministres de 22 heures dont tous les témoignages dont il a disposé sont unanimes à déclarer qu'il n'a pas existé. Quand les ministres sont arrivés à la résidence de Lebrun pour prendre part à ce Conseil, la désignation de Pétain était faite et celui-ci formait déjà son gouvernement.

Pourquoi donc intercaler cet ultime Conseil des ministres de Paul Reynaud qui n'a jamais siégé? On soupçonne le but : faire prendre à l'ensemble de ces ministres démissionnés par leur président du Conseil la responsabilité de la venue au pouvoir de Pétain.

La manœuvre est habile ; abstenons-nous de la qualifier...

Comme nous l'avons indiqué plus haut, aucune césure dans le récit de M. Benoist-Méchin : la France vient de renier la parole donnée à ses alliés, de faire fi de son Empire, d'abandonner sa flotte — la seconde d'Europe — aux hasards des événements, tout cela ne mérite pas, pour l'auteur, quelques lignes, pas même quelques points de suspension... et il enchaîne immédiatement sur la constitution du gouvernement Pétain, qui devait conduire à la dictature, à la collaboration avec l'ennemi, à la destruction de notre Marine.

(1) Baudouin, *op. cit.*, p. 174.

* * *

Après de telles constatations, comment s'étonner des remarques qui peuvent être relevées en parcourant l'ouvrage : aucune critique de l'attitude de l'amiral Gensoul, qui, lors de la tragédie de Mers-el-Kébir, a « oublié » de signaler à ses chefs et au Gouvernement la possibilité de sauver la flotte, dont il a la responsabilité, en la dirigeant vers les Antilles françaises ; uniquement des louanges pour l'amiral de Laborde qui, à Toulon, en 1942, ne fera rien pour faire sortir de la nasse de Toulon ce qui reste de nos bateaux et éviter leur destruction.

L'axiome de l'impossibilité de défendre l'Afrique du Nord, invoqué par les partisans de l'armistice seulement après la conclusion de celui-ci, paraît indiscutable à M. Benoist-Méchin qui n'a vraisemblablement pas ouvert — bien qu'il l'ait cité dans sa bibliographie — la magistrale étude que M. André Truchet a consacré à démontrer le contraire (1).

Bien entendu, l'auteur n'a que des excuses pour Léopold III et il voue aux gémonies Reynaud et Churchill, qui se sont permis d'attaquer le roi ; peut-être n'a-t-il pas lu ce que raconte Weygand dans ses *Mémoires* (p. 125-126), sur les conditions dans lesquelles il a appris la capitulation belge ; en tout cas, je puis porter témoignage qu'au Conseil des ministres du 27 mai au soir, Weygand déclara : « Cette défection, sans nous avoir même avertis, est une trahison. »

Sans doute, il ne peut méconnaître le tempérament fougueux de Churchill, mais il ne lui pardonne pas d'avoir, seul, tenu tête à Hitler pendant un an et permis, ainsi, sa défaite finale. Il utilise, à ses fins, une boutade rapportée par le général Georges ; il tient pour non sincère, comme écrite après coup, l'opinion longuement motivée que Churchill exprime, dans ses *Mémoires*, sur les méfaits de l'armistice ; il passe complètement sous silence — parce que plus difficile à rétorquer — le sentiment exprimé, à ce sujet, par le Premier anglais à Ottawa, en pleine bataille, le 30 décembre 1941, et que ses *Mémoires* d'après guerre n'ont fait que développer et préciser (2).

Dans son acharnement à vouloir faire exécrer Churchill par les Français, M. Benoist-Méchin recommence à triturer les textes : dans sa conclusion du portrait de l'homme d'État (t. III, p. 382), il lui reproche violemment d'oser blâmer Pétain de n'avoir pas fait en France ce qu'il s'est refusé lui-même de faire en Angleterre et il produit deux citations :

Une première sur la politique de la « terre brûlée » — avec un numérotage de références erroné (encore une erreur typographique !) — dont il remplace par des points un passage essentiel, ce qui lui permet de faire dire à l'auteur le contraire de sa pensée (3).

L'autre est relative à la flotte. Il affirme que Churchill a écrit à Roosevelt les lignes suivantes : « Si les membres de l'actuel gouvernement britannique étaient balayés et que leurs successeurs fussent disposés à engager des pourparlers... (encore des points !) vous ne devez pas perdre de vue que notre seule monnaie d'échange avec l'Allemagne serait la flotte et nul n'aurait le droit de blâmer les responsables de l'heure d'avoir obtenu les meilleures conditions possibles pour les survivants. »

Et M. Benoist-Méchin enchaîne : « Obtenir les meilleures conditions possibles « pour les survivants », n'est-ce pas exactement ce qu'a voulu le Maréchal. »

(1) A. Truchet : *L'Armistice de juin 40 et l'Afrique du Nord*, Presses Universitaires de France.

(2) Cf. notre « *Étude des prodromes de l'Armistice* », *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, juin 1951, p. 25.

(3) Churchill, *Mémoires*, t. II, p. 185.

L'argument est de poids et mérite qu'on s'y arrête ; mais, cette fois, la référence n'est pas erronée : pour un texte aussi grave, il n'y en a pas.

Par contre, on trouve, dans les *Mémoires* de Churchill (t. II, p. 198), une lettre du Premier à Roosevelt, datée des 14-15 juin 1940, où figure ce passage :

« Le Gouvernement actuel et moi-même n'hésiterions pas un seul instant à faire passer la flotte de l'autre côté de l'Atlantique au cas où la résistance de notre pays serait brisée, mais la lutte peut prendre une tournure telle que les ministres actuels n'aient plus en main les leviers de commande et que des conditions de paix très avantageuses puissent être obtenues pour les Iles Britanniques, au prix d'une intégration dans l'Empire hitlérien comme État vassal. Un gouvernement germanophile serait certainement mis sur pied pour négocier la paix et il pourrait présenter à une nation accablée ou affamée des arguments presque irrésistibles en faveur d'une entière soumission aux volontés nazies. » C'est probablement ce texte qui a inspiré la « citation » invoquée par M. Benoist-Méchin.

« Présenter à la nation accablée et affamée des arguments presque irrésistibles en faveur d'une entière soumission aux volontés nazies », c'est bien ce qu'a fait le gouvernement de Vichy, et c'est le titre de gloire, que, en invoquant Churchill, M. Benoist-Méchin propose à l'admiration des Français.

Bien entendu, le portrait de Pétain, qui termine l'ouvrage, ne contient que des louanges : pas une critique, même quand, le 17 juin, le Maréchal de France, nouveau chef du Gouvernement, commande à la Radio, avant même de connaître les conditions de l'ennemi : « Cessez le combat. » Mots terribles dont ses ministres perçoivent aussitôt le danger et essaient, en vain, d'atténuer les effets, mots terribles qui signifiaient « capitulation pure et simple », qui nous coûtèrent des dizaines de milliers de prisonniers supplémentaires.

« Pas un mot de trop » dans cette allocution, tranche M. Benoist-Méchin (t. III, p. 612) ! Aucun rappel, dans ce portrait, de notre situation militaire, en 1939 : pourtant, c'est la préface de Pétain à l'ouvrage du général Chauvineau que, 300 pages plus haut (t. III, p. 265), l'auteur met en exergue, pour qualifier la péremption de la doctrine militaire, mise en pratique, avant guerre, par notre commandement et, notamment, l'hostilité de l'État-Major, à l'instigation de Pétain, aux chars de combat.

Mais il importe, avant tout, que rien ne vienne ternir le panégyrique qui termine l'ouvrage !

Devant ces constatations, est-il besoin de conclure? Mis en confiance par les déclarations de l'exorde appuyées par un nombre de témoignages impressionnant, entraîné par un style alerte, vivant, qui, avec un art consommé, expose les événements sous une apparence de rigoureuse impartialité, le lecteur non averti suit avec un intérêt croissant le développement de ces dramatiques et passionnantes journées et, peu à peu, il se laisse entraîner par l'apparente évidence des thèses si habilement échafaudées.

Rares sont ceux qui, ayant vécu par eux-mêmes cette hallucinante époque et ayant été amenés, ensuite, à en scruter le déroulement, butent, tout d'un coup, sur un détail, contrôlent, vérifient et constatent avec stupeur les véritables abus de confiance dont ils n'auraient pas cru capable Jacques Benoist-Méchin.

Louis MARIN.

COMPTES RENDUS

GRANDE-BRETAGNE ET COMMONWEALTH

Entre deux guerres

L'Angleterre d'entre les deux guerres mondiales, si durement secouée par la crise de reconversion dès 1919, par la *grande dépression* après 1929, et qui s'efforce de redresser son économie après 1935, en dépit des âpres concurrences dans le domaine commercial qu'elle rencontre en Asie, en Europe et ailleurs, est un exemple toujours valable des liens entre le social et le politique. Liens qui n'ont pas manqué d'être déjà scrutés. Ch. L. Mowat (1) peut faire état de très nombreuses publications statistiques, de source officielle ou privée, des travaux d'économistes tels que Keynes, Pigou, Clark. Ce choix de matériaux souligne l'évolution du mode de vie, la distribution modifiée des fortunes ou des revenus ; il révèle l'ampleur des changements sociaux. De telles indications, toujours précieuses, se rencontrent dès le début du livre (2), où se trouve exposé le problème de la livre sterling et des prix. Par la suite, ce sont les problèmes industriels et commerciaux qui prennent la vedette, parce qu'ils sont étroitement liés au chômage, capital dans l'histoire anglaise de 1920 à 1935. Ces problèmes font, en plus l'objet exclusif de deux chapitres : le quatrième (3), qui traite plus spécialement de la période 1920-1930, et le neuvième (4), consacré à la décade suivante. Mais ailleurs, et très souvent, en notes, ou sous forme de tableaux, que de données précises qui touchent, pour les années 1918 à 1940 à l'évolution démographique, à celle des prix, des revenus, des salaires, du commerce d'exportation, de la production industrielle, etc. Il y a là les bases indispensables d'une histoire sociale, bien dégagées et bien groupées.

L'histoire politique se trouve donc éclairée, et de manière très suggestive. Prennent place, parmi les faits de cet ordre, des épisodes sur lesquels l'ordinaire des historiens passe très vite, habituellement. Ainsi le récit de la grève générale de 1926, ou bien telle séance de congrès travailliste : en particulier celui de 1935, où s'affrontèrent violemment pacifistes et antifascistes, et qui vit triompher, à la suite d'une intervention de Bevin, la politique des sanctions. Histoire politique toujours précise, où le nom de chacun des hommes marquants qui y apparaissent s'accompagne, toujours en note, du rappel de leur origine sociale et des étapes de leur carrière. Histoire soucieuse de mettre au point les principales questions controversées, de manière simple et claire. Ainsi la question de la lettre Zinoviev, que l'on rend responsable de la défaite électorale des travaillistes en 1924 ; ou encore l'abdication d'Édouard VIII, ou bien Munich.

(1) Charles Loch Mowat, *Britain between the wars (1918-1940)*, London, Methuen, 1955, in-8°, 694 pages.
(2) P. 25-28.
(3) P. 201-258.
(4) P. 480-532.

Le ton mesuré, qui est celui de l'auteur, pour chacune de ces questions est d'autant plus louable que, par ailleurs, Mowat sait garder une franchise et une liberté d'appréciation très proches de la rudesse. Non seulement dans ces brefs et vigoureux portraits qui émaillent son texte (1), mais encore en certaines de ses conclusions. Ainsi (p. 142) la défaite de la « coalition » en 1922 est rapportée en ces termes : « Ainsi finit le règne des grands, des géants de l'ère édouardienne et de la guerre : et commence le règne des pygmées, des cerveaux de seconde classe, pour durer jusqu'en 1940. » Appréciation dure, sans doute excessive. Elle prouve, en tout cas, la franchise d'un auteur dont l'ouvrage est d'un intérêt qui ne faiblit jamais.

Henri CALVET.

Sur la « Royal Navy »

Dans le cadre de l'histoire du Royaume-Uni pendant la seconde guerre mondiale, publiée à la suite d'une décision du gouvernement britannique annoncée le 25 novembre 1946 à la Chambre des Communes, vient de paraître le premier des trois volumes consacrés à la guerre sur mer.

Comme le fait remarquer l'auteur (2) dès son premier chapitre, les principes traditionnels qui régissent la stratégie maritime sont demeurés les mêmes lors de la dernière guerre. Mais ce qui lui donne un aspect différent, c'est l'apparition de l'avion. Autrement dit, pour une puissance aussi étroitement liée à la mer que la Grande-Bretagne, les nécessités et les périls restent les mêmes. Les modalités de l'attaque et de la défense se sont transformées par l'entrée en scène de l'aviation, de même qu'elles s'étaient modifiées lors de la première guerre mondiale du fait de l'intervention du sous-marin.

La première constatation qu'inspire la lecture est, sans aucun doute, une impression d'admiration quasi illimitée à l'égard de l'effort incroyable soutenu par la Marine britannique pendant près de six ans. Entrée en guerre dans des conditions de préparation plus que médiocres, demeurée seule en lice au bout de dix mois, harcelée de mille tâches, de responsabilités écrasantes, elle a tenu au milieu des pires revers, seule pratiquement, jusqu'à la fin de l'année 1941, où les États-Unis sont entrés officiellement dans la guerre, au moment où tant de coups redoublés avaient déjà frappé la *Royal Navy* qu'on peut se demander ce qui serait advenu de l'Angleterre si elle n'avait alors vu arriver cette alliée dans l'arène.

L'Angleterre était aux abois : faire passer les convois, arrêter la flotte d'invasion allemande, étaient des questions de vie ou de mort. Immédiatement ! S'y ajoutait, bien entendu, la nécessité impérieuse de conserver les bases essentielles d'outre-mer, voire de les étendre ou de les consolider.

Comme en 1914-1918, l'Angleterre serait morte de faim si la *Royal Navy* n'avait efficacement surmonté la menace des corsaires de surface ou des sous-marins allemands. Comme elle y avait été amenée en 1796, elle s'est retrouvée sur le point d'avoir à évacuer totalement la Méditerranée. Comme au temps du camp de Boulogne, elle s'est retrouvée dans la nécessité de monter la garde sur les falaises de Douvres, scrutant anxieusement la côte d'en face, où se rassemblait la flotte d'invasion. La clé de la résistance britannique aux pires heures de 1940-1941, c'est la *Royal Navy* et les formations de la *Royal Air Force* qui coopéraient avec elles. L'impression lumineuse qui se dégage

(1) Pour les leaders socialistes, p. 147-148.

(2) Captain S. W. ROSKILL, R. N., *History of the Second World War. The War at sea*, vol. I, Londres, H. M. Stationery office, 1954, 664 pages, cartes, illustrations.

de ce premier volume de Roskill consacré à la phase défensive de la guerre, qu'il clôt — un peu pour des nécessités de balancement de son ouvrage — au 31 décembre 1941, est que, malgré toute son énergie et ses qualités, la résolution d'un Churchill n'aurait servi de rien si elle ne s'était appuyée sur cette forteresse morale autant que matérielle constituée par l'Amirauté britannique, avec son complexe inégalable de traditions, de réflexes et de décisions orientées en fonction de l'élément par lequel l'Angleterre vit, se défend et, jusqu'à ce jour, a toujours gagné.

Autre constatation : l'ouvrage du commandant Roskill n'est pas, loin de là, une œuvre de vulgarisation. Ce n'était pas le propos de l'auteur. Il serait à peu près inintelligible à qui n'aurait pas présent à l'esprit un tableau au moins schématique du déroulement des opérations de la seconde guerre mondiale. Même pour un lecteur averti, le livre est difficile à suivre, en raison de son découpage très particulier qui, pour des périodes arbitrairement délimitées, conduit successivement le lecteur des eaux anglaises au théâtre atlantique, puis à l'Afrique, à l'Adriatique ou à l'Extrême-Orient.

L'action se déroulait simultanément sur de nombreux théâtres différents, mais le fil directeur est difficile à suivre. En un mot, plus qu'une histoire maritime de la seconde guerre mondiale, c'est une sorte de dictionnaire où le lecteur pourra retrouver, grâce à un excellent répertoire, tous les renseignements essentiels sur l'affaire qui l'intéresse, mais qui ne lui permettra pas sans efforts de se faire une idée générale. Il s'agit des opérations de la marine britannique. On ne pourra donc s'étonner que l'auteur, qui appartient à la *Royal Navy*, se montre essentiellement *British minded*, au point de négliger certains aspects du décor dans lequel s'est débattue la marine anglaise pendant la guerre. Si courte qu'ait été la participation française, il aurait été intéressant, même pour le lecteur anglais d'en savoir sur les conventions passées avec la marine française un peu plus long qu'il n'est indiqué (p. 51). Il aurait été honnête de signaler également, à propos des convois de Gibraltar, qu'entre le 3 septembre 1939 et le 25 juin 1940, la marine française a assuré l'escorte, dans l'un et l'autre sens, d'un convoi anglais sur deux en moyenne, soit vingt-sept dans le sens Grande-Bretagne-Gibraltar, pour un total de 1.145 bâtiments, dont quatre seulement ont été perdus, et vingt-neuf dans le sens Gibraltar-Grande-Bretagne, pour un total de 882 bâtiments, dont aucun n'a été perdu. Il n'est pas dit un mot non plus de la participation française à la mise en place des champs de mines du Pas-de-Calais, participation loin d'être négligeable, puisqu'elle portait sur 1.012 mines mouillées entre les bancs de Flandres avant les opérations de mai-juin 1940, et que ce furent les mouilleurs de mines français — la *Royal Navy* n'en ayant aucun de disponible — qui vinrent, après la chute de Dunkerque, fermer les derniers passages laissés libres. On note également qu'il n'est fait aucune allusion aux escortes fournies par le *Dunkerque* et par nos sous-marins de 1.500 tonnes aux convois de Halifax, sur lesquels l'auteur s'est pourtant assez longuement étendu. Mais il faut noter aussi les compliments adressés aux croiseurs auxiliaires français pour leur rôle dans l'évacuation de Namsos. Il y avait, du reste, de quoi, si l'on songe que la division Cadart extirpa, pour sa part, en une nuit, à Namsos, les deux tiers du corps expéditionnaire allié, soit 1.911 soldats français et 2.284 anglais.

Ces remarques faites, je ne retiendrai pas de ce livre les actions les plus importantes et généralement bien connues comme la destruction de l'*Admiral Graf Spee* au mois de décembre 1939, les deux batailles de Narvik du 10 et du 13 avril 1940, la poursuite du *Bismark* au mois de mai 1941, etc... Ce qui demeure le plus intéressant dans ce livre, ce sont les enseignements de ces vingt-huit premiers mois de campagne défensive, les idées préconçues qui

s'effondrent devant les résultats de l'expérience, ainsi, par exemple, à propos du bombardement stratégique des bases sous-marines ennemies (1).

L'auteur reconnaît, dans un autre domaine, la supériorité du renseignement naval allemand, dont nous avons nous-même constaté les effets, notamment au moment des opérations de Dunkerque. Il insiste sur l'efficacité du service des interceptions radiotélégraphiques ennemies (p. 87). Il ne cache pas que, malgré les précautions prises, le nombre des sous-marins allemands annoncés comme détruits l'emportait, en fin de compte, sur le nombre des victimes réelles.

Il est intéressant de noter aussi combien le droit que l'Amirauté britannique se réservait d'intervenir directement dans les opérations a parfois gêné les commandants en chef, qui viendront à réclamer, comme l'amiral Forbes, commandant la *Home Fleet*, « le maximum de renseignements plutôt que des ordres » (p. 27). Conscient du vice de ces errements, le premier lord naval lui-même n'hésitera pas, d'ailleurs, à reconnaître qu'en effet il ne sert à rien d'avoir des commandants en chef si on fait leur besogne. « S'ils ne sont pas capables de la faire, ils n'ont qu'à laisser la place à quelqu'un d'autre plus capable » (p. 27). Ce qui n'empêchera nullement, par la suite, non seulement des interventions de l'Amirauté par-dessus la tête du commandant en chef, mais même du Premier Lord par-dessus la tête de l'Amirauté. Mais ces interventions n'ont pas que des inconvénients. Si elles ont plutôt gêné l'amiral Forbes au moment de la campagne de Norvège, son successeur, l'amiral Tovey, n'aura qu'à s'en louer lors de la poursuite du *Bismarck*.

L'un des facteurs les plus importants, celui de l'aviation maritime, avait fait l'objet, bien avant la guerre, des plus vives discussions, tant en Angleterre qu'en Allemagne et en Italie. Seule la marine britannique avait, heureusement pour elle, réglé la question à son avantage. Depuis 1937, la *Fleet Air Arm* était rentrée dans le sein de la *Royal Navy*, encore que 2.000 ressortissants de la *Royal Air Force* y servissent encore en 1940. De plus, le *Coastal Command* avait été mis en priorité au service du commandement naval, alors que les marines allemande et italienne se débattirent vainement pendant toute la guerre pour obtenir de la *Luftwaffe* ou de la *Regia Aeronautica* la coopération indispensable.

Ce qui ne veut pas dire, loin de là, que tout fut parfait dans le domaine de la collaboration aéronavale en Angleterre. La *D. C. A.* de la flotte était notoirement insuffisante. Le *Coastal Command* se révélait lent et malhabile dans la reconnaissance, insuffisant dans le bombardement (p. 73). Au demeurant, les bombardiers allemands n'avaient pas eu, d'ailleurs, des débuts plus brillants ! Roskill note, à propos de la première attaque de la *Home Fleet* par la *Luftwaffe* : « A cette occasion, le tir de la *D. C. A.* de la flotte se révéla aussi inefficace que le bombardement ! » (p. 69). Ce qui va conduire l'amiral Forbes à des conclusions peut-être hâtives sur la relativité du danger aérien, du moins dans les bases bien organisées... Mais l'on manque encore de bases organisées : le mouillage de Scapa Flow n'a qu'une protection antiaérienne très insuffisante. Les chenaux d'accès sont mal gardés. On se hâte d'y expédier des *blocks ships* destinés à embouteiller les chenaux dont la flotte n'a pas besoin : celui qui devait embouteiller le Kirk Sound n'est arrivé que le 15 octobre... vingt-quatre heures après l'*U. 47* de Prien qui s'est insinué dans la

(1) « L'opinion que l'aviation de bombardement pourrait prendre une part prédominante à la défaite des U-Boote en prenant l'offensive contre les bases et les chantiers de construction ou de réparation ennemis plutôt qu'en escortant et protégeant les convois au large n'a pas été confirmée après guerre par l'analyse des résultats obtenus. Il est impossible aujourd'hui d'écarter la conclusion que le procédé le plus efficace pour détruire les sous-marins consiste à les attendre à proximité de la proie qu'ils recherchent » (p. 11).

rade et vient d'expédier le cuirassé *Royal Oak* par le fond. La flotte évacue alors Scapa Flow pour venir chercher au Loch Ewe, sur la côte nord-ouest de l'Écosse, une base qui la met beaucoup plus loin de sa zone d'action normale, c'est-à-dire la partie de la mer du Nord qui s'étend entre les Orcades et la Norvège, et, de plus, se révèle guère mieux abritée. Le *Nelson* y subira, le 4 décembre, les effets d'une mine magnétique. Quinze jours plus tôt, c'était le croiseur lourd *Belfast* qui avait subi le même sort à l'entrée du Firth of Forth. Ce problème critique des bases ne sera pas réglé avant cinq mois, et c'est le 15 mars 1940 seulement que la *Home Fleet* reparaît, accueillie par Churchill, dans un Scapa Flow considérablement renforcé dans ses défenses.

Tout cela ne donne qu'une idée imparfaite des immenses difficultés que la *Royal Navy* allait avoir à affronter en entrant dans la guerre après une préparation matérielle insuffisante : disette en armes de *D. C. A.* (p. 139) ; difficulté à assurer la sécurité du trafic de la côte est, indispensable au ravitaillement en charbon de l'Angleterre méridionale ; manque de canons pour armer la flotte de commerce ; difficultés dans la mise au point de l'artillerie des cuirassés de 35.000 tonnes en construction, au demeurant fort en retard sur leurs adversaires allemands, etc...

En fait, pendant cette phase « défensive » des opérations de la *Royal Navy*, trois grands problèmes se sont posés en permanence : lutte anti-sous-marine, guerre des mines et corsaires de surface allemands, cuirassés, croiseurs et croiseurs auxiliaires. Problèmes qu'il est impossible d'éluder sous peine de voir réduit à la famine le Royaume-Uni, qui ne peut subsister sans ses importations maritimes. Problèmes dont la solution apportera, en fin de compte, à l'Amirauté britannique, en raison de la pérennité de l'effort, une charge infiniment plus considérable que celle des opérations de Norvège, de Dunkerque ou de Méditerranée.

Sur les résultats de ces trois formes de la guerre contre les communications britanniques, l'ouvrage du commandant Roskill apporte, presque au jour le jour ou du moins période par période, toutes les précisions désirables. L'histoire des *Raiders* allemands est ici reconstituée avec un soin extrême, qu'il s'agisse des grands navires de bataille, dont l'activité devait prendre fin le 27 mai 1941 avec la destruction du *Bismarck*, ou des croiseurs auxiliaires, dont les derniers ne furent éliminés qu'à la fin de l'année 1941. Une grande masse de forces fut mise en branle : à la recherche de l'*Admiral Graf Spee* ont participé, d'octobre à décembre 1939, trois cuirassés (dont deux français), trois porte-avions (l'auteur dit quatre, mais en comptant à tort le *Béarn*, qui n'était plus en état d'opérer utilement comme porte-avions) et quinze croiseurs (dont cinq français)... au total plus de 250.000 tonnes de grands navires de combat, pour ne rien dire des contre-torpilleurs et torpilleurs... et tout cela pour un seul navire, dont le déplacement théorique n'excédait pas 10.000 tonnes. Plus tard, au moment de la sortie du *Scharnhorst* et du *Gneisenau*, puis de la poursuite du *Bismarck*, la *Royal Navy* ne bénéficiera même plus de l'appoint substantiel des forces navales françaises, et, cependant, pour en terminer, sur seize de ces corsaires de surface lancés sur les mers entre 1939 et 1941, cinq furent coulés. Des onze qui rallièrent leurs bases, aucun ne ressortit pour une seconde campagne. Sur les quelque soixante à soixante-cinq ravitailleurs utilisés à leur profit, plus de la moitié disparut sous les coups de la marine anglaise. Un grand nombre ne devaient jamais revenir en Allemagne et furent sabordés dans les ports de l'Atlantique à l'été 1944.

Pour ce qui est de la guerre des mines, sans entrer dans le détail des opérations de dragage classiques ou de la lutte antimagnétique, il suffit de relever le nombre des 698 dragueurs en service au mois de novembre 1940 pour se rendre compte de son importance. Bien entendu, la *Royal Navy*, sur ce ter-

rain, n'entend pas être en reste avec son adversaire et multiplie ses opérations offensives. On regrettera, à ce propos, que l'ouvrage du commandant Roskill ne mentionne même pas le nom du *Rubis*, demeuré en Angleterre au mois de juin sur la demande instante de l'Amirauté britannique, qui manquait à l'époque de sous-marins mouilleurs de mines, et qui, rallié aux *F. N. F. L.* après l'armistice, devait exécuter vingt missions, dont beaucoup furent couronnées de très beaux succès (1).

Sur la lutte antisous-marine, qui occupe dans ce livre la part considérable qui lui revient de droit, il est impossible de s'étendre. En règle générale, l'efficacité du système des convois, déjà connue depuis la première guerre mondiale, reste valable, en dépit des dégâts causés par les attaques en meutes imaginées par l'amiral Dönitz. A preuve la part considérable qui revient dans la liste des pertes aux navires isolés ou en retard sur leurs convois. Et, comme l'expérience le montra rapidement, cela valut tout autant pour les attaques aériennes.

La pratique des convois ne supprime pas l'utilisation des groupes de chasse antisous-marine agissant, selon la comparaison de Churchill, comme des divisions de cavalerie. Les premières expériences entreprises avec l'association porte-avions-destroyers n'ont pas été heureuses, car elles ont valu, dès septembre 1939, la perte du porte-avions *Courageous*. La technique sera reprise et mise au point par les Américains à partir de 1943.

Campagne de Norvège, évacuation de Dunkerque, opérations de Grèce et de Crète, participation de la marine à la campagne de Libye, victoire de Matapan, etc..., il est impossible de suivre l'auteur dans le détail de toutes ces opérations, qui suggèrent, cependant, de nombreuses réflexions.

Le problème des relations franco-britanniques après l'armistice n'est, en réalité, qu'effleuré. A peine est-il fait allusion à la saisie des bateaux français en Angleterre, et la question de Mers-el-Kébir comme la campagne de Syrie sont traitées sur le fond dans un autre ouvrage de la même collection consacré à la Méditerranée et au Moyen-Orient.

Roskill déplore avec raison (p. 244) le manque de contact entre les gouvernements anglais et français au moment de l'affaire de Mers-el-Kébir (2). Mais n'est-ce pas l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir Ronald Campbell, qui a pris l'initiative de cette rupture, en mettant fin prématurément à sa mission auprès du gouvernement français, à Bordeaux, le 23 juin 1940?

L'attaque de Dakar est traitée plus à fond. Son déroulement est bien connu, et les détails donnés par Roskill sont, de notre point de vue, exacts, à ceci près qu'à l'imitation de la plupart de ses prédécesseurs — et Churchill, notamment — l'auteur paraît convaincu que le gouvernement français était prévenu à la suite des indiscrétions commises en Angleterre, ce qui constitue une erreur absolue.

(1) A noter l'anecdote du mouilleur de mines anglais *Manxman*, maquillé en contre-torpilleur français, battant pavillon tricolore, équipage affublé du pompon rouge, pour s'approcher, au mois d'août 1941, de la côte italienne, afin d'infester les eaux du golfe de Gênes (p. 524). L'auteur insiste, bien entendu, sur le fait que le pavillon britannique avait été rehissé en bonne place au moment du mouillage des mines, ainsi que l'exigent les traditions de la guerre sur mer, qui autorisent toutes les ruses au cours de l'approche, moyennant qu'aucun acte hostile ne soit accompli si ce n'est sous les couleurs nationales. En la circonstance, c'était une réplique justifiée à l'action des mouilleurs de mines allemands, qui, sous le couvert du pavillon esthonien, avaient gagné la côte est d'Angleterre au mois de mars 1940 et y avaient causé de sérieux dégâts.

(2) J'ai toujours considéré, de mon côté, que ce manque de liaison, contrastant avec la multiplicité des ordres radiotélégraphiques venus tant de Londres que de Vichy, était l'une des causes principales de cette tragédie, et je suis heureux de constater que l'auteur anglais n'a pas manqué de le relever.

Il aurait été également intéressant de trouver dans cet ouvrage un aperçu plus complet de la politique de l'Amirauté britannique vis-à-vis des navires de commerce français. En fait, à l'exception de l'interception d'un convoi d'Indochine capturé dans la région du Cap le 2 novembre 1941, il n'est pratiquement fait aucune allusion à ces incidents, qui furent, en définitive, fort nombreux, mais, chose remarquable, toujours localisés (1).

1941 se termine dans le noir. Coup sur coup, le corps de bataille de l'amiral Cunningham est éliminé en Méditerranée. Le *Barham* succombe, le 25 novembre, aux torpilles de l'*U. 331*. Le *Queen Elisabeth* et le *Valiant* sont mis hors de combat pour des mois, le 19 décembre, à Alexandrie, par les hommes-grenouilles italiens. Ce même jour, les forces légères basées sur Malte pour harceler les convois de l'Axe vers la Libye ont été cruellement éprouvées et pratiquement éliminées, elles aussi. En Extrême-Orient, c'est le désastre du *Prince of Wales* et du *Repulse*, coulés, le 10 décembre, au large de Singapour, par l'aviation japonaise...

Alors qu'on se demande si Cunningham tiendra en Méditerranée, « l'année se termine sur une tempête de nuages compacts suspendus à l'est au-dessus de l'horizon ».

C'est sur ces mots que se termine ce premier volume, si riche de leçons et d'expérience, malgré les défauts, probablement inévitables, de sa construction. Mais ce sont aussi les années sombres qui s'achèvent, et les ouvrages suivants nous apporteront le récit d'événements plus réconfortants, mais probablement pas plus glorieux pour la *Royal Navy*, qui n'a sans doute, dans son histoire, jamais été aussi efficace qu'à l'époque où, seule sur les mers, elle râclait ses fonds de tiroir pour le salut de l'Angleterre.

Jacques MORDAL.

La défense du Royaume-Uni

Les péripéties de la guerre et l'apparition de moyens de combat nouveaux ont mis les îles Britanniques sur la ligne de feu. Tous les Anglais, vieillards, femmes et enfants, ont connu, de 1939 à 1945, les affres de la guerre, comme ils ne les avaient pas connus au cours de la première guerre mondiale. Nous nous rappelons la petite brochure de propagande éditée en 1944 par le ministère de l'Information britannique : *Tous au front*, brochure angoissante tant par les récits que par les photographies. Le volume actuel de l'historique britannique (2) est de composition historique plus approfondie, mais il confirme aussi bien le tragique de la situation que la ténacité et la volonté des Anglais de résister à la pression hitlérienne.

La défense du Royaume-Uni se présente sous trois aspects différents : la lutte dans la bataille d'Angleterre en 1940-1941 contre les raids aériens ; la préparation de la résistance à une invasion pendant la même période ; enfin, la défense contre les moyens mis en œuvre par les Allemands en 1944 et qui ont été appelés V1 et V2.

Pendant la première période de la guerre, le Royaume-Uni n'eut pas à souffrir des raids aériens ; deux bombes dans les Orcades au cours des six mois,

(1) J'ai eu, par ailleurs, l'occasion de montrer comment, au lendemain de Dakar ou au plus fort des combats de Syrie, nos convois continuaient à traverser sans encombre le détroit de Gibraltar. Il est dommage que Roskill n'ait pas dit un mot de cette situation paradoxale, qu'on ne saurait guère imaginer qu'avec des Britanniques ! (Sur ce point, cf. p. 91. N. D. L. R.)

(2) Basil COLLIER, *The defence of the United Kingdom* (History of the second world war), Londres, H. M. Stationery Office, 1957, in-4°, XIX-557 pages, cartes et photos.

quelques bombes près de l'aérodrome de Wick dans le nord de l'Écosse n'étaient pas de nature à préoccuper sérieusement le gouvernement et la population. Tout devait changer après le début de l'offensive à l'ouest et surtout au moment de la défection française.

Certes les Anglais avaient préparé par le *National Service* l'emploi de nombreux volontaires dans les services auxiliaires de la police, des pompiers, des secours, etc... Mais l'ampleur des attaques obligea à augmenter considérablement les moyens de défense.

Évidemment ce fut d'abord l'emploi des armements défensifs : utilisation des radars pour détecter au plus vite les attaques allemandes, les objectifs vraisemblables, la répartition des ballons de protection (il y en eut jusqu'à 2.200), installation des batteries anti aériennes en très faible nombre au mois de juillet 1940 (1.171 canons lourds, 514 canons légers, 3.033 mitrailleuses), ce qui est hors de proportion avec la protection à assurer de trente-quatre grandes villes, de tous les aérodromes et des estuaires de certains ports.

Mais heureusement l'Angleterre pouvait aussi compter sur la valeur des escadrilles. Les Anglais purent se féliciter d'avoir conservé une flotte aérienne agressive et ardente pour la défense.

Nous n'entrerons pas dans le détail des attaques menées par les Allemands et les différentes phases de cette bataille aérienne d'Angleterre. Il est tout de même important de noter que les Allemands disposaient de 2.285 avions en service contre moins d'un millier chez les Anglais. Mais la proximité des aérodromes permit aux Anglais de se montrer plus nombreux, puisque, pour la période du 10 juillet au 12 août, ils effectuèrent 18.014 sorties. Les pertes, pendant les attaques de jour avant septembre, s'élevèrent à 264 pour les Britanniques et à 576 pour les Allemands. Elles sont si fortes qu'à partir du 7 septembre, les Allemands ne se hasardent presque plus dans les actions diurnes, mais, au cours des deux mois suivants, il y eut 11.117 avions allemands sur Londres, dont 410 dans la nuit du 15 octobre, où 538 tonnes de bombes explosives furent lancées sur la capitale. L'attaque de la nuit du 29 au 30 décembre, peut-être la plus spectaculaire par suite du plus grand nombre de bombes incendiaires, fut menée par 136 avions seulement et celle du 10 mai 1941 par 507 avions.

Mais Londres n'était pas la seule ville menacée et attaquée : du 7 novembre 1940 au 16 mai 1941, dix-neuf villes furent bombardées de nuit au cours de 56 raids. Ces raids continuèrent pendant les années 1942 et 1943.

Les Anglais furent très préoccupés par les perspectives d'invasion. Les troupes ramenées de Dunkerque n'avaient pas rapporté de matériel lourd. La pénurie de canons de campagne ou antitanks était à peu près totale. Heureusement on pouvait compter sur la flotte. Malgré la dispersion des navires de bataille et des croiseurs, il y avait tout de même dans les eaux territoriales assez de forces pour tenter de s'opposer à un débarquement. Les Allemands, pour l'*opération Sealion*, avaient prévu le débarquement de 13 divisions, pour lesquelles ils rassemblèrent 168 navires, 1.910 barges, 419 remorqueurs, 1.600 bateaux à moteur, quantités supérieures à ce qui avait été envisagé ; mais les bombardements aériens des Anglais, leur maîtrise de l'air, inquiétèrent Hitler, qui abandonna son projet de descente après l'avoir reporté de septembre 1940 au printemps 1941.

Malgré les bombardements, les deux années 1942-1943 furent relativement calmes pour les Anglais. Cependant, alertés presque depuis le début de la guerre sur les travaux d'engins secrets, ils craignaient une surprise. Les recherches, reconnaissances, renseignements leur avaient permis de bombarder, à Peenemünde, les installations où étaient expérimentées les bombes volantes FZG76 (V1) et les fusées à longue portée A4 (V2).

D'autres bombardements d'usines de fabrication ou de production des comburants furent entreprises. Mais la menace se précisait par des installations le long des côtes de la mer du Nord et de la Manche.

L'Angleterre reçut cependant 7.488 bombes volantes (V1), dont la moitié environ fut détruite, et 1.115 fusées à longue portée (V2).

Au total, l'Angleterre perdit 60.595 tués et eut 86.182 blessés au cours de toutes ces actions. On peut bien dire que toute la population était au front.

Le livre dont nous venons de donner un rapide aperçu est rempli de détails d'un très grand intérêt sur tous les moyens employés par les Anglais pendant cette lutte. Il est certainement de nature à faire admirer commandements, exécutants et victimes.

R. Villate.

Le Commonwealth : politique extérieure (1931-1939)

Sous les auspices de l'*Institut royal britannique des affaires internationales* des études du Pr W. K. Hancock ont été consacrées au *Commonwealth* britannique : *Problèmes de nationalités (1918-1936)* et *Problèmes de politique économique (1918-1939)*. Le Pr Mansergh s'est attaché, pour sa part, à l'étude des problèmes de politique extérieure intéressant les Dominions, depuis 1931, date du *Statut de Westminster* jusqu'à la déclaration de guerre en septembre 1939. Sont examinées ici aussi bien les relations entre Dominions que les responsabilités nouvelles assumées par les membres du *Commonwealth* vis-à-vis des puissances étrangères (1).

L'ouvrage comprend trois grandes parties : de l'empire au *Commonwealth*, les années de transition ; puis l'étude de la politique étrangère menée entre 1931 et 1939 par le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, l'Irlande et l'Inde ; et enfin le *Commonwealth* et la guerre.

L'égalité de statut fut acquise par les *Dominions* entre 1926 et 1931. Mais en fait, depuis 1919, l'Empire britannique n'avait jamais pu retrouver l'espèce de sécurité inconsciente dont il avait joui dans le passé. L'éveil des nationalités qui disloqua l'empire austro-hongrois, la révolution qui engloutit l'empire des tzars, déchaînèrent dans le monde de puissants courants pour lesquels il n'était pas de frontières. On a pu dire que 1919 fut pour l'empire britannique ce que 1848 avait été pour l'empire des Habsbourg. En fait, si la première guerre mondiale accentua la tendance vers la décentralisation dans le *Commonwealth*, le principe même en avait été admis bien avant 1914. Il ne s'agit donc pas d'une transformation brutale du caractère de l'empire. Le général Botha pouvait déjà dire à la conférence impériale de 1911 : « La décentralisation et la liberté ont fait merveille. » La première guerre mondiale ne fit qu'accentuer cette tendance, il n'y eut ni rupture avec le passé, ni achèvement d'une période bien définie dans l'histoire de l'empire, mais une évolution progressive jusqu'à la reconnaissance finale des années 1926-1931.

Cependant, en ce qui concerne la politique extérieure des *Dominions*, les transformations furent profondes. A la Conférence impériale de 1911, Asquith pouvait encore déclarer catégoriquement que la politique étrangère du *Commonwealth* devait dépendre exclusivement du Cabinet britannique. En 1936, il n'était plus question de ce monopole. C'est la grande différence entre l'Empire tel qu'il existait trois ans avant la première guerre mondiale

(1) Nicolas Mansergh, *Survey of British Commonwealth Affairs. Problems of External Policy 1931-1939*, Londres, 1952, gr. in-8°, xx-481 pages.

et le *Commonwealth*, trois ans avant la seconde. Au cours du quart de siècle qui les sépare, le transfert des responsabilités avait été établi sans discussion. Pendant plusieurs années, il est vrai, la politique étrangère des Dominions fut assez effacée. Le Royaume-Uni, de même qu'il disposait des forces navales de beaucoup les plus importantes du *Commonwealth* (1), occupait toujours dans la conduite des affaires étrangères une position prédominante. Cependant à la Conférence impériale de 1937, les représentants des Dominions, jusqu'alors surtout préoccupés d'affirmer leur autonomie en matière de politique étrangère, eurent à prendre une décision importante, aux implications dangereuses lorsqu'ils se prononcèrent après l'échec de la *Société des Nations* dans le conflit éthiopien, pour une politique d'« apaisement ».

Ce ne fut pas là d'ailleurs une attitude unanime. La Nouvelle-Zélande, en effet, conserva une entière confiance dans la *Société des Nations* et recommanda l'application de sanctions accrues contre l'agresseur. L'étude de cette politique et de celle, très différente, des autres Dominions, fait l'intérêt de la deuxième partie du livre du Pr Mansergh. Particulièrement bien venu est le chapitre sur l'Irlande. Le problème irlandais a d'ailleurs déjà été étudié par l'auteur (2).

Il remonte ici à la naissance de l'État libre le 6 décembre 1921, s'attarde un instant sur la sécession de l'Ulster puis étudie longuement la structure de l'État irlandais et sa place à part dans le *Commonwealth*. Quant à sa politique étrangère, on a pu dire — non sans exagération, il est vrai — que 999 citoyens irlandais sur 1.000 s'intéressaient aux relations avec l'Angleterre et 1 sur 1.000 à la *Société des Nations* et à ses problèmes. Les Irlandais, très catholiques, furent certainement émus par les sanctions imposées à l'Italie et par la guerre civile espagnole. Mais l'indifférence générale pour les questions de politique étrangère fit que la politique de l'Irlande, en dépit de son régime parlementaire, fut avant tout celle d'un homme, M. de Valera. Il eut un certain courage à voter pour les sanctions contre l'Italie. Mais à partir de 1936, il perdit confiance dans la *Société des Nations* et se déclara pour un isolationnisme irlandais. La méfiance profonde de l'opinion irlandaise à l'égard de l'U. R. S. S., l'amenait, du reste, à considérer, sinon Hitler, du moins Mussolini et Franco, comme des bastions du catholicisme, qu'il ne fallait affaiblir sous aucun prétexte. D'où le choix d'une neutralité intransigeante, malgré la politique d'agression des puissances de l'Axe.

Quelle fut la réaction des autres *Dominions* devant la seconde guerre mondiale ? C'est par l'étude de cette question que se termine le livre. Le Canada n'entra dans la guerre que six jours après le Royaume-Uni, mais sa position, comme celle de son premier ministre Mackenzie King, était claire depuis longtemps. Il y eut d'ailleurs dans ce délai un avantage stratégique non négligeable ; le Gouvernement des États-Unis, dans sa déclaration de neutralité du 5 septembre, mentionna parmi les belligérants le Royaume-Uni, l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande mais pas le Canada. En conséquence, de grandes quantités de matériel de guerre furent rapidement transférées des États-Unis au Canada avant l'entrée officielle de ce dernier dans la guerre. Si l'attitude des Dominions du Pacifique était aussi claire,

(1) 266 unités dont 15 cuirassés, 7 porte-avions et 44 croiseurs, en 1935, contre 18 unités pour le reste du *Commonwealth*, dont aucun cuirassé et un seul porte-avion (australien) : d'après *Cole-Imperial military geography*, p. 27.

(2) Cf. N. Mansergh, *Ireland in the age of reform and revolution, 1840-1921* (1940) ; *The Irish free State ; its government and politics* (1934) ; *The Government of Northern Ireland, a study in devolution* (1936).

sinon plus, que celle du Canada, il n'en alla pas de même pour l'Afrique du Sud. Depuis longtemps, le général Herzog s'était déclaré pour la neutralité en cas de guerre européenne. Le général Smuts, au contraire, avait évolué depuis 1938 vers une politique d'intervention dans un tel conflit. Le 4 septembre 1939, l'entrée dans la guerre ne fut votée par le Parlement du Cap que par 80 voix contre 67 et il semble certain que, si la guerre avait éclaté en 1938, l'Afrique du Sud serait demeurée en dehors du conflit, la politique étrangère de Smuts jusqu'à Munich n'ayant pas grandement différé de celle de Herzog.

Quant à l'Inde, ses progrès vers l'autonomie intérieure n'étaient pas accompagnés d'un changement parallèle en politique extérieure. Les hommes d'état hindous ne furent pas consultés avant, mais seulement après l'entrée du pays dans la guerre. Alors qu'en 1939, l'Irlande faisait une démonstration spectaculaire de ses droits d'état souverain, l'Inde était laissée sans voix. Le Congrès de l'Inde avait pourtant jugé l'attitude anglaise vis-à-vis de l'Axe, depuis 1931, plutôt faible et trop portée aux compromis. Mais le Gouvernement britannique pouvait se demander si le congrès, fidèle à une politique de non-violence, aurait été prêt à recommander, même contre les dictatures, l'usage de la force.

Mais si nous laissons de côté les cas particuliers de l'Inde et de l'Irlande, nous pouvons conclure avec le Pr Mansergh, que si les Gouvernements du *Commonwealth* commirent quelques sérieuses erreurs de jugement dans la conduite de leur politique étrangère avant la deuxième guerre mondiale, ils demeurèrent fidèles aux principes qui étaient à la fois le fondement indispensable de leur société d'états libres et égaux et la condition de leur futur développement. Parce qu'ils gardèrent foi dans ces principes essentiels, ils purent, quand vint la crise finale, étonner le monde par la résolution et l'unité de leur action.

H. Monteagle,
C. N. R. S.

Le Canada et la guerre industrielle

Le troisième volume d'une histoire du Canada en guerre, par deux professeurs américains, couvre la période de septembre 1941 à mai 1944 (1). Il met l'accent sur l'effort d'industrialisation qui a transformé le pays, fournit des chiffres significatifs (pp. 183-185), analyse les méthodes qui, par les *corporations* privées soumises seulement à un certain contrôle gouvernemental, rappellent davantage les méthodes américaines que celles d'Angleterre. La participation militaire du Canada aux opérations d'Europe et du Pacifique est exposée avec précision ; le raid sur Dieppe (août 1942) est l'occasion d'un bilan : de l'effort (les effectifs canadiens y sont de loin les plus nombreux), des pertes et des leçons dont l'enseignement est inestimable pour les opérations futures du débarquement en Normandie. Des questions connues, mais parfois trop sommairement, comme celles des routes, aériennes ou terrestres, des régions arctiques — vers l'Islande, le Groenland, ou l'Alaska, sont expliquées avec cartes, et leur importance grandit pour l'intelligence de tous les facteurs qui ont contribué aux succès alliés. Il y a là un ensemble de faits indispensables, par leur précision et leur rassemblement, à l'historien de la deuxième guerre mondiale.

Mais non moins profitable est l'analyse de la politique intérieure cana-

(1) C. C. Lingard et R. C. Trotter, *Canada in world affairs*, Toronto, 1950, in-8°, 320 pages.

dienne pendant la guerre, bien qu'ici le tableau soit plus rapidement brossé, et ne fournisse que des traits épars ou trop allusifs. Leur intérêt pourtant n'est pas mince. Ainsi celui de certaines réactions de l'opinion publique. L'envoi de troupes canadiennes à Hong-Kong, avant l'attaque japonaise, entraîne des controverses qui rappellent l'émotion suscitée aux États-Unis après Pearl Harbour. La proclamation de la *Charte de l'Atlantique* fait naître des susceptibilités devant ce qui pouvait apparaître comme une aspiration anglo-saxonne à l'hégémonie. Elles n'entravent pas cependant le loyalisme canadien, réaffirmé à Londres (4 septembre 1945) par le Premier Mackenzie King, qui souligne que le Canada est entré dans la guerre librement et de son plein gré. Mais elles expliquent l'appel fréquent à l'idée de *latinité* et la recherche de liens plus étroits avec les pays de l'Amérique du Sud. Le projet de conscription rencontre une forte opposition dans les milieux franco-canadiens et chez les conservateurs de Toronto et des provinces côtières du Pacifique : une solution mitigée devra intervenir ; les sympathies pour Pétain et son régime restent toujours très fortes, malgré les bons sentiments témoignés à la résistance gaulliste. Un souci apparaît comme prédominant : celui de garder au Canada son originalité et une liberté réelle de politique au sein d'une coalition dominée par les Anglo-Saxons. Le Canada souffre par la faiblesse de sa population, du complexe des petites puissances. D'où son émoi devant les paroles de Smuts et de Halifax évoquant le monde d'après-guerre dominé fatalement par deux ou trois géants. D'où la méfiance à l'égard du vieux système des Conférences impériales, système que le premier australien, Curtin, voulait encore renforcer par une sorte de secrétariat permanent. Le Canada lui préfère des contacts directs entre chefs de Gouvernement. Il est hors de doute que cette attitude canadienne a fortement contribué à l'effort d'assouplissement poursuivi dans l'organisation du *Commonwealth* et à l'évolution dernière de ce qui fut l'empire britannique.

Henri CALVET.

Une biographie de Sir Anthony Eden

Il y a, sinon un problème, du moins un cas Eden, posé dans la presse et les cercles politiques d'outre-Manche. En quels termes? Comment l'espoir du parti conservateur, assuré même d'une large audience et de nombreuses sympathies hors des limites de son parti, a-t-il pu, après avoir été, pendant longtemps, un second, particulièrement brillant il est vrai, devenir un Premier Ministre si critiqué dès le début de son gouvernement, puis davantage encore à l'occasion de l'affaire de Suez? Comment l'ancien chef de file des jeunes conservateurs, dans les années 1930, a-t-il pu être lâché par deux de ses ministres, représentants actuels de cette tendance? Comment le champion de la *Société des Nations* de 1933 a-t-il été amené, vingt et un ans plus tard, à prendre des initiatives qui paraissent à beaucoup faire litière de l'idéal et des méthodes de l'*O. N. U.*? Enfin, et pour aller plus loin encore, le rôle de Premier correspond-il tout à fait aux qualités personnelles et au caractère d'Anthony Eden?

On ne trouvera pas réponse à ces questions dans le livre de L. Broad (1). Cet auteur, qui a déjà présenté une biographie de Winston Churchill, n'adopte pas une attitude critique dans la présentation de ses héros. Cependant le

(1) Lewis BROAD, *Sir Anthony Eden*, London, Hutchinson, 1955, in-8°, 256 pages, 30 illustrations.

livre ne peut être négligé : bien informé, clair, vivant, il contient un récit de la carrière du récent Premier, où sont rassemblés des traits connus et d'autres qui le sont un peu moins ; en tout cas, des éléments de réponse, puisqu'ils éclairent le caractère de l'homme, et un résumé précis de son action en quelques heures décisives de la Grande-Bretagne et de la France.

Jamais peut-être carrière politique ne s'est ouverte sous de plus brillants auspices ; on ne peut évoquer que celle de quelques grands *commoners* du XVIII^e siècle, en marquant toutefois que le patronage et la disposition d'un *bourg pourri* ne furent pour rien dans les premiers succès d'Anthony Eden. Il appartient à une lignée aristocratique qui se rattache à l'un des barons tués à Azincourt. Du côté paternel, dans la famille des lords Auckland, de nombreux hommes politiques, dont l'un est célèbre par la signature d'un traité de commerce franco-anglais de 1786, connu sous le nom de *traité Eden*. Famille de *Cavaliers* au temps de la guerre civile, et d'une fidélité constante : ici déjà se marque une des qualités maîtresses de l'actuel Premier : sa loyauté et son loyalisme, loyauté pour l'adversaire, loyalisme pour ses chefs et son parti. De son côté maternel, les Grey, dont on sait que l'un d'eux a attaché son nom à la première réforme électorale accomplie en Angleterre, et dont un autre fut chargé du *Foreign Office* en 1914. Une mère sensible, artiste, qui a pu transmettre à un fils son amour des belles choses, des peintures, des fleurs, des jardins et son goût de l'élégance dans les vêtements et les manières ; un père vif, emporté, redouté de son entourage, qui a pu provoquer chez le fils, en réaction, la ferme volonté de garder son sang-froid en toutes circonstances, et cette inaltérable patience qui lui vaudra le reproche de trop temporiser. Sang-froid qui n'est pas indifférence, mais courage en face du péril, et qui peut simplement masquer les blessures infligées à une sensibilité restée très vive, surtout devant la mesquinerie et la répétition abusives des attaques.

Le *cursus honorum* habituel d'un patricien anglais. Passage par Eton, par Oxford ; une interruption due à la guerre de 1914 où deux de ses frères trouvent la mort, pendant qu'un troisième, l'actuel héritier du titre familial, est prisonnier. A. Eden combat sur le front des Flandres, y gagne les galons de capitaine, la *Military Cross*, et une dure et valable expérience ; il sait dès lors que la paix est le souverain bien, mais que celui-ci n'est jamais acquis par la faiblesse, la capitulation, le mépris des valeurs morales. De retour à Oxford, des études qui ont une originalité : Eden apprend l'arabe et le persan, s'intéresse particulièrement aux pays d'Orient musulmans ; compétence qui lui sera précieuse un jour.

La politique le tente : un premier échec en 1923, bientôt suivi d'une revanche dans la circonscription qui est restée la sienne : Warwick et Leamington. Marié depuis peu à la fille d'un banquier, Sir Gervase Beckett, qui lui procure l'appui d'un journal local de grande réputation, le *Yorkshire Post*, il a eu comme adversaire socialiste la tante et la belle-mère de sa femme, la comtesse de Warwick. *Fair play* politique et familial, qui restera dans le comportement du futur Premier. Très vite pourvu d'un de ces postes qui sont, dans le Parlement anglais, les premiers échelons d'une ascension ministérielle : secrétaire privé parlementaire au *Home Office*, puis au *Foreign Office*, près d'Austen Chamberlain. Entre temps des voyages dans le sud du Pacifique, au Canada, et des interventions aux Communes en faveur des royaumes arabes de création récente. C'est auprès d'A. Chamberlain qu'Eden acquiert un profond attachement pour la *Société des Nations* et c'est dans les mêmes années que la nécessité d'une entente étroite avec la France lui apparaît comme un principe cardinal de la politique britannique. En 1931, il devient *Sous-Secrétaire d'État* au *Foreign Office*, spécialement chargé des intérêts anglais à la *Société des Nations* ; en 1934, il accède au rang des ministres, en devenant *Lord du*

Sceau privé, le garde, mais avec un titre nouveau, ministre pour les affaires de la *Société des Nations* dans le cabinet Baldwin en 1935, et remplace enfin Hoare au *Foreign Office* à la fin de l'année 1935. La suite de sa carrière est mieux connue. Mais le livre de Lewis Broad apporte une mise au point intéressante, et qui peut être considérée comme la version du récent Premier, d'un épisode décisif, le conflit d'Eden avec Neville Chamberlain qui devait se dénouer par la démission du premier, le 21 février 1938.

Entre les deux hommes, une incompatibilité d'humeur, et qui ira s'aggravant pendant dix mois. Eden gardait pour Baldwin une grande admiration, et un attachement réel (1). Tout l'écarte de son successeur : l'étroitesse de vue, l'entêtement et les vues personnelles, le souci majeur des intérêts économiques, entendus comme ceux d'une classe, l'autoritarisme. Et surtout des méthodes qui remettent l'influence prédominante à un cercle de ministres assez restreint (*inner circle*) qui rassemble autour du Premier, Hoare, Simon et Halifax, et sous prétexte d'apaisement, abandonnent le service d'un idéal politico-moral pour s'en tenir à un réalisme pragmatique à courtes vues, soucieux surtout d'élaborer des compromis. Enfin, la pratique, poussée jusqu'à la manie ou l'imprudence, de négociations occultes, des contacts établis à l'étranger en dehors du *Foreign Office*. Chamberlain compte sur sa belle-sœur, la veuve d'Austen, pour l'informer des affaires romaines ; il écrit à Mussolini sans consulter Eden. Au témoignage du comte Grandi ministre des Affaires étrangères d'Italie, un émissaire de Chamberlain le rencontre à Rome, dans un taxi, pour l'assurer de la bonne volonté de ce dernier. Cette dualité dans la conduite d'une diplomatie n'est, en aucun pays, chose rare. Qu'on se souvienne, en France, de la négociation franco-allemande de 1911. Et, en Angleterre même, des pratiques semblables avaient existé sous Lloyd George, lorsque Curzon occupait le *Foreign Office* : c'était l'annexe, le *suburb* du *Foreign Office* dans les jardins du nº 10 Downing Street.

Mais l'opposition est de plus en plus ouverte. Chamberlain n'a pas vu d'un bon œil les travaux de la conférence de Nyon, destinée à juguler, au besoin par la force, l'activité clandestine de sous-marins de nationalité inconnue pendant la guerre d'Espagne. A Eden s'inquiétant des progrès trop lents du réarmement britannique, le Premier répond cavalièrement : « Rentrez chez vous et prenez de l'aspirine. » Halifax est envoyé en Allemagne, invité par Göring à une partie de chasse. Pendant un congé d'Eden, enfin, Chamberlain reçoit de Roosevelt un projet de conférence d'États européens qui serait tenue à Washington : réunion des représentants des puissances secondaires, qui permettrait d'éclairer l'opinion mondiale et pourrait constituer un utile avertissement pour les grandes. La suggestion est écartée, non seulement sans l'avis d'Eden, mais sans consultation du cabinet. Et Chamberlain accorde à Mussolini, à propos des affaires d'Espagne, une confiance qu'Eden trouve excessive. Le discours aux Communes par lequel Anthony Eden annonce sa démission est empreint de dignité, mais aussi de prudente habilité. Eden ne cèle pas que son opinion est toute différente de celle du Premier Ministre en ce qui concerne les rapports anglo-italiens : il rappelle les griefs valables à l'égard de Rome et qui, à ses yeux, rendent difficiles les poursuites d'une négociation. Mais il évite toute précision gênante pour Chamberlain, en particulier sur la lettre de Roosevelt, et garde le souci d'éviter un schisme à l'intérieur de son parti. On retrouve ici la loyauté, mais aussi l'élégance du geste et le loyalisme traditionnel dans la famille Eden.

La guerre le ramènera au *Foreign Office*, fera de lui un ministre itinérant

(1) Admiration réaffirmée par L. Broad, qui se plaît à rappeler qu'il a un jour qualifié Baldwin de *greatest Peace' time Primer Minister since Walpole*.

qui va de capitale en capitale resserrer les alliances et coordonner l'effort de guerre. Mais la personnalité de son chef, Churchill, le place tout de même au second plan. Une grave maladie et son divorce pouvaient compromettre ses chances de futur chef du parti conservateur et de futur Premier. Mais l'habilité et l'affectueux appui de Churchill, devenu son oncle par alliance, surmontent les préjugés, apaisent les craintes, déjouent les intrigues hostiles. Anthony Eden est parti aujourd'hui du pouvoir, en des circonstances difficiles. L'heure n'est pas venue de juger son œuvre. Mais le livre de Lewis Broad verse au dossier des renseignements sur le passé de l'homme, qui sont pièces favorables.

Henri Calvet.

Duff Cooper : Autobiographie

Alfred Duff Cooper est mort quelques mois à peine après la publication de son autobiographie, *Old Men forget* (1). Il avait déjà publié plusieurs ouvrages, des biographies de Talleyrand et de Douglas Haig, une *Histoire de la deuxième guerre mondiale* et, plus récemment, *Opération Heartbreak.*

Old Men Forget se présente sous forme d'un récit continu fondé sur les souvenirs de l'auteur. De 1915 à 1926, puis en 1933 et en 1938, Duff Cooper tenait un journal quotidien auquel il fait de fréquents emprunts. Le récit s'arrête à la fin de 1947, lorsque, ambassadeur depuis trois ans à Paris, l'auteur est rappelé à Londres par le gouvernement travailliste et rentre dans la vie privée. Il avait alors cinquante-huit ans et considérait peut-être qu'il était temps de prendre au sérieux l'avertissement emprunté à Shakespeare (Henri V) dont il a fait son titre.

Nous relevons d'abord le *cursus honorum*, la carrière classique d'un M. P. conservateur : études à Eton, puis Oxford (New College), quelques années dans les bureaux du *Foreign Office*, la guerre. Le sous-lieutenant Duff Cooper sert avec distinction sur le front occidental en 1918. L'année suivante, son mariage avec Lady Diana Manners est un des grands événements mondains de l'époque (2). Élu, en 1924, membre de la Chambre des Communes, Duff Cooper est battu quand, aux élections de 1929, les conservateurs perdent 150 sièges. Ses loisirs lui permettent d'entreprendre la biographie de Talleyrand, puis une élection partielle le ramène aux Communes en 1931 et il y restera jusqu'en 1945.

Son passage dans les gouvernements Baldwin et Neville Chamberlain lui fournit la matière d'intéressants chapitres. Il expose de quelle manière étroitement personnelle Chamberlain entendait diriger son cabinet, plus comme Lloyd George, par exemple, que comme Baldwin. Une des conséquences est, en février 1938, l'abandon du *Foreign Office* par Antony Eden (cf. p. 211-213), et Duff Cooper, tout en critiquant sa politique italienne, sympathise avec lui. Chamberlain veut prendre toutes les grandes décisions seul ou après avis d'un conseil restreint groupant autour de lui Lord Halifax (qui remplace Eden), Sir John Simon (chancelier de l'Échiquier) et Sir Samuel Hoare (Intérieur). Les autres ministres restent fort mal informés de ses intentions, ne les apprenant souvent que par l'ami personnel du Premier Ministre, Sir Kingsley Wood.

La politique de Duff Cooper au *War Office*, où il remplaça Lord Halifax en novembre 1935 et où il resta jusqu'en mai 1937, lui a attiré quelques critiques.

(1) Duff Cooper (Viscount Norwich), *Old Men Forget*, Londres, 1953, in-8°, 400 pages.

(2) Cf. Robert Graves et Alan Hodges, *The long week end, a social History of Great Britain (1918-1939)*, Londres, 2e édition, 1950, p. 34.

On lui a reproché, par exemple, son accord étroit avec le chef de l'État-Major général impérial, le général Sir Archibald Montgomery-Massingberd, contre la mécanisation de l'armée. Et il est de fait que, lorsqu'il n'était encore que *financial secretary* au *War Office*, il partageait certaines erreurs alors très répandues en déclarant, en mars 1934 : « I have had occasion during the past year to study military affairs... and the more I study them, the more I am impressed — by the importance of cavalry in modern warfare (1). » Dans le cabinet Chamberlain formé au printemps de 1937, il est *Premier Lord de l'Amirauté* et va se mettre en vedette par un geste courageux : seul ministre du cabinet, lorsque sont connus les termes de l'accord de Munich, il démissionne, le 30 septembre 1938, au grand soulagement de Neville Chamberlain (« I think he was as glad to be rid of me as I was determined to go », p. 243).

Avec la formation, en mai 1940, du ministère d'union dirigé par Winston Churchill, nous retrouvons l'auteur ministre chargé de l'Information. Il a, d'ailleurs, participé aux Communes, avec d'autres « back-benchers » comme Amery et Boothby, au débat qui devait entraîner la démission de Chamberlain. Il ne semble pas avoir très bien réussi à l'Information et l'admet lui-même en expliquant sa démission au début de 1941. Le seul événement de cette période qu'il rapporte en détail, en reproduisant deux de ses lettres de l'époque, est son voyage au Maroc, à la fin de juin 1940, le gouvernement britannique l'ayant chargé de prendre contact avec les ministres français décidés à continuer la guerre. Mais il se heurte aux ordres de Noguès et doit repartir sans avoir atteint son but. En avril 1941, il est envoyé en mission à Singapour, où il se trouve au moment de l'attaque japonaise. Remplacé par le général Wavell, le nouveau commandant en chef pour le sud-ouest du Pacifique, il regagne l'Angleterre en janvier 1942, au moment même de la reddition de Singapour. Cette coïncidence est peut-être une des raisons de son maintien au poste honorifique et secondaire de chancelier du duché de Lancastre.

Mais, en janvier 1944, il est désigné comme représentant britannique à Alger, avec le rang d'ambassadeur, auprès du *Comité Français de Libération.* Il reconnaît pleinement l'importance du général de Gaulle, adoptant à son égard l'attitude d'Anthony Eden plutôt que celle de Winston Churchill, qui lui dit : « You like the man, I dont » (p. 315). Churchill, lors de sa visite aux États-Unis, avait été très influencé à la fois par Roosevelt et par « un ou deux Français distingués... aussi violemment opposés à de Gaulle qu'à Vichy » (p. 316). Ce n'est pas sans humour que Duff Cooper rapporte en détail la rencontre de de Gaulle-Churchill à laquelle il assiste le 12 janvier 1944. Sa mission à Alger est nettement contrariée par la présence dans le Proche-Orient du général Spears. Naguère francophile et ancien chef de la mission britannique auprès du général de Gaulle, Spears est devenu violemment antifrançais. Dans une lettre à Churchill du 21 février, Duff Cooper n'hésite pas à le mettre en garde contre la politique du représentant britannique en Syrie et au Liban.

Aidé par René Massigli, ministre des Affaires étrangères du gouvernement d'Alger, l'auteur a incontestablement exercé une heureuse influence conciliatrice sur les relations souvent orageuses entre Churchill et de Gaulle. Avec ce dernier, il regagne l'Angleterre quelques jours avant le débarquement de Normandie et il le suivra comme ambassadeur à Paris en septembre 1944. Une légère erreur s'est glissée ici dans son texte. Parlant de la division Leclerc (p. 324), qu'il a contribué, en février, à faire transférer du Maroc en Angleterre avant le débarquement, il écrit : « They were among the first troops to enter Paris. » N'y a-t-il pas là un mot de trop?

(1) Graves et Hodge, *op. cit.*, p. 272.

Les derniers chapitres sont relatifs aux trois ans d'ambassade à Paris. Avant de quitter le pouvoir (le 26 juillet 1945), Churchill a encore, sur les problèmes du Moyen-Orient, des rapports difficiles avec le gouvernement français. Mais, le 13 novembre, de Gaulle le reçoit à Paris et le traite « with much more deference than he ever did when Winston was Prime Minister » (p. 358). Le 3 septembre 1947, Ernest Bevin annonce en termes diplomatiques à Duff Cooper qu'à la fin de l'année il sera mis un terme à son ambassade.

Sommes-nous en présence d'un plaidoyer personnel? Sans doute, mais écrit d'une plume habile et modérée. Dans son passé, l'auteur a fait un choix. Il n'hésite jamais à citer un témoignage qui lui soit personnellement favorable. Mais de ses *Mémoires* se dégage une impression générale de courage et de lucidité. Au *Premier Lord de l'Amirauté* capable de démissionner le 30 septembre 1938 — seul exemple dans les gouvernements français et britannique — il peut être beaucoup pardonné.

H. Monteagle.

Churchill : Extraits et témoignages

Sir Winston Churchill a inspiré de nombreux biographes, mais ce n'est pas une nouvelle biographie que nous donne Colin Coote (1). Est-ce vraiment un autoportrait, comme le laisse supposer le titre? Cet ensemble, assez disparate, d'extraits des œuvres et discours de Churchill — il y a plus de 2.000 citations — ne restitue pas vraiment l'image de l'homme. L'entreprise était audacieuse : faire revivre, uniquement à partir d'extraits, qui varient d'une ligne à une demi-page, l'homme, l'orateur, l'écrivain et l'homme d'État. On ne peut dire que les auteurs y soient parvenus. Nul, cependant, n'était mieux qualifié pour cet essai. Membre de la Chambre des communes et ami politique de Sir Winston depuis 1917, Colin Coote fut successivement rédacteur parlementaire au *Times*, puis au *Daily Telegraph*, dont il devint ensuite le rédacteur en chef. Il présente son sujet dans une remarquable introduction, malheureusement trop courte et qui forme la partie la plus intéressante de l'ouvrage. L'ensemble de citations lui-même n'est qu'une deuxième version, révisée et développée, d'une anthologie de réflexions de Churchill, publiée par C. Coote en 1947 (2). Elles sont groupées en une série de chapitres assez paradoxalement ordonnés : 1) sur lui-même ; 2) sur ce qu'il n'aime pas (on y trouve, par exemple, Ramsay Macdonald aux côtés de Bernard Shaw, Trotsky, Lénine et le président Wilson) ; 3) sur la Russie, avec sa célèbre définition : « La Russie est un problème enveloppé dans un mystère à l'intérieur d'une énigme (3) » ; 4) sur ce qu'il aime (y figurent, entre autres, Clemenceau et le général de Gaulle, Lloyd George, le président Roosevelt... et Staline, mais d'après un discours de septembre 1942), etc...

Il faut, en tout cas, reconnaître à l'auteur une impartialité certaine. Il n'a pas tenté d'apologie. A côté de morceaux de bravoure qui font ressortir le « panache (4) », l'une des clés du personnage d'après l'auteur, certains extraits de discours de circonstances peuvent prêter à sourire, tel celui auquel certains font remonter la défaite des conservateurs aux élections de 1945 : « Aucun système socialiste ne peut être établi sans police politique... Ils (le parti

(1) *Sir Winston Churchill, a self-portrait*, présenté par Colin R. Coote et P. D. Bunyan, Londres, 1954, in-8°, 304 pages.

(2) Frank Kingdon avait publié, entre temps, un ouvrage analogue sur le président Roosevelt, sous le titre *As F. D. R. said*, New-York, 1950.

(3) Du 1er octobre 1939.

(4) En français dans le texte.

travailliste) devraient recourir à une sorte de Gestapo... sans aucun doute dirigée, dans les débuts, avec beaucoup d'humanité (1). »

Henry Monteagle.

Un ouvrage dû à deux journalistes de talent, retrace de manière alerte et sans prétention les étapes de la carrière churchillienne, en passant assez rapidement sur les débuts aventureux en Afrique et ailleurs (2). Il a le mérite de rester dans la ligne du sujet sans digressions sur les grands événements qui viennent à la traverse ; il se lit avec agrément et sera utile.

Un autre ouvrage rassemble une série d'évocations ou de témoignages sur l'homme. Ils sont le fait d'Anglais, d'Irlandais, d'Américains ou de Français ; y figurent les noms de G. B. Shaw, de P. Reynaud, d'Eisenhower, de Mrs Roosevelt, etc... (3). Par une coquetterie qui n'est pas pour déplaire à l'intéressé, ont été sollicités des témoignages qui viennent d'adversaires (Shinwell, Hore Belisha) aussi bien que d'amis. Et l'on trouvera même, pointe suprême d'humour, des fragments de discours de Hitler. Tous les aspects multiples de l'activité de Churchill : politique, militaire, littéraire, historique, scientifique, sont ainsi évoqués, ainsi que la « manière » et les manies de l'homme. C'est dire le caractère varié, pittoresque et vivant du livre.

Henri Calvet.

Un historique de la Légion britannique

Par le nombre de ses membres, qui, en 1946, dépassait 1.200.000 et qui était encore de 847.000 en 1954, comme par le rôle joué dans la politique à certaines heures, la grande association d'anciens combattants qu'est la *British Legion* est devenue une véritable institution nationale.

A ce titre, elle méritait que son histoire fût écrite avec l'abondance de détails et de précisions digne de son importance (4).

On ne peut toutefois, dans cette *Revue*, qu'en indiquer les grandes lignes et rappeler l'attitude de la *British Legion* à la veille de la deuxième guerre mondiale.

La *British Legion* s'est constituée en 1921 par la fusion des diverses sociétés d'anciens combattants qui s'étaient formées au lendemain de la première guerre mondiale. La plupart de celles-ci avaient des attaches avec les grands partis politiques. Il fallut deux années de discussions et de négociations pour les amener à l'unité. Il fallut surtout qu'une situation économique extrêmement grave rendît évidente l'utilité d'une action commune.

La première tâche qu'elle s'assigna fut, en effet, la lutte contre le chômage et ses conséquences désastreuses pour tant de mobilisés. Elle s'occupa ensuite de la réglementation du régime des pensions et du relèvement du taux de ces pensions. C'est ainsi que ce groupement, qui se voulait indépendant de toute action politique, fut amené à intervenir dans la politique, tant par des pétitions que par la pression individuelle exercée sur les membres du Parlement et, lors des dissolutions de la Chambre des Communes, sur les candidats.

(1) Discours radiodiffusé du 4 juin 1945.

(2) Armand Gatti et Pierre Joffroy, *La vie de Churchill*, Paris, Éd. du Seuil, 1954, in-8°, 296 pages.

(3) *Stèle pour Winston Churchill*, textes réunis par Ch. Ende, trad. fr., Paris. Amiot, 1954, in-8°, 279 pages.

(4) Graham Wootton, *The official history of the British Legion*, Londres, Macdonald and Evans, 1956, xviii-348 pages avec 26 illustrations. Prix : 25 s.

Le succès de ces campagnes intéressées accrut son influence et, en même temps, les ambitions de ses dirigeants. Bientôt les préoccupations de ceux-ci s'élargirent jusqu'au domaine de la politique étrangère. Dès 1924, certains d'entre eux, et notamment le général Sir Jan Hamilton, s'employèrent à établir des relations avec les associations d'anciens combattants ex-ennemis. Jusqu'en 1938, par ses efforts pour faire admettre les Allemands dans le *F. I. D. A. C.* (*Fédération Internationale des Anciens Combattants*), par des échanges de visites, par des manifestations de toute nature, la *British Legion*, tantôt devançant, tantôt suivant les initiatives ou les intentions des gouvernants, allait se faire l'auxiliaire active des tendances pacifistes, sinon pro-allemandes.

Hitler ne manqua pas, dès son arrivée au pouvoir, d'exploiter ces tendances. En 1935, Ribbentrop transmit à la *British Legion* une invitation du *Stahlhelm* à envoyer une délégation en Allemagne. Consulté, Sir Anthony Eden, Lord du Sceau privé, ne fit aucune objection à ce projet. Le futur Édouard VIII, alors prince de Galles, l'approuva publiquement ; il fut, il est vrai, officiellement blâmé par le roi pour ce discours, qui, prononcé au moment des conversations navales anglo-allemandes, risquait d'embarrasser le *Foreign Office*. Le voyage eut lieu néanmoins. La délégation fut reçue à la Chancellerie par Hitler, qui la félicita de sa démarche. On lui fit même visiter le camp de concentration de Dachau, où des *S. S.* déguisés lui auraient été présentés comme des prisonniers.

Le désir de jouer un rôle international allait se concrétiser plus nettement encore en 1938, lors de la crise de Munich. Le 23 septembre, lors de l'entrevue de Godesberg entre Chamberlain et Hitler, il avait été envisagé, pour certains districts de la région des Sudètes, un plébiscite, qui aurait établi si la majorité y était allemande ou tchèque. Dès le retour à Londres du Premier britannique, et vraisemblablement sur l'initiative d'un des dirigeants de la Légion, le major général Sir Frederick Maurice, il y fut décidé qu'après entente avec le *Foreign Office* et avec Hitler, la *British Legion* constituerait une *Force Volontaire de Police*, chargée d'assurer l'ordre dans les districts et d'y détacher des observateurs. Sir Frederick Maurice fut envoyé en avion à Berlin et s'entendit avec Hitler à ce sujet. Quelques jours plus tard, 1.200 volontaires avaient été recrutés. Ils défilèrent dans les rues de Londres, en costume civil, coiffés d'une casquette militaire et armés seulement d'une canne blanche. Embarqués dans deux navires, ils prirent la mer. Mais, dans l'intervalle, Hitler avait écarté l'idée d'un plébiscite. Les navires furent rappelés et cette pseudo-force militaire fut démobilisée.

Il ne semble pas cependant que cette expérience ait suffi à ouvrir les yeux des dirigeants de la *British Legion*. Ce fut seulement en mars 1939 qu'Hitler, par son nouveau coup de force et par son entrée à Prague, fit éclater le mythe de la solidarité internationale des anciens combattants, qui n'avait obtenu d'autre résultat que de contribuer à détourner les Britanniques de toute préparation sérieuse à la guerre.

Général Lestien.

Une unité d'un type particulier

Fantôme était là : tel est le titre qu'a donné le lieutenant-colonel Hills au livre où il raconte la création, le développement et le rôle du *G. H. Q. Liaison Regiment*, connu, pendant la guerre, sous le surnom de *Phantom* (1). Il

(1) R. T. T. Hills, *Phantom was There*, London, Edw. Arnold and C°, 1951, 344 pages.

n'avait, nous prévient-il, rien de spectral, sauf son nom, mais il était partout présent et a accompli, dit son historien, une besogne si considérable qu'elle lui a valu, à maintes reprises, les félicitations des grands chefs des armées alliées, tant anglaises qu'américaines, comme Eisenhower, Montgomery (et son chef d'état-major, le général de Guingand), Wilson, etc. *Fantôme* avait pour mission de recueillir et de transmettre au Grand Quartier Général toutes les informations concernant les opérations et de les transmettre directement, le plus rapidement possible, sans avoir recours aux voies habituelles. Ce travail exigeait une possession parfaite de la technique de la radio, beaucoup d'initiative personnelle, d'intelligence, de sang-froid, de courage. Aussi l'entraînement des officiers et des hommes qui composaient ce corps très particulier était-il fort sévère : il avait lieu à Richmond, près de Londres. C'est là que l'installa son fondateur, le lieutenant-colonel Hopkinson — surnommé Hoppy — après les batailles de Belgique et la retraite de Dunkerque : il avait alors commandé une petite mission d'information — *N° 3 Air Mission* — qui rendit de si grands services (en particulier au général Giraud à qui elle put procurer le soutien de la *R. A. F.*) qu'il voulut la développer et la perfectionner. Grâce à son énergie, à sa persévérance, Hoppy réussit à faire accepter les principes d'indépendance *(Fantôme* ne relevait que du *G. H. Q.)* qui devaient assurer le bon fonctionnement du *G. H. Q. Liaison Regiment* : il conserva le nom de code de *Fantôme* donné à la mission qu'avait d'abord dirigée le colonel Hopkinson. Il put le doter du matériel suffisant et le défendre contre les méfiances qui accueillirent d'abord ce corps peu conforme aux traditions de l'armée britannique. Ces méfiances tombèrent quand on eut constaté l'efficacité du système. A la lumière des expériences qu'apportèrent les premières opérations où *Fantôme* fut employé, le régiment fut, à plusieurs reprises, réorganisé, pourvu de moyens très perfectionnés (appareils de radio, motos, jeeps) qui lui assurèrent une grande mobilité. Il put, dans les circonstances les plus périlleuses, accomplir à la fois un rôle de « renseignements » (comme l'I. S.) et d' « informations » sur le champ de bataille. Lors de la campagne de France, en 1944, il fallait une heure et demie pour qu'un message chiffré envoyé par un opérateur de *Fantôme* arrivât, décodé, au général en chef, ce qui permit à Churchill, le soir du *D day* — le 6 juin — de donner, officiellement, un aperçu très exact de la situation des armées de débarquement. Le nombre des messages envoyés est impressionnant : en janvier 1944, l'escadron A avait déjà lancé 10.000 messages, et, le jour du passage du Rhin, il en passa 147 ! A cette époque, *Fantôme* était une formation importante, divisée en escadrons, eux-mêmes subdivisés en patrouilles. Chaque escadron — ils étaient numérotés de A à L — comprenait 23 officiers et 187 hommes et chaque patrouille un ou deux officiers et 6 à 10 hommes. Quelques officiers et quelques soldats étaient affectés au quartier général. Le colonel Hopkinson — plus tard général — ne resta à la tête de *Fantôme* que jusqu'en décembre 1941. Il fut remplacé par le lieutenant-colonel Hignett, puis par le lieutenant-colonel Macintosh en mars 1943. Le colonel Hills rejoignit *Fantôme* dès octobre 1940 comme adjoint de son chef et y resta jusqu'à la fin de la guerre où son escadron accompagnait les troupes américaines. Il est donc bien placé pour écrire son histoire, ayant connu ses transformations successives, les controverses qui furent vives avec les formations rivales, ayant suivi de près le destin toujours héroïque, souvent dramatique, des différents escadrons et ayant eu en mains tous les messages envoyés par les unités en opération. Il expose avec précision et compétence les avantages techniques qu'offrait l'organisation indépendante et souple de cette unité et la manière dont elle savait remplir sa tâche. Il raconte les unes

après les autres les différentes campagnes où fut engagé le régiment : c'est dire qu'il est amené à raconter presque toute la guerre, puisque des détachements de *Fantôme* allèrent sur tous les fronts avec toutes les armées alliées, depuis la campagne de Belgique en 1940 jusqu'à la campagne d'Allemagne de 1944, en passant par la guerre en Grèce pendant l'hiver 1940-41, la Lybie, à la fin de la même année, l'opération *Jubilée* — c'est-à-dire Dieppe — en août 1942, et l'opération *Torch* — c'est-à-dire le débarquement en Afrique du Nord — en novembre 1942, la campagne de Tunisie, celles de Sicile et d'Italie et enfin l'opération *Overlord*, le débarquement victorieux en Normandie, la traversée de la France, l'entrée en Belgique puis en Allemagne. Comme les petites patrouilles de *Fantôme* accompagnaient toutes les armées, le récit du colonel Hills nous conduit tantôt avec le général Montgomery, à Caen et au dramatique parachutage d'Arnhem, tantôt avec les troupes américaines de Bradley de Patton et, par suite, de Leclerc, puisque la 2e D. B. était sous les ordres de Bradley. Des patrouilles de *Fantôme* étaient avec Leclerc à Paris et à Strasbourg ; elles jouèrent un rôle actif quand il fallut repousser l'offensive Rundstedt dans les Ardennes et aussi lors du passage du Rhin. Parmi les opérations qui coûtèrent le plus cher au régiment, il faut noter la campagne de Grèce, où plusieurs de ses membres furent tués ou faits prisonniers, le raid de Dieppe — qui nous est conté de façon fort précise — auquel prirent part trois patrouilles à Dieppe même et sur les plages et les falaises à l'est et à l'ouest de la ville, et la tragique opération d'Arnhem où l'escadron A resta jusqu'au bout dans « l'île » pour transmettre les messages désespérés au général Urquhart, et où l'un de ses plus valeureux officiers — le captain Hart — mérita la M. C.

Au cours de son récit, le colonel Hills s'efforce de ne pas faire l'histoire générale de la guerre, mais de ne dire des opérations que ce qui est nécessaire pour comprendre les missions des escadrons de *Fantôme* qu'il suit à travers leurs aventures. Bien qu'il ait vu le piège et l'ait souvent évité, il n'a pas pu s'empêcher, cependant, de nous donner de larges aperçus des conceptions stratégiques des généraux alliés, d'apprécier leurs talents, d'exprimer, par exemple, son admiration pour Montgomery, et, tout en reconnaissant la valeur, l'allant, l'efficacité de certains chefs américains — comme Patton — de critiquer aussi — sans aigreur, mais avec malice — les défauts de leur armée. Il loue la belle hardiesse de Leclerc et spécialement sa poussée vers Strasbourg. Mais il réserve le plus pur de son enthousiasme pour l'admirable « moral » du soldat britannique, son patriotisme sans défaillance et son tranquille héroïsme. Le livre est intéressant et par son contenu et par ce qu'il nous enseigne sur la façon dont l'esprit britannique sait accepter les leçons de l'expérience sans, pour cela, rompre avec ses traditions vénérées. Un lexique et 9 cartes complètent utilement cet ouvrage.

Marie GRANET.

SUR VICHY

Une histoire politique

M. Farmer a voulu écrire, sur une période très discutée de l'histoire de France, un livre impartial (1). Il y est parfaitement parvenu : on aurait peine à trouver dans son livre, sauf peut-être en ce qui concerne Laval, l'ombre d'une passion. Il fait, par exemple (p. 93-99), de la question si discutée de l'armistice une analyse remarquable, envisageant tour à tour les possibilités et les inconvénients qu'offraient d'une part la signature de l'armistice, d'autre part la résistance en Afrique du Nord. M. Farmer ne prend pas parti et, s'il blâme « dans une certaine mesure » le gouvernement français d'avoir été vacillant sur la décision à prendre, il reconnaît tout de suite qu'étant donné la vie politique sous la IIIe République, il est « compréhensible » que les dirigeants français aient été gens de peu de caractère.

Cependant, cette volonté d'impartialité amène parfois M. Farmer à ne rendre qu'imparfaitement compte des faits. Ainsi écarte-t-il l'idée d'une volonté du Maréchal Pétain d'exploiter la défaite militaire pour se pousser politiquement et ne voit-il dans l'attitude du Maréchal que le souci d'être un martyr (p. 124). M. Farmer a raison en ce sens que la pensée d'une « trahison » n'a certainement jamais effleuré l'esprit du vieux soldat qu'était le Maréchal. Cependant, dès avant l'entrée de celui-ci dans le Cabinet Reynaud, les Allemands savaient qu'il jugeait la déclaration de guerre une erreur et ils apprenaient peu après que le Maréchal parlait « d'arrangement ». Le fait n'est pas grave en soi : pendant l'autre guerre aussi les Allemands savaient que Briand et Painlevé auraient été prêts à négocier, et cela n'a mené à rien. Si en mai 1940 l'armée française avait tenu, on aurait tout au plus vu s'amorcer une vaine tentative de paix. Mais l'armée française a été battue et alors la volonté pacifique de Pétain est devenue un désastre parce que les Allemands savaient par avance très affaiblie la volonté de résistance du gouvernement français. Il est absolument certain que le pacifisme du Maréchal joua le premier rôle dans la genèse de l'armistice. Que ce pacifisme se soit doublé d'ambition politique ou de goût du martyre, il est — et il sera sans doute toujours — impossible de le savoir.

Cette ambition de M. Farmer de découvrir les mobiles secrets de l'action des hommes politiques se retrouve tout au long du livre. Il est bien rare qu'elle soit couronnée de succès. Ainsi écrit-il (p. 153) que Ribbentrop « apparaît comme l'avocat d'une politique de générosité envers Vichy, espérant une collaboration entre l'Allemagne et la France et faisant fond, pour aider à réaliser cette coopération, sur les Français dont la sympathie allait à l'idéologie nazie ». On se demande sur quoi cette affirmation est fondée. Car Ribbentrop, tout au moins jusqu'à la période de Sigmaringen, s'est toujours opposé à la venue de Doriot au pouvoir, a toujours interdit, pour des raisons politiques, toute concession non verbale à la France, et cela même si l'Armée et les ministères techniques (Finances, Économie, Plan de quatre ans) déclaraient qu'à ces concessions l'Allemagne trouverait son compte. Une telle phrase pouvait à la rigueur être écrite en parlant d'Abetz ; appliquée à Ribbentrop, elle est un magnifique contresens.

(1) Paul Farmer, *Vichy, political dilemna*, New York, 1955, in-8°.

Aussi bien *Vichy, political dilemna*, n'est-il pas — et peut-être intentionnellement — une Histoire de Vichy. La politique intérieure est présentée uniquement comme une rivalité de coteries : il y a bien peu de choses sur l'essai de réorganisation administrative, économique et sociale, tenté par Vichy. De la collaboration franco-allemande, M. Farmer parle en termes généraux. Il esquive le grand problème : celui de l'entrée en guerre de la France aux côtés de l'Axe. Et pourtant la première offre allemande, celle de janvier 1942, méritait qu'on l'examinât. Car, si elle avait été maintenue, elle aurait eu pour plus clair résultat de faire passer dans les maquis une grande partie de la population mâle française ; elle aurait aussi, en permettant aux Allemands de s'établir au Maroc, rendu plus aléatoire le débarquement en Afrique du Nord. L'offre de novembre 1942 est moins importante parce qu'à cette époque les jeux étaient faits. Mais le refus de Laval méritait d'être signalé, ne serait-ce que pour montrer qu'il ne promettait pas tout ce que les Allemands lui demandaient.

M. Farmer a consacré un quart de son livre à une étude des origines de Vichy. Il faut l'en féliciter vivement, car c'est certainement le problème le plus intéressant posé par l'histoire de Vichy. Mais, pour se livrer à cette étude, M. Farmer se contente de faire en grisaille un tableau général de la France et de sa politique intérieure et extérieure de 1920 à 1939. Il y a quelques bonnes pages sur la faiblesse des structures économiques et sociales de la France dans les années 1920. Mais il aurait fallu dire aussi qu'en ces années la France possédait en Europe continentale l'hégémonie politique et militaire. Que cette hégémonie n'ait été que mirage, peu importe, puisque personne ne s'en est aperçu, même pas les Allemands, qui étaient les premiers intéressés. On aurait pu montrer, par exemple, que l'abstention volontaire des États-Unis et l'éviction de l'U. R. S. S. de la vie politique internationale avaient permis à la France de jouer un rôle qui ne correspondait plus du tout à sa force réelle dans le monde. Certes, l'exposé de M. Farmer est complet, comme l'est si on veut un manuel d'enseignement secondaire ; il ne manque que les idées générales, car tout est mis sur le même plan, le *Front Populaire* et le *Front Paysan*. Pour lui, le régime de Vichy n'est qu'un gouvernement de droite, un peu fascisant, mené par des gens préférant Hitler à Blum et décidés à détruire l'œuvre du *Front Populaire*. Il voit comme ancêtres de Vichy l'*Action française* et les mouvements fascistes. Or, l'*Action française* était un mouvement de nationalisme intégral et l'on voit mal comment il aurait pu se transformer en une idéologie professant que la France devait s'intégrer, sous la direction de l'Allemagne, à « l'ordre nouveau ». Quant au *P. P. F.*, au *Francisme*, ils n'ont vraiment pas eu la moindre audience auprès de l'opinion française. Or, le problème était d'expliquer qu'en l'été 1940 le régime de Vichy ait été très généralement accepté.

Il aurait fallu étudier l'état d'esprit de l'Armée. Se contenter de dire que certains officiers supérieurs étaient *cagoulards* (p. 53) est insuffisant, car l'État-Major français, entre 1920 et 1939, n'a certainement pas été un chaud partisan d'une politique de conciliation à l'égard de l'Allemagne, et cela pas plus du temps de Hitler que du temps de Stresemann. L'affolement dû à la défaite, le prestige de Pétain, le goût de la discipline expliquent certainement mieux la présence de tant de militaires dans les ministères vichyssois que les opinions politiques des chefs de l'Armée. M. Farmer aurait dû aussi exposer comment se posait le problème scolaire. Car, en donnant à celui-ci une solution longuement souhaitée par les catholiques, Pétain rallia une grande partie du clergé et par lui des fidèles à la politique de *Révolution nationale* et de *Collaboration*. Un tel exposé était d'autant plus nécessaire qu'en 1939 le problème scolaire était inactuel et qu'il aurait fallu remonter jusqu'au temps de la querelle de la proportionnelle scolaire.

Mais il fallait surtout, pour expliquer les origines de Vichy, pour rendre compte du succès initial de Pétain, étudier de très près les mouvements d'Anciens Combattants. M. Farmer ne semble pas s'être du tout rendu compte du rôle essentiel joué par la *Légion* dans le régime de Vichy. Il parle sans cesse de tentatives avortées de création d'un parti unique. Sait-il qu'en zone non occupée la *Légion* jouait le rôle de « *Parti du Maréchal* », qu'elle avait jusque dans les villages un rôle d'information — pour ne pas dire de délation —, un rôle d'organisation, sinon d'exécution?

Certes, M. Farmer consacre quelques lignes au mouvement *Croix de Feu*, mais il ne l'envisage que sous l'angle d'un mouvement fasciste. Or, l'opinion française en 1940 n'était pas fasciste et le Maréchal n'eût jamais en 1940-1941 atteint à une telle popularité s'il n'avait été pour les Français qu'un successeur du colonel de la Rocque. Il aurait fallu étudier ce que l'on peut appeler « l'esprit ancien combattant », montrer comment il était né au front pendant la Grande Guerre, comment il s'était déformé, avait été exploité, avait été diffusé aussi parmi la jeunesse de France. Il aurait fallu analyser cette volonté que l'on trouvait entre les deux guerres, non seulement dans les milieux de droite, mais aussi dans les classes populaires votant à gauche, de « refaire une France propre », en une sorte de Grand Soir patriotique, au cours duquel on liquiderait tous les indésirables. On employait pour désigner ceux-ci un mot très cru et très vague qui pouvait englober, suivant celui qui l'employait, les communistes ou les Deux Cents familles, les Francs-Maçons ou les curés, ou bien les parlementaires ou même les Juifs. Il aurait fallu rechercher comment les dirigeants nazis (en particulier Ribbentrop avant sa nomination à Londres) ont exploité le désir des Anciens Combattants que la Grande Guerre fût la dernière, comment ils ont poussé à la fraternisation entre Anciens Combattants français et allemands, comment ils ont par leur propagande entretenu chez les Anciens Combattants français l'illusion qu'entre hommes ayant connu l'horreur des tranchées (Hitler en était et le disait souvent) on arriverait toujours à éviter la guerre. Vichy a été pour beaucoup le fruit d'une grande espérance ou d'une grande illusion. L'étude des mouvements d'Anciens Combattants, de leur force (six millions d'adhérents), de leur propagande, eût été relativement facile, car ces mouvements n'avaient rien d'occulte. Il est vraiment dommage que M. Farmer ne l'ait pas faite.

Vichy, political dilemna, n'est sans doute pas l'histoire de Vichy dont nous avons besoin. Brillante dissertation sur l'histoire de France de 1920 à 1945, il n'apporte guère de neuf et n'explique pas grand'chose. Il reste quand même remarquable comme effort pour traiter une question épineuse en toute impartialité.

André Scherer.

La dernière étape : Sigmaringen

L'ancien président de la Haute-Cour de Justice a donné (1) une suite à son *Véritable procès du maréchal Pétain* (2). La *Dernière étape* est celle qui conduisit Pétain et sa suite de Vichy, le 20 août 1944, à Morvillars puis à Sigmaringen où ils séjournèrent de septembre 1944 à avril 1945, dans le château des Hohenzollern ; le dernier chapitre est le récit, par M^me^ Pétain, du transfert du Maréchal, de Sigmaringen au fort de Montrouge, en passant par la Suisse.

(1) Louis Noguères, *La dernière étape : Sigmaringen*, Paris, Arthème Fayard, 1956, 256 pages.

(2) Cf. notre compte rendu du *Véritable procès du maréchal Pétain* dans *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 23, juillet 1956.

On peut se demander si s'achève ainsi la tâche que s'était assignée le président Noguères et si, après avoir refait le procès de Pétain dans un premier volume et exposé dans un second de quelle pitoyable façon s'acheva l'aventure vichyste, il n'envisageait pas de refaire l'histoire de toute la politique, de façon à tirer des conclusions plus précises et plus vastes que celles jusqu'ici formulées. Quoi qu'il en soit, la méthode de l'auteur n'a pas changé ; il tire des dossiers de la Haute-Cour des documents qu'il livre au public après les avoir très honnêtement et fort intelligemment analysés et jaugés. Si sa manière est plutôt d'un scrupuleux juge d'instruction que d'un historien, il s'efforce à une sincérité et à une objectivité auxquelles le lecteur ne peut que rendre hommage. Plutôt que de reconstituer et de raconter les faits, il a souci de peser très exactement la part de chacun dans ce crime, incontestable à ses yeux, que fut la collaboration.

A beaucoup d'égards, ce nouveau volume est donc une annexe au précédent. Il en diffère cependant par son contenu. Il s'est trouvé que, à partir d'août 1944, Pétain s'est abstenu de toute activité ; dans ces conditions, il ne pouvait être question d'étudier sa politique, ni à plus forte raison d'en faire le procès. Aussi bien, Louis Noguères est-il amené, en fait, à reprendre, au moins partiellement, le procès de quelques comparses : Brinon, Bruneton, Scapini, Bridoux, Ménétrel ; il y ajoute celui d'un mort, l'amiral Platon, et il lui arrive d'alourdir son sujet de sérieux *impedimenta* ; il établit, par exemple, le véritable emploi du temps du maréchal Pétain en juin 1940 et il s'attarde sur une note relative au débarquement allié en Afrique du Nord, en novembre 1942.

Ce faisant, il a ainsi prouvé une fois de plus la très grande richesse des archives de la Haute-Cour (1) dont on ne peut que souhaiter, après cette nouvelle et éclatante démonstration, qu'elles ne tardent pas longtemps à être mises à la disposition des historiens. Mais il s'est volontairement limité à ces dossiers, se bornant à quelques précautions de forme au sujet de personnes vivantes et analysant toutes leurs pièces (parfois des rapports ou aide-mémoire, sur lesquels de sérieuses réserves semblent devoir être faites). « Tout le dossier, rien que le dossier », telle est à nouveau la règle respectée. Par suite, on peut se demander si les meilleurs résultats ont été obtenus et si, à cause des lacunes que comporte son ouvrage et qu'il ne pouvait pas ne pas comporter, étant donné l'angle étroit sous lequel il était conçu, l'auteur n'a pas manqué partiellement l'occasion de nous donner, sur cet extraordinaire épisode de Sigmaringen, l'exposé et le tableau complets que nous étions en droit d'attendre de lui.

L'essentiel du livre est, en effet, consacré à relater et à caractériser le comportement des principaux protagonistes, par rapport à Pétain, situé au centre de leurs intrigues. Du côté allemand, c'est Ribbentrop qui mène l'affaire, Abetz étant tenu à l'écart, puis éliminé totalement en dernière heure ; le but cherché est de constituer un gouvernement présidé par Doriot et légalisé par l'investiture de Pétain ; l'objectif est d'organiser en France une action clandestine s'inspirant de l'exemple de la Résistance anti-allemande. Jusqu'au dernier moment, les Allemands entendent se servir au mieux du nom du Maréchal et d'un prestige dont ils ne semblent pas avoir bien mesuré combien il était dévalorisé ; pour ce faire, il n'hésitent pas — notamment Reuthe-Fick — à jouer un jeu sans loyauté, où les mensonges et les pressions de toutes natures tiennent le principal rôle.

Devant ce comportement, c'est peut-être Laval qui fait preuve de l'attitude la plus nette ; il se retire totalement ; il n'existe plus. Pétain, santé détraquée,

(1) Les documents cités *in extenso* au cours du récit sont tirés non seulement du dossier Pétain, mais aussi de ceux de Laval, Brinon, Bruneton, Marion et Bridoux.

esprit souvent absent, soumis à des influences divergentes, finit lui aussi par adopter une position digne ; il se considère comme prisonnier de guerre, et même déporté — « d'honneur », cela va sans dire — proteste contre la contrainte exercée à son égard et s'abstient de tout geste politique ; il ne reçoit personne — sauf les diplomates allemands accrédités auprès de lui. Il semble que Ménétrel soit le responsable de cette prise de position du vieillard, qui aurait préféré de son côté, selon une habitude bien établie, une situation moins nette, laissant plus de latitude à l'indécision et à des interprétations différentes.

Quelques ministres suivent cet exemple. Mais d'autres — Bridoux, Déat, Darnand et Luchaire — marchent avec Brinon, qui, en attendant que soit constitué le gouvernement Doriot, joue de son titre de *Délégué Général dans les Territoires Occupés* pour conférer un semblant de légalité à l'organisme de fait qu'il préside sous le titre de *Délégation française pour la défense des intérêts nationaux* ; mais Pétain refuse de le couvrir, sauf en ce qui concerne l'action de Bruneton auprès des travailleurs français en Allemagne.

En définitive, tandis que Pétain et Laval préparent leur défense devant les juridictions françaises — dont ils ignorent la nature exacte, mais devant lesquelles ils savent devoir être traduits — quelques-uns s'abstiennent, à leur exemple (Bichelone, Gabolde, Bonnard, Mathé, Guirard), ou démissionnent comme Scapini ; mais d'autres exécutent les consignes allemandes. Il en est enfin — la *Délégation auprès de la Commission allemande d'armistice*, et certains membres des *Délégations auprès des Travailleurs et des Prisonniers de Guerre* — qui préconisent un rattachement pur et simple au gouvernement de fait constitué par le général de Gaulle. Saisi de cette proposition, Pétain a cette réaction, qui paraît enlever beaucoup de leur importance à d'autres démarches effectuées en son nom auprès du président du *Gouvernement provisoire de la République* : « Je ne connais pas M. de Gaulle (1). »

L. Noguères étudie le comportement de Brinon, de Bruneton et de Ménétrel, de façon très détaillée ; il est plus succinct sur Déat, Darnand et Doriot ; il ne dit à peu près rien de Bucart et de Luchaire — la lacune concernant ce dernier est surprenante. De ceux dont il est fait état, nous sommes d'ailleurs mis au courant plus de leurs réactions à l'égard de Pétain que de leurs « activités gouvernementales », de leur sujétion à l'égard des Allemands ou de leurs rapports réciproques. Si on ajoute que, sauf quelques anecdotes, nous ne trouvons guère, dans le livre, de tableau de la vie des milliers d'hommes qui ont fui la France, de leurs origines, de leurs idées et propos ou de leurs gestes, pas plus que n'est réellement retracée l'évolution de l'état d'esprit des Travailleurs civils ou des Prisonniers de Guerre (2), on peut, croyons-nous, conclure que L. Noguères a constitué, avec beaucoup d'application et une réussite incontestable, une partie du dossier de l' « épisode Sigmaringen », plus qu'il n'en a écrit véritablement l'histoire. Ainsi, il a sans nul doute atteint son objectif, qui était limité ; étant donné sa connaissance du sujet et les archives dont il disposait, on peut regretter qu'il n'ait pas fait preuve d'ambitions plus étendues.

H. Michel.

Pétain et l'Alsace-Lorraine

L'heure n'est sans doute pas encore venue de tenter d'écrire une histoire impartiale du gouvernement de Vichy. Les témoins restent sous l'emprise de

(1) Cf. général de Gaulle, *Mémoires*. T. II : *L'Unité*, p. 319.

(2) M. L. Noguères effleure seulement, à propos de Bruneton, cet autre grand sujet qu'est « la mystique du Maréchal ».

leurs options des années 1940-1944. Les documents connus sont susceptibles d'interprétations contradictoires selon les arrière-pensées que l'esprit de parti suppose chez ceux qui les ont rédigés ou signés. Cependant, sur un point longtemps controversé, l'attitude personnelle du maréchal Pétain en face de l'annexion de fait par Hitler de l'Alsace et de la Lorraine, Louis Cernay (1) vient de publier un ouvrage qui — le fait mérite d'être souligné — a été élogieusement préfacé par le général Weygand, défenseur acharné de la politique du Maréchal, et par Robert Heitz, résistant alsacien condamné à mort par le Tribunal du Reich (2).

L'auteur s'est proposé de prouver que le maréchal Pétain et son entourage n'ont « pas accepté l'annexion forcée de l'Alsace et de la Lorraine par l'Allemagne », que le Maréchal n'a cessé de manifester « sa sollicitude affectueuse, une sorte de prédilection pour nos compatriotes de l'Est (3) ». Pour donner plus de force à sa démonstration, Louis Cernay s'est contenté de publier les documents favorables à sa thèse, en s'astreignant à ne les accompagner que de commentaires très brefs. Il est, en effet, persuadé, ainsi, d'ailleurs, que ses préfaciers, que les textes cités parlent d'eux-mêmes en faveur du Maréchal.

Ces textes sont groupés chronologiquement à l'intérieur de deux chapitres : le premier consacré à l' « action diplomatique vis-à-vis de l'Allemagne », le second à l' « attitude et à l'action du gouvernement ».

De juin 1944 à août 1944, Louis Cernay a dénombré cent douze protestations diplomatiques du gouvernement de Vichy (4). Il a publié le texte des plus importantes, notamment celles des 3 septembre 1940, 27 octobre 1941, 3 septembre 1942 (5). Un certain nombre de ces notes étaient déjà connues par la publication, grâce aux soins de la *Commission d'histoire de l'Occupation et de la Libération de la France*, des documents émanant de la *Délégation française* à Wiesbaden et de la *Direction des Services de l'Armistice* à Vichy (6). Dans son étude sur l' « annexion de fait de l'Alsace et de la Lorraine », Pierre Cézard y avait fait allusion (7). Mais Louis Cernay a disposé, en outre, d'un dossier « échappé aux destructions ou aux saisies de la Libération ». C'est l'utilisation de ce dossier qui, selon nous, constitue le principal apport de l'ouvrage.

Après avoir présenté le « dossier diplomatique » du gouvernement de Vichy, qui atteste que celui-ci n'a jamais reconnu, même implicitement, l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, que le maréchal Pétain est intervenu personnellement, souvent avec succès, pour empêcher l'exécution des patriotes des deux provinces condamnés à mort par des tribunaux allemands, Louis Cernay ouvre ce qu'il appelle le « dossier politique et administratif ».

On y voit le chef de l'État s'occuper et se préoccuper sans cesse du sort

(1) Louis Cernay, *Le maréchal Pétain, l'Alsace et la Lorraine. Faits et documents (1940-1944)*, Paris, Les Iles d'Or, 1955, in-8°, xvi-178 pages.

(2) Ce pseudonyme est celui d'un haut fonctionnaire qui fut en relations directes avec le maréchal Pétain.

(3) Robert Heitz est l'auteur de *Souvenirs* parus peu après la Libération et qui resteront un témoignage de grande valeur sur la Résistance alsacienne (*A mort !*, Paris, Éd. de Minuit, 1946).

(4) On en trouvera la liste p. 21-34.

(5) Cf. p. 34-55.

(6) Les trois premiers tomes ont paru respectivement en 1947, 1950 et 1952 (Imprimerie nationale, Costes, éditeur). Cf. les comptes rendus de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nos 1 (novembre 1950, p. 109-114), 12 (octobre 1953, p. 58-60). Ils ne couvrent que la période comprise entre le 29 juin 1940 et le 19 janvier 1941.

(7) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 5 (janvier 1952, p. 37-52).

des Alsaciens et des Lorrains, qu'il refuse de considérer autrement que comme des ressortissants français : aide matérielle assurée directement ou indirectement aux réfugiés (qu'une administration souvent plus inintelligente que mal intentionnée voudrait voir rentrer en Alsace et en Lorraine) et aux expulsés ; désignation, le 9 février 1941, de commissions départementales du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; nomination, en 1943, d'Alsaciens et de Lorrains à l'éphémère *Conseil national* et dans le cabinet même du chef de l'État ; maintien des préfectures des trois départements, des Services d'Alsace et de Lorraine, de l'Université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand. Parmi les nombreux textes cités par Louis Cernay, le plus émouvant est sans doute la lettre adressée par le maréchal Pétain, le 17 novembre 1942, à Pierre Laval, à qui il avait été contraint, sous la pression des Allemands, d'accorder ce même jour le droit de promulguer lois et décrets. On y lit : « ... Soucieux de remplir à l'égard de tous les Français les devoirs que l'humanité et l'honneur national imposent, vous garantirez, notamment, la sécurité personnelle et matérielle absolue des Alsaciens-Lorrains et des détenus politiques (1). » En bref, il est incontestable que les documents publiés par Louis Cernay renforcent l'impression qui se dégageait déjà de ceux que l'on connaissait : le maréchal Pétain n'a jamais admis, ni en droit ni en fait, les violations caractérisées de l'armistice — qu'il avait négocié et dont il revendiquait l'entière responsabilité — que constituaient les mesures prises par les Allemands à l'égard de l'Alsace et de la Lorraine et de leurs habitants.

Mais les protestations diplomatiques du gouvernement de Vichy sont restées secrètes ; les interventions mêmes en faveur des individus n'ont pas toujours été connues des intéressés (2). Le « silence de Vichy », pour reprendre une expression de l'auteur, a donné l'impression aux populations d'Alsace et de Lorraine et à tous les patriotes que le Maréchal acceptait tacitement l'annexion des deux provinces. Les adversaires du Maréchal lui reprocheront toujours de ne pas avoir eu le courage de donner une large publicité à ses protestations ; ses partisans continueront, de leur côté, à justifier son attitude par le désir d'éviter « aux Alsaciens et aux Lorrains le risque d'un surcroît d'exigences et de persécutions (3) ». Le choix entre ces deux opinions relève du sentiment et non de la raison ; il échappe donc au domaine de l'historien. Celui-ci notera, cependant, qu'une partie de l'entourage du maréchal Pétain a tenté, tout en respectant les motifs qui inspiraient sa conduite officielle, de faire connaître par des voies détournées ses sentiments intimes et son attitude réelle. Louis Cernay révèle que le tract daté de Vichy (le 21 septembre 1942) et abondamment diffusé en zone non occupée, sous le titre « Résumé d'un entretien du Maréchal avec une haute personnalité française (4) », a été rédigé par un patriote alsacien, Jacques Blech, membre du cabinet du chef de l'État, avec l'accord du Dr Ménétrel, chef du secrétariat particulier, et de M. Lavagne, chef du cabinet civil (5).

Jean Sigmann.
Inspecteur d'Académie. Guéret.

(1) Cf. p. 177.

(2) Nous pouvons attester que certains Alsaciens condamnés à mort par les tribunaux allemands ont ignoré sur le moment que la sentence qui les avait frappés n'avait pas été exécutée en raison de l'intervention personnelle du maréchal Pétain.

(3) La formule est du général Weygand (*Préface*, p. VI), lequel, d'ailleurs, assure avoir été partisan de protestations publiques.

(4) On trouvera de larges extraits de ce tract p. 159-160.

(5) Cf. p. 158.

Une biographie de P. Laval

Peut-être l'auteur de cette biographie aurait-il pu fournir sur Pierre Laval un témoignage qui n'eût pas été sans valeur (1) : il a été de son entourage et, précise-t-il dans son *Avant-Propos*, il l'a vu, pendant quinze ans, plusieurs fois par semaine et il l'a accompagné dans ses voyages. Mais, plutôt que de raconter simplement ce qu'il a vu, l'auteur a préféré bâtir une synthèse plus ambitieuse, dont le but plus ou moins avoué est de réhabiliter son personnage.

Il faut bien dire que le résultat n'est guère probant. Le récit est confus et maladroit, les faits sont présentés sans vigueur ni relief ; le lecteur est accablé sous un amas de détails, souvent insignifiants, il perd de vue les lignes générales et, quand il cherche des explications, ne les découvre que partielles et insuffisantes : Laval seul est grand, tous ses adversaires sont médiocres et mesquins. Prenons un exemple : le 13 décembre. Du récit assez circonstancié que l'auteur nous présente, il résulte qu'il s'agit essentiellement d'un complot mené par quelques personnages pressés de prendre la place. « Dans le renvoi de Laval, chacun suppute mieux que la satisfaction d'une rancune : la possibilité d'un avantage (t. I, p. 294). » On nous dit bien que Laval s'est fait « des négociations avec les Allemands... comme une sorte de fief » (id., p. 292) ; mais en quoi consistent ces négociations? Qu'a-t-il cédé depuis Montoire? Quel est son but? Le lecteur l'ignorera. Mais il verra évoqué, à propos de cette arrestation, l'assassinat du duc de Guise et même celui de César.

Réhabiliter Laval, au nom de l'amitié? Il aurait fallu d'abord formuler au moins une thèse, définir son attitude et sa politique. Mais rien de tout cela n'est fait. Il est souvent question de son patriotisme, et aussi de son souci de maintenir la France hors de la guerre ; mais c'est Léon Blum qui a dit : « Pacifiste jusqu'à la lâcheté, c'est ce qui explique son crime. » Ce patriotisme et ce pacifisme étaient-ils compatibles? Le lecteur attendrait au moins que la question soit posée, mais les problèmes essentiels ne sont jamais qu'effleurés, dans des incidentes, et comme entre parenthèses.

Et sur les aspects concrets, précis de cette politique, c'est la même absence de netteté : « Laval a horreur de la répression » (t. II, p. 78) ; lorsque Darnand est préposé au maintien de l'ordre, « cette promotion est une catastrophe » ; il faudrait quand même ajouter que la création de la Milice est l'œuvre de Laval, qu'il a dit aux miliciens : « Je serai votre chef », et que, si les Allemands ont imposé finalement Darnand, c'est un des résultats de sa politique. « Je n'ai approuvé, dit l'auteur, ni son retour au Gouvernement ni sa politique ultérieure. » Un tel jugement ne peut se comprendre qu'à condition qu'il y ait eu effectivement un changement de politique. Mais, au contraire, ce qui apparaît de plus net, c'est une continuité, inspirée peut-être par une certaine forme de patriotisme, mais certainement aussi par un tempérament de maquignon, un goût du marchandage où l'habileté doit toujours triompher, une obstination à vouloir traiter les grands problèmes par de petits moyens. L'auteur nous parle de son « illuminisme » qui lui fait admettre ou la victoire allemande ou, plus tard, une paix de compromis qui lui laisserait encore un rôle à jouer. Mais, dans ces conditions, vouloir à la fois rester l'allié de l'Allemagne et chercher à ne pas lui fournir l'aide qu'elle exigeait pour poursuivre la guerre était une contradiction insoutenable. Constatations assez banales, sans doute, mais qui n'en sont pas nécessairement négligeables. Et, dans le détail, que d'affir-

(1) Alfred Mallet, *Pierre Laval*. T. I : *Des années obscures à la disgrâce du 13 décembre 1940* ; t. II : *De la reconquête du pouvoir à l'exécution*, Paris, Amiot-Dumont, 1955, 2 vol. in-8°, 352 et 426 pages.

mations pour le moins discutables ! Un chapitre veut nous montrer la sollicitude de Laval envers les prisonniers : grâce à lui, nous aurons la *Mission Scapini*. Mais cette solution valait-elle mieux que la protection par une puissance neutre? « A partir du 1er janvier 1941, chaque prisonnier dispose d'une lettre et de deux cartes par mois », comme si c'était un avantage, alors qu'en réalité c'est une restriction au régime antérieur du courrier ; etc...

Pour terminer, citons ce jugement sur Bonnard « capable d'énergie et toujours digne » (t. II, p. 43), et cette phrase, qui le complète sans doute : « Sous Vichy, la vie universitaire jouit d'une tranquillité quasi absolue » (t. II, p. 209). On admettra qu'il reste après cela bien des problèmes à revoir.

J.-M. D'HOOP.

Xavier Vallat et le « Problème juif »

Dans sa cellule à Fresnes, X. Vallat rédigea, en 1947, quelques semaines avant l'ouverture de son procès, une sorte d'historique de la persécution des Juifs sous le Gouvernement de Pétain (1). Son exposé lui paraît, aujourd'hui, d'actualité puisqu'une publication périodique, qui s'intitule *Les libertés françaises*, vient de le publier dans trois numéros consécutifs.

X. Vallat expose longuement, en recourant à beaucoup de citations, son idéologie antijudaïque pour l'opposer au principe raciste nazi : l'entité damnée des Juifs serait éthnique-religieuse et non pas raciale. Mais il ressort des explications de X. Vallat lui-même qu'aux yeux de l'antijudaïsme vichyssois, l'appartenance à l' « ethnie religieuse juive » des grands parents d'une personne devait marquer celle-ci de façon aussi indélébile que l'appartenance à la « race juive » et cela afin de servir de critère absolu à la liquidation de l' « influence juive » dans l'État, dans l'Administration, dans les professions libérales et dans l'économie.

X. Vallat insiste sur le fait que le *Statut des Juifs* promulgé en octobre 1940 était dû à la conviction profonde et à l'initiative propre du gouvernement de Vichy et non pas à la pression de l'occupant, mais qu'il ne s'agissait que d'une « solution provisoire ». Tout son exposé démontre, en somme, que la mise en œuvre de l'antisémitisme d'État était pour le régime vichyssois un impératif catégorique qui lui imposait de profiter de la conjoncture politique propice à l'élimination des Juifs, quitte à céder pour le moment aux exigences racistes exorbitantes du vainqueur nazi.

X. Vallat souligne que, pour tempérer la rigueur de certaines mesures antijuives exigées par les nazis, le Gouvernement les prenait à son compte. Promulguées par des lois de l'État français, ces mesures étaient, du même coup, introduites dans les deux zones et X. Vallat explique que cela était nécessaire pour ne pas enfreindre le principe de l'unité territoriale de l'État français, pour préserver l'unité administrative (effectivement des considérations d'opportunité administrative jouaient parfois un rôle important dans de graves décisions des autorités françaises) et aussi pour donner plus d'autorité à l'administration française en face de l'occupant. Ajoutons, pour notre part, que l'occupant obtenait ainsi ce qu'il recherchait : il entraînait dans son engrenage le gouvernement de Vichy.

Passant sur bon nombre d'omissions et d'inexactitudes qu'on pourrait relever dans le texte de X. Vallat, nous signalerons les plus importantes.

X. Vallat nie la spoliation des Juifs par l'État français. Il présente l'*aryanisation* économique comme conversion des biens mobiliers et immobiliers en

(1) Xavier VALLAT, *Le problème juif*, dans *Les libertés françaises*, Paris, 1956.

espèces dont l'État français garantissait la propriété aux Juifs ! Dans la conjoncture politique de l'époque, une telle affirmation paraît une facétie.

Que nous apprend X. Vallat sur les internements, prélude des déportations? Il ne traite pas de la loi du 4 octobre 1940 donnant aux préfets le droit d'interner tout Juif étranger. Attribuant aux gouvernements Daladier et Paul Reynaud l'internement des réfugiés juifs dans les camps de la zone non occupée, X. Vallat veut ignorer que les Juifs parmi les réfugiés concentrés dans les camps avant la défaite (mesure par elle-même des plus discutables) ne l'ont pas été en tant que Juifs et que la discrimination raciale dans ces camps et la création de vastes camps de Juifs ainsi que de « résidences assignées », les uns et les autres rapidement remplis par les soins de la police de l'État français, étaient dues entièrement à la politique du Gouvernement de Vichy. X. Vallat prétend décharger le Gouvernement de Vichy de toute responsabilité dans les rafles en zone occupée. Il affirme que la première rafle eut lieu en août 1941, rafle ordonnée par l'occupant comme mesure de représailles. Il omet de mentionner la rafle de mai 1941 (3.733 Juifs internés) entreprise par décision du ministre de l'Intérieur en exécution de la loi du 4 octobre 1940, dont le *Militärbefehlshaber* demandait instamment l'application aussi en zone occupée. Quant au jeu de statistique auquel X. Vallat se livre pour conclure que la politique de Laval, qui abandonna les Juifs apatrides à la déportation, permit de sauver 95 % des Juifs français, nous passons outre. Les données confrontées par X. Vallat n'éclairent nullement la situation. D'autre part, la question ne se laisse pas aborder en dehors du problème fondamental, celui des répercussions de la collaboration sur la réussite générale des déportations.

La politique antijuive hante aujourd'hui comme hier l'esprit de ce représentant qualifié du régime vichyssois. Ne propose-t-il pas, à la fin de son exposé, « aux hommes d'État soucieux de la paix internationale » une « solution du problème juif » qui préconise entre autres la dénaturalisation d'office des familles juives (sauf les anciens combattants) qui ont la nationalité du pays de leur résidence depuis moins de trois générations (ils recevraient le passeport israëlien, étant d'avance entendu qu'Israël surpeuplé ne pourra les recevoir)? Cette constance dans les intentions confirme que la collaboration était, dans l'esprit des promoteurs de l'*Ordre nouveau*, beaucoup moins une manœuvre pour limiter les dégâts de la défaite, que l'appui qu'ils s'empressèrent de prendre sur l'hitlérisme pour atteindre leurs buts immuables par les moyens les plus expéditifs.

J. Billig.

EUROPE CENTRALE

Diplomatie de la Hongrie

Diplomate de carrière, S. D. Kertesz a été à la fois un témoin et un acteur du long drame vécu par la Hongrie, victime de deux guerres, depuis le traité de Trianon (4 juin 1920) jusqu'à la Conférence de Paris de 1946. En dépit de son sous-titre (1), son ouvrage ne se borne pas à décrire cette période de transition où la Hongrie, arrachée à la domination allemande, est devenue peu à peu un élément du système des démocraties populaires. Toute une première partie, du plus grand intérêt, résume l'histoire de la Hongrie depuis 1920 : Hongrie réduite en ses frontières, accablée par la crise économique, s'efforçant de résister à l'infiltration nazie, défendant sa neutralité le plus longtemps possible au cours de la seconde guerre mondiale, et peu à peu entraînée dans un cycle infernal qui lui vaut l'occupation allemande, les dévastations de la guerre, puis l'occupation russe.

Sans doute y a-t-il là manière de plaidoyer ; les responsabilités des gouvernements hongrois n'apparaissent pas toujours suffisamment dans le récit des malheurs de la patrie. Mais les conditions particulièrement difficiles dans lesquelles la Hongrie, placée au centre géographique des ambitions allemandes, pouvait défendre son indépendance sont bien décrites ; les raisons de la pénétration d'une idéologie nazie, bien exposées. Les passages les plus émouvants de l'ouvrage concernent la résistance hongroise à la domination allemande, la lutte pied à pied, ouverte d'abord, puis clandestine, contre les prétentions hitlériennes, dans une « acrobatie politique digne de tout éloge », pour employer l'expression de l'ambassadeur de France à Londres, Charles Corbin. Les conséquences de l'adhésion au *Pacte Triparti* ont été atténuées sur le plan de la politique intérieure ; une presse d'opposition a pu paraître jusqu'à l'occupation du pays. Le volume des exportations vers l'Allemagne n'a atteint, entre 1940 et 1943, que le cinquième du total exigé. La Hongrie a été le refuge des exilés, des évadés, des Juifs même, en dépit d'une législation antisémite moins stricte qu'ailleurs. Elle a refusé en particulier de livrer à l'Allemagne 1.400 prisonniers français.

Il serait, bien sûr, fort utile de savoir les proportions relatives des forces de résistance et des éléments pronazis ; il est vraisemblable qu'on ne pourra jamais répondre de façon précise à cette question. M. S. D. Kertesz, avec quelque exagération sans doute, fait du ministère des Affaires étrangères le centre même de la lutte antiallemande ; du moins montre-t-il bien, dans le domaine où il agissait lui-même, les résultats positifs, sur le plan diplomatique, de ce que les Allemands pouvaient appeler passivité et sabotage administratif. Son récit s'arrête au moment où, à la veille d'être nommé ministre de Hongrie en Italie, il est aussi sur le point de rompre avec son gouvernement et de passer à l'émigration (1947). Des notes très copieuses, rejetées en fin de volume, une quarantaine de pages de documents en annexe, un index, une série de cartes de la Hongrie montrant les déplacements de ses frontières entre 1910 et 1952, un diagramme des résultats des élections de 1945-1946 dans

(1) Stephen D. Kertesz, *Diplomacy in a Whirpool, Hungary between Nazi Germany and Soviet Russia*, University of Notre Dame Press, Notre Dame, Indiana, 274 pages.

tous les pays danubiens font de cette courte étude un véritable instrument de travail.

Roger Portal.

Sur la Roumanie

Pour un lecteur allemand, le titre d'un petit livre : *Marche au sacrifice en Roumanie* évoque d'une part la nouvelle de Binding (écrivain mort en 1938) précisément intitulée *Opfergang* et d'autre part le *Journal de Roumanie* que Carossa tenait au cours de la première guerre mondiale (1). K. Schiebold, lui aussi, est écrivain et poète. Son livre est essentiellement le témoignage d'un soldat et d'un homme arrivé aux extrêmes limites de la résistance physique et morale, qui se propose, comme il le dit dans la préface d'élever un monument « aux victimes d'un haut commandement brutal ».

Son récit se présente comme un *Journal* qui commence le 20 août 1944, sur le Dniestr, à un moment où le front principal se trouve déjà 200 kilomètres plus à l'ouest.

Le mouvement de décrochage, ordonné trop tard, se transforme en panique ; dans un élan désespéré, avec de l'eau jusqu'à la poitrine, 15.000 hommes sur 70.000 réussissent à franchir le Pruth, malgré le feu des Russes. Au prix de marches de nuit et de fatigues inouïes, l'auteur parvient à gagner les cols des Carpathes dont l'abandon par les troupes allemandes lui apparaît comme le signe de la défaite finale, lorsqu'une blessure vient mettre un terme à son aventureuse randonnée. Le voici pendant de longs mois dans un hôpital, situé dans le district carpathique de Siebenbürgen dont l'enchevêtrement linguistique — que nous y avons personnellement vécu — le frappe. Son immobilité forcée l'amène à récapituler ses griefs contre le haut commandement politique et militaire dont il stigmatise l'incapacité et la « légèreté criminelle ». Puis, c'est le camp de prisonniers près de Hermannstadt, un camp particulièrement bigarré où l'on trouve entre autres des Alsaciens incorporés de force. Enfin, le 30 janvier 1946, commence le voyage de retour vers la *Heimat* dont la nostalgie n'a cessé de le hanter au cours de ses pérégrinations.

Le chapitre final intitulé « L'âme des survivants » mériterait presque de devenir un chapitre d'anthologie ou de figurer dans un recueil d'instruction civique en raison de son réquisitoire contre la guerre « au visage grimaçant et diabolique », des évocations des scènes d'exode (aussi bien en France qu'en Bessarabie), de sa condamnation de la tentative d'extermination des Juifs.

D'un bout à l'autre du livre, on respire d'ailleurs une chaleur humaine qui est tout à l'honneur de son auteur.

Bien plus qu'un document militaire (encore qu'il rappelle que « l'enfer de Roumanie » a coûté aux Allemands autant d'hommes que l'enfer de Stalingrad), *Opfergang in Rumanien* est un document psychologique, un témoignage précieux sur l'état d'esprit d'un rescapé des grandes batailles, d'un homme traqué qui, pendant des semaines, a vécu « à la fois homme et bête », d'un prisonnier auquel seul l'espoir du retour a permis de survivre.

Nous nous permettons de conseiller la lecture de ce beau livre au maréchal Kesselring qui, dans ses orgueilleux *Mémoires*, semble ignorer ce qu'est la rancœur du combattant trompé, abandonné et sacrifié par le haut commandement.

A. Meyer,
Faculté des Lettres, Aix-en-Provence.

(1) Kurt Schiebold, *Opfergang in Rumanien*, Tübingen, Max Niemeyer Verlag, 159 pages, 5 croquis.

L'ouvrage de M. Arnautu (1) n'intéresse évidemment que pour une faible partie l'histoire de la seconde guerre mondiale, puisque seuls les trois derniers chapitres — soit quarante-quatre pages — lui sont consacrés, mais il présente l'avantage de regrouper des connaissances trop souvent dispersées au hasard des tranches chronologiques de programmes scolaires et d'expliquer peut-être mieux que bien des ouvrages plus amples l'état d'esprit de certains éléments roumains en face de la Russie. L'auteur ne compte pas moins, en effet, de douze invasions russes dans les territoires roumains depuis que Pierre le Grand, poursuivant Charles XII, entra en contact avec les territoires alors dominés par la Turquie à l'ouest de la mer Noire. Cette prise de position initiale, rappelant les conditions dans lesquelles les gouvernements russes grignotèrent au cours des siècles les territoires de l'ancien État moldave passé sous la domination ottomane, n'est d'ailleurs pas sans conséquence au point de vue de la politique contemporaine. Elle permet, en effet, de considérer la création de l'éphémère Transnistrie aux dépens de la république soviétique d'Ukraine comme la simple reconquête d'un territoire détaché par la force depuis des siècles, et non plus simplement comme une contre-partie à l'annexion de la Bukovine et de la Moldavie, en 1940, réalisée par les Russes avec l'accord de l'Allemagne. Les conditions, confuses assurément, dans lesquelles s'effondra le gouvernement du maréchal Antonescu sous les coups des armées russes appuyées par l'aviation anglo-saxonne, s'expliquent aussi par la diplomatie des Roumains demeurés fidèles à l'alliance des puissances occidentales. La déception des divers secteurs de l'opinion publique roumaine devant l'évolution ultérieure de la diplomatie des Grands est trop connue pour qu'il soit utile d'insister. L'auteur signale, d'autre part, en conclusion, la constante progression de la Russie vers les terres qu'elle convoite pour des raisons variées, en invoquant tour à tour la fraternité des chrétiens, la défense de l'orthodoxie ou la fraternité des peuples slaves avant de passer à l'émancipation des masses travailleuses, utilisant des thèmes variés pour diviser les pays qu'elle veut absorber plus ou moins directement. C'est sans doute un trait commun à tous les grands États dont le désir d'hégémonie s'étale sur plusieurs siècles, mais on s'explique les inquiétudes, et l'irritation, des peuples voisins ou de leurs éléments non ralliés à la politique d'expansion.

Jean Vidalenc.
Faculté des Lettres, Caen.

Les mémoires de Pierre II de Yougoslavie

Devenu roi trop jeune (il avait onze ans) à la mort de son père, assassiné à Marseille en 1934, trop jeune encore (il avait seize ans) lors du déclenchement de la seconde guerre mondiale, le roi Pierre de Yougoslavie a eu une vie dramatique où les désillusions ont succédé aux catastrophes (2).

Comment un enfant de seize ans aurait-il pu, en 1939, comprendre la tragique situation européenne, où les dictatures insolentes ou hypocrites se dressaient en face des démocraties indécises et apeurées, voir clair dans les intrigues qui déchiraient son pays, dans les luttes entre Serbes et Croates, faire face aux menaces de Hitler, parer à la faiblesse du régent Paul? Comment,

(1) Nicolae N. Arnautu, *Douze invasions russes en Roumanie*, Buenos Aires, Éditions Cuget Romanesc, 1956, in-4°, 191 pages.

(2) Pierre II de Yougoslavie, *La vie d'un roi. Mémoires.* Texte français de François Rivière, Paris, Éd. du Seuil, 1955, 250 pages.

à Londres, malgré sa bonne volonté, aurait-il pu être autre chose qu'un jouet entre les mains des Yougoslaves exilés — et divisés — des chefs d'État alliés, préoccupés de la victoire finale, autrement importante à leurs yeux que la forme du futur régime de la Yougoslavie? Un roi plus âgé eût pu prendre la tête des partisans qui s'étaient dressés contre l'envahisseur : il a dû assister, de loin, impuissant, aux rivalités entre Mihaïlovitch et Tito. Ses sympathies allaient, naturellement, plus volontiers au royaliste Mihaïlovitch qu'au communiste Tito, et il eut de la peine à croire Churchill et ses émissaires en Yougoslavie, Deakin et Mac Lean, quand ils lui affirmèrent que l'action des troupes de Tito était bien plus efficace que celle des *tcheniks* de Mihaïlovitch — qu'on accusa, à la fin, de pactiser avec les Allemands... Pierre II avoue même, assez naïvement, pour justifier le chef royaliste, que le péril communiste avait pu, en 1943, lui paraître plus grand que le péril hitlérien !... Il est inutile d'insister sur le danger d'un pareil raisonnement : les Allemands ne se jugeaient nullement perdus en 1943. Churchill essaya, un moment, de réconcilier Tito et le jeune roi : crut-il la chose sérieusement possible? On peut en douter. Pourtant, en novembre 1944, un accord fut conclu entre le gouvernement royal, représenté par le premier ministre Soubasitch, et le maréchal de Yougoslavie Joseph Broz-Tito : une Constituante devait être réunie pour décider de la forme du gouvernement. Tito procéda à des élections de type communiste et la République fut proclamée en 1945. Le roi protesta contre la forme des élections. Il protesta aussi contre le procès et la condamnation de Mihaïlovitch. Il se considère encore comme injustement privé de son trône, et il raconte, dans ce livre, la suite de ses malheurs depuis la mort de son père, l'invasion, le bombardement de son pays, jusqu'à l'exil sans doute définitif... Mais peut-on parler maintenant de « droit au trône »?... Le rejeton d'une dynastie royale peut-il comprendre que la volonté seule des peuples compte et fait la légalité des gouvernements? N'était-il pas naturel que la nation yougoslave fût plus attachée à Tito, qui avait âprement combattu sur le sol de la patrie, qu'au jeune prince qui (quel que pût être son patriotisme) devait se contenter de faire ses études à Cambridge, d'apprendre à piloter auto et avion, de boire des tasses de thé avec « onçle Georgie », « oncle Bertie » ou les cousines Élisabeth et Margaret, pendant que ses ministres se chamaillaient? Pierre II doit être, cependant, apaisé quant à l'indépendance de son pays, puisque le patriotisme passionné de Tito a su le conserver intact, et quant à sa prospérité, puisqu'il se relève, avec courage, de ses ruines...

La seconde partie du volume est constituée par quelques documents : questionnaire en vue de l'accord Soubasitch-Tito, lettres de Pierre II à Churchill, Truman, Bevin, déclarations royales après la proclamation de la République.

Marie Granet.

SERVICES SECRETS

Une anthologie de la guerre secrète

Le général allemand Lettow-Vorbecke avait publié en 1931, sous le titre *Die Weltkriegsspionage*, une volumineuse anthologie de la guerre secrète, essentiellement axée sur la période 1914-1918. M. Farago a repris à son compte cette idée, en centrant son étude sur la seconde guerre mondiale (1).

Journaliste, né en Hongrie, l'auteur a servi pendant la guerre, aux côtés de l'amiral Zacharias, dans les services secrets de la Marine américaine ; il eut, à ce titre, de nombreux contacts avec des personnalités de premier plan des services alliés. Il était, de la sorte, bien placé pour entreprendre une œuvre de ce genre.

War of Wits (la guerre des cerveaux) est divisé en cinq parties : le renseignement, l'espionnage, le sabotage, le contre-espionnage et la propagande. Dans chacune de ces parties, l'auteur effectue de brefs et intéressants retours en arrière, parfois dans le passé le plus lointain, multiplie les exemples empruntés à la période de la guerre et n'hésite pas à pousser jusqu'à des épisodes récents de la guerre froide. A chaque occasion, il expose clairement ses vues personnelles sur le sujet traité.

Cependant, l'ouvrage nous paraît recéler quelques faiblesses. Tout d'abord, des confusions d'ordre technique : une division arbitraire entre le renseignement (intelligence) et l'espionnage ; un emploi généralisé du vocable « espion » pour désigner indifféremment le membre des services spéciaux et l'agent secret travaillant au profit de ce dernier. En second lieu, si nous comprenons que M. Farago se soit longuement étendu sur les succès des services anglo-saxons, américains surtout, nous ne saurions laisser passer sans les relever un certain nombre de jugements sommaires, voire discourtois, sur les services français, dont l'organisation lui échappe un peu. Par ailleurs, il n'accorde qu'une place minime aux activités de résistance dans les territoires occupés par les puissances de l'Axe, opérations qu'il confond avec les raids de commandos. Enfin, il reprend à son compte, sans en faire la critique, tel récit apparemment apocryphe des circonstances qui accompagnèrent l'arrivée dans les services secrets soviétiques de renseignements précis sur l'attaque allemande de 1941 (p. 159).

Cela dit, l'ouvrage contient d'intéressants exposés sur des épisodes obscurs de la guerre ; certains de ces récits sont extraits d'ouvrages déjà analysés dans cette *Revue*. Parmi les autres, citons : « l'ensablement », dans le dédale des serviees américains, d'informations sur les tentatives de rapprochement de l'empereur Hirohito avec le parti de la paix au Japon ; les erreurs d'estimation commises par les Américains au sujet de la puissance réelle de l'armée japonaise du Kouang-Toung ; le décryptement des messages nippons qui aboutit à la destruction de l'avion transportant l'amiral Yamamoto, commandant la flotte nippone ; le sabotage d'une usine d'eau lourde en Norvège ; les déclarations d'un déserteur russe, le colonel Akhmedoff, membre des services de renseignement de l'U. R. S. S. On notera également le poste qui a été occupé pendant les hostilités par l'historien Arnold Toynbee, chargé de mettre au point les « rapports sommaires » provenant des services britanniques et destinés au cabinet de guerre.

(1) Ladislas Farago, *War of Wits (The anatomy of Espionage and Intelligence)*, New-York, Funk and Wagnalls Company, 1954, in-8°, 379 pages.

Le chapitre qui nous paraît le mieux venu est celui qui est consacré à la propagande (M. Farago est orfèvre en la matière, puisqu'il a travaillé après la guerre comme conseiller de *Radio-Free Europe*). Le chercheur consultera, en outre, avec intérêt les vingt-six pages de notes bibliographiques et de références figurant à la fin de l'édition américaine de l'ouvrage (1).

Il semble encore prématuré de vouloir écrire l'histoire des services secrets au cours de la deuxième guerre mondiale. L'œuvre méritera, néanmoins, d'être entreprise lorsque d'autres pans du voile se seront levés ; elle devra être le fait d'un historien auquel les notions de cette technique très particulière ne devront pas être étrangères.

A. Fournier.

Sur le Deuxième Bureau

Nous avons eu l'occasion de parler dans cette *Revue* de l'ouvrage que M. Castellan a consacré au réarmement clandestin de l'Allemagne, dont la fin fut marquée par la dénonciation par Hitler, en mars 1935, des clauses militaires du traité de Versailles. Le général Gauché, qui fut chef du *Deuxième Bureau* de 1935 à 1940 après avoir appartenu à une de ses sections, expose dans un livre ce que fut le réarmement officiel du Reich (2).

Le but des deux auteurs est commun : montrer que les organes chargés de renseigner le commandement français ont rempli leur mission dans des conditions irréprochables. On pourrait croire que cette démonstration est superflue à l'heure actuelle ; il est malheureusement facile de constater que des personnes cultivées et de bonne foi croient encore que le commandement et le gouvernement français ont été surpris. Des livres comme ceux-ci sont donc nécessaires.

Celui du général Gauché est, en outre, le cours d'un maître sur la conduite d'un *Deuxième Bureau*. L'auteur était pleinement qualifié pour le professer. Il définit le rôle d'un *Deuxième Bureau* auprès du chef d'État-Major et du Commandant en chef et précise ce qu'on attend de lui. Il montre ce que doit être une synthèse des renseignements reçus à une date donnée : un exposé de la situation de l'ennemi et, découlant de là, un tableau des hypothèses sur la manœuvre qui se prépare. Il fait valoir toute l'importance de l'imagination dans la recherche du renseignement, mais il met en garde, avec énergie et en y revenant à plusieurs reprises, contre des conclusions qui ne résulteraient pas strictement des faits constatés. Le chef du *Deuxième Bureau* doit avoir un cerveau froid, fermé aux idées préconçues ou fantaisistes, imperméable aux influences extérieures. Après ce préambule doctrinal, l'auteur aborde son exposé qu'il divise en trois chapitres : la politique d'agression de l'Allemagne hitlérienne, les renseignements militaires de 1935 à la guerre, le *Deuxième Bureau* pendant la guerre de 1939-1940.

Il a laissé volontairement de côté l'organisation et le fonctionnement du *Deuxième Bureau* et du *S. R.*, et cela pour des raisons évidentes. Il n'a nommé que très peu de personnes, n'a mentionné ses sources qu'exceptionnellement ; il a même été assez avare de citations de documents ; toutefois aux dates importantes il a donné au lecteur de longs extraits du Bulletin du *Deuxième Bureau*.

La politique d'agression de l'Allemagne hitlérienne constitue un exposé condensé et lumineux de la question, faisant ressortir l'implacable enchaînement des offensives de Hitler et les renoncements successifs d'une France qui

(1) La traduction française, sous le titre *Les secrets de l'espionnage* (aux Presses de la Cité), ne comporte pas ces notes et références.

(2) Général Gauché, *Le Deuxième Bureau au travail (1935-1940)*, Paris, Amiot-Dumont, in-8°, 240 pages.

s'était condamnée elle-même à la défensive. Au cours de cette période de 1935 à 1939, le *Deuxième Bureau* a signalé sans retard les accroissements des forces allemandes au fur et à mesure des exigences nouvelles du *Führer*.

La partie qui traite des renseignements militaires est, elle aussi, rédigée avec méthode et clarté. Certains regretteront peut-être qu'elle ne pénètre pas davantage dans le détail des faits, mais le livre eût été alourdi et il s'adresse à un cercle de lecteurs plus large que celui des techniciens et des historiens.

Enfin arrive le chapitre consacré à la guerre. L'estimation des forces adverses et la disposition des masses ont été connues avec précision. Le récit des alertes du 12 novembre 1939 et du 15 janvier 1940, de l'arrivée des renseignements de plus en plus alarmants avant le 10 mai 1940, sont pleins d'intérêt, et parfois émouvants dans leur sobriété.

Le livre se termine par quelques pages de conclusions qui ne concernent plus seulement le *Deuxième Bureau*. En face d'une Allemagne dont les intentions agressives et les forces étaient bien connues, il met en relief, d'une part, l'état militaire de la France issu des lois de 1928 basées sur la défensive et la « solennelle absurdité » de l'affirmation : « La force de l'armée française est dans ses réservistes. » D'autre part, il souligne l'isolement presque absolu de la France sur les champs de bataille de 1939-1940, puisque ses forces ne furent appuyées que par cinq divisions britanniques sur le front en septembre 1939 et dix divisions en mai 1940. L'auteur passe sous silence les très nombreuses autres raisons du désastre, estimant que les passions doivent être assoupies pour analyser ces causes en toute impartialité.

G. Renondeau.

L'action des services allemands

Un ouvrage paru en 1950, simultanément en Autriche et en Suisse, sous le pseudonyme de Walter Hagen et qui eut une édition française en tout point conforme à l'original en 1952 (1), a donné lieu à une édition augmentée.

L'édition anglaise est enrichie d'un nouveau chapitre sur le sort après la guerre des personnalités du Service secret allemand et d'une préface intéressante de Jan Colvin, le spécialiste anglais des questions d'espionnage allemand (2). L'ouvrage a été traduit en anglais par le colonel de l'*Intelligence Service* R. H. Stevens, celui-là même qui fut, avec son camarade Best, l'un des héros de l'incident dit de Venlo (3).

Le nouveau chapitre, *The secret front now* (p. 294-321), apporte des rensei-

(1) Walter Hagen, *Die geheime Front. Organisation, Personen und Aktionen des deutschen Geheimdienstes*, Linz, Wien, Niebelungen-Verl., et Zurich, Europa-Verl., 1950, in-8°, 515 p.

Walter Hagen, *Le front secret*, trad. de l'allemand par Albert Thumann, Paris, Les Iles d'or, 1952, in-8°, 420 p. Cet ouvrage a fait l'objet d'un compte rendu de M. A. Meyer dans le numéro d'octobre 1951 de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*.

(2) Wilhelm Hoettl, *The secret front. The story of political espionage*, New-York, F. A. Praeger, 1954, in-8°, 327 pages, illustrations hors texte. J. Colvin est l'auteur d'un certain nombre d'ouvrages sur l'espionnage germanique, entre autres un ouvrage sur l'amiral Canaris. Master Spy, *The incredible story of Admiral Wilhelm Canaris...*, New York, London, Magrew-Hill, 1951, in-8°, x-286 p. Il a eu des contacts avec le Service secret germanique.

(3) Le capitaine Best et le commandant Stevens, tous deux agents de l'*Intelligence Service*, furent, en novembre 1939, attirés dans un guet-apens, dans une petite localité de Hollande proche de la frontière allemande, kidnappés et transportés en Allemagne par les soins des services de Schellenberg, chef du Service secret allemand. Cf. Wheeler-Bennett, *The Nemesis of power*, p. 476-479.

gnements inédits sur les collègues survivants de Wilhelm Hoettl, sur Adolf Slawik, sur Adolf Eichmann, le préposé aux Affaires juives à la Gestapo, sur Heinrich Müller, général des S. S. et chef de la Gestapo, et d'autres. Hoettl raconte comment ces personnages organisèrent leur fuite lors de la chute du IIIe Reich et donne des informations sur leur activité présente. Les renseignements de Hoettl paraissent dignes de foi. Parfois, il indique les deux versions qui circulent à propos d'un même fait, et cette méthode inspire évidemment confiance ; ainsi, par exemple, à propos du sort de son ancien chef, Heinrich Müller ; selon une version, l'ancien chef de la Gestapo serait entré dans les services secrets de l'U. R. S. S. ; selon l'autre, il vivrait caché dans une petite ville d'Allemagne, où il s'occuperait tout bonnement d'une boutique de quincaillerie.

La préface de l'édition anglaise apporte, elle aussi, du nouveau ; elle éclaire la personnalité de l'auteur, qui se cachait sous un pseudonyme dans les éditions antérieures. Nous apprenons que M. Hoettl est un officier du Service secret autrichien qui se rallia, en 1938, au Service secret allemand et servit sous les ordres de Schellenberg dans la 6e division ; il fut occupé dans la *S. D.* dès les premières années de la guerre, comme conseiller pour les affaires du Sud-Est européen. Le préfacier, J. Colvin, a rendu visite à Hoettl, « un flegmatique Autrichien de trente-sept ans », dans sa retraite, à Bad Aussee, dans une région de lacs et de montagnes du Salzkammergut qui devait être, dans l'esprit des dirigeants nazis, le cœur de la résistance à l'occupation alliée. Colvin a longuement bavardé avec l'auteur du *Front secret*, qui lui a confié certains faits qu'il ne tenait pas à publier ; Hoettl a aussi raconté à l'Anglais quelques anecdotes amusantes, par exemple celle se rapportant au temps où il faisait de l'espionnage à Budapest et où il parvint à se procurer les papiers confidentiels de la légation américaine. Hoettl continue à vivre une vie intéressante, assure son préfacier anglais. Il a gardé des contacts avec d'anciens collègues ; tout récemment, il a été interrogé par les services de sécurité américains sur ses relations avec la zone soviétique, et les Russes s'apprêtent à en faire autant.

Colvin fait montre de beaucoup d'estime à l'égard du *Front secret*, qui constitue, dit-il, une contribution importante à l'histoire du Sud-Est européen sous l'hégémonie nationale-socialiste. Colvin montre aussi — et cela est plus inattendu — une certaine sympathie pour Hoettl lui-même. En ce qui concerne l'ouvrage, Colvin cite à l'appui de la vérité historique de celui-ci — et il ne saurait faire mieux — l'opinion d'un professionnel, celle du colonel Stevens : « Mes trois principales impressions, après avoir traduit le *Front secret*, sont les suivantes : premièrement, l'auteur a écrit en utilisant soit ses souvenirs personnels, soit des sources de première main ; deuxièmement, il a travaillé à son ouvrage avec un esprit critique très vif capable de tirer le meilleur parti des documents dont il disposait ; troisièmement, il a fait sincèrement le maximum pour présenter un tableau objectif et consciencieux des faits tels qu'il les connaît pour écrire une histoire qui n'a pas été influencée par ses fidélités passées ni par ses préjugés, et il a admirablement réussi.

« La série des portraits des dirigeants nazis qui se trouvent au début du volume m'a particulièrement intéressé, car je suis entré personnellement en contact avec la plupart de ces hommes — Himmler, Heydrich, Schellenberg, Müller et d'autres — pendant les cinq années de ma captivité entre les mains de la Gestapo ; incontestablement, l'auteur connaît ces hommes mieux que moi. La fidélité avec laquelle il en a fait le portrait me donne d'autant plus confiance pour accepter comme véridique et fidèle la version des événements ultérieurs dont je n'ai eu que peu connaissance (1). »

Marcelle Adler-Bresse.

(1) *The secret front*, p. 8.

Témoignage d'un membre de « l'Abwehr » (1)

Ce récit sur l'activité des services de contre-espionnage allemands pendant la deuxième guerre mondiale mérite l'attention du spécialiste tant par l'intérêt du sujet que par la personnalité de l'auteur. Il s'agit, en effet, du témoignage d'un membre important de l'*Abwehr*, d'un collaborateur immédiat de l'amiral Canaris, le docteur Paul Leverkuchn. Le personnage ne manque pas d'habileté et de savoir-faire ; précurseur du mouvement national-socialiste, l'avocat Leverkuchn glorifia le putsch de 1923 dans son livre *Posten auf ewiger Wache* (2) — ce qui ne l'empêcha pas de jouer un rôle important dans l'après-guerre : avocat-conseil au procès de l'*O. K. W.* devant le tribunal international de Nuremberg en 1948 et défenseur du maréchal Manstein à Hambourg en 1949, actuellement membre *C. D. U.* du Bundestag, il est porteur de l'*Ordre du Mérite*, l'une des plus hautes distinctions de la *Bundesrepublik*, et il figure comme délégué au Conseil de l'Europe.

Dans cet ouvrage, l'auteur raconte ses propres souvenirs et ceux d'anciens collègues, qu'il s'est appliqué à rassembler ; du poste qu'il occupait il a eu tout loisir d'observer l'organisation et le fonctionnement des différents services de l'*Abwehr* (3) ; cependant, il n'a pas eu l'intention d'écrire l'histoire du contre-espionnage militaire allemand, mais seulement d'en relater quelques épisodes curieux ou dramatiques, de telle sorte que Leverkuchn présente non une histoire de l'*Abwehr*, mais un certain nombre d'histoires relatives à l'*Abwehr*. Ainsi, par exemple, celle des *Commandos Brandenburg*, formés en décembre 1942 par le capitaine von Hippel et qui comprirent bientôt une division composée, en grande partie, de *Volksdeutschen*, Allemands des Sudètes, du Tyrol du Sud, Baltes, colons allemands de la Volga, Souabes du Banat et aussi d'Allemands de retour de l'Amérique du Sud, d'Afrique et d'ailleurs ; placés sous le commandement du chef suprême de l'*Abwehr*, les hommes des *Commandos Brandenburg* opéraient à l'intérieur des lignes russes revêtus de l'uniforme ennemi (4). Leverkuchn raconte aussi l'histoire du mystérieux Klatt, qui chercha à entrer en contact avec un opérateur de radio à l'intérieur du Kremlin (5) ; il relate les circonstances dans lesquelles fut découvert le réseau de résistance *Rote Kapelle*, qui fonctionnait à l'intérieur même du ministère de l'Air allemand (6). Leverkuchn explique aussi les méthodes employées par les nazis à l'égard des minorités : les intrigues avec les nationalistes flamands en Belgique, les négociations avec l'*I. R. A.* en Irlande et le recrutement des Ukrainiens contre les Russes.

L'ouvrage de Leverkuchn est intéressant quand il rapporte les souvenirs de ses collègues, plus encore, naturellement, quand il raconte ce qu'il a vu per-

(1) Paul Leverkuchn, *German Military Intelligence*, New York, Praeger, 1954, in-8°, 209 p., ill.

(2) *Oesterreichische Nation*, Heft 2, 1955, p. 26. Bien entendu, l'opuscule *Sentinelle éternellement en garde* ne figure pas sur les ouvrages actuels de référence tels que le *Handbuch des Deutschen Busdestages*, édition 1954, et le *Wer ist Wer*, édition 1955. Leverkuchn a collaboré à l'ouvrage *Bilanz des 2 Weltkrieges — Oldenburg Stalling*, 1954, où son nom figure à côté de ceux de notabilités du IIIe Reich, comme ceux du maréchal Kesselring, de H. Scherl, collaborateur de Sauckel, du général Rendulic, « spécialiste du problème des partisans », et d'autres.

(3) Leverkuchn, *German Military Intelligence*, p. 2.

(4) P. 43-52.

(5) P. 172-175.

(6) P. 175-184.

sonnellement. Spécialiste des questions du Moyen-Orient (1), Leverkuchn y organisa et dirigea les services de renseignements militaires ; d'où l'intérêt des chapitres concernant l'activité de l'*Abwehr* dans ces pays. Nommé consul à Tabriz en mars 1940, l'auteur raconte la mission de reconnaissance qu'il opéra dans l'Azerbaidjan pour s'informer des effectifs du général Weygand. Par la suite, en juillet 1941, il fut envoyé par l'amiral Canaris à Istamboul, station qui commandait tous les services de l'*Abwehr* du Moyen et du Proche-Orient. Il rappelle les intrigues élaborées avec le Grand Mufti de Jérusalem et avec Rashid Ali, le premier ministre d'Irak, qu'il aida à s'échapper de Turquie, déguisé en journaliste allemand.

Leverkuchn mentionne aussi certains contacts établis au cours des hostilités avec des émissaires des puissances en guerre en vue d'éventuels pourparlers de paix ; ayant séjourné près de dix ans aux États-Unis, l'auteur fut pressenti à diverses reprises en vue de négociations germano-américaines. Les Japonais, très mécontents que les Allemands prennent l'initiative de conversations avec des agents américains, se plaignirent de Leverkuchn à Hitler par l'entremise de leur ambassadeur à Berlin, Oshima, en mars ou avril 1943 (2). Mais Hitler ne prit pas ces réclamations en considération.

Leverkuchn a connu personnellement l'amiral Canaris et, de ce fait, son témoignage présente une valeur particulière. Comme Abshagen (3) et Colvin (4), les biographes précédents de l'amiral, Leverkuchn abonde dans le genre apologétique. Il trace de son ancien chef et ami le portrait d'un homme profondément humain, d'un patriote éprouvé, d'un politique clairvoyant ; il professe à son égard une admiration sans bornes et s'élève vivement contre l'accusation selon laquelle l'amiral Canaris aurait négocié avec les ennemis de son pays sans en avertir son gouvernement. Lorsque les collaborateurs de l'amiral Canaris, le général Oster, Dohnany et Joseph Müller, qui avaient noué des relations avec les Alliés occidentaux, furent arrêtés, l'amiral s'entremit en leur faveur, mais, écrit Leverkuchn, « il n'a pas été prouvé qu'il ait connu leur activité et il est tout à fait improbable qu'il l'ait été », et, poursuit-il, « je n'ai aucune raison de croire que Canaris ait jamais songé à établir des contacts avec les ennemis de l'Allemagne, bien qu'il en ait souvent eu l'occasion ; par exemple, les Russes firent des propositions à l'organisation de guerre à Stockholm et l'officier de l'*Abwehr* qui en informa Canaris fut immédiatement renvoyé à l'*Auswärtige Amt*. Il en fut de même durant l'automne 1943 ; quand un officier hongrois avertit un officier de l'*Abwehr* en station dans les Balkans de conversations avec des Britanniques, approuvées par les Américains, Canaris transmit immédiatement l'information à l'*Auswärtige Amt*. Telle n'est pas la conduite d'un homme désireux d'établir de sa propre initiative des relations avec l'ennemi (5) ».

Il est assez curieux de noter que les biographes précédents de l'amiral, Abshagen et Colvin, affirment exactement le contraire quand ils écrivent que l'*Abwehr* — avec l'assentiment de son chef — a renseigné les Alliés sur les projets d'Hitler. Cette thèse est également soutenue dans l'ouvrage, récem-

(1) Leverkuchn prit part à l'expédition Scheubner-Richter, qui opéra en Perse durant l'hiver 1915-1916.

(2) P. 25.

(3) Karl H. Abshagen, *Canaris, Patriot und Weltbürger*. Stuttgart, Union Deutsche Verlagsgesellschaft, 1949. Trad. française : *Le dossier Canaris*, Paris, Chavane, 1949.

(4) Colvin, *Chief of Intelligence*, London, V. G. Gollancz, 1951. Ces deux ouvrages ont fait l'objet d'un compte rendu paru dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier 1952.

(5) P. 205-206.

ment paru, de Karl Bartz sur l'histoire de l'*Abwehr* (1). Cet auteur, qui a recueilli un grand nombre de témoignages directs et qui part d'un point de vue différent, celui du dénigrement, accuse Canaris d'avoir dévoilé des secrets militaires aux alliés occidentaux. Certes, la figure énigmatique de l'amiral Canaris fera couler encore bien de l'encre. Il semble que l'amiral se soit refusé à entrer dans la résistance antihitlérienne, mais qu'il ait cependant accordé sa protection à ceux de ses collaborateurs qui, tel le général Oster, s'étaient engagés directement dans l'action qui visait à renverser le gouvernement hitlérien et à assurer la victoire des puissances occidentales (2). Toujours est-il que l'opinion de Leverkuchn sur Canaris vient enrichir de manière intéressante la documentation sur la question.

Il s'agit d'un document curieux à utiliser avec circonspection. Regrettons l'absence d'un index des noms propres qui eût facilité l'utilisation de cet ouvrage.

M. Adler-Bresse.

Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine.

(1) Karl Bartz, *Die Tragödie der Deutschen Abwehr*, Salzburg, Pilgram Verl., 1955.

(2) Ce point de vue est soutenu par Constantine Fritz Gibbon, *The Shirt of Nessus*, London, Cassel a C^ie^, 1956, p. 60-61.

ENCORE LA MISSION DU « PROFESSEUR ROUGIER »

Nous avons reçu de M. Rougier une nouvelle lettre, que nous insérons par pure courtoisie.

« A mes remarques, sur son article *Sur Pétain et Vichy*, M. Henri Michel a joint, dans le numéro du 15 janvier dernier de la *Revue*, des observations qui l'amènent à conclure :

« *M. Rougier n'a pas été envoyé à Londres par Pétain.* »

Dans son ouvrage *Neuf mois au Gouvernement*, qui reproduit ce que M. Paul Baudouin avait dit à son procès, on lit à la date du 17 septembre 1940 :

« Cette mission me paraissait pouvoir être très importante... Je le préviens que je vais demander pour lui (M. Rougier) *un rendez-vous au Maréchal, afin qu'il soit à même d'expliquer à Londres la position du Maréchal* et de ses principaux collaborateurs en matière de politique extérieure » (p. 348-349) ; puis, à la date du 20 décembre (1) :

« Après dîner, je vois le professeur Louis Rougier. *Il a vu ce matin le Maréchal*, qui lui a décrit la position française vis-à-vis de l'Angleterre, en se servant des termes mêmes que j'avais employés. Le Maréchal lui a confirmé notre désir d'aboutir à *un accord* avec l'Angleterre. *Le Maréchal a remis à M. Rougier un ordre de mission écrit de sa main* » (p. 352).

Cet ordre de mission, j'en ai reproduit la photographie à la page 311 de mon livre : *Mission secrète à Londres* ; nouvelle édition revue et augmentée. Il est confirmé, en outre, par plusieurs témoignages écrits ou oraux du Maréchal lui-même : dans sa note manuscrite, du 8 avril 1945, à son juge d'instruction, dont la photographie est reproduite à la première page du livre de M. Louis-Dominique Girard, *Montoire, Verdun diplomatique* ; dans la note qu'il fit remettre à la Commission d'instruction de la Haute Cour, le 5 juillet 1945 ; dans sa déposition, se référant à mon ouvrage, devant la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1938 à 1945 (*Commission, Annexes dépositions*, t. I, p. 176).

Les témoignages concordants de M. Paul Baudouin et du maréchal Pétain sont confirmés :

1° par celui de Du Moulin de la Barthète, *Le temps des Illusions*, p. 212 ;

2° par celui de Jacques Chevalier, dans la note rédigée à ce sujet, qui figure en annexe du livre de M. Yves Bouthillier, *Le drame de Vichy, Face à l'ennemi, face à l'Allié*, pp. 248-249 ;

3° par celui d'Étienne Flandin, *Le procès Flandin devant la Haute Cour*, p. 172 ;

4° par les témoignages du vice-amiral Fernet, soit au procès de Pétain, soit dans son livre *Aux côtés du Maréchal Pétain*, p. 35-36, 38, 80. Ces témoignages prouvent, pour tout historien de bonne foi, que « j'ai bien été envoyé à Londres par Pétain ». Or, ces témoignages *M. Henri Michel ne les discute pas : il les ignore systématiquement.*

Dans ces conditions, il est inutile de poursuivre la discussion au sujet de trois autres affirmations de M. H. Michel, non moins catégoriques.

Qui veut en éprouver la valeur n'a qu'à se référer à mon livre *Les accords secrets franco-britanniques, Histoire et Imposture.*

Louis Rougier.

(1) M. Rougier veut dire le 20 septembre. [N. D. L. R.]

* * *

Ma critique des observations de M. Rougier m'amenait à quatre conclusions, dont chacune supposait un développement impossible à situer dans la place limitée d'une controverse de presse. Je remercie M. Rougier de me permettre de développer la première.

1. — *Témoins de M. Rougier.* Pris dans la contradiction d'affirmer le caractère absolument secret de sa « mission » et la nécessité d'appuyer ce qu'il avance par le plus grand nombre possible de témoignages, M. Rougier éprouve quelque difficulté à composer la liste des témoins. Cette fois-ci, il renonce au général Weygand, mais il inclut M. Jacques Chevalier, dont il écrivait, il y a quelques mois, « qu'il ne fut pas informé de l'affaire (1) ».

A vrai dire, personne ne nie que M. Rougier soit allé à Londres après avoir été reçu par le maréchal Pétain et nanti d'un papier signé par celui-ci. Les témoignages de MM. Paul Baudouin, de l'amiral Fernet et de M. L. Rougier lui-même suffisent à établir ce fait indiscuté. Celui de M. Bouthillier est plus criticable, mais le critiquer, en la matière, est inutile.

2. — Toute la question est de savoir dans quelle mesure M. Rougier peut se dire *envoyé diplomatique du maréchal Pétain en application de la politique secrète de celui-ci*, visant à établir un accord avec les Britanniques.

a) M. Rougier a-t-il été appelé par le Maréchal ou par son ministre des Affaires étrangères? Non, c'est lui qui est allé offrir ses services. Il est venu demander au Maréchal d'aller à Londres « avec sa bénédiction » (20 septembre 1940).

b) Le Maréchal donna son agrément. Se traduisit-il par un ordre de mission? M. Rougier a publié le photostat du papier signé du chef de l'État, qui lui fut remis :

« Le maréchal Pétain, chef de l'État, recommande le professeur Rougier à la bienveillante attention de nos représentants diplomatiques et consulaires. » Un pareil texte ne peut être qualifié que de « mot de recommandation ». Il n'habilite en aucune manière le porteur auprès des autorités britanniques, ni même auprès des autorités françaises.

c) A son retour, M. Rougier aurait dû être pressé d'aller rendre compte de sa mission à celui par qui il dit avoir été envoyé. Or, il fait un grand détour par Tanger et Alger, où il attend, pendant cinq jours, d'être reçu par le général Weygand, dont il n'était pas l'émissaire.

Le 9 novembre, le général Weygand reçoit une lettre du maréchal Pétain qui contient cette phrase : « Le professeur Rougier m'a été annoncé, *mais je ne l'ai pas encore vu. On le considère ici comme un agent anglais* (2). » Ce qualificatif est assez inattendu, appliqué à un envoyé personnel, chargé d'exprimer des pensées aussi secrètes que véritables.

Agent parti à Londres avec les meilleures intentions pour sonder le terrain? Oui, M. Rougier le fut. Chargé de mission, pour communiquer aux Anglais la véritable pensée du Maréchal? Rien ne le prouve. Négociateur d'un accord? Certainement pas.

H. Michel.

(1) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 25, janvier 1957, p. 116.
(2) Général Weygand, *Mémoires*, t. III, appendice X.

* * *

Les notes parues dans le n° 25 de cette Revue *nous ont valu de recevoir concernant le blocus britannique de la France non occupée, une mise au point que nous sommes heureux de publier* (1).

NOTE SUR LE BLOCUS BRITANNIQUE DE LA FRANCE NON OCCUPÉE

Le blocus britannique de la France non occupée fut absolu en principe, et tous les navires à destination des ports français étaient susceptibles d'être soumis au service du contrôle de la contrebande. En fait, cependant, il apparaît que dans la Méditerranée occidentale, sur les routes maritimes reliant l'Afrique du Nord française et la France non-occupée, le blocus ne fut jamais mis en vigueur parce qu'il n'y avait pas de navires de guerre disponibles à ces fins. Au début du mois d'octobre, « faisant de nécessité vertu », selon les paroles de M. Dalton, ministre de la Guerre économique, il fut décidé de ne pas même essayer d'intervenir dans ce trafic en Méditerranée (2). L'amiral Auphan a écrit également que le trafic en Méditerranée fut presque normal de juillet 1940 à novembre 1942 et qu'on arrêta seulement les navires français dans cette zone à deux ou trois reprises, et de plus que cela fut le fait de sous-marins britanniques et non de navires de surface (3).

Dans le détroit de Gibraltar, les circonstances géographiques étaient favorables, mais, même là, le blocus ne fut pas établi d'une façon rigide, et cela dès le commencement. C'est le 7 septembre 1940 qu'un navire français franchit le détroit sous l'escorte de l'aviso « *Élan* », événement dont il a été fréquemment parlé. Mais ce n'est pas là un cas unique. Le ministère de la Guerre économique a estimé qu'au cours de 1940 les passages des navires s'établissent comme suit :

Vers l'Atlantique	juillet à septembre	18
	octobre	38
	novembre	32
	décembre	34
Vers la Méditerranée	juillet à septembre	1
	octobre	2
	novembre	12
	décembre	45 (4)

Ces chiffres montrent une augmentation du trafic d'importation en octobre et une augmentation du trafic d'exportation en décembre ; ils montrent aussi que ce trafic n'a jamais cessé entièrement. En ce qui concerne les réalisations britanniques, le commandant Roskill a noté qu'avant le mois de novembre aucun navire de commerce français ne fut arrêté dans le détroit (5). A ce propos, il n'est pas inutile de faire remarquer que le prince Xavier de Bourbon,

(1) En ce qui nous concerne, la controverse est finie. Nous ne publierons désormais, que des notes apportant des faits nouveaux. [N. D. L. R.]

(2) W. N. Medlicott, *The Economic Blockade*, vol. I, p. 558. Le professeur Medlicott a écrit ce livre d'après les archives du ministère de la Guerre économique.

(3) Amiral Auphan, *La lutte pour la vie*, p. 29-30, 61, et *Les grimaces de l'histoire*, p. 262.

(4) Cette table est donnée dans l'ouvrage de W. N. Medlicott, *op. cit.*, p. 562, n. 1.

(5) S. W. Roskill, *The War at Sea*, vol. I, p. 272. (Histoire officielle de la guerre pour laquelle l'auteur a eu libre accès aux archives de l'Amirauté britannique.)

dans son livre intitulé *Les accords secrets franco-britanniques de décembre 1940*, écrit qu'avant décembre 1940, les Britanniques « interdisaient absolument le franchissement du détroit de Gibraltar » et, à l'appui de ce fait, cite l'amiral Auphan comme ayant dit que « de la fin de 1940 au 8 novembre 1942 » 540 convois comprenant 1.750 navires franchirent le détroit. Mais tout d'abord ces chiffres sont en conflit avec ceux du ministère qui viennent d'être cités ; et deuxièmement l'amiral Auphan, dans la citation en question, donne ce total de 540 convois et de 1.750 navires comme allant de *septembre* 1940 au 8 novembre 1942 (1).

Il n'est donc pas possible d'établir une nette distinction entre une période de blocus effectif et une période ultérieure de relâchement de ce blocus. Dès le début ce blocus ne fut pas effectif dans la Méditerranée et ne fut pas rigide dans le détroit de Gibraltar. La raison principale en est, sans aucun doute, que les navires de guerre étaient rares et nécessaires en priorité pour d'autres missions (2). Il apparaît, en outre, que l'amirauté britannique ne tenait pas à risquer d'ennuis avec le gouvernement de Vichy, particulièrement en créant des risques de conflits avec les bâtiments d'escorte français lorsque ces derniers commencèrent à accompagner les convois. Lord Halifax décrit ainsi la position à Sir Samuel Hoare à la date du 30 octobre :

> Entre temps, pour votre propre information confidentielle, il convient que vous sachiez que les bâtiments de Sa Majesté ont l'ordre d'arrêter tous les navires français, navires de commerce ou navires de guerre, qui tenteraient de se diriger vers les ports français occupés par l'ennemi, ainsi que tous les navires marchands se dirigeant sans escorte vers des ports d'Afrique ou de France non occupée. Par contre, les bâtiments de Sa Majesté tolèrent le passage des navires marchands français allant des ports africains vers les ports français de Méditerranée lorsqu'ils naviguent en convois (3).

La présence de navires d'escorte était donc importante. Et, le 15 octobre 1940, M. Churchill répondit à ce qu'il appelait « un mémorandum particulièrement pessimiste et nerveux », rédigé par l'Amirauté, en disant entre autres choses : « Je partage pleinement le désir de l'état-major naval de l'Amirauté de ne pas avoir d'ennuis à Gibraltar, mais je ne pense pas que la mise à exécution du blocus créera des ennuis à Gibraltar de la part des Français et les amènera à déclarer la guerre (4). » Ceci est clairement une réplique aux craintes de l'Amirauté à propos des risques provoqués par des interceptions de navires. En outre, il ne faut pas perdre de vue que les navires français auraient pu utiliser les eaux territoriales espagnoles.

Ces faits aident à illustrer et à expliquer le caractère relâché du blocus avant les dates des négociations Rougier et Chevalier, c'est-à-dire avant la fin d'octobre et le commencement de décembre 1940. Il y a aussi certaines preuves concernant l'état du blocus et la façon dont les Britanniques le considèrent pendant la période d'octobre à décembre 1940 et par la suite.

Le professeur Medlicott fait remarquer que, pendant le mois d'octobre, M. Dalton insista pour que le blocus fût rendu effectif à Gibraltar, mais le cabinet britannique décida de continuer à autoriser les navires marchands à franchir le détroit sous escorte « jusqu'à ce que la position de Vichy fût éclaircie ». Ceci peut se rapporter aux négociations secrètes avec Vichy qui

(1) Prince Xavier de Bourbon, *op. cit.*, p. 101 et 105 ; amiral Auphan, *La lutte pour la vie*, p. 83.

(2) Les renseignements concernant la pénurie de la Marine royale en destroyers et en autres bâtiments légers à cette époque peuvent se trouver dans l'ouvrage du commandant Roskill, *op. cit.*

(3) *Livre Blanc*, Cmd. 6662, dépêche à l'ambassadeur britannique à Paris, du 13 juillet 1945, p. 14.

(4) W. S. Churchill, *The Second World War*, vol. II, p. 601.

se poursuivaient à Madrid, à la visite de M. Rougier, ou à la rencontre de Montoire. Mais, en tout cas, le 18 novembre, le ministère ordonna que les convois sous escorte devaient être interceptés et cet ordre fut réitéré le 6 décembre (1). Les navires de guerre étaient encore en petit nombre, cependant : le 25 décembre, M. Alexander, premier Lord de l'Amirauté, écrivit à M. Dalton que, depuis le 18 novembre, les forces d'interception avaient été disponibles pendant seulement cinq jours. Il ajoutait qu'un nouvel effort serait fait du 25 au 28 décembre, puis au cours d'une période ultérieure après une opération de guerre qui nécessiterait le déplacement des navires pendant un certain temps. Les instructions de l'Amirauté, en date du 2 janvier 1941, précisèrent que des navires français sous escorte à destination de la Méditerranée devaient être interceptés ; bien qu'il fût prescrit de provoquer à ce sujet des ordres de l'Amirauté britannique à l'avance, l'entreprise ne devrait être tentée qu'en cas de supériorité écrasante et, en cas de résistance, les Anglais ne devaient pas ouvrir le feu les premiers. Les navires sans escorte devaient être dirigés vers un port allié pour opération de contrôle (2).

Certains documents publiés par Sir Winston Churchill sont aussi pertinents. Tout d'abord dans une appréciation de la situation de guerre en date du 6 janvier 1941, W. Churchill écrit ce qui suit après avoir décrit de récentes tentatives pour ramener Pétain et Weygand dans la guerre :

> Nous ne pouvons rien faire d'autre que d'attendre et que de voir ce que Vichy va faire. Entre temps nous maintiendrons le blocus de la France par accès et selon les possibilités de nos ressources maritimes, en partie pour affirmer le principe, en partie pour créer un « écran de fumée » concernant la tension des rapports franco-britanniques, et particulièrement pour ne pas donner au gouvernement de Vichy le sentiment que si il reste inactif la vie lui sera rendue tolérable, du moins en ce qui concerne la Grande-Bretagne (3).

L'expression « écran de fumée » fait écho au compte rendu fait par M. Chevalier de ses négociations (« tension artificielle »), mais les autres raisons ne donnent pas à penser qu'un accord avec Vichy existait.

Sir Winston Churchill écrit à nouveau, à la date du 12 février 1941 :

> (Après avoir mentionné le fait que Weygand n'a pas encore répondu aux offres qui lui avaient été faites)... Jusqu'à ce qu'il ait répondu par une voie ou par une autre au télégramme que je lui ai envoyé, il ne doit pas recevoir de ravitaillement. Ces gens n'ont jusqu'ici pas fait montre de la moindre trace de noblesse et de courage, et il vaut mieux qu'ils se mettent la ceinture jusqu'à ce qu'ils retrouvent leur bon sens.
> La politique de blocus occasionnel doit être maintenue selon la disponibilité des moyens maritimes (3).

Le 17 février c'est le message suivant :

> Je considère des développements (la désignation de l'amiral Darlan comme successeur du maréchal Pétain) avec crainte et avec méfiance. Nous n'avons rien reçu de Vichy sauf un traitement mauvais. De notre point de vue il aurait mieux valu avoir Laval que Darlan, qui est dangereux, amer et ambitieux, et sans l'opprobre qui accompagne Laval. Je considère qu'il est important en ce moment de nous montrer rigides vis-à-vis de ces gens-là et d'assurer le blocus chaque fois que nos navires

(1) On a déjà fait remarquer que la première interception d'un navire marchand français dans le détroit de Gibraltar eut lieu au mois de novembre.

(2) Medlicott, *op. cit.*, p. 558-559, 563. Un certain nombre de navires furent, en fait, interceptés au cours du mois de décembre et le 1er janvier 1941 : *Ibid.*, p. 563, n. 2, et livre de l'amiral Auphan, *La lutte pour la vie*, p. 64, 83-84 ; voir également A. Annet, *Aux heures troublées de l'Afrique française*, p. 59-60.

(3) W. S. Churchill, *The Second World War*, vol. III, p. 8.

(4) *Ibid.*, p. 649-650.

seront disponibles pour le faire. Entre temps il conviendrait de mettre fin à notre froideur vis-à-vis du général de Gaulle et du mouvement français libre, qui sont les seuls qui ont fait quelque chose pour nous et vis-à-vis desquels nous avons pris des engagements très solennels. Il conviendrait que l'accent fût quelque peu déplacé (1).

C'est enfin ce message, à la date du 23 février :

Le Premier Ministre à Sir A. Cadogan.

Tout ceci montre que nous devons continuer à donner notre soutien accru au général de Gaulle. Je ne puis croire que la France donnera sa fidélité à quiconque arrivera à la tête de l'État parce que les Allemands pensent du bien de lui. Nous devons raisonner patiemment avec Washington et lui faire admettre qu'il ne faut pas fournir de ravitaillement à la France non occupée ou à l'Afrique du Nord. A cette fin, tous ces sentiments de mécontentement concernant les affaires Vichy-Weygand devraient être transmis à notre ambassadeur à Washington. Je suis sûr que Darlan est malhonnête et ambitieux. Sa dénonciation et celle de la faiblesse de Weygand devraient, lorsqu'elles seront effectives, contribuer toutes deux au crédit du général de Gaulle (2).

Dans cette dernière lettre, la référence à une argumentation patiente avec Washington se rapporte aux projets américains d'envoyer des secours à la France non occupée, projet que le gouvernement britannique fit de son mieux pour contrecarrer. Ce n'est qu'avec répugnance que les Anglais décidèrent, sur les insistances américaines, qu'en mars 1941, deux navires chargés de blé seraient autorisés à se rendre à Marseille. Lorsque les Américains tentèrent de charger des approvisionnements sur un navire transportant des fournitures médicales, les autorisations furent refusées. Et, quand, le 26 mars 1941, les Allemands annoncèrent un accord de troc en matière de ravitaillement avec le gouvernement de Vichy, Churchill informa Roosevelt qu'il ordonnait un renforcement du blocus dans toute la mesure où le permettraient les ressources en navires de guerre (3).

Il me semble que ces faits doivent être pris en considération quand il s'agit de discuter les résultats des négociations Rougier et Chevalier. Dans les deux cas, il a été soutenu que le gouvernement britannique avait consenti à relâcher le blocus de la France non occupée à la fin d'octobre 1940, selon les dires de M. Rougier, et au commencement de décembre 1940 selon M. Chevalier. Les preuves qui ont été citées plus haut apparaissent cependant indiquer :

1) que, dès le commencement, il n'y a pas eu de blocus effectif à l'intérieur de la Méditerranée et qu'il n'y avait qu'un blocus partiellement effectif dans le détroit de Gibraltar.

2) qu'après soit octobre soit décembre 1940, le gouvernement britannique avait la volonté de mettre en vigueur le blocus de la France non occupée dans toute la mesure où les bâtiments de guerre étaient disponibles, et à plusieurs reprises il donna des instructions dans ce sens. Devant ces preuves les informations de M. Rougier et de M. Chevalier sur la question semblent exiger un nouvel examen.

Philip Bell.
King's College, Aberdeen.

(1) *The Second World War*, p. 653.
(2) *Ibid.*, p. 657.
(3) Voir Medlicott, *op. cit.*, p. 570-582.

NOTES ET NOUVELLES

LA NEUTRALITÉ DE LA SUÈDE

A la suite d'une controverse au sujet des mémoires de Ernst Wigfors, le ministère suédois des Affaires étrangères a rendu public, le 13 novembre 1955, un télégramme adressé le 25 juin 1941 à Ribbentrop par le prince zu Wied, ministre d'Allemagne à Stockholm. « Le Roi de Suède, écrivait Wied, m'a prié de venir le voir cet après-midi pour me dire que le Cabinet venait juste d'accéder au principal désir de l'Allemagne, de faire transiter une division [à travers la Suède]. Le sentiment de joie que le Roi ressentait ressortait nettement de ses paroles. Il a vécu des jours pleins de soucis et s'est engagé personnellement très loin dans cette affaire. Il ajouta confidentiellement qu'il a dû aller jusqu'à parler de son abdication. Le Roi exprima alors l'espoir que l'Allemagne n'irait pas plus loin dans ses exigences. Il s'agirait, par exemple, comme on l'a craint un moment, de l'occupation de Gottland, car il devrait lui aussi refuser une telle exigence. La forme et le contenu de cette communication du Chef de l'État suédois me montra de nouveau combien le Roi se sent intérieurement lié à l'Allemagne et aussi quelles sont les limites de ses possibilités personnelles d'influencer les décisions. » Ce document ayant été publié isolément, il est très difficile d'en apprécier la valeur. Il faut cependant se souvenir que le maintien de la neutralité de la Suède, entourée de toutes parts par l'Allemagne, était une entreprise difficile. D'autre part, la Finlande étant alliée de l'Allemagne, la Suède, amie traditionnelle de ce pays, était dans une situation délicate. Enfin, M. Günther, qui était à l'époque ministre des Affaires étrangères, a déclaré à l'agence Reuter, le 13 novembre 1955 : « Il était connu que le ministre d'Allemagne était très soucieux de représenter les relations avec la Suède sous un jour aussi clair et agréable que possible du point de vue de l'Allemagne. »

A. Scherer.

LA RÉSISTANCE EN TUNISIE

Dans le nº 7 (juillet 1955) de *Écho de la Résistance* figure un historique sur le *Réseau Mounier* et la Résistance en Tunisie ; il s'agit d'un réseau composé de Français et organisé, à l'instigation de Français, par l'*Intelligence Service* de Malte (janvier 1941). Les consignes étaient : signaler l'arrivée et l'importance des forces allemandes en Tripolitaine, ainsi que le passage des convois de navires italiens dans les eaux tunisiennes. Trois postes émetteurs de radio furent installés, le principal à Tunis et deux secondaires à Menzel-Yahia et à Sfax.

Malgré l'opposition des Anglais, une branche sabotage fut créée, du matériel débarqué par sous-marin et des bombes magnétiques à retardement fixées par des hommes-grenouilles à des cargos italiens dans le port de La Goulette. Le quai d'embarquement des minerais demeura ainsi obstrué pendant plusieurs mois, ce qui était le but cherché.

C'est l'arrestation d'un homme-grenouille en train d'opérer qui permit à la police française d'arrêter, en juin 1941, la plupart des membres du réseau ; le fondateur, Mounier, trouva la mort dans un accident d'aviation, alors qu'il essayait de revenir de Londres, où il avait pu se réfugier, pour reconstituer le réseau, ce que réussirent quatre de ses adjoints.

H. M.

TROIS DU MAQUIS

C'est l'histoire de trois amis, Tito, Tarzan, Antoine (on nous donne aussi leurs noms, il est difficile de savoir s'il s'agit de leurs noms véritables ou de noms forgés par l'auteur), qui vivent dans le maquis, ont des accrochages avec les Allemands, sont rejoints par l'armée américaine et participent aux derniers combats de la Libération, combats très durs, au cours desquels deux d'entre eux sont tués. Le troisième est très déçu par l'attitude que, toute de suite après la victoire, les Français qu'il rencontre manifestent envers les Résistants. Révolté par tant d'ingratitude, il s'engage dans la « coloniale » et part pour des aventures lointaines (1).

Au point de vue historique, ce livre (qui semble écrit par un « maquisard » authentique et qui fait de l'existence dans le maquis une peinture très vivante) n'apporte que des impressions de la dure vie des membres de l'Armée Secrète, le témoignage des sentiments qui animaient ces jeunes patriotes, de leur courage, de leur désintéressement. Mais il ne fournit aucun fait précis : on sait seulement que les guérillas qu'on nous raconte se passent dans des bois situés dans une région qui n'est pas très éloignée de Lyon ; on ne sait ni le nom des chefs, ni celui du maquis (appelé seulement *le Camp*), on ne sait ni à quelle division allemande il a dû faire face, ni quelle division américaine est arrivée à son secours, ni à quelle date exacte tout cela s'est passé.

Marie Granet.

SUR LA GUERRE DES PARTISANS EN U. R. S. S.

Le numéro d'avril 1955 de la revue *Preuves* publie le compte-rendu par M. Marc Pascal d'un ouvrage sur la guerre des partisans qui s'est poursuivie en Russie, entre 1941 et 1945, dans les territoires russes occupés par les Allemands. Cet ouvrage, mal composé, résolument objectif, se réfère aux seize ouvrages russes ou allemands déjà publiés et est l'œuvre de D. Karov (*Le mouvement des partisans dans l'U. R. S. S. en 1940-1941*, Munich, 1954, 120 p., 6 cartes et schémas) et se rattache aux entreprises scientifiques de l'Institut pour l'étude de l'histoire et de la culture de l'U. R. S. S., qui fonctionne depuis quelques années. Les conditions de cette guerre, dont les communistes ont fait une magnifique épopée, sont exposées en détail, encore que les adversaires visés fussent non seulement les Allemands, mais encore les anticommunistes. Les services d'état-major, les instructions politiques données aux commissaires soviétiques par les autorités staliniennes ont fait l'objet d'une étude minutieuse.

Le même fascicule publie aussi une lettre de M. B. Souvarine, dont on connaît les tendances et qui, sous le titre de *Soviétisme et patriotisme*, ravale au maximum « l'héroïque résistance du peuple russe », pour reprendre l'expression de Claude Mauriac, en rappelant les nombreux prisonniers russes

(1) Raymond Mollard, *Adieu les Gars*, Paris, Éd. Aimé Brachet, 1954, 21 × 24, 222 pages.

qui ont refusé, après l'armistice, de rentrer au pays des soviets. M. Souvarine affirme sa confiance dans les publications de M. W. Carroll, conseiller du State Department, *It takes a Russian to a Russian*, dans *Life*, 19 décembre 1949, et de G. Fischer, *Soviet Opposition to Staline* (Cambridge, Harvard University Press, 1952).

G. Bourgin.

Rodrigo Royo, *The Sun and the Snow*, Chicago, 1956, in-8°, 304 pages.

Œuvre d'un engagé volontaire de la *division Azul* devenu attaché de presse aux Nations-Unies comme correspondant du journal phalangiste *Arriba*, ce roman assez sommaire, mais ingénieux, mérite une place dans une revue historique par ses desseins à peine dissimulés. Il s'agit de toute évidence de persuader les lecteurs américains de la légitimité de l'action militaire du régime franquiste en faveur des ennemis des États-Unis et de montrer que ces précurseurs de la lutte contre le bolchevisme sont des soldats de valeur, particulièrement qualifiés à bénéficier de la sympathie des États-Unis dans leur recherche de combattants supplétifs contre l'U. R. S. S. Même les intrigues sentimentales permettent des « retours » en arrière astucieusement calculés, et le personnage de l'espionne née en Espagne et formée par les services bolcheviks à la lutte clandestine ajoute à l'occasion la note indispensable pour faire oublier au lecteur qu'il s'agit d'un ouvrage de propagande. Les conversations supposées entre grands chefs soviétiques viennent remettre les choses au point et les pages les plus importantes du livre sont peut-être celles où, dans son chapitre XXI, l'auteur rappelle que les artilleurs espagnols tiraient plus vite avec leurs canons de 105 que leurs alliés et qu'ils avaient été capables de gagner à pied leurs positions de combat « through a thousand of miles of Russian territory », ce qui donne une idée aussi surprenante des dimensions de la Russie d'Europe que de l'établissement des itinéraires par l'état-major.

Jean Vidalenc.

Rectificatif : Dans le n° 26 d'avril 1957 de la *Revue* consacré à *L'Italie mussolinienne*, le compte rendu du livre de Campini : *Strano Gioco di Mussolini* est dû à M. Guillemain (p. 98-99).

BIBLIOGRAPHIE [1]

I. — GÉNÉRALITÉS

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

HAYASHI (Kentarô). — Japanische Quellen zur Vorgeschichte des Pazifischen Krieges, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avril 1957, pp. 199-207.

Bibliographie critique.

NATALE (Francesco). — I « Documenti diplomatici italiani », *Mulino*, mars 1957, pp. 231-238.

Étude critique d'ensemble.

ROHWER (J.). — Der zweite Band des britischen Seekriegswerkes, *Wehrw. Rundsch.*, avril 1957, pp. 232-234.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

A. W. V. — Paulus, le vaincu de Stalingrad, est mort, *Documents*, mars-avril 1957, pp. 296-297.

Admiral North's « honour » is vindicated. Ready to let case rest. No inquiry. Mr. Macmillan's statement, *Times*, 21 et 24 mai 1957, p. 10.

*BARDOUX (Jacques). — *Un témoin de la Troisième*. T. III : *Sept. 1939-juin 1940*, Paris, A. Fayard, 1957.

BARSOTTI (Emilio). — Per la prima volta scrive un superstite dell' autoblindo di Mussolini, *Tempo* (Milano), 6 juin 1957, pp. 10-11 et 88, phot.

Témoignage du sous-lieutenant Emilio Barsotti sur la fuite de Mussolini de Milan à Dongo (en marge du procès de Padoue).

BOLDIREV (Zyrill). — Grigore Gafencu, *Osteuropa*, mars 1957, pp. 190-193.

BOLDIREV (Zyrill). — Miklos Horthy, *Osteuropa*, mars 1957, pp. 187-190.

*BOYLE (Andrew). — *Missions aériennes sur la France occupée*, Paris, Amiot-Dumont, 1957.

Extraits dans *Figaro littéraire*, 20 et 26 avril 1957.

*CHIANG CHUNG-CHENG [CHIANG-KAI-SHEK]. — *Soviet Russia in China. A summing-up at seventy*, New York, Farrar, Straus and Cudahy, 1957, in-8°, 392 p.

Mémoires depuis 1919.

CHRZANOWSKI (Léon). — Generał Grot-Rowecki zołnierz i dowodca (Le général Grot-Rowecki soldat et chef), *Za i Przsciw*, nos 5-6, 21-22 avril 1957, pp. 10-11, portr.

*CREIGHTON (Sir Kenelm). — *Convoy Commodore*, London, Kimber, 1957, in-8°, 205 p., pl. h. t., cart.

L'auteur a dirigé vingt-quatre convois britanniques dans l'Atlantique pendant les trois premières années de la guerre.

*DALTON (Hugh). — *The Fateful Years. Memoirs 1931-1945*, London, Fred. Muller, 1957, in-8°, 493 p., portr. et pl. h. t.

L'auteur fut pendant la guerre « Minister of Economic Warfare » (1940-1942), puis « President of the Board of Trade » (1943-1945).

*EMBRY (Sir Basil, Air Chief Marshal. — *Mission completed*, London, Methuen, 1957, in-8°, 350 p., pl. h. t.

Souvenirs d'un officier supérieur de la

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine* sous le contrôle de F. DEBYSER.

R. A. F. ayant commandé sur les divers théâtres d'opérations.

*Fino (Edoardo). — *La Tragedia di Rodi e dell'Egeo. Dagli appunti di un capellano militare.* Pres. di A. Pintonello, introd. di E. F., Roma, E. I. C. A., 1957, in-8°, 331 p., pl. h. t.

Rhodes et les îles de la mer Égée au cours de la guerre. Souvenirs d'un aumônier de l'armée de l'air.

*Flynn (John Thomas). — *The Roosevelt myth.* Rev. ed., New York, Devin-Adair, 1957, in-8°, 477 p.

Édition revue d'après les documents et témoignages les plus récents.

Hagen (W. B.). — Erich Raeder, Gross Admiral, *Revue Milit. Génér.*, mai 1957, pp. 671-678.

*Halifax (Edward, Frederick, Lindley Wood), The Earl of. — *Fulness of days*, London, Collins, 1957, in-8°, 319 p., phot. h. t.

Mémoires de l'ancien secrétaire d'État au Foreign Office.

Extraits dans *Sunday Times*, 28 avril, 5 et 12 mai 1957 et suiv.

*Hassel (Sven). — *The Legion of the damned.* Translated from the Danish, London, Allen and Unwin, 1957, in-8°, 297 p.

L'auteur, d'origine danoise et autrichienne, a été contraint de combattre les Russes dans les rangs allemands.

Heiber (Helmut). — Der Fall Grünspan, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avril 1957, pp. 134-173.

Le sort du meurtrier du conseiller d'État vom Rath.

*Horthy (Admiral Nicholas). — *Memoirs.* Introd. by Nicholas Roosevelt, New York, Robert Speller, 1957, in-8°, 268 p., ill.

Mémoires de l'ancien régent de Hongrie, de 1920 à 1944, écrits pendant son exil au Portugal.

Hulicka (Karel). — The communist anti-Masaryk propaganda in Czechoslovakia, *Amer. Slavic and East Europ. Rev.*, avril 1957, pp. 160-174.

Le « revisionisme historique » concernant Masaryk, président de la « République capitaliste tchécoslovaque ».

[*Kersten (Félix).] — *The Kersten memoirs 1940-1945.* Introd. by H. R. Trevor-Roper. Tr. from the German..., New York, Macmillan, 1957, in-8°, 314 p.

Témoignages du médecin de Himmler ; ses conversations avec le chef des S. S.

*Lazitch (Branko). — *Tito et la révolution yougoslave, 1937-1956*, Paris, Fasquelle, 1957, in-16, 279 p.

Ch. I : Le P. C. Y. sous la direction de Tito (1937-1941) ; ch. II : Le P. C. Y. dans la guerre civile (1941-1944) ; ch. III : Les relations entre Tito et Moscou de 1941 à 1958.

Luthy (Herbert). — France in person? General de Gaulle : his memoirs and his myth, *Encounter*, mai 1957, pp. 52-67.

*Macintyre (Capt. Donald G. F. W.). — *U.-Boat killer.* Foreword by Fleet Admiral R. B. Carney, New York, Norton, 1957, in-8°, 252 p., ill.

La chasse aux sous-marins dans l'Atlantique.

*Monks (Noel). — *That day in Gibraltar*, London, Muller, 1957, in-8°, XII-192 p., pl. h. t.

Exposé de la controverse soulevée par la mise en disponibilité de l'amiral North, qui laissa passer la flotte française à destination de Dakar.

Monks (Noel). — The Scandal of the Admiralty, *Daily Mail*, 29 avril et jours suivants, p. 2.

Pourquoi l'amiral North n'empêcha pas, le 11 septembre 1940, la force navale française, partie de Toulon pour Dakar, de franchir le détroit de Gibraltar (adaptation du livre précédent).

Morison (Samuel Eliot). — The British general kept a diary. Lord Alanbrooke's views on men and strategy, *New York Times book Rev.*, 19 mai 1957, pp. 1 et 28-29.

Critique des appréciations portées par Lord Alanbrooke sur le haut commandement américain dans son *Journal*, édité par Sir Arthur Bryant. Voir aussi la réponse de ce dernier, *N. Y. T. Bk. R.*, 30 juin 1957, p. 20.

*Ooka (Shohei). — *Fires on the plain.* Translated from the Japanese by Ivan Morris, London, Secker and Warburg, 1957, in-16, p. 212.

Souvenirs romancés de la guerre dans

l'île de Leyte, écrits par un simple soldat japonais.

*Robertson (Terence). — *The Ship with two captains*, New York, Dutton, 1957, in-8°, 256 p.

Les missions spéciales du *Seraph*, sous-marin anglais qui débarqua secrètement le général Mark Clark près de Cherchell dans la nuit du 22-23 octobre 1942, puis, sous commandement américain, « enleva » le général Giraud pour le conduire à Gibraltar.

*Rogers (Lindsay). — *Guerilla surgeon*, New York, Doubleday, 1957, in-8°, 280 p., carte.

Souvenirs d'un chirurgien néo-zélandais affecté à une unité médicale britannique opérant avec les partisans en Yougoslavie.

Student (Kurt), Generaloberst. — Unvergessen-unser General Bräuer. Zu seinem zehnjährigen Todestag, *D. Fallschrirmjäger*, mai 1957, pp. 3-5.

Bräuer, « Festungskommandant und Befehlshaber auf Kreta », condamné à mort et exécuté comme criminel de guerre.

*Tanner (Valio). — *The Winter War. Finland against Russia, 1939-1940*, London, Oxford Univ. Press, 1957, in-8°, x-274 p.

L'auteur a été ministre des Affaires étrangères de Finlande.

*Tosti (Amedeo). — *Pietro Badoglio*, Verona, Mondadori, 1957, in-8°, 378 p., pl. et fac-sim. h. t.

*Weygand (Maxime), général. — *Mémoires*. Vol. II : *Mirages et réalités, 1918-1939. Vingt ans d'erreurs et de faiblesse*, Paris, Flammarion, 1957, in-8°, 523 p.

*Zechlin (Walter). — *Pressechef bei Ebert, Hindenburg und Kapf*, Hannover, Schlütersche Verlagsanst., 1957, in-8°, 234 p.

II. — LA SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

Browder (Robert P.). — The first encounter : Roosevelt and the Russians, 1933, *U. S. Naval Instit. Proceedings*, mai 1957, pp. 523-531, phot.

La mission de Litvinov à la Maison Blanche en novembre 1933 pour le rétablissement des relations normales entre l'U. R. S. S. et les États-Unis.

Brugel (J. W.). — Die letzten Wochen vor Kriegsausbruch. Neues Material über das Zusammenspiel Berlin-Moskau, *Zukunft*, mars 1957, pp. 89-91.

Compte rendu du t. VII des *Akten zur deutschen Ausw. Politik*.

Sierpniowa Rozmowa Ciano ; Wieniawa z r. 1939 [L'entretien Ciano-Wieniawa d'août 1939], *Spr. Miedzynar*, n° 4, avril 1957, pp. 67-71.

Résumé d'un entretien [à Ostie] entre Ciano et l'ambassadeur de Pologne en Italie sur la question de Danzig (10 août 1939).

Sontag (Raymond J.). — The last monts of peace 1939. — *Foreign Aff.*, avril 1957, pp. 507-524.

D'après les *Documents on German Foreign Policy*, Series D, vol. VI et VII.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

*May (Ernest R.). — *Der Ferne Osten als Spannungsfeld zwischen USA und UdSSR 1940-1945*, Schloss Laupheim, U. Steiner, 1957, in-8°, 60 p.

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

*Assmann (Kurt). — *Deutsche Strategie in Zwei Weltkriegen*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1957, in-8°.

(Die Wehrmacht im Kampf. Band 12.)

Hattori (Takushiro), Oberst i G. — Japans Operationsplan für den Beginn des Pazifischen Krieges, *Wehrw.-Rundsch.*, mai 1957, pp. 247-275, cartes h. t.

L'auteur a pris part à l'élaboration du plan japonais. Son exposé est basé sur des sources inédites provenant de l'Armée japonaise, alors que les précédentes études reposent sur des documents venant de la Marine japonaise.

*Hossbach (Friedrich). — *Die Entwicklung des Oberbefehls über das Heer in Brandenburg, Preussen und im Deutschen Reich von 1655-1945*, Würzburg, Holzner-Verl., 1957, in-8°, 150 p.

Jacobsen (Hans-Adolf). — War die deutsche Westoffensive 1940 eine Präventivmassnahme? Zur Frage der belgischen Nentralität im Winter 1930-1940, *Wehrw. Rundsch*, mai 1957, pp. 275-290.

*Klingston-Mc Cloughry (E. J.). — *Global strategy*, L. Cape, 1957, in-8°, 270 p.

Les nouvelles conceptions stratégiques d'après les enseignements de la deuxième guerre mondiale.

Kœltz (Louis), général. — Hitler et l'offensive de 1940, *R. de Paris*, mai 1957, p. 55-71.

La genèse du plan de campagne allemand et la part personnelle de Hitler dans sa conception.

Liddle Hart (B. H.), captain. — How Hitler broke throught in the West, *Mil. R.*, mars 1957, pp. 52-62, cartes.

Id. — How Hitler saved Britain, Dunkerque and the fall of France, *Mil. R.*, mai 1957, pp. 54-62, cartes.

Mordal (Jacques). — La guerre germano-soviétique, campagne de 1943-1944 : le rouleau compresseur russe, *Miroir de l'Histoire*, avril 1957, pp. 441-452.

Roos (Hans). — Die militärpolitische Lage und Planung Polens gegenüber Deutschland vom 1939, *Wehrw. Rundsch.*, avril 1957, pp. 181-203, cartes.

Tippelskirch (Kurt von). — La stratégie allemande aux moments décisifs de la guerre terrestre, *R. Mil. suisse*, mai 1957, pp. 201-220.

Les décisions heureuses de 1939-1940. Les erreurs stratégiques de Hitler lors du déclenchement et au cours de la campagne de Russie.

**Važnejsie operacii Velikoj Otečestvennoj Vojny. 1941-1945* [Les principales opérations militaires au cours de la Grande Guerre nationale], Moskva, Voenizdat, 1956, in-8°, 623 p.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

Conrady (Heinz Dietrich von). — Quer durch Europa. Die Geschichte Zweier Uberführungen, *Marine Rundsch.*, avril 1957, pp. 60-66, cartes.

Histoire de deux convois allemands de ravitaillement, par voies fluviales françaises, notamment par le canal Rhin-Rhône, à destination des forces italiennes.

*Coulter (J. L. S.) Surgeon Captain., — *Royal naval medical services*. Vol. II : *Operations*, London, H. M. S. O., 1957, in-8°, 578 p., pl. h. t.

(History of the Second World War. United Kingdom, Medical Series.)

*Green (William). — *Famous fighters of the Second World War*, New York, Hanover House, 1957, in-8°, 127 p. ill. diagt.

Les types les plus fameux d'appareils de chasse employés par la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Allemagne, le Japon au cours de la guerre : caractéristiques, performances, valeur comparative, etc...

*Grew (F. A. E.). — *Army medical services. Campaigns*, vol. I, London, H. M. S. O., 1957, in-8°, 666 p., pl. h. t.

(History of the Second World War. United Kingdom, Medical Series.)

*Hoth (Hermann), Generaloberst. — *Panzeroperationen. Die Panzergruppe 3 und der operative Gedanke der deutschen Führung Sommer 1941*, Heidelberg, K. Vorvinckel, 1956, I, in-8°.

(Die Wehrmacht im Kampf. II.)

Krolikiewicz (Tadeusz). — Lotnictwo Polskie na frontach II Wojny Swiatowej [L'aviation polonaise sur les fronts de la deuxième guerre mondiale], *Skrzydlata Polska*, avril-mai 1957, nos 15, 16, 17 à 20.

Moll (Hermann). — Das deutsche Marinefugzeug von 1918 bis 1944, *Marine Rundsch.*, avril 1957, pp. 48-60 (à suivre).

Pearson (Raymond L. V.). — Operations in the Taïga, *Mil. R.*, avril 1957, pp. 40-52, cartes.

Exemples d'opérations d'hiver pendant la guerre russo-finlandaise de 1940 et d'opérations d'été en juillet 1944 (au nord du lac Ladoga).

Pickert (W.). — Kampf gegen Panzer und Schlachtfiieger mit truppeneigenen Mitteln, *R. Milit. Gen.*, mai 1957, pp. 705-713.

**Proryv podgotovlennoj oborony strkoel-*

vymi soedinenijami. Po opytam Velikoj Otecestvennoj Vojny. Sbornik statej [La percée par des unités d'infanterie de positions préparées à l'avance. D'après les expériences de la Grande Guerre nationale], Moskva, Voenizdat, 1957, 376 p.

[*Redford-Welch (S. C.), ed.] — *The Royal Air Force medical services.* Vol. II : *Commands*, London, H. M. S. O., 1957, in-8°, 760 p., pl. h. t.

(History of the the Second World War. United Kingdom, Medical Series.)

Senger u. Etlerleim (F. M. V.). — Deutsche Versuchspanzer 1926-1946, *D. Soldat*, mai 1957, pp. 140-143, ill.

U. S. (Ufficio Storico). — La Marina in Libia : 1940-1943, *Riv. Marittima*, mars 1957, pp. 495-522.

Organisation générale, bases, ravitaillement.

*Wardlow (Chester). — *The Transportation Corps; movements, training and supply*, Wash., Gov. Print. Off., Sup. of Doc., 1957, in-8°, 581 p., cartes diag.

(U. S. Army in World War II, Technical Services.)

OPÉRATIONS

Babac (Pavle). — Operacije prave armiske grupe u Zapadnoj Srbii i Šumadiji od 21 sept. do 14 okt. 1944 [Les opérations du premier groupe d'armée en Serbie occidentale et en Sumadija du 21 sept. au 14 oct. 1944], *Voj. ist. glasnik* (Belgrade), n° 6, déc. 1956, pp. 57-82.

Beach (cap. Edward L.). — Unlucky in June : Hiyo meets Trigger, *U. S. Nav. inst. proceedings*, avril 1957, pp. 376-385.

Récit de l'attaque par un sous-marin américain d'un porte-avions japonais dans la baie de Tokio (10 juin 1943).

Boltin (E.). — Pobeda sovetskoj armii pod Moskvoj v 1941 godu [La victoire de l'armée soviétique à Moscou en 1941], *Vopr. ist.*, 1957, n° 1, pp. 20-32.

Bragadin (Marc-Antonio). — The Royal Italian Navy's last victory : The battle of mid-August 1942, *U. S. Nav. inst. proceedings*, mai 1957, pp. 479-487, carte.

Destruction d'un convoi britannique à destination de Malte.

Buchner (Alex.). — Die Abwehrschlacht vor Murmansk im Frühjahr 1942, *D. Soldaten Ztg*, mai 1957, pp. 6-7, carte, ill.

Büttner (Kurt). — Der Kampf um die Oderfestung Glogau, *D. Soldaten Ztg*, avril 1957, p. 4.

Carell (Paul). — Die Wüstenfüchse, *Oase*, mai 1957, pp. 1-3 (à suivre).

La campagne d'Afrique. Extrait de la revue *Kristall.*

Doerr (Hans), Gen.-Maj. — Kritische Betrachtungen über die Schlacht von Uman, *Wehrkunde*, avril et mai 1957, pp. 186-193, carte.

Dragojlov (Fedor). — Rat od 1941-1945 na podrucju Nezavisne Države Hrvatske [La guerre de 1941 à 1945 sur le territoire de l'État indépendant croate], *Hrvatska* (Buenos-Aires), 26 sept, 24 oct. et 7 nov. 1956.

Huan (Claude). — Opération de la flotte allemande contre le convoi P. Q. 17, *R. Marit.*, mai 1957, pp. 582-617.

Dans les eaux norvégiennes.

Ivanovic (Miladin), lieutenant-colonel. — Borbe za Zaječar septembra 1934 [Les combats pour la libération de Zajecar (sept. 1944)], *Voj. Ist. Glasnik* (Belgrade), octobre 1956, pp. 82-106.

Jaggi (O.), major. — Der Handstreich auf Ettuefont, *Allg. schw. mil. Z.*, avril 1957, pp. 282-298, carte.

Coup de main du bataillon de choc Gambiez sur le village d'Ettuefont (23 nov. 1944). D'après des témoignages d'officiers.

Kazakova (A. S.). — Učastie voinov Uzbekistana v bitvakh pod Moskvoj i Stalingradom (1941-1943) [La participation des combattants de l'Ouzbekistan aux batailles de Moscou et de Stalingrad (1941-1943)], *AN Uzbek. SSR, Trudy inst. ist. i arkheol.*, 1956, n° 9, pp. 215-230.

Kittredge (commander C. W.). — Stalking the *Takao* in Singapore harbor, *U. S. Nav. inst. proceedings*, avril 1957, pp. 392.

Torpillage du croiseur lourd japonais par un « midget submarine » en rade de Singapour (30 juill. 1945).

Komel (Franta), Tlaker (Ivan). — Druge grupa odreda i njen put u severnu Sloveniju [Le deuxième groupe du détachement et son raid en Slovénie septentrionale], *Voj. ist. glasnik* (Belgrade), déc. 1956, pp. 37-57.

Combats en Slovénie, avril 1941.

Kwiecinski (Czeslaw). — Piedimonte San Germano, *Poprostu*, 19 mai 1957, pp. 1 et 5.

En mai 1944. Extrait des souvenirs (à paraître) d'un attaché de presse à la 5e division d'infanterie du 2e corps polonais en Italie.

*Lenz (Friedrich). — *Stalingrad, der verlorene Sieg*, Heidelberg, F. Lenz, 1957, in-8°.

*Milner (Samuel). — *Victory in Papua*, Washington, Gov. print. off., Supt. of doc., 1957, in-8°, 424 p., ill., cartes h. t.

(U. S. Army in the World War II. War in Pacific.)

Pavlov (Jakov). — V pamjatnye dni [Ces jours mémorables], *Slavjane*, 1957, n° 2, pp. 43-47.

Souvenirs d'un combattant sur la bataille de Stalingrad.

*Powell (Michael). — *Death in the South Atlantic : the last voyage of the Graf Spee*, New York, Rinehart, 1957, in-8°, 247 p., carte.

Rydlewski (Stanislaw). — A bylo to pod Arnhem [Cela se passait près d'Arnhem], *Kierunki*, 7 avril, 12 mai, 26 mai, 4 juin 1957.

Souvenirs d'un médecin de parachutistes polonais sur la bataille d'Arnhem, 21 septembre 1944.

Strigl (Rudolf). — Aufstand in Prag, *Wiking-Ruf*, mai 1957, pp. 7-11.
31 avril-3 mai 1945.

Tobler, major. — Der Ubergang die Mosel bei Pont-à-Mousson, *Allg. schw. mil. Z.*, avril 1957, pp. 299-306, ill.

La traversée de la Moselle par les forces américaines (5-6 sept. 1944).

Trgo (Fabian), colonel. — Nemacka ofansiva na Makarsko primorje i srednjedalmatinske otoke (oktobar-decembar 1943) (L'offensive allemande contre le littoral de Makarska et les îles de la Dalmatie centrale (oct.-déc. 1943), *Voj. ist. glasnik* (Belgrade), oct. 1956, n° 5, pp. 14-52.

Višnjić (Petar). — Razvoi Narodnooslobodilaćke borbe u Šumadiji u prvoj polovini 1943 god [L'évolution de la lutte de libération nationale dans le Sumadija au cours de la première moitié de 1943], *Voj. ist. glasnik* (Belgrade), févr. 1957, n° 1, pp. 28-51.

Zimburg (Rüdiger). — Hexenkessel am « Torre Muchia ». Die harten Abwehrkämpfe in Italien an der Jahreswende 1943-1944, *D. Fallschirmjäger*, févr. 1957, pp. 8-11, carte.

HISTORIQUES D'UNITÉS

*Coby (J. F.). — *28th (Maori) Battalion*, Wellington, War Hist. Branch, Dep. of internal Affairs, 1956, in-8°, 515 p., pl. et cartes h. t.

Campagnes de Crète, d'Égypte, de Cyrénaïque, de Turquie et d'Italie.

*Ringel (Julius), Gen. d. Gebirgstruppe, Weber (Fritz), *Hurra die Gams ! Ein Gedenkbuch für die Soldaten der 5 Gebirgsdivision*, Graz, Göttingen, L. Stocker, 1957, in-8°.

X. — Gegenstoss an der Neva. Mit der I Fallschirmjäger division vor Leningrad, *D. Fallschirmjäger*, févr. 1957, pp. 7-8, cartes.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Birman (Dominique). — La Suède avait l'intention, en 1945, de libérer le Danemark et la Norvège, révèle le ministère de la Défense de Stockholm, *Le Monde*, 21 avril 1957, p. 9.

Plan R. N.-R. D. (Sauver la Norvège-Sauver le Danemark) mis au point par l'État-Major suédois, à la demande des gouvernements libres de ces pays, pour éviter la prolongation d'une résistance allemande localisée.

Bogus (E.). — Proval missii generala Kherli v Kitae, 1944-1945 gg. [L'échec de la mission du général J. Hurley en Chine, 1944-1945], *AN SSSR. Uč. zap. po nov. i novejš. ist.*, 1957, III, pp. 410-466.

*Cretzianu (Alexandre). — *The Lost opportunity*, London, J. Cape, 1957, in-8°, 188 p.

Ancien secrétaire général du ministère

roumain des Affaires étrangères (1938-1941), puis ministre à Ankara (1943-1945), l'auteur exprime la déception que causa en Roumanie l'indifférence politique des Alliés occidentaux, qui abandonnèrent le pays au joug soviétique.

Der geheime deutsch-japanische Norenaustausch zum Dreimächtepakt, *Vierteljahrsb. f. Zeitsgeschichte*, avril 1957, pp. 182-199.

Texte et commentaire des notes échangées entre l'ambassadeur allemand à Tokio, Eugen Ott, l'envoyé spécial de Ribbentrop, Stahmer, et le ministère japonais des Affaires étrangères avant la signature du pacte tripartite, le 27 septembre 1940.

*Kogan (Norman). — *Italy and the Allies*, Cambridge, Harvard Univ. Press, 1956, in-8°, 246 p., cartes.

Les relations entre les alliés et l'Italie de la fin de la période fasciste au traité de paix inclusivement.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

[*Schellenberg (Walter)]. — *The Schellenberg memoirs. A record of the Nazi secret service.* Edit. et transl. by Louis Hagen. Introd. by Allan Bullock, London, A. Deutsch, 1956, in-8°, 479 p., pl. h. t.

D'après les notes du chef des services de renseignements des S. S., puis de l'ensemble des services secrets allemands après l'arrestation de Canaris.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

*Adelsberger (Lucie). — *Auschwitz. Ein Tatsachenbericht*, Berlin, Lettner Verl., 1956, in-8°, 176 p.

*Bauer (Joseph Martin). — *Soweit die Füsse tragen*, München, Ehrenwirth, 1956, in-8°, 447 p.

Récit de l'évasion de Sibérie d'un soldat allemand condamné pour crimes de guerre.

Trad. française : *Aussi loin que mes pas me portent*, Paris, Calmann-Lévy, 1957, in-8°, 371 p.

*Bellegarde (Carlo de). — *African escape.* Translated by Muriel Currey. Foreword by R. W. Godson, London, Kimber, 1957, in-8°, 203 p., carte sur p. de garde, plans.

Évasion d'un combattant italien prisonnier en Abyssinie.

*Calavia Bellosillo (Eusebio), Alvarez Cosman (Francisco). — *Enterrados en Russia*, Madrid, « Saso », 1956, in-8°, 239 p., pl., couv. ill., carte. (Collection « Meridiano », vol. 4.)

Combattants de la « Division Azul », les auteurs, faits prisonniers en Finlande en 1941, décrivent les nombreux camps soviétiques où ils vécurent jusqu'à leur rapatriement en 1953. (Carte de ces camps, p. 56.)

Gajdus (Wojciech). — « Polnische Pfaffen » swieca Wielkanoc [Les « calotins polonais » fêtent Pâques], *Tyg. Powszechny*, n° 16, 21 avril 1957, p. 6.

Au camp du Struthof en 1943. Souvenirs d'un prêtre déporté.

*Hiess (Joseph). — *Glasenbach, Buch einer Gefangenschaft*, Wels, Verl. Welsermühl, 1956, in-8°, 258 p.

Nikiforowa (Antonina). — Eto ne dolzno pôvtorit'cja [Cela ne sera plus], *Znamja*, 1957, n° 5, pp. 5-77.

Souvenirs d'une femme-médecin, prisonnière de guerre et déportée à Ravensbrück.

Sapfirov (N.). — V fašistskom plenu (En captivité chez les fascistes], *Oktjabr'*, nov. 1956, pp. 147-165.

Souvenirs de captivité au camp d'Altenberg.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

Il processo di Malmédy, *Legione*, 24 mars 1957, pp. 4-9.

Texte italien et français d'après la *Frankfurter Allg.* et l'article du général Hans Korte sur l'affaire de Malmédy jugée en juillet 1946 à Dachau.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

ALLEMAGNE

*Bartel (Walter). — *Deutschland in der Zeit der faschistischen Diktatur 1933-1945*, Berlin, Volk u. Wissen., 1956, in-8°, 269 p.

Beecht (Bertold). — Die Horst-Wessel-Legende, *Weltbühne*, 29 mai 1957, pp. 673-677.

*Hartung (Hugo). — *Schlesien 1944-1945. Aufzeichnungen und Tagebücher*, München, Bergstadtverl. W. Gottl. Korn, 1956, in-8°, 206 p.

**Der Konkordatsprozess*, hrg von Friedrich Giese und F. A. Frhr. v. der Heydte, München, Isar Verl., 1956, in-8°, 272 p.

(Veröffentlichungen d. Instituts f. Staatslehre u. Politik, Mainz, Band II.) Tous les textes relatifs au Concordat du 20 juillet 1933.

Larsen (Egon). — Deutscher Theater in London 1939-1945. Ein unbekanntes Kapitel Kulturgeschichte, *D. Rundschau*, avril 1957, pp. 378-383.

*Mellin (Alexander von). — « *Rührt euch — wenn ihr könnt* », Berlin, U. Blanvaht, 1956, in-8°, 319 p.

Un destin de soldat aux prises avec la Gestapo.

*Schüler (Felix). — *Das Handwerk im Dritten Reich*, Bad Wörishofen, Holzmann Verl., 1957, in-8°, 110 p.

Sorlin (P.). — L'aviation militaire allemande sous la République de Weimar, *Forces aér. fr.*, mai 1957, pp. 895-924.

Whiteside (Andrew G.). — The Nature and Origins of National Socialism, *J. of Central Europ. Affairs*, avril 1957, pp. 48-79.

Zvike (Gerhard). — Der deutsche Generalstab — ein Organ des deutschen Imperialismus, *Einheit*, avril 1957, pp. 449-460.

Critique de l'ouvrage de Walter Görlitz, *Der deutsche Generalstab*, 1953.

ESPAGNE

Barran (Alfredo). — Spanische Blaue Division, im Felde 1942. Wir schmieden die Einheit Europas, *Wiking-Ruf*, mai 1957, pp. 16-17.

ÉTATS-UNIS

*Cart (Joakim). — *Das amerikanische Leih-und-Pacht-Gesetz (Lend-Lease Akt). Entstehung und Bedeutung für den Ausgang des Zweiten Weltkrieges*, Berlin, Frankfurt a. M., E. S. Mittler u. Sohn, 1957, in-8°, 114 p.

(Wehrwissenschaftliche Rundschau. Beiheft 6.)
Bibl. pp. 107-114.

*Moellering (Ralph Luther). — *Modern war and the American churches : a factual study of the Christian conscience on trial from 1939 to the cold war of today*, New York, American Press, 1947, in-8°, 141 p.

Critique des réactions des « American churches » pendant et depuis la deuxième guerre mondiale.

Remak (Joachim). — The Bund and German-American relations. — *J. of modern history*, janv. 1957, pp. 38-41.

L'activité aux U. S. A. du « Bund » germano-américain ; ses tentatives de pression sur l'opinion américaine de 1930 à la guerre.

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

**L'Épuration*, Paris, Les Sept-Couleurs, 1957, in-8°, 144 p.

(Collection « Défense de l'Occident ».)

Hostache (René). — Un gouvernement clandestin : le Conseil national de la Résistance et la Délégation générale en France du Comité d'Alger. — *R. Int. Hist. Pol. et Const.*, sept. 1956, pp. 153-204.

Michel (Henri). — Lumières sur Vichy? *Annales*, déc. 1956, pp. 510-525.

Critique des ouvrages de Louis Noguères, de Farmer et de Robert Aron sur le maréchal et le gouvernement de Vichy.

Mourin (Maxime). — La drame du matériel français en 1939-1940, *Miroir de l'Histoire*, mai 1957, pp. 610-618, phot.

GRANDE-BRETAGNE ET COMMONWEALTH

*Pawle (Gerald). — *The Secret War 1939-1945*. Forew. by Nevil Shute. New York, Sloane, 1957, in-8°, 297 p., ill., cartes.

Activités du « British Department of Miscellaneous Weapon Development », chargé de la recherche et de la mise au point d'armes nouvelles, pendant la deuxième guerre mondiale.

*Savage (C. I.). — *Inland transport*, London, H. M. S. O., 1957, in-8°, 695 p., tabl., statistiques.

(History of the Second World War. United Kingdom, Civil series.)
Les transports ferroviaires et routiers

en Angleterre pandant la deuxième guerre mondiale.

HONGRIE

*Golding (Louis). — *Les lieux dangereux*. Trad. par Jeanne Fournier-Pargoire, Paris, Albin-Michel, 1957, in-8°, 416 p.

Roman sur la Hongrie pendant la guerre.

ITALIE

*[Autori vari.] — *Donne cristiane nella Resistenza. Testimonianze e documentazioni sul contributo femminile alla lotta partigiana in Lombardia.* A cura del Movimento Femminile della Democrazia Cristiana du Milano, Milano, Tip. Molinari, Aldo e Co, 1956, in-4°, 111 p., ill. h. t.

Bendiscioli (Mario). — Una vita oscura di resistenza al fascismo dal 21 al '41, *Mov. di Liber. in Italia*, janv.-mars 1957, pp. 68-76.

Quintino Di Vona d'après l'ouvrage de Lina Di Vona Caprio.

Bellini (Fulvio). — La Verità sulla morte di Benito Mussolini. Rivelazione di un ex-partigiano comunista : Fu Aldo Lampredi ad uccidere Mussolini, *Tempo* (Roma), 24 et 25 mai 1957, pp. 1 et 9.

Mussolini aurait été exécuté par le partisan « Guido » et non par le « colonel Valerio » (W. Audisio) [en marge du procès de Padoue].

Consiglio (Alberto). — Il maledetto oro di Dongo. Documenti raccolti e coordinati da Alberto Consiglio, *Tempo* (Roma), 22, 23, 24, 25, 26 et 27 avril 1957.

Le pillage du « trésor de Mussolini » et des chefs fascistes arrêtés à Dongo (en marge du procès de Padoue). Voir également la presse italienne depuis le 28 avril 1957, qui publie des comptes rendus d'audience plus ou moins fidèles de ce procès.

*Lussu (Emilio). — *Diplomatia clandestina (14 giugno 1940-25 luglio 1943)*, Firenze, la Nuova Italia, 1956, in-8°, 80 p. « Quaderni del Ponte. »

L'auteur a vécu successivement en France occupée, en Espagne, à Malte, en Angleterre, aux États-Unis, où il a pris contact avec tous les éléments émigrés antifascistes.

Relazioni sull'attività militare dalle formazione patriottiche operanti alle dipendenze del Comando XI Zona dell'Esercito di Liberazione Nazionale (II), *Mov. di Liber. in Italia*, janv.-mars 1957, pp. 29-67.

*Rossi (Ernesto). — *Una spia del regime* (documenti e note à cura di E. R.), 2ª edizione, Milano, Feltrinelli, 1957, in-8°, 322 p.

Réédition de l'ouvrage paru en 1956 ; l'auteur y ajoute des documents nouveaux renforçant les accusations qu'il porte contre Del Re.

*Scala (E.). — *Storia delle fanterie italiane*. X vol. : *La Fanterie nella seconda guerra mondiale*, Roma, Tip. regionale, 1956, in-8°, xxv-879 p.

Ventura (Franco). — La Stampa clandestina a Trieste dal 1943 al 1945, *Movimento di Liber. in Italia*, janv.-mars 1957, pp. 3-29.

PAYS-BAS
ET INDES NÉERLANDAISES

*Roosenburg (Henriette). — *The Walls came tumbling down*, London, Secker and Warburg, 1957, in-8°, 222 p.

Souvenirs d'une résistante hollandaise.

POLOGNE

Bor-Komorovski (Gen.). — Le soulèvement de Varsovie en 1944, *Historia*, janv. 1957, pp. 21-27.

(Condensé de l'ouvrage.)

Deczkowski (Juliusz Bogdan) [pseud. de Laudanski (Bogdan)]. — Akcja « Wilanow ». 26. IX. 1943 r. [Le coup de main de Wilanow, le 26 sept. 1943], *Nowa Kultura*, n° 20, 19 mai 1957, pp. 314, ill.

Témoignage.

Kalenicenko (P.). — Do pitannja pro pričini krakhu buržuazno-pomiščickoj Pol'šči u veresni 1939 r. [Les causes de l'effondrement de la Pologne des bourgeois et des propriétaires fonciers en 1939], *AN Ukr. SSR. Int-t ist. Nauč. Zap.*, 1956, n° 7, pp. 147-168.

*Mark (Bernard). — *Der Aufstand im Warschauer Ghetto. Entstehung und*

Verlauf, Berlin, Dietz, 1957, in-8°, 428 p.

Moczar (Mieczysław). — NSZ i ich bojowy oddział 'Brigada Swietokrzysha' [Les « Forces Armées Nationales » et leur section de combat « La brigade Sainte-Croix »], *Poprostu*, 12 et 26 mai 1957, pp. 2, 3, 4 et 7.

Documents sur la résistance en septembre 1944 à Varsovie.

**Na spotkanie ludziom z A K* (opracował K./M. Redaktor : Witold Śmiśniewicz) [A la rencontre de ceux de l'Armée intérieure], Warzawa, « Iskry », 1956, in-16, 164 p., couv ill.

Discussion sur l'Armée intérieure polonaise.

*Potemski (Tadeusz). — *Josef Wieczorek*, Warszawa, 'Ksiaska i Wiedza', 1956, in-16, 168 p., ill., portr. front., fac-sim., carte h. t.

La résistance en Silésie. Carte des sabotages de voies ferrées opérés par l'Armée populaire Dombrowski (févr. 1943-oct. 1944).

O czym mowia dokumentu z archiwum « Antyku » [Ce que disent les documents d'archives de l'Antyk], *Tryb. Ludu*, 23 mai 1957, p. 5.

Premiers dépouillements des documents relatifs à cet organisme anticommuniste durant l'occupation hitlérienne à Varsovie.

Przelaskowski (R.). — Biblioteka publiczna m. st. Warszawy w latach okupacji i po wyzwoleniu stolicy [La Bibliothèque publique de la ville de Varsovie durant l'occupation et après la Libération], *Bibliotekarz*, n° 4, 1957, pp. 107-110.

Sulewski (Wojciech). — Narodowe Siły Zbrojne [Les Forces Armées Nationales], *Polityka*, 22-28 mai 1957, p. 9.

Témoignages et documents de 1942 sur cette section de l'Armée intérieure (AK).

**Szkice z dziejow Slaska, pod redakciaj Ewy Maleczynskiej* [Études sur l'histoire de la Silésie], Warszawa, « Ksiazka i Wiedza », 1955-1956, 2 vol. in-8°, xii-427 p., vii-498 p., ill., fac-sim., carte h. t.

T. II, pp. 436-466 : « Libération de la Silésie », par Karol Ganzel. Fac-sim. des journaux clandestins et carte des sabotages.

*Zagorski (Wacław) (Lech Grzybowski). — *Wicher Wolnosci* (Przedmowa : Gustaw Herling-Grudzynski... Grafika Stanisława Gliwy) [L'ouragan de la Liberté], Londyn, Stowarzyszenie Polskich Kombatantow, Koło II, 1957, in-8°, 391 p., ill., fac-sim., 2 plans joints.

Journal du soulèvement de Varsovie (30 juill.-7 oct. 1944), par un des chefs de l'Armée intérieure.

ROUMANIE

Lupta P. C. P. pendru rāsturanea dictaturii fasciste Antonesciene şi intsarcerea armelor impotriva estropita rilor hitlerişti... [La lutte du Parti communiste roumain pour le renversement de la dictature fasciste d'Antonesco contre les occupants hitlériens, 1941-1944], *Lupta de clasa*, oct. et nov. 1956, n°s 10 et 11, pp. 98-111 et 105-116.

SAINT-SIÈGE

*Giordani (Igino). — *Vita contro morte. La Santa Sede per le vittime della seconda guerra mondiale*, Verona, Arnaldo Mondadori, 1956, in-8°, 328 p.

L'aide morale et matérielle apportée par le Saint-Siège aux prisonniers, déportés, persécutés de toutes nationalités. Cf. *Civiltà cattol.*, 6 avril 1957, pp. 66-74.

U. R. S. S.

Boldyrev (V.). — Mestnye sudy na Ukraine v gody nemeckoj okkupacii [Les tribunaux locaux en Ukraine occupée, 1941-1943], *Vestn. Inst. izuč. SSSR* (Munich), déc. 1956, n° 4, pp. 66-72.

Résumé en français pp. 150-151.

Klokov (V.). — Učast' poljakiv, čékhiv i slovakiv u partizanskoj borot'bi na Ukraini i v Bilorusii [La participation des Polonais, des Tchèques et des Slovaques à la lutte des partisans en Ukraine et en Biélorussie pendant la grande guerre nationale], *AN Ukr. SSR. Ins-t ist. Nauč. Zap.*, 1956, t. VII, pp. 62-86.

Kompaniec' (I.). — Bojovij šljakh čekhoslovac'kogo i pol'skogo vijs' ko-

vikh z'ednan'... [L'itinéraire de combat des unités tchécoslovaques et polonaises formées sur le territoire de l'U. R. S. S. pendant la grande guerre nationale], *AN Ukr. SSR. Ins-t istor. Nauč. Zap.*, 1956, t. VII, pp. 36-61.

Petrov (D.). — Doblestnyj trud kolkhoznikov Jakutii v gody Velikoj Otečestvennoj Vojny [Le courageux travail des kolkhoziens de la Yakoutie au cours de la grande guerre nationale], *Po leninskomu puti*, 1957, nº 2, pp. 52-64.

Sajanov (V.). — Soldatskie razgorovy. Iz leningradskogo dnevnika [Conversations entre soldats. Fragments du journal de Leningrad], *Zvezda*, janv. 1957, pp. 130-142.

Rencontres avec les soldats dans Léningrad assiégé.

Vasil'ev (A. V.). — O pervom periode Velikoj otečestvennoj vojny [La première période de la grande guerre nationale], *Prepodavanie istorii v skole*, 1957, nº 1, pp. 9-22, cartes.

L'enseignement de l'histoire de la deuxième guerre mondiale dans les écoles secondaires en U. R. S. S.

**Vo imja otčizny. Komsomol'cy i molodež vooružennykh sil SSSR v Velikoj Otečestvennoj Vojne* [Au nom de la patrie. Le komsomol et les jeunes dans les forces armées soviétiques au cours de la grande guerre nationale], Moskva, Voenizdat, 1957, 519 p.

Zakaljuk (K.). — Bojcy vspominajut minuvšie dni [Les combattants se remémorent les jours passés], *Slavjane*, 1957, nº 2, pp. 48-51.

La participation des prisonniers soviétiques à la lutte des partisans tchèques.

YOUGOSLAVIE

Djonlagic (Ahmet), lieutenant-colonel. — Ozrenska operacija [L'opération d'Ozren], *Voj. istor. glasnik* (Belgrade), déc. 1956, nº 6, pp. 3-37.

Les combats en Bosnie contre les oustachis, déc. 1941.

Jauković (Danilo). — Nekoloko podatka o formiranju Prve proletarske brigade [Quelques données relatives à la formation de la première brigade des prolétaires], *Voj. ist. glasnik* (Belgrade), févr. 1957, nº 1, pp. 70-80.

Klokov (V.). — Z istorii bojvoi spivdružnosti narodiv Radjans'kogo Sojuzu i Jugoslavii v borot'bi proti nimec'ko-fašists'kikh zagrabnikov [Contribution à l'histoire de la camaraderie de guerre des peuples de l'Union soviétique et de la Yougoslavie dans la lutte contre les occupants allemands], *AN Ukr. SSR. Ins-t ist. Nauc. Zap.*, 1956, t. VII, pp. 252-267.

*Kyzling (Rudolf). — *Die Kroaten. Der Schicksalsweg eines Südslawenvolkes*, Graz, Köln, H. Böhlaus, 1956, in-8º, 266 p., ill. h. t.

Bibl. pp. 248-256.

La Croatie de 1941 à 1945, pp. 163-224.

Omebasić (Calib). — Osveta [La vengeance], *Front* (Belgrade), 10 avril 1957, pp. 18-19.

Scènes de guerre pendant la libération de Sarajevo (capitale de la Bosnie) en 1945.

Pleše (Branko). — Napad na neprijateljsko uporište Varaždinske Toplice 27 juna 1943 [L'attaque du point d'appui ennemi de Varazdinske Toplice (27 sept. 1943)], *Voj. ist. glasnik* (Belgrade), févr. 1957, nº 1, pp. 51-57.

La guerre de libération nationale en Croatie.

Radovanovic (Jovo). — Tito na Ravnoj Gori [Tito à Ravna Gora], *Nar. arm.* (Belgrade), 20 décembre 1956.

Les pourparlers entre Tito et le général D. Mihajlovic, en oct. 1941.

Zoric (Rade). — Napad na Bugojno (22-25 aug. 1943) [L'attaque de Bugojno (22 à 25 août 1943)], *Voj. ist. glasnik* (Belgrade), févr. 1957, nº 1, pp. 5-28.

15 juin 1957.

TABLE ANALYTIQUE DE L'ANNÉE 1957

ARTICLES.

Nos

ANCHIERI (E.) : *Les rapports italo-allemands pendant l'ère nazi-fasciste*. 26
BOUDOT (F.) : *Sur la psychologie du prisonnier de guerre. Thèse et souvenirs* 25
BRAUDEL (F.) : *La captivité devant l'Histoire* 25
CALVET (H.) : *L'action d'un grand journaliste : Geoffrey Dawson*. . . 28
DEAKIN (F. W.) : *Le congrès de Vérone*. 26
DEBYSER (F.) : *La chute du régime fasciste*. 26
FLAMENT (P.) : *La vie religieuse d'un Oflag*. 25
HOOP (J. M. D') : *Les évasions des camps de P. G.* 25
JONG (C. T. DE) : *La Hollande pendant la guerre*. 27
L'HUILLIER (F.) : *Le Vatican dans la crise mondiale* 28
MICHEL (H.) : *Les travaux de la Commission d'Histoire de la Captivité*. 25
MICHEL (H.) : *Les Mémoires du général de Gaulle* 27
MORET-BAILLY (J.) : *Le camp de base du Stalag XVII B* 25
NÈRE (J.) : *Logistique et stratégie de l'alliance anglo-américaine, 1939-mars 1943*. 27
SILBERT (A.) : *Le camp des Aspirants* (1re partie) 28
VACCARINO (G.) : *Mussolini devant ses biographes*. 26
VILLATE (Cl.) : *Les armées américaines au combat* 27

COMPTES RENDUS.

Allemagne :

Die deutsche Industrie im Kriege 1939-1945 (J. HALPÉRIN) 27
BREYER (R.) : *Das deutsche Reich und Polen 1932-1937* (A. MEYER) . 27
ERNST (R.) : *Rechenschaftsbericht eines Elsässers* (J. SIGMANN) . . . 27
DIETRICH (O.) : *12 Jahre mit Hitler* (Mlle ADLER-BRESSE). 27
GARTNER (M.) : *Botschafterin des Guten Willens. Aussenpolitische Arbeit 1914-1950* (F. L'HUILLIER) 27

Sur l'Anschluss :

LUDWIG (E.) : *Oesterreichs Sendung im Donauraum, die letzten Dezennien œsterreichischer Innen-und Aussenpolitik* (J. SIGMANN). . . 26
EICHSTADT (U.) : *Von Dolfuss zu Hitler-Geschichte des Anschlusses Oesterreichs* (J. MEYER). 26

La Campagne de France (Sur) :

SPEARS (Major-General Sir E.) : *Assignment to catastrophe*, 2 vol. (H. MONTEAGLE). 27
GOUTARD (Cl) : *La guerre des illusions perdues* (P. DHERS). 27
BENOIST-MÉCHIN : *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident* (P. DHERS). 27
Le bombardement de Fribourg (L. SEROR) 27
Président Louis MARIN : *Sur un livre de M. Benoist-Méchin*. . . . 28

La captivité :

FLAMENT (Abbé P.) : *La vie à l'Oflag II D-II B. La vitalité chrétienne et la pratique religieuse à l'Oflag II D-II B* (J. M. D'HOOP). . . 25
AMBRIÈRE (F.) : *Les grandes vacances* (J. MORET-BAILLY). 25
STERNBERG (A.) : *Vie de château et oflags de discipline : souvenirs de captivité* (COLDITZ, LUBECK) (J. M.-B.) 25
ALLBURY (A. G.) : *Bamboo and Bushido* (J. M. D'HOOP). 25
Le World Student Relief 1940-1950 (J. M. D'HOOP). 25

Documents :

Geschichte des zweiten Weltkrieges in Dokumenten. Vol. II (A. MEYER). 27
LAFFAN (R. G. D.) : *Survey of International Affairs.* Vol. II : *The crisis over Czechoclovalai* (M. STAMBROOK). 27
DEGRAS (J.) : *Soviet Documents on Foreign policy.* Vol. III (F. BOUDOT) 27

Économie de guerre (Sur l') :

HIERL (K.) : *Im Dienst für Deutschland* (A. PIATIER). 27
BRAND (K.), SCHILLER (O.), AHLGRIMM (F.) : *Management of Agriculture* (M. CÉPÈDE) 27
MURRAY (K. A. H.) : *Agriculture* (M. CÉPÈDE). 27

Europe centrale :

KERTESZ (S. D.) : *Diplomacy in a Whirpool : Hungary between nazi Germany and Soviet Russia* (R. PORTAL). 28
SCHIEBOLD (K.) : *Opfergang in Rumänien* (A. MEYER). 28
ARNAUTU (N.) : *Douze invasions russes en Roumanie* (J. VIDALENC). 28
PIERRE II de Yougoslavie : *La vie d'un roi. Mémoires* (M. GRANET). 28

Grande-Bretagne et Commonwealth :

MOWAT (C.) : *Britain between the wars 1918-1940* (H. CALVET). . . . 28
ROSKILL (S. W.) : *History of the second world war : The war at sea* (J. MORDAL) 28
COLLIER (B.) : *The defence of the United Kingdom* (R. VILLATE). . 28
MANSERGH (N.) : *Survey of British Commonwealth Affairs. Problems of external Policy 1931-1939* (H. CALVET). 28
LINGARD et TROTTER : *Canada in world affairs* (H. CALVET) 28
BROAD (L.) : *Sir Anthony Eden* (H. CALVET). 28
DUFF COOPER : *Old Men Forget* (H. MONTEAGLE). 28
Sir Winston Churchill, a self portrait (H. CALVET). 28
GATTI (A.) et JOFFROY (P.) : *La vie de Churchill* (H. CALVET). . . . 28
Stèle pour Winston Churchill (H. CALVET). 28
WOOTTON (C.) : *The official history of the british Legion* (Général LESTIEN). 28
HILLS (R. T. T.) : *Phantom was there* (Maris GRANET). 28

Italie :

La crise du libéralisme :
VALERI (N.) : *Da Giolitti a Mussolini* (P. PIERI) 26

La diplomatie mussolinienne :

Documenti diplomatici italiani, 9e série, 7e série (G. Bourgin). . . . 25
Anchieri (E.) : *Dal Convegno di Salisburgo alla non-belligeranza italiana* (F. Debyser). 26
Guariglia (R.) : *La diplomatie difficile. Mémoires, 1922-1946* (G. Bourgin) 26
Lagardelle (H.) : *Mission à Rome, Mussolini* (H. Michel) 26
Campini (D.) : *Strano Gioco di Mussolini* (B. Guillemain) 26
Campini (D.) : *Mussolini-Churchill* (J. Defrane). 26
Hugues (M.) : *The United States and Italy* (G. Bourgin). 26

Les armées italiennes au combat :

Bragadin (M. A.) : *Che ha fatto la Marina* (Capitaine de frégate Caroff) 26
Santoro (G.) : *L'Aeronautica Italiana nella IIda guerra mondiale* (J. Benoist). 26
Messe (G.) : *La guerra al fronte russo* (G. Bourgin) 26
Francesconi (M.) : *Siamo tornati insieme* (B. Guillemain) 26
Trucco (G.) : *Nell'ombra di Tito* (G. Bourgin) 26
Berardi (P.) : *Memorie di un Capo di Stato Maggiore dell'Esercito (1943-1945)* (G. Bourgin). 26
Carboni (G.) : *Mémoires secrets, 1935-1948* (J. Defrasne) 26
Pallotta (P.) : *L'esercito italiano nella seconda guerra mondiale attraverso i giudizi dei commandanti avversari e alleati* (P. Pieri). . . 26

Le Fascisme et l'Église :

Magri (F.) : *La democrazia cristiana in Italia* (D. Tintant). 26
Rossi dell'Arno (G. de) : *Pie XI e Mussolini* (B. Guillemain). . . 26

La Résistance italienne :

Salvadori (M.) : *Storia della Resistenza italiana* (G. Bourgin) . . . 26
Gobetti (A.) : *Diario Partigiano* (P. Pieri) 26
Longo (L.) : *Sulla via dell'Insurrezione nazionale* (G. Bourgin) . . 26
La contribution socialiste à la Résistance piémontaise (J. Defrasne). 26
Marazza (A.) : *I cattolici e la Resistenza* (B. Guillemain) 26
Nenni (P.) : *Taccuino 1942* (B. Guillemain). 26
Martino (G. de) : *Dal Carcere di San Vittore ai « Lager » tedeschi* (M. de Bouard). 26
Ghilardini (Don L.) : *I martiri di Cefalonia* (C. Vidal) 26

Péninsule scandinave (Sur la) :

La Ruche (F.) : *La neutralité de la Suède* (P. Jeannin). 27
Palmstierna (E.) : *Atskilliga egenheter* (P. Jeannin) 27
Trygve Lie : *Leve eller do Norge in krig* (G. Renondeau) 27
Wyller (T. C.) : *Fra okkupasjonsaarenes martkamp* (P. Jeannin). 27
Masur (N.) : *En Jude talar mad Himmler* (P. Jeannin) 27

Services secrets :

Farago (L.) : *War of Wits. The anatomy of Espionage and Intelligence* (A. Fournier) 28
Gauché (Général) : *Le deuxième Bureau au travail, 1939-1940* (G. Renondeau) 28

Hœttl (W.) : *The secret Front. The story of political espionage* (Mlle Adler-Bresse). 28
Témoignage d'un membre de l' « *Abwehr* » (Mlle Adler-Bresse). . . 28

Vichy :

Farmer (P.) : *Vichy, political dilemma* (A. Scherer). 28
Noguères (L.) : *La dernière étape : Sigmaringen* (H. Michel). . . 28
Cernay (L.) : *Le maréchal Pétain, l'Alsace et la Lorraine. Faits et documents (1940-1944)* (J. Sigmann) 28
Mallet (A.) : *Pierre Laval.* T. I : *Des années obscures à la disgrâce du 13 décembre 1940.* T. II : *De la reconquête du pouvoir à l'exécution* (J. M. d'Hoop). 28
Vallat (X.) : *Le problème juif* (J. Billig). 28

NOTES ET NOUVELLES.

Lettre d'Angleterre :
La publication des documents britanniques. 25
Briand et Chamberlain ne furent pas des falsificateurs. 25
Lettre de Hollande. 25
Une bibliographie allemande. 25
Italie : Nouvelles d'Italie 25
Une biographie de Victor-Emmanuel III 26
Les Israélites à Fiume 26
Une lettre de Mussolini à Churchill. 26
Fascisme pas mort.... 26
La Marine de guerre néerlandaise. 25
La mission de M. Rougier (Sur). 25
Note sur le blocus britannique de la France occupée (Philipp Bell). 28

DOCUMENTATION.

Les grandes collections de documents diplomatiques (A. Scherer) . 26

BIBLIOGRAPHIE assurée par les soins de M. Debyser et de la Bibliothèque de Documentation internationale européenne.

De septembre 1956 à janvier 1957. 25
De janvier à avril 1957 26
D'avril à juillet 1957 27
De juillet à septembre 1957. 28

Le gérant : Henri Michel.

NOGENT-LE-ROTROU, IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR. — 3151 - 10 - 1957
Édit. n° 24.506 Dépôt légal, 4e trimestre 1957 Impr. n° 781

N° 25 SEPTIÈME ANNÉE Janvier 1957

REVUE D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

SUR LA CAPTIVITÉ DE GUERRE

SOMMAIRE

	Pages
F. Braudel : **La captivité devant l'Histoire**	3
J. Moret-Bailly : **Le camp de base du Stalag XVII B**	7
P. Flament : **La vie religieuse d'un Oflag**	47
J.-M. d'Hoop : **Les évasions**	66
H. Michel : **Les travaux de la Commission d'Histoire de la Captivité**	78
F. Boudot : **Sur la psychologie du Prisonnier : Thèse et Souvenirs**	88

COMPTES RENDUS

G. Bourgin, F. Debyser, C. T. de Jong, A. Scherer, R. Villate.

NOTES ET NOUVELLES

BIBLIOGRAPHIE

(Voir au verso la suite du sommaire)

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

REVUE D'HISTOIRE
DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Publication trimestrielle

(Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale
Société de l'Histoire de la Guerre, Centre National de la Recherche Scientifique)

COMITÉ DE DIRECTION

Président : Lucien FEBVRE †

P. RENOUVIN, E. LABROUSSE, M. BAUMONT

P. VAUCHER, E. VERMEIL, G. BOURGIN, J. CAIN

Rédacteur en chef : Henri MICHEL

Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé :

22, rue d'Athènes, PARIS-VIII^e^ (TRInité 40-68)

SOMMAIRE *(suite)*

COMPTES RENDUS

UNE THÈSE SUR UN OFLAG : Abbé P. FLAMENT : *La vie à l'Oflag II D-II B. La vitalité chrétienne et la pratique religieuse à l'Oflag II D-II B.*

GRANDES VACANCES ET VIE DE CHATEAU : Francis AMBRIÈRE : *Les grandes vacances.* — Antony STERNBERG : *Vie de château et oflags de discipline : souvenirs de captivité (Colditz, Lubeck).*

CAPTIVITÉ CHEZ LES JAPONAIS : A. G. ALLBURY : *Bamboo and Bushido.*

LE WORLD STUDENT RELIEF 1940-1950.

NOTES ET NOUVELLES

Lettre d'Angleterre : La publication des documents britanniques; Briand et Chamberlain ne furent pas des falsificateurs. — *Revue des Revues militaires.* — *Lettre de Hollande* : Sur une bibliographie allemande. — La Marine de guerre néerlandaise. — *Nouvelles d'Italie.* — *Sur la mission de M. Rougier.*

BIBLIOGRAPHIE

Administration : **Presses Universitaires de France**
108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e^)

Abonnements : **Presses Universitaires de France**
Département des Périodiques
1, place Paul-Painlevé, Paris (5^e^). Tél. ODÉon 64-10

Abonnement annuel (1957) : France, Union française : **1.000 F**
Étranger : **1.200 F** — Prix du numéro : **300 F**
Compte Chèques Postaux : Paris 392-33

AVIS IMPORTANT. — Les demandes en duplicata des numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans les quinze jours qui suivront la réception du numéro suivant.

Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de trente francs.

REVUE D'HISTOIRE
DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

COMITÉ DE PATRONAGE

Président : M. Georges BIDAULT

MM. ALLIX. — P. ARNOULT. — Raymond ARON. — P. AUBÉ. — F. BLOCH-LAINÉ. — C. BRAIBANT. — F. BRAUDEL. — H. CALVET. — R. CASSIN. — F. CHARLES-ROUX. — Général COCHET. — F. CLOSON. — Colonel DE COSSÉ-BRISASC. — R. COULONDRE. — M. CROUZET. — G. DUPOUY. — R. FAWTIER. — A. FRANÇOIS-PONCET. — Gérard JAQUET. — L. JOXE. — A. LATREILLE. — G. LE BRAS. — G. LEFEBVRE. — Général LESTIEN. — Louis MARIN. — G. MONOD. — M. E. NAEGELEN. — L. NOËL. — G. PERNOT. — Rémy ROURE. — A. REUSSNER. — Colonel DE SAINTE-PÉREUSE. — J. SARRAILH. — A. SAUVY. — A. SEGALAT. — L. SENGHOR. — R. SEYDOUX. — A. SIEGFRIED. — Colonel VILLATE. — E. WEILL-RAYNAL.

TABLE DES NUMÉROS PARUS

N° 1 : **Aspects de la Résistance française.** — N° 2 : **Le Japon dans la guerre.** — N° 3 : **Autour de l'Armistice de juin 1940.** — N° 4 : **Sur l'Allemagne en guerre.** — N° 5 : **L'Espagne pendant la guerre. Le changement de commandement de mai 1940. Du 7 mars 1936 à l'Ile d'Yeu.** — N° 6 : **L'Italie et le pacte germano-russe. L'économie soviétique pendant la guerre. La Roumanie et la deuxième guerre mondiale.** — N° 7 : **La responsabilité allemande. La Grande-Bretagne et la crise tchécoslovaque. L'économie de guerre britannique.** — N° 8 : **Gouvernement et commandement français (mai-juin 1940). Notes sur le système concentrationnaire. La marine américaine au combat.** — N° 9 : **Gouvernement et commandement français** (suite). **La guerre de Finlande. Le procès Graziani.** — N°s 10-11 : **LA CAMPAGNE DE FRANCE (mai-juin 1940)** (Numéro spécial : 600 F). — N° 12 : **La mobilisation économique aux États-Unis. Origines de Munich : Le rôle du « Times ». L'alerte du 10 janvier 1940.** — N° 13 : **De Munich à Prague. La Suède pendant la guerre. L'historien et les archives du gouvernement des États-Unis.** — N° 14 : **La politique française du réarmement. La direction des services de l'Armistice à Vichy. Anglais et Américains dans la guerre à l'Ouest.** — N°s 15-16 : **LE SYSTÈME CONCENTRATIONNAIRE ALLEMAND (1940-1945)** (Numéro spécial : 600 F). — N° 17 : **Himmler. Sur l'économie de guerre aux États-Unis. Les nationalités au C. C. Neuengamme. Les travaux sur l'histoire de la deuxième guerre mondiale en Angleterre.** — N° 18 : **L'évolution des États-Unis vers la guerre. L'organisation de la Défense nationale entre les deux guerres. Les relations anglo-allemandes du 30 septembre 1938 au 28 avril 1939.** — N° 19 : **Les relations anglo-allemandes (1938-1939).** — N° 20 : **L'attaque contre La Hollande en 1940. L'effondrement des frontières roumaines en 1940. Les Alsaciens dans la Wehrmacht et la S. S. Roosevelt et la reddition inconditionnelle.** — N° 21 : **La marche vers la guerre 1939. Le projet d'union franco-britannique de juin 1940. La politique allemande de l'U. R. S. S.** (1re partie). **La Roumanie (1939-1947).** — N° 22 : **Sur l'Allemagne en guerre : Joachim von Ribbentrop. Jugements allemands sur la Wehrmacht. Réflexions sur le 20 juillet 1944. La politique allemande de l'U. R. S. S.** (2e partie). **Le premier plan allemand pour l'attaque à l'Ouest.** — N° 23 : **Sur l'armistice germano-yougoslave. La guerrilla communiste. Sur Pétain et Vichy. La guerre en Extrême-Orient.** — N° 24 : **LA CONDITION DES JUIFS** (Numéro spécial : 400 F). — N° 25 : **SUR LA CAPTIVITÉ DE GUERRE.**

CAHIERS D'HISTOIRE DE LA GUERRE

Publications du COMITÉ D'HISTOIRE DE LA GUERRE

N° 3 (février 1950) : **ASPECTS DE LA RÉSISTANCE EUROPÉENNE**..... 150 F

N° 4 (mai 1950) : **ASPECTS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE SOUS L'OCCUPATION** ..... 200 F

EN VENTE A L'IMPRIMERIE NATIONALE : (Chèques postaux : PARIS 9060-06)

39, rue de la Convention — 19, rue Scribe — 91, avenue des Champs-Élysées

COLLECTION « ESPRIT DE LA RÉSISTANCE »

●

En souscription

MARIE GRANET et HENRI MICHEL

« COMBAT »

HISTOIRE D'UN MOUVEMENT DE RÉSISTANCE DE JUILLET 1940 A AOUT 1943

Cet ouvrage formera un fort volume in-8° carré (14 × 22,5 cm) de 336 pages environ. Le prix spécial de souscription a été fixé à 750 F (franco : 800 F). A la publication, le prix de l'ouvrage sera majoré du tiers.

Les exemplaires de souscription seront tirés sur papier spécial.

Le nom du souscripteur et la mention de son titre dans la Résistance seront, s'il le désire et moyennant un supplément de 150 F par volume, imprimés sur la page de garde.

Il sera tiré, en outre, quelques exemplaires numérotés sur Vélin pur fil, mis en souscription au prix de 1.500 F (franco : 1.600 F).

Versements : par chèque bancaire (à l'ordre des P. U. F.) ou par chèque postal (virement au C. C. P. Paris 392-33). Prospectus détaillé et bulletin de souscription sur simple demande aux P. U. F., Service de Publicité, 108, boulevard Saint-Germain, Paris (6e).

Georges BONNEFOUS
Ancien ministre

HISTOIRE POLITIQUE DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

TOME I : **L'Avant-Guerre (1906-1914)**

PRÉFACE d'ANDRÉ SIEGFRIED, *de l'Académie française*

Un volume in-8° carré ..... 1.500 F

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, Boulevard Saint-Germain - PARIS (VIe)

1957. — Imprimerie Daupeley-Gouverneur, Nogent-le-Rotrou (France)

B 11 SEP 1958